ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATRIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

établies par le Service des Archives

11 juillet 1968 — 1er avril 1973

2e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME II

D à H

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1976

D

DAHALANI (Mohamed)

Député du Territoire des Comores
U.D.R.

Est proclamé député le 12 juillet 1970 [*J.O.* du 23 juillet 1970] (p. 6926), [2 octobre 1970] (p. 4047).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 30 septembre 1970] (p. 9095), [2 octobre 1970) (p. 4051).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 novembre 1970] (p. 5131), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [8 octobre 1970] (p. 4208).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SECTION VII - TERRITOIRES D'OUTRE-MER - COMORES : *Difficultés de l'économie des Comores ; effondrement des cours du coprah ; déficit de la balance commerciale du territoire* (p. 5453) ; *aide financière et technique de la métropole insuffisante ; taux de scolarisation ; tourisme ; demande de prise en charge des aérodromes de Mayotte, de Moheli et d'Anjouan* [18 novembre 1972] (p. 5454).

DAMETTE (Auguste)

Député du Nord
(13e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1971] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Rôle de l'aménagement du territoire ; ses observations sur les micro-zones centrées sur des villes moyennes ; région d'Hazebrouck ; mise en œuvre d'une politique active d'aide à l'industrialisation dans la zone Flandre-Lys* [25 octobre 1971] (p. 4879) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EQUIPEMENT ET URBANISME : *Région des Flandres françaises intérieures laissées à l'écart du développement ; sollicite du gouvernement qu'il complète les mesures qui permettraient aux villes moyennes un développement économique* [17 novembre 1972] (p. 5394).

DANEL (Liévin)

Député du Nord
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [15 octobre 1968] (p. 3314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 35, Postes et télécommunications, n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 36, Postes et télécommunications, n° 835 [17 octobre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 3 : *Ses observations sur les camions de 13 à 19 tonnes* [25 septembre 1968] (p. 2899) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer, dans cet article, le premier tableau intitulé : « tarif des droits applicables en ligne directe à l'exception des donations-partages visées à l'article 786 du Code général des impôts »* [24 octobre 1968] (p. 3525) ; *droits de succession en ligne directe ; tarifs applicables à l'égard des enfants* (p. 3525) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (institution d'un droit spécifique sur les bières et les boissons non alcoolisées)* (p. 3546) ; *nécessité de soulager les budgets des familles où la bière tient une place importante* (p. 3546 et 3563). Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Insuffisance des possibilités de raccordement téléphonique ; demandes d'abonnement ; taux d'intérêt consenti par le Trésor pour les sommes que les chèques postaux mettent à sa disposition ; déficit résultant des mandats et recouvrements à domicile ; tarifs consentis à la presse ; dépenses de fonctionnement ; conditions de travail du personnel des postes et télécommunications ; situation des auxiliaires ; cas des standardistes aveugles ; application du nouveau tarif aux entreprises de vente par correspondance* [9 novembre 1968] (p. 4232, 4233) ; Conclusion du rapport de la Commission mixte paritaire : *dégrèvement des taxes frappant les bières ; gouvernement pouvant accepter de porter à 4,9° le seuil actuellement fixé à 4,6° et de faire bénéficier du taux réduit toutes les bières livrées à la consommation* [10 décembre 1968] (p. 5282, 5283) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Amélioration du fonctionnement de cette administration ; répartition par branche d'exploitation des prévisions de dépenses et de recettes du budget annexe ; opérations de fonctionnement ; produits des taxes et des services rendus aux autres administrations ; augmentation du trafic ; conséquence sur les tarifs du régime international de la dévaluation du franc ; majoration de certains tarifs des services financiers ; ses observations sur l'évaluation des sommes versées par le Trésor pour les fonds de chè-*

ques postaux ; intérêts versés par la Caisse des dépôts et consignations pour les fonds de la caisse nationale d'épargne ; ses observations sur les services votés ; dépenses de personnel ; majorations de traitement ; prime uniforme de résultats d'exploitation ; catégories C et D de la fonction publique ; crédits sociaux ; crédits d'achat de biens et services ; crédits de transports ; charges d'intérêt ; opérations en capital ; remboursements des emprunts ; progression des investissements des P.T.T. ; financement des opérations en capital ; ses observations sur la poste et les services financiers ; statut des chèques postaux ; situation des télécommunications ; crise du téléphone ; conséquences de l'automatisation du téléphone ; prévisions pour le personnel des télécommunications ; régime des auxiliaires ; nombre des installations téléphoniques non satisfaites ; taxe de raccordement ; modalités de rachat du matériel [3 novembre 1969] (p. 3228 à 3230) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Rôle du petit commerce ; problème de la patente ; application de la T.V.A. ; prolifération des grandes surfaces ; réforme des comités consultatifs régionaux* [2 décembre 1969] (p. 4491, 4492) ; Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « des deux tiers de ses membres » les mots : « des deux tiers de ses seuls membres élus »* [3 décembre 1969] (p. 4570) ; *ses observations sur les conseils d'administrations* (p. 4570) ; Art. 13 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « en outre un représentant de chacun des organismes conventionnés par la caisse assistera également de plein droit aux séances avec voix consultative »* (p. 4573) ; *ses observations sur les sociétés mutualistes et les compagnies d'assurances* (p. 4573, 4574) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début du cinquième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « à cet effet » les mots : « par la caisse nationale »* (p. 4576) ; *habilitation de la caisse nationale* (p. 4577) ; Art. 40 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (situation des contribuables soumis au régime du forfait)* (p. 4594) : *retrait de son amendement* (p. 4594) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 22 : *Reclassement des fonctionnaires ; problème des auxiliaires des P.T.T. ; cas du Nord et du Pas-de-Calais ; problème du recyclage ; services utilisant du personnel d'exécution féminin* [9 décembre 1969] (p. 4736, 4737).

Décédé le 2 janvier 1970 [*J.O.* du 6 janvier 1970] (p. 234).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1970] (p. 746).

DANILO (Philippe)

Député du Rhône
(7e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, Art. 11 : *Ses observations sur les paroles de M. Bord ; nombre de tours de scrutin* [21 novembre 1968] (p. 4784) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 10 juillet 1965 : « Lorsque les logements vendus ont été financés en parlie par des collectivités locales sous forme de subventions ou d'apports en terrains, la part correspondante du prix de vente leur est reversée »* [17 décembre 1970] (p. 6624) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, Art. 1er : *Son amendement concernant la 8e et la 12e circonscription du Rhône* [8 juin 1972] (p. 2344) ; *ses observations* (p. 2344).

DARCHICOURT (Fernand)

Député du Pas-de-Calais
(14e circonscription)
F.G.D.S.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant amélioration de l'assurance vieillesse, **n° 443** [15 novembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Abrogation pure et simple des ordonnances ; ses observations sur l'organisation administrative et de la composition des conseils d'administration des caisses ; problème du déficit ; démantèlement du régime général de la sécurité sociale ; abandon du système électif ; ses observations sur le « paritarisme » ; conséquence des ordonnances ; éclatement de la sécurité sociale en trois caisses autonomes ; déficit du régime des prestations sociales agricoles ; ticket modérateur dit d'ordre public ; fonctionnement des œuvres sociales de la mutualité ; droit à la santé de la population ; âge de la retraite ; montant des retraites ; problème de la démographie ; formation du personnel médical et paramédical ; gestion des hôpitaux ; recherche sur le plan médical des nouvelles thérapeutiques ; prix de journée des hôpitaux ; coût de la distribution des produits pharmaceutiques ; problèmes de la vieillesse ; part du revenu national consacré à la protection générale et sociale ; insuffisance du relèvement des prestations familiales* [22 juillet 1968] (p. 2407 à 2410) ; *son rappel au règlement : ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2426) ; Art. unique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « les ordonnances nos 67-706, 67-707 et 67-708 prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 sont abrogées »* (p. 2430) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2430) ; Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à abroger l'article premier de l'ordonnance* (p. 2431) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2431) ; *son amendement tendant à abroger l'article 4* (p. 2433) ; *système du paritarisme ; suppression des élections* (p. 2433) ; *son amendement tendant, dans la liste des articles du Code de la sécurité sociale, abrogés par l'article 82 à supprimer la référence à l'article L 22 (alinéa 3)* (p. 2441) ; *problème de la prise en subsistance de l'assuré social* (p. 2441) ; Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte de l'article L 288 du Code de la sécurité sociale prévu par l'article 14 (part garantie par la caisse primaire d'assurance maladie)* (p. 2446) ; *problème consécutif à l'avance des dépenses de santé ; système du tiers payant* (p. 2446) ; *suppression du ticket modérateur* (p. 2447) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (dépôt par le gouvernement d'un projet de loi portant sur l'organisation de la Sécurité sociale et définissant une politique de la santé, de la vieillesse, de la famille et des handicapés physiques et mentaux)* (p. 2452) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2452).

Décédé le 23 décembre 1968 [*J.O. du* 25 décembre 1968] (p. 12193).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1969] (p. 812).

DARDÉ (Jean)

Député de la Haute-Garonne
(4e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [4 novembre 1968] (p. 3890) ; TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Problèmes de l'industrie aéronautique ; météorologie nationale ; ses observations sur le* Caravelle ; *situation des usines de Sud-Aviation ;* Concorde ; Airbus ; *problèmes de la région de Toulouse ; insuffisance des créations d'emploi à la météorologie nationale ; annonce de la création d'un institut de la météorologie* [6 novembre 1968] (p. 4043, 4044) ; *vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 4053).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale, une question orale sans débat relative à l'avenir de l'industrie aéronautique [7 novembre 1969] (p. 3523, 3526).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS - II - AVIATION CIVILE : *Problèmes de la construction aéronautique française ; avion* Concorde ; *Sud-Aviation ; Ve Plan ; décision gouvernementale de commander trois* Concorde ; *concentration de l'industrie aéronautique ;* Airbus ; *problème des personnels de la météorologie nationale ; ses observations sur le fait que la Commission des finances demande la suppression de cinq emplois sur contrat au C.N.R.S. ; problèmes de la navigation aérienne ; cas des électroniciens de la sécurité aérienne* [17 novembre 1969] (p. 3871, 3872).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la sécurité des transports aériens [15 mai 1970] (p. 1753).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Revendications des agents des P.T.T. ; hausse des tarifs postaux financiers ; caractère du budget ; remplacement des six* DC 4 ; *situation des agents des services ambulants ; sort du personnel féminin ; dégradation des conditions de travail ; ses observations sur les primes et indemnités ; montant de la prime de résultat d'exploitation ; vote du groupe socialiste* [29 octobre 1970] (p. 4897) ; *ses observations sur les paroles de M. Galley* (p. 4906) ; TRANSPORTS - II - AVIATION CIVILE : *Problème de l'association de la Grande-Bretagne à l'opération* Airbus ; *question des avions à décollage vertical ; équipement des aérodromes ; liaison Paris-Orly ; revendications du personnel de la météo ; nécessité d'éviter que les civils ne soient remplacés par des militaires dans la navigation aérienne ; problème des aéroclubs ; réforme du corps des contrôleurs de la navigation aérienne* [13 novembre 1970] (p. 5472) ;

— du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des Postes et Télécommunications ; *problème du reclassement des opératrices ; question de leur reclassement à l'intérieur des P.T.T. ; possibilité de renforcer les services existants ; les renseignements et les abonnements ; modalités de ce reclassement ; question de la retraite ; fixation des conditions de reclassement par la voie de conventions* [18 novembre 1970] (p. 5766).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'interdiction de survol des Etats-Unis par les avions supersoniques [11 décembre 1970] (p. 6494, 6495).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux actes de disposition afférents à certains biens ayant appartenu à des coutumax : *Son abstention lors du vote* [18 décembre 1970] (p. 6702).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au projet *Concorde* [7 avril 1971] (p. 937, 938).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « et du droit de grève »* [28 avril 1971] (p. 1516) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1516) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1517).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au programme *Airbus* [15 octobre 1971] (p. 4616, 4617).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Fonctionnement de l'administration des P.T.T. ; autonomie financière du budget annexe* [26 octobre 1971] (p. 4924) ; *protection des téléphonistes des conséquences de la modernisation du réseau ; ses observations sur la postale de nuit ; conditions dans lesquelles les collectivités locales sont obligées de financer la construction des bureaux ; situation des ambulants ; cas des retraités* (p. 4925) ; *vote du groupe socialiste* (p. 4928) ; TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Avenir d'*Airbus *; investissements de l'industrie aéronautique ; ses observations sur le* Concorde *et la* Caravelle *; situation des aéroclubs et de l'aviation civile* [15 novembre 1971] (p. 5686) ; *crédits de recherche contre le bruit dans le voisinage des aérodromes ; situation d'Air France, d'Air Inter et d'U.T.A. ; problèmes du personnel ; météorologie nationale* (p. 5687) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Distinction entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire ; ses observations sur l'article 3 ; droits d'expression des militaires ; droits politiques ; droit d'association ; problème de la notation* [2 mai 1972] (p. 1252) ; *son opposition à l'inclusion du contingent dans le champ d'application du statut des militaires* (p. 1253) ; après l'Art. 3 : *Application du statut aux militaires en activité et aux militaires admis à la retraite avant sa mise en vigueur* [3 mai 1972] (p. 1272) ; *retrait de l'amendement de M. Delorme* (p. 1272) ; *cas des personnels féminins ; retrait de l'amendement de M. Delorme* (p. 1272) ; Art. 4 et 5 : *Retrait des amendements de M. Delorme* (p. 1272, 1273) ; Art. 7 : *Atteinte à la liberté d'information* (p. 1276) ; Art. 9 : *Adhésion à des associations ; application du préambule de la Constitution* (p. 1281) ; Art. 14 : *Devoirs et responsabilités des chefs et des subordonnés* (p. 1288) ; Art. 25 : *Communication du dossier à l'intéressé* (p. 1293) ; Art. 101, 102, 103, 104 et 105 : *Ses observations sur les amendements de M. Delorme* (p. 1319, 1320) ; *ses explications de vote : délégation de pouvoirs faite par le Parlement ; caractère du projet de loi* (p. 1323) ;

— en troisième et dernière lecture, du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *vote du groupe socialiste* [30 juin 1972] (p. 3084) ;

— en troisième lecture, du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1972] (p. 3087) ; en quatrième et dernière lecture : *Vote du groupe socialiste* [1er juillet 1972] (p. 3116) ;

— des conclusions du texte de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1972] (p. 3093) ;

— en troisième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1972] (p. 3098) ; en quatrième et dernière lecture : *Vote du groupe socialiste* [1er juillet 1972] (p. 3117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisance des moyens ; frais de transports et de distribution de la presse ; aggravation du déficit du service des chèques ; taxation des virements ; meilleure rémunération des fonds mis à la disposition du Trésor ; augmentation des tarifs ; le gouvernement favorise les banques au détriment de la « banque du peuple » ; nécessité de l'autonomie budgétaire ; bureaux de poste loués par les communes ; repousse le budget* [7 novembre 1972] (p. 4772, 4773) ; TRANSPORTS - III - AVIATION CIVILE : *Budget trop modeste* [8 novembre 1972] (p. 4882) ; *déclassement indiciaire des ingénieurs et techniciens sous contrat 1018 de la navigation aérienne ; problème des agents contractuels des bases aériennes ; personnels du service de la météorologie ; déroulement des grands programmes,* Concorde, Airbus, Mercure ; *construction du moteur de dix tonnes ; sa demande*

de reconstitution d'une vaste société aérospatiale européenne capable de construire un moteur européen et de nous libérer de l'emprise américaine ; commercialisation de Concorde ; *développement planifié de l'industrie aéronautique au niveau européen ; maintien de deux compagnies d'Etat ; son regret que la trafic intérieur soit laissé au secteur privé ; liaison Orly et la capitale ; modicité des crédits affectés à la sécurité aérienne et à l'équipement des aérodromes* (p. 4883) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 5 : *Son amendement ayant pour objet d'améliorer les règles d'attribution des points gratuits* [18 décembre 1972] (p. 6306) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Vote du groupe socialiste* [19 décembre 1972] (p. 6351).

DARRAS (Henri)

Député du Pas-de-Calais
(12e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Inquiétude des populations des secteurs miniers devant la régression de l'activité des houillères ; sécurité de nos approvisionnements ; problème du bassin du Nord-Pas-de-Calais ; industrie textile ; dégradation de l'emploi ; création d'activités de conversion ; ses observations sur le rapport de gestion des Charbonnages de France* [5 novembre 1968] (p. 3914, 3915) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Liquidation de notre production charbonnière ; bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; pénurie actuelle de charbon ; conditions du marché de l'énergie ; problème social ; perspectives d'avenir ; programme de reconversion économique belge ; nécessité de construire un craqueur à la vapeur « Steam cracking » ; essor de l'utilisation de polyéthylène ; industrie chimique dans le Nord ; Ecole nationale technique des mines de Douai ; importance de la rocade minière* [6 novembre 1969] (p. 3438 à 3440).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux impôts directs locaux [28 novembre 1969] (p. 4445, 4447, 4448).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971 : DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Diminution du personnel des mines ; utilité du charbon ; politique gouvernementale de récession en matière de production charbonnière ; coût du charbon ; situation des houillères du Nord-Pas-de-Calais ; intérêt de l'implantation d'un steamcraking dans la région du Nord ; industrie chimique régionale ; problème du patrimoine des houillères ; entretien de ce dernier* [30 octobre 1970] (p. 4984) ; *possibilité de créer un organisme tripartite qui aurait la charge de gérer l'organisation future du domaine foncier et des actifs immobiliers libérés par la cessation de la production minière* (p. 4985).

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Inquiétude des élus devant l'aggravation de la situation financière des communes* [11 décembre 1970] (p. 6509) ;

— sur les questions orales relatives à l'environnement ; *Réhabilitation de l'environnement dans la région industrielle du Nord-Pas-de-Calais* [4 juin 1971] (p. 2402, 2403).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Dotation destinée aux Houillères nationales ; production du bassin du Nord-Pas-de-Calais ; industrie chimique ; importations en provenance des pays de l'Est ; déficit de la société chimique des charbonnages ; situation de l'emploi* [5 novembre 1971] (p. 5419) ; *ses observations sur la région du Nord ; problème de la rénovation de cette région* (p. 5420).

DASSAULT (Marcel)

Député de l'Oise
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [29 octobre 1968] (p. 3703).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre aux salariés d'investir dans l'accession à la propriété les droits résultant de la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et à prévoir la collaboration des comités d'entreprise à la mise en œuvre de cette possibilité, n° 503 [4 décembre 1968].

Retrait de cette proposition [3 avril 1969] (p. 849).

Sa proposition de loi tendant à permettre aux comités d'entreprise, ou à tout autre organisme qui serait appelé dans l'avenir à se substituer à eux, d'intervenir dans les opérations d'accession à la propriété intéressant un ou plusieurs membres du personnel de l'entreprise, n° 673 [3 avril 1969].

DASSIÉ (Albert)

Député de la Loire-Atlantique
(2e circonscription)
N.I. puis P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie Moderne [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Donne sa démission de membre de cette Commission [11 octobre 1972] (p. 4092).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [11 octobre 1972] (p. 4092) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et

regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chagée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte su les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Est nommé vice-président de cette Commission [6 décembre 1972] (p. 5961).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 286) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, n° 533 [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 948) relatif à certains personnels du service de déminage du Ministère de l'Intérieur, n° 1076 [15 avril 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 2 : *Objectifs du projet de loi ; situation de l'emploi* [25 septembre 1968] (p. 2897) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. Royer* (p. 2898) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa (paragraphe 2°) de ce texte (éléments de la garantie financière)* [11 décembre 1969] (p. 4843) ; *ses observations sur la carte professionnelle* (p. 4843) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ansquer* [17 décembre 1969] (p. 5023) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels du service du déminage du Ministère de l'Intérieur, en qualité de *Rapporteur : Intégration, dans les corps techniques existant au Ministère de l'Intérieur des agents actuellement en fonction au service du déminage ; nombre de tonnes de bombes enlevées chaque année ; statut actuel des services de déminage ; son souhait que les agents concernés ne soient intégrés que sur leur demande ; problème de la prime compensatrice ; cas des agents du laboratoire des explosifs de la préfecture de police* [5 mai 1970] (p. 1510, 1511) ; Art. 1er et 2 : *Ses amendements tendant, après les mots : « de l'intérieur peuvent » à insérer les mots : « sur leur demande »* (p. 1512) ; *possibilité d'intégration* (p. 1512, 1513) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Un décret en Conseil d'Etat dérogera, en tant que de besoin, au statut général des fonctionnaires, à l'effet de déterminer les conditions... »* (p. 1513) ; *caractère spécifique de l'activité des personnels en cause* (p. 1513) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : Art. unique : *Ses observations sur la région de l'Ouest ; son industrialisation ; implantation d'un complexe pétrochimique en basse Loire ; liaison entre l'Ouest et l'Europe ; politique des eaux pour le bassin de la Loire ; construction au cours du VIe Plan de six grands barrages réservoirs de régulation* [17 juin 1970] (p. 2792, 2793).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la sauvegarde du

milieu naturel [19 juin 1970] (p. 2875, 2876).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Plan d'aménagement des grands itinéraires routiers ; ses observations sur la route Amiens-Roye ; aménagement de l'ancienne route nationale n° 34* (4 novembre 1970] (p. 5081) ; *coût d'une route à deux voies à sens unique ; nombre des accidents causés par l'éblouissement des phares ; possibilité, pour éviter des collisions frontales, d'instaurer des sens uniques* (p. 5082) ;

— du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches de traitement automatisé de l'information ; Art. 2 : *Cas des personnels des collectivités locales* [18 novembre 1970] (p. 5755).

Son rappel au règlement : *Discussion de sa question orale avec débat sur la situation des rentiers viagers* [15 avril 1971] (p. 1113).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1418, 1419, 1422).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Autorité et responsabilités des chefs d'établissement* [27 avril 1971] (p. 1473) ;

— du projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires : *Implantation d'une nouvelle école nationale vétérinaire ; choix entre Nantes et Rennes* [4 mai 1971] (p. 1617, 1618) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 50 : *Accès des titulaires de la capacité en droit à la nouvelle profession* [14 octobre 1971] (p. 4570) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Problème des routes ; liaison, par une route à quatre voies, de Nantes à Saint-Nazaire ; ses observations sur le « Plan Agir » ; résultats du Ve Plan en ce qui concerne les pays de Loire ; problème des voies navigables ; chenal Donges-Nantes ; chenal Nantes-Angers* [28 octobre 1971] (p. 5024) ; *construction d'un port à Angers ; canal de Nantes à Brest ; remise en état de la partie Nantes-Redon ; écluse Saint-Félix à Nantes* (p. 5025).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative au contrôle des films [26 novembre 1971] (p. 6175).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 19 : *Son souhait que la Loire-Atlantique soit réunie à la Bretagne* [27 avril 1972] (p. 1154, 1155) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 11 : *Son sous-amendement (définition des participations)* [25 mai 1972] (p. 1926) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 1er *sexies : Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (constitution de cadres)* [22 juin 1972] (p. 2756) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : Art. 5 : *Position du groupe Progrès et Démocratie moderne ; date d'application de la loi ; grâce amnistiante du Président de la République ; demande d'application à certains cas particuliers de l'amnistie fiscale* [17 octobre 1972] (p. 4189);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE - III - SANTÉ PUBLIQUE : *Reclassement et réinsertion sociale des travailleurs handicapés ; médecine du travail ; ateliers protégés ; carte de grand infirme civil ; taux des pensions d'invalidité ; allocations d'aide sociale ; paiement mensuel des pensions* [3 novembre 1972] (p. 4648) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales : *Désire savoir ce que vont devenir les conseillers généraux non renouvelables dont les cantons vont être supprimés* [23 novembre 1972] (p. 5607) ; *exemple de la ville de Nantes* (p. 5608).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux anciens d'Afrique du Nord [24 novembre 1972] (p. 5651).

DEBRÉ (Michel)

Député de la Réunion.
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

MINISTRE D'ÉTAT,
CHARGÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

MINISTRE D'ÉTAT,
CHARGÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973], (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 14 avril 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation africaine et malgache du café, **n° 200** [22 juillet 1968].

Son projet de loi autorisant l'adhésion à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, **n° 255** [24 septembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Nouakchott le 15 novembre 1967, **n° 256** [24 septembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du Protocole annexe, signés à Paris, le 28 septembre 1967, **n° 276** [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran, le 14 juin 1964, **n° 277** [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège, signé à Paris, le 14 mars 1967, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, **n° 278** [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, **n° 279** [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements, en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, **n° 284** [2 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, en-

semble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville, le 21 avril 1966, n° **286** [2 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétiques, n° **339** [8 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance mutuelle entre les administrations douanières respectives, n° **366** [15 octobre 1958].

Son projet de loi autorisant la ratification du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, du 27 janvier 1967, n° **391** [22 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la Convention relative au commerce du blé et la Convention relative à l'aide alimentaire, signées le 27 novembre 1967, n° **392** [22 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Avenant modifiant les articles 4 et 5 de l'annexe IV de la Convention du 28 décembre 1858, additionnelle au Traité de délimitation de la frontière, du 2 décembre 1856 entre la France et l'Espagne, signé à Paris le 15 mars 1968, n° **398** [28 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Paris le 21 mars 1968, n° **462** [19 novembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres le 22 mai 1968, n° **548** [17 décembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Brazzaville le 13 novembre 1967, n° **621** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, adoptés le 23 mai 1967, n° **623** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention sur la reconnaissance mutelle des sociétés et personnes morales, signée à Bruxelles le 29 février 1968, n° **625** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord franco-suisse concernant la station d'épuration des eaux usées des régions de Bâle et de Saint-Louis-Huningue, n° **626** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et de la Convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels, ouvertes à la signature à La Haye, le 1er juillet 1964, n° **627** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation des Accords suivants signés le 17 octobre 1967 : Avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale, signée le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie ; Avenant à l'Accord complémentaire à ladite Convention relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés ; Protocole relatif à l'allocation supplémentaire instituée par la loi française du 30 juin 1956 modifiée et Protocole relatif au régime d'assurances sociales applicables aux étudiants tchécoslovaques en France et aux étudiants français en Tchécoslovaquie, n° **628** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, et la ratification de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, en date du 24 avril 1963, n° **631** [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le Protocole et les trois échanges

de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968, n° 679 [29 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une Association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha, le 26 juillet 1968, n° 714 [8 mai 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969, n° 724 [14 mai 1969].

Son projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, n° 825 [14 octobre 1969].

Son projet de loi relatif aux corps d'officiers du service des Essences des armées, n° 870 [12 novembre 1969].

Son projet de loi relatif au corps militaire des ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes, n° 871 [12 novembre 1969].

Son projet de loi abrogeant les dispositions de l'article 2 de la loi n° 60-713 du 23 juillet 1960 relatives à la création de corps, civil et militaire, d'ingénieurs des travaux maritimes, n° 872 [12 novembre 1969].

Son projet de loi modifiant la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, n° 873 [12 novembre 1969].

Son projet de loi relatif à l'admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale, n° 902 [21 novembre 1969].

Son projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, n° 910 [27 novembre 1969].

Son projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils, n° 911 [27 novembre 1969].

Son projet de loi portant Code du service national, n° 1597 [18 décembre 1970].

Son projet de loi relatif au corps des vétérinaires-biologistes des armées, n° 1669 [22 avril 1971].

Son projet de loi relatif à l'emploi de chef de musique de la Garde républicaine de Paris et aux possibilités de maintien en service au-delà de la limite d'âge des musiciens de la Garde républicaine de Paris, n° 1973 [2 octobre 1971].

Son projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire, n° 1976 [2 octobre 1971].

Son projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines, n° 2058 [10 novembre 1971].

Son projet de loi portant statut général des militaires, n° 2206 [4 avril 1972].

Son projet de loi portant intégration de certains fonctionnaires dans un corps du Ministère de la Défense nationale, n° 2209 [4 avril 1972].

Son projet de loi complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire, n° 2547 [2 octoble 1972].

Son projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° 2708 [5 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959, portant organisation générale de la défense, n° 2709 [5 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre des Affaires étrangères :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Intervention des troupes étrangères en Tchécoslovaquie ; conciliation du communisme et de l'indépendance nationale ; conséquences du retour à la liberté d'expression et à la liberté des échanges internationaux ; conférences de Cierna et de Bratislava ; notion de solidarité socialiste ; politique d'hégémonie ; politique des blocs ; conférence de presse du Président de la République ; rapports entre l'ensemble des nations européennes et notam-*

ment entre la France et l'U.R.S.S. ; question du renouveau de la guerre froide ; division du monde en zones d'influence ; coupure de l'Europe ; situation en Europe de l'Est ; Allemagne demeurant au cœur du problème de l'Europe ; volonté de paix animant les dirigeants de l'Allemagne fédérale ; projet de traité appelé de non-prolifération ; reconnaissance du génie national de chaque peuple européen ; guerre au Vietnam ; conversations de Paris ; situation au Moyen-Orient ; évacuation des territoires conquis par Israël ; situation du peuple des Ibos ; fourniture d'armes au gouvernement de Lagos ; méconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes [2 octobre 1968] (p. 2976 à 2978) ; *conception de la démocratie internationale ; ses observations sur les paroles de M. Stehlin ; problème d'une Europe unie ; ses observations sur la détente ; guerre froide ; problème allemand demeurant au cœur du problème de l'Europe : évolution de la politique allemande ; mouvement libéral en Europe de l'Est ; caractères de la civilisation européenne ; lien entre une politique extérieure orientée vers la détente et une politique intérieure d'expansion et de progrès* (p. 2985, 2986) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Importance des envois d'armes de la Grande-Bretagne à la Nigeria ; devoir de la France étant d'affirmer le droit des peuples à déterminer eux-mêmes leur destin ; équilibre de l'Afrique ; ses observations sur le Biafra* [7 novembre 1968] (p. 4075) ; *comparaison entre le budget de 1968 et celui de 1969 : crédits des relations culturelles, de la coopération technique et de l'aide extérieure ; charges résultant de notre participation à certaines organisations internationales ; situation des services des Affaires étrangères ; rôle de l'Ecole des langues orientales ; formation permanente de nos diplomates ; ses observations sur le Vietnam ; orientation des futures négociations ; conflit entre Israël et ses voisins arabes ; France ayant décidé l'embargo des armes : problème du désarmement ; culture et langue françaises ; problème de nos rapports avec l'Algérie ; ses observations sur la Méditerranée ; rôle de la France dans le développement de la coopération internationale ; obligation pour la France de conserver les moyens modernes de sa sécurité ; rôle de l'O.R.T.F. en matière d'information ; relations avec l'Allemagne ; problème du statut de l'Allemagne ; Marché commun ; accord sur le tarif extérieur ; politique agricole commune ; idéologie de la supranationalité ; demande d'adhésion présentée par la Grande-Brelagne ; justification de notre position ; candidatures d'autres pays au Marché commun ; adhésion de la Grande-Bretagne entraînant une mutation de la Communauté ; conséquences des événements de Mai ; plan de relance du Marché commun ; harmonisation des mesures douanières et fiscales ; nécessité d'envisager un régime de brevets qui assure aux découvreurs européens des garanties indispensables à la bonne exploitation industrielle de leurs inventions ; politique de la détente ; entente entre l'U.R.S.S. et l'Europe occidentale ; détente intérieure à l'Europe de l'Est ; entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie ; ses observations sur l'alliance atlantique ; importance du sentiment national* [7 novembre 1968] (p. 4089 à 4094) ; *caractère des structures administratives de la coopération ; émissions vers l'étranger ; considérations financières ; lien entre notre coopération technique et l'expansion économique ; bourses à caractère scientifique ; coopération française vers le Chili et l'Amérique latine ; aide multilatérale ; possibilité de renforcer la Communauté sans l'élargir ; indépendance des membres français de la Commission du Marché commun ; ses observations sur l'Europe ; problèmes de l'Allemagne ; détente entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est ; situation en Méditeranée ; problème de l'Algérie ; contentieux entre la France et l'Algérie ; principe des indemnisations consécutives aux mesures de nationalisation ; intérêts de la France au Maroc et en Tunisie ; conflit du Proche-Orient ; éventualité d'une conférence des grandes puissances* (p. 4107 à 4109).

Répond à la question orale sans débat de M. Fortuit relative aux plans de charge de la S.N.E.C.M.A. et aux questions orales sans débat de MM. Dardé, Feix et Luciani relatives à l'avenir de l'industrie aéronautique [7 novembre 1969] (p. 3523, 3524, 3525, 3527, 3528).

En qualité de Ministre de la Défense nationale :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILI-

TAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Caractère du budget ; politique militaire de la France ; garantie de la sécurité du territoire ; coopération avec d'autres pays pour le maintien de la paix en Europe ; notre volonté d'indépendance ; emploi des forces nucléaires stratégiques ; la force nationale stratégique étant la manifestation de notre volonté de dissuader l'adversaire éventuel ; projet de loi sur la réduction de la durée du service militaire ; notre armée étant une armée nationale ; ses observations sur l'armée de métier ; rôle que joue le potentiel industriel pour une défense nationale de valeur ; rôle de l'industrie d'armement en matière d'exportation ; coût des investissements pour certains matériels ; préoccupations économiques et financières actuelles ; dépenses militaires de l'Etat ; calcul du pourcentage des dépenses militaires en France ; dépenses de fonctionnement ; dépenses en capital ; déficit de la sécurité sociale militaire ; suppression de certains programmes secondaires ; conflit au Moyen-Orient ; ses observations sur la Méditerranée ; apparition de l'arme thermonucléaire ; campagne de tir dans le Pacifique ; apparition des premières armes tactiques nucléaires ; forces opérationnelles du territoire ; durée du service militaire à un an ; principe de l'égalité de tous devant le service ; augmentation du nombre des engagés ; absence de préparation de loi de dégagement des cadres ; possibilité pour les officiers de postuler dans certaines conditions à des emplois civils de l'Etat et des collectivités publiques ; cas des sous-officiers ; situation des personnels militaires ; ses observations sur la gendarmerie ; problèmes industriels ; réforme du service des Poudres ; caractère compétitif de notre capacité industrielle ; préparation du troisième plan à long terme des armées ; évolution de nos dépenses militaires par rapport à l'évolution anglaise ou allemande* [17 novembre 1969] (p. 3840 à 3844) ; *pourcentage des charges de la force nucléaire stratégique ; dépenses pour l'île Longue, à Brest* (p. 3847) ; *ses observations sur les paroles de M. Montalat ; importance des pensions mititaires* (p. 3848) ; *ses observations sur les paroles de M. Stehlin* (p. 3853) ; *application de la loi de programme militaire ; abandon d'un certain nombre de programmes secondaires* (p. 3855) ; *ses observations sur l'institut de Saint-Louis ; prime pour les officiers non brevetés ; cas de certaines catégories d'officiers et de techniciens des arsenaux ; problèmes de la gendarmerie ; problème de la force nucléaire stratégique ; son principe ; objet de la force française de dissuasion ; rôle des divisions conventionnelles ; thème de la défense européenne ; statut de la République fédérale allemande ; importance de la défense nationale ; coût de la force nucléaire stratégique ; sa comparaison avec l'ensemble des produits de toilette et de beauté en France ; son équivalence avec l'argent dépensé pour effacer les conséquences de l'alcoolisme en France ; pourcentage du coût actuel de la force nationale stratégique ; ses observations sur les prétendus secrets du budget français ; problème des sous-marins ; situation des sous-officiers ; alignement des personnels non officiers sur les fonctionnaires des catégories C et D ; fabrication des* Mirage IV ; *leur remplacement par des* F 1 *ou des* Jaguar (p. 3861 à 3863) ; *missions des* Mirage IV ; *fabrication d'avions subsoniques ; programme* F 1 ; *programme* Jaguar ; *industrie française des moteurs ;* Airbus ; *situation des arsenaux ; problème de l'embargo des armes vers le Moyen-Orient ; évolution des centres de sélection ; rôle civil de l'armée* (p. 3863, 3864) ;

— du projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils : *Ses observations sur le dégagement des cadres ; problèmes selon les armées ; statut de la fonction publique ; objections du groupe communiste* [9 décembre 1969] (p. 4751, 4752).

Retrait du projet de loi relatif à l'admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale [9 décembre 1969] (p. 4752).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Ses observations sur l'article 37 du traité de Rome ; qualification des fonctionnaires ; aménagement du monopole actuel ; possibilité pour l'Etat de déléguer les opérations qui relèvent actuellement de son monopole à des entreprises publiques ; création d'une société nationale ; critiques faites à cette suggestion ; contraintes résultant du statut de l'établissement public à caractère industriel ; concentration des moyens du service des poudres ; situation des personnels des établissements qui seront fermés ; situation des personnels des futurs établissements natio-*

naux qui auront le statut des sociétés nationales ; opposition du gouvernement à l'amendement qui prévoit que les personnels pourraient entrer en surnombre ; possibilités offertes aux personnels ; cas des ouvriers d'Etat ; projet de loi garantissant l'essentiel du monopole pour ce qui concerne les fabrications militaires et lui octroyant les conditions économiques de son existence et de son développement [26 mai 1970] (p. 1923 à 1926) ; *ses observations sur les paroles de M. Longequeue* (p. 1927) ; *ses observations sur la campagne développée auprès des personnels des entreprises et des établissements ; lettre du délégué ministériel à l'armement* (p. 1928) ; *importance du texte ; droit de l'Etat en matière économique ; son refus d'accepter que les amendements déposés par le gouvernement aient altéré la substance du texte en discussion ; définition de la société et de la part de l'Etat dans la société ; refus de l'Etat de renoncer à son pouvoir de réglementation sur la fabrication et le transport de matières dangereuses pour la sécurité publique ; principe d'un accord entre la future autorité responsable des poudres et une société pour une fabrication en commun d'un type particulier de produits ; problème des fabrications civiles et des possibilités commerciales qui pourraient être offertes à des établissements publics ou à des sociétés nationales ; orientation vers des activités complémentaires ; cas de l'établissement de Pont-de-Buis ; situation de ce personnel; exemple de la reconversion de Limoges ; problème de la coexistence d'un personnel titulaire d'un statut avec un personnel qui ne serait pas soumis aux mêmes droits et obligations ; ses observations sur le monopole du tabac et la politique pétrolière française ; inexactitude de l'idée de privatiser le service des poudres ; problème du capital de la société ; question de la participation qui pourrait être, le cas échéant, étrangère ; problèmes de la S.N.E.C. M.A. ; question de l'intéressement des travailleurs ; problème de la recherche ; ses observations sur les retraites et le recrutement ; problème des établissements qui doivent être reconvertis ; cas de l'établissement d'Esquerdes ; réorientation des établissements industriels travaillant pour la défense nationale ; ses observations sur le soi-disant fonds de roulement donné par le ministre de la défense nationale ; son attitude à l'égard du traité de Rome* (p. 1942 à 1944) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour l'Etat de déléguer certaines opérations à des entreprises publiques ou d'autoriser des entreprises publiques ou privées à exécuter ces opérations)* (p. 1945) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Jarrot* (p. 1945) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour l'Etat d'apporter ou de louer des actifs du service des poudres nécessaires à l'exploitation à une société nationale ; objet de cette société)* (p. 1945) ; *Etat devant détenir la majorité du capital social* (p. 1945) ; *sa critique de la formule de l'établissement public* (p. 1946) ; *importance du plein emploi des établissements* (p. 1946) ; *part des Etats de la communauté dans le capital* (p. 1946) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité de mettre à la disposition du président de la société des personnels militaires et des fonctionnaires civils relevant de la direction des poudres ; mise à la disposition de la société des ouvriers sous statut des établissements apportés à la société)* (p. 1947) ; *nomination du président ; ses observations sur le conseil d'administration* (p. 1947) ; *situation des fonctionnaires civils, des officiers ou des ingénieurs militaires qui entrent au service d'une société nationale ; problème de la réintégration en surnombre* (p. 1948) ; *application de l'article 40 de la Constitution au sous-amendement de Mme Ploux* (p. 1948) ; *situation des personnels fonctionnaires, ingénieurs, officiers et assimilés ; nécessité de ne pas faire de distinction à leur égard entre les établissements fermés et ceux qui seront transférés à la nouvelle société* (p. 1949) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Boscher* (p. 1949) ; *son sous-amendement tendant après le quatrième alinéa du paragraphe II de son amendement à insérer un nouvel alinéa : « Les techniciens contractuels des établissements apportés à la société, issus par promotion du cadre des ouvriers sous statut, pourront opter, dans un délai de six mois, pour une nouvelle affiliation au régime des pensions des ouvriers de l'Etat ; ils seront alors assimilés aux ouvriers à statut pour l'application du présent article »* (p. 1949) ; *convention collective des nouveaux établissements d'Etat ; problème des droits acquis ; ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 1950) ; *cas des ouvriers saisonniers ou contractuels ; indemnité de licenciement donnée aux ouvriers saisonniers ; cas des ouvriers saisonniers et contractuels dont la situation est précaire ; expériences d'Esquerdes* (p. 1951) ; Art. 6 : *Son*

amendement (pénalités prévues pour les personnes qui se livrent à la vente ou à l'exportation des poudres ou substances explosives figurant sur une liste ou qui refusent de se soumettre aux contrôles prévus par la présente loi) (p. 1951) ; Art. 7, 8, 9 et 10 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 1951, 1952) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique : *Ses observations sur le fait que l'Ecole polytechnique est devenue une école d'ingénieurs plus qu'une école d'officiers ; rapport de la commission Lhermitte ; statut des professeurs de l'école ; statut des élèves ; remboursement des frais d'études ; statut des élèves au regard de la loi militaire ; problème de la limite d'âge ; emplacement de l'école ; modification du statut de l'école ; ses observations sur les « taupes techniques » ; statut des officiers de réserve ; ouverture aux femmes des concours de l'Ecole polytechnique* [2 juin 1970] (p. 2171 à 2173) ; Art. 2 : *Ecole polytechnique devenant un établissement public administratif ordinaire ; impossibilité de créer des emplois en dehors de ceux prévus par la loi de finances ; ses observations sur la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; administration d'un établissement public* (p. 2174) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé par l'amendement de M. d'Aillières : « Les candidates du sexe féminin peuvent se présenter au concours d'entrée à l'Ecole polytechnique. En cas de succès elles ont accès... »* (p. 2175) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2175) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. d'Aillières (présentation des candidats du sexe féminin aux concours d'entrée à l'Ecole polytechnique)* (p. 2175) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de l'amendement de M. d'Aillières : « En tout état de cause, les dispositions du présent article entreront en vigueur pour les concours d'entrée de l'année 1972 »* (p. 2176) ; En deuxième lecture : *Situation des ouvriers de l'Ecole polytechnique ; accès à l'Ecole polytechnique pour les jeunes qui sortent de l'enseignement technique ; présence du Ministre de l'Education nationale dans le Conseil de perfectionnement ; ses observations sur l'adjoint du général commandant l'Ecole* [17 juin 1970] (p. 2772, 2773) ; En troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3279) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Demande si nos forces armées doivent conserver un caractère national, c'est-à-dire populaire ; problème du caractère annuel du service national ; importance de la place des professionnels dans l'armée ; défense du territoire ne se faisant pas uniquement avec une armée de professionnels ; ses observations sur la dissuasion ; nécessité de conserver dans nos forces armées une part importante d'armée nationale issue de la conscription ; durée de l'instruction d'un soldat ; problème de la création d'une obligation civique, c'est-à-dire d'un temps de service civil pour une partie des jeunes ; raccourcissement de la durée du service ; dépôt d'une troisième loi militaire ; définition de la politique militaire par la recherche de trois capacités : une capacité de dissuasion nucléaire, une capacité de défense du territoire, une capacité d'intervention hors de nos frontières ; situation des officiers et des sous-officiers de réserve* [9 juin 1970] (p. 2346 à 2348) ; *finalité du service militaire ; défense nationale moderne ; rôle de l'armée dans l'instruction des jeunes gens ; problème de la conception d'un service civique ; préparation militaire des jeunes ; instruction des réserves ; orientations actuelles de la politique de défense nationale ; maintien du principe de notre liberté de décision ; ses observations sur l'armement et le potentiel humain ; problème des sursis ; difficulté de trouver un emploi avant le service militaire ; responsabilité des cadres de réserve* (p. 2370 à 2372) ; avant l'article 1er : *Ses observations sur les différents amendements* (p. 2373) ; Art. 2 : *Rajeunissement du service militaire ; possibilité de reporter la date d'incorporation jusqu'à l'âge de 21 ans ; cas des candidats aux grandes écoles ; exemple de l'école nationale d'administration* (p. 2377, 2378) ; *cas où une inscription dans une classe préparatoire a été refusée, faute de place, à un étudiant* (p. 2378) ; *recul de la limite d'âge des concours* (p. 2379) ; *homogénéité des unités ; nécessité de ne pas confondre les réglementations en matière d'engagés et en matière d'appelés* (p. 2380) ; Art. 3 : *Droit de vote des jeunes filles* (p. 2382) ; Art. 4 : *Cas des élèves des écoles de la marine marchande* [10 juin 1970] (p. 2408) ; Art. 5 : *Suppression des sursis* (p. 2409, 2410) ; *cas des étudiants vétérinaires* (p. 2410) ; Art. 7 : *Suppression des sursis ; ses observations sur les reports d'incorporation ; importance du service de la coopération ; sa durée* (p. 2411) ; Art. 8 : *Cas des étudiants en médecine, en pharmacie et*

en chirurgie dentaire ; problème de la création d'un corps spécial de santé (p. 2413) ; avant l'art. 1er : *Ses observations sur l'article 2 de la loi de 1965* (p. 2414) ; *projet de loi de codification* (p. 2414) ; Art. 11 : *Conception du service militaire* (p. 2416) ; *temps global des permissions* (p. 2416) ; Art. 12 : *Rôle de l'armée de conscription pour la défense du territoire ; aménagement de la durée de douze mois du service national ; possibilité de prévoir un service de huit à neuf mois, puis, dans les deux ou trois années suivantes, un rappel d'un mois pour vérifier que les unités peuvent être rendues opérationnelles* (p. 2417, 2418) ; *durée de l'expérience* (p. 2419) ; *cas d'une unité de défense du territoire implantée dans une région déterminée* (p. 2419) ; *possibilité de permettre à certaines unités militaires de donner à leurs recrues une instruction complémentaire de protection civile ou d'intérêt général* (p. 2419, 2420) ; Art. 15 : *Formation professionnelle des jeunes appelés ; regroupement des jeunes qui, du point de vue de la formation professionnelle, sont particulièrement démunis* (p. 2423) ; après l'art. 15 : *Conditions d'un service civique* (p. 2425) ; Art. 19 : *demandes de dispense* (p. 2441) ; après l'Art. 19 : *Cas où l'incorporation d'un jeune homme porte un préjudice grave à une exploitation* (p. 2441) ; *son sous-amendement tendant à ajouter à l'amendement de M. Le Theule la disposition suivante : « il peut en être de même lorsque leur incorporation a pour conséquence l'arrêt de l'exploitation agricole ou la fermeture de l'entreprise commerciale ou artisanale familiale »* (p. 2441) ; *cause de libération anticipée* (p. 2441) ; Art. 24 : *Ses observations sur la disposition relative à la présence féminine dans le service national ; possibilité de confier certaines tâches d'intérêt collectif aux jeunes filles ; ses observations sur l'école de Dieppe* (p. 2443) ; *après l'Art. 24 : Problème du doublement du prêt actuel du soldat* (p. 2445) ; Art. 28 : *Cas des soutiens de famille ; système des affectations rapprochées* (p. 2446) ; *ses remerciements à l'Assemblée* (p. 2448) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire: *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3278) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Rôle de la France pour la paix ; propositions françaises en matière de désarmement ; continuité des trois lois de programme ; caractère de la défense nationale ; la loi de programme : un acte politique et un acte financier ; affectation des autorisations de programme ; réduction des effectifs militaires ; progression des dépenses conforme aux perspectives du VIe Plan ; problème du coût des armements ; rationalisation des choix budgétaires ; orientation de notre politique extérieure ; opposition française à la politique de blocs ; participation de la Chine à la vie internationale ; maintien de la situation présente en Europe ; ses observations sur les frontières et le statut militaire de l'Allemagne ; coopération internationale ; importance de la capacité de riposte et de la défense du territoire ; sécurité en Méditerranée ; cohérence de notre politique militaire avec notre politique extérieure ; ses observations sur certaines critiques adressées au Gouvernement ; conception d'ensemble de notre effort militaire ; rôle de la conscription ; dépôt d'un projet de loi sur la fonction militaire ; discussion du projet de loi sur l'organisation des armées ; union opérationnelle des trois armées ; importance de la loi de programme militaire pour le développement industriel ; ses observations sur l'aéronautique, l'électronique, la recherche ; nécessité de moderniser les structures industrielles de l'Etat ; création de la Société européenne de propulsion ; modification du statut des poudres ; regroupement des sociétés d'aviation d'Etat ; rôle de la Société nationale industrielle aérospatiale ; coordination de l'activité du secteur étatique et du secteur privé ; décision du Gouvernement français de ne pas fournir d'armes à des pays en guerre ; nécessité pour les puissances super-armées de renoncer à fournir des armes aux pays belligérants ; recherche atomique ; recherche militaire non nucléaire ; absence de dépenses militaires cachées dans les budgets civils ; rôle de l'arme tactique* [6 octobre 1970] (p. 4116 à 4122) ; *ses observations sur les paroles de M. Rocard ; son opposition à la question préalable* [7 octobre 1970] (p. 4148) ; *comparaison entre le montant des budgets militaires et celui des comptes rendus du ministère de l'économie et des finances à la fin des budgets* [8 octobre 1970] (p. 4184, 4185) ; *originalité de la loi de programme ; ses différences par rapport à la deuxième loi de programme* (p. 4185) ; *nécessité pour la France d'avoir une défense nationale ; rôle de la France dans le monde ; indépendance française ; sous-marins lance-engins ; voyage de M. Pompidou à Moscou ; absence de sous-marins nucléaires de chasse ; identité entre la politique extérieure et la politique militaire ; critique faites par l'opposition ; pro-*

blème de la distinction entre l'armement nucléaire et l'armement conventionnel ; armée de l'air ; choix opérés par le gouvernement ; absence de solution de rechange ; alliance atlantique ; problème de l'Europe ; défense européenne étant l'alliance des patriotismes ; coopération technique ; budget de la défense nationale recouvrant, à l'exception des pensions et retraites, le budget militaire français ; diminution des effectifs ; problème de la passation des commandes ; contrôle des prix ; importance du prix dans la passation de la commande et dans l'établissement des marchés (p. 4192 à 4195) ; *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand ; montant des crédits militaires ; effort d'industrialisation de la France* (p. 4196) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. de Bennetot* (p. 4197) ; *arme tactique nucléaire ; stratégie atlantique ; ses observations sur le Pluton ; nécessité d'une décision du chef de l'Etat pour l'emploi de toute arme nucléaire* (p. 4199) ; Articles additionnels : *Son sous-amendement tendant à substituer, dans le texte proposé par l'amendement de M. Hubert Germain, aux mots : « les aménagements entre les opérations inscrites » les mots : « les modifications à la répartition des crédits inscrits »* (p. 4199) ; *problème des aménagements susceptibles d'être apportés entre les opérations* (p. 4200) ; *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Hubert Germain à substituer, aux mots : « à l'ouverture de la première session ordinaire et en même temps que le projet de budget » les mots : « avant la fin de la première session ordinaire »* (p. 4200) ; *son sous-amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Hubert Germain, à supprimer le mot : « demandées »* (p. 4200) ; *dépôt du rapport* (p. 4200) ; *rapport du comité des prix de revient des matériels d'armement* (p. 4201) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Problème des poudres ; constitution de la future société des poudres ; crédits destinés à la préparation militaire et aux réserves ; ses observations sur l'avion de combat 1980 ; nécessité de concilier les exigences de l'état-major avec les perspectives budgétaires ; transformation de notre armement nucléaire en armement thermonucléaire ; ses observations sur l'échéancier arrêté pour les armes tactiques ; coopération internationale en matière d'armement* [27 octobre 1970] (p. 4759) ; *ses observations sur l'avion-école franco-allemand ; importance de la discussion budgétaire pour le bon fonctionnement de nos institutions* (p. 4760) ;

— du projet de loi portant Code du service national : *Délimitation du domaine législatif et réglementaire ; affectation des jeunes gens dans les états-majors ou dans les bureaux ; crédits relatifs à l'instruction ; caractère national de nos forces armées* [6 avril 1971] (p. 908) ; *fondement de la doctrine militaire du gouvernement : existence de forces armées de métier et appel à la conscription* (p. 909) ; Art. 4 : *Conditions à remplir pour être candidat à une fonction élective* (p. 915) ; *son amendement tendant à remplacer l'article 4 par deux nouveaux alinéas (conditions pour être candidat à des fonctions publiques électives)* (p. 915) ; *son opposition au sous-amendement de M. Villon* (p. 916) ; *nécessité d'éviter qu'une unité compte en son sein des jeunes titulaires de mandats électifs* (p. 916) ; Art. 12 : *Conséquence de l'exécution du service au titre de la coopération ou de l'aide technique* (p. 921, 922) ; Art. 21 : *Conséquences d'une longue absence de la résidence habituelle* [7 avril 1971] (p. 946) ; Art. 39 : *Existence de deux catégories de dispensés* (p. 952) ; Art. 61 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Theule* (p. 958, 959) ; après l'Art. 61 : *Pouvoir réglementaire en ce qui concerne les permissions qui se rattachent au régime de la discipline militaire* (p. 959) ; Art. 70 : *Nécessité que les appelés soient volontaires pour être affectés dans les territoires qui ne sont pas placés sous la souveraineté française ; décision du gouvernement de ne pas envoyer d'appelés, même volontaires, dans les territoires où se déroulent des opérations de maintien de l'ordre* (p. 963) ; Art. 79 : *Ses observations sur l'organisation d'une préparation au service militaire* (p. 964) ; Art. 81 : *Définition de la classe d'âge* (p. 964) ; Art. 111 : *Durée du service de coopération* (p. 969) ; Art. 117 : *Son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement de M. Le Theule aux mots : « mis en réforme définitive » les mots : « réformé de manière définitive »* (p. 970) ; Art. 6 : *Cas des écoles assurant le recrutement direct des officiers d'active* (p. 977) ; Seconde délibération : Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (impossibilité d'être investi de fonctions publiques, même électives, si l'on n'est pas en position régu-*

lière au regard du présent code ; obligation pour tout candidat à une fonction élective nationale d'avoir accompli le service national actif, à moins d'être exempté ou dispensé (p. 978) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 978) ; Art. 51 : *Obligations prévues pour les jeunes condamnés* (p. 978, 979) ; Art. 110 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « S'il est reconnu apte à servir en métropole, il doit terminer les seize mois de service actif auxquels il est astreint dans une formation militaire »* (p. 981) ; *situation d'un jeune homme affecté au service de l'aide technique, au service de la coopération et qui se trouve dans un cas d'inaptitude physique* (p. 981) ; En deuxième lecture : *Importance politique et juridique de cette codification ; ses remerciements au Parlement* [26 mai 1971] (p. 2096) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : *Nécessité pour la France d'une politique militaire ; projet de loi portant interdiction de fabriquer et de stocker en France des armes biologiques ; impossibilité de résoudre les vrais problèmes avec les procédures d'intégration militaire et l'organisation d'états-majors intégrés* [2 novembre 1971] (p. 5169) ; *problème de la dissuasion ; capacité d'intervention extérieure ; programme de nos expériences nucléaires ; exécution du service militaire ; possibilité d'octroyer des bourses à certains appelés afin de mieux les orienter dans la vie* (p. 5170) ; *durée du service militaire ; renforcement de nos fabrications d'armements ; recherche atomique ; recherche militaire en matière aéronautique ; société nationale industrielle aérospatiale ; accord entre la société européenne de propulsion et le laboratoire de recherches balistiques ; actionnariat du personnel dans les entreprises qui travaillent pour la défense nationale ; situation des cadres d'activité de l'armée ; statut de la fonction militaire ; absence de l'arme syndicale au profit du personnel militaire ; rôle du conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 5171) ; *secrétariat général de la défense nationale ; services de renseignements ; absence de désintéressement à l'égard de la chose militaire ; part du budget dans le revenu national ; hausse des coûts des matériels ; frais en matière d'armement nucléaire ; élaboration d'un plan naval de 15 ans et d'un plan de même durée pour l'aviation ; réduction des effectifs ; statut des sous-mariniers ; ses observations sur les sous-officiers et les appelés ; crédits relatifs à l'instruction et à l'entretien des matériels ; politique immobilière et financière de l'armée ; établissement d'un schéma directeur pour la région parisienne et le littoral méditerranéen* (p. 5173) ; *rationalisation des choix budgétaires ; ses observations sur le fait que le budget de la défense nationale est situé au-dessus des luttes partisanes* (p. 5174) ; *ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti* (p. 5175) ; *ses observations sur notre campagne d'expériences nucléaires dans le Pacifique ; réponses aux questions écrites ; son affirmation que tous les membres de la commission de la défense nationale ont les mêmes possibilités de rencontre avec les chefs militaires ; rationalisation des grandes écoles militaires ; son refus d'accepter une disparition de la vocation militaire* (p. 5185) ; *ses observations sur le* Jaguar ; *plan naval ; armes chimiques et biologiques ; situation des secrétaires administratifs, des techniciens d'études et de fabrication, des chefs d'équipe, ex-immatriculés, et des radio-dépanneurs ; moral de l'armée* (p. 5186, 5187) ; Art. 17 : *Frais de déplacement des personnels civils et militaires de l'administration centrale ; statut des secrétaires administratifs* (p. 5187) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Valeur juridique et politique du projet ; délimitation du domaine législatif et du domaine réglementaire ; notion de garanties fondamentales* [2 mai 1972] (p. 1234) ; *caractères propres de la fonction militaire ; nécessité de la neutralité politique ; nécessité d'éliminer le droit de grève et d'écarter l'appartenance à un groupement professionnel ; garanties données aux militaires ; problème de la radiation du tableau d'avancement ; principe de la parité ; traitements des militaires ; caractères fondamentaux de la fonction militaire* (p. 1235) ; *diminution des effectifs à l'entrée des écoles militaires ; pécule ; portée du statut ; cas des officiers et des sous-officiers de réserve ; situation des appelés et des réservistes ; place du statut dans la politique d'ensemble ; ses observations sur le prochain projet de budget ; étude d'un plan à long terme pour l'armée de terre et pour l'armée de l'air ; publication d'un « livre blanc » sur l'organisation des armées* (p. 1236) ; *signification de la dissuasion pour le militaire ; caractère national de notre défense* (p. 1237) ; *élaboration du projet ; conseil supérieur de la fonction militaire*

(p. 1240) ; *ses observations sur les paroles de M. Stehlin* (p. 1242) ; *pécule ; qualité des écoles militaires* (p. 1242, 1243) ; *conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 1244) ; *portée des garanties fondamentales* (p. 1246, 1247) ; *statuts particuliers* (p. 1250) ; *cas des volontaires de l'assistance technique* (p. 1253, 1254) ; Art. 2 : *Situation des jeunes appelés* (p. 1255) ; *caractère national de l'armée* (p. 1255, 1256) ; *composition du conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 1256) ; Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de la commission (garanties apportées par le présent statut)* (p. 1256, 1257) ; Art. 3 : *Délimitation du domaine législatif et du domaine réglementaire ; portée des garanties fondamentales pour les militaires* (p. 1260, 1261) ; *ses observations sur l'article 37 de la Constitution* (p. 1261) ; après l'Art. 3 : *Application du statut* [3 mai 1972] (p. 1272) ; Art. 6 : *Pensée militaire ; régime d'autorisation ; enseignement militaire ; ses observations sur la* Revue de défense nationale *et la future* Revue des forces armées ; *création d'une « Fondation pour les études militaires »* (p. 1275) ; *son amendement (détermination, par une instruction ministérielle, des conditions selon lesquelles les militaires pourront traiter publiquement des problèmes militaires non couverts par exigences du secret)* (p. 1275) ; Art. 7 : *Liberté dont jouit l'armée française* (p. 1277) ; Art. 8 : *Situation des militaires au moment des élections* (p. 1278) ; Art. 9 : *Interdiction, à l'intérieur de l'armée, de groupements professionnels militaires à caractère syndical ; associations d'anciens élèves d'écoles d'officiers ou sous-officiers* (p. 1280, 1282) ; Art. 11 : *Problème du logement des militaires ; résidences militaires* (p. 1286) ; Art. 12 : *Durée des permissions* (p. 1287) ; Art. 14 : *Ses observations sur les lois et coutumes de la guerre* (p. 1288) ; après l'Art. 18 : *Parité entre les fonctionnaires civils et les fonctionnaires militaires* (p. 1289) ; Art. 19 : *Prélèvement effectué sur les retraites militaires* (p. 1289, 1290) ; Art. 20 : *Fonds de prévoyance* (p. 1290) ; *ses difficultés de financement* (p. 1291) ; Art. 24 : *Problème de la notation* (p. 1292) ; Art. 26 : *Problème des sanctions* (p. 1293) ; Art. 28 : *Sanctions statutaires* (p. 1295) ; Art. 38 : *Publication de la liste d'ancienneté* (p. 1300) ; Art. 40 : *Son amendement : rôle de la commission compétente en matière d'avancement* (p. 1300) ; *tableau d'avancement* (p. 1301) ; Art. 45 : *Etablissement d'une liste d'ancienneté* (p. 1307) ; Art. 46 : *Son amendement (composition de la commission)* (p. 1307) ; *pouvoirs de la commission chargée de présenter les officiers candidats à l'avancement* (p. 1308) ; Art. 56 : *mise en non-activité* (p. 1310) ; Art. 58 : *Son amendement (congés de longue maladie)* (p. 1310) ; Art. 65 : *Cas des militaires hors cadre* (p. 1311) ; Art. 67 : *Avantages sociaux des retraités militaires* (p. 1312) ; après l'Art. 67 : *Droits des militaires retraités* (p. 1312) ; Art. 75 : *Cas de l'officier général qui a commandé en chef en temps de guerre* (p. 1313) ; Art. 82 : *Fixation du préavis* (p. 1315) ; Art. 87 : *Son amendement* (p. 1315) ; *conditions d'engagement d'un jeune homme* (p. 1315, 1316) ; Art. 92 : *Délai du préavis* (p. 1317) ; Art. 107 : *Son amendement tendant après les mots : « marine marchande » à rédiger ainsi la fin de cet article : « qui exerce, conjointement avec le ministre dont relèvent les armées, les pouvoirs dévolus à celui-ci »* (p. 1320) ; Art. 108 : *Son amendement (services accomplis par les militaires de réserve)* (p. 1320) ; *harmonie entre les dispositions de ce texte et celles du code des pensions civiles et militaires de retraite* (p. 1321) ; Art. 110 : *Droits acquis* (p. 1322) ; *corps de contrôle* (p. 1323) ; *ses observations sur les explications de vote ; objet du texte ; application de la parité ; ses remerciements* (p. 1324, 1325) ; En deuxième lecture : *Réévaluation des crédits destinés à assurer l'application de la loi de la fonction militaire ; rôle du conseil supérieur de la fonction militaire ; défense des intérêts professionnels* [14 juin 1972] (p. 2450) ; *simultanéité des études portant sur une modification des indices des fonctionnaires et celles concernant les personnels militaires* (p. 2452) ; Art. 1er : *Application de l'article 15 de la Constitution ; rôle du Président de la République* (p. 2453) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de la commission* (p. 2454) ; Art. 9 : *Indemnité particulière aux forces françaises en Allemagne ; aide sociale ; cas des personnels servant outre-mer* (p. 2455) ; *problème du droit d'association* (p. 2456) ; *rôle du conseil supérieur de la fonction militaire ; impartialité et apolitisme de l'armée* (p. 2457, 2458) ; *adhésion aux autres associations* (p. 2459) ; Art. 87 : *Conditions de rengagement* (p. 2464) ;

— du projet de loi complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire : *Extension*

des dispositions de la loi de 1962 aux accidents qui peuvent survenir pendant les trajets aller et retour ; extension de la responsabilité de l'autorité militaire ; jurisprudence concernant les militaires d'active [12 octobre 1972] (p. 4103) ; *sa réponse à M. de Poulpiquet sur la situation des jeunes gens qui, pendant leur service militaire, ont contracté une maladie non reconnue comme liée à celui-ci* (p. 4103, 4104) ; *en réponse à M. Buot : Ses observations sur la rédaction moins stricte du texte, donc plus favorable aux intéressés* (p. 4104) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES : *Budget d'application des trois grandes lois votées : loi de programme, loi relative au service militaire, loi portant statut de la fonction militaire ; devancement d'appel ; augmentation du prêt du soldat ; réfection des casernements ; construction des équipements sportifs ; mesures prises en faveur des personnels d'active* [8 novembre 1972] (p. 4849) ; *accroissement des ressources de l'action sociale aux armées ; dispositions exceptionnelles sur le pécule ; sa réponse à M. Albert Bignon sur le conseil supérieur de la fonction militaire ; impossibilité d'y faire siéger des appelés ; à MM. Dijoud et Tricon sur le statut du personnel des essences ; effort de gestion ; réduction des effectifs favorisant l'avancement* (p. 4850) ; *diminution des engagements ; départs volontaires ; gestion économique des matériels et contrôle de leurs prix ; rôle du contrôle général des armées, de la commission spéciale des marchés, du comité des prix de revient et des enquêteurs de la délégation ministérielle à l'armement ; politique immobilière ; politique de mise en valeur et de décentralisation du territoire français ; aliénations, échanges compensés, politique de locations ; schéma directeur des terrains et des aérodromes ; remise en état des Invalides, du château de Vincennes, de l'Ecole militaire* (p. 4851) ; *fortifications de Vauban à Neuf-Brisach ; expérience des budgets de fonctionnement donnant aux commandants d'unités une responsabilité financière ; augmentation du temps de commandement des chefs de corps ; rationalisation des choix budgétaires ; gestion industrielle ; ses réponses à M. Le Theule sur les plans à long terme ; s'engage à exposer devant la commission de la défense nationale les priorités établies par le conseil de défense pour l'établissement de ces plans* (p. 4852) ; *les lois de programme, le plan « glissant » révisé annuellement sans aucune décision nouvelle ; se déclare prêt à s'expliquer avant la fin de l'année devant les commissions sur le futur plan et les perspectives de la force nucléaire stratégique à quinze ans ; orientation de notre organisation militaire vers le caractère opérationnel de nos forces armées, vers leur rôle de formation des hommes et vers ce que doivent être les rapports entre l'armée et la nation par l'information notamment ; dissuasion ; organisation adaptée de notre commandement ; rôle du chef d'état-major des armées ; souci du maintien du caractère opérationnel de la force nucléaire stratégique ; passage rapide du temps de paix au temps de crise* (p. 4853) ; *ouverture de l'accès aux écoles militaires ; prolongation de la durée des engagements à la sortie des grandes écoles techniques ; maintien des écoles d'éducation générale ; service militaire intéressant ; statut des personnels féminins ; emplois civils ; amélioration des conditions d'instruction ; affaire du camp de Canjuers* (p. 4854) ; *camp de Fontevrault ; école de Saumur ; droit de pêche dans les étangs ; affaire du Larzac ; problème du moral et de la crise interne de l'armée ; déflation des effectifs ; carrière courte* (p. 4855) ; *problème matériel de la fonction militaire et de l'ensemble de la fonction publique ; interrogation sur la nécessité de la défense ; action d'information de l'opinion ; volonté de paix* (p. 4856) ; *ses observations en réponse à M. Brocard sur le problème de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne versée aux personnels civils ; article 10 de la loi portant statut général des militaires* (p. 4863) ; *ses réponses à M. Longequeue sur les sondages* (p. 4869), *à M. Villon sur la dissuasion, à M. Stehlin sur l'effort permanent pour la défense nationale, à MM. Stehlin et Commenay sur l'organisation collective de défense, à M. Villon sur les exportations d'armement, à MM. de Bennetot, Bourdelles et Commenay sur la revalorisation des traitements ou des indemnités des militaires, les élèves des grandes écoles, à MM. de Bennetot et Commenay sur les personnels ouvriers, à MM. Bourdelles, Brocard et de Bennetot et Jean-Claude Petit sur le problème des pensions et retraites ; pension d'invalidité au taux du grade, à MM. Mirtin, Jean-Claude Petit et Commenay sur les effectifs de la gendarmerie, la prime annuelle d'habillement, la répartition des pouvoirs entre la police et la gendarmerie, à M. Douzans*

sur les conscrits dans la marine (p. 4870, 4871, 4872) ; Art. 25 : *Ses observations à l'amendement de M. d'Aillières de réduction des crédits à propos de l'indemnité familiale d'expatriation, l'impossibilité de lui donner satisfaction* (p. 4872) ; Art. 26 : *Ses observations contre l'amendement de M. Villon de réduction des crédits de cet article destinés à l'extension ou à la création de camps militaires ; ses observations contre l'amendement de M. Villon réduisant les crédits pour la force de frappe nucléaire tant que les autres pays ne l'abandonneront pas* (p. 4874) ; *conférence du désarmement de Genève* (p. 4874) ; *ses observations à propos de l'amendement de M. Le Theule tendant à la suppression des crédits pour l'alignement des porte-avions ; nécessité d'une certaine modération dans le prix d'achat de l'aviation embarquée ; exposera devant la commission de la défense nationale le choix du gouvernement* (p. 4875) ; après l'Art. 26 : *Son accord à l'amendement de M. Le Theule insérant un nouvel article stipulant que le gouvernement déposera chaque année sur les bureaux des assemblées le compte rendu de l'exécution de la loi de programme* (p. 4876) ;

— du projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense : *Protection des installations relatives à la force de dissuasion ; cas de menace ; détermination des juridictions compétentes* [7 décembre 1972] (p. 5979) ; *protection des installations de la force nationale de dissuasion ; compétence pour déterminer le transfert des pouvoirs de police de l'autorité civile à l'autorité militaire ; notion de menace* (p. 5981) ; *compétence du conseil des ministres et du conseil de défense ; compétence des juridictions civiles* (p. 5982) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation : *Chiffre d'affaires de la S.N.I.A.S. et de la S.N.E.C.M.A. ; exemple de la régie Renault* [7 décembre 1972] (p. 5983) ; *distribution d'actions gratuites ; négociabilité des actions ; problème de la création d'un fonds de rachat* (p. 5984) ; *participation de sociétés privées à la S.N.I.A.S. et à la S.N.E.C.M.A.; exigences de coopération avec les sociétés étrangères* (p. 5984) ; *capital détenu par l'Etat* (p. 5985) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Albert Bignon* (p. 5986) ; Art. 2 : *Statut juridique de la S.N.I.A.S. et de la S.N.E.C.M.A.* (p. 5987) ; Art. 4 : *Caractère nominatif des actions ; négociabilité de ces actions ; ses observations sur les amendements de MM. Gerbaud et Albert Bignon* (p. 5988) ; En deuxième lecture : *Ses observations sur la question préalable votée par le Sénat; rôle de l'Etat dans ces deux sociétés* [19 décembre 1972] (p. 6343) ; En troisième lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Brocard* [20 décembre 1972] (p. 6383) ; En quatrième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6404).

DECHARTRE (Jean Duprat-Geneau, dit Philippe Dechartre)

Député de Charente-Maritime (1re circonscription) U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT A L'EQUIPEMENT ET AU LOGEMENT
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POPULATION
du 22 juin 1969 au 15 mai 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au Groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 juillet 1968] (p. 2333).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au

Logement (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969], (p. 6288).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Sa démission est acceptée, décret du 15 mai 1972 [*J.O.* du 16 mai 1972] (p. 4955).

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au port autonome de Paris : *Composition du conseil d'administration du port autonome de Paris ; droits de port ; travaux de modernisation* [15 octobre 1968] (p. 3306) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. de la Malène ; problème du financement du port de Paris* (p. 3310) ; Art. 9 : *Question de la compétence de la caisse autonome de retraite des agents des collectivités locales* (p. 3310).

Répond à la question orale sans débat de M. Peretti relative à la distinction entre architecte urbaniste et architecte réalisant les constructions [15 novembre 1968] (p. 4477, 4478).

Répond à la question orale sans débat de M. Pleven relative à la politique de défense des côtes contre la mer [15 novembre 1968] (p. 4478).

Répond à la question orale sans débat de M. Pierre Cornet relative à l'augmentation de la construction de logements [15 novembre 1968] (p. 4480, 4481).

Répond à la question orale sans débat de M. Fanton relative aux conséquences des libérations de loyers pour les professions libérales [15 novembre 1968] (p. 4481, 4482).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale : *Définition du statut particulier applicable aux voies rapides ; donner aux collectivités locales les moyens juridiques de gérer leur réseau dans les conditions actuelles du trafic ; compléter les procédures de reclassement des voies délaissées ; limiter l'accès des riverains en des points aménagés à cet effet ; interdire la circulation à certaines catégories d'usagers et de véhicules* [28 novembre 1968] (p. 4939, 4940) ; *problème des autoroutes ; question du déclassement* (p. 4940) ; Art. 1er : *Ses observations sur le terme de voies rapides* (p. 4941) ; après l'Art. 5 : *Extension des dispositions prévues en matière de remembrement pour les autoroutes à tous les ouvrages linéaires ; ses observations sur l'amendement de M. Catalifaud* (p. 4942) ; Art. 6 : *Intervention du Conseil d'Etat ; cas de désaccord entre l'Etat et les collectivités locales* (p. 4943) ; En deuxième lecture : *Modifications faites par le Sénat* [19 décembre 1968] (p. 5675) ;

— des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1968] (p. 5677) ; *ses observations sur les méthodes de travail ; décision d'inscription de ce texte à l'ordre du jour* (p. 5680) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « La présente loi concerne les zones de rénovation urbaines régies par le décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958, modifié »* (p. 5680) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « toute aliénation, par appartements, d'un immeuble ou toute cession de droits mobiliers représentatifs d'un appartement est interdite sauf autorisation préfectorale accordée dans des conditions qui seront fixées par décret »* (p. 5681) ; *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 5681) ; *retrait de son amendement* (p. 5682) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « à l'intérieur des périmètres des zones existant antérieurement à la publication de la présente loi, le droit de préemption s'exerce à partir de cette publication »* (p. 5682) ; *durée du droit de préemption* (p. 5682) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (paragraphe I de cet article) par les mots : « et résultant directement de l'opération de rénovation »* (p. 5683) ; *ses observations sur l'indemnisation anticipée* (p. 5683) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (locaux libérés dans les conditions prévues à l'article précédent)* (p. 5684) ; *liste des bâtiments à démolir* (p. 5684) ; Articles additionnels : *Application de l'article*

40 de la Constitution à l'amendement de M. Krieg (p. 5685) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel : « les dispositions des articles ci-dessus sont applicables aux zones de rénovation urbaine définies à l'article 1er, immédiatement pour celles ayant bénéficié d'une aide de l'Etat antérieurement à la publication de la présente loi et à compter de la déclaration d'utilité pubtique dans tous les autres cas »* (p. 5686) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 54-781 du 2 août 1954 ainsi que diverses autres dispositions en vue de faciliter le logement des personnes seules et des étudiants, Art. 1er, 2 et 7 : *Ses observations sur les amendements de M. de Grailly* [19 décembre 1968] (p. 5687, 5688).

Répond à la question orale sans débat de M. Virgile Barel relative au tourisme social [20 décembre 1968] (p. 5744).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES - TRAVAIL ET POPULATION : *Problème de l'insertion des jeunes dans la vie active ; rôle des sections de F.P.A. pour la formation professionnelle des jeunes ; centre de préformation professionnelle ; organisation des structures d'accueil pour les jeunes ; implantation des foyers de jeunes travailleurs ; problème de l'information ; rôle du Centre d'études et de recherches sur les qualifications ; rôle de la commission régionale de la main-d'œuvre et de la promotion sociale ; réunion d'un groupe de travail composé de représentants de tous les ministères intéressés en vue d'harmoniser sur le plan national les efforts accomplis pour régler les problèmes qui se posent au niveau de l'insertion des jeunes dans la vie active* [7 novembre 1969] (p. 3565) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle : *Ses observations sur ce texte* [11 décembre 1969] (p. 4828) ; Art. 1er : *Ses observations sur les divers amendements ; collaboration entre le Gouvernement et la profession* (p. 4829) ;

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins ; Art. 1er ; *Différentes catégories d'artistes du spectacle ; ses observations sur le fait que le montant du salaire ne détermine pas l'obligation d'affiliation à la sécurité sociale ; égalité pour toutes les catégories d'artistes du spectacle* [11 décembre 1969] (p. 4830, 4831) ; Art. 2 : *Détermination du salaire* (p. 4831) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnels par correspondance : *Ses observations sur ce texte* [11 décembre 1969] (p. 4838) ; Art. 2 : *Communication faite par les journaux d'un exemplaire de leur publication, soit à la Direction du travail et de la main-d'œuvre, soit à la Direction de l'agence nationale pour l'emploi* (p. 4839) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bichat* (p. 4839).

Répond à la question d'actualité de M. Nilès relative au personnel des grands magasins [23 octobre 1970] (p. 4632).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Recherche de la sécurité et de la dignité du travailleur ; amélioration de la condition ouvrière* [16 novembre 1970] (p. 5621) ; *salaire minimum interprofessionnel de croissance ; concertation entre les partenaires sociaux et le Gouvernement ; situation des handicapés physiques ; cas des travailleurs immigrés ; budget du Fonds d'action sociale ; rôle de l'inspection du travail ; problème de la mensualisation ; cas de la participation ; ses observations sur la loi de janvier 1970 sur l'actionnariat ouvrier* (p 5622) ; *amélioration du fonctionnement des comités d'entreprise par une meilleure représentation des cadres ; régionalisation de l'homologation des accords dérogatoires* (p. 5623).

Répond à la question d'actualité de M. Sudreau relative à la création d'une bourse d'échange des emplois [2 décembre 1970] (p. 6073).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Cousté et René Caille, tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine

du travail : *Champ d'application de la loi du 11 octobre 1946 ; problème des pénalités* [16 décembre 1970] (p. 6560, 6561) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. René Caille* (p. 6561) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (organisation de la surveillance médicale ; modalités de son financement ; formes des contrôles)* (p. 6561) ; *notion de la responsabilité des employeurs* (p. 6561) ; *fixation des sanctions contraventionnelles* (p. 6562) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « l'article 64 e du Livre II du Code du travail est abrogé »* (p. 6562).

Répond à la question d'actualité de M. Nilès relative aux revendications des ouvriers de la métallurgie [23 avril 1971] (p. 1416, 1417).

Répond à la question d'actualité de M. Pasqua relative aux licenciements dans les Etablissements Allinquant [30 avril 1971] (p. 1589).

Répond à la question d'actualité de M. Fievez relative aux revendications des ouvriers d'Usinor [28 mai 1971] (p. 2190).

Prend part à la discussion, en quatrième lecture, de la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et à la résiliation des contrats de formation ou de perfectionnement professionnels par correspondance : *Ses observations sur ce texte et les amendements déposés par M. Bichat* [30 juin 1971] (p. 3559).

Répond à la question d'actualité de M. Madrelle relative à la grève dans une usine de Gironde (usine Michelin à Bassens) [22 octobre 1971] (p. 4801).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problèmes relatifs aux « relations professionnelles » ; effectif de l'inspection du travail ; recrutement d'inspecteurs du travail par un tour extérieur ; conventions collectives du travail ; publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse ; fonctionnement des agences des spectacles ; ses observations sur l'intéressement et la participation ; projet relatif au travail temporaire ; sécurité des ouvriers des mines et des carrières* [27 octobre 1971] (p. 4974) ; *abaissement de la durée maximale du travail ; âge électoral pour les fonctions de représentant du personnel ; réforme de la juridiction du travail ; protection des représentants du personnel ; mensualisation ; participation* (p. 4975) ; *situation des travailleurs intellectuels ; nombre des inspecteurs du travail* (p. 4994) ; *participation ; actionnariat ouvrier ; rôle du comité d'entreprise ; montant atteint par la réserve des participations ; finalités de la participation* (p. 4995).

Répond aux questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux, relatives aux problèmes de l'emploi : *Formation professionnelle ; développement des infrastructures et des moyens d'intervention de l'Agence nationale de l'emploi ; publication des décrets d'application de la loi de juillet 1971 relative à la formation continue et à l'éducation permanente ; situation du département de la Nièvre ; problème de la Lorraine* [3 décembre 1971] (p. 6415) ; *nécessité des reconversions ; mobilité de l'emploi ; rééquilibrage entre Paris, la région parisienne et les autres régions de France ; action de l'Agence nationale pour l'emploi ; révision du régime des aides au développement régional ; réunion du comité interministériel consacré à l'emploi ; aide au secteur tertiaire ; situation de la vallée de la Maurienne et de Modane ; problème des cadres ayant atteint un certain âge ; conditions de travail et formation professionnelle des femmes* (p. 6416) ; *augmentation du budget du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi et du Fonds national de l'emploi* (p. 6417).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux délégués à la sécurité des ouvriers des mines et carrières : *Droit de vote des ouvriers étrangers ; réforme du statut des délégués mineurs* [14 décembre 1971] (p. 6712, 6713) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Gissinger* (p. 6714) ; Art. 5 : *Situation des délégués mineurs de surface* (p. 6715) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Son opposition à la question préalable ; aspect économique et social du travail temporaire ; analyse du projet de loi* [14 décembre 1971] (p. 6719) ; *rôle des entreprises de travail temporaire ; nature de ce travail* (p. 6723) ; *politique de la formation continue* (p. 6724) ; *compétence de l'Agence nationale pour l'emploi* (p. 6724) ; *ses observations sur le contrat qui lie le travailleur intéri-*

maire à l'entreprise de travail temporaire ; problème du contrôle (p. 6725) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Gissinger* [15 décembre 1971] (p. 6759) ; *ses observations sur la notion d'« activité exclusive »* (p. 6759) ; Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger* (p. 6760) ; Art. 3 : *Durée du contrat ; preuve de la justification ; rôle de l'administration* (p. 6762, 6763) ; Art. 4 : *Durée du contrat* (p. 6763, 6764) ; Art. 7 : *Cas où le chômeur est un travailleur intérimaire* (p. 6765) ; Art. 8 : *Ses observations sur les lenteurs de la procédure de paiement* (p. 6766) ; Art. 10 : *Diversité des catégories de salariés des entreprises de travail temporaire* (p. 6767) ; *représentation des salariés* (p. 6767, 6768) ; *ses observations sur les sections syndicales* (p. 6768) ; Art. 12 : *Détermination des électeurs et des éligibles* (p. 6770) ; Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « aux fonctions de délégué du personnel » à insérer les mots : « délégué syndical »* (p. 6770) ; Art. 28 : *Contrôle a posteriori assorti de sanctions* (p. 6773) ; Art. 29 : *Son amendement relatif aux sanctions* (p. 6773) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6774) ; après l'Art. 30 : *Rôle de l'Agence nationale pour l'emploi* (p. 6775) ;

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. unique : *Accession des jeunes à l'électorat* [9 mai 1972] (p. 1442, 1443) ; après l'Art. unique : *Age d'éligibilité* (p. 1443) ; *formation des jeunes* (p. 1443) ; *éligibilité des travailleurs immigrés* (p. 1444).

DEFFERRE (Gaston)

Député des Bouches-du-Rhône
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201) ; [2 avril 1969] (p. 816).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Président du groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 749), [2 avril 1971] (p. 836), [4 avril 1972] (p. 790).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **399** [29 octobre 1968].

Sa proposition de résolution tendant à créer, en vertu de l'article 139 du Règlement, une commission d'enquête sur la spéculation et les transferts de fonds à l'étranger, n° **478** [26 novembre 1968].

Sa proposition de loi visant à condamner à la peine maximum prévue par le Code pénal toute personne se livrant à la production, à l'importation, à l'exportation et à l'offre de substances ou à la culture de plants classés vénéneux par voie réglementaire, n° **1818** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à abroger la loi du 28 juillet 1885 (art. L 47 du Code des postes et télécommunications) et à soumettre les travaux des télécommunications sur les voies publiques au droit commun à l'égard des autorités municipales, n° **1819** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi relative à l'exercice des pouvoirs de police des maires, n° **1892** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les villes de plus de 10.000 habitants

des amendes perçues en matière de contravention aux règlements de circulation urbaine, n° **1998** [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à mettre à la charge de certains employeurs un versement au bénéfice des réseaux de transport en commun de certaines villes ou communautés urbaines, n° **2041** [3 novembre 1971].

Sa proposition de loi relative aux sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, n° **2147** [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n° 1819) tendant à abroger la loi du 28 juillet 1885 (art. L 47 du Code des postes et télécommunications) et à soumettre les travaux des télécommunications sur les voies publiques au droit commun à l'égard des autorités municipales, n° **2168** [17 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à favoriser l'indemnisation des Français spoliés en Afrique Nord, n° **2569** [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à la rationalisation des annonces immobilières, n° **2616** [9 novembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à une indemnisation complète des rapatriés et spoliés, n° **2822** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à la garantie et à l'extension des libertés syndicales, n° **2838** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à l'amnistie de certaines infractions, n° **2839** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi sur l'organisation régionale, n° **2840** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « anti-casseurs », n° **2841** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne, n° **2842** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi portant abrogation de la loi du 31 juillet 1968 validant l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation de la sécurité sociale, n° **2843** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 1.000 F le montant de la rémunération mensuelle minimale des salariés, n° **2844** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi visant à assurer la gratuité effective des livres et fournitures scolaires à tous les degrés de l'enseignement public, n° **2845** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, n° **2846** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à fixer l'âge de liquidation des rentes et pensions de vieillesse du régime général à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes et à leur assurer un revenu minimum, n° **2847** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi portant unification de l'organisation hospitalière, n° **2848** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le titre VII de la Constitution et à créer une cour suprême constitutionnelle, n° **2856** [20 décembre 1972].

Sa proposition de loi organique déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de la cour suprême constitutionnelle, n° **2857** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « l'amnistie prévue à l'article premier rétablit dans leurs titres, grades et fonctions tous ceux qui ont été impliqués par les événements d'Algérie »* [23 juillet 1968] (p. 2478) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « l'amnistie prévue à l'article premier confère la réintégration de plein droit dans tous les ordres, notamment l'Ordre de la Légion d'honneur, dans l'Ordre de la Libération, ainsi que le droit au port de la médaille militaire »* (p. 2479) ; ses explications de vote : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 2491).

Son rappel au Règlement : *La tradition à l'Assemblée Nationale de tenir compte de la proportionnelle pour désigner les représentants de la France aux Assemblées européennes* [16 octobre 1968] (p. 3337).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, en seconde délibération : *Politique gouvernementale ; situation financière de l'Etat ; déficit budgétaire ; crise monétaire et financière ; nécessité d'un changement profond de politique générale* [19 novembre 1968] (p. 4730) ;

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Déficits budgétaires sous la Ve République ; proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire pour étudier la spéculation et les exportations de capitaux* [26 novembre 1968] (p. 4845).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la communication de M. le Président de la République relative au texte du projet de loi soumis à référendum* [2 avril 1969] (p. 812).

Son rappel au Règlement : *Hommage rendu par M. Chaban-Delmas au général de Gaulle ; nécessité de faire une distinction entre le libérateur du territoire et l'homme politique ; discussion du texte soumis à référendum ; ses observations sur le fait que M. Chaban-Delmas est le Président de l'Assemblée Nationale tout entière ; égalité devant la propagande audiovisuelle ; détermination de l'ordre du jour* [29 avril 1969] (p. 1114, 1115).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « et en particulier des organismes de crédit maritime mutuel »* [8 octobre 1969] (p. 2545) ; *ses explications de vote : caractère du projet de loi ; problème de l'indemnisation ; conséquence de l'évolution éventuelle de l'économie ; son vote* [9 octobre 1969] (p. 2569) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 10 : *Annulation par le Conseil d'Etat d'un arrêté de juillet 1966 du Ministère des Affaires sociales ; principe de l'autorité de la chose jugée* [26 novembre 1969] (p. 4375, 4376, 4377) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur le vote de la loi de 1966* [2 décembre 1969] (p. 4463).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 132 du Règlement ; ses observations sur le fait qu'il serait anormal que le Gouvernement s'adresse directement à la nation en négligeant de recueillir l'avis des parlementaires ; consultation du Parlement sur la politique générale du Gouvernement* [8 avril 1970] (p. 848).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur la question préalable ; son opposition à la violence ; malaise dans divers secteurs ; ses observations sur la notion d'amalgame ; vote du projet de loi signifiant que les responsables syndicaux ou politiques pourraient être arrêtés* [29 avril 1970] (p. 1393, 1394) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Dépôt de la question préalable ; problème constitutionnel ; ses observations sur l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme ; irrecevabilité du projet de loi ; ses observations sur le titre du projet de loi ; objet de ce texte ; situation financière de la France ; importance des décrets d'application ; ses observations sur la loi-cadre d'outre-mer ; possibilité que les décrets d'application soient soumis au Parlement ; aspect psychologique du problème* [11 juin 1970] (p. 2489, 2490) ; Avant le titre 1er : *Caractère de l'indemnisation* [12 juin 1970] (p. 2576) ; *montant de l'indemnisation ; cas d'un rapatrié qui aurait été dépossédé, puis indemnisé par un Etat étranger* (p. 2584) ; *application de l'article 95, 4e alinéa du nouveau règlement* (p. 2584) ; Art. 16 : *Son vote sur l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 2585) ; *cas des terres non exploitées du fait de la guerre* (p. 2585) ; Art. 30 : *Tutelle sur l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* (p. 2591) ; Art. 41 : *Détermination de la nouvelle grille ; coefficients applicables au calcul de l'indemnité ; ses observations sur les sommes reçues par les rapatriés au titre des prestations visées par cet article* (p. 2602) ; Art. 45 : *Ses observations sur les paroles de M. Bonhomme* (p. 2604) ; Art. 62 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Giscard d'Es-*

taing, à substituer aux mots : « valeur indemnisable » les mots : « valeur réelle » (p. 2612) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2612) ; Art. 12 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement du Gouvernement, à substituer aux mots : « à celle à laquelle la personne dépossédée aurait droit en application de la présente loi » les mots : « à la valeur réelle »* (p. 2613) ; *distinction entre la valeur d'indemnisation et la valeur réelle* (p. 2613) ; Ses explications de vote : *Notion de solidarité nationale ; améliorations apportées au texte primitif ; ses observations sur le principe de la « transparence » ; son abstention* (p. 2615, 2616) ; En deuxième lecture : *Déception causée par le projet de loi ; échelonnement du paiement des indemnités ; nécessité de créer un fonds spécial ; nécessité de permettre à l'Agence de faire des emprunts ; caractère de l'indemnisation ; impossibilité pour un particulier de réclamer une indemnisation à un Etat étranger* [29 juin 1970] (p. 3237, 3238) ; Art. A : *Créance des rapatriés à l'égard du Gouvernement français et non à l'égard des gouvernements étrangers* (p. 3241) ; Art. 1er : *Installation des particuliers en Afrique du Nord lors du plan de Constantine* (p. 3242) ; Art. 6 : *Situation des petits porteurs* (p. 3242, 3243) ; Art. 11 : *Expropriations prononcées avant l'indépendance des Etats lorsque cette indépendance est intervenue avant le versement de l'indemnité d'expropriation* (p. 3244) ; Art. 16 : *Ses observations sur les expressions : « droit de propriété » et « droit d'usufruit »* (p. 3245) ; Art. 20 : *Désire savoir si la propriété commerciale est couverte par le texte du projet de loi* (p. 3247) ; Art. 22 : *Vote du groupe socialiste contre l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 3247) ; Art. 27 : *Différence entre la valeur réelle et la valeur d'indemnisation* (p. 3257) ; Art. 28 : *Son vote contre l'amendement du Gouvernement et contre cet article* (p. 3258) ; Art. 45 *bis* : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3264) ; en troisième et dernière lecture : Ses explications de vote : *Déception des rapatriés ; nécessité d'une véritable loi d'indemnisation des rapatriés* [30 juin 1970] (p. 3331) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Domaine réservé du général de Gaulle ; ses observation sur le discours de M. Chaban-Delmas à Bordeaux en 1959 ; ses observations sur les articles 20 et 5 de la Constitution ; conception que le Premier Ministre se fait de la Constitution ; droit du Président de la République de changer de Premier Ministre ; ses observations sur l'article 49 ; ses observations sur le fait qu'une motion de censure ne mettrait pas simplement en cause la vie du Gouvernement mais la position même du Président de la République ; voyage du Président de la République et du Ministre des Affaires étrangères en U.R.S.S.* [15 octobre 1970] (p. 4322) ; *ses observations sur l'Europe ; problème du désarmement ; signature du traité de Moscou par la France ; statut de Berlin ; évolution des prix ; problème des revenus ; disparité des moyens dont disposent les différentes catégories sociales ; situation des commerçants ; importance du chômage* (p. 4323) ; *ses observations sur les investissements collectifs ; droit au logement ; prêts pour les H.L.M. ; spéculation foncière ; droit de municipaliser les terrains à bâtir pour les constructions d'intérêt public ; institution d'un véritable impôt foncier progressif ; problème des transports en commun ; pollution atmosphérique ; problème de l'environnement ; prix des terrains ; ses observations sur le budget ; ses observations sur le VIe Plan ; fiscalité locale* (p. 4324) ; *possibilité de remplacer la patente par un impôt proportionnel au chiffre d'affaires et aux bénéfices ; subventions reçues par les collectivités locales ; politique, dite de débudgétisation ; réforme des collectivités locales ; ses observations sur les technocrates ; popularité du Premier Ministre* (p. 4325) ; *ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit ; exemple de la construction à Marseille, par la Sonacotra, d'immeubles dans lesquels sont logés des familles en provenance des bidonvilles* (p. 4326) ;

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Attaque faite par le Premier Ministre contre l'opposition ; désir du Premier Ministre de regrouper sa majorité ; questions traitées par la motion de censure* [21 avril 1971] (p. 1292) ; *conception gouvernementale de l'organisation des pouvoirs publics ; application de l'article 20 de la Constitution ; détermination de l'autorité gouvernementale ; rapports avec l'Algérie ; propos du secrétaire général de l'U.D.R. ; ordre républicain ; problème du logement ; taux des prêts consentis pour la construction d'H.L.M. ; son vote* (p. 1293).

Son rappel au Règlement : *Discussion du projet de loi tendant à la réforme de la loi du 1er juillet 1901* [23 juin 1971] (p. 3300).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants : *Fixation de l'ordre du jour prioritaire* [23 juin 1971] (p. 3301).

Ses observations sur la mise au point de l'ordre du jour faite par M. Chirac [23 juin 1971] (p. 3305).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Opposition de la Commission à ce texte* [23 juin 1971] (p. 3341) ; Ses explications de vote : *Constitution d'un contrôle a priori ; atteinte portée à un des textes essentiels à la défense républicaine ; vote du groupe socialiste* (p. 3353) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : Avant l'art. 1er : *Situation des professeurs de l'enseignement supérieur* [25 novembre 1971] (p. 6114); Art. 3 : *Situation financière du parlementaire* (p. 6122) ; *modalités de publication des déclarations* (p. 6122) ; Ses explications de vote : *Portée du projet de loi* (p. 6125) ; *spéculation immobilière ; rôle des sociétés civiles de placement immobilier* (p. 6126).

Ses observations sur l'interruption des travaux de l'Assemblée Nationale en raison du référendum du 23 avril 1972 : *Raisons qui justifieraient le report de cette interruption* [5 avril 1972] (p. 800, 801).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création et organisation des régions : Ses explications de vote : *Caractère du projet de loi ; son vote* [27 avril 1972] (p. 1155, 1156).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : Ses explications de vote : *Impossibilité de restaurer l'autorité de l'Etat sans lui rendre son crédit moral* [24 mai 1972] (p. 1869); *ses observations sur les scandales ; confusion entre l'exécutif et le législatif ; ses observations sur le domaine réservé du général de Gaulle ; application de l'article 8 de la Constitution* (p. 1870) ; *situation des collectivités locales ; problème du chômage* (p. 1871).

Prend part à la déclaration, sans débat, du Gouvernement sur les questions monétaires : *Hégémonie de l'économie américaine* [28 juin 1972] (p. 2913) ; *réforme du système monétaire international ; rapport Werner* (p. 2914).

DEGRAEVE (Jean)

Député de la Marne
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Participation dans l'entreprise ; création d'un régime social nouveau ; nécessité de créer un sous-secrétariat d'Etat à la participation ; information économique, politique et sociale ; transformation de la condition ouvrière ; droits syndicaux dans l'entreprise ; nécessité d'accorder des avantages fiscaux véritables aux entreprises qui mettront en œuvre la participation ; institution de la retraite à l'âge de soixante ans* [6 novembre 1968] (p. 3988, 3989) ; AGRICULTURE, F.O.R. M.A. ET B.A.P.S.A. : *Inquiétudes des agriculteurs marnais ; revision de la politique du soutien des marchés par le freinage des productions excédentaires ; harmonisation sur le plan européen ; différenciation de l'aide apportée au secteur agricole par l'octroi d'une aide sociale aux déshérités ; charges sociales* [16 novembre 1968] (p. 4545) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Conséquence des mesures d'encadrement du crédit ; situation des agriculteurs : problème du chômage ; mise au point*

des mesures de relance ; demande pourquoi des remises ne seraient pas accordées à ceux qui s'acquittent à la réception de leurs avertissements par un règlement anticipé ; ses observations sur certaines cotes en matière d'impôt foncier ; réforme de la fiscalité ; levée des mesures de restriction du crédit [28 octobre 1969] (p. 2987) ; Après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [29 octobre 1969] (p. 3026) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Insuffisance des effectifs de police ; délinquance juvénile ; exemple de la ville de l'orateur ; rôle des compagnies républicaines de sécurité* [20 novembre 1969] (p. 4102, 4103) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « avec chaque vignette, il sera remis, moyennant paiement, un alcootest afin de permettre facultativement aux conducteurs de se rendre compte par eux-mêmes s'ils sont en règle avec la loi avant de conduire leur véhicule »* [22 avril 1970] (p. 1223) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1223) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Suppression de la taxe sur les spectacles et son remplacement par la T.V.A. ; son hostilité à la discrimination de taux* [21 octobre 1970] (p. 4458) ; *apposition de la vignette sur le pare-brise des voitures* (p. 4459) ; *institution d'un taux légal d'alcoolémie ; possession d'un alcootest ; crédit en faveur de certains syndicats ; représentativité des syndicats ; droits de la Confédération française du travail ; nombre des adhérents de la C.F.T. ; représentativité de la C.F.T.* (p. 4459) ; Deuxième partie : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur la Fédération mondiale des villes jumelées ; développement de cette Fédération ; augmentation du montant de la participation française ; action de la France au sein de l'Unesco* [5 novembre 1970] (p. 5210) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL - III - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Crédits affectés aux syndicats pour la formation de leurs cadres ; représentativité des syndicats ; ses observations sur la Confédération française du travail ; représentativité du syndicat national de l'automobile affilié à la C.F.T.* [27 octobre 1971] (p. 4987) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits affectés au remembrement ; prestations sociales ; exode rural ; réforme fiscale ; statut de la coopération* [16 novembre 1971] (p. 5770, 5771) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « A compter du 1er janvier 1972 les sociétés coopératives faisant acte de commerce seront soumises à la contribution des patentes »* [7 décembre 1971] (p. 6458) ; *assujettissement à la contribution des patentes des sociétés coopératives faisant acte de commerce* (p. 6459, 6460) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Coefficient de majoration applicable aux revenus servant de base au calcul des pensions ; coefficient de revalorisation applicable aux retraites ; problème des droits acquis* [17 mai 1972] (p. 1581) ; *institution d'un régime de surcompensation entre tous les régimes de sécurité sociale* (p. 1582) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Désaffection envers les emplois communaux ; compétence de l'établissement public chargé de la formation et du perfectionnement des personnels* [30 mai 1972] (p. 2008) ; *propositions de la Commission des lois* (p. 2009) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Budget mal accueilli par les associations des anciens combattants ; son espoir dans les mesures nouvelles ; revalorisation de la retraite des combattants de 1939-1945 ; parité entre les pensions d'invalidité et de décès et les traitements des fonctionnaires (rapport constant) ; groupe d'études sur les forclusions ; reconnaissance de la qualité de combattant aux militaires ayant participé aux opérations d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4573) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. - SECTION COMMUNE — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Contrôle des mesures prises par un accroissement des moyens de l'inspection du travail ; répartition des crédits pour la formation syndicale des travailleurs ; demande la reconnaissance de la représentativité de la C.F.T. ; proposition de loi de M. Louis-Alexis Delmas sur les conditions de représentutivité des organisations syndicales* [6 novembre 1972] (p. 4735) ; II - AFFAIRES SOCIALES. - ETAT B, TITRE IV : *Son vote contre* (p. 4755).

DEHEN (Albert)

Député de Charente-Maritime
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Philippe Dechartre, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), (24 septembre 1968) (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [25 septembre 1968] (p. 2903).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922).

Cesse d'appartenir à cette Commission [4 octobre 1968] (p. 3087).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [4 octobre 1968] (p. 3087), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer au nombre « 100 » le chiffre « 300 »* [4 décembre 1968] (p. 5085) ; *local affecté aux sections syndicales* (p. 5085) ; *ses observations sur les paroles de M. Schumann* (p. 5085) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (nombre de délégués syndicaux titulaires dans chaque section syndicale d'entreprise ou d'établissements* (p. 5089) ; *ses observations sur* l'Art. 34 de la Constitution (p. 5089) ; *retrait de son amendement* (p. 5089).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Problème de la région ; constitution des conseils régionaux ; assemblée régionale devant être composée de deux parties égales en nombre et en droit : 50 % des élus du sol choisis au suffrage universel, 50 % des représentants socio-professionnels ; avenir des conseils généraux ; ressources des conseils généraux ; appartenance des députés aux conseils régionaux* [13 décembre 1968] (p. 5488, 5489).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Problème de la dévaluation ; nécessité de recréer la confiance ; réduction de la consommation intérieure ; suppression de la déduction du bénéfice fiscal ; ses observations sur les acomptes dus au titre des bénéfices industriels et commerciaux ; mode de calcul des amortissements dégressifs ; expansion de l'industrie ; pouvoir d'achat des salariés* [17 septembre 1969] (p. 2313 à 2315) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2321) ; *industrie devant subir les restrictions de consommation ; conséquences de l'augmentation des deux derniers acomptes de l'impôt sur les sociétés* (p. 2321, 2322).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative aux allègements fiscaux et primes de développement industriel [31 octobre 1969] (p. 3191, 3193).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole privé ; réduction des crédits d'équipement ; subventions de fonctionnement ; crédits pour les bourses de l'enseignement privé ; transformation des établissements d'apprentissage en établissement du cycle 1 ; écart entre une bourse d'apprentissage et une bourse de cycle 1* [19 novembre 1969] (p. 4001) ; TAXES PARAFISCALES : *Taxe sur les œufs et la volaille; ses observations sur les S.I.P.A.* [22 novembre 1969] (p. 4260) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 58 concernant la taxe sur les volailles* (p. 4275) ; *ses observations sur les taxes parafiscales sur les œufs et les poulets de chair* (p. 4276) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 4277) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 59 concernant la taxe sur les œufs* (p. 4278) ; Seconde délibération, Art. 25 : *enseignement agricole privé* (p. 4323) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : Art. 1er : *Imprécision quant à l'impact réel du taux d'alcoolémie sur les taux d'accidents de la route ; fragilité de l'alcootest ; désir de faire des conducteurs une catégorie à part au regard de la loi ; atteintes portées à la liberté individuelle* [21 avril 1970] (p. 1194, 1195).

Prend part au débat sur la déclaration du gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problème de l'encadrement du crédit ; difficultés sectorielles ;*

rétablissement des grands équilibres fondamentaux ; situation des petites et moyennes entreprises ; accroissement de la production industrielle française ; difficultés dans le bâtiment ; fonds d'action conjoncturelle [14 mai 1970] (p. 1700, 1701).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Production industrielle ; ses observations sur les exportations ; augmentation des salaires et des prix ; problème de la productivité ; suppression de l'encadrement du crédit ; politique vis-à-vis des cadres ; maintien des majorations dites exceptionnelles* [20 octobre 1970] (p. 4441, 4442) ; deuxième partie : TRANSPORTS. - III - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les cours du poisson* [17 novembre 1970] (p. 5653) ; *aide à l'adaptation des pêches maritimes ; problème du mareyage ; ses observations sur la société interprofessionnelle d'équipement du mareyage ; nécessité de voter une loi-cadre ; problème de la réglementation communautaire ; projet de statut des syndics des gens de mer* (p. 5654) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à la suppression de la ligne 59 (taxe sur les volailles)* (p. 5701) ; *société interprofessionnelle des produits avicoles ; mise en place de ces sociétés ; marché des œufs et de la volaille* (p. 5701, 5702) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 60 (taxe sur les œufs)* (p. 5702) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Situation des pêches maritimes françaises ; prix du fuel-oil domestique ; réglementation fixant les maillages des filets et la taille marchande des poissons ; règlements communautaires de la pêche ; nécessité d'un programme pluriannel* [15 novembre 1971] (p. 5676) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-7 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement (majoration du taux)* [17 mai 1972] (p. 1617) ; *retrait de son amendement* (p. 1617) ; Art. L 663-9 du Code : *Son amendement* (p. 1618) ; Art. L 663-10 du Code : *Retrait de ses amendements déposés à cet article* (p. 1625, 1626) ; Art. 5 : *Son amendement (élections au suffrage direct des conseils d'administration des caisses professionnelles ou interprofessionnelles)* (p. 1628) ; *ses observations* (p. 1629) ; *retrait de son amendement* (p. 1631) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV — MARINE MARCHANDE : *Programme pluriannuel de modernisation et de renouvellement de la flotte de pêche fraîche* [3 novembre 1972] (p. 4681) ; *détérioration de la balance des échanges des produits de la mer ; situation de l'ostréiculture dans le bassin de Ré-Centre-Ouest* (p. 4682).

DELACHENAL (Jean)

Député de la Savoie
(1re circonscription)
R.I.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [21 octobre 1971] (p. 4712), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette commission [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924).

Donne sa démission de vice-président de cette Commission [29 octobre 1971] (p. 5142).

Est nommé :

— membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission de surveillance des publications destinées à l'enfance [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Deferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Est élu vice-président de cette Commission [14 novembre 1968] (p. 4435).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S. A. I. F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950).

Est élu vice-président de cette Commission [24 juin 1970] (p. 3018).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217).

Est élu président de cette Commission [26 juin 1970] (p. 3218).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judicaire [26 juin 1970] (p. 3218).

Est élu président de cette Commission [26 juin 1970] (p. 3218).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218).

Est élu président de cette Commission [26 juin 1970] (p. 3218).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [26 juin 1970] (p. 3155) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1970] (p. 6734).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de

la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1970] (p. 6734).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023).

Est élu président de cette Commission [20 décembre 1971] (p. 7023).

Est nommé :

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 618) relatif à la rémunération du personnel communal ; 2° les propositions de loi (n° 97) tendant à compléter les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux ; (n° 310) tendant à modifier les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements du personnel communal, aux échelles indiciaires et à l'avancement (agents à temps complet et personnel permanent à temps non complet), n° **680** [29 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 782, 798 et 799 du Code de procédure pénale relatifs à la réhabilitation des condamnés, n° **877** [12 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 867), modifié par le Sénat, relatif à la rémunération et à l'avancement du personnel communal, n° **894** [19 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi constitutionnelle (n° 24), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 23 de la Constitution, n° **1234** [11 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1246), adopté par le Sénat, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires en raison de la crise du logement, n° **1254** [17 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1012) tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention, n° **1262** [18 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). - III - Fonction publique, n° **1399** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1393), adopté par le Sénat, remplaçant l'article 340 du Code d'administration communale relatif aux archives communales, n° **1434** [17 novembre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1970 (n° 1448), n° **1485** [3 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 334), tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, n° **1499** [8 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1562) modifiée par le Sénat, tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament, n° **1636** [6 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1701), adopté par le Sénat, relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, n° **1751** [25 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1731), portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, n° **1820** [9 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1724), modifiée par le Sénat, en deuxième lecture, relative aux clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament, n° **1861** [21 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1886), modifié

par le Sénat, portant modifications du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, n° **1941** [29 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — III. - Fonction publique, n° **2014** [8 octobre 1971].

Son rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 1978), modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930, relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances ; 2° la proposition de loi (n° 334), tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance, n° **2216** [4 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à l'interprétation de l'article 18 de la loi n° 66-1005 du 28 décembre 1966 sur l'élevage, n° **2254** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi relative à l'amnistie d'infractions commises en relation avec la défense des intérêts de certaines professions, n° **2279** [26 avril 1972].

Son rapport supplémentaire fait, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1701), adopté par le Sénat, relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, n° **2294** [4 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2442), adopté avec modification par le Sénat, dans sa deuxième lecture, portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal, n° **2446** [21 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2427), modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, n° **2461** [22 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal, n° **2489** [29 juin 1972].

Son rapport, fait nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2503), modifié par l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture, portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal, n° **2504** [30 juin 1972]

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2538), adopté avec modification par le Sénat, en troisième lecture, portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal, n° **2539** [1er juillet 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2583), adopté par le Sénat, tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, n° **2691** [28 novembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut du personnel des établissements thermaux d'Etat non concédés, n° **2716** [6 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2782), adopté avec modifications par le Sénat, en deuxième lecture, tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, n° **2801** [19 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie : *Importance du projet de loi ; ses observations sur la juridiction compétente ; conséquences de l'amnistie ; réintégration dans les titres et grades ; son vote* [23 juillet 1968] (p. 2474, 2475) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à*

compléter ainsi cet article : « toutefois, l'amnistie conférera réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération et dans le droit au port de la médaille militaire pour les décorations décernées pour faits de guerre » (p. 2479) ; *possibilité pour le législateur de prononcer les réintégrations* (p. 2480) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (amnistie de plein droit pour les infractions commises avant le 1er janvier 1968 qui ont fait l'objet de condamnation à une peine d'amende ou d'emprisonnement inférieure ou égale à trois mois de prison ferme ou six mois de prison avec sursis)* (p. 2489) ; *retrait de son amendement* (p. 2489) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Il en est de même du délai prescrit pour le dépôt des demandes formulées en vue de l'obtention des avantages prévus par la loi n° 66-419 du 18 juin 1966 »* [23 juillet 1968] (p. 2497) ; *retrait de son amendement* (p. 2497) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Charges pesant sur l'hôtellerie française ; ses observations sur les autoroutes ; équipement des plans d'eau ; routes touristiques ; impossibilité pour les collectivités locales d'entretenir les routes touristiques nationales* [31 octobre 1968] (p. 3811, 3812) ; *ses observations sur les routes nationales d'intérêt touristique* (p. 3814) ; AFFAIRES SOCIALES : *Nécessité d'accorder, en cas d'accident du travail du chef de famille, un secours d'urgence à sa veuve ; possibilité d'accorder une pension à la veuve d'un mutilé du travail à cent pour cent décédé pour une cause différente de celle qui a motivé sa pension ; âge de la retraite, notamment pour les mutilés du travail et dont le taux d'invalidité est de cinquante pour cent ; situation des handicapés physiques ; ses observations sur le fait qu'un handicapé physique, à l'âge de vingt ans, ne bénéficie plus de la Sécurité sociale* [6 novembre 1968] (p. 3997, 3998) ; JUSTICE : *Conditions d'une justice moderne ; rapidité de la justice ; ses observations sur la procédure ; inconvénients de la suppression des tribunaux et des cours à faible rendement afin de concentrer les magistrats dans les tribunaux départementaux et dans les cours régionales ; ses observations sur la cour d'appel de Chambéry ; problème du recrutement des magistrats ; assistance judiciaire ; fusion des professions d'avocat et d'avoué ; association entre avocats et avoués dans le cadre des sociétés civiles professionnelles ; problèmes posés par la relégation ; son vote sur le budget* [8 novembre 1968] (p. 4159, 4160) ; *participation de l'Etat à la construction d'un palais de justice dans son département* (p. 4179) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Autoroutes de liaison* [12 novembre 1968] (p. 4310) ; *objectifs du Plan ; exécution du Plan ; autoroutes de liaison, notamment entre Lyon et Chambéry ; routes nationales ; routes nationales ayant une vocation touristique* (p. 4310, 4311) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral : Art. 3 : *Possibilité pour les communes de plus de 30.000 habitants d'utiliser des machines à voter ; ses observations sur la fraude* [21 novembre 1968] (p. 4782) ; Art. 13 : *Vote par correspondance ; son intérêt* (p. 4785).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la remise en état du réseau routier national [14 mai 1969] (p. 1393, 1394, 1395).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal, en qualité de *Rapporteur : Nécessité d'assurer au personnel communal une rémunération correspondant à celle des fonctionnaires d'Etat ; mission des collectivités locales ; compétence exigée du personnel communal ; situation actuelle des agents communaux à temps complet ; éléments constitutifs de la rémunération ; situation des agents permanents à temps non complet ; charges des petites communes ; diversité des emplois occupés ; dispositions relatives à l'avancement d'échelon ; question de permettre aux agents des communes de percevoir, en plus de leur traitement, l'allocation temporaire d'invalidité dans le cas où celle-ci peut leur être accordée ; problème de l'avancement d'échelon* [9 octobre 1969] (p. 2572, 2573) ; Avant l'art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (éléments déterminant la rémunération des agents communaux)* (p. 2581) ; *problème du supplément familial ; fonds de compensation entre les collectivités locales* (p. 2581) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'arti-*

cle 510 du Code de l'administration communale, à supprimer les mots: « du présent Code » (p. 2581) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 510 du Code de l'administration communale par un nouvel alinéa : « Les conseils municipaux déterminent l'effectif des différents emplois communaux. Leurs délibérations sont soumises à approbation dans les conditions prévues à l'article 478 »* (p. 2581) ; *retrait de son amendement* (p. 2582) ; Après l'Art. 1er : *Problème de l'avancement d'échelon au choix* (p. 2582); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (application de l'article 510 aux agents qui assurent un service dont la durée hebdomadaire est égale ou supérieure à 30 heures)* (p. 2582) ; *problème des agents communaux permanents à temps non complet ; cas des petites communes ; fixation des catégories d'emplois ; désire savoir quand paraîtra le décret prévu à l'article 616 du Code de l'administration communale ; classement des différents personnels* (p. 2582, 2583) ; *ressources des communes rurales* (p. 2583) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les articles 3 et 4 du décret n° 59-979 du 12 août 1959 sont abrogés »* (p. 2583) ; *retrait de son amendement* (p. 2583) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Critère de l'avancement à l'ancienneté ; critère de l'avancement au choix* [25 novembre 1969] (p. 4340) ; Art. 1er *bis : Son amendement tendant au début de la deuxième phrase du texte proposé pour le 3e alinéa de l'article 519 du Code de l'administration communale après les mots : « après avis de la commission paritaire » à supprimer le mot : « compétente »* (p. 4341); *retrait de son amendement* (p. 4341) ; *son amendement tendant après les mots : « dans les conditions prévues à l'article 517 » à une nouvelle rédaction de la fin du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 519 du Code de l'administration communale (avancement d'échelon à l'ancienneté* (p. 4341) ; *nécessité d'établir une égalité de situation entre les agents à temps complet selon qu'il existe un ou plusieurs agents du même grade ; retrait de son amendement* (p. 4341) ; Seconde délibération, Art. 1er *bis : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « de son grade » à insérer les mots : « dans le département »* (p. 4342) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 17 : *Entretien des routes nationales ; stations touristiques ; responsabilité de l'Etat lors des accidents ; augmentation des crédits en faveur du fonds routier* [29 octobre 1969] (p. 3056); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Ses observations sur les palais de justice ; Etat devant prendre à sa charge les frais de fonctionnement de la justice dans les départements; dépendance de la magistrature ; rémunération des personnels auxiliaires de la justice ; nécessité de permettre au personnel pénitentiaire de travailler dans des conditions normales ; nécessité d'accroître les effectifs du personnel de l'éducation surveillée ; formation des animateurs et des moniteurs pour les maisons et clubs de jeunes ; réforme des professions d'avocat, d'avoué, d'agréé et de conseil juridique ; amélioration des conditions de rémunération et de travail des magistrats ; crise actuelle de recrutement de ce personnel ; abandon de l'idée de concentration des tribunaux et des cours* [5 novembre 1969] (p. 3380) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Réseau routier national ; augmentation du parc automobile de la France ; accidents de la circulation ; conséquences économiques du défaut d'entretien de nos routes nationales ; réalisation des autoroutes ; cas de la région Rhône-Alpes ; crédits pour l'entretien de notre réseau national ; recours à l'emprunt ; rôle des collectivités locales* [13 novembre 1969] (p. 3672, 3673) ;

— du projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les associations foncières urbaines ; parution des textes d'application* [4 décembre 1969] (p. 4630) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Hoguet et Bousquet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 33 du décret du 30 septembre 1953 par le nouvel alinéa suivant : « La notification du mémoire institué par l'article 29 ci-dessus, interrompt la prescription »* [17 décembre 1969] (p. 5018) ; Articles additionnels : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Bousquet, après les mots : « pourront être renouvelées » à insérer les mots : « sans qu'il soit porté*

atteinte aux décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée » (p. 5019) ; *son amendement tendant à introduire un article additionnel* (*renouvellement des actions ayant pour objet le bail ou le paiement d'une indemnité d'éviction*) (p. 5019) ; *question des instances en cours ; problème de la levée des forclusions pour les preneurs s'ils sont dans les lieux* (p. 5019) ; *relèvement de la forclusion* (p. 5021) ; *modification de son propre amendement* (p. 5021) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa du texte proposé pour l'article 1954 du code civil par un nouvel alinéa : « ni aux chargements de véhicules sauf lorsque a été prévue une rémunération de garage* » [17 décembre 1969] (p. 5022) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille ; *Substitution à la notion de puissance paternelle de celle d'autorité parentale ; indépendance de la jeune fille moderne ; collégialité dans les décisions entre époux ; rôle du juge ; rôle de la tentative de conciliation en cas de différend entre époux ; possibilité pour la femme d'obtenir une résidence séparée de son mari* [7 avril 1970] (p. 815, 816) ; Art. 1384 du Code civil : *Responsabilité du père et de la mère en cas d'une mesure d'assistance éducative ; son vote sur l'amendement de M. Ducoloné et sur le sous-amendement de M. de Grailly* [9 avril 1970] (p. 904) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe des républicains indépendants ; intervention du juge d'instance* [16 avril 1970] (p. 1098) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage sur l'air expiré : *Ses observations sur les causes d'accidents ; augmentation des proportions de risque d'accident sur l'alcool ; action répressive contre les conducteurs rendus dangereux par leur état alcoolique ; rôle du juge ; répression devant être proportionnée à l'infraction ; son amendement tendant à ne punir que de peines contraventionnelles le conducteur dont le taux d'alcool se situe entre 0,80 gramme et 1,20 gramme* [16 avril 1970] (p. 1106, 1107) ; en deuxième lecture : Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* [24 juin 1970] (p. 2979, 2980) ; *caractère du texte voté par l'Assemblée* (p. 2980) ; *suppression de la clause de déchéance prévue dans les contrats d'assurance ; fonds de garantie automobile* (p. 2981). Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud ; discrimination entre la simple contravention pour conduite en état d'imprégnation alcoolique et le délit poursuivi devant le tribunal correctionnel ; ses observations sur les rapports des parquets ; taux d'alcoolémie de 0,80 gramme* [22 avril 1970] (p. 1215, 1216) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Mazeaud par de nouvelles dispositions* (*possibilité pour le fonds de garantie automobile de recevoir l'amende civile*) (p. 1220) ; *problème du doublement du montant des peines prévues aux articles 319 et 320 du code pénal, en cas de conduite en état d'imprégnation alcoolique* (p. 1221) ; *ressources du fonds de garantie* (p. 1221).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat, relative à la remise en état du réseau routier [17 avril 1970] (p. 1148, 1149).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Rassemblements interdits ou illicites ; cas où un participant est considéré comme responsable ; poursuite des chefs et des organisateurs des manifestations interdites ; problème des rassemblements* [29 avril 1970] (p. 1416, 1417) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal : « Sans préjudice de l'application des articles 116 à 122 du Code de l'administration communale, les personnes reconnues coupables...* » (p. 1424) ; *rôle du juge ; retrait de son sous-amendement* (p. 1424) ; *son sous-amendement tendant à compléter la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit par les mots : « et décider que la solidarité prévue par l'article 55 du présent Code ne s'appliquera pas* » (p. 1425) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1426) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Conciliation de la liberté individuelle et de la nécessité de la vie en société ; rappel d'un certain nombre de principes de droit pénal que l'on avait oubliés dans la pratique judiciaire ; ses observations sur le rapport de M. de Grailly ; ses observations sur les amendements tendant à étendre le champ d'application et les effets de la réhabilitation ; aide*

donnée aux délinquants de se réadapter dans la société ; crédits d'équipement et de personnel ; suppression de la peine de la relégation ; ses observations sur la centrale de Nîmes ; nécessité d'augmenter le nombre des magistrats ; conséquences financières du projet de loi [27 mai 1970] (p. 1993, 1994) ; *sa demande d'une suspension de séance* (p. 2004) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur les paroles de M. Chazelle* (p. 2016) *et sur le déroulement du débat* (p. 2017) ; Art. 150 du Code de procédure pénale : *Durée de la peine encourue supérieure à deux ans pour que le juge puisse maintenir en détention un prévenu* [28 mai 1970] (p. 2031) ; Art. 150-12 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « la partie civile, le dénonciateur ou... »* (p. 2037) ; *possibilité d'un recours de l'Etat contre celui qui est à l'origine d'une détention abusive ; situation du dénonciateur et du faux témoin* (p. 2038) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « 48 heures » les mots : « 24 heures »* (p. 2052) ; *durée de la garde à vue devant la Cour de sûreté ; nombre de ces gardes à vue qui ont excédé les délais de six jours ou de quatre jours prévus par le texte* (p. 2052) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « deux jours » les mots : « 24 heures »* (p. 2053) ; *nombre des personnes soumises à la garde à vue ; ses observations sur les formalités substantielles ; retrait de ses amendements* (p. 2056) ; Après l'Art. 22 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (réhabilitation)* (p. 2088) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2088) ; *réhabilitation après 20 ans de bonne conduite ; conséquences de l'amnistie* (p. 2089) ; Art. 728-1 du Code de procédure pénale : *Son souhait que la tutelle pénale puisse être exercée dans un établissement spécialisé* (p. 2093) ; en deuxième lecture : art. 22 *bis* ; *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'article 782 du Code de procédure pénale : « Toute personne condamnée par un tribunal français à une peine criminelle, correctionnelle ou contraventionnelle peut être réhabilitée »* [25 juin 1970] (p. 3095) ; *son amendement tendant à compléter le texte de l'article* 22 bis *par un nouvel alinéa (cas où il n'existe pas de fiche au casier judiciaire ou que la fiche porte mention d'une condamnation réhabilitée judiciairement ou de plein droit depuis un certain délai)* (p. 3095) ; *son amendement tendant à compléter l'article* 22 bis *par un nouvel alinéa : « Dans ce cas les bulletins nos 2 et 3 du casier judiciaire et, à l'expiration des délais prévus au dernier alinéa de l'article 774, le bulletin n° 1, ne doivent pas mentionner la condamnation »* (p. 3095) ; *modifications du régime actuel de réhabilitation* (p. 3095, 3096) ; Seconde délibération : Art. 22 *bis* : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. de Grailly* (p. 3098) ; En troisième lecture, Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Explication du rejet de la demande d'indemnisation à l'intéressé* [29 juin 1970] (p. 3299) ; Art. 22 *bis* : *Problème de la réhabilitation* (p. 3301) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre : *Nécessité pour le gouvernement de proposer des programmes de relogement pour la main-d'œuvre étrangère et pour toutes les personnes logées dans des conditions insalubres ; répartition des charges et des dépenses entre les collectivités ; vote du groupe des républicains indépendants* [10 juin 1970] (p. 2455) ; Art. 24 : *Charges des collectivités intéressées* (p. 2468) ; Seconde délibération : Art. 3 : *Rôle du juge des référés en cas de contestation* (p. 2472) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problèmes du tourisme ; politique d'aménagement touristique du territoire ; conséquences de la réduction de la durée du travail ; amélioration des infrastructures ; lutte contre la pollution des côtes et des lacs : équipement routier ; intéressement des promoteurs privés au développement des stations ; développement du thermalisme ; ses observations sur Aix-les-Bains* [16 juin 1970] (p. 2717, 2718) ;

— du projet de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires en raison de la crise du logement : En qualité de *Rapporteur : Possibilité donnée au juge des référés de surseoir à l'expulsion judiciairement prononcée à l'encontre des locataires ; possibilité donnée au Préfet de réquisitionner les locaux vacants pour reloger les personnes expulsées ; durée des attributions d'office dans les communes où sévit la crise du logement* [24 juin 1970] (p. 2988) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification

de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. 6 : *Cas de certains propriétaires qui se trouvent dans une situation matérielle difficile* [24 juin 1970] (p. 3004) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire : Art. 2 : *Maintien des tribunaux et des cours d'appel ; possibilité de recourir au juge unique* [25 juin 1970] (p. 3051) ; Art. 4 : *Situation des juges d'instance qui sont en même temps juges-directeurs* (p. 3053, 3054) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats : Art. 19 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Possibilité pour un auditeur de prendre des réquisitions publiques, sous le contrôle du parquet, dans une audience correctionnelle* [25 juin 1970] (p. 3064) ; Après l'Art. 4 : *Son souhait que les magistrats soient titulaires de la licence en droit ; cas des secrétaires-greffiers en chef* (p. 3072) ; Art. 13 : *Nécessité pour les auxiliaires de posséder le diplôme de la licence en droit* (p. 3077) ;

— des projets de loi : 1° Complétant certaines dispositions du titre Ier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° Relatif au bail rural à long terme ; 3° Relatif aux groupements fonciers agricoles : STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE : Art. 1er : *Ses observations sur les mots « sérieux » et « légitime »* [26 juin 1970] (p. 3201) ; *compétence du tribunal de grande instance quand le montant du litige dépasse la compétence du tribunal d'instance* (p. 3201) ; *condition de la compétence du tribunal ; montant des dommages* (p. 3202) ;

— conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants : 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants : *Ses observations sur le déroulement du débat* [29 juin 1970] (p. 3308) ; Art. L 627 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le 6° alinéa (3°) du texte proposé pour cet article : « A ceux qui connaissant le caractère fictif ou de complaisance de ces ordonnances auront, sur la présentation qui leur en sera faite, délivré lesdites substances ou plantes »* [30 juin 1970] (p. 3323) ; *ses observations sur les peines applicables* (p. 3323) ; Art. L 628-3 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Lorsque l'inculpé aura satisfait aux dispositions prévues à l'article 628-2 et à l'article 628-3, 1er alinéa, la juridiction saisie pourra ne pas prononcer les peines prévues par l'article L 628* (p. 3325) ; Art. L 630 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à la fin du 1er alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « ou qui les auront présentées sous un jour favorable »* (p. 3325) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3326) ; Article additionnel : *Application du texte dans les territoires d'outre-mer* (p. 3328) ; En deuxième lecture, Art. L 627-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (possibilité pour le procureur de la République et le juge d'instruction de prolonger la durée de la garde à vue)* [10 décembre 1970] (p. 6399) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Olivier Giscard d'Estaing, tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention, en qualité de *Rapporteur : Limitation à vingt et un ans de la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention ; ses observations sur l'article 537 du Code civil ; position de la jurisprudence ; justification de la validité de telles clauses* [14 octobre 1970] (p. 4258, 4259) ; *justification du délai de vingt et un ans ; possibilité que les clauses d'inaliénabilité apparaissent néfastes* (p. 4260) ; Art. unique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Il est inséré dans le Code civil un article 900-1 ainsi conçu : « Les clauses d'inaliénabilité portant sur un bien donné ou légué à un particulier sont nulles, sauf si elles sont justifiées par un intérêt sérieux et légitime. Leur durée est alors limité à vingt et un ans » »* (p. 4260) ; *ses observations sur son amen-*

dement ; problème de la donation-partage ; possibilité de réserver au donateur la nue-propriété d'une partie de la propriété (p. 4260) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT et LOGEMENT - TOURISME : *Publicité menée à l'étranger ; aide au tourisme d'été ; ses observations sur l'Aquitaine, la Corse et le Languedoc-Roussillon ; désire savoir quel est le montant des crédits d'Etat dont ont bénéficié les départements de la Savoie, de l'Isère, du Rhône et de l'Ain ; stabilisation du lac du Bourget ; problème de l'hôtellerie ; problème des taux de T.V.A. ; étalement des vacances ; possibilité, à l'occasion des vacances du mardi-gras, d'autoriser les enfants accompagnant leurs parents à manquer la classe pendant trois jours* [27 octobre 1970] (p. 4794) ; AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE et SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème du thermalisme ; raisons de la désertion des stations françaises ; exemple d'Aix-les-Bains* [28 octobre 1970] (p. 4860) ; JUSTICE : *Situation des magistrats ; possibilité de donner aux parlementaires, avant l'établissement du budget, la possibilité de discuter des grandes options de la nation et des masses de crédits affectées à telle ou telle branche de l'activité nationale* [29 octobre 1970] (p. 4927, 4928) ; *nombre des créations de postes de magistrats ; fusion des professions d'avocat et d'avoué* (p. 4928) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème du rendement de la fonction publique ; ses observations sur les traitements réels de la fonction publique ; mesures prises par le gouvernement ; instituts régionaux d'administration de Lille et de Lyon ; restauration de l'autorité du pouvoir public* [13 novembre 1970] (p. 5482) : *représentation au conseil général ; absence du facteur « temps » dans les études administratives des dossiers ; rendement de la fonction publique ; recyclage des agents de l'Etat* (p. 5483) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, remplaçant l'article 340 du Code d'administration communale relatif aux archives communales, en qualité de *Rapporteur ; Caractère facultatif du dépôt aux archives départementales ; frais entraînés par le déplacement des archives* [18 novembre 1970] (p. 5760) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5760) ; Art. unique : *Son amendement tendant, au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 340 du Code d'administration communale, à substituer au mot : « prononcé », le mot : « prescrit »* (p. 5761) ; *son amendement tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 340 du Code d'administration communale, à insérer un nouvel alinéa (possibilité pour le préfet, en cas de documents qui présentent un intérêt historique, de mettre en demeure la commune de prendre les mesures nécessaires ; possibilités de prescrire le dépôt d'office de ces documents aux archives du département)* (p. 5761) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Caractère de la discussion du présent texte ; caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux quinze jours après leur dépôt ; autonomie des collectivités locales ; augmentation des pouvoirs du maire* [24 novembre 1970] (p. 5878) ; *situation des adjoints ; élection du maire au suffrage universel ; coopération entre les communes ; organisation des délibérations des syndicats de communes* (p. 5879) ; *ses observations sur le déroulement du débat* [25 novembre 1970] (p. 5908) ; Art. 1er : *Cas où la délibération est soumise au préfet ou au sous-préfet ; caractère exécutoire des délibérations* (p. 5908) ; Art. 17 : *Conditions d'utilisation de l'argent affecté à la construction et au fonctionnement des établissements d'enseignement* (p. 5927) ; Après l'Art. 17 : *Opportunité de diviser chaque département en secteurs intercommunaux d'études en vue de la programmation des équipements collectifs* (p. 5928) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcellin* (p. 5929) ; Commission mixte paritaire : *Problème du personnel communal ; autonomie des collectivités locales* [17 décembre 1970] (p. 6606) ; *répartition des frais de construction et de fonctionnement des collèges d'enseignement entre les communes intéressées après regroupement* (p. 6607) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans le département de la Réunion)* [9 décembre 1970] (p. 6306) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6306) ; Art. 8 : *Péréquation des charges de la patente communale à l'intérieur du département ; situation des moyennes entreprises* (p. 6340) ; Art. 9 : *Réduction des droits résultant du tarif de la*

patente ; péréquation entre les ressources affectées aux collectivités locales en application de l'article 10 (p. 6343, 6344) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (compensation de la diminution de recette au titre de la patente résultant de la rédaction du tarif de cet impôt pour les communes où le montant de cette diminution excède 500 francs)* (p. 6356) ; *fonds de péréquation départemental* (p. 6356) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 6357) ; *retrait de son amendement* (p. 6359) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination des limites territoriales et des chefs-lieux des communes de la Polynésie française)* [18 décembre 1970] (p. 6683) ; *distinction entre la création de communes, les limites territoriales et les chefs-lieux de communes ; ses observations sur les paroles de M. Mazeaud* (p. 6683) ; *retrait de son amendement* (p. 6684) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour l'assemblée territoriale de maintenir, dans son propre domaine, le territoire lui appartenant en vue de le réserver à des équipements d'intérêt collectif)* (p. 6685) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6685) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « droits et taxes perçus » à insérer les mots : « ou à percevoir »* (p. 6686) ; *fonds de péréquation* (p. 6686) ; *son amendement tendant, après la premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « y compris l'octroi de mer qui prend le caractère d'une recette territoriale »* (p. 6686) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (détermination de la quote-part reçue par le fonds intercommunal de péréquation)* (p. 6686) ; *son amendement tendant après la première phrase du quatrième alinéa de cet article, à insérer la phrase suivante : « Les représentants des collectivités locales devront être majoritaires »* (p. 6687) ; *composition du fonds de péréquation* (p. 6687) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et notamment la procédure de désignation des membres du comité visé à l'alinéa précédent » les mots : « et notamment, les conditions d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale »* (p. 6687) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à modifier cet article (cas des sections de communes n'ayant qu'un conseiller à élire)* (p. 6688).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aménagement de la chute Arc-Isère [5 mai 1971] (p. 1646).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament, en qualité de *Rapporteur* : *Limitation de la durée des clauses d'inaliénabilité ; durée maximale de validité de ces clauses ; recours devant le tribunal ; application de la nouvelle loi aux donations faites antérieurement à la publication de la loi ; problème des clauses d'inaliénabilité perpétuelles ; extension en faveur des personnes morales de la possibilité de demander au tribunal l'autorisation de disposer du bien* [14 avril 1971] (p. 1094) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 900 du Code civil (clauses d'inaliénabilité perpétuelles dans les donations entre vifs ou par testament devant être réputées non écrites ; conditions de validité d'une clause d'inaliénabilité temporaire)* (p. 1094) ; *ses observations sur l'expression : « d'intérêt supérieur »* (p. 1095) ; *recours au tribunal* (p. 1095) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer au mot : « consenties » le mot : « intervenues »* (p. 1096) ; En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Donations faites à des collectivités* [28 juin 1971] (p. 3480, 3481) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Edouard Charret et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial ; 2° de MM. Ruais et Hoguet tendant à faciliter la reconversion des commerçants et artisans ; 3° de M. Modiano tendant à banaliser les baux commerciaux, Art. 34-3 du décret du 30 septembre 1953 : *Révision du prix du bail* [26 mai 1971] (p. 2106) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Méthode suivie par le gouvernement ; réforme des finances locales ; participation de la population à la gestions des grandes villes ; possibilité de déposer un projet de charte des communes ; utilité des fusions de communes ; formule du syndicat ; sens de la liberté des communes* [1er juin 1971] (p. 2264) ; Art. 2 : *Association des élus à l'élaboration des plans de fusions des communes* [2 juin 1971] (p. 2286) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe premier de cet article : « une commission spécialement constituée à cet effet dans chaque département dresse... »* (p. 2287) ; *association du préfet et des élus lors de l'élaboration du plan de regroupement ou de fusion des communes* (p. 2287) ; *association des élus et de l'administration pour l'élaboration du plan* (p. 2288) ; *retrait de son amendement* (p. 2289) ; *avis des conseillers généraux* (p. 2293, 2294) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour la commission de demander l'avis du conseiller général des cantons où sont proposés des fusions ou des regroupements de communes)* (p. 2295) ; *retrait de son amendement* (p. 2295) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (pouvoir du conseil général en cas d'avis défavorable de plusieurs conseils municipaux intéressés ; recours à la consultation prévue à l'article 6)* (p. 2297) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2297) ; *rôle du conseil général* (p. 2298) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 2298) : Art. 7 : *Son amendement tendant : 1° à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « commune-annexe » les mots : « communes-associée » ; 2° en conséquence, à procéder à la même substitution dans les alinéas suivants* [3 juin 1971] (p. 2326) ; *aspect d'une fusion* (p. 2326) ; *son amendement tendant : 1° dans le cinquième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « d'adjoint spécial » les mots : « des maires délégués » ; 2° en conséquence, à faire diverses substitutions* (p. 2326) ; *situation de celui qui sera chargé de représenter la commune associée* (p. 2326) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe III de cet article par les mots : « si la population de la commune associée a donné un avis favorable à cette suppression dans les conditions fixées à l'article 6 ci-dessus »* (p. 2328) ; *consultation de la population pour savoir si elle consent à abandonner les avantages accordés au moment de la fusion* (p. 2328) ; Art. 8 : *Situation des communes ayant fusionné antérieurement à la loi ou ayant créé des syndicats à vocation multiple ; application du taux majoré des subventions* (p. 2334) ; Seconde délibération : Art. 3 : *Objet de cette seconde délibération* (p. 2342) ; Ses explications de vote : *Coopération intercommunale ; financement des équipements des communes* (p. 2344) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « Une commission d'élus spécialement constituée à cet effet dans chaque département dresse, avec le concours du préfet, pour l'ensemble du département... »* [23 juin 1971] (p. 3332) ; *établissement de la carte* (p. 3332) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann (possibilité pour le préfet de prononcer la fusion même si le conseil général a donné un avis défavorable)* (p. 3335) ; *cas où un conseil municipal émet un avis défavorable au sujet d'une fusion prévue au plan des fusions* (p. 3335) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3336) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : Ses explications de vote : *Recours au décret en Conseil d'Etat* [30 juin 1971] (p. 3566) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, en qualité de *Rapporteur* : *Participation de l'Etat ; constructions d'habitation à loyer modéré* [14 juin 1971] (p. 2886) ; *situation des constructions achevées avant le 31 décembre 1972 ; situation des constructeurs selon qu'ils auront achevé leurs maisons avant ou après le 1er janvier 1973* (p. 2887) ; Contribution foncière, Art. unique : *Son amendement (durée de l'exemption temporaire de contribution foncière)* (p. 2902) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2902) ; *ses observations sur l'amendement de M. Boulloche* (p. 2903) ; *son amendement (maintien de l'exemption de quinze ans)* (p. 2904) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi portant modification du ré-*

gime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation » (p. 2904) ; Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant modification du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, en qualité de *Rapporteur* : *Exemptions de contribution foncière des propriétés bâties ; problème des immeubles vendus dans les conditions prévues par la loi du 3 janvier 1967* [29 juin 1971] (p. 3524) ; Art. unique : *Problème des constructions modestes* (p. 3524, 3525) ; *indemnité de remploi pour expropriation* (p. 3525) ; *son amendement tendant à compléter ainsi le dernier alinéa de cet article : « ou attribués à un associé en exécution d'une souscription ou acquisition de parts ou d'actions ayant acquis date certaine avant le 15 juin 1971* » (p. 3525) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de son amendement par les mots : « sous réserve que les fondations des immeubles aient été achevées avant cette dernière date, les constatations de l'homme de l'art en faisant foi* » (p. 3525) ;

— du projet de loi relatif à la prescription en matière salariale, Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de la commission* [28 juin 1971] (p. 3478) ; Art. 5 : *Problème des prescriptions à la date d'application de la présente loi* (p. 3478) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au délai de conservation des archives des juges, des personnes ayant représenté ou assisté les parties, des huissiers de justice ainsi que des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Ses observations sur ce texte* [28 juin 1971] (p. 3481) ;

— du projet de loi sur la filiation. Art. 312 du Code civil : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « s'il justifie de faits propres à démontrer » à insérer les mots « à l'évidence »* [6 octobre 1971] (p. 4303) ; *action en désaveu de paternité* (p. 4303) ; *retrait de son amendement* (p. 4303) ; Art. 342 du Code civil : *Délai de l'action à fins de subsides* (p. 4324) ; Art. 342 du Code civil : *Délais de prescription de l'action à fins de subsides* (p. 4334) ; Art. 207 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (possibilité de décharger le débiteur de son obligation alimentaire si le créancier s'est rendu coupable envers lui de fautes graves)* (p. 4337) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4337) ; *retrait de son amendement* (p. 4338) ; Art. 760 du Code civil : *Cas de l'appel à la succession entre le conjoint survivant et l'enfant adultérin ; nécessité d'éviter que ne se trouvent en concurrence l'enfant adultérin et la femme qui a été trompée* (p. 4341) ; Art. 767 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article « à l'exclusion des enfants naturels conçus pendant le mariage de relations adultérines »* (p. 4343, 4349) ; *son amendement tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots « ou des enfants naturels conçus pendant le mariage de relations adultérines »* (p. 4343, 4349) ; *droit du conjoint survivant en présence d'un enfant adultérin* (p. 4343, 4344, 4349). En deuxième lecture, Art. 342-3 du Code civil : *Action à fins de subsides* [2 décembre 1971] (p. 6341) ; Art. 767 du Code civil : *Son amendement tendant après le troisième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa : « Des trois quarts si le défunt ne laisse comme postérité qu'un ou plusieurs enfants naturels conçus pendant le mariage »* (p. 6343) ; *droits du conjoint survivant ; droit de l'usufruit du conjoint survivant* (p. 6343, 6344) ; Art. 760 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « et le conjoint aura l'usufruit des trois quarts des biens de la succession »* (p. 6345) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6345) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire ; Art. 7 : *Montant maximum du plafond de ressources au-dessous duquel un demandeur pourrait bénéficier de l'aide judiciaire* [7 octobre] (p. 4380) ; *problème de l'indexation* (p. 4381) ; En deuxième lecture, Art. 7 *bis* : *Son amendement (possibilité pour le bureau d'aide judiciaire de solliciter un avis motivé d'un avocat pour préciser le bien-fondé de la demande)* [10 décembre 1971] (p. 6650) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Situation des auxiliaires de la justice ; création d'une taxe parafiscale ; objections au projet de loi ; problème de la création de sociétés civiles interprofessionnelles ; indépendance de la profession d'avocat ; indemnisation des avoués ; situation des conseils juridiques* [12 octobre 1971] (p. 4464, 4465) ;

Art. 30 : *Consultation du bâtonnier en ce qui concerne les délits d'audience* [14 octobre 1971] (p. 4539) ; Art. 36 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 4546) ; Art. 37 : *Son sous-amendement tendant à modifier le dernier alinéa proposé par l'amendement du Gouvernement (déduction sur la somme perçue par l'avocat, ancien avoué, au titre d'une présentation de successeur)* (p. 4548) ; *cas d'un avoué devenu avocat qui revend son étude* (p. 4549) ; *cas de force majeure et de mise à la retraite* (p. 4551) ; Après l'Art. 73 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction de toute publicité exercée en vue de capter une clientèle au profit d'une personne physique ou morale donnant des consultations juridiques ou se proposant de défendre des usagers devant une juridiction)* (p. 4589) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4589) ; Art. 77 : *Application de la réforme* (p. 4591, 4592).

En qualité de vice-président :

Préside :

La 1re séance du 22 octobre 1971 (p. 4783) ; la 2e séance du 25 octobre 1971 (p. 4865) ; la 3e séance du 27 octobre 1971 (p. 4991) ; la 3e séance du 4 novembre 1971 (p. 5317) ; la 2e séance du 5 novembre 1971 (p. 5385) ; la 3e séance du 5 novembre 1971 (p. 5395) ; la 1re séance du 6 novembre 1971 (p. 5448) ; la 3e séance du 16 novembre 1971 (p. 5773) ; la séance du 19 novembre 1971 (p. 5980) ; la 2e séance du 23 novembre 1971 (p. 6026) ; la 2e séance du 1er décembre 1971 (p. 6259) ; la 1re séance du 9 décembre 1971 (p. 6559) ; la 2e séance du 18 décembre 1971 (p. 6955) ; la 2e séance du 27 avril 1972 (p. 1126) ; la séance du 4 mai 1972 (p. 1350) ; la 2e séance du 17 mai 1972 (p. 1595) ; la séance du 1er juin 1972 (p. 2081) ; la séance du 6 juin 1972 (p. 2184) ; la séance du 8 juin 1972 (p. 2326) ; la séance du 20 juin 1972 (p. 2653) ; la 2e partie de la 1re séance du 27 juin 1972 (p. 2864) ; la 1re séance du 30 juin 1972 (p. 3050) ; la 2e séance du 10 octobre 1972 (p. 4022) ; la 4e séance du 27 octobre 1972 (p. 4494) ; la 1re séance du 2 novembre 1972 (p. 4537) ; la 3e séance du 7 novembre 1972 (p. 4793) ; la 2e partie de la 1re séance du 8 novembre 1972 (p. 4831) ; la 2e séance du 8 novembre 1972 (p. 4835) ; la 2e séance du 15 novembre 1972 (p. 5211) ; la 2e séance du 17 novembre 1972 (p. 5377) ; la 1re partie de la 3e séance du 17 novembre 1972 (p. 5383) ; la 2e séance du 6 décembre 1972 (p. 5930) ; la séance du 12 décembre 1972 (p. 6062) ; la 2e séance du 13 décembre 1972 (p. 6129) ; la séance du 18 décembre 1972 (p. 6291).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Durafour [5 novembre 1971] (p. 5395).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Hubert Martin : choix des questions d'actualité par ordre chronologique de dépôt [5 novembre 1971] (p. 5385).

Annonce à l'Assemblée le décès de M. Pierre Ziller [18 décembre 1971] (p. 6955).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Odru ; *application de l'article 34, alinéa 2 du règlement* [27 avril 1972] (p. 1129).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Max Lejeune [17 mai 1972] (p. 1612).

Hommage de bienvenue à une délégation du Parlement mexicain [1er juin 1972] (p. 2082).

S'associe aux paroles prononcées par M. Brugnon sur la catastrophe de Vierzy [20 juin 1972] (p. 2654).

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes et remercie M. le premier Président de la Cour des comptes [29 juin 1972] (p. 3050).

Hommage de bienvenue à une délégation du Parlement canadien [30 juin 1972] (p. 3053).

Temps de parole imparti à chacun des orateurs [30 juin 1972] (p. 3061).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution de M. Robert Ballanger tendant à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale par la création d'une commission, élue à la proportionnelle des groupes, chargée d'examiner régulièrement la situation des députés au regard des incompatibilités attachées à leur mandat, suppléant le président de la Commission des lois : *Son hostilité à cette proposition de résolution ; possibilité pour la Commission des lois d'inscrire à son ordre du jour ladite proposition de résolution* [21 octobre 1971] (p. 4764, 4765) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Attribution d'essence détaxée aux salariés paysans* [21 octo-

bre 1971] (p. 4746) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation des crédits affectés aux missions régionales ; création d'un nouvel institut régional d'administration ; revalorisation des rémunérations dans la fonction publique ; ses observations sur les catégories C et D ; régime de retraite anticipée ; emploi à mi-temps ; réforme de l'Ecole nationale d'administration* [25 octobre 1971] (p. 4845 à 4847) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Problème des autoroutes ; transfert de certaines routes nationales aux départements* [28 octobre 1971] (p. 5020) ; *répartition de la subvention* (p. 5021) ; *somme allouée à chaque département en raison du transfert de certaines routes nationales* (p. 5040) ; *possibilité pour le Parlement de contrôler les crédits mis à la disposition des départements pour financer l'entretien de la voirie qui leur incombera désormais* (p. 5046) ; JUSTICE : *fonctionnement des greffes ; institution d'un fonds de concours au bénéfice du personnel des greffes ; auxiliaires de la justice* [5 novembre 1971] (p. 5370) ; *recrutement des magistrats en qualité d'agents contractuels* (p. 5371) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation du personnel communal ; indices de traitement de ce personnel ; projet de loi sur le statut du personnel communal* [10 novembre 1971] (p. 5619) ; *transfert aux collectivités locales des charges de l'Etat ; voirie nationale secondaire ; réforme de la patente* (p. 5620) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Ses observations sur les associations foncières pastorales et les regroupements pastoraux ; affectation des aides ; situation des collectivités locales ; classement en zone de rénovation rurale ; ses observations sur la région des Beauges en Savoie* [18 novembre 1971] (p. 5939) ; Art. 1er : *Son amendement (aides accordées aux agriculteurs en raison des conditions particulières d'exploitation de ces régions)* (p. 5946) ; *retrait de son amendement* (p. 5947) ; Art. 4 : *Son amendement (conditions dans lesquelles le préfet a la possibilité de créer une association foncière pastorale)* (p. 5949) ; *cas où le propriétaire accepte expressément* (p. 5949) ; Art. 7 : *son amendement relatif à l'état d'abandon des fonds* (p. 5951) ; *conséquence de la déclaration d'utilité publique ; modification de son amendement* (p. 5952) ; Art. 13 : *Son de son amendement* (p. 5952) ; *son amendement relatif à l'exécution des travaux quand il y a danger* (p. 5952) ; Art. 13 : *Son amendement (durée du bail)* (p. 5957) ; *son amendement tendant à supprimer la fin du troisième alinéa de cet article* (p. 5957) ; *rapports entre le preneur et le bailleur ; conclusion d'un contrat pluriannuel* (p. 5958) ; *ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 5959) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques : Art. 66 du décret-loi du 31 octobre 1935 : *Son amendement relatif au seuil de 500 francs en ce qui concerne l'insuffisance de la provision* [24 novembre 1971] (p. 6076) ; *critère des poursuites devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal de police* (p. 6076, 6077) ; *montant de l'amende* (p. 6077) ; Art. 67 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement* (p. 6078) ; Art. 67 du décret du 30 octobre 1935 : *Cas où le montant de l'insuffisance de la provision est inférieur à 500 francs* [2 décembre 1971] (p. 6314) ; Art. 16 : *Ses amendements (montant de l'insuffisance de la provision)* (p. 6316) ; *son amendement (cas où le prévenu apporte la preuve que dans le délai de dix jours à compter de la présentation du chèque il s'est acquitté du montant du chèque et de l'amende)* (p. 6316) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6316) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux associations foncières urbaines : *Parution des décrets d'application du chapitre premier du titre III relatif aux associations urbaines* [14 décembre 1971] (p. 6733) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, Art. 9 : *Son amendement relatif aux subventions de l'assemblée territoriale en vue de financer des équipements publics d'intérêt intercommunal* [8 décembre 1971] (p. 6504) ; *modification de son amendement* (p. 6505) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances, en qualité de *Rapporteur : Inscription des propositions de loi à l'ordre du jour* [9 mai 1972] (p. 1444) ; *insuffisance de l'accord interprofessionnel de décembre 1966 ; résiliation des contrats tous les trois ans* (p. 1445) ; Art. 1er : *Son amendement relatif au droit de résiliation du contrat tous les trois ans* (p. 1446) ; *cas où la compagnie n'a*

pas rempli tous ses engagements (p. 1446) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 1446) ; *cas des souscripteurs à une police d'assurance âgés d'au moins soixante-cinq ans* (p. 1447) ; *son amendement d'harmonisation* (p. 1447) ; Art. 2 : *Résiliation de plein droit* (p. 1448) ; *son amendement* (p. 1448) ; En deuxième lecture : *Possibilité de résilier le contrat trois ans après sa signature ; durée des contrats d'assurances contre la grêle ; résiliation dans certains cas exceptionnels ; application de la loi aux contrats en cours ; contrats d'assurances souscrits par les communes* [28 juin 1972] (p. 2952, 2953) ; Art. 4 : *Envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception* (p. 2953, 2954) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, en qualité de *Rapporteur* : *Dévouement du personnel communal ; cas de mutation du personnel ; ses observations sur le système préconisé par la Commission des lois de l'Assemblée nationale* [30 mai 1972] (p. 1998) ; *dualité du concours ; rôle des commissions paritaires* (p. 1999) ; *ses observations sur les commissions paritaires* (p. 2002) ; *choix du secrétaire de mairie* (p. 2009) ; *ses observations sur la suite du débat* [31 mai 1972] (p. 2035) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2035) ; Art. 500 du Code de l'administration communale : *ses observations* (p. 2036) ; Art. 501 du Code : *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2036) ; Art. 505 du Code : *Application du droit du travail* (p. 2038) ; Art. 507, 507-1 et 508-1 : *Ses sous-amendements aux amendements du gouvernement* (p. 2038, 2039) ; Art. 503 du Code : *Organisation des cadres* (p. 2043) ; *organisation d'une carrière intercommunale* (p. 2044) ; Art. 503 *bis* du Code : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2044, 2045) ; Art. 504-1 : *Recrutement des agents communaux des catégories A et B ; inscription sur une liste d'aptitude établie par une commission paritaire* (p. 2045) ; Art. 504-1 *bis* du Code : *Son amendement (listes d'aptitude départementales et interdépartementales)* (p. 2046) ; Art. 504-2 du Code : *Son amendement (institution d'une Commission nationale de la fonction communale)* (p. 2046, 2047) ; Art. 507 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2047) ; *nomination directe à certains emplois* (p. 2047) ; Art. 507-1 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement ; retrait de celui-ci* (p. 2047) ; Art. 508-1 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2048) ; *promotion sociale du personnel communal* (p. 2048) ; Art. 508-2 du Code : *Son amendement (possibilité de compléter les listes d'aptitude au titre de la promotion sociale)* (p. 2048) ; Art. 508-3 du Code : *Son amendement (inscription d'un agent au titre de la promotion sociale)* (p. 2049) ; Art. 508-4 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement concernant la création du centre de formation des personnels communaux* (p. 2050) ; *ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement* (p. 2051) ; *ses observations* (p. 2051) ; *retrait d'un de ses sous-amendements* (p. 2052) ; *organisation d'un concours par le centre de formation* (p. 2053) ; *retrait d'un de ses amendements* (p. 2054) ; Art. 508-6 du Code : *Son amendement concernant l'administration du centre de formation des personnels communaux* (p. 2054) ; *son sous-amendement à son amendement* (p. 2054) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2055) ; Après l'Art. 7 : *Situation des agents originaires des départements d'outre-mer* (p. 2058) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 2058) ; Art. 504 du Code : *Son amendement et ses sous-amendements à l'amendement du gouvernement relatif au recrutement sur le plan intercommunal* (p. 2059) ; *retrait de son amendement* (p. 2059) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal »* (p. 2060) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Réglementation du recrutement et du déroulement de carrière pour les emplois communaux ayant une vocation intercommunale ; déroulement de la carrière du personnel communal ; commissions paritaires ; ses observations sur les concours* [22 juin 1972] (p. 2752) ; *promotion sociale ; composition du conseil d'administration du centre de formation professionnelle* (p. 2753) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2754) ; Art. 1er *quater* : *Son amendement rédactionnel* (p. 2755) ; *son amendement (titularisation dans un emploi)* (p. 2755) ; Art. 1er *sexies* : *Son amendement (organisation du recrutement et du déroulement de carrière sur le plan intercommunal)* (p. 2756) ; *déroulement de la carrière sur le plan intercommunal ; notion de cadres* (p. 2756, 2757); Art. 1er *septies* : *Son amendement (établis-*

sement des listes d'aptitude) (p. 2758) ; Art. 1er *octies* : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée en première lecture* (p. 2758) ; Art. 1er *nonies* : *Son amendement* (*positions de détachement*) (p. 2758) ; Art. 1er *decies* et Art. 1er *undecies* : *Ses amendements* (p. 2758, 2759) ; Art. 2 : *Son amendement* (*promotion sociale*) (p. 2759) ; Art. 2-1 : *Son amendement relatif à l'établissement de listes d'aptitude au titre de la promotion sociale* (p. 2759) ; Art. 3 : *Ses amendements* (p. 2760) ; *rôle du centre de formation des personnels communaux ; possibilité pour les communes d'organiser leur propre concours* (p. 2760) ; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'administration du centre de formation des personnels communaux* (p. 2760) ; *ses observations* (p. 2761); Art. 5 : *Son amendement* (p. 2761) ; Art. 7 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer dans l'article 539 du Code de l'administration communale les mots : « exerçant sur le territoire métropolitain »* (p. 2762) ; En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Organisation de la carrière intercommunale* [30 juin 1972] (p. 3084) ; Art. 1er *sexies* : *Déroulement de la carrière sur le plan intercommunal ; pouvoirs du maire au titre de la promotion* (p. 3085, 3086) ; En quatrième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Composition du conseil d'administration du centre de formation des personnels communaux ; notion de cadre intercommunal ; promotion sociale* [1er juillet 1972] (p. 3114) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : Avant l'Art. 9 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Tisserand* [1er juin 1972] (p. 2103) ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 2106);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 14 : *Son amendement relatif aux ressources de la région* [13 juin 1972] (p. 2425) ; *solidarité entre les régions; problème de la péréquation des ressources* (p. 2425, 2426) ; *retrait de son amendement* (p. 2426) ; Art. 15 : *Son sous-amendement à l'amendement de la commission* (p. 2427) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1169 du Code rural : *Organisation de la prévention* [28 juin 1972] (p. 2939) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, Art. 7-5 : *Son amendement* (*répartition de l'astreinte entre le plaideur bénéficiaire de la condamnation et le Trésor public*) [29 juin 1972] (p. 3013) ; *ses observations sur le versement au fonds national de solidarité* (p. 3013) ; En troisième lecture, Art. 7-5 : *Ses observations* [30 juin 1972] (p. 3096) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Se réjouit au nom des républicains indépendants ; leur proposition de loi d'avril 1972 ; angoisse des membres de professions indépendantes, commerciales ou agricoles* [17 octobre 1972] (p. 4185) ; *son regret que les mesures prises ne l'aient pas été à la demande des députés ; rôle du Parlement ; obligation d'étendre l'amnistie à tous ceux qui se trouvent dans une situation pénale identique* (p. 4186) ; Art. 5 : *Son amendement supprimant le deuxième alinéa* (*1°*) *de l'article 5* (*exclusion du bénéfice des dispositions de l'article 1er les infractions qui ont été punies à titre définitif d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à un an sans sursis*) (p. 4190) ; *ses remerciements au gouvernement qui l'a accepté* (p. 4190) ; Art. 1er : *Son amendement : référence à la condamnation à une peine d'un an de prison* (*perd sa raison d'être*), *date d'application de la loi* (*3 octobre 1972*), *par souci de forme, suppression du mot « problème » inadéquat* (p. 4193) ; *retrait* (p. 4194) ; après l'article 4 : *son amendement insérant un nouvel article donnant au Président de la République la possibilité d'amnistier par décret ; retrait* (p. 4198) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Statut du personnel communal ; application de la loi du 13 juillet 1972 ; commission nationale paritaire ; problème des frais de fonctionnement des tribunaux incombant aux départements ; revalorisation des traitements des personnels communaux* [7 novembre 1972] (p. 4792) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, en qualité de *Rapporteur : faire en sorte que la justice soit plus rapide* [5 décembre 1972] (p. 5859) ; *institution d'un juge unique en matière pénale pour un certain nombre d'infractions ; avantages de la collégialité ; ouverture à l'inculpé et à la partie civile ainsi qu'au ministère public du droit de demander au président du tribunal de grande instance le renvoi de l'affaire à la juridiction collégiale si l'intérêt du litige le justfie ; compétence du tribunal correctionnel ; compétence du tribunal de police dans*

la mesure où l'incapacité totale de travail de la victime est de moins de huit jours ; conditions d'aptitude aux fonctions de juré ; formule de serment des jurés ; conditions de prestation de serment des experts et des témoins ; modification de la procédure d'instruction ; appel pour les ordonnances du juge d'instruction (p. 5860) ; *dispositions visant à faciliter la réinsertion du condamné dans la société : réduction du champ d'application de l'interdiction de séjour, allègement du bulletin n° 3 du casier judiciaire, limitation, par décision judiciaire, des interdictions professionnelles ; accroissement des pouvoirs du juge de l'application des peines au sein du tribunal et dans les prisons ; indemnités accordée aux psychiatres ; libération conditionnelle ; réduction de peine ; suppression du casier judiciaire n° 3 ; interdictions professionnelles ; suppression de l'interdiction de séjour* (p. 5861) ; Art. 1er : *Ses observations contre l'amendement de suppression de cet article de M. Bustin ; garanties limitant les risques* (p. 5869) ; *son amendement supprimant la possibilité pour le président du tribunal de grande instance de déléguer son pouvoir de confier l'affaire à un juge unique* (p. 5869) ; *son amendement ouvrant à la partie civile, au prévenu ou au ministère public le droit de demander au président du tribunal de grande instance que l'affaire soit jugée par le tribunal correctionnel statuant en formation collégiale ; son amendement devenu sans objet du fait de la non-adoption du précédent ; retrait* (p. 5870) ; Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bustin supprimant les infractions qui peuvent être soumises au juge unique* (p. 5871) ; *son accord à l'amendement de M. de Grailly proposant le renvoi devant une juridiction collégiale lorsque le prévenu est en état de détention provisoire lors de sa comparution à l'audience* (p. 5871) ; Art. 2 *bis* : *ses trois amendements de suppression des paragraphes I et II de cet article et modifiant le paragraphe III ; alignement des coups et blessures par imprudence sur les coups et blessures volontaires, le tribunal correctionnel ou le tribunal de police étant compétent selon que l'incapacité totale de travail est de plus ou de moins de huit jours* (p. 5872) ; Art. 3 : *Son amendement abaissant de 25 à 23 ans l'âge à partir duquel on peut assumer la fonction de juré* (p. 5873) ; Art. 4 : *Son amendement de suppression de cet article afin de revenir à la législation actuelle pour l'article 257 du code de procédure pénale ; retrait* (p. 5874) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à placer sur un pied d'égalité devant la cour d'assises la défense et la partie civile, d'une part, le ministère public, d'autre part, pour poser leurs questions* (p. 5874) ; *ses observations au sous-amendement de M. de Grailly limitant le pouvoir d'intervention aux seuls avocats de la partie civile et de l'accusé ; son sous-amendement tendant à maintenir la disposition de l'article 312 du code aux termes de laquelle le prévenu et la partie civile peuvent poser des questions aux témoins par l'intermédiaire du président du tribunal ; estime le sous-amendement du gouvernement inutile étant donné l'article 309* (p. 5875) ; Art. 20 : *Ses observations contre l'amendement, de MM. Ducoloné et Bustin, de suppression de cet article relatif à la consignation des frais de procédure ; aide judiciaire* (p. 5877) ; *son amendement stipulant que le délai de la consignation ne peut être inférieur à deux mois* (p. 5877) ; Art. 23 : *Son amendement prévoyant la possibilité de notifier verbalement à l'inculpé le mandat de dépôt qui le concerne ; adoption* (p. 5877) ; Art. 24 : *Son amendement rédigeant ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « il est conduit dans les vingt-quatre heures, soit, avec son accord, devant le juge d'instruction qui a délivré son mandat, soit devant le procureur de la République du lieu de l'arrestation »* (p. 5877) ; Art. 26 : *Son amendement à l'article 134 du Code de procédure pénale sur les modalités d'exécution d'un mandat d'amener ou d'un mandat d'arrêt et maintenant le rôle du maire* (p. 5878) ; avant l'article 27 : *son amendement de forme au libellé du titre VII* (p. 5879) ; Art. 28 : *Ses observations à l'amendement du gouvernement ; préférence de la commission pour le maintien de la thèse du Sénat prévoyant la possibilité d'appel des ordonnances rendues par le juge d'instruction dans le cas de demande d'expertise* (p. 5880) ; Après l'Art. 29 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly stipulant que, si le jugement auquel il a été fait opposition frappe l'intéressé d'une peine d'emprisonnement sans sursis, le tribunal ne pourra déclarer l'opposition non avenue qu'après avoir fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent ; retrait* (p. 5881) ; Art. 30 : *Son amendement substituant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article au mot : « empêché » les mots : « temporairement empêché d'exercer ses fonctions »* (p. 5882) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire, avant le transfèrement de tout détenu d'un établissement pénitentiaire à un autre, l'avis de la commission de l'applica-*

tion des peines ; retrait [6 décembre 1972] (p. 5911) ; Après l'Art. 31 : *Son amendement tendant à donner au condamné la possibilité de communiquer avec son défenseur* (p. 5911, 5912) ; Art. 33 : *Son amendement donnant compétence aux tribunaux de l'ordre judiciaire en matière de libération conditionnelle pour les peines entraînant une détention d'une durée supérieure à trois ans au lieu de la laisser au Ministre de la Justice* (p. 5913) ; *son regret du recours à la formule du scrutin public ; retrait de l'amendement* (p. 5914) ; *son amendement supprimant le premier alinéa du texte proposé pour l'article 730 du Code ; sa réserve* (p. 5912) ; *n'a plus d'objet* (p. 5914) ; Art. 35 : *Ses trois amendements retirés du fait du retrait de son amendement à l'article 33* (p. 5914) ; Art. 36 : *Son amendement ; retrait ; son amendement tendant à préciser que la possibilité de revenir sur une mesure de libération conditionnelle sera limitée au cas où les conditions qui avaient permis de l'octroyer ne sont pas remplies* (p. 5915) ; Avant l'Art. 38 : *Son amendement insérant un nouvel article qui détermine et limite les conditions dans lesquelles l'interdiction d'une profession peut être prononcée* (p. 5915, 5916) ; *estime inutile la réserve de cet amendement jusqu'après la discussion sur le casier judiciaire ; réserve de l'amendement* (p. 5917) ; *son amendement insérant dans l'article 28 du Code un alinéa permettant à toute condamnation prononcée en matière criminelle de comporter des interdictions de se livrer à certaines activités* (p. 5917) ; *son amendement permettant à toute condamnation prononcée en matière correctionnelle de comporter interdiction pendant une durée qui ne pourra excéder 10 ans de certaines activités professionnelles* (p. 5918) ; Art. 38 : *Ses deux amendements étendant l'article 55-1 aux interdictions qui découlent d'une peine accessoire ou complémentaire* (p. 5918) ; Art. 39 : *Son amendement de suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa donnant au ministère public le pouvoir d'arrêter une demande de relèvement d'interdiction ou d'incapacité professionnelle* (p. 5918, 5919) ; Art. 41 : *Son amendement devenu sans objet ; retrait* (p. 5919) ; Art. 42 A : *Son amendement de suppression de cet article ; sa réserve* (p. 5919) ; *adoption* (p. 5923) ; Après l'Art. 42 A : *Son amendement tendant à remplacer l'article 776 du Code de procédure pénale relatif à la délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire ; sa réserve* (p. 5919) ; *retrait* (p. 5923) ; *son amendement tendant à abroger les dispositions de l'article 777 du Code instituant le bulletin n° 3 du casier judiciaire et à remplacer ce dernier par un certificat de non-incapacité professionnelle* (p. 5919, 5920) ; *amendement accepté par la commission mais qui devient inapplicable du fait que l'Assemblée n'a pas adopté l'amendement avant l'article 38 ; sa demande d'une réforme profonde du bulletin n° 3 du casier judiciaire* (p. 5920) ; *son sous-amendement complétant le texte de l'amendement de M. de Grailly à l'article 777 du Code* (p. 5919) ; *retrait* (p. 5921) ; *estime l'amendement de M. de Grailly inapplicable ; demande la réserve des amendements relatifs au bulletin n° 3 du casier judiciaire* (p. 5921) ; Art. 42 : *Son amendement de suppression de cet article qui insère un article 777-1 relatif à l'exclusion de la mention d'une condamnation au bulletin n° 3 ; retrait* (p. 5921) ; *son amendement laissant au tribunal la possibilité de ne pas mentionner la condamnation sur le bulletin n° 3 qu'il s'agisse d'un délinquant primaire ou d'un récidiviste* (p. 5922) ; *adoption* (p. 5923) ; *ses deux amendements accordant au tribunal le pouvoir de ne pas mentionner la condamnation sur les bulletins 2 et 3 ; retrait, le Gouvernement acceptant d'étudier le problème de l'accès des personnes ayant subi une légère condamnation à certains emplois des administrations* (p. 5923) ; Après l'Art. 42 : *Son amendement abrogeant et remplaçant l'article 779* (p. 5923) ; *retrait* (p. 5924) ; *son amendement abrogeant et remplaçant l'article 781 ; retrait* (p. 5924) ; Art. 43 : *Son amendement abrogeant l'article 44 et les dispositions du Code pénal relatives à l'interdiction de séjour* (p. 5924) ; *ses amendements de suppression des articles 44, 45, 46, 47, 47* bis, *48 et 50 devenus sans objet* (p. 5924, 5925) ; Art. 56 : *Son amendement reculant la date d'application de la loi et la fixant au 1er avril 1973 ; retrait* (p. 5926) ; *ses observations en faveur de l'amendement du gouvernement sous réserve qu'un juge de l'application des peines soit effectivement nommé au 1er juin 1973 dans chaque tribunal de grande instance* (p. 5926) ; Art. 58 : *Son amendement de suppression de cet article ; retrait* (p. 5926) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Problème du droit d'appel contre les ordonnances rendues par le juge d'instruction en matière d'expertise*

[19 décembre 1972] (p. 6357) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 398-1 du Code de procédure pénale les mots : « sauf s'il est saisi selon la procédure fixée par les articles 393 à 397 »* (p. 6358) ; *cas de flagrant délit* (p. 6358, 6359) ; Art. 6 *bis* : *Son amendement concernant la procédure devant les cours d'assises (questions posées par l'accusé)* (p. 6359) ; *ses observations sur son amendement (pouvoir du ministère public)* (p. 6359) ; Art. 28 : *Ses observations sur les amendements de M. de Grailly* (p. 6360) ; Art. 29 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 494 du Code de procédure pénale, après le mot : « toutefois » à insérer les mots : « en cas de condamnation à une peine privative de liberté sans sursis »* (p. 6360) ; *cas de jugement par itératif défaut* (p. 6360, 6361) ; *son amendement rédactionnel* (p. 6361) ; *retrait de celui-ci* (p. 6361) ; Art. 29 *ter* : *Son amendement relatif au droit d'appel* (p. 6361) ; *retrait de son amendement* (p. 6362) ; Art. 31 *bis* : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 727 du Code de procédure pénale après le mot : « communiquer » à insérer les mots : « dans les mêmes conditions que les prévenus »* (p. 6362) ; *nécessité de permettre à l'avocat de communiquer avec un condamné* (p. 6362) ; *son amendement tendant à permettre aux condamnés de bénéficier de l'assistance d'un avocat devant le juge de l'application des peines* (p. 6362, 6363) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6363, 6364) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française : Art. 1er : *Sa demande de précision à M. Mazeaud concernant son amendement tendant à reprendre pour l'article 6 du Code de la nationalité le texte adopté par l'Assemblée en première lecture (définition de l'expression « en France »)* [13 décembre 1972] (p. 6113) ; Art. 14 : *Sa défense de l'amendement de M. Mazeaud concernant l'article 81 du Code ; son intérêt pour les régions frontalières* (p. 6115) ;

— du projet de loi instituant un médiateur ; Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gerbet tendant à faire participer à la nomination du médiateur le Président du Conseil économique et social au lieu du Président du Conseil constitutionnel* [14 décembre 1972] (p. 6213) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Rôle des Commissions mixtes paritaires ; choix du médiateur* [20 décembre 1972] (p. 6396, 6397) ;

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, Art. 1er : *Son amendement de suppression des deux derniers alinéas de cet article* [15 décembre 1972] (p. 6282).

DELAHAYE (André)

Département de l'Eure
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du Code civil afin que les déclarations de naissance soient inscrites sur les registres d'état civil de la commune du domicile ou de résidence des parents, n° 1957 [30 juin 1971].

Intervention :

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Xavier Deniau relative au crédit aux agriculteurs pour l'acquisition de terres, en qualité de suppléant [22 novembre 1968] (p. 4822).

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
(10e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1969] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Augmentation des charges pesant sur le monde agricole ; baisse des prix ; amenuisement des crédits ; situation des groupements de producteurs ; enseignement agricole ; exemple de la Normandie ; établissement d'une carte scolaire de l'enseignement agricole ; exemple d'un centre de formation professionnelle pour jeunes agriculteurs ; maisons familiales rurales* [7 novembre 1970] (p. 5360).

DELELIS (André)

Député du Pas-de-Calais
(13e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au régime de retraite des instituteurs et institutrices ayant enseigné dans les écoles des houillères, n° 997 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi relative aux statuts professionnels des voyageurs, représentants ou placiers, n° 1417 [28 octobre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Aide sociale aux personnes âgées ; équipement hospitalier ; taux des allocations ; intégration progressive de la législation d'aide sociale à un régime spécial de sécurité sociale ; question de l'affectation du produit de la vignette automobile à l'aide aux personnes âgées ; ses observations sur les hôpitaux ; cas de la région Nord - Pas-de-Calais* [6 novembre 1968] (p. 3984, 3985) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème du logement ; mode de financement des programmes de construction d'H.L.M. ; programmes futurs devant comporter une plus grande proportion de logements destinés aux jeunes ménages ; cas de la région minière du Pas-de-Calais ; autoroute minière ; ses observations sur la voie nouvelle Lens-La Bassée* [13 novembre 1968] (p. 4323) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Nécessité pour les communes de posséder un personnel qualifié ; cas du personnel administratif ; cas du personnel technique ; insuffisance des rémunérations accordées au personnel ; revalorisation des échelles de traitement ; équilibre des budgets communaux ; cas des agents des catégories C et D ; création d'un comité national des œuvres sociales du personnel communal ; ses observations sur son amendement (cas des agents de communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, qui ont été atteints d'une invalidité résultant d'un accident de service ayant entraîné une incapacité permanente d'au moins 10 % ou d'une maladie professionnelle) ; multiplication des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles* [9 octobre 1969] (p. 2578) ;

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Situation des personnes qui ont à subir les désordres en surface ; nécessité de confier*

le contentieux des affaissements miniers aux tribunaux d'instance en vue d'une accélération de la procédure ; problème des expertises ; possibilité de saisir le Parlement le 1er mai 1970 d'un projet de loi réglant les problèmes juridiques posés par les affaissements miniers ; rôle du préfet ; problème des contrats de vente comportant des clauses insérées par les houillères sur la non-garantie des dommages dus à l'exploitation ; procédé d'exploitation dit « du foudroyage » ; ses observations sur le fait que les houillères ne sont pas assujetties à la patente ; problème de la redevance des mines versée aux communes ; dégradation de la situation de l'emploi ; cession du patrimoine immobilier des houillères aux collectivités locales [21 octobre 1969] (p. 2774, 2775) ; Art. additionnel : *Situation des régions minières ; problème des affaissements miniers* (p. 2789) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mise à parité des pensions entre déportés résistants et politiques ; situation des invalides militaires du temps de paix ; discrimination entre les veuves de guerre et les veuves « hors guerre » des invalides militaires ; question des anciens combattants d'Afrique du Nord ; déclaration de M. Pompidou lorsqu'il était candidat à la présidence de la République* [31 octobre 1969] (p. 3202, 3203) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Aide sociale aux personnes âgées, infirmes et grands infirmes ; problème des hôpitaux ; cas de la région Nord - Pas-de-Calais ; assurance maladie des commerçants et des artisans* [21 novembre 1969] (p. 4199).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Situation économique des bassins miniers ; fermeture des mines ; désir du Gouvernement de liquider l'industrie charbonnière ; perte d'emplois miniers dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais* [13 mai 1970] (p. 1673, 1674).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Réductions de la production énergétique ; ses observations sur les déclarations de MM. Gardent et Morandat ; gaz de Hollande ; révision des plans de production des houillères ; relance de l'industrie chimique* [16 juin 1970] (p. 2688) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Réalisation des prévisions du Ve Plan ; insuffisance de l'équipement sanitaire ; application des accords de Grenelle en faveur du personnel hospitalier ; ses observations sur les caisses de secours minières ; pension des anciens mineurs ; revalorisation de leurs pensions de vieillesse et d'invalidité* [28 octobre 1970] (p. 4857) ; SERVICE DU PREMIER MINISTRE - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les orchestres de l'O.R.T.F. ; niveau moral des émissions* [16 novembre 1970] (p. 5605) ; *esprit partisan au sein de certains services de l'Office ; problème de l'objectivité ; question des redevances ; publicité à l'O.R.T.F. ; retransmission des débats parlementaires* (p. 5606) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Sécurité de nos approvisionnements en produits énergétiques ; problème du charbon ; exemple de la région Nord - Pas-de-Calais ; achèvement de la rocade minière ; lancement de l'axe de liaison Ouest-Est* [16 juin 1971] (p. 2999) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Malaise dans les milieux de la police ; ses observations sur les commissariats de police en province ; revalorisation des traitements* [10 novembre 1971] (p. 5618) ; *nécessité de renforcer les crédits pour la formation et l'encadrement ; personnels des préfectures et des sous-préfectures ; personnel communal ; rénovation des cités minières du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; financement de la remise en état des voiries avant leur transfert aux collectivités locales ; ses observations sur le devenir du patrimoine immobilier des Houillères* (p. 5619) ; *sa demande d'un scrutin public* (p. 5637).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux, relatives aux problèmes de l'emploi ; *Situation de la région du Nord et du Pas-de-Calais (bassin minier, chimie du Nord, installation du « steam-cracking ») ; dangers de l'institution de la « prime de mobilité géographique » ; maintien d'un équilibre harmonieux entre les régions* [3 décembre 1971] (p. 6410).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux délégués à

la sécurité des ouvriers des mines et carrières : *Augmentation des risques ; sécurité dans les mines ; nombre des visites de chantiers ; relèvement du nombre des délégués mineurs* [14 décembre 1971] (p. 6712) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Promotion sociale interne ; rôle des commissions paritaires locales ; problème des rémunérations ; allégement de la tutelle ; problème des indemnités et des primes 30 mai* 1972] (p. 2002) ; *interprétation de l'arrêté du 4 août 1970* (p. 2003) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Nécessité de maîtriser le problème des hypermarchés ; concurrence inégale au détriment des consommateurs ; patente* [26 octobre 1972] (p. 4418) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Vote du groupe socialiste contre ce budget* [3 novembre 1972] (p. 4655) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Manque de moyens face à la montée croissante du banditisme et de la délinquance ; faiblesse des sanctions* [7 novembre 1972] (p. 4779) ; *demande un plan d'ensemble de renforcement des services après établissement d'un inventaire des besoins ; circulation automobile ; horaires de travail des policiers ; inquiétude des maires des villes de province ; problème de l'utilisation des forces disponibles des compagnies républicaines de sécurité et de leur intégration à la police urbaine ; affaire de Lyon ; revendications du personnel de police et des retraités ; insuffisance de la formation professionnelle ; problème des officiers et sous-officiers des groupes mobiles de sécurité créés en 1958* (p. 4780) ; *situation des personnels et des effectifs des préfectures et des sous-préfectures ; problème du personnel communal ; crédits pour la remise en état de la voirie et des réseaux divers des cités minières, seul point positif du budget ; vote du groupe socialiste contre ce budget* (p. 4781) ; Art. 57 : *Problème de l'augmentation des effectifs de la police et de leur utilisation ; utilisation des compagnies républicaines de sécurité ; suppression de toutes les polices parallèles dans le programme commun de la gauche ; amélioration du sort des policiers et des retraités ; T.V.A. ; rapatriés ; vote du groupe socialiste contre ce budget qui ne lui donne pas satisfaction sur tous ces points* (p. 4808) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème de la région minière du Pas-de-Calais* [9 novembre 1972] (p. 4941) ; *création d'activités nouvelles pour compenser les pertes d'emplois ; scandale des dérogations pour les implantations industrielles dans la région parisienne ; aberration des primes à la mobilité géographique ; industries chimiques du Nord ; son appel pour la réanimation industrielle du bassin minier ; revendications des mineurs* (p. 4942).

DELHALLE (Jacques)

Député de l'Aube
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Robert Galley, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918) [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [26 septembre 1968] (p. 2922) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 638) relative aux pensions de réversion de veuves servies par les caisses de retraites privées, n° 1718 [13 mai 1971] ;

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2321), modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, n° 2387 [1er juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, et relative à l'organisation des professions médicales, n° 2497 [30 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). XIII. — Services du Premier Ministre : I. - Services généraux : Formation professionnelle et Promotion sociale, n° 2586 [12 octobre 1972] ;

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2145), visant à étendre le régime de l'allocation d'assurance chômage prévu par l'article 11 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 au personnel des ports et aéroports concédés aux chambres de commerce et d'industrie, n° 2651 [17 novembre 1972] ;

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2627) modifiant certaines dispositions du Code de la santé publique relatives à la profession d'aide-orthoptiste, n° 2687 [24 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du premier cycle du second degré ; conditions d'attribution des bourses ; ramassage scolaire ; enseignement obligatoire devant devenir un enseignement gratuit ; création d'écoles primaires et maternelles intercommunales ; instituts universitaires de technologie ; implantation des I.U.T. dans les régions urbaines de moyenne importance* [12 novembre 1969] (p. 3599) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des inadaptés ; crédits consacrés à l'enfance inadaptée ; création d'ateliers protégés ou de centres d'aide par le travail ; question de l'obligation alimentaire pour les handicapés ; exemple des ateliers hollandais ; problème des centres médico-psychopédagogiques* [21 novembre 1969] (p. 4181, 4182) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Limite des crédits ; modicité de l'allocation versée aux bénéficiaires ; complexité du système retenu ; protection sociale de l'adulte handicapé ; difficultés de fonctionnement des centres d'aide par le travail ; évaluation du coût de fonctionnement d'un atelier ; rôle des collectivités locales ; problème des équipements* [6 mai 1971] (p. 1703, 1704) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Médecine scolaire* [4 novembre 1971] (p. 5298) ; *problème de l'hygiène ; problème de l'inadaptation ; aide à domicile aux personnes âgées ; crédits de la caisse nationale de vieillesse* (p. 5299) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal :

Rôle de l'association nationale d'études municipales ; ses observations sur la limitation des cadres [30 mai 1972] (p. 2009) ; *problème de la continuité de la carrière ; rôle des secrétaires généraux* (p. 2010) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, modifiant le titre Ier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, en qualité de *Rapporteur* : *Exercice de la médecine par les étudiants non encore diplômés ; règles d'exercice des professions médicales ; modifications concernant les conseils départementaux ; conseil régional de la région parisienne ; celui de la région Rhône-Alpes ; cas des départements d'outre-mer ; ses observations sur la Guyane* [6 juin 1972] (p. 2185, 2186) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2186) ; Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2188) ; Après l'Art. 2 : *Stage effectué chez un praticien* (p. 2189) ; Art. 4 : *Imposition des praticiens exerçant en groupe* (p. 2190) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 2191) ; *surveillance d'une vacance dans les conseils départementaux* (p. 2191) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement (cas d'absence de médecins salariés au sein du conseil régional)* (p. 2192) ; Art. 20 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2193) ; Art. 32 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2195) ; Après l'art. 35 : *Son amendement concernant l'incompatibilité entre certaines fonctions et celles correspondantes d'un syndicat professionnel* (p. 2195) ; *ses observations sur les postes de président, trésorier et secrétaire général* (p. 2196) ; Art. 37 : *Code de déontologie propre aux professions paramédicales* (p. 2196) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur* : *Incompatibilité entre les fonctions de responsabilité au sein d'un conseil de l'ordre et au sein d'un syndicat professionnel* [30 juin 1972] (p. 3088, 3089) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE - JOURNAUX OFFICIELS - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Pour la formation professionnelle et la promotion sociale ; participation des employeurs au financement de la formation professionnelle fixée par la loi du 16 juillet 1971 ; creusement de l'écart entre l'effort public et l'effort des entreprises ; information de tous les intéressés ; centre national d'information pour la productivité dans les entreprises ; mise en place des comités départementaux ; simplification de la gestion du congé-formation* [13 novembre 1972] (p. 5073) ; *mise en place d'un dispositif de contrôle ; mission Chalandon ; augmentation des crédits accordés aux Compagnons du devoir ; hausse des crédits de fonctionnement du C.N.A.M. ; formation continue des chauffeurs routiers ; politique de formation en faveur des femmes et des veuves des travailleurs âgés privés d'emploi et des handicapés* (p. 5074) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la santé publique relatives à la profession d'aide-orthoptiste, en qualité de *Rapporteur* : *Remplacement de la dénomination d'aide-orthoptiste par celle d'orthoptiste ; harmonisation avec l'étranger ; accord du syndicat national des ophtalmologistes* [29 novembre 1972] (p. 5736) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Jean-Pierre Roux, visant à étendre le régime de l'allocation d'assurance chômage prévu par l'article 11 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 au personnel des ports et aéroports concédés aux chambres de commerce et d'industrie, en qualité de *Rapporteur* : *Propose trois modifications à la proposition de loi ; suppression du dernier alinéa qui faisait obligation à l'U.N.E.D.I.C. et aux A.S.S.E.D.I.C. de conclure des conventions, application de l'article 22 aux salariés nonobstant l'article 21 qui reste applicable à tous les autres services publics administratifs, nécessité de viser dans le titre l'ensemble des services à caractère industriel et commercial gérés par les chambres de commerce et d'industrie et non les seuls ports et aéroports* [12 décembre 1972] (p. 6083) ; Art. unique : *Sa modification du titre de la proposition de loi* (p. 6084).

DELIAUNE (Gérard)

Député de la Gironde
(10e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à interdire la vente des produits de la pêche effectuée par les pêcheurs de plaisance ou les pêcheurs amateurs, aux filets et engins ou à la ligne, du domaine maritime et du domaine fluvial, n° **2602** [18 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la viticulture ; vins d'appellation d'origine contrôlée ; cas de la petite viticulture ; création de chais de groupage ; attribution de droits de plantation de vigne pour les appellations d'origine contrôlée ; possibilité d'une taxation à la propriété en fonction du prix de revient ; amélioration de la qualité ; droits de circulation ; crédits en faveur de la propagande ; définition, dans le cadre du Marché commun, des V.Q.P.R.D. ; campagne détoyale organisée contre le vin* [16 novembre 1968] (p. 4563, 4564) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix des produits agricoles ; problème de la viticulture ; aide aux exploitants endettés ; déficit de la récolte de 1969 ; volume des importations ; encadrement du crédit* [19 novembre 1969] (p. 3957, 3958) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Rôle du fonds de réserve ; assurance complémentaire; retards dans le paiement des prestations des caisses conventionnées* [2 décembre 1969] (p. 4502);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problème de l'industrialisation ; ses observations sur l'agriculture et l'artisanat ; intensification de la restructuration agricole et de l'enseignement technique ; évolution du S.M.I.C. ; problème des prestations familiales ; insuffisance des allocations familiales entrainant la baisse de la natalilé ; ses observations sur les communications ; construction de l'aérotrain* [17 juillet 1970] (p. 2789);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Maisons familiales rurales ; leur rôle* [16 novembre 1971] (p. 5744) ; *rôle de la femme dans le monde rural* (p. 5745) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Bilan de la Ve République dont la politique agricole est centrée sur l'exploitation familiale* [14 novembre 1972] (p 5133) ; *aide à l'installation des jeunes agriculteurs ; aide à l'habitat rural insuffisante ; enseignement agricole délaissé ; département de la Gironde ; maisons familiales rurales ; différence entre les bourses du secteur privé et celles du secteur public dans l'enseignement agricole ; hostilité soulevée par le projet de décret portant création d'un office de l'élevage* (p. 5134).

DELMAS (Louis-Alexis)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juin 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette commission [24 septembre 1968] (p. 2849).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [14 septembre 1968] (p. 2849) ; [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° Le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) : 2° Le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° Le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° Le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre de la commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023);

Est élu vice-président de cette Commission [1 avril 1972] (p. 791).

Est nommé :

— membre de la Commission parlementaire consultative instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant statut de la radiodiffusion-télévision française [12 octobre 1972] (p. 4125) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 40 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° **835** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 41 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 46 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° **2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française, n° **2056** [8 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions de participation des syndicats aux élections professionnelles et les conditions de représentativité des organisations syndicales sur le plan national, n° **2149** [16 décembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 44 : Office de radiodiffusion-télévision française, n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amende-*

ment tendant à supprimer les deux premiers tableaux relatifs aux droits, en ligne directe, et aux donations-partages ou entre époux [24 octobre 1968] (p. 3525) ; *possibilité d'exempter de toute augmentation les droits de succession payés par les héritiers en ligne directe et les époux ; situation des héritiers collatéraux ; droits de mutation entre vifs* (p. 3525) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 191.700.000 francs* [3 novembre 1969] (p. 3265) ; *participation de l'Etat aux dépenses d'exploitation de la R.A.T.P. ; augmentation des tarifs de la R.A.T.P. ; montant des impôts locaux parisiens par rapport à la province* (p. 3265) ; *retrait de son amendement* (p. 3266) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial : Comptes prévisionnels de l'Office ; réforme du statut de l'établissement ; publicité commerciale ; contrôle financier ; création d'une unité autonome d'information sur chacune des deux chaînes de télévision ; caractère de l'O.R.T.F. ; progression des dépenses ; qualité des séquences publicitaires ; problème de l'extension de la publicité commerciale à la radio ; exonération de la taxe sur les salaires pour l'O.R.T.F. ; ses observations sur le versement que l'Office doit effectuer chaque année au Trésor en contrepartie du monopole ; réorganisation interne de l'Office ; problème de la production ; création d'un magazine d'initiation aux sports ; émulation entre les deux chaînes ; objectivité et indépendance de l'information à l'O.R.T.F. ; élargissement du champ des exonérations des redevances de télévision ; dépenses de modernisation prévues pour les centres réginaux de redevance de Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse ; absence d'un plan d'ensemble de l'utilisation des moyens de l'O.R.T.F. ; nombre d'immeubles occupés par l'O.R.T.F.* [21 novembre 1969] (p. 4211 à 4214) ; Après l'Art. 64 : *Ses observations sur l'amendement de M. Griotteray* (p. 4232) ; Après l'Art. 49 : *Problème des régions de montagne* (p. 4232) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe XIII de l'amendement du gouvernement (utilisation du produit de la taxe correspondant à des défrichements)* [9 décembre 1969] (p. 4749) ; *situation des communes urbaines* (p. 4749) ; *ses observations sur le fait que les communes qui permettent le reboisement se privent, en fait, de l'impôt foncier pendant trente ans ; retrait de son sous-amendement* (p. 4750) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, Art. 10 : *Désire savoir si la dévolution par voie successorale d'actions de la Régie Renault sera passible du droit de succession* [16 décembre 1969] (p. 4977) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial ; Ses observations sur la commission Paye qui propose de faire éclater l'Office en plusieurs sociétés autonomes relevant d'une société holding ; contrôle parlementaire de l'O.R.T.F. ; conception selon laquelle la redevance serait une taxe parafiscale* [16 novembre 1970] (p. 5596) ; *problème de la majoration de la redevance ; réception par tous les Français de l'une des trois chaînes ; situation de l'Office à l'égard du fisc ; recettes de publicité ; méthodes de gestion de l'O.R.T.F.; politique immobilière de l'Office ; centralisation des services de perception de la redevance à Rennes ; centre de formation professionnelle de Bry-sur-Marne ; construction d'une troisième chaîne de télévision ; pourcentage des Français qui ne recevraient pas encore les émissions de la première chaîne ; monopole de l'O.R.T.F.; production des minicassettes ; coût de perception de la redevance de la radiodiffusion ; exonération de cette redevance pour les maisons de retraite et les établissements à caractère social* (p. 5597) ; *possibilité que les personnes âgées de plus de 70 ans et non assujetties à l'impôt sur le revenu bénéficient d'une exonération de la redevance de télévision* (p. 5598) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 8 : *Exemple des magasins à grande surface ; ses observations sur l'assujettissement de l'E.D.F. à la patente pour les barrages hydrauliques ; exemple du département de l'Aveyron* [9 décembre 1970] (p. 6341) ; Art. 10 : *Situation des coopératives ; cas des coopératives d'approvisionnement ; exemple des coopératives de commercialisation ou de transformation* (p. 6353, 6354) ; *ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 6355, 6356) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique

et social : *Opérations routières envisagées ; problème de la nationale n° 9 qui va de Moulins à Perpignan* [15 juin 1971] (p. 2946); Art. unique : *Son amendement (Indication des principales opérations du réseau national de rase campagne)* [18 juin 1971] (p. 3114) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial : Mise en place du contrat de programme de quatre ans ; lancement de la troisième chaîne ; produit de la redevance ; contrôle dont dispose le Parlement en application de la loi du 27 juin 1964 ; possibilité de constituer une commission de contrôle d'une durée temporaire chargée d'examiner l'organisation et l'avenir de l'O.R.T.F. ; situation foncière de l'Office ; lutte contre la fraude en matière de redevance ; problème du centre de Rennes ; publicité de marque ; ventes d'émissions ; nécessité de créer une société filiale de l'O.R.T.F. qui se chargerait de toutes les affaires commerciales* [8 novembre 1971] (p. 5494) ; *situation fiscale de l'O.R.T.F. ; réforme de la télévision ; mise en place de la troisième chaîne* (p. 5495, 5496) ; *création d'une commission de contrôle* (p. 5506) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Conséquence de l'extension du camp de Larzac ; situation des exploitations agricoles concernées ; ses observations sur l'Aveyron ; production de Roquefort* [16 novembre 1971] (p 5748) ; *adduction d'eau dans le causse du Larzac ; réinstallation des agriculteurs expropriés* (p. 5749) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi et celle de MM. Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une Commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), Art. unique ; *Publicité clandestine ; gestion de l'O.R.T.F.* [20 décembre 1971] (p. 6987) ; *information de l'Assemblée Nationale* (p. 6988) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Problème du monopole ; fabrication des programmes* [15 juin 1972] (p. 2535) ; *organisation de l'Office ; contrats de coproduction ; exemple de la B.B.C.* (p. 2536) ; Art. 2 : *Son amendement* [16 juin 1972] (p. 2588) ; *monopole de la transmission des correspondances ; contrat d'association avec Hachette et l'O.R.T.F.* (p. 2588) ; Art. 4 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2606) ; *son amendement (constitution d'unités fonctionnelles)* (p. 2607) ; *retrait de son amendement* (p. 2607) ; Art. 5 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2608) ; Art. 6 : *Son amendement relatif au nombre des membres du conseil d'administration* (p. 2609) ; *son amendement relatif à la représentation des auditeurs et téléspectateurs* (p. 2610) ; Art. 7 : *Son amendement relatif à la répartition des temps de parole donnés aux représentants des groupes politiques* (p. 2611) ; Art. 9 : *Son amendement concernant le président-directeur général de l'Office* (p. 2613) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 2615) ; *rôle des bureaux des assemblées parlementaires* (p. 2615) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « Chaque année, à l'occasion du vote de la loi de finances, le parlement, sur le rapport... »* (p. 2618) ; *droit de contrôle des assemblées sur la redevance* (p. 2618) ; *son amendement* (p. 2618) ; *suppression de la redevance* (p. 2618) ; *son amendement concernant l'exécution du contrat de programme par l'O.R.T.F.* (p. 2619) ; *son amendement tendant, avant la conclusion d'un contrat de programme entre l'Etat et l'O.R.T.F., à obliger le Gouvernement à soumettre au parlement un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation de ce contrat* (p. 2621) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à préciser que la redevance pour droit d'usage des postes de radio et de télévision est perçue par les services de la direction générale des impôts* (p. 2621) ; Art. 16 : *Son amendement (conditions dans lesquelles le président-directeur général assurera, d'un commun accord avec le ministre des P.T.T., l'exercice de ses compétences)* (p. 2623) ; En deuxième lecture, Art. 6 : *Désignation des représentants du personnel* [29 juin 1972] (p. 3006, 3007).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement déposé par le Gouvernement en seconde délibération du projet portant statut de la radiodiffusion-télévision française (*modalités de l'autorisation par le Parlement de la perception de la redevance*) [20 juin 1972] (p. 2653).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, II. — AFFAIRES SOCIALES, Etat B, Titre IV : *Amendement de réduction des crédits ; répartition des aides aux centrales syndicales ; retrait* [6 novembre 1972] (p. 4754, 4755) ;

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — OFFICE DE RADIODIFFUSION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial : Commission parlementaire de contrôle ; élimination de la publicité clandestine ; nouveau statut de l'O.R.T.F. ; améliorations apportées au contrôle parlementaire sur l'O.R.T.F. par la nouvelle loi ; suppression de la redevance radio ; effort pour développer les ventes d'émissions à l'étranger* [13 novembre 1972] (p. 5101) ; *modicité des contributions que les administrations publiques apportent à l'O.R.T.F. en échange des services rendus ; mise en place d'unités vraiment autonomes ; programmes ; frais de décoration ; programmes de radio ; F.I.P. ; troisième chaîne ; situation de France-Culture ; développement du réseau de diffusion ; réseaux de télédistribution ; dépenses immobilières de l'Office* (p. 5102) ; *télédistribution ; vidéocassettes ; haut conseil de l'audiovisuel* (p. 5103).

Décédé le 4 février 1973 [*J.O.* du 6 février 1973] (p. 1435).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1973] (p. 730).

DELONG (Jacques)

Député de la Haute-Marne
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6708) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du livre IV du Code de la santé publique, l'ar-

ticle L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, **n° 102** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), XV. — Budget annexe des prestations sociales agricoles, **n° 364** [15 octobre 1968].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée en Turquie et en Iran du 16 au 28 mars 1970, **n° 1235** [11 juin 1970].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), IV. — Affaires sociales : travail, emploi et population, **n° 1396** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1501), modifiant l'article 64 du livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 c et 64 d du même livre, **n° 1540** [15 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1684) modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, **n° 1723** [14 mai 1971].

Sa proposition de loi relative à l'enseignement de la biologie, **n° 1785** [2 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1682) modifiant le Code de la santé publique, (livre V), **n° 1789** [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1785) relative à l'enseignement de la biologie, **n° 1842** [16 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), IV. — Affaires sociales : travail, emploi et population, **n° 2011** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2018), modifié par le Sénat, modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, **n° 2079** [25 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1066) tendant à la réglementation de la profession de bottier-orthopédiste, **n° 2099** [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2116) tendant à modifier l'article L 511 du Code de la santé publique, **n° 2135** [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2195), modifié par le Sénat, modifiant le Code de la santé publique, (livre V), **n° 2196** [20 décembre 1971].

Sa proposition de loi modifiant certaines dispositions du livre V du Code de la santé publique relatif à la pharmacie, **n° 2525** [30 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), V. — Affaires sociales : travail, emploi et population, **n° 2586** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2525) modifiant certaines dispositions du livre V du Code de la santé publique relatif à la pharmacie, **n° 2689** [24 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968. Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (augmentation de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ne s'appliquant pas aux véhicules dits « familiaux » dont les utilisateurs ont au moins 3 enfants à charge âgés de moins de 21 ans)* [19 juillet 1968] (p. 2362) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2362).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Delachenal sur le projet de loi portant amnistie [23 juillet 1968] (p. 2485).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget des prestations sociales agricoles ; cas des personnes âgées ; modicité des retraites des exploitants agricoles ; problème du financement ; victime d'un accident du travail agricole devant obtenir réparation en qualité de nullité du contrat de travail ; extension de la garantie aux accidents de trajet* [15 novembre 1968] (p. 4472, 4473).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *La régionalisation : un problème européen ; cas des départements pauvres ; création de la région Champagne-Ardennes ; réforme communale ; ses observations sur l'arrondissement ; problème de l'exécutif ; rôle de Nancy ; répartition des ressources ; impôt régional* [13 décembre 1968] (p. 5489, 5490).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier, Après l'Art. 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Importance de l'infrastructure routière ; cas de la Champagne ; route nationale Paris - Strasbourg ; liaison Calais - Anvers - Suisse - Méditerranée ; mise en voie express de la route nationale n° 4 ; ses observations sur l'axe Paris - Saint-Dizier, Nancy - Strasbourg ; projet de liaison Nord-Sud Calais - Méditerranée par Reims, Saint-Dizier, Dijon ; route de Chaumont à Dijon* [13 novembre 1969] (p. 3671, 3672) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique de construction d'étables ; cas du département de Haute-Marne ; politique d'aménagement rural ; interdiction de la chasse à l'affût ; maisons familiales d'apprentissage rural* [19 novembre 1969] (p. 4009) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Civisme des contribuables ; services extérieurs du Trésor ; regroupement des perceptions* [22 novembre 1969] (p. 4297, 4298) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 8 : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à remplacer la date de « 1970 » par celle de « 1972 »* [26 novembre 1969] (p. 4374) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 12 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [3 décembre 1969] (p. 4572) ; *cas du regroupement autoritaire des caisses mutuelles régionales ; mode de répartition des caisses* (p. 4572) ; Art. 13 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 4574) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Pour chacun des trois groupes professionnels, la couverture des charges entraînées par l'application de la présente loi est intégralement assurée par les cotisations versées par les assurés du groupe, la fraction du produit de la cotisation... »* (p. 4583) ; *libertés laissées aux groupes professionnels* (p. 4584) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 22 : *Son amendement tendant à insérer, à partir des mots : « Toutefois, il n'est pas autorisé à détruire les sangliers » un nouvel article : « La fin du deuxième alinéa de l'article 393 du Code rural, modifié par l'article 14 de la loi de finances pour 1969, est supprimée »* [9 décembre 1969] (p. 4739) ; *ses observations sur le droit d'affût ; indemnisation des dégâts* (p. 4739) ;

— du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, Art. L 613-6 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « Ce régime*

s'applique également aux pharmaciens qui exercent leur activité à temps partiel dans les établissements hospitaliers, leur contrat étant assimilable à la convention visée au présent article » [4 juin 1970] (p. 2248) ; *Ses observations sur son amendement* (p. 2248) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi: 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, en qualité de *Rapporteur pour avis :* Art. 1er : *Hommage rendu à l'action du Secrétaire d'Etat ; ses observations sur la technique législative suivie par le Gouvernement ; indication des personnes qui peuvent être saisies par l'autorité sanitaire* [30 juin 1970] (p. 3320, 3321) ; Art. 355-15 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (saisine du procureur de la République)* (p. 3321) ; *retrait de son amendement* (p. 3321) ; Art. 355-16 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « dans un délai maximum de huit jours » les mots : « sans délai »* (p. 3321) ; *délai laissé aux personnes intoxiquées pour se présenter dans l'établissement où elles doivent subir un traitement* (p. 3321, 3322) ; Art. 355-18 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à substituer à la première phrase du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (saisine du médecin inspecteur de la santé publique)* (p. 3322) ; *ses observations sur l'opinion du professeur Deniker et du docteur Delteil ; retrait de son amendement* (p. 3322) ; Art. L 627 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant après le 6e alinéa (3°) de cet article à insérer un nouvel alinéa (peine prévue au cas où l'usage desdites substances ou plantes aura été facilité à un mineur)* (p. 3324) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3324) ; Art. L 628-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le 3e alinéa de cet article : « Cette disposition ne sera applicable qu'à la première infraction constatée »* (p. 3324) ; *absence de poursuites des personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants si elles ont subi une cure de désintoxication ou une surveillance médicale* (p. 3324) ; Art. L 630-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant après les mots : « étranger condamné » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « ... pour le délit prévu à l'article L 628. Ils prononceront l'interdiction définitive du territoire français contre tout étranger de plus de 21 ans condamné pour les délits prévus à l'article L 627 »* (p. 3326) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début de son amendement : « pour les délits prévus par les articles L 626, L 628, L 628-4 et L 630 »* (p. 3326) ; *problème de l'interdiction du territoire français prononcée contre tout étranger condamné pour trafic de drogue* (p. 3326) ; Art. additionnel : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3328); en deuxième lecture, Art. L 628-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (application des dispositions prévues aux alinéas 2 et 3 lors de la première infraction constatée) ; conséquence de la réitération de l'infraction* [10 décembre 1970] (p. 6399) ; *encouragement donné aux toxicomanes de se désintoxiquer ; cas où la personne ayant fait un usage illicite de stupéfiants se soumet à un traitement médical* (p. 6399, 6400) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Prise en charge des frais médicaux et des soins des handicapés âgés de plus de 20 ans* [28 octobre 1970] (p. 4858) ; *fondement de l'obligation alimentaire* (p. 4859) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Problème des liaisons routières dans l'Est de la France ; autoroute Paris-Est par Reims ; question de la liaison nord de la région de l'Est ; mise en route rapide à quatre voies de la route Paris-Nancy ; aménagement en amont de Saint-Dizier dans le cadre d'une liaison à quatre voie Reims-Nancy* [4 novembre 1970] (p. 5084) ; *ses observations sur la route Chaumont - Saint-Dizier ; itinéraire Dijon - Lille ; problème de la route Paris - Mulhouse ; ses observations sur la limitation de vitesse sur les parties de routes rapides à quatre voies avec terre-plein central* (p. 5085) : AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION, en qualité de

Rapporteur pour avis : Evolution de la situation de l'emploi ; industrialisation de la France ; rôle du ministère du travail [16 novembre 1970] (p. 5617) ; *conversion des houillères du Nord et de l'Est ; lutte contre le chômage ; rôle de l'Unedic ; adaptation du travail à l'homme ; crédits du fonds national de chômage ; réorganisation de l'appareil d'études sur l'emploi ; renforcement de la division de la statistique ; Agence nationale de l'emploi ; action nationale de l'association pour la formation professionnelle des adultes* (p. 5618) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Peyret, à substituer aux mots : « du corps médical, du personnel paramédical et du corps pharmaceutique » les mots : « des corps médicaux et pharmaceutiques et du personnel paramédical »* [4 décembre 1970] (p. 6183) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 6183) ; Art. 14 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Peyret, à substituer aux mots : « au sens de l'article 2 » les mots : « au sens des articles 2, 37 et 38 »* (p. 6189) ; *composition des conseils des groupements interhospitaliers* (p. 6189) ; *ses observations sur les paroles de M. Lebas ; composition des conseils de groupements* (p. 6190) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6194) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à substituer aux mots : « du corps médical, du personnel paramédical et du corps pharmaceutique » tes mots : « des corps médicaux et pharmaceutiques et du personnel paramédical »* (p. 6198) ; en deuxième lecture : Art. 16 : *Représentation du corps pharmaceutique au conseil d'administration du syndicat interhospitalier* [16 décembre 1970] (p. 6572) ;

— du projet de loi modifiant l'article 64 du livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 *c* et 64 *d* du même livre, en qualité de *Rapporteur* : *Contrôle de l'emploi des travailleurs étrangers ; situation des ressortissants de la communauté économique européenne ; ses observations sur l'accord franco-algérien de 1968 ; cas des ressortissants des pays d'Afrique noire ; ses observations sur la liste des divers titres valant autorisation de travail ; problème du transfert des salaires* [16 décembre 1970] (p. 6557) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : Art. L 543-2 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au mot : « d'éducation » les mots « concourant à la formation et notamment à l'éducation et »* [6 mai 1971] (p. 1719) ;

— du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, en qualité de *Rapporteur* : *Problème du contrôle ; analyse du projet de loi ; rapports, en matière de donation et de succession, entre propriétaires ou directeurs des établissements et les personnes hébergées ; possibilité de léguer à une infirmière ou à une garde-malade* [18 mai 1971] (p. 1941) ; Art. 95 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « qui veut créer un établissement en vue d'y héberger ou d'y recevoir » les mots : « qui désire héberger ou recevoir »* (p. 1945) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « 21 ans doit » à insérer le mot : « préalablement »* (p. 1945) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (mentions qui doivent figurer dans la déclaration)* (p. 1945) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 1945) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article : « Tout changement essentiel projeté dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement... »* (p. 1946) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « de l'hygiène, de l'éducation » à substituer au mot : « et » le mot : « ou »* (p. 1946) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article : « Est incapable d'exploiter ou de diriger un établissement visé au présent article ou d'y être employée »* (p. 1946) ; *incapacité d'exploiter un établissement* (p. 1946) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa du texte proposé pour cet article (personne déchue de tout ou partie des attributs de l'autorité parentale)* (p. 1946) ; Après l'Art. 95 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Règles de coordination des établissements d'hospitalisation privés ou d'établissements sociaux ; consultation de la Commis-*

sion départementale d'équipement sanitaire et social (p. 1946) ; Art. 96 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant : 1° dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer le chiffre « 214 » ; 2° en conséquence, à compléter ce premier alinéa par la phrase suivante : « Elles sont également applicables aux établissements créés par les collectivités publiques »* (p. 1947) ; *son amendement tendant après les mots : « l'obligation scolaire » à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « ou à l'emploi des jeunes et lorsqu'il estime que le traitement ou l'éducation des enfants sont compromis ou menacés »* (p. 1947) ; Art. 99 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant au début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « condamné » à insérer les mots : « d'exploiter ou »* (p. 1947) ; *son amendement tendant après la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer la phrase suivante : « Cette interdiction est obligatoirement prononcée en cas de récidive »* (p. 1947) ; Art. 203 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « doit » à insérer le mot : « préalablement »* (p. 1948) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par une nouvelle phrase (cas des établissements juridiquement autonomes et d'une capacité inférieure à cinq lits)* (p. 1948) ; *son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa (cas des établissements d'accueil à vocation charitable, hébergeant occasionnellement et pour une courte durée des indigents valides)* (p. 1948) ; *exemple des centres de l'Armée du Salut et du Secours catholique* (p. 1948) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (indications qui doivent figurer dans la déclaration prévue au premier alinéa)* (p. 1948) ; Art. 204 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour cet article : « Tout changement essentiel projeté dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnment »* (p. 1948) ; Art. 205 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour cet article après les mots : « de la sécurité, de l'hygiène » à substituer au mot : « et » le mot : « ou »* (p. 1948) ; Art. 206 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant au début du texte proposé pour cet article après les mots : « est incapable » à insérer les mots : « d'exploiter ou »* (p. 1949) ; Art. 209 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « par un homme de l'art » les mots : « par l'homme de l'art compétent en la matière »* (p. 1949) ; Après l'art. 209 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction faite à certaines personnes de profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires faites en leur faveur par des personnes hébergées)* (p. 1949) ; Art. 210 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article après le mot : « d'organisation » à substituer au mot : « et » le mot : « ou »* (p. 1950) ; Art. 211 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant, après les mots : « du préfet » à une nouvelle rédaction de la fin du texte proposé pour cet article (cas de défaut de décision du préfet dans les trois mois ; cas de refus)* (p. 1950) ; *son amendement tendant après les mots : « d'administration nécessaires » à une nouvelle rédaction de la fin de la dernière phrase du texte proposé pour cet article : « à son fonctionnement ainsi que les travaux urgents exigés par la sécurité des personnes hébergées »* (p. 1950) ; *mesures prises par le préfet en cas de fermeture* (p. 1950) ; Art. 213 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant au début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article après le mot : « condamné » à insérer les mots : « d'exploiter ou »* (p. 1950) ; *son amendement tendant après la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer la phrase suivante : « Cette interdiction est obligatoirement prononcée en cas de récidive »* (p. 1950) ; Art. 214 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « créés par des départements, des communes et des établissements publics » les mots : « créés par des collectivités publiques »* (p. 1951) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer au mot : « dirigeants » les mots : « directeurs et économes »*

(p. 1951) ; Art. 2 : *Ses observations sur les indélicatesses que certains responsables des établissements visés peuvent commettre à l'égard de leurs pensionnaires ; règles en ce qui concerne les dons et legs en faveur des personnes morales* (p. 1951) ; *problème des legs à titre universel* (p. 1952) ;

— du rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garanties en matière de marchés de travaux définis par l'article 1179-3° du Code civil, Art. 2 : *Délai pour la libération de la caution et la restitution de la retenue de garantie* [11 juin 1971] (p. 2775) ; *son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement de M. Icart les mots : « de deux ans » les mots : « d'un an »* (p. 2775) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2775) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi et celle de M. Claude Guichard relative à l'enseignement de la biologie : *Enseignement pharmaceutique ; ses observations sur le fait que les étudiants en pharmacie sont privés de l'enseignement hospitalier ; laboratoires des centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un C.H.U.* [21 juin 1971] (p. 3194) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3195) ; Art. 1er : *Formation des étudiants* (p. 3195) ; *égalité entre les médecins biologistes et les pharmaciens biologistes* (p. 3196) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du texte proposé pour cet article par les mots : « en monnaie actualisée »* [23 juin 1971] (p. 3301) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réforme du S.M.I.C. ; politique de plein emploi* [27 octobre 1971] (p. 4970) ; *renforcement de l'administration centrale et de l'inspection du travail ; amélioration du marché de l'emploi ; crédits de fonctionnement de l'agence de l'emploi ; amélioration des conditions de travail ; Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladie professionnelles ; centres de physiologie du travail ; formation professionnelle ; reclassement professionnel des handicapés ; mensualisation ; problème de la participation* (p. 4971, 4972) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des veuves et des femmes seules* [4 novembre 1971] (p. 5287) ; *situation d'une femme veuve ayant repris son activité salariée à la mort de son mari ; cas des femmes d'accidentés du travail du secteur privé ayant perçu une rente et l'ayant perdue par suite de remariage ; conditions d'attribution de l'allocation orphelin ; problème des retraites ; cas des handicapés ; possibilité d'instituer une taxe sur les constructions de luxe afin de réaliser des investissements destinés aux handicapés* (p. 5288) ; *obligation alimentaire ; absence des ministres à la télévision en dehors de confrontations démagogiques* (p. 5289) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les autorisations de programme de 10 millions de francs* (p. 5335) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'amendement de M. de Montesquiou* [16 novembre 1971] (p. 5805) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Ses observations sur les paroles de M. Lebas et sur un amendement signé par l'orateur et M. Alban Voisin* [1er décembre 1971] (p. 6264) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraits du régime général de sécurité sociale, Art. 2 : *Situation des anciens combattants et prisonniers de guerre ; pathologie de la captivité* [2 décembre 1971] (p. 6302) ;

— du projet de loi modifiant le Code de la santé publique (livre V), en qualité de *Rapporteur : Contrôle de la publicité ; interdiction de remèdes secrets* [15 décembre 1971] (p. 6780, 6781) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement concernant le contrôle de la publicité des produits autres que les médicaments régulièrement autorisés en vertu de l'article L 601* (p. 6783) ; *contrôle des produits, des objets, appareils et méthodes* (p. 6783) ; Art. 1er : *Ses amendements* (p. 6783, 6784) ; *problème de la détermination du délai* (p. 6784) ; *son amendement tendant à différencier la responsabilité des fabricants et celle des entreprises de publicité ou de presse* (p. 6784) ; *son amendement concernant la composition de la commission* (p. 6784) ; *retrait de son amendement* (p. 6785) ; *son amendement relatif au taux des amendes* (p. 6785) ; *son amendement rédactionnel* (p. 6785) ; *retrait de celui-ci*

(p. 6785) ; Art. 2 : *Son amendement relatif aux pénalités* (p. 6785) ; *son amendement rédactionnel* (p. 6785) ; *retrait de celui-ci* (p. 6785) ; *son amendement concernant la situation des agents de publicité et des agents de diffusion d'une publicité de médicament ou de produit* (p. 6785) ; *son amendement concernant la publicité faite à l'étranger, mais perçue ou diffusée en France* (p. 6786) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 7011) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les risques de mauvais traitement ou de mauvaises conditions d'hébergement* [15 décembre 1971] (p. 6786) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6786) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, tendant à modifier l'article L 511 du Code de la santé publique, en qualité de *Rapporteur : Doses d'exonération des substances vénéneuses incorporées dans les produits d'hygiène* [16 décembre 1971] (p. 6870); *pouvoirs du ministre de la santé publique* (p. 6871) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6871) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Situation des non-salariés bénéficiaires des prestations vieillesse ; possibilité pour ces personnes de bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie ; revalorisation du taux des retraites* [17 mai 1972] (p. 1609) ; Art. L 663-8 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 1618) ; Art. 663-10 du Code : *Retrait de ses amendements déposés à cet article* (p. 1625) ; Art. L 663-11 du Code : *Retrait de son amendement* (p. 1626) ; Art. 5 : *Retrait de son amendement* (p. 1632) ; *retrait de son amendement relatif aux conditions d'éligibilité et d'élection* (p. 1632) ; Art. 6 : *Retrait de son amendement* [18 mai 1972] (p. 1643) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1645) ; *retrait de son amendement* (p. 1645) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 1646) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* [19 mai 1972] (p. 1744) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — SECTION COMMUNE. — II. — AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ministère du travail* [6 novembre 1972] (p. 4707) ; *budget en forte croissance, souple, car permettant d'adapter la gestion à l'objectif ; participation ; cogestion ; ergonomie ; adaptation du travail à l'homme ; missions de ce projet de budget : amélioration des conditions de travail et du statut des travailleurs ; conduite d'une politique active de l'emploi ; maîtrise des mouvements de population et notamment de l'immigration* (p. 4708) ; *réduction de la durée moyenne du temps de travail ; mensualisation ; accord de participation* (p. 4708) ; *action de l'agence nationale pour l'emploi qui manque cependant d'efficacité en ce qui concerne le placement des cadres* (p. 4708, 4709) ; *problème d'emploi des cadres ; reclassement professionnel des handicapés ; service de l'inspection du travail* (p. 4708) ; *représentativité de la confédération française du travail* (p. 4709) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *A propos de l'amendement de M. Favre concernant le régime de l'indemnisation des dégâts causés aux cultures par le gros gibier, demande la suppression de l'abattement de 20 %* [6 décembre 1972] (p. 5951).

DELORME (Claude)

Député des Basses-Alpes
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre] (p. 7023);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 276) autorisant l'approbation de la convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe signés à Paris le 28 septembre 1967, **n° 454** [15 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 279) autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, **n° 457** [15 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1632) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille, signé à Rome, le 24 juin 1970, **n° 1706** [6 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2066) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux sépultures de guerre, signée à Paris le 2 décembre 1970, **n° 2348** [24 mai 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Vie matérielle des étudiants ; participation des étudiants dans la gestion de leurs œuvres universitaires ; rôle des dirigeants d'associations d'étudiants de 1920 à 1940 ; charte de Grenoble ; création de la sécurité sociale des étudiants ; bureau universitaire de statistiques ; centre national des œuvres universitaires ; rétablissement de la parité dans le statut des ouvriers universitaires ; incidents survenus dans les cités universitaires ; ses observations sur les bourses ; réorganisation des activités culturelles ; relations entre le ministère de l'éducation nationale et la direction du sport scolaire et universitaire* [25 juillet 1968] (p. 2604 à 2606).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 6 : *Situation actuelle des entreprises de presse ; bouleversement dans l'exploitation de ces entreprises ; ses observations sur la formule de société de rédacteurs* [23 octobre 1968] (p. 3501) ; *sa demande de scrutin sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3502) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Structures du secrétariat ; problème du rattachement de ce ministère aux services du Premier Ministre ; modicité du budget ; ses observations sur le Livre blanc sur la jeunesse ; problème de l'équipement et de l'encadrement ; éducation physique dès l'école primaire ; ses observations sur l'expérience tentée à l'université de Lille ; séparation des structures du sport scolaire de celles du sport universitaire ; substitution à un sport d'élite d'un sport de masse* [30 octobre 1968] (p. 3721, 3722) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967, en qualité de *Rapporteur* : *Implantation des réservoirs de stockage* [21 novembre 1968] (p. 4771) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, en qualité de *Rapporteur* : *Création d'un bureau de douanes* [21 novembre 1968] (p. 4775) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Raisons humanilaires du texte ; ses raisons économiques ; règle de l'unité du patrimoine ; notion de reclassement ; problème de l'indemnisation ; coût de la base de Mers-el-Kébir depuis 1962 ; création d'une commission qui établirait un rapport sur les problèmes de l'indemnisation ; Gouvernement devant s'engager à prévoir, dans le prochain budget, un crédit pour les rapatriés ; fixation d'une date pour le dépôt et la discussion du projet de loi concernant l'indemnisation des rapatriés* [8 octobre 1969] (p. 2531, 2532) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 11 : *Reconduction de l'article 12 de la loi de finances du 17 décembre 1966 ; suppression du droit de timbre en faveur des théâtres* [29 octobre 1969] (p. 3052) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Préparation olympique ; ses observations sur l'Association du sport scolaire et universitaire ; championnats de France scolaires ; sport universitaire ; coordination avec le ministère de l'éducation nationale ; nombre de C.E.S. mis en service sans équiquement sportif : exemple de la faculté de Saint-Maur* [30 octobre 1969] (p. 3126) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Caractère du budget ; pourcentage de ce budget dans celui de la nation ; situation des consulats ; déficience des émissions radiophoniques ; retard dans la diffusion de la presse française ; ses observations sur la francophonie ; ses observations sur la prochaine réunion de La Haye ; substitution aux blocs militaires d'une organisation de sécurité collective ; proposition soviétique de réunir à Helsinki une conférence paneuropéenne de la sécurité ; conférence du désarmement de Genève ; traité de non-prolifération des armes nucléaires ; amélioration des rapports Est-Ouest ; construction de l'Europe ; problème monétaire ; fragilité du Marché commun ; nécessité d'élargir la communauté ; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; démocratie des institutions européennes ; régime actuel de la Grèce ; sotidarité française avec le peuple tchécoslovaque ; intervention auprès du gouvernement du général Franco pour qu'il gracie les démocrates basques et notamment Antonio Arrizalbalaga ; conflit entre Israël et les nations arabes ; garantie de circulation sur les voies d'eau internationales du détroit de Tiran et du canal de Suez ; instauration de la paix au Biafra ; ratification de la convention internationale des Droits de l'homme ; coopération internationale* [14 novembre 1969] (p. 3308 à 3310) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les événements de mai 1968 ; œuvres universitaires ; vie matérielle des étudiants ; octroi de l'allocation d'études ; mode de vie en cité universitaire ; rôle de la commission présidée par M. Mallet* [12 novembre 1969] (p. 3597, 3598) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Nécessité que les crédits de ce ministère représentent au moins un pour cent du budget national ; parité entre le cinéma et le livre* [20 novembre 1969] (p. 4071, 4072).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la Faculté de Droit et des Sciences économiques d'Aix-en-Provence [5 juin 1970] (p. 2294, 2295).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Caractère du projet de loi ; ses observations sur la loi du 26 décembre 1961 ; ses observations sur les abattements de la valeur d'indemnisation ; ses observations sur la question écrite de Ludovic Tron relative aux investissements réalisés à Mers-el-Kébir depuis les accords d'Evian* [11 juin 1970] (p. 2496, 2497).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à l'enseignement de la natation [19 juin 1970] (p. 2889, 2890).

Prend part au débat sur la question orale de M. Claude Guichard relative à l'autonomie des universités : *Centre de Marseille-Luminy; autonomie pédagogique ; autonomie de recrutement, autonomie financière nécessaire pour la signature de contrats de recherche avec le C.N.R.S., la Direction générale des recherches et l'I.N.S.E.R.M.* [19 juin 1970] (p. 2894).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur le rapport Racine ; problème des investissements* [5 novembre 1970] (p. 5201) ; *crédits destinés à la diffusion de la presse et de l'information ; transport de nos publications ; crédits d'aide militaire ; ses observations sur le Tchad ; problème de la coopération ; ses observations sur la francophonie; développement de la langue française ; nombre des postes d'attaché scientifique ; refus de signer le traité de non-prolifération des*

armes atomiques ; travaux de la conférence du désarmement de Genève ; négociations avec l'Algérie ; conflit entre Israël et l'Egypte ; ses observations sur la déclaration franco-soviétique du 13 octobre ; ses observations sur la déclaration après le voyage du président de la République à Moscou (p. 5201, 5202) ; *problème de la livraison des* Mirage *à la Libye ; souhaite savoir quand les troupes françaises quitteront le Tchad ; détente entre l'Est et l'Ouest ; espoir consécutif à la conférence de La Haye* (p. 5203) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Réalisations du Ve Plan : affectation à ce département ministériel de un pour cent du budget de l'Etat ; ses observations sur l'Opéra et l'Opéra-Comique ; situation de Maurice Béjart et de Pierre Boulez ; dégrèvements fiscaux au profit des théâtres populaires ; problème du jeune théâtre ; ses observations sur le théâtre de l'Aquarium ; avenir des jeunes talents; affaire de la cession de l'Union générale cinématographique à un groupe privé* [13 novembre 1970] (p. 5498, 5499) ; *ses observations sur l'application de l'article 44 de la Constitution et la cession au secteur privé de l'Union générale cinématographique* (p. 5510) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur le rapport Paye ; problème de la redevance ; exemple du département des Alpes-de-Haute-Provence* [16 novembre 1970] (p. 5603) ; *organisation des relais dits pirates ; ses observations sur les stations régionales ; augmentation de la redevance ; recettes tirées de la publicité ; durée des séquences de publicité ; réorganisation des structures de l'O.R.T.F. et de l'établissement des émissions ; sommes consacrées par l'O.R.T.F. aux commandes de pièces nouvelles ; possibilité de prévoir des émissions libres* (p. 5604) ; *sa demande de scrutin* (p. 5611) ; Après l'Art. 65 : *Ses observations sur les provisions constituées par les entreprises de presse* [17 novembre 1970] (p. 5685).

Pose à M. le Ministre du développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative à l'accident survenu à l'usine Pechiney (Saint-Auban) [5 mai 1971] (p. 1657, 1658).

Son rappel au règlement : *Son désir que le Gouvernement intervienne auprès de l'O.R.T.F. pour protester contre certaines affirmations prononcées à la radio ; conditions de travail des parlementaires* [9 juin 1971] (p. 2608).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problème du tourisme, notamment du tourisme social ; étalement des vacances; liaisons routières ; liaisons internationales* [15 juin 1971] (p. 2943) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Ses observations sur le titre du projet de loi ; droit à indemnisation ; refonte de la procédure civile ; nécessité de faire paraître les décrets d'application de la loi foncière et ceux de la loi portant réforme de la profession d'agent immobilier ; harmonisation de la législation sur le plan européen* [31 octobre 1971] (p. 4483, 4484) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Son souhait d'un large débat sur l'O.R.T.F. ; montant des redevances ; recettes tirées de la publicité ; application de la T.V.A. sur les recettes et la redevance ; problème de l'objectivité dans les émissions régionales* [8 novembre 1971] (p. 5498) ; *mission de l'Office ; troisième chaîne ; statut du personnel journaliste ; rôle de la presse libre; droit de réponse* (p. 5499); *effort supporté par les collectivités locales ; exemple des départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence* (p. 5503) ; INFORMATION : *Problèmes de la presse ; développement des informations ; conséquence du développement de la publicité à la radio et à la télévision ; disparition de la presse d'opinion ; ses observations sur l'article* 39 *bis du Code général des impôts* [9 novembre 1971] (p. 5539) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa, paragr. III de cet article* [2 mai 1972] (p. 1255) ; *cas des militaires du contingent* (p. 1255) ; Art. 2 : *Demande à savoir si les représentants du contingent peuvent siéger au conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 1256) ; *son amendement tendant à compléter l'article 2 par un nouvel alinéa* (p. 1256) ; Après l'article 1er : *Retrait de l'amendement de M. Longequeue* (p. 1258) ; Art. 3 : *Son amendement (consultation du conseil supérieur de la fonction militaire sur les projets de textes pris pour l'application du présent statut)* (p. 1263) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement*

(*application du nouveau statut*) [3 mai 1972] (p. 1272) ; *son amendement* (*absence de distinction entre les deux sexes pour l'application du statut*) (p. 1272) ; Art. 4 : *Son amendement* (*hiérarchie militaire*) (p. 1272) ; Art. 5 : *Son amendement* (*grades de la hiérarchie*) (p. 1273) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1274) ; *son amendement* (p. 1276) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de cet article* (p. 1276) ; Art. 9 : *Son amendement* (*interdiction de groupements professionnels militaires à caractère syndical ; adhésion à des associations*) (p. 1281) ; Après l'article 9 : *Son amendement* (*adhésion des militaires à des groupements*) (p. 1284) ; *son amendement* (*neutralité politique des militaires*) (p. 1284, 1285) ; Art. 12 : *Permission de 30 jours consécutifs* (p. 1287) ; Art. 14 : *Son amendement* (*interdiction de certains actes*) (p. 1287, 1288) ; Art. 25 : *son amendement* (*communication du dossier*) (p. 1293) ; Art. 27 : *Son amendement* (p. 1294) ; Art. 101, 102, 103, 104 et 105 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 1319).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'O.R.T.F. [10 mai 1972] (p. 1482) : *Travail d'assainissement accompli par la mission sénatoriale et par la commission de contrôle de l'Assemblée ; utilisation des agences de publicité spécialistes des relations publiques ; transformation du challenge de golf en « trophée Lancôme » ; campagnes nationales* (*lutte contre le cancer, campagne pour l'enfance inadaptée*) ; *rôle de Havas-Conseil-Relations publiques ; ses craintes au sujet de l'accord passé entre l'O.R.T.F. et la Société Hachette pour l'édition et la distribution de vidéo-cassettes* (p. 1487, 1488, 1489).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* [8 juin 1972] (p. 2330) ; après l'Article 3 : *Son amendement tendant à créer auprès des postes diplomatiques français, des commissions mixtes auxquelles seraient soumis les dossiers des personnels ayant manqué à leurs obligations* (p. 2332) ; Art. 4 : *Ses amendements* (p. 2332, 2333) ; Art. 5 : *Son amendement concernant les services correspondant aux emplois auxquels les coopérants ont été affectés avant leur départ en mission de coopération* (p. 2335) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 2338).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative aux responsabilités des collectivités locales [2 juin 1972] (p. 2155, 2156).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Ses explications de vote : rapport Paye ; autonomie de l'Office ; droit de grève ; son vote contre le projet de loi* [16 juin 1972] (p. 2624-2625).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'objectivité à l'O.R.T.F. [3 novembre 1972] (p. 4638, 4639).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - SECTION I : SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMATION : *Crise de la presse d'opinion ; son souhait qu'une « table ronde » soit organisée sur la base des conclusions du rapport Serisé ; aménagements dans le domaine postal, fiscal ; article 39* bis *du Code général des impôts ; progression de la publicité à l'O.R.T.F. ; diffusion à l'étranger de la presse française* [13 novembre 1972] (p. 5098) ; *demande le détail de l'exploitation de la Société nationale des entreprises de presse* (p. 5099) ; Office de Radiodiffusion-Télévision française : *Résultats de la commission de contrôle : absence de représentants de l'opposition à la délégation de l'Assemblée Nationale au conseil d'administration de l'Office ; son regret qu'un membre de la majorité soit promu au poste de président-directeur général ; comité d'information* (p. 5108) ; *quart d'heure d'antenne donné aux partis politiques ; passerelles entre les trois régies ; siège de Rennes ; tour de l'O.R.T.F. ; dépenses dues à la multiplicité des équipes ; sa protestation contre le fait que les recettes provenant des redevances restent assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée ; redevance spéciale pour les récepteurs de télévision en couleur ; installation de relais de télévision dans les départements ; problème des populations des vallées de haute montagne ; problème des vidéogrammes ; accord Hachette-O.R.T.F. ; son regret que l'éducation nationale ne figure pas dans la répartition ; exemple de la B.B.C.* (p. 5109).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative à l'amnistie à la suite des événements d'Algérie [15 décembre 1972] (p. 6274, 6275).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
(4e circonscription)
App. U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES DÉPARTEMENTS
ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 août 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 923), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 850), [3 avril 1970] (p. 786), 6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé membre de la Commission nationale pour l'Unesco [17 avril 1970] (p. 1142).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° Le projet de loi complétant certaines dispositions du titre Ier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° Le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° Le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.IF.). (n° 1206) ; 4° Le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, n°54 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la création d'un label du veau élevé au lait, n° 86 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer un nouveau régime de bail rural intitulé du bail de longue durée, n° 87 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 332 du Code rural relatif au régime de cession des baux ruraux, n° 88 [19 juillet 1968].

Son avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) - Tome II - Relations culturelles, n° 393 [23 octobre 1968]

Sa proposition de loi tendant à instituer l'obligation d'achat du cheptel mort et vif par le bénéficiaire de la reprise dans le statut des baux ruraux et le maintien dans les lieux des preneurs jusqu'à paiement des indemnités qui leur sont dues, n° 712 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à accorder aux salariés le bénéfice automatique et définitif de l'assistance judiciaire pour défendre leurs droits mis en cause dans un litige né du contrat du travail, n° 742 [27 juin 1969].

Son avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) - 2 - Relations culturelles et coopération technique, n° 838 [17 octobre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Irlande, n° 885 [12 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1192) autorisant la ratification de la convention relative à l'agence de coopération

culturelle et technique, en date du 20 mars 1970, n° 1265 [18 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — II - Relations culturelles et coopération technique n° 1397 [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux, n° 1805 [9 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — II - Relations culturelles et coopération technique, n° 2012 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2384), autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, n° 2444 [20 juin 1972].

Son projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 2551 [2 octobre 1972].

Son projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1°) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'assemblée de ce territoire, n° 2553 [2 octobre 1972].

Son projet de loi étendant aux territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, des îles Wallis et Futuna, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques françaises et au territoire français des Afars et des Issas, les articles premier à 7 de l'ordonnance n° 58-1351 du 27 décembre 1958 relative à la conservation du domaine public routier, n° 2707 [1er décembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur l'Université ; problème de la participation ; faire entrer les professions dans l'Université ; retour des enseignants dans la vie nationale ; lycées devant devenir des centres d'animation culturels dans nos villes de province ; équivalence des diplômes dans le cadre européen ; équivalence des diplômes entre les universités de langue française de l'ensemble du monde* [25 juillet 1968] (p. 2585).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 2 : *Ses observations sur les universités de langue française dans l'ensemble du monde* [8 octobre 1968] (p. 3110) ; Art. 3 ; *Son amendement tendant : 1° dans le premier alinéa de cet article à remplacer les mots : « unités d'enseignement et de recherche » par les mots : « départements d'enseignement et de recherche » ; 2° en conséquence, dans la suite du projet de loi, à opérer la même substitution* (p. 3111) ; *ses observations sur les unités d'enseignement et de recherche* (p. 3112) ; *retrait de son amendement* (p. 3113) ; *monopole géographique des universités* (p. 3114, 3115) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « elles n'ont pas de monopole géographique »* (p. 3115) ; *monopole géographique des universités ; possibilité pour les familles de choisir le lieu où leurs enfants effectueront leurs études ; mobilité des étudiants* (p. 3115, 3116) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3117) ; *retrait de son amendement* (p. 3117) ; Art. 8 : *Importance de cet article ; ouverture de l'Université au monde extérieur ; composition des conseils d'université ; choix des personnalités* [9 octobre 1968] (p. 3144) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du 4e alinéa de cet article : « Dans le même esprit les conseils comprennent, pour un tiers, des personnalités extérieures représentatives des collectivités locales et des activités régionales »* (p. 3147) ; *retrait de son amendement* (p. 3147) ; Art. 16 : *Accueil par les universités de tous les étudiants qu'elles peuvent recevoir ; cas des instituts universitaires de technologie* [10 octobre 1968] (p. 3208).

Mise au point au sujet de son vote sur les articles 2, 7, 15 et 30 du projet de loi de finances [25 octobre 1968] (p. 3600).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; état de nos relations culturelles ; possibilité, dans le cadre du VIe Plan, de créer une commission spécialisée de nos relations culturelles, ainsi que de notre coopération avec l'étranger ; utilisation des bourses ; ses observations sur le fait que le Togo comptait autant de médecins en France qu'il y avait de médecins français au titre de l'aide technique sur son territoire ; développement de notre coopération avec le Québec ; ses observations sur la francophonie ; diffusion de la tangue française ; nos relations avec l'Europe de l'Est ; aide multilatérale ; augmentation de notre dotation annuelle au secrétariat général international de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord ; service national ; possibilité de dégager, en liaison avec le Ministère des Armées, une nouvelle catégorie de « bons pour le service » en coopération ; rôle du Rapporteur* [7 novembre 1968] (p. 4068 à 4070) ; JUSTICE : *Réforme judiciaire ; rôle des tribunaux en province* [8 novembre 1968] (p. 4176) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Nécessité de défendre les agriculteurs pour maintenir l'équilibre de la France; ses observations sur les excédents ; politique gouvernementale ; différenciation des actions du Gouvernement ; diversités des agricultures ; aides à l'agriculture ; création d'une carte d'exploitant familial agricole ; définition des exploitations familiales ; réglementation des cumuls ; institution de baux de tongue durée* [16 novembre 1968] (p. 4546 à 4548).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative au crédit aux agriculteurs pour l'acquisition de terres [22 novembre 1968] (p. 4822).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 3 : *Ses observations sur cet article ; désire savoir ce qui est qualifié d'infraction en relation avec « toute entreprise tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat »* [26 juin 1969] (p. 1762) ; *nécessité de préciser les faits qui peuvent être amnistiés* (p. 1763) ; *son amendement tendant, au début de cet article, à substituer aux mots : « infractions commises » les mots : « délits commis »* (p. 1764) ; *amnistie des faits qualifiés de délits par la loi* (p. 1764) ; *retrait de son amendement* (p. 1764) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réorganisation de la Direction générale des affaires culturelles et techniques ; nécessité de préciser les frontières du Ministère des Affaires étrangères avec celui de l'Economie et des Finances ; diffusion de la langue ; priorités géographiques ; action dans les pays de l'Europe de l'Est ; implantation de l'Alliance française ; diffusion de notre langue vers les pays arabes ; ses observations sur les trois pays d'Afrique du Nord ; problème du Viêt-Nam ; ses observations sur les pays européens candidats à l'entrée dans la Communauté économique européenne ; intégration de l'Irlande dans un ensemble européen ; le français, langue de l'Europe ; extension des regroupements de délégations francophones à toutes les organisations spécialisées ; ses observations sur la francophonie ; contributions aux organismes internationaux ; agence de coopération francophone ; action française par les ondes ; inclure les relations culturelles et la coopération technique du Ministère des Affaires étrangères dans le VIe Plan ; association du Parlement aux travaux de la commission qui préparera ce plan* [4 novembre 1969] (p. 3287, 3288) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Définition de l'agriculteur* [18 novembre 1969] (p 3940) ; *nécessité de prévoir une discipline des productions excédentaires ; système d'aide aux produits ; aide directe aux producteurs ; existence d'un groupe de promotion d'exploitation familiale agricole ; plan Vedel* (p. 3940, 3941) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Elaboration du futur système unique de sécurité sociale ; élection des représentants au sein des caisses ; possibilité de couvrir à cent pour cent les enfants d'âge scolaire de 14 à 16 ans ; couverture des soins dentaires* [2 décembre 1969] (p. 4500) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Possibilité pour les enfants d'être assurés pendant toute la période scolaire et les apprentis pendant la durée de l'apprentissage* [3 décembre 1969] (p. 4562) ; Art. 35 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Cet avis, jusqu'à l'élection des membres de la caisse nationale, sera fourni par une commission consultative constituée*

à cet effet » (p. 4591) ; *établissement d'une commission consultative; élaboration des décrets d'application ; détermination des conditions des élections* (p. 4591) ; *publicité donnée aux consultations* (p. 4591, 4592).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Valeur des diplômes ; création de plusieurs catégories de diplômes : les diplômes nationaux, les diplômes d'université, les diplômes nationaux homologués ; autonomie des universités devant entraîner l'autonomie de la valeur des diplômes ; disparition du monopole géographique de recrutement ; enseignement secondaire ; problème relatif à l'école primaire ; question de fermetures d'écoles ; ses observations sur l'arrêté du 26 novembre 1968 ; problème des cantines ; son vœu qu'on ne ferme pas une classe unique où sont mêlés les enfants de la maternelle jusqu'au certificat d'études* [15 avril 1970] (p. 1073, 1074).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à l'extension aux sociétés de chasse de la notion d'exploitations agricoles [29 avril 1970] (p. 1379, 1380).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [5 mai 1970] (p. 1464).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1551) : *Mesures prises par le Gouvernement en application des conclusions du rapport Bloch-Lainé ; absence de recensement des inadaptés ; insuffisances des places offertes par les instituts médico-pédagogiques et médico-professionnels ; situation des handicapés ayant dépassé 20 ans ; circulaire Nungesser prévoyant l'attribution de logements H.L.M. aux handicapés ; nécessité de reconnaître comme longue maladie l'état d'arriéré profond ; mesures préventives à envisager ; insuffisance du nombre de médecins de protection maternelle et infantile ; regroupement dans un comité interministériel des problèmes concernant les handicapés physiques* (p. 1551, 1552) ; *droit au travail de tous les handicapés ; emplois dans les administrations publiques ; application de la loi de novembre 1957 ; logement des handicapés* (p. 1562).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aide au peuple roumain [12 juin 1970] (p. 2571).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur l'agriculture dans le VIe Plan ; transferts sociaux ; option en faveur de l'entreprise privée ; situation démographique ; politique fiscale et financière ne devant pas nuire à la démographie ; nécessité de préciser le modèle d'agriculture que l'on veut établir en France ; rôle de l'agriculteur dans l'équilibre entre les villes et les campagnes ; politique actuelle de soutien des produits agricoles; politique sociale à l'égard des agriculteurs défavorisés ; problème de la politique de régionalisation ; désire savoir quel est le type de politique agricole envisagé sur le plan européen ; influence du droit d'établissement européen sur notre agriculture* [16 juin 1970] (p. 2715 à 2717) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'Agence de coopération culturelle et technique, en date du 20 mars 1970, en qualité de *Rapporteur : Définition de la francophonie ; rôle d'Onésime Reclus ; définition de la francophonie par les Présidents Senghor, Bourguiba et Hamani Diori ; rôle de la culture française d'après M. André Malraux ; modalités d'adhésion à l'Agence ; son rôle ; son budget* [23 juin 1970] (p. 2946, 2947) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Ses observations sur les conditions dans lesquelles la Commission spéciale a adopté la question préalable sur le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier ; raisons de la politique prise par la Commission* [26 juin 1970] (p. 3169, 3170) ; *améliorations au statut du fermage ; indemnité viagère de départ ; ses observations sur la sanction prononcée à l'encontre du bailleur qui refuse de donner satisfaction au fermier* (p. 3190, 3191) ; Statut du fermage et du

métayage : *Son abstention sur l'ensemble du projet de loi* (p. 3203) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Après l'Art. 29 : *Accroissement de l'expédition, par la poste, de prospectus de vente de littératures pornographiques* [22 octobre 1970] (p. 4554) ; Art. 32 : *Ses observations sur le plafond de la superficie qui conditionne l'attribution d'essence détaxée* (p. 4556) ; *son sous-amendement tendant, dans le 1° du paragraphe I de l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots : « au plus égale à 15 hectares » les mots : « au plus égale à 50 hectares »* (p. 4557) ; *fixation de la détaxation en vue de faire bénéficier les exploitations familiales inférieures à 50 hectares* (p. 4557); deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Réunion, au niveau des départements, des services de l'équipement et de la construction ; regroupement des ingénieurs d'arrondissement et de leurs services au chef-lieu ; problème de la connaissance de la situation des demandes de logements sur l'ensemble du pays ; question du remboursement des frais de transport des salariés qui, habitant dans des communes rurales ou suburbaines, doivent supporter un long trajet pour travailler ; établissement de la carte des demandes de logement; problème des adjudications « blanches » ; concours de la maison individuelle ; nécessité de faciliter les constructions par des méthodes classiques ; concours des entreprises locales pour la réalisation de maisons individuelles* [5 novembre 1970] (p. 5147) ; *droit des ascendants en matière d'allocation logement* (p. 5148) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Finalité des relations culturelles et de la coopération technique ; caractère universel de la langue française ; relations culturelles avec la République démocratique allemande et la Corée du Nord ; possibilité d'envisager une enquête afin de déterminer la place faite à la langue française dans chacun des organismes internationaux* (p. 5194) ; *ses observations sur la francophonie ; ses observations sur la signature du traité de l'Agence de coopération culturelle et technique conclu à Niamey ; envoi d'un certain nombre d'enseignants en Louisiane ; crédits destinés à la coopération avec le Québec ; augmentation des crédits de la coopération multilatérale ; nécessité de faire travailler en français des techniciens de l'océanographie et du contrôle des fonds marins ; méthodes de planification en matière de relations culturelles et de coopération technique* (p. 5195) ; *ses observations sur le document : « Etudes sur les orientations générales de la politique française en matière de relations culturelles, scientifiques et techniques »* (p. 5195) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipement rural ; utilité d'une carte professionnelle qui mettrait fin à la spéculation foncière dans le domaine agricole; déficit du marché en produits animaux; ses observations sur les implants de veau ; disparités régionales concernant le prix du lait ; attitude de certaines coopératives* [5 novembre 1970] (p 5371) ; *nécessité de faire cesser la guerre entre les coopératives ; ses observations sur les structures agricoles ; exploitations familiales rurales* (p. 5372).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Nécessité de modifier le système d'accession à la retraite ; définition de la liste des professions pénibles prévues par l'article 334 du Code de la sécurité sociale ; nombre d'années prises en compte pour le calcul de la retraite ; unification des systèmes de retraite des Français ; situation des femmes, des prisonniers de guerre et des anciens combattants* [19 mai 1971] (p. 1994, 1995).

Prend part à la discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements des communes : Art. 2 : *Exemple de la commune de l'orateur ; objectif de la commission d'élus* [2 juin 1971] (p. 2290).

Est entendu sur la question d'actualité de M. Paquet relative à l'interview à l'O.R.T.F. de personnes sous le coup d'un mandat d'arrêt [25 juin 1971] (p. 3446).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la filiation, Art. 342-3 du Code civil : *Cas de viol collectif ou de détournement de mineure* [6 octobre 1971] (p. 4332) ; *action en recherche de subsides* (p. 4332) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : LOGEMENT ET URBANISME : *Ses observations sur les demandes de primes actuellement en instance* [29 octobre 1971] (p. 5111) ; *maison individuelle ; dotations pour les H.L.M. individuelles ; réforme de la taxe locale d'équipement ; exclusion des charges foncières des prix plafonds des H.L.M.* (p. 5122, 5123) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Relations culturelles et techniques ; rapport de M. Gorse ; ses observations sur les lycées français à l'étranger* [3 novembre 1971] (p. 5211) ; *scolarisation des enfants français à l'étranger ; rôle de l'Alliance française ; utilisation de notre langue ; ses observations sur les fonds marins ; projet de redistribution internationale du produit des fonds marins ; politique française au Canada et au Québec ; situation des volontaires du service national en coopération ; établissement d'équivalences entre les diplômes français et les autres* (p. 5212, 5213) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Système d'aide aux produits ; modalités d'application de la taxe de reprise sur les céréales ; indemnités viagère de départ ; sélectivité des aides; remembrement ; ses observations sur les implants de veaux : exploitation familiale* [16 novembre 1971] (p 5774, 5775) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, Art. 2 : *Possibilité pour les anciens combattants et prisonniers de guerre de se faire accompagner d'un médecin désigné par leur association* [2 décembre 1971] (p. 6303); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la 3e ligne du texte proposé pour l'article L 333 du Code de la sécurité sociale, à remplacer les mots : « et qui se trouve » par les mots : « ou qui se trouve »* (p. 6305) ; *conditions pour être reconnu inapte au travail* (p. 6305); *retrait de son amendement* (p. 6306).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'incarcération d'un dirigeant d'une organisation professionnelle de commerçants et d'artisants [17 décembre 1971] (p. 6917).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Pouvoirs du préfet de région ; possibilité de remplacer les préfets de région par des commissaires du Gouvernement ou des commissaires de la République* [26 avril 1972] (p. 1062, 1063) ; Art. 13 : *Son amendement (incompatibilité des fonctions de préfet de région avec celles de préfet d'un département)* [27 avril 1972] (p. 1142) ; *ses observations* (p. 1142, 1143, 1144) ; *ses observations sur l'application de l'article 41 de la Constitution* (p. 1155) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Intégration des commerçants et artisans dans un régime unique de protection des Français ; attribution de l'allocation du Fonds national de solidarité ; revalorisation des retraites* [17 mai 1972] (p. 1578, 1579) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (application de la loi ; entrée en vigueur d'un régime unique de protection sociale)* (p. 1603) ; *réforme de la protection sociale française ; dépôt d'un projet de protection sociale unique pour l'ensemble des Français* (p. 1604, 1605) ; Art. 5 : *Retrait de son amendement relatif au renouvellement des conseils d'administration* (p. 1632) ; *retrait de son amendement concernant les conditions d'éligibilité et d'élection* (p. 1632);

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 14 : *Son amendement concernant le mode de calcul de l'aide* [19 mai 1972] (p. 1753) ; *retrait de son amendement* (p. 1754) ; Après l'Art. 14 : *Retrait de son amendement relatif aux artisans et commerçants ayant vendu leur fonds de commerce pour un montant inférieur à celui du pécule prévu par la présente loi* (p. 1755) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Art. 1er : *Nécessité de ne pas dissocier les activités commerciales des activités artisanales* [19 mai 1972] (p. 1780, 1781) ; Art. 4 : *Problème des contrôles* (p. 1786) ; Art. 9 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1790) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi* (p. 1790) ; *retrait de son amendement* (p. 1790) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Xavier Deniau portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue : *Droit de la naturalisation ; création du critère de la communauté de langue* [25 mai 1972] (p. 1908, 1909).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'imposition des revenus déclarés par des tiers [26 mai 1972] (p. 1961).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 2 : *Son amendement (cas des*

agents des organismes placés sous la tutelle de l'Etat tels que les instituts de recherche spécialisés outre-mer et les sociétés de développement) [8 juin 1972] (p. 2328) ; Art. 4 : *Son amendement concernant la préparation des coopérants à leur mission et leur formation permanente* (p. 2333) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ces responsabilités lui font un devoir de veiller à la qualité et à l'illustration de la langue française »* [16 juin 1972] (p. 2578) ; *Ses observations* (p. 2578, 2579) ; Art. 10 : *Etablissements publics de l'Office ; émissions vers l'étranger* (p. 2613) ; *comité d'action extérieure et de la coopération ; ses observations sur notre système d'émissions par ondes courtes en seize langues* (p. 2614) ; Après l'Art. 15 : *Représentation parlementaire au Haut Conseil de l'audiovisuel* (p. 2623).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des Départements et Territoires d'outre-mer :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le Code de l'aviation civile (1re partie), abrogeant les textes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux territoires d'outre-mer : *l'objet du texte* [2 octobre 1972] (p. 3853, 3854) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement rédactionnel insérant un article L 142-1 au Code de l'aviation civile ; son adoption* (p. 3854) ; Art. 3 : *Son amendement abrogeant l'article L 601 du Code de l'aviation civile ; son adoption* (p. 3854) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement introduisant, à la fin du titre II du Livre IV du Code de l'aviation civile, un article L 327-3 concernant les sanctions aux infractions à la réglementation relative à la durée du travail du personnel navigant dans les T.O.M. ; son adoption* (p. 3856) ; *en* deuxième lecture : *Nécessité de faire une ratification législative d'une partie du Code* [23 novembre 1972] (p. 5620) ; *ses observations sur le travail parlementaire* (p. 5621) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 ; *loi qui fut nécessaire en son temps et qui est devenue désuète ; ratification de cette ordonnance selon la procédure constitutionnelle ; l'application de l'ordonnance* [10 octobre 1972] (p. 4000) ; *son refus de reprendre au compte du Gouvernement l'article additionnel adopté par la commission* (p. 4006) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Ses observations sur la question préalable de M. Dronne ; nécessité de contrôler et contenir l'afflux de migrants des Etats voisins attirés par un plus haut niveau de vie ; mission d'identification sous la direction du général Magendie* [12 octobre 1972] (p. 4105) ; *attente fausserait prochaines élections ; vote unanime de la Chambre des députés du territoire en faveur de ce texte* (p. 4106) ; *sa réponse à M. Rocard : texte visant à aligner sur les autres territoires d'outre-mer le territoire français des Afars et des Issas ; besoin d'une représentation particulière des sous-tribus ; attirance de Djibouti sur les populations voisines rendant nécessaire un système de vérification d'identité ; situation invoquée par M. Rocard, ancienne, ayant déjà trouvé sa solution ; crédits prévus au VIe Plan* (p. 4109, 4110) ; *objectifs de motivation de ce projet* (p. 4111) ; *sa réponse à M. Rocard concernant la famine d'Obock, la scolarisation et le barrage de Djibouti* (p. 4111) ; *réception uniquement des élus* (p. 4112) ; en deuxième lecture : *Résultats des travaux de la mission d'identification des populations* [23 novembre 1972] (p. 5617, 5618) ; *son opposition à la question préalable* (p. 5618) ; *nombre des touristes allant à Djibouti* (p. 5619) ; Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire : *Ses observations* [19 décembre 1972] (p. 6347) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - Section VII - Départements d'outre-mer : *Ses observations à M. Renouard sur l'utilisation des crédits d'investissement du F.I.D.O.M.* [13 novembre 1972] (p. 5052) ; *rôle de coordination et de porte-parole de son ministre* (p. 5052) ; *budget qui prend en compte l'incidence financière des décisions prises au cours des exercices précédents, mais qui ménage aussi de nouvelles possibilités d'action ; alourdissement des charges en personnel ; majoration des subventions versées aux collectivités locales au titre des dépenses d'intérêt général ; création d'une sous-préfecture dans le sud de*

la Martinique ; renforcement des effectifs de la police nationale ; majoration du crédit de subvention pour l'équipement des services d'incendie et de secours ; effort pour faciliter les migrations volontaires ; installation de l'Agence nationale pour l'emploi dans les D.O.M. ; extension du service militaire adapté ; effort sur l'enseignement préscolaire ; valorisation et structuration de l'enseignement technique ; formation professionnelle extrascolaire ; poursuite de la mise en place de l'enseignement supérieur (p. 5053) ; *université des Antilles-Guyane ; problème des débouchés et de la mobilité des travailleurs ; développement des voyages de jeunes des D.O.M. en métropole ; politique culturelle* (p. 5054) ; *baisse des tarifs de transport aérien entre la métropole, les Antilles et la Guyane ; liaisons aériennes constantes entre les trois départements ; augmentation des quotas prévus pour les vols affrétés à partir des pays étrangers ; tourisme de masse ; crédits de paiement ; autorisations de programme ; taux satisfaisant de réalisation du VIe Plan ; dépenses imputées sur le Fonds d'investissement des départements d'outre-mer ; rôle de ce Fonds : financement d'interventions spécifiques, apport d'un complément aux subventions accordées par les ministères techniques* (p. 5055, 5056) ; *allégements de charge du F.I.D.O.M. ; amélioration des cultures ; aide au tourisme, à l'industrialisation ; achèvement du port du Degrad-des-Cannes ; travaux routiers en Guyane ; programme de défense contre les eaux en Martinique ; financement du logement social ; situation économique dans les départements d'outre-mer ; augmentation de la population ; sous-emploi ; contrôle des naissances ; entrée en vigueur, avant la fin du mois, des textes d'application de la loi Neuwirth ; hausse des prix ; formation professionnelle et préprofessionnelle ; appartenance à la Communauté économique européenne* (p. 5056) ; *banane, ananas, sucre ; aide aux usines de sucre du sud de la Martinique ; organisation du marché du rhum ; réforme foncière ; extension de l'action du F.A.S.A.S.A. aux départements d'outre-mer ; industrialisation ; aide aux investissements ; exonération des bénéfices réalisés en métropole sous condition de réinvestissement dans les D.O.M. ; commission spéciale sur les obstacles à l'industrialisation ; création d'un bureau central pour l'industrialisation des D.O.M. ; développement des infrastructures (réseaux routiers, travaux portuaires, infrastructures aériennes) ; amélioration de l'équipement hospitalier ; statut de chacun des départements* (p. 5057) ; *transformation en circonscription d'action régionale de la Réunion et de la Martinique ; liaisons entre les départements* (p. 5058) ; *en réponse à M. Riviérez, son accord de principe pour la mise en œuvre d'un début de levée aéromagnétique de la Guyane ; problème posé par le marché du sucre ; intégration du marché du sucre dans l'organisation communautaire ; ses observations à M. Césaire sur la guerre entre le sucre de betterave et le sucre de canne, à M. Hélène sur l'exploitation des mers, à MM. Hélène, Camille Petit et Fontaine sur le problème de l'emploi* (p. 5068) ; *formation préprofessionnelle, professionnelle et technique ; succursale de l'Agence nationale pour l'emploi dans les D.O.M. ; avantages fiscaux pour l'industrialisation ; tourisme ; baisse des tarifs de transport ; mise en place de conditions d'accueil ; venue en France de jeunes gens ; adaptation de l'enseignement ; ses réponses à M. Capelle sur l'installation des centres de recherche à l'université des Antilles-Guyane, à MM. Riviérez et Mitterrand sur la coordination des investissements ; annonce à M. Cerneau la signature du texte d'application sur l'indemnité viagère et celui de la loi relative à l'agriculture en zone montagneuse ; utilisation de l'O.R.T.F. à la Réunion comme porte-voix de la France ; ses réponses à Mme Ploux sur les congés administratifs, les biens vacants de Saint-Pierre ; sa réponse à Mme Ploux et à M. Lacavé sur l'impossibilité de supprimer la réserve dont font l'objet au bénéfice de l'Etat les « cinquante pas géométriques » ; fermeture d'une école dans la commune des Abymes ; sa réponse à M. Riviérez sur l'enseignement supérieur et l'aide à la forêt, à M. Mitterrand sur les transports aériens et l'attachement à la Communauté française des D.O.M.* (p. 5070) ; Etat C, titre VI : *Ses observations à l'amendement de réduction des crédits de paiement de ce titre ; signature d'un protocole par les représentants de la profession sucrière à la Martinique ; expérience d'un an sans subvention du F.I.D.O.M. ; problème de l'avenir de la canne à sucre à la Martinique* (p. 5071) ; Après l'Art. 57 : *Sa demande de retrait de l'amendement de M. de Rocca Serra insérant un nouvel article apportant des précisions nouvelles sur la date et les conditions de présentation de l'état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux D.O.M.* (p. 5071) ; *difficultés pour avancer la date du dépôt des documents qui peuvent être déposés hors délai ; notes de synthèse jointes à chaque fascicule budgétaire ministériel*

pour la première fois cette année afin de faciliter l'information de l'Assemblée (p. 5072) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SECTION VII - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Volonté du Gouvernement de poursuivre l'action prévue par le VIe plan en matière de développement économique et social des territoires ; spécificité de chaque territoire* (p. 5455) ; *application de textes visant à améliorer la rémunération de la Fonction publique ; mesures nouvelles intéressant l'Administration centrale ; réduction de la durée des séjours dans leur territoire d'affectation pour le personnel d'autorité ; accroissement de l'aide apportée aux administrations d'Etat et territoriales dans les territoires ; accroissement des moyens en personnel et en matériel ; création de nouvelles communes en Polynésie française ; Fonds intercommunal de péréquation ; mise en place d'un service de l'état civil et de la population dans le territoire français des Afars et des Issas ; mise en place de moyens susceptibles de permettre aux Pouvoirs publics de contrôler et d'accompagner le développement économique en Nouvelle-Calédonie ; ajustement des moyens aux besoins spécifiques de chaque territoire ; bureaux de relations et d'échanges culturels aux Comores* [18 novembre 1972] (p. 5456) ; *essor touristique et urbanisation en Polynésie française ; renforcement des services de police ; amélioration des structures administratives des différents territoires ; besoins dans les domaines sanitaires et culturels ; centre sportif et culturel à Saint-Pierre-et-Miquelon ; prise en charge par le Ministère de l'Education nationale de l'aide à l'enseignement privé ; développement de l'action sanitaire aux Nouvelles-Hébrides ; ses observations à M. Brial sur la Caisse de retraite des travailleurs de Wallis et Futuna ; s'engage à ce que, avant la fin de l'année, tout soit mis en place pour permettre la liaison entre Wallis et Futuna ; problème posé par la mise en service dans les Terres australes et antarctiques françaises du* Marion Dufresnes *qui remplacera le* Gallieni *en 1973 ; prise en charge en matière sanitaire et d'enseignement ; intégration des fonctionnaires territoriaux des îles Saint-Pierre-et-Miquelon dans la Fonction publique métropolitaine* (p. 5457) ; *dotation complémentaire pour répondre aux demandes accrues de bourses d'enseignement supérieur ; allocation d'aide sociale ; action culturelle pour mieux faire connaître la culture française ; maison de la culture et des jeunes de Polynésie, de Saint-Pierre-et-Miquelon; conseillers culturels aux Comores ; primes d'équipement hôtelier ; travaux du môle sud du port de Djibouti ; section générale et section locale du F.I.D.E.S. ; énumération des opérations prévues dans les différents territoires ; sa réponse à M. Vendroux sur la digue-abri de Miquelon* (p. 5458) ; *équipements sociaux : travaux d'infrastructure, équipement des communes, terres australes et antarctiques ; cité ministérielle de Djibouti ; opérations financées par le Fonds européen de développement ; intervention de la Caisse centrale de coopération économique, de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; priorité aux transports aériens et au développement du tourisme ; veillera à la séparation des fascicules budgétaires ; pêche, chalutier* Croix de Lorraine ; *ses observations à M. Odru sur la dissolution de la Chambre des députés des Comores ; sa réponse à M. Dahalani sur une révision des charges relevant du territoire et de celles incombant à l'Etat ; à M. Pidjot sur les difficultés de la Société « Le Nickel » de la Nouvelle-Calédonie* (p. 5459, 5460) ; *ses observations à M. Pidjot sur la diminution des ventes de nickel de la Nouvelle-Calédonie au Japon* (p. 5460) ;

— du projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : *Ses observations sur les sources, les eaux souterraines et les eaux fluviales* [18 décembre 1972] (p. 6311) ; Art. 1er : *Son amendement (autorisation pour l'usage des eaux aux fins d'irrigation dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion)* (p. 6312) ;

— du projet de loi portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer de la loi modifiée n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail : *Ses observations sur ce texte ; exemple de la Nouvelle-Calédonie* [19 décembre 1972] (p. 6342) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de M. de Rocca Serra* (p. 6342) ;

— du projet de loi étendant aux territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, des îles Wallis et Futuna, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Terres australes et antarctiques françaises et au territoire français des Afars et des Issas les articles 1er à 7 de l'ordonnance n° 58-1351 du 27 décembre 1958 relative à la conservation du domaine public routier : *Compétence du juge judiciaire pour connaître des infractions ; extension des avantages de l'ordonnance du 27 décembre 1958 à l'ensem-*

ble des territoires d'outre-mer [20 décembre 1972] (p. 6386) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la police des aérodromes, modifiant et complétant le Code de l'aviation civile, première partie (législative) : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6387).

DENIS (Bertrand)

Député de la Mayenne
(3e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [9 novembre 1968] (p. 4274) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Est élu vice-président de cette Commission [11 juin 1970] (p. 2515).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — III. - F.O.R.M.A., **n° 360** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse afin de permettre, sous certaines conditions, l'usage du papier blanc pour l'impression des affiches commerciales, **n° 784** [19 septembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — V - F.O.R.M.A., **n° 837** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative au démarchage à domicile, **n° 1212** [10 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — IV - F.O.R.M.A., **n° 1400** [14 octobre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée au Japon du 6 au 20 juillet 1970, **n° 1595** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de quatorze ans à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances, **n° 1912** [24 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — VI - F.O.R.M.A., **n° 2015** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — VI - F.O.R.M.A., **n° 2590** [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'égalité entre tous les étudiants qui préparent des diplômes nationaux d'enseignement supérieur, **n° 2829** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 3 : *Problème des patentes, notamment celles relatives aux installations d'élevage ; cas des élevages de porcs* [19 juillet 1968] (p. 2342) ; Art. 12 : *Redevances que les collectivités locales qui assurent la distribution de l'eau doivent verser à un fonds spécial pour favoriser la réalisation d'adductions d'eau dans l'ensemble du pays ; taux de la redevance* [19 juillet 1968] (p. 2350) ; *problèmes d'adduction d'eau et d'assainissement* (p. 2352) ; Art. 19 : *Désire savoir si la réglementation est temporaire* [19 juillet 1968] (p. 2360) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Ses observations sur le ticket modérateur* [22 juillet 1968] (p. 2447) ; *ses observations sur l'amendement de M. Boisdé* (p. 2447) ; *retrait de l'amendement de M. Boisdé* (p. 2448) ; Ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 portant généralisation des assurances sociales volontaires pour la couverture du risque maladie et des charges de la maternité : *Régime d'assurance volontaire* (p. 2451) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises : *Comparaison des charges sur salaires des différents pays du Marché commun ; ses observations sur le textile ; unification des charges sociales dans le cadre du Marché commun* [26 septembre 1968] (p. 2918) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 13 : *Dégâts occasionnés par le gibier ; répartition des recettes par département* [24 octobre 1968] (p. 3539) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Boscary-Monsservin et par lui-même* (p. 3539) ; Art. 14 : *Droits sur les poudres de chasse ; problème des charges européennes* (p. 3542) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Ses observations sur le coût de l'énergie ; charges sur les salaires ; problème de l'emploi* [5 novembre 1968] (p. 3917, 3918) ; Après

l'Art. 67 : *Ses observations sur les petites épiceries de hameaux* (p. 3941) ; JUSTICE : *Ses observations sur la délinquance ; publicité faite en faveur des films réservés aux plus de dix-huit ans ; problème de la censure ; question de la violence ; rôle des moyens audio-visuels ; ses observations sur la publicité* [8 novembre 1968] (p. 4165) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de l'emploi ; budget du F.O.R.M.A. ; marché des céréales ; production du blé ; cas des céréales secondaires ; importation de tourteaux de soja ; production ovine ; viande porcine ; nécessité de multiplier les stations de prélestage et de testage ; ses observations sur le saindoux, la viande bovine, le lait ; régionalisation des soutiens ; augmentation de la teneur du lait en matières azotées ; commerce international de la matière grasse ; organisation du marché international du blé ; margarine ; marché des fruits et légumes* [15 novembre 1968] (p. 4467, 4468) ; *possibilité pour la France de vendre des tonnes de viande de bœuf à ses partenaires de la Communauté* [16 novembre 1968] (p. 4549) ; Après l'Art. 61 : *Problème de l'introduction de beurre dans la margarine ; consommation en France de la margarine* (p. 4593) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (distribution par le F.O.R.M.A. de stocks de beurre à certaines collectivités ; calcul du prix de cession)* (p. 4594) ; *ses observations sur le beurre que l'on vend aux Japonais ; prix de journée dans les hôpitaux* (p. 4594) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Son amendement tendant à réduire de dix millions de francs le montant des crédits du titre IV* [18 novembre 1968] (p. 4641) ; *réduction du crédit inscrit au chapitre relatif aux subventions économiques pour un montant égal à la réduction consentie sur la consommation d'électricité à haute tension en Bretagne ; péréquation des tarifs de haute tension* (p. 4641, 4642) ; *retrait de son amendement* (p. 4642) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II - INFORMATIONS ET O.R.T.F. : *Publicité en faveur des films interdits aux mineurs de dix-huit ans ; possibilité de faire bénéficier les économiquement faibles, titulaires de l'allocation supplémentaire, d'un rabais sur le prix des appareils de télévision et d'une réduction de la redevance* [19 novembre 1968] (p. 4716) ; Seconde délibération : Après l'Art. 28 : *Livraisons de blé ; difficultés des agriculteurs dans les régions d'élevage* (p. 4726) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Après l'Art. 8 : *Ses observations sur la formule de la ristourne ; taux du remboursement forfaitaire* [3 décembre 1968] (p. 5024) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, Art. 3 : *Pouvoirs des préfets de région* [10 décembre 1968] (p. 5266, 5267) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Importance du lait pour les petites exploitations* [10 décembre 1968] (p. 5273, 5274) ; *poudre de lait ; indemnité viagère de départ : ses observations sur les mesures d'application ; problème des cumuls* (p. 5274) ; Après l'Art. 1er : *Problème du démembrement des exploitations* (p. 5294) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (droit de préemption)* (p. 5302) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 5302, 5303) ; Art. 9 : *Cession de stocks de beurre à certaines collectivités et industries ; ses observations sur le beurre et la margarine* (p. 5307, 5308) ; Art. additionnels : *Ses observations sur le B.A.P.S.A. ; problème du revenu cadastral* (p. 5311) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Inquiétude des maires ; protection des paysages* [19 décembre 1968] (p. 5699) ;

— du projet de loi portant amnistie : Après l'Art. 2 : *Problème du retrait du permis de conduire* [26 juin 1969] (p. 1761).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux charges salariales dans les pays du Marché commun [3 octobre 1969] (p. 2478, 2479).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi, d'une part, et sur celle de M. Valleix tendant à modifier l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse afin de permettre, sous certaines conditions, l'usage du

papier blanc pour l'impression des affiches commerciales : *Utilisation des affiches imprimées sur papier multicolore ; animation de l'affiche par un dessin ou une photographie ; ses observations sur la quadrichromie* [23 octobre 1969] (p. 2889) ;

— du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial : *Rupture de la solidarité entre les familles ; ses observations sur les bourses ; problème du ramassage scolaire* [23 octobre 1969] (p. 2891, 2892) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Taxe additionnelle sur les boissons ; taux sur les bières légères* [29 octobre 1969] (p. 3045, 3046) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Présence à Grodentz d'officiers condamnés pour faits de résistance* [31 octobre 1969] (p. 3202) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Ses observations sur les mutations de personnes à travers le territoire ; carte et niveau des aides ; prise en considération du revenu net par habitant ; critères de la population ; nécessité d'inciter les industriels à s'installer dans les cantons ruraux ; situation des artisans ; crédits au profit de l'artisanat ; problème des régions ; rôle d'un corps élu dans le cadre régional afin de contrôler l'administration de la région ; sa question relative à la création d'une grande région de l'Ouest* [7 novembre 1969] (p. 3534) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les bourses d'études ; augmentation du nombre des familles qui en bénéficient ; pénalisation des familles peu aisées ; ramassage scolaire ; ses modalités de financement ; ses observations sur les garçons et les filles qui ont atteint l'âge de 15 ans et dont les études ne donnent pas satisfaction ; nombre de place dans les C.E.T. ; enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans ; possibilité de donner des dérogations* [12 novembre 1969] (p. 3585, 3586) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le F.O.R.M.A. ; soutien du marché des produits laitiers : F.E.O.G.A. ; ses observations sur les céréales ; organisation pour les fruits et légumes ; marché des volailles ; production du vin ; production porcine ; viande de bœuf ; contrats avec les S.I.C.A. ; collecte du lait ; importations de suif ; balance commerciale de la France* [18 novembre 1969] (p. 3904, 3905) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 58 concernant la taxe sur les volailles* [22 novembre 1969] (p. 4275) ; *taxe parafiscale sur les volailles ; allègement des formalités ; gestion du produit de ces taxes* (p. 4276) ; *taux de la taxe ; organisation de la profession* (p. 4278) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 59 concernant la taxe sur les œufs* (p. 4278) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4278, 4279) ; *retrait de son amendement* (p. 4279) ; ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS : Titre III : *Service du contrôle des prix ; disparition de nombreux points de vente* (p. 4303) ; Seconde délibération : Art. 25 : *Enseignement agricole privé* (p. 4323) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : Après l'Art. 7 : *Taxe locale d'équipement ; pression exercée sur les communes* [26 novembre 1969] (p. 4368) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 8 : *Enseignement des collèges et des lycées techniques ; problème des dérogations de scolarité* [26 novembre 1969] (p. 4374).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à l'imposition des exploitants agricoles [28 novembre 1969] (p. 4445).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur les situations acquises avant le 1er janvier* [3 décembre 1969] (p. 4552) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Retrait de l'amendement déposé par M. Durieux* (p. 4585) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales, Art. 3 : *Droit de préemption* [11 décembre 1969] (p. 4825) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : ses explications de vote : *Situation des retraités, des petits artisans et des commerçants qui ont des forfaits très faibles ; son vote sur ce texte* [18 décembre 1969] (p. 5058) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : son rappel au règlement : *Ses observations sur le fait que seuls les amendements acceptés par la Commission ou le Gouvernement sont recevables* [8 avril 1970] (p. 862) ; en deuxième lecture, Art. 375 du Code civil : *Application des nouvelles dispositions du Règlement* [20 mai 1970] (p. 1809).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Augmentation du prix du lait ; discussion de la proposition de loi relative à l'octroi d'un label pour les veaux élevés au lait ; institution d'une prime en faveur des naisseurs* [17 avril 1970] (p. 1165).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Son amendement tendant, après le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer un nouvel alinéa (application de l'article 734 du Code de procédure pénale aux peines principales et complémentaires autres que l'amende)* [22 avril 1970] (p. 1217) ; *durée du sursis* (p. 1217) ; en deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du paragraphe I de cet article, à insérer un nouvel alinéa (application des dispositions de l'article 734 du Code de procédure pénale aux peines principales et complémentaires autres que l'amende lorsque l'auteur n'aura causé que des dommages matériels légers)* [24 juin 1970] (p. 2980) ; *ses observations sur la suppression du permis de conduire* (p. 2980) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, Art. 1er : *Ses observations sur la notion des « nécessités du service » ; application du texte* [21 mai 1970] (p. 1837) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Ses observations sur le déroulement du débat* [28 mai 1970] (p. 2056) ;

— du projet de loi relatif au service national, Après l'Art. 19 : *Cas des exploitations familiales et des artisans* [10 juin 1970] (p. 2441) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 11 : son rappel au Règlement : *Application de l'article 99 du nouveau Règlement ; problème de la recevabilité des amendements au moment de la discussion des articles* [12 juin 1970] (p. 2582) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, Art. unique : *Ses observations sur le fait que les membres de la Commission de la production et des échanges n'ont pas déposé d'amendements* [18 juin 1970] (p. 2818).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux classes dites « pratiques » [26 juin 1970] (p. 3173, 3174).

Prend part à la discussion des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles ; *Indemnité viagère de départ ; baux à long terme ; groupements fonciers agricoles ; cherté de l'argent ; ses observations sur les prix agricoles ; exploitations familiales ; nécessité de conserver aux campagnes un pourcentage de population suffisante* [26 juin 1970] (p. 3189, 3190) ; BAIL RURAL A LONG TERME : Art. 870-25 du Code rural : *Ses observations sur la discussion des amendements* (p. 3205) ; Art. 870-27 du Code rural : *Retrait de l'amendement déposé avec M. Collette* (p. 3207) ; Après l'Art. 1er : *Evaluation du bien* (p. 3210) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES : Après l'Art. 8 : *Désire savoir si le Président de la Commission spéciale a le droit de retirer un amendement sans l'autorisation de celle-ci* (p. 3215) ; *ses observations sur le nantissement* (p. 3215).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative à la gratuité des études du premier cycle [9 octobre 1970] (p. 4231).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative aux problèmes de l'enseignement [9 octobre 1970] (p. 4231) : *Attribution des bourses d'enseignement secondaire, premier et second cycle* (p. 4234, 4240).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur le téléphone ; installations téléphoniques à la campagne ; problème des chèques postaux ; augmentation des tarifs* [29 octobre 1970] (p. 4898) ; *problème des prospectus ; problèmes de personnels ; politique des mutations ; question du logement* (p. 4899) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Problème de l'exode rural ; exemple des régions de l'Ouest ; ralentissement de la décentralisation* [3 novembre 1970] (p. 5040) ; *problème de l'aide donnée à l'agrandissement des entreprises sur place ; situation des artisans ; ses observations sur les voies de communication ; suppression de nombreuses voies ferrées ; problème du téléphone ; question des zones de rénovation rurale* (p. 5041) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : Titre VI : *Primes sans prêt* [5 novembre 1970] (p. 5175); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Actions du F.O.R.M.A. ; rôle du F.E.O.G.A. ; fixation des prix agricoles ; déficit en matière de viande ; institution d'une prime en faveur des « veaux de lait » ; possibilité de donner un label aux veaux garantis engraissés au lait naturel ; stocks de lait ; agriculture européenne* [6 novembre 1970] (p 5266) ; *problème du tabac ; stockage du vin ; aide au chanve et au lin ; possibilité d'établir deux catégories d'importations, l'une concernant les pays européens, l'autre les pays tiers ; disparition des chevaux de trait ; problème de l'arboriculture ; institution d'un cadastre arboricole* (p. 5267) ; *problème de la viande de porc* (p. 5268) ; *problème de l'aviculture* (p. 5268) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : Art. 63 : *Suppression de la taxe de voirie* [13 novembre 1970] (p. 5464); *rapports entre propriétaires et locataires* (p. 5464) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur le déroulement du débat* [17 novembre 1970] (p. 5701) ; Commission mixte paritaire : *Problème des corps gras ; ses observations sur les importations en cette matière ; niveau des cours internationaux des corps gras ; ses observations sur la margarine et le beurre* [9 décembre 1970] (p. 6329, 6330).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la protection de la nature [16 octobre 1970] (p. 4378).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272, 5273, 5276).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans l'alinéa 1er de l'article 27 du Code de l'administration communale les mots : « des votants » sont remplacés par les mots : « des suffrages exprimés »»* [25 novembre 1970] (p. 5915) ; *nécessité de tenir compte, pour établir la majorité absolue, des seuls conseillers présents* (p. 5915) ; *prix de cession de l'eau potable* (p. 5915) ; Art. 6 : *Eléments qui doivent composer le budget communal* (p. 5918, 5919) ; Avant l'Art. 11 : *Associations des communes* (p. 5921) ; Art. 17 : *Rôle des syndicats en matière de répartition des dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement* (p. 5928) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la disposition suivante : « ou le conseiller général désigné pour le représenter »* [4 décembre 1970] (p. 6203) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Principe d'une nouvelle taxe sur l'habitat ; rénovation des logements anciens ; aspect rural de la question ; problème du bail rural* [8 décembre 1970] (p. 6268) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par de nouvelles dispositions : « Ce fonds est géré par une commission composée de représentants de l'administration, des locataires et des propriétaires »* (p. 6273) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6273) ; *retrait de son amendement* (p. 6273) ; *cas des locaux d'habitation qui font partie intégrante d'une exploitation agricole* (p. 6275) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par le nouvel alinéa suisant : « Il sera fait de même une péréquation entre les départements »* [9 décembre 1970] (p. 6342) ; *nécessité de corriger les inégalités existantes* (p. 6342) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : Art. 870-25 du Code rural : *Désire savoir si les baux peuvent être conclus sous seing privé* [11 dé-

cembre 1970] (p. 6478) ; Art. 1er A : *Ses observations sur le fait que les personnes dont le bail est en cours et qui veulent modifier leurs conventions vont perdre un an ou deux de droits d'enregistrement* (p. 6483) ; Art. 1er *bis* : *Cas d'un enfant qui doit désintéresser les cohéritiers* (p. 6484) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement du Gouvernement par la phrase suivante : « Cette restriction ne joue que lorsque le bien exploité ne dépasse pas la surface maximale retenue au titre des cumuls »* (p. 6485) ; *endettement de l'agriculture ; retrait de son amendement* (p. 6485) ;

— en deuxième lecture du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles, en qualité de *Vice-président de la Commission spéciale* : *Ses observations sur la discussion de ce texte* [11 décembre 1970] (p. 6486 et la suite du débat p. 6516) ; Art. 5 : *Problème de la location des biens des groupements fonciers agricoles ; garanties données aux petits agriculteurs* (p. 6519) ; *garanties données aux membres d'une famille exploitant dans le cadre d'un groupement fonciers agricole* (p. 6521).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au cours des porcs [11 décembre 1970] (p. 6494).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au cours des bovins [18 décembre 1970] (p. 6658).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat* [18 décembre 1970] (p. 6684) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles : *Possibilité de donner à bail les fonds confiés au groupement foncier agricole* [19 décembre 1970] (p. 6719) ;

— du projet de loi portant Code du service national : Art. 7 : *Publicité des dates probables de départ* [6 avril 1971] (p. 920) ; Art. 32 : *Nécessité de tenir compte des situations psychologiques pour accorder les dispenses* [7 avril 1971] (p. 950).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux bourses d'enseignement [7 avril 1971] (p. 936).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 4 de la loi du 2 août 1960 par un nouvel alinéa : « En ce qui concerne les activités tertiaires, le produit de la redevance ne pourra en aucun cas être utilisé pour faciliter l'implantation de magasins dits à grande surface de vente »* [8 avril 1971] (p. 1022) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Situation des petites entreprises ; possibilité de faire bénéficier d'une exonération totale ou partielle les entreprises qui emploient neuf salariés au plus* [3 juin 1971] (p. 2317) ; *situation des artisans* (p. 2319).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réforme des professions d'avocat et d'avoué [16 avril 1971] (p. 1184).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [16 avril 1971] (p. 1186) : *Résultats positifs obtenus à Bruxelles ; indemnité viagère de départ ; aide à la construction de bâtiments d'élevage moderne ; aide à la formation professionnelle ; amélioration des circuits de commercialisation ; possibilité de constituer des groupements cantonaux et intercommunaux ; harmonisation des investissements entre les pays du Marché commun ; élaboration de critères communs applicables lors de l'appréciation des régimes généraux d'aide en fonction de l'orientation et du développement de la politique agricole commune ; unification de la politique industrielle de la Communauté, de la politique régionale et de la politique sociale ; question du maïs ; nécessité d'établir la parité entre le coût de la vie et les prix agricoles ; problème des œufs ; problème de la viande de bœuf ; renforcement et régionalisation de l'aide à la production porcine* (p. 1196, 1197, 1203).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'article 44 du Livre Ier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires, Art. additionnels : *Montant maximum autorisé pour le paiement des salaires en espèces* [29 avril 1971] (p. 1151).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au paiement par chèque [30 avrail 1971] (p. 1587, 1588).

Prend part au débat sur la question orale de M. Barberot relative à la prévention des accidents de la route : *Dévouement des médecins et auxiliaires des centres hospitaliers spécialisés pour les accidents graves ; développement des routes à quatre voies et des autoroutes ; priorité sur les grands axes nationaux* [5 mai 1971] (p. 1666).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au Marché commun agricole [19 mai 1971] (p. 1975, 1976).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Incidences économiques de l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite ; cas des femmes et des prisonniers de guerre ; calcul du montant de la retraite sur la base des dix meilleures années de travail ; nécessité d'avancer l'âge de la retraite dans l'ensemble européen* [19 mai 1971] (p. 1989, 1990).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Art. 2 : *Attributions des syndicats à vocation multiple* [2 juin 1971] (p. 2295) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Après l'Art. 3 : *Classification de l'enseignement* [8 juin 1971] (p. 2472) ; Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Capelle* (p. 2476) ; en deuxième lecture, Art. 4 : *Situation des candidats aux collèges d'enseignement technique ; conséquence de l'obligation qu'ont les enfants de suivre un enseignement spécialisé qui leur déplaît* [24 juin 1971] (p. 3383) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. Ier : *Attribution de l'allocation de loyer* [10 juin 1971] (p. 2686) ; Art. 3 : *Logement des personnes âgées* (p. 2689) ; *rôle du comité de propagande et d'action contre le taudis* (p. 2690) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 12 : *Situation des organismes d'H.L.M. qui n'ont pas construit au moins 500 logements* [11 juin 1971] (p. 2766) ; *Ses explications de vote : Caractère du projet de loi ; rythme des constructions de logements* (p. 2772, 2773) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 1799-3 du Code civil : *Conséquence de la publication du contrat de construction* [12 juin 1971] (p. 2817) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, cette formalité ne sera pas exigée lors de l'acquisition d'un terrain non bâti situé dans un lotissement »* [12 juin 1971] (p. 2867) ;

— du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Constructions entreprises par les offices ou les associations d'H.L.M. ; situation des ruraux* [14 juin 1971] (p. 2903) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Aide aux extensions des entreprises dans les zones aidées* [18 juin 1971] (p. 3105) ; *problèmes agricoles ; augmentation des charges des agriculteurs ; décalage du revenu agricole et du revenu des salariés de l'industrie* (p. 3107, 3108) ; *son amendement (révision de la carte des zones de rénovation rurale)* (p. 3108) ; en deuxième lecture : *Problèmes agricoles ; répartition des fruits de l'expansion au profit des agriculteurs* [30 juin 1971] (p. 3549) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne, Art. 3 : *Conditions du remboursement de la cotisation* [23 juin 1971] (p. 3298).

Son rappel au Règlement : *Retrait de l'ordre du jour de la question orale avec débat de M. Olivier Giscard d'Estaing sur le problème des artisans et commerçants* [25 juin 1971] (p. 3442).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au travail du personnel des télécommunications [25 juin 1971] (p. 3447).

Prend part à la discusssion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière : *Situation des ad-*

ministrateurs des organismes sociaux, en particulier des caisses de mutualité sociale [30 juin 1971] (p. 3548) ;

— des conclusions de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi relative au démarchage à domicile et sur celle de M. Hoguet tendant à réglementer la vente à domicile : *Objectifs du texte ; problème du délai de repentir* [2 octobre 1971] (p. 4213) ; Art. 1er : *Notion de lieu de travail* (p. 4215) ; Art. 8 : *Cas des agriculteurs qui vendent leurs produits dans certaines régions de France* (p. 4218) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Après l'Art. 2 : *Situation des sociétés qui déclarent ne pas gagner d'argent* [21 octobre 1971] (p. 4725) ; Art. 4 : *Taux de la T.V.A. pour les produits agricoles ; situation des aviculteurs ; problème du lait* (p. 4740) ; Art. 9, son rappel au Règlement : *Vote du texte par division* (p. 4746) ; *ses observations sur l'amendement de M. Duval et les paroles de M. Sabatier* (p. 4749) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Expropriations en vue des rectifications de routes ; déclassement de certaines routes nationales pour les rendre départementales ; possibilité de décider que les chemins communaux et ruraux doivent la priorité à toutes les autres routes ; conditions d'emprunt de la part des départements dans le cadre des dispositions de l'article 56* [28 octobre 1971] (p. 5028) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Exécution du budget du F.O.R.M.A. ; contribution budgétaire de la France au F.E.O.G.A. ; problème des fonds d'orientation et d'investissement du F.O.R.M.A.* [15 novembre 1971] (p. 5702) ; *prix du lait ; taxe à l'exportation du lait en poudre ; production française de veaux ; problème des étables d'engraissement ; production porcine ; ses observations sur la viande ovine et chevaline ; problème des fruits et légumes, de la pomme de terre et des vins* (p. 5703) ; *vins « d'appellation courante »* (p. 5704) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire les autorisations de programme de 28 millions de francs* [16 novembre 1971] (p. 5795) ; *crédits destinés au marché de Rungis ; crédits pour l'électrification* (p. 5795) ; *problème des bâtiments d'élevage ; problème de l'eau potable* (p. 5796) ; *rôle des collectivités locales ; retrait de son amendement* (p. 5797) ; *son amendement concernant les mesures nouvelles* (p. 5800) ; *budget du F.O.R.M.A.* (p. 5801) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur les taxes sur les céréales ; équilibre financier du B.A.P.S.A.* [17 novembre 1971] (p. 5847) ; Commission mixte paritaire : *Situation des anciens combattants d'Afrique du Nord ; attribution des carburants détaxés à usage agricole ; problème des revenus déclarés par des tiers ; question des économies* [15 décembre 1971] (p. 6794) ; *situation des commerçants et artisans* (p. 6795).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement des débats* [28 octobre 1971] (p. 5009, 5010).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, Art. 12 : *Son amendement (cas où les groupements pastoraux agréés ne sont pas assujettis à l'impôt sur les sociétés ; taxation des apports immobiliers)* [18 novembre 1971] (p. 5955).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement une question orale sans débat relative à la protection de la nature [26 novembre 1971] (p. 6160, 6162).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative au contrôle des films : *Impact de l'image ; contrôle de la publicité extérieure des films et des bandes annonceuses ; respect de la réglementation des films interdits aux mineurs* [26 novembre 1971] (p. 6172, 6173).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Situation des veuves ; problème des retraites complémentaires ; cas des petits artisans et des petits commerçants ; ses observations sur les entreprises qui prennent elles-mêmes en charge, entre soixante et soixante-cinq ans, les travailleurs qu'elles licencient pour inaptitude ; définition de l'inaptitude* [1er décembre 1971] (p. 6255) ; *cas des anciens prisonniers de guerre ; retraite à soixante ans ; législation européenne* (p. 6256) ; *ses explications de vote* [2 décembre 1971] (p. 6312) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 10 : *Exonération des petits commerçants pour les dépôts qui ne sont ni nuisibles ni polluants* [7 décembre 1971] (p. 6456) ; *situation des petits commerçants et des petits artisans* (p. 6457) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier diverses propositions du Code rural relatives aux baux ruraux : *Ses observations sur les sociétés agricoles d'investissement foncier ; indemnité viagère de départ* [8 décembre 1971] (p. 6509, 6510) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 6511) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6513, 6515).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6662, 6664).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux directives socio-structurelles de la Communauté européenne [10 décembre 1971] (p. 6672, 6673, 6676).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le Code de la santé publique (Livre V) : *Réglementation de la vente de certains produits à usage vétérinaire ou agricole* [15 décembre 1971] (p. 6782) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, Art. 4 : *Différence du nombre de places réservées aux étudiants en médecine dans les hôpitaux en province et dans la région parisienne* [16 décembre 1971] (p. 6846) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques : *Cas d'insuffisance du chèque* [18 décembre 1971] (p. 6961) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1er : *Découpage des pays de Loire* [27 avril 1972] (p. 1101) ; Art. 4 : *Son amendement : « Les députés ou les sénateurs élus dans la circonscription d'action régionale, ou, à la demande de ces parlementaires, leurs suppléants. Le suppléant décédé... »* (p. 1107) ; *problème de la suppléance des parlementaires* (p. 1107, 1109) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (détermination du chef-lieu de département où se tiendront les sessions du conseil régional)* (p. 1116, 1117) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Revalorisation des retraites les plus faibles ; cas des artisans ruraux qui ont acheté leur fonds ; formation professionnelle ; problème des forfaits* [17 mai 1972] (p. 1607, 1608) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Après l'Art. 14 : *Situation des commerçants âgés de moins de cinquante-cinq ans qui ferment leur magasin* [19 mai 1972] (p. 1756) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Relèvement des pécules* [22 juin 1972] (p. 2739).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix de la viande [19 mai 1972] (p. 1759, 1760).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à interdire le travail clandestin* [19 mai 1972] (p. 1779) ; Art. 1er : *Référence aux actes de commerce* (p. 1781) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 1782) ; *nécessité de ne pas confondre actes de dépannage et travail noir* (p. 1783) ; Art. 3 : *Son amendement concernant les infractions* (p. 1783) ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 1785) ; en deuxième lecture, Art. 4 : *Transmission des procès-verbaux au Parquet* [22 juin 1972] (p. 2751) ;

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Charges nouvelles supportées par les collectivités locales à la suite de l'application de ce texte* [25 mai 1972] (p. 1899) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 6 : *Situation des jeunes qui font leur service militaire* [8 juin 1972] (p. 2337).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux prestations familiales [9 juin 1972] (p. 2384).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Situation des officiers ministériels et en particulier des notaires ; problème de l'aménagement rural* [14 juin 1972] (p. 2470) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Aspect social de la télévision ; problème des redevances ; valeur des méthodes audiovisuelles* [15 juin 1972] (p. 2533) ; Art. 14 : *Exonération de la redevance ; importance de la télévision pour les personnes handicapées* [16 juin 1972] (p. 2619) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française et la République italienne concernant le tunnel routier du Fréjus et du protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris le 23 février 1972 : *Ses observations sur les débouchés de la région de l'Ouest* [22 juin 1972] (p. 2723) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1157 du Code rural : *Situation des adolescents de plus de quatorze ans* [28 juin 1972] (p. 2929) ; Après l'Art. 1167 du Code rural : *Son amendement (assurance contre les risques d'accidents encourus par les travailleurs occasionnels)* (p. 2933) ; Art. 1171 du Code : *Prévention des accidents du travail ; création d'un comité régional de prévention* (p. 2939, 2940) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi tendant à autoriser les adolescents, âgés de plus de quatorze ans, à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires : *Ses observations sur l'artisanat ; crainte de certains abus ; durée de la scolarité obligatoire ; problème de sécurité sociale ; détermination de l'imposition fiscale ; sa proposition d'une certaine franchise* [28 juin 1972] (p. 2959, 2960) ; *situation d'un enfant au regard de la sécurité sociale s'il obtient régulièrement une dérogation pour commencer à travailler* (p. 2962) ; Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Fontanet* (p. 2964) ;

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers : *Ses explications de vote* [29 juin 1972] (p. 2992).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au téléphone rural [30 juin 1972] (p. 3052, 3053).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, Art. 2 de la loi susvisée : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement visant à compléter le premier alinéa de l'article 7 de cette même loi (l'intérêt de signaler à l'utilisateur et au prescripteur qu'un produit est biodégradable ou ne l'est pas)* [2 octobre 1972 (p. 3847) ; *son retrait* (p. 3848).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Poudevigne, Roucaute, Brugnon, Ansquer et Boyer relatives aux problèmes agricoles : *Difficultés du marché de la viande* [6 octobre 1972] (p. 3987) : *abattage trop précoce des veaux ; prime de conservation des bovins ; prix d'orientation de la viande ; augmentation des primes destinées aux bâtiments d'élevage* (p. 3988) ; *prophylaxie de la brucellose* (p. 3988).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux prix agricoles [3 novembre 1972] (p. 4641).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I - SECTION COMMUNE. — II - AFFAIRES SOCIALES : *Problème de la répartition des charges sociales pour les industries de main-d'œuvre ; charges des hôteliers français ; complexité de la législation de la sécurité sociale : nécessité de simplifer les critères d'attribution des prestations sociales et d'actualiser le plafond des ressources pour les allocation du Fonds national de solidarité ; veuves ; prise en compte des dix meilleures années pour le calcul des retraites* [6 novembre 1972] (p. 4722); *participation des cadres à la gestion de l'entreprise ; revalorisation de l'indemnité de congé accordée aux cadres qui quittent leur entreprise ; salaires féminins* (p. 4723) ; EDUCATION NATIONALE : *Progrès de l'enseignement dans les milieux ruraux ; revalorisation des traitements des professeurs ; problème des bourses scolaires et des bourses de l'enseignement supérieur* [9 novembre 1972] (p. 4958, 4959) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : F.O.R.M.A. ; balance agricole de la France en équilibre cette année ; 80 % de nos exportations sans l'aide du F.O.R.M.A. ; côté positif de l'Europe verte ; efficacité des subventions pour la modernisation des bâtiments d'élevage ; sociétés filiales du F.O.R.M.A., celles pour les exportations de bétail ; céréales secondaires ; colza, lait* [14 novembre 1972] (p. 5126) ; *danger de la construction européenne ; viande de mouton, de cheval, de bœuf ; sa demande*

d'une prime de conservation pour les bovins ; viande de bœuf provenant d'animaux classés dans la catégorie extra ; aviculture ; exportations de vin ; fruits et légumes ; cadastre arboricole (p. 5127) ; LOGEMENT : *Effort accompli ; ses inquiétudes sur la manière dont les crédits du logement et les autorisations de construire sont répartis entre les régions et à l'intérieur d'une même région ; son attachement à la maison individuelle ; aurait souhaité le maintien de l'exonération de l'impôt foncier pour les constructions individuelles lorsqu'elles ont les normes H.L.M.; épargne-logement ; sa demande d'une publicité beaucoup plus simple pour l'allocation de logement ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; demande une aide aux P.A.C.T., associations de lutte contre les taudis* [16 novembre 1972] (p. 5320, 5321).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question orale avec débat relative à la santé publique [24 novembre 1972] (p. 5652).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale avec débat relative aux problèmes de la viande [1er décembre 1972] (p. 5818) ; *Mesures permettant d'enrayer la baisse de la production de viande de bœuf* (p. 5822, 5823) ; *encouragement à la production de viande ovine et porcine* (p. 5823) ; *financement de l'O.N.I.B.E.V.* (p. 5823, 5829) ; *ses rapports avec le F.O.R.M.A.* (p. 5823) ; *représentation des éleveurs, des commerçants et des consommateurs* (p. 5823).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Avant l'Art. 38 : *Demande la réserve de l'amendement de M. de Grailly jusqu'après la discussion concernant le casier judiciaire* [6 décembre 1972] (p. 5916, 5917) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Lebas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire : *Votera cette proposition ; problème des jeunes qui travaillent pour un petit salaire afin d'apprendre un métier sans contrat d'apprentissage entre seize et dix-sept ans* [14 décembre 1972] (p. 6190).

DENVERS (Albert)

Député du Nord
(11e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la rémunération des personnels des offices publics d'H.L.M., n° **788** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi relative à l'application aux offices publics d'H.L.M. des dispositions de l'article 72 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, n° **1810** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 188-1 et 188-7 du Code rural relatifs aux cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, n° **2510** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi foncière, n° **2522** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à rétablir les sociétés coopératives d'H.L.M. de location-attribution parmi les organismes d'H.L.M., n° **2828** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative

et financière de la sécurité sociale : *Situation des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans, qui ne sont pas considérés comme étudiants et ne peuvent, de ce fait, bénéficier de la couverture des risques maladie ou autres ; âge limite ouvrant droit à la sécurité sociale pour l'enfant qui poursuit ses études jusqu'au 31 octobre de l'année civile au cours de laquelle cet enfant atteint sa vingt et unième année ; situation des agents des collectivités locales* [22 juillet 1968] (p. 2431) ; *son amendement tendant à compléter le texte prévu par l'article 28 pour l'article L 39 du Code de la sécurité sociale (représentation des marins-pêcheurs)* (p. 2438) ; *retrait de son amendement* (p. 2439) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 1er : *Cas des jeunes qui, pour obtenir la qualité de soutien de famille, avaient à déposer leur demande à la mairie de leur domicile dans les quinze jours suivant la date de leur présentation devant les commissions de sélection* [23 juillet 1968] (p. 2495) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Il en est de même du délai prescrit pour le dépôt des demandes formulées en vue de l'obtention des avantages prévus par la loi n° 66-419 du 18 juin 1966 »* (p. 2497) ; *retrait de son amendement* (p. 2497) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 8 : *Droit de bail ; cas des logements dits « sociaux » ; possibilité de simplifier les formules annuelles de déclaration pour l'établissement du droit de bail* [24 octobre 1968] (p. 3529) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Le tarif général du droit de bail reste fixé à 1,40 % pour les H.L.M. et les assimilés »* (p. 3530) ; Art. 15 : *Ses observations sur les eaux minérales et la bière ; ses observations sur le fait qu'au stade de la vente au détail les boissons alimentaires sont plus lourdement frappées lorsqu'elles sont destinées à la consommation familiale que lorsqu'elles sont consommées au restaurant ou au café* (p. 3544, 3545) ; *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3545) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Politique du logement ; besoins en logement ; modalités de financement de la construction ; aide de l'Etat ; ses observations sur les H.L.M. ; secteur de l'accession à la propriété* [12 novembre 1968] (p. 4305) ; *part du prêt principal de l'Etat ; comparaison entre la valeur du prêt principal de l'Etat à l'origine et ce qu'elle est devenue ; impuissance de mettre en place, pour le secteur locatif, un système de financement intermédiaire entre celui des H.L.M. classiques et celui des logements édifiés par les sociétés d'investissement ; échec des I.L.N. ; rôle des organismes d'H.L.M. ; ressources de bon nombre de candidats au logement ; importance des charges et du loyer dans un budget ; contribution de 1 % sur les salaires versée par les employeurs et par les allocations de logement ; baisse du coût de la construction ; établissement d'un impôt annuel foncier sur la valeur en capital des propriétés ; organiser une préhension progressive des sols ; sa proposition d'un contrat de progrès permettent de passer d'une simple productivité de chantier à une productivité de secteur* (p. 4306, 4307) ; *politique portuaire ; trafic des ports français ; ses observations sur Dunkerque ; gestion des ports autonomes* [13 novembre 1968] (p. 4344) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 4344) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Pour le cas où les emprunts bonifiés au titre de l'article 45 du Code des caisses d'épargne ne permettraient pas la réalisation des 20.000 logements escomptés, le Gouvernement prendra dès lors toutes dispositions nécessaires pour assurer la mise en œuvre des 185.000 logements prévus à l'article 51 de la présente loi »* (p. 4346) ; *nécessité pour les banques de venir en aide au logement social* (p. 4346) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, Art. 1er : *Désire savoir auprès de quelle organisation la déclaration et l'engagement doivent être déposés ; cas des organismes d'habitations à loyer modéré ; dossier de financement* [17 décembre 1968] (p. 5590, 5591) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Ses observations sur la disposition qui tendrait à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée des livraisons à soi-même d'immeubles construits par les sociétés civiles immobilières, fondées et gérées par les sociétés de crédit immobilier ; politique de diminution du prix de revient des ensembles groupés ; rétablissement de l'égalité fiscale entre toutes les*

opérations d'accession à la propriété réalisées dans le cadre de la législation des H.L.M. [29 octobre 1969] (p. 3046) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les ports de commerce et de pêche ; réalisation des grands axes fluviaux d'intérêt national ; création du fonds d'action conjoncturelle ; exemple de Dunkerque ; importance du port de Rotterdam* [13 novembre 1969] (p. 3673) ; *problème du logement ; droit au logement ; conséquences de la crise actuelle ; part de la construction dans le produit intérieur brut ; objectifs du Ministre; réintégration du logement dans une économie de marché ; nécessité de ne pas traiter les problèmes sous le seul angle de la rentabilité ; rôle de l'institution H.L.M. ; ses observations sur les logements P.S.R. et P.L.R. ; coût final de l'habitation ; importance de la programmation ; régime foncier ; charge fiscale ; rénovation urbaine ; évolution des prix des terrains à bâtir* [14 novembre 1969] (p. 3770, 3771) ; Art. 44 : *Logement social ; organismes d'H.L.M. ; ses observations sur la programmation ; conditions d'attribution des logements H.L.M. ; situation des personnels des organismes d'H.L.M.* (p. 3790).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale avec débat relative aux logements sociaux [29 mai 1970] (p. 2155) : *Gravité de la situation des jeunes ménages ; nécessité de mettre tout en œuvre pour relancer avec des moyens accrus et des méthodes rénovées la construction sociale ; augmentation du taux de nuptialité ; courbe des logements mis en chantier chaque année* (p. 2155, 2159).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problème du logement ; croissance industrielle ; aide de l'Etat ; insertion du secteur du logement dans une économie de marché ; charge foncière ; municipalisation des terrains nécessaires à la mise en œuvre des logements pour satisfaire les besoins ; action sur les coûts techniques de la construction ; hypothèse d'un programme annuel de 600.000 logements ; répartition des aides publiques ; rapport d'équilibre entre le prix final du logement et le revenu du ménage ; problème de la région parisienne* [16 juin 1970] (p. 2684 à 2686) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT : *Situation des agents non titulaires ; cas du personnel non titulaire rémunéré sur fonds de travaux ; liaison routière Lille-Dunkerque ; liaison entre le littoral et l'arrière-pays* [4 novembre 1970] (p. 5096) ; CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Droit au logement ; ses observations sur la hausse prochaine des taux d'intérêt des prêts à la construction ; mission des H.L.M. ; problème de l'environnement ; aide publique au financement de l'habitat* (p. 5119) ; *loi d'orientation foncière ; maîtrise des sols dans des conditions de prix raisonnables ; spéculation foncière ; question des villes nouvelles ; nombre de logements aidés par rapport aux années précédentes ; prévisions du VIe Plan ; importance du problème de l'habitat* (p. 5120, 5121) ; *accroissement du secteur locatif par la voie des bonifications d'intérêt consenties par les caisses d'épargne ; autonomie des caisses d'épargne* [5 novembre 1970] (p. 5170) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 2 : *Calcul de la majorité absolue* [25 novembre 1970] (p. 5915) ; Art. 5 : *Ses observations sur les aliénations foncières et immobilières* (p. 5918) ; Art. 12 : *Réunion en comité secret* (p. 5923) ; Art. 17 : *Dépenses assumées par les communautés urbaines* (p. 5927) ; Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Grandsart* (p. 5931) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Caractère de la loi du 10 juillet 1965 : modification de cette loi ; politique foncière définie par la loi d'orientation* [17 décembre 1970] (p. 6618); *position des organes d'H.L.M. face aux différents problèmes ; ses observations sur le secteur locatif H.L.M.* (p. 6619) ; Art. 1er : *Etablissement du règlement de copropriété* (p. 6621); *cas de logements donnés en gestion aux organismes d'H.L.M. et qui appartenaient à un moment donné à l'Etat* (p. 6622) ; Art. 2 : *Possibilité aux organismes d'H.L.M., vendeurs de logements, de profiter du produit de cette vente* (p. 6624) ; Art. 3 : *Problème des remboursements par anticipation* (p. 6624) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de

l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux finis par l'article 1779-3° du Code civil : *Ses observations sur la contribution patronale de un pour cent* [10 juin 1971] (p. 2658) ; *construction dans le secteur H.L.M. ; taux d'urbanisation; prix des sols; maîtrise du phénomène de l'urbanisation et du développement urbain ; prix du logement ; part du logement par rapport au revenu national brut ; VIe Plan ; prix fonciers* (p. 2659, 2660) ; Projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 2 : *Situation des étudiants ; cas des jeunes ménages ayant un enfant âgé de plus de cinq ans ; critères de l'inaptitude ; notion de loyer minimum* (p. 2687) ; Art. 3 : *Situation des bénéficiaires actuels de l'allocation de logement* (p. 2690) ; Art. 4 : *Maintien de l'allocation de loyer* (p. 2692) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de l'Etat » à insérer les dispositions suivantes : « de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M. »* (p. 2693) ; *retrait de son amendement* (p. 2693) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination des recettes du fonds)* (p. 2695) ; Projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation. Art. 3 : *Cas des offices d'H.L.M. ; charges d'un établissement public ; but du projet de loi* [11 juin 1971] (p. 2748) ; *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 160 du Code de l'urbanisme par les mots : « et dont ils assureront la gestion »* (p. 2749) ; *gestion des nouveaux offices* (p. 2749) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 161 du Code de l'urbanisme par les dispositions suivantes : « ... dans des conditions analogues à celles imposées par les offices publics d'H.L.M. »* (p. 2750) ; *création des offices d'aménagement et de construction ; association des collectivités locales à leur création ; retrait de son amendement* (p. 2750) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour les offices publics d'aménagement et de construction de recourir à la procédure d'expropriation)* (p. 2750) ; *ses observations sur son amendement ; nature juridique des offices publics d'aménagement et de construction* (p. 2750, 2751) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour les effets souscrits par les offices publics d'H.L.M. d'être utilisés en représentation d'avances de la Banque de France ; obtention des prêts spéciaux du Crédit foncier)* (p. 2751) ; *retrait de son amendement* (p. 2752) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (personnes habilitées, en raison des poursuites, en vue du recouvrement des produits des offices publics d'H.L.M. et des O.P.A.C.)* (p. 2752) ; *recouvrement des loyers impayés* (p. 2752, 2753) ; Art. 7 : *Création de sociétés coopératives, dites de production* (p. 2755, 2756) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 175 du Code de l'urbanisme (objet des sociétés anonymes de crédit immobilier)* (p. 2758) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2758) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Il sera créé des comités régionaux des habitations à loyer modéré dans des conditions qui seront définies par un décret en Conseil d'Etat »* (p. 2759) ; *retrait de son amendement* (p. 2759) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 181 du Code de l'urbanisme, après les mots : « d'un délai d'un an » à insérer les mots : « renouvelable une fois »* (p. 2760) ; *son amendement tendant après les mots : « le Ministre de l'Equipement et du Logement » à une nouvelle rédaction de la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 181 du Code de l'urbanisme (cas de dissolution et de liquidation de l'organisme en cause)* (p. 2760) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa du texte proposé pour l'article 183* bis *du Code de l'urbanisme trois nouveaux alinéas (situation d'un organisme d'H.L.M. qui n'a pas construit au moins 500 logements ou prêté pour la construction d'au moins 300 logements pendant une période de dix ans)* (p. 2766) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter l'article 223 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales par un nouvel alinéa (rémunération des commissaires aux comptes des sociétés anonymes d'H.L.M., des sociétés coopératives de production d'H.L.M. et des sociétés anonymes de crédit immobilier)* (p. 2768) ; *ses observations sur son*

amendement ; retrait de celui-ci (p. 2768) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter le nouvel alinéa proposé pour l'article 233 du Code de l'urbanisme par les mots : « et pour les personnes privées mandataires d'organismes d'H.L.M. dans le cadre du contrat de construction prévu au titre III de la loi... relative à diverses opérations de construction »* (p. 2769) ; Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 235 du Code de l'urbanisme, après les mots : « et des finances », à insérer les mots : « après avis du conseil d'administration de la caisse de prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré »* (p. 2769) ; *utilisation de la redevance de contrôle acquittée annuellement par les organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 2769) ; *retrait de son amendement* (p. 2770) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa (montant de la redevance)* (p. 2770) ; *retrait de son amendement* (p. 2770) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 235 du Code de l'urbanisme à supprimer les mots : « et d'étude »* (p. 2770) ; *objet de la redevance* (p. 2770) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 235 du Code de l'urbanisme (affectation d'une partie de la redevance à un fonds de garantie des opérations de construction H.L.M.)* (p. 2770) ; *retrait de son amendement* (p. 2770) ; Art. 21 ; *Problème des opérations spécifiques* (p. 2771) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2771) ; *détermination du pouvoir d'emprunt des sociétés de crédit immobilier ; retrait de son amendement* (p. 2771, 2772) ; Ses explications de vote : *Son abstention au moment du vote* (p. 2772) ; Rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garanties en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil, Art. 1er : *Situation des petites et moyennes entreprises ; diminution du pourcentage de la retenue de garantie* (p. 2774) ; Art. 2 : *Détermination des délais* (p. 2775) ; *date de réception* (p. 2776) ; Projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 19 : *Problème des variations du prix convenu au départ* [12 juin 1971] (p. 2820) ; Art. 22 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Tisserrand par un nouveau paragraphe (cas des personnes privées mandataires d'organismes d'H.L.M.)* (p. 2822) ; *identité des contrôles des mandataires et des mandants* (p. 2822) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à compléter l'article 235 du Code de l'urbanisme (cas des personnes privées mandataires d'organismes d'H.L.M. dans le cadre d'un contrat de construction)* (p. 2823) ; *retrait de son amendement* (p. 2824) ; Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « un organisme d'H.L.M. », à insérer les mots : « ou une société civile immobilière dont il a suscité la création »* (p. 2825) ; *retrait de son amendement* (p. 2825) ; Après l'Art. 29 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 3° du paragraphe II de l'article 4 de la loi du 9 juillet 1970* (p. 2826) ; *cas d'exonération du paiement de la T.V.A.* (p. 2826) ; seconde délibération, Art. 19 : *Coût des fondations d'un bâtiment* (p. 2837) ; Après l'Art. 29 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (nouvelle rédaction de l'article 4 de la loi du 9 juillet 1970)* (p. 2839) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* a) *du texte proposé par l'article 13-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, après les mots : « 1.000 mètres carrés », à insérer les mots : « ne faisant l'objet d'aucune division parcellaire »* [12 juin 1971] (p. 2861) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* a) *du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « desservi par un réseau collectif de distribution d'eau potable », les mots : « qui ne résulterait pas d'une division parcellaire et effectivement desservie par un équipement de voirie et réseaux divers »* (p. 2861) ; *détermination de la surface exigible ; alimentation des communes en eau potable* (p. 2861) ; *risque des lotissements clandestins ; mise en place des plans d'occupation des sols ; retrait de son amendement* (p. 2861, 2862) ; Art. 90 du Code de l'urbanisme : *Délai fixé pour l'exécution des travaux* (p. 2867) ; Art. 9 : *Importance du problème foncier ; durée du droit de préemption ; information de la population : possibilité de séparer la propriété du sol de la propriété de l'habitat* (p. 2868) ; *objet du « zadage »* (p.2871) ; Art. 8 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 8 de cette loi, après les mots : « une collectivité publique, soit à un », à insérer les mots : « office public d'H.L.M. à compétence*

étendue, soit à un office public d'aménagement et de construction (O.P.A.C.), soit à tout autre » (p. 2872) ; *ses observations sur l'amendement de M. Chalandon* (p. 2873) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Désire savoir si l'on tient compte des us et coutumes en matière d'indemnité d'éviction* (p. 2874) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe IV du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « à usage industriel ou commercial », les mots : « à usage industriel, commercial ou agricole »* (p. 2878) ; *retrait de son amendement* (p. 2879) ;

— du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « à l'exception de ceux réalisés ou financés par les organismes d'H.L.M. et les sociétés civiles immobilières placées sous leur égide »* [14 juin 1971] (p. 2903) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - EQUIPEMENT : *Développement portuaire de Dunkerque ; Voies navigables* [28 octobre 1971] (p. 5029) ; *réalisation de l'antenne Bauvin-Marquette ; poursuite de la voie d'eau Dunkerque-Valenciennes vers la Belgique et l'Est ; transfert de certaines routes nationales aux départements* (p. 5030) ; LOGEMENT ET URBANISME : *Politique foncière : nécessité de créer un impôt foncier annuel frappant l'ensemble des propriétés bâties et non bâties ; développement des réserves foncières et des zones d'aménagement différé ; aménagement urbain ; prêts de la Caisse des dépôts bonifiés par le F.N.A.F.U. ; procédure des zones d'aménagement différé ; procédure de concession ; ses observations sur les Z.A.C.* (p. 5062) ; *coût de la construction ; charges financières ; mise en place du plan-construction ; aide à la personne ; financement des locaux collectifs résidentiels ; procédure de « concession et de bail »* (p. 5063, 5064) - LOGEMENT ET URBANISME : *Nature de la prime* [29 octobre 1971] (p. 5111) ; TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Nécessité de soutenir l'effort décidé en faveur de l'armement à la pêche ; marine marchande ; situation des pensionnés de la marine et de leurs ayants droit ; sort des veuves ; ses observations sur les disparus du bateau* Le Maori [15 novembre 1971] (p. 5671) ; titre VI : *Situation des retraités de la marine* (p. 5679) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Après l'Art. 2 *bis* : *Ses observations sur le mouvement coopératif en matière de construction* [27 juin 1972] (p. 2865) ; Art. 3 : *Ses observations sur les organismes d'H.L.M. et les sociétés civiles immobilières* (p. 2871) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, LOGEMENT : *Urbanisme à l'échelle humaine* [16 novembre 1972] (p. 5318) ; *crise du logement dans la région parisienne et dans le Nord frappant durement les jeunes ménages et les personnes âgées ; insuffisance du nombre de logements dits « sociaux » et de l'effort dans le secteur locatif H.L.M. ; nécessité de construire bien et beaucoup ; hausse du coût de l'usage d'un logement H.L.M. ; hausses successives des prix-plafonds et des loyers aggravant les inégalités sociales ; hausse du prix des sols ; édification des constructions sociales de plus en plus loin ; effets injustes des mécanismes actuels en matière de concours financiers ou fiscaux de l'Etat au profit de l'habitat neuf* (p. 5319) ; *sa condamnation de la campagne de dénigrement menée contre les offices d'H.L.M.* (p. 5320) ; *ses explications sur le secteur locatif H.L.M. ; son souhait que le secteur locatif ne soit pas sacrifié à l'accession à la propriété au titre des H.L.M. ; demande que l'effort principal porte sur le P.R.I. ; sa critique de la fixation à 3,25 du nombre moyen de pièces pour les P.L.R. et les P.S.R.* (p. 5336) ; *demande au Gouvernement de réfléchir à une diminution du nombre des I.L.N. et d'un renforcement du secteur locatif, notamment des P.R.I. ; souhaite qu'il soit possible d'emprunter auprès des sociétés de Crédit agricole et des sociétés de Crédit mutuel en bénéficiant de bonifications d'intérêt* (p. 5337) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, Art. 52 : *Son amendement complétant ainsi cet article : « l'Etat pourra conclure avec les collectivités locales des contrats de programmation et de financement pluriannuels »* [17 novembre 1972] (p. 5404) ; *repoussé par le Gouvernement, n'est pas adopté* (p. 5405).

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
(5e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 septembre 1939] (p. 2355).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786) ; vice-président de cette Commission [25 avril 1972] (p. 1021), [6 avril 1971 (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [19 septembre 1969] (p. 2355), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [27 octobre 1971] (p. 5004).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [27 octobre 1971] (p. 5004), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2498) de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Est élu vice-président de cette Commission [*J.O.* du 5 juillet 1972] (p. 6997).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 2230) relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, n° **2296** [5 mai 1972].

Son rapport, fait ou nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, (n° 2397) modifié par le Sénat, relatif au travail clandestin, n° **2417** [14 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS - II - AVIATION CIVILE : *Poursuite des études et réalisation rapide des prototypes en cours de construction ; ses observations sur le Concorde, le Mercure, le Mystère 20, le Jet Falcon 10 ; détournements d'avions en vol ; ratification de la Convention de Tokyo ; ses observations sur la Convention de Montréal ; situation du personnel de la navigation aérienne ; problème des électroniciens de la sécurité aérienne ; problème du bruit* [17 novembre 1969] (p. 3874, 3875) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Ses observations sur les morts dues à l'alcoolisme ; exemple de la Grande-Bretagne ; fixation du taux ; taux fixé pour dissuader les conducteurs de boire ou les buveurs de conduire ; problème du contrôle* [16 avril 1970] (p. 1109, 1110) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Statut des déportés ; différence entre les déportés politiques et les déportés résistants ; droit à réparation ; étalement de la majoration sur quatre ans* [2 juin 1970] (p. 2178, 2179).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aide en faveur des petits commerçants et artisans [3 décembre 1971] (p. 6393).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Rééquilibre des emplois dans la région parisienne ; développement du secteur tertiaire à Paris et dans la banlieue Ouest ; exemple du département des Hauts-de-Seine ; problème de La Défense* [8 avril 1971] (p. 1004) ; *conséquence des migrations alternantes ; création d'emplois dans la proche banlieue ; prix de vente des bureaux ; nombre de permis de construire accordés dans la zone A de l'établissement public pour l'aménagement de La Défense (E.P.A.D.) ; développement de la zone B de l'E.P.A.D. ; possibilité de confier à l'E.P.A.D. la réalisation à l'Est des mêmes opérations qu'il a réalisées à l'Ouest* (p. 1005, 1006) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, en qualité de *Rapporteur : Causes du travail clandestin ; définition de ce travail ; contrôle des infractions* [19 mai 1972] (p. 1773, 1774) ; Art. 1er : *Son amendement rédactionnel* (p. 1779) ; *son nouvel amendement* (p. 1779) ; *nécessité de sanctionner les actes qui portent préjudice aux commerçants et artisans régulièrement installés ; son amendement concernant les activités qui entraînent des inscriptions au registre des métiers* (p. 1780) ; *actes de commerce* (p. 1781) ; *Ses amendements* (p. 1782) ; Art. 3 : *Son amendement relatif aux travaux d'urgence* (p. 1784) ; *son amendement (cas de récidive)* (p. 1784) ; Après l'Article 3 : *Son amendement : (introduction d'une action en justice)* (p. 1785) ; *retrait de cet amendement* (p. 1785) ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 1785) ; *contrôle de l'application de la loi* (p. 1786) ; *droit de visite dans les locaux* (p. 1786) ; Art. 5 : *Son amendement de coordination* (p. 1787) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1787) ; *constatation des infractions* (p. 1787) ; Art. 7 : *Ses amendements* (p. 1788) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 1789) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi relatif au travail clandestin »* (p. 1790) ; en seconde délibération : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement déposés aux articles 1er et 3* (p. 1791) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Détermination des personnes habilitées à constater les infractions* [22 juin 1972] (p. 2749) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2750) ; Art. 1er A : *Son amendement* (p. 2750) ; Art. 1er : *Son amendement* (p. 2750) ; *mise au point de la répression du commerce clandestin* (p. 2750) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2751) ; *personnes susceptibles de constater les infractions* (p. 2751) ; Art. 9 : *Son amendement (conditions d'application de la présente loi ; son application dans les départements d'outre-mer)* (p. 2751) ; *retrait de son amendement* (p. 2752) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Lacunes dans l'éducation surveillée des mineurs ; clémence excessive des juges et leur incapacité d'envoyer les jeunes délinquants dans des établissements fermés de rééducation ; problème des enfants dont les parents sont en instance de divorce ; nécessité d'enquêtes sociales pour fonder l'opinion du juge de la conciliation* [28 octobre 1972] (p. 4523, 4524).

DESANLIS (Jean)

Député du Loir-et-Cher
(3e circonscription)
P.D.M.

En remplacement de M. Cormier, décédé le 13 avril 1972.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [25 avril 1972] (p. 990).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [25 avril 1972] (p. 1021).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [25 avril 1972] (p. 1021).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ÉDUCATION NATIONALE : *Orientation scolaire ; sa demande d'une libéralisation de l'apprentissage précoce* [10 novembre 1972] (p. 5020) ; *formation professionnelle ; collèges techniques ; participation de l'Etat à l'amélioration des transports scolaires* (p. 5021) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Défense de l'exploitation familiale ; développement de l'élevage ; incitations par départements ; situation du Perche-Vendômois (adductions d'eau, électrification rurale, téléphone, remembrement) ; exode rural ; prophylaxie de la brucellose bovine ;*

prime d'abattage ; vaccination [14 novembre 1972] (p. 5171) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose : *Prime d'abattage à la vache réputée contaminée ; problème de vaccination ; conditions de promotion de l'élevage* [30 novembre 1972] (p. 5763).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis, relatives aux problèmes de la viande : *Création de l'Office de la viande ; importance de la notion de qualité ; rôle des groupements de producteurs ; contrôle de la hausse des produits d'alimentation pour l'élevage* [1er décembre 1972] (p. 5832).

DESTREMAU (Bernard)

Député des Yvelines
(5e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [9 décembre 1971] (p. 6609).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [9 décembre 1971] (p. 6609), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2498), de M. Neuwirth, tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde et au Népal du 24 janvier au 7 février 1968, **n° 532** [12 décembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 755) autorisant l'approbation de la convention internationale du travail (n° 105) concernant l'abolition du travail forcé, adoptée à Genève le 25 juin 1957, **n° 830** [16 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de concours de pronostics basés sur les résultats de certaines épreuves sportives les résultats de certaines épreuves sportives, **n° 999** [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à la création de sociétés d'expansion sportive ayant pour objet le financement par des investissements privés de fonds d'équipements sportifs et d'activités de plein air, **n° 1044** [9 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1024) autorisant la ratification de la convention consulaire signée le 18 mai 1968 entre la République française et la République socialiste de Roumanie, **n° 1085** [17 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à fixer à dix-neuf ans l'âge de la majorité civile et de la majorité politique et à abaisser cet âge à dix-huit ans pour ceux des intéressés qui ont satisfait à leurs obligations militaires, **n° 2250** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse d'aide à l'équipement sportif, **n° 2268** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 4 : *Reconnaissance aux amnistiés de leurs titres antérieurs* [23 juillet 1968] (p. 2480) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur la participation ; inexistence de notre système d'éducation ; participation des enseignants aux activités culturelles, sportives et sociales des étudiants ; influence des facteurs sociaux sur la réussite dans les études ; importance du sport ; l'Etat étant débiteur de l'enseignement supérieur comme il l'était au XIXe siècle de l'enseignement primaire* [3

octobre 1968] (p. 3031) ; Art. 1er : *Pratique des activités physiques et sportives ; activités culturelles et sociales ; enseignement secondaire privé* [8 octobre 1968] (p. 3105) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phase du cinquième alinéa de l'amendement de M. Capelle : « elles doivent également faciliter la participation ou l'association des enseignants aux activités culturelles, sportives et sociales des étudiants, complément indispensable de leur formation »* (p. 3107) ; *établissement de contacts plus fréquents entre les enseignants et les étudiants ; obligation de résidence* (p. 3107) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Guerre au Vietnam ; candidature britannique au Marché commun ; vendettas au Proche-Orient ; génocide au Biafra ; drame tchécoslovaque ; descente des forces soviétiques et est-allemandes sur Prague ; attitude des puissances européennes ; politique de détente à l'Est ; entrée de l'Angleterre en Europe continentale devant être placée sur le terrain de notre sécurité commune ; harmonisation des charges fiscales et sociales ; politique commune des transports* [7 novembre 1968] (p. 4072 à 4074) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Problème de l'indemnisation ; son vote sur le projet de loi ; diversité des catégories des rapatriés ; indemnisation des Français après la Première Guerre mondiale* [8 octobre 1969] (p. 2531) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 105 concernant l'abolition du travail forcé, adoptée à Genève le 21 juin 1957, en qualité de *Rapporteur pour avis : Formes de travail forcé ; rôle de l'O.I.T. ; originalité des textes de l'O.I.T. ; action de l'O.I.T. à l'égard de l'esclavage* [21 octobre 1969] (p. 2794, 2795).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des réformes administratives, une question orale sans débat relative aux préjudices de carrière subis par les fonctionnaires ayant servi en Tunisie [24 octobre 1969] (p. 2924, 2926, 2927).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Attitude de la jeunesse ; ses observations sur les idéologies ; le sport, médecine préventive des temps modernes ; le sport, pierre angulaire du rapprochement social ; le sport, l'un des piliers de la santé publique ; nécessité d'associer plus étroitement le Ministère de l'Education nationale et le Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports ; problème des équipements ; question du personnel ; polyvalence des éducateurs ; industrialisation des constructions sportives ; plein emploi des installations ; critiques du vedettariat ; désire savoir pourquoi l'on n'examine pas des modes de financement tels que les concours de pronostics ; possibilité que la préparation des vedettes soit financée grâce à ces sommes ; problème du recrutement ; football professionnel ; responsabilités financières des associations ; ses obervations sur le cadre juridico-financier du sport ; constitution de sociétés sportives régionales* [30 octobre 1969] (p. 3120 à 3122).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Autorité des enseignants ; problème du vote obligatoire ; question des dégâts ; ses observations sur la participation ; son vœu que la région parisienne ne soit pas considérée comme le déversoir de la ville de Paris ; établissement de la carte scolaire* [15 avril 1970] (p. 1071) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur les orientations principales de la politique extérieure du général de Gaulle ; embargo à l'encontre d'Israël ; ses observations sur le Proche-Orient ; son souhait que le Gouvernement puisse revenir à la politique d'équilibre pratiquée de 1958 à 1967 au Proche-Orient ; construction de l'Europe ; problème de l'admission de la Grande-Bretagne au Marché commun ; ses observations sur l'U.E.O. et l'O.T.A.N. ; politique spatiale commune ; rapprochement avec l'U.R.S.S.* [28 avril 1970] (p. 1345, 1346).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *L'indemnisation, la dernière chance offerte aux rapatriés de s'intégrer dans la nation ; possibilité de verser une partie des indemnités en espèces, le reste se présentant sous forme de titres négociables* [11 juin 1970] (p. 2505,

2506) ; Art. 62 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Le Gouvernement rendra compte avant le 1er janvier 1972, devant la Commission des affaires étrangères, des négociations qu'il conduit avec les Etats où les dépossessions se sont produites, dans le but d'obtenir le remboursement des créances des rapatriés »* [12 juin 1970] (p. 2612) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2612).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative aux problèmes de l'enseignement [9 octobre 1970] (p. 4231, 4232) : *Implantation d'une université dans les Yvelines ; proposition du site de Rocquencourt (Chèvreloup) à proximité des instituts d'informatique et du plan-calcul* (p. 4234, 4235).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 28 : *Situation des familles nombreuses qui, ne pouvant prendre place dans un seul véhicule de faibles dimensions, sont obligées d'acquérir la double vignette ; suppression de cette charge supplémentaire en faveur des pères de quatre enfants* [22 octobre 1970] (p. 4550, 4551) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 4551) ; deuxième partie : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Problème des cadres de l'éducation physique et sportive* [23 octobre 1970] (p. 4644) ; *insuffisance du nombre des éducateurs ; rôle de l'animateur sportif ; création de sociétés d'expansion sportive ; possibilité de lever l'interdiction des concours de pronostics sur les résultats de certaines rencontres sportives ; ses observations sur la loi de programme* (p. 4645) ; *statut des inspecteurs départementaux ; possibilité d'insérer le corps enseignant dans le cadre de l'éducation nationale ; sport des adultes* (p. 4645, 4646) ; Titre III : *Ses observations sur le concours de pronostics ; loi de programme ; aspect conjoncturel de la politique actuelle* (p. 4662, 4663) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Politique française à l'égard de la Libye* [5 novembre 1970] (p. 5214) ; *accord germano-russe ; coopération économique et politique avec Bonn ; ses observations sur le traité de l'Union européenne occidentale ; évolution politique de l'Europe ; perspectives de la Conférence de La Haye* (p. 5215) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II - SERVICES FINANCIERS, Titre IV : *Moyens prévus pour l'expansion économique à l'étranger* [17 novembre 1970] (p. 5668) ; *extension de l'assurance de l'Etat à l'ensemble des pays en voie de développement* (p. 5669) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : *Maturité des jeunes de vingt et un ans ; nécessité d'associer les jeunes aux discussions portant sur les problèmes de la cité* [17 décembre 1970] (p. 6613) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (fixation par décret en Conseil d'Etat du montant de la redevance après consultation d'une commission* ad hoc *créée au niveau départemental et comprenant des représentants des forces économiques et notamment des chambres de commerce et d'industrie)* [8 avril 1971] (p. 1017) ; *retrait de son amendement* (p. 1018) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (non-application de la redevance aux opérations de moins de mille mètres carrés entreprises dans les communes résidentielles sans vocation industrielle)* (p. 1018) ; *équilibre entre l'emploi et l'habitat* (p. 1018).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indemnisation par le Gouvernement algérien des victimes de spoliations [30 avril 1971] (p. 1587).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Rapports franco-algériens ; coopération culturelle et technique* [9 juin 1971] (p. 2616) ; *rapprochement franco-anglais ; monnaie européenne ; égalisation des charges fiscales et sociales ; problème du prix des transports ; défense commune et harmonisation des politiques étrangères ; Confédération de l'Europe* (p. 2617).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Gratuité de l'enseignement ; élargissement du volume des classes subventionnées pour l'enseignement élémentaire ; exemple du département des Yvelines ; exemple du lycée technique Jules-Ferry à Versailles ; problème des transports ; problème de l'éloi-*

gnement des lieux de résidence, des lieux de travail ; création de villes nouvelles [16 juin 1971] (p. 2970) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Rôle des animateurs ; utilisation des installations subventionnées ; industrialisation des équipements ; concours de pronostics* [22 juin 1971] (p. 3252) ; *financement des installations des jeux de Rome* (p. 3253) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (création, au niveau interdépartemental, d'un fonds d'équipement sportif ; organisation de concours sur les résultats de certaines manifestations sportives)* (p. 3272) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3272) ; *retrait de son amendement* (p. 3273) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne ; possibilité de créer un Office franco-anglais de la jeunesse* [3 novembre 1971] (p. 5241) ; *Conférence européenne de sécurité et de coopération ; négociation sur l'union politique* (p. 5242) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Exécution de la loi de programme* [6 novembre 1971] (p. 5480) ; *Sport à l'école; rôle des clubs ; manque d'enseignants ; institution de concours de pronostics sur football ; prélèvement sur les recettes des sociétés de courses parisiennes ; concours de pronostics étrangers ; liberté dont dispose la jeunesse* (p. 5481, 5482) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 79 (nouvelle) de l'état E* [17 novembre 1971] (p. 5849).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aérodrome de Toussus-le-Noble [19 novembre 1971] (p. 5982).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Principe d'une réévaluation périodique du plafond de la décote spéciale ; dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi comportant des mesures propres à faciliter l'accroissement des moyens financiers des commerçants et artisans pour leur équipement* [17 mai 1972] (p. 1578).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [26 mai 1972] (p. 1963).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française ; Art. 3 : *Son amendement (établissement de chaînes indépendantes pour faire face à la concurrence internationale)* [16 juin 1972] (p. 2603) ; *ses observations* (p. 2604) ; Art. 4 : *Sa question de savoir si l'établissement de chaînes indépendantes peut être décidé sans l'accord du Parlement* (p. 2606).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'équipement sportif [30 juin 1972] (p. 3053).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Stasi, Christian Bonnet, Mme Vaillant-Couturier, MM. Plantier et Madrelle relatives aux veuves civiles : *Institution d'une allocation temporaire de réadaptation ; assouplissement de la règle du non-cumul* [30 juin juin 1972] (p. 3079).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Bilan positif des cinq dernières années ; relations du Ministre avec les professeurs d'éducation physique et sportive ; son amendement, en juin 1971, tendant à faire bénéficier les communes des ressources des concours de pronostics sur le football professionnel* [27 octobre 1972] (p. 4476, 4477) ; *problème de l'exécution de la loi de programme ; sa demande d'une loi imposant les statuts de sociétés aux clubs professionnels afin de vérifier l'emploi de leurs ressources ; sa critique du dirigisme français en matière de sport ; formation physique gratuite jusqu'à 16 ans mais développement du sport hors de l'école et financement de nos représentations internationales ne devant pas incomber aux contribuables* (p. 4476) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre, concours de pronostics permettant d'aider le financement des équipements sportifs par les municipalités ; rappel de ses deux propositions de loi concernant les concours de pronostics ; Caisse d'aide à l'équipement sportif* (p. 4482) ; *retrait* (p. 4483) ; EDUCATION NATIONALE : *Doléances des professeurs d'enseignement général : chefs d'établissement scolaire ; problème de l'implantation d'une université à l'Ouest de Paris ; liaison Université-économie ; enseignement technique* [10 novembre 1972] (p. 5006) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Soutien*

des Républicains indépendants ; indemnisation des Français spoliés outre-mer ; blocage de fonds dans des comptes d'attente ; Conférence de Paris ; défense de l'Europe ; accords S.A.L.T. ; maintien des troupes américaines sur le continent ; accord entre Washington et Moscou ; conférence prochaine sur la sécurité et la coopération en Europe ; réductions mutuelles et équilibrées des forces [16 novembre 1972] (p. 5279) ; *protection des Européens de l'Ouest par le seul traité de l'Union européenne occidentale ; politique de détente ; son souhait que la France soit représentée aux négociations régulières de Genève sur le désarmement ; dépendance militaire de l'Europe risquant de fausser les rapports des forces économiques entre le vieux continent et les Etats-Unis ; défense commune européenne* (p. 5280).

Ses observations à propos d'explications de vote contre l'ordre du jour complémentaire : *Non-inscription d'une proposition sur l'abaissement de l'âge électoral à quelques mois d'une consultation électorale* [28 novembre 1972] (p. 5688).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurance ; Art. 1er : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. d'Ornano étendant le champ d'application de la loi aux agents généraux d'assurances ; accepte une nouvelle rédaction du Gouvernement* [28 novembre 1972] (p. 5708).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales une question orale sans débat relative à l'emploi dans la région parisienne [8 décembre 1972] (p. 6038, 6039).

DIDIER (Emile)

Député des Hautes-Alpes
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis app. S., puis N.I.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe Socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe Socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p 832, 834) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Cas du département des Hautes-Alpes ; liaison des départements de montagne avec les régions voisines ; coût du service d'hiver sur l'entretien du réseau ; ses observations sur le fait qu'une partie du personnel du parc et du personnel routier a la qualification d'auxiliaire* [13 novembre 1969] (p. 3687) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Obligation pour les jeunes Français de consacrer un temps de leur vie au service de la nation ; durée du service ; conseil de révision ; problème de l'exemption du service militaire ; abaissement de l'âge civique* [9 juin 1970] (p. 2368) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur les retards pris au cours du Ve Plan ; ses observations sur la décision de consacrer cinq heures par semaine dans les établissements d'enseignement à l'éducation physique, aide apportée par le Secrétariat d'Etat en matière de location des installations sportives et de transport des élèves ; conjonction entre le programme de construction d'établissements scolaires et celui de construction des installations sportives correspondantes ; constitution de réserves foncières en vue de l'achat des terrains ; répartition des crédits de subvention du plan d'équipement sportif et socio-éducatif ; problèmes des petits départements exposés à recevoir beaucoup de monde en hiver et en été* [23 octobre 1970] (p. 4648).

Est élu sénateur le 26 septembre 1971 [2 octobre 1971] (p. 4210).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [8 octobre 1971] (p. 4426).

DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine)

Député des Côtes-du-Nord
(3e circonscription)
App. U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES SOCIALES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, CHARGÉE DE L'ACTION SOCIALE ET LE LA RÉADAPTATION
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommée Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommée Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommée Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique, chargée de l'Action sociale et de la Réadaptation (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique, chargée de l'Action sociale et de la Réadaptation (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales :

Répond à la question orale avec débat de M. Durafour relative à la situation des organismes de travailleuses familiales : *Economies réalisées par les caisses d'assurance maladie et d'aide sociale grâce aux travailleuses familiales ; prise en charge des salaires des travailleuses familiales ; participation demandée aux familles en fonction de leurs ressources ; rôle du comité de coordination des travailleuses familiales* [18 octobre 1968] (p. 3414, 3415, 3416).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les infirmières, les assistantes, les sages-femmes, les laborantines, les masseurs ; niveau des examens d'entrée dans les écoles ; sécurité sociale pour les élèves des secteurs paramédicaux et sociaux ; frais de scolarité de ces étudiants ; enfance inadaptée ; assistantes sociales ; leur école ; masseurs-kinésithérapeutes ; ouverture d'une école expérimentale publique pour ces derniers ; équipement social ; rénovation des procédures ; protection maternelle et infantile ; lutte contre les affections infantiles causées par les helminthiases dans les départements d'outre-mer ; sectorisation de la médecine préventive à partir des services d'obstétrique et de pédiatrie ; augmentation des effectifs scolaires ; recrutement des médecins titulaires ; mise en place progressive d'un médecin dans chaque secteur de santé scolaire ; création d'un corps de secrétaires médico-sociales ; ses observations sur les maisons familiales de vacances ; aide aux mères ; rôle des travailleuses familiales ; problème des personnes âgées ; rapport de M. Bloch-Lainé sur les problèmes de l'enfance inadaptée et des handicapés adultes ; évaluation des besoins* [5 novembre 1968] (p. 3956 à 3958) ; *ses observations sur le comité féminin ; égalité des salaires ; emploi féminin ; protection maternelle et infantile ; tuberculose ; lutte contre les affections néo-natales ; possibilité d'exiger des certificats de santé à certaines époques de l'enfance ; rôle des gardiennes d'enfants ; santé scolaire ; insuffisance des effectifs ; foyer des jeunes travailleurs ; financement des constructions ; question du personnel paramédical et des personnes âgées ; allocation-loyer des personnes âgées ; situation des handicapés ; ses observations sur les sourds ; possibilité de modifier légèrement la construction d'immeubles destinés à l'hébergement des personnes normales pour permettre à ceux qui disposent d'un appareillage d'y vivre également ; cas des intellectuels handicapés ; crédits de fonctionnement concernant les éducateurs spécialisés ; rapport de M. Bloch-Lainé ; assurance volontaire ; sort des débiles mentaux ; rentes sur la vie* [6 novembre 1968] (p. 4025 à 4028).

Répond à la question orale sans débat de M. Boudet relative aux maisons de santé pour enfants inadaptés [20 décembre 1968] (p. 5745, 5746, 5747).

Répond à la question orale sans débat de M. du Halgouët relative à la retraite des veuves salariées [20 décembre 1968] (p. 5747, 5748).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur l'action sociale et la réadaptation ; plan pour les handicapés ; création d'une commission de l'action sociale distincte de la Commission de la santé pour l'élaboration du VIe Plan ; protection maternelle et infantile ; santé de l'enfant ; charte de la protection maternelle et infantile ; problème du dépistage des déficiences physiques, motrices ou intellectuelles ; rédaction du carnet de santé ; prévention des handicaps susceptibles de se produire au cours de la période néonatale ; charte du service de la médecine scolaire ; aménagement des stages d'étudiants en médecine ; crédits destinés aux crèches et aux pouponnières ; formation des personnels des professions paramédicales et sociales ; création du Conseil national de ces professions ; problèmes sociaux posés aux étudiants qui effectuent leur scolarité dans des écoles relevant du Ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale ; réforme de la pédagogie et du contrôle des connaissances ; création d'une nouvelle école de masso-kinésithérapie à caractère public ; développement des instituts régionaux de formation ; cas des infirmières hospitalières ; statut de la profession d'assistante sociale ; cas des jardinières d'enfants ; nombre des monitrices des écoles d'infirmières ; problèmes des personnes âgées ; centres sociaux ; travailleuses familiales ; programme d'action sociale des caisses d'allocations familiales ; cas des foyers de jeunes travailleurs ; action sociale en faveur des personnes âgées ; développement des logements-foyers ; éducation conjugale et sexuelle ; expérience de rationalisation de l'équipement ; diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ; aide aux familles ; aménagement des règles de l'aide sociale* [21 novembre 1969] (p. 4160 à 4164) ; *déductibilité des primes de la rente-*

survie souscrite par les parents d'enfants handicapés (p. 4184) ; *possibilité d'envisager un débat sur le problème des inadaptés et des handicapés ; exonération des primes de « rente-survie » ; ses observations sur les ateliers protégés ; centres médico-psychopédagogiques ; aide sociale ; obligation alimentaire ; problème des rééducateurs de la psychomotricité ; création d'un comité interministériel ; situation des personnes âgées ; problème de l'allocation d'orphelin ; situation des veuves ; foyers de jeunes travailleurs ; problème des infirmières, des aides soignantes et des personnels d'éducateurs ; financement des études des infirmières ; Croix-Rouge française ; problème du mi-temps* (p. 4207, 4208).

Répond à la question orale sans débat de M. Fontaine, relative aux allocations familiales dans les départements d'outre-mer [24 avril 1970] (p. 1297).

Répond à la question orale sans débat de Mme Vaillant-Couturier, relative à la gestion des dispensaires [24 avril 1970] (p. 1298).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Deniau, Chazelle, Ansquer, Fouchier, Olivier Giscard d'Estaing et Nilès relatives aux handicapés physiques [6 mai 1970] : *L'application du rapport Bloch-Lainé ; taux des pensions ; allocations et indemnités journalières ; mesures prises à l'occasion du vote du dernier budget ; éducation des enfants infirmes sensoriels ; qualification des maîtres ; rémunération des stagiaires de formation professionnelle ; reclassement des travailleurs handicapés; pourcentage des handicapés devant être engagés tant dans le secteur privé que dans le secteur public ; coordination interministérielle nécessaire au niveau national (comité interministériel) et au niveau régional ; information complète des handicapés et de leurs familles ; harmonisation des procédures d'orientation et de placement ; problème de la prévention ; réforme de la protection maternelle et infantile ; délivrance d'un certificat de santé ; surveillance des établissements d'accouchement ; création de centres de dépistage, de traitement et d'éducation précoces ; suppression de la rupture de protection à l'âge de vingt ans ; attribution d'H.L.M. aux handicapés ; orientation du VIe Plan en faveur des handicapés ; préférence donnée aux équipements légers ; instituts médico-éducatifs en externat ; centres médico-psychopédagogiques* (p. 1556 à 1562) ; *centres d'aide par le travail ; logement des handicapés ; suggestion de M. Fouchier tendant à faire figurer une rubrique concernant les handicapés dans le questionnaire du recensement ; insertion des enfants handicapés dans la société* (p. 1565).

Répond à la question d'actualité de M. Thillard relative aux écoles préparant aux professions paramédicales [29 mai 1970] (p. 2148, 2149).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Marcus et Sauzedde relatives à la politique à l'égard du troisième âge [29 mai 1970] (p. 2153).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires : *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3279) ;

— du projet de loi relatif à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs : *Intensification de l'effort de prévention et de détection ; dépistage de certains symptômes ; nécessité de rendre obligatoire la délivrance d'un certificat pour les examens approfondis ; liste des affections invalidantes ; carnet de santé ; planification des besoins futurs en équipement et en personnel pour les inadaptés ; formation d'un personnel médical suffisant ; surveillance des maisons d'accouchement ; présence d'un obstétricien et d'un pédiatre parmi le personnel attaché aux maternités* [29 juin 1970] (p. 3280 à 3282) ; Art. L 164-1 du Code de la santé publique : *Etablissement d'un certifical de santé dans tous les lieux d'accouchement* (p. 3283) ; Art. L 164-2 du Code de la santé publique : *Ses observations sur les examens complémentaires* (p. 3284) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants : *Ses observations sur le déroulement du débat* [29 juin 1970] (p. 3302) ; *ses observations sur le rapport de M. Mazeaud ; cure de désintoxication ; mise en place d'un dispositif médico-social ; possibilité d'une collaboration entre les Parquets et les services de*

l'Action sanitaire et sociale ; ses observations sur les dispositions financières ; problème du trafic ; nécessité de relever les peines concernant le trafic ; possibilité de fermer l'établissement dans lequel ont été commis les délits de trafic ; interdiction à titre temporaire du territoire national aux étrangers condamnés pour l'un quelconque des délits prévus par la présente loi ; problème de l'information ; ses observations sur les crédits disponibles (p. 3305, 3306) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3308, 3309) ; Art. 355-15 du Code de la santé publique : *Rôle du procureur de la République ; exercice de l'action publique* [30 juin 1970] (p. 3321) ; Art. 355-18 du Code de la santé publique : *Inopportunité de l'institution d'une nouvelle déclaration obligatoire* (p. 3322) ; Art. L 630 du Code de la santé publique : *Ses observations sur les paroles de M. Delachenal* (p. 3326) ; Art. L 630-1 du Code de la santé publique : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné ; cas des mineurs* (p. 3327) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (application du texte dans les territoires des Comores, des îles Wallis et Futuna, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et dans le territoire des Afars et des Issas)* (p. 3327) ; *application de l'article 35 de la convention du 30 mars 1961* (p. 3328) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Intensification de l'aide et de l'effort d'adaptation en faveur de ceux qui sont rejetés par la société ; formation des personnels et des professions paramédicales et sociales* [28 octobre 1970] (p. 4823) ; *prise en charge par l'Etat des frais de scolarité des élèves des formations paramédicales et sociales ; crédits de subvention destinés aux écoles d'infirmières et d'assistantes sociales ; possibilité de réunir en un organisme unique les multiples conseils supérieurs et conseils de perfectionnement des professions qui en relèvent actuellement ; projet de loi définissant les règles déontologiques des professions paramédicales ; actions sociales en faveur des familles ; ses observations sur les centres sociaux et les foyers de jeunes travailleurs ; problèmes relatifs aux crèches ; développement de la profession de travailleuse familiale* (p. 4824) ; *statut de la profession ; éducation sanitaire et sociale ; action sociale en faveur des personnes âgées ; problème de la mise en place des comités départementaux d'information des personnes âgées ; amélioration de la réglementation de l'allocation de loyer ; problème de l'hébergement des personnes âgées ; ses observations sur les hospices ; montant de l'argent de poche alloué aux personnes qui séjournent dans les hospices ou les maisons de retraite ; problème des personnes s'occupant des groupes de personnes âgées ; action en faveur des handicapés* (p. 4825) ; *rénovation de l'action de la protection maternelle et infantile ; ses observations sur les rouages ministériels et administratifs qui s'occupent de l'action en faveur des handicapés ; aide financière aux familles qui ont un enfant gravement handicapé ; situation des handicapés adultes ; rôle des établissements d'adaptation ; sa proposition d'une « allocation d'adaptation » ; politique d'équipement ; mise en chantier de nouvelles écoles d'éducateurs ; ses observations sur la convention signée avec le Centre technique national pour l'enfance inadaptée ; rôle des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles* (p. 4826) ; *développement des mesures de rééducation et de reclassement professionnels; ses observations sur le secteur de la santé scolaire ; conditions d'alimentation des enfants dans les cantines scolaires ; livraison par le F.O.R.M.A. des produits laitiers aux cantines et restaurants d'enfants ; rôle de la médecine préventive ; politique de protection maternelle et infantile ; délivrance de certificats de santé à l'occasion de certains examens préventifs ; réglementation des lieux d'accouchement ; élaboration du nouveau carnet de santé ; ses observations sur les émissions médicales télévisées concernant la périnatalité ; surveillance de la grossesse et de l'accouchement ; prévention des handicaps à la naissance* (p. 4827) ; *exploitation par informatique des fiches médicales individuelles établies pour toute accouchée et pour tout nouveau-né ; possibilité de mener scientifiquement une réelle politique de prévention des risques pré et périnataux* (p. 4828) ; *ses observations sur le fait que l'on dépense pour les personnes âgées des sommes plus importantes que celles qui sont apportées par la vignette* (p. 4843) ; *problème des handicapés ; ses observations sur la prestation supplémentaire en faveur des handicapés ; question de la couverture des soins ; problème des écoles nouvelles pour les éducateurs ; ses observations sur les déficients auditifs ; emploi des handicapés ; question des ateliers protégés ; ouverture de la fonction publique aux handicapés ; rôle des instituts médico-pédagogiques* (p. 4870) ;

politique de prévention périnatale et postnatale ; aménagement des services de maternité en matériels de réanimation ; centres d'action médico-sociale précoce ; problème de l'adoption ; insuffisance du nombre des travailleuses familiales ; insuffisance des traitements des assistantes sociales ; problème des crèches ; ses observations sur la santé scolaire ; sort des personnes âgées ; leurs modalités de vie (p. 4871) ; *nécessité de donner aux personnes âgées l'occasion d'exprimer leur valeur sociale* (p. 4872).

Répond à la question orale sans débat de M. Buffet relative à la retraite des anciens prisonniers de guerre [27 novembre 1970] (p. 6022).

Répond à la question d'actualité de M. Herman relative à des incidents dans certaines caisses d'assurance vieillesse (régime d'assurance vieillesse des commerçants et industriels) [2 décembre 1970] (p. 6074, 6075).

Répond à la question d'actualité de M. Boulloche relative à la collecte en faveur de l'enfance inadaptée (Croisade des cœurs) [2 décembre 1970] (p. 6075).

Répond à la question d'actualité de M. Fiévez relative à la convention entre les pharmaciens mutualistes et la Caisse nationale d'assurance maladie [11 décembre 1970] (p. 6495).

Prend part à la discussion :

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1970] (p. 6703) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les articles L 504-1 et L 504-2 du Code de la santé publique : *Situation des rééducateurs d'enfants dyslexiques ; définition de l'orthophoniste ; procédure d'autorisation d'exercice de l'orthophonie ; date limite pour l'obtention d'un certificat permettant l'exercice de l'orthophonie limitée à la rééducation des dyslexiques ; réforme des études d'orthophonie* [15 avril 1971] (p. 1137, 1138) ; Après l'Art. 1er : Art. 2 et 3 : *Ses observations sur les amendements déposés par M. Berger* (p. 1138).

Répond à la question orale sans débat de M. Spénale relative aux pensions de veuves [23 avril 1971] (p. 1423).

Répond à la question d'actualité de M. Tiberi relative aux maisons privées de retraite [5 mai 1971] (p. 1650).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative à l'allocation de salaire unique et allocation « orphelin » [5 mai 1971] (p. 1653).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Rapport Bloch-Lainé ; ses observations sur la loi du 15 juillet 1970 relative à la délivrance obligatoire des certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs ; réglementation des centres d'action médico-sociale précoce ; action sur les causes organiques des infirmités ; coordination des actions publiques ou privées ; rôle du comité interministériel en matière d'adaptation et de réadaptation et de la commission permanente ; répartition des équipements spécialisés pour les handicapés ; carte de l'inadaptation ; objectifs du VIe Plan ; formation des personnels qualifiés* [6 mai 1971] (p. 1699) ; *organisation des études conduisant au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé et au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur ; problème des prestations ; situation des infirmes sensoriels ; cas des handicapés mineurs ; situation des handicapés adultes ; aide sociale* (p. 1700) ; *contribution des collectivités locales ; caractéristiques de l'allocation aux handicapés adultes ; affiliation d'office à l'assurance volontaire ; rôle des services départementaux d'aide sociale ; problème de la couverture des soins hospitaliers de très longue durée ; problème de l'hébergement et de l'entretien des enfants après la mort de leurs parents ; complexité du système des allocations aux adultes* (p. 1701) ; *limites du projet de loi ; taxe d'apprentissage ; assurance maladie ; recherche fondamentale ; mise en œuvre de la prévention ; examens de santé et amélioration des lieux d'accouchement ; budget social de la nation* (p. 1713) ; *rôle des centres d'aide par le travail et des ateliers protégés ; lien entre les prestations familiales et les salaires ; déduction du revenu des personnes physiques des primes payées par parents au titre des rentes de survie ; politique de solidarité nationale ; question du contrôle ; couverture des frais d'hospitalisation limitée à trois ans ; difficultés consécutives à une législation qui opère entre les enfants une classification* (p. 1714) ; *situa-*

tion des débiles profonds ; problème des équipements ; conséquences de l'équipement industrialisé (p. 1715) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Toutain* (p. 1718) ; Art. L 543-2 du Code de la sécurité sociale : *Notion de formation* (p. 1719) ; *nature réglementaire de la composition d'une commission* (p. 1719) ; *problème de l'appréciation d'un état d'incapacité* (p. 1720) ; *contentieux technique de la sécurité sociale* (p. 1720) ; Art. L 543-3 du Code de la sécurité sociale : *Désir du Gouvernement d'introduire un article additionnel après l'article 11* (p. 1721) ; Après l'Art. 5 : *Plafonds prévus pour l'attribution de l'allocation supplémentaire* (p. 1721) ; Art. 7 : *Situation des handicapés adultes entre soixante et soixante-cinq ans* (p. 1722) ; *dépenses à la charge des régimes d'allocations familiales, application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Toutain* (p. 1723) ; *son opposition aux amendements de M. Toutain et de M. Pierre Bas* (p. 1724) ; *nécessité de ne pas alourdir les dépenses de sécurité sociale* (p. 1725) ; Art. 8 : *Composition de la commission départementale d'orientation des infirmes* (p. 1726) ; Art. 9 : *Problème des départements d'outre-mer* (p. 1727) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Toutain* (p. 1728) ; Art. 11 : *Conditions d'agrément des centres de rééducation et des centres d'aide par le travail* (p. 1728) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication des allocations qui ne doivent pas entrer en compte pour le calcul du plafond des ressources)* (p. 1729) ; *problème des rentes viagères* (p. 1729) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3287) ; Art. 10 : *Son amendement (prise en charge par l'assurance maladie volontaire des frais d'hébergement afférents à des séjours continus ou successifs)* (p. 3289) ; *couverture des soins des handicapés hospitalisés* (p. 3289) ;

— du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale : *Obligation pour toute personne désireuse d'ouvrir un établissement destiné à recevoir des mineurs à faire une déclaration à l'autorité administrative ; incapacités faisant obstacle à l'exercice d'une fonction de direction ; possibilité pour le préfet d'adresser des injonctions et de fermer l'établissement ; cas des établissements qui reçoivent des personnes âgées, des adultes, infirmes, et des indigents valides* [18 mai 1971] (p. 1942) ; *mesures en cas d'infraction, procédure d'urgence* (p. 1943) ; *ses observations sur les interventions des différents orateurs dans la discussion générale ; problème du foyer de Nice* (p. 1945) ; Après l'art. 95 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Coordination et contrôle des établissements privés ; décrets d'application de la réforme hospitalière* (p. 1946) ; *commission départementale d'équipement sanitaire et social* (p. 1947) ; Art. 99 du Code de la famille et de l'aide sociale : Cas de récidive (p. 1947) ; Après l'Art. 209 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Ses observations sur l'amendement de M. Delong* (p. 1949) ; Art. 213 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Ses observations sur l'amendement de M. Delong* (p. 1950) ; Art. 2 : *Problème des legs ; situation du petit personnel en ce qui concerne les legs* (p. 1952) ; *ses remerciements à la Commission* (p. 1952) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Importance du projet de loi relatif à l'allocation de logement* [10 juin 1971] (p. 2653) ; *indication des bénéficiaires de cette allocation ; montant de la retraite ; problème de l'environnement des personnes âgées ; suppression de l'allocation de loyer* (p. 2654).

Répond à la question d'actualité de M. Fouchier relative aux assurances sociales des handicapés [18 juin 1971] (p. 3127).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Mise en œuvre d'une nouvelle conception de l'action sociale ; programme de périnatalité ; normes prescrites aux cliniques privées d'accouchement ; projet de décret sur les centres d'action médico-sociale précoce ; décrets d'application de la loi sur les certificats de santé ; modalités de l'équipement des services ; recyclage des généralistes et du*

personnel paramédical ; création de « centres de grossesse à haut risque » ; aide sociale à l'enfance [4 novembre 1971] (p. 5284); *mise en place du « service unifié de l'enfance » ; réglementation des clubs et équipes de prévention ; équipement des crèches et des haltes-garderies ; nécessité de donner à la femme la liberté du choix de son mode de vie ; rôle de la « crèche familiale » ; ses observations sur les centres sociaux ; action en faveur des foyers de jeunes travailleurs ; action sociale en faveur des personnes âgées* (p. 5285) ; *maintien à domicile des personnes âgées ; problème des handicapés ; statut des centres médico-psychopédagogiques ; insertion socio-professionnelle des handicapés adultes ; carte des équipements sociaux ; montant de l'allocation versée aux parents d'enfants handicapés non placés dans les établissements agréés* (p. 5286) ; *situation des infirmières ; rénovation pédagogique des écoles d'infirmières ; exercice des professions paramédicales ; formation des travailleurs sociaux ; rôle des travailleuses familiales* (p. 5287) ; *ses observations sur les enfants handicapés* (p. 5321) ; *crédits destinés aux aides ménagères* (p. 5323) ; *rôle des comités départementaux* (p. 5324).

Répond à la question d'actualité de M. Saint-Paul relative aux handicapés physiques (tarification des articles d'appareillage) [19 novembre 1971] (p. 5980).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le Code de la santé publique Livre V : *Abus en matière de publicité pharmaceutique ; rôle de la commission de la publicité pharmaceutique ; conséquence de la publicité mensongère ; problème des pénalités* [15 décembre 1971] (p. 6782) ; *réglementation de la vente de certains produits à usage vétérinaire ou agricole* (p. 6782) ; Avant l'Art. 1er : *Institution d'un visa préalable pour la publicité* (p. 6783) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Delong* (p. 6783) ; Art. 1er : *Problème du délai* (p. 6784) ; *composition de la commission* (p. 6784) ; Art. 2 : *Situation des agents de diffusion de la publicité* (p. 6785) ; *ses observations sur l'amendement de M. Jacques Delong* (p. 6785) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 7012) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale : *Problème de la permanence de l'hébergement ; critère d'un lien entre prestataire et bénéficiaire de services* [15 décembre 1971] (p. 6786) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Tomasini tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés : *Cause des abus* [15 décembre 1971] (p. 6788, 6789) ; *champ d'application de la loi ; garantie d'affectation des ressources* (p. 6789) ; Art. 7 ; *Problème de la levée de l'interdiction de rémunération proportionnelle pour les salariés et mandataires lors de la vente de produits bénéficiant du label ; attribution du label* (p. 6790) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux publications, imprimés et objets vendus dans un but philanthropique : *Modifications faites par le Sénat* [27 juin 1972] (p. 2852) ; Art. 6 : *Ses observations sur les ventes de publications* (p. 2853).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique, chargée de l'Action sociale et de la Réadaptation :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III - SANTÉ PUBLIQUE : *Priorité à la prévention médicale et sociale ; périnatalité* [3 novembre 1972] (p. 4622) ; *prévention des abandons ; adoption ; délinquance juvénile ; services d'aide à l'enfance ; groupe de travail Dupont-Fauville ; jeunes travailleurs ; garde des enfants ; personnes âgées* (p. 4623) ; *handicapés ; proposition d'un véritable revenu minimum du handicapé ; équipement pour handicapés adultes ;* (p. 4624) ; *formation du personnel paramédical ; Conseil supérieur des professions paramédicales ; gratuité des études des travailleurs sociaux ; instituts régionaux de formation des travailleurs sociaux* (p. 4625, 4626) ; *adaptation en milieu rural de la politique du maintien à domicile des personnes âgées* (p. 4650) ;

— projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la santé publique relatives à la profession d'aide-orthoptiste : *Remplacement dans le Code de la santé publique de la dénomination d'aide-orthoptiste par celle d'orthoptiste* [29 novembre 1972] (p.

5736) ; *harmonisation dans le cadre du Marché commun* (p. 5737).

Répond à la question orale sans débat de M. Spénale relative aux allocations aux handicapés [8 décembre 1972] (p. 6040, 6041, 6042).

Répond à la question orale sans débat de M. Cermolace relative aux étudiants en médecine de Marseille [8 décembre 1972] (p. 6042).

DIJOUD (Paul)

Député des Hautes-Alpes
(2e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 45 : Défense nationale. — Budgets annexes du Service des essences et du Services des poudres, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; Annexe n° 44 : Défense nationale. — Budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres, n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; Annexe n° 48 : Défense nationale. — Budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - TOURISME : *Développement des sports d'hiver ; nombre de plus en plus grand de Français dans les stations étrangères de sports d'hiver ; développement des équipements d'été ; rôte de la Commission interministérielle pour l'aménagement de la montagne ; ses observations sur les diverses catégories de stations ; restructuration des stations anciennes ; nécessité de réaliser rapidement l'équipement des meilleurs sites ; problème de la rentabilité des sports d'hiver ; aménagement de zones touristiques complètes composées à la fois d'équipements pour le ski et d'équipements nautiques ; ses observations sur les charges d'infrastructure ; développement des sports d'hiver lié à la trésorerie des stations ; accélération des procédures administratives* [31 octobre 1968] (p. 3809 à 3811) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article* [4 décembre 1968] (p. 5078) ; *nécessité de n'établir au départ aucun privilège ni aucun préjudice en faveur ou au détriment d'une organisation syndicale* (p. 5078. 5079) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - TOURISME : *Crédits d'équipement ; sous-développement de la France sur le plan touristique ; exemple des Etats-Unis et de la Suisse ; le tourisme : une industrie de pointe ; pratique des sports d'hiver ; opération Languedoc-Roussillon ; aide de l'Etat pour bâtir des stations de sports d'hiver et pour le financement des routes d'accès : cas du département des Hautes-Alpes ; charges des collectivités locales ; problème du ski européen ; son vote* [5 novembre 1969] (p. 3363, 3364) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Création de l'intergroupe parlementaire d'étude des problèmes de la montagne ; expériences tentées dans le Queyras ; exemple du pare-*

avalanches dans le Valgaudemar ; crédits de voirie pour l'Auvergne ; aides spéciales individuelles de caractère social et technique ; parcs naturels en France ; parc national des Ecrins ; cas des Hautes-Alpes [7 novembre 1969] (p. 3534, 3535) ; AFFAIRES SOCIALES - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Formation aux métiers liés au tourisme dans les régions de montagne ; nécessité de permettre à un certain nombre de jeunes ruraux d'accéder aux métiers de l'hôtellerie ; ses observations sur les métiers du bâtiment ; formation professionnelle des métiers de l'hôtellerie ; formation professionnelle des métiers liés directement aux stations de sports d'hiver ; ses observations sur l'E.N.S.A. de Chamonix ; station de Serre-Chevalier* (p. 3561) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Difficultés des entreprises de travaux publics ; problème du déneigement des départements de montagne ; déblocage des crédits du département ministériel ; ses observations sur les autoroutes ; cas des ouvriers des parcs et ateliers d'équipement* [13 novembre 1969] (p. 3675) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Après l'Art. 49 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sur le montant du produit de la redevance pour droit d'usage des postes de radiodiffusion et de télévision, il sera prélevé une somme de 20 millions de francs qui sera versée au budget général de l'Etat »* [21 novembre 1969] (p. 4232) ; *possibilité d'avoir un abattement de la redevance pour les usagers qui ne reçoivent pas la 2e chaîne ; mise en place des infrastructures nécessaires* (p. 4232) ; *charges des collectivités locales ; transfert des crédits du budget de fonctionnement de l'O.R.T.F. au budget de l'Etat* (p. 4233) ; ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS : *Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises ; possibilité de dégager des fonds supplémentaires de la perception de la taxe d'apprentissage* [22 novembre 1969] (p. 4299, 4300).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Ses observations sur notre monnaie ; résultats de l'action du Gouvernement sur le commerce extérieur ; redressement des finances publiques ; situation des prix ; politique des revenus ; justice sur le plan fiscal ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; problème de la patente ; situation des commerçants ; nécessité de faire de la France un pays exportateur ; problème des prix ; difficultés dans le secteur du bâtiment et dans le secteur du textile ; protection de l'emploi ; conjoncture générale ; blocage de certains crédits ; nécessité d'introduire une sélectivité dans l'établissement du budget de l'année prochaine ; maintien des priorités définies par le Gouvernement, notamment celle qui est donnée à l'industrialisation ; rénovation rurale ; ses observations sur les P.T.T. ; problème du logement social; stimulation de l'innovation industrielle dans les entreprises et leur environnement ; problème des routes* [12 mai 1970] (p. 1628 à 1630).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le service des essences ; effectifs de ce service ; problème du recrutement ; question des investissements* [27 octobre 1970] (p. 4757) ; *ses observations sur le service des poudres ; sa transformation en société nationale ; situation financière de ce service ; problème des effectifs ; reclassement des personnels touchés par les opérations de concentration ou par la création de la société nationale* (p. 4758) ; AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Difficultés des établissements de traitement de la tuberculose ; leur avenir ; exemple de la ville de Briançon ; protection de l'emploi des personnels des sanatoriums* [28 octobre 1970] (p. 4863) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes des agriculteurs de montagne* [7 novembre 1970] (p 5353) ; *conservation des sols ; problème du tourisme ; développement économique ; insuffisance de l'effort financier de l'Etat en matière de rénovation rurale ; problème des bourses scolaires ; indemnité viagère de départ ; procédures de remembrement* [7 novembre 1970] (p. 5354) ; *constitution de « groupements pastoraux » ; adaptation de la fiscalité en matière de déboisement ; problème de l'habitat ; modernisation de l'élevage ; prêts du Crédit agricole aux agriculteurs montagnards ; développement de l'élevage ; nécessité de déterminer à l'intérieur des zones montagneuses des « secteurs critiques » qui recevraient une aide exceptionnelle* (p. 5355) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et

social : *Importance de l'investissement productif ; équipement industriel ; priorité du plein emploi ; solidarité en faveur des plus faibles ; ébauche d'une politique du cadre de vie ; aménagement du territoire ; indication des charges qui freineront l'expansion pendant le VIe Plan* [16 juin 1971] (p. 2988) ; *espace rural ; politique des revenus ; ses conséquences ; liens entre la progression des salaires et le niveau des prix ; développement des exportations ; circuits de financement ; remise en ordre des circuits monétaires mondiaux ; âge de la retraite ; durée du travail* (p. 2989) ; *équilibre monétaire ; revalorisation de la condition ouvrière ; aménagement urbain ; réforme de la construction ; revenu des agriculteurs* (p. 2990) ; Ses explications de vote : *Prise en charge des plus défavorisés ; problème de l'agriculture* [18 juin 1971] (p. 3121, 3122) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Services des essences ; Société nationale des poudres et explosifs ; problème des investissements ; possibilités d'investissement du Service ; statut des corps d'officiers du Service ; situation des ingénieurs des travaux ; Service des poudres* [2 novembre 1971] (p. 5167) ; *situation de ce personnel* (p. 5168) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Développement des loisirs en montagne ; rôle de la montagne ; élevage des ovins* [18 novembre 1971] (p. 5928) ; *Crédit agricole ; problème de la construction dans le nord des Hautes-Alpes ; insuffisance des moyens de formation sur place ; priorité en matière d'aménagements routiers ; recherche de la complémentarité dans les activités économiques ; nécessité de débloquer les structures foncières* (p. 5929) ; *secteur ovin ; création d'une indemnité annuelle au profit des agriculteurs qui prendront en charge la conservation des sols les plus menacés* (p. 5930) ; Après l'Art. 13 : *Codification de toutes les dispositions relatives à l'économie de montagne* (p. 5963) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1971. Ses explications de vote : *Fiscalité pesant sur les coopératives laitières* [20 décembre 1971] (p. 7010) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973. DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Excédent de recettes du Service des essences ; problème des personnels ; emplois d'auxiliaires* [8 novembre 1972] (p. 4847) ; *définition du statut des officiers du cadre technique des essences ; Société technique des poudres et explosifs ; caractère transitoire du budget annexe des poudres* (p. 4848) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial ; Politique des structures ; indemnité viagère de départ ; Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) ; substitution au jumelage actuel de l'indemnité de restructuration et de l'indemnité allouée sous la forme d'une retraite viagère d'un système tendant à octroyer une indemnité en capital chaque fois qu'une opération de restructuration serait réalisée ; travaux de la Commission spéciale de l'Assemblée nationale* [14 novembre 1972] (p. 5121) ; *insuffisance des moyens dégagés dans le secteur du remembrement ; sa demande d'une majoration sensible de ces crédits ; groupement de producteurs efficaces ; Crédit agricole ; augmentation de la bonification d'intérêt versée par le Trésor ; imposition de cet organisme à la contribution des patentes ; fiscalisation des bons à cinq ans ; Crédit mutuel ; agriculture de montagne ; octroi des primes dites à la « vache tondeuse »* (p. 5122) ; *crédits d'équipement ; crédits en faveur des équipements productifs agricoles et des équipements collectifs ruraux ; aménagement hydraulique ; adductions d'eau ; voirie rurale ; grands aménagements régionaux ; dotations en faveur de l'enseignement technique agricole ; industries agricoles et alimentaires ; mesures d'aide à la montagne* (p. 5123) ; *sa confirmation des chiffres à propos de l'enseignement technique agricole* (p. 5130).

DOMINATI (Jacques)

Député de Paris
(2e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Cesse d'appartenir à cette Commission [4 octobre 1972] (p. 3922).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [4 octobre 1972] (p. 3922) ;

— représentant auprès du Secrétaire d'Etat à l'Information [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2498) de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurance [19 décembre 1972] (p. 6366) ;

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 17 : Développement scientifique, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Dégradation de l'autorité du chef d'établissement ; désordre généralisé dans les classes de seconde et de première ; loi d'orientation universitaire ; ses observations sur les conseils d'administration et les commissions permanentes* [15 avril 1970] (p. 1072, 1073) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Réaction des Français à l'égard des grandes lignes de la politique gouvernementale ; efficacité de l'équipe gouvernementale* [15 octobre 1970] (p. 4332) ; *transformation des rapports sociaux ; ses observations sur les réformes réalisées par le Gouvernement ; situation des classes moyennes ; écrasement fiscal des commerçants, des artisans et des cadres salariés ; interdiction faite aux retraités de réaliser la déduction pour frais professionnels ; suppression des majorations exceptionnelles ; rôle des oragnisations syndicales, coopératives ou professionnelles par rapport au Parlement ; lutte contre la fraude ; importance actuelle du progrès technique ; importance du bonheur de l'homme ; tutelle sur Paris* (p. 4333, 4334).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Activité de recherche* [9 novembre 1972] (p. 4913) ; *effort de regroupement des crédits de la recherche ; son inquiétude à propos de la réalisation du Plan; plafonnement des grands programmes et des crédits du C.E.A. et du C.N.E.S. ; diminution en valeur réelle du financement de la recherche sur contrats ; participation de l'Etat aux risques pris par les entreprises innovatrices ; aide à la recherche ; crédits destinés à la réalisation de la convention micro-électronique ; plan électronique professionnel civil* (p. 4914, 4915).

DONNADIEU (Louis)

Député du Tarn
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Limouzy, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750).

Donne sa démission de membre de cette Commission [17 décembre 1970] (p. 6629).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [17 décembre 1970] (p. 6629), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

DOUZANS (Jacques)

Député de Haute-Garonne
(5e circonscription)
App. P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 284) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, n° **363** [11 octobre 1968].

Sa proposition de loi organique fixant une limite d'âge pour l'exercice du mandat de député, n° **763** [16 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à supprimer la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, instituée par l'article 999 *bis a)* du Code général des impôts, n° **1512** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à instituer une caisse nationale de retraite des maires, n° **2000** [7 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis : Organisation de l'aide des deux pays signataires en matière judiciaire ; détermination des conditions dans lesquelles l'autorité de la chose jugée dans un pays sera reconnue dans l'autre* [16 octobre 1968] (p. 3333) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Situation de l'industrie aéronautique toulousaine ; Sud-Aviation ; reconversion qu'implique le passage de la* Caravelle *au* Concorde *; nombre des* Caravelle *invendues ; ses observations sur les avions de série 03 ;* Supercaravelle ; Breguet 941 ; Airbus ; *construction aéronautique française* [6 nombre 1968] (p. 4048, 4049) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ; *Personnalité du Chef de l'Etat ; occupation de la Tchécoslovaquie ; ses observations sur le fait que la plupart des hommes politiques soviétiques considèrent l'espace situé entre la frontière occidentale de la Russie et la ligne Stettin-Trieste comme un domaine réservé russe ; coexistence pacifique ; problème allemand demeurant au cœur des questions européennes ; ses observations sur le Viêt-Nam et le Moyen-Orient ; proposition de l'Ambassadeur Jarring* [7 novembre 1968] (p. 4100, 4101) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits destinés à alimenter les subventions ; situation du F.O.R.M.A. ; situation des petits exploitants qui ont plus de quarante ans et dont les ressources sont inférieures au S.M.I.G. ; possibilité de leur accorder une aide personnalisée ; cas des jeunes ; petite exploitation n'étant viable que grâce aux produits d'élevage ; ses observations sur le maïs ; désire savoir pendant combien de temps l'Italie pourra continuer à réduire le prélèvement sur les importations de céréales fourragères par voie maritime ; situation des amidonniers ; agrandissement des écluses des ca-*

naux du Midi [16 novembre 1968] (p. 4582, 4583).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur le département ; problème de la participation ; organismes de la nouvelle gestion régionale ; coût de la réforme ; problème des finances locales ; solidarité nationale sur le plan économique et sur le plan politique* [12 décembre 1968] (p. 5398, 5399).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Revendications des employés de l'Azote produits chimiques (A.P.C.) ; problème de l'aéronautique ; industrie chimique ; absence du stimulant du profit pour les industries nationalisées ; réforme des structures des industries nationalisées ; raisons du déficit de l'A.P.C. ; possibilité de prévoir la création à Toulouse d'une raffinerie ; octroi d'une prime ; décentralisation industrielle à une importante usine d'ensachage d'engrais ; diversification de la production de l'A.P.C. ; situation de la région toulousaine* [6 novembre 1969] (p. 3445, 3446) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exemple de la Haute-Garonne ; conséquence de l'encadrement du crédit ; situation de la caisse de Toulouse ; place des non-agriculteurs dans le Crédit agricole* [19 novembre 1969] (p. 3981, 3982) ; *prix du maïs ; scandale du plan d'équipement des abattoirs dans la Haute-Garonne* (p. 3982).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Hommage rendu au Président Pompidou et à sa épouse ; ses observations sur les incidents qui se sont déroulés à Chicago ; politique étrangère des Etats-Unis ; puissance spatiale de la Chine ; ses observations sur la concertation à quatre ; conflit du Moyen-Orient ; retrait des territoires occupés par Israël devant s'effectuer avec la fixation de frontières définitives ; ses observations sur l'Extrême-Orient et l'Indochine ; discours de Pnom-Penh ; conséquence de l'avènement de la multipolarité politique* [28 avril 1970] (p. 1349, 1350).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Problème du moratoire ; hommage rendu à nos compatriotes rapatriés d'Afrique du Nord ; nombre des décès des Français possesseurs d'un patrimoine en Algérie depuis l'indépendance de celle-ci ; ses observations sur l'article 40 : ses observations sur l'article 41 qui envisage de déduire de l'indemnisation l'attribution d'un capital de reconversion ou d'une subvention de reclassement ; ses observations sur l'article 44 et l'article 53 ; situation des vendeurs de biens à vil prix ; cas des titulaires d'une retraite de répartition ; cas des petits cultivateurs rapatriés* [11 juin 1970] (p. 2503, 2504) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Isolement diplomatique de l'Amérique dans le monde ; ses observations sur une interview d'un de ses collègues du Parlement qui mettait en cause un certain manque d'imagination de la politique étrangère de la France* [5 novembre 1970] (p. 5216) ; *ses observations sur le Québec ; exécution de Pierre Laporte ; francophonie ; ses observations sur les Balkans ; refus de vendre des* Mirage *à l'Albanie ; ses observations sur le Moyen-Orient ; proposition soviétique d'une conférence paneuropéenne consacrée à la sécurité de l'Europe ; ses observations sur les rapports Davignon et Werner ; discours du président Nixon aux Nations unies* (p. 5217) ; *création d'un office des nations européennes dont le siège pourrait être à Berlin* (p. 5218) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Transformation des produits agricoles bruts* [7 novembre 1970] (p. 5323) ; *possibilité d'envisager la création d'un grand ministère des affaires sociales ; problème de la région Midi-Méditerranée ; question du maïs ; annulation de la dérogation au règlement communautaire dont bénéficie l'Italie ; problème du porc ; prix des aliments du bétail ; prêts consentis pour l'élevage ; qualité de l'élevage hollandais ; concurrence chinoise dans la vente des longes de porcs ; enseignement professionnel agricole* (p. 5324) ; TRANSPORTS. — II - AVIATION CIVILE : *Ses observations sur la* Caravelle 12, *le* Mercure, *la* Caravelle *et l'*Airbus ; *problème du plein emploi dans la région Midi-Méditerranée ; possibilité d'inciter les compagnies Air France et Air Inter à passer commande de huit* Caravelle 12 ; *avenir du* Concorde ; *ses observations sur le* Boeing S.S.T. [13 novembre 1970] (p. 5471) ; *conséquences des bangs ; problème du bruit consécutif aux aéroports ; nécessité de prévoir un* super-Concorde (p. 5472).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Stehlin relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272, 5273, 5276).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux problème des rapatriés : *Raisons de son abstention lors du vote de la loi du 15 juillet 1970 ; revalorisation du montant de l'indemnisation ; révision de la grille prévue par l'article 21 de la loi ; sort des petits possédants ; remboursement des meubles ; coopération ; application de la loi sur l'indemnisation dans un esprit libéral* [8 octobre 1971] (p. 4442, 4443, 4444).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : *Ses observations sur le groupe opérationnel du Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique ; caractère de nos expériences atomiques ; présentation des crédits militaires ; nécessité de donner davantage de publicité à l'effort de défense nationale* [2 novembre 1971] (p. 5184, 5185) ; JUSTICE : *Administration des prisons ; centrale de Muret ; prime de risque ; insuffisance des effectifs du personnel des prisons ; nécessité d'une discipline dans les établissements pénitentiaires ; drame de Clairvaux* [5 novembre 1971] (p. 5375) ; *problème de la peine de mort* (p. 5376) ; TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Industrie aéronautique toulousaine ; ses observations sur la* Caravelle 12, *l'*Airbus A 300 B *et le* Concorde ; *rentabilité du* Concorde ; *problème de la capacité des appareils* [15 novembre 1971] (p. 5688, 5689) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Augmentation de la contribution financière des cultivateurs aux charges du B.A.P.S.A. ; diminution du taux de la T.V.A. applicable aux matériels et aux équipements achetés par les C.U.M.A. ; taux dont pourraient bénéficier les prêts accordés pour l'achat des matériels sur la base de ceux consentis aux groupements d'exploitation en commun ; problème du lait et de l'I.V.D. ; exemple du département de la Haute-Garonne* (p 5758, 5759).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réforme de la patente [5 novembre 1971] (p. 5388, 5389, 5390).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative à l'admission de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun [19 novembre 1971] (p. 5992, 5993).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative au contrôle des films : *Augmentation de la représentation parlementaire au sein des commissions de contrôle* [26 novembre 1971] (p. 6175).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Montant du pécule ; entrée en vigueur de la loi ; financement de l'aide* [18 mai 1972] (p. 1682) ; *concurrence déloyale ; problème du réinvestissement de la T.V.A. ; patente ; situation des petits commerçants et artisans qui ont pu, un moment, enfreindre la légalité* (p. 1683) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Sa critique du monopole* [15 juin 1972] (p. 2538) ; *loi d'orientation universitaire ; rapport Paye; médiocrité de l'O.R.T.F. ; France-Inter ; problème des journalistes ; condition d'une expression libre* (p. 2539) ; *publicité clandestine* (p. 2540) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « radiodiffusion-télévision française » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « a pour objet, sur le territoire de la République »* [16 juin 1972] (p. 2585) ; *suppression du caractère monopolistique de la télévision ; droit international de l'informatique ; incidence du monopole sur les relations internationales* (p. 2585) ; *retrait de son amendement* (p. 2586) ; Art. 6 : *Son amendement concernant les membres du conseil d'administration* (p. 2609) ; *son amendement* (p. 2610) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III - SANTÉ PUBLIQUE : *Hôpitaux de deuxième catégorie; centres hospitaliers universitaires ; hospice de Toulouse ; contacts entre les étudiants et les malades ; hôpitaux périphériques* [3 novembre 1972] (p. 4647, 4648) ; DÉPENSES MILITAIRES : *Moral des troupes ; terme de « centres de perfectionnement technique et stratégique » à la place du mot camp ; incorporation dans la Marine, meilleur creuset pour forger le moral* [8 novembre 1972] (p. 4868) ; *force expérimentale du Pacifique ; information du grand public sur la finalité dissuasive de la force de frappe ; sa critique du programme de la gauche ; sa demande de reconstitution de la Ve Région militaire ; poudrerie nationale de Toulouse* (p. 4869) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Conférence de sécurité européenne ; faiblesses et craintes de l'U.R.S.S. ; faillite du marxisme-léninisme*

dans le domaine économique ; faiblesses des pays occidentaux ; isolationnisme américain ; contradictions entre les pays capitalistes ; force nationale de dissuasion ; demande que l'on institutionnalise la conférence par une O.N.U. de l'Europe ; politique méditerranéenne de la France [16 novembre 1972] (p. 5288) ; *sa demande d'organisation d'une conférence qui comprendrait les Etats latins de la Méditerranée et les Etats arabes du sud de la Méditerranée occidentale ; intérêt pour la France du Sud-Ouest de faciliter l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun* (p. 5289).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux rapatriés âgés [15 décembre 1972] (p. 6262, 6263).

DRONNE (Raymond)

Député de la Sarthe
(3e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 332 du Code de la sécurité sociale afin d'abaisser pour certaines catégories d'assurés l'âge d'attribution de la pension vieillesse au taux de 40 %, **n° 584** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 332 du Code de la sécurité sociale afin de permettre l'attribution d'une pension au taux de 40 %, dès l'âge de soixante ans aux assurés ayant appartenu aux forces françaises libres, **n° 734** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article L 357 du Code de la sécurité sociale aux assurés ayant appartenu aux forces françaises libres qui n'étaient pas salariés au moment de leur incorporation dans les forces françaises libres, **n° 735** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi relative à la délivrance des attestations d'appartenance aux forces françaises combattantes, **n° 782** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux officiers de réserve, ayant rendu des services notoires en temps de guerre ou de paix, par une activité militaire ou paramilitaire indiscutable, de postuler au grade supérieur dans l'honorariat, **n° 1051** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi portant réforme du service national, **n° 1068** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi relative à la commémoration du centième anniversaire de la proclamation de la IIIe République, **n° 1173** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, afin qu'ils soient effectivement soumis au vote du Parlement avant la fin de l'année 1970, **n° 1298** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité du maréchal de France au général d'armée Pierre Kœnig, **n° 1386** [8 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à instituer le sursis-contrat, **n° 1388** [8 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, afin qu'ils soient effectivement soumis au vote du Parlement avant la fin de l'année 1972, **n° 2141** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à reporter l'entrée en vigueur de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971, relative à l'apprentissage, **n° 2508** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 188-8 du Code rural et relative à certaines créations et extensions d'exploitations agricoles, **n° 2533** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Problème de la ratification des autres ordonnances* [22 juillet 1968] (p. 2420) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Infractions commises en relation avec les événements d'Algérie ; conséquences de l'amnistie ; relations de la France avec l'Algérie, caractères de l'amnistie ; son champ d'application ; problème des frais de justice ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; condamnations prononcées en raison des événements intervenus dans les Territoires et Départements d'outre-mer* [23 juillet 1968] (p. 2471, 2472) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Force nucléaire stratégique ; protection civile ; corps de bataille terrestre ; inexistence de nos forces de défense opérationnelle du territoire ; demande si les ambitions de notre politique militaire sont à la mesure de nos moyens ; problème de la dotation des sous-marins ; impossibilité pour la France, dans la course aux armements, d'assurer sa sécurité* [30 octobre 1968] (p. 3755, 3756) ; *possibilité d'un large débat sur la politique militaire* (p. 3756).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique militaire : *Ses observations sur les paroles de M. Montalat* [5 décembre 1968] (p. 5130).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues, relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique : *Stocks de beurre ; possibilité d'élever la teneur en matière grasse du lait commercialisé* [10 décembre 1968] (p. 5265).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Problème des lignes, dites secondaires ; décision de suppression du trafic des voyageurs par trains omnibus sur certaines lignes ; difficultés au moment des périodes de pointe ; question du matériel ; modifications d'horaires ; problème des infrastructures ; possibilité de maintenir le service voyageurs par trains omnibus sur les lignes où le nombre des voyageurs transportés est suffisant et pourrait être plus élevé si certains horaires étaient aménagés* [16 octobre 1969] (p. 2708).

Prend part à la discussion :

— en seconde délibération, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, Art. 2 : *Représentation des retraités* [22 octobre 1969] (p. 2815) ; ses explications de vote : *Publicité des avis du Conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 2816) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Désire savoir si notre système de défense est en mesure d'assurer notre sécurité ; rôle de la force nationale stratégique de dissuasion ; armement atomique impliquant l'espace et la dispersion des objectifs ; ses observations sur nos forces de manœuvre et d'intervention ; question de l'efficacité de notre défense ; nécessité de penser notre défense dans une Europe organisée ; importance de l'Alliance atlantique ; problème de l'armement nucléaire ; réforme du service national* [17 novembre 1969] (p. 3849, 3850).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réunion d'une conférence de la paix dans le Sud-Est asiatique [10 avril 1970] (p. 947, 948) ;

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au problème des commerçants et des artisans [10 avril 1970] (p. 954) : *Simplification nécessaire de la fiscalité ; institution d'un salaire fiscal ; simplification de la T.V.A. ; désencadrement progressif du crédit ; aide en faveur des petits commerçants âgés* (p. 959).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national : *Conditions de discussion du projet de loi ; instauration d'un service légal de courte durée ; âge d'appel sous les drapeaux; formation professionnelle ; création des unités expérimentales ; possibilité offerte à certains de servir dans la Gendarmerie ; service*

féminin ; problème des sursis ; querelle entre les partisans de l'armée de conscription et les tenants de l'armée de métier ; réduction possible du nombre des professionnels par des affectations plus judicieuses des militaires du contingent [9 juin 1970] (p. 2358, 2359) ; Avant l'Art 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (composition du service national ; ses caractères)* (p. 2373) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer au dernier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (sursis pour les jeunes gens poursuivant des études supérieures à condition de souscrire un contrat avec l'Etat)* (p. 2378) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2378, 2379) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* [10 juin 1970] (p. 2407) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (mise à la disposition du Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale de certains jeunes gens)* (p. 2409) ; *retrait de son amendement* (p. 2409) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2410) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2410) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (composition d'un corps spécial de santé ; mise à la disposition des Ministres de la Santé publique et de l'Agriculture de certaines personnes)* (p. 2412) ; *situation des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens-dentistes et des vétérinaires* (p. 2412) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Problème du transfert sur la route du trafic voyageurs omnibus de certaines lignes de chemin de fer ; ses observations sur la ligne La Flèche-Le Mans ; projet de remplacement de l'autorail par l'autocar sur une partie de l'ancienne ligne Paris-Bordeaux-Etat entre Château-du-Loir et Courtalain ; expansion de la ville de La Flèche ; ses observations sur l'autorail F.N.C., de la Fédération nationale des cheminots ; situation des agents de la S.N.C.F. qui, après avoir été détachés outremer, ont été réintégrés* [9 novembre 1970] (p. 5409) ; *ses observations sur les paroles de M. Mondon* (p. 5414) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Ses observations sur les sociétés de caution mutuelle* [9 décembre 1970] (p. 6352) ;

— du projet de loi relatif au corps des vétérinaires biologistes des armées : Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Fanton ; délimitation du domaine réglementaire et du domaine législatif* [11 mai 1971] (p. 1790) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Liaison Rhône-Rhin ; liaison ferroviaire Paris-Lyon ; approvisionnement français en énergie ; politique algérienne* [16 juin 1971] (p. 2958).

Mise au point au sujet du vote de M. de Montesquiou sur le projet de loi portant approbation du VIe Plan [21 juin 1971] (p. 3149, 3150].

Prend part à la discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur l'agitation et les abus ; politisation des établissements ; désintéressement des étudiants en matière de participation* [21 juin 1971] (p. 3162) ; *sens de la démocratisation de l'enseignement ; baisse de la qualité des études* (p. 3163).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le fait que le vote doit être personnel* [21 juin 1971] (p. 3188).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Mazeaud après l'article 5 du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif [23 juin 1971] (p. 3296).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : *Appel du contingent* [2 novembre 1971] (p. 5176) ; *possibilité d'exempter de tout service militaire les jeunes gens nés entre telle et telle date ; matériel de l'armée de Terre ; moral de l'armée ; demande si notre défense est valablement assurée* (p. 5177) ; en deuxième lecture : *Son abstention lors du vote* [16 décembre 1971] (p. 6867).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'emprunt Pinay [3 décembre 1971] (p. 6390).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires, Art. 1er : *Son amendement tendant à*

supprimer la dernière phrase du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 463 du Code de l'administration communale [17 décembre 1971] (p. 6905) ; *notion de concession forcée ; retrait de son amendement* (p. 6907) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 1er : *Domaine d'application du statut ; cas des appelés du contingent* [2 mai 1972] (p. 1254) ; *son sous-amendement à l'amendement de la Commission* (p. 1256) ; Art. 3 : *Statuts particuliers des militaires de carrière* (p. 1258) ; Art. 9 : *Adhésion des militaires à des syndicats ou à des associations* [3 mai 1972] (p. 1279) ; Art. 99 : *Ses observations sur l'amendement de M. Stehlin* (p. 1318) ; ses explications de vote : *Objet du projet de loi* (p. 1324) ; en deuxième lecture, Art. 9 : *Son amendement (adhésion des militaires en activité de service à des organisations syndicales)* [14 juin 1972] (p. 2455) ; *ses observations* (p. 2456) ; ses explications de vote : *Abstention du groupe Progrès et Démocratie moderne* (p. 2465).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux congés scolaires [19 mai 1972] (p. 1761, 1762).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Nécessité d'une action gouvernementale plus résolue ; attitude française à l'égard du Vietnam* [23 mai 1972] (p. 1825) ; *ses observations sur les scandales ; problème des structures commerciales et artisanales* (p. 1826).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la politique pétrolière [21 juin 1972] (p. 2696, 2697).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Ses explications de vote* [28 juin 1972] (p. 2952).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard, relatives aux anciens combattants : *Reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; étude de l'application du rapport constant par une Commission tripartite* [30 juin 1972] (p. 3066, 3067).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblé de ce territoire : *Oppose la question préalable ; projet prématuré ; problème de l'établissement des listes électorales en l'absence d'un bon recensement des populations ; mission d'identification vérifiant l'identité des habitants ; problème de la nationalité ; fraude électorale* [12 octobre 1972] (p. 4105) ; *maintien de sa question préalable ; proposition non adoptée à l'unanimité par la Chambre des députés du territoire* (p. 4106) ; en deuxième lecture : *Sa question préalable ; fixation d'une nouvelle répartition des sièges entre les circonscriptions électorales* [23 novembre 1972] (p. 5618) ; Art. 1er : *Ses observations sur les opérations de la mission d'identification des populations ; révision des listes électorales* (p. 5619, 5620).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'élevage des bovins [3 novembre 1972] (p. 4637, 4638).

DUBOSC (Franz)

Député des Basses-Pyrénées (3e circonscription) U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Michel Inchauspé, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 387), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1867), relatif à la mise en valeur pastorale des régions d'économie montagnarde, n° 1994 [5 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le pro-

jet de loi (n° 2178), modifié par le Sénat, relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, n° **2180** [18 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2223), modifiant le Code de l'aviation civile (1re partie), abrogeant les textes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux territoires d'outre-mer, n° **2401** [8 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2429), portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921, prohibant les importations de plants et boutures de vigne, n° **2581** [5 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2630), modifié par le Sénat, modifiant le Code de l'aviation civile (1re partie), abrogeant les textes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux territoires d'outre-mer, n° **2641** [16 novembre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2650), relatif à la création de zones protégées pour la production de semences ou plants, n° **2694** [29 novembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la Région et du Sénat : *Ses observations sur la participation ; importance de la réforme ; réforme du Sénat ; création de collectivités régionales ; importance de l'actuel débat* [13 décembre 1968] (p. 5486, 5487).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Conditions d'exercice de la diplomatie dans le monde moderne ; rôle des coopérants ; élargissement du recrutement des coopérants ; ses observations sur les services de presse et d'information ; son vote sur le budget* [4 novembre 1969] (p. 3321) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *amélioration des structures ; remembrement en Aquitaine ; ses observations sur les S.A.F.E.R. du Sud-Ouest ; procédure des échanges amiables ; enseignement professionnel ; promotion sociale ; mise en place de la formation ; problème de l'aménagement rural et touristique ; rénovation de certaines zones à économie rurale dominante ; parcs nationaux et régionaux ; constitution d'un Institut de développement agricole dont la tâche serait de définir le programme pluriannuel d'expansion sélective de l'agriculture* [18 novembre 1969] (p. 3935, 3936) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - TOURISME : *Caractère itinérant du tourisme ; lien entre le tourisme et le transport aérien ; sa constatation que les agences de voyages bénéficient d'une exonération de la T.V.A. à la sortie des Français vers l'étranger alors qu'elles doivent l'acquitter pour les touristes étrangers qui viennent en France ; tourisme des personnes dites « du troisième âge » ; ses observations sur le tourisme en montagne ; crédits pour l'aménagement des zones périphériques* [27 octobre 1970] (p. 4795, 4796) ; *budget d'un parc national* (p. 4796) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Taux moyen annuel de croissance de la production agricole ; ses observations sur le poste budgétaire « Salaires et charges sociales » ; problème de l'endettement des agriculteurs ; charges d'exploitation ; structure démographique de l'agriculture* [7 novembre 1970] (p. 5333) ; *enseignement agricole ; avenir de la société rurale ; revalorisation de l'enseignement technique agricole dans le deuxième cycle* (p. 5334, 5335) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Principe de la participation ; investissements privés ; ses observations sur l'Europe ; problème agricole* [17 juin 1971] (p. 3050) ; *mise en place d'un Institut de développement agricole et rural ; ses observations sur la zone du Sud-Ouest* (p. 3051) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Lutte contre les nuisances ; utilité de la codification des textes en matière d'eau* [8 novembre 1971] (p. 5516) ; *ses observations sur le mot « environnement » ; opération « plages propres » ; rôle de l'agriculteur dans la protection des ressources naturelles ; ses observations sur l'air et l'eau* (p. 5517) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, en qualité de *Rapporteur : Dé-*

finition des parcs et zones périphériques ; déclin de la vie rurale traditionnelle ; rôle de l'Institut national d'études rurales montagnardes ; création de syndicats de propriétaires ; regroupement des troupeaux ; possibilité d'une nouvelle forme de location pour les terres pastorales des zones de montagne [18 novembre 1971] (p. 5919) ; *indemnité spéciale en faveur des agriculteurs des zones de montagne qui exercent dans certains périmètres critiques ; ses observations sur les biens domaniaux; restructuration foncière en montagne* (p. 5920, 5921) ; Art. 1er : *Son amendement (aides accordées aux agriculteurs en raison des conditions exceptionnelles d'exploitation de ces régions)* (p. 5946); *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de l'article 27 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole)* (p. 5946) ; *son amendement (application des dispositions de la présente loi dans les communes classées en zones d'économie montagnarde)* (p. 5946) ; *problème de la délimitation des zones d'économie montagnarde* (p. 5946) ; *retrait de ses amendements* (p. 5947) ; Art. 2 : *Son amendement (rôle des associations foncières pastorales)* (p. 5948) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 5948) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 5948) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5948) ; *pouvoirs délégués à l'Association foncière pastorale* (p. 5948) ; Art. 4 : *Son opposition à l'amendement de M. Delachenal* (p. 5949) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 5951) ; *procédure de délaissement* (p. 5951) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 5952) ; *retrait de celui-ci* (p. 5952) ; Art. 8 : *Son amendement (contribution au maintien de la vie rurale)* (p. 5953) ; *retrait de son amendement* (p. 5953) ; Art. 10 : *Ses amendements* (p. 5954) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement (rôle du Crédit agricole mutuel)* (p. 5954) ; *problème de financement lors de la constitution des associations foncières pastorales* (p. 5954) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 5955); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement* (p. 5956) ; *application du statut de fermage ; création d'un nouveau type de contrat applicable aux régions d'économie montagnarde* (p. 5957) ; *son amendement (adoption d'une convention départementale par la Commission consultative des baux ruraux)* (p. 5957) ; *ses amendements tendant à supprimer les 2°, 3°, 4° et 5° alinéas de ces articles* (p. 5957) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du dernier alinéa de cet article* (p. 5957) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement (indemnité viagère de départ)* (p. 5959, 5960) ; *indemnité complémentaire de restructuration* (p. 5960) ; *son amendement (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant statut de la montagne)* (p. 5963) ; Titre : *Son amendement tendant dans le titre du projet de loi à substituer au mot « pastorale » le mot : « agricole »* (p. 5963) ; *retrait de son amendement* (p. 5963) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967, relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Objet des coopératives ; contrat d'engagement d'activité ; groupements nationaux ; ses observations sur la Société d'intérêt collectif agricole ; conceptions doctrinales de la coopération* [23 novembre 1971] (p. 6020) ; *importance de la coopération pour l'organisation économique de l'agriculture* (p. 6021) ; Art. 11 : *Son abstention lors du vote* (p. 6042);

— du projet de loi portant création et organisation des régions ; Art. 7 : *Son amendement relatif à l'élaboration du Plan* [27 avril 1972] (p. 1118) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1119, 1120) ; *retrait de son amendement* (p. 1120) ; Art. 8 : *Son amendement : « Le Conseil régional propose les conditions générales de répartition »* (p. 1127) ; *retrait de celui-ci* (p. 1128) ; Art. 10 : *Représentation du secteur agricole* (p. 1133) ; *retrait de l'amendement de M. Arthur Charles* (p. 1133) ; Art. 12 : *Son amendement (possibilité pour le Conseil régional et le Comité économique de siéger ensemble)* (p. 1136) ; *ses observations* (p. 1136, 1137) ; *retrait de son amendement* (p. 1137) ;

— du projet de loi modifiant le Code de l'aviation civile (1re partie), abrogeant les lextes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux territoires d'outre-mer ; en qualité de *Rapporteur : la ratification législative du Code de l'aviation civile ; l'extension dudit Code aux territoires d'outre-mer* [2 octobre 1972] (p. 3852, 3853) ; Art. 5 : *Son amendement concernant l'ap-*

plication du Code aux territoires d'outre-mer ; son adoption (p. 3855) ; après l'Art. 6 : *Son amendement complétant l'article L 150-12 du Code de l'aviation civile ; sa réserve ;* (p. 3855) ; *son adoption* (p. 3856), *son amendement introduisant à la fin du titre V du tome premier du Code de l'aviation civile un article L 150-17 ; son sous-amendement à l'amendement (dispositions pénales applicables dans les territoires d'outre-mer)* (p. 3855) ; *son adoption* (p. 3856) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de donner force de loi à la partie législative du Code de l'aviation civile ; son application aux territoires d'outre-mer ; modifications réalisées par le Sénat* [23 novembre 1972] (p. 5620) ;

— du projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921, prohibant les importations de plants et boutures de vigne, en qualité de *Rapporteur : Directives du Conseil des communautés européennes du 9 avril 1968 ; commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne ; règles unifiées pour le choix des variétés admises à la commercialisation ; rôle et place de notre pays dans ce domaine* [12 octobre 1972] (p. 4113) ; *problème de l'application de l'article 15 de cette directive concernant les importations dans la C.E.E. ; mesures temporaires au niveau national* (p. 4114) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Développement rural ; sa demande de précision sur la stratégie du développement global du milieu rural* [15 novembre 1972] (p. 5213, 5214) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Demande le report des avantages pour la promotion des huit métropoles d'équilibre au bénéfice des villes moyennes ; son plaidoyer pour l'Aquitaine, les pays de l'Adour et la région frontalière du Sud ; désenclavement de cette région ; liaison autoroutière Paris-Hendaye ; infrastructures aériennes* [17 novembre 1972] (p. 5424) ; *région ayant peu bénéficié du régime des aides ; sa demande d'action en faveur du Sud-Ouest aquitain* (p. 5425) ;

— du projet de loi relatif à la création de zones protégées pour la production de semences ou plants, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de protéger toute production de semences, notamment celles dites « hybrides »* [30 novembre 1972] (p. 5765) ; *renforcement de l'efficacité des dispositions en vigueur ; imprécision des textes de base* (p. 5766) ; après l'Art. 3 : *Notion d'indemnisation ; détermination des garanties* (p. 5767, 5768).

DUCOLONÉ (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
(11e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel en date du 3 octobre 1968 [3 octobre 1968] (p. 3044).

Est réélu député le 15 décembre 1968 (élection partielle) [16 décembre 1968] (p. 5532, 5565).

S'inscrit au groupe Communiste [16 décembre 1968] (p. 5565).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023).

Dépôts :

Sa proposition de loi, tendant à modifier les articles 41 du décret n° 54-406 du 10 avril 1954, de l'ordonnance n° 60-1067 du 6 octobre 1960 et 34 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963, donnant dans certains cas aux juridictions compétence disciplinaire à l'encontre des avocats, **n° 643** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi, tendant à autoriser exceptionnellement l'inscription sur les listes

électorales du 19 au 24 mai 1969, n° 711 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi, portant institution d'une contribution patronale en vue de réduire le déséquilibre d'exploitation des transports en commun de la région parisienne, n° 1013 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi, tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, et à vingt et un ans l'âge d'éligibilité des députés, conseillers généraux et conseillers municipaux, n° 1213 [10 juin 1970].

Sa proposition de loi, tendant à fixer à soixante ans l'âge du droit à une pension de vieillesse pour les anciens prisonniers de guerre, n° 1657 [15 avril 1971].

Sa proposition de loi, tendant à supprimer l'article L 320 (3°) du Code électoral en vue de permettre à ceux qui sont dispensés de subvenir aux charges communales et à ceux qui sont secourus par les bureaux d'aide sociale d'être conseillers municipaux, n° 1742 [19 mai 1971].

Sa proposition de loi, tendant à rétablir le bénéfice du « régime insalubre » au personnel du service municipal de la désinfection de la Ville de Paris, n° 1890 [24 juin 1971].

Sa proposition de résolution, tendant à la création d'une Commission de contrôle sur le fonctionnement de la réunion des théâtres lyriques nationaux, n° 2591 [13 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; Art. 14 : *Opposition du groupe Communiste lors du vote* [19 juillet 1968] (p. 2376) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967, autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Raisons du déficit de la Sécurité sociale ; évolution des prestations familiales et de vieillesse ; pouvoir d'achat des familles ; droit à la santé ; abrogation des ordonnances concernant la sécurité sociale ; création de trois organismes distincts; suppression de l'élection des membres des conseils d'administration ; institution d'un régime paritaire : augmentation du nombre des administrateurs des caisses ; financement des caisses et des prestations servies ; ticket modérateur ; suppression des indemnités journalières aux assurés allant en cure thermale ; moyens de supprimer le déficit ; dépôt d'un projet de loi portant réforme d'ensemble de la sécurité sociale* [22 juillet 1968] (p. 2414 à 2416) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe Communiste* [25 juillet 1968] (p. 2595) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe Communiste* [25 juillet 1968] (p. 2609) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 1er : *Vote du groupe Communiste* [23 juillet 1968] (p. 2477) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des anciens résistants)* (p. 2487).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la taxe de surloyer et au plafond de ressources dans les H.L.M. [24 mai 1969] (p. 1395, 1396).

Est entendu sur la question orale de M. Christian Bonnet, relative aux impôts locaux [3 octobre 1969] (p. 2480).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « mesures législatives d'indemnisaiton » à insérer les mots : « devant intervenir dans les six mois à dater de la promulgation de la présente loi »* [8 octobre 1969] (p. 2543) ; *nécessité de préciser la date à laquelle viendra en discussion le projet de loi concernant l'indemnisation des rapatriés* (p. 2543, 2544) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Vote du groupe Communiste* [3 novembre 1969] (p. 3248) ; TRANSPORTS. — I - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Participation aux dépenses d'exploitation de la R.A.T.P. ; charges des collectivités départementales ; participation imposée à la Ville de Paris ; notion de service public s'appliquant à la R.A.T.P., la R.A.T.P., service public national ; conséquence de la généralisation des autobus à un seul agent* (p. 3259, 3260) ; *diminution du nombre des voyageurs ; augmentation des charges salariales de la R.A.T.P. ; problème de matériel ; réseau express régional ; ses observations*

sur le fait que la Régie est le principal convoyeur de main-d'œuvre pour les entreprises de la région parisienne et de clientèle pour les grands magasins ; taxe de transports instituée en 1958 ; nécessité d'appliquer la taxe de transports basée sur les salaires et versée par les entreprises de plus de cent salariés et par les grands magasins ; relations entre la R.A.T.P. et le Fonds de développement économique et social (p. 3260) ; *vote du groupe Communiste sur le titre IV et l'Etat C* (p. 3268) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Vote du groupe Communiste* [5 novembre 1969] (p. 3411) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problèmes soulevés à la Régie nationale des usines Renault : question de la « participation au capital » ; possibilité des entreprises nationalisées; efficacité technique de la Régie Renault ; son rôle dans la relance de l'industrie automobile ; constatation que Renault a moins reçu de l'Etat que la société Citroën ; nationalisation de l'industrie automobile ; gestion démocratique de la nationalisation* [6 novembre 1969] (p. 3470) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la manifestation du 15 novembre ; attitude de la police ce jour-là ; ses observations sur les unités de forces spéciales d'intervention ; hostilité des syndicats de police à la création de forces spéciales ; mécontentement des travailleurs ; orientation de la politique gouvernementale vers le profit des impérialistes américains ; problème de la région parisienne ; allongement du délai de garde à vue* [20 novembre 1969] (p. 4089, 4090) ; *ses observations sur les arrestations dans le métro* (p. 4095) ; Titre III : *Vote du groupe Communiste* (p. 4116) ; ses explications de vote : *Vote du groupe Communiste ; mansuétude du Gouvernement à l'égard des spéculateurs ; poids de la fiscalité ; revendication de la classe ouvrière* [22 novembre 1969] (p. 4326) ;

— projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Réalité de la lutte des classes ; résultats obtenus par les travailleurs en mai 1968 ; participation aux bénéfices ; participation à la prise des décisions ; processus de dénationalisation ; situation des travailleurs de la Régie ; ses observations sur le fait qu'aucun forgeron n'atteint l'âge de la retraite ; problème du pouvoir d'achat ; réduction du temps de travail ; son vote* [16 décembre 1969] (p. 4956, 4957) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille ; après l'Art. 213 du Code civil : *Détermination de celui sur qui pèsent les charges du ménage* [8 avril 1970] (p. 853) ; Art. 215 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « faute d'accord, au lieu choisi par le mari »* (p. 853) ; *problème du choix de la résidence* (p. 853) ; *son amendement tendant à substituer, au troisième alinéa de cet article, de nouvelles dispositions (cas de désaccord sur le choix de la résidence mettant en péril les intérêts de la famille)* (p. 854) ; *ses observations sur son amendement* (p. 854) ; Art. 375 du Code civil : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article à supprimer les mots : « ou si les conditions de son éducation sont compromises »* ; [9 avril 1970] (p. 883) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Il pourra en être de même en dehors de ces hypothèses lorsque l'assistance éducative s'avérera nécessaire pour assurer la promotion scolaire ou professionnelle du mineur »* (p. 884) ; Art. 375-3 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le sixième alinéa de cet article : « Toutefois, quand un jugement de divorce a été rendu entre les père et mère ou une action de divorce introduite, ces mesures ne peuvent être prises que par le tribunal »* (p. 887) ; Art. 375-1 du Code civil : *Ses observations sur le fait que le juge du domicile est celui qui connaît le mieux la situation de l'enfant* (p. 889) ; Art. 375-7 du Code civil : *Son sous-amendement tendant à supprimer la seconde phrase de l'amendement de M. Cressard* (p. 891) ; *droit de correspondance et de visite des parents* (p. 892); *retrait de son sous-amendement* (p. 893) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « à moins que l'intérêt de l'enfant ne justifie une suspension provisoire de l'exercice de ce droit »* (p. 893) ; Art. 377-2 du Code civil : *Retrait de l'amendement de M. Bustin* (p. 895) ; Art. 379 du Code civil : *son amendement tendant après les mots : « articles 205 à 207 » à supprimer la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 379 du Code civil* (p. 896) ; *dispense de l'obligation alimentaire en cas de déchéance* (p. 896) ; *modification de son amendement* (p. 897) ; Art. 383 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « L'administration lé-*

gale est exercée conjointement par le père et la mère dans le cas de l'article 389-1 » (p. 900) ; *administration légale* (p. 900) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 901) ; Art. 384 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (jouissance des biens de l'enfant)* (p. 901) ; Art. 1384 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter l'alinéa 4 de cet article par la phrase suivante : « Si une mesure d'assistance éducative a été ordonnée, ils pourront en être déchargés en tout ou partie »* ; (p. 904) ; *habilité du juge pour décharger éventuellement les parents de leurs responsabilités* (p. 904) ; ses explications de vote : *Vote du groupe Communiste ; ses observations sur l'article 214 du Code civil relatif aux ressources incluses dans le ménage* [16 avril 1970] (p. 1098, 1099).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la recrudescence des menées fascistes [10 avril 1970] (p. 944).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Demande où se trouvent les « casseurs » ; occupation des locaux des entreprises n'ayant jamais donné lieu à des déprédations ; responsabilité personnelle de chaque individu ; ses observations sur les articles actuellement en vigueur du Code pénal ; ses observations sur la loi du 10 janvier 1936 ; article 108 du Code pénal prévoyant la réparation pécuniaire des dommages causés lors d'une manifestation interdite ; objectif du projet de loi étant de porter atteinte au droit de réunion et au droit de grève ; son vote contre la nouvelle loi scélérate* [29 avril 1970] (p. 1395, 1396) ; Art. 1er : *Hostilité du groupe Communiste au projet de loi ; droit de manifestation ; répression des manifestations populaires ; ses observations sur l'article 104 du Code pénal* (p. 1417) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* [27 mai 1970] (p. 1991) ; Art. 137 du Code de procédure pénale : *Conséquence d'une diminution du contrôle judiciaire* (p. 2006) : Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le treizième alinéa (12°) de ce texte par la phrase suivante : « Cette mesure ne pourra en aucun cas aboutir à ce que soient entravées les activités syndicales ou de représentation du personnel ou de gestion et d'administration dans le cadre professionnel »* (p. 2011) ; Art. 139 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant après le dernier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa : « Les ordonnances relatives au contrôle judiciaire sont soumises aux mêmes conditions de durée et de renouvellement exceptionnel que les ordonnances sur la détention provisoire »* (p. 2011) ; *retrait de son amendement* (p. 2011) ; Art. 147 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « peuvent ordonner » le mot : « ordonneront »* (p. 2017) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2017) ; Art. 150-10 du Code de procédure pénale : *Sa demande de vote par division* [28 mai 1970] (p. 2036) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 30 du Code de procédure pénale est abrogé »* (p. 2038) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 9 de l'ordonnance n° 60-1067 du 6 octobre 1960 est abrogé »* (p. 2044) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Vote du groupe Communiste contre cet article* (p. 2065) ; Art. 734-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Elle s'étend aux peines accessoires et aux incapacités résultant de la condamnation sauf décision spécialement motivée du tribunal »* (p. 2082) ; Art. 737 du Code de procédure pénale : *Retrait de l'amendement de M. Bustin* (p. 2082) ; Art. 741 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur les amendements de M. Bustin* (p. 2084) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Recherche scientifique ; subordination de la recherche scientifique aux grandes sociétés industrielles ; recherche militaire ; ses observations sur les opinions du directoire élargi du C.N.R.S.* [17 juin 1970] (p. 2760, 2761) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire : *Vote du groupe Communiste* [25 juin 1970] (p. 3054) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats : *Crise de la justice en France ; bilan des carences dont le régime*

actuel porte une responsabilité importante ; réduction du nombre des magistrats ; aggravation des conditions de travail et de vie des magistrats ; conditions d'avancement ; limites et dangers du projet de réforme du statut des magistrats ; ses observations sur la commission d'avancement ; collège des magistrats appelé à désigner ses représentants à la commission d'avancement ; problème de la liaison entre l'inscription et la nomination ; connaissance par les magistrats de leur note ; composition de la commission de discipline ; situation des magistrats dans les territoires d'outre-mer ; crise de recrutement des magistrats [25 juin 1970] (p. 3056, 3057) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) de l'article 30 de l'ordonnance du 22 décembre 1958, à supprimer les mots : « ainsi que les officiers ou assimilés de l'armée active justifiant d'au moins huit années de service en l'une ou l'autre de ces qualités »* (p. 3071) ; Art. 6 : *Ses amendements tendant, dans le troisième alinéa (2°), dans le quatrième alinéa (3°) et dans le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 35 de l'ordonnance de 1958, à substituer aux mots « choisis sur deux listes établies » le mot « élus »* (p. 3074) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 3074) ; Art. 66-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé pour cet article : « le Garde des Sceaux ne peut prendre de sanctions plus graves que celles proposées par la commission de discipline »* (p. 3077) ; *retrait de son amendement* (p. 3077) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) de cet article, à supprimer les mots : « ainsi que les anciens officiers ou assimilés de l'armée active »* (p. 3077) ; *abstention du groupe Communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 3079) ;

— en deuxième lecture du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens ; Art. 11 : *Son vote sur cet article* [25 juin 1970] (p. 3093).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la fermeture de l'Opéra [26 juin 1970] (p. 3175).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants : *Ses observations sur le déroulement du débat* [29 juin 1970] (p. 3309) ; Art. L 630-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « tout étranger » à ajouter les mots : « de plus de vingt et un ans »* [30 juin 1970 (p. 3326).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : ses explications de vote : *Décalage entre les promesses du Gouvernement et la réalité ; accélération de la concentration des monopoles ; conséquence de la recherche du profit ; ses observations sur l'affaire Ford ; situation des travailleurs dont le montant des salaires n'atteint pas 800 F par mois ; situation des personnes âgées ; nombre des jeunes chômeurs ; truquage de la propagande gouvernementale pour la nouvelle société ; mécontentement social* [15 octobre 1970] (p. 4341, 4342).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur les paroles de M. Comiti* [23 octobre 1970] (p. 4659, 4661) ; Titre III : *Vote du groupe Communiste contre le titre III* (p. 4663) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : Titre III : *Ses observations sur les paroles de M. Bozzi* [13 novembre 1970] (p. 5463) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Problème de l'affectation à ce département ministériel de 1 % du budget de l'Etat ; insuffisance des équipements ; délabrement du patrimoine culturel ; transfert des archives publiques au Ministère des Affaires culturelles ; grève des gardiens du musée du Louvre* (p. 5496) ; *personnel du Musée des arts africains ; ses observations sur le Musée des arts et traditions populaires ; problème de la manufacture de Sèvres ; ses observations sur la musique ; place de l'enseignement artistique à l'école primaire ; effort culturel accompli par les collectivités locales ; ses observations sur l'Opéra de Paris et l'Opéra-Comique ; situation des scènes lyriques de province ; rôle des jeunes compagnies ; ses observations sur les jeux dramatiques d'Arras ; droit à la culture ; problèmes du cinéma ; rapport Astoux* (p. 5497) ; *réduction des moyens de développement de la création cinématogra-*

phique ; cession à un groupe privé de l'Union générale du cinéma ; vote du groupe Communiste (p. 5498) ; Titres III, IV, V : *Votes du groupe Communiste* (p. 5511).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au Commissariat à l'énergie atomique [30 octobre 1970] (p. 4974, 4975).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux agents de l'Office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire, Art. unique : *Ouverture de nouveaux délais en faveur des fonctionnaires de l'O.R.T.F. ; ses observations sur son amendement tendant, pendant un délai de cinq ans, à permettre aux fonctionnaires de l'Office des catégories A, B, C et D de faire l'objet d'une mise à la retraite anticipée* [18 novembre 1970] (p. 5763) ; Art. additionnel : *Délais pouvant s'écouler entre la publication de la loi et les décrets d'application* (p. 5764) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 2 : *Calcul de la majorité absolue* [25 novembre 1970] (p. 5915) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* [3 décembre 1970] (p. 6109) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Son vote contre cet article* [9 décembre 1970] (p. 6356) ;

— du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; Art. 2 : *Vote du groupe Communiste* [15 décembre 1970] (p. 6534) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Caractère hâtif de la discussion de la proposition de loi ; application de l'article 74 de la Constitution ; ses observations sur l'insuffisance du délai laissé à l'Assemblée territoriale* [18 décembre 1970] (p. 6679) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés : *Vote du groupe Communiste* [18 décembre 1970] (p. 6700) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Vote du groupe Communiste* [18 décembre 1970] (p. 6701) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux actes de disposition afférents à certains biens ayant appartenu à des contumax : *Son abstention lors du vote* [18 décembre 1970] (p. 6702) ;

— du projet de loi portant Code du service national, Art. 56 : *Situation des jeunes gens condamnés à une peine supérieure à un an de prison sans sursis* [7 avril 1971] (p. 957)) ; seconde délibération, Art. 51 : *Situation des condamnés* (p. 979) ; Art. 56 : *Rôte de la Commission juridictionnelle* (p. 980).

Mise au point au sujet des votes de M. Virgile Barel sur le projet de loi relatif au personnel de l'aviation civile et sur le projet de loi d'aide à l'enseignement privé [29 avril 1971] (p. 1546).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, une question orale avec débat relative aux revendications des fonctionnaires [30 avril 1971] (p. 1591) : *Mécontentement justifié par les conditions de rémunération et de travail ; échec des négociations avec les organisations syndicales dû à l'intransigeance du Gouvernement ; conception gouvernementale de la concertation ; maintien du pouvoir d'achat en fonction de la hausse des prix ; indemnité de résidence ; réduction du temps de travail ; fixation du minimum de rémunération à 1.000 F* (p. 1595, 1596).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, Art. 7 : *Interprétation de l'article 40 de la Constitution* [6 mai 1971] (p. 1723).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux négociations à la Régie Renault [12 mai 1971] (p. 1814, 1815, 1816).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Importance du problème des transports dans la*

région parisienne ; problème de la prolongation de la ligne n° 13 [25 mai 1971] (p. 2037) ; *utilisation de la voiture individuelle ; problème des liaisons avec le chef-lieu du département dans les nouveaux départements de la région parisienne ; problème de la mise en service d'une ligne S.N.C.F. Issy-Plaine-Puteaux ; participation des collectivités locales et départementales ; hausse des tarifs ; situation des grandes villes de province ; importance des taxes payées par la R.A.T.P.* (p. 2038) ; *déficit des transports de la région parisienne ; nécessité de demander le paiement de la taxe aux seules entreprises de cent salariés et plus ; assiette de cette taxe ; problème de l'exemption de versement de la taxe par les entreprises situées dans les départements périphériques de la région parisienne ; politique de désindustrialisation de Paris et de la proche banlieue ; objectif du VIe Plan ; gestion des entreprises de transports ; rôle du district ; possibilité de créer un « Office régional des transports et de la circulation »* (p. 2039) ; Art. 3 : *Vote du groupe Communiste contre l'amendement de M. Fortuit* (p. 2056) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe Communiste* [3 juin 1971] (p. 2321) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Ses observations sur les paroles de M. Vivien* [10 juin 1971] (p. 2684) ; Projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 2 : *Versement de l'allocation* (p. 2687) ; Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Vivien* (p. 2692) ; Projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 13 : *Vote du groupe Communiste* [11 juin 1971] (p. 2767) ; Projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux sociétés coopératives d'H.L.M. régies par l'article 173 du Code de l'urbanisme et de l'habitation »* [12 juin 1971] (p. 2807) ; Art. 1799-3 du Code civil : *Publicité des contrats de promotion immobilière* (p. 2816) ; Après l'Art. 30 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (extension des règles de contrôle des sociétés anonymes)* (p. 2831) ; *contrôle des sociétés de construction ; retrait de son amendement* (p. 2831) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (publication du contrat de promotion immobilière)* (p. 2832) ; *retrait de son amendement* (p. 2832) ; ses explications de vote : *Problème des garanties données aux acquéreurs ; objectif du projet de loi* (p. 2839) ;

— du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Vocation sociale des organismes d'H.L.M.* [14 juin 1971] (p. 2903, 2904) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, ses explications de vote : *Attitude des organisations représentatives ; l'objectif du Plan : favoriser les activités des grandes sociétés et des banques* [18 juin 1971] (p. 3122) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Vote du groupe Communiste* [22 juin 1971] (p. 3275) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 343 du Code pénal, à supprimer les mots : « ou d'un délit »* [23 juin 1971] (p. 3306) ; *situation des dirigeants d'entreprise retenus dans leurs bureaux par des travailleurs en grève* (p. 3306) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'apprentissage : *Vote du groupe Communiste* [24 juin 1971] (p. 3395).

Est entendu sur les rappels au Règlement de MM. Carpentier et Bertrand Denis [25 juin 1971] (p. 3443).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à diverses opérations de construction : *Ses observations sur les paroles de M. Vivien* [28 juin 1971] (p. 3483) ; *vote du groupe Communiste* (p. 3489) ;

— du projet de loi sur la filiation, Art. 318 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots « paternité du mari »*

à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour cet article : « en justice, si elle justifie de faits propres à démontrer qu'il ne peut en être le père » [6 octobre 1971] (p. 4307) ; Art. 318-1 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4308) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « et cinq au plus tard après la naissance de l'enfant »* (p. 4308) ; Art. 318-2 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4309) ; *ses observations sur le vote de M. Pierre Villon sur l'amendement de M. Mazeaud à l'article 318 du Code civil* (p. 4329) ; Art. 342-3 du Code civil : *Réaction de l'enfant qui apprendra qu'il a été élevé grâce aux subsides de plusieurs hommes avec lesquels sa mère aurait eu des relations ; possibilité donnée au juge de déterminer l'Etat à faire une avance pour élever l'enfant* (p. 4332, 4333) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 7 : *Référence au S.M.I.C. pour la détermination du plafond de ressources à partir duquel on peut bénéficier de l'aide judiciaire* [7 octobre 1971] (p. 4380, 4381) ; *évolution du S.M.I.C.* (p. 4381, 4382) ; Après l'Art. 21 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. de Grailly, à substituer aux mots « deux personnalités choisies en raison de leur compétence dans les domaines juridique, économique ou social » les mots « deux avocats »* (p. 4390) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 4391) ; Art. 6 : *Possibilité d'accorder l'aide judiciaire aux immigrés, réfugiés et apatrides* (p. 4404) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Renforcement du contrôle du Ministère public sur l'avocat et sur le Conseil de l'ordre ; réforme de la procédure ; coût de la justice* [12 octobre 1971] (p. 4460) ; *institution d'une nouvelle taxe parafiscale ; attributions des Conseils de l'ordre ; situation des stagiaires ; ses observations sur une circulaire adressée aux agréés retraités par la caisse de retraites des agréés dénommée Union de prévoyance des salariés ; problème des conseils juridiques ; vote du groupe Communiste* (p. 4461, 4462) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte de l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « exercer auprès des tribunaux de grande instance de » à insérer le mot : « Paris »* [13 octobre 1971] (p. 4501) ; *prorogation du délai de cinq ans proposé par le Gouvernement ; cas du tribunal de Nanterre ; situation des clercs d'avoué et des secrétaires d'agréé* (p. 4503) ; Art. 21 : *Son amendement (participation des avocats stagiaires aux élections au Conseil de l'ordre)* (p. 4512) ; *possibilité pour le tribunal de grande instance, dans certains cas, d'exercer les fonctions du Conseil de l'ordre* (p. 4512, 4513) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* [14 octobre 1971] (p. 4537) ; Art. 30 : *Répression des manquements commis à l'audience* (p. 4539) ; Art. 34 : *Son opposition à la taxe parafiscale* (p. 4543) ; Art. 40 : *Son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement de M. Zimmermann aux mots : « trois ans » les mots « cinq ans »* (p. 4554) ; *situation du personnel des études* (p. 4555) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « lorsqu'un nouveau contrat de travail est conclu » à insérer les mots : « aux mêmes conditions ou dans une intention frauduleuse »* (p. 4557) ; *cas où un nouveau contrat est conclu entre les salariés licenciés et l'ancien employeur, son successeur ou la société civile professionnelle* (p. 4557) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Zimmermann par les mots : « sauf en cas de licenciement préalable »* (p. 4558) ; Après l'Art. 40 : *Son amendement (prestations de la caisse de retraites C.R.E.-P.A.)* (p. 4561) ; *maintien des réserves de cette caisse* (p. 4561) ; *retrait de son amendement* (p. 4561) ; Art. 50 : *Son amendement (application de la dérogation aux clercs d'avoués, clercs et secrétaires d'agréés justifiant d'une qualification professionnelle)* (p. 4569, 4570) ; Après l'Art. 52 : *Son amendement (indemnité spéciale en faveur des salariés des professions concernées qui viendraient à être licenciés)* (p. 4571) ; *problème du reclassement dans la fonction publique des personnels concernés* (p. 4571) ; *définition des conditions d'accès à la profession d'avocat ; fixation des règles de déontologie* (p. 4572) ; *Son amendement (organisation d'un bureau de l'emploi auprès de chaque barreau)* (p. 4574) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte de l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « exercer auprès des tribunaux de grande instance de » à insérer le mot « Paris »* p. 4575) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Ses observations sur les paroles*

de M. Giscard d'Estaing [19 octobre 1971] (p. 4646) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Dépassement par les rapporteurs et les membres du Gouvernement de leur temps de parole* [5 novembre 1971] (p 5414) ; TRANSPORTS TERRESTRES : *Situation des transports parisiens ; importance du métro et de la R.A.T.P. ; ses observations sur la proposition de loi communiste tendant à modifier le financement des transports parisiens ; création d'un Office régional des transports* [6 novembre 1971] (p. 5454) ; *prolongations de lignes de métro ; constructions de parkings d'intérêt régional ; tarifs de la R.A.T.P. ; problème du personnel de la R.A.T.P.* (p. 5455) ; *ses observations sur le budget de la R.A.T.P.* (p. 5463) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Vote du groupe Communiste sur les titres V et VI* [10 novembre 1971] (p. 5637) ; Après l'Art. 40 : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* [17 novembre 1971] (p. 5883) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Marc Jacquet* (p. 5894) ;

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : son rappel au Règlement : *Désire savoir quel est le nom du rapporteur désigné pour ce projet de loi* [10 novembre 1971] (p. 5639) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, Art. 6 : *Possibilité d'un découvert involontaire ; possibilité d'envisager des sanctions à l'égard des employeurs ou des administrations qui ne paient pas à temps les salaires, les traitements ou les pensions* [24 novembre 1971] (p. 6079) ; *pratique de la domiciliation des chèques* (p. 6079) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Caractère du texte ; vote du groupe Communiste ; ses observations sur l'affaire de la « Garantie foncière » ; trafic d'influence* [25 novembre 1971] (p. 6103) ; *analyse de la composition sociologique de l'Assemblée ; publication des réponses des parlementaires à la lettre du Président de l'Assemblée sur la situation de chaque parlementaire au regard des incompatibilités ; cas de M. Rives-Henrÿs et de M. Marcel Dassault* (p. 6104) ; *propose que le Bureau de l'Assemblée se réunisse pour saisir le Conseil constitutionnel du cas de M. Rives-Henrÿs ; création d'une Commission élue à la proportionnelle chargée d'examiner régulièrement la situation des députés au regard des incompatibilités attachées à leur mandat ; ses observations sur la déclaration de M. Chirac sur le régime parlementaire* (p. 6105) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 15 de cette ordonnance à substituer aux mots : « de président de conseil d'administration » les mots : « de président et de membre de conseil d'administration »* (p. 6118) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6118) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa (5°) du texte proposé pour l'article 15 de cette ordonnance à substituer aux mots : « plus de la moitié du capital » les mots : « une partie du capital »* (p. 6120) ; *contrôle d'une société* (p. 6120) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur les amendements de M. Bustin ; élection d'une Commission à la proportionnelle chargée d'examiner régulièrement la situation des parlementaires au regard des incompatibilités* (p. 6125) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au Service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Lutte contre les monopoles ; ses observations sur les chambres funéraires ; problème de la législation funéraire* [17 décembre 1971] (p. 6901) ; *constitution d'une société nationale ; expérience des régies municipales ; problème des sanctions ; obsèques des indigents ; droits des communes ; ses observations sur les chambres funéraires* (p. 6902) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à permettre aux communes d'assurer ce service, soit directement, soit par une ou plusieurs entreprises en respectant certaines conditions* (p. 6905) ; Son rappel au Règlement : *Application de l'article 100 du Règlement* (p. 6905) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6906) ; *application des lois et règlements sur les marchés de gré à gré et adjudications en matière de travaux publics* (p. 6906, 6907) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Nécessité d'une organisation régionale démocratique ; caractère anti-démocratique du projet de loi* [25

avril 1972] (p. 994) ; *aggravation par le projet de loi de l'injustice du système fiscal ; impossibilité par ce texte d'assurer un développement équilibré des différentes régions de France ; nécessité que la région soit une collectivité territoriale* (p. 995) ; *conditions d'un fonctionnement démocratique du Conseil régional ; son élection à la représentation proportionnelle ; son vote sur la question préalable* (p. 996) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa (6°) de cet article à substituer aux mots : « décret en Conseil d'Etat » les mots : « la loi »* [27 avril 1972] (p. 1104) ; *son amendement tendant à obliger le Gouvernement à déposer un projet de loi relatif aux compétences d'intérêt régional transférées de l'Etat à la région* (p. 1105) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le second alinéa (1°) du paragraphe I de cet article* (p. 1106) ; Art. 18 : *Son amendement (abrogation de la loi relative à l'organisation de la région parisienne)* (p. 1152).

Son rappel au Règlement : *Problème de l'inscription à l'ordre du jour de la question d'actualité de Mme Vaillant-Couturier sur la situation au Vietnam ; violation par les Etats-Unis de la Charte de l'O.N.U.* [9 mai 1972] (p. 1431).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Responsabilité du Gouvernement dans la crise de l'O.R.T.F. ; publicité clandestine et information orientée (propagande pendant le référendum, vocabulaire américain utilisé pour la guerre au Vietnam) ; répartition des temps d'émission jusqu'aux prochaines élections législatives ; conclusions du rapport Paye ; rôle culturel de l'O.R.T.F.* [10 mai 1972] (p. 1498, 1499).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur l'amendement de M. Raymond Barbet* [17 mai 1972] (p. 1613).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale, ses explications de vote : *Injustice de l'impôt ; application du principe « à travail égal, salaire égal »* [24 mai 1972] (p. 1872) ; *situation des jeunes ; problème du logement ; hausse des prix* (p. 1873) ; *programme du Parti communiste français* (p. 1874) ;

— sur les questions orales de MM. Feix, Lagorce, Marcus, Stehlin, Gerbet relatives aux sociétés civiles de placement immobilier [26 mai 1972] (p. 1974).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Après l'Art. 7 : *Son amendement relatif à la composition de la Commission nationale paritaire* [31 mai 1972] (p. 2057) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale ; ses observations sur le mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix* [7 juin 1972] (p. 2284) ; *notion d'utilité publique* (p. 2285) ;

— du projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française, Art. 8 : *Ses observations* [16 juin 1972] (p. 2612) ; *son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « personne physique » à insérer les mots : « ou morale »* (p. 2612) ; *organisation du droit de réponse* (p. 2612) ; Art. : 11 : *Radiodiffusion et télévision des débats parlementaires ; droit de grève des personnels de l'Office* (p. 2614) ; *son amendement tendant à supprimer le der-*

nier alinéa de cet article (p. 2616) ; ses explications de vote : *Son vote contre le projet de loi ; création d'unités fonctionnelles ; problème de la publicité* (p. 2625, 2626) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe Communiste sur l'ensemble du projet de loi* [29 juin 1972] (p. 3008) ;

— du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, Art. 6 : *Vente forcée des immeubles* [23 juin 1972] (p. 2809) ;

— du projet de loi insérant un article 418-1 dans le Code pénal : *Vote du groupe Communiste contre l'amendement de M. Gerbet à l'article premier et contre l'ensemble du projet de loi* [23 juin 1972] (p. 2829, 2830).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : ses explications de vote sur la motion de censure : *Conséquences de l'inflation pour les défavorisés ; hausse des prix des services publics ; chômage ; nécessité d'un changement radical de politique proposé par la Gauche : son financement ; augmentation des allocations familiales et du minimum vieillesse ; 1.000 F par mois ; retraités ; blocage des prix ; impôt sur la fortune ; 700.000 logements par an dont trois quarts d'H.L.M.* [5 octobre 1972] (p. 3937, 3938) ; *abus de la majorité ; incompatibilités parlementaires* (p. 3938, 3939).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Demande à qui revient l'initiative de l'article additionnel adopté par la Commission des lois* [10 octobre 1972] (p. 4002) ;

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, Art. 59 du projet de loi : *Ses deux sous-amendements tendant à fixer un délai maximum d'un an ; leur retrait contre la promesse du Gouvernement d'un examen plus rapide des demandes* [10 octobre 1972] (p. 4032, 4033) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Besoins de la population du Territoire des Afars et des Issas ; vote du groupe Communiste* [12 octobre 1972] (p. 4113) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions, Art. 4 : *Défense de l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* [17 octobre 1972] (p. 4197).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la législation sur l'avortement [27 octobre 1972] (p. 4470, 4471).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Tribunal de Bobigny* [28 octobre 1972] (p. 4530) ; TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Dépenses occasionnées par les nuisances supérieures au coût d'une construction en souterrain du métro* [3 novembre 1972] (p. 4669) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Revendications de l'Union confédérale des retraités C.G.T. : 800 F par mois et fixation à 60 % des pensions de reversion* [6 novembre 1972] (p. 4731) ; *modestie du plan social financé pour les deux tiers par la Sécurité sociale ; affectation de la vignette au Fonds national de solidarité ; minimum vieillesse annuel ; revenu minimum pour les personnes les plus défavorisées* [6 novembre 1972] (p. 4732) ; *mesures du programme des partis de gauche en faveur des personnes âgées* (p. 4732, 4733), *en faveur des familles* (p. 4733) ; *dégradation des conditions d'existence des familles* (p. 4732) ; *refus du Gouvernement d'une contribution patronale au financement de la construction et du fonctionnement des crèches ; comparaison entre les charges supportées par les hôpitaux et les cliniques privées* (p. 4733) ; *ticket modérateur ; sous-consommation médicale pour les salariés les plus modestes ; plein emploi ; nationalisation de l'industrie pharmaceutique* (p. 4734) ; AFFAIRES CULTURELLES, Etat C : *Vote du groupe Communiste contre les crédits* [8 novembre 1972] (p. 4834) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les dates des élections législatives ; date des élections cantonales* [23 novembre 1972] (p. 5608).

Ses explications de vote contre l'ordre du jour complémentaire *afin de le compléter par la discussion et le vote du rapport sur la retraite des prisonniers de guerre, du rapport sur l'octroi de la carte du combattant aux anciens d'Algérie et du rapport sur la majorité à dix-huit ans ; sa demande de scrutin public* [28 novembre 1972] (p. 5687, 5688).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale : *Accélération de la hausse des prix ; nécessité d'une rémunération mensuelle stable ; portée du projet de loi ; situation des ouvriers agricoles non permanents ; cas des travailleurs temporaires ou intérimaires ; fixation de la rémunération mensuelle* [30 novembre 1972] (p. 5782) ; *conséquence de l'exclusion du calcul du salaire servant de base aux cotisations sociales* (p. 5783) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Art. 20 : *Son amendement de suppression de cet article relatif à la consignation des frais de procédure* [5 décembre 1972] (p. 5877) ; *son amendement stipulant que le délai de la consignation ne pourra être inférieur à deux mois* (p. 5877) ; Art. 42 : *Son amendement prévoyant l'inscription des condamnations de délinquants primaires lorsque le tribunal le décide expressément* [6 décembre 1972] (p. 5922) ; Art. 43 : *Son amendement abrogeant l'article 44 et les dispositions du Code pénal relatives à l'interdiction de séjour* (p. 5924) ; *ses amendements de suppression des articles 44, 45, 46, 47, 47 bis, 48 et 50 devenus sans objet* (p. 5924, 5925) ; Art. 58 : *Son amendement de suppression de cet article ; retrait* (p. 5926).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales, une question orale sans débat relative à l'emploi des handicapés [15 décembre 1972] (p. 6271, 6272).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la Banque de France ; Art. 35 : *Son amendement (ouverture des différents comptes par la Banque de France)* [18 décembre 1972] (p. 6292) ; *maintien des activités actuelles de la Banque de France* (p. 6292) ; *vote du groupe Communiste* (p. 6293) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Vote du groupe Communiste sur ce texte* [18 décembre 1972] (p. 6295) ; en troisième lecture : *Vote du groupe Communiste* [19 décembre 1972] (p. 6351) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés : *Ses observations sur une proposition de loi du groupe Communiste ; insuffisance du montant des pensions de vieillesse ; champ d'application de la loi* [18 décembre 1972] (p. 6299) ; *rôle des commissions d'agrément* (p. 6300) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 6301) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article, après les mots : « sont affiliées obligatoirement » à insérer les mots : « dès leur entrée dans la vie active »* (p. 6302) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « à la condition qu'aucune opposition n'ait été formulée au sein de cette commission »* (p. 6304) ; *son amendement relatif aux conséquences de l'opposition* (p. 6304) ; Art. 3 : *Son amendement relatif aux conséquences de l'opposition* (p. 6305) ; *son amendement (suspension de la publication de l'arrêté)* (p. 6305) ; *son amendement concernant le regroupement des organismes* (p. 6305) ; *conditions d'adhésion des institutions regroupées dans le cadre de l'association des régimes de retraites complémentaires* (p. 6305) ; Art. 4 : *Son amendement (fixation des conditions d'adhésion des institutions dans le cadre de l'association générale des institutions de retraite des cadres)* (p. 6306) ; Art. 6 : *Son amendement : « La présente loi prendra effet à compter du 1er janvier 1973 »* (p. 6307) ; *ses observations* (p. 6307) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation : *Vote du groupe Communiste* [19 décembre 1972] (p. 6344) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* [20 décembre 1972] (p. 6397) ; *vote du groupe Communiste* (p. 6409).

DUCOS (Hippolyte)

Député de la Garonne
(6e circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis app. S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe Socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Dépôt :

Sa proposition de loi concernant l'organisation de l'orientation et des études dans le premier cycle de l'enseignement du second degré, n° **848** [22 octobre 1969].

Interventions :

En qualité de doyen d'âge :

Préside la séance du 11 juillet 1968 [11 juillet 1968] (p. 2187).

Déclare ouverte la quatrième législature de l'Assemblée Nationale et la session de droit prévue par l'article 12 de la Constitution [11 juillet 1968] (p. 2187).

Annonce la constitution du bureau d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187).

Donne communication de la liste des députés [11 juillet 1968] (p. 2188).

Donne communication des requêtes relatives à des contestations électorales [11 juillet 1968] (p. 2188).

Prononce l'allocution d'usage : *Publicité de marques à l'O.R.T.F. ; prestige de l'agrégation ; nécessité d'une amnistie pleine et définitive ; indemnisation des rapatriés pour leurs biens perdus : droits des anciens combattants ; révolte des étudiants et celle des ouvriers ; jeunes souffrant d'une frustration d'idéal ; réformes successives imposées à l'université ; problème des débouchés pour les étudiants ; son hostilité au* numerus clausus ; *allocations d'études ; désir des étudiants de gérer eux-mêmes leurs affaires sociales ; nécessité de réaliser les réformes ; colère des paysans ; ses observations sur l'indemnité de départ ; problème de l'emploi ; situation des économiquement faibles ; annulation des ordonnances relatives à la sécurité sociale ; impôt unique sur les forces énergétiques ; interventions policières lors de la nuit des barricades ; insuffisance des salaires ; ses observations sur le spectacle qu'offre la société actuelle et les aspirations nouvelles qui animent les cœurs ; nécessité de rénover nos institutions économiques et sociales ; ses observations sur la participation ; nécessité de développer la culture générale et d'en répandre les bienfaits dans les classes populaires ; préparation d'un thème nouveau de la civilisation ; enseignement civique* [11 juillet 1968] (p. 2188 à 2191).

Annonce l'élection de M. Chaban-Delmas comme *Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1968] (p. 2191).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur sa question orale, avec débat, sur l'étude du latin ; développement de la culture humaniste; l'enseignement secondaire étant essentiellement un enseignement de culture générale ; importance de l'étude de la langue et de la littérature latines ; position de l'Académie française ; ses observations sur le grec ; incidences de la suppression du latin sur l'enseignement supérieur et de la recherche ; ses observations sur l'école primaire ; problème des maîtres ; démocratisation de l'enseignement ; problème de la suppression du latin en 6e ; place de la France dans le monde ; place de la France en matière de recherches sur l'antiquité classique* [28 octobre 1968] (p. 3647 à 3651) ; *joindre à une initiation du latin en sixième une initiation à la technologie* [29 octobre 1968] (p. 3689) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3690, 3691) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement qu'il avait déposé (fixation à la somme de 50 milliards de francs de l'indemnisation due à l'ensemble des spoliés et rapatriés d'outre-mer ; différé d'amortissement et de paiement d'intérêt) ; rapport de M. Limouzy et de M. Marie ; obligation de l'indemnisation* [8 octobre 1969] (p. 2541, 2542).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'enseignement secondaire [12 décembre 1969] (p. 4901) : *L'enseignement du latin base essentielle pour la formation intellectuelle de nombreux adolescents ; déclaration faite par M. Pompidou au cours de sa campagne présidentielle ; déclaration de M. Edgar Faure à l'U.N.E.S.C.O. sur l'inadaptation de la culture à la société moderne ; pétition des professeurs de l'Académie de Montpellier ; retour à l'enseignement audio-visuel ; maîtres de latin itinérants* [12 décembre 1969] (p. 4901, 4902, 4903).

Décédé le 14 novembre 1970 [*J.O.* du 16 novembre 1970] (p. 10581).

Son éloge funèbre est prononcé [16 novembre 1970] (p. 5595, 5596).

DUCRAY (Gérard)

Député du Rhône
(10e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187), [2 avril 1969] (p. 811), [2 avril 1970] (p. 745), [2 avril 1971] (p. 831, 834), [4 avril 1972] (p. 786, 789) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à préserver les aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée contre les pollutions industrielles, n° 1695 [5 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1727), adopté par le Sénat, relatif à la prescription en matière salariale, n° 1878 [22 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux mères de famille qui exercent un emploi salarié de déduire de leurs revenus imposables les frais exposés à l'occasion de la garde de leurs enfants, n° 2001 [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à abroger le décret-loi du 1er avril 1939 instaurant « une procédure d'urgence pour l'instruction des demandes de construction de dépôts d'hydrocarbures », n° 2005 [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi relative à l'attribution de la médaille d'honneur du travail, n° 2323 [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 16 : *Possibilité d'aligner les vins d'origine d'Alsace sur les autres vins de même catégorie* [24 octobre 1968] (p. 3547) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par les alinéas suivants : « La taxe de circulation sur les vins d'appellation d'origine contrôlée est ramenée à 4 % à compter du 1er décembre 1968. Parallèlement, les droits de consommation frappant les alcools seront majorés à due concurrence de manière à compenser la diminution de recettes »* [27 novembre 1968] (p. 4897).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cassabel et Ballanger relatives au sport à l'école : *Fonctionnement des centres sportifs ; importance du sport dans la formation du caractère* [10 octobre 1969] (p. 2618).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole privé ; ses observations sur les maisons familiales ; problèmes du Beaujolais ; réglementation des plantations pour la viticulture française de qualité* [19 novembre 1969] (p. 4006) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Ses observations sur le taux de 0,8 ‰ ; principe de l'intime conviction du juge ; ses observations sur l'amendement relatif à la double incrimination, contravention et délit ; cas d'une tentative de conduite d'un automobiliste ayant bu et s'installant au volant sans pour autant démarrer ; ses observations sur les manœuvres pour échapper au dépistage de l'alcootest* [16 avril 1970] (p. 1110, 1111).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la date de parution du règlement sur les vins [17 avril 1970] (p. 1145).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, au cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal, après les mots : « le juge pourra », à insérer les mots : « à l'égard de chacune d'entre elles »* [29 avril 1970] (p. 1424) ; *responsabilité collective* (p. 1424, 1425) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 1425) ;

— du projet de loi portant simplifications fiscales : *Ses observations sur les titres de mouvement ; possibilité d'envisager d'instituer une capsule-congé personnalisée pour tous les viticulteurs et non seulement pour ceux qui sont assujettis à la T.V.A.* [3 juin 1970] (p. 2192, 2193) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'enseignement ; ses observations sur les bourses ; carte scolaire ; subventions aux établisse-*

ments privés ; problème de la parité entre le secteur public et le secteur privé [6 novembre 1970] (p. 5288) ; *subventions de fonctionnement aux établissements privés ; ses observations sur le cycle court ; ses observations sur la réforme qui vise à rattacher les classes de quatrième et de troisième à l'enseignement général ; problème de la formation professionnelle ; maisons familiales ; conception des stages dans les exploitations ; augmentation de la taxe parafiscale affectée aux unions interprofessionnelles ; taux d'exportation du Beaujolais* (p. 5289, 5290).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'installation d'une raffinerie dans le vignoble beaujolais [11 décembre 1970] (p. 6495, 6496).

Prend part à la discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 3 : *Cas où le conseil municipal et le conseil général se prononcent contre la fusion* [2 juin 1971] (p. 2298) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, après les mots : « lorsque la demande en est faite », à rédiger comme suit la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article : « par le conseil municipal »* [3 juin 1971] (p. 2323) ; *processus de fusion de communes ; cas d'un avis défavorable d'un ou des conseils municipaux intéressés ; possibilité donnée à une commune de déclencher la procédure du référendum* (p. 2323, 2324) ; *portée de la loi ; nécessité d'éviter de donner un caractère politique à un référendum ; retrait de son amendement* (p. 2324).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la distribution de prospectus pornographiques [4 juin 1971] (p. 2387, 2388).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle, après les mots : « un cycle moyen de quatre ans », à insérer les mots : « dont les deux dernières années peuvent être une formation générale associée à une formation professionnelle »* [8 juin 1971] (p. 2467) ; *possibilité pour l'enseignement technique de commencer à partir de la troisième année de l'enseignement du second degré* (p. 2469) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2469) ; Art. 4 : *Ses observations sur la notion de formation continue* (p. 2474) ; *stages dans l'enseignement agricole* (p. 2475) ; *organisation des stages* (p. 2476) ; *ses observations sur l'amendement de M. Halbout* (p. 2477) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 4e alinéa de cet article (stage d'initiation ou d'application en milieu professionnel)* (p. 2483) ; *maintien de la possibilité des stages dans l'enseignement agricole* (p. 2483) ; *transformation de son amendement en sous-amendement à l'amendement de M. Capelle* (p. 2483, 2484) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « Vérification des connaissances », à insérer les mots : « et des aptitudes »* (p. 2485) ; *rôle des examinateurs* (p. 2485) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, après les mots : « organisée entre l'Etat », à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés, les organisations familiales, les représentants des établissements d'enseignement et du corps enseignant »* (p. 2491) ; *nécessité de la concertation permanente* (p. 2491) ; Art. 10 : *Vocation des établissements d'enseignement agricole* (p. 2492) ; *son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « d'employeurs et de salariés », à insérer les mots : « et des organisations familiales »* (p. 2493) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (recrutement des membres du corps enseignant des établissements d'enseignement technologique et professionnel, situation des fonctionnaires)* (p. 2494) ; *compétence des maîtres de l'enseignement technologique* (p. 2494) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « des possibilités analogues sont ouvertes aux établissements privés »* (p. 2496) ; *rôle des professionnels ; retrait de son amendement* (p. 2496) ; PROJET DE LOI SUR L'APPRENTISSAGE, Art. 42 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « les centres de formation d'apprentis peuvent être créés par les collectivités locales »* (p. 2504) ; *retrait de son amendement* (p. 2504) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa (délai d'une décision consécutive à une demande de convention ; cas de dénonciation de la convention)* (p. 2504) ; *nécessité d'une convention pour ouvrir un centre de formation d'apprentis* (p. 2505) ; Art. 5 : *Son amendement tendant*

à une nouvelle rédaction de cet article (horaire réservé aux enseignements et aux autres activités pédagogiques organisées hors de l'entreprise) (p. 2513) ; *ses observations sur son amendement ; objet de la convention* (p. 2513) ; *retrait de son amendement* (p. 2514) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article de nouvelles dispositions (dénonciation de la convention par l'Etat en cas de manquement aux obligations)* (p. 2515) ; *retrait de son amendement* (p. 2515) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2516) ; *retrait de son amendement* (p. 2516) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, après les mots : « à un établissement », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « qui ne répond pas aux obligations qui résultent de la présente loi et de ses textes d'application »* (p. 2517) ; *retrait de son amendement* (p. 2517) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2519) ; *principe d'un contrôle des entreprises* (p. 2519) ; *retrait de son amendement* (p. 2520) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2527) ; *retrait de son amendement* (p. 2527) ; Art. 28 : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, après les mots : « dans la limite », à supprimer les mots : « de la fraction »* (p. 2528) ; *apprentissage sous contrat* (p. 2528) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour les personnes redevables de la taxe d'apprentissage de solliciter des exonérations)* (p. 2528) ; *retrait de son amendement* (p. 2528) ; Art. 35 : *Ses observations sur les amendements de MM. Brocard et Neuwirth* (p. 2532) ; PROJET DE LOI SUR LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU FINANCEMENT DES PREMIÈRES FORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET PROFESSIONNELLES, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article (endroit où sont dispensées les premières formations)* (p. 2537) ; *bénéficiaires de la taxe d'apprentissage ; situation des établissements d'enseignement visés par la législation actuelle sur l'enseignement technique* (p. 2537) ; *cas des maisons familiales d'enseignement agricole* (p. 2587, 2538) ; PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET CODIFIANT LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PERMANENTE, Art. 48 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Bégué, après les mots : « aides familiaux agricoles », à insérer les mots : « et des travailleurs des professions para-agricoles »* (p. 2571) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'amendement de M. Bégué, après les mots : « les actions », à insérer les mots : « de conversion et de » ;* en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique, Art. 3 *bis : Son amendement (possibilité d'une formation professionnelle à temps plein, alternée ou simultanée)* [24 juin 1971] (p. 3382) ; *retrait de son amendement* (p. 3382) ; Art. 4 : *Durée de la scolarité obligatoire ; problème des stages* (p. 3383).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale sans débat relative aux travailleurs immigrés [25 juin 1971] (p. 3450, 3452, 3453).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la prescription en matière salariale, en qualité de *Rapporteur : Fondement de la prescription* [28 juin 1971] (p. 3476) ; *présomption de paiement ; durée de la prescription ; régime des officiers de marine et des autres membres de l'équipage d'un navire ; situation des travailleurs à domicile* (p. 3477) ; Art. 1er : *Son amendement (application de la prescription de cinq ans)* (p. 3477) ; Art. 5 : *Son amendement (prolongation des prescriptions en cours à la date de la publication de la présente loi)* (p. 3478) ; Art. 2 : *Son amendement (prescription de l'action en paiement du salaire)* (p. 3478) ; Art. 4 et 6 : *Ses amendements rédactionnels* (p. 3479) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Après l'Art. 21 : *Problème des petits tribunaux de province* [7 octobre 1971] (p. 4392).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au jugement d'un criminel de guerre (Klaus Barbie) [8 octobre 1971] (p. 4426, 4427).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 38 : *Problème de l'indemnisation* [14 octobre 1971] (p. 4551).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale avec débat relative aux travailleurs immigrés [15 octobre 1971] (p. 4621) : *Accueil et insertion des travailleurs étrangers dans la*

société française ; contrôle de l'immigration ; problème sanitaire ; récent accord relatif à l'immigration portugaise ; cas d'Argenteuil ; alphabétisation ; formation professionnelle ; importance économique de l'apport de la main-d'œuvre étrangère (p. 4626, 4627).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole ; reconstruction de l'Ecole vétérinaire de Lyon* [16 novembre 1971] (p. 5775) ; *enseignement agricole privé ; situation des propriétaires de métairies ; révision de l'article 1106 du Code rural* (p. 5776).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative à l'aide aux Bengalis [19 novembre 1971] (p. 5988, 5989).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Ses observations sur la fonction des mères de famille ; option entre l'exercice d'une activité professionnelle et les tâches de mère de famille* [30 novembre 1971] (p. 6195) ; *allocation pour frais de garde ; modalités de calcul de l'assurance vieillesse ; adhésion à l'assurance volontaire pour le risque de vieillesse ; élaboration d'un véritable statut social de la mère de famille* (p. 6196).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au personnel de l'Institut national des appellations d'origine [28 avril 1972] (p. 1200, 1201).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux bénéfices agricoles en Bourgogne [21 juin 1972] (p. 2695, 2696).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole* [15 novembre 1972] (p. 5199) ; *maisons familiales ; carte scolaire ; sectarisme à l'égard de l'enseignement privé ; certificat d'aptitude professionnelle agricole* (p. 5200) ;

— du projet de loi instituant un médiateur : *Proposition de loi de M. Poniatowski, tendant à la création d'un haut-commissariat à la défense des droits de l'homme ; indépendance du médiateur vis-à-vis du Gouvernement (problème de sa nomination) ; indépendance du médiateur envers les intérêts privés, face aux préoccupations politiques ou partisanes (incompatibilités) ; publicité de ses observations et avis ; rapport faisant l'objet d'un débat ; saisine du médiateur ; rôle des parlementaires ; républicains indépendants voteront ce projet* [14 décembre 1972] (p. 6208, 6209) ; Art. 2 : *Sa défense du sous-amendement de M. Delachenal tendant à faire participer à la nomination du médiateur le Président du Conseil économique et social au lieu du Président du Conseil constitutionnel* (p. 6213).

DUHAMEL (Jacques)

Député du Jura
(2e circonscription)
P.D.M.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
du 22 juin 1969 au 6 janvier 1971

MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972

MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201), [2 avril 1969] (p. 816).

Est nommé Ministre de l'Agriculture (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Est nommé Ministre des Affaires culturelles (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier 1971] (p. 292).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Affaires culturelles (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre des Affaires culturelles (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement à ses fonctions de Ministre des Affaires culturelles (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Sa proposition de loi précisant l'article 41 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale, **n° 162** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à l'application du ticket modérateur d'ordre public institué par l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 aux frais d'hospitalisation, **n° 164** [19 juillet 1968].

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 399** [29 octobre 1968].

Son projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, **n° 1204** [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif au bail rural à long terme, **n° 1205** [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.), **n° 1206** [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles, **n° 1207** [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, **n° 1364** [2 octobre 1970].

Son projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières, **n° 1423** [29 octobre 1970].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Situation actuelle ; ses observations sur l'amnistie ; problème de l'indemnisation ; ses observations sur la jeunesse ; place du Parlement dans une démocratie moderne ; ratification des ordonnances sur la sécurité sociale ; solidité du régime ; dangers possibles : blocage par les étudiants, à la rentrée, des lycées et des universités, chômage des ouvriers, révolte agricole ; réforme des structures, des méthodes et des programmes ; rythme de croissance de l'économie française ; relance par les investissements ; revision des dépenses improductives, notamment des programmes militaires ; Marché commun ; participation au niveau de l'entreprise ; information des salariés ; nécessité de donner des garanties plus réelles aux syndicats ; caractères de la majorité* [17 juillet 1968] (p. 2264 à 2266).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *Cas des jeunes qui, poursuivant leurs études jusqu'à vingt ans, devraient pouvoir bénéficier de la sécurité sociale au moins jusqu'à vingt et un ans ; situation des jeunes qui ont terminé leurs études et cherchent un emploi sans avoir encore jamais travaillé* [22 juillet 1968] (p. 2431) ; *ses observations sur le paritarisme ; suppression des élections* (p. 2433) ; *son amendement tendant à compléter l'article 4 par l'alinéa suivant : « lorsque le mandat des membres du conseil d'administration arrivera à échéance, il sera procédé à leur renouvellement par voie d'élection »* (p. 2433) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2433, 2434) ; *son amendement tendant à compléter les articles 6 et 8 par l'alinéa suivant : « lorsque le mandat des membres du conseil d'administration arrivera à échéance, il sera procédé à leur renouvellement par voie d'élection »* (p. 2434, 2435) ; *retrait de ses amendements* (p. 2434, 2435) ; Ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967 rela-

tive aux prestations familiales : *Allocation logement ; allocation de salaire unique* (p. 2449) ; Art. additionnels : *Intégration de la programmation sociale dans la planification française* (p. 2453) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (dépôt d'un projet de loi faisant bénéficier de la pension de vieillesse au taux de 40 % du salaire de base à l'âge de soixante ans différentes personnes)* (p. 2453) ; *nécessité d'accorder une allocation orphelin ; couverture, par la Sécurité sociale, des maladies qui frappent les incapables majeurs ; abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite* (p. 2453, 2454) ; *retrait de son amendement* (p. 2454) ; *rapport du Parlement sur les principales options du VIe Plan, VIe Plan devant comporter l'intégration de la programmation sociale dans la programmation économique* (p. 2454, 2455) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Réforme des structures ; mission de l'université ; choix entre l'université de masse et l'université de l'élite ; formation permanente des hommes ; coût de la réforme ; refus de la sélection à l'entrée ; éducation post-scolaire ; connaissance des langues de communication ; nécessité d'attirer les professeurs étrangers à l'université et à notre pays ; donner la possibilité aux étudiants d'accomplir une année de leurs études supérieures dans les universités européennes ; Europe technologique ; Europe culturelle ; principe de l'autonomie ; contrôte a posteriori des dépenses* [3 octobre 1968] (p. 3009 à 3011) ; *sous-administration de l'Université ; rôte du président du Conseil de chaque établissement ; cogestion de l'Université ; conséquences d'une politique répressive ; réforme de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire ; enseignement de l'histoire des idées politiques et des faits économiques ; mise en place de la loi* (p. 3011, 3012) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du quatrième alinéa de cet article (participation de personnes extérieures dans les conseils des unités d'enseignement et de recherche ; leurs compétences et leur rôle dans l'activité régionale)* [9 octobre 1968] (p. 3147) ; *possibilité de représentation dans les conseils des unités d'enseignement ; choix des personnes extérieures* (p. 3147) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Capelle : « les statuts prévoient dans les conseils d'université et peuvent prévoir dans les conseils des unités d'enseignement et de recherche la participation de personnes extérieures »* (p. 3147) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3147) ; *son sous-amendement tendant, dans la première phrase du texte prévu par l'amendement de M. Capelle, à supprimer les mots : « inférieur au cinquième, ni »* (p. 3148) ; *problème de l'opportunité de la fixation d'un minimum pour la participation des personnalités extérieures* (p. 3148) ; *retrait de son amendement* (p. 3149) ; *situation des anciens étudiants* (p. 3150, 3151) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour le cinquième alinéa de cet article, après les mots : « la représentation des enseignants », à insérer le mot : « permanents »* (p. 3152) ; *définition de l'assistant ; notion d'enseignant permanent* (p. 3152) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer de nouveaux alinéas (conséquences si le quorum n'est pas atteint ; modalités de répartition des sièges)* (p. 3158) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3158, 3159) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article : « Le droit de suffrage est réservé aux étudiants ayant satisfait aux exigences normales de la scolarité l'année précédente »* (p 3161) ; *droit de suffrage des étudiants de première année ; situation des redoublants* (p. 3162) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article : « Le droit de suffrage est réservé aux étudiants ayant satisfait aux exigences normales de la scolarité l'année précédente »* (p. 3167) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3168) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots suivants : « sauf dérogation approuvée par le Ministre sur proposition du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche »* (p. 3172) ; *possibilité donnée au Ministre de faire appel à un professeur qui ne serait pas membre du conseil de l'établissement, voire même à quelqu'un qui ne serait pas professeur* (p. 3173) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Edgar Faure* (p. 3175) ; *rôle des assesseurs, étudiants ou professeurs ; retrait de l'amendement de M. Fontanet* (p. 3176) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour le cinquième alinéa de cet article, après les mots : « la représentation des enseignants », à insérer le mot : « permanent »* (p. 3176) ; *retrait de son amendement* (p. 3177) ; Art. 13 : *Cas où des difficultés graves*

surgissent (p. 3183) ; Art. 16 : *Ses observa- et orientation* [10 octobre 1968] (p. 3208, 3209) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3209) ; *son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle par la phrase suivante : « Sans que cette responsabilité puisse entraîner une sélection à l'entrée dans l'université »* (p. 3210) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3211) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3211) ; *son sous-amendement tendant à supprimer dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle les mots : « de leurs étudiants »* (p. 3211) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3211) ; Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, après les mots : « crédits d'équipement » à insérer la nouvelle phrase suivante : « Chaque établissement répartit dans les mêmes conditions les ressources qui ne proviennent pas de l'Etat »* (p. 3218) ; *budget de l'établissement* (p. 3218) ; *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article de nouvelles dispositions (contrôle administratif de l'inspection générale de l'éducation nationale et contrôle financier* a posteriori *de la gestion des établissements)* (p. 3220) ; *cas où les budgets des établissements sont soumis à approbation* (p. 3220) ; *retrait de son amendement* (p. 3221) ; Art. 27 : *introduction de la politique dans l'Université ; définition de ce qu'est la politique* (p. 3235, 3236) ; Art. 35 : *Ses observations sur les mesures dérogatoires et transitoires* (p. 3245) ; *retrait de l'amendement de M. Barrot* (p. 3246).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire une question orale sans débat relative à la réforme régionale [11 octobre 1968] (p. 3277, 3278, 3279, 3280).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 6 : *Rôle de la Cour des comptes ; régime des entreprises de presse ; ses observations sur les paroles de M. Rivain* [23 octobre 1968] (p. 3502) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, en seconde délibération : *Politique économique et financière du Gouvernement ; politique du crédit ; impasse ; ses observations sur l'emploi ; spéculation ; charge des prix tions sur ce texte ; distinction entre sélection de revient après les accords de Grenelle ; suppression du contrôle des changes ; crise actuelle étant essentiellement politique ; erreurs psychologiques commises par le Gouvernement ; ses observations sur la dévaluation ; gestion du secteur public ; nécessité d'introduire davantage de responsabilité dans le secteur public et le secteur privé ; équipements productifs ; ses observations sur le crédit ; problème des recettes ; possibilité pour le Gouvernement d'indiquer que pendant deux ans il n'y aura pas d'augmentation de la charge fiscale ; maintien de l'expansion ; fiscalisation d'une partie des charges sociales qui pèsent sur les entreprises en les reportant sur la T.V.A. ; harmonisation sur le plan européen de la T.V.A. ; institution d'une monnaie européenne commune* [19 novembre 1968] (p. 4731 à 4733).

Son rappel au Règlement : *Modification de l'ordre du jour ; nécessité pour le Gouvernement de faire une déclaration sur sa politique économique et monétaire ; dévaluation ; remise en cause de certaines dépenses improductives* [22 novembre 1968] (p. 4817, 4818).

Prend part à la discussion :

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Refus de dévaluer ; crise actuelle s'expliquant par l'augmentation des coûts salariaux entraînée par les accords de Grenelle ; excès des charges qui pèsent sur la nation ; rôle des syndicats en France ; fragilité de notre économie ; problème de l'expansion ; réduction des crédits pour le « Concorde » ; interruption des essais nucléaires de Mururoa ; effort de l'expansion vers l'exportation ; contrôle des changes ; ses observations sur les crédits publics ; problème d'un ajustement des parités monétaires et d'une meilleure organisation du système des liquidités internationales ; aspect européen de la question ; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; ses observations sur la T.V.A.* [26 novembre 1968] (p. 4850 à 4852) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Ses observations sur la suspension de séance ; urgence des dispositions actuellement discutées* [27 novembre 1968] (p. 4877) ; Art. 3 : *Problème monétaire international ; évaluation de l'incidence sur les prix*

de la modification de la T.V.A. [27 novembre 1968] (p. 4894).

Son rappel au Règlement : *Date de reprise des travaux parlementaires ; importance des questions devant être soumises au Parlement ; rôle du Parlement ; application de la Constitution* [3 avril 1969] (p. 846).

En qualité de Ministre de l'Agriculture :

Répond aux questions orales avec débat de MM. Ansquer, Tissandier et Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Dispositions envisagées par le Gouvernement pour simplifier la réglementation en vigueur en matière d'I.V.D. ; cessions intervenant entre un exploitant agricole qui cesse son travail et dont l'exploitation échoit à l'un de ses parents ou à un tiers preneur ; maintien à l'I.V.D. du caractère d'incitation à objectif économique ; bilan économique et social de la mesure ; installations de jeunes agriculteurs ; contrainte exercée sur les demandeurs de satisfaire à un aménagement foncier pour obtenir l'indemnité viagère de départ ; cessions entre parents ; indemnité complémentaire de restructuration ; situation des fermiers à l'égard de l'I.V.D.* [10 octobre 1969] (p. 2623 à 2626) ; *règlement des dossiers en instance dans un délai de quatre mois après la publication des décrets instituant une simplification de l'I.V.D. ; problème posé par les fermiers ; indemnité complémentaire de restructuration ; situation créée par l'indivision ; agriculture évolutive proposée par le rapport Vedel ; inquiétude actuelle du monde agricole ; absence de double emploi entre le C.N.A.S.E.A. et le ministère et entre les A.D.A.S.E.A. et l'administration ; développement de la restructuration par la location ; institution à Bruxelles d'une prime d'abattage des vaches* (p. 2629, 2630, 2631, 2632).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits destinés aux bâtiments d'élevage* [18 novembre 1969] (p. 3896) ; *création de postes d'enseignants afin d'assurer la rentrée de septembre 1970* (p. 3902) ; *coût de l'agriculture pour les contribuables ; niveau des prix agricoles ; analyse de l'évolution des prix du point de vue de la rémunération des producteurs et de la dépense des ménages ; part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages ; consommation de vin courant ; mise en compétition de l'agriculture française ; politique du Gouvernement ; insertion de l'activité agricole dans la compétition économique ; caractère du budget ; problème de la protection sociale ; protection contre les accidents du travail ; ses observations sur le B.A.P.S.A. ; cas de l'agriculteur âgé ; rendement des taxes sur les matières grasses ; répartition des cotisations ; revenu cadastral ; ses observations sur le F.A.S.A.S.A. et le F.A.R. ; problème des bourses ; bourses de l'enseignement privé ; suppléments de bourses pour les enfants d'exploitants habitant les zones déshéritées ; développement des productions de viande ; problème laitier ; stocks de beurre ; production bovine ; ses observations sur les viandes ovine et porcine ; rôle du F.O.R.M.A. ; industries agricoles et alimentaires ; action sur les équipements et sur le patrimoine biologique ; zones de rénovation rurale ; plans d'aménagement rural ; lutte contre la pollution ; patrimoine forestier ; taxe sur le défrichement ; prix agricoles ; ses observations sur le crédit ; problème des structures ; soutien des marchés ; prix de la viande bovine et de la viande porcine ; suppression de toute subvention à l'importation ; prix des produits laitiers ; prix du beurre ; Crédit agricole mutuel ; champ d'application de l'encadrement du crédit ; caisses régionales du Crédit agricole ; prêts destinés au financement des bâtiments d'élevage ; politique des structures foncières ; nécessité d'éviter le démembrement des terres de l'exploitation familiale ; restructuration dans le cadre de la propriété foncière ; possibilité de restructurer par le biais de la location ; groupements agricoles fonciers ; baux ruraux à long terme ; politique agricole commune ; politique monétaire communautaire ; adhésion britannique au Marché commun ; problème politique* (p. 3909 à 3916) ; *respect à l'égard des Ministres de la France* (p. 3917) ; *ses observations sur la lettre qu'il a adressée à M. Vedel* (p. 3919) ; *prix du beurre en Hollande* (p. 3922) ; *ses observations sur la S.A.F.E.R. de Bretagne* (p. 3923) ; *indemnité viagère de départ* (p. 3924) ; *majoration des investissements* (p. 3924) ; *problèmes de l'enseignement agricole ; absence d'écoles maternelles dans le milieu rural* (p. 3929) ; *loi sur le paie-*

ment du lait à la qualité (p. 3930) ; *ses observations sur les contrats de programme* (p. 3932) ; *ses observations sur les paroles de M. Vandelanoitte* (p. 3938) ; *sa visite à la commission présidée par M. Vedel* (p. 3939) ; *définition de l'agriculteur* (p. 3940) ; *ses observations sur les paroles de M. Poncelet* [19 novembre 1969] (p. 3963) ; *problème des indemnités viagères de départ* (p. 3964) ; *ses observations sur les paroles de M. Beucler* (p. 3969) ; *création d'une commission des industries agricoles et alimentaires dans le cadre de la préparation du VIe Plan* (p. 3970) ; *Fonds d'action conjoncturelle ; cas de l'Ardèche ; dépérissement de certains arbres fruitiers* (p. 3971) ; *problème des subventions ; question des prêts ; prêts destinés à l'amélioration des bâtiments d'élevage* (p. 3972) ; *budget du F.O.R.M.A.* (p. 3973) ; *problème du remembrement ; crédits de l'indemnité viagère de départ ; ses observations sur le F.A.R. ; rationalisation des choix budgétaires* (p. 3973) ; *fonctionnement du F.A.S.A.S.A.* (p. 3973) ; *prix commun unique ; importations de porcs ; suppression de toute aide à l'importation des dérivés des céréales* (p. 3978) ; *budget du B.A.P.S.A. ; taxe sur les betteraves ; taxe sur les corps gras* (p. 3979) ; *hiérarchie des prix sur le plan communautaire* (p. 3982) ; *réforme du Crédit agricole* (p. 3982, 3983) ; *prêts d'installation pour les jeunes agriculteurs* (p. 3985) ; *plan proposé pour l'aménagement de l'Auvergne* (p. 3985) ; *développement des productions animales : problème des bâtiments d'élevage ; ses observations sur le F.O.R.M.A. ; ses observations sur le foie d'oie* (p. 3986) ; *ses observations sur le beurre* (p. 3993) ; *prime d'abattage ; priorité devant être donnée aux vaches brucelliques* (p. 3995) ; *crédits de remembrement ; ses observations sur la S.A.F.E.R. de Bretagne* (p. 3996) ; *question de la propagande antivin du Gouvernement* (p. 3999) ; *ses observations sur l'armagnac ; situation des rapatriés ; Fonds d'action rurale* (p. 4001) ; *production végétale ; charges de soutien pour les céréales ; prix de l'orge et du maïs ; ses observations sur le vin ; organisation de la campagne ; problème des sinistrés ; question fiscale ; abaissement du degré alcoolique du vin commercialisable ; assouplissement de la réglementation en matière de concentration; prix de campagne ; adaptation de l'offre aux besoins ; importations en provenance d'Espagne ; statut viticole ; ses observations sur la chaptalisation et le déclassement ; problème des plantations ; organisation commune du marché ; viticulture italienne ; harmonisation des législations ; établissement d'un cadastre viticole ; vins de qualité produits dans les régions déterminées ; production du tabac ; indemnisation des dégâts causés par le mildiou ; ses observations sur les fruits et les légumes ; problème de la pomme de terre ; rétablissement de la licence ; déblocage des licences d'exportation ; ses observations sur les fleurs ; problème des serres ; production animale* (p. 4012 à 4014) ; *crédits destinés aux bâtiments d'élevage ; problème des bâtiments d'élevage de Bretagne ; régionalisation des crédits ; aide en faveur de l'élevage des truies ; production des porcelets ; produits laitiers ; prix du lait à la production ; poudre de lait ; ses observations sur les fromages ; liquidation des surplus au profit de l'armée ou de certains utilisateurs privilégiés ; problème de l'incorporation du lait dans les aliments destinés aux veaux ; vente de beurre « anonyme » au commerce ; lien entre le lait et la viande ; élevage de moutons ; importation de carcasses et de moutons vivants ; durée de validité des licences d'importation ; importation de moutons congelés en provenance de l'hémisphère Sud ; importations de moutons maigres en provenance des pays de l'Est ; ses observations sur les « primes d'abattement » ; prime par vache laitière abattue ; paiement du lait à la qualité ; évolution des stocks de beurre ; actions du B.A.P.S.A.; ses observations sur l'A.M.E.X.A.; pensions d'invalidité attribuées aux personnes non salariées agricoles ; diminution de la cotisation de l'A.M.E.X.A. pour les veuves d'exploitants ; modulation du régime de protection sociale ; allocation de salaire unique ; revenu cadastral servant de base au calcul des cotisations ; répartition des I.V.D. ; conditions d'indemnisation d'un fermier lors de son départ ; Centre national pour l'aménagement des structures des exploitants agricoles ; problèmes relatifs au fonctionnement du ministère ; rationalisation des choix budgétaires ; crédits de fonctionnement ou d'investissement destinés à l'Institut national de recherche agronomique* (p. 4014 à 4018) ; *problème de la formation continue des fonctionnaires de l'agriculture ; saturation des denrées agricoles en produits toxiques ; problème du contrôle ; inscription de certaines communes du département*

du Bas-Rhin sur la liste des territoires retenus pour la mise en œuvre des opérations de prophylaxie collective de la brucellose ; problème du remembrement ; ses observations sur les S.A.F.E.R. et le F.A.S.A.S.A. ; aménagement rural ; Fonds national pour le développement des adductions d'eau ; problème de l'eau potable ; canal de Provence ; fermeture des abattoirs ; action des S.A.F.E.R. en matière de location de terres agricoles ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; difficultés de la société bretonne d'aménagement foncier et d'établissement rural ; assainissement des wateringues (p. 4018 à 4020) ; *enseignement agricole ; revision des programmes* (p. 4023) ; *zones de rénovation rurale ; zones de montagne ; plan d'aménagement rural ; crédit agricole ; crédit agricole mutuel ; activités touristiques ; industries agricoles et alimentaires : avenir du revenu agricole ; écarts de revenu d'une région à l'autre ; évolution de l'indice des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ; rapport Vedel ; importance de la formation ; ses observations sur le modèle Malassis ; politique de soutien des marchés en France ; crédits du F.O.R.M.A. : problèmes européens ; question des excédents ; production de blé, de sucre et d'olives ; problème laitier ; utilité du Marché commun ; politique commerciale de la Communauté* (p. 4024 à 4027) ; Titre IV : *Enseignement agricole ; problème des bourses* (p. 4027) ; *son amendement tendant à diminuer les crédits de ce titre de 7 millions de francs et en conséquence, à l'article 25, à diminuer les crédits de ce titre de la même somme* (p. 4027) ; *produit de la taxe de circulation sur les vins ; produit de la surtaxe sur les alcools* (p. 4027, 4028) ; Après l'Art. 57 : *Création d'une commission pour examiner le financement du B.A.P.S.A. ; répartition des bases cadastrales* (p. 4029) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur ce budget* [22 novembre 1969] (p. 4260) ; *marché de la volaille ; ses observations sur l'organisation du marché et le problème des taux ; ses observations sur les œufs ; recouvrement des taxes* (p. 4276, 4277) ; *système pratiqué en Hollande* (p. 4278) ; *organisation du marché ; taux actuel de la taxe* (p. 4278) ; *taxes en vigueur aux Pays-Bas* (p. 4279) ; *comité national interprofessionnel du miel* (p. 4280) ; Après l'Art. 40 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Continuera d'être opérée pendant l'année la perception de la taxe parafiscale suivante : Taxe sur les volailles »* (p. 4324) ; *organisation du marché avicole* (p. 4324) ;

— du projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales : *Ses observations sur les paroles de M. Cointat ; création de nouvelles variétés végétales ; contribution de la recherche agronomique à l'assistance technique aux pays en voie de développement ; attitude de la commission sur le projet de loi* [4 décembre 1969] (p. 4640, 4641) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, à la fin de l'amendement de M. Cointat, à substituer au mot : « suffisants » les mots : « dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessous »* (p. 4641) ; *son amendement tendant avant l'article premier à insérer un nouvel article : « Toute obtention végétale répondant aux conditions de l'article précédent est définie par un nom auquel correspondent une description et un exemplaire témoin conservé dans une collection »* (p. 4641) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4641) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant après les mots : « issues par hybridation » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Cointat : « lorsque leur reproduction exige l'emploi répété de la variété initiale »* (p. 4642) ; *extension de la protection* (p. 4642) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (application des dispositions de l'alinéa précédent)* (p. 4643) ; Art. 2 : *Délivrance du certificat* (p. 4644) ; *ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 4645) ; *composition du comité* (p. 4645) ; Art. 3 : *Spécialisation par pays* (p. 4646) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 4646) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 12 mois » les mots : « quatre ans »* (p. 4646) ; Art. 7 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « une description de la variété nouvelle est annexée au certificat d'obtention »* (p. 4647) ; *ses observations sur l'union internationale pour la protection des obtentions végétales* (p. 4647, 4648) ; Art. 8 : *Convention relative aux droits des étrangers* (p. 4648) ; Art. 9 : *Fixation de la taxe en matière de brevets* (p. 4649) ; *rôle de l'institut national de recherche agronomique* (p. 4649, 4650) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (inscription d'office au régime de la licence)* (p. 4650) ; Art. 35 : *Validation des droits des obtenteurs* (p. 4655) ; en seconde délibération, Art. 34 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4656) ; en deuxième lecture : *Ses observa-*

tinos sur ce texte [5 mai 1970] (p. 1467) ; Art. 1er A : *Ses observations sur le texte du Sénat ; problème du contentieux* (p. 1468) ; Art. 3 : *Contrôle préalable* (p. 1469) ; Art. 8 : *Problème posé par les étrangers* (p. 1471) ; Art. 9 : *Ses observations sur le terme de « redevance »* (p. 1471) ; Après l'Art. 35 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les cessions de certificats d'obtention végétale et les concessions de droit d'exploitation sont enregistrées au droit fixe de 50 F »* (p. 1472) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1472) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 22 : *Indemnisation des dégâts causés aux récoltes par les sangliers et les grands gibiers* [9 décembre 1969] (p. 4739) ; Art. 10 : *Nécessité de protéger et de développer la forêt ; politique contre les pollutions de toute sorte ; création d'une taxe ; différenciation des taux ; possibilité de préciser qu'une partie du produit de la taxe réservée aux collectivités locales pourra être affectée aux villes qui ont besoin de créer des espaces verts* (p. 4744, 4745) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 157 du Code forestier (problème du défrichement)* (p. 4745, 4746) ; *problème du contrôle ; lutte contre la spéculation* (p. 4746, 4747) ; *ses observations sur les taillis* (p. 4747, 4748) ; *financement d'opérations de boisement et d'aménagement forestier* (p. 4748) ; *rôle du fonds forestier* (p. 4749) ; *ses observations sur l'amendement de M. Louis-Alexis Delmas* (p. 4749, 4750) ; *ses observations sur les paroles de M. Lamps* (p. 4750).

Répond à la question d'actualité de M. Ducray relative à la date de parution du règlement sur les vins [17 avril 1970] (p. 1145).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin, Alduy, relatives aux problèmes agricoles : *Bilan des négociations engagées pour la construction européenne ; importance capitale de l'Europe pour l'agriculture française ; maintien de la libre circulation des produits malgré les secousses monétaires ; consolidation des principes fondamentaux de la politique agricole commune ; problème des producteurs de tabac ; projet de règlement-cadre pour les vins de consommation courante et les vins de qualité produits dans des régions délimitées ; maintien d'une politique de qualité ; assurance d'une priorité d'écoulement pour les produits communautaires ; les textes composant le règlement financier ; texte créant des ressources propres à la Communauté ; renforcement du contrôle du Parlement européen de Strasbourg sur le budget commun ; absence de décision sur la hiérarchie des prix et sur une politique des structures ; nécessaire amélioration des rapports de prix entre les produits végétaux et les produits animaux ; vision française du type d'entreprise agricole future ; nécessité de supprimer les aides financières pour les grandes surfaces de type industriel ; modification des propositions initiales de M. Mansholt ; son acceptation de substituer l'idée de « revenu minimum » par exploitation à l'idée de « surface minimum » ; amélioration de l'assiette pour le calcul des cotisations pour le régime social agricole ; intention du Gouvernement de déposer quatre ou cinq textes législatifs en matière foncière et structurelle ; statistiques provisoires de l'I.N.S.E.E. pour 1969 ; amélioration du revenu agricole ; mesures prises concernant les produits de l'élevage ; encouragement des productions « interstitielles » (foie d'oie et lapin) ; crédits importants dégagés au F.O.R.M.A. en vue d'une meilleure réorientation des productions agricoles ; reconversion de la production de lait vers la production de viande ; octroi de primes d'abattage ; programme porcin ; constitution d'unités de production compétitives dans le cadre d'exploitations familiales ; politique de contrats de progrès ; programme relatif à la production bovine ; effort de standardisation et de rationalisation ; accroissement du nombre et de la qualité des veaux produits ; déshydratation des fourrages ; programme de relance de l'élevage ovin ; intérêt de la procédure des questions orales avec débat permettant de renforcer le contrôle du Parlement* [17 avril 1970] (p. 1156 à 1161) ; *taux de croissance retenu par le VIe Plan* (p. 1162) ; *importation de certains vins bénéficiant du tarif préférentiel* (p. 1163) ; *détermination des cotisations sociales agricoles* (p. 1164) ; *dépôt par le Gouvernement de différents textes portant sur l'indemnité viagère de départ pour les fermiers ; les baux à long terme* (p. 1164) ; *augmentation du prix du lait* (p. 1165) ; *problème viticole ; prix du vin* (p. 1165) ; *discussion du règlement européen concernant le vin* (p. 1166 et 1167) ; *rapport entre le prix du beurre et celui de la poudre de lait* (p. 1168) ; *problèmes de réorganisation interprofessionnelle avicoles* (p. 1170, 1171).

Prend part à la discussion des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage

et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Statut du fermage ; création des S.A.F.E.R. ; indemnité viagère de départ ; recherche d'une solution dans la dimension et la stabilité des exploitations à l'échelle humaine ; établissement d'une certaine concordance entre le fermage et la propriété ; ses observations sur les baux à long terme, les groupements fonciers agricoles, les sociétés agricoles d'investissement foncier ; continuité de la politique agricole engagée depuis dix ans ; conséquence du phénomène de désinvestissement foncier agricole ; encouragement donné au fermage par le bail de longue durée ; orientation des capitaux vers l'investissement dans la terre ; possibilité pour le fermier d'obtenir la résiliation de son bail dès qu'il est en âge de bénéficier de l'I.V.D. et de l'indemnité de restructuration ; création de baux d'une durée minimale de dix-huit ans ; possibilité pour le propriétaire de fixer un prix de fermage qui soit fonction de cette durée ; indication des incitations fiscales pour obtenir ces résultats ; exonération de la taxe de publicité foncière ; exonération des trois quarts de la valeur vénale de la propriété lors de la première mutation à titre gratuit ; ses observations sur le groupement agricole foncier et les sociétés agricoles d'investissement foncier ; agriculture française constituant une chance pour l'économie nationale* [26 juin 1970] (p. 3158 à 3160) ; *ses observations sur la question préalable déposée par M. Bayou sur le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier ; analyse de certaines critiques contradictoires ; rôle des capitaux publics ; ses observations sur les incitations fiscales* (p. 3169) ; *retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier* (p. 3181) ; *ses observations sur les paroles de M. Briot* (p. 3187) ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de M. Arthur Moulin* (p. 3200) ; *son amendement tendant à substituer, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2 du Code rural, aux mots « les conditions pour bénéficier du complément de retraite alloué en application des dispositions de l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole » les mots « les conditions requises pour bénéficier des avantages visés au premier alinéa du présent article »* (p. 3200) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3200) ; *problème de la prolongation du délai* (p. 3201) ; *compétence du tribunal d'instance* (p. 3201) ; *ses observations sur les tribunaux paritaires des baux ruraux* (p. 3202) ; *différence de compétence selon le montant du litige* (p. 3202) ; *fixation de l'indemnité* (p. 3202) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cormier* (p. 3203) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Il en sera de même lorsque les terres rendues disponibles par le demandeur qui cesse son activité seront, soit affectées à un usage non agricole, soit reconverties par le nouvel exploitant à des productions spéciales selon des critères définis par décret »* (p. 3203) ; *attributions d'indemnités complémentaires de restructuration* (p. 3203) ; BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-25 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des trois premiers alinéas de cet article (cas où au terme du bail le preneur se trouve à plus de neuf ans de l'âge normal du droit à pension retenu en matière d'assurance vieillesse des exploitants agricoles)* (p. 3204) ; *possibilité pour le bailleur de décider de la reprise du fonds pour lui-même ou pour son descendant* (p. 3204, 3205) ; *cas du preneur arrivant en fin de prorogation sans avoir atteint l'âge de cinquante-six ans* (p. 3205) ; *modification de son amendement* (p. 3205) ; Art. 870-27 du Code rural : *Avis de la Commission des baux ruraux* (p. 3206) ; *délimitation entre le domaine réglementaire et le domaine législatif* (p. 3206, 3207) ; *problème de la révision des baux* (p. 3207) ; Art. 870-29 du Code rural : *Cas où le bailleur refuse de prendre à sa charge les travaux* (p. 3209) ; Après l'Art. 1er : *Méthodes d'évaluation des biens* (p. 3210) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Cormier* (p. 3210) ; Art. 2 : *Délimitation de la superficie du groupement foncier agricole* (p. 3211) ; *regroupements volontaires d'exploitations familiales* (p. 3212) ; Art. 4 : *Ses observations sur les amendements de MM. Beylot et Cormier* (p. 3213) ; Art. 5 : *Limitation du faire-valoir direct par les groupements fonciers agricoles* (p. 3213) ; *constitution des groupements fonciers agricoles par des membres d'une même famille se livrant au faire-valoir direct* (p. 3214) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une*

nouvelle rédaction de cet article (enregistrement des actes constatant des apports mobiliers à un groupement foncier agricole) (p. 3214) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3214) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions « ce délai n'est pas exigé lorsque le donateur ou le défunt ont été parties au contrat de constitution du groupement foncier agricole et à ce titre ont effectué des apports constitués exclusivement par des immeubles ou des droits immobiliers à destination agricole »* (p. 3214) ; après l'Art. 8 : *Réforme du Crédit agricole ; utilisation des parts de groupements fonciers agricoles aux fins de nantissement* (p. 3215) ; *nécessité d'éviter la constitution de groupements abusifs* (p. 3215) ; Art. 9 : *Ses observations sur les groupements agricoles fonciers créés conformément à la loi du 8 août 1962* (p. 3215, 3216).

Répond à la question d'actualité de M. Lioger relative à l'écoulement des pêches et des cerises [26 juin 1970] (p. 3179).

Répond à la question d'actualité de M. Poudevigne relative à la campagne viticole 1970-1971 [16 octobre 1970] (p. 4370, 4371).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Péronnet, Bertrand Denis et de Montesquiou relatives à la protection de la nature : *Création d'une direction générale de la protection de la nature au Ministère de l'Agriculture ; préservation des ressources naturelles ; priorité en faveur de l'eau ; camionnettes-laboratoires équipées pour déterminer le degré de pollution des eaux ; refus d'une aide de l'Etat aux industries qui ne sont pas dotées de dispositifs auto-épurateurs efficaces* [16 octobre 1970] (p. 4381) ; *interdiction de l'utilisation de certains produits nocifs (détergents non biodégradables)* (p. 4382) ; *création d'un fonds européen de lutte contre les pollutions ; protection des sols ; financement de la protection « pare-avalanches » par les promoteurs de stations nouvelles ; lutte contre les incendies de forêts ; emploi des produits chimiques en agriculture ; renforcement des recherches tendant au perfectionnement de la lutte chimique* (p. 4382) ; *protection de la faune et de la flore ; politique des parcs nationaux ; dépôt à la prochaine session d'un projet de loi relatif à la protection des espèces rares végétales et animales et d'un projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières* (p. 4382) ; *adoption par le comité interministériel d'un programme d'acquisitions de forêts suburbaines ; protection des parcs nationaux ; mise en place d'un dispositif d'accueil* (p. 4383) ; *création d'une série de parcs régionaux ; moyens d'animation du milieu rural (chasse, pêche, équitation) ; problème posé par l'accroissement des déchets abandonnés par les automobilistes et promeneurs ; nécessité de campagnes de presse, radio, etc., appelant l'attention du public sur le respect des sites* (p. 4383, 4384).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Cointat et Boscary-Monsservin relatives à la politique agricole commune : *Les propositions faites par la commission des communautés européennes ; choix de la politique de prêts plutôt que de celle de subventions en capital ; abaissement de l'âge de l'I.V.D. à 55 ans ; abattage des vaches et institution d'une indemnité communautaire de réorientation du lait vers la viande ; l'évolution de la production du lait ; aide accordée aux groupements producteurs ; prix et équilibre des marchés ; politique des structures foncières ou sociales* [16 octobre 1970] (p. 4387) ; *nécessité de prévenir les aspirations du monde agricole ; son désaccord avec la conception de la commission sur le modèle d'exploitation agricole à développer et sur la politique volontaire d'abandon de la surface agricole utilisée ; programme de rationalisation et de relance ; organisation des marchés* (p. 4388) ; *définition de la décentralisation et de la régionalisation ; l' « eurocratie » (exemple de la négociation relative au maïs pour la Réunion) ; risque de dilution de la notion de préférence communautaire ; absorption de 63 % de nos exportations agricoles par la Communauté européenne ; développement du commerce intracommunautaire* (p. 4389) ; *application des règles du Marché commun à l'ensemble du marché viticole* (p. 4390).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Chambon, Villon et Ansquer relatives au revenu des producteurs de lait et de viande et revendications des petits et moyens agriculteurs : *Importance des mesures prises par le Gouvernement ; augmentation du prix d'intervention du beurre porté au prix communautaire début 1971 ; fixation à un taux suffisamment élevé de la taxe sur les corps gras ; renforcement de la solidarité nationale à*

l'égard des régimes sociaux agricoles [16 octobre 1970] (p. 4394) ; *viande bovine ; constitution de groupements et de coopératives de producteurs ; rattrapage de nos prix par rapport aux prix communautaires ; relèvement du prix de seuil du mouton ; problème des échanges communautaires et des échanges avec les pays tiers ; groupements agricoles d'exploitation en commun* (p. 4395).

Répond à la question d'actualité de M. Mathieu relative à la situation des éleveurs [30 octobre 1970] (p. 4973, 4974).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Production de lait* [6 novembre 1970] (p. 5258) ; *extension aux catégories C et D des conclusions du rapport Masselin* (p 5258) ; *taille des exploitations ; organisation économique dans le domaine de la viande ; ulilité des regroupements en vue de l'efficacité économique* (p. 5260) ; *crédits de remembrement inscrits au budget de 1971* (p. 5260) ; *ses observations sur les sources de financement provenant d'autres organismes que ceux reflétés dans le domaine budgétaire ; crédits de protection de la nature ; concours apporté par le F.E.O.G.A. à l'équipement* (p. 5261) ; *fonds d'action conjoncturelle ; collectif budgétaire ; fonctionnement des établissements publics existants* (p. 5264) ; *alignement des bourses de l'enseignement public et de l'enseignement privé* (p. 5264) ; *production de lait ; poudre de lait ; ses observations sur les bovins, les veaux et les porcs* (p. 5265, 5266) ; *stockage du vin ; récolte du vin ; augmentation des prestations de l'alcool vinique* (p. 5267) ; *situation du marché des fruits et en particulier des pommes ; distribution des fruits et des produits laitiers ; mise en place des caisses de péréquation nationale ; possibilité pour les professionnels organisés dans des groupements sérieux de bénéficier d'un différé d'amortissement compensé par le F.O.R.M.A.* (p. 5267) ; *mise en place de la rationalisation de la production porcine ; crédits en matière de bâtiments d'élevage ; augmentation de la consommation de porc ; caisse de péréquation permettant une action pour les achats de porcelets et le soutien des cours des porcs charcutiers* (p. 5268) ; *campagne de propagande pour la consommation des œufs* (p. 5268) ; *situation des agriculteurs qui sont en dessous ou au niveau de la première tranche de revenu cadastral* (p. 5269) ; *problème du soutien des marchés ; ses observations sur le F.O.R.M.A., l'O.N.I.C. et le Fonds d'intervention et de régularisation du sucre ; financement de la politique agricole commune ; orientation des productions ; production laitière ; action des hommes ; crédits affectés aux actions d'orientation et de développement ; financement des actions communautaires ; crédits en matière de production animale ; transferts sociaux ; dépenses de protection sociale ; ses observations sur l'A.M.E.X.A. ; amélioration des prestations familiales ; majoration des allocations familiales versées pour le troisième et le quatrième enfant ; suppression de l'allocation de salaire unique pour certaines femmes ; cas des ménages ayant deux enfants à charge et dont les revenus sont inférieurs à un certain montant ; création de nouvelles allocations en faveur des orphelins et des handicapés ; prestations vieillesse* (p. 5280) ; *progressivité des cotisations sociales ; extension des abattements retenus en matière d'A.M.E.X.A. ; modification de l'assiette du revenu cadastral pour certains départements ; adaptation d'un coefficient correcteur ; budget du fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles ; crédits d'équipement ; ses observations sur les adductions d'eau et l'électrification ; financement des plans de relance de la production bovine et porcine ; crédits du fonds d'action régionale ; crédits du fonds forestier national ; crédits spéciaux pour la protection de la nature* (p. 5281) ; *ses observations sur le F.E.O.G.A. ; restructuration agricole ; options du VIe Plan ; aides aux stockages ; aides à la transformation ; crédits pour les industries de transformation ; sa constatation que la France n'a pas encore l'industrie de son agriculture : rôle de l'Institut de développement industriel ; développement des abattoirs publics ; évolution des circuits commerciaux ; crédits figurant au F.A.C. ; ses observations sur l'enseignement supérieur ; exemple de l'école vétérinaire de Lyon ; carte scolaire* (p. 5282) ; *problème des prix ; comparaison entre les prix français et les prix communautaires en matière de productions animales ; ses observations sur les céréales, les betteraves et les oléagineux ; augmentation des prix des produits agricoles à la production par rapport aux prix des biens et services achetés par les agriculteurs ; revenu du travail agricole ; secteur des fruits* (p. 5283) ; *primes d'arrachage ; rationalisation dans le secteur bovin et porcin ; secteur avicole ; effets de l'organisation économique des producteurs ; politique contractuelle ; limites sociologiques de l'organisation économique ; conditions de l'activité du crédit*

agricole mutuel ; réforme du crédit agricole ; assouplissement des conditions dans lesquelles les agriculteurs peuvent emprunter pour réaliser des opérations foncières ; développement économique des zones rurales ; nécessité de permettre aux familles vivant dans les zones rurales d'améliorer leur niveau de vie ; possibilité de développer, à côté d'un circuit d'Etat et d'un circuit capitaliste bancaire, une organisation mutualiste dont le crédit agricole mutuel serait la clé de voûte ; diversité des structures agricoles ; location des terres ; problème des capitaux ; ses observations sur la stabilité de l'exploitant et du fermier ; baux à long terme ; groupements fonciers agricoles ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; indemnité viagère de départ ; continuation de la construction européenne ; problème du vin ; financement des vins placés sous contrat de stockage ; ses observations sur la viande de mouton, l'alcool, le houblon et la banane (p. 5285) ; *problème de l'élargissement de la Communauté économique européenne ; conditions de succès des négociations ; sauvegarde de l'exploitation agricole ; place de l'agriculture dans le monde moderne* (p. 5286, 5287) ; *problème de l'enseignement agricole* (p. 5288) ; *problème de l'attribution de carburant détaxé* (p. 5290) ; *portée des rapports d'experts* (p. 5291) ; *ses observations sur les paroles de M. Beylot* (p. 5294) ; *problème de l'importation de viande congelée* (p. 5306) ; *comparaison entre tes prix à la production agricole et les prix intervenant dans les coûts de revient de la production agricole ; problème de l'alimentation du bétail ; possibilité d'envisager un accord sur les prix des produits de base et des produits finis destinés à l'alimentation du bétail* (p. 5308) ; *ses observations sur le B.A.P.S.A.* (p. 5311) ; *produit national brut par tête d'habitant en France ; répartition des sommes qui constituent la part des Etats dans le financement du F.E.O.G.A.* (p. 5312) ; *mesures gouvernementales prises en faveur de la viticulture ; prix des prestations d'alcool vinique* [7 novembre 1970] (p. 5322) ; *annulation de la dérogation au Règlement communautaire dont bénéficie l'Italie* (p. 5324) ; *taxe sur les corps gras* (p. 5326) ; *nécessité d'adresser les critiques au ministre et non à un fonctionnaire* (p. 5329) ; *aide de l'Etat aux groupements de producteurs* (p. 5332) ; *récolte du vin* (p. 5335) ; *ses observations sur le fait personnel de M. Bayou ; récolte des viticulteurs méridionaux* (p. 5340) ; *ses remerciements pour les conseils prodigués par les orateurs* (p. 5344) ; *projets du Gouvernement en matière d'exploitation agricole en zones de montagne et en matière de « groupements pastoraux »* (p. 5354) ; *rôle de la commission de la Communauté économique européenne* (p. 5357) ; *crédits prévus pour les abattoirs ; ses observations sur la carte des abattoirs* (p. 5370) ; *crédit supplémentaire pour les équipements ruraux* (p. 5372) ; *ses observations sur le F.O.R.M.A.* (p. 5372) ; *transferts sociaux ; solidarité de la nation à l'égard du monde agricole ; soutien des marchés ; aménagements régionaux ; problème de la recherche ; crédits de l'alimentation en eau potable ; problème de la détermination de nouveaux moyens de financement ; évacuation des eaux usées ; distribution d'énergie électrique ; équipement rural ; problème du remembrement ; amélioration de la productivité des exploitations ; problème des échanges amiables* (p. 5373) ; *évolution de l'occupation de notre territoire ; nécessité d'associer les populations à la définition des moyens à mettre en œuvre pour développer les régions ; plans d'aménagement rural ; protection de la nature ; délimitation des zones de rénovation rurale ; répartition des crédits entre les différentes régions et au sein de chaque région ; exemple de la Thiérache du Nord ; ses observations sur les zones de montagne ; mise au point d'une politique cohérente en faveur de la montagne* (p. 5374) ; *projet de loi sur l'agriculture montagnarde ; fonds d'action rurale ; conditions de ramassage scolaire ; problème de l'enseignement ; formation des hommes ; ses observations sur le baccalauréat D' ; enseignement vétérinaire ; lutte contre les grandes épizooties ; problème de la brucellose ; ses observations sur la fièvre aphteuse et la peste porcine* (p. 5375) ; *intensification du dépistage ; problème de la vaccination ; création d'une école de préposés sanitaires ; projet de création d'une école des services vétérinaires ; ses observations sur les zones d'insémination artificielle ; production laitière ; question du différé d'amortissement ; prime à l'abattage des vaches laitières ; problème posé par l'élevage du bœuf, du porc et du mouton* (p. 5376) ; *charges d'amortissement des bâtiments d'élevage en Hollande ; appareil de commercialisation néerlandais ; ses observations sur le marché des œufs ; problème du mouton ; ses observations sur les règles édictées par la commission européenne* (p. 5377) ; *problème posé par le cheval ; question des haras de La Roche-sur-Yon ; redécoupage des circonscriptions de haras ; problème de la viticulture ; importation de vins d'Algérie ; importation de vins*

italiens ; prix moyen de la campagne (p. 5378) ; *renouvellement des facilités de financement pour les contrats de stockage ; ses observations sur les négociations communautaires ; suspension de l'obligation des prestations viniques chez nos partenaires ; application de la complémentarité quantitative dans le cadre communautaire ; délivrance des certificats d'importation ; caractère des importations en provenance de Hollande ; définition des vins de qualité ; problème du règlement alcool ; ses observations sur les départements d'outre-mer ; S.A.F.E.R. de la Réunion ; problème du prix du sucre et des quotas de sucrerie pour la Réunion* (p. 5379); *problème des fruits ; production des pêches ; marché de la pomme ; cadastre fruitier* (p. 5379) ; *distribution des produits laitiers aux enfants fréquentant les cantines des écoles publiques ; distribution de poudre de lait écrémé aux vieillards ; distribution de pommes aux enfants des écoles ; problème des écarts de prix entre la production et le commerce de détail ; raison de l'échec partiel des groupements de producteurs et des comités économiques ; aspect cidricole de la question des pommes ; problème de l'application de la T.V.A. aux coopératives d'utilisation des matériels agricoles* (p. 5380) ; *politique extérieure de la Communauté économique européenne ; rôle du F.E.O.G.A. ; aide en matière d'oléagineux ; question de la préférence communautaire ; rôle de l'Europe dans une civilisation humaniste ; aide en nature aux pays sous-développés* (p. 5381) ; Titre IV : *Son amendement tendant à majorer les crédits de 40 millions de francs* (p. 5387) ; *relèvement de la subvention au B.A.P.S.A.* (p. 5387) ; Titre V : *Ses observations sur les paroles de M. Védrines* (p. 5387) ; Titre VI, Etat C : *Son amendement tendant à majorer les autorisations de programme de 70 millions de francs et les crédits de paiement de 30 millions de francs* (p. 5388) ; *détaxation du carburant agricole* (p. 5388) ; *répartition des crédits en autorisations de programme* (p. 5388) ; Après l'Art. 66 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas d'exonération partielle des cotisations)* (p. 5389) ; *ses observations* (p. 5389) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas d'exonération partielle des cotisations)* (p. 5389) ; *ses observations sur les assurances vieillesse* (p. 5390) ; *plafonnement des cotisations de l'A.M.E.X.A.* (p. 5391) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Politique forestière du Gouvernement ; rôle de la forêt ; objectifs du Gouvernement ; ses observations sur la part des produits forestiers dans la balance commerciale de la France* [26 novembre 1970] (p. 5955) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Ses observations sur le projet de loi relatif à l'I.V.D. des fermiers* [11 décembre 1970] (p. 6468) ; *ses observations sur les sociétés agricoles d'investissement foncier ; problème du drainage des capitaux vers l'agriculture ; indemnité complémentaire de restructuration* (p. 6469) ; *politique communautaire à long terme ; ses observations sur l'I.V.D. des fermiers ; pluralité de baux à long terme ; possibilité de conclure au début du bail une interdiction de transmission du bail au profit de la famille du preneur ; introduction dans le bail de la notion de long préavis avant résiliation* (p. 6470) ; *personnalisation du bail ; ses observations sur le projet relatif aux groupements fonciers agricoles ; statut juridique de la terre ; concertation entre le Gouvernement et le Parlement* (p. 6471) ; *ses observations sur les paroles de M. Lavielle* (p. 6472) ; *ses observations sur l'exonération des droits de mutation et de succession lors de la première mutation à titre gratuit* (p. 6473) ; *situation du preneur* (p. 6473) ; *ses observations sur les paroles de M. Rocard* (p. 6474) ; *ses observations sur les sociétés agricoles d'investissement foncier ; leurs avantages* (p. 6475) ; *ses observations sur l'I.V.D.* (p. 6475) ; *ses observations sur les paroles de M. Brugnon* (p. 6477) ; *ses observations sur l'I.V.D. des fermiers ; ses observations sur l'indemnité complémentaire de restructuration* (p. 6477) ; Art. 870-25 du Code rural : *Conclusion des baux sous seing privé ; taxe de publicité foncière* (p. 6478) ; *ses observations sur les paroles de M. de Gastines* (p. 6479) ; *son sous-amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Collette à substituer aux mots : « articles 811, alinéas 2, 3 et » les mots : « article 811, alinéas 2 et suivants »* (p. 6479) ; *transmission du bail à un descendant dans le cas où le renouvellement se fera par période de 9 ans* (p. 6479, 6480) ; *application des articles 831 et 832 du Code rural ; situation de la veuve du preneur* (p. 6480) ; Art. 870-27 du Code rural : *Prix des baux de longue durée ; niveau du revenu cadastral* (p. 6481) ; *ses observations sur les paroles de M. Collette* (p. 6482) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant à supprimer cet*

article (p. 6483) ; *son opposition à ce que le bailleur qui a consenti un bail ordinaire puisse unilatéralement décider d'offrir au preneur un bail de dix-huit ans en lui envoyant une lettre recommandée* (p. 6483) ; *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* (p. 6483) ; Art. 1er *bis : Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par la phrase suivante : « Toutefois, l'exonération ne s'applique pas dans la mesure où il y a identité entre le preneur, d'une part, et le bénéficiaire de la transmission, son conjoint ou l'un de leurs héritiers présomptifs, d'autre part »* (p. 6484) ; *exonération des droits de mutation à titre gratuit accordée aux biens qui ont été donnés à bail à long terme* (p. 6484) ; *avantage fiscal lié à l'immobilisation du capital* (p. 6485) ; *ses observations sur les paroles de M. Arthur Charles* (p. 6485).

En qualité de Ministre des Affaires culturelles :

Répond aux questions orales avec débat de MM. Jean-Paul Palewski, Claudius-Petit, Boyer, Carpentier, Andrieux et Jean Royer relatives aux Affaires culturelles ; *Place du Ministère des Affaires culturelles dans le Gouvernement ; son action d'éducation permanente ; politique d'expansion culturelle en France et à l'étranger ; relations entre le Ministre des Affaires culturelles et l'O.R.T.F. ; diffusion de la culture* [28 mai 1971] (p. 2203) ; *émissions à dominante culturelle ; théâtres ; déséquilibre entre Paris et la province ; recherche d'une plus grande mobilité des troupes ; expériences d'introduction du théâtre dans les lycées* (p. 2204) ; *Louvre ; accueil du public dans les musées ; visites guidées à l'usage du public étranger ; expositions itinérantes ; politique de restructuration des monuments historiques ; inventaire général (archives artistiques de la France) ; création artistique et statut des créateurs ; direction des grands établissements théâtraux ou lyriques ; réunion des théâtres lyriques nationaux* (p. 2207, 2208) ; *projet de loi d'orientation de l'architecture ; opérations de recherche publique en architecture (commission Lichnerowicz) ; formation des architectes ; écoles d'art ; plan d'urgence de protection des monuments (emprunt pour les monuments historiques) ; réforme du statut du corps des architectes des monuments historiques ; protection des sites ; réforme du 1 % ; aide à la première exposition* (p. 2206) ; *définition d'un statut social des créateurs ; théâtres lyriques de province ; recherche d'une exploitation régionale ; création de l'Opéra du Rhin* (p. 2207) ; *nécessité d'encourager et de diffuser le cinéma de qualité en France* (p. 2208) ; *cinémas d'art et d'essai ; diffusion des films bénéficiant d'avances sur les recettes ; ciné-clubs ; cinémathèque française ; installation du musée du cinéma au Palais de Chaillot ; encouragement à la réalisation de films pour enfants ; coordination avec la télévision ; protection des jeunes* (p. 2209) ; *censure ; application de l'article 283 du Code pénal ; suppression de la censure théâtrale depuis 1907 ; programmes du Fonds d'intervention culturelle* (p. 2210) ; *visa nécessaire à l'exploitation d'un film* (p. 2212).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle du développement culturel ; droit à la culture ; création du Fonds d'intervention culturelle ; contrat passé avec l'O.R.T.F.* [27 octobre 1971] (p. 4955) ; *rôle du Ministère ; constitution d'une équipe qui pourra se rendre dans les villes et les départements pour élaborer certains programmes ; maisons de la culture ; exemple du « muséobus » ; domaine des arts plastiques ; portée du un pour cent culturel sur les constructions scolaires ; accord passé avec certaines galeries pour permettre une aide à la première exposition ; augmentation des crédits de fonctionnement ; ses observations sur le Plateau Beaubourg ; diversification des équipements ; formation des hommes* (p. 4956) ; *réforme du conservatoire d'art dramatique ; développement de l'enseignement musical ; refonte de l'enseignement architectural ; protection du patrimoine ; contrats conclus avec les troupes décentralisées ; réorganisation de l'Opéra de Paris et de l'Opéra-Comique ; patrimoine des musées nationaux ; diffusion du disque ; plan décennal de la musique ; diversification des équipements ; ses observations sur les théâtres nationaux et en particulier sur ceux de Strasbourg et de l'Est parisien ; utilisation polyvalente des gymnases ; exemple de la construction du Palais des Congrès* (p. 4957, 4958) ; *ses observations sur la liberté qui règne en France* (p. 4961) ; *crise du Théâtre national populaire ; crise des théâtres privés* (p. 4964) ; *réforme du fonds de soutien au théâtre ; application du régime de la T.V.A. à la précédente saison*

théâtrale ; musées de province ; problème des orchestres ; muséobus ; crise du cinéma ; aide au fonds de soutien du cinéma ; taux de la T.V.A. ; réunion d'un conseil interministériel sur les problèmes du cinéma ; liens entre l'O.R.T.F. et le cinéma ; affectation de l'abbaye de Fontevrault ; réforme du corps des architectes des monuments historiques (p. 4965) ; *idée d'un emprunt en faveur des monuments historiques ; projet de loi relatif à l'architecture ; personnel des musées ; fréquentation des musées ; problème de l'entrée gratuite dans les musées des personnes du troisième âge ; marché des œuvres à Paris ; ses observations sur l'Opéra ; théâtres lyriques de province ; ses observations sur l'opérette ; prix des places à l'Opéra* (p. 4966) ; *valeur des architectes des monuments historiques ; gestion des maisons de la culture ; rayonnement des maisons de la culture ; choix de leur directeur ; ses observations sur la cathédrale de Tréguier ; protection des objets d'art* (p. 4967, 4968).

Répond à la question orale avec débat de M. Royer relative au contrôle des films ; *Préparation d'une déontologie du cinéma français ; rôle de la commission de contrôle ; son renouvellement ; responsabilité ministérielle ; films interdits aux mineurs ; respect des règles interdisant la présentation d'une bande-annonce d'un film interdit aux mineurs ; crédits consacrés au cinéma pour l'enfance et la jeunesse ; rôle et composition de la commission des avances ; assainissement moral et financier du cinéma ; collaboration entre le cinéma et l'O.R.T.F.* [26 novembre 1971] (p. 6168 à 6170) ; *composition et renouvellement de la commission de contrôle* (p. 6171).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 25 : *Ses observations sur la validation de la création de 21 unités pédagogiques d'architecte* [14 juin 1972] (p. 2482, 2483) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES : *Après un budget d'espoir budget de volonté ; volonté de croissance prioritaire ; bilan des réformes ; démocratie de la culture ; restauration des monuments classés* [8 novembre 1972] (p. 4819) ; *son souhait que tous les départements contribuent aux frais de restauration des monuments classés ; bonifications d'intérêts pour les propriétaires privés de monuments historiques ; remise à l'Etat des œuvres d'art en paiement des droits de succession ou des droits de mutation ; réforme de l'Opéra et de l'Opéra-Comique ; réforme du fonds de soutien aux théâtres privés ; théâtre national populaire ; cinéma : suppression du droit de timbre pour les places d'un prix inférieur à 10 francs et du droit de sortie ; liberté progressive du prix des places ; réforme du fonds de soutien au cinéma ; rapports entre l'O.R.T.F. et le cinéma ; réforme du contrôle des films ; réforme concernant le un pour cent consacré à la décoration des bâtiments scolaires et des casernes ; aide à la première exposition* (p. 4820) ; *annonce des six mesures qui vont être prises au cours de l'année : 1° projet de réforme de la profession d'architecte et de l'architecture* (p. 4820) ; *travaux de sauvegarde ; projet de loi concernant les sites et permettant l'intervention ponctuelle du Ministère à Paris et en province ; tours de plus de quatre-vingts mètres ; détermination des faisceaux de vue ; 2° action en faveur des villes moyennes (animation culturelle, participation au financement des équipements intégrés) ; 3° métiers d'art ; mobilier national ; création d'une école permettant d'assurer la permanence de certains métiers ; 4° régimes sociaux pour les écrivains ; réforme de la caisse des lettres ; 5° enseignement de la musique et du dessin ; 6° centre de Beaubourg* (p. 4821) ; *ses observations sur la culture dans les pays totalitaires en réponse à M. Leroy : financement de l'amélioration de certains théâtres parisiens ; sa réponse à M. Palewski sur les charges qui incombent aux collectivités locales, les îlots opérationnels et sa suggestion de placer des sculptures modernes le long des autoroutes et de mise en place de commissions départementales d'animation* (p. 4831); *à M. Chazelle sur la participation des départements à la sauvegarde des monuments historiques, sa suggestion qu'il retient d'accélérer l'inventaire général des richesses artistiques, la remise d'objets d'art en paiement des droits de mutation ou de succession, à M. Marcus sur la Comédie-Française* (p. 4831) ; *la réforme des conditions de travail et de rémunération des personnels de la Comédie-Française, à M. de la Verpillière sur le théâtre de l'Est parisien, à M. Marcus sur la situation de l'opé-*

rette à Paris, la politique culturelle du troisième âge, à M. Carpentier sur les crédits du fonds de soutien aux théâtres privés ; Opéra de Paris, à MM. Julia et Gorse sur les fouilles ; affectation du quartier Henri IV au Palais de Fontainebleau, à M. Mainguy sur la banlieue parisienne (p. 4832) ; *création de l'orchestre de l'Ile-de-France, à M. Gorse sur l'enseignement musical, le baccalauréat musical ; son soutien au projet de centre international du chant grégorien, à M. Bizet sur le taux de la T.V.A. des instruments de musique, les orchestres conventionnés et le Mont-Saint-Michel ; libre accès à la culture* (p. 4833).

Répond à la question d'actualité de M. Pierre Bonnel relative à la protection des œuvres d'art [8 décembre 1972] (p. 6030).

DUMAS (Pierre)

Député de la Savoie
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES SOCIALES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918). [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* 21 juin 1969] (p. 6288).

L'Assemblée prend acte de son élection [21 octobre 1969] (p. 2772, 2797).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [21 octobre 1969] (p. 2797).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750).

Donne sa démission de membre de cette Commission [21 mai 1970] (p. 1855).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [21 mai 1970] (p. 1855), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2419), de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; Annexe n° 28 : Jeunesse, Sports et Loisirs (Crédits des Services du Premier Ministre — II. - Jeunesse, Sports et Loisirs), n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 29 : Jeunesse, Sports et Loisirs (Crédits des Services du Premier Ministre. — II. - Jeunesse, Sports et Loisirs), n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi, tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, portant création et organisation des régions, n° 2675 [22 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 30 : Jeunesse, Sports et Loisirs n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Problème de l'emploi, ses observations sur les offres d'emploi non satisfaites ; nécessité de garantir les moyens d'existence aux travailleurs momentanément privés d'emploi ; faciliter l'adaptation des demandes aux possibilités qui sont offertes ; nécessité d'une meilleure information ; allocation de chômage ; accélération des versements ; Fonds national de l'emploi ; développement de la formation professionnelle ; nombre des stagiaires ; centres de la formation professionnelle pour adultes ; rôle du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; ses observations sur la préformation ; Agence nationale pour l'emploi ; service de la participation ; création de commissions paritaires de l'emploi ; délai d'information avant licenciement* [5 novembre 1968] (p. 3954 à 3956) ; *ses observations sur les paroles de Mme Prin* [6 novembre 1968] (p. 3988) ; *chômage des jeunes ; ses observations sur les stages ; problème de la formation ; rôle de l'Agence nationale ; régime social des jeunes qui n'ont pas trouvé un emploi ; possibilité de faire bénéficier les jeunes de seize à dix-huit ans, qui suivent des stages de formation ou de préformation, du même régime d'assurance maladie que les apprentis ; embauchage des jeunes ; cas des personnes âgées ; situation des travailleurs momentanément privés d'emploi ; allocations, dites de « préretraite » ses observations sur la loi du 18 décembre 1963 ; problème de la participation ; information du personnel et des directions d'entreprises ; question d'une sidérurgie en site marin à Bordeaux ; étude des métiers d'avenir afin de mieux orienter et de mieux informer ; formation professionnelle ; rôle de l'O.R.T.F. en matière d'information* (p. 4029 à 4031) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Ses observations sur le chômage ; aides apportées aux stagiaires ; centres gérés par l'A.F.P.A. ou agréés de la formation professionnelle des adultes ; Fonds national de l'emploi ; ses observations sur les préretraites ; situation des femmes ; cas des stagiaires âgés de moins de dix-huit ans ; stages de préformation* [16 décembre 1968] (p. 5551, 5552) ; Art. 2 : *Conditions d'attribution des allocations de conversion professionnelle* (p. 5554, 5555) ; Art. 3 : *Problème des agréments* (p. 5556) ; *Ses observations sur les termes : « établissements publics »* (p. 5556) ; après l'Art. 3 : *Rôle des comités d'entreprises* (p. 5557) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Berger à substituer aux mots : « à temps partiel » les mots : « à mi-temps »* (p. 5557) ; *stages de conversion ; stages de formation pour les femmes ; stages à mi-temps* (p. 5557) ; Art. 9 : *Niveau de la rémunération ; formation des cadres de maîtrise supérieure* (p. 5558, 5559) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi l'amendement de Mme Prin : « le montant de cette indemnité qui varie selon le niveau de la formation reçue et qui ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel garanti est fixé... »* (p. 5559) ; Art. 13 : *Cas des régimes spéciaux de sécurité sociale* (p. 5560) ; *versement d'allocations au moins égales au S.M.I.G.* (p. 5564) ; En deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5750) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « en aucun cas être inférieure », à substituer au mot : « au » les mots : « à 90 % du »* (p. 5751) ; *allocation devant être au moins égale au S.M.I.C.* (p. 5751) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa (3°) de cet article : « les mères de famille qui désirent occuper un emploi exigeant une qualification »* (p. 5751) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « au surplus bénéficient d'un taux majoré les femmes élevant trois enfants ou, lorsqu'elles sont chefs de famille, celles qui ont au moins un enfant à charge »*

(p. 5751) ; *champ d'application de la loi* (p. 5751) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « les jeunes gens de seize à dix-huit ans qui... », à insérer les mots : « n'ont pas souscrit de contrat d'apprentissage et... »* (p. 5752) ; *problème des apprentis de l'artisanat* (p. 5752) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1968] (p. 5648) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5649) ; *assiette des cotisations de sécurité sociale* (p. 5649, 5650) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes par voie de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnel par correspondance, Art. 2 : *Droit de communication de renseignements sur les annonces anonymes* [18 décembre 1968] (p. 5651) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5651) ; *mesures relatives aux cours par correspondance* (p. 5651) ; Titre : *Son amendement tendant, dans le titre de la proposition de loi, à supprimer les mots : « et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnel par correspondance »* (p. 5651) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « exercée par une société » à insérer les mots : « titulaire d'une licence d'agent artistique »* [18 décembre 1968] (p. 5652) ; Art. 5, 7 *bis*, 9 et 10 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5653).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 5 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Toutefois le délai de franchise applicable aux personnes provenant d'un autre régime ne saurait excéder le délai pendant lequel les intéressés sont couverts par leur régime antérieur »* [3 décembre 1969] p. 4555) ; *problème du passage d'assurés d'un régime à un autre* (p. 4555) ; *retrait de son amendement ; cas d'une veuve qui ne poursuit pas l'activité commerciale de son conjoint disparu* (p. 4556) ; *âge à partir duquel les enfants bénéficient d'une couverture élargie* (p. 4562). Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « L 283 » à supprimer le mot : « a »* (p. 4571) ; *institution d'une indemnité journalière ; responsabilités des administrateurs* (p. 4571, 4572) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début du sixième alinéa du paragraphe III de cet article, après les mots : « les fonctions d'administrateur » à insérer les mots : « à l'exception de celles assurées par les administrateurs bénévoles des organismes mutualistes conventionnés »* (p. 4580) ; *élection des mutualistes* (p. 4581) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Cas des bénéficiaires du Fonds national de solidarité* (p. 4581) ; Art. 20 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer après le premier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « Ces cotisations peuvent être appelées par semestre. Mais, en ce cas, les assurés ont la faculté de s'en libérer en deux versements trimestriels »* (p. 4587) ; *retrait de son amendement* (p. 4587) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Option faite en faveur de l'industrialisation : importance des conditions humaines de celle-ci ; équipements collectifs ; aménagement des sols ; concours des collectivités locales aux équipements collectifs ; rôle des communes ; ses observations sur les agglomérations urbaines ; problème des finances locales ; politique de fusion des communes ; problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle ; multiplication des sections du type « Fonds national de l'emploi » ; rémunération du stagiaire de formation ou de recyclage ; situation des travailleurs trop âgés pour pouvoir se reconvertir* [16 juin 1970] (p. 2680 à 2682) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, en qualité de *Rapporteur spé-*

cial : Augmentation des dépenses ordinaires ; centre d'information et de documentation pour la jeunesse [23 octobre 1970] (p. 4635) ; *nombre d'emplois nouveaux d'enseignants d'éducation physique ; éducation physique dans les écoles ; problème du tiers-temps ; sport scolaire ; crédits pour la location des installations municipales pour le transport de la population scolaire vers des équipements éloignés ; ses observations sur les activités socio-éducatives ; projet de statut concernant les inspecteurs et les services de la jeunesse et des sports ; problème de leur indemnité de logement ; ouverture à toute la population des équipements sportifs ; adoption de gymnases évolutifs ; rationalisation et industrialisation des équipements* (p. 4636) ; *choix en matière d'équipements socio-éducatifs ; ses observations sur la loi de programme 1972 à 1975* (p. 4637) ; Titre III : *Ses observations sur l'amendement de M. Catalifaud* (p. 4663) : SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Problèmes des régions de montagne ; question des aménagements touristiques ; croissance de la clientèle des sports d'hiver et de ski d'été ; rénovation rurale ; rôle de la délégation à l'aménagement du territoire ; sélectivité de la politique à entreprendre dans les zones de montagne ; ses observations sur les zones périphériques et les parcs nationaux* [3 novembre 1970] (p. 5048 à 5050) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Nécessité d'une déclaration du Gouvernement au Parlement sur sa politique relative aux collectivités locales ; ses observations sur le schéma dessiné à Lyon par M. le Président de la République ; constate que le maire est un promoteur et un urbaniste ; cas de la région parisienne ; responsabilités des préfets de région ; problème des équipements collectifs* [24 novembre 1970] (p. 5874) ; *possibilité d'envisager des contrats globaux dans le cadre desquels une sorte de délégation serait donnée aux municipalités ; possibilité donnée aux maires de s'entourer de collaborateurs qualifiés ; moyens financiers des communes ; problème de la réforme des finances locales ; nécessité de maintenir un grand nombre de maires dans les cantons ruraux où la population est très souvent dispersée ; situation des agglomérations urbaines, les cantons ruraux et la région de Paris ; respect de l'institution communale ; fonctionnement des syndicats intercommunaux* (p. 5875, 5876) ; Après l'Art. 2 : *Conséquence de l'absence systématique de certains conseillers ; cas des régions de montagne* [25 novembre 1970] (p. 5915) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 75* bis *du Code de l'administration communale, après les mots : « le maire » à insérer les mots : « ou une commission municipale composée du maire et des adjoints »* (p. 5917) ; *problème des délégations au maire* (p. 5917) ; *pouvoirs de la commission que composent le maire et ses adjoints* (p. 5917) ; *son amendement tendant après le paragraphe 11 du texte proposé pour l'article 75* bis *du Code de l'administration communale à insérer le nouvel alinéa suivant : « de décider les aliénations de gré à gré jusqu'à 30.000 F »* (p. 5918) ; *allégement des séances du conseil municipal ; délégation au profit du maire pour la décision des aliénations de gré à gré jusqu'à concourrence de 30.000 F* (p. 5918) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article 75* bis *: « en cas d'empêchement du maire, les décisions prises en vertu de la délégation reçue par lui du conseil municipal pourront être signées par un adjoint qu'il aura expressément délégué à cet effet »* (p. 5918) ; *retrait de son amendement* (p. 5918) ; Art. 13 : *Ses observations sur la possibilité qu'a le comité de « renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires »* (p. 5924) ; Art. 17 : *Répartition des dépenses de fonctionnement des établissements publics d'enseignement entre les communes intéressées* (p. 5926) ; Après l'Art. 17 : *Problème de la création de secteurs intercommunaux d'études* (p. 5929) ; Art. 18 : *Nécessité d'assurer une large représentation des petites communes fusionnées avec une commune plus importante* (p. 5932) ; Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 255-1 du Code électoral, après les mots : « chacune des anciennes communes » à insérer les mots : « dont l'assemblée l'aura demandé »* (p. 5933) ; *retrait de son amendement* (p. 5934) ; *son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article* (p. 5934) ; *retrait de son amendement* (p. 5934) ; Commission mixte paritaire : *Situation des personnels communaux ; ses observations sur*

les pouvoirs qui peuvent être accordés au maire par délégation ; problème de la passation des baux de moins de dix-huit ans et des aliénations de gré à gré ; exemple des petites communes situées près d'une ville importante [17 décembre 1970] (p. 6606) ; *ses observations sur les sections électorales* (p. 6607) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 7 : *Institution d'un impôt de remplacement de la patente* [9 décembre 1970] (p. 6303) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Wagner et à le rédiger ainsi : « avant le 1er janvier 1972 le Gouvernement déposera un projet de loi portant remplacement de la contribution des patentes »* (p. 6303) ; Après l'Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à supprimer la fin de l'amendement de M. Wagner, après les mots : « par une cotisation basée... »* (p. 6337) ; *délai laissé pour étudier une réforme de la patente* (p. 6337) ; *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 6339) ; Art. 9 : *Cas des petits commerçants et artisans ; ressources des collectivités locales ; problème des finances locales* (p. 6344, 6345) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « avant la réforme indispensable des finances locales les droits résultant... »* (p. 6346) ; *dépôt par le Gouvernement d'un projet de réforme des finances locales avant le 1er juin 1972* (p. 6346) ;

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : ses explications de vote : *Création de bureaux de dédouanement à l'intérieur du territoire ; ses conséquences* [22 avril 1971] (p. 1369) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Ses observations sur le fait que la commune est le cadre idéal pour la participation des citoyens ; cas des agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants ; réforme des finances locales ; réformes réalisées sous la Ve République ; ses observations sur le principe suivant lequel le milieu rural et le milieu urbain appelleraient la mise en œuvre de solutions différentes ; création de communautés en milieu rural ; cas des communes qui peuvent assurer elles-mêmes leur développement* [1er juin 1971] (p. 2250, 2251) ; *composition de la commission d'élus chargée de proposer une réforme au préfet ; variabilité de la grille de représentation selon les départements ; juge nécessaire que les textes réglementaires tiennent compte de la géographie et du type de peuplement des divers départements ; possibilité de fusions décidées par décret en Conseil d'Etat ; raisons de l'atlachement aux communes ; problème des subventions* (p. 2252, 2253) ; Art. 1er : *Réforme des finances locales ; équilibre des charges et des ressources des collectivités locales* [2 juin 1971] (p. 2284) ; Art. 2 : *Distinction entre la carte et les instances auxquelles elle doit être soumise* (p. 2289) ; *nécessité de tenir compte de la diversité des situations départementales ; composition de la commission* (p. 2291, 2292) ; *son amendement tendant à compléter le 6e alinéa de cet article par les mots : « compte tenu de la géographie et du mode de peuplement du département »* (p. 2292) ; *nombre des maires ; son souhait que les maires ne soient pas désignés en fonction des mêmes tranches de population* (p. 2292) ; *retrait de son amendement* (p. 2293) ; Art. 3 : *Attributions du préfet et du conseil général* (p. 2298) ; Art. 8 : *Moyens d'inciter les fusions ; fixation de la date pour l'obtention du bénéfice de la majoration de subvention ; retrait de son amendement déposé par M. d'Ornano* [3 juin 1971] (p. 2333) ; *subventions pour les communes rurales ; exemple de la réalisation d'un réseau d'adduction d'eau potable ; retrait de l'amendement de M. Belcour* (p. 2335) ; Ses explications de vote : *Caractère de la réforme proposée : association des communes ; adaptation des communes aux exigences modernes* (p. 2345) ; en deuxième lecture : *Fusion prononcée par décret en Conseil d'Etat* [23 juin 1971] (p. 3330) ; *rôle du conseil général ; autonomie communale ; statut des personnels communaux* (p. 3331) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Equipements collectifs* [17 juin 1971] (p. 3053) ; *taux de croissance ; prêts aux collectivités locales ; rôle des compagnies d'assurance et du marché financier ; globalisation des subventions ; aides aux agricultures en montagne ; situation des 29 départements des zones de rénovation rurale en montagne diffuses* (p. 3054) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (taux de croissance minimum)* [18 juin

1971] (p. 3104) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par les dispositions suivantes : « sous réserve que soit assurée aux salariés une juste part de la répartition des fruits de l'expansion »* (p. 3104) ; *son amendement (aides consenties aux zones de rénovation rurale en montagne)* (p. 3109, 3110) ; *son amendement (pouvoir d'achat des prestations familiales)* (p. 3118) ; *évolution du pouvoir d'achat de ces allocations et des salaires* (p. 3118, 3119) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Priorité donnée aux équipements à dominante scolaire ; problème du plein emploi ; participation de l'Etat* [22 juin 1971] (p. 3234) ; *problème des transports des jeunes et des scolaires ; créations de postes d'enseignement ; colonies de vacances ; rapport sur l'exécution du Plan* (p. 3235) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *alignement fiscal des non-salariés sur les salariés ; aménagement du barème de l'impôt sur le revenu* [21 octobre 1971] (p. 4714, 4715) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, en qualité de *Rapporteur spécial : Sports scolaires ; éducation physique et sportive dans l'enseignement secondaire ; exécution de la loi de programme ; tiers temps pédagogique dans les écoles primaires ; initiation de tous les enfants d'âge scolaire à la natation ; rôle des personnels des services d'inspection départementale de la jeunesse et des sports* [6 novembre 1971] (p. 5467, 5468) ; *utilisation des installations existantes ; charges des collectivités locales ; inadéquation du montant des dépenses subventionnables au coût réel des travaux exécutés ; équipements industrialisés ; ses observations sur le parachutisme et le sport équestre ; formation des animateurs ; ses observations sur les Jeux Olympiques* (p. 5469) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.-S.A. : *Problème des bâtiments d'élevage ; ses observations sur le BA.P.S.A. ; taux de cotisation pour le département de la Savoie ; budget prévisionnel de la mutualité sociale agricole* [16 novembre 1971] (p. 5782) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Aménagement et exploitation des vastes pâturages d'altitude* [18 novembre 1971] (p. 5932) ; *problème des aides ; prime à la vache tondeuse ; affectation des primes ; définition du gîte rural ; évolution du tourisme ; problème des bâtiments d'élevage ; ses observations sur le matériel agricole* (p. 5933) ; *écoulement des produits laitiers en montagne ; problème du regroupement foncier dans les zones pastorales ; indemnité viagère de départ en montagne : possibilité de constituer un corps d'instituteurs de montagne ; rôle de la télévision ; rôle de la montagne en tant que réserve biologique* (p. 5934, 5935) ; Art. 1er : *son amendement (délimitation des régions d'économie montagnarde)* (p. 5946) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5946, 5947) ; *retrait de son amendement* (p. 5947) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article* (p. 5950) ; *son amendement (cas où les collectivités locales participent à la constitution de l'association)* (p. 5950) ; *obligation pour le préfet de réunir l'association des propriétaires ; place des collectivités locales dans les mécanismes prévus* (p. 5950) ; Art. 13 : *Durée du bail ; conclusion d'une convention départementale* (p. 5958) ; Après l'Art. 13 : *Situation des vieux agriculteurs montagnards* (p. 5960) ; en deuxième lecture : *Parution des textes d'ordre réglementaire* [18 décembre 1971] (p. 6971).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation de la Maurienne et de Modane ; action de la D.A.T.A.R. pour les nouvelles implantations dans l'agglomération de Modane ; possibilité pour les exportateurs et importateurs de choisir Modane pour tout dédouanement* [3 décembre 1971] (p. 6408, 6409).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Problème des produits laitiers ; cas des coopératives de transformation des produits laitiers ; définition de l'affinage* [20 décembre 1971] (p. 7006) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Préfet de région* [26 avril 1972] (p. 1042) ; *nature juridique de la région ; problème de l'incompatibilité entre un mandat national et un mandat régional ; ressources financières de la région ; conception du budget régional ; limites territoriales des régions ; dégonflement des effectifs des administrations centrales ; représentation des maires* (p. 1043) ; *séparation des fonctions du préfet de région avec celles*

du préfet de département ; participation des représentants des activités économiques, sociales, culturelles et familiales à la concertation régionale (p. 1044) ; Art. 4 : *Son amendement concernant les élections faites par le conseil général* [27 avril 1972] (p. 1110) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa* (2°) *de cet article* (*représentation des maires de communes qui ne sont pas représentées au conseil régional*) (p. 1111) ; *représentation du monde rural* (p. 1113, 1114) ; Art. 11 : *Son amendement* (*avis du comité économique, social et culturel*) (p. 1136) ; *retrait de celui-ci* (p. 1136); Art. 13 : *Son amendement* (*incompatibilité des fonctions de préfet de région avec celles de préfet d'un département*) (p. 1141) ; *retrait de son amendement* (p. 1142) ; Art. 15 : *son amendement* (*taux de la taxe additionnelle à la taxe proportionnelle exigible sur les certificats d'immatriculation des véhicules à moteur*) (p. 1145) ; *ses observations sur la taxe sur les mutations d'immeubles et de droits immobiliers* (p. 1145) ; Art. 16 : *Crédits des zones d'action rurale* (p. 1148) ; *ses explications de vote : rôle de la région* (p. 1157, 1158) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 17 : *Son amendement* [4 mai 1972] (p. 1368) ; *choix entre deux références possibles : les réseaux et le plan d'occupation des sols* (p. 1369, 1370) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non-salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Egalité des chances entre les différentes formes de commerce ; problème de la patente* [17 mai 1972] (p. 1598) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement* (*nécessité pour tous les Français de bénéficier d'un minimum de protection*) (p. 1603) ; *ses observations ; distribution de l'allocation spéciale du fonds national de solidarité* (p. 1604, 1605) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Berger ; retrait de celui-ci* (p. 1605) ; Art. L 663-8 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 1618) ; Art L 663-9 du Code : *Son amendement* (p. 1618) : *situation des titulaires d'une pension ou d'une rente qui poursuivent une activité non salariée ; retrait de son amendement* (p. 1619) ; Art. L 663-10 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Berger* (p. 1622) ; *ses observations ; notion de règlement complémentaire obligatoire* (p. 1623) ; *son amendement* (p. 1625) ; Ses explications de vote : *Dépôts de projets de loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat ; vote du groupe de l'union des démocrates pour la République* [18 mai 1972] (p. 1658) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 9 : *Elargissement du nombre des bénéficiaires* [19 mai 1972] (p. 1750) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Cas des coopératives d'affinage de fromages* [25 mai 1972] (p. 1921) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Importance du projet de loi ; recherche de la qualité ; son hommage au rôle des députés-maires ; organisation des carrières ; rôle de la commission paritaire* [30 mai 1972] (p. 2003) ; *possibilité du recrutement sur place ; problème des rémunérations* (p. 2004) ; Art. 504-1 du Code de l'administration communale : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (*rôle de la commission départementale ou interdépartementale pour la nomination à un emploi supérieur*) [31 mai 1972] (p. 2045) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2046) ; Art. 504-2 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de la commission* (*pouvoir des commissions pour l'établissement des listes d'aptitude*) (p. 2047) ; Art. 3 : *Rôle du centre de formation des personnels communaux* (p. 2050) ; Art. 508-4 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement concernant la création de ce centre* (p. 5050, 2051) ; *présidence du jury* (p. 2052, 2053) ; Art. 504 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement relatif au recrutement sur le plan interdépartemental* (p. 2059) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre la République française et la République italienne concernant le tunnel routier du Fréjus et du protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris le 23 février 1972 : *Intérêt économique de cette réalisation ; sa*

portée internationale [22 juin 1972] (p. 2723) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, en qualité de *Rapporteur spécial : Bilan de la législature ; accroissement des crédits mais stabilisation des autorisations de programme ; son souhait que soit débloqué le crédit inscrit au fonds d'action conjoncturelle ; son souhait d'une utilisation optimale des équipements existants et d'un inventaire de ces équipements ; recrutement des enseignants ; sort des directeurs et des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; centres de vacances pour les jeunes et les enfants ; leçons à tirer des Jeux olympiques : promouvoir le sport à la base, création de lycées sportifs ; concertation entre la jeunesse et les pouvoirs publics ; sport de loisir pour tous ; définition d'une politique des loisirs actifs* [27 octobre 1972] (p. 4449, 4450, 4451) ; Titre III : *L'amendement dont il est cosignataire réduit les crédits de ce titre en souhaitant que cette somme puisse être employée à la valorisation de la situation des directeurs départementaux sinon des inspecteurs ; problème du régime indemnitaire des inspecteurs* (p. 4480, 4481) ; *retrait* (p. 4481) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Electrification rurale ; mesures en faveur des agriculteurs de montagne : aide à l'habitat rural ; prime à la vache tondeuse, fromages à pâte pressée ; déplore la date trop tardive des délégations de crédits* [15 novembre 1972] (p. 5225) ; Après l'Art. 51 : *Son amendement insérant un nouvel article stipulant que le Gouvernement présentera au Parlement avant le 15 octobre 1973 un projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 6 août 1963 relative au financement des centres régionaux de la propriété forestière ; financement des régions riches par les régions de montagne* (p. 5240) ; *séparation des budgets des chambres d'agriculture et des centres régionaux de la propriété forestière* (p. 5241) ; *retrait de cet amendement après l'accord de M. Pons pour une consultation sur le régime futur après l'achèvement du fichier cadastral forestier mais aussi sur les mesures transitoires* (p. 5242) ; Articles non rattachés, Après l'Art. 52 : *Ses observations à l'amendement de M. Duval affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières, ce qui amputerait de 36 millions le fonds d'action locale ; nécessité d'aider les communes minières ; précédent grave sur le plan des principes car ces ressources doivent être gérées uniquement par les représentants des collectivités locales* [18 novembre 1972] (p. 5519).

DUMORTIER (Jeannil)

Député du Pas-de-Calais
(5e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968].

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la classification du personnel roulant (**n° 234**) [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à transférer au budget général de l'Etat la partie de la charge qui devrait lui revenir et qui est supportée jusqu'alors par le budget annexe des Postes et Télécommunications (**n° 235**) [25 juillet 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Problème posé par les camions ; taxe à l'essieu* [25 septembre 1968] (p. 2893) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Industrie de la pêche ; ses observations sur la situation à Boulogne-sur-Mer ; taux de l'aide à la modernisation ; pêche artisanale ; problème de la concurrence européenne ; nécessité d'envisager l'harmonisation des aides des Etats du Marché commun ; ses observations sur les propositions de règlement présentées par la commission des Communautés européennes* [31 octobre 1968] (p. 3778, 3779) ; *situation des pensionnés de la marine, des veuves et des ayants droit* (p. 3779) ; *ses observations sur les paroles de M. Laudrin ; mise en accusation de ses collègues socialistes du Parlement européen* (p. 3787) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Aménagement du plan d'eau de la Canche ; aménagement et promotion de la côte d'Opale ; attribution des crédits du F.I.A.T.* (p. 3802, 3803) ; TRANSPORTS - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Application du nouveau Code des pensions aux cheminots ; cas des cheminots anciens combattants de 1914-1918 ; situation des cheminots des ex-chemins de fer tunisiens ; problèmes de la S.N.C.F. ; rapport Nora ; ses observations sur le déficit de la S.N.C.F. ; sa modernisation ; fermeture des lignes ; ligne Paris-Lyon ; transport des objets finis et semi-finis ; ses observations sur les parcs individuels de wagons* [7 novembre 1968] (p. 4114, 4115) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Relèvement des tarifs des télécommunications ; tarifs postaux ; tarifs préférentiels ; problème des investissements ; politique malthusienne du gouvernement ; tentative de M. Giscard d'Estaing de créer une compagnie nationale du téléphone ; créations d'emploi ; revendications des travailleurs des P.T.T. ; prime de résultat d'exploitation ; son refus de voter ce budget* [9 novembre 1968] (p. 4239, 4240) ;

— du projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national, Article 4 : *Ses observations sur cet article : Situation de l'armateur devant l'invitation faite par le Ministre* [20 novembre 1968] (p. 4756) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal ; *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing ; insuffisance des dispositions prévues par le Gouvernement* [17 septembre 1969] (p. 2333).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Fermeture de la ligne Laon-Liart ; résultats obtenus par la S.N.C.F. ; poids des chemins de fer dans le budget de l'Etat ; causes de la situation actuelle ; fermeture de lignes, dites déficitaires ; dépéréquation des tarifs ; bases des rapports de l'Etat et de la S.N.C.F. ; demande s'il est normal que le contribuable provincial continue à participer aux frais de transport des habitants de la métropole ; ses observations sur le transfert vers la route ; sa crainte qu'il ne soit fait appel aux collectivités locales pour combler le déficit ou fermer les lignes* [15 octobre 1969] (p. 2672, 2673) ; *ses observations sur la ligne Boulogne-Desvres et la ligne Lens - Don-Sanghen ; problème de la réduction des effectifs ; coordination des transports ; taxe à l'essieu ; dénationalisation ayant commencé par l'introduction de wagons particuliers ; abandon de la notion de service public* (p. 2673, 2674) ; *problème de la coordination en zone longue ; application des lois sociales aux chauffeurs routiers ; problème de l'égalité des charges* (p. 2681).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS III - MARINE MARCHANDE : *Problèmes de la pêche ; fonds régionaux d'organisation du marché du poisson ; parité des conditions d'exploitation sur le plan de la communauté européenne ; ses observations sur Boulogne ; rôle de la Chambre de commerce ; balance commerciale ; nécessité de favoriser les investissements navals de la pêche industrielle ; hausse du coût de la construction navale ; intervention du F.D.E.S. ; rentabilité de nos investissements ; absence de représentation de l'industrie des pêches maritimes au Conseil économique et social* [30 octobre 1969] (p. 3136, 3137) ; *construction de l' « Emile-Joseph » par les chantiers de Bordeaux* (p. 3142) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Evaluation des recettes ; accroissement du trafic ; relèvement des tarifs internationaux ; problème des investissements ; lancement d'un emprunt public ; mise en place de la société de financement des télécommunications ; nécessité d'éviter la mainmise du capital privé sur le secteur des télécommunications ; services financiers ; services postaux ; application de la loi Minjoz ; caractère de service public de l'administration des P.T.T. ; progression du rythme des installations d'abonnés du téléphone ; prime de résultat d'exploitation ; insuffisance du per-*

sonnel technique ; situation du personnel exploitant ; exemple du département du Nord-Pas-de-Calais [3 novembre 1969] (p. 3238, 3239) ; *vote du groupe socialiste* (p. 3248) ; TRANSPORTS - I - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur la S.N.C.F. ; ses observations sur le Tokaïdo nippon et les transports américains de marchandises ; problème du transport des colis et « du détail » ; produit de la taxe à l'essieu ; revendications des chauffeurs professionnels ; suppression des heures supplémentaires abusives ; entretien des véhicules ; nécessité de désigner des délégués syndicaux à la sécurité routière* (p. 3258) ; *tarifs préférentiels pour le transport du minerai de fer ; possibilité que la différence entre le coût réel du transport et le coût consenti à la grosse industrie soit prise en compte par l'Etat* (p. 3262) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 191.700.000 F* (p. 3266) ; *conditions des transports dans la région parisienne ; fermeture de lignes secondaires ; ses observations sur les tarifs préférentiels de la région parisienne* (p. 3266, 3267) ; *retrait de son amendement* (p. 3268) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur le fait qu'un certain nombre d'artisans et de commerçants ont refusé de payer leurs cotisations ; établissement des listes électorales* [3 décembre 1969] (p. 4542) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Charles Bignon tendant à compléter l'article 307 du Code pénal afin de préciser les peines prévues à l'encontre des personnes ayant provoqué sous la menace le détournement d'un aéronef, Art. unique : *Ses observations sur ce texte* [19 mai 1970] (p. 1787) ;

— du projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation : *Situation particulière de nos ports de pêche ; suppression de l'interdiction d'achat* [19 mai 1970] (p. 1788) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, Art. additionnels : *Ses observations sur les paroles de M. Malaud* [21 mai 1970] (p. 1839).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux créations d'emplois [22 mai 1970] (p. 1888, 1889).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs : *Délai d'application de l'article 58 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à la Défense nationale ; objet de la loi du 4 août 1962 ; versement d'une indemnité provisionnelle* [10 décembre 1970] (p. 6390) ; Art. unique : *Etude des dossiers administratifs et techniques ; son vote contre l'amendement de M. Gerbet* (p. 6391) ; *exemple d'un redressement d'un virage ou de travaux d'élargissement* (p. 6391) ; *définition du terme « plan des terrains »* (p. 6393) ;

— du projet de loi relatif à la procédure à suivre en matière de contrôle international des pêches maritimes prévu par les conventions internationales : *Problème de la réapparition du droit de poursuite* [15 décembre 1970] (p. 6535) ;

— du projet de loi sur la pêche maritime modifiant le décret du 9 janvier 1852 : Art. 7 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « du port d'immatriculation du navire » les mots : « du premier port où ce navire sera conduit »* [15 décembre 1970] (p. 6537) ; *exemple d'un navire immatriculé à La Rochelle qui décharge à Boulogne son poisson pêché d'une manière irrégulière* (p. 6537) ; *retrait de son amendement* (p. 6538) ;

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Paquet* [20 avril 1971] (p. 1250) ;

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : Art. 287 du Code des douanes : *Rôle dévolu aux chambres de commerce et aux ports autonomes* [22 avril 1971] (p. 1366, 1367) ; *zones franches à frontières maritimes* (p. 1367) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux

et à la défense de leurs acheteurs : Son rappel au Règlement ; *Ses observations sur la discussion en séance publique et le travail en commission* [4 mai 1971] (p. 1625) ; Avant l'Art. 1er : *Différence entre les marchands spécialisés et les vendeurs particuliers* (p. 1627) ; Art. 3 : *Conséquence de la mise sous contrôle et du tatouage* (p. 1627) ; Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 1630) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, Art. 1er : *Ses observations sur l'expression « l'activité principale »* [26 mai 1971] (p. 2096) ;

— du projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Le Theule ; système fiscal de la Nouvelle-Calédonie ; question de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie* [26 mai 1971] (p. 2098) ;

— du projet de loi tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, Art. unique : *Application de la loi du 23 décembre 1970* [26 mai 1971] (p. 2102) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 8 : *Désire savoir quel est le montant des subventions accordées pour encourager la formation volontaire des districts* [3 juin 1971] (p. 2334) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcellin* (p. 2346) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Absence de coordination des transports ; réglementation de la durée du travail dans les transports routiers ; insuffisance de la route nationale n° 1 ; problèmes de la S.N.C.F.* [15 juin 1971] (p. 2946) ; *Saturation de la ligne Paris-Lyon ; utilisation des turbotrains ; trafic marchandises ; malthusianisme de l'emploi à la S.N.C.F.* (p. 2947).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Boulay sur l'amendement de M. Mazeaud au projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif [23 juin 1971] (p. 3303).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Risque de la taxation des virements* [26 octobre 1971] (p. 4923) ; *ses observations sur les sociétés de financement Finextel et Codetel ; déficit des chèques postaux ; distribution de la presse ; reclassement des personnels touchés par la modernisation ; situation des ouvriers d'Etat ; problème des télécommunications* (p. 4924) ; *situation des opératrices* (p. 4926) ; *possibilité de baser l'autofinancement sur les dépôts* (p. 4927) ; TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur le nouvel avenant de janvier 1971 avec la S.N.C.F. ; démantèlement de la S.N.C.F. ; transports omnibus ; ses observations sur les relations omnibus et de banlieue ; ses observations sur le système homogène de tarification de l'usage des infrastructures de transport ; dégradation de la notion de service public* [6 novembre 1971] (p. 5452) ; *possibilité de laisser la S.N.C.F. construire de nouvelles lignes dont l'exploitation serait rentable ; taxe à l'essieu ; prolongation de la ligne de Sceaux, de Luxembourg à Châtelet* (p. 5453) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, Art. 1er : *Notion de progressivité pour la mise en place du régime communal ; problème de la connaissance des limites territoriales* [8 décembre 1971] (p. 6503) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud* (p. 6504) ; Art. 17 : *Indemnisation des frais de déplacement des conseillers municipaux* (p. 6506) ;

— du projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises : *Exercice des droits de pêche ; son souhait que le Gouvernement n'accepte aucune dérogation en cas d'entrée ou d'association de nouveaux pays à la Communauté européenne* [8 décembre 1971] (p. 6517).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux livres offerts aux jeunes mariés [16 juin 1972] (p. 2596).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Dossiers d'hôpitaux dans la région du Nord ; hôpital de Boulogne et centre psychiatrique* [3 novembre 1972] (p. 4655) ; TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Cahier des charges de la S.N.C.F. violé par le refus des hausses de tarifs proposées ; réalisations du VIe Plan ·*

tunnel sous la Manche ; turbotrain Paris-Amiens-Boulogne-Calais ; fermeture de lignes créant le désert français ; revendications des cheminots ; charge à l'essieu ; amélioration des conditions de travail des conducteurs routiers (p. 4666, 4667) ; IV. — MARINE MARCHANDE : *Participation du F.E.O.G.A. à la conversion et à la modernisation de nos navires saleurs en navires congélateurs ; plan pluriannuel et financement pour la modernisation de notre flotte de pêche industrielle ; droit de la mer ; construction navale ; ressources des pensionnés et de leurs veuves* (p. 4678) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Détérioration de la qualité du service ; nécessité de moyens accrus pour la poste ; allongement des délais d'acheminement et aggravation des conditions de travail des personnels : traitement automatique du courrier ; besoins en centres de tri, en bureaux de poste ; désert postal dans les villes modernes ; implantation d'agences postales dans les magasins à grande surface ; remplacement des D.C.A ; renouvellement des wagons-poste ; courriers individuels à distribution exceptionnelle (CIDEX)* [7 novembre 1972] (p. 4770) ; *déficit des chèques postaux ; taxation des opérations de virement : sa demande d'utilisation par les P.T.T. de la masse des fonds libres ; taux moyen des intérêts versés par le Trésor ; problème du téléphone ; demandes d'abonnement en instance ; problème du personnel ; insuffisance des effectifs ; déplacement d'agents dus à la modernisation ; retraités : coût du recours aux sociétés privées de financement pour les télécommunications ; déficit relevant du transport et de la distribution de la presse ; suspension de hauts fonctionnaires à la suite du hold-up de Mulhouse* (p. 4771) ;

— **du projet de loi** portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures : *Groupe socialiste votera ce texte ; son regret d'absence d'extension aux navires transporteurs qui empruntent nos fleuves et nos rivières ; pêche* [13 décembre 1972] (p. 6104) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant Code du travail maritime : *Absence d'harmonisation des avantages sociaux et des retraites ; groupe socialiste ne votera pas ce texte* [13 décembre 1972] (p. 6107) ; *application de l'article 117 du traité de Rome* (p. 6108).

DUPONT-FAUVILLE (Hubert)

Député du Pas-de-Calais
(9e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte parilaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguel et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 400) modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° 511 [6 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° 561 [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 553), modifié par le Sénat, modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° 562 [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 603), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° 604 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi portant réglementation du crédit à la consommation des particuliers par l'institution de « ratios d'engagements » et la possession d'une carte personnelle de crédit, n° 1007 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 6 du Code électoral fixant le régime des incapacités électorales à titre temporaire, n° 1225 [10 juin 1970].

Son rapport d'information, fait, en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, n° 1351 [30 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1045) tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, n° 1673 [22 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1634) relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 1746 [19 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1824), modifiée par le Sénat, tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, n° 1853 [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2017), modifiée par le Sénat, en deuxième lecture, tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, n° 2080 [25 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Avenir de l'Ouest du bassin minier ; création, par les houillères nationales, d'usines chimiques ; ses observations sur le pétrole ; possibilité de prévoir l'implantation d'une centrale thermique et l'installation d'un steam cracking ; nombre des organismes régionaux ; nécessité de relancer l'exportation ; action des conseillers commerciaux d'ambassade ; nécessité d'aider les entreprises privées à créer des réseaux commerciaux à l'étranger ; problème de l'information ; inciter les industriels à s'organiser et à apprendre la gestion rationnelle de leur affaire ; nombre d'organismes dépendant du Ministère de l'Industrie ou de la Délégation à l'aménagement du territoire* [5 novembre 1968] (p. 3927, 3928) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les routes ; nombre des accidents de la route dans la région du Nord-Pas-de-Calais ; financement des routes par les usagers ; ses observations sur les canaux ; problèmes de la batellerie française ; coordination du rail et de la route ; coût de la construction ; réalisation de l'autoroute A 26 ; ses observations sur la rocade minière Arras-Béthune ; son prolongement vers Calais* [13 novembre 1968] (p. 4322, 4323) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Maintien de l'ordre en province ; possibilité de rendre plus souple l'utilisation des forces de police en service dans les départements ; création d'un district de police dans chaque sous-préfecture ; projet de loi tendant à rendre obligatoires les traitements et indemnités fixés par le Ministère de l'Intérieur après avis de la Commission nationale paritaire ; permettre la titularisation d'un plus grand*

nombre d'auxiliaires [14 novembre 1968] (p. 4428) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P. S.A. : *Politique agricole ; politique agricole commune ; cas du Pas-de-Calais ; ses observations sur le blé, la betterave ; recherche agricole et alimentaire ; S.A.F.E.R. ; indemnité viagère de départ ; problème du lait ; orientation de la politique de l'élevage vers la production de viande ; réalisation d'abattoirs modernes* [16 novembre 1968] (p. 4543, 4544) ;

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le nickel ; exploitation et industrie de ce métal ; ses observations sur l'Inco ; ses observations sur la SAMIPAC ; nombre des permis de recherche ; position de l'Assemblée territoriale ; octroi de concessions ; nécessité d'encadrer les participations étrangères par l'autorité administrative centrale* [9 décembre 1968] (p. 5206 à 5208) ; *son opposition à la question préalable* (p. 5210) ; Article 3 : *Son opposition à l'amendement de M. Duval* (p. 5216) ; Article 4 : *Application du texte* (p. 5218) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un second alinéa (cas des autorisations personnelles minières délivrées antérieurement à la date d'application de la présente loi)* (p. 5218) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le nickel calédonien ; compétence du Ministre de l'Industrie* [19 décembre 1968] (p. 5694) ; *ses observations sur les paroles de M. Rock Pidjot* (p. 5695) ; Article 3 : *Ses amendements tendant à la fin des premier et deuxième alinéas du texte proposé pour l'article 25 bis à supprimer les mots : « chef de territoire, en conseil de Gouvernement »* (p. 5695) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Odru* (p. 5696) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5754) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, Article 7 : *Durée de l'exonération fiscale* [9 décembre 1968] (p. 5242) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d' « agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », Titre 1er : *Son amendement tendant avant l'article 1er à rédiger ainsi le titre 1er : « Conditions d'exercice sur transactions sur immeubles et fonds de commerce concernant toutes les professions visées par la loi n° 60-580 du 21 juin 1960 complétée par le décret n° 65-226 du 23 mars 1965 »* [18 décembre 1968] (p. 5639) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5639) ; Article 1er : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, après les mots : « à l'article 1er de la loi n° 60-580 du 21 juin 1960 » à insérer les mots : « complété par l'article 26, titre 2 du décret n° 65-226 du 25 mars 1965 »* (p. 5640) ; Article 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « La caisse de caution mutuelle devra être indépendante de tout syndicat ou organisme professionnel, de même l'assuré pourra choisir en toute liberté sa compagnie d'assurances »* (p. 5641) ; *cas des sociétés de caution mutuelle* (p. 5641) ; *retrait de son amendement* (p. 5641) ; *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article l'alinéa suivant : « lorsque ces activités sont exercées par une personne morale, son ou ses représentants légaux ou statutaires doivent justifier qu'ils satisfont aux conditions prévues par le présent titre »* (p. 5641) ; Article 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas des préposés, représentants, négociateurs et démarcheurs)* (p. 5642) ; Article 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (carte professionnelle)* (p. 5642) ; *retrait de son amendement* (p. 5642) ; Article 10 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 5644) ; Article 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5644) ; Article 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « La même peine sera encourue par toute personne visée aux articles 1er et 3, qui se ferait complice d'une telle pratique »* (p. 5645) ; *retrait de son amendement* (p. 5645) ; Article 15 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « si ce n'est dans les cas et conditions déterminées par le décret n° 65-226 du 23 mars 1965 et à compléter par décret en Conseil d'Etat visant l'application de la présente loi »* (p. 5646) ; *retrait de son amendement* (p. 5646) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (récépissés de déclaration)* (p. 5646) ; *retrait de son amendement* (p. 5646) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 3 bis de la loi du 21 juin 1960 (enregistrement des promesses et conventions)* (p. 5646);

Article 18 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5647) ; *interdiction d'ouverture de comptes conjoints et de comptes séquestre* (p. 5647).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Distinction entre les artisans et les commerçants ; restructuration de la sécurité sociale ; son vote* [2 décembre 1969] (p. 4478, 4479) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, Article 2 : *Ses observations sur les sociétés de caution mutuelle* [11 décembre 1969] (p. 4843) ; *nécessité de ne pas confondre compte bancaire bloqué et caution bancaire* (p. 4844) ; Art. 1er *quater* : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article la rédaction de l'article 3 bis adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (enregistrement des promesses et conventions)* (p. 4846) ; *cas où un litige se produit entre deux agents immobiliers* (p. 4846) ; *retrait de son amendement* (p. 4846) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, Art. 9 *ter* : *Son amendement tendant à compléter l'article 28 du Code minier par un deuxième alinéa : « Toutefois, la responsabilité de l'exploitant à raison de ses travaux miniers n'est pas limitée aux seuls dégâts causés à l'intérieur du périmètre définissant la concession »* [16 décembre 1969] (p. 4979) ; *ses observations sur les mouvements de terrains, les affaissements et les effondrements* (p. 4979) ; Art. 24 : *Son amendement tendant après les mots : « prévue à l'article 108 » à une nouvelle rédaction de cet article (durée de l'exploitation)* (p. 4981).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problème des exportations ; inexistence des produits de consommation française sur les marchés étrangers ; prêts accordés aux industriels pour leur expansion ; encadrement du crédit ; situation des commerçants ; coût de l'assurance des automobiles ; conséquence de l'autorisation donnée à certaines mutuelles de pratiquer des tarifs réduits de 28 à 30 %* [13 mai 1970] (p. 1670, 1671).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problème de l'industrialisation ; crédits destinés à réaliser le Plan ; problème du logement ; collecte de l'épargne ; création des industries en zone rurale ; problème de la régionalisation* [16 juin 1970] (p. 2728).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux constructions dans le Pas-de-Calais [19 juin 1970] (p. 2876, 2877).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Diminution de logements H.L.M. ; fonds d'action conjoncturelle ; mise en vente d'un certain nombre de logements H.L.M. ; ses observations sur le fait que certaines grandes sociétés nationales sont propriétaires de nombreux logements destinés à leur personnel ; nécessité d'aider les communes désireuses de reprendre en charge les anciennes cités des houillères* [5 novembre 1970] (p. 5150) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « une meilleure gestion » à insérer les mots : « et une meilleure rentabilité »* [26 novembre 1970] (p. 5967) ; *rentabilisation des opérations auxquelles s'intéresse l'Office national des forêts* (p. 5967) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « des sociétés de caution mutuelle et... »* [9 décembre 1970] (p. 6351) ; *cas des organismes financiers de cautionnement ; ses observations sur les sociétés de caution mutuelle* (p. 6351) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux

et à la défense de leurs acheteurs, en qualité de *Rapporteur : Détermination d'une carte d'identité centralisée dans un fichier* [4 mai 1971] (p. 1623) ; *possibilité de faire tatouer son chien* (p. 1624) ; Avant l'Art. 1er : *Diversité des problèmes selon qu'il s'agit de chats ou de chiens ; contrôle aux frontières ; âge minimum pour l'importation* (p. 1626, 1627) ; *problème de la vaccination* (p. 1627) ; *possibilité qu'une vignette, jointe à chaque ampoule de vaccin, soit apposée sur le certificat de vaccination* (p. 1627) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas où l'importation d'un chien ou d'un chat est autorisée)* (p. 1628) ; Art. 3 : *Tatouage des chiens* (p. 1628, 1629) ; Art. 8 : *Possibilité d'interdire l'importation de chiens et de chats* (p. 1629, 1630) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Durée de la garantie ; ventes effectuées par des marchands spécialisés* [29 juin 1971] (p. 3518, 3519) ; *difficulté de distinguer l'éleveur particulier de l'éleveur professionnel ; moyens de contrôle aux frontières ; interdiction de l'entrée de chiens de moins de trois ans* (p. 3520) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots : « des marchands spécialisés » à supprimer les mots : « ou des particuliers »* (p. 3520) ; Art. 2 : *Son amendement (interdiction d'importation de chien ou de chat âgé de moins de trois mois et non muni d'un certificat de vaccination contre la maladie de Carré, l'hépatite contagieuse et le thyphus* (p. 3520) ; *fixation de la date de naissance* (p. 3521) ;

— du projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, en qualité de *Rapporteur : Développement de l'industrie du nickel ; problème de la promotion sociale des Mélanésiens ; suppression de la spéculation foncière ; suppression de l'extension à la Nouvelle-Calédonie de l'article 6 de la loi du 10 juillet 1965* [26 mai 1971] (p. 2097) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots : « 5 et 6 » les mots : « et 5 »* (p. 2097) ; *absence d'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie* (p. 2097) ;

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet, tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, Art. 5 : *Responsabilités de l'expert* [16 décembre 1971] (p. 6837) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 3 : *Son amendement (cas des coopératives de distribution, d'entreprises ou d'organismes publics)* [19 mai 1972] (p. 1747) ; *retrait de son amendement* (p. 1748).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la retraite mutualiste des anciens d'Afrique du Nord [16 juin 1972] (p. 2593).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 6 : *Représentation des membres des syndicats autonomes au sein du conseil d'administration* [16 juin 1972] (p. 2610) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Principe de l'unicité ; parité des salariés agricoles avec les autres salariés* [28 juin 1972] (p. 2915) ; Art. 1151 du Code rural : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 2924) ; Art. 1154 du Code : *Application du régime général* (p. 2927).

DUPUY (Fernand)

Député du Val-de-Marne
(2e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à assurer la garantie de l'emploi et à protéger les salariés contre les licenciements arbitraires, n° 123 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi visant à assurer la gratuité effective des livres et fournitures scolaires pour les élèves des C.E.G., C.E.S. et C.E.T., n° 2042 [3 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les ordonnances n°s 67-706, 67-707 et 67-708, prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 sont abrogées »* [22 juillet 1968] (p. 2430) ; *ses observations sur son amendement ; question du ticket modérateur ; cures thermales* (p. 2430) ; Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à la suppression de l'article premier de cette ordonnance* (p. 2431) ; *son amendement tendant à abroger l'article 4* (p. 2433) ; Ordonnance n° 67-707 du 27 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Régime des cures thermales* (p. 2444) ; *participation de l'assuré au tarif servant de base au calcul des prestations prévues à l'article L 283-A* (p. 2445) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (dépôt, par le Gouvernement, d'un projet de loi portant réforme d'ensemble de la sécurité sociale)* (p. 2452) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2452, 2453) ; *dépôt d'un projet de loi portant réforme d'ensemble de la sécurité sociale et définissant une politique de la santé et de la famille* (p. 2453) ; en troisième et dernière lecture : *Vote du groupe Communiste* [25 juillet 1968] (p. 2615).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Ses observations sur les besoins en matière de constructions et d'enseignants ; conception de l'enseignement ; réforme Fouchet ; crise des débouchés ; inadaptation de l'université ; méthodes d'enseignement ; recherche pédagogique ; son souhait de voir se constituer une université de masse et de qualité ; projet communiste prévoyant une progression par cycles ; gestion des universités ; leur autonomie ; création d'instituts de préparation à la recherche et à l'enseignement supérieur ; ses observations sur les examens ; allocations d'études données aux étudiants ; création des conseils d'orientation ; modification de la carte universitaire par la construction d'universités dans les régions sous-équipées* [24 juillet 1968] (p. 2537, 2538).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement de la discussion ; développement de l'enseignement à vocation professionnelle dans les secteurs technologique, médical, économique, administratif et artistique ; nécessité de mettre un terme à la dualité de cursus qui existe entre l'enseignement supérieur et les grandes écoles ; formation des maîtres* [8 octobre 1968] (p. 3108) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à supprimer la dernière phrase proposée par l'amendement de M. Capelle* (p. 3110) ; *existence de liens privilégiés avec tous les pays avec lesquels sont passées des conventions scientifiques et culturelles* (p. 3110) ; Art. 4. : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « les disciplines scientifiques et techniques, littéraires, artistiques, humaines et économiques »* (p. 3115) ; *retrait de son amendement* (p. 3115) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (composition des conseils ; collaboration des collectivités locales, des organisations syndicales d'employeurs et de salariés et des organisations intéressées par l'enseignement supérieur)* (p. 3117) ; *possibilité pour les personnels non enseignants d'être représentés dans les conseils régionaux ; son refus d'accepter que les organisations d'employeurs soient les seules à être représentées par les personnalités extérieures* (p. 3117, 3118) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (élection des enseignants, des chercheurs, des étudiants et des membres du personnel non enseignant)* (p. 3118) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (création d'un conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; sa composition)* (p. 3120) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3120) ; *retrait de son amendement* (p. 3120) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (détermination de l'élection)* (p. 3121) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le conseil supérieur de l'éducation nationale assure la coordination de l'enseignement supérieur et des autres ordres*

d'enseignement » (p. 3122) ; *coordination pour la formation des maîtres et la définition et le contenu des différents cycles d'études* (p. 3122) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « les établissements » à insérer le mot : « publics »* [9 octobre 1968] (p. 3145) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « Dans les unités mixtes d'enseignement et de recherche et dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel, un conseil scientifique et un conseil d'enseignement sont adjoints au conseil de l'unité ou de l'établissement »* (p. 3145) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3145) ; *distinction entre les conseils d'université et les conseils d'unité* (p. 3149) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer à la mention « 60 pour cent » la mention « 50 pour cent »* (p. 3157) ; *ses observations sur le quorum* (p. 3157) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « Les élections des délégués étudiants ont lieu par collèges distincts selon les années ou cycles d'études. La représentation des étudiants des deux premières années d'enseignement supérieur ne saurait excéder celle de l'ensemble des étudiants des autres années »* (p. 3161) ; *représentation des étudiants de première et de deuxième année* (p. 3161) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (élections des délégués étudiants ayant lieu par collèges distincts selon les années ou cycles d'études)* (p. 3167) ; *vote des étudiants de première année* (p. 3167) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Capelle pour le sixième alinéa de cet article par un nouvel alinéa (conseils scientifiques des unités mixtes d'enseignement et de recherche et des établissements publics à caractère scientifique et culturel ; représentation des enseignants* (p. 3181) ; *retrait de son amendement* (p. 3182) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (définition des grades, titres ou diplômes nationaux relevant du Ministère de l'Education nationale)* [10 octobre 1968] (p. 3200) ; *définition, sur le plan national, des grades, des programmes et de la durée normale des études* (p. 3200) ; *retrait de son amendement* (p. 3201) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (grades, titres ou diplômes nationaux ne pouvant être attribués qu'aux personnes qui les ont obtenus après des examens sanctionnés par des jurys composés d'enseignants permanents des universités ou des établissements d'enseignement supérieur publics)* (p. 3202) ; *monopole de la collation des grades et de la délivrance des diplômes nationaux* (p. 3202) ; *retrait de son amendement* (p. 3202) ; *ses observations sur les diplômes délivrés en 1968* (p. 3204) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « ou un cycle d'enseignement à vocation professionnelle »* (p. 3212) ; *retrait de son amendement* (p. 3212) ; Après l'Art. 19 : *Nécessité de prévoir l'allocation d'études* (p. 3214) ; Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « et fondations, rémunération de services »* (p. 3215) ; *retrait de son amendement* (p. 3216) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « peuvent être utilisés » les mots : « sont normalement utilisés »* (p. 3218) ; *son amendement tendant après les mots : « et de recherche » à une nouvelle rédaction de la fin du septième alinéa de cet article (statut des personnels recrutés dans certaines conditions)* (p. 3218) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3219) ; Art. 21 : *Son amendement tendant après les mots : « l'enseignement est assuré » à une nouvelle rédaction de la fin de cet article (possibilité de recruter des enseignants associés)* (p. 3224) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3224) ; Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « qui leur sont rattachés » à insérer les mots : « ainsi que les personnels enseignants associés »* (p. 3226) ; *retrait de son amendement* (p. 3226) ; *son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de cet article* (p. 3227) ; Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et des unités d'enseignement et de recherche » les mots : « publics à caractère scientifique et culturel »* (p. 3233) ; *attribution au chef d'établissement du pouvoir de prendre des sanctions ; retrait de son amendement* (p. 3233) ; *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (consultation préalable d'une commission paritaire en cas de licen-*

ciement ; possibilité d'en faire appel devant le conseil de l'université et éventuellement devant le conseil supérieur de l'Education nationale) (p. 3233) ; *retrait de son amendement* (p. 3233) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du cinquième alinéa de cet article à supprimer les mots : « de résidence et... »* (p. 3233) ; *obligation de résidence pour les professeurs* (p. 3233) ; *retrait de son amendement* (p. 3233) ; *son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du dernier alinéa de cet article* (p. 3234) ; *retrait de son amendement* (p. 3234) ; Après l'Art. 26 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (droit syndical pour l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur qu'ils appartiennent ou non à la fonction publique ; droit syndical des étudiants ; mise à la disposition des organisations syndicales représentatives, de locaux pour organiser leurs permanences dans l'enceinte des universités)* (p. 3234) ; *ses observations sur son amendement et sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3234, 3235) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à modifier comme suit le premier alinéa de cet article : « Les étudiants disposent de la liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques et sociaux »* (p. 3238) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3238) ; Art. 29 : *Son amendement tendant après les mots : « est éventuellement complétée » à rédiger comme suit la fin du troisième alinéa de cet article : « par voie d'élections au scrutin direct de telle sorte que les représentants du corps auquel appartient le justiciable soient en nombre égal au nombre des membres du corps le plus représenté »* (p. 3242) ; *retrait de son amendement* (p. 3242) ; Art. 30 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer à la date du « 1er décembre 1968 » la date du « 31 décembre 1968 »* (p. 3242) ; *retrait de son amendement* (p. 3242) ; *son amendement tendant au début de cet article après les mots : « diverses catégories d'intéressés » à insérer les mots : « et du conseil de l'enseignement supérieur réunis en séance plénière »* (p. 3242) ; *retrait de son amendement* (p. 3242) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa de cet article par les mots : « publié au moins un mois auparavant »* (p. 3243) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de cet article : « pourront être dotées, à titre provisoire, de statuts établis par décret publié au moins un mois auparavant »* (p. 3244) ; Après l'Art. 33 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (intégration progressive des grandes écoles et des autres établissements d'enseignement supérieur aux universités)* (p. 3244) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les universités devront toutes être constituées à la date du 15 mai 1969. Le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche pourra alors être valablement constitué »* (p. 3244) ; Après l'Art. 35 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (procédure de revision des statuts)* (p. 3246) ; *retrait de son amendement* (p. 3242) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « en application de la présente loi d'orientation, une loi-programme de développement de l'enseignement supérieur, prévoyant notamment les implantations nécessaires de nouveaux complexes universitaires, devra être déposée devant le Parlement avant le 31 décembre 1969 »* (p. 3247) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « en attendant qu'une nouvelle loi rende compatible avec la présente loi d'orientation toutes les dispositions de cette ordonnance qui pourraient l'être »* (p. 3247) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « en vue d'approfondir et de développer les connaissances et de maintenir l'enseignement au niveau le plus élevé »* (p. 3247) ; *retrait de son amendement* (p. 3247) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Grandes écoles ; ses observations sur les fondations ; limitations de la représentation des étudiants dans les conseils ; allocation d'études ; problème des crédits ; difficultés rencontrées par les fonctionnaires français détachés servant à l'étranger au titre de la coopération ; ses observations sur les conseils scientifiques ; institut national de la santé et de la recherche médicale* [7 novembre 1968] (p. 4081) ; ses explications de vote : *Institut national de la santé et de la recherche ; abstention du groupe communiste* (p. 4087) ;

— du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, Art. unique : *Ses amendements tendant, avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 29 s et 29 t du Code du travail à insérer l'alinéa suivant : « Les royalties ne sont pas considérées comme partie intégrante du salaire »* [15 oc-

tobre 1968] (p. 3304, 3305) ; *ses observations sur ses amendements* (p. 3305) ; *problème de l'application du paragraphe 5 de l'article 98 du Règlement de l'Assemblée Nationale* (p. 3305).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales, une question orale avec débat relative à la situation du personnel dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale : *Répartition des services dans la région parisienne (situation des départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)* ; *prise en charge par l'Etat d'emplois non étatisés de l'ex-préfecture de la Seine et de l'assistance publique de Paris* [18 octobre 1968] (p. 3409, 3410, 3411, 3413).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Nombre de créations de postes* [28 octobre 1968] (p. 3624) ; *situation des enseignants et des étudiants ; désire savoir où en est le différend qui oppose le recteur de l'académie de Paris au doyen de la faculté des lettres pour l'attribution des locaux de la Sorbonne libérés par la faculté des sciences ; désire savoir où en sont les projets de Villetaneuse, Verrières-le-Buisson et Satory ; situation à la faculté des sciences ; allocation d'études aux étudiants ; œuvres universitaires ; ses observations sur le second degré ; vie scolaire dans les lycées ; report de l'enseignement du latin en quatrième ; enseignement technique ; prolongation de la scolarité ; situation des professeurs d'éducation physique ; constructions scolaires ; insuffisance des crédits pour l'enfance inadaptée ; problème de la démocratisation ; gratuité des fournitures et des transports* (p. 3624 à 3626) ; *vote du groupe communiste* [29 octobre 1968] (p. 3693) ; Article additionnel : *Problème de la faculté de Vincennes ; vote du groupe communiste sur l'amendement de M. de la Malène* (p. 3694) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur les paroles de M. Malraux* [13 novembre 1968] (p. 4371).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative aux subventions pour les classes de campagne, de mer et de neige [8 novembre 1968] (p. 4168, 4169).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au sport à l'école, en qualité de suppléant de M. Ballanger : *Décret du 7 août et du 8 septembre 1969 relatifs à l'horaire obligatoire consacré à l'éducation physique et sportive ; loi du 27 brumaire, an III, rendant la natation obligatoire ; équipements ; formation des maîtres ; aide aux communes pour leur effort d'équipement ; problème de la formation pédagogique des instituteurs* [10 octobre 1969] (p. 2614, 2615, 2616, 2617, 2620).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à renforcer la protection des représentants du personnel engagés par un contrat de travail à durée déterminée : ses explications de vote : *Champ d'application de la proposition de loi ; problème du renouvellement du contrat de travail ; son vote* [14 octobre 1969] (p. 2643) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur une prétendue mainmise des communistes sur les syndicats d'enseignants ; difficultés de la tâche de Ministre de l'Education nationale* [12 novembre 1969] (p. 3583) ; *opinion des rapporteurs ; budget de 1969 ; autorisations de programme ; efforts des collectivités locales ; créations d'emplois des différents ordres d'enseignement ; personnel enseignant du premier degré ; premier cycle du second degré ; deuxième cycle court ; deuxième cycle long ; retard dans le développement des disciplines scientifiques ; recrutement dans les I.P.E.S. ; rénovation pédagogique ; protestations des parents d'élèves, des lycéens et de l'union nationale des comités d'action lycéens ; confiance que les universitaires témoignent au parti communiste ; construction de l'université prévue à Villetaneuse* (p. 3584, 3585).

Prend part au débat sur la question orale de M. Boutard relative à l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et aux réformes dans les établissements du second degré : *Sort des écoles maternelles ; crédits nécessaires à l'application de la loi d'orientation ; insuffisance des moyens mis à la disposition de l'enseignement supérieur (exemple de la faculté de Censier)* ; *projets de construction de facultés à la couronne de Paris (faculté de Villetaneuse)* ; *restructuration des universités ; regroupement sur la base de l'autonomie, de la participation et de la pluridisciplinarité ; nomination des enseignants dans les I.U.T. et dans les écoles*

supérieures d'ingénieurs [5 décembre 1969] (p. 4703, 4704).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE : *Indication de diverses inquiétudes au sein de l'éducation nationale* [9 novembre 1971] (p. 5558) ; *qualification des maîtres ; écoles maternelles ; école primaire ; ses observations sur les C.E.S., les C.E.T. et les lycées ; constructions scolaires ; charges des collectivités locales en matière de constructions scolaires ; possibilité d'exonérer les collectivités locales du paiement de la T.V.A. pour les constructions scolaires ; gratuité des fournitures et des transports scolaires ; orientation des élèves ; éducation physique à l'école ; enfance inadaptée ; programme du parti communiste* (p. 5559, 5560) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Ses observations sur le « Concorde » ; commandes fermes du « Concorde » passées par la compagnie Air-France; ses observations sur la circulaire du Ministre de l'Education nationale aux chefs d'établissement* [7 décembre 1971] (p. 6439) ;

— du projet de loi relatif à la situation de différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale : *Statut des personnels d'orientation ; mise en place du service public d'information et d'orientation scolaires ; ses observations sur les documentalistes du B.U.S. ; cas des élèves conseillers en cours de formation* [10 décembre 1971] (p. 6685) ; Art. premier : *Retrait de l'amendement déposé par M. Barel* (p. 6687) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 6687) ; *retrait de l'amendement de M. Barel* (p. 6688) ; *son amendement (situation des élèves conseillers d'orientatton scolaire et professionnelle en cours de formation qui s'engagent à servir l'Etat)* (p. 6689) ; *son amendement relatif au reclassement des personnels du service d'orientation scolaire et professionnelle et du bureau universitaire des statistiques et de documentation scolaires et professionnelles* (p. 6689) ; *nécessité de permettre à ces fonctionnaires de conserver dans les grades d'intégration leur ancienneté théorique de grade acquise dans le grade d'origine* (p. 6689).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre une question orale avec débat relative aux accidents de la route [5 mai 1972] (p. 1403).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires. *L'action menée par l'Union nationale des fédérations de fonctionnaires ; date d'application de la loi ; liste des maladies* [25 mai 1972] (p. 1898) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Budget ne respectant pas le taux de croissance du VIe Plan et ne résolvant pas les problèmes ; question prioritaire de la démocratisation de l'enseignement ; programme commun de gouvernement de la gauche ; transports scolaires ; fournitures scolaires ; proposition de loi du groupe communiste tendant à assurer la gratuité effective des livres et des fournitures scolaires pour les élèves des C.E.G., des C.E.S. et des C.E.T. ; bourses d'étudiants ; accès à l'école maternelle ; lutte contre les retards scolaires ; formation des maîtres ; auxiliaires ; enseignement technique* [9 novembre 1972] (p. 4957) ; *institut national pour la formation des adultes menacé de disparition au profit de l'agence pour le développement de l'éducation permanente ; handicapés ; politique de ségrégation sociale* (p. 4958).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à un débat télévisé sur la presse [1er décembre 1972] (p. 5817).

DURAFFOUR (Paul)

Député de Saône-et-Loire
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis app. S., puis N.I., puis app. S.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chrgée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Aide aux personnes âgées ; aide aux grands infirmes ; attribution de l'allocation logement aux jeunes foyers, même sans enfant ; revalorisation de l'allocation de salaire unique et de la mère au foyer ; travail de la femme ; recrutement des travailleuses familiales et des aides familiales rurales ; situation des veuves civiles, chefs de famille ; cas de l'enfant orphelin ; allocation spéciale en faveur des orphelins ; attribution aux ayants droit de victimes d'accidents mortels du travail d'une allocation d'aide immédiate identique à celle qui est attribuée aux familles de militaires morts en service commandé ; conséquences du décret du 30 avril 1968 relatif aux droits des assurés sociaux ; situation des bureaux d'aide sociale, spécialement dans les communes rurales et les petites villes ; nécessité de mieux informer les citoyens de leurs droits en matière sociale* [6 novembre 1968] (p. 4015, 4016) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les services publics ruraux ; adductions d'eau ; crédits pour l'assainissement ; électrification rurale ; crédits pour la voirie rurale ; rénovation du milieu rural par l'implantation d'industries* [16 novembre 1968] (p. 4584, 4585) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'éducation nationale en milieu rural ; conditions d'attribution des bourses ; frais d'études supportés par les parents exploitants agricoles ; conséquence de la prolongation de l'obligation scolaire ; possibilité d'assouplir la réglementation en vigueur ; réunion d'un groupe de travail pour l'établissement d'un nouveau système d'aide à la scolarisation et aux études* [12 novembre 1969] (p. 3605, 3606) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits attribués aux S.A.F.E.R. ; aide aux bâtiments de l'élevage ; bâtiments d'exploitation ; enseignement agricole ; maisons familiales d'apprentissage rural ; encadrement du crédit ; proposition de la sélection du herd-book charolais ; propositions Mansholt et Vedel* [19 novembre 1969] (p. 3987) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance de certains crédits en particulier en matière d'équipements ruraux ; lutte contre la brucellose ; enseignement agricole ; rénovation de l'habitat rural ; revenu des agriculteurs ; publication des variations de l'indice des prix des*

produits industriels nécessaires à l'agriculture (Pinea) ; *détaxation des carburants agricoles* [7 novembre 1970] (p. 5367, 5368).

Pose à M. le Premier Ministre une question relative à la révision des évaluations cadastrales [15 mai 1970] (p. 1752, 1753).

Mise au point au sujet de son vote sur les autorisations de programme du titre V de l'état C du budget de l'agriculture [17 novembre 1970] (p. 5643).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Insuffisance des crédits du budget* [4 novembre 1971] (p. 5329) ; *enfance inadaptée ; problème de l'enfance handicapée physiquement et mentalement ; cas des personnes âgées ; possibilité de créer une commission parlementaire d'enquête qui aurait pour mission de faire une vaste enquête sur l'hospitalisation en France* (p. 5330) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *secteur des métiers et de l'artisanat ; rôle des chambres de métiers ; rôle des pouvoirs publics ; problème de l'assurance vieillesse des non-salariés non agricoles ; indication des revendications des secteurs des métiers de l'artisanat* [5 novembre 1971] (p. 5426) ; *possibilité de créer en faveur des petits artisans et commerçants un fonds d'action sociale faisant appel à la solidarité nationale* (p. 5427) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 20 de cette ordonnance par la phrase suivante : « ses déclarations seront insérées au* Journal officiel » [25 novembre 1971] (p. 6122) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 20 de l'ordonnance de 1958 par la phrase suivante : « ses déclarations seront insérées au* Journal officiel » [17 décembre 1971] (p. 6940) ; *publicité de l'appartenance à des conseils d'administration* (p. 6940) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Rôle des pouvoirs publics ; problème de l'amnistie ; situation des veuves* [17 mai 1972] (p. 1589) ; *élaboration d'une « Charte du troisième âge » ; loi d'orientation et de programme du commerce et de l'artisanat ; réévaluation du plafond de décote spéciale ; fonds d'indemnisation de la dépréciation des fonds artisanaux et commerciaux ; régime de préretraite* (p. 1590) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. - SECTION COMMUNE — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Revalorisation des rentes et des pensions des mutilés du travail ; pensions d'invalidité ; sa suggestion de création d'une commission chargée d'étudier la réforme du contentieux technique de la sécurité sociale ; prévention des accidents du travail ; insuffisance des moyens d'action de la médecine du travail ; cadence du travail ; reclassement des travailleurs handicapés ; insuffisance des allocations servies aux infirmes civils ; projet de loi d'égalisation des salaires masculins et féminins* [6 novembre 1972] (p. 4748, 4749) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Hausse des cours de la viande bovine ; garantie des prix à la production ; office de la viande ; rentabilité dans la stabilité ; brucellose ; cysticercose ; indexation des taux de l'indemnité viagère de départ ; conditions d'octroi de l'indemnité complémentaire de restructuration ; bases forfaitaires d'imposition* [14 novembre 1972] (p. 5169) ; *A.M.E.X.A.* ; *situation des aides familiaux ; prestations de vieillesse ; enseignement agricole ; implantation d'un établissement d'enseignement agricole à Charolles ; ministre du sous-développement rural* (p. 5170).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'opportunité d'une déclaration gouvernementale sur certaines affaires (*scandales récents : abattoirs de La Villette, Garantie foncière,* etc.) [8 décembre 1972] (p. 6032, 6033).

DURAFOUR (Michel)

Député de la Loire
(1re circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et démocratie moderne [5 octobre 1972] (p. 3946).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est nommé :

— membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10.303).

Dépôts :

Sa proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, **n° 31** [12 juillet 1968].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 65 du Règlement relatif au vote par scrutin public, **n° 37** [17 juillet 1968].

Sa proposition de loi organique tendant à déclarer inéligibles, pour les élections à l'Assemblée Nationale et au Sénat, les membres du Conseil constitutionnel, **n° 38** [17 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un comité central des œuvres sociales pour le personnel des collectivités locales, **n° 129** [17 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la couverture du risque maladie pour les enfants poursuivant leurs études au-delà de 20 ans **n° 163** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 285 du Code de la sécurité sociale, afin de maintenir le bénéfice des prestations de l'assurance maladie aux enfants de plus de seize ans qui sont à la recherche d'un premier emploi salarié, **n° 167** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à soumettre à une juridiction judiciaire les mesures d'expulsion des étrangers, **n° 240** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à supprimer les titres XII et XIII de la Constitution, **n° 242** [25 juillet 1968].

Sa proposition de résolution tendant à supprimer les articles 28 et 130 du règlement, **n° 243** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, **n° 398** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative à la revalorisation des rentes allouées à des personnes de nationalité française à raison d'accidents du travail survenus dans les pays autrefois placés sous la souveraineté, la tutelle ou le protectorat français, avant la date d'accession de ces pays à l'indépendance, **n° 377** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 598** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à ce que tout projet de loi soumis au référendum ne puisse être adopté que par la majorité absolue des électeurs inscrits, **n° 718** [14 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962, relative aux conditions d'intégration dans

les services publics métropolitains de fonctionnaires et agents des services publics algériens et sahariens, n° 852 [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative à la journée nationale du souvenir des Français rapatriés d'outre-mer, n° 1057 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à augmenter le nombre des conseillers municipaux dans les communes ayant plus de 100.000 habitants, n° 1164 [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 90 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, en vue de permettre le paiement mensuel de la pension et de la rente viagère d'invalidité, n° 1649 [15 avril 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1968. Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (étalement des programmes militaires, suspension des explosions nucléaires dans le Pacifique, réduction de l'aide libre à l'Algérie, allégement des formalités administratives)* [19 juillet 1968] (p. 2340) ; son rappel au Règlement : *Nécessité, avant de fixer les recettes nouvelles, de connaître le montant des économies possibles* (p. 2340, 2341) ; Art. 4 : *Politique concernant l'industrie automobile ; majoration d'impôts qui frappe les classes moyennes ; prix du permis de chasse* (p. 2343) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 3 de cet article* (p. 2344) ; *industrie automobile* (p. 2344) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2359) ; *ses observations sur l'industrie automobile* (p. 2359) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Gouvernement devant procéder par décret, avant le 1er octobre 1968, à une réduction de 1.500 millions de francs des crédits ouverts dans la loi de finances pour 1968 grâce à un étalement des programmes militaires, à la suspension des explosions nucléaires dans le Pacifique, à la libération anticipée du contingent, à la réduction de l'aide libre à l'Algérie et à l'allégement des formalités administratives)* (p. 2372).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales, une question orale avec débat relative à la situation des organismes de travailleuses familiales : *Préparation au certificat de travailleuse familiale ; allégement des charges de l'Etat et des collectivités locales ou départementales par le recours aux travailleuses familiales ; statut de la travailleuse familiale ; insécurité professionnelle ; constitution d'un fonds national pour la rémunération des travailleuses familiales* [18 octobre 1968] (p. 3413, 3414).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Instituts universitaires de technologie ; problème des bibliothèques ; possibilité de lancer un grand emprunt pour rattraper le retard ; crédits de fonctionnement ; crédits affectés à la télévision universitaire ; application de la réforme entraînant une multiplication des unités d'enseignement et des universités* [29 octobre 1968] (p. 3666, 3667 ; *généralisation des moniteurs-étudiants ; formation des enseignants ; rôle des moniteurs ; instituts universitaires de technologie ; crédits d'équipement pour la recherche ; crédits de fonctionnement du C.N.R.S. ; ses observations sur les œuvres ; question des bourses et des allocations d'études* (p. 3668) , INDUSTRIE : *Sacrifice de l'expansion au profit d'une orthodoxie financière ; ses observations sur l'extraction du charbon ; régression de l'emploi dans ce secteur ; dégradation du marché charbonnier ; augmentation des stocks ; problème de la fermeture des mines ; désire savoir quelles sont les mesures de reconversion de la main-d'œuvre ; possibilité pour les charbonnages de participer à certaines activités ou de les promouvoir ; exemple des mines d'Etat néerlandaises ; industrie automobile ; accords Fiat-Citroën ; nécessité d'envisager une harmonisation de l'industrie française en tenant compte de la réalité de l'Europe* [5 novembre 1968] (p. 3925, 3926) ; AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur un éventuel débat sur une question orale relative à l'actuel déficit de la sécurité sociale ; problème des allocations familiales ; aide au logement ; question de l'emploi; information en matière de demande et d'offre d'emploi ; abaissement de l'âge de la retraite ; raisons du chômage ; chômage des jeunes ; amélioration de l'information dans le cadre de l'agence nationale de l'emploi ; réduction de la durée du travail ; relèvement du montant des retraites ; construc-*

tion de foyers-résidences pour personnes âgées ; maintien du bénéfice des prestations de l'assurance maladie aux jeunes gens de plus de 16 ans qui sont à la recherche d'un premier emploi de salarié ; maintien du bénéfice des prestations familiales aux parents des jeunes gens qui, après leurs études, recherchent un premier emploi ; ses observations sur l'hôpital de Saint-Etienne [6 novembre 1968] (p. 3993, 3994) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Dispositions financières relatives au cinéma ; assujettissement à la T.V.A. des recettes faites aux guichets des cinémas ; aide à l'exploitation ; maisons de la culture ; maison de la culture de Saint-Etienne ; principe du non-cumul des fonctions de directeur de la maison de la culture et de directeur de centre dramatique ; modicité du budget ; avenir du ministère d'Etat* [13 novembre 1968] (p. 4362, 4363).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes : *Nécessité de pratiquer une politique cohérente et efficace de l'eau, notamment en matière de distribution ; pollution des eaux terrestres ; obligation d'épurer les eaux rejetées ; précisions sur les conditions d'application pour l'année 1969 du décret du 24 octobre 1967 ; conditions dans lesquelles les redevances de bassin sont fixées ; exemple de Saint-Etienne ; difficultés des collectivités locales ; nécessité de reconsidérer le problème de l'assainissement et de la pollution ; fusions de communes situées sur des bassins voisins* [6 décembre 1968] (p. 5176, 5177, 5178).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative aux créations d'emplois de chercheurs au C.N.R.S.]13 décembre 1968[(p. 5457, 5458).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme du Sénat ; ses attributions ; avantages et inconvénients du bicamérisme ; Sénat devant demeurer Chambre du Parlement ; équilibre des pouvoirs ; conséquence de l'élection du Président de la République au suffrage universel ; cas de dissolution de l'Assemblée Nationale ; problème du recrutement du Sénat ; question de la représentation des grandes villes ; participation des catégories socio-professionnelles au futur Sénat ; conséquences de l'interdiction du mandat impératif ; possibilité de solliciter plus fréquemment les avis du Conseil économique et social ; Parlement devant avoir le droit de saisine du Conseil économique et social* [13 décembre 1968] (p. 5471, 5472).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative à la dégradation de la voirie par les travaux souterrains]7 mai 1969[(p. 1308, 1309, 1310).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au développement du réseau de télécommunications [14 mai 1969] (p. 1399, 1402, 1403).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Réforme du fonctionnement et des finances des collectivités locales ; projet de création d'un établissement public à caractère intercommunal chargé de la formation el du perfectionnement du personnel des collectivités locales et des établissements publics ; application de l'article 40 de la Constitution à son amendement ; son vote* [9 octobre 1969] (p. 2575).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cassabel et Ballanger relatives au sport à l'école : *Problème du tiers temps ; distinction entre le sport à l'école et le sport pédagogique ; équipe de football et piscine olympique de Saint-Etienne ; participations de plus en plus importantes demandées aux collectivités locales ; classes de neige* [10 octobre 1969] (p. 2617, 2618).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux allégements fiscaux et primes de développement industriel [31 octobre 1969] (p. 3191).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire une question orale sans débat relative à la répartition des crédits d'équipement entre Lyon, Saint-Etienne et Grenoble [31 octobre 1969] (p. 3196, 3197, 3198).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Situation de la petite et moyenne entreprise ; causes de la crise ; absence de politique cohérente dans les secteurs d'intervention de l'Etat : la sidérurgie, le pétrole, l'E.D.F., les houillères nationales ; ses obser-*

vations sur les mines de charbon ; rôle des Charbonnages de France ; problème des filières ; convention entre l'Etat et la sidérurgie ; reconversion du personnel ; demande en produits pétroliers ; relations pétrolières entre la France et l'Algérie ; difficulté de conquérir les marchés étrangers ; rôle des banques ; rôle de l'institut de développement industriel ; ses observations sur la fiscalité ; faiblesse de notre recherche ; ses raisons ; ses observations sur la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux construction d'une usine de séparation isotopique européenne ; gestion d'une filière ; procédé de télévision S.E.C.A.M. ; ses observations sur les espaces de lancement de la Guyane ; édification d'un four solaire à Montlouis ; problème du Concorde ; *plan-calcul ; liaisons entre l'université et l'industrie ; allégements fiscaux pouvant inciter les industriels à promouvoir une action de recherche ; coopération européenne; Euratom* [6 novembre 1969] (p. 3465, 3466).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative à la dégradation de la voire par les travaux souterrains [17 décembre 1969] (p. 5010, 5011 et 5012).

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable présentée par M. Longequeue lors de la discussion sur le projet de loi portant réforme du régime des poudres [27 mai 1970] (p. 1982).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Choix réalisés par le VIe Plan ; objectif d'industrialisation ; réduction du temps de travail ; problème du chômage ; mobilité de l'emploi ; évolution des revenus ; situation des personnes âgées et des familles ; ses observations sur les allocations familiales ; politique en matière de logement ; lutte contre les nuisances* [17 juin 1970] (p. 2780 à 2782).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative aux problèmes de l'enseignement [9 octobre 1970] (p. 4231) : *Tiers temps pédagogique ; importance du rôle de l'éducation physique et sportive à l'école ; problème des équipements ; ramassage scolaire ; effort demandé aux collectivités locales ; crédits nécessaires à un équipement raisonnable en vue d'une application systématique et cohérente du tiers temps pédagogique* (p. 4232, 4233).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées dans la société moderne ; nécessité de repenser l'âge et la forme de la retraite ; développement de l'aide sociale et médicale à domicile ; ressources dont disposent les personnes âgées ; cas des personnes âgées économiquement faibles ; ses observations sur le VIe Plan ; situation des veuves ; détournement de la vignette* [28 octobre 1970] (p. 4843) ; *construction de résidences-foyers pour les personnes âgées* (p. 4843) ; *situation de nos équipements hospitaliers et sociaux ; ses observations sur les crèches ; possibilité de prévoir un programme d'équipement social financé par voie d'emprunt ; situation des hôpitaux ; ses observations sur la recherche* (p. 4844) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des communes ; rôle des mairies ; application de la T.V.A. aux départements et aux communes ; exemple de Saint-Etienne ; modernisation de la gestion municipale ; application de l'article 41 du Code de l'administration communale ; ses observations sur l'accueil réservé dans les préfectures ; problème de la décentralisation ; ses observations sur le discours de M. Pompidou à Lyon ; question des finances locales ; son opposition à la patente et à la cote mobilière* [13 novembre 1970] (p. 5460, 5461) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle d'André Malraux et d'Edmond Michelet ; définition de la culture ; droit de tout citoyen à la culture ; affectation à ce département ministériel de un pour cent du budget de l'Etat ; rôle des collectivités locales ; maison de la culture de Saint-Etienne* (p. 5499) ; *activité de l'Opéra ; subvention de fonctionnement de la réunion des théâtres lyriques nationaux ; avenir du théâtre lyrique ; création d'une unité d'enseignement de l'architecture à Saint-Etienne* (p. 5500).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative à la main-d'œuvre féminine [12 mai 1971] (p. 1827) : *Importance du rôle des femmes sur le plan économique ; discrimination entre la main-d'œuvre masculine et féminine ; insuffisance de la formation professionnelle ; étude de marché systématique et annuelle concernant le travail féminin ; manque de laborantines et*

de mécanographes ; difficultés de l'industrie textile ; recyclage permanent ; rémunération « à travail égal, salaire égal » ; travail du centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire (p. 1828, 1829).

Prend part à la discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Ressources communales ; caractère partiel de la réforme envisagée* [1er juin 1971] (p. 2245) ; *conséquence de l'union de deux communes pauvres ; rapports entre l'Etat et les communes ; incitations financières ; réforme des finances locales ; intervention des préfets ; problème de la T.V.A. ; détermination des ressources respectives de l'Etat et des collectivités locales* (p. 2246, 2247) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de la présente loi » à insérer les mots : « et de la loi portant réforme des finances des collectivités locales »* [2 juin 1971] (p. 2283) ; *nécessité de lier la réforme des finances des collectivités locales et la promulgation de la loi ; réforme concernant la région* (p. 2283, 2284) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcellin* (p. 2284, 2285) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2299) ; *son opposition à la création autoritaire du district* (p. 2299) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 2300) ; *retrait de son amendement* (p. 2300) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du premier alinéa de cet article : « Cette consultation peut être décidée aussi par le conseil général »* [3 juin 1971] (p. 2325) ; *retrait de son amendement* (p. 2325) ; Après l'Art. 10 : *Ses observations sur le retrait par M. Achille-Fould de son amendement* (p. 2336).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la hausse des prix [4 juin 1971] (p. 2388).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Bilan du Ve Plan ; équipements économiques, sociaux ou culturels ; financement des équipements publics ; possibilité d'une série de lois de programme concernant les équipements publics* [16 juin 1971] (p. 3003, 3004).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative au centre régional E.D.F. du Massif central [25 juin 1971] (p. 3459).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Augmentation des crédits de la Santé publique ; problème des équipements ; éventualité d'un emprunt en faveur des équipements sanitaires ; situation des médecins et du personnel médical* [4 novembre 1971] (p. 5291) ; *nombre des étudiants en médecine ; institut national de la santé et de la recherche médicale ; situation des handicapés ; cas des mutilés et invalides du travail* (p. 5292) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : Son rappel au Règlement : *Application de l'article 86, alinéa 1 du Règlement de l'Assemblée ; conditions de travail de l'Assemblée ; distribution des rapports* [5 novembre 1971] (p. 5395) ; *aide à l'industrie ; situation de l'industrie textile ; réorganisation de l'industrie de l'ameublement ; rôle de l'Institut de développement industriel ; publication de la durée des accords conclus par l'I.D.I. ; plan-calcul ; production charbonnière ; industrie pétrolière ; ses observations sur la recherche* (p. 5417, 5418) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Paiement par les collectivités locales de la taxe sur la valeur ajoutée ; exemple de la ville de Saint-Etienne ; problème des emprunts ; réforme des collectivités locales* [10 novembre 1971] (p. 5621, 5622) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Nature juridique de la région ; article 72 de la Constitution ; organes et compétences de la région* [26 avril 1972] (p. 1049) ; *compétences du conseil régional et du comité économique, social et culturel ; son opposition à la présence des parlementaires au conseil régional comme membres de droit ; ressources régionales* (p. 1050, 1051) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à ce que la région soit une collectivité territoriale* (p. 1071) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement concernant les modalités d'une coopération interrégionale* [27 avril 1972] (p. 1105) ; Art. 4 : *Son amendement concernant l'élection au suffrage universel des membres du conseil régional* (p. 1106) ; *son amendement tendant à supprimer le second alinéa (1°) du paragraphe I de cet article* (p. 1106) ; *présence de droit des parlementaires* (p. 1106, 1107) ; *son amendement concernant les élections faites par le conseil général* (p. 1110) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa : « Deux maires élus par un collège électoral composé par les maires des communes de*

moins de 2.000 habitants dans des conditions fixées par décret » (p. 1112) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1112) ; *représentation des communes de moins de 2.000 habitants* (p. 1112, 1113) ; *son amendement* (p. 1114) ; *retrait de celui-ci* (p. 1114) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (élection par le conseil régional de son bureau)* (p. 1115) ; *retrait de son amendement* (p. 1116) ; Art. 13 : *Son amendement (instruction des affaires soumises à l'examen du conseil régional et du comité)* (p. 1139) ; Titre : *Son amendement : « Projet de loi portant création d'établissements publics dans le cadre de la région »* (p. 1155) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Dévouement du personnel communal ; création de cadres intercommunaux* [31 mai 1972] (p. 2032) ; *ses observations sur les amendements de la Commission des lois ; nécessité d'un recyclage constant* (p. 2033) ; Art. 503 du Code de l'administration communale : *Sa demande de réunion de la Commission des lois* (p. 2043).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale avec débat relative à la recherche scientifique [21 juin 1972] (p. 2699).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Equilibre fragile et comptable d'un budget qui ne jugule pas l'inflation ; victimes de l'inflation ; dépenses indispensables écartées (équipements publics) alors que d'autres inutiles sont prévues ; inégalité fiscale* [24 octobre 1972] (p. 4319) ; *aurait préféré que l'on avance la date des élections législatives et que le budget soit ensuite voté* (p. 4320).

DURBET (Léopold)

Député de la Savoie
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Pierre Dumas, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968].

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 octobre 1968] (p. 3417).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 octobre 1968] (p. 3417), [3 avril 1969] (p. 850).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [16 septembre 1969] (p. 2250, 2279).

DURIEUX (Jean)

Député du Nord
(17e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [27 octobre 1971] (p. 5004).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [27 octobre 1971] (p. 5004), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au staut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européenne [27 octobre 1971] (p. 5004) ; [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale, sur le projet de loi (n° 1206), relatif aux Sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.), n° 1306 [24 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2631), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la Convention générale entre la France et le Portugal sur la sécurité sociale, signée à Lisbonne le 29 juillet 1971, complétée par un protocole général, n° 2741 [8 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas des betteraviers ; parité des prix avec ceux des pays du Marché commun ; financement du B.A.P.S.A. ; ses observations sur le lait ; défauts du système actuel de soutien des prix ; cas du département du Nord* [16 novembre 1968] (p. 4582) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Cas de la région du Nord et du Pas-de-Calais ; ses observations sur l'autoroute A 2, A 25 et A 26 ; ses observations sur le Cambrésis ; recrudescence des accidents mortels ; nationale 39 à Caudry-Le Cateau ; amélioration de la route nationale 355 ; possibilité pour le Cambrésis d'accueillir les industries de sous-traitance ; ses observations sur les voies navigables ; cas du département du Nord ; liaison Nord-Seine ; mise à grand gabarit du canal de Saint-Quentin* [13 novembre 1969] (p. 3685, 3686) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Amélioration du niveau de vie des agriculteurs ; politique des prix ; difficultés éprouvées par les producteurs laitiers herbagers ; exemple du Cambrésis et de l'Avesnois ; diminution du pouvoir d'achat ; prix de soutien à la poudre de lait ; augmentation accordée pour le lait de consommation ; revenu cadastral ; encadrement du crédit ; bâtiments d'élevage ; remembrement ; situation du marché de la pomme de terre de consommation ; rôle des coopératives, des S.I.C.A. et des négociants ; attribution des licences ; problèmes des planteurs de betteraves ; avenir de l'exploitation familiale* [18 novembre 1969] (p. 3941, 3942) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Etatisation de certaines polices municipales ; exemple de la commune du Cateau, dans le Nord ; participation des communes à l'entretien de la police d'Etat* [20 novembre 1969] (p. 4111) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des handicapés physiques et mentaux ; question du dépistage ; rôle du centre de rééducation ; exemple du Nord ; création d'un service social qui dépistera tes enfants ; nombre des rééducateurs ; création d'un diplôme officiel pour les orthophonistes ; rééducation psychomotrice ; création d'instituts médico-pédagogiques et médico-professionnels ; exemple de la région du Hainaut-Cambrésis* [21 novembre 1969] (p. 4192, 4193) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; pyramide des âges ; amnistie des réfractaires ; caractère provisoire de la loi ; élections des représentants des professionnels chargés de l'administration et de la gestion du régime* [2 décembre 1969] (p. 4496, 4497) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (couverture des charges)* [3 décembre 1969] (p. 4583, 4584) ; *retrait de son amendement* (p. 4585) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (élaboration de nouvelles propositions par une commission composée de représentants élus)* (p. 4597) ; *retrait de son amendement* (p. 4597).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au problème des commerçants et des artisans [10 avril 1970] (p. 954) : *Problème de structure de fiscalité ; problème social ; dépeuplement des zones rurales ; transformation des structures du commerce ; gêne causée par l'encadrement du crédit ; modernisation de la patente ; adaptation de l'indemnité viagère de départ aux petits commerçants âgés* (p. 957, 958).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative aux suites données au rapport de la Cour des comptes [19 juin 1970] (p. 2884, 2885).

Prend part à la discussion des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et

de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; en qualité de *Rapporteur* pour le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier : *Ses observations sur le capital foncier utilisé en agriculture ; « désinvestissement foncier » des capitaux extérieurs à l'agriculture ; possibilité de faciliter l'accession à la propriété par le biais des prêts fonciers ; évolutions structurelles ; problème du fermage ; question du financement de l'agriculture ; ses observations sur les sociétés agricoles d'investissement foncier et régime fiscal des S.A.I.F. ; délai limite au-delà duquel les sociétés ne pourront bénéficier d'aucun concours de l'Etat ; ses observations sur les inquiétudes portant sur le danger d'une emprise excessive des S.A.I.F. ; ses observations sur les groupements fonciers agricoles ; nécessité d'éviter une appropriation de notre patrimoine foncier agricole par l'Etat ou les collectivités publiques ; possibilité de permettre aux preneurs de voir leurs intérêts représentés auprès de la société ; nécessité d'empêcher une concurrence dans les rapports entre S.A.I.F. et S.A.F.E.R. ; dispersion de l'activité des S.A.I.F. sur l'ensemble du territoire national ; possibilité de faire bénéficier les agriculteurs de l'intervention des S.A.I.F. lorsqu'il s'agit pour eux de faire progresser leur exploitation vers la compétitivité ; nécessité de favoriser les réemplois au profit de l'agriculture de la majorité des profits réalisés en application de l'article 5 ; possibilité de faire bénéficier l'agriculteur, lors des locations, des avantages que les S.A.I.F. auront obtenus de l'Etat pour l'aménagement des biens fonciers agricoles ; limitation de la participation des sociétés ayant elles-mêmes une activité immobilière et recevant le concours financier de l'Etat* [26 juin 1970] (p. 3163 à 3165).

Pose à M. le Premier ministre une question d'actualité relative au cours des œufs [26 juin 1970] (p. 3174, 3175).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au blocage des primes à la construction [16 octobre 1970] (p. 4373, 4374).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Ses observations sur l'arrondissement de Cambrai ; rénovation de certains itinéraires, en particulier de Cambrai-Péronne et Cambrai-Le Cateau ; crédits d'entretien et de grosses réparations des routes ; ses observations sur la route Paris-Roubaix et Paris-Valenciennes ; ses observations sur l'autoroute Cambrai-Valenciennes-frontière belge* [4 novembre 1970] (p. 5082, 5083) ; CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Difficultés entraînées par le blocage des primes à la construction ; exemple du département du Nord* [5 novembre 1970] (p. 5150) ; *problème des primes convertibles en bonification d'intérêts ; logements édifiés au titre du concours des maisons individuelles ; conséquence en cas de refus des prêts du Crédit foncier ; situation des entreprises de construction ; fonds d'action conjoncturelle* (p. 5151) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du lait* [7 novembre 1970] (p. 5325) ; *hausse des coûts de production ; hausse des aliments du bétail ; évolution du coût de l'argent ; nécessité de rétablir le revenu des agriculteurs ; exemple du département du Nord ; plan Mansholt ; organisation de la production et des marchés ; politique de crédit ; taxe sur les matières grasses ; taxe spéciale sur les huiles végétales et marines ; taxe sur les corps gras ; financement du B.A.P.S.A. ; situation des betteraviers français* (p. 5326, 5327).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Etude du problème en fonction des données démographiques, économiques et financières, aménagement progressif et catégoriel ; problème du rapport entre cotisations et prestations, entre nombre des cotisants et nombre des retraites versées ; relèvement du niveau des retraites ; fixation d'une véritable retraite minimale garantie indexée sur le S.M.I.C. ; prise en compte de 37 années 1/2 pour le calcul des retraites ; retraite anticipée pour certaines catégories d'assurés (anciens prisonniers de guerre, mères de famille, veuves, travailleurs ayant exercé une activité pénible) ; réalisation progressive de l'abaissement de l'âge de la retraite* [19 mai 1971] (p. 1988, 1989).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique

et social : *Aménagement du territoire ; équipements collectifs ruraux ; modernisation des exploitations agricoles ; abaissement de l'âge de la retraite* [15 juin 1971] (p. 2945) ; *problème des métropoles* (p. 2946) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Réduction des charges des communes rurales lorsqu'elles doivent participer à la remise en état de certains grands itinéraires routiers* [28 octobre 1971] (p. 5028) ; *situation des populations du Nord* (p. 5029).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation des veuves civiles 29 octobre 1971] (p. 5119, 5120).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Problèmes fiscaux ; concurrence des supermarchés et des hypermarchés ; niveau des retraites ; coefficient de revalorisation des pensions déjà liquidées* [17 mai 1972] (p. 1599) ; *entrée en vigueur de la loi ; ses observations sur la T.V.A. et les patentes* (p. 1600) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 11 : *Son amendement concernant la date d'application de la loi ; retrait de celui-ci* [18 mai 1972] (p. 1653).

Est suppléé en qualité de *Rapporteur* par M. Claude Roux dans la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention générale entre la France et le Portugal sur la sécurité sociale, signée à Lisbonne le 29 juillet 1971, complétée par un protocole général [12 décembre 1972] (p. 6075).

DUROMÉA (André)

Député de la Seine-Maritime
(7e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant création d'un « comité national de gestion des œuvres du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux », **n° 322** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions répressives en matière d'accidents de chemin de fer **n° 594** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux, industriels et artisanaux, **n° 1296** [24 juin 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES ; Art. 35 : *Industrie aéronautique française ; construction de l'*Air-bus 300 ; *construction du* Concorde ; *intégration d'Hispano à la S.N.E.C.M.A.* [30 octobre 1968] (p. 3761) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Logement des personnes âgées et des travailleurs immigrés ; nécessité de construire plus de logements sociaux ; cas du Havre ; programmes sociaux de relogement exécutés par la ville du Havre ; ses observations sur les immeubles, dits à « loyer normal » ; disparition des îlôts insalubres et des bidonvilles ; problème des Z.U.P. ; aménagement de la liaison routière rapide entre Le Havre, Rouen et Paris ; autoroute de Normandie A 13* [12 novembre 1968] (p. 4315 à 4317).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au recrutement d'agents pour la pose de câbles téléphoniques [15 novembre 1968] (p. 4482, 4483, 4484).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 12 : *Crédit d'heures devant revenir à la section syndicale* [4 décembre 1968] (p. 5101) ; *ses observations sur le mot : « convocation »* (p. 5101) ; *re-*

trait de l'amendement déposé par M. Feix et de l'amendement déposé par M. Berthelot (p. 5101).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur le référendum ; avis du Conseil général de Seine-Maritime ; nombre des assemblées ; son option pour deux assemblées distinctes ; rôle des groupes socio-professionnels ; participation des populations à l'administration des régions ; élection au suffrage universel ; ses observations sur le Plan et l'aménagement du territoire ; question financière ; transfert de ressources financières au profit de la région* [13 décembre 1968] (p. 5486) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale ; ses explications de vote : *Objectifs du Gouvernement ; pouvoir d'achat des travailleurs ; dévaluation provoquant la hausse du prix des produits importés ; réduction des possibilités d'équipement des collectivités locales ; préparation du VIe Plan ; situation financière des communes ; cas des petits et moyens commerçants ; diminution des subventions ; prix de la construction ; ses observations sur la T.V.A. ; problème de l'Education nationale ; ses observations sur l'éventualité de six heures d'éducation physique par semaine ; développement souhaitable de la natation ; son vote contre le Gouvernement* [16 septembre 1969] (p. 2272, 2273).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Dépenses de fonctionnement; ses observations sur les ports; trafic méditerranéen; ses observations sur Marseille et Le Havre ; rapidité de nos ports ; importance de plus en plus grande des bateaux ; ports autonomes ; équipement des grands ports ; équipement de Fos-Marseille et de Dunkerque ; spécialisation des ports ; nationalisation des industries clés de notre économie ; nécessité de ne pas abandonner les ports secondaires ; crise de la marine marchande française ; réparation des navires ; avenir des ports étant lié au développement des voies de communication ; liaisons fluviales Seine-Est, Rhône-Rhin ; Mer du Nord-Méditerranée ; insuffisance du réseau routier français ; crédits alloués au fonds routier ; réforme de la S.N.C.F. ; accidents de la route ; charges des collectivités locales ; charges de la construction du tunnel de Fourvière ; expérience des sociétés d'économie mixte ; mécontentement des milieux des ponts et chaussées ; responsabilité de l'Etat en matière d'autoroutes* [13 novembre 1969] (p. 3669 à 3671) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 3 : *Son amendement tendant, après les mots : « jeunes gens » à rédiger comme suit la fin du nouvel alinéa proposé pour l'article L 2 du Code électoral : « âgés de plus de 18 ans qui accomplissent le service national actif »* [9 juin 1970] (p. 2382) ; *droit de vote pour les jeunes âgés de 18 ans* (p. 2382) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 16 mois » les mots : « douze mois »* [10 juin 1970] (p. 2410) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2410) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2415) ; *état de mise en garde ; suspension de l'application de certaines dispositions* (p. 2415) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2420) ; *opérations de lutte contre certains périls* (p. 2420) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 2446) ; *situation des orphelins et des soutiens de famille* (p. 2446) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Définition d'une politique nationale du logement ; ses observations sur le fait qu'un quart de notre population vit dans des logements insalubres ou surpeuplés ; vétusté du parc immobilier ; réduction des dépenses pour la force de frappe atomique ; poids des loyers ; ses observations sur Le Havre ; construction de 600.000 logements par an ; création d'un fonds national d'H.L.M. ; prêts aux H.L.M. ; suppression de la T.V.A. sur les logements sociaux ; spéculation foncière : blocage des loyers dans les immeubles anciens ; parité loyer-salaire* [16 juin 1970] (p. 2689, 2690) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 ; ses explications de vote : *Conséquence de la loi de programme ; investissements militaires ; ses observations sur la fiscalité ; armement atomique étant inutilisable ; ses conséquences ; son vote contre le projet de loi ; caractère de la politique militaire* [8 octobre 1970] (p. 4201, 4202) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Situation des travailleurs salariés ; hausse de l'indice des prix ; ses observations sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir de rémunération mensuelle du travail inférieure à mille francs ; conséquence de la concentration des entreprises ; Agence nationale de l'emploi* [16 novembre 1970] (p. 5624) ; *conséquences de la fermeture de nombreux chantiers ; ses observations sur les emplois à Fécamp ; chômage des jeunes ; sous-emploi féminin ; formation professionnelle pour adultes ; emploi des handicapés physiques : nombre des ateliers protégés ; ses observations sur l'institut des aveugles de Saint-Mandé ; ses observations sur la loi Cordonnier d'aide aux aveugles et grands infirmes* (p. 5625, 5626) ;

— du projet de loi portant code du service national, Art. 103 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « au service de l'aide technique ou »* [7 avril 1971] (p. 968) ; Art. 60 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de un à deux ans » les mots : « de deux mois à un an »* (p. 976) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « elles seront prises sur avis conforme des conseils généraux et des assemblées territoriales intéressées »* (p. 976) ; en seconde délibération, Art. 60 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « de un à deux ans » les mots : « de deux mois à un an »* (p. 981) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Inadaptations du système actuel ; orientation du VIe Plan ; contrôle des centres privés et patronaux; rôle de l'Etat ; élaboration des décrets d'application : situation des femmes dans la formation professionnelle ; formation permanente des enseignants* [7 juin 1971] (p. 2430, 2431) ; projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente ; ses explications de vote : *Ses observations sur l'accord du 9 juillet 1970 entre le C.N.P.F. et les centrales syndicales ; financement de la formation professionnelle ; rôle des syndicats ouvriers et des comités d'entreprise* [8 juin 1971] (p. 2574, 2575) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TRANSPORTS TERRESTRES : *Augmentation du transport routier international et des transports aériens ; nécessité d'un moyen de transport rapide et confortable* [6 novembre 1971] (p. 5456) ; *application de la taxe spéciale à la charge des employeurs ; son extension à la province ; possibilité d'exonérer de la T.V.A. les subventions accordées par les communes aux régies ou aux concessionnaires de transports en commun ; couloirs de circulation ; projets de métro de Lyon et de Marseille ; possibilité d'attribuer 50 % du produit de la taxe sur les carburants au fonds spécial d'investissement routier et d'en ristourner la moitié aux collectivités locales ; demande que les employeurs accordent une prime de transport à tous les travailleurs de France* (p. 5457, 5458) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 1er : *Missions auxquelles l'armée pourrait être amenée à participer* [2 mai 1972] (p. 1257) ; Art. 3 : *Statuts particuliers des militaires de carrière* (p. 1259) ; Art. 7 : *Liberté d'information* [3 mai 1972] (p. 1277) ; Art. 9 : *Défense des intérêts professionnels* (p. 1281) ; Art. 12 : *Durée des congés* (p. 1287) ; Art. 27 : *Garantie des droits de la défense* (p. 1294) ; Art. 38 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 1299) ; Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 1301) ; Art. 46 : *Avancement des sous-officiers de carrière* (p. 1308) ; Art. 75 : *Cas de l'officier général qui a commandé en chef en temps de guerre ; problème du maintien dans son emploi sans limite d'âge* (p. 1313) ; Art. 98 : *Formation d'unités composées d'étrangers* (p. 1318).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la modification du taux du S.M.I.C. [2 juin 1972] (p. 2152, 2153).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Les revendications des personnels des préfectures, des départements, des communes et de la police seraient satisfaites par l'application du programme de la gauche ; effectifs des personnels des préfectures ; dis-*

parité de situation entre les personnels départementaux et les cadres de l'Etat ; application de la loi portant réforme de la carrière communale [7 novembre 1972] (p. 4793) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Valleix et plusieurs de ses collègues précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers : Ses explications de vote : *Définition des bénéficiaires du statut* [19 décembre 1972] (p. 6349) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1972] (p. 6351).

DUSSEAULX (Roger)

Député de la Seine-Maritime (1re circonscription) U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [14 avril 1971] (p. 1099) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972[(p. 1219).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées, **n° 103** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le cinquantième anniversaire de la victoire de 1918, **n° 104** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer le crédit privé à l'élevage bovin, chevalin et ovin, **n° 105** [19 juillet 1968] ; retrait de cette proposition [15 avril 1970] (p. 1081).

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 3 : Relations culturelles et coopération technique (Crédits du Ministère des Affaires étrangères). — I. - Affaires étrangères, **n° 359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 27 du Code électoral afin de préciser la procédure relative aux pourvois formés contre les jugements rendus en matière électorale par les tribunaux d'instance **n° 799** [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 3 : Relations culturelles et coopération technique, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 3 : Relations culturelles et coopération technique, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 17 : *Economies sur les mesures déjà votées* [19 juillet 1968] (p. 2357) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur la recherche ; problème de l'orientation ; ses observations sur le fait que certains termes du projet de loi paraissent imprécis ; qualité nationale des diplômes ; autonomie ; institution du contrôle financier a posteriori; manque de locaux ; décentralisation administrative ; situation des assistants ; normalisation de la fonction de l'assistant et du maître-assistant* [4 octobre 1968] (p. 3081, 3082) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « en dérogation au statut général de la fonction publique les enseignants de nationalité étrangère peuvent, dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat, être nommés dans les corps d'enseignants de l'enseignement supérieur »* [10 octobre 1968] (p. 3225) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3225) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (enseignements supérieurs conduisant aux professions médicales et dentaires)* (p. 3247) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [23 octobre 1968] (p. 3496) ; *réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; abattements pour les petits revenus ; conséquences du maintien des tranches d'imposition* (p. 3497) ; Art. 4 : *Fiscalisation des cotisations concernant les travailleurs non salariés et non agricoles ; régime de prévoyance des artisans et commerçants ; problème de la déductibilité pour la détermination du bénéfice soumis à l'impôt sur le revenu* (p. 3500) ; Art. 13 : *Problème de la réparation des dommages causés par le gibier ; leur constatation* [24 octobre 1968] (p. 3541) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur les relations culturelles ; redéploiement géographique de l'affectation de nos crédits vers des pays qui n'appartiennent pas au monde francophone ; coopération technique ; crédits destinés à l'action culturelle ; élaboration d'un troisième plan d'expansion culturelle ; progrès de la langue française dans le monde ; crédits destinés à notre action en Afrique du Nord et dans l'ancienne Indochine ainsi qu'au Québec ; établissements d'enseignement au Maroc ; ses observations sur les bourses et les échanges de missions ; coopération scientifique avec les pays de l'Est, notamment avec l'U.R.S.S. ; recours aux moyens audiovisuels ; plan de développement culturel ; institution d'un tronc commun d'enseignement dans nos établissements à l'étranger ; coopération technique* [7 novembre 1968] (p. 4065, 4066) ;

— du projet de loi portant amnistie, Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Lorsqu'une infraction au Code de la route a entraîné le retrait du permis de conduire pendant une période égale ou inférieure à un an, par une décision judiciaire ou administrative, cette décision de retrait est annulée. »* [26 juin 1969] (p. 1759) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits affectés aux relations culturelles ; transferts vers le secteur de la coopération ; crédits d'investissement ; part de la coopération technique et culturelle ; regroupement au sein d'une même direction générale des actions touchant aux relations culturelles, techniques et scientifiques ; coordination des moyens ; diversification des actions ; choix des priorités et des zones d'action ; régression de l'usage de la langue française ; ses observations sur l'Afrique francophone ; création d'une agence de coopération francophone ; ses observations sur le lycée franco-argentin de Buenos Aires et le collège de La Paz ; Alliances françaises ; Hôtel-Dieu de France à Beyrouth ; question des bourses ; multiplication en France des organismes d'accueil des boursiers étrangers; développement de la diffusion du livre ; manifestations artistiques ; problème scientifique ; effort fait en matière de formation d'experts ; rôle des appelés du service national ; ses observations sur le Québec ; action menée au Liban ; aide aux pays en voie de développement* [4 novembre 1969] (p. 3284 à 3286) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Taux de croissance ; nécessité d'orienter notre production vers les marchés extérieurs ; aménagement du territoire ; faiblesse de la densité de notre population ; rôle des schémas directeurs ; cas de la Basse-Normandie ; problème de l'épargne ; rôle de l'établissement public de la Basse-Seine* [16 juin 1970] (p. 2683, 2684) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Action culturelles et technique de la France à l'étranger ; ampleur de cette politique ; financement des organisations internationales ; ses observations sur notre influence à l'étranger ; ses observations sur notre coopération ; orientations de l'action culturelle, scientifique et technique ; développement de la langue française ; échanges culturels ; aide au développement économique et technique ; nécessité d'une aide sélective ; option entre la coopération bilatérale et l'aide multilatérale dans certaines régions du monde ; faiblesse de nos moyens matériels ; développement de nos relations scientifiques* [5 novembre 1970] (p. 5187, 5188) ; *aide au fonctionnement des établissements étrangers ; indication des principales réalisations envisagées au titre de la coopération technique* (p. 5189) ; Après l'Art. 65 : *Durée des poursuites en cas de découverte de fraude fiscale ; prolongation des délais* [17 novembre 1970] (p. 5681) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Marie par les dispositions suivantes : « Elles pourront, sur leur demande, se transformer de plein droit en société anonyme, sans que cette transformation entraîne, sur le plan fiscal, création d'un être moral nouveau. »* [19 novembre 1970] (p. 5793) ; Son rappel au Règlement : *Discussion des sous-amendements* (p. 5793) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5794) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Liaisons fluviales ; problème des ports ; ses observations sur la Basse-Seine : accès du port de Rouen* [16 juin 1971] (p. 3005) ; *complémentarité entre les deux grands ports Rouen et Le Havre* (p. 3006) : Art. unique : *Ses observations sur les mutations commerciales qui sont la conséquence de changements dans la structure du commerce* [18 juin 1971] (p. 3111) ; *réalisation des grands axes fluviaux* (p. 3116) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, Après l'Art. 4 : *Mention de l'adresse sur la formule du chèque* [24 novembre 1971] (p. 6076).

DUVAL (Michel)

Député du Puy-de-Dôme (5e circonscription) R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XV. - Aménagement du territoire, n° 360 [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi organique portant modification de l'article 3, alinéa premier, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, n° 725 [24 juin 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XII. - Plan et aménagement du territoire, n° 837 [17 ococtobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XIII. - Aménagement du territoire, n° 1400 [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique dont l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics à caractère administratif sont maîtres d'œuvre, n° 1522 [10 décembre 1970] ; retrait de cette proposition [5 mai 1971] (p. 1668).

Sa proposition de loi tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique, n° 1700 [5 mai 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n°

1993). — XIII. - Aménagement du territoire, n° 2015 [8 octobre 1971].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Italie du 13 au 23 septembre 1971, n° 2159 [16 décembre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XIII. - Aménagement du territoire. — XV. - Plan, n° 2590 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Chirac ; formule de l'échelonnement* [19 juillet 1968] (p. 2375) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Nécessité de mettre en œuvre une politique du thermalisme français* [22 juillet 1968] (p. 2444) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTION - SERVICES GÉNÉRAUX - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de la réforme des services de la productivité ; ses observations sur l'article 71 de la loi de finances pour 1965 ; crédits de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ; individualisation des crédits ; diffusion de la revue « An 2000 » ; information des parlementaires ; crédits du F.I.A.T. ; modifications apportées au système des primes ; révision de la carte des aides ; développement de l'Italie méridionale ; volume des prêts ; ses observations sur le fait qu'une déconcentration des décisions doit intervenir au stade de la région ; rôle des missions régionales ; importance économique des éléments du prix de revient ; action sur la fiscalité ; contribution des patentes en province devant être inférieure à celle qui frappe les établissements industriels ou les sièges et bureaux de sociétés à Paris ; possibilité de prévoir dans les zones d'adaptation industrielle ou minière une exemption temporaire d'impôt sur les bénéfices réalisés par les établissements décentralisés ; importance des infrastructures ; action sur le milieu humain* [4 novembre 1968] (p. 3842 à 3844) ; *distribution des rapports budgétaires* (p. 3851) ; *ses observations sur les déclarations fiscales des entreprises* (p. 3857) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à abroger l'article 71 de la loi de finances pour 1965* (p. 3859) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Affectation des crédits à la construction de routes ou d'autoroutes de dégagement des villes ; ses conséquences éventuelles ; cas du Puy-de-Dôme ; route nationale n° 143 ; route nationale n° 89* [13 novembre 1968] (p. 4331) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas du Puy-de-Dôme ; création d'établissements d'enseignement agricole ; foyer de progrès agricole de Pontaumur; collège agricole de Saint-Gervais-d'Auvergne ; centre d'études technologiques d'expérimentation pour l'équipement rural ; école nationale féminine d'agronomie ; école nationale d'ingénieurs des techniques forestières ; problème des produits ; contrats d'élevage en Combrailles ; classement de la Limagne en zone de rénovation rurale ; possibilité de prévoir une ligne budgétaire particulière pour les zones de rénovation rurale afin de connaître les dotations spécialement affectées à cette action ; aménagement de l'espace rural ; création au Ministère de l'Agriculture d'une direction générale des affaires économiques ; ses observations sur la T.V.A.* [16 novembre 1968] (p. 4579) ;

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie : *Importance de cette affaire ; ses répercussions politiques ; le groupe des Républicains indépendants votera la question préalable* [9 décembre 1968] (p. 5210, 5211) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (autorisations personnelles minières étant délivrées par le gouverneur sur avis favorable de l'assemblée territoriale* (p. 5216) ; *projet de loi prévoyant que l'autorisation personnelle sera*

délivrée par le Ministre de l'Industrie (p. 5216) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 25* bis (*autorisation personnelle minière étant délivrée par décision conjointe du Ministre de l'Industrie et du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer sur proposition du gouverneur*) (p. 5216) ; *nécessité d'éviter une centralisation excessive* (p. 5216) ; *retrait de son amendement* (p. 5217) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 25* bis : « *par décision conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer sur proposition du gouverneur* » (p. 5217) ; *retrait de son amendement* (p. 5217) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 25* bis *à remplacer les mots : « du ministre » ou « le ministre » par « des ministres » ou « les ministres »* (p. 5217) ; *retrait de son amendement* (p. 5217) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa* (*cas des autorisations personnelles minières délivrées antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) (p. 5218) ; *droits acquis par les entreprises actuellement titulaires d'autorisations personnelles et de titres miniers* (p. 5218) ; *retrait de son amendement* (p. 5218) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « 15 millions » les mots : « 60 millions »* [9 décembre 1968] (p. 5237) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un second alinéa : « les avantages fiscaux de toute nature accordés antérieurement à la promulgation de la présente loi à des entreprises exerçant une activité dans le territoire restent applicables »* (p. 5242) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Exécution du Ve Plan ; préparation du VIe Plan ; nécessité d'une grande liaison routière transversale française; création d'une grande liaison Est-Ouest ; autoroute Le Havre-Paris-Marseille ; schéma directeur des routes ; jonction de la façade atlantique au sillon rhodanien et aux pays du Marché commun ; politique de rénovation rurale ; possibilité de créer, pour chacun des ministères qui participent à l'action de rénovation rurale, une ligne budgétaire distincte ; indemnité d'attente au profit des agriculteurs âgés de plus de 55 ans ; simplification de la procédure d'attribution de l'indemnité viagère de départ ; prorogation de l'alignement du taux des primes accordées en cas d'extension d'entreprise sur celui prévu en cas de création ; dotation du fonds de développement économique et social ; aide en matière de primes et de prêts ; sa critique que les primes soient soumises à l'impôt ; nécessité de la déconcentration administrative ; politique de restauration de la responsabilité directe des hommes dans le secteur public et parapublic ; rôle des sociétés de développement régional ; politique d'aménagement du territoire ; promotion de la vie régionale ; croissance parisienne devant être maîtrisée ; subventions de l'Etat à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F. ; schéma directeur de la région parisienne ; harmonisation entre les politiques d'aménagement du territoire des différents pays de la Communauté ; création d'un fonds de bonification communautaire ; institution d'un comité permanent de développement régional ; création d'une bourse d'information à l'usage des investisseurs éventuels* [7 novembre 1969] (p. 3510 à 3512) ; *inscription d'une ligne budgétaire particulière au budget de chacun des ministères qui concourent à l'action de rénovation rurale ; ses observations sur le fait que des crédits du Ministère de l'Education nationale, au titre de la rénovation rurale, ont été transférés à des dépenses de fonctionnement* (p. 3542) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Aménagement d'une voie rapide Ouest-Est ; schéma directeur des routes ; nécessité de joindre la façade atlantique au sillon rhodanien et aux pays du Marché commun ; désenclavement du Massif central ; développement de la région Auvergne ; déconcentration administrative ; moyens financiers* [13 novembre 1969] (p. 3684, 3685); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mécontentement des agriculteurs ; situation des grosses exploitations ; aide aux produits ; prix de la poudre de lait ; nécessité de réviser, dans les zones de rénovation rurale, les réductions des crédits destinés aux services publics ruraux et au remembrement ; aides à la construction de bâtiments d'élevage* [19 novembre 1969] (p. 3984, 3985) ; *volume des*

prêts ; formation des hommes ; crédit agricole ; politique de relèvement des prix à la production ; crédits du F.O.R.M.A. ; développement des contrats avec une garantie formelle de prix aux producteurs ; cas du Puy-de-Dôme ; application de la T.V.A. au commerce du bétail ; problème de la taxe parafiscale dans l'aviculture ; nécessité de prévoir en Auvergne l'implantation privilégiée d'industries alimentaires ; possibilité de prévoir une usine de désossage des quartiers avant de bovins ; implantation d'abattoirs dans le Puy-de-Dôme ; sélection animale (p. 3985) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Désir des Français de voir la fin des dégradations dans les universités et les locaux scolaires ; nécessité de sauvegarder les innocents* [29 avril 1970] (p. 1421) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [3 juin 1970] (p. 2210) ; *ses observations sur les sommes que les associés mettent à la disposition d'une personne morale ; prélèvement libératoire de 25 % ; situation des associés des sociétés à caractère familial* (p. 2210, 2211) ; *possibilité de laisser aux sociétés de personnes et aux sociétés familiales la faculté de déposer des sommes en compte courant ; problèmes de la rémunération du capital et de la taxation des revenus* (p. 2211) ; *sa question de savoir quelle sera l'interprétation de l'administration qui, en possession du bilan d'une entreprise, aura à se prononcer sur la validité de la déduction de certaines provisions ou de certaines créances figurant au passif* (p. 2213) ; *problème des pénalités* (p. 2214) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 18 : *Dispense du service militaire ; diversité des appréciations suivant les régions ; appréciation de la situation de soutien de famille* [10 juin 1970] (p. 2427) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur les infrastructures, notamment routières ; achèvement de l'autoroute Paris-Marseille et Le Havre-Paris-Marseille ; désenclavement du Massif central ; objet du Plan ; réforme des instruments de la politique régionale ; déconcentration des centres de décision ; responsabilité des fonctionnaires ; efficacité des méthodes ; promotion des hommes ; allégement des contrôles a priori ; aides de l'Etat à l'industrialisation régionale ; rénovation des structures politiques locales ; réforme des institutions communales ; philosophie du VIe Plan ; rôle de l'Etat ; nécessité de restaurer l'esprit d'entreprise* [17 juin 1970] (p. 2754 à 2756) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que soit programmée au VIe Plan une liaison routière transversale rapide Est-Ouest et sa réalisation entreprise dès le début d'exécution du Plan »* [18 juin 1970] (p. 2816) ; *ses observations sur son amendement ; part réservée aux équipements collectifs ; risque d'une industrialisation déséquilibrée sur le plan territorial ; niveau de vie des Français ; schéma directeur des routes ; rôle de l'association Route Centre Europe atlantique* (p. 2816, 2817) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Investissements destinés aux personnes âgées* [28 octobre 1970] (p. 4861) ; *dépenses de sécurité sociale ; progression des prestations familiales pouvant être indexée sur le salaire minimum de croissance; problèmes du thermalisme ; capital thermal de la France ; création d'une maison de retraite à Pontaumur ; situation des enfants handicapés ; exemple de l'institut médico-pédagogique de Mozac* (p. 4862) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le tableau récapitulatif des autorisations de programme inscrites dans les budgets des différents ministères concourant à la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire ; dotation du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire ; primes de développement industriel ; rénovation rurale ; évolution démographique ; écart entre les salaires de la région parisienne et ceux des autres régions ; croissance de la région parisienne ; rôle du comité de décentralisation ; schéma directeur des routes; constitution d'un tronc commun Limoges-Montluçon comportant trois antennes, l'une à l'ouest, l'autre à l'est et la dernière au sud ; rôle du Président de la République dans l'orientation de la politique*

gouvernementale [3 novembre 1970] (p. 5027) ; *réforme des finances locales ; rôle de l'administration pour l'expansion économique* (p. 5028) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Ses observations sur les autoroutes ; options du VIe Plan* [4 novembre 1970] (p. 5098) ; *autoroute Le Havre-Paris-Marseille ; schéma routier ; liaison routière rapide Ouest-Est* (p. 5099) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Taxation des habitations anciennes ; ses observations sur la taxe additionnelle au droit de bail ; possibilité d'envisager une politique de prêts à long terme et à faible taux* [8 décembre 1970] (p. 6269) ; *ses observations sur le nombre de propriétaires de logements concernés ; problème de la taxation des propriétaires qui ont racheté les vingt ans de prélèvemnt* (p. 6272) ; Après l'Art. 7 : *Taux de la patente ; difficultés d'évaluation de la valeur locative ; remplacement de la patente par une cotisation basée sur le chiffre d'affaires* [9 décembre 1970] (p. 6301) ; *ses observations sur les facultés contributives des contribuables à l'égard des communes ; caractère de la patente* (p. 6302) ; *ses observations sur le rapport présenté au Ministère de l'Economie et des finances par la commission d'étude de la patente* (p. 6304) ; *réforme de la patente* (p. 6339) ; Art. 9 : *Réduction de la contribution des patentes au profit des petits commerçants et artisans touchés par l'évolution du commerce ; conséquences pour les communes de la réduction de la patente* (p. 6345) ;

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs : *Ses observations sur les difficultés rencontrées par l'Etat et les collectivités locales pour se procurer les terrains nécessaires à l'exécution des travaux d'intérêt général ; ses observations sur la procédure envisagée* [10 décembre 1970] (p. 6390) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « La répartition entre les deux types d'action devra viser à satisfaire, en piorité, l'équipement en infrastructures de base, nécessaires à l'industrialisation, puis les opérations tendant à promouvoir le développement des activités tertiaires. »* [8 avril 1971] (p. 1021) ; *retrait de son amendement* (p. 1021, 1022) ; en deuxième lecture, Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de la déclaration préalable susceptible d'en tenir lieu ou d'une décision d'agrément » les mots : « ou de la déclaration préalable susceptible d'en tenir lieu »* [3 juin 1971] (p. 2320) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « 1er avril 1971 » les mots : « 1er janvier 1971 »* (p. 2320) ; *problème de l'exonération des majorations de redevances aux constructions pour lesquelles un permis de construire a été délivré antérieurement à la promulgation de la loi* (p. 2320) ; *ses observations sur les paroles de M. de la Malène ; lutte contre la spéculation* (p. 2321).

Prend part au débat sur la question orale de M. Barberot relative à la prévention des accidents de la route : *Amélioration nécessaire du réseau routier inadapté au trafic actuel ; problème des poids lourds* [5 mai 1971] (p. 1667).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Son amendement (équilibre Paris-Province)* [18 juin 1971] (p. 3104, 3105) ; *augmentation du volume des aides au développement industriel* (p. 3105) ; *son amendement (alignement des taux de primes pour les extensions d'entreprises sur ceux applicables aux créations d'entreprises)* (p. 3105) ; *son amendement (modification du régime fiscal des primes en vue de faciliter le développement industriel régional et d'assurer la reconversion minière)* (p. 3106) ; *remboursement des prêts consentis par la S.O.F.I.R.E.M.* (p. 3106) ; *son amendement relatif à l'Est et aux régions minières* (p. 3106) ; *conversion des régions minières* (p. 3106) ; *son amendement (stimulation de l'implantation d'entreprises en fonction des mesures de caractère fiscal analogues existantes dans d'autres pays de la Communauté économique européenne)* (p. 3106) ; *son amendement (équilibre des migrations Paris-province)* (p. 3106) ; *rythmes de croissance de la capitale* (p. 3106, 3107) ; *son amendement (politique des zones de rénovation rurale ; création d'une lignel budgétaire spécifique dans chaque département*

ministériel concerné) (p. 3109) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par les dispositions suivantes : « sous réserve que dans l'annexe A 8 relative aux finances locales soit supprimé le dixième alinéa de la page 61 »* (p. 3111) ; *contribution des patentes* (p. 3111) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par de nouvelles dispositions : « sous réserve que dans l'annexe B 9 relative aux transports soient supprimés les mots : « éventuellement » et « si les capitaux privés sont susceptibles d'assurer la plus grande part du financement »* (p. 3113); *liaison Orly-Roissy; problème de l'aérotrain* (p. 3113) ; *son amendement (création de la première grande transversale routière Est-Ouest joignant le sud de la Bretagne, le littoral atlantique et le sud-ouest à la région Rhône-Alpes en assurant le désenclavement de la métropole régionale de l'Auvergne*) (p. 3115) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Après l'Art. 39 : *Taxation des plus-values ; assujettissement des honoraires des actes accomplis par les avocats à la taxe sur la valeur ajoutée* [14 octobre 1971] (p. 4554); en deuxième lecture, Art. 12 *bis* : *Titre de conseil juridique à spécialisation fiscale ; problème de la postulation devant le tribunal administratif* [8 décembre 1971] (p. 6527) ; Art. 13 *bis* : *Exercice des fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur et d'arbitre près les tribunaux de commerce* (p. 6529) ; Art. 15 : *Incompatibilité entre le salariat et la profession d'avocat* (p. 6531) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Application du quotient familial à la réduction de 3 %* [21 octobre 1971] (p. 4722) ; Art. 9 : *Son amendement (situation des agriculteurs dont le revenu ne dépasse pas le double du S.M.I.C. en ce qui concerne les attributions de carburant détaxé*) (p. 4749) ; *ses observations sur les paroles de M. Sabatier* (p. 4749, 4750 ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE (PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE), en qualité de *Rapporteur pour avis : Liquidation des dossiers de primes ; aménagement du Languedoc-Roussillon ; problème de la Corse* [25 octobre 1971] (p. 4862) ; *décentralisation du secteur tertiaire ; constitution de réserves foncières ; industrialisation des régions du Centre et de l'Ouest ; aides à l'industrialisation ; niveau des primes et des prêts ; exemples étrangers ; développement des villes moyennes ; création de l'axe Centre-Europe-Atlantique ; industrialisation de la façade atlantique ; ses observations sur Fos-sur-Mer* (p. 4863) ; *réforme du système des primes ; problème des prêts ; réforme du crédit national, des sociétés de développement régional et du crédit hôtelier ; création d'une caisse nationale pour les investissements industriels et le développement des infrastructures dans l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest français* (p. 4864) ; *reconversion minière en Auvergne ; ses observations sur Saint-Eloy-les-Mines ; exemple italien* (p. 4875 ; Après l'Art. 57 : *Résultats de la décentralisation des activités tertiaires* (p. 4889) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Construction de l'aérotrain ; liaison Orly-Roissy-Paris ; projet de Cergy-Pontoise ; création de la première grande transversale routière française ; transfert aux départements de la majeure partie du réseau de routes nationales ; cas du département du Puy-de-Dôme* [28 octobre 1971] (p. 5035, 5036) ; *désenclavement de la métropole régionale de l'Auvergne; liaison Montluçon - Clermont-Ferrand ; franchissement de la vallée de la Sioule* (p. 5042) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Art. 3 : *Connaissance des ressources du parlementaire* [25 novembre 1971] (p. 6122) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Reconversion minière ; problème des exonérations fiscales ; réforme du système d'aide et de primes* [7 décembre 1971] (p. 6452) ; Après l'Art. 10 : *Problème de la patente ; réforme du statut de la coopération ; sa proposition d'instituer une taxe fondée sur le chiffre d'affaires et modulée suivant le taux de bénéfice réalisé* (p. 6464) ; *bases de la patente* (p. 6465) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Poids de la T.V.A. sur les associations sportives* [4 mai 1972] (p. 1357) ; Art. 5 : *Réforme de la patente* (p. 1359) ; Art. 17 : *Sa proposition de loi tendant à accélérer les travaux d'utilité publique pour faciliter l'extension des communes et éviter la spécu-*

lation foncière (p. 1367) ; *ses observations sur les paroles de M. Taittinger ; conditions de l'exercice normal de la démocratie* (p. 1367, 1368) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Chauvet dont il est cosignataire, amendement tendant à exclure des dispositions des articles 1 à 5 les négociants voyageurs afin de ne pas jeter la suspicion sur une catégorie de commerçants honnêtes* [18 octobre 1972] (p. 4222) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Son insatisfaction malgré l'annonce de mesures nouvelles ; alignement de la retraite des anciens combattants de 1939-1945 sur celle des anciens combattants de 1914-1918 ; anciens d'Algérie ; retraite mutualiste des combattants d'Algérie ; retraite au taux plein à 60 ans aux anciens prisonniers* [2 novembre 1972] (p. 4574) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Politique énergétique française ; sa demande d'une réorientation du plan charbonnier de récession ; coordination entre la D.A.T.A.R. et le Ministère de l'Industrie ; conversion des régions minières en déclin : salaires des mineurs et leurs retraites* [9 novembre 1972] (p. 4921) ; *droit des communes minières à une remise en état du site, de la voirie et de leurs équipements ; sa demande de création d'un fonds d'action locale réservé aux cités minières* (p. 4422) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE - JOURNAUX OFFICIELS - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, en qualité de *Rapporteur pour avis* pour le Commissariat général du Plan : *Centre d'études des revenus et des coûts ; centre de recherche et de documentation sur la consommation ; centre d'information pour le progrès économique et la recherche en socio-économie ; déplore la non-remise au Parlement de l'annexe au projet de budget concernant l'exécution du VIe Plan ; contrôle parlementaire ; taux de réalisation des équipements publics ; nécessité d'un déblocage intégral du Fonds d'action conjoncturelle pour un taux de réalisation satisfaisant du VIe Plan ; ne pas sacrifier les équipements collectifs à la croissance économique, aux transferts sociaux et à la recherche d'une relative stabilité monétaire ; inflation ; disparités entre les secteurs ; correction des facteurs de déséquilibre* [13 novembre 1972] (p. 5075) ; *libéralisme à caractère et à but social* (p. 5076) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, Etat C, Titre V : *Son amendement réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement de ce titre concernant la grande liaison routière Ouest-Est (axe Centre-Europe-Atlantique) afin d'en finir avec le désert français ; crédits prévus dans le budget de 1972 pour cet axe n'ont pas été utilisés à cette fin ; priorité au tronçon central Limoges-Montluçon ; possibilité de financement complémentaire par la banque européenne d'investissement ; sa demande de réalisation d'un viaduc sur la Sioule qui permettrait un désenclavement de l'Auvergne* [17 novembre 1972] (p. 5401, 5402) ; *son souhait qu'à l'avenir soit présentée au Parlement une ventilation précise des crédits affectés à chacun des tronçons ainsi que des sommes employées effectivement ; retrait de l'amendement* (p. 5403) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rôle d'impulsion ou d'incitation ; comparaison des régimes d'aide dans les pays de la C.E.E.* (p. 5407) ; *tutelle pesante de l'administration des finances sur la D.A.T.A.R. ; ses demandes de déblocage des crédits gelés au fonds d'action conjoncturelle, d'accélération de la grande transversale routière, dite « route Centre-Europe-Atlantique » en faisant intervenir la banque européenne d'investissements, de création d'un fonds spécial destiné à aider les communes minières pour la remise en état des réseaux et des sites détériorés ; accroissement du déséquilibre économique entre Paris et la province ; aggravation des conditions d'existence des habitants de la capitale ; nécessité d'un équilibre entre la capitale et nos différentes villes ; décentralisation du secteur tertiaire ; nécessité pour l'aménagement du territoire de déconcentration des pouvoirs de l'Etat et du succès de la régionalisation ; inadaptation du régime français actuel d'aide au développement régional reposant sur l'octroi de subventions* (p. 5408) ; *nécessité de prêts à faible taux d'intérêt et d'allégements fiscaux ; son souhait que les prêts du F.D.E.S. soient utilisés sous forme de bonifications d'intérêt et que l'Institut de développement industriel accorde un intérêt croissant aux entreprises de taille moyenne ; différence entre les zones de conversion et les zones d'adaptation ; incitation par*

l'exemption de l'impôt sur les bénéfices pendant un certain nombre d'années ; harmonisation des aides au niveau européen (p. 5409) ; Articles non rattachés, Après l'Art. 52 : *Son amendement insérant un nouvel article affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières n'est pas adopté* [18 novembre 1972] (p. 5519) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Art. 6 : *Rappelle ses propositions de mesures fiscales tendant à améliorer la décentralisation et l'industrialisation des régions déshéritées de notre pays* [6 décembre 1972] (p. 5939) ; *faiblesse de nos avantages à la décentralisation par rapport à ceux des autres pays du Marché commun* (p. 5940) ; Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à permettre d'opérer dans des conditions convenables la reconversion des activités minières qui pose aux collectivités locales concernées de très graves problèmes et à augmenter de 0,5 % la part du versement représentatif de la taxe sur les salaires affectée au fonds d'action locale* (p. 5946) ; *problème des mineurs* (p. 5947) ; *problème du réel simplifié et du passage du régime du forfait à ce nouveau régime ; ses réticences à l'amendement du Gouvernement créant des centres comptables conventionnés* (p. 5949).

DUVILLARD (Henri)

Député du Loiret
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (Gouvernement Couve de Murville, décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Son projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants, n° 1103 [24 avril 1970].

Son projet de loi tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés, n° 1628 [2 avril 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Augmentation du budget ; diminution du nombre des prestataires ; taux d'augmentation par rapport à l'année précédente ; place du budget par rapport aux autres ; service des pensions ; rapport constant ; intégration d'une fraction de l'indemnité de résidence au traitement soumis à retenue pour pension ; ses observations sur la loi du 31 décembre 1953 ; levée de forclusion en matière de délivrance du titre de combattant volontaire de la Résistance ; droits des déportés et internés politiques ; amendement du Gouvernement augmentant le taux de la majoration spéciale instituée par la loi de finances pour 1968 ; ses observations sur les pèlerinages sur les*

tombes des disparus ; amélioration des droits des déportés politiques en matière de cures thermales ; ses observations sur les dépenses d'hébergement ; relèvement des indemnités journalières allouées aux pensionnés de guerre ; cas des anciens militaires pensionnés internés dans les hôpitaux psychiatriques ; crédits de l'appareillage ; remboursement à la S.N.C.F. des réductions de tarif ; Institution nationale des invalides ; œuvres sociales en faveur du personnel ; création d'un corps de secrétaires administratifs en chef ; Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; vieillissement des ressortissants ; aide aux pupilles de la nation ; célébration du cinquantième anniversaire du traité gouvernemental et du vingt-cinquième anniversaire du débarquement et de la Libération ; son voyage en Yougoslavie [8 novembre 1968] (p. 4190 à 4194) ; *ses vœux pour le prompt rétablissement de M. Darchicourt* (p. 4196) *hommage rendu aux combattants de 1914-1918* (p. 4204) ; *pension des « hors-guerre » ; cas des internés en Espagne ; ses observations sur le titre d'interné en Espagne ; étude sur la pathologie de la captivité ; cas des anciens de Rava-Ruska et de Tambov ; levée de forclusion ; ses observations sur la condition de ressources des pensions d'ascendants et de veuves ; problème du rapport constant ; cas des anciens combattants et victimes de guerre des départements d'Alsace et de Moselle ; situation des ex-incorporés de force dans la Wehrmacht ; indemnisation par l'Allemagne des patriotes résistants dans les départements du Rhin et de Moselle ; statut des personnels contraints au travail en pays ennemi ; services accomplis dans les formations paramilitaires allemandes ; médaille des évadés ; retraite des assurés sociaux, anciens déportés ou internés alsaciens ou mosellans ; cas des anciens d'Afrique du Nord ; impossibilité de donner la carte de combattant aux anciens d'Algérie ; question d'accorder l'entrée de l'Office aux anciens d'Afrique du Nord ; cas des déportés politiques ; question d'autoriser l'inscription sur les monuments aux morts des noms de ceux qui sont tombés en Afrique du Nord* (p. 4212 à 4214) ; *mortalité des pensionnés n'étant pas le seul facteur qui commande l'évolution des dépenses ; accélération des décès ne permettant pas de réaliser des économies massives* (p. 4215) ; *question de la mise à parité des droits des anciens combattants de la guerre 1939-1945 avec ceux de la guerre 1914-1918 ; question d'une commission tripartite pour étudier le contentieux* (p. 4216) ; Art. 62 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots : « d'un an » les mots : « de deux ans »* (p. 4216) ; *possibilité de régler le problème des forclusions en deux ans* (p. 4216) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère du budget ; droit des déportés politiques ; fonctionnement des services ; hausse de la valeur des pensions en application du rapport constant ; évolution de l'indice du coût de la vie ; indemnisation des victimes civiles des événements d'Algérie ; problème de la diminution du nombre des pensions en paiement ; méthodes d'évaluation des crédits ; mortalité des pensionnés ; fixation de la base du calcul des crédits ; variation du nombre total des points de pension en paiement ; remboursement aux compagnies de transport des réductions de tarif accordées aux mutilés de guerre ; remboursement à la Sécurité sociale des prestations du régime particulier des pensionnés de guerre ; problème des soins médicaux gratuits ; ses observations sur le chapitre de l'appareillage ; subvention versée à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; dialogue entre les anciens combattants et leur ministre ; problème des évadés par l'Espagne et qui ont été internés dans ce pays ; situation des internés dans le camp russe de Tambov ; rôle de la commission spéciale d'étude de la pathologie de la captivité : ses observations sur les camps de Rava-Ruska, Lubeck, Colditz et Kobierzyn ; relèvement de la forclusion d'un certain nombre de demandes ; création, pour les militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord, d'un titre de reconnaissance de la nation ; octroi aux déportés politiques d'une majoration spéciale de leur pension ; égalisation des droits des déportés politiques et des déportés résistants ; droit au voyage gratuit sur les tombes ; droit aux frais de séjour en cure thermale ; constitution d'un groupe de travail chargé de rechercher les moyens de rapprocher les droits à réparation des déportés politiques et des déportés résistants ; pension de déportés devant être désormais définitivement concédée à l'expiration d'un délai de trois ans ; situation des anciens d'Algérie et des déportés politiques ; ses*

observations sur les dispositions fiscales ; exonération d'impôt sur le revenu portant sur les pensions de guerre, les pensions mixtes, le traitement des décorations, les aménagements du quotient familial ; réduction sur les droits de succession ; principe du cumul de la pension d'orphelin de guerre majeur infirme avec la majoration spéciale pour aide constante d'une tierce personne prévue par la législation d'aide sociale ; participation forfaitaire aux frais de séjour des assurés et de leurs ayants droit dans les stations hydro-minérales ; plafond de ressources institué en faveur des veuves de guerre âgées ; relèvement des allocations de vieillesse ; contribution de l'Etat au régime maladie des non-salariés relevant du fonds national de solidarité ; augmentation des allocations familiales ; commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la victoire des alliés ainsi que celui de la Libération des camps [31 octobre 1969] (p. 3174 à 3179) ; *ses observations sur les « hors guerre »* (p. 3181) ; *ses observations sur l'U.F.A.C.* (p. 3181) ; *possibilité pour les militaires des forces armées françaises, ayant participé au maintien de l'ordre en Afrique du Nord, titulaires du diplôme de reconnaissance de la nation, d'obtenir de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre le bénéfice des secours assurés par cet établissement* (p. 3185) ; *ses observations sur les paroles de M. Albert Bignon* (p. 3203) ; *ses observations sur les paroles de M. David Rousset ; égalité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants* (p. 3206) ; *ses observations sur la construction faite par l'Office national des anciens combattants ; problème des anciens d'Afrique du Nord ; création du titre de reconnaissance de la nation ; caractère du budget ; situation des déportés politiques ; constitution d'un groupe de travail chargé de rechercher les moyens de rapprocher les droits à réparation des déportés politiques et des déportés résistants ; consolidation des pensions des déportés politiques ; titre de reconnaissance de la nation pour les anciens d'Afrique du Nord étant assorti des prestations essentielles assurées par l'Office national ; représentation des anciens combattants à l'U.F.A.C. ; cahier des vœux des anciens combattants ; pathologie des anciens prisonniers de guerre* (p. 3210 à 3212) ; Titre IV : *Commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la victoire* (p. 3213) ; Avant l'Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour les militaires des forces armées françaises ayant participé au maintien de l'ordre en Afrique du Nord d'obtenir de l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre le bénéfice des secours, de prêts et de la rééducation professionnelle assurée par cet établissement public)* (p. 3214) ; *son amendement tendant à compléter l'article L 203 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre par un nouvel alinéa : « Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article L 8 sont élendues aux déportés politiques dont les infirmités résultent de maladie »* (p. 3214) ; *ses observations sur ses amendements* (p. 3214).

Répond à la question d'actualité de M. Lagorce, relative à la reconnaissance de la qualité de combattant aux militaires ayant servi en Afrique du Nord [17 avril 1970] (p. 1144).

Répond à la question d'actualité de M. Nilès, relative au contentieux des Anciens combattants [17 avril 1970] (p. 1145, 1146).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Indication des différentes étapes de l'élaboration du texte ; ses observations sur les amendements de la commission ; situation des déportés politiques ; étalement de la réalisation de la parité sur les quatre prochains budgets ; problème de l'amélioration des pensions des internés politiques ; problème de la fusion des statuts des déportés politiques et des déportés résistants* [2 juin 1970] (p. 2177, 2178) ; Art. 1er : *Montant de la pension de veuve ; problème relatif à la prison d'Amiens* (p. 2183) ; *ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure* (p. 2183) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3277) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère du budget ; problème du rapport constant ; valeur du point de pension militaire d'invalidité* [26 octobre 1970] (p. 4686) ; *situation des pensionnés de guerre ; base d'indexation des pensions militaires d'invalidité ; problème de la réunion d'une commission tripartite chargée d'étudier une éventuelle modification du rapport constant ; réductions opérées sur les*

chapitres de la dette publique au titre de l'ajustement des pensions ; diminution du nombre des pensionnés ; importance du nombre total de points d'indices de pensions actuellement en paiement (p. 4687) ; *problème de la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; indication des différentes mesures prises par le Gouvernement ; situation des ascendants et des veuves de guerre ; modification de l'article L 67 et L 72 du Code des pensions militaires d'invalidité en ajoutant à la notion de « maladie incurable » celle de « maladie entraînant une incapacité permanente de travail » ; relèvement de la majoration de pension accordée aux ascendants ayant perdu plusieurs enfants par suite de blessure reçues ou de maladies contractées ou aggravées sous les drapeaux* (p. 4688) ; *réduction des tarifs de transports consentie aux militaires pensionnés hors guerre et aux victimes civiles pensionnées de guerre ; ses observations sur le problème de l'appareillage ; renforcement du personnel médico-technique de l'appareillage ; amélioration des conditions de remboursement des prothèses auditives ; ses observations sur le chapitre des soins médicaux gratuits ; problème des dépenses de fonctionnement ; crédits destinés aux secours versés à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; rôle de l'Office national ; institut national des invalides ; augmentation du plafond majorable des retraites mutualistes d'anciens combattants bonifiées par l'Etat ; extension du bénéfice des bonifications pour campagnes de guerre aux cheminots retraités des réseaux d'Afrique du Nord* (p. 4689) ; *attribution de la carte du combattant aux marins de la pêche et du commerce; extension du statut des réfractaires ; présentation des demandes de pension des internés politiques ; situation des anciens d'Afrique du Nord ; levée de la forclusion pour les combattants volontaires de la résistance ; situation des invalides pensionnés à un taux d'au moins 40 % ; cas des évadés par l'Espagne internés pendant au moins 90 jours dans des établissements dits « balnearios » ; ses observations sur les camps de représailles de Rava-Ruska, Colditz, Kobierzyn et dans le camp russe de Tambov* (p. 4690) ; *ses observations sur le 25e anniversaire de la Victoire* (p. 4691) ; *ses observations sur sa déclaration relative au 8 Mai* (p. 4691) ; *réunion de la Fédération mondiale des anciens combattants* (p. 4691) ; *participation des parlementaires d'Alsace à la commission de travail créée au Ministère* (p. 4699) ; *problème de l'octroi d'une pension aux ascendants dont les enfants de moins de 12 ans ont été tués à la guerre* (p. 4705) ; *droit aux emplois réservés ouvert au profit des invalides de guerre* (p. 4709) ; *situation des déportés de l'île d'Elbe ; cas des internés de la citadelle de Huys ; problème du cumul d'une pension militaire de service et d'une pension militaire d'invalidité ; contentieux relatif aux anciens combattants alsaciens et mosellans ; ses observations sur les anciens de Tambov ; indemnisation par le gouvernement de l'Allemagne fédérale des anciens incorporés de force dans l'armée allemande et des patriotes résistants à l'Occupation dans les départements du Rhin et de la Moselle ; bonification de campagne en faveur des anciens incorporés de force dans l'armée allemande ; octroi de la carte de combattant aux militaires d'Afrique du Nord ; attribution à ces militaires d'un titre de reconnaissance de la nation ; leur participation à l'Office ; problème d'affiliation à la Sécurité sociale des titulaires d'une pension d'ascendant ou de veuve ; cas des prisonniers de guerre ; rétablissement de la retraite du combattant 1939-1945* (p. 4710) ; *problème de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite ; ses observations sur la célébration du 8 Mai ; ses observations sur la déclaration de M. Pompidou au président du comité de liaison des anciens combattants ; cas des déportés politiques et des déportés résistants ; amélioration du sort des veuves, des orphelins et des ascendants* (p. 4711) ; *problème de la réunion d'une commission tripartite* (p. 4712) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement de M. Gilbert Faure* (p. 4713) ; Après l'Art. 68 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (conditions d'attribution du titre de « patriote transféré en Allemagne »)* (p. 4714) ; *situation des personnes arrêtées par les Allemands au cours de rafles collectives* (p. 4714) ;

— du projet de loi tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés : *Nombre des candidats qui postulent leur reclassement dans un emploi public ; durée d'application du texte* [15 avril 1971] (p. 1127) ; Art. additionnels : *procédure suivie en matière d'emplois réservés ; placement des intéressés* (p. 1128, 1129).

Répond à la question orale sans débat de M. Nilès relative aux cérémonies du 8 mai [5 mai 1971] (p. 1853, 1854).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Crédits affectés aux dépenses de personnel et de fonctionnement ; rémunération des médecins du contentieux des pensions* [22 octobre 1971] (p. 4786) ; *honoraires des médecins experts ; services de l'appareillage ; Institut national des invalides ; rôle de l'Office national des anciens combattants ; rapport constant ; ses observations sur l'arrêt du 28 mai 1965 du Conseil d'Etat* (p. 4787) ; *relèvement des indices des ascendants âgés de soixante-cinq ans ou de soixante ans, infirmes ou incurables ; attribution de la pension à taux entier ; pension à demi-taux ; octroi de bonifications pour campagnes de guerre aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande ; mise à parité des pensions des déportés politiques avec celles des déportés résistants* (p. 4788) ; *charge budgétaire des soins gratuits ; augmentation du chapitre de la Sécurité sociale des pensionnés de guerre ; remboursement à la S.N.C.F. des réductions de tarif consenties à certains mutilés ; augmentation des crédits inscrits au chapitre de l'appareillage des mutilés ; subvention de l'Etat aux dépenses sociales de l'Office national des anciens combattants ; activités de cet Office ; situation des anciens déportés et internés de la guerre de 1939-1945 qui n'ont pas formulé en temps utile leur demande de carte de déporté ou d'interné ; conditions d'exonération de la « vignette » ; calcul des ressources pour l'attribution des bourses d'enseignement* (p. 4789) ; *relèvement des allocations de vieillesse non contributives ; inscription des camps de Rava-Ruska, Colditz et Kobierzyn sur la liste des camps pouvant ouvrir droit au titre d'interné résistant ; compétence de la commission spéciale spéciale de réforme en ce qui concerne les internés politiques ; situation des anciens d'Afrique du Nord* (p. 4790) ; *cotisation aux mutuelles d'anciens combattants* (p. 4791, 4792) ; *absence de menace sur le Ministère des Anciens combattants* (p. 4794) ; *ses observations sur les paroles de M. Georges Bourgeois* (p. 4794) ; *prêts sociaux accordés aux anciens d'Afrique du Nord ; problème de l'octroi de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; caractère de la guerre d'Algérie ; retraite à soixante ans ; bonifications de campagnes accordées aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande au cours des années 1942 à 1945 ; situation des internés du camp soviétique de Tambov* (p. 4829) ; *organisation du Ministère des Anciens combattants ; procédure de liquidation des pensions ; problème de l'appareillage ; question de savoir si le Ministère de l'Education nationale installerait ses services centraux sur les terrains de Bercy affectés au Ministère des Anciens combattants* (p. 4830) ; Etat B. — Titre III : *Retraite pour les générations de combattants de la guerre 1939-1945 ; extension du régime de la Sécurité sociale aux veuves dites « hors guerre » ou aux veuves titulaires d'une pension de réversion ; problème de l'admission des anciens d'Afrique du Nord au sein de l'Office des anciens combattants* (p. 4831).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Pension des veuves* [30 juin] (p. 3066) ; *rapprochement progressif des taux de retraite des deux « générations du feu » ; levée des forclusions ; problème de la carte du combattant pour les opérations d'Afrique du Nord* (p. 3067) ; *problème de l'avancement de l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; application du rapport constant ; commémoration du 8 mai 1945* (p. 3068) ; *bilan positif de l'action menée depuis cinq ans par le Gouvernement en faveur des anciens combattants* (p. 3069, 3071).

E

EHM (Albert)

Député du Bas-Rhin
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 200) autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 14 avril 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation africaine et malgache du café, **n° 362** [10 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 366) autorisant l'approbation de la Convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance mutuelle entre les administrations douanières respectives, **n° 482** [27 novembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 621) autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Brazzaville, le 13 novembre 1967, **n° 691** [30 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1136) autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine et du protocole, signés à Bangui le 13 décembre 1969, complétés par un échange de lettres des 13 et 16 décembre 1969, **n° 1368** [2 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1683) autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970, **n° 1983** [2 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1918) autorisant la ratification de l'avenant portant modification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que dans celui des impôts sur les succes-

sions, signé à Paris, le 30 octobre 1970, n° 2045 [5 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1921) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale franco-tunisienne sur la Sécurité sociale du 17 décembre 1965, signé à Paris, le 30 mai 1969, n° 2048 [5 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1984) autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs du 24 décembre 1936, au protocole annexé à cette convention et au protocole final du 24 décembre 1936, signé à Paris le 10 mars 1971, n° 2052 [5 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1985) autorisant la ratification de la convention entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signé à Paris le 14 janvier 1971, n° 2053 [5 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2549) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale du 29 septembre 1962, signée à Tananarive le 8 février 1972, n° 2742 [8 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 14 avril 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation africaine et malgache du café, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'Organisation africaine et malgache ; sa composition actuelle ; son rôle ; ses privilèges et immunités* [16 octobre 1968] (p. 3330) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Situation des écoles maternelles ; leur rôle ; problème de l'enfance inadaptée ; organisation administrative et financière du Ministère de l'Education nationale ; question des tutelles ; tutelle exercée par certaines commissions ; exemple du département du Bas-Rhin ; instruction civique ; prolongation de la scolarité ; formation professionnelle et technique ; instituts universitaires de technologie ; formation des maîtres ; revalorisation de la fonction enseignante* [29 octobre 1968] (p. 3665, 3666) ; INDUSTRIE : *Ses observations sur la région située au sud de Strasbourg entre les Vosges et le Rhin ; ses caractéristiques : problème de l'équilibre de l'emploi ; liaison Rhin-Main-Danube ; nécessité d'aider les petites et moyennes entreprises ; ses observations sur la zone de Marckolsheim ; problème posé par la suppression envisagée du centre E.D.F. de Sétestat* [5 novembre 1968] (p. 3924, 3925) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème des tarifs ; contradiction entre la souplesse de gestion qu'exige un service industriel et commercial et les strictes règles budgétaires ; nécessité d'augmenter le taux d'intérêt servi aux P.T.T. pour les fonds libres des chèques postaux ; situation du personnel ; fusion des catégories des préposés et des préposés spécialisés ; des agents techniques et agents techniques spécialisés ; titularisation des auxiliaires ; application dans les P.T.T. des accords de la fonction publique qui prévoient la semaine de quarante heures pour 1970 et la semaine de cinq jours dans les centres des chèques postaux ; construction des bureaux de poste ; cas des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin* [9 novembre 1968] (p. 4242, 4243) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *construction de nouvelles H.L.M. ; nécessité pour la région d'Alsace d'améliorer les liaisons routières avec l'outre-Rhin et les régions situées au-delà des Vosges ; construction de nouvelles sections de l'autoroute Strasbourg-Bâle ; insuffisance des ponts du Rhin ; politique du logement dans les villes petites et moyennes ; nécessité de réduire la construction d'appartements de grand confort ; spéculation sur les terrains de construction ; moyens afin de favoriser la construction des logements locatifs dans les villes de moyenne importance* [13 novembre 1968] (p. 4326, 4327) ;

— du projet de loi autorisant l'approba-

tion de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Congo, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Brazzaville le 13 novembre 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis : relations entre la France et le Congo dans le domaine fiscal ; règles d'assistance mutuelle administratives ; politique extérieure congolaise de non-alignement ; liens privilégiés entre la France et les Etats africains et malgache* [6 mai 1969] (p. 1251, 1252) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur la région d'Alsace ; problème du monde artisanal ; charges fiscales et parafiscales ; incertitudes pour les chefs d'entreprises en raison de l'attribution des marchés ; conditions d'une véritable politique industrielle ; rôle de la fonction commerciale ; absence d'enseignement commercial dans les écoles d'ingénieurs ; nécessité d'un tel enseignement dans les instituts universitaires de technologie ; absence de promotion industrielle si l'université ne se penche pas sur l'économie ; création de l'institut de développement industriel* [6 novembre 1969] (p. 3472) ; EDUCATION NATIONALE : *Importance de l'auxiliariat ; service d'enseignement des professeurs ; effectif des classes ; pénurie de conseillers psychologues ; fonctions de surveillant général ; besoins en personnel et en classes nouvelles des écoles maternelles ; cas du département du Bas-Rhin ; construction de classes maternelles ; réformes nécessaires dans l'organisation administrative et financière des services du ministère ; ses observations sur les collèges d'enseignement secondaire de Barr, d'Erstein et du lycée de Sélestat ; enseignement primaire ; services centraux devant tenir davantage compte des propositions faites par le conseil académique ; subventions accordées aux collectivités locales ; aide aux petites et moyennes communes pour l'équipement scolaire ; vitalité de certaines régions mi-urbaines, mi-rurales ; attribution des bourses en milieu rural ; calcul des parts de bourses* [13 novembre 1969] (p. 3626, 3627) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Dépenses d'action sociale ; budget annexe des prestations sociales agricoles ; indemnité viagère de départ ; prêts du crédit agricole ; amélioration des structures d'exploitation ; bâtiments d'élevage ; crédits des S.A.F.E.R. ; distribution gratuite de produits aux vieillards et économiquement faibles ; situation des planteurs de tabac* [19 novembre 1969] (p. 4002) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Possibilité d'ouvrir le bénéfice de la retraite aux femmes qui sont âgées de plus de 60 ans et qui ont cotisé pendant plus de trente ans ; reconnaissance de l'existence de professions pénibles ; problème des personnes âgées ; révision des tranches d'exonération des impôts en faveur des retraités ; problème hospitalier ; question des personnels d'encadrement et de direction ; exercice à plein temps de la médecine à l'hôpital ; cas d'un chef de service qui devient à la fois le subordonné et le responsable moral d'un établissement public ; prix de journée ; manque de personnel du ministère pour les actions d'informatique* [21 novembre 1969] (p. 4199, 4200) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine et du protocole, signés à Bangui le 13 décembre 1969, complétés par un échange de lettres des 13 et 16 décembre 1969, en qualité de *Rapporteur : négociation des conventions tendant à éviter les doubles impositions ; inconvénients résultant pour les contribuables de l'absence d'accord fiscal* [14 octobre 1970] (p. 4267) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Création d'un service public hospitalier ; problème du personnel hospitalier ; humanisation de l'hôpital public ; situation des praticiens des hôpitaux publics ; exercice de la médecine à plein temps en milieu hospitalier* [3 décembre 1970] (p. 6132) ; *statut des praticiens à plein temps ; responsabilité financière du médecin chef de service ; disparité des honoraires médicaux selon qu'ils sont pratiqués dans le secteur public ou privé* (p. 6133) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur l'Alsace ; politique communautaire ; politique d'aménagement du territoire dans l'Est de la France ; nécessité de relier le bassin du Rhône au Rhin ; axe mer du Nord-Méditerranée ; communications routières entre Belfort et Saverne ; développement des villes moyennes ; finances locales* [17 juin 1971] (p. 3062, 3063) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET

TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Agence nationale pour l'emploi ; nécessité de donner aux chefs d'agence les moyens nécessaires ; problème des régions frontalières ; rôle d'une Agence pour l'emploi dans les villes moyennes* [27 octobre 1971] (p. 4989) ; *reclassement des travailleurs handicapés ; institution d'un organisme départemental unique pour le reclassement ; problème des travailleurs intellectuels* (p. 4990) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970, en qualité de *Rapporteur : Règles concernant l'extradition ; garanties accordées aux individus extradés* [7 juin 1972] (p. 2295) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le Protocole joint, signés à Paris le 14 janvier 1971, en qualité de *Rapporteur : Investissements directs français effectués au Portugal ; problème culturel ; problème de la main-d'œuvre* [7 juin 1972] (p. 2296) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Chefs d'établissement retraités avant le 30 juin 1968 ; professeurs d'éducation générale de collège ; enseignants des collèges techniques ; conseillers d'éducation ; écoles maternelles dans les régions rurales ; problème du bilinguisme en Alsace ; constructions scolaires ; nationalisation et étatisation* [10 novembre 1972] (p. 5002, 5003) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Remembrement ; crédits accordés aux S.A.F.E.R. insuffisants ; aide à l'habitat rural ; office de la viande ; marché du lait ; colisations sociales versées pur les veuves d'exploitants ; pension d'invalidité aux épouses d'exploitants et d'aides familiaux* [15 novembre 1972] (p. 5209) ; *crédits destinés à la formation des hommes en Alsace-Lorraine* (p. 5210) ;

— projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale du 29 septembre 1962, signé à Tananarive le 8 février 1972, en qualité de *Rapporteur : Avoir fiscal pour les ressortissants de Madagascar bénéficiaires de dividendes de source française* [12 décembre 1972] (p. 6074).

F

FABRE (Robert)

Député de l'Aveyron
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis app. S., puis N.I., puis app. S.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe Socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe Socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe Socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Est nommé :

— secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à la création d'un fonds national de garantie aéronautique, n° 637 [3 avril 1969].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *L'éventail politique de l'Assemblée ne reflète pas l'équilibre politique du pays ; demande si l'Assemblée Nationale restera une chambre d'enregistrement ; monopolisation par l'U.D.R. de la quasi-totalité des postes dans les bureaux des commissions parlementaires ; discrédit du Parlement auprès de l'opinion publique ; rôle de la fédération de la gauche ; situation de notre économie ; événements de Mai ; politique du Gouvernement ; conditions dans lesquelles M. Pompidou a été amené à quitter le pouvoir ; violation de la Constitution ; ses observations sur la participation ; démocratisation de l'entreprise ; injustice du système fis-*

cal ; politique de l'emploi ; situation des exploitants agricoles ; cas des petites entreprises artisanales, commerciales et industrielles ; hausse des prix ; crise du logement ; modification des structures régionales ; création d'assemblées régionales élues se substituant aux C.O.D.E.R. ; politique monétaire ; conception gouvernementale de l'Europe ; aspirations de la jeunesse [17 juillet 1968] (p. 2260 à 2263).

Pose, à M. le Ministre de l'Industrie, une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Revendications de l'artisanat ; éducation professionnelle et apprentissage ; accès aux avantages du fonds national de l'emploi ; difficultés soulevées par les problèmes fiscaux ; calcul des forfaits ; problème des artisans des secteurs de l'entretien automobile et du bâtiment ; reconnaissance d'une part de salaire déductible* (p. 4977).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTION. — SERVICES GÉNÉRAUX - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Réforme régionale ; ses observations sur les C.O.D.E.R. ; son souhait de voir se dérouler un débat sur l'aménagement du territoire, le Plan et les expansions régionales ; rôle des bureaux d'industrialisation ; zones de rénovation rurale ; régression de l'afflux de population dans la région parisienne ; industrialisation de la province ; schéma d'aménagement général de la France ; objectifs de cet aménagement* [4 novembre 1968] (p. 3851, 3852) ; *ses observations sur les aides ; nécessité de prévoir des régions assez vastes ; importance des moyens de communication ; substitution de maisons individuelles aux immeubles collectifs ; nécessité de favoriser l'accession à la propriété individuelle* (p. 3852, 3853) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les spéculateurs* [27 novembre 1968] (p. 4889) ;

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie : *Son souhait que fût établi un contact entre l'Assemblée Nationale et l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; rejet du projet de loi par l'Assemblée territoriale* [9 décembre 1968] (p. 5214, 5215).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au développement du réseau de télécommunications [14 mai 1969] (p. 1399, 1400, 1401).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Mesures prises envers la S.N.C.F. ; problème de la coordination ; avenir de la S.N.C.F. étant lié à l'aménagement du territoire ; problème du contingentement ; nécessité d'égaliser les chances des divers modes de transport ; création des autoroutes à péage ; nécessité de procéder à une répartition des frets et des marchandises selon leur nature ; possibilité d'envisager que certains transports, particulièrement lourds, soient automatiquement confiés à la S.N.C.F. ; nécessité de distinguer parmi les lignes non rentables celles qui restent indispensables malgré leur absence de rentabilité ; notion de service public ; exemple de Capdenac ; dévouement des cheminots ; question du remplacement d'un certain nombre de cheminots travaillant dans les triages par du personnel issu d'entreprises privées ; rôle de la société de contrôle et d'exploitation des transports auxiliaires ; projet de construction d'un building dans la région parisienne pour abriter de nouveaux services de la S.N.C.F.* [16 octobre 1969] (p. 2701 à 2703).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur le projet de loi sur l'assurance maladie des travailleurs indépendants; revendications des médecins et des pharmaciens hospitaliers ; régime général de la sécurité sociale ; statut des établissements hospitaliers publics ; rôle du secteur privé dans le cadre de la rationalisation de l'équipement hospitalier ; harmonisation des tarifs des honoraires médicaux entre les hôpitaux et les établissements privés ; malaise au sein des professions paramédicales ; insuffisance actuelle des crédits ; exemple de la Finlande* [21 novembre 1969] (p. 4189, 4190) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions

non agricoles : *Problème de l'inégalité fiscale et de l'inégalité sociale ; élargissement du champ d'application de la loi ; couverture du petit risque ; problème des retraités ; problème des dérogations ; refonte du système de sécurité sociale ; nécessité de mettre à l'étude un système qui fasse bénéficier tous les Français d'un régime de sécurité sociale unifié* [2 décembre 1969] (p. 4507) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (création d'un système de protection sociale unifié, étendu à tous les Français)* [3 décembre 1969] (p. 4597).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux restrictions de crédit [10 avril 1970] (p. 946, 947).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Nature du débat ; absentéisme parlementaire ; restrictions de crédit ; rôle du Parlement ; fragilité de notre situation économique ; état des routes ; égalité des chances sur le plan des régions ; industrie du bassin de Decazeville ; situation à Redon ; égalité des chances dans le secteur professionnel ; ses observations sur la fonction publique ; complexité de la fiscalité ; ses observations sur la T.V.A. ; création d'un fonds d'action sociale ; indemnité viagère de départ aux commerçants et artisans ; problème des agriculteurs ; propositions de M. Mansholt ; ses observations sur le VIe Plan* [14 mai 1970] (p. 1709 à 1712) ; *prix du lait* (p. 1714) ;

— sur la question orale de M. Lebas relative à la politique à l'égard des cadres [22 mai 1970] (p. 1894) : *Rôle des cadres dans la nation et au sein des entreprises ; menaces de chômage ; déplafonnement envisagé par la Commission Bordaz ; inquiétude du corps médical et pharmaceutique ; projet de réforme hospitalière et de coordination des hôpitaux et des établissements privés ; réforme globale de la Sécurité sociale dans le cadre d'une harmonie européenne ; problème général du coût de la santé ; problème des médicaments ; contrôle des capitaux étrangers sur l'industrie pharmaceutique française* (p. 1894, 1895).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur le vaccin antigrippe ; insuffisance des crédits du budget ; budget de fonctionnement de la santé ; ses observations sur les études des infirmiers et infirmières ; insuffisance des rémunérations des médecins scolaires ; budget d'équipement ; situation des C.H.U. ; situation des hôpitaux psychiatriques* [28 octobre 1970] (p. 4848, 4849) ; *problème des maisons de retraite ; ses observations sur le troisième âge* (p. 4849) ; *ses observations sur le rapport Laroque ; définition d'une politique globale de la santé ; âge de la retraite ; sécurité sociale ; diversité des régimes ; uniformisation des cotisations et des prestations ; remboursement de certaines maladies graves et onéreuses* (p. 4849) ; *ses observations sur le fait que toute personne qui ne débourse pas 50 francs par mois en médicaments et en frais médicaux n'est plus remboursée à 100 % ; réduction d'un point des cotisations versées aux caisses d'allocations familiales ; problème des médicaments ; leurs prix* (p. 4850) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme hospitalière. Art. 29 : *Critère de prix pour le remboursement par la sécurité sociale* [16 décembre 1970] (p. 6579) ; *son abstention sur l'ensemble du texte* (p. 6582) ;

— sur la motion de censure : *Raison du malaise actuel en France* [20 avril 1971] (p. 1257) ; *désir des Français de voir des réalisations concrètes ; fragilité de notre économie ; nombre de chômeurs ; situation des personnes âgées ; allocation-vieillesse ; problème des avantages des personnes âgées et des personnes malades ; problème du remboursement des soins pour les maladies longues et coûteuses lorsque les dépenses de maladie ne dépassent pas 50 francs par mois de ticket modérateur ; réduction du nombre d'heures mensuelles d'aide ménagère ; ses observations sur la majorité actuelle* (p. 1258) ; *impôt foncier* (p. 1259) ; *suppression des heures d'aide ménagère en faveur des personnes âgées ; ses observations sur la question posée par M. Bonhomme* [21 avril 1971] (p. 1290).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Etude globale du problème du troisième âge ; institution d'une pension nationale minimale ; étude d'un financement différent ; budgétisation plus importante de la dépense ; réforme*

profonde de la fiscalité ; calcul du montant de la retraite sur la base des dix meilleures années de travail ; modulation dans l'âge de la retraite ; cas des femmes ; des anciens prisonniers de guerre, des travailleurs accomplissant une tâche pénible ; nécessité de montrer plus de libéralisme dans la reconnaissance de l'inaptitude ; travail à temps partiel [19 mai 1971] (p. 1990, 1991).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Crédits concernant le personnel ; ses observations sur les ouvriers des parcs et ateliers et les auxiliaires des catégories C et D ; problème de l'entretien ; transfert de certaines routes nationales aux départements* [28 octobre 1971] (p. 5031) ; *ses observations sur la région de Villefranche-de-Rouergue ; réseau de rase campagne ; axe Brive-Méditerranée ; axe Hambourg-Madrid* (p. 5032) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Insuffisance des crédits affectés à la santé ; lenteurs dans les réalisations hospitalières ou sociales* [4 novembre 1971] (p. 5322) ; *cas des personnes âgées ; problème des retraites ; Fonds national de solidarité ; indexation sur le S.M.I.C. du taux de l'allocation servie aux personnes âgées ; âge de la retraite ; liquidation des pensions des personnes âgées ; possibilité de verser les pensions dans les premiers jours du trimestre ; réduction des contributions mobilières et foncières en faveur des personnes de plus de 65 ans qui n'acquittent pas l'impôt sur le revenu ; problème du logement ; nombre des heures d'aide ménagère à domicile ; programmes d'action contre les taudis* (p. 5323) ; *information du Parlement* (p. 5324) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des prix ; dépenses du B.A.P.S.A. ; indemnité viagère de départ* [16 novembre 1971] (p. 5777) ; *ses observations sur le carburant détaxé ; crédits relatifs à l'équipement ; problème des aides discriminatoires ; production de lait ; difficultés d'organisation du marché de l'élevage ; extension du camp militaire du Larzac* (p. 5778) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Conditions de vie des personnes âgées* [1er décembre 1971] (p. 6261) ; *lourdeur des formalités à accomplir pour obtenir une retraite ou une aide sociale ; liquidation des pensions de retraite ; parution des décrets d'application ; abaissement de l'âge de la retraite ; allègement de la fiscalité des personnes âgées ; problème des veuves* (p. 6262) ; *équilibre financier de la sécurité sociale* (p. 6263).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indexation des avantages sociaux [10 mai 1972] (p. 1480, 1481).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Nécessité d'une mesure d'amnistie ; régime fiscal ; conséquence de la disparition de la valeur vénale des fonds de commerce ou des pas de porte ; régression des retraites ; problème des revalorisations ; droits acquis* [17 mai 1972] (p. 1576) ; *institution d'un système assurant une base unique pour tous les Français* (p. 1577).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Insuffisance de l'action gouvernementale ; ses observations sur le dernier référendum* [23 mai 1972] (p. 1826) ; *spéculation sur les terrains à bâtir ; application de la T.V.A. sur les travaux communaux ; problèmes fiscaux ; problème de l'emploi ; hausse des prix ; ses observations sur certains scandales ; causes du désenchantement des Français* (p. 1827) ; *impôt foncier* (p. 1828).

FAGOT (Alban)

Député de l'Isère
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 850) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en

faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi d'orientation pour le secteur des métiers (n° 2423), n° **2854** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Rappel de l'élaboration de la loi sur l'assurance maladie des non-salariés non agricoles ; problème de la solidarité ; causes du mouvement naturel de défense ; couverture des petits risques jusqu'à l'âge de 16 ans ; prise en charge par l'Etat de certaines cotisations ; volonté de certaines caisses régionales de rester indépendantes ; faculté laissée aux anciens assurés volontaires de la sécurité sociale de s'y assurer de nouveau* [2 décembre 1969] (p. 4503, 4504) ; Après l'Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où l'activité accessoire est une activité salariée)* [3 décembre 1969] (p. 4553) ; *cas d'un commerçant salarié dont la cotisation salariale n'est pas due* (p. 4554) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer, dans le 2e alinéa de cet article, les mots : « l'encaissement des cotisations et... »* (p. 4576) ; *retrait de son amendement* (p. 4576) ; Après l'art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (groupement des caisses mutuelles régionales en unions ou fédérations en vue de créer des œuvres ou services d'intérêt commun)* (p. 4595, 4596) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4596).

FAJON (Etienne)

Député de la Seine-Saint-Denis (1re circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850) ; [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à rendre effective progressivement l'application de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux et fixant la durée du travail dans les mines souterraines, sans qu'il puisse en résulter une diminution de salaires des ouvriers et employés n° **640** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à organiser l'accès équitable à la radiodiffusion et à la télévision des organisations nationales représentatives des grands courants d'opinion, n° **661** [3 avril 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Ses observations sur les subventions ; rôle du Fonds de développement économique et social ; faveurs de l'Etat aux firmes capitalistes ; perspectives de l'industrie ; indice de la production industrielle ; revendications ouvrières constituant un élément essentiel de la production industrielle ; revendications ouvrières constituant un élément essentiel de de l'expansion économique ; ses observations sur le chômoge; concentrations industrielles; politique d'investissements ; crédits de paiement destinés à l'industrie française des composants électroniques ; ses observations sur la S.E.S.C.O.S.E.M., filiale du groupe Thomson Houston-Hotchkiss-Brandt ; entrée de Citroën et de sa filiale Berliet dans le groupe Fiat* [5 novembre 1968] (p. 3916, 3917) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATIONS

ET O.R.T.F. : *Budget de l'O.R.T.F. ; introduction de la publicité de marques ; baisse de la télévision et de la radio ; programmes de radio ; ses observations sur les licenciement ; suppression des meilleures émissions de la télévision ; rôle national de l'O.R.T.F. ; droit à une information objective ; suppression du service de liaison interministériel ; gestion de l'Office ; institution d'un droit de réponse ; ses observations sur le fait que les grandes organisations syndicales ouvrières n'ont pas accès à l'O.R.T.F. ; revendications des personnels de l'O.R.T.F. ; refonte des structures de l'O.R.T.F. ; son conseil d'administration* [19 novembre 1968] (p. 4709, 4710) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Situation internationale actuelle ; agressivité de l'impérialisme américain ; responsabilité des Etats-Unis dans les crises, notamment celle du Vietnam et du Moyen-Orient ; retrait de la France de l'O.T.A.N. ; coopération entre la France et les pays socialistes ; politique européenne devant être dominée par les grands trusts capitalistes ; conférence de tous les Etats européens ; ambitions de l'impérialisme allemand ; rapprochement entre le gouvernement français et celui des Etats-Unis ; mainmise du trust Westinghouse sur le groupe Schneider-Jeumont ; non-application des accords de Genève ; guerre du Vietnam ; situation au Moyen-Orient ; décision d'embargo sur toutes les expéditions d'armes vers les pays du Moyen-Orient ; politique coloniale du Gouvernement ; intervention militaire au Tchad ; droit à l'autodétermination de la France d'outre-mer ; problème du désarmement ; refus de la France de souscrire l'interdiction des essais et de la dissémination des armes nucléaires* [4 novembre 1969] (p. 3304 à 3306).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à l'entreprise Bull [5 juin 1970] (p. 2290, 2291).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées ; problème des crèches ; nécessité de créer pour les personnes âgées une allocation minimale de 450 francs par mois assortie d'un système d'échelle mobile ; nécessité d'élever le plafond des ressources annuelles au-dessus duquel les vieux travailleurs sont privés de leurs droits ; conditions d'attribution de l'allocation de loyer aux personnes âgées et aux handicapés physiques ; ses observations sur les pensions de vieillesse ; ouverture du droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes ; problème des prestations familiales ; droit à l'allocation dès la naissance du premier enfant ; multiplication du montant par le nombre d'enfants ; salaire de base sur lequel les allocations sont calculées ; institution d'une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et du fonctionnement des crèches ; ses observations sur le remboursement à 80 % dans le cadre de l'assurance maladie ; nationalisation des trusts de la pharmacochimie; suppression des charges du régime-général ; règlement des dettes patronales par voie d'autorité ; contribution de l'Etat au budget de la sécurité sociale ; création d'une taxe assise sur les bénéfices bruts des entreprises et qui serait affectée à la caisse nationale de sécurité sociale* [28 octobre 1970] (p. 4831) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Contrôle de secteurs de l'économie nationale par des entreprises étrangères ; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; revendications des travailleurs ; augmentation des salaires ; prestations de vieillesse ; durée hebdomadaire du travail ; âge de la retraite ; niveau de vie des Français* [16 juin 1971] (p. 2977) ; *financement des équipements publics ; problème du logement ; dépenses de santé ; problème de l'enseignement ; formation professionnelle ; logement social* (p. 2978) ; *nationalisation des grandes banques et des secteurs clés de l'industrie ; vote du groupe Communiste* (p. 2979) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Liberté de la presse ; survie de la presse d'opposition ; prix de vente des journaux ; charges de la presse* [9 novembre 1971] (p. 5538, 5539).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [28 avril 1972] (p. 1201) : *Dégradation du marché de l'emploi ; développement du chômage dans l'Europe des Dix ; augmentation du nombre des femmes en chômage ; pro-*

positions de loi déposées par le groupe Communiste ; majoration des indemnités de chômage ; garantie du réemploi en cas de reconversion (p. 1204, 1205) ; *statistiques relatives au chômage* (p. 1211).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Mécontentement des commerçants et des artisans ; conséquences de la concentration commerciale* [16 mai 1972] (p. 1540) ; *calcul de la revalorisation des pensions ; proposition de loi communiste ; financement du régime d'assurance vieillesse ; travail clandestin ; programme des communistes* (p. 1541, 1542) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, LOGEMENT : *Augmentation des crédits pour les H.L.M. en accession à la propriété et les immeubles à loyer normaux ou moyens difficilement accessibles aux couches sociales les plus modestes ; insuffisance des logements locatifs ; progression de la part du secteur bancaire dans le financement immobilier ; atteinte au caractère démocratique dans les gestions des offices publics d'H.L.M. par le décret du 19 décembre 1963 ; augmentation des loyers des H.L.M. ; mesures tendant à réglementer les charges des offices ; vote contre ce budget ; programme commun de la gauche : 700.000 logements par an dont les trois quarts d'H.L.M. ; relèvement de la taxe sur les salaires pour les entreprises employant plus de cent travailleurs ; octroi aux offices d'H.L.M. de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt ; fin de la spéculation foncière et immobilière ; limitation des loyers et des charges* [16 novembre 1972] (p. 5321, 5322).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, famiales et sociales [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1479) portant modification des dispositions du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail, **n° 1625** [2 avril 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 9 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer à la mention « 60 pour cent » la mention « 70 pour cent »* [9 octobre 1968] (p. 3157) ; *problème du quorum ; retrait de son amendement* (p. 3157) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « et de tolérance » les mots : « de tolérance et de neutralité politique »* [10 octobre 1968] (p. 3234) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Certains produits utilisés pour l'alimentation humaine soumis, en vertu de l'article 14 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, au taux de 13 pour cent de la taxe de la valeur ajoutée, peuvent être assujettis au taux majoré de 20 pour cent prévu à l'article 15 de la même loi. La liste de ces produits alimentaires est établie par décret »*

[24 octobre 1968] (p. 3545) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Problème de retraites ; âge de la retraite ; possibilité d'avancer l'âge de la retraite à 64 ans et d'accorder aux femmes qui ont cotisé durant trente ans la faculté d'arrêter leur travail à 60 ans ; interdiction faite à tout retraité, percevant une pension mensuelle égale ou supérieure à trois fois le montant du S.M.I.G., d'exercer un autre emploi rémunéré ; situation de l'emploi ; fonds national de l'emploi ; création de plusieurs agences départementales de l'emploi ; centres de formation professionnelle pour adultes ; difficultés qu'éprouvent les jeunes gens de 16 à 19 ans à trouver un emploi ; hiérarchisation des salaires ; problème des salaires ; allocations versées aux personnes âgées* [6 novembre 1968] (p. 3985, 3986).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'évocation de la guerre 1914-1918 dans l'enseignement [8 novembre 1968] (p. 4167, 4168).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Problème des prix ; conséquence des hausses de tarifs publics ; coût de la vie ; refonte de la T.V.A. ; nécessité d'exonérer certains articles de grande consommation ; taux de la T.V.A. pour certaines conserves de poisson ; allégement fiscal consenti par le Gouvernement en faveur des petits contribuables ; cas des personnes âgées ; équilibre du budget de 1970 ; réduction des investissements* [28 octobre 1969] (p. 2986) ; Art. 2 : *Son amendement tendant : 1° aux alinéas 3 et 4 du paragraphe I de cet article à substituer au chiffre « 5400 » le chiffre « 5800 » ; 2° à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « Le droit de consommation sur les alcools, les surtaxes et majorations de ce droit, sont à nouveau majorés de 25 pour cent à compter du 1er janvier 1970 »* [29 octobre 1969] (p. 3029) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, Art. 31 x d du Code du travail : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de ce Code, après les mots : « ne peut être inférieur » à supprimer les mots : « la moitié de »* [10 décembre 1969] (p. 4787) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « pourront être » le mot : « seront »* (p. 4787).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question orale sans débat relative à la retraite des femmes salariées [10 avril 1970] (p. 950, 952, 953).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Politique de décentralisation ; cas des entreprises qui se décentralisent mais dont le siège social est maintenu dans la région parisienne ; problème du plein emploi ; possibilité de faire commencer l'apprentissage à l'âge de quatorze ans pour les enfants qui n'ont pas de facilité pour continuer leurs études ; durée hebdomadaire du travail ; revalorisation des bas salaires ; allocation de salaire unique ; rôle capital des médecins dans la délivrance des médicaments ; coût des produits pharmaceutiques ; réforme hospitalière ; réforme de l'impôt sur les sociétés* [16 juin 1970] (p. 2720, 2721) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Son souhait de voir réaliser une plus grande justice dans la fiscalité ; situation des petits commerçants et des artisans ; situation des cadres ; ses observations sur les majorations exceptionnelles ; réforme de l'impôt sur les sociétés actuellement taxées sur les seuls bénéfices ; gaspillages de l'O.R.T.F. ; taux de la redevance de l'O.R.T.F. ; maintien de zones de salaires anormales dans la fonction publique ; nécessité pour le Gouvernement d'inciter les responsables du secteur privé à revaloriser les salaires les plus bas ; situation des personnes âgées ; ses observations sur l'âge d'obtention de la retraite ; problème des allocations familiales* [20 octobre 1970] (p. 4442) ; de la première partie, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant : 1° dans le tableau du tarif de l'impôt sur le revenu, colonne 1970, première ligne, à substituer au chiffre 3 le chiffre 0 ; 2° compléter l'amendement de M. Rivain par les dispositions suivantes : « La perte de recettes résultant de la modification du barème de l'impôt sur le revenu est compensée par une augmentation à due concurrence des droits sur les alcools »* [22 octobre 1970] (p. 4518) ; *situation des petits contribuables et des personnes âgées ; situation des cadres* (p. 4518) ; *son sous-amendement tendant : 1° à supprimer le paragraphe 9 de l'amendement de M. Rivain ; 2° à*

compléter cet amendement par les dispositions suivantes : « La perte de recettes provenant de la suppression de la majoration des cotisations instituées par l'article 2-I-2 de la loi de finances pour 1969 est compensée par une augmentation des droits sur les tabacs » (p. 4519) ; *situation des cadres* (p. 4519) ; de la deuxième partie, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Faiblesse des crédits d'équipement et d'investissement; problème des prix ; pratique des reprises ; prix des œufs ; politique de regroupement des exploitations ; exemple de la Marne ; importance du règlement du problème foncier* [6 novembre 1970] (p. 5302) ; *régime social ; ses observations sur l'enseignement et la recherche ; crédits alloués aux bâtiments d'élevage* (p. 5303) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail, en qualité de *Rapporteur : Mise en vente et emploi des produits nocifs à usage industriel ; ses observations sur la directive du conseil des communautés du 27 avril 1967 ; champ d'application de la loi* [15 avril 1971] (p. 1125) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Intégration au régime général ; distorsion dans la progression des revenus entre artisans et petits commerçants, d'une part, et salariés d'autre part ; revalorisation des retraites ; régime complémentaire ; droits acquis ; aministie fiscale* [17 mai 1972] (p. 1583) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Alignement de la pension des Anciens combattants de 1939-1945 sur celle des Anciens combattants de 1914-1918 ; revalorisation des pensions de veuves de guerre et ascendants ; retraite anticipée pour les Anciens combattants prisonniers de guerre ; retraite mutualiste* [2 novembre 1972] (p. 4559).

FANTON (André)

Député de Paris.
(9e circonscription)
App. U.D.R., puis U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE D'ETAT,
CHARGÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1969] (p. 815).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale (Gouvernement Chaban-Delmas) - Décret du 22 juin 1969 (*J.O.* du 23 juin 1969, p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), (16 septembre 1969) (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 (*J.O.* du 6 juillet 1972, p. 7011).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 499 de la loi n° 66-587 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **n° 173** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 283) modifiant certaines dispositions du Code électoral, **n° 434** [13 novembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 536), modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions du Code électoral, n°557 [18 décembre 1968].

Son projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, n° 1361 [2 octobre 1970].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : Etat A - Affaires culturelles : *Création de postes pour l'enseignement de l'architecture* [19 juillet 1968] (p. 2369) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 16 : *Son vote sur cet article* [19 juillet 1968] (p. 2377) ; Art. 26 : *Validation des dispositions d'un décret du 27 octobre 1960 ; application des lois votées* (p. 2380) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dispositions applicables aux propriétaires, locataires et commerçants dès l'intervention de la décision administrative fixant le périmètre d'une opération de rénovation)* (p. 2382) ; *éviter, dans les opérations de rénovation, des spéculations sur immeubles vétustes* (p. 2382, 2383) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer la date du 22 juin 1968 par celle du 1er juillet 1968* [23 juillet 1968] (p. 2495) : Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à remplacer la date du 22 juin 1968 par celle du 1er juillet 1968* (p. 2498) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à remplacer la date du 22 juin 1968 par celle du 1er juillet 1968* (p. 2498) : Art. 5 *bis* : *Son amendement tendant à la fin de cet article à remplacer la date du 22 juin 1968 par celle du 1er juillet 1968* (p. 2498) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à remplacer la date du 22 juin 1968 par celle du 1er juillet 1968 ;* Art. 7 et 8 : *Ses amendements tendant à la fin de ces articles à remplacer la date du 22 juin 1968 par celle du 1er juillet 1968* (p. 2499) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur la participation et l'autonomie ; projet de loi n'apportant pas la véritable réforme de l'université ; statut des enseignants ; exemples de l'Union soviétique et des Etats-Unis* [4 octobre 1968] (p. 3073, 3074) ; *suppression de la première partie du baccalauréat ; problème des maîtres ; nombre des enseignants ; obligation de résidence des professeurs ; régime des professeurs de l'enseignement supérieur ; ses observations sur le séjour de M. Schwartz à Hanoï* (p. 3074 à 3077) ; *réforme de l'enseignement secondaire ; instituts universitaires de technologie* (p. 3078) ; Art. 1er : Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat* [8 octobre 1968] (p. 3108) ; Art. 8 : *Rôle des représentants des associations de diplômés ou d'anciens élèves* [9 octobre 1968] (p. 3150) ; *retrait de l'amendement de M. Claude Martin* (p. 3151) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « au scrutin de liste » à ajouter les mots : « à un tour »* (p. 3154) ; *déroulement du scrutin ; principe du vote obligatoire ; ses observations sur le quorum* (p. 3154) ; *système d'attribution des sièges* (p. 3155, 3156, 3159) ; *fixation d'un rapport entre le nombre des votants et le chiffre du quorum* (p. 3160) ; *son amendement : « si le nombre des votants est inférieur à 60 pour cent des étudiants inscrits, le nombre des sièges attribués est fixé en proportion du nombre des votants par rapport à ce chiffre »* (p. 3160) ; Art. 9 : *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3170) ; Art. 8 : *Statut des enseignants ; représentation des enseignants qui exercent les fonctions de professeur et de maître de conférences ; élection des enseignants ; ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3180, 3181) ; Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle ; désire savoir si un établissement peut choisir parmi les candidats* [10 octobre 1968] (p. 3207) ; *obligation d'accueillir tous les étudiants qui se présentent : exemple de Paris ; exemple de la faculté des sciences de l'université de Paris* (p. 3208) ; *classes préparatoires aux grandes écoles* (p. 3209) ; *responsabilité des établissements dans le recrutement des enseignants* (p. 3211) ; Art. 21 : *Réforme du statut des enseignants ; ses observations sur le système des « trois continuités » ; fermeture des locaux universitaires plusieurs mois par an ; manque de rapports*

entre les étudiants et les enseignants ; problème de la sélection ; révision des notions de trimestre, de semestre, d'année et de vacances universitaires (p. 3221, 3222) ; *recrutement des professeurs de la faculté de Vincennes ; composition de la commission des 23 personnes constituée à l'initiative du doyen de la faculté des lettres de Paris* (p. 3223) ; Art. 23 : *Son sous-amendement tendant à supprimer, dans le texte de l'amendement de M. Capelle, après les mots : « maître assistant » les mots : « et celles qui leur sont assimilées »* (p. 3227) ; *composition du conseil paritaire* (p. 3227, 3230) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur le nombre des membres des conseils* [7 novembre 1968] (p. 4085) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 9* (p. 4085) ; *nécessité pour les électeurs d'appartenir au même collège* (p. 4085, 4086); *retrait de son amendement* (p. 4086) ; *ses observations sur les maîtres assistants* (p. 4087) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969. Art. 24 : *Augmentation du produit de la taxe spéciale d'équipement ; rapport sur l'exécution du budget du district de la région parisienne* [24 octobre 1968] (p. 3560) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Statut des directeurs d'écoles ; leur rôle* [29 octobre 1968] (p. 3692, 3693) ; *ses observations sur le décret du 14 décembre 1965* (p. 3693) ; JUSTICE : *Ses observations sur le style juridique ; langage judiciaire étant incompréhensible* [8 novembre 1968] (p. 4178) ; *ses observations sur les paroles de M. Capitant* (p. 4182).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale sans débat de M. Peretti relative à la distinction entre architecte urbaniste et architecte réalisant les constructions [15 novembre 1968] (p. 4478).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative aux conséquences des libérations de loyers pour les professions libérales [15 novembre 1968] (p. 4481, 4482).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, en qualité de *Rapporteur : Aggravation des sanctions en matière de fraude électorale ; condamnation pour fraude électorale entraînant la radiation des listes électorales et donc l'inéligibilité ; introduction de la machine à voter dans les communes de plus de 30.000 habitants ; vote par correspondance ; vote d'électeurs fictifs* [21 novembre 1968] (p. 4776, 4777) ; *substitution de votes ; votes dans les hôpitaux ; fraude par la substitution d'enveloppes ; contrôle envisagé par le Gouvernement ; ses observations sur les listes électorales ; période de revision des listes électorales* (p. 4777, 4778) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le deuxième alinéa de l'article L 16 du Code électoral est ainsi rédigé : « elles sont révisées chaque année du 1er septembre au 20 décembre »* (p. 4780) ; *révision des listes électorales ; question du caractère réglementaire de la mesure proposée ; possibilité d'envisager une procédure permettant aux jeunes gens, désireux de s'inscrire sur les listes électorales, de participer au vote dès lors qu'ils ont atteint l'âge de vingt et un ans le jour du scrutin ; retrait de son amendement* (p. 4780, 4781) ; *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi ; tenue des listes électorales* (p. 4781) ; *limitation des pouvoirs du préfet dans le choix du délégué de l'administration* (p. 4782) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 57-1 du Code électoral (problème de l'utilisation des clés)* (p. 4782) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4782) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 68 du Code électoral par l'alinéa suivant : « les documents visés à l'article R. 91 du présent Code sont joints aux listes d'émargement »* (p. 4783) ; *conservation des listes d'émargement dans chaque bureau de vote* (p. 4783) ; *distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire* (p. 4784) ; *vote par correspondance ; problème de l'obligation de conserver les listes d'émargement pendant dix jours à la préfecture* (p. 4784) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4785) ; *vote par correspondance ; ses observations sur les élections cantonales et municipales* (p. 4785, 4786) ; *moyens envisagés par le Gouvernement pour réprimer la fraude* (p. 4786) ; Art. 14, 15 et 17 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 4786, 4787) ; Après l'Art. 17 : *Problème des inéligibilités et des incompatibilités* (p. 4787) ; Après l'Art. 18 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article L 205 du Code électoral est ainsi modifié : « Tout conseiller général qui, pour une*

cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas d'inéligibilité prévus par les articles L 195, L 199 et L 200... » (p. 4788) ; *privation du droit électoral pour le conseiller général qui aurait été condamné pour fraude électorale* (p. 4788) ; *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation faite à tout candidat à l'élection au conseil général de souscrire une déclaration de candidature dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique visé à l'article L 217)* (p. 4788) ; *régime des conseillers généraux* (p. 4788, 4789) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4789) ; Après l'Art. 20 : *Absence du vote par correspondance dans les territoires d'outre-mer ; existence du vote par procuration* (p. 4789, 4790) ; Art. 21 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Bord* (p. 4790) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Inscription sur les listes électorales ; problème de l'institution, dans chaque bureau de vote, d'une commission administrative chargée de contrôler les inscriptions sur les listes électorales ; ses observations sur les sanctions ; vérification des listes après la clôture des inscriptions ; introduction des machines à voter ; listes d'émargement ; liste des inétigibilités ; application aux départements d'outre-mer des systèmes de revision des listes électorales ; cas des territoires d'outre-mer* [19 décembre 1968] (p. 5670, 5671) ; Art. 2 *bis : Son amendement tendant à remplacer l'article L 17 du Code électoral par des nouvelles dispositions (élaboration d'une liste électorale pour chaque bureau de vote)* (p. 5672) ; *rôle de la commission administrative* (p. 5672) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un article L 57-1 (utilisation des machines à voter)* (p. 5672) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « L'article L 58 du Code électoral est complété par l'alinéa suivant : « Cet article n'est pas applicable dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter »* (p. 5672) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 60 : « Dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter, seul le vote par correspondance a lieu sous enveloppe, dans les conditions prévues à l'article L 66-1 »* (p. 5673) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 62 par un nouvel alinéa (électeur devant faire preuve de son droit de voter)* (p. 5673) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 63 du Code électorale (rôle du bureau de vote dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter)* (p. 5673) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 64 du Code électoral par de nouvelles dispositions (cas d'un électeur atteint d'infirmité)* (p. 5673) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter l'article 65 du Code électoral par un nouvel alinéa (rôle du président dans les bureaux de vote dotés d'une machine à voter)* (p. 5673) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un article L 66-1 (votes par correspondance des délecteurs inscrits dans les bureaux dotés d'une machine à voter)* (p. 5673) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 68 du Code électoral par de nouvelles dispositions (listes d'émargement)* (p. 5673) ; *ses observations sur l'envoi des documents à la sous-préfecture* (p. 5674) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 69 du Code électoral par de nouvelles dispositions (frais de fournitures)* (p. 5674) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 116 du Code électoral par de nouvelles dispositions (peines appliquées à tout individu qui aura porté atteinte au fonctionnement d'une machine à voter)* (p. 5674) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 34 du Code électoral par de nouvelles dispositions (indication des articles qui ne sont pas applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion)* (p. 5674) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Les dispositions des articles 2 à 9, 11, 12 et 16 de la présente loi...* » (p. 5674) ; *vote par procuration dans les territoires d'outre-mer* (p. 5675) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 329 du Code électoral par de nouvelles dispositions* (p. 5675) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur le locataire commerçant ; interdiction des ventes par appartement dans les secteurs de rénovation ; institution d'un droit de préemption ; extension de la procédure d'échange d'appartements ; problème de l'indemnisation* [19 décembre 1968] (p. 5676, 5677).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à la profession du taxi [20 décembre 1968] (p. 5742, 5743).

En qualité de Secrétaire d'Etat :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire : *Importance du Conseil supérieur de la fonction militaire pour le Gouvernement* [14 octobre 1969] (p. 2645, 2646) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (composition du Conseil supérieur de la fonction militaire)* (p. 2646) ; *représentation des militaires en retraite au Conseil supérieur de la fonction militaire ; dialogue entre le Gouvernement et les militaires en activité* (p. 2646) ; *composition du Conseil supérieur ; son rôle* (p. 2647) ; Art. 5 : *Problème de la représentation du personnel de la gendarmerie et de la garde républicaine au Conseil* (p. 2648) ; en seconde délibération : *composition du Conseil ; problème de la présence des retraités ; choix des organisations de retraités militaires représentatives ; rôle du Conseil supérieur de la fonction militaire ; exemple du règlement de discipline générale ; réforme du service des poudres ; rôle des militaires en activité* [22 octobre 1969] (p. 2813) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (composition du Conseil supérieur de la fonction militaire)* (p. 2814) ; *ses observations sur la procédure de la seconde délibération ; idée de faire participer au Conseil supérieur de la fonction mititaire des représentants des appelés et des réservistes* (p. 2815) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'Air : *Objet du texte étant de faciliter les changements de corps au sein des trois corps d'officiers de l'armée de l'Air et de regrouper les dispositions éparses dans divers textes* [14 octobre 1969] (p. 2649) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officier de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte : *Importance du texte ; réorganisation de la marine ; effort de promotion sociale* [22 octobre 1969] (p. 2818) : Art. 5 : *Problème des limites d'âge ; conséquences du texte de la Commission ; admission dans le corps des officiers* (p. 2819, 2820) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (cas des officiers techniciens appartenant au personnel navigant de l'aéronautique navale après avoir effectué vingt-neuf ans de services militaires effectifs)* (p. 2820) ; *ses observations sur l'application des dispositions de l'article 6 de la loi du 30 mars 1928 ; congé du personnel navigant* (p. 2820) ; Art. 11 : *Classement hiérarchique ; échelonnement indiciaire* (p. 2822) ; en deuxième lecture : *Modifications faites par le Sénat ; possibilité donnée aux officiers des équipages d'accéder aux postes des officiers de marine ; recrutement de l'Ecole militaire de la flotte ; promotion sociale ; déroulement des carrières* [25 novembre 1969] (p. 4337) ; Art. 11 : *Application de l'article L 16 du Code des pensions* (p. 4339) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Problèmes de la gendarmerie ; conséquence du développement de la circulation routière ; renforcement des effectifs des brigades ; éventualité de l'incorporation de jeunes gens dans les rangs de la gendarmerie ; réalisation du programme de rénovation des matériels ; condition des sous-officiers de gendarmerie* [17 novembre 1969] (p. 3844, 3845) ; Après l'Art. 58 : *Ses observations sur la préparation d'un fascicule spécial pour la gendarmerie ; ses observations sur le système dit des 3 P : planification, programmation, préparation du budget* (p. 3866) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE : *Importance de ce secrétariat ; caractère global de la défense* [20 novembre 1969] (p. 4082) ;

— du projet de loi relatif au corps militaire des ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes : *Unification du corps des ingénieurs* [4 décembre 1969] (p. 4632) ;

— du projet de loi abrogeant les dispositions de l'article 2 de la loi n° 60-713 du 13 juillet 1960 relatives à la création de corps civil et militaire, d'ingénieurs des travaux maritimes : *Ses observations sur ce texte* [4 décembre 1969] (p. 4633) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'arme-

ment et des ingénieurs des études et techniques d'armement : *Ses observations sur ce texte* [4 décembre 1969] (p. 4634) ;

— du projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale : *Distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire ; intégration de la gendarmerie maritime ; avantages du projet de loi ; missions de la gendarmerie* [4 décembre 1969] (p. 4635, 4636) ; *ses observations sur les paroles de M. Jacques Hébert* (p. 4636).

Modification de l'ordre du jour : *Retrait du projet de loi relatif à l'admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale* [4 décembre 1969] (p. 4637).

Répond à la question orale sans débat de M. Michel Jacquet, relative aux dispenses d'obligations militaires [24 avril 1970] (p. 1293, 1294).

Répond à la question orale sans débat de M. Voilquin, relative aux obligations militaires des jeunes agriculteurs [24 avril 1970] (p. 1294, 1295).

Répond à la question d'actualité de M. Virgile Barel relative à l'accident provoqué par un missile Masurca [15 mai 1970] (p. 1749).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées : *Conditions de nomination des médecins militaires et des pharmaciens chimistes des armées au premier grade d'officier ; constitution du corps de réserve des médecins ; constitution initiale du corps des officiers techniciens* [2 juin 1970] (p. 2168) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Vieillissement du contingent ; hétérogénéité de celui-ci ; réduction à douze mois de la durée du service militaire ; système des sursis ; abaissement de l'âge auquel les jeunes gens se marient ; rôle de la commission « Armée-Jeunesse » ; problème de l'insertion des étudiants dans la vie professionnelle ; abaissement de l'âge de l'incorporation ; problème de l'interruption des études ; possibilité donnée aux armées d'accomplir un certain nombre de tâches de caractère non militaire ; incorporation des jeunes gens dans la gendarmerie ; simplification des prodécures ; service national pour les jeunes filles ; droit de vote pour les jeunes gens ayant accompli leurs obligations militaires* [9 juin 1970] (p. 2348 à 2350) ; Art. 1er : *Problème du service civique* (p. 2375) ; Art. 2 : *Cas où les jeunes gens demandent à avancer ou à retarder leur incorporation* (p. 2376) ; *âge d'appel* (p. 2376) ; *hypothèse où les étudiants présent une demande* (p. 2376) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dronne* (p. 2379) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 2380) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* [10 juin 1970] (p. 2407) ; *service de la coopération* (p. 2409) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 2416) ; Art. 14 : *Introduction de militaires du contingent dans la gendarmerie ; nécessité de renforcer les effectifs de la gendarmerie* (p. 2421) ; *casernement dans des locaux de gendarmerie mobile des jeunes appelés et détachés quotidiennement dans des brigades de gendarmerie* (p. 2422) ; Art. 18 : *Attribution des dispenses ; ses observations sur les différences régionales en cette matière ; remplacement de la notion de zone par celle de région ; institution d'un degré de juridiction supplémentaire* (p. 2428) ; Après l'Art. 24 : *Date de la libération des jeunes incorporés ; situation des sursitaires* (p. 2444).

Répond à la question d'actualité de M. Raymond Barbet relative au groupe électronique de Suresnes [12 juin 1970] (p. 2569, 2570).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Augmentation des dépenses de fonctionnement ; augmentation des dépenses de personnel ; entretien des matériels ; adaptation des casernements à la vie moderne ; formation et entraînement des cadres* [27 octobre 1970] (p. 4760) ; *entraînement des pilotes ; instruction des réserves ; extension au personnel militaire et à la gendarmerie de l'amélioration de la situation des catégories C et D de la fonction publique ; condition militaire ; situation des officiers et des sous-officiers ; personnel de la gendarmerie ; augmentation du prêt des appelés ; réductions au sein des états-majors et des services ; refus de mettre en cause le caractère*

opérationnet de nos forces militaires (p. 4761) ; *ses observations sur les missions des armées ; situation des cadres ; projet de loi de réorganisation des forces armées ; ses observations sur le caractère normal d'une double carrière (militaire et civile) pour les officiers et les sous-officiers ; problème de la reconversion et du reclassement ; augmentation des effectifs de la gendarmerie ; son affirmation selon laquelle il n'est pas question d'employer les jeunes gens du contingent à la recherche de la délinquance juvénile ; renforcement des brigades départementales ; amélioration du sort des sous-officiers* (p. 4762, 4763) ; *problème des officiers d'administration ; statut des personnels du service des essences ; suppression du corps des ingénieurs de travaux des essences ; question de la création des corps spéciaux dans le domaine du renseignement; service national ; libération des jeunes gens; utilisation d'unités militaires à des fins d'intérêt général ; exécution des obligations militaires ; augmentation du nombre des engagés ; préparation militaire ; rôle des officiers et sous-officiers de réserve dans la mise au point de nouvelles formes de préparation militaire* (p. 4774) ; *rigidité du système des sursis ; situation des jeunes gens qui ont été retardés dans leurs études ; cas des veuves d'officiers mariniers ; taux de la pension de réversion ; ses observations sur la situation des établissements de l'Etat, les arsenaux et en particulier l'arsenal de Brest ; problème de la commande de vedettes rapides ; ses observations sur le cinquième sous-marin nucléaire lance-engins ; recrutement de la gendarmerie ; implantation des brigades dans un département ; Conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 4775) ; *dépôt d'un projet de loi concernant le statut de la fonction militaire ; situation des cadres permanents et des techniciens de l'armée ; problème des sous-officiers ; jeunesse de notre armée* (p. 4776); *utilisation des jeunes gens du contingent ; place des jeunes gens du contingent dans l'encadrement des corps de troupe : cohésion entre les cadres d'activile et les contingents* (p. 4776) ; *réduction des effectifs ; difficultés de la marine ; réduction des effectifs dans les états-majors et les services ; application de la loi de programme militaire; problème de la réintégration de la France dans l'Alliance atlantique* (p. 4777, 4778).

Répond à la question de M. Charles Bignon relative à l'appel du contingent [11 décembre 1970] (p. 6496).

Prend part à la discussion du projet de loi portant Code du service national : *Son opposition à la question préalable* [6 avril 1971] (p. 910) ; Art. 1er : *Son opposition à l'amendement de M. Le Theule* (p. 914) ; Art. 4 : *Problème des sursis* (p. 917) ; Art. 5 : *Problème des sursis ; situation des jeunes gens âgés de plus de 19 ans* (p. 918) ; Art. 6 : *Situation des veufs* (p. 919) ; Art. 7 : *Indication des dates probables de départ* (p. 920) ; Avant l'Art. 15 : *Ses observations sur le mot : « sélection »* [7 avril 1971] (p. 944) ; Art. 20 : *Situation des jeunes gens qui n'ont pas satisfait à l'obligation de recensement* (p. 945, 946) ; Art. 26 : *Notion d'ajournement* (p. 947) ; Art. 29 : *Cas des exemptés* (p. 948) ; Art. 32 : *Système des commissions départementales* (p. 949, 950) ; *qualité de soutien de famille* (p. 950) ; Art. 33 : *Dépôt des dossiers de dispense* (p. 951) ; Art. 35 : *Libération anticipée* (p. 951) ; Art. 39 : *Résidence à l'étranger* (p. 952) ; Art. 48 : *Durée du service des objecteurs de conscience* (p. 954) ; Art. 50 : *Information des postulants objecteurs de conscience* (p. 955); *nature du service accompli par les objecteurs de conscience* (p. 955, 956) ; Art. 51 : *Conséquence des condamnations pénales* (p. 956) ; Art. 56 : *Situation des jeunes gens qui ont été condamnés ; durée de leur période* (p. 957) ; *rôle des comités de probation* (p. 957, 958) ; Après l'Art. 61 : *Délimitation du domaine réglementaire et du domaine législatif* (p. 959) ; Art. 63 : *Calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et pour la retraite* (p. 960) ; Art. 67 : *Organisation des réserves* (p. 961) ; Art. 69 : *Son sous-amendement tendant à substituer, dans l'amendement de M. Le Theule, aux mots : « par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 67 » les mots : « par dérogation aux dispositions de l'article 67 »* (p. 962) ; Art. 84 : *Situation des salariés horaires* (p. 965) ; Art. 86 : *Obligations du service de défense* (p. 966) ; Art. 88 : *Statut de défense* (p. 966) ; Art. 94 : *Etat de mise en garde* (p. 967) ; Art. 110 : *Conséquence de la constatation d'une inaptitude physique pendant le service de coopération* (p. 969) ; Art. 128 : *Tentatives de délits* (p. 972) ; Art. 56 : *Ses observations sur une question de procédure parlementaire* (p. 975, 976) ; en seconde délibération, Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article : « Nul ne peut être investi de fonctions publiques, même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par le présent*

code » (p. 978) ; Art. 51 : *Obligations prévues pour les jeunes condamnés* (p. 978) ; Art. 56 : *Rôle de la commission juridictionnelle* (p. 979, 980) ; Art. 60 : *Cas de refus d'obéissance* (p. 981).

Répond à la question d'actualité de M. Halbout relative à l'interdiction d'un livre dans les casernes (« La bombe ou la vie ») [30 avril 1971] (p. 1590).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au corps des vétérinaires biologistes des armées : *Ses observations sur ce texte* [11 mai 1971] (p. 1789) ; *situation des étudiants vétérinaires en fonction de la loi sur le service national ; problème de la constitution d'un corps de réserve de vétérinaires* (p. 1789) ; Avant l'Art. 1er : *Missions des vétérinaires* (p. 1790) ; Avant l'Art. 3 : *Répartition de ces vétérinaires* (p. 1790) ; Art. 5 : *Problème de la constitution d'un corps de réserve ; possibilité donnée aux vétérinaires biologistes en chef de deuxième classe d'accéder à la première classe* (p. 1791) ;

— du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire : *Application du Code du service national* [7 décembre 1971] (p. 6431) ; *rapprochement entre la procédure pénale militaire et la procédure de droit commun* (p. 6432) ; Art. 6 : *Problème de la référence au règlement de la discipline générale des armées ; détention provisoire* (p. 6433) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 23 : *Crédits demandés pour le service de documentation extérieure et de contre-espionnage* [7 décembre 1971] (p. 6481) ; Art. 26 : *Etudes du char AMX-10 à roues; études d'un nouveau fusil* (p. 6485); *action militaire au Tchad* (p. 6486) ;

— du projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines : *Conception du Gouvernement français en matière de désarmement* [4 mai 1972] (p. 1351) ; Art. 1er et 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Jacques Hébert* (p. 1352).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la coopération militaire franco-britannique [5 mai 1972] (p. 1399).

Répond à la question d'actualité de M. Henri Lucas relative aux militaires blessés en manœuvres [9 juin 1972] (p. 2384, 2385).

Répond à la question orale sans débat de M. Commenay relative à la situation des personnels de la gendarmerie et de la Garde républicaine [9 juin 1972] (p. 2390, 2391).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant intégration de certains fonctionnaires dans un corps du Ministère de la Défense nationale : *Intégration de fonctionnaires de catégorie A, appartenant à la caisse militaire de sécurité sociale, dans le corps administratif supérieur des services extérieurs du Ministère de la Défense nationale* [14 juin 1972] (p. 2448) ;

— en troisième lecture, du projet de loi portant statut général des militaires : *Ses observations sur l'adhésion à une association ; conseil supérieur de la fonction militaire* [29 juin 1972] (p. 2988, 2989).

Répond à la question d'actualité de M. Benoist relative aux expériences nucléaires [30 juin 1972] (p. 3054, 3055).

FAURE (Edgar)

Député du Doubs
(3e circonscription)
U.D.R., puis N.I., puis app. U.D.R.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969.

MINISTRE D'ETAT
CHARGÉ DES AFFAIRES SOCIALES
du 7 juillet 1972 au 28 mars 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Ministre de l'Education nationale (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), (24 septembre 1968), (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Education nationale (Gouver-

nement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

L'Assemblée prend acte de son élection [21 octobre 1969] (p. 2772, 2797).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [21 octobre 1969] (p. 2797).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [29 octobre 1969] (p. 3059).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 ooût 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212).

Cesse d'appartenir à cette commission [18 juillet 1968] (p. 2333) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Son projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, **n° 266** [24 septembre 1968].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, **n° 570** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2410), portant statut de la radiodiffusion-télévision française, **n° 2416** [14 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, **n° 2484** [29 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2473), rejeté par le Sénat, portant statut de la radiodiffusion-télévision française, **n° 2495** [30 juin 1972].

Son projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes, **n° 2611** [2 novembre 1972].

Son projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, **n° 2624** [9 novembre 1972].

Son projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale, **n° 2625** [9 novembre 1972].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, **n° 2649** [17 novembre 1972].

Son projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, **n° 2768** [14 décembre 1972].

Son projet de loi modifiant l'article 26 du Code de la mutualité, **n° 2776** [14 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre de l'Education nationale :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Claudius-Petit [24 juillet 1968] (p. 2524).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Ses observations sur le thème de la participation ; réflexion sur les mouvements d'étudiants ; vices du système d'enseignement ; transformation de la jeunesse ; la jeunesse constitue une sorte de classe qui met en cause le reste de la nation ; l'enseignement supérieur français ne peut s'abstraire de la construction européenne ; recherche scientifique ; caractère périmé de la conception*

napoléonienne de l'université ; démocratisation de l'enseignement ; politique d'aide matérielle aux familles et aux étudiants ; programmes d'enseignement ; méthodes d'examen ; introduction à part entière des disciplines scientifiques de base dans l'ensemble de notre enseignement du premier et du second degré ; enseignement supérieur ; problème de la rentrée ; ses observations sur le baccalauréat ; conséquences des examens de 1968 ; nécessité de réviser la conception même de l'examen ; nécessité de passer tous les examens cette année ; problème des locaux universitaires; utilisation de l'immeuble de l'O.T.A.N. ; personnalité des universités ; nombre des postes supplémentaires ; problème des bibliothèques au sein des universités ; organisation des services rationnels de photocopie ; question des moyens audiovisuels ; problème de la sélection ; droit pour les bacheliers de s'inscrire dans une faculté ; adaptation de l'enseignement secondaire à sa fonction ; ses observations sur les progrès de la science et de la technologie ; développement des moyens d'information ; question du recyclage ; révolte de l'étudiant contre le cours magistral ; préparation d'une loi-cadre ; question des chaires ; création de départements universitaires ; conception de la grande thèse ; modalités de la participation; se demande s'il faut associer à la gestion des établissements universitaires des personnalités extérieures à compétence économique et sociale ; association des universitaires, professeurs et étudiants aux conseils régionaux ; question de la pédagogie ; problème des libertés ; institution d'équivalences de diplômes au sein de la Communauté économique européenne ; orientation au sein du secondaire ; conception de l'examen ; décloisonnement de l'enseignement secondaire vers le supérieur ; décloisonnement du secondaire vers la vie ; nécessité de traiter, dans les classes terminales, l'élève comme un étudiant ; introduction, dès le lycée, de l'enseignement du droit et de l'économie politique ; abolition de la différence entre littéraires et scientifiques ; nécessité d'un minimum de connaissances scientifiques ; ses observations sur le premier cycle ; unification de cet enseignement ; nécessité de reporter l'enseignement du latin au début de la quatrième ; possibilité pour l'enseignement secondaire d'avoir un tronc commun ; nécessité de répandre l'enseignement des idées politiques et économiques dans les classes terminales ; importance de la part de l'intelligence et de la réflexion ; ses observations sur les programmes ; problème du bachotage ; rapport enseignant-enseigné ; cours magistral ; diminution de la place du cours magistral pour accroître les recherches individuelles et collectives ; modification des sanctions ; ses observations sur les sociétés de consommation [24 juillet 1968] (p. 2524 à 2532) ; *allégement de l'enseignement* (p. 2535) ; *développement des écoles maternelles* (p. 2543) ; *ses observations sur les paroles de M. Andrieux* (p. 2555) *et sur celles de M. Brugnon ; unification de l'enseignement des classes de sixième et de cinquième ; enseignement du latin en quatrième* [25 juillet 1968] (p. 2573) ; *création d'un établissement européen populaire ; européanisation de l'enseignement ; établissement d'une certaine spécialisation à l'intérieur de l'Europe* (p. 2578) ; *enseignement agricole ; rapport entre l'enseignement technique agricole et l'enseignement général ; brevet de technicien agricole ; création de bureaux régionaux d'orientation et de concertation ; enseignement technique* (p. 2581, 2582) ; *prolongement de l'enseignement de notions mathématiques ; connaissance du monde ; ses observations sur Marx et* Le Capital (p. 2583, 2584) ; *missions de l'Etat ; nécessité d'une décentralisation* (p. 2586) ; *participation au niveau de l'enseignement secondaire n'étant possible qu'avec le concours des parents d'élèves ; allégement des programmes* (p. 2587, 2588) ; *rôle du Palais de l'O.T.A.N.* (p. 2601); *problème de la sélection* (p. 2602); *ses observations sur les paroles de M. Delorme* (p. 2606) ; *création de bureaux régionaux d'organisation et de concertation agricole* (p. 2606) ; *problème de la rentrée scolaire ; utilisation des locaux existants ; allongement de l'année universitaire ; aide mutuelle interfacultés ; utilisation des moyens audiovisuels* (p. 2606, 2607) ; *ses observations sur le « monitorat » ; délégation accordée aux doyens pour l'organisation des examens ; « médicalisation » du certificat préparatoire aux études médicales ; formation psychologique et psychiatrique ; formation des médecins généralistes ; création de centres hospitaliers universitaires ; participation des étudiants ; transformation des méthodes pédagogiques ; école maternelle ; problème des écoles élémentaires en milieu rural ; ramassage scolaire ; bourses ; critères de leurs attributions ; problème de la prolongation de la scolarité au-delà de seize ans ; ses observations sur*

les mathématiques ; rénovation de l'école normale ; enseignement technique ; équilibre entre l'enseignement littéraire et l'enseignement scientifique ; unification entre le technique et le secondaire dans l'enseignement des trois matières de base : le français, les mathématiques, la langue vivante ; enseignement technique supérieur long ; enseignement du second degré ; différence entre les C.E.G. et les C.E.S. ; allégement des programmes ; baccalauréat ; enseignement unifié dans les classes de sixième et dans les classes de seconde ; nécessité de mêler l'enseignement et la vie ; ne pas interdire les journaux dans les lycées ; ses observations sur l'orientation et l'information ; moyens audiovisuels ; information sur les carrières et les emplois ; ne pas confondre le diplôme et l'emploi ; condition étudiante ; éducation permanente ; question des universités autonomes régionales et concurrentielles (p. 2609 à 2612).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur les paroles de M. Capelle* [3 octobre 1968] (p. 3003) ; *ses observations sur le titre de chancelier* (p. 3003) ; *ses observations sur les paroles de M. Poujade ; les compliments de M. Poujade* (p. 3008) ; *projet de loi, œuvre du Gouvernement* (p. 3011) ; *problème de la sélection ; création des emplois dépendant en grande partie de l'aptitude des personnes à les occuper* (p. 3018) ; *institution d'un baccalauréat simplifié ; ses observations sur le baccalauréat de l'année prochaine ; ses observations sur les examens des facultés ; leur valeur ; ses observations sur le C.P.E.M. ; difficultés à l'heure actuelle dans les facultés de lettres ; possibilité, au cas où les autorités compétentes dans les universités ne peuvent pas arriver à faire passer les examens, de constituer un jury national devant lequel se présenteront les étudiants qui désirent voir leurs études sanctionnées* (p. 3019) ; *ses observations sur les paroles de M. Westphal* (p. 3020) ; *liberté d'information et de discussion politique ; ses observations sur le fait que tout ce qui est social est politique* (p. 3026) ; *participation des personnes extérieures ; ses observations sur les examens ; question du baccalauréat de cette année ; suppression de la session de rattrapage pour le bac ; ses observations sur le C.P.E.M. ; son refus d'accepter que les examens soient dévalués* (p. 3027) ; *ses observations sur les établissements hospitaliers* (p. 3028) ; *problème des emplois ; création d'un centre d'étude de l'évolution des qualifications* (p. 3030, 3031) ; *question du vote obligatoire* (p. 3032) ; *création de bourses supplémentaires au profit des jeunes ruraux ; création de bureaux d'orientation régionaux ; prolongation de la scolarité ; ses observations sur le « tronc commun »* (p. 3032, 3033) ; *ses observations sur les paroles de M. Boscher* (p. 3034) ; *examens de lettres n'étant pas anonymes* (p. 3034) ; *ses observations sur les ententes entre étudiants et enseignants* (p. 3035) ; *indications sur le fait que les sports ne sont pas rattachés dans leur intégralité au Ministère de l'Education nationale* (p. 3037) ; *étucation sportive en université* (p. 3037) ; *sursis de M. Sauvageot ; conditions dans lesquelles les étudiants peuvent bénéficier du sursis* (p. 3038) ; *fait observer que l'orateur reçoit tous les interlocuteurs* (p. 3039) ; *problème de sa longévité ministérielle* (p. 3040) ; *enseignement du latin en 6e ; nécessité, pour les jeunes, d'acquérir une éducation scientifique ; éducation civique* [4 octobre 1968] (p. 3067) ; *rédaction du projet de loi ; ses observations sur les paroles de M. Triboulet ; valeur des diplômes ; cas de la licence en droit ; enseignement des matières à option ; ses observations sur le fait que c'est au niveau du troisième cycle que l'université doit être compétitive* (p. 3069) ; *situation des assistants et des maîtres assistants : Europe donnant une dimension nouvelle à nos universités* (p. 3071) ; *sélection américaine* (p. 3074) ; *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 3076) ; *ses observations sur le corps enseignant ; problème de la sélection ; question de résidence ou de non-résidence du corps enseignant ; chaire magistrale ; son souhait de voir les universités, à partir de la rentrée, radiodiffuser et télédiffuser certains cours ; nécessité d'ouvrir l'éducation vers la vie ; situation des étudiants qui arrivent dans les facultés de lettres et qui ensuite n'auront pas d'emploi ; organisation d'une orientation complète à tous les étages de l'enseignement* (p. 3077, 3078) ; *instituts universitaires de technologie ; diplôme à la fin de la première ; épreuves en classes terminales ; son opposition à la session de rattrapage d'octobre ; mise au point d'un centre d'études des qualifications ; nombre des emplois pouvant changer d'après le nombre des personnes capables de les occuper ; l'univer-*

sité est la nation en train d'apprendre et de s'apprendre (p. 3078, 3079) ; *ses observations sur le corps enseignant ; sa représentation* (p. 3080) ; *son refus d'une charte octroyée de l'université* (p. 3081) ; *situation des assistants, des maîtres assistants et des professeurs ; notion des enseignants permanents* (p. 3082) ; *ses observations sur les paroles de M. Billères* (p. 3083) ; *ses observations sur l'autonomie et la participation ; problèmes de l'enseignement élémentaire et du second degré ; conséquences de la politique du dialogue ; question de la représentativité de tel ou tel syndicat ; élaboration du projet de loi ; critiques formulées au sein de la majorité à l'égard du projet de loi ; absence de contre-plan ; approbation nuancée du projet de loi par l'opposition ; la France n'a pas deux jeunesses ; contrôle* a posteriori *des dépenses ; question d'instauration d'un gouvernement d'assemblée dans les universités ; spécialisation des universités ; autonomie pédagogique ; question des diplômes nationaux ; rôle du Ministre et du Conseil national ; participation des personnes extérieures à l'Université ; participation des étudiants ; transformation des rapports entre enseignants et enseignés ; maturation des jeunes se faisant plus rapidement qu'auparavant ; ses observations sur les élections ; question du vote obligatoire ; composition du corps enseignant ; ne pas diviser ce corps ; croissance des effectifs des étudiants ; renaissance démographique de la France ; démocratisation de l'enseignement ; aspiration de la jeunesse française vers les études supérieures; injustice de la sélection ; impossibilité d'ajouter à un examen terminal de l'enseignement secondaire un second examen ayant même vocation ; problème de l'orientation ; crise d'une culture immobile dans un monde en transformation ; Université devant devenir une véritable usine à connaissances ; ses observations sur la technique ; instituts universitaires de technologie ; initiation de l'homme au monde où il vit ; formation générale des maîtres ; ouverture vers la vie professionnelle ; éducation permanente ; définition des missions de l'Education nationale et de son enseignement supérieur ; question du risque que présente le projet de loi ; question du caractère utopique du projet de loi* [8 octobre 1968] (p. 3095 à 3101) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'évolution démocratique ; recyclage des anciens étudiants ; problème des sports ; responsabilité des citoyens* (p. 3107, 3108) ; *formation des maîtres de l'Education nationale ; caractères de l'enseignement secondaire ; ses observations sur les maîtres de l'enseignement primaire ; maîtres de cet enseignement devant accomplir deux années de formation après le baccalauréat ; question des grandes écoles ; cas des anciens étudiants ; éducation permanente* (p. 3109) ; Art. 2 : *Rapports des universités françaises avec les universités qui utilisent notre langue ; importance de la langue française ; coopération européenne ; langue française pouvant devenir une langue de culture internationale ; possibilité de réunir les Ministres de l'Education nationale du Marché commun et également les diverses universités du Marché commun* (p. 3110, 3111) ; Art. 3 : *Unités d'enseignement et de recherche ; ses observations sur l'éventuelle création d'un département d'histoire ; ses observations sur les différentes catégories d'établissements ; intérêt de la notion d'établissement public ; distinction entre l'Université, les établissements extérieurs et les subdivisions qui se trouvent au-dessus des unités* (p. 3112, 3113) ; *ses observations sur l'amendement de M. Collette* (p. 3113) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 3114) ; Art. 4 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 3114) ; Art. 4 : *Absence à l'heure actuelle, de monopole géographique ; cas de l'Université de Paris* (p. 3116) ; *contrôle des décisions des facultés, mobilité des étudiants* (p. 3116, 3117) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barrot* (p. 3117) ; Art. 5 : *Composition des conseils* (p. 3118) ; *rôle des C.O.D.E.R. dans le choix des personnalités extérieures et des représentants de l'Université* (p. 3120) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 3120) ; *rôle du Conseil national ; conditions d'obtention des diplômes* (p. 3121) ; *ses observations sur l'amendement de M. de Montesquiou* (p. 3122) ; *définition de la « prospective »* (p. 3122) ; Après l'Art. 6 : *Compétence du Conseil supérieur de l'Education nationale ; prérogatives du Ministre* (p. 3122, 3123) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* [9 octobre 1968] (p. 3142) ; Art. 8 : *Limitation du nombre des participants à chacun des conseils* (p. 3145) ; *ses observations sur le Conseil de recherche* (p. 3145, 3146) ; *représentation des personnalités extérieures à l'Université* (p. 3146) ; *procédure d'agrément des personnalités extérieures ; problème de l'homologation* (p. 3146) ; *cas des établisse-*

ments qui ne sont pas des universités (p. 3148) ; *personnalités extérieures devant être des représentants qualifiés des intérêts généraux ; possibilité d'y faire participer des élus et des syndicalistes* (p. 3149, 3150) ; *son sous-amendement tendant à substituer à la première phrase du 4e alinéa de l'article 8 les deux phrases suivantes : « dans le même esprit, les statuts doivent prévoir, dans les conseils d'université et établissements publics, indépendants des universités, la participation de personnes extérieures choisies... »* (p. 3150) ; *cas des anciens élèves* (p. 3150) ; *création d'une commission d'exécution* (p. 3151) ; *ses observations sur l'expression « d'enseignants permanents »* (p. 3152) ; Art. 9 : *Ses observations sur le quorum et l'éventualité d'un deuxième tour* (p. 3154, 3155) ; *ses observations sur le scrutin à la représentation proportionnelle ; choix d'un scrutin à un seul tour* (p. 3155) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Capelle, à remplacer les mots : « aux deux tiers » par les mots : « à 60 pour cent »* (p. 3156) ; *jour du vote* (p. 3157, 3158) ; *organisation des élections* (p. 3158) ; *cas des étudiants qui sont sous les drapeaux* (p. 3158) ; *son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Capelle les mots : « il est procédé, dans les huit jours, à un deuxième scrutin ; si le pourcentage des deux tiers n'est pas atteint au second tour, »* (p. 3159) ; *scrutin à un tour* (p. 3159) ; *fixation du quorum* (p. 3160) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3160) ; *ses observations sur l'amendement de M. Liogier ; ouverture de nos universités vers l'Europe* (p. 3161) ; *représentation des étudiants de première année ; cas les redoublants* (p. 3162, 3163) ; *dialogue entre le Gouvernement et l'Assemblée* (p. 3167) ; *vote des étudiants de première année ; participation des lycéens* (p. 3167, 3168) ; *possibilité de réserver le droit de suffrage aux étudiants ayant satisfait aux exigences normales de la scolarité l'année précédente* (p. 3168) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 3168) ; *question des redoublants ; ses observations sur l'idée que le pourcentage des étudiants de première année ne saurait dépasser le cinquième de l'ensemble de l'électorat étudiant* (p. 3169, 3170) ; *ne pas isoler les jeunes bacheliers* (p. 3170) ; *ses observations sur les paroles de M. Flornoy* (p. 3170) ; *Son amendement : « Le droit de suffrage est réservé aux étudiants ayant satisfait aux exigences normales de la scolarité l'année précédente. Le pourcentage des représentants des étudiants de première année ne saurait excéder un cinquième de l'ensemble des représentants de tous les étudiants »* (p. 3170) ; *situation des étudiants étrangers ; nomination des professeurs étrangers* (p. 3171) ; Art. 10 : *Election du président du conseil d'établissement* (p. 3173) ; *possibilité pour l'université de choisir un président du conseil d'établissement* (p. 3173) ; *possibilité pour l'université de choisir un président qui ne soit pas un professeur titulaire de cette université ; problème de l'homologation ministérielle* (p. 3173) ; *rôle du président* (p. 3174) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Fontanet, après les mots : « membre du conseil » à insérer les mots : « s'il n'est pas professeur titulaire, la dérogation prévue doit recevoir l'homologation du Ministre de l'Education nationale »* (p. 3174) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Capelle par la nouvelle phrase suivante : « Lorsqu'il n'est pas professeur titulaire ou maître de conférence nationale, sa nomination est soumise à l'homologation du ministre de l'Education Nationale »* (p. 3175) ; *ses observations sur l'élection du président et du directeur* (p. 3176) ; *rôle des maîtres de conférences et des maîtres assistants ; ses observations sur les assistants ; situation des personnels techniques et administratifs ; ses observations sur les chercheurs ; question du cours magistral ; rôle de l'assistant ; ses observations sur les agrégations de droit et de médecine ; cas des disciplines où n'existe pas d'agrégation ; assistants des facultés de médecine ; docteurs du troisième cycle ; monitorat ; possibilité de fixer une période probatoire de deux à quatre ans à l'assistant pour faire sa thèse ou passer l'agrégation ; assimilation à la catégorie des maîtres assistants, des assistants qui appartiendront vraiment au corps enseignant ou qui en ont vocation* (p. 3177 à 3180) ; *possibilité de prévoir trois collèges distincts : celui des professeurs et des maîtres de conférences, celui des maîtres assistants et assimilés, enfin celui des assistants non permanents ; recherche scientifique* (p. 3181, 3182) ; Après l'Art. 10 : *Modalités des élections dans les conseils régionaux* (p. 3182) ; Art. 11, 12 et 13 : *Ses observations sur les amendements de M. Capelle* (p. 3182, 3183) ; Après l'Art. 13 : *Recours devant les juridictions* (p. 3184) ; Art. 15 : *Ses observations sur les diplômes nationaux ; rôle du Conseil national* [10 octobre 1968] (p. 3201) ; *pos-*

sibilité pour chaque université de créer des diplômes qui lui soient propres (p. 3201) ; *conditions normales de collation des titres et des diplômes* (p. 3202) ; *situation des assistants des facultés de lettres et de sciences ; situation des assistants en faculté de médecine ; doctorat de troisième cycle dans les sections de médecine et de droit ; rôle du travail d'équipe ; nécessité de rédiger une thèse courte ; France ayant un prix Nobel collectif* (p. 3203, 3204) ; *différence entre la thèse de droit et la thèse de lettres ; enseignement et recherche étant inséparables* (p. 3204) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Julia par la phrase suivante : « Dans le cas où la thèse ou les travaux résultent d'une contribution collective, le candidat doit rédiger un mémoire permettant d'apprécier sa part personnelle »* (p. 3204) ; *modification de son sous-amendement pour le rédiger ainsi : « Dans le cas où la thèse ou les travaux résultent d'une contribution collective, le candidat doit rédiger et soutenir un mémoire permettant d'apprécier sa part personnelle »* (p. 3205) ; *ses observations sur les établissements dans lesquels les étudiants pourront s'inscrire ; bourses d'études ; impossibilité pour certains étudiants de première année d'être orientés* (p. 3207) ; *principe que tout bachelier a accès à l'enseignement supérieur* (p. 3207, 3208) ; *responsabilité de l'Etat* (p. 3208) ; *exemple de la faculté des sciences de Paris ; ses observations sur l'utilisation des bâtiments de l'O.T.A.N., de Vincennes, d'Antony et de Montrouge ; critères de spécialisation ; instituts universitaires de technologie* (p. 3209) ; *stages d'orientation* (p. 3209, 3210) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Duhamel* (p. 3211) ; Art. 17 : *Création d'une commission, dite « des qualifications »* (p. 3213) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les universités et ces organismes qualifiés prennent également toutes dispositions pour une adaptation rigoureuse réciproque des débouchés professionnels et des enseignements universilaires dispensés »* (p. 3213) ; Après l'Art. 19 : *Allocation d'études ; problème des bourses* (p. 3214) ; Art. 20 : *Ressources des universités ; rôle des fondations* (p. 3216) ; *ses observations sur les droits d'inscription* (p. 3216) ; *ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 3217) ; *répartition des crédits* (p. 3217, 3218) ; *crédits d'investissements* (p. 3218) ; *problème des personnels administratifs et techniques* (p. 3219) ; *choix du comptable de l'établissement* (p. 3219) ; *ses observations sur les contrôles des établissements* (p. 3221) ; Art. 21 : *Fermeture des salles et des immeubles universitaires pendant une partie de l'année ; création d'un établissement pilote à Vincennes ; ses observations sur le système dit des « trois continuités » : journée continue, année continue, notation continue ; question des heures de service des professeurs ; utilisation de la radio et de la télévision ; situation des enseignants* (p. 3222) ; *ses observations sur les paroles de M. Hamon* (p. 3223) ; *consultation des professeurs pour la création de l'établissement pilote de Vincennes ; composition et rôle de la Commission consultative constituée à cet égard* (p. 3223, 3224) ; *ses observations sur les enseignants associés ; instituts de technologie* (p. 3224, 3225) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 3225) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « par des personnels de l'Etat, des enseignants associés et par des personnels contractuels propres à ces établissements »* (p. 3225) ; *nomination, dans les corps d'enseignants de personnalités étrangères* (p. 3225, 3226) ; Art. 22 : *Son souhait de ne pas voir figurer les professeurs associés sur une liste d'aptitude* (p. 3226) ; *ses observations sur les examens* (p. 3232, 3233) ; *statut des différents personnels ; obligation de résidence pour les professeurs* (p. 3233) ; Après l'Art. 26 : *Droit syndical pour les fonctionnaires de l'enseignement supérieur et pour les étudiants ; nature juridique du groupement des étudiants ; question de la mise de locaux à la disposition des étudiants ; son regret de l'inexistence d'un véritable syndicalisme étudiant lors des événements de mai et de juin* (p. 3234, 3235) ; Art. 27 : *Ses observations sur les troubles qui se seraient produits au cours d'une épreuve de l'agrégation de droit public ; ministre ne disposant d'aucun moyen d'intervenir à l'intérieur des facultés ; ses observations sur les conséquences psychologiques des événements de mai et de juin ; impossibilité donnée aux étudiants de se réunir dans les locaux de l'université ; hommage au doyen Grappin ; ses observations sur la jeunesse ; étudiants disposant de la liberté d'information à l'égard des problèmes politiques, économiques et sociaux* (p. 3236 à 3238) ; *liberté d'information ; troubles dans les universités américaines* (p. 3239) ; *ses observations sur les assistants ; enseignement secondaire ; enseignement des mathématiques modernes en sixième* (p. 3239, 3240) ; *ses observations sur les*

paroles de M. Caldaguès (p. 3240) ; Après l'Art. 33 : *Ses observations sur l'intégration des grandes écoles aux universités* (p. 3244) ; *statut des universités ; constitution d'un conseil national* (p. 3244) ; Art. 35 : *Ses observations sur les mesures provisoires ; exemple de la faculté des sciences de Paris* (p. 3245) ; *ses observations sur les amendements de M. Capelle* (p. 3246) ; Après l'Art 35 : *Procédures de revision des statuts* (p. 3246, 3247) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (enseignements supérieurs conduisant aux professions médicales et dentaires)* (p. 3247) ; Art. additionnels : *Question de l'allocation d'études ; problème des bourses ; démocratisation de l'enseignement ; suppression des devoirs à la maison ; ses observations sur le système du « tronc commun »* (p. 3248) ; *aménagement de la semaine et des horaires* (p. 3249) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Institut national de la santé et de la recherche médicale* [7 novembre 1968] (p. 4080) ; *modalités du vote par correspondance ou par procuration ; fixation du quorum* (p. 4081) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du huitième alinéa (4°) de l'article 6 : « assume une mission générale de coordination entre les universités et les autres établissements »* (p. 4084) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 8 bis : « Leur nombre ne peut être inférieur au sixième ni supérieur au tiers de l'effectif des conseils »* (p. 4084) ; *ses observations sur la participation des personnes extérieures* (p. 4084, 4085) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase de l'alinéa 3 de l'article 5 : « Les enseignants ainsi élus sont pour moitié choisis parmi ceux qui exercent les fonctions de professeur ou maître de conférences »* (p. 4085) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 8* bis : « *Leur nombre ne peut être inférieur au sixième ni supérieur au tiers de l'effectif des conseils* » (p. 4085) ; *son amendement tendant, après les mots : « par le ministre de l'Education nationale », à rédiger ainsi la fin de l'alinéa 2 de l'art. 8* bis: « *après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, en ce qui concerne les universités et les établissements à caractère scientifique et culturel indépendants des universités* » (p. 4085) ; *son amendement tendant après les mots : « fonctions de professeur » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 de l'art. 8* bis : « *maître de conférences ou éventuellement maître assistant, de chercheurs de même niveau et de personnes choisies en fonction de leur comdement tendant, dans l'alinéa 5 de l'article 8 bis à substituer aux mots : « et être éligibles » les mots : « et être élus par ces collèges »* (p. 4085) ; *vote par procuration* (p. 4085) ; *son amendement tendant, dans les deuxième et troisième phrases du second alinéa de l'article 10, après les mots : « maître de conférences » à insérer les mots : « ou maître assistant »* (p. 4086) ; *ses observations sur le directeur d'une unité ; situation des maîtres assistants* (p. 4086) ; *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 4087) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 15 à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont contrôlées par les enseignants d'une façon régulière et continue. Les examens terminaux permettent un contrôle supplémentaire des aptitudes et des connaissances »* (p. 4087) ; *son amendement tendant au début du premier alinéa de l'article 16 à substituer aux mots : « qu'elles groupent » les mots : « qui en font partie »* (p. 4087) ; *son amendement tendant à reprendre la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 20* bis (p. 4087) ; *retrait de son amendement* (p. 4087) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 24* bis (p. 4087) ; *son amendement tendant à la fin de l'article 35 à supprimer les mots : « notamment assurer »* (p. 4087) ; *institut national de la santé et de la recherche* (p. 4087) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la déclaration de l'organisation syndicale de l'enseignement secondaire ; nombre de créations de postes* [28 octobre 1968] (p. 3621) ; *comparaison entre le budget voté de 1968 et le budget voté de 1969* (p. 3624) ; *ses observations sur la proposition de loi déposée par le groupe de la fédération portant réforme globale de l'Education nationale* (p. 3627) ; *ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure* (p. 3628) ; *dépenses supplémentaires afférentes aux nouvelles structures ; répartition entre les différents ordres d'études ; nombre d'étudiants allant vers les lettres* (p. 3629) ; *problème du baccalauréat artistique* (p. 3630) ; *ses observations sur les écoles maternelles* (p. 3632) ; *expérience des sections professionnelles ; problème de l'orientation; question du B.U.S. et de sa transformation*

en un office national pour l'orientation pédagogique et professionnelle ; principe de l'orientation continue ; ses observations sur les professeurs conseillers (p. 3634) ; *ses observations sur les bourses ; situation des agriculteurs ; décisions prises en matière de bourses* (p. 3642) ; *création d'un institut universitaire de technologie en Guyane* (p. 3643) ; *situation des enfants des mariniers* (p. 3646) ; *ses observations sur l'expérience tentée dans la région parisienne ; cas de Luminy près de Marseille* [29 octobre 1968] (p. 3667) ; *ses observations sur les paroles de M. Michel Durafour* (p. 3668) ; *médicalisation du C.P.E.M.* (p. 3669) ; *ses observations sur la situation des directeurs de* C.E.T. (p. 3670) ; *ses observations sur l'implantation à Vincennes de locaux universitaires* (p. 3672) ; *ses observations sur les paroles de M. de la Malène* (p. 3674) ; *publication des barèmes relatifs aux bourses ; ses observations sur la façon dont se déroulent les examens à la Sorbonne* (p. 3675) ; *situation concernant l'enseignement de l'anglais à Grenoble ; question des heures supplémentaires* (p. 3676) ; *croissance du budget ; crédits de fonctionnement ; dépenses d'investissement ; augmentation du pourcentage d'utilisation des bâtiments ; augmentation de l'effectif des enseignés ; nombre des emplois créés pour la rentrée de 1969 ; amélioration du taux d'encadrement de l'enseignement ; développement des écoles maternelles ; urbanisation entraînant la création de classes supplémentaires dans les villes ; problème des classes dans les campagnes ; classes de transition des C.E.S. ; ses observations sur les collèges d'enseignement technique ; décision prise de ne plus maintenir la distinction entre C.E.S. et C.E.G. ; premier cycle comprenant désormais les C.E.S. et le second cycle, les lycées qui iront jusqu'aux classes terminales ; sections d'éducation professionnelle ; prolongation de la scolarité ; prévisions du Ve Plan ; enseignement supérieur ; instituts universitaires de technologie ; nécessité de lier la technique à la science dans les unités de sciences et techniques appliquées ; problème des bourses ; question de l'encadrement ; écoles maternelles ; enseignement de l'anglais à Grenoble ; prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des maîtres des C.E.G. et des instituteurs spécialisés enseignant dans les C.E.G. et les C.E.S. ; missions de l'enseignement* (p. 3677 à 3681) ; *problème des bourses ; transports scolaires ; problème de la franchise de trois kilomètres en zone rurale ; œuvres sociales universitaires ; information ; enfance inadaptée ; situation des instituteurs ; accès des instituteurs à l'enseignement universitaire ; problème des écoles normales ; statut des professeurs de collèges d'enseignement général ; création d'instituts de recherche pour l'enseignement des mathématiques ; question de l'enseignement des mathématiques modernes dès la sixième ; amélioration de l'enseignement des langues vivantes ; méthodes audio-visuelles ; enseignement télévisé ; rôle éventuel d'une troisième chaîne de la télévision ; lancement d'expériences de rénovation pédagogique au niveau du premier degré et du premier cycle du second degré ; statut des chefs d'établissement du second degré et des établissements de formation ; développement du monitorat ; culture de masse ; société de consommation ; promotion culturelle des jeunes et des adultes ; problème des bourses ; situation des enfants d'agriculteurs ; ses observations sur les bourses d'enseignement supérieur ; cas des enfants infirmes ; cas des gens hors barème ; ses observations sur le « contrat d'enseignement » et le « crédit d'enseignement amortissable » ; problème de l'allocation d'études ; rythme de la démocratisation de l'enseignement ; problème de l'enseignement du latin ; enseignement dispensé dans les écoles maternelles ; déficit de ces écoles en milieu rural ; problèmes de l'enseignement élémentaire ; se demande si l'obligation scolaire ne devrait pas commencer à l'âge de cinq ans ; expérience pédagogique à mi-temps ; enseignement du second degré ; suppression de la distinction entre C.E.S. et C.E.G. ; lycées ne devant pas comprendre que les classes de seconde, de première et de terminale ; question de l'enseignement technique ; élèves du secondaire devant, parmi leurs activités, exercer une activité d'application ; possibilité d'ouvrir la technologie à l'ensemble des élèves* (p. 3684 à 3688) ; *prolongation de la scolarité ; création de classes de transition pour certains enfants ; développement du « pré-scolaire » ; ses observations sur les sections d'éducation professionnelle* (p. 3688, 3689) ; *importance de la sixième ; ses observations sur le latin ; problème de l'orientation ; suppression de la distinction entre littéraires et scientifiques ; arguments des prolatinistes* (p. 3689, 3690) ; *enseignement de la technologie* (p. 3691) ; *possibilité de créer, à la fin de la classe de première un certificat de fin d'études ; ses observations sur le baccalauréat ; son organisation cette année ; nécessité*

d'éviter le rattrapage d'octobre (p. 3691, 3692) ; *statut des chefs d'établissement ; situation des directeurs d'école dans l'enseignement élémentaire* (p. 3693) ; Art. additionnel : *Ses observations sur l'ensemble ; construction d'un lycée de jeunes filles à Vincennes* (p. 3694).

En qualité de député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Dupuy et son départ du Ministère de l'Education nationale* [12 novembre 1969] (p. 3593) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Inquiétude de la classe agricole ; problème des prix agricoles à la suite de la dévaluation ; éléments de la solution logique et juridique ; distinction entre les prix des produits végétaux et les prix des produits laitiers et animaux ; conditions d'existence du Marché commun ; importation des porcs* [19 novembre 1969] (p. 3977) ; *rectification des prix des produits laitiers et animaux ; date d'application des prix communautaires normaux pour tous les produits laitiers et animaux ; règlement financier ; exemple des céréales ; exemple de la viande ; crise de 1968 ; problème du lait ; nécessité de s'engager dans une politique de régionalisation ; problème de la betterave ; taxe sur la margarine ; normalisation du marché européen* (p. 3978, 3979) ; *question des structures ; commission présidée par M. Vedel ; décision gouvernementale sur les perspectives de cette commission ; problème de la réduction du nombre d'hectares de terres cultivées ; critique de l'hypothèse du doyen Vedel et de celle de M. Mansholt ; concertation mondiale des puissances qui produisent des excédents agricoles ; création d'emplois afin de savoir si les agriculteurs qui quittent la terre trouveront une occupation ; exploitation familiale ; ses observations sur le modèle de Malassis ; disparition des neuf dixièmes des très petites exploitations ; maintien des exploitations moyennes ; situation des personnes âgées ; ses observations sur l'I.V.D. ; problème du crédit ; intervention du crédit agricole dans l'opération Genvrain ; problème foncier ; placement foncier rural ; système des sociétés foncières ; modicité du prix du fermage ; problème de la formation ; maisons familiales ; problème du secondaire; ramassage scolaire; problème des bourses* (p. 3979 à 3981).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Ses observations sur l'enseignement supérieur ; effort réalisé en faveur de l'éducation depuis dix ans ; ses observations sur le VIe Plan ; problème qualificatif et quantitatif ; limite de l'enseignement obligatoire ; ses observations sur les écoles maternelles ; enseignemen élémentaire ; formation des maîtres ; formule du tiers temps ; ses observations sur les écoles à trois classes et à quatre maîtres ; proposition du district scolaire ; enseignement secondaire ; tronc commun ; ses observations sur le report en quatrième et peut-être en seconde de l'enseignement des langues mortes ; problème du déséquilibre et du cloisonnement entre les enseignements littéraire, scientifique, et technique à partir du secondaire ; importance, en France, du nombre d'étudiants mal orientés ; importance du déficit de chercheurs appliqués ; ses observations sur l'Université ; problème de la participation ; centre médical de Bobigny ; institut d'études germaniques d'Asnières ; problème de l'autonomie ; ses observations sur l'ordre ; possibilité de raccourcir les études de l'adolescence* [15 avril 1970] (p. 1048 à 1052).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Responsabilité pécuniaire des personnes reconnues coupables des délits ; ses observations sur l'article 108 du Code pénal ; ses observations sur l'attroupement ; problème du cumul d'infractions* [29 avril 1970] (p. 1425) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Rôle du Parlement ; sens du vote du budget et de la loi ; scepticisme autour du Plan ; ses causes ; caractère du Plan après la guerre ; faible lisibilité du Plan ; taux de croissance ; régionalisation ; possibilité de travailler sur les points supplémentaires de l'expansion ; problème du plafond de la charge fiscale et sociale ; possibilité d'affecter les avantages des points supplémentaires à un objet déterminé* [17 juin 1971] (p. 3032, 3033) ; *concours des partenaires sociaux ; exécution du Ve Plan ; préparation du budget de 1972 en fonction du Plan ; nécessité du Plan ; importance du Plan en tant qu'instrument de transparence et d'information* (p. 3034) ; *indépendance nationale ; tendances hégémoniques dans le do-*

maine écnomique ; impérialisme du dollar ; développement des entreprises multinationales ; eurodollar ; lutte contre l'impérialisme monétaire du dollar grâce à l'organisation européenne ; participation ; régionalisation ; principe de la participation des salariés dans les entreprises (p. 3035) ; *son souhait que le Plan trace une stratégie de la participation réelle du travailleur à son sort ; augmentation du bien-être ; politique des revenus ; élimination des disparités sociales ; problème de la retraite ; travail féminin ; problème de la qualité de la vie ; problème de la ruratité* (p. 3036) ; *établissement de l'impôt foncier ; importance des équipements collectifs ; sa constatation que le Plan n'est pas celui d'une nouvelle société* (p. 3037) ; Art. unique : *Son amendement (réalisation de la participation dans les différents aspects de la vie économique et sociale)* (p. 3104) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3104) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Son refus d'accorder aux étudiants la faculté de se noter eux-mêmes et d'interférer dans les jurys chargés de les noter* [21 juin 1971] (p. 3161) ; *caractère exorbitant du privilège d'extraterritorialité ; droit pour la puissance publique de pénétrer dans un campus universitaire* (p. 3161, 3162) ; *ses observations sur l'enseignement primaire et secondaire ; nombre d'étudiants en médecine ; valeur des diplômes ; université unique ; formation pratique hospitalière des étudiants en médecine* (p. 3164) ; *problème de la sélection ; suppression du premier cycle de sociologie comme étude principale* (p. 3165) ; Art. 5 : *Problème de l'examen terminal ; portée du contrôle continu des connaissances* (p. 3182) ; Art. 7 : *Problème des équivalences* (p. 3184) ; Art. 10 : *Ses observations sur le fait que seuls les enseignants font partie des jurys d'examens ; détermination de la réglementation des conditions auxquelles un étudiant sera reçu à un examen* (p. 3187, 3188) ; Art. 13 : *Nécessité de la pratique hospitalière pour les étudiants en médecine ; rôle des cliniques privées ; marge d'autonomie des unités d'enseignement et de recherche* (p. 3190) ;

— du projet de loi de finances pour 1972 : *Rôle du Parlement à l'occasion du débat budgétaire ; équipement collectif ; équilibre comptable ; crédits militaires* [20 octobre 1971] (p. 4681) ; *fiscalité indirecte* (p. 4682) ; *taxe sur la valeur ajoutée ; emprunt Pinay ; réduction de trois points promise aux contribuables non salariés* (p. 4682) ; *impossibilité pour un député de la majorité de demander la réduction des dépenses militaires* (p. 4686) ; *équilibre budgétaire ; conditions d'émission de l'emprunt Pinay* (p. 4699) ; *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 4700) ; de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Sabatier (cas des sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne ; cas où l'impôt est inférieur à 2 % des fonds propres ; cas où les résultats de l'exercice sont déficitaires)* [21 octobre 1971] (p. 4718, 4719) ; *crédit de l'Etat et du Parlement* (p. 4719) ; *application de la tranche sur laquelle on appliquera la réduction de 3 % ; situation des travailleurs indépendants; revenu cadastral dans les pays d'élevage* (p. 4719, 4720) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 4720) ; Après l'Art. 5 : *Conversion de l'emprunt Pinay ; importance de l'évasion fiscale grâce à cet emprunt* (p. 4731) ; Art. 9 : *Application de l'article 27 de la Constitution ; ses observations sur l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* (p. 4749) ; son rappel au Règlement : *Ses observations sur le vote sur la première partie du budget pour 1972* (p. 4764) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Retraite à 63 ans ; versement de cotisations par les caisses d'allocations familiales pour les mères de famille ; droit à la vie dans le travail et dans le non-travail ; problème de l'incapacité* [1er décembre 1971] (p. 6264) ; *retraite des femmes ; situation des personnes de plus de 60 ans victimes de suppressions d'emplois ; cas des veuves ; prise en compte des dix meilleures années ; confusion entre la notion de prévoyance et la notion de solidarité nationale ; problème des charges ; comparaison entre les charges des entreprises françaises et des entreprises étrangères ; conséquences de la réévaluation du deutsche Mark* (p. 6265) ; *problème des non-salariés ; possibilité pour l'Etat de prendre en charge le fonds national de solidarité et le fonds spécial des exclus* (p. 6266) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoffer* [2 décembre 1971] (p. 6306).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Weinman sur l'article du collectif instituant la patente pour certaines coopéra-

tives agricoles [15 décembre 1971] (p. 6778).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi de finances rectificative* [20 décembre 1971] (p. 6989).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Problème de la coopération agricole ; application de la patente à ces coopératives ; problème de l'affinage du fromage* [20 décembre 1971] (p. 7003) ; *situation des coopératives de produits laitiers* (p. 7004) ; Art. 10 *ter : Ses sous-amendements à l'amendement de M. Sabatier (coopératives laitières ; affinage des fromages)* (p. 7005) ; *ses observations sur la fabrication de certains fromages* (p. 7005) ; *concertation avec les organismes professionnels* (p. 7006) ; *différence entre le blé et le lait* (p. 7006, 7007) ; Article 10 *ter : Ses observations sur l'affinage du fromage* (p. 7009, 7010) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 5 : *Son amendement (élections au suffrage direct des conseils d'administration des caisses nationales de compensation)* [17 mai 1972] (p. 1628) ; *possibilité de désigner directement l'assemblée plénière en organisant des élections aux conseils d'administration des deux caisses nationales* (p. 1628) ; *évolution vers des caisses régionales* (p. 1630) ; *retrait de son amendement* (p. 1631) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « d'un an » les mots : « de trois mois »* [18 mai 1972] (p. 1642) ; *son amendement* (p. 1642) ; *son amendement* (p. 1643) ; Art. 10 : *Droits de la catégorie professionnelle des commerçants par rapport au fonds de solidarité ; attribution de l'allocation de ce fonds à des gens dont les ressources sont faibles* (p. 1648) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *La patente ; regroupement des petites coopératives* [25 mai 1972] (p. 1920, 1921) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, Art. 1er : *Cas des professeurs associés et des maîtres de conférences associés ; retrait de son amendement déposé avec Mme Troisier* [6 juin 1972] (p. 2201) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, en qualité de *Rapporteur : Développement de l'audiovisuel ; rôle de la télévision dans le monde moderne* [15 juin 1972] (p. 2512) ; *système des télévisions commerciales ; rôle éducatif et culturel de la télévision* (p. 2513) ; *publicité télévisée ; éléments d'une politique des programmes ; importance des sondages et des analyses du public ; pluralité des chaînes ; composition du conseil d'administration* (p. 2514) ; *notion d'un service public minimum ; nécessité des loisirs ; droit de réponse ; création d'un haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2515) ; *recherche du pluralisme ; ses observations sur le rapport Paye* (p. 2516) ; *temps consacré à la publicité* (p. 2522) ; *ses observations sur l'idée de concurrence et de compétition* (p. 2538, 2539) ; Art. 1er : *Son amendement (mission du service public national de la radiodiffusion-télévision française)* [16 juin 1972] (p. 2577) ; *ses observations* (p. 2577, 2578) ; *son amendement* (p. 2578) ; *défense de la langue française* (p. 2578) ; Art. 2 : *Ses observations sur le monopole ; sa critique d'une télévision commerciale* (p. 2581) ; *problème du monopole en France* (p. 2584) ; *problèmes posés par l'informatique ; contrôle du conseil d'administration sur l'objectivité et l'impartialité de l'information* (p. 2586) ; *missions de l'Office* (p. 2586) ; *son amendement* (p. 2586) ; *ses observations sur les zones d'ombre* (p. 2586) ; *problème de la production* (p. 2587) ; *son amendement* (p. 2587) ; *rapports entre les P.T.T. et l'O.R.T.F.* (p. 2588) ; Art. 3 : *Ses observations sur la création de chaînes indépendantes* (p. 2604) ; *caractère des dérogations au monopole* (p. 2605) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase du second alinéa de cet article par les mots : « à l'exclusion de toute emprise d'intérêts économiques privés »* (p. 2607) ; Art. 6 : *Organisation des conseils d'administration ; définition de l'Etat* (p. 2609) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « il s'assure de la qualité et de la moralité des programmes »* (p. 2611) ; Art. 8 : *Exercice du droit de réponse* (p. 2612) ; *son amendement*

(p. 2612) ; *inexactitude d'une information* (p. 2612) ; Art. 10 : *Etablissements publics* (p. 2614) ; Art. 11 : *Son amendement* (p. 2614 ; *rôle des bureaux des assemblées parlementaires* (p. 2615) ; *temps d'antenne accordé aux partis politiques* (p. 2615, 2616) ; *son amendement* (p. 2616) ; *notion de service minimum* (p. 2617) ; Art. 13 : *Son amendement relatif au rôle de la délégation parlementaire* (p. 2617) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « chaque année, à l'occasion du vote de la loi de finances, le Parlement, sur le rapport... »* (p. 2618) ; *blocage des recettes de publicité* (p. 2618) ; *son amendement concernant la proportion des recettes provenant de la publicité de marques* (p. 2619) ; *nécessité de mettre un frein à la croissance de la publicité* (p. 2619, 2620) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à instituer un haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2622) ; *ses observations* (p. 2623) ; Art. 16 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2623) ; en seconde délibération, Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2624) ; *ses observations sur le terme « emprise »* (p. 2625) ; *nécessité de mettre un terme au développement de la publicité* (p. 2627) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Vote par le Sénat de la question préalable ; transmission des émissions d'Eurovision et de Mondovision ; mode de désignation des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Office* [29 juin 1972] (p. 3003) ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 3004) ; *diffusion des programmes produits à l'extérieur* (p. 3004) ; Art. 6 : *Composition du conseil d'administration et du conseil de l'audiovisuel* (p. 3005) ; *son amendement (représentation de la presse écrite et du personnel de l'Office)* (p. 3005) ; *désignation des représentants du personnel* (p. 3006) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 3007).

En qualité de Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Société « plus juste, plus responsable, plus humaine » ; articulation des dotations avec les objectifs ; progression du budget traduisant une politique sociale dont les moyens sont accrus ; renforcement des moyens de l'administration centrale ; étoffement des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* [6 novembre 1972] (p. 4709) ; *corps de l'inspection ; amélioration du marché de l'emploi ; action et accroissement des crédits de l'agence nationale pour l'emploi, du Fonds national de l'emploi et du Centre d'études de l'emploi ; prime de mobilité octroyée aux jeunes à la recherche d'un premier emploi ; formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)* (p. 4710) ; *humanisation de l'accueil des travailleurs immigrés ; débat sur le budget social de la nation ; problème du financement de la sécurité sociale ; excédent des allocations familiales* (p. 4711) ; *équilibre du régime vieillesse ; déficit du régime d'assurance-maladie ; prévention et détection des maladies ; se déclare disposé à engager des études de fond en collaboration avec les commissions parlementaires compétentes sur les problèmes de financement ; répartition des charges ; charges sociales assises sur les salaires plus élevés en France que dans les pays voisins ; disparités économiques et démographiques entre les régimes sociaux ; complication des régimes sociaux ; participation dans la gestion des différentes caisses, dans les rapports entre les caisses d'assurance-maladie et les praticiens et auxiliaires médicaux ; tarifs médicaux* (p. 4712) ; *simplification : fusion des allocations prénatales et de l'allocation de maternité, harmonisation des conditions de ressources requises pour les diverses prestations familiales ; complexité des conditions d'ouverture de droits « annualisation de l'ouverture des droits » ; normalisation des feuilles de soins; minimum vieillesse ; objectif du minimum social pour les inactifs ; simplification et humanisation de l'obligation alimentaire et de la récupération sur succession ; participation quantitative de tous aux fruits de la croissance ; participation qualitative ; familles* (p. 4713) ; *suppression des abattements de zone; abaissement de l'âge d'ouverture à la pension de réversion des veuves de 65 à 55 ans ; situation anormale créée par l'impossibilité de cumuler le droit propre et le droit dérivé en matière de pension ; trente-sept annuités et demie ; abaissement de l'âge de la retraite; calcul de la retraite d'après les dix meilleures années ; projet de loi sur la généralisation de la retraite complémentaire ; accroissement du minimum vieillesse* (p. 4714) ; *augmentation du S.M.I.C. ; projet de salaire minimum mensuel ; travailleurs immigrés ;*

lutte contre les « marchands de sommeil » ; préparation de projets sur les conditions de travail, sur une meilleure représentation des cadres dans les comités d'entreprise, sur le droit de licenciement, sur la participation dans l'entreprise (p. 4715) ; *utilité de la propagande en faveur de la participation* (p. 4728) ; *ses observations à propos du ramassage scolaire ; envisage une aide spéciale aux familles qui ont des enfants d'âge scolaire et d'âge de formation* (p. 4737) ; *assure M. Hubert Martin que l'abaissement de l'âge de la réversion ne s'accompagnera pas de mesures restrictives* (p. 4738) ; *n'a pas perdu de vue le thème de l'Europe sociale et de la participation ; propose d'aller plus loin que la cogestion allemande et de tenter une action expérimentale ; conditions de travail dans les entreprises de moins de cinquante salariés* (p. 4741) ; *ses observations en réponse à M. Rocard : institut européen des conditions de travail ; son désir d'élimination du travail à la chaîne ou travail posté, mais problème de la compétitivité ; se propose d'entraîner nos partenaires européens (plan de suppression du travail posté) ; travailleurs immigrés ; lutte contre les « marchands de sommeil » ; propose une autorisation préfectorale pour toute activité d'hébergement collectif ; lutte contre le recrutement abusif des entreprises de travail temporaire* (p. 4742) ; *prépare un projet sur le logement par l'employeur* (p. 4743) ; *sa réponse à M. Charles Bignon sur la formation professionnelle continue, les statistiques de l'emploi, la préretraite des chômeurs âgés* (p. 4743) ; *la simplification du régime des prestations sociales, les situations de dissociation familiale, les plafonds de ressources, l'application des textes votés* (p. 4744) ; *sa réponse à Mme Thome-Patenôtre sur les ressources minimum pour les personnes âgées ; amorce de la politique du minimum social* (p. 4745) ; *sa réponse à M. Godon sur les plafonds de ressources de la sécurité sociale* (p. 4746) ; *personnels militaires ayant été également salariés ; modifications apportées aux Ministères des Affaires sociales, de la Santé publique et du Travail* (p. 4753) ; *« solidarité qualitative » ; réexamen des rôles respectifs de l'Agence nationale pour l'emploi et du Fonds national de l'emploi ; veuves et handicapés ; cumul du droit propre et du droit dérivé des veuves ; problème des plafonds de ressources ; ses observations sur la comparaison faite par M. Madrelle entre le budget des affaires sociales et le budget de la défense nationale ; minimum social aux personnes âgées* (p. 4754) ;

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Formation des jeunes ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; montant de la prime ; sens de l'expression « secteur privé »* [21 novembre 1972] (p. 5545, 5546) ; *ses observations sur les paroles de M. Carpentier* (p. 5549) ; *extension de ce texte aux départements et territoires d'outre-mer : objet du projet de loi* (p. 5549) ; *application de la loi dans les D.O.M.* (p. 5550) ; *ses observations sur les paroles de M. Carpentier* (p. 5550) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « dans le secteur privé » les mots : « dans les entreprises entrant dans le champ d'application de l'article 31 du Livre 1er du Code du travail »* (p. 5550) ; en deuxième lecture : *Sa promesse que le Gouvernement fera grande diligence dans la mise au point des textes d'application* [14 décembre 1972] (p. 6187) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Ses observations sur les paroles de M. Michel Rocard et le problème de la reconnaissance d'utilité publique d'une association destinée à encourager la contraception* [21 novembre 1972] (p. 5556) ; *ses observations sur les paroles de M. Tony Larue* (p. 5559) ; *recherche en ergonomie ; préparation d'un texte sur les conditions de travail et sur l'étude des problèmes relatifs aux conditions du travail ; dimension européenne du problème ; efficacité du projet de loi* (p. 5562) ; *détermination des sanctions ; rôle de l'inspection du travail ; travail à horaires flexibles ; crédits affectés à l'équipement de crèches ; ses observations sur la proposition du Sénat instituant une taxe de 0,1 % payée par les entreprises sur les salaires pour le financement des crèches* (p. 5563) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier ;* Après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Tony Larue* (p. 5564) ; *notion de « travaux équivalents »* (p. 5565) ; *rôle des comités d'entreprise* (p. 5565) ; Après l'Art. 3 : *Cas de services de l'Etat* (p. 5566) ; *ses observations sur les cas de violation de la loi* (p. 5566) ; Après l'Art. 4 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 5567) ; *application de la présente loi ; rôle des organisations syndicales* (p. 5567, 5568) ; Art. 6 : *Ses*

observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier (p. 5570) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise : *Importance de ce projet pour la participation ; prise en compte des dix meilleures années de traitement pour le calcul de la retraite ; rôle du comité d'entreprise* [30 novembre 1972] (p. 5773, 5774) ; *innovations du projet de loi ; représentation des cadres au sein du conseil d'administration ou de surveillance ; consultation du Conseil économique et social sur certains projets en préparation* (p. 5775) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 5775) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Carpentier* (p. 5776) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [18 décembre 1972] (p. 6308) ;

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale, Après l'Art. 9 : *Rôle de la Commission supérieure des Conventions collectives ; information du Parlement* [30 novembre 1972] (p. 5785) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Carpentier ; hausse du S.M.I.C. ; programme commun de la gauche ; montant de la retraite* (p. 5786 à 5788) ; en deuxième lecture, Art. 10 : *Accepte l'inscription dans le texte de la loi de l'obligation de déposer un rapport chaque année* [14 décembre 1972] (p. 6188) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de M. Lebas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire : *Problème de l'adaptation des jeunes à l'emploi et de la recherche de l'emploi par les jeunes ; son accord à cette proposition de loi ; sa réponse à M. Bertrand Denis concernant le problème des jeunes qui travaillent pour un petit salaire afin d'apprendre un métier sans contrat d'apprentissage entre seize et dix-sept ans* [14 décembre 1972] (p. 6190) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés : *Réformes réalisées par le Parlement et le Gouvernement en matière sociale* [18 décembre 1972] (p. 6300) ; *régimes de retraite complémentaire ; concertation avec les partenaires sociaux* (p. 6301) ; *problème de la compensation entre les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture* (p. 6302) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 6302, 6303) ; *solidarité avec les régimes agricoles* (p. 6303) ; Art. 2 : *Son option en faveur de la concertation* (p. 6305) ; Art. 3 : *Règlement des problèmes agricoles* (p. 6305) ; Art. 5 : *Conséquence des périodes d'inactivité professionnelle* (p. 6306) ; Art. 6 : *Son amendement : « La présente loi prendra effet au plus tard six mois après le premier jour du mois suivant sa publication »* (p. 6307) ;

— du projet de loi modifiant l'article 26 du Code de la mutualité : *Durée du mandat des administrateurs provisoires* [18 décembre 1972] (p. 6308) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à valider les pouvoirs exercés par les administrateurs provisoires pendant une période supérieure à la période légale* (p. 6308).

FAURE (Gilbert)

Député de l'Ariège
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2201).

S'inscrit au groupe Socialiste [3 octobre 1969] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant réforme de l'Education nationale, n° 333 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier à soixante ans au lieu de soixante-

cinq ans de la retraite de sécurité sociale au taux de 40 %, n° 1052 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une retraite anticipée au taux plein, n° 2255 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Impuissance des institutions scolaires en face des besoins* [24 juillet 1968] (p. 2549) ; *ses observations sur les événements de mai ; nécessité d'assurer une instruction générale solide à partir de l'école pour répondre aux exigences techniques de la conjoncture ; discussions de Grenelle ; utilisation des bâtiments de l'O.T.A.N. ; prolongation de la scolarité ; nombre de chercheurs en France ; enseignement technique ; recherche fondamentale ; situation des enfants d'origine modeste ; baccalauréat restant l'apanage des classes aisées ; démocratisation de l'école ; réforme de l'enseignement ; problèmes des structures ; multiplication des établissements spécialisés ; formation des maîtres ; rôle de la salle de classe ; éducation devant être permanente ; dispersion de secteurs entiers d'enseignement entre plusieurs ministères* (p. 2549 à 2551).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur la recherche ; autonomie de l'enseignement supérieur ; autonomie financière ; autonomie pédagogique ; détermination des programmes ; participation des étudiants ; instituts universitaires de technologie ; modernisation de l'université passant par sa démocratisation* [3 octobre 1968] (p. 3035, 3036) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, après le second alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa (conditions dans lesquelles les étudiants qui ne peuvent se déplacer personnellement pour venir voter en raison d'un cas de force majeure ou de l'incorporation sous les drapeaux ou d'une activité salariée, pourront être admis à voter par procuration)* [9 octobre 1968] (p. 3158) ; *ses observations sur le quorum* (p. 3158) ; Art. 24 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (représentation des étudiants à tous les échelons dans les organes consultatifs ou délibératifs qui ont à connaître de l'organisation des études et des questions de discipline qui les concernent ; leur association au sein des jurys pour la définition des procédés de vérification des connaissances)* [10 octobre 1968] (p. 3231) ; *responsabilité des étudiants ; étudiants devant être représentés à parité dans les organismes consultatifs et délibératifs ; leur rôle dans le contrôle des connaissances acquises* (p. 3231, 3232) ; *retrait de son amendement* (p. 3233) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le Gouvernement déposera, dans un délai de six mois après la mise en application de la présente loi, un projet de loi portant institution d'une allocation d'études »* (p. 3247) ; *nécessité de prévoir une allocation d'études et une assistance aux familles des étudiants* (p. 3247, 3248) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur le second degré ; proposition de loi déposée par le groupe de la Fédération portant réforme globale de l'éducation nationale* [28 octobre 1968] (p. 3627) ; *caractère insuffisant du budget ; aménagement de la classe de sixième ; nombre des postes de conseiller d'orientation ; prolongation de la scolarité obligatoire ; ses observations sur les classes de fin d'études ; ses observations sur les C.E.S. ; enseignement technique* (p. 3627, 3628) ; *foyers socio-éducatifs ; ressources en documentation et en auxiliaires audio-visuels ; dépôt d'un projet de loi de finances rectificative* (p. 3628) ; *vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [29 octobre 1968] (p. 3693) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur ce budget* [8 novembre 1968] (p. 4195) ; *rapport constant ; crédits de fonctionnement ; victimes civiles de la guerre ; catégorie des « hors guerre » ; contentieux des anciens combattants ; discrimination au sujet de la retraite du combattant en France métropolitaine ; ses observations sur les ascendants, les veuves et les orphelins ; injustice du système fiscal ; égalité des droits matériels entre tous les déportés et internés ; reconnaissance de la qualité du combattant à ceux d'Afrique du Nord ; contingent de décorations de la Légion d'honneur et des médailles militaires pour les survivants de la guerre 1914-1918 en raison du cinquantenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 ;*

cas des anciens prisonniers de guerre assurés sociaux ; avancement de l'âge d'entrée en jouissance de la retraite au taux plein d'une année par année de captivité ; retraite mutualiste du combattant ; services de l'office national ; levée de forclusion ; situation des veuves des victimes civiles de guerre ; possibilité de constituer une commission tripartite composée de l'administration, du Parlement et des associations représentatives d'anciens combattants afin de dresser le catalogue précis des doléances du monde des anciens combattants (p. 4196, 4197) ; *disparition des anciens combattants de 1914-1918 en raison de l'âge entraînant des économies massives ; établissement de la parité absolue entre les déportés politiques et les déportés résistants ; réunion d'une commission tripartite pour étudier ce contentieux* (p. 4215, 4216) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 6 : *Réunion de la section syndicale* [4 décembre 1968] (p. 5087) ; Art. 8 : *Nombre de délégués* (p. 5090) ; Art. 10 : *Rôle de l'inspecteur du travail* (p. 5095) ; Art. 11 : *Protection contre les licenciements* (p. 5095) ; *indemnité de licenciement* (p. 5097).

Mise au point au sujet des votes de MM. Boulay, Planeix, Privat et Sauzedde sur le sous-amendement de M. Hoguet à l'amendement de M. de Préaumont sur le projet de loi sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise [5 décembre 1968] (p. 5127, 5128).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère du budget ; rapport constant ; contentieux opposant le Gouvernement et le monde des anciens combattants et victimes de guerre ; lutte contre les spéculateurs ; rétablissement de l'égalité des droits sur la retraite du combattant ; office national ; caractère antisocial de la présente loi de finances ; discrimination entre les générations du feu pour la retraite du combattant ; déclaration en février 1961 de M. Triboulet sur le taux de la retraite du combattant égal pour tous ; situation des anciens combattants des guerres d'Indochine et de Corée ; sa question de savoir si le 8 Mai sera, à partir de 1970, considéré comme un jour de fête nationale, férié et chômé ; pensions des veuves de guerre, des orphelins et des ascendants ; problème du revenu imposable pour les veuves de guerre et les ascendants ; traitements des fonctionnaires des catégories C et D ; conclusions de la commission ministérielle sur la pathologie de la captivité ; problème des séquelles des maladies à évolution lente ; sa question de savoir quand le Gouvernement présentera au Parlement les dispositions législatives permettant de procéder à la révision des dossiers de demandes de pension ; situation des anciens déportés du travail ; conséquence de la destruction quinquennale des archives de la Sécurité sociale; problème de l'égalité des pensions allouées aux internés résistants et aux internés politiques* [31 octobre 1969] (p. 3179, 3180) ; Titre IV : *Ses observations sur la disparition des anciens combattants de 1914-1918 ; réalisation d'économies considérables permise par l'accélération du rythme des décès ; mise à exécution d'un plan de liquidation définitive du contentieux entre le Gouvernement et les anciens combattants* (p. 3213) ; EDUCATION NATIONALE : *Montant du budget de l'Education nationale ; dépenses d'investissement ; dépenses relatives au personnel ; formation pédagogique des professeurs agrégés ; exécution du Ve Plan ; élaboration du VIe Plan ; écoles maternelles ; réduction des effectifs des classes du second degré ; allégement du service des maîtres ; pourcentage des redoublements ; proposition de loi du groupe communiste* [12 novembre 1969] (p. 3586, 3587) ;

— des conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile : *Abstention du groupe socialiste dans le vote sur l'ensemble du texte* [11 décembre 1969] (p. 4838) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement : *Conseil de l'enseignement à distance ; problème du démarchage ; importance des besoins de l'enseignement public* [15 avril 1971] (p. 1130).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *problème de la limitation de la croissance des dépenses de l'éducation*

nationale ; inadaptation de l'enseignement ; augmentation des charges des collectivités locales ; enseignements postscolaire et primaire ; coût des établissements du second degré aux municipalités ; ses observations sur le lycée national classique, moderne et technique de Mirepoix ; transferts de charges sur les particuliers ; ses observations sur la « redevance spéciale » imposée aux parents d'élèves internes ou demi-pensionnaires ; situation des ruraux ; diminution des subventions pour les services de transports scolaires ; rôle de l'information ; attribution des bourses ; bourses de l'enseignement supérieur ; démocratisation de l'enseignement ; éventail des tranches déterminant le nombre de parts de bourses ; rôle des classes maternelles ; son opposition à l'utilisation d'aides éducatives à la place du personnel qualifié dont disposent les classes maternelles ; généralisation des 5 h d'éducation physique ; problème des langues vivantes ; diversification des options ; démocratisation de l'école ; gratuité de l'enseignement obligatoire ; formation permanente des maîtres ; formation professionnelle ; enseignement secondaire [14 avril 1970] (p. 1002 à 1005).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *ses observations sur la parité entre les déportés ; budget du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre ; insensibilité du Gouvernement aux souffrances de ceux qui ont été déportés* [2 juin 1970] (p. 2179, 2180) ; Art. 1er : *Vote du groupe socialiste ; ses observations sur les économies faites au titre IV du budget des anciens combattants* (p. 2183, 2184) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *ses observations sur la dotation budgétaire ; question du rapport constant ; problème de l'égalité des droits à la retraite du combattant ; pension des veuves de guerre ; ses observations sur l'article 55 de la loi de finances pour 1962 ; ses observations sur la fête du 8 Mai* [26 octobre 1970] (p. 4691) ; *problème des forclusions ; situation des déportés* (p. 4691); *problème de l'égalité des pensions perçues par les déportés politiques et les déportés de la résistance ; situation des combattants d'Afrique du Nord ; discussion de la proposition de loi Darou ; pathologie de la captivité ; ses observations sur la lettre de Mai 1969 adressée par M. Georges Pompidou au président du comité de liaison des anciens combattants ; son souhait de voir réunir une commission interministérielle tripartite* (p. 4692) ; *son amendement tendant à la suppression des crédits du titre IV* (p. 4693) ; Titre IV : *son amendement tendant à supprimer les crédits inscrits au titre IV de l'Etat B* (p. 4712) ; *contentieux des anciens combattants et victimes de guerre ; constitution d'une commission tripartite ; attribution du titre d'ancien combattant aux militaires ayant servi en zones d'opérations en Afrique du Nord* (p. 4713) ; EDUCATION NATIONALE : *Résultats du Ve Plan ; secteur de l'enfance inadaptée ; instituts universitaires de technologie* [14 novembre 1970] (p. 5555) ; *problème des créations de postes ; pourcentage que représente le budget de l'éducation nationale dans le produit national brut ; enseignement privé ; dépenses de personnel ; orientations du budget* (p. 5556) ; *crédits d'équipement ; son inquiétude en ce qui concerne la prochaine rentrée ; dépenses de fonctionnement ; nombre d'emplois affectés au fonctionnement de l'internat et de la demi-pension ; question des bourses ; importance des bourses d'enseignement supérieur ; projet de suppression des I.P.E.S.* (p. 5557) ; *transports scolaires ; situation des personnels ; situation de l'enseignement privé ; perspectives du VIe Plan* (p. 5558) ; *ses observations sur les paroles de M. Arthur Moulin* (p. 5561) : Titres III et VI : *vote du groupe socialiste* (p. 5586, 5587) ;

— du projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes : *Vœux formés par le Conseil supérieur de la mutualité ; coopération entre le secteur privé à but non lucratif et le secteur public en matière d'hospitalisation* [18 novembre 1970] (p. 5750) ;

— du projet de loi tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés : *Insuffisance de la prorogation de trois ans de cette législation ; délais d'examen des demandes ; situation des anciens militaires d'Afrique du Nord* [15 avril 1971] (p. 1127, 1128) ; Art. unique : *Son amendement tendant, dans le texte de l'article unique, à substituer à la date « 27 avril 1974 » la date « 27 avril 1976 »* (p. 1128) ; *retrait de son amendement* (p. 1128) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant*

après l'article unique à insérer un nouvel article : « L'examen de la demande d'un emploi réservé ne peut excéder un an à compter de son dépôt » (p. 1128) ; *problème des délais* (p. 1129) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (nécessité de considérer pour cette législation les militaires ayant servi en Afrique du Nord dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre comme des anciens combattants)* (p. 1129) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Non-conformité de ce texte à la Constitution ; ambiguïté de la loi de 1959 ; contrôle de l'Etat* [27 avril 1971] (p. 1464) ; *démantèlement de l'éducation nationale ; exigences de l'enseignement privé* (p. 1465) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans le texte du quatrième alinéa de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1959, les mots : « tout en conservant son caractère propre » sont supprimés »* (p. 1481) ; *respect de la liberté de conscience* (p. 1481) ; *son amendement tendant, avant l'article 1er, à insérer un nouvel article et à compléter ainsi l'alinéa 1er de la loi du 31 décembre 1959 (notion de besoin scolaire reconnu)* (p. 1482) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « du premier degré » à insérer les mots : « et du second degré classique, moderne et technique »* (p. 1484) ; *régime contractuel de l'enseignement privé* (p. 1484) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article 1er : « ce régime est applicable jusqu'à la fin de l'année scolaire 1974-1975 »* (p. 1485) ; *suppression du comité régional de conciliation* (p. 1485) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (établissement de la carte scolaire)* (p. 1487) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les dispositions de l'article 6 de la loi du 31 décembre 1959 sont abrogées »* (p. 1490) ; *ses observations sur les comités institués par la loi de 1959* (p. 1490) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1959 sont abrogées »* (p. 1491) ; *retrait de son amendement* (p. 1491) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction que les dépenses d'aide à l'enseignement privé, prises en charge par le budget de l'Etat ou celui des collectivités locales, n'augmentent plus rapidement que les dépenses de l'enseignement public)* (p. 1491) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (frais de formation des maîtres de l'enseignement privé)* (p. 1491) ; *retrait de son amendement* (p. 1491) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Conditions de travail de l'Assemblée Nationale ; pourcentage des succès au baccalauréat technique ; nécessité d'une véritable promotion de cet enseignement ; problème de l'apprentissage ; objectif de l'enseignement technique public ; son opposition à l'instauration d'une année préprofessionnelle ; prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans* [7 juin 1971] (p. 2429, 2430) ; projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel : Art. 4 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Capelle, après le mot : « technique » à insérer le mot : « public »* [8 juin 1971] (p. 2472) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase de cet article : « Les titres ou diplômes de l'enseignement technique public sont acquis notamment par la voie scolaire, secondaire ou supérieure, et par celle de la formation permanente »* (p. 2485) ; *interdiction aux candidats libres de l'accès aux titres et diplômes* (p. 2485) ; Après l'Art. 5 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Capelle à substituer aux mots : « avec succès les » les mots : « ultérieurement, avec succès, des »* (p. 2486) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Capelle par un nouvel alinéa : « Cette mention est délivrée selon les mêmes modalités que les titres ou diplômes auxquels elle se rapporte »* (p. 2486) ; *problème des titres et des diplômes* (p. 2486, 2487) ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Capelle, à substituer aux mots : « dans des directions diverses » les mots : « dans des conditions et sous des formes appropriées »* (p. 2487) ; *poursuite ou reprise des études* (p. 2487) ; ses expli-

cations de vote : *Extension de l'enseignement technique public ; abstention du groupe socialiste* (p. 2500) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Conditions de travail de l'Assemblée* [21 juin 1971] (p. 3157) ; *mise en place des établissements d'enseignement supérieur ; création de nouveaux établissements ; accès aux études universitaires ; stages d'orientation ; formation permanente ; situation des étudiants en médecine ; réduction de la consommation médicale ; vérification des connaissances et attribution des diplômes* (p. 3158) ; *définition des diplômes nationaux ; délivrance des diplômes universitaires ; rôte des établissements privés* (p. 3159) ; *fonctionnement interne des institutions universitaires ; création de conseils régionaux de l'enseignement supérieur rôle des recteurs* (p. 3160) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (application de la présente loi à l'ensemble des grandes écoles et établissements publics assimilés)* (p. 3170) ; Art. 2 : *Son amendement (consultation du conseil de l'enseignement supérieur et de la recherche pour la création de conseils régionaux)* (p. 3177) ; Art. 5 : *Son amendement (modalités du contrôle continu des aptitudes ; organisation d'examens périodiques ou terminaux)* (p. 3181) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3181) ; Art. 8 : *Son amendement (situation de certains candidats qui se trouvent en chômage, ou libérés du service militaire, qui sont handicapés physiques ou malades)* (p. 3185) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3185) ; Art. 9 : *Son amendement tendant après les mots : « ainsi que les ressources » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour l'article 28 de la loi de 1968 : « provenant des collectivités locales ou de divers établissements ou organismes publics »* (p. 3185) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase du texte proposé pour l'article 33 de la loi du 12 novembre 1968 par les mots : « mais appartenant obligatoirement au secteur public »* (p. 3188) ; *non-participation de personnalités du secteur privé aux jurys* (p. 3188) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3190) ; *consommation médicale ; manque de médecins* (p. 3190) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les paroles de M. Beraud* [22 octobre 1971] (p. 4786) ; *part des anciens combattants dans le budget de l'Etat ; sa question de savoir si l'on songe à confier au Ministère de l'Economie et des Finances la liquidation et la concession des pensions militaires d'invalidité* (p. 4792) ; *création d'un office national d'appareillage des mutilés de guerre ou du travail ; égalité des droits à la retraite du combattant ; probléme de la pathologie de la captivité ; question de la retraite professionnelle anticipée ; situation des veuves, des ascendants et des orphelins* (p. 4793, 4794) ; Titre IV : *Conclusions de la Commission d'étude de la pathologie de la captivité ; sa question de savoir si le Parlement est devenu une chambre d'enregistrement* (p. 4831) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Olivier Guichard relatives aux propos de M. Mitterrand* [9 novembre 1971] (p. 5549, 5550) ; *réduction du taux de croissance du budget* (p. 5554) ; *caractère prioritaire de l'investissement en faveur de l'éducation nationale ; enseignement préscolaire ; cycle élémentaire ; fermeture de classes dans le premier degré ; effectif des classes du second degré ; surveillance des élèves* (p. 5555) ; *recrutement des maîtres du second degré; enseignement supérieur; bourses de l'enseignement supérieur ; aide aux familles ; transports scolaires ; nombre de titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur qui se trouvent privés de travail* (p. 5556) ; *ses observations sur le VIe Plan* (p. 5557) ; *ses observations sur les paroles de M. Billecocq* (p. 5585) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Ses observations sur la vignette* [1er décembre 1971] (p. 6240) ; Son rappel au Règlement ; *ses observations sur l'usage abusif de l'article 40 de la Constitution ; application de cet article à son amendement au projet de loi relatif aux retraites du régime général de sécurité sociale ; possibilité d'accorder automatiquement la pension au taux plein à 60 ans aux anciens prisonniers de guerre* [2 décembre 1971] (p. 6294, 6295) ; Art. 1er : *Situation des anciens combattants et victimes de guerre ; ses observations sur le prétendu déficit de la sécurité sociale ; cas des prisonniers de guerre* (p. 6299, 6300) ; Art. 2 : *Problème de la pathologie de la déportation et de la captivité* (p. 6302) ; Art. 3 : *Utilité de son rappel au Règlement* (p. 6303) ; *situation des anciens combattants et victimes de guerre* (p. 6304) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Ses observations sur les paroles de M. Neuwirth* [17 mai 1972] (p. 1575) ; *et sur celles de M. Spénale* (p. 1601).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale avec débat relative aux anciens combattants [30 juin 1972] (p. 3057) : *Manifestations d'anciens combattants ; égalité des retraites ; parité des pensions des veuves, des orphelins et des ascendants ; application du rapport constant ; âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; problème des forclusions ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord* (p. 3069, 3070).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux maîtres auxiliaires de l'enseignement [27 octobre 1972] (p. 4468).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Pensions de veuve, d'orphelin et d'ascendant ; retraite du combattant ; anciens d'Afrique du Nord (commission tripartite pour déterminer les critères d'attribution de la carte) ; proposition de loi votée par le Sénat en décembre 1968 à ce sujet ; pathologie de la captivité ; rapport constant ; règle de la proportionnalité pour les pensions d'un taux inférieur à 85 pour cent ; forclusions ; 8 Mai ; mécontentement des anciens combattants* [2 novembre 1972] (p. 4553, 4554) ; Etat B : *Son amendement de suppression des crédits du titre IV* (p. 4579) ; *lecture du programme commun de la gauche ; loi Darou votée par le Sénat ; critique de l'œuvre de la majorité ; repousse le titre IV afin de contraindre le Gouvernement à soumettre au Parlement un nouveau budget qui donnera satisfaction aux anciens combattants* (p. 4579, 4580) ; EDUCATION NATIONALE : *Régression des dépenses d'équipement ; comparaison avec le budget de la Défense nationale ; aide à l'enseignement privé ; intégration des maîtres auxiliaires ; formation des maîtres ; formation professionnelle continue ; disparition des crédits de l'Institut national pour la formation des adultes au profit d'une agence pour le développement d'une éducation permanente ; insuffisance de l'enseignement préscolaire, de l'enseignement technique, des crédits attribués à la recherche* [9 novembre 1972] (p. 4959, 4960) ; *sa demande d'une augmentation des bourses et d'une révision des barèmes d'attribution ; sa question écrite sur les bourses dans le département de l'Ariège ; problème des enfants d'étrangers ; revalorisation de la fonction enseignante ; échelle indiciaire des professeurs certifiés ; rapport Joxe ; inadaptation de notre enseignement ; chômeur diplômé* (p. 4961).

FAURE (Maurice)

Député du Lot
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis app. S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968].

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Donne sa démission de membre de cette Commission [6 octobre 1970] (p. 4123).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 octobre 1970] (p. 4123) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer un fonds d'action sociale pour l'artisanat et le

commerce (F.A.S.A.C.), n° 1160 [27 mai 1970]. 1970].

Sa proposition de loi modifiant le régime fiscal des mutations à titre gratuit, n° 1161 [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un office interprofessionnel du bétail et de la viande, n° 2152 [16 décembre 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Distinction entre les deux problèmes ; ses observations sur la région ; Assemblée Nationale étant ravalée au rang d'une instance consultative ; limites de la régionatisation ; dénonciation des excès de la centralisation ; pouvoirs publics sous la IIIe et la IVe République ; système actuel des subventions ; « écrémage » de l'étite des provinces au profit de la région parisienne ; problème de la tutelle ; conciliation de l'exigence d'une autonomie locale avec les impératifs de la planification nationale ; cas de la région Midi-Pyrénées ; cas de la région parisienne ; problème de la fiscalité régionale ; besoins des collectivités ; réforme communale étant essentiellement une réforme des finances locales ; rôle de la région ; préfet de région ; métropoles d'équilibre ; nécessité de rapprocher le citoyen de ses libertés concrètes ; suppression des patentes* [11 décembre 1968] (p. 5336 à 5339).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Finalité sociale du Plan ; problème de l'emploi ; industrialisation du pays ; ses observations sur le plan-calcul et le procédé SECAM ; ses observations sur l'axe de la Basse-Seine et du sillon rhodanien ; potitique d'aménagement du territoire ; problème de l'environnement ; coût de la région parisienne ; possibilité de ne plus allouer aux régions, à la tête desquelles se trouve une métropole d'équilibre, une enveloppe financière globale ; inégalités sociales ; niveau des salaires ; situation des travailleurs manuels ; équipements publics ; spéculation foncière ; sa question de savoir pourquoi on ne demanderait pas aux propriétaires de terrains de faire eux-mêmes une déctaration sur la valeur de leurs terrains ; application du VIe Plan ; problème de la décentratisation : possibilité de répartir les crédits, en ce qui concerne l'enveloppe régionale, sur proposition du Préfet de région, après avis conforme des C.O.D.E.R.* [16 juin 1970] (p. 2697 à 2699) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Rôle des collectivités locales dans la vie quotidienne des Français ; problème de la ventilation des compétences et des ressources entre les collectivités locales et l'Etat ; portée du projet de loi* [25 novembre 1970] (p. 5902) ; *ses observations sur les délégations de pouvoirs que le conseil municipal peut consentir au maire ; suppression de l'approbation préfectorale préalable des budgets ; problème des emprunts ; coopération intercommunale ; possibilité pour le préfet de déterminer la limite à l'intérieur de laquelle le consentement des intéressés n'est plus nécessaire pour créer un syndicat intercommunal ; réforme des finances locales ; suppression des compétences mixtes ; refonte du système des subventions ; ressources des communes* (p. 5903, 5904) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *non-exécution du Ve Plan ; fragilité de notre compétitivité ; téléphone ; problème des investissements étrangers* [17 juin 1971] (p. 3039) ; *taux de croissance ; axe de la Seine ; axe Rhin-Rhône ; orientation des futurs équipements ; aggravation du déséquilibre entre les secteurs de l'économie, entre les catégories sociales et entre les régions ; maintien de l'équilibre physiotogique et moral de l'homme* (p. 3040, 3041) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *transfert au département de la voirie nationale secondaire* [25 avril 1972] (p. 998) ; *conférence administrative régionale (C.A.R.) ; rôle des élus locaux ; ressources de la région* (p. 999, 1000).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du développement rural une question orale avec débat relative aux problèmes de la viande [1er décembre 1972] (p. 5817) ; *création d'un office de la viande par voie réglementaire sans débat à l'Assemblée nationale* (p. 5818) ; *le contraste avec les débats relatifs à la création de l'Office du blé en 1936 ; production animale en France ; faible rentabilité de l'élevage ; privilège donné à la cutture sur l'élevage ; nécessité d'assurer*

aux éleveurs une garantie d'écoulement à des prix rémunérateurs (p. 5818, 5827) ; *vocation permanente d'achat de l'Office de la viande ; orientation de la production* (p. 5819, 5827) ; *augmentation de la prime au veau mâle et à la vache non traite* (p. 5819) ; *défrichages.*

FAVRE (Jean)

Député de la Haute-Marne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Son rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 254) portant ratification du décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 qui a fixé le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, n° 354 [9 octobre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification du décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 qui a fixé le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, en qualité de *Rapporteur : Rapports politiques existant entre la Tunisie et la France ; ses observations sur les produits de l'artisanat tunisien* [16 octobre 1968] (p. 3331) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Modification de la taxe sur la valeur ajoutée; son montant ; nombre de ses taux ; proposition de supprimer les chiffres derrière la virgule ; situation du petit commerce* [29 octobre 1969] (p. 3042) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Education Nationale : *Conséquences de l'allongement de la scolarité ; ses observations sur les classes de sixième et cinquième de transition et de quatrième et troisième pratique ; recrutement des maîtres ; extension des dérogations pour les jeunes désirant apprendre un métier ; mouvement du personnel devant être élaboré en fin d'année scolaire ; manque d'enthousiasme pour les carrières de l'enseignement* [13 novembre 1969] (p. 3637, 3638) ; Affaires culturelles : *Charges financières des collectivités locales en raison de l'entretien et de la conservation des monuments ; ses observations sur Langres ; inventaire des monuments historiques ; ses observations sur les châteaux de Joinville et du Pailly ; restauration de la cathédrale de Langres* [20 décembre 1969] (p. 4071) ; Intérieur et Rapatriés : *Problème des polices municipales qui sont à la charge des petites villes ; exemple de la ville de l'orateur ; tâches confiées aux agents de la police municipale* (p 4110, 4111).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'Art. 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Choix opérés par le VIe Plan ; insuffisance des écoles de dessin ; ses observations sur les écoles maternelles ; développement des petites villes et des centres ruraux ; aménagement du territoire* [17 juin 1970] (p. 2782, 2783) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Développement des petites villes et des villes moyennes ; déshumanisation de la ville* [15 juin 1971] (p. 2937) ; *amélioration des transports urbains* (p. 2938) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : Agriculture, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Fonds d'action rurale ; ses observations sur la Champagne-Ardennes* [16 novembre 1971] (p. 5770) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Financement des dispositions prévues par le projet de loi ; problème de la création des affaires nou-*

velles [18 mai 1972] (p. 1681) ; Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* [19 mai 1972 (p. 1744) ; *retrait de celui-ci* (p. 1746) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Parité de la retraite du combattant de la dernière guerre avec celle des anciens de 1914-1918 ; abaissement de l'âge de la retraite des anciens combattants et prisonniers de guerre ; titre de victime de la déportation du travail ; levée des forclusions* [2 novembre 1972] (p. 4563, 4564) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P. S.A. : *Imposition des agriculteurs au bénéfice réel ; indemnisation des dégâts causés par le gros gibier ; insuffisance des crédits pour l'enseignement agricole privé ; demande pourquoi les jeunes agriculteurs de la Haute-Marne ne pourront bénéficier de la prime d'installation ; regroupement des communes dans le département de la Haute-Marne ; sa demande de crédits supplémentaires en faveur de ces communes* [15 novembre 1972] (p. 5212) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à instituer une majoration de la colisation perçue à l'occasion de la délivrance d'un permis de chasse et affectée à l'office national de la chasse pour l'indemnisation des agriculteurs dont les récoltes ont subi des dégâts causés par le gibier* [6 décembre 1972] (p. 5950) ; *retrait* (p. 5951).

FEIT (René)

Député du Jura
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 septembre 1969] (p. 2355).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [19 septembre 1969] (p. 2355), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création d'un institut de promotion rurale et d'espaces touristiques ruraux, n° 2273 [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un institut de développement agricole, n° 2318 [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Personnel infirmier ; conditions de travail hebdomadaire ; formule des foyers-logements pour les infirmières ; l'équipement en crèches et en garderies d'enfants devrait simplifier la vie familiale des infirmières ; leur recrutement ; leur formation ; mauvaise répartition des centres d'enseignement ; examen d'admission dans les écoles d'infirmières ; école de la Croix-Rouge de Lons-le-Saunier classement indiciaire des chefs de services régionaux et des services départementaux de l'action sanitaire et sociale* [6 novembre 1968] (p. 4018, 4019) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Education physique et sportive ; enseignement primaire ; enseignement de l'éducation physique ; formation et recyclage des instituteurs ; rôle des municipalités ; ses observations sur l'enseignement secondaire ; utilisation par les établissements scolaires d'équipements sportifs construits par les municipalités ; cas de la ville de Lons-le-Saulnier ; coordination entre les services du ministère et ceux de la jeunesse et des sports* [12 novembre 1969] (p. 3609, 3610) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des handicapés adultes ; insuffisance des places disponibles dans les instituts médico-pédagogiques ; formation professionnelle des handicapés ; multiplication des foyers d'hébergement ; centres d'aide par le travail ; notion d'obligation alimentaire ; problème de la déductibilité des primes de la rente-survie souscrite par les parents d'enfants handicapés* [21 novembre 1969] (p. 4184, 4185).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat, relative aux conditions financières des travaux des collectivités locales [17 avril 1970] (p. 1147, 1148).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, modifiant le titre Ier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, Art. 2 : *Son amendement* [6 juin 1972] (p. 2188) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 2191) ; *ses observations sur l'arrêt Brévent du Conseil d'Etat ; inscriptions au tableau* (p. 2191) ; Art. 37 : *Son amendement relatif au refus d'une personne physique ou morale de passer un contrat avec un médecin* (p. 2196) ; *retrait de son amendement* (p. 2197) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Modernisation de l'agriculture et mutations de structures de production* [15 novembre 1972] (p. 5192) ; *dégradation du revenu agricole ; position au sein de la communauté ; problèmes d'adaptation de l'offre à la demande, de compétitivité du revenu agricole ; nécessité de distinguer le problème économique agricole du problème social agricole et au sein du problème économique agricole de distinguer les problèmes spécifiques des divers types d'agriculture ; développement des activités à caractère industriel ou artisanal en milieu rural ; formation de la main-d'œuvre rurale ; services publics ruraux (eau potable, électricité, assainissement, aménagement)* (p. 5193) ; *aide financière aux entreprises nouvelles d'artisanat ; création de parcs régionaux et nationaux ; tourisme ; excédents de fromages de garde* (p. 5194).

Son intervention sur le tourisme en milieu rural faite par M. Jean Brocard [17 novembre 1972] (p. 5361).

FEIX (Léon)

Député du Val-d'Oise
(3e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'exercice du droit syndical à l'intérieur des entreprises, établissements, administrations et exercices n° 217 [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels et des libertés publiques des travailleurs immigrés, n° 1220 [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer le développement harmonieux des transports et de la circulation dans la région parisienne n° 1580 [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'indemnisation des biens des communes et des populations placées sous les cônes d'envol de l'aéroport de Paris-Nord à Roissy-en-France et l'aménagement des communes concernées, n° 1687 [5 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à interdire les expulsions arbitraires des travailleurs immigrés et à faciliter le renouvellement des cartes de séjour, n° 2720 [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Salut du groupe communiste à l'héroïque peuple vietnamien ; ses observations sur le gouvernement de Saïgon ; inadmissibilité de la conquête d'un territoire par la guerre ; ses observations sur les exercices qui ont eu lieu au large des côtes de Provence et qui se sont terminés par une manœuvre de débarquement en Corse ; gouvernement de Washington considérant la Méditerranée comme une mer américaine ; ses observations sur l'Allemagne de Bonn ; non-reconnaissance par le gouvernement allemand de ses frontières actuelles ; course aux armements ; attitude des communistes français à l'égard des événements de Tchécoslovaquie ; fondements de la sécurité européenne ; non-prolifération des armes nucléaires ; relations franco-algériennes, franco-marocaines, franco-guinéennes ; restitution au gouvernement*

guinéen des souvenirs historiques en possession de la France et que Conakry désire récupérer [7 novembre 1968] (p. 4076 à 4078) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Protocole de Grenelle; proposition de loi du groupe communiste relative à l'exercice du droit syndical à l'intérieur des entreprises ; rappel de grandes étapes de la conquête des droits syndicaux ; discriminations que comporte le projet de loi ; cas des entreprises de moins de 50 salariés ; crédit d'heures ; âge des délégués syndicaux ; cas des travailleurs étrangers ; répartition des délégués et du contingent d'heures devant être proportionnelle au nombre de voix obtenues par chaque organisation syndicale ; représentativité des organisations syndicales ; ses observations sur les syndicats « maison » ; diffusion des publications syndicales ; licenciement d'un délégué syndical ; cas du licenciement du secrétaire du syndicat C.G.T. du « Joint français » de Bezons* [4 décembre 1968] (p. 5058 à 5060) ; *droits syndicaux des salariés de l'Etat* (p. 5060) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer dans le deuxième alinéa de cet article les mots : « occupant habituellement plus de cinquante salariés »* (p. 5076) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « la collecte des cotisations syndicales peut être effectuée librement à l'intérieur de l'entreprise »* (p. 5082) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « simultanément à l'affichage » les mots : « le jour de l'affichage »* (p. 5083) ; Art. 6 : *Retrait de l'amendement de M. Berthelot* (p. 5087) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « la section syndicale pourra convoquer une fois par mois une assemblée générale du personnel dans l'enceinte de l'entreprise »* (p. 5087) ; *retrait de son amendement* (p. 5087) ; *consultation du personnel* (p. 5088) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 5091) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « 21 ans » les mots : « 18 ans »* (p. 5091, 5092) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « l'inspecteur du travail pourra accorder des dérogations aux conditions requises par le précédent alinéa »* (p. 5093) ; *retrait de son amendement* (p. 5093) ; Art. 11 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « la résolution judiciaire du contrat de travail des délégués syndicaux ne pourra être demandée »* (p. 5097) ; *retrait de son amendement* (p. 5097) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots : « pour répondre à des convocations » les mots : « pour participer à des entretiens avec le chef d'entreprise ou son représentant »* (p. 5101) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Affaires étrangères et Coopération : *Diminution des crédits de la coopération ; renouvellement de la convention de Yaoundé ; missions confiées aux troupes françaises au Tchad ; ses observations sur la Guinée ; relations diplomatiques de ce pays avec la France ; conditions de vie des travailleurs africains en France* [4 novembre 1969] (p. 3320, 3321).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale, une question orale sans débat relative à l'avenir de l'industrie aéronautique [7 novembre 1969] (p. 3523, 3524, 3526, 3527).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Continuité de la politique extérieure en ce qui concerne les aspects négatifs ; politique néo-colonialiste au Tchad ; politique dans le Sud-Est asiatique et en Moyen-Orient ; coexistence pacifique des Etats européens ; ses observations sur les entretiens d'Erfurt ; proposition de conférence entre tous les Etats européens faite par les pays socialistes membres du traité de Varsovie ; ses observations sur le rôle réservé à la France par les Etats-Unis dans une petite Europe placée sous la dépendance américaine ; reconnaissance de la République démocratique allemande ; situation dans le Sud-Est asiatique ; ses observations sur le coup d'Etat du Cambodge ; ses observations sur le séjour du prince Norodom Sihanouk à Paris ; sa question de savoir ce que le Gouvernement envisage de faire pour empêcher que les Vietnamiens résidant au Cambodge soient livrés à l'administration de Saïgon ; violation des accords de Genève de 1954; responsabilité des Américains dans leur soutien à Lon Nol et Sirik Matak ; ses observations sur les manifestations organisées le 10 mai prochain ; situation au Moyen-Orient ; ses observations sur la résolution adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité ; vente de* Mirage *à la Libye ; livraisons de matériel militaire à Israël ; ses observations sur la Grèce ; abstention du représentant français au Conseil de l'Europe dans le vote*

condamnant les violations des libertés en Grèce ; contradictions de la politique extérieure du Gouvernement [28 avril 1970] (p. 1329 à 1332).

Son rappel au Règlement : *Discussion des projets de loi portant sur les nouvelles ressources propres aux Communautés européennes ; nécessité de les retirer de l'ordre du jour* [4 juin 1970] (p. 2240).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Banque asiatique de développement : *Objectif de la France en adhérant à cet accord ; ses observations sur le fait que la Banque est uniquement au service des pays « non communistes » ; mainmise des milieux américains sur la Banque ; ses observations sur l'attitude supranationale du Gouvernement ; réticences au sein de la majorité sur ce projet* [23 juin 1970] (p. 2941, 2942) ;

— du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 : *Organisation judiciaire des tribunaux de la région parisienne ; nécessité de doter les tribunaux de grande instance de Nanterre, de Bobigny et de Créteil de leur plénitude de juridiction en matière civile et en matière pénale ; sous-équipement judiciaire en France ; ses observations sur le tribunal de Pontoise ; sous-équipement des services extérieurs du Ministère de la Justice ; critique de l'attitude du Gouvernement qui a écarté du VIe Plan la programmation des services judiciaires ; recrutement de secrétaires-greffiers ; réorganisation fonctionnelle des tribunaux* [25 juin 1970] (p. 3041, 3042);

— en troisième lecture, de la proposition de loi tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1970] (p. 3341).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au procès de Burgos [18 décembre 1970] (p. 6660).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux transports en commun [7 avril 1971] (p. 938).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail, n° 122, concernant la politique de l'emploi, adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964 : *Difficultés économiques actuelles des pays capitalistes* [15 avril 1971] (p. 1121) ; *augmentation du chômage ; existence d'un volant de chômage dans tout système capitaliste ; diversification de la politique de l'emploi ; travail salarié féminin ; principe d'égalité de rémunération ; mobilité du travail* (p. 1122) ; *objectifs de l'action des travailleurs ; garantie de l'emploi ; absence de lien entre l'augmentation des revenus salariaux et l'inflation* (p. 1123).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la politique franco-algérienne [30 avril 1971] (p. 1588, 1589).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la création de l'Union latine signée à Madrid le 15 mai 1954 : *Vote du groupe communiste* [11 mai 1971] (p. 1787) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problèmes de la région parisienne ; question de l'emploi ; main-d'œuvre féminine ; situation des petites et moyennes entreprises* [17 juin 1971] (p. 3030) ; *avenir des villes nouvelles ; problèmes de l'immigration ; statut de Paris* (p. 3031) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne : ses explications de vote : *Notion de service public ; situation des grandes villes de province ; extension à l'ensemble du pays de la prime de transport instituée dans la région parisienne ; hausse des transports ; versement de la taxe aux investissements* [23 juin 1971] (p. 3299).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des conducteurs du métropolitain [8 octobre 1971] (p. 4427, 4428).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux travailleurs immigrés [15 octobre 1971] (p. 4621) ; *Importance de l'immigration en France ; conditions scandaleuses de logement, de santé et de travail des immigrés ; destruction des bidonvilles de la banlieue de Paris ; immigration clan-*

destine ; nécessité d'un statut des travailleurs immigrés (libertés syndicales, droit à l'instruction et à l'éducation) ; seuil critique atteint par la proportion des immigrés dans certaines villes de la banlieue parisienne ; rôle de l'Office national d'immigration ; gestion du fonds d'action sociale ; réglementation et organisation de l'immigration ; répartition des travailleurs immigrés dans différentes communes de la région (p. 4621, 4622, 4623).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur les monopoles d'outre-Atlantique* [3 novembre 1971] (p. 5237) ; *situation des puissances capitalistes ; programme démocratique élaboré par le parti communiste français ; résultats du voyage de M. Leonid Brejnev ; coopération entre la France et l'Union soviétique ; rapports entre l'Allemagne de Bonn et la République démocratique allemande ; leur admission à l'O.N.U.* (p. 5238) ; *traité interdisant certains essais nucléaires ; ses observations sur la Répubtique démocratique allemande ; embargo sur les armes et le matériel de guerre livrés au Pakistan ; problème du Bengla Desh ; contentieux entre la Compagnie française des pétroles-Erap et le Gouvernement algérien* (p. 4239, 5240) ; TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur la notion de service public ; insuffisance du réseau de la S.N.C.F. pour la banlieue ; moyens de financement ; construction de l'aérotrain entre La Défense et Cergy-Pontoise ; mise en service de la ligne Issy-Plaine-Puteaux ; plan de fermeture des lignes omnibus de voyageurs dans les zones rurales* [6 novembre 1971] (p. 5459) ; *projet de liaison Paris-Lyon par turbotrain ; réintégration au sein du conseil d'administration de la S.N.C.F. des représentants de la C.G.T.* (p. 5460) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Sa question préalable ; revendications des travailleurs ; ses observations sur la prétendue concertation entre le Gouvernement et les organisations professionnelles* [1er décembre 1971] (p. 6245) ; *situation de l'emploi ; problème du chômage ; ses observations sur une proposition de loi du groupe communiste ; âge de la retraite* (p. 6246) ; *ses observations sur la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes* (p. 6247, 6248).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit du « Joint français » [5 mai 1972] (p. 1398, 1399).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux élections municipales de Sarcelles [19 mai 1972] (p. 1762, 1763).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative aux sociétés civiles de placement immobilier [26 mai 1972] (p. 1964) ; *rapports des sociétés civiles de placement immobilier avec le pouvoir politique ; attitude négative du Gouvernement ; refus d'introduire dans le rapport la relation des points de vue des commissaires membres de l'opposition ; signalement dès 1965 du caractère suspect de la publicité faite par deux sociétés civiles de placement immobilier ; Bureau de vérification de la publicité ; relations de M. Rives-Henrÿs, Roulland, Roi, Lipsky, Frankel, Me Rochenoir ; invités d'une réception de Me Rochenoir ; refus de certaines personnalités de se présenter devant les commissions d'enquête* (p. 1964, 1965, 1966, 1967) ; *sa lettre du 6 avril au président de la commission d'enquête ; attitude de M. le Garde des Sceaux* (p. 1974) ; *rapport de M. Marie ; relations de M. Roi avec l'Elysée ; lettre de M. Nungesser au président de la Commission d'enquête* (p. 1980, 1981).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers : *Attitude du parti communiste français ; publication du rapport Gorse ; champ d'application du projet de loi ; fin de la mission d'un coopérant ; son désir de voir créer des Commissions mixtes paritaires composées de représentants de l'administration et des représentants des coopérants ; cas des candidats à un poste de coopérant qui voient leur demande rejetée* [7 juin 1972] (p. 2302) ; *cas de nomination à des fonctions supérieures à celles qui étaient les leurs lors de leur départ en mission de coopération ; problème des maladies contractées pendant la durée du séjour* (p. 2303) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [8 juin 1972] (p. 2330) ; *fin de la mission du coopérant ; création de Commissions mixtes paritaires compétentes en matière de sanctions proposées à l'encontre des coopérants* (p. 2330) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à créer auprès des postes diplomatiques français des Commissions mixtes auxquelles seraient*

soumis les dossiers des personnels qui auraient manqué à leurs obligations (p. 2332) ; Art. 4 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 2332) ; *son nouvel amendement* (p. 2332, 2333) ; *son amendement relatif à la formation professionnelle continue des coopérants* (p. 2333) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2336) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 2338) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Programme commun de la gauche reconnaissant le droit à l'autodétermination des peuples de ces pays ; nouveau statut* [13 novembre 1972] (p. 5060) ; Etat C, Titre V : *Vote du groupe communiste contre les crédits de ce titre* (p. 5070) ; FONCTION PUBLIQUE : *Sa demande d'un débat sur les grandes orientations de la politique gouvernementale concernant la fonction publique ; indice sous-estimant la hausse réelle des prix ; déclassement des fonctionnaires par rapport aux travailleurs des secteurs privés ou nationalisés* (p. 5087) ; *pouvoir d'achat des fonctionnaires ; réformes catégorielles ; réforme du régime des pensions de réversion (Commission Jouvin), travail à mi-temps, régime social des fonctionnaires, régime des congés-maladie, formation professionnelle continue, problème des agents non titulaires de l'Etat (proposition de loi du groupe communiste) ; instituts régionaux d'administration ; réforme démocratique du statut de la fonction publique dans le programme commun de gouvernement de la gauche* (p. 5086) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Démantèlement du secteur public et nationalisé ; opérations de diversion et de division ; exploitation des salariés* [28 novembre 1972] (p. 5704) ; *danger de l'article 3 du projet indiquant que des actions pourront être acquises par des personnes privées ou par des sociétés d'investissement et d'assurances du secteur privé ; remise en cause des droits des organisations syndicales ; problème de la désignation des représentants des actionnaires ; expérience de la Régie nationale des usines Renault qui a diminué les droits des salariés de la Régie ; duperie ; préférence des travailleurs pour une juste revalorisation des salaires et une amélioration des conditions de vie et de travail ; échelle mobile ; extension de la nationalisation au secteur des banques et des compagnies d'assurances dans le programme commun de la gauche ; comités d'entreprise ; délégués du personnel ; information des travailleurs* (p. 5705) ; *vote du groupe communiste contre ce projet* (p. 5706, 5714).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales une question orale sans débat relative aux travailleurs immigrés [8 décembre 1972] (p. 6039, 6040).

FEUILLARD (Gaston)

Député de la Guadeloupe
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [16 octobre 1968] (p. 3338) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 décembre 1969] (p. 2368).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 32 : Imprimerie nationale, n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 33 : Imprimerie nationale, n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 34 : Imprimerie nationale, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 35 : Imprimerie nationale, n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commis- des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 37 : Imprimerie nationale, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Articles additionnels : *Amnistie des personnes qui ont commis des crimes ou des délits politiques dans le dessein de séparer les départements et les territoires d'outre-mer de la France ; dépôt d'un projet de loi spécial pour les D.O.M. et T.O.M.* [23 juillet 1968] (p. 2490) ;

— du projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans des départements d'outre-mer : *géothermie ; détermination du régime juridique spécial pour les eaux chaudes et les vapeurs d'eau souterraines ; gîte de Bouillante en Guadeloupe ; question des forages ; développement économique des D.O.M.* [17 octobre 1968] (p. 3371, 3372) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 20 : *Problème de l'exonération de la T.V.A. ; situation des départements d'outre-mer* [24 octobre 1968] (p. 3555) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Initiatives en faveur du tourisme ; ses observations sur la Guadeloupe ; problème de la scolarisation ; question de la jeunesse ; développement de l'élevage ; insuffisance des crédits de fonctionnement et d'équipement en matière d'information par la radio et la télévision ; importance des émissions françaises à destination des départements d'outre-mer ; problème des relations aériennes ; question de l'habitat rural ; octroi de facilités et d'aides pour la réalisation de travaux d'urbanisme ; régime d'assurance maladie ; extension du régime des allocations familiales aux exploitants agricoles ; difficultés de la production bananière ; intégration d'une partie de notre production de bananes dans le marché européen ; ses observations sur le sucre ; conséquence de la fixation d'un prix de garantie pour les sucres au stade F.O.B. ; question du rhum ; ses observations sur les régions ; possibilité de concevoir une région qui grouperait nos quatre départements* [9 novembre 1968] (p. 4260, 4261) ; *distorsion entre le prix à la production et le prix de vente au détail de la banane* (p. 4272) ; IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Rappel historique ; ses observations sur les dépenses ; personnels de l'Imprimerie nationale ; recours aux entreprises extérieures par voie de sous-traitance ; question des investissements ; création de 3.000 emplois à Douai ; modernisation de l'imprimerie ; création de cours de recyclage et d'une nouvelle école d'apprentissage ; ses félicitations au personnel* [18 novembre 1968] (p. 4622, 4623).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Régionalisation dans les départements d'outre-mer ; participation ; déconcentration des tâches ; décentralisation des responsabilités ; problème démographique ; planning familial dans les D.O.M. ; organisation d'une double immigration en France continentale et en Guyane française, de personnes ayant une formation professionnelle ; nécessité de fonder une politique régionale sur la solidarité des D.O.M. ; chef-lieu de la région ; position des partis communistes locaux sur le problème régional des D.O.M. ; mise en place d'un comité de coordination facultatif Guadeloupe-Martinique-Guyane française et Réunion* [14 décembre 1968] (p. 5508 à 5510).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SECTION III - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Niveau de vie des populations des D.O.M. ; ses observations sur la départementalisation ; revalorisation des productions de base ; ses observations sur la banane, la production sucrière, le rhum ; problème de la T.V.A. ; importance du tourisme ; prolongation de la piste de l'aérodrome de Pointe-à-Pitre-Le Raizet ; mise en train d'une politique de logements économiques et sociaux ; ses observations sur l'île de Marie-Galante, l'île de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ; création de fermes modèles* [15 novembre 1969] (p. 3820) ; IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Effectif des personnels ; leurs rémunérations ; étalement de la charge de travail ; âge de la retraite du personnel féminin ; extension de l'Imprimerie nationale dans la région du Nord ; problème de la sous-traitance ; amélioration de la comptabilité ; problème des investissements ; extension de l'Imprimerie nationale à Douai* [22 novembre 1969] (p. 4285, 4286) ; en seconde délibération, Art. 6 *bis : Possibilité d'arrondir au décime inférieur les taux de la taxe sur la valeur ajoutée ; fixation de la T.V.A. dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion* (p. 4318) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. Sabatier* (p. 4318) ; Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4323) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur les paroles de M. Lacavé* [29 avril 1970] (p. 1411) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur le secteur industriel ; problème de l'emploi ; politique active de formation professionnelle et de promotion sociale ; cas des départements d'outre-mer ; importance du tourisme pour la Guadeloupe* [16 juin 1970] (p. 2684) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Situation de la Guadeloupe ; formation professionnelle ; niveau de vie ; création à Marie Galante de foyers ruraux ; économie bananière en Guadeloupe ; ses observations sur la tempête tropicale Dorothée ; prêts du crédit agricole* [26 octobre 1970] (p. 4728) ; *possibilité pour le F.O.R.M.A. d'apporter une aide à l'amélioration de la qualité des fruits ; négociations au sein du Marché commun en vue de l'intégration de la banane dans la communauté économique européenne ; problème du droit de préemption des S.A.F.E.R. ; éléments positifs de la politique gouvernementale ; vocation du F.I.D.O.M. ; incitation au tourisme* (p. 4729) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Poids des dépenses de personnel et de charges sociales* [17 novembre 1970] (p. 5711) ; *question de la réduction de la durée du travail ; recrutement d'ouvriers supplémentaires ; répartition du travail ; problème des locaux* (p. 5711, 5712) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Statut de l'Imprimerie nationale ; modernisation de ses structures* [2 novembre 1971] (p. 5154) ; *formation du personnel ; extension de l'imprimerie à Douai* (p. 5155).

FIEVEZ (Henri)

Député du Nord
(20e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application du rapport constant et la sauvegarde du pouvoir d'achat des pensions, n° **421** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à fixer à soixante ans l'âge du droit à une pension de vieillesse égale à 60 pour cent du salaire moyen des dix meilleures années pour les travailleurs de la sidérurgie, n° **651** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, n° 1291 [24 juin 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; caractéristiques de la profession d'artisan ; ses observations sur sa proposition de loi* [2 décembre 1969] (p. 4495) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Indemnités journalières ; assurance maternité ; pensions d'invalidité ; assurance décès ; opposition de l'article 40 à son amendement* [3 décembre 1969] (p. 4560) ; Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4570) ; Art. 35 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans la loi du 12 juillet 1966, après les mots : « travailleurs non salariés » à insérer les mots : « et des organisations professionnelles »* (p. 4591) ; Art. 38 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « et des organisations professionnelles »* (p. 4593).

Pose à M. le Premier Ministre une question tion d'actualité relative aux revendications du personnel des P.T.T. [29 mai 1970] (p. 2150).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Etat de notre équipement sanitaire et social ; ses observations sur la région Nord - Pas-de-Calais ; exemple de l'hôpital d'Armentières ; situation des hôpitaux de médecine générale ; problème des personnels ; ses observations sur la sécurité sociale minière* [28 octobre 1970] (p. 4858).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la convention entre les pharmaciens mutualistes et la caisse nationale d'assurance maladie [11 décembre 1970] (p. 6495).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des ouvriers d'Usinor [28 mai 1971] (p. 2190, 2191).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'apprentissage, ses explications de vote : *Ses observations sur les exigences formulées par les organisations ouvrières ; durée de l'apprentissage ; inconvénients du projet de loi ; salaire de l'apprenti ; vote du groupe communiste* [8 juin 1971] (p. 2355, 2536) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 ; EDUCATION NATIONALE : *Sections d'éducation spécialisée dans le cadre des collèges d'enseignement secondaire ; statut de sous-directeur de S.E.S. ; contrôle médico-scolaire* [9 novembre 1971] (p. 5584).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Dégradation économique ; région Nord - Pas-de-Calais ; programme de modernisation et d'équipement ; réorganisation par Usinor de l'usine de Valenciennes entraînant la suppression de 2.500 emplois ; suppression d'emplois dans les laminoirs de l'usine d'Anzin et des produits zinciques de Bouchain ; création nécessaire d'industries nouvelles ; nationalisation de la sidérurgie* [3 décembre 1971] (p. 6406, 6407).

FIGEAT (Robert)

Député du Loiret
(4e circonscription)
App. U.D.R.

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Xavier Deniau, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement.

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 27 septembre 1972] (p. 10200).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Donne sa démission de membre de cette commission [8 novembre 1972] (p. 4895).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [8 novembre 1972] (p. 4895).

Interventions :

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux internes en médecine [3 novembre 1972] (p. 4636).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Application du principe de l'égalité des rémunérations dans les pays du Marché commun* [21 novembre 1972] (p. 5561) ; *appréciation des qualifications masculines et féminines* (p. 5562) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi étendant le champ d'application de la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole : *Critères d'appréciation du délit* [30 novembre 1972] (p. 5769).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande ; *Rôle des bouchers* [1er décembre 1972] (p. 5834).

FLORNOY (Bertrand)

Député de Seine-et-Marne
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XIV. - Services du Premier Ministre : III. - Jeunesse et Sports, **n° 364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XIV. - Services du Premier Ministre : II. — Jeunesse, sports et loisirs **n° 836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 205 du Code civil afin de dispenser éventuellement de l'obligation d'aliments les enfants dont les ascendants n'ont pas contribué, sans motif valable, à leur entretien et à leur éducation pendant les seize premières années de leur vie, **n° 1099** [22 avril 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XIV. - Services du Premier Ministre : II. - Jeunesse, sports et loisirs, **n° 1396** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1823) sur l'équipement sportif et socio-éducatif, **n° 1847** [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi programme (n° 1951) sur l'équipement sportif et socio-éducatif, modifié par le Sénat **n° 1953** [30 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XV. - Services du Premier Ministre : II. - Jeunesse, sports et loisirs, n° 2011 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XV. - Services du Premier Ministre : II. - Jeunesse, sports et loisirs, n° 2586 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure ; conditions de vie des étudiants* [24 juillet 1968] (p. 2556).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Création des instituts universitaires de technologie ; autonomie ; participation ; importance de la notion de responsabilité ; possibilité pour les étudiants de pratiquer l'éducation physique et sportive* [4 octobre 1968] (p. 3080, 3081) ; Art. 1er : *Intégration de l'université dans la vie de la nation ; principes de participation et d'autonomie ; franchises universitaires ; pratique des activités physiques et sportives* [8 octobre 1968] (p. 3105) ; son rappel au règlement : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Destremau* (p. 3108) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qui ne peut être inférieur à 60 % » les mots : « des deux tiers »* [9 octobre 1968] (p. 3157) ; *principe du quorum ; retrait de son amendement* (p. 3157) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du troisième paragraphe de cet article : « Tous les étudiants ont droit au suffrage. Le pourcentage des étudiants de première année, qui ne saurait dépasser le cinquième de l'ensemble de l'électorat étudiant sera fixé par les conseils d'unités d'enseignement »* (p. 3168) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3168) ; *idée que le pourcentage des étudiants de première année ne saurait dépasser le cinquième de l'ensemble de l'électorat étudiant* (p. 3169) ; *ses observations sur les paroles de M. Arthur Moulin* (p. 3170) ; Après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les universités prennent toutes dispositions pour faciliter, en liaison avec les organismes qualifés, la pratique de l'éducation physique et des sports »* [10 octobre 1968] (p. 3214) ; *éducation physique et sportive devant être reconnue comme une des missions de l'enseignement supérieur* (p. 3214) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'occupation des postes d'enseignement dans l'enseignement technique ; problème de l'auxiliariat ; enseignement de l'éducation physique et sportive, notamment à l'école primaire ; rénovation pédagogique dans le premier degré et le premier cycle du second degré ; méthodes de scolarité à mi-temps ou à tiers-temps ; pénurie de professeurs pour l'enseignement physique et sportif ; développement de l'éducation physique et sportive par l'intermédiaire des procédés audio-visuels* [28 octobre 1968] (p. 3641) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réalisation de deux lois de programme ; office franco-allemand ; système de cogestion ; dotation du Ministère de l'Education nationale ; crédits d'équipement ; enseignement de l'éducation physique et sportive ; ses observations sur le ski ; pénurie de professeurs et de maîtres ; problème de l'éducation physique et sportive à l'école primaire* [30 octobre 1968] (p. 3710, 3711) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur l'Amérique latine ; projet de construction de nouveaux bâtiments de la Maison de l'Europe ; déclin de l'influence politique des puissances européennes en Amérique : possibilité d'envisager une action coordonnée des pays d'Europe vers l'Amérique latine* [7 novembre 1968] (p. 4105) ;

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Ses observations sur les paroles de M. Boulloche en ce qui concerne les spéculateurs* [26 novembre 1968] (p. 4849, 4850) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; ses observations sur les dépenses concernant le personnel et les services ; aide financière de l'Etat aux associations et mouvements de jeunesse ; réclamation de plus d'enseignants d'éducation physique et sportive ; tiers temps ; recyclage des instituteurs ; ses observations sur les expériences de Marçais, de la Ferté-Alais et de*

l'académie de Lille ; effort accompli depuis 10 ans par le département de la jeunesse et des sports ; situation des jeunes en France ; éducation populaire ; absence de politique culturelle pour les jeunes ; nécessité d'amener les jeunes à participer à l'élaboration de ce que seront la forme et l'esprit de la société future ; développement des agressions contre les jeunes et contre leurs légitimes espérances [30 octobre 1969] (p. 3110 à 3112) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Evolution politique de l'Amérique latine ; ses observations sur le discours du Président Nixon ; principe de l'égalité de tous les Etats d'Amérique ; balances commerciales de ces pays avec la communauté économique européenne et avec les Etats-Unis ; conséquences d'une libération des crédits liés ; réunion du Parlement latino-américain à Bogota ; rôle de l'Europe en Amérique latine ; création d'un comité permanent mixte Europe-Amérique latine ; développement des relations entre notre pays et tes institutions interaméricaines régionales* [4 novembre 1969] (p. 3328, 3329) ; EDUCATION NATIONALE : *Education physique à l'université ; statut des documentalistes ; statut des serveillants généraux* [13 novembre 1969] (p. 3639, 3640) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Place qu'occupe la jeunesse dans la politique culturelle de la France ; préparation du VIe Plan ; protection du patrimoine ; ses observations sur la pornographie ; responsabilité de l'Etat* [20 novembre 1969] (p. 4072) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, Art. 5 : *Sa demande de scrutin sur cet article* [26 mai 1970] (p. 1950) *et sur l'ensemble du texte* (p. 1952) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Après l'Art. 10 : *Ses observations sur le scrutin* [28 mai 1970] (p. 2047).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aide au peuple péruvien [5 juin 1970] (p. 2288, 2289).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national : *Réduction du service ; rôle de la commission « Armée-Jeunesse » ; suppression du sursis ; utilité du service militaire ; ses observations sur la coupure qui intervient entre 18 et 21 ans ; participation des jeunes filles ; droit de vote après le service militaire ; extension des droits civiques ; diminution du nombre des exemptions ; protection civile ; difficulté, dans quelques années, d'incorporer la totalité du contingent ; nécessité de s'acheminer vers une forme de service différencié ; devoirs de la collectivité envers la jeunesse* [9 juin 1970] (p. 2362, 2363) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de l'amendement de M. Le Theule : « le service des actions civiques, de caractère social et d'intérêt général »* (p. 2373) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « sous réserve des exceptions prévues au chapitre II ci-dessous » les mots : « de caractère civil ou militaire »* (p. 2375) ; *importance des activités civiles parmi les formes du service national* (p. 2375) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (pleine jouissance des droits civils accordés aux jeunes qui exerceront leurs droits politiques dans les conditions prévues à l'article 3)* (p. 2382) ; *retrait de son amendement* (p. 2382) ; Avant l'Art. 1er : *Problème de la création d'un service spécial de santé ; retrait de son sous-amendement* [10 juin 1970] (p. 2414) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2415) ; *ses observations sur le service actif* (p. 2415, 2416) ; *conditions imposées au service de caractère militaire* (p. 2416) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « peuvent être chargées » à supprimer les mots : « à titre de mission secondaire »* (p. 2420) ; *retrait de son amendement* (p. 2420) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de protection civile » à insérer les mots : « de caractère social »* (p. 2420) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (préparation d'un service civique intégré au service national ; formation professionnelle des jeunes)* (p. 2424) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2424) ; *problème de l'extension du service national* (p. 2424) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISINS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; stagnation des crédits d'équipement sportif et socioculturel ; insuffisance de l'aide aux associations de jeunesse et aux centres de vacances ; augmentation des crédits de paiement* [23 octobre 1970] (p. 4637) ; *sort de l'aide accordée aux associations et à la formation des cadres sportifs et socio-culturels ; rôle dévolu aux associa-*

tions et mouvements dans la politique de la jeunesse ; dépenses en capital ; ses observations sur la « banalisation » ; problème de l'enseignement de l'éducation physique et sportive ; estimations des commissions du VIe Plan ; ses observations sur l'emploi du temps des professeurs d'éducation physique (p. 4638) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Politique française à l'égard des pays en voie de développement et essentiellement des pays d'Amérique latine ; principe de consacrer à notre aide un pour cent du produit national brut ; visite du général de Gaulle en Amérique latine* [5 novembre 1970] (p. 5211) ; *réunion de la commission spéciale de coordination latino-américaine ; création d'une agence chargée de coordonner les programmes en faveur de l'Amérique latine* (p. 5212) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Institution de districts urbains et de districts ruraux ; définition de ce qu'est une agglomération ; obligations financières des communes composant le district* [9 novembre 1970] (p. 5445) ; EDUCATION NATIONALE, Titre III : *Enseignement technique ; horaire et conditions de travail des professeurs techniques adjoints* [14 novembre 1970] (p. 5586) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « il peut être créé en milieu rural des districts auxquels sont applicables les dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 »* [25 novembre 1970] (p. 5924) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de ce dernier* (p. 5925) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les districts ruraux* [17 décembre 1970] (p. 6606) ;

— de la proposition de loi votée par le Sénat tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux, Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Cermolacce* [17 décembre 1970] (p. 6614) ; *ses explications de vote ; son vote ; possibilité d'envisager la majorité électorale à 18 ans* (p. 6615) ;

— du projet de loi modifiant n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de M. Carter* [17 décembre 1970] (p. 6621) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses : *Augmentation des moyens de recherche et de constatation des délits prévus par la proposition de loi ; rôle des procureurs et des substituts de la République* [18 décembre 1970] (p. 6703) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* [19 décembre 1970] (p. 6723) ; en troisième lecture, Art. 8 : *Ses observations sur le vote émis sur le sous-amendement déposé par M. Foyer à l'amendement du Gouvernement* (p. 6730) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la création de l'Union latine signée à Madrid le 15 mai 1954 : *Collaboration de la France et des pays d'Amérique latine ; rôle de l'Association latino-américaine de libre commerce* [11 mai 1971] (p. 1787) ;

— du projet de loi relatif au territoire des terres australes et antarctiques françaises : *Effort accompli dans les terres australes et antarctiques françaises* [18 mai 1971] (p. 1935) ; Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 1937).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi tendant à instituer un versement à la charge des employeurs dans la région parisienne [27 mai 1971] (p. 2132).

Est entendu pour une mise au point au sujet du vote de M. Edgar Faure dans le débat sur le VIe Plan [18 juin 1971] (p. 3126).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, en qualité de *Rapporteur : Importance de l'équilibre corporel et intellectuel dans notre société en mutation* [22 juin 1971] (p. 3231) ; *objectifs du VIe Plan ; première et seconde loi de programme ; rôle des collectivités locales* (p. 3232) ; *secteur socio-éducatif ; participation de l'Etat sous forme de subvention ; priorité donnée aux gymnases, aux piscines et aux centres aérés ; tiers temps pédagogique ; équipement des zones d'urbanisation nouvelle ; équipements sportifs de haute compétition ; établissements de formation des cadres ; activités de plein air et de loisirs ; plein emploi*

des installations sportives (p. 3233) ; *exécution de la loi de programme* (p. 3234) ; *concours de pronostics ; tiers temps pédagogique* (p. 3266) ; *possibilité pour le Gouvernement de déposer un rapport annuel afin de contrôler l'exécution de la loi de programme* (p. 3267) ; Avant l'Art. 1er : *Education physique et sportive des jeunes travailleurs dans les entreprises* (p. 3268) ; Art. 1er : *Prime des colonies de vacances* (p. 3269) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nilès* (p. 3270) ; Art. 4 : *Son amendement (taux de subvention préférentiels pour les équipements réalisés par les syndicats de communes et les districts)* (p. 3271) ; Après l'Art. 5 : *Problème de l'organisation de concours de pronostics* (p. 3272, 3273) ; *dépôt d'un rapport d'exécution de la loi de programme* (p. 3275) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Formation des professeurs d'éducation physique et des animateurs sportifs et socio-éducatifs ; dépôt d'une loi de programme consacrée à l'animation* [30 juin 1971] (p. 3561) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3562) ; *respect de l'échéancier de la loi de programme ; retrait de son amendement* (p. 3562) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur l'Amérique latine ; voyages du général de Gaulle en Amérique latine* [3 novembre 1971] (p. 5244) ; *unification de l'Europe ; réunion de la Commission spéciale de coordination latino-américaine ; institutions communautaires de l'Amérique latine* (p. 5245) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Situation des enseignants venus du secteur privé ; rôle des directions départementales ; ses observations sur les conseillers pédagogiques de circonscription et les conseillers pédagogiques départementaux ; problème des cinq heures d'éducation physique et sportive par semaine ; problème des équipements* [6 novembre 1971] (p. 5470) ; *ses observations sur les loisirs ; désire savoir si le Secrétariat d'Etat a le moyen de concevoir et de réaliser une grande politique de la jeunesse* (p. 5471) ; *ses observations sur les cinq heures d'éducation physique et sportive ; utilisation de ces heures* (p. 5483) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Ses explications de vote : problème de l'affinage des fromages ; ses observations sur les coopératives* [20 décembre 1971] (p. 7010) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Importance de l'audiovisuel ; responsabilité des dirigeants ; autonomie des chaînes ; distinction entre l'information à la radio, et l'information à la télévision* [15 juin 1972] (p. 2540) ; en deuxième lecture : *Modalités d'application de la loi ; répartition des responsabilités des futurs établissements* [29 juin 1972] (p. 3003) ; *responsabilité de la radio* (p. 3004) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants : *Ses explications de vote* [20 juin 1972] (p. 2674).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, une question orale avec débat relative à la politique sportive [13 octobre 1972] (p. 4166) : *Incapacité du Comité international olympique à défendre les principes fondamentaux de sa Charte ; dévouement et compétence du colonel Crespin ; résultats de notre représentation olympique ; définition de l'amateurisme (art. 26 de la Charte)* (p. 4166) ; *création de lycées sportifs* (p. 4167) ; *expérience du tiers temps ; attribution de bourses sportives* (p. 4167, 4169).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 3 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Sabatier tendant à porter à 60 % le montant de l'acompte provisionnel versé par les contribuables payant leurs impôts avec un an de retard ; amendement qui permettrait un effort pour l'équipement sportif et socio-éducatif* [25 octobre 1972] (p. 4375) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Malgré la progression des crédits et la volonté de les utiliser au mieux déséquilibre entre l'ambition d'une politique et la faiblesse des moyens qui lui sont destinés ; nécessité de combler les retards de la IVe République ; bilan de la Ve ; tiers temps ; ouverture du sport scolaire sur l'extérieur ; progression des dépenses de fonctionnement ; sport optionnel à l'école ; lycées sportifs ; centres d'animation sportive ; aide aux collectivités locales et aux organismes privés ; problème du sport universitaire ; inspecteurs de la Jeunesse et des Sports ; professeurs de l'Institut national des sports et Office franco-allemand pour la jeunesse ; problème de l'application de la troi-*

sième loi de programme qui exigerait un effort financier plus grand [27 octobre 1972] (p. 4451, 4452) ; *réforme du sport français ; association de l'amateurisme et du professionnalisme* (p. 4477) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique ; grève des personnels des C.E.T. ; construction d'ateliers* [10 novembre 1972] (p. 4993) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Nouvelle politique de coopération entre l'Europe et les pays d'Amérique latine et rôle préférentiel de notre pays dans cette politique* [16 novembre 1972] (p. 5292, 5293) ; en seconde délibération, Art. 23 : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement de majoration des crédits concernant les services du Premier Ministre (II. - Jeunesse, Sports et Loisirs); augmentation des dotations de la troisième loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif ; espérait une dotation plus importante* [18 novembre 1972] (p. 5528) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale, son explication de vote : *Votera ce texte l'Assemblée, ayant adopté des amendements qui confient la responsabilité de l'action à mener aux associations familiales* [14 décembre 1972] (p. 6196) ;

— du projet de loi instituant un médiateur, Art. 2 : *Sa réponse à M. Pleven sur la désignation du Médiateur par le Gouvernement ; expérience à tenter* [14 décembre 1972] (p. 6213, 6214) ; Art. 5 : *Appuie l'opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Gerbet étendant la protection du Médiateur à toutes les personnes résidant sur le territoire national* (p. 6217).

FONTAINE (Jean)

Député de la Réunion
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [22 octobre 1968] (p. 3452) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par

l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 390), adopté par le Sénat, relatif à l'application de certaines dispositions du livre Ier du Code rural dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, **n° 477** [26 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 431), adopté par le Sénat, modifiant et complétant les dispositions relatives au colonat partiaire ou métayage dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, **n° 512** [6 décembre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'application de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans le département de la Réunion, **n° 736** [27 juin 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 57) instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du livre VII du Code rural, **n° 804** [2 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative à la législation applicable dans les départements d'outre-mer, n° 1115 [6 mai 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire, n° 1327 [26 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1358) relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, n° 1390 [8 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) — IV. - Départements d'outre-mer, n° 1399 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1425), modifié par le Sénat, relatif aux délais de comparution après citation devant les juridictions répressives des territoires d'outre-mer, n° 1433 [17 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1536), modifié par le Sénat, relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, n° 1543 [15 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1612) relatif au territoire des Terres australes et antarctiques françaises, n° 1647 [8 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1869), modifié par le Sénat, relatif au territoire des Terres australes et antarctiques françaises, n° 1880 [22 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) — IV. - Départements d'outre-mer, n° 2014 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à ériger le département de la Réunion en une circonscription d'action régionale, n° 2021 [21 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à étendre aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi n° 63-1178 du 28 novembre 1963, relative au domaine public maritime, n° 2023 [21 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 329 du Code électoral, en ce qui concerne la tenue du fichier général des électeurs et électrices des départements d'outre-mer et à supprimer l'article L 333 prévoyant un représentant du préfet pour assister au déroulement des opérations électorales dans les départements d'outre-mer, n° 2518 [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Caractères du budget ; utilisation des crédits ; régionalisation ; nécessité de mettre un terme aux effets de la distance qui sépare les D.O.M. de la métropole ; problème des grandes compagnies de transports ; problème démographique ; chômage ; ses observations sur la Réunion ; rôle du F.E.O.G.A. et du F.O.R.M.A.* [9 novembre 1968] (p. 4257, 4258) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Fonctionnement de l'O.R.T.F. à la Réunion ; ses observations sur les équipements et les programmes ; rôle et importance de la Réunion ; émissions scolaires ; ses observations sur le fait qu'à la Réunion la gestion de la publicité de marques est confiée à un organisme privé ; principe du contrôle* a posteriori ; *ses observations sur le personnel ; nécessité de le former professionnellement ; notion de participation ; objectivité à l'O.R.T.F.* [19 novembre 1968] (p. 4716) ;

— du projet de loi relatif à l'application de certaines disposition du livre Ier du Code rural dans les départements de la Guade-

loupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, en qualité de *Rapporteur : Régime spécial applicable outre-mer ; régime juridique des cours d'eau non navigables ni flottables ; problème de la servitude d'appui sur les rives des cours d'eau non domaniaux* [28 novembre 1968] (p. 4943, 4944) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives au colonat partiaire ou métayage dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, en qualité de *Rapporteur : Définition du colonat partiaire ; répartition des produits de la terre ; situation du colon ; sa promotion économique et sociale ; ses observations sur les S.A.F.E.R. ; formation professionnelle des colons ; financement des opérations de transformation ; rôte du crédit agricole mutuel* [9 décembre 1968] (p. 5244) ; Art. 1er : *Compétence du préfet* (p. 5246) ; Art. 4 : *Exception au profit des S.A.F.E.R. lors de la conversion du bail à colonat partiaire en bail à ferme* (p. 5247).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la Réunion ; réforme actuelle correspondant à une tendance générale des sociétés industrielles modernes ; spécificité des problèmes des D.O.M. ; refus des Réunionnais de se voir rattachés à une autre région ; composition de l'assemblée régionale ; structures départementales ; représentation de calégories socio-professionnelles ; subventions de l'Etat ; nécessité d'une administration légère* [14 décembre 1958] (p. 5507, 5508).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 89 du Règlement ; discussion du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer* [16 décembre 1968] (p. 5531, 5532).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Ses observations sur la présentation du budget ; système des services votés ; sa question de savoir si l'Etat a les moyens d'apptiquer sa politique ; fraternité entre les hommes ; nécessité de rendre au parlementaire sa vocation qui est de participer à la genèse des grandes décisions* [28 octobre 1969] (p. 2986, 2987) ; TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Caractère du budget ; question des tarifs de fret ; évolution des tankers pour les transports d'hydrocarbures ; desserte de la Réunion par les paquebots des Messageries maritimes* [30 octobre 1969] (p. 3135, 3136) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Problème des Départements d'outre-mer ; possibilité de faire participer les D.O.M. aux mêmes sources de financement que les départements métropolitains ; mise en place d'une infrastructure ; construction d'hôtels ; aménagement des services et des tarifs aériens* [5 novembre 1969] (p. 3360) ; JUSTICE : *Crédits de personnel ; accroissement démographique de la Réunion ; problème des greffes ; sentiment de frustration des magistrats ; extension aux départements d'outre-mer des textes applicables en métropole ; cas de la Réunion ; absence de conseil de prud'hommes et de tribunal administratif à la Réunion* [5 novembre 1969] (p. 3391) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Nécessité de changer les mesures administratives ; déficit chronique de la balance commerciale ; transferts publics ; réforme du système actuel d'administration ; ses observations sur le franc C.F.A. ; nécessité de décentraliser ; ses observations sur la Réunion ; attribution des allocations familiales ; explosion démographique* [15 novembre 1969] (p. 3816, 3817) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des départements d'outre-mer ; constructions étant de plus en plus à la charge des collectivités ; cas des enfants retardés mentalement ; régime d'assurance vieillesse du département de l'orateur ; cas de la retraite des commerçants ; calcul des cotisations* [21 novembre 1969] (p. 4193, 4194) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Cotisation à la production sur les sucres* [26 novembre 1969] (p. 4365) ;

— du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural, en qualité de *Rapporteur pour avis : Publication des décrets d'application de la loi de juillet 1967 ; situation des exploitants agricoles dans les D.O.M. ; disparité existant entre les exploitants agricoles et les salariés ; création d'un fonds d'action sociale agricole* [27 novembre 1969] (p. 4407, 4408) ; Art. 1142-15 du Code rural : *Son amendement tendant à la fin du*

dernier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « selon une proportion fixée par décret » les mots : « selon la répartition fixée pour le partage des fruits » (p. 4409) ; *bail à métayage ou colonat partiaire* (p. 4409) ; *retrait de son amendement* (p. 4409) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 35 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « les décrets d'application adapteront, en tant que de besoin, les dispositions de la présente loi à la profession de la batellerie »* [3 décembre 1969] (p. 4592) ; *référence aux départements d'outre-mer* (p. 4592, 4593) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 10 : *Nécessité de mettre un terme aux défrichements qui sévissent dans certaines régions; équilibre biologique de certaines régions ; prix de la terre; taxation des défrichements* [9 décembre 1969] (p. 4743) ; *son sous-amendement tendant, après le septième alinéa du paragraphe V de l'amendement du Gouvernement, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les défrichements situés dans les zones définies par décret après avis conforme du ou des conseils généraux intéressés »* (p. 4747) ; *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe XII du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions (opérations de défrichement reconnues nécessaires pour la mise en œuvre de programmes régionaux d'aménagement bénéficiant de l'aide de l'Etat)* (p. 4748) ; *taxation des défrichements* (p. 4748) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, Art. 31 *x g* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (fixation du salaire minimum de croissance du département d'outre-mer)* [10 décembre 1969] (p. 4789) ; *ses observations sur les allocations familiales ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 4789, 4790) ; *consultation des organisations socio-professionnelles concernées par la détermination du S.M.I.C.* (p. 4790) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Problème des départements d'outre-mer ; consultation à l'échelon local des commissions mixtes paritaires* [19 décembre 1969] (p. 5097).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Problèmes agricoles de la Réunion (géranium, banane, rhum et vétiver) ; extension aux départements d'outre-mer des dispositions du Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles* [17 avril 1970] (p. 1169).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux cyclones de la Réunion [24 avril 1970] (p. 1288, 1289).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative aux allocations familiales dans les départements d'outre-mer [24 avril 1970] (p. 1296, 1297).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, avec débat restreint, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure du divorce, Art. 1er : *Ses observations sur la tentative de conciliation ; question relative au domicile du demandeur* [5 mai 1970] (p. 1509).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux dégâts causés par le cyclone de la Réunion [15 mai 1970] (p. 1748, 1749).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Krieg, Chazelle, Commenay et Zimmermann relatives à la réforme judiciaire : *Sous-équipement judiciaire de la Réunion ; insuffisance des effectifs budgétaires de la Réunion ; problème des vacataires* [15 mai 1970] (p. 1764).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « compte tenu des nécessités de fonctionnement du service »* [21 mai 1970] (p. 1837) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1838) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Tiberi par l'alinéa suivant : « Si, dans un délai d'un an à compter de la parution de la présente loi, le décret visé au paragraphe précédent n'a pas*

été publié, celle-ci sera applicable de plein droit » (p. 1839).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Denvers et Billoux relatives aux logements sociaux : *Situation du logement à la Réunion ; situation de la Société immobilière de la Réunion ; nécessité d'adapter les normes des logements aux conditions spécifiques de l'île ; application de la loi foncière de 1967* [29 mai 1970] (p. 2160).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 2 : *Sa question de savoir si l'exemption prévue à l'article 3 s'applique aux départements d'outre-mer* [3 juin 1970] (p. 2196) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 2196) ; Art. 10 : *Affectation, par priorité, au logement social du produit de la cotisation de 1 % sur les salaires* (p. 2200) ; Art. 14 : *Fixation du forfait* (p. 2202) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 juin 1970] (p. 2381) ; *droit de vote accordé aux jeunes ayant accompli leur service* (p. 2381) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « organismes scientifiques » à insérer les mots : « dépendant du Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale ou agréés par lui »* [10 juin 1970] (p. 2407) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2407) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 2408) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le cycle d'études prescrit » les mots : « leurs études »* (p. 2409) ; *retrait de son amendement* (p. 2409) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2412) ; *cas de jeunes gens qui auront bénéficié d'un report d'incorporation du fait de leurs études de médecine ou de chirurgie dentaire* (p. 2412) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2414) ; *cas de jeunes gens qui ont été autorisés à continuer des études* (p. 2414) ; Art. 11 : *Activité paramilitaire des militaires* (p. 2416) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article : « Ces unités sont composées par des volontaires »* (p. 2419) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2424) ; *retrait de son amendement* (p. 2424) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, après les mots : « présentées au plus tard », à rédiger ainsi la fin de cet article : « un mois après la notification d'aptitude prévue à l'article 8 de la loi précitée »* (p. 2426) ; *ses observations sur les demandes de dispense* (p. 2426) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à leur demande »* (p. 2429) ; *retrait de son amendement* (p. 2429) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « la Commission régionale doit statuer au plus tard dans les huit jours qui suivent l'enrôlement »* (p. 2440) ; *retrait de son amendement* (p. 2440) ; Après l'Art. 19 : *Notion de « préjudice grave »* (p. 2441) ; Avant l'Art. 27 : *Son amendement tendant à compléter l'alinéa 1er de l'article 18 de la loi du 9 juillet 1965 comme suit : « ou parce que leur incorporation serait de nature à causer un préjudice grave aux conditions d'une exploitation agricole ou artisanale »* (p. 2446) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud à substituer aux mots : « ou l'établissement public » les mots : « l'établissement public ou la société immobilière d'Etat et d'économie mixte créée dans le cadre de la loi du 30 avril 1946 »* [10 juin 1970] (p. 2471) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Création d'une réserve foncière ; extension des dispositions du texte au département de la Réunion* [24 juin 1970] (p. 2983).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la date des examens scolaires à la Réunion [12 juin 1970] (p. 2571).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 1er : *Définition de la dépossession* [12 juin 1970] (p. 2578) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Situation du département de la Réunion ; crédits du F.I.D.O.M. ; réformes foncières ; rôle des S.A.F.E.R. ; transferts publics ; importance de la démographie ; politique de*

migration ; nécessité de créer des emplois ; développement de l'enseignement ; expansion et modernisation de l'agriculture ; politique des revenus [16 juin 1970] (p. 2688, 2689).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du sucre [19 juin 1970] (p. 2882).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « l'article 88 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est abrogé »* [24 juin 1970] (p. 3005) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire, Art. 4 : *Regroupement des magistrats du siège dans un corps unique, celui des magistrats des tribunaux de grande instance ; problème de la suppression des tribunaux d'instance ; nomination d'un magistrat itinérant ; notation du magistrat ; fonctionnement de la justice* [25 juin 1970] (p. 3052) ; Art. 7 : *Extension aux départements d'outre-mer des dispositions de la loi ; création à la Réunion d'une seconde chambre* (p. 3054) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « les dispositions de l'article 17 de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 sont abrogées »* (p. 3054) ; *retrait de son amendement* (p. 3054) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le renvoi à la formation collégiale* [29 juin 1970] (p. 3274) ;

— du projet de loi relatif aux délais de comparution après citation devant les juridictions répressives des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur : Harmonisation de la législation en vigueur dans les territoires d'outre-mer avec celle de la métropole ; ses observations sur l'article 74 de la Constitution* [25 juin 1970] (p. 3099) ; Art. 1er : COMORES : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 146 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « au lieu » les mots « dans l'île »* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 146, à substituer aux mots « ce lieu » les mots « cette île »* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 146, à substituer aux mots « deux mois » les mots « trois mois »* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 146, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 184 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « au lieu » les mots « dans l'île »* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 184, à substituer aux mots « ce lieu » les mots « cette île »* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 184, à substituer aux mots « deux mois » les mots « trois mois »* (p. 3100) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 184, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée »* (p. 3100); ILES WALLIS ET FUTUNA : *Ses amendements tendant dans le sixième alinéa des textes proposés pour les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée »* (p. 3101) ; NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES : *Ses amendements tendant, dans le cinquième alinéa des textes proposés pour les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « trois mois » les mots « quatre mois »* (p. 3101) ; *ses amendements tendant, dans le septième alinéa des textes proposés pour les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée »* (p. 3101); SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : *Ses amendements tendant à une nouvelle rédaction des premiers alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle (délai entre le jour où la citation a été délivrée et le jour fixé pour la comparution devant le tribunal de simple police)* (p. 3102) ; *ses amendements tendant, dans les deuxièmes alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184, à substituer aux mots « si la partie citée réside hors de ce territoire » les mots « si la partie réside hors du territoire »* (p. 3102) ; *ses amendements tendant, dans le quatrième alinéa des textes proposés pour les articles 146 et 184,*

à supprimer les mots « en Europe » (p. 3102) ; *ses amendements tendant, dans les sixièmes alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée »* (p. 3102) ; TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS : *Ses amendements tendant, dans les deuxièmes alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « hors de ce lieu » les mots « à plus de 100 kilomètres de ce lieu »* (p. 3102) ; *ses amendements tendant à compléter les premiers alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184 par les mots « ou à moins de 100 kilomètres de ce lieu »* (p. 3102, 3103) ; *ses amendements tendant, dans les quatrièmes alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184, à substituer aux mots « un mois » les mots « deux mois »* (p. 3102) ; *son amendement tendant, dans les sixièmes alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée »* (p. 3102) ; Art. 2 et 3 : *Ses amendements tendant à une nouvelle rédaction des alinéas 1° des textes proposés pour les articles 146 et 184 (délai prévu pour la citation)* (p. 3103) ; *ses amendements tendant, dans les deuxièmes alinéas des textes proposés pour les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle, à substituer aux mots « si la citation a été donnée » les mots « si la citation a été délivrée »* (p. 3103) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Exemple de la Polynésie française* [19 novembre 1970] (p. 5785) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 5785) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Mise en place d'un investissement de base et d'un programme de logements adaptés aux conditions climatiques ; niveau de vie des populations ; fonctionnement de l'appareil administratif ; ses observations sur le secteur social ; dépenses civiles d'équipement ; interventions des ministères techniques* [26 octobre 1970] (p. 4716) ; *nécessité de procéder à une revision de l'intervention des pouvoirs publics ; production forestière de la Guyane ; nécessité de déconcentrer ; nécessité de créer un Coder ; problème de la production sucrière ; droit de préemption des S.A.F.E.R. ; extension du régime d'assurance vieillesse obligatoire ; importance de la jeunesse dans les D.O.M. ; problème de l'emploi ; problème des infrastructures et notamment des terrains d'aviation* (p. 4717, 4718) ; Titre VI : *Vote contre l'amendement de M. Renouard ; rôle du F.I.D.O.M. ; plan de relance de l'industrie sucrière* (p. 4735) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Problème de l'habitat à la Réunion ; réalisation du Ve Plan ; absence de moyens de financement complémentaire ; logement social ; résorption des bidonvilles ; application de la législation en cette matière aux départements d'outre-mer ; désire savoir si l'on envisage de réserver aux départements d'outre-mer un quota de logements neufs ; ses observations sur les sociétés d'H.L.M. ; extension aux départements d'outre-mer de l'allocation de logement* [4 novembre 1970] (p. 5129) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des départements d'outre-mer* [7 novembre 1970] (p. 5363) ; *exemple de la Réunion ; ses observations sur les S.A.F.E.R. et le F.A.S.A.S.A. ; question de l'application des dispositions de la loi d'orientation foncière dans les départements d'outre-mer ; financement des opérations intégrées de mise en valeur ; création d'un poste de contrôleur des lois sociales ; prix du sucre ; accords de Yaoundé ; règlement communautaire des alcools ; situation des ingénieurs des travaux des eaux et des forêts ; cas des techniciens forestiers* (p. 5364) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 5379) ; TRANSPORTS. — II. - AVIATION CIVILE, Titre V : *Son amendement tendant à réduire de 2.828.000 francs les autorisations de programme de ce titre* [13 novembre 1970] (p. 5477) ; *financement des études concernant le lancement d'un programme de construction d'un réacteur de poussée moyenne ; rôle actuel des aérodromes ; ses observations sur les charters ; mise en service d'avions gros porteurs type B 747 ; problème de la Réunion* (p. 5477, 5478) ; *ses observations sur la piste de l'aérodrome de Saint-Denis* (p. 5478) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problèmes des départements d'outre-mer ; importance du chômage ; ses observations sur la migration ; mission de l'Agence nationale pour l'emploi* [16 novembre 1970] (p. 5632) ; *création des centres de l'Agence dans les D.O.M. ; rôle du bureau pour la migration des départements d'outre-mer ; extension de l'ordonnance garantissant des ressources aux travailleurs privés d'emploi ; ses observations sur la conven-*

tion qui intéresse la société Ravine Creuse à la Réunion ; contrôle de l'expansion démographique (p. 5633) ; TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE, Titre VI : *Son amendement tendant à réduire d'un million de francs les autorisations de programme de ce titre* [17 novembre 1970] (p. 5657) ; *subventions au profit des compagnies maritimes d'économie mixte ; augmentation des taux de fret maritime ; problème du monopole des Messageries maritimes pour la desserte de la Réunion* (p. 5657, 5658).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux tarifs du fret maritime [30 octobre 1970] (p. 4972).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux reclassements de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, en qualité de *Rapporteur ; Automatisation des centres téléphoniques ; problème du reclassement du personnel touché par des mesures de suppression d'emploi ou de déplacement hors de la résidence ; reclassement des catégories A et B ; problème des rémunérations ; situation du personnel auxiliaire* [18 novembre 1970] (p. 5765) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5767) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un second alinéa (cas des fonctionnaires du service des poudres et des fonctionnaires du Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale et des établissements publics placés sous sa tutelle)* (p. 5768) ; *champ d'application des mesures de reclassement ; situation des fonctionnaires de la caisse nationale militaire de sécurité sociale* (p. 5768, 5769) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « des fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications », les mots : « de ces fonctionnaires »* (p. 5770) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de ce titre : « Projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires appartenant à l'administration des postes et télécommunications, ou relevant du Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale »* (p. 5770) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Problèmes sociaux qui se posent dans l'administration des P.T.T. à la suite de l'automatisation des centraux téléphoniques* [17 décembre 1970] (p. 6627).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg : *Explication de son absence de l'hémicycle* [19 novembre 1970] (p. 5781).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 1er : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « faute par l'autorité préfectorale de se conformer à cette prescription, la date d'enregistrement du départ du courrier à la commune intéressée en fera foi »* [25 novembre 1970] (p. 5908) ; *retrait de son amendement* (p. 5909) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article 58 du Code de l'administration communale par un nouvel alinéa : « Nul ne peut être maire ou adjoint ou exercer temporairement l'une de ces fonctions dans une commune de plus de 10.000 habitants s'il est âgé de plus de soixante-dix ans »* (p. 5916) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5916) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Problème des moyens financiers ; amélioration des structures forestières ; unité du corps des ingénieurs des travaux de l'Etat ; école des techniques forestières ; ses observations sur les périmètres d'action forestière ; exemple des départements d'outre-mer ; question de savoir si le syndicat se substituera dans les droits des anciens propriétaires* [26 novembre 1970] (p. 5961) ; Avant le chapitre 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Pons* (p. 5963) ; Art. 4 : *Problème des droits acquis* (p. 5965) ; Art. 5 : *Ses observations sur les termes « décision d'institution du syndicat »* (p. 5965) ; en deuxième lecture, Art. 25 : *Périmètres d'actions forestières ; problème relatif au département de l'orateur* [28 avril 1971] (p. 1521).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'incendie dans les communes de Saint-Paul et de Trois-Bassins à la Réunion [27 novembre 1970] (p. 6018, 6019).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Eparpillement des districts ; création d'une caisse de péréquation ; ses observations sur le fait que cette proposition de loi*

est, à certains égards, insuffisamment étudiée ; problème des ressources et des subventions de l'Etat ; transfert des charges à la commune ; création d'un secrétariat administratif ; application de l'article 74 de la Constitution [18 décembre 1970] (p. 6677, 6678) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination des limites territoriales et des chefs-lieux des communes de la Polynésie françaises)* (p. 6683) ; *prérogatives de l'assemblée territoriale* (p. 6683) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article : « L'organisation et le fonctionnement de ces sections sont déterminés par arrêté du chef du territoire après consultation de l'assemblée territoriale »* (p. 6684) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination du domaine des communes de la Polynésie française)* (p. 6685) ; Art. 10 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « y compris l'octroi de mer qui prend le caractère d'une recette territoriale »* (p. 6686) ; *son amendement tendant à compléter la première phrase du 4e alinéa de cet article par les mots : « ... étant entendu que la représentation élue des collectivités locales concernées ne pourra en aucun cas être inférieure à la représentation de l'Etat »* (p. 6687) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois mois » les mots : « deux mois »* (p. 6688) ; *délai de suspension du maire* (p. 6688) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (création ou modifications des subdivisions administratives du territoire de la Polynésie française)* (p. 6689) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article, après le mot : « réglementaires » à insérer le mot : « antérieures »* (p. 6689) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à l'alinéa 1er de cet article après les mots : « assemblée territoriale » à insérer les mots : « dans les cas prévus par la présente loi »* (p. 6689) ; *exécution de la présente loi* (p. 6689) ;

— du projet de loi relatif au territoire des terres australes et antarctiques françaises, en qualité de *Rapporteur : Rappel historique et géographique de la question ; régime juridique et administratif actuellement en vigueur ; analyse du texte* [14 avril 1971] (p 1081) ; *pouvoirs de police judiciaire des chefs de districts ; procédure du mandat d'amener ; application du traité sur l'Antarctique ; question préalable* (p. 1082) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* [28 avril 1971] (p. 1514) ; *création d'un corps d'ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ; dérogation au statut général des fonctionnaires* (p. 1514, 1515) ; Art. 2 : *Confusion entre le grade et l'emploi ; ses observations sur l'arrêt Lasserve du Conseil d'Etat ; fixation du traitement du fonctionnaire* (p. 1515) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Bricout tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, Art. 1er : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « des officiers sont institués » les mots : « des emplois d'officiers sont créés »* [4 mai 1971] (p. 1632) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « direction départementale de l'agriculture » à insérer les mots : « et de l'office national des forêts »* (p. 1632) ; *détermination de l'organisme responsable dans les départements d'outre-mer* (p. 1632) ; Art. 2 : *Son sous-amendement portant sur le texte de l'amendement du Gouvernement et son amendement tendant tous deux dans le premier alinéa de cet article après les mots : « directeur départemental de l'agriculture » à insérer les mots : « et du directeur de l'office national des forêts »* (p. 1632) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 1632) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ou du renard » les mots : « du renard ou d'autres nuisibles »* (p. 1633) ; *retrait de son amendement* (p. 1633) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer les mots : « dans les conditions déterminées par décret »* [6 mai 1971] (p. 1727) ; *conditions d'attribution de l'allocation aux handicapés adultes ; procédure suivie en matière d'allocations familiales ; taux de l'allocation d'éducation spécialisée dans les départements d'outre-mer* (p. 1727) ;

— du projet de loi relatif au territoire des

Terres australes et antarctiques françaises, en qualité de *Rapporteur* : *Pouvoirs de l'administration pour faire régner l'ordre et la justice* [18 mai 1971] (p. 1935) ; Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « code pénal » et « code de procédure pénale » à substituer aux mots : « 1re partie » les mots : « (partie législative) »* (p. 1936) ; *son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « dispositions particulières » à insérer les mots : « et des dérogations »* (p. 1936) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « Terres australes et antarctiques » à insérer le mot : « françaises »* (p. 1936) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « juridictions du même ordre » les mots : « juridictions de même catégorie »* (p. 1936) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article : « Il ordonne, s'il y a lieu, le rapatriement aux frais de l'Etat des personnes qui portent gravement atteinte à cet ordre »* (p. 1936) ; *maintien de l'ordre public* (p. 1936) ; *son amendement tendant au début de la troisième phrase de cet article à substituer aux mots : « il peut requérir » les mots : « il requiert »* (p. 1936) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa (possibilité d'assortir le mandat d'amener d'un mandat d'arrêt)* (p. 1936) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Modifications faites par le Sénat* [28 juin 1971] (p. 3479) ; Art. 4 : *Son amendement : (autorisation donnée au chef de district de maintenir l'inculpé en état de détention ; situation de l'inculpé à bord du navire)* (p. 3480).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la protection des producteurs de sucre [19 mai 1971] (p. 1977, 1978).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Situation des chômeurs chroniques ; augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites* [7 juin 1971] (p. 2434) ; *préformation professionnelle ; centres de préformation professionnelle ; pénurie d'établissement d'enseignement technique dans l'île de la Réunion ; formation pédagogique des enseignants ; fonctionnement des centres de F.P.A. ; absence de succursale de l'agence nationale dans les départements d'outre-mer ; situation des jeunes munis d'un C.A.P. qui n'a aucune utilité ; application des ordonnances sur l'emploi* (p. 2435, 2436) ; Projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 53 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Un décret en Conseil d'Etat pourra apporter aux dispositions des titres III et de la section I du titre V, les adaptations... »* [8 juin 1971] (p. 2572) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines, du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Droit au logement ; problème du logement social ; importance de l'environnement ; lutte contre la spéculation ; problème des plus-values ; réserves foncières ; secteur H.L.M. ; ses observations sur les « prix plafonds toutes dépenses confondues »* [12 juin 1971] (p. 2847) ; *équilibre entre les loyers et les salaires* (p. 2848) ; Urbanisme et action foncière, Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité qu'un décret en Conseil d'Etat apporte des adaptations à l'application dans les D.O.M. des dispositions du titre I de la présente loi)* (p. 2881) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Crédits affectés aux D.O.M. ; problème de l'emploi ; migration ; problème des prix ; question des logements et de la formation professionnelle ; problème des structures et de l'économie agricole* [16 juin 1971] (p. 3008) ; *aménagement du territoire dans les D.O.M.* (p. 3009) ;

— du projet de loi relatif à la prescription en matière salariale, Art. 1er : *Distinction entre la prescription de l'action et la prescription des arrérages* [28 juin 1971] (p. 3478) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi

relatif à diverses opérations de construction : *Codification des textes concernant la construction* [28 juin 1971] (p. 3483) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Droit à la justice* [7 octobre 1971] (p. 4371) ; *problème du coût de la justice civile ; modalités particulières d'application de la loi dans les D.O.M. ; rôle de l'Association départementale d'aide judiciaire à la Réunion* (p. 4372) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly après les mots : « le salaire minimum interprofessionnel de croissance » à insérer les mots : « en vigueur sur le territoire métropolitain »* (p. 4380) ; Art. 7 : *Détermination des S.M.I.C. dans les D.O.M.* (p. 4382) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4402) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Ce même décret pourra également, en tant que de besoin, prévoir des modalités particulières d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer »* (p. 4402) ; *ses observations sur la Réunion* (p. 4402, 4403) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 37 : *Sa question de savoir si les avocats ont un droit de présentation du successeur à la clientèle* [14 octobre 1971] (p. 4549) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Problème des rémunérations accessoires ; situation des ingénieurs de travaux des eaux et forêts* [25 octobre 1971] (p. 4857) ; DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Statut départemental ; effets de la régionalisation ; avis des Conseils généraux sur les projets de décrets et les projets de loi ; distorsion dans l'origine des fonctionnaires de conception et d'activité ; gestion des deniers publics ; problème des volontaires de l'assistance technique* [26 octobre 1971] (p. 4898) ; *problème des congés administratifs des fonctionnaires* (p. 4899) ; *ses observations sur le B.U.M.I.D.O.M. ; modalités de lutte contre le chômage ; formation professionnelle ; démocratisation de l'enseignement ; situation des agriculteurs* (p. 4909) ; EDUCATION NATIONALE : *Bourses nationales du second degré ; situation des volontaires de l'assistance technique ; ses observations sur l'administration locale* [9 novembre 1971] (p. 5583) ; *congé administratif ; conditions de recrutement du personnel de surveillance dans les établissements du second degré à la Réunion* (p. 5584) ; TRANSPORTS (MARINE MARCHANDE), Titre VI : *Augmentation des tarifs du fret maritime à destination de la Réunion ; conséquence du monopole de pavillon ; formation professionnelle des marins ; école d'apprentissage de la marine à la Réunion* [15 novembre 1971] (p. 5679) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits d'équipement ; modalités d'application des aides accordées pour le soutien des prix agricoles ; ses observations sur le F.A.S.A.S.A. ; régime communautaire des alcools ; exemple du rhum des départements d'outre-mer ; inadaptation de la loi forestière applicable à la Réunion* [16 septembre 1971] (p. 5769).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur sa question écrite ; problème de savoir si un commerçant imposé aux bénéfices industriels et commerciaux réels peut inclure, dans sa comptabilité, une valeur résiduelle et passer au compte de profits et pertes si cette valeur devait être perdue* [18 décembre 1971] (p. 6950).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet, tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, Art. 2 : *Ses observations sur le terme d'expert en automobile* [16 décembre 1971] (p. 6834, 6835) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Hélène, tendant à valider le décret du 25 mars 1965 étendant à la Guadeloupe les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière : *Ses observations sur les lacunes qui existent dans les départements d'outre-mer* [16 décembre 1971] (p. 6870) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Application de ce texte aux départements d'outre-mer* [18 décembre 1971] (p. 6951) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Option du Conseil général de la Réunion en faveur du projet*

de régionalisation ; omnipotence de l'administration [25 avril 1972] (p. 1000) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Ses observations sur l'article 34 de la Constitution ; disparités entre les militaires d'origine réunionnaise et leurs homologues métropolitains ; problème du remboursement des frais de déménagement ; problème de la possibilité pour les militaires de se faire rejoindre par leur fiancée et d'obtenir le remboursement des frais de traversée ; situation des volontaires de l'assistance technique* [2 mai 1972] (p. 1253) ; *cas des gendarmes réunionnais en service dans leur département d'origine* (p. 1254) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Réforme du régime de l'émission des titres monétaires dans le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon ; ses observations sur le franc C.F.A.* [4 mai 1972] (p. 1353, 1354) ;

— du projet de loi relatif à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas, Art. 3 : *Obligation de déclarer les décès* [9 mai 1972] (p. 1434) ; Art. 4 : *Renonciation au statut matrimonial particulier* (p. 1434, 1435) ; Art. 5 : *Rôle du cadi* (p. 1435).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au cas d'un fonctionnaire de la Réunion [10 mai 1972] (p. 1478, 1479).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme, Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Partialité du rapport à l'égard des départements et territoires d'outre-mer ; paiement des réémetteurs par le Conseil général de la Réunion ; perception des redevances* [10 mai 1972] (p. 1497, 1498).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 11 : *Modalités d'application de la loi ; cas des départements d'outre-mer ; rôle de la Cavicorg* [18 mai 1972] (p. 1653) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 18 : *Son amendement concernant l'application de la loi aux départements d'outre-mer* [19 mai 1972] (p. 1756) ; *ses observations* (p. 1756, 1757) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1758) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Art. 1er : *Son amendement tendant à exclure du champ d'application du projet certaines activités marginales à caractère occasionnel ou effectuées bénévolement à titre d'entraide* [19 mai 1972] (p. 1780) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 1784) ; Art. 4. : *Modalités de perquisition et de visite* (p. 1786) ; Art. 6 : *Ses observations* (p. 1788) ; Art. 9 : *Son amendement (application de la loi dans les départements d'outre-mer)* (p. 1789) ; Art. 10 : *Son amendement* (p. 1790) ; en deuxième lecture, Art. 9 : *Situation de l'artisanat dans les territoires d'outre-mer* [22 juin 1972] (p. 2752) ; *son amendement (application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer)* (p. 2752) ;

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 1er : *Congé de maladie ; disponibilité* [25 mai 1972] (p. 1900) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, Avant l'Art. 1er : *Son amendement (définition de l'expert)* [25 mai 1972] (p. 1903, 1904) ; Art. 1er : *Son amendement (conditions de diplômes ou de qualifications)* (p. 1906) ; *retrait de son amendement ;* Art. 2 : *Son amendement (expert forestier)* (p. 1906) ; Art. 5 : *Son amendement (radiation)* (p. 1906) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Xavier Deniau portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, Avant l'Art. unique : *Amendement du Gouvernement (acquisition de la nationalité française)* (p. 1910) ; Art. unique : *Amendement du Gouvernement (notion de scolarité suivie en France)* (p. 1911) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 508-4 du Code de l'administration communale : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement concernant la création du centre de formation des personnels communaux* [31 mai 1972] (p. 2051) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2052) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement concernant les*

congés des agents originaires des départements d'outre-mer exerçant, soit en métropole, soit dans les départements d'outre-mer (p. 2058) ; Art. 504 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (organisation des concours par le centre de formation professionnelle)* (p. 2059) ; en deuxième lecture, Art. 1er *sexies : Organisation de cadres* [22 juin 1972] (p. 2757) ; Art. 7 *ter : Alignement de la fonction publique* (p. 2762) ; *problème des congés administratifs* (p. 2763) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L. 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, Art. 43 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [6 juin 1972] (p. 2197); *Conseil des médecins de la Réunion* (p. 2197, 2198) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Exemple du département de la Réunion ; absence de Conseil départemental des médecins dans ce département* [30 juin 1972] (p. 3089) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme : *Sa question de savoir quelles formalités un étudiant de nationalité norvégienne, qui a fait ses études à la faculté de Montpellier, doit remplir pour exercer la médecine sur le territoire de la France* [6 juin 1972] (p. 2200) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur l'esprit colonialiste ; convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* [7 juin 1972] (p. 2286) ; *racisme de l'esprit ; conditions nécessaires pour lutter contre le racisme* (p. 2287, 2288) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes : *Modifications des limites communales* [14 juin 1972] (p. 2448) ;

— du projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française, Art. 1er : *Missions du service public national de la radio-télévision ; ses observations sur la culture française ; mise en place des émetteurs à ondes moyennes* [16 juin 1972] (p. 2575) ; Art. 2 : *Caractère monopolistique du service public national* (p. 2582) ; Art. 4 : *Organisation de l'Office en unités fonctionnelles* (p. 2605) ; *émissions régionales ; autorité du directeur de la troisième chaîne* (p. 2606) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Foyer tendant à modifier l'article 14 de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles : *Ses observations sur la profession de notaire ; application dans les départements d'outre-mer du décret du 2 octobre 1967* [23 juin 1972] (p. 2821) ; *formation professionnelle des notaires* (p. 2822) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1154 du Code rural : *Ses observations sur le choix de l'employeur en matière de versement des cotisations* [28 juin 1972] (p. 2928) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le dernier*

alinéa de cet article par les mots : « à l'initiative des intéressés comme à celle du Gouvernement » [28 juin 1972] (p. 2869) ; *compétence du Conseil d'Etat* (p. 2969) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis : *Ses observations sur le « cartiérisme » ; action de l'O.N.U.* [28 juin 1972] (p. 2973) ; *accord de Yaoundé II ; exclusion du sucre mauricien de la réglementation communautaire ; avenir industriel du département de la Réunion* (p. 2974) ; *droit d'établissement ou de prestation des services* (p. 2975) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Disparition des circonstances qui ont motivé cette ordonnance ; son regret du maintien du décret du 26 avril 1960 permettant, pour les départements d'outre-mer, une législation adaptée, donc des mesures discriminatoires* [10 octobre 1972] (p. 4004) ; *revendications de tous les attributs attachés à la qualité de Français* (p. 4005) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions, Art. 1er : *Etendue du champ d'application de l'article 1er ; question à M. Pleven : cas où à l'occasion d'une discussion sur l'organisation du travail dans une administration un employeur et un employé en viennent aux mains* [17 octobre 1972] (p. 4192) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marc Jacquet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L 12 du Code électoral afin de permettre à tous les Français et toutes les Françaises, établis hors de France, de pouvoir s'inscrire sur une liste électorale, Après l'Art. 2 : *Son amendement (abrogation de l'article L 239 du Code électoral) ; en conséquence, application de l'article L 37 dans les départements d'outre-mer (soin de tenir un fichier général des électeurs et électrices confié à l'I.N.S.E.E.) ; contrôle des pluri-inscriptions* [19 octobre 1972] (p. 4238) ; *retrait* (p. 4238) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *L'inflation réunionnaise ; limitations de crédit touchant durement les agriculteurs ; chômage ; arrivée, chaque année, de nombreux jeunes sur le marché du travail ; nécessité de promouvoir l'industrialisation de son département ; Caisse de coopération économique accordant l'essentiel des crédits à ses collectivités locales* [24 octobre 1972] (p. 4321, 4322) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Commerçants et artisans de la Réunion ; problème de l'évaluation du forfait ; couverture sociale* [26 octobre 1972] (p. 4419) ; JUSTICE : *Surpeuplement des établissements pénitentiaires de la Réunion ; fonctionnement des services judiciaires à la Réunion ; problème des effectifs ; ses demandes d'extension aux départements d'outre-mer des textes régissant l'organisation du notariat et la profession d'huissier de justice, d'harmonisation de la législation civile et pénale et d'harmonisation de l'aide judiciaire avec l'action de l'association réunionnaise d'aide judiciaire aux familles* [28 octobre 1972] (p. 4524) ; EDUCATION NATIONALE : *Son intervention lue par M. Sers ; enseignement pré-élémentaire à la Réunion ; problème de l'orientation scolaire ; classes pratiques* [10 novembre 1972] (p. 5022) ; *installation de classes préprofessionnelles et de classes préparatoires à l'apprentissage dans son département ; information des étudiants pour éviter de fabriquer des chômeurs ; problème des bourses nationales d'études du second degré dans le département de la Réunion ; leur insuffisance compte tenu de l'existence du franc C.F.A.* (p. 5023).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux professeurs d'enseignement général [27 octobre 1972] (p. 4469).

Son intervention dans le budget des D.O.M. faite par M. Claude Gerbet [13 novembre 1972] (p. 5067).

FONTANET (Joseph)

Député de la Savoie
(2e circonscription)
P.D.M.

MINISTRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA POPULATION
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre de l'Education nationale (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Education nationale (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au plan d'évolution des prestations sociales, n° **161** [19 juillet 1968].

Son projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, n° **912** [27 novembre 1969].

Son projet de loi portant modification des dispositions du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail, n° **1479** [27 novembre 1970].

Son projet de loi modifiant l'article 64 du Livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 c et 64 d du même Livre, n° **1501** [8 décembre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail n° 122 concernant la politique de l'emploi adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964, n° **1618** [2 avril 1971].

Son projet de loi modifiant l'article 44 du Livre Ier du Code du travail, relatif à la périodicité du paiement des salaires, n° **1620** [2 avril 1971].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre Ier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail, n° **1645** [8 avril 1971].

Son projet de loi relatif à la durée maximale du travail, n° **1679** [29 avril 1971].

Son projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, n° **1754** [25 mai 1971].

Son projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, n° **2204** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif au Code du travail, n° **2224** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail, n° **2225** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, n° **2282** [27 avril 1972].

Son projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteurs du travail, n° **2299** [10 mai 1972].

Son projet de loi sur la garantie des ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi, n° **2310** [16 mai 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité so-

ciale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Programmation des prestations sociales ; progression des dépenses d'assurance maladie ; nécessité de saisir le Parlement d'un rapport précisant l'évolution effective des prestations sociales ; information et éducation de l'opinion ; relèvement du plafond des cotisations d'assurance vieillesse ; suppression du ticket modérateur dit d'ordre public ; suppression du ticket modérateur pour les maladies de longue durée entrainant des dépenses élevées ; problème des cures thermales ; aide sociale ; allocations familiales ; détermination du montant mensuel de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer ; situation des orphelins* [22 juillet 1968] (p. 2406, 2407) ; *ticket modérateur d'ordre public appliqué à l'hospitalisation* (p. 2427) ; Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *problème du déplafonnement ; situation des cadres* (p. 2439) ; Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modfiication de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Problème des cures thermales ; question des prises en subsistance* (p. 2444) ; *ses observations sur le ticket modérateur* (p. 2447) ; Ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967 relative aux prestations familiales : *Son amendement tendant à remplacer, dans le premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 544 du Code de la sécurité sociale les mots : « et de leur âge » par les mots : « de leur âge et des revenus du ménage »* (p. 2448) ; *allocation de salaire unique* (p. 2449) ; *question des abattements de zones pour les prestations familiales ; retrait de son amendement déposé avec M. Ribadeau Dumas* (p. 2450) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 8 : *Son amendement tendant, après le quatrième alinéa, à insérer les nouveaux alinéas suivants : « chaque conseil peut constituer une commission restreinte dont la composition doit respecter les règles fixées par les alinéas 3 et 4 du présent article ; cette commission exerce sous la direction du président les attributions que le conseil lui délègue »* [9 octobre 1968] (p. 3151) ; *création d'une commission restreinte capable de régler les problèmes d'application ou d'exécution des questions tranchées par l'assemblée* (p. 3151) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase de l'alinéa 10 par les mots : « en son sein »* (p. 3172) ; *retrait de son amendement* (p. 3172) ; *son amendement tendant à remplacer les troisième, quatrième et cinquième phrases du premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (obligation pour le président, d'être professeur titulaire de l'établissement et membre du conseil ; son mandat ; sa non-rééligibilité immédiate)* (p. 3172) ; *qualité du chef d'établissement* (p. 3172, 3173) ; *obligation pour le professeur titulaire d'être membre du conseil de l'établissement* (p. 3173) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3174) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de l'amendement de M. Capelle : « Il doit avoir le rang de professeur titulaire ou maître de conférences et être membre du conseil ; il peut être dérogé à ces conditions par le conseil statuant à la majorité des deux tiers »* (p. 3174) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « le président ou le directeur peut déléguer une partie de ses pouvoirs à des assesseurs, enseignants et étudiants, membres du conseil »* (p. 3176) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (révisions périodiques de la répartition des fonctions d'enseignement et des activités de recherche au sein d'un établissement)* [10 octobre 1968] (p. 3231) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Crédits de subvention pour les équipements ; rôle des promoteurs privés et des collectivités locales ; problème du financement ; équipement du littoral Languedoc-Roussillon ; ses observations sur les opérations de création de stations de sports d'hiver ; possibilité, avec un crédit limité, de transformer le tourisme français* [31 octobre 1968] (p. 3803, 3804) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 3814) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Divorce entre le syndicalisme d'entreprise et le syndicalisme de confédération ; principes du projet de loi ; conséquences de l'accord de Grenelle concernant la « présomption de représentativité » accordée aux grandes cen-*

trales nationales ; problème des petites entreprises ; nécessité d'éviter que les conséquences du pluralisme syndical ne soit accrues par le risque d'une prolifération de syndicats catégoriels [14 décembre 1968] (p. 5051, 5052) ; *renforcement du respect de la liberté individuelle du travail ; rôle de la représentation des salariés dans l'entreprise ; problème de la participation ; distinction de deux types de décisions dans l'entreprise : celles qui relèvent de la gestion et celles qui relèvent du gouvernement de l'entreprise* (p. 5052, 5053) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « des décrets en Conseil d'Etat fixeront le cas échéant les modalités d'application de la présente loi aux activités qui, par nature, conduisent à une dispersion ou à une mobilité permanente du personnel, liées à l'exercice normal de la profession »* (p. 5080) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5080) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de ses membres » les mots : « des salariés »* (p. 5082) ; *représentation des intérêts professionnels ; retrait de son amendement* (p. 5082) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans un délai d'un an le Gouvernement déposera un projet de loi réorganisant et simplifiant les différents organes de représentation du personnel dans l'entreprise pour améliorer le rôle d'étude et de défense des intérêts des salariés et de participation à la vie de l'entreprise »* (p. 5103) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 5103).

En qualité de Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à renforcer la protection des représentants du personnel engagés par un contrat de travail à durée déterminée : *Protection des délégués syndicaux ; ses observations sur ce texte* [14 octobre 1969] (p. 2642).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Cousté et Fortuit relatives à la reconversion des cadres [24 octobre 1969] (p. 2922, 2923).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Importance du travail et de l'emploi pour l'individu et pour l'économie nationale ; rétablissement du ministère succédant au ministère unique des affaires sociales ; augmentation du budget ; progression des charges à caractère définitif ; politique de l'emploi ; statistiques enregistrées dans les bureaux de l'Agence de l'emploi ; existence de deux catégorie distinctes de demandeurs d'emploi ; mobilité de la main-d'œuvre ; difficultés pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans ; répartition des demandes d'emploi non satisfaites par ancienneté ; action de l'Agence nationale pour l'emploi et la formation professionnelle des adultes ; recrutement du personnel ; mise au point d'une nouvelle formule de placement des travailleurs âgés ; formation pour cette mission de prospecteurs-placiers et de conseillers professionnels ; spécialisation de certaines sections de l'Agence pour le placement des femmes à la recherche d'un emploi ; mise au point de mécanismes de placement de travailleurs temporaires pour certains bureaux de l'Agence ; installation de l'Agence dans la région parisienne ; ses observations sur l'ordinateur installé au Vésinet ; définition d'un meilleur niveau opérationnel ; institution auprès des bureaux de l'emploi de commissions consultatives d'employeurs et de salariés ; crédits du fonds national de l'emploi ; incitations à la mobilité ; développement des études sur l'emploi ; aide aux chômeurs ; actions de formation professionnelle ; liquidation des indemnités ; ses observations sur l'association pour la formation professionnelle des adultes ; nombre des sections en fonctionnement ; politique de modernisation et de diversification des sections de l'A.F.P.A. ; réalisations en matière de formation professionnelle des adultes ; ses observations sur la loi de 1966 sur la formation professionnelle ; création des sections de l'A.F.P.A. à mi-temps avec externat pour les femmes de plus de trente-cinq ans qui veulent se réinsérer dans la vie professionnelle ; ses observations sur le rapport de M. Bloch-Lainé ; insuffisance des investissements de l'inspection du travail ; mise en œuvre de la politique de défense du pouvoir d'achat ; réforme du salaire minimum interprofessionnel garanti ; droit syndical ; projet de chambre sociale ; application de l'ordonnance de 1967 sur l'intéressement ; problème de l'immigration ; amélioration du service des études* [7 novembre 1969] (p. 3548 à 3553) ; *scission du ministère des affaires sociales ; formation professionnelle ; reclassement du personnel des sections supprimées*

à l'intérieur de l'A.F.P.A. ; intérêt des centres de F.P.A. dans la lutte contre la pénurie de main-d'œuvre ; formation professionnelle pour la main-d'œuvre féminine ; ressources de la formation professionnelle des adultes ; inscription au budget du Premier Ministre des indemnités des stagiaires de l'A.F.P.A. ; problème de la formation des centres de conducteurs de poids lourds ; formation au métier de tourisme ; formation pour les métiers du bâtiment ; questions de l'emploi ; critères retenus dans le choix des départements qui reçoivent la priorité pour l'implantation des sections de l'Agence de l'emploi ; rôle éventuel de l'Agence de l'emploi aux départements d'outre-mer ; problèmes du chômage ; situation des personnes âgées ; cas des travailleurs handicapés ; sanctions pouvant être infligées à ceux qui ne respectent pas un certain pourcentage de postes de travail au profit des handicapés ; rapport Bloch-Lainé ; problème du pouvoir d'achat ; réforme du S.M.I.G. ; suppression des zones d'abattements ; indexation du S.M.I.G. ; pouvoir d'achat du S.M.I.G. ; amélioration de la loi de 1950 qui permettrait l'extension, dans de meilleures conditions, des conventions collectives ; intérêt du travail à temps partiel, notamment pour les femmes ; chambres sociales ; mesures d'application de la loi de 1966 sur le congé-formation ; pouvoirs des inspecteurs du travail à Paris ; mensualisation des salaires ; formation des jeunes (p. 3562 à 3565) ; Titre IV : *Diversification et modernisation de l'A.F.P.A. ; son opposition à la Commission des finances* (p. 3566) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Garantie du pouvoir d'achat du salaire minimum légal ; relèvements du S.M.I.G. ; nécessité de permettre aux salariés les plus faibles de participer aux fruits du développement économique ; ses observations sur les catégories C et D : concertation avec les organisations professionnelles et syndicales ; conventions collectives ; ses observations sur le projet de loi ; réunion de la Commission supérieure des conventions collectives ; souplesse de la procédure ; amélioration des bas salaires ; indemnité versée aux stagiaires de formation professionnelle ; application du nouveau salaire minimum à l'agriculture ; cas des départements d'outre-mer ; mensualisation du salaire minimum ; abattements effectués sur le salaire minimum pour les jeunes travailleurs ; ses observations sur la concertation* [10 décembre 1969] (p. 4769 à 4772) ; *nécessité de permettre que le salaire minimum croisse en harmonie avec le développement économique ; problème des travailleurs handicapés ; question du recyclage ; ampleur des incidences de la réforme envisagée ; maintien de l'équilibre de l'économie ; choix des références ; nécessité d'un salaire minimum dynamique ; importance des conventions collectives ; ses observations sur l'éventail des salaires ; relèvement du salaire de base ; niveau des salaires des ouvriers en France par rapport aux pays étrangers ; conditions du travail parlementaire* (p. 4779 à 4781) ; Art. 1er : *Notion de budget type ; rôle de la sous-commission de la Commission supérieure des conventions collectives, au moins une fois par trimestre* (p. 4781) ; Art. 31 x b du Code du travail : *Problème des travailleurs handicapés ; cas des travailleurs agricotes ; problème des jeunes ; réduction des abattements après six mois de travail dans une entreprise* (p. 4783) ; Art. 31 x c du Code du travail : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Herman, à remplacer les mots : « tel qu'institué » par les mots : « institué comme référence »* (p. 4783) ; *rôle de l'indice officiel ; sa préparation par l'I.N.S.E.E.* (p. 4784) ; *bases de calcul du salaire minimum* (p. 4784) ; Art. 31 x d du Code du travail : *Salaire minimum de croissance ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 4785, 4786) ; *son sous-amendement tendant à la fin du texte présenté par M. Herman à remplacer les mots : « de la productivité et des indices de salaires » par les mots : « des conditions économiques générales »* (p. 4786) ; *ses observations sur les indicateurs économiques auxquels on se référera pour la fixation du nouveau salaire minimum de croissance* (p. 4786) ; *avis de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 4786) ; *opposition du Gouvernement à l'indexation intégrale du salaire minimum sur les salaires moyens* (p. 4787) ; *calendrier du relèvement du salaire minimum* (p. 4787) ; Art. 31 x e du Code du travail : *Problèmes que posent les différentes dispositions sociales indexées sur le S.M.I.G. ; ses observations sur les indemnités des stagiaires de la formation sociale* (p. 4788) ; Art. 31 x g du Code du travail : *Cas des départements d'outre-mer* (p. 4789) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « En outre, le salaire minimum du département d'outre-mer est révisé par décret en Conseil des Minis-*

tres, compte tenu de la situation économique locale » (p. 4790) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4790) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle devant être remplacée par des références au salaire minimum de croissance)* (p. 4791) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4792) ; Après l'Art. 4 : *Renforcement des sanctions* (p. 4792) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; situation des différentes dispositions sociales indexées sur le S.M.I.G. ; indemnités des stagiaires de la formation professionnelle ; cas des départements d'outre-mer ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* [19 décembre 1969] (p. 5095, 5096) ; *son amendement tendant à substituer au dernier alinéa de l'article 31 x g deux nouveaux alinéas (salaire minimum de croissance des départements d'outre-mer)* (p. 5096) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5097) ; *suppression de l'intervention de la Commission supérieure des conventions collectives pour les D.O.M. ; examen de la situation économique ; existente d'une commission locale chargée d'étudier les variations du coût de la vie* (p. 5097).

Répond à la question d'actualité de M. Houël, relative au conflit de la société Berliet [17 avril 1970] (p. 1146).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative au personnel de la R.A.T.P. [22 mai 1970] (p. 1888).

Répond à la question d'actualité de M. Dumortier relative aux créations d'emplois [22 mai 1970] (p. 1888, 1889).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative aux salaires des handicapés physiques stagiaires [29 mai 1970] (p. 2150, 2151).

Répond à la question orale sans débat de M. Gissinger relative aux Français travaillant à l'étranger [5 juin 1970] (p. 2293).

Répond à la question orale avec débat de MM. Odru et Consté relative à la formation professionnelle des adultes : *Précisions sur les licenciements au sein de l'A.F.P.A. et sur les mesures de reclassement des personnels atteints par ces suppressions d'emplois ; diversification des niveaux de qualification demandés (électronique, informatique, transports, gestion) ; fermeture de 110 sections dans les deux secteurs traditionnels du bâtiment et des métaux ; ouverture de 140 nouvelles sections ; reclassement des agents licenciés ; problème de l'A.F.P.A. et de la formation professionnelle en général ; croissance de nos besoins de formation professionnelle ; pénurie de main-d'œuvre qualifiée ; formes que doit prendre le développement de la formation professionnelle ; association des divers secteurs de l'économie aux actions de formation professionnelle ; taxe d'apprentissage ; intérêt présenté par les centres conventionnés ; les missions de l'A.F.P.A. (conversion, formation, intervention conjoncturelle en cas de déséquilibre d'emploi, assistance et contrôle technique des centres conventionnés) ; lien existant entre la politique de la formation professionnelle et la politique de l'emploi* [5 juin 1970] (p. 2797, 2798, 2799, 2300) ; *effort important pour la formation professionnelle et l'A.F.P.A. dans les options du VIe Plan ; place des femmes dans la formation professionnelle post-scolaire ; travail des handicapés* (p. 2301, 2302).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative à la main-d'œuvre française à l'étranger [16 octobre 1970] (p. 4376).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Ses observations sur le budget* [16 novembre 1970] (p. 5618) ; *autorisations de programme ; Agence pour l'emploi ; formation professionnelle post-scolaire ; problème du plein emploi ; politique contractuelle des salaires ; conjoncture du marché de l'emploi ; durée d'inscription des demandes non satisfaites* (p. 5619) ; *Fonds national de l'emploi ; ses observations sur le système de programmation et de coordination des études de l'emploi ; réorganisation des comités régionaux de la formation professionnelle ; création d'un comité interministériel de l'emploi ; lien entre une politique de l'emploi et une politique d'aménagement du territoire et de décentralisation industrielle ; ses observations sur l'action administrative ; association pour la formation professionnelle des adultes ; centres de formation professionnelle du secteur privé ; ses observations sur l'accord paritaire C.N.P.F.-syndicats du 9 juillet 1970 sur la formation professionnelle ; nécessité d'éviter la multi-*

plication des centres d'entreprise ; contrôle de la formation professionnelle (p. 5620) ; *formation professionnelle féminine ; fermeture des sections inactives de l'A.F.P.A. ; problème posé par le personnel des sections fermées ; création à Nantes d'un nouveau centre pédagogique et technique régional ; gestion financière de l'A.F.P.A.* (p. 5621) ; *durée du travail ; questions de chômage et d'emploi ; importance des études concrètes ; cas des jeunes* (p. 5634) ; *rôle des renseignements de l'Agence nationale de l'emploi ; attribution d'aides à la mobilité par l'Agence ; foyers de jeunes travailleurs ; mise en place de contrats de réadaptation passés avec des entreprises ; cas des travailleurs âgés ; âge de la retraite ; conditions dans lesquelles la retraite peut être accordée d'une façon anticipée pour inaptitude ; problème de la formation professionnelle, du recyclage et de la reconversion ; ses observations sur l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce ; réforme des comités régionaux de la formation professionnelle et de l'emploi* (p. 5635) ; *ses observations sur l'institution du travail en Allemagne ; fermeture des sections inactives de l'A.F.P.A. ; régime des indemnités pour stagiaires ; situation de l'emploi dans les départements d'outre-mer ; rôle du comité interministériel de l'emploi ; problème des mutilés ; effectifs de l'inspection du travail ; problème de l'harmonisation avec les services de prévention des caisses régionales de sécurité sociale* (p. 5636)) ; *coordination entre les administrations qui s'occupent des mutilés et des handicapés ; question des cours sociales ; politique familiale ; condition féminine ; problème de l'harmonisation de l'évolution des diverses prestations à l'intérieur du budget social de la Nation ; travail à temps partiel* (p. 5637, 5638).

Répond à la question orale sans débat de M. Benoist relative au logement des travailleurs étrangers en France [27 novembre 1970] (p. 6023, 6024, 6025).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'article 64 du Livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 c et 64 d du même livre : *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1970] (p. 6557) ; *politique en matière d'immigration ; importance de la contribution des travailleurs étrangers aux progrès de l'économie française ; problème des transferts de salaires ; ses observations sur les accords internationaux ; portée de l'article 64 du Code du travail ; importance de l'immigration portugaise ; ses observations sur l'accord d'Evian et l'accord conclu en décembre 1968 avec le Gouvernement algérien ; problème des sanctions ; travail clandestin de certains immigrants* (p. 6558) ; Art. 1er : *Ses observations sur le contrôle de l'immigration clandestine* (p. 6559) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966 : *Politique de la France à l'égard des travailleurs étrangers ; cas des travailleurs algériens ; problème de la formation professionnelle ; qualification professionnelle des travailleurs immigrés ; problème des salaires* [15 avril 1971] (p. 1120) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail, n° 122, concernant la politique de l'emploi, adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964 : *Conformité des objectifs assignés dans cette convention avec les orientations de la politique française dans le domaine de l'emploi ; objectifs du plein emploi* [15 avril 1971] (p. 1121) ; *problèmes des départements d'outre-mer ; problème du chômage ; cas des chômeurs de longue durée ; problème des jeunes* (p. 1124, 1125) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail : *Interdiction de l'emploi de produits très nocifs ; règles en matière d'étiquetage ; évolution technologique de l'industrie moderne ; règles en matière d'hygiène et de sécurité ; harmonisation des législations sociales dans la communauté* [15 avril 1971] (p. 1125, 1126) ;

— du projet de loi modifiant l'article 44 du Livre Ier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires : *Statut social des employés payés au mois et celui des ouvriers payés à l'heure ; portée de la mensualisation* [29 avril 1971] (p. 1548) ; *régime d'indemnité journalière en matière de congé de maternité ; inégalité de la répartition de la main-d'œuvre féminine selon les professions ; extension d'un accord interprofessionnel conclu entre les grandes centrales patronales et ouvrières* (p. 1549) ; Art. unique : *Situation de l'ouvrier travaillant aux pièces* (p. 1550) ; *problème des acomptes* (p. 1551) ; Art. additionnels :

paiement par chèque (p. 1552) ; *problème du dépôt par le Gouvernement d'un rapport rendant compte de l'application des conventions et accords collectifs de mensualisation* (p. 1552) ; *son sous-amendement tendant à modifier ainsi le début de l'amendement de M. Sourdille : « chaque année, à partir de 1972, le Gouvernement déposera... »* (p. 1552).

Répond à la question d'actualité de M. Barberot relative à la formation professionnelle [5 mai 1971] (p. 1651).

Répond à la question d'actualité de M. Ducoloné relative aux négociations à la Régie Renault [12 mai 1971] (p. 1814, 1815, 1816).

Répond à la question orale avec débat de M. Neuwirth relative aux disparités existant entre étudiants et apprentis : *taux moyen des bourses des collèges d'enseignement techniques ; dépôt d'un projet de loi relatif à l'apprentissage ; maintien des allocations familiales aux parents des apprentis touchant moins de 60 % du salaire minimum ; relèvement du taux des bourses ; accès aux établissements culturels et sportifs* [12 mai 1971] (p. 1826, 1827).

Répond à la question orale avec débat de M. Michel Durafour relative à la main-d'œuvre féminine : *Conditions de rémunération et de travail des femmes ; problèmes d'orientation et de formation professionnelle ; VIe Plan ; accroissement du nombre des travailleuses dans la vie active ; rôle du centre d'études de l'emploi et du centre de recherches sur les qualifications ; problème de la condition féminine à l'époque contemporaine; réforme de l'allocation de salaire unique ; création de crèches et de garderies ; augmentation de l'indemnité de congé de maternité ; aménagement des horaires ; harmonisation des jours de repos des travailleuses et des congés scolaires ; formation professionnelle ; recyclage ; mise en place de sections mobiles de recyclage, « sections foraines » ; dispositions de l'accord paritaire de la formation permanente ; services rendus par le comité du travail féminin créé par M. Grandval* [12 mai 1971] (p. 1829, 1830) ; *rôle de l'inspection du travail ; salaire minimum de croissance ; principe de l'égalité de rémunération ; politique régionale de l'emploi ; création d'emplois destinés à la main-d'œuvre féminine ; dépôt d'un projet de loi portant réduction de la durée maximale du travail ; création de foyers de jeunes travailleurs et de jeunes travailleuses* (p. 1832, 1833).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1er du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Consultation des intéressés au sein de la Commission supérieure des conventions collectives ; insuffisance du cadre traditionnel de la convention collective ; rôle de la convention collective nationale de branche ; fixation des salaires ; discussion interprofessionnelle* [14 mai 1971] (p. 1903) ; *élargissement du champ couvert par les conventions collectives ; réunion d'une commission mixte nationale en vue d'envisager la possibilité d'élaborer une convention collective lorsque deux organisations en ont fait la demande ; protection des droits acquis ; périodicité des négociations salariales ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 1904) ; *élaboration du projet de loi ; consultation des partenaires sociaux ; problème de la représentation de certaines catégories de travailleurs jeunes ou immigrés ; critères de la représentativité des syndicats ; question du règlement des conflits collectifs du travail ; problème de la Régie Renault ; attachement des organisations syndicales au système de libre discussion des salaires ; désignation des membres des instances représentatives du personnel ; disparition des sanctions en cas de refus de certaines organisations de participer à des commissions mixtes convoquées par le Ministre du Travail pour l'élaboration d'une convention collective* (p. 1911) ; *convergence des différentes législations européennes ; libre circulation des travailleurs ; problème de l'élection aux instances représentatives du personnel dans les entreprises* (p. 1912) ; *cas des accords d'entreprise* (p. 1913) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Marcenet* (p. 1914) ; Art. 2 : *Notion d'organisation syndicale représentative* (p. 1914) ; *respect des dispositions d'ordre public* (p. 1915) ; *ses observations sur la loi relative au droit syndical dans l'entreprise ; nécessité de ne pas confondre la mission propre du comité d'entreprise et celle des délégués du personnel et des sections syndicales ; place du comité d'entreprise* (p. 1916) ; Art. 3 : *Son souhait que dans les accords d'entreprise les clauses obligatoires ne soient pas trop nombreuses* (p. 1917) ; Art. 5 : *Durée des conventions* (p. 1918) ; *problème des avantages individuels résultant d'accords ou de conventions collectives ; cas de concentration d'entreprises* (p. 1919) ; *problème des licenciements collectifs* (p. 1920) ;

Art. 8 : *Ecarts entre le salaire payé aux hommes et celui versé aux femmes occupant un emploi équivalent* (p. 1922) ; Art. 9 : *Obligation de participer à la Commission mixte* (p. 1923) ; Art. 11 : *Situation des personnels soumis à des conditions de travail spéciales* (p. 1924) ; *conditions de l'émission de l'avis de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 1924) ; Après l'Art. 11 : *Règles en matière d'extension ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives ; augmentation des effectifs de la direction générale du travail et de l'emploi* (p. 1925) ; Après l'Art. 14 : *Projet de loi instituant une juridiction sociale* (p. 1926) ; *procédures de règlement des conflits collectifs* (p. 1926) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1971] (p. 3508) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *congé-formation ; négociations engagées entre les confédérations patronales et syndicales ; situation des jeunes travailleurs ayant moins de deux ans d'ancienneté ; cas des travailleurs âgés ; problème du droit au congé ; amélioration du dispositif de concertation sur la formation professionnelle et l'emploi ; indication des mesures financières nouvelles ; participation des entreprises au financement des formations complémentaires ; taux de la taxe d'apprentissage* [7 juin 1971] (p. 2422, 2423) ; *situation des entreprises petites et moyennes ; rôle de l'Association de la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) ; importance de la concertation pour la politique de formation permanente* (p. 2424) ; *signification de la formation professionnelle dans les régions qui appellent un développement accru ; orientation professionnelle des jeunes ; rôle du Centre d'études de l'emploi et du Centre d'études et de recherche sur les emplois et les qualifications ; contrôle des actions privées de formation ; problème de la formation professionnelle des femmes ; intérêt de la mixité dans les établissements d'enseignement professionnel ; formation professionnelle des adultes ; situation dans les départements d'outre-mer* (p. 2447) ; *information des partenaires sociaux ; politique contractuelle ; congé de formation ; problème du financement ; lien entre le développement de la formation permanente et l'Education nationale ; création d'un Comité départemental de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; politique contractuelle* (p. 2448) ; *rôle du Comité régional ; Conservatoire national des arts et métiers ; régime des indemnités de stages* (p. 2449) ; PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET CODIFIANT LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 1er : *Ses observations sur l'expression « formation professionnelle continue »* [8 juin 1971] (p. 2541) ; *situation des petites entreprises* (p. 2541, 2542), Art. 2 : *Composition du Conseil national de la formation professionnelle* (p. 2542) ; *rôle du groupe permanent de hauts fonctionnaires chargés de suivre les problèmes de formation permanente* (p. 2542) ; *ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 2543) ; Art. 3 : *Réunion mensuelle d'une délégation du Conseil national de la formation professionnelle avec le groupe permanent de hauts fonctionnaires* (p. 2543) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Ces différentes actions et initiatives peuvent aussi bien porter sur la formation des stagiaires que sur celle des moniteurs »* (p. 2543) ; *formation des formateurs* (p. 2543) ; *son sous-amendement tendant, dans son propre amendement, à substituer aux mots : « moniteurs » le mot : « formateurs »* (p. 2543) ; Art. 4 : *Distinction entre une convention de formation simple et une convention conclue avec l'Etat* (p. 2544) ; *contenu des conventions de formation professionnelle* (p. 2544) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Sallenave à supprimer les mots : « qui dispensent une formation ou concourent à la promotion d'actions de formation »* (p. 2544) ; *ses observations sur les organismes qui peuvent intervenir dans les conventions* (p. 2544) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « soit en tant que dispensateurs directs de formation »* (p. 2545) ; Art. 6 : *Nécessité de mobiliser les moyens de l'Education nationale et des centres publics de formation professionnelle au service de la formation professionnelle permanente ; possibilité pour les établissements de bénéficier de conventions comportant versement de rémunérations* (p. 2545) ; *possibilité pour les établissements privés de passer un contrat avec un autre organisme dispensateur de forma-*

tion (p. 2545) ; *cas des centres de formation professionnelle des adultes* (p. 2546) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe premier de cet article (possibilité pour les travailleurs salariés n'entrant pas dans les catégories mentionnées au titre VII de la présente loi de bénéficier du droit au congé)* (p. 2546) ; *son amendement tendant après le paragraphe premier de cet article à insérer deux nouveaux paragraphes (indication du nombre de travailleurs simultanément absents dans les établissements de cent salariés ou plus et dans ceux de moins de cent salariés)* (p. 2546) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe VI de cet article (considération selon laquelle l'agrément est accordé* (p. 2546) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du paragraphe VII de cet article (intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour les travailleurs des entreprises qui ne relèvent pas d'un accord conclu en ce domaine entre les organisations professionnelles et syndicales les plus représentatives sur le plan national)* (p. 2546) ; *organisation du congé-formation ; ses observations sur l'accord du 9 juillet 1970* (p. 2546) ; *cas d'une personne âgée de plus de soixante ans qui demanderait à suivre un stage d'adaptation ; durée de présence dans l'entreprise pour pouvoir bénéficier du droit au congé-formation ; proportion des travailleurs pouvant simultanément suivre une formation ; conditions de l'agrément* (p. 2547) ; *possibilité pour les établissements occupant moins de cent salariés de capitaliser les droits à congé en heures* (p. 2548) ; *nombre des cadres admis simultanément au congé-formation* (p. 2548) ; Art. 8 : *Situation des jeunes qui n'ont pas reçu une formation suffisante* (p. 2549) ; *ses observations sur l'amendement de M. Henri Lucas* (p. 2549) ; *situation d'un jeune homme indispensable à un certain moment dans l'entreprise* (p. 2550) , *stage de conversion* (p. 2550) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bégué ; conseils de perfectionnement* (p. 2551) ; *rôle des conseils de perfectionnement* (p. 2551) ; Art. 10 : *Situation des jeunes de dix-huit à vingt ans* (p. 2552) ; Art. 14 : *Création d'organismes paritaires bénéficiant des dispositions des articles 14 et 15* (p. 2553) ; Art. 16 : *Détermination des ressources financières , ses observations sur le fait que certaines entreprises ont consacré des ressources importantes à une formation complémentaire de leur personnel en dehors du système des conventions* (p. 2555) ; *nécessité d'aider les secteurs qui n'ont pu entreprendre une action de formation professionnelle ; cas d'une entreprise qui ne pourra pas disposer au départ d'un personnel de formation suffisant ; problème de la déductibilité de l'aide de l'Etat* (p. 2556) ; *progression du taux* (p. 2556, 2557) ; *marché du travail en France ; situation des salaires* (p. 2557) ; *cas des entreprises de main-d'œuvre* (p. 2558) ; *ses observations sur les instruments de mise en œuvre de la formation professionnelle ; financement des opérations exceptionnelles* (p. 2558, 2559) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'amendement de M. Sallenave, après les mots : « sont organisés » à insérer les mots : « en dehors de l'entreprise »* (p. 2559) ; *son sous-amendement, tendant, dans le troisième alinéa de l'amendement de M. Sallenave, après les mots : « en application de conventions » à insérer les mots : « par l'organisme formateur »* (p. 2559) ; *déductibilité de l'aide de l'Etat ; idée de convention pluriannuelle ; affectation des sommes reçues par un organisme dispensateur de formation* (p. 2559, 2560) ; *caractère des fonds d'assurance-formation ; situation des stagiaires de formation ne bénéficiant pas du régime de rémunération à taux complet* (p. 2560) ; *financement de la formation complémentaire ; distinction entre les premières et les secondes formations* (p. 2561, 2562) ; *son amendement tendant après les mots : « des versements à des organismes » à une nouvelle rédaction de la fin du dernier alinéa (3°) de cet article (action sur le plan national ou sur le plan régional)* (p. 2562) ; *absence d'agrément dans le système de la taxe d'apprentissage ; contrats pluriannuels* (p. 2563) ; Art. 19 : *Cas où un employeur a effectué un montant de dépenses supérieur à celui prévu à l'article 16* (p. 2564) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « conventions entre organisations professionnelles et syndicales » les mots: « accords entre organisations profesnelles et syndicales »* (p. 2567) ; Art. 37 : *Importance des stages de préformation et de formation pour les jeunes dans les départements d'outre-mer* (p. 2568), Art. 14 : *Congé-enseignement* (p. 2569) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « Ils sont établis après avis du Conseil supérieur de la fonction publique »* (p. 2570) ; Art. 48 :

Possibilité pour les agriculteurs de bénéficier des actions de conversion (p. 2571) ; Après l'Art. 51 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La politique de formation professionnelle permanente contribue à la réalisation des actions de formation organisées en application de l'article 15 de la loi du 9 juillet 1970 relative au service national »* (p. 2572) ; Art. 53 : *Problème de la formation professionnelle dans les départements d'outre-mer ; conditions de financement de cette formation* (p. 2572, 2573) ; *ses observations sur les explications de vote et le travail parlementaire* (p. 2575) ; en deuxième lecture, du projet de loi portant organisation de l'éducation professionnelle permanente : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3317) ; Art. 2 : *Place des chambres de métiers dans les organismes consultatifs* (p. 3318) ; Art. 7 : *Congé-enseignement ; accord paritaire du 9 juillet 1970 ; avenant du 30 avril 1971* (p. 3220, 3221) ; *dépôt d'un rapport sur le déroulement des négociations* (p. 3321) ; Art. 27 : *Situation des femmes célibataires ayant assumé les charges de tierce personne dans leur milieu familial* (p. 3224) ; *son amendement concernant ce problème* (p. 3224) ; Art. 44 : *Droit de congé de formation pour les agents de l'Etat* (p. 3325) ; Art. 49 : *Fonds d'assurance-formation* (p. 3326) ; Art. 52 : *Situation des travailleurs immigrés* (p. 3326) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3556).

Répond à la question d'actualité de Mme Vaillant-Couturier relative aux licenciements à la Société Perrier [11 juin 1971] (p. 2743, 2744).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Neuwirth : *Organisation de la présente session* [23 juin 1971] (p. 3315).

Répond à la question d'actualité de M. Claudius-Petit relative aux travailleurs immigrés [25 juin 1971] (p. 3447, 3448).

Répond à la question orale sans débat de MM. Hauret, Ducray et Icart relative aux travailleurs immigrés [25 juin 1971] (p. 3450, 3451, 3452, 3453).

Répond à la question orale sans débat de M. Cousté relative au fonds social européen [25 juin 1971] (p. 3454).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative aux mesures contre le chômage [8 octobre 1971] (p. 4430, 4431).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Feix, Marette, Carpentier, Ducray et Claudius-Petit relatives aux travailleurs immigrés : *Situation en matière d'immigration ; courant migratoire portugais ; formation et intégration des travailleurs immigrés dans la vie économique et sociale des régions d'accueil ; situation particulière de l'Algérie ; protocole franco-portugais du 1er septembre 1971 ; dispositions favorables de la loi de finances pour 1972 en faveur du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés ; crédits consacrés par le F.A.S. au logement ; programme de la Sonacotra pour 1972 ; loi du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la résorption de l'habitat insalubre ; droits sociaux des travailleurs étrangers (proposition de loi Marette) ; problème posé dans le monde moderne par les déplacements massifs de travailleurs des pays moins développés vers des pays plus développés* [15 octobre 1971] (p. 4627 à 4629) ; *contrôle de l'immigration et orientation du flux migratoire ; accord signé avec le Portugal ; obligation de logement liée au contrat de travail ; excessive concentration de travailleurs dans certaines régions ou communes ; sanctions contre les « marchands de sommeil » ; destruction des bidonvilles ; élimination des tenanciers de garnis ; construction de cités de transit ; accélération de l'action socio-éducative ; libéralisme de la politique française* (p. 4631, 4632).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Augmentation du budget du Ministère du Travail ; renforcement des moyens de l'administration centrale du Ministère du Travail ; mise en place d'une cellule salariale chargée de suivre la politique du S.M.I.C. ; bureau des conventions collectives ; renforcement des bureaux chargés de l'analyse de l'évolution de la population et de la définition de la politique démographique ; état du marché du travail* [27 octobre 1971] (p. 4972) ; *connaissance des débouchés effectifs offerts par l'économie ; développement des instruments de la politique active de l'emploi ;*

Agence nationale pour l'emploi ; formation professionnelle ; création de centres pédagogiques et techniques régionaux ; réforme du statut de l'A.F.P.A. ; rénovation du comité du travail féminin ; situation des travailleurs handicapés ; reclassement des travailleurs âgés ; cas des jeunes ; situation des travailleurs immigrés (p. 4973) ; *action de l'Office national d'immigration ; centre d'information sur les problèmes démographiques* (p. 4974) ; *création d'un tour extérieur pour les nominations aux postes d'inspecteur du travail ; problèmes de l'emploi ; demandes d'emploi des jeunes de moins de vingt-cinq ans ; contrats de pré-embauche ; conséquences de la crise monétaire ; cas des travailleurs handicapés* (p. 4995, 4996) ; *problème des personnes âgées et des cadres âgés ; réforme du régime de l'inaptitude ; régime des retraites ; fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi* (p. 4997) ; *création de l'Agence nationale de l'emploi dans les départements d'outre-mer ; situation des femmes qui travaillaient dans le textile et qui sont en chômage dans la zone de Sedan-Carignan ; problèmes de la main-d'œuvre féminine ; restructuration du groupe Wendel-Sidélor ; fermeture de l'usine d'Homécourt* (p. 4998) ; *politique d'aménagement du territoire* (p. 4998) ; *problème de la politique de l'emploi au niveau de la Communauté européenne ; fonds européen de l'emploi ; environnement du travail* (p. 4999) ; *formation professionnelle continue ; association pour la formation professionnelle des adultes ; problème des immigrés ; situation des femmes seules ; disparité entre les salaires féminins et masculins* (p. 5000) ; *problème des conventions collectives ; durée du travail ; prévention des accidents du travail ; moyens de l'inspection du travail ; rôle des syndicats ; problème de la participation ; loi sur la section syndicale d'entreprise* (p. 5001) ; *représentativité des syndicats ; ses observations sur le syndicat national de l'automobile ; condamnation des pratiques de séquestration ; politique de concertation* (p. 5002).

Répond à la question d'actualité de M. Chaumont relative à la situation de l'emploi au Mans [29 octobre 1971] (p. 5120).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faire bénéficier d'une surveillance médicale les employés de maison, les gardiens d'immeubles à usage d'habitation et les travailleurs à domicile : *Ses observations sur ce texte ; définition des employés de maison ; intervention du règlement d'administration publique* [30 novembre 1971] (p. 6209) ;

— du projet de loi relatif à la durée maximale du travail : *Horaires actuels de travail ; problème du plein emploi ; relations entre la durée du travail et l'utilisation de la main-d'œuvre* [30 novembre 1971] (p. 6211) ; *application du texte à l'agriculture* (p. 6212) ; Art. 1er : *Son opposition à l'amendement de M. Nilès* (p. 6214).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Nombre réel de chômeurs ; mobilité nouvelle du marché du travail ; placements réalisés par l'Agence de l'emploi ; difficultés sectorielles ou locales ; augmentation du nombre d'offres non satisfaites* [3 décembre 1971] (p. 6401) ; *résistance de l'économie française aux influences dépressives de la conjoncture mondiale ; réorganisation du groupe Wendel-Sidelor ; afflux des jeunes ayant terminé leur scolarité ; taux de croissance annuelle des exportations ; tendance générale du marché du travail ; taux de croissance de la production intérieure prévue par le VIe Plan ; maintien de la parité du franc dans les conditions actuelles du contexte international ; augmentation des crédits consacrés aux équipements collectifs ; augmentation des investissements des entreprises nationales ; politique du crédit ; baisse des taux pratiqués par la Banque de France ; aménagement de la règle du butoir en matière de T.V.A. pour favoriser les investissements ; travailleurs immigrés* (p. 6402) ; *mise en œuvre de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation continue ; retraite anticipée ; évolution rapide d'une économie moderne ; agence générale pour l'emploi ; niveau élevé de l'indemnité de chômage ; action menée par le Gouvernement sur quelques cas de licenciements collectifs ou de reconversion (Forges d'Hennebont, Houillères du Nord, cas du Boucau) ; situation des demandeurs d'emploi handicapés ou âgés* (p. 6403) ; *maintien en France du niveau de l'expansion le plus élevé du monde occidental ; réunion du comité supérieur de l'emploi ; réunion du comité spécial d'aménagement du territoire, chargé d'envisager des mesures en faveur de la Lorraine* (p. 6404).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier, Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Diminution des demandes d'emploi et augmentation des offres d'emploi* [28 avril 1972] (p. 1207) ; *interprétation des renseignements statistiques ; caractère exceptionnel du chômage de longue durée ; importance du nombre des placements opérés par l'Agence de l'emploi ; modernisation de l'économie française* (p. 1208) ; *amélioration de la conjoncture ; reprise de l'expansion ; contrôle de l'immigration ; réduction progressive des horaires de travail ; situation des chômeurs âgés ; accord interprofessionnel du 29 mars 1972* (p. 1209) ; *répartition des créations d'emplois sur l'ensemble du territoire ; adaptation des travailleurs aux mutations par l'application de la loi sur la formation professionnelle ; insertion des jeunes sur le marché du travail ; développement de la liaison étroite de l'Education nationale et des services de l'Agence nationale pour l'emploi ; versement d'une indemnité de stage aux jeunes effectuant un stage de formation complémentaire d'adaptation* (p. 1210) ; *rôle des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle de l'emploi* (p. 1211) ; *situation de l'emploi dans les pays de la Loire, de Fos, en Lorraine, dans le Nord et dans les Pyrénées-Atlantiques* (p. 1216) ; *problème de la jeunesse ; rapport établi par le Comité du travail féminin ; augmentation du nombre des crèches ; réforme de l'allocation de salaire unique ; problème de l'égalité des rémunérations masculines et féminines : « à travail égal, salaire égal »* (p. 1217) ; *conditions d'octroi de l'allocation de chômage aux jeunes travailleurs ; indemnité de stage* (p. 1218).

Répond à la question d'actualité de M. Léon Feix relative au conflit du « Joint français » [5 mai 1972] (p. 1398, 1399).

Répond à la question d'actualité de M. Brugnon relative au coût des travaux des collectivités locales [5 mai 1972] (p. 1400).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *âge électoral ; ses observations sur le rapport de M. Delamotte, directeur du centre de formation des inspecteurs du travail* [9 mai 1972] (p. 1439, 1440) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commissions des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Xavier Deniau portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue [25 mai 1972] (p. 1908) ; Après l'Art. unique : *Son amendement (acquisition de la nationalité française)* (p. 1909) ; Art. unique : *Son amendement : accès à la nationalité française (pouvoir discrétionnaire de l'Etat qui naturalise)* (p. 1910) ; Art. additionnel : *Son amendement (adaptation du dispositif de la loi aux dispositions acceptées)* (p. 1911) ; Titre : *Son amendement tendant à la modification du titre : « Proposition de loi portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue »* (p. 1911) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Place des étrangers dans la France contemporaine ; accroissement de la participation des travailleurs étrangers aux organes de représentation du personnel dans les entreprises* [1er juin 1972] (p. 2082) ; *conséquences du projet de loi* (p. 2083) ; *fonction de délégué syndical* (p. 2083) ; *problème du logement et des bidonvilles* (p. 2085, 2086) ; Art. 2 : *Fonctionnement des comités d'entreprise* (p. 2087) ; *ses observations* (p. 2088) ; Art. 3 : *Problème du contentieux électoral* (p. 2089) ; Après l'Art. 3 : *Cas des délégués syndicaux* (p. 2089, 2090) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Amendes en raison d'infraction à l'hygiène et à la sécurité* [1er juin 1972] (p. 2092) ; *taux de fréquence des accidents ; mise en demeure préalable* (p. 2093) ; *création d'une procédure d'urgence en cas de risque pour la sécurité des travailleurs ; modulation des peines ; rôle de l'inspecteur du travail* (p. 2094) ; *contrôle des amendes* (p. 2095) ; Art. 1er : *Répression des trafics de main-d'œuvre* (p. 2100) ; Art. 2 : *Taux de la peine* (p. 2101) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations* (p. 2102) ; Avant l'Art. 9 : *Système de la mise en demeure* (p. 2104) ; Art. 27 : *Caractère de l'infraction* (p. 2110) ; Art. 36 : *Cas de délit d'escroquerie caractérisé* (p. 2112) ; Après l'Art. 38 : *Compétences des inspecteurs du travail* (p. 2113) ; Art. 39 : *Entrée et séjour en France d'une personne de nationalité étrangère* (p. 2113) ; Art. 40 : *Pro-*

blème de la codification des textes (p. 2114) ; *création d'animateurs de sécurité* (p. 2114) ; en deuxième lecture : *Application de la loi : infractions à la liberté du travail* [28 juin 1972] (p. 2955).

Répond à la question d'actualité de M. Duroméa relative à la modification du taux du S.M.I.C. [2 juin 1972] (p. 2152, 2153).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteur du travail : *Rôte des inspecteurs du travail ; rénovation des méthodes pédagogiques du centre de formation des inspecteurs ; modification du statut du régime de rémunération des membres de l'inspection* [8 juin 1972] (p. 2346) ; *régime indemnitaire* (p. 2347) ; Art unique : *critères du recrutement* (p. 2348, 2349) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : *Importance des mesures envisagées* [8 juin 1972] (p. 2350) ; *problèmes des travailleurs du troisième âge ; montant de la retraite pour les travailleurs ayant cotisé au-delà de la trentième année ; application du texte ; participation financière de l'Etat au nouveau régime ; situation des bénéficiaires du nouveau régime au regard de la sécurité sociale* (p. 2351) ; *amélioration des conditions d'emploi des travailleurs ; création d'un fonds d'action chargé d'étudier toutes les questions posées par l'emploi des travailleurs dans la dernière phase de leur vie active* (p. 2352) ; *problème des droits acquis* (p. 2353) ; *politique du troisième âge ; nombre des demandeurs d'emploi allocataires de l'Unedic et âgés de plus de 60 ans ; ses observations sur l'accord du 27 mars 1972* (p. 2355) ; *contribution de l'Etat ; problème du plafond de ressources* (p. 2356) ; Art. 2 : *son sous-amendement à l'amendement de la Commission* (p. 2357) ; Après l'Art. 2 : *Ses sous-amendements à l'amendement de la Commission* (p. 2357) ; *versement des prestations par l'Unedic ; caractère de l'allocation de garantie de ressources* (p. 2357, 2358) ; *problème du cumul des ressources* (p. 2358) ; *utilité, pour le Parlement, d'être tenu au courant de l'évolution de la situation de l'emploi des travailleurs de plus de 60 ans* (p. 2359) ; en deuxième lecture : *ses observations* [28 juin 1972] (p. 2956) ;

— du projet de loi relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent, recouvrent ou se font reconnaître la nationalité française : *Demande de francisation avant la majorité ou dans les six mois qui lui succèdent ; situation des fils d'étrangers qui deviendront français à la suite de leur incorporation dans l'armée française* [28 juin 1972] (p. 2957) ; Art. 1er : *Son amendement* (p. 2958) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Stasi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés : *Réinsertion professionnelle et sociale des handicapés* [28 juin 1972] (p. 2965, 2966) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Achille-Fould* (p. 2966) ; *son amendement concernant les agréments donnés aux établissements qui bénéficieront des dispositions de la loi* (p. 2966) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2967) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bertrand Denis, tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans, à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires : *Situation des jeunes qui, pendant leur scolarité, effectuent certains travaux ; cas des adolescents ayant terminé leur année scolaire mais dont le 16e anniversaire se situe dans les quatre derniers mois de l'année* [28 juin 1972] (p. 2960) ; *notion de solidarité professionnelle* (p. 2961) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « ou pendant les quatre derniers mois de l'année civile où ils atteignent 16 ans »* (p. 2961) ; *ses observations* (p. 2961, 2962) ; *insertion des jeunes dans la vie active* (p. 2962) ; *rôle de l'inspection du travail* (p. 2963) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2963) ; Art. 2 et 3 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 2963) ; *organisation des stages* (p. 2964) ; Art. 4 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 2964) ; *son amendement* (p. 2964).

En qualité de Ministre de l'Eduoation nationale :

Répond à la question d'actualité de M. Poudevigne relative à l'organisation du travail scolaire [6 octobre 1972] (p. 3970).

Répond à la question d'actualité de M. Garcin relative aux maîtres auxiliaires de l'enseignement [6 octobre 1972] (p. 3970, 3971).

Répond à la question d'actualité de M. Alain Terrenoire relative aux professeurs de C.E.T. [20 octobre 1972] (p. 4268, 4269).

Répond à la question d'actualité de M. Gilbert Faure relative aux maîtres auxiliaires de l'enseignement [27 octobre 1972] (p. 4468, 4469).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative aux professeurs d'enseignement général [27 octobre 1972] (p. 4469).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ÉDUCATION NATIONALE : *Budget l'emportant sur tous les autres budgets ; accroissement des effectifs ; conseiller pédagogique de circonscription ; écoles normales nationales d'apprentissage ; formation des personnels ; recyclage des maîtres du premier degré ; formation continue des adultes ; amélioration de la situation des instituteurs, des enseignants des collèges d'enseignements technique ; nationalisation d'établissements du second degré ; crédits de subvention à l'enseignement privé ; bourses ; subventions aux œuvres universitaires ; restaurants universitaires ; résidences universitaires ; aide aux transports scolaires ; autorisations de programme ; priorité à l'enseignement du second degré ; baisse des autorisations de programme pour l'enseignement supérieur : crédits d'équipement de la recherche scientifique ; exécution correcte du VIe Plan ; les objectifs de l'Education nationale : accroître l'égalité des chances ; concilier les finalités culturelles et professionnelles de l'enseignement ; rénover la pédagogie ; améliorer la qualité de l'enseignement ; classes « aménagées » ; enfants atteints par des handicaps physiques ou mentaux ; effort pour les sections d'éducation spécialisée* [9 novembre 1972] (p. 4953, 4954) ; *effort pour la gratuité des transports ; bourses du second degré ; système de prêt bonifié pour les étudiants ; enseignement technologique ; apprentissage ; problème des disciplines littéraires ; orientation scolaire ; réforme du second cycle du second degré* (p. 4955) ; *formation continue, rapport de la Commission d'études sur la fonction enseignante, présidée par M. Louis Joxe ; contenu des programmes ; taux d'encadrement ; formation des maîtres ; maîtres du second degré (prérecrutement deux années après le baccalauréat) ; bilan depuis 1956* (p. 4956, 4957) ; *meilleure utilisation des crédits mis à la disposition de l'Education nationale ; ses observations sur les problèmes de personnels ; sa réponse à M. Gilbert Faure sur l'augmentation du pouvoir d'achat de ces personnels ; professeurs de collège d'enseignement technique ; leur recrutement* [10 novembre 1972] (p. 5025) ; *leur revalorisation indiciaire ; leur recyclage* (p. 5026) ; *revendications des professeurs d'enseignement général de collège, des chefs d'établissement, des inspecteurs départementaux de l'Education nationale, des instituteurs ; sa réponse à M. Royer sur la formation des maîtres, à M. Rocard sur les écoles maternelles* (p. 5026) ; *seuil de dédoublement des classes maternelles, à M. Jean Fontaine sur le problème de la scolarisation en classes maternelles et enfantines à la Réunion, à M. Barrot sur l'accueil des élèves du premier degré dans les régions à population disséminée et sur la création d'internats de montagne ; ses observations concernant le problème des nationalisations, de la gratuité des dépenses d'accès à l'enseignement obligatoire du cycle moyen, des transports scolaires ; refonte du système des bourses* (p. 5027) ; *avantages accordés aux boursiers de l'enseignement technique dont ne bénéficient pas les élèves boursiers de l'enseignement privé ; crédits d'équipement ; exécution du Plan ; priorité aux établissements du cycle moyen ; ses observations à Mme Ploux sur l'intérêt d'un développement de l'enseignement technique féminin ; classes pré-professionnelles de niveau et classes préparatoires à l'apprentissage ; dérogations à la loi portant scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; formation continue ; création de l'Agence pour le développement de l'éducation permanente qui va se substituer à l'Institut national de formation des adultes* (p. 5028) ; *Office français des techniques modernes d'éducation ; complexe de formation des adultes à Nancy ; Centre universitaire de coopération économique et sociale ; ses réponses à Mme Ploux sur le problème des maîtres de conférence agrégés des centres hospitaliers universitaires, à M. Joxe sur le problème de l'enseignement du français et de l'enseignement français aux Français*

résidant à l'étranger, à M. Saint-Paul sur le douloureux problème de l'enfance handicapée, à M. Lebon sur la circulaire concernant la perception des frais de demi-pension, a M. Cousté sur l'instruction civique, à M. Cerneau sur l'éventuelle nomination d'un recteur pour les départements d'outre-mer et du maintien de l'île de la Réunion au rectorat d'Aix, à MM. Gissinger, Rickert, Ehm sur le problème du bilinguisme en Alsace ; ses observations sur l'université et la recherche (p. 5029) ; *l'orientation des étudiants ; budget de progrès* (p. 5030) ; Etat B, Titre III : *Sa demande de retrait de l'amendement de M. Sabatier de suppression du crédit affecté à la rémunération des professeurs agrégés n'existant pas encore et, en contrepartie, d'une augmentation des parts de bourses* (p. 5031) ; *son assurance que, même si l'on ne peut réaliser au cours de l'année prochaine la réforme complète des bourses, les crédits ouverts seront entièrement utilisés* (p. 5031) ; *ses observations à l'amendement de M. Sabatier réduisant les crédits de ce titre afin d'obtenir des précisions sur la situation des professeurs de l'enseignement général des collèges, des inspecteurs départementaux de l'Education nationale et des chefs d'établissement* (p. 5032) ; *ses observations à l'amendement de M. Andrieux ; son exposé de la politique du Gouvernement en matière de nationalisation des C.E.S. et des C.E.G. ; ne peut engager le Gouvernement sur la proposition d'un plan pluriannuel de résorption des établissements non encore nationalisés* (p. 5032) ; *sa volonté de normaliser la situation* (p. 5033) ; *ses observations à l'amendement de M. Andrieux réduisant les crédits de ce titre représentant la participation de l'Etat aux frais de personnel des internats et demi-pension des établissements nationaux du second degré ; bourses de fréquentation scolaire* (p. 5033).

Répond à la question d'actualité de M. Royer relative aux études médicales [1er décembre 1972] (p. 5814, 5815).

Répond à la question d'actualité de M. Rabourdin relative aux unités d'enseignement et de recherche de Paris V [15 décembre 1972] (p. 6264).

Répond à la question orale sans débat de M. Capelle relative aux frais de fonctionnement des C.E.S. et C.E.G. [15 décembre 1972] (p. 6264, 6265).

FORTUIT (Jean-Claude)

Député de l'Essonne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son election [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 250), adopté par le Sénat, relatif au port autonome de Paris, n° **336** [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 287) relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer, n° **353** [9 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) — XV. - Transports terrestres, n° **837** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le calcul du prix de revient, n° **1216** [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à créer la « bourse d'échange de stationnement », n° 1377 [8 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XVI. - Transports terrestres, n° 1400 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1363) portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, n° 1473 [26 novembre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'étalement des congés, n° 1506 [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux, n° 1507 [10 décembre 1970).

Sa proposition de loi relative à la pose illicite d'affiches, n° 1513 [10 décembre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les problèmes de pollution et d'environnement, n° 1554 [17 décembre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur l'industrie française de la machine-outil, n° 1596 [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1710), modifié par le Sénat, portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, n° 1722 [13 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1732) relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, n° 1757 [25 mai 1971].

Sa proposition de loi relative à la lutte contre le bruit et étendant le champ d'application de la loi du 19 décembre 1917 concernant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, n° 1801 [9 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1822), modifié par le Sénat, relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne, n° 1852 [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1949), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'assujetissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne, n° 1952 [30 juin 1971].

Sa proposition de loi relative aux accidents du travail, n° 1961 [30 juin 1971).

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XVII. - Transports terrestres, n° 2015 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi relative aux droits civils et civiques, n° 2242 [26 avril 1972].

Sa proposition de loi relative à l'arbitrage, n° 2260 [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 57-756 du 4 juillet 1957 relative au recouvrement de certains créances, n° 2329 [18 mai 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XVII. - Transports terrestres, n° 2590 [12 octobre 1972).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Ses observations sur la période de référence fixée pour l'application des mesures envisagées par le texte* [25 septembre 1968] (p. 2889) ;

— du projet de loi relatif au port autonome de Paris, en qualité de *Rapporteur : Création d'un établissement public et autonome ; développement de la région parisienne ; statut juridique des installations actuelles ; ses observations sur les principaux ports ; gestion des installations portuaires ; nombre des membres du conseil d'administration ; droits de port ; subventions de l'Etat* [15 octobre 1968] (p. 3305, 3306) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. de la Malène* (p. 3310) ;

— du projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer, en qualité

de *Rapporteur : Ses observations sur le cadre juridique nécessaire à l'exploitation à des fins industrielles des gisements souterrains d'eaux chaudes ; géothermie ; rôle du bureau de recherches géologiques ; ses observations sur le gîte de Lamentin et de Bouillante ; question de la domanialité des sources ; problème du retour gratuit à l'Etat des gîtes découverts et des installations* [17 octobre 1968] (p. 3370, 3371) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Lacavé* (p. 3373) ; *consultation des collectivités locales* (p. 3373) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal ; Art. 1er : *Rythme de versement des acomptes de l'impôt sur les sociétés ; augmentation des patentes* [17 septembre 1969] (p. 2321).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Ses observations sur la conférence de presse tenue par M. Mondon le 17 juillet 1969 ; action commerciale de la S.N.C.F.* [15 octobre 1969] (p. 2682) ; *intégration de notre politique des transports dans une politique économique et financière d'ensemble ; désaffection à l'égard du rail ; liberté de gestion devant être donnée à la S.N.C.F. ; ses conséquences ; problèmes posés par la suppression de lignes ; problème des tarifs ; participation de l'Etat aux charges d'infrastructure ; architecture des gares ; exemple de la situation de la compagnie américaine Southern Pacific Railways : coordination des transports* [16 octobre 1969] (p. 2704 à 2706).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative à la simplification des formalités administratives [17 octobre 1969] (p. 2742, 2743, 2744, 2745).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale sans débat relative à la reconversion des cadres [24 octobre 1969] p. 2922, 2923, 2924).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Marcus, Mazeaud, Spénale, Barrot, Mme Vaillant-Couturier et M. Peyrefitte relatives à la drogue : *Progrès inquiétant de ce nouveau fléau ; dangers d'une information trop prolixe ; faiblesse de nos moyens de lutte contre la drogue ; crédits nécessaires au développement des recherches sur les conséquences physio-pathologiques et sur la thérapeutique de la drogue ; problèmes posés par l'insertion des jeunes dans la société* [24 octobre 1969] (p. 2947).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Caractère de ce budget ; effort d'équipement ; problème de l'animation ; politique de plein emploi ; redistribution des méthodes d'intervention de l'Etat dans le domaine de l'éducation populaire ; prévention de la délinquance juvénile ; dispersion des aides de l'Etat ; éducation populaire ; formation des cadres et des animateurs; développement de l'éducation physique dans l'enseignement du premier degré ; possibilité d'assurer une meilleure coordination entre les moyens dont disposent le Secrétariat d'Etat et le Ministère de la Défense nationale : ses observations sur le service militaire ; utilisation du service civil ; rôle des conseillers chargés d'animer les sociétés sportives locales ; possibilité d'accorder une permission exceptionnelle de six jours à certains sportifs qui effectuent leur service militaire ; possibilité de prévoir au bénéfice des instituteurs des affectations qui leur permettraient, pendant le temps de leur incorporation, de se former à la pratique et à la pédagogie de l'éducation physique* [30 octobre 1969] (p. 3127, 3128) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Fonctionnement du service postal ; organisation du tri et de la distribution : fonctionnement des services de guichets ; relations entre les usagers et le service postal ; conséquence des arrêts de travail ; tendance de certaines entreprises à monter leur propre réseau de distribution ; ses observations sur les télécommunications ; augmentation des besoins ; rôle des télécommunications en matière d'urbanisme ; programmes de recherche en cette matière* [3 novembre 1969] (p. 3237, 3238) ; TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Adaptation des moyens de transport aux conditions d'une économie moderne ; problème de l'infrastructure des transports par voie d'eau ; révision des rapports entre l'Etat et les entreprises nationales ; réforme de la S.N.C.F. ; réforme de la R.A.T.P. ; circulation dans Paris ; taux des amendes ; stationnement payant ; création de lignes nouvelles et aménagement des réseaux existants ; aérotrain ; problème de la coordination au sein des transports terrestres* (p. 3251, 3252) ; JUSTICE : *Lenteur des procédures judiciaires ; inadaptation de l'appareil*

judiciaire, tant sur le plan territorial, qu'administratif et technique ; anachronisme de la procédure ; institution du juge chargé de suivre la procédure ; nécessité d'adopter un véritable plan judiciaire ; problèmes posés par la réforme des greffes ; statut juridique de la femme ; situation de la mère célibataire [5 novembre 1969] (p. 3388, 3389) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Création de l'institut de développement industriel ; système bancaire français ; rajeunissement des structures ; relations de l'I.D.I. avec l'Etat ; comportement de cet institut* [6 novembre 1969] (p. 3455) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problème de l'eau ; déficit dans le Var ; rôle des agences de bassin ; pollutions industrielles ; eau potable urbaine ; cas du Nord ; pollutions dues au trafic pétrolier ; création d'un secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau* [7 novembre 1969] (p. 3533, 3534) ; AFFAIRES SOCIALES - EMPLOI ET POPULATION, Titre IV : *Dépenses de fonctionnement des centres de F.P.A. ; coût des sections de F.P.A. ; diversification de la F.P.A.* (p. 3566) ; EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de gestion de l'enseignement secondaire; équipement dans cet enseignement; organisation de la rentrée du point de vue de l'affectation des maîtres ; coordination entre la direction de la pédagogie et celle des personnels enseignants ; problème de l'affectation des élèves ; développement d'un service d'orientation et d'information ; problèmes de gestion ; inadaptation des moyens en personnel ; nécessité d'équiper les secrétariats en personnel et en moyens matériels ; création de postes de bibliothécaire, de documentaliste et de spécialiste des appareils audio-visuels* [13 novembre 1969] (p. 3624, 3625).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale une question orale sans débat relative aux plans de charge de la S.N.E.C.M.A. [7 novembre 1969] (p. 3523, 3525, 3526).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Toutefois, à titre transitoire et jusqu'au 1er juillet 1970, ce taux pourra faire l'objet d'une modification exceptionnelle dans les conditions prévues au présent article »* [26 novembre 1969] (p. 4369) ; *ressources des collectivités locales ; conditions d'application de la taxe locale d'équipement* (p. 4369, 4370) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Portée de la responsabilité civile ; possibilité de restreindre cette responsabilité civile aux chefs et organisateurs ; nécessité de ce projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1417, 1418) ; *son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa, paragraphe premier de l'amendement de M. Claudius-Petit, à supprimer les mots : « qui n'auront pas donné l'ordre de dislocation après le début des violences ou des destructions »* (p. 1422) ; *droit de repentir pour les chefs ou organisateurs de rassemblements illicites ou interdits* (p. 1422) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan . *Problème des rapports entre la France et les Français ; ses observations sur la concertation ; importance de l'industrialisation ; ses observations sur les industries d'équipement notamment sur la machine-outil ; taux de progression des équipements collectifs ; infrastructure en matière de transports ; problème des transports par voie d'eau ; ses observations sur les grandes liaisons françaises ; définition des objectifs de la politique démographique à long terme ; ses observations sur l'allocation de salaire unique ; ses observations sur le fait qu'il est scandaleux que la femme d'un directeur général perçoive l'allocation de salaire unique ; lutte contre toutes les nuisances ; infrastructures des transports en commun ; ses observations sur le transport sur coussin d'air ; problème de la S.N.C.F. ; ses observations sur les institutions régionales* [17 juin 1970] (p. 2763, 2764).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative aux problèmes de l'enseignement [9 octobre 1970] (p. 4231) : *Enseignement du latin ; définition du baccalauréat : diplôme et certificat* (p. 4233, 4234, 4240).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux paiements de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [16 octobre 1970] (p. 4376, 4377).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, Art. 45 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe*

premier de cet article, à réduire de 18 millions de francs le montant des autorisations de programme [29 octobre 1970] (p. 4908) ; *nécessité de tenir compte des possibilités offertes par le budget de la recherche scientifique ; inadaptation actuelle des équipements postaux de la région parisienne* (p. 4908) ; *ses observations sur le fait que la banlieue est entièrement tributaire des centres de tri de Paris ; installation de directions départementales dans les nouveaux départements de la région parisienne ; problème des télécommunications ; ses observations sur Finextel ; rapports entre l'Administration et les industriels ; utilité du téléphone pour les locataires des H.L.M. et des grands ensembles* (p. 4909) ; *retrait de son amendement* (p. 4909) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *En raison de l'heure tardive renonce à prendre la parole* [5 novembre 1970] (p. 5218) ; TRANSPORTS - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les options du VIe Plan ; caractère du problème de la rivalité entre les transports collectifs et les transports individuels ; place de l'innovation ; opinion des usagers ; rôle de la presse* [9 novembre 1970] (p. 5402) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire de 51 millions de francs le montant des mesures nouvelles* (p. 5416) ; *participation du budget de l'Etat aux dépenses d'exploitation de la R.A.T.P. ; retrait de son amendement* (p. 5419) ;

— du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, en qualité de *Rapporteur : Distinction entre deux catégories de transporteurs par eau ; rôle de l'Office national de la navigation , nécessité de réorganiser les transports fluviaux* [15 décembre 1970] (p. 6532) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6533) : Art. 1er : *Son amendement lendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'une autre activité » les mots : « de l'activité principale »* (p. 6533) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6533, 6534) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de sa proposition de loi et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : *Sa question de savoir pourquoi on limite la mesure d'abaissement à l'éligibilité ; ses observations sur l'article L 44 du Code électoral* [17 décembre 1970] (p. 6611) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Ses observations sur l'assemblée territoriale de la Polynésie ; répartition des crédits d'investissements ; principes de la République ; décentralisation démocratique ; subventions du F.I.D.E.S.* [18 décembre 1970] (p. 6678, 6679).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1418, 1419, 1421).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, en qualité de *Rapporteur : Détermination d'une politique cohérente en matière de transports ; problème des investissements ; modulation de la taxe* [25 mai 1971] (p. 2029) ; *problèmes de la périphérie de la région parisienne ; augmentation des migrations alternantes ; assise géographique de la taxe ; situation d'une ville nouvelle de la région parisienne dont le territoire est en partie dans le département de la Seine-Saint-Denis ; détermination des assujettis ; situation des petites entreprises ; utilisation d'une partie des ressources provenant du versement à des dépenses d'investissement ; problème de la fluidité du système de transports dans les zones urbaines ; ses observations sur le « 1 pour cent patronal » ; augmentation des tarifs ; problème des relations entre l'Etat, les collectivités locales intéressées et les entreprises de transports publics ; construction d'une nouvelle gare de Lyon* (p. 2030) ; *innovation technologique ; mise en œuvre de modes de transport nouveaux* (p. 2031) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 2048) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mols : « qui emploient des salariés » les mots : « qui emploient plus de neuf salariés »* (p. 2048) ; *fixation du seuil pour la perception de la taxe* (p. 2048) ; *champ d'application de la loi* (p. 2051) ; *affectation du produit du versement ;*

problème des dépenses d'investissement (p. 2052) ; *son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par la phrase suivante : « Le reliquat éventuel est affecté au budget d'équipement desdites entreprises »* (p. 2054) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 2055) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, à insérer après la première phrase, la phrase suivante : « Il rembourse également les employeurs qui occupent les salariés à l'intérieur des périmètres d'agglomération des villes nouvelles »* (p. 2056) ; *ses observations sur le périmètre d'agglomération de la ville nouvelle créée dans la vallée de la Marne et qui recouvre une partie du territoire du département de la Seine-Saint-Denis* (p. 2056) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (affectation du solde par le syndicat)* (p. 2057) ; Après l'Art. 4 : *Problème de la prime de transport* (p. 2058) ; Art. 5 : *Entrée en vigueur de la loi* (p. 2058) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3296, 3297) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le second alinéa de cet article* (p. 3297) ; *problème des crèches, des ateliers pour enfants handicapés et des foyers maternels* (p. 3297) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article à substituer aux mots : « les salariés » les mots : « des salariés »* (p. 3299) ; *son amendement tendant à compléter la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article par les mots suivants : « et les associations reconnues d'utilité publique dont la liste sera fixée par décret »* (p. 3299) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le texte du Sénat* [26 mai 1971] (p. 2096).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, une question orale avec débat relative à l'environnement [4 juin 1971] (p. 2390) : *Aménagement de l'espace rural ; imprécision du VIe Plan sur la protection de la nature et l'environnement* (p. 2392) ; *tâche des services des établissements classés et de la protection des sites ; pollution industrielle ; pollution domestique* (p. 2392, 2393) ; *rôle de la politique de l'environnement dans le domaine des relations internationales ; dépôt d'un rapport sur la pollution de l'atmosphère (rapport Frybourg)* (p. 2401) ; *« pollution architecturale » ; préservation de la forêt de Sénart* (p. 2401, 2402).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Droit à la formation* [7 juin 1971] (p. 2433) ; *conception de l'apprenti ; nombre des jeunes sans emploi ; commissions armée-jeunesse ; conditions de travail faites aux femmes ; problème des équipements sociaux* (p. 2434) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Inexistence d'un véritable marché de la construction et du logement ; rythme de construction des P.L.R. ; déséquilibre entre les loyers payés et les ressources dont dispose l'occupant ; hausse constante des loyers ; difficultés rencontrées par les jeunes ménages ; distorsion entre les prix et la qualité de certains logements ; décalage entre la construction des logements et la réalisation des équipements collectifs* [10 juin 1971] (p. 2671) ; *procédure des Z.A.C. ; politique du développement urbain* (p. 2672) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Son amendement (établissement de grandes liaisons fluviales entre les principaux bassins)* [18 juin 1971] (p. 3117) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif ·

Hommage rendu au général de Gaulle ; problème du plein emploi des équipements sportifs ; attribution d'une allocation forfaitaire annuelle à chaque élève fréquentant les établissements du second degré ; problème des équipements [22 juin 1971] (p. 3259) ; *rôle des sociétés sportives locales ; aide aux mouvements et associations de jeunes ; détermination du rythme de progression du budget des équipements de la jeunesse et des sports pendant les quatre prochaines années* (p. 3260) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Nombre des logements aidés ; évolution des techniques de la construction ; problème de l'animation dans les grands ensembles ; lutte contre les bidonvilles* [29 octobre 1971] (p. 5102, 5103) ; TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; augmentation des dépenses en capital de l'Etat ; transports de marchandises ; transports de personnes* [6 novembre 1971] (p. 5450).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation de la main-d'œuvre féminine ; multiplication des crèches ; implantation d'activités destinées aux femmes dans le cadre de l'aménagement du territoire* [28 avril 1972] (p. 1215, 1216).

Mise au point au sujet d'un vote : *Vote de M. Lavergne dans le scrutin sur la publication du rapport concernant l'introcution de la publicité clandestine à l'O.R.T.F.* [28 avril 1972] (p. 1218).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Après l'art. 2 *octies : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 30 de la loi du 16 juillet 1971 est abrogé »* [27 juin 1972] (p. 2867) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Evolution de la fiscalité applicable aux contribuables âgés ; abattement ; relever les limites d'exonération et de décote ; aménagement du quotient familial en faveur des redevables âgés qui ont élevé plusieurs enfants ; poids de la T.V.A. pour les personnes âgées dont une grande part du revenu est affectée à la consommation* [24 octobre 1972] (p. 4316, 4317) première partie du projet de loi de finances pour 1973, Art. 18 : *Ses observations et remerciements au Gouvernement pour son amendement (revalorisation des rentes viagères)* [25 octobre 1972] (p. 4383) : *son espoir de l'institution de l'annualité des revalorisations de ces rentes* (p. 4384) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Anciens d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4558, 4559) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Constitution d'une unité de recherche sur la myopathie* [3 novembre 1972] (p. 4653, 4654) ; TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Budget raisonnable et satisfaisant ; augmentation du trafic des voyageurs de banlieue et du trafic voyageurs des trains rapides ; déficit des lignes d'omnibus ; trafic marchandises ; retraite du personnel de la S.N.C.F. ; R.A.T.P. ; aérotrain* (p. 4657, 4658).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentiers viagers [15 décembre 1972] (p. 6268, 6269).

FOSSÉ (Roger)

Député de la Seine-Maritime (8e circonscription) U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968) (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [4 avril 1972] (p. 791).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (p° 341) ; annexe n° 7 : Anciens combattants et Victimes de guerre, n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 9 : Anciens combattants et Victimes de guerre, n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 9 : Anciens combattants et Victimes de guerre, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 21 : Justice, n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 24 ; Justice, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Principe de l'autonomie des universités ; problème de la direction des universités ; statut des enseignants ; question du financement ; cogestion ; université devant pourvoir en cadres valables nos régions ; neutralité de l'enseignement* [3 octobre 1968] (p. 3025, 3026) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3026) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le 11 novembre ; conséquences de la Première Guerre mondiale sur la France ; ses observations sur les acteurs de la Première Guerre mondiale ; augmentation du budget ; pensions et retraites ; rapport constant ; intégration partielle de l'indemnité de résidence dans le traitement ; cas des déportés politiques ; problème des anciens d'Algérie ; ses observations sur les évadés par l'Espagne et internés dans des prisons qui ne peuvent obtenir la carte d'interné résistant* [8 novembre 1968] (p. 4188, 4189) ; Art. 62 : *Suppression de la limitation d'une année prévue pour la levée des forclusions* (p. 4216).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Dusseaulx sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1969 [20 novembre 1968] (p. 4754).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi en seconde délibération relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire [23 octobre 1969] (p. 2859).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le 25e anniversaire de la Libération ; augmentation des pensions ; ses observations sur les moyens des services ; indication des pensions ne couvrant pas l'évolution démographique des bénéficiaires ; situation des déportés politiques ; ouverture du droit à la retraite pour tous les anciens combattants ; admission à l'Office des anciens combattants d'Afrique du Nord ; égalité des droits des déportés ; octroi des pensions définitives aux déportés politiques ; admission au droit à réparation de tous les déportés étrangers naturalisés ; possibilité de prendre en compte l'asthénie ; cas des anciens d'Algérie ; égalisation des retraites du combattant pour les diverses générations du feu ; situation des veuves et des ascendants* [31 octobre 1969] (p. 3172, 3173) ; Avant l'Art. 58 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 3214) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS

ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la capitulation des armées du IIIe Reich le 8 mai 1945* [26 octobre 1970] (p. 4683) ; *ses observations sur la personnalité d'Edmond Michelet ; progression du budget ; augmentation de la dotation relative aux loyers ; ses observations sur les pensions et retraites ; utilisation des crédits ; rapport constant ; non-extension aux anciens combattants des augmentations de rémunération des agents des catégories C et D ; mise à parité progressive des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; ses observations sur les ascendants et les veuves de grands mutilés ; suppression de la condition de ressources applicable aux pensions de veuves et d'ascendants* (p. 4684) ; *son souhait de voir réaliser certaines réformes : l'augmentation des pensions de veuves, l'extension de l'assurance-maladie aux catégories d'ayants-droit qui n'en bénéficient pas encore et l'amélioration de la situation des invalides ; ses observations sur les actions sociales ; admission des anciens combattants d'Algérie au bénéfice des prestations sociales de l'O.N.A.C.* (p. 4685) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement de M. Gilbert Faure* (p. 4713) ; Après l'Art. 68 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4714) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des veuves de guerre ; conditions d'accession à la retraite au taux plein à l'âge de 60 ans ; attribution d'un titre aux personnes qui bénéficient du statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi* [22 octobre 1971] (p. 4820) ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial : personnels de l'administration centrale ; services judiciaires* [5 novembre 1971] (p. 5362, 5363) ; *recrutement des magistrats ; réforme des greffes* (p. 5364) ; *nouvelles juridictions de la région parisienne ; équipement des cours et tribunaux ; administration pénitentiaire* (p. 5365) ; *établissements pénitentiaires* (p. 5366) ; *travail pénitentiaire ; éducation surveillée* (p. 5367, 5368) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le budget annexe des prestations sociales agricoles ; insuffisances en matière d'investissements ; exemple de la Seine-Maritime* [15 novembre 1971] (p. 5722) ; *réforme de l'impôt sur le revenu ; difficultés d'application du régime de la T.V.A. ; problème de la compensation des quotas dans le secteur de la production sucrière ; compensation des quotas entre les D.O.M. et entre les D.O.M. et la métropole* (p. 5723) ; Après l'Art. 40 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le paragraphe II de l'article 11 de la loi du 21 décembre 1970, sont substitués aux mots : « 1er janvier 1971 » les mots : « 1er janvier 1972 »* [17 novembre 1971] (p. 5883) ; *réforme de l'impôt sur le revenu dans l'agriculture* (p. 5883) ; *retrait de son amendement* (p. 5884) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial : Progression des crédits ; modernisation des équipements judiciaires et pénitentiaires ; situation des services judiciaires ; recrutement ; travaux immobiliers ; nouveau palais de justice d'Evry ; étude du transfert des frais de fonctionnement de certaines juridictions des départements et des communes vers l'Etat ; programme de fonctionnarisation des greffes ; budget de l'administration pénitentiaire : renforcement des effectifs et meilleure qualification des personnels ; mise en chantier d'établissements de détention nouveaux (Fleury-Mérogis, Bois d'Arcy) ; amélioration des conditions d'existence des détenus ; élaboration d'un projet de loi étendant l'assurance vieillesse à tous les détenus qui travaillent dans les établissements pénitentiaires ; éducation surveillée ; effort pour respecter les objectifs du VIe Plan* [28 octobre 1972] (p. 4513, 4514, 4515) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Etat C, Titre VI : *Ses observations contre l'amendement de réduction des crédits de paiement de ce titre de M. Brugnon ; imputation au budget de l'Institut national de la recherche agronomique d'une subvention versée en réalité au centre d'études et de recherches techniques des industries alimentaires de Lille* [15 novembre 1972] (p. 5238); Après l'Art. 51 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bousseau tendant à insérer un nouvel article substituant au revenu cadastral le revenu brut d'exploitation pour la répartition des cotisations sociales agricoles entre les départements* (p. 5240) ; Après l'Art. 51 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Dumas insérant un nouvel article stipulant que le Gouvernement présentera au Parlement avant le 15 octobre 1973 un projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du*

6 août 1963 relative au financement des centres régionaux de la propriété forestière (p. 5241) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problème des relations entre la France et la République démocratique allemande ; reconnaissance liée à l'entrée à l'O.N.U. des deux Etats allemands critiquable dans la mesure où la décision de la France se trouve subordonnée à la politique d'un Etat étranger ; recours aux relations consulaires à défaut de reconnaissance diplomatique* [16 novembre 1972] (p. 5282) ; *question de la reconnaissance des passeports ; échanges commerciaux entre la France et la R.D.A. ; échanges d'enseignants, d'étudiants et de jeunes ; relations culturelles avec tous les pays et non pas seulement avec ceux qui entretiennent des relations diplomatiques avec la France ; ligne directe Air France entre Paris et Berlin-Est* (p. 5283).

FOUCHET (Christian)

Député de Meurthe-et-Moselle
(5e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 12 février 1971] (p. 1503), [2 avri l1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 13 février 1971] (p. 1519).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Dangers du projet de loi ; autonomie des universités et des unités qui les composent ; cogestion ; colloque de Caen ; projet de loi devant entretenir l'agitation ; répartition et gestion des crédits par les conseils ; université ne devant pas être livrée à un régime d'assemblée ; impératifs du progrès scientifique ; université devant être insérée dans la vie ; instituts de technologie* [4 octobre 1968] (p. 3084, 3085).

Sa mise au point au sujet de son vote sur l'amendement n° 7 repris par MM. Ballanger et Boulloche avant l'article 1er du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 novembre 1968] (p. 4973).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Lien entre la politique d'éducation nationale et la politique générale du Gouvernement ; mission de l'éducation nationale, ses observations sur les obstacles matériels ; problème de la sélectivité et de l'accès incontrôlé aux facultés ; nombre d'étudiants mal orientés ; politique des instituts universitaires de technologie ; ses observations sur la loi d'orientation ; anarchie de certaines universités ; pturidisciplinarité ; autonomie ; participation ; rôle du parti communiste ; ses observations sur les facultés des sciences ; situation en province ; problème de l'enseignement secondaire ; rôle des comités d'action lycéens* [15 avril 1970] (p. 1046, 1047).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'autoroute Nancy-Metz [22 mai 1970] (p. 1890, 1891).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation de l'emploi en Lorraine [5 novembre 1971] (p. 5386, 5387).

FOUCHIER (Jacques)

Député des Deux-Sèvres
(2e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972 (p. 804).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [25 avril 1972] (p. 1021) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la titularisation des agents contractuels de la Sûreté nationale relevant des dispositions des articles 10, 11, 15 et 21 du décret n° 59-1213 du 27 octobre 1959, n° 169 [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — VI. - Commerce extérieur, n° 360 [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 24-1-3° a du Code des pensions civiles et militaires de retraite afin d'assouplir les conditions d'entrée en jouissance de la pension des femmes fonctionnaires, mères d'un enfant incurable, n° 409 [31 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 453) relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, n° 513 [9 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 610), modifiée par le Sénat, relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité, n° 611 [20 décembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — VI. - Commerce extérieur, n° 837 [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — VII. - Commerce extérieur, n° 1400 [14 octobre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges à la suite d'une mission effectuée en U.R.S.S. du 1er au 18 septembre 1970, n° 1594 [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les établissements ou actions d'apprentissage ou de formation technologique ou professionnelle des infirmes des versements effectués en exonération de la taxe d'apprentissage, n° 1956 [30 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — VII. - Commerce extérieur, n° 2015 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — VII. - Services financiers (commerce extérieur), n° 2590 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Enfance inadaptée ; ses observations sur les ordonnances du 2 août 1967 relatives à la Sécurité sociale ; problème du travail des grands infirmes adultes ; aide sociale ; placement des grands infirmes et inadaptés mentaux dans des centres d'assistance par le travail ; ses observations sur le rapport de M. Bloch-Lainé ; problème des droits de succession ; somme versée par le père d'un enfant infirme majeur pour le séjour dans un établissement hospitalier étant soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [6 novembre 1968] (p. 3977, 3978) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la police ; création de postes ; difficultés de recrutement ; revision indiciaire pour les grades de brigadier et de brigadier-chef ; situation des agents des services ; ses observations sur les C.R.S. ; rémunération du travail de nuit ; masse d'habillement ; médaille d'honneur de la police ; cas des retraités ; insuffisance numérique des personnels en service dans les administrations préfectorales* [14 novembre 1968] (p. 4398) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Son avis au nom de la Commission de la production et des échanges sur les crédits du commerce extérieur ; déduction pour investissements ; réduction de l'impôt sur les salaires ; développement des effectifs des agents contractuels et auxiliaires en poste à l'étranger ; subvention pour l'expansion économique à l'étranger ; rôle du centre national du commerce extérieur ; compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur ; ses observations sur la viande, les biens d'équipement, les échanges de produits alimentaires, les produits manufacturés ; création d'une cellule spécialisée du centre national du commerce extérieur avec la collaboration de la société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires ; normalisation des productions courantes ; groupement des producteurs ; efficacité de nos délégations à l'étranger* [18 novembre 1968] (p. 4627) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, en qualité de *Rapporteur* : *Rentabilité de la production laitière ; dépenses du F.O.R.M.A. ; amélioration des conditions de production et de conservation des produits laitiers ; vulnérabilité de la production française ; problèmes de la qualité dans la production laitière ; nécessité d'isoler le lait d'animaux traités en particulier aux antibiotiques ; ses observations sur la délivrance et l'usage de certains médicaments vétérinaires ; ses observations sur les germes que l'on trouve dans le lait ; modification dans l'utilisation des fonds de soutien ; modifications faites par la Commission ; frais de ramassage ; problème d'un prélèvement de type parafiscal ; écoulement des produits ; coût du suréquipement nécessaire pour faire face aux pointes saisonnières de la production du lait* [10 décembre 1968] (p. 5261 à 5263) ; Art. 2 et 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Godefroy* (p. 5265, 5266) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition de loi : « proposition de loi relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité biologique »* (p. 5267) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Conditions d'application de la taxe sur le ramassage du lait* [20 décembre 1968] (p. 5759) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu du producteur français de lait ; vente de 20.000 tonnes de beurre à bas prix ; cas des paysans de la région du Poitou-Charente ; loi sur le paiement du lait à la qualité ; détection des laits de qualité impropre à la consommation ; augmentation du prix d'intervention du beurre ; politique communautaire des matières grasses ; taxe des corps gras d'origine végétale ; abattage des vaches laitières ; crédit pour la prophylaxie de la brucellose bovine ; possibilité d'instituer une prime ré-*

servée aux éleveurs pour les jeunes bovins mâles de neuf mois qui seraient destinés à l'engraissement ; crédit agricole [18 novembre 1969] (p. 3929, 2930) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes relatifs à la police ; insuffisance des effectifs ; situation des agglomérations urbaines ; mission de la police ; cas de la région parisienne ; recrutement du personnel contractuel ; déroulement de carrière des personnels de police en service ; ses observations sur les gradés, les officiers de police adjoints, les C.R.S., les commissaires de police ; situation des retraités de la police ; création d'un corps d'agents féminins qui seraient chargés officiellement d'un rôle social de surveillance et d'assistance ; contentieux des agents contractuels et agents non titulaires de police rapatriés d'Algérie ; situation des personnels de préfecture ; problème de carrière pour ces agents ; moyens de lutter contre les incendies ; indemnisation des Français spoliés outre-mer ; problème des finances locales* [20 novembre 1969] (p. 4093, 4094) ; AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problèmes de l'enfance inadaptée ; rapport Bloch-Lainé ; exigence de simplification et de décentralisation ; établissements hospitaliers ; pénurie d'établissements capables de recevoir les enfants ; aide sociale ; ses observations sur la rente-survie* [21 novembre 1969] (p. 4164, 4165) ; ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Subventions pour l'expansion économique à l'étranger ; commerce extérieur de la France ; ses observations sur nos exportations vers l'Amérique du Nord et les pays de l'Est ; plan de redressement ; politique industrielle ; assurance-crédit ; assurance-foire ; assurance-prospection ; rôle des conseillers commerciaux ; développement du rôle des sociétés d'exportation* [22 novembre 1969] (p. 4295, 4296).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [17 avril 1970] (p. 1150) : *Inquiétante aggravation du déficit des échanges extérieurs de viande ; relance nécessaire de la production porcine ; institution d'une prime aux jeunes bovins destinés à l'engraissement* (p. 1154, 1155) ; *projets du Gouvernement concernant les productions animales porcine, bovine et ovine ; primes de conservation des jeunes bovins en vue de l'élevage* (p. 1162).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1151) : *Mesures envisagées par le Gouvernement à la suite du rapport Bloch-Lainé ; défaut de coopération administrative en ce qui concerne les inadaptés ; dispersion des interventions des pouvoirs publics en matière d'équipement ; recherche de locaux publics vacants susceptibles d'accueillir des handicapés ; problème de la prévention ; indemnisation des handicapés et de leurs familles ; centres d'assistance par le travail* (p. 1554, 1555) ; *aide sociale ; détection des problèmes relatifs à l'inadaptation à prévoir lors d'un prochain recensement* (p. 1563).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Croissance économique ; avenir du monde et du milieu rural ; aménagement du territoire ; politique des prix et des revenus ; plan Mansholt ; ses observations sur la solidarité entre les Français ; insuffisance des dispensaires d'hygiène mentale ; problème du personnel spécialisé indispensable à la rééducation des handicapés ; réforme de l'aide sociale* [17 juin 1970] (p. 2759, 2760).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au reclassement du personnel licencié de certaines caisses mutuelles [19 juin 1970] (p. 2874, 2875).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des handicapés et des inadaptés ; ses observations sur le rapport Bloch-Lainé ; équipements en faveur des handicapés et des inadaptés* [28 octobre 1970] (p. 4829) ; *situation des écoles d'éducateurs ; réforme de l'aide sociale ; assouplissement des conditions d'entrée en jouissance de la pension des femmes fonctionnaires mères d'un enfant incurable ; nécessité de modifier, en matière d'assurance volontaire le délai prévu par l'ordonnance de 1967 au cours duquel la prise en charge est assurée par l'Etat* (p. 4830) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'élevage ; objectifs de la loi sur l'élevage ; nombre des unités de sélection agréées ; rôle des établissements départementaux de l'élevage ; frais d'identification de contrôle des animaux ; instituts tech-*

niques spécialisés ; problèmes pathologiques ; lutte contre les épizooties ; crédits affectés aux établissements d'enseignement supérieur [6 novembre 1790] (p. 5292) ; *enseignement vétérinaire ; ses observations sur les écoles de Lyon, de Toulouse et d'Alfort ; recherche vétérinaire en France ; lutte contre la brucellose* (p. 5293) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes concernant les personnels de police ; cas des officiers de paix et des commandants ; effectifs des gardiens de paix ; situation des agents spéciaux de la préfecture de police ; question de la durée hebdomadaire du travail ; situation des retraités de la police ; ses observations sur les personnels de police rapatriés ; possibilité de constituer un corps distinct d'officiers de paix adjoints ; situation des personnels de préfecture ; mise en place des instituts régionaux d'administration ; situation des attachés principaux de préfecture ; problème de la prise en charge par l'Etat des agents départementaux exerçant des tâches ressortissant à l'administration de l'Etat* [9 novembre 1970] (p. 5428, 5429) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Evolution du commerce extérieur de la France ; amélioration de la balance des produits finis ; évolution géographique de nos échanges* [17 novembre 1970] (p. 5662) ; *compétitivité des prix français ; sous-industrialisation de la France ; insuffisance des réseaux commerciaux à l'étranger ; comité des foires ; réforme des organismes chargés de promouvoir nos exportations ; centre national du commerce extérieur ; création de World trade centers ; politique d'investissements commerciaux à l'étranger ; création d'un organisme qui aurait pour mission de créer des réseaux de points de vente à l'étranger ; représentation parlementaire au Centre national du commerce extérieur* (p. 5663) ; Commission mixte paritaire, *Son rappel au* Règlement : *distribution du rapport de la Commission mixte paritaire* [9 décembre 1970] (p. 6321) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, en qualité de *Rapporteur pour avis : Amélioration de l'habitat ; difficultés du fonds national d'amélioration de l'habitat* [8 décembre 1970] (p. 6245) ; *fonctionnement de ce fonds ; taux du prélèvement pour des constructions de grande qualité ; déductibilité des dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation achevés avant le 31 décembre 1948 ; ampleur du problème de l'amélioration de l'habitat ; problème des zones rurales ; soumission des logements de zone rurale à la taxe additionnelle ; problème des locaux dépendant d'exploitations agricoles ; taxe additionnelle au droit de bail ; création d'un compte d'amélioration de l'habitat rural pour chaque exploitation agricole donnée à ferme ou à colonat partiaire* (p. 6246) ; *ses observations sur l'article 802 du Code rural* (p. 6247) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6271) ; *substitution d'une Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat au Fonds national d'amélioration de l'habitat ; sauvegarde du patrimoine foncier national ; aspect rural du problème* (p. 6271) ; *son amendement tendant à compléter le 4° alinéa (1°) du paragraphe II de cet article par les mots : « et situés dans des communes d'une population supérieure à 2.000 habitants »* (p. 6273) ; *limitation du champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail aux locaux situés dans les communes ayant plus de 2.000 habitants* (p. 6273) ; *son amendement tendant, après le 6° alinéa du paragraphe II de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « En sont également exonérés les locaux d'habitation qui font partie d'une exploitation agricole ou sont annexés à celle-ci »* (p. 6275) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6275) , Art. 16 : *Retraite des femmes fonctionnaires mères d'un enfant incurable ; aide à l'enfance inadaptée ; ses observations sur la campagne d'information dite « Croisade des cœurs »* [9 décembre 1970] (p. 6306) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur l'article 6 ; conditions de gestion et de fonctionnement de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; exonération des communes de moins de 2.000 habitants de l'assujettissement à la taxe additionnelle instituée au profit de l'Agence nationale* [18 décembre 1970] (p. 6665, 6666) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme, Art 870-25 du Code rural : *Ses observations sur la suite du débat* [11 décembre 1970] (p. 6480).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au personnel communal [18 décembre 1970] (p. 6658, 6659).

Prend part à la discussion :

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rap-

ports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, ses explications de vote : *Son vote ; liberté de l'enseignement ; formation des maîtres de l'enseignement privé* [27 avril 1971] (p. 1492) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur la suite de la discussion* [4 mai 1971] (p. 1628) ; Art. 2, 4, 5, 6 et 7 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 1628, 1629) ; en deuxième lecture : *Vaccination contre la maladie de Carré, l'hépatite infectieuse et les maladies des chats ; importation en France d'animaux trop jeunes ; problème de la vaccination* [29 juin 1971] (p. 3519, 3520) ; Art. 1er : *Discrimination entre les marchands spécialisés et les particuliers* (p. 3520) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Bricout tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne : *Ses observations sur la suite du débat* [4 mai 1971] (p. 1631) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Rapport Bloch-Lainé ; aide sociale ; possibilité de faire bénéficier les centres d'aide par le travail des taxes d'apprentissage ; risque maladie des handicapés ; problème de l'information et de la recherche ; son vote* [6 mai 1971] (p. 1701, 1702) ; Art. 3 : *Application de l'article 40 de la Constitution à son amendement ; charges des parents des grands infirmes* (p. 1718) ; Art. L 543-3 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 1721) ; Art. 7 : *Son amendement tendant : 1° à rédiger ainsi le début de l'avant-dernier alinéa de cet article : « L'allocation est suspendue, lorsque l'intéressé... » ; 2° en conséquence, dans la deuxième phrase du même alinéa, à substituer aux mots : « Elle est suspendue lorsque » le mot : « ou »* (p. 1724) ; *se demande si c'est le paiement de l'allocation qui est suspendu ou l'allocation elle-même* (p. 1724) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article après les mots : « ainsi que » à insérer les mots : « les modalités d'appréciation des ressources du postulant et »* (p. 1725) ; Art. 11 : *Exclusion de la rente-survie dans le calcul des ressources* (p. 1728).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la hausse du taux de l'escompte [19 mai 1971] (p. 1976, 1977).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux assurances sociales des handicapés [18 juin 1971] (p. 3127).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne, son rappel au Règlement : *Distribution des amendements du Gouvernement* [23 juin 1971] (p. 3298) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Exonération du versement des personnes morales à but non lucratif poursuivant une activité de caractère social ; énumération des cas de remboursement* [30 juin 1971] (p. 3560).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de la Commission des finances modifié par deux sous-amendements à l'article 2 du projet de loi de finances pour 1972 (tarif de l'impôt sur le revenu) [26 octobre 1971] (p. 4896).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Personnels de police* [10 novembre 1971] (p. 5611) ; *leurs conditions de travail ; étatisation des polices municipales ; ses observations sur la déception de certains retraités ; contentieux concernant les personnels anciens contractuels et agents non titulaires de police rapatriés d'Algérie ; fonctionnaires des préfectures ; attachés de deuxième classe ; attachés principaux* (p. 5612, 5613) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Encouragement à la sélection animale ; action en faveur de la prophylaxie des maladies des animaux ; inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales* [15 novembre 1971] (p. 5723) ; *reversement de la taxe de visite et de poinçonnage* (p. 5724) ; ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Commerce extérieur ; conséquences de la politique de relance intérieure ; incertitudes de notre balance commerciale ; ses observations sur le Sélexport, mis en œuvre par le centre national du commerce extérieur ; opération « Prospection Amérique du Nord »* [17 novembre 1971] (p. 5860) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 12 : *Problème de l'assurance volontaire* [7 décembre 1971] (p. 6471).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux établissements pour handicapés [10 décembre 1971] (p. 6660, 6661).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux directives socio-culturelles de la Communauté européenne [10 décembre 1971] (p. 6672, 6673, 6676).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Handicapés ; rapport Bloch-Lainé ; réinsertion sociale et professionnelle des handicapés ; minimum servi aux handicapés et aux personnes âgées au titre de l'aide sociale et du Fonds national de solidarité ; sa suggestion de création d'un Fonds national des handicapés ; projet de réforme de l'aide sociale ; crédits d'équipement pour handicapés adultes et pour enfants ; utilisation de la taxe d'apprentissage par les établissements professionnels pour handicapés ; sa proposition de loi à ce sujet ; charges fiscales qui pèsent sur les handicapés et sur leur famille ; non-imposition du produit de la rente survie* [3 novembre 1972] (p. 4631, 4632) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Effectifs de la police nationale ; coordination des actions de la gendarmerie de la police d'Etat et de la police municipale ; droits syndicaux ; retraités de la police* [7 novembre 1972] (p. 4795) ; *Problème de l'étatisation des services de police dans certaines villes moyennes disposant encore de personnel de statut municipal ; fonctionnaires de préfecture ; réforme du statut du cadre A des préfectures ; inégalités dans le régime des indemnités ; vote du groupe P.D.M. pour les crédits de ce budget* (p. 4796) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *F.O.R.M.A. ; contrats de progrès pour l'équilibre lait-viande ; contrats de progrès pour les producteurs de beurre* [14 novembre 1972] (p. 5177) ; *problème laitier dans la région Poitou-Charentes ; difficultés de la réalisation de l'équilibre lait-viande dans cette région ; promotion des beurres de cru ; aménagement des laboratoires ; équipement du froid à la ferme ; marchés régionaux de vente de bétail sur pied ; financement des plans de développement* (p. 5178) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Evolution de façon plus autonome qu'auparavant du commerce extérieur par rapport aux politiques monétaires économiques des différents Etats ; travaux réalisés par le groupe d'étude de la structure tarifaire ; taux de protection réel français relativement réduit ; amélioration de la structure de nos exportations ; résultats de la dévaluation de 1969 ; politique agricole commune ; concentration accrue de nos échanges avec un certain nombre de pays clients ; lutte commerciale avec nos partenaires américains ; dangers de l'inflation* [18 novembre 1972] (p. 5502) ; *substitution à la protection douanière d'une protection monétaire par le taux de change ; demande une action énergique sur l'évolution des prix et un redéploiement de nos exportations* (p. 5503).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale avec débat relative aux problèmes de la viande [1er décembre 1972] (p. 5818) : *Création d'un Office de la viande par voie réglementaire* (p. 5821) ; *information nécessaire des parlementaires* (p. 5821) ; *nécessité de soutenir la production laitière ; représentation des diverses catégories intéressées (bouchers, charcutiers, groupements divers participant aux transactions du bétail)* (p. 5828).

FOYER (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(2e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu Président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969]

(p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [10 octobre 1969] (p. 2633) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020).

Est élu président de cette Commission [3 juin 1970] (p. 2217).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114).

Est élu président de cette Commission [26 juin 1970] (p. 3218).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583).

Est élu président de cette Commission [17 décembre 1970] (p. 6629).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407).

Est élu vice-président de cette Commission [25 juin 1971] (p. 3460).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528).

Est élu président de cette Commission [30 juin 1971] (p. 3587).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer

un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528).

Est élu président de cette Commission [30 juin 1971] (p. 2587).

Est nommé :

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875).

Est élu vice-président de cette Commission [18 décembre 1971] (p. 6975).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875).

Est élu Président de cette Commission [18 décembre 1971] (p. 6975).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942).

Est élu vice-président de cette Commission [18 décembre 1971] (p. 6942).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé vice-président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé Ministre de la Santé publique (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 août 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de la Santé publique (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 78 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés commerciales, n° 224 [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance faite, durant le mariage, par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint n° 407 [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi modifiant la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service, n° 424 [31 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 389), adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires, n° 436 [13 novembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Répu-

blique, sur le projet de loi (n° 625) autorisant la ratification de la convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales, signée à Bruxelles le 29 février 1968, n° 681 [29 avril 1969].

Sa proposition de loi relative aux titres admis en équivalence de certains diplômes ou examens de l'enseignement supérieur n° 772 [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 762) autorisant la ratification de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi que du protocole et de la déclaration joints, signés à Bruxelles le 27 septembre 1968, n° 810 [3 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 861), modifié par le Sénat, tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, n° 889 [13 novembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 966), modifié par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, n° 981 [16 décembre 1969].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant, par dérogation à l'article 54 de la Constitution, à autoriser : l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1970, relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés ; la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970, n° 1232 [10 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1082), modifié par le Sénat en troisième lecture, tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, n° 1263 [18 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1247), adopté par le Sénat, tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 relatif aux indexations, n° 1270 [19 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1190), tendant à préciser le caractère interprétatif de l'article 639, alinéa 2, du Code de procédure pénale, n° 1284 [24 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1438), adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, et de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse n° 1480 [1er décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1561), modifiée par le Sénat, relative aux actes de disposition afférents à certains biens ayant appartenu à des contumax, n° 1588 [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 1601 [19 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 20) adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants, n° 1626 [2 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1763), adoptée avec modification par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants, n° 1832 [11 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1726), modifié par le Sénat en quatrième lecture, tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, n° 1860 [21 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1624), sur la filiation, n° 1926 [28 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2059), modifié par le Sénat, sur la filiation, n° 2086 [30 novembre 1971].

Sa proposition de résolution tendant à instituer une Commission de contrôle sur le fonctionnement du service public des pompes funèbres, n° 2130 [15 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code civil un article 2270-1 relatif à la prescription en matière de responsabilité civile, n° 2148 [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, n° 2155 [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation, n° 2176 [18 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, n° 2192 [20 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967, destinée à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises, n° 2317 [18 mai 1972] ; ce document n'a pas été distribué.

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2155) tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, n° 2341 [19 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2391), modifié par le Sénat, portant création et organisation des régions, n° 2399 [8 juin 1972).

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2155) tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, n° 2433 [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 2412) instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile ; 2° la proposition de loi (n° 1658) relative à l'astreinte en matière civile, n° 2447 [21 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions, n° 2488 [29 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2491), modifié par le Sénat, instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, n° 2492 [29 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2506), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, instituant un juge de l'exécution et relatif à

la réforme de la procédure civile, n° 2534 [30 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1870) adopté par le Sénat, complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, n° 2545 [2 octobre 1972].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la santé publique relatives à la profession d'aide-orthoptiste, n° 2627 [9 novembre 1972].

Son projet de loi modifiant le Livre V du Code de la santé publique et relatif à la pharmacie vétérinaire, n° 2690 [28 novembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 1er *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* [23 juillet 1968] (p. 2477) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'alinéa 3 de l'article 12 de la loi n° 66-396 du 17 juin 1966 est complété par ces mots : « qui se saisira d'office »* (p. 2485) ; *retrait de son amendement* (p. 2485) ; Art. additionnels : *cas des objecteurs de conscience* (p. 2486) ,

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 1er : *Effets des jugements régulièrement signifiés* [23 juillet 1968] (p. 2496) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ou publications » les mots : « publications ou contestations »* (p. 2496) ; *problèmes électoraux* (p. 2496) ; Art. 8 *sexies* : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Gerbet : « en matière de divorce les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent qu'en cas de remariage et seulement à la dissolution du lien conjugal »* (p. 2501) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Capelle, à remplacer le mot : « instances » par le mot : « institutions »* [8 octobre 1968] (p. 3110) ;

— sur la décision relative à la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer, en vertu de l'article 139 du Règlement, une Commission de contrôle chargée d'examiner les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'Agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 : *Son opposition à la constitution de cette Commission* [17 octobre 1968] (p. 3356) ; *ses observations sur les paroles de M. Poudevigne* (p. 3357) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, Art. 39 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas d'ouverture d'un crédit documentaire)* [17 octobre 1968] (p. 3384) ; *droit d'opposabilité des exceptions* (p. 3384) ; Art. 28 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 3385) ; en troisième lecture : *Problème du crédit documentaire* [18 décembre 1968] (p. 5629) ;

— du projet de loi adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires : *Harmonisation de notre législation avec celle des Etats-Unis, sous le pavillon desquels navigue jusqu'à maintenant le seul navire commercial à propulsion nucléaire* [20 novembre 1968] (p. 4754) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements : *Ses observations sur les eaux fluviales et les eaux de source* [20 novembre 1986] (p. 4756) ;

— du projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics : *Ses observations sur la jurisprudence administrative ; rapprochement entre le régime de la prescription des créances sur l'Etat et le régime de droit commun de la prescription* [28 novembre 1968] (p. 4932) ; Art. 7 : *Prescription pouvant être opposée jusqu'à la mise en état définitive de la*

cause devant le juge du premier degré (p. 4933) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « la juridiction compétente pour connaître de la demande à laquelle la prescription est opposée en vertu de la présente loi est compétente pour statuer sur l'exception de prescription »* (p. 4933) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4933) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'Administration générale de la République, sur la proposition de loi M. Hoguet tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole : *Ses observations sur l'interprétation jurisprudentielle qui ne respecte pas toujours la volonté du législateur* [28 novembre 1968] (p. 4936) ; Art. 1er, Après l'Art. 1er et Art. 2 : *Ses sous-amendements tendant à remplacer dans les amendements de M. Capitant les mots : « la personne » par les mots : « le gratifié »* (p. 4936, 4937) ; *ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 4937) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 4937, 4938) ; *conciliation des impératifs de la justice avec ceux de l'ordre et de la stabilité* (p. 4938).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Sa crainte d'une mystique régionale* [12 décembre 1968] (p. 5396).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Audition, par la Commission des lois, du Ministre de l'Equipement et du Logement* [17 décembre 1968] (p. 5571) ; *ses observations sur la motion tendant au renvoi du texte en discussion devant la Commission saisie au fond* (p. 5572) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Conciliation entre la stabilité du droit et son adaptation à la vie économique* [18 décembre 1968] (p. 5630) ; Art. 1er B : *Ses observations sur les amendements de M. Tisserand ; problème de la convocation d'une Assemblée générale pour se prononcer sur la dissolution anticipée* (p. 5632) ; Art. 1er : *Ses observations sur les obligations à warrant* (p. 5634) ; en troisième lecture : *Ses observations sur la dissolution en cas de perte des trois quarts du capital social* [20 décembre 1968] (p. 5759) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, Art. 1er : *Ses observations sur le sens du mot : « artisan »* [18 décembre 1968] (p. 5637) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « à un artisan ou à un industriel » le mot : « professionnel »* (p. 5637) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « dans les articles 2, 4 et 5 de la loi du 31 décembre 1903 » les mots : « ouvrier ou industriel » sont remplacés par le mot : « professionnel »* (p. 5637) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », Avant l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (fonctions de syndic d'une copropriété)* [18 décembre 1968] (p. 5645) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 1er de la loi du 21 juin 1960 à substituer aux mots : « en considération de la nature des activités et des garanties offertes » le nouvel alinéa suivant : « ce décret tiendra compte de la nature des activités et des garanties offertes et pourra comporter des dérogations en faveur des membres des professions réglementées qui sont autorisées, en vertu de leur statut, à pratiquer les opérations ci-dessus visées »* (p. 5646) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales signée à Bruxelles le 29 février 1968, en qualité de *Rapporteur : Rapprochement des législations dans le cadre du traité de Rome ; nationalité des sociétés ; ses observations sur la notion d'ordre public ; ses observations sur l'économie de la convention* [8 mai 1969] (p. 1320, 1321) ;

— du projet de loi portant amnistie, Après l'Art. 2 : *Problème de l'amnistie du retrait du permis de conduire* [26 juin 1969] (p. 1761) ; Art. 10 : *Rejet de cet article par la Commission* (p. 1766, 1767) ; Art. 23 : *Conséquence du rappel d'un fait amnistié*

(p. 1774) ; *application des lois d'amnistie à certains faits précis* (p. 1774, 1775) ; *retrait de l'amendement de M. Zimmermann* (p. 1775) ; Art. 25 : *Infraction à la législation et à la réglementation en matière fiscale* (p. 1776) ; *ses observations sur l'amendement déposé par MM. Hoguet, Tisserand et Alain Terrenoire ; caractère intolérable de la fiscalité ; problème des contribuables modestes, notamment des redevables en matière de T.V.A. et de contributions indirectes ; confiance de la majorité envers le Gouvernement* (p. 1776, 1777) ; en deuxième lecture : *Hommage rendu au Garde des Sceaux ; rôle du Sénat ; ses observations sur les méthodes législatives* [27 juin 1969] (p. 1797, 1798) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, Art. 4 : *Droits des créanciers en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire des débiteurs ; possibilité de distinguer entre les débiteurs non commerçants et les débiteurs commerçants* [9 octobre 1969] (p. 2564) ; Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Gerbet* (p. 2565, 2566) ; Art. 7 : *Possibilité donnée au juge, comparant la situation respective du créancier et celle du débiteur, d'apporter, en faveur du créancier, des dérogations à la disposition d'ordre général contenue dans l'article 1er* (p. 2567) ; en deuxième lecture : *Caractère du texte ; situation de certains créanciers qui peuvent se trouver dans une situation difficile en raison du moratoire* [23 octobre 1969] (p. 2887);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi que du protocole et de la déclaration joints, signés à Bruxelles le 27 septembre 1968, en qualité de *Rapporteur : Problèmes de droit privé dans le cadre du traité de Rome, convention tendant à faciliter la reconnaissance et l'exécution des jugements sur le territoire des six Etats membres de la Communauté ; répartition de la compétence juridictionnelle en matière civile et commerciale ; compétence des juridictions du domicile du défendeur ; règles en matière d'assurance et de vente ; reconnaissance et exécution des jugements ; exécution forcée ; procédure simplifiée* [15 octobre 1969] (p. 2664, 2665) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 41 du Règlement : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour le premier alinéa de cet article (paragr. 1) : « Pendant les sessions, les matinées du mercredi et du jeudi sont réservées aux travaux des commissions permanentes »* [23 octobre 1969] (p. 2869 et 2883) ; *retrait de son amendement* (p. 2883) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le nouvel alinéa complétant l'article 41 du Règlement (paragr. 3) après les mots : « dans la matinée du mercredi » à ajouter les mots : « ou du jeudi »* (p. 2883) ; *retrait de son amendement* (p. 2883) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé par cet article pour l'article 1954 du Code civil par le nouvel alinéa suivant : « les articles 1952 et 1953 ne s'appliquent pas aux animaux vivants »* [25 novembre 1969] (p. 4343) ; en troisième lecture : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [17 décembre 1969] (p. 5022) ; Art. 2 : *Responsabilité de l'hôtelier* (p. 5022, 5023) ; *ses observations sur l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 5023) ; *attitude de la Confédération helvétique* (p. 5023) ; *ses observations sur les paroles de M. Gerbet* (p. 5024) ; en quatrième lecture, en qualité de *Rapporteur : Limitation de la responsabilité de l'hôtelier à raison des dommages survenus aux animaux vivants amenés par le voyageur ou aux objets laissés par ce dernier dans sa voiture* [14 octobre 1970] (p. 4261) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à mettre en tête du texte proposé pour l'article 1954 du Code civil le troisième alinéa* (p. 4261) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4261) ; *opposition de la Commission à l'amendement de M. Corrèze* (p. 4261) ; *ses observations sur l'action des groupes de pression dans le travail législatif* (p. 4262) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : personnes morales constituées à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires, cultuelles ou culturelles ; détermination de la décision de dissolution et de dévolution de leur actif* [26 novembre 1969] (p. 4377) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à abroger l'article 337 du Code civil relative à la reconnaissance faite, durant le mariage par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint, Art. 1er : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article la rédaction adoptée par l'Assemblée Nationale en première lecture : « L'indication du nom de la mère dans l'acte de naissance vaut reconnaissance »* [11 décembre 1969] (p. 4849) ; *établissement de la filiation maternelle des enfants naturels ; position prise par le Sénat* (p. 4849, 4850) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application du nouvel article 337 du Code civil)* (p. 4850) ; *règlement des dispositions transitoires* (p. 4851) ; Titre : *Son amendement tendant à la rédaction d'un nouveau titre : « Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil sur la reconnaissance des enfants naturels »* (p. 4851) ; en troisième lecture : *Modification de la règle selon laquelle l'indication du nom de la mère dans l'acte de naissance d'un enfant naturel ne suffisait pas à constituer la preuve de la filiation maternelle ; ses observations sur le projet de réforme sur la filiation* [18 décembre 1970] p. 6702) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Hoguet et Bousquet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Ses observations sur ce texte* [17 décembre 1969] (p. 5017) ; Art. 3 : *Problème de la prescription biennale ; attitude du Conseil d'Etat* (p. 5019) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 5021, 5022) ; *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 5021, 5022) ; *délai de la prescription* (p. 5022) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1969] (p. 5103) ; Art. 4 : *Ses observations sur les règles de la révision du prix* [30 juin 1971] (p. 3570) ;

— des conclusions du rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le réglement de l'Assemblée Nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Lagorce ; tradition républicaine* [17 décembre 1969] (p. 5025) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Ses observations sur ce texte ; ses observations sur le fait que l'égalité est réalisée dans la pratique et consacrée par les mœurs* [7 avril 1970] (p. 819) ; Art. 372 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (cas de désaccord entre le père et la mère ; recours éventuel au tribunal en cas d'abus)* [8 avril 1970] (p. 860) ; *hommage rendu à M. Carbonnier ; ses observations sur son amendement* (p. 860) ; *acceptation par la Commission de l'amendement de M. de Grailly* (p. 862) ; Art. 374 du Code civil : *Puissance paternelle à l'égard de l'enfant naturel ; refonte du Code de la nationalité française* (p. 865) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Mitterrand* [29 avril 1970] (p. 1421) ; *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 1422) *et sur celles de M. Edgar Faure* (p. 1425) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Après l'Art. 10 : *Problème de la détention des mineurs de moins de 16 ans* [28 mai 1970] (p. 2046) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Alain Terrenoire, à rédiger ainsi la deuxième phrase du deuxième alinéa : « Toutefois, en matière correctionnelle, il ne pourra prononcer une mesure de détention provisoire à l'encontre d'un mineur de seize ans »* (p. 2047) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2047, 2048) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Ses observations sur les dispositions prescrites à peine de nullité ; examen médical de droit* (p. 2063) ; *son sous-amendement tendant à substituer aux mots : « nullité de la procédure » les mots : « nullité des procès-verbaux de garde à vue »* (p. 2063) ; *ses observations sur les procès-verbaux relatant les opérations de garde à vue* (p. 2064) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2064) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique, Art. 2 : *Ses observations sur la loi d'orientation de l'enseignement supérieur* [2 juin 1970] (p. 2175) ;

— du projet de loi autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970 : *Ses observations sur la suite de la discussion* [3 juin 1970] (p. 2191).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour prioritaire ; discussion du projet de loi facilitant la suppression de l'habitat insalubre et du projet de loi relatif à l'indemnisation des rapatriés ; constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du second projet* [4 juin 1970] (p. 2239).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, relatif aux indexations, en qualité de *Rapporteur : Indexation des obligations de sommes d'argent ; ses observations sur les contrats relatifs à un immeuble bâti ; indexation sur la variation de l'indice national du coût de la construction ; interdiction dans les conventions portant sur un local d'habitation de faire des indexations fondées sur l'indice des loyers et charges servant à la détermination des indices généraux des prix de détail* [24 juin 1970] (p. 2989) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Ses observations sur la discussion du texte* [24 juin 1970] (p. 2987) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 3 sexies de cette loi par les mots « dans la mesure où son occupation fait l'objet d'un nouveau bail aux conditions fixées par le décret du 30 décembre 1964 »* (p. 3000) ; Art. 6 : *Cas d'une personne qui occupe un local d'habitation au titre du maintien dans les lieux et qui contracte mariage* (p. 3002) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de Mme Thome-Patenôtre* (p. 3007) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine : *Ses observations sur le report de la discussion de cette proposition de loi* [24 juin 1970] (p. 2990) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire, Art. 1er : *Ses observations sur les termes « tribunal d'instance » et « tribunal de grande instance »* [25 juin 1970] (p. 3050) ; Art. 2 : *Ses observations sur le rôle du juge unique* (p. 3051) ; Après l'Art. 2 : *Rôle du Procureur de la République près le tribunal de grande instance devant les juridictions du du premier degré établies dans son ressort* (p. 3051) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats, Art. 22 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 et Art. 4 du projet de loi : *Ses amendements tendant, dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article 22 et le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 30, après les mots : « les notaires » à insérer les mots : « les huissiers de justice »* [25 juin 1970] (p. 3065 et 3071) ; Après l'Art. 4 : *Valeur de la licence en droit ; carrière de secrétaire-greffier* (p. 3072, 3073) ; Art. 65-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 3076) ; Art. 66-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat pour les décisions prononçant des mesures disciplinaires à l'égard de magistrats du Ministère public)* (p. 3076) ; *ses observations sur le contentieux des sanctions disciplinaires* (p. 3076, 3077) ;

— du projet de loi modifiant l'article 357-2 du Code pénal : *Répression de l'abandon de famille ; droit pour les enfants adultérins et incestueux d'obtenir des aliments ; problème du défaut de paiement d'une telle pension alimentaire* [25 juin 1970] (p. 3079) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Brocard et Herzog, tendant à préciser le caractère interprétatif de l'article 639, alinéa 2, du Code de procédure pénale, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les aliénations de biens qui ont fait l'objet d'une confiscation générale prononcée par contumace, alors que la décision rendue a été par la suite anéantie et que l'ancien contumax a été acquitté ; rejet de la proposition de loi* [30 juin 1970] (p. 3338) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 3339) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale

de la République sur la proposition de loi de M. Olivier Giscard d'Estaing tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention : *Ses observations sur la suite du débat* [14 octobre 1970] (p. 4260).

Mise au point au sujet de son vote sur un amendement au projet de loi de finances pour 1971 [18 novembre 1970] (p. 5748).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction faite aux sociétés visées à l'alinéa 2 de l'article 1er, de procéder à l'augmentation de leur capital par appel public à l'épargne postérieurement à la date de promulgation de la présente loi)* [19 novembre 1970] (p. 5794, 5795) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à modifier l'article 1er de l'ordonnance du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains (nature juridique du district ; sa création)* [25 novembre 1970] (p. 5924, 5925) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5925) ; Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer le mot : « urbains »* (p. 5926) ; Art. 17 : *Constitution de syndicats entre collectivités intéressés en vue du fonctionnement des établissements d'enseignement* (p. 5927) ; Après l'Art. 17 : *Retrait de l'amendement de M. Charles Bignon au nom de la Commission* (p. 5929).

Le Président annonce le retrait de sa question orale avec débat au Ministre de l'Education nationale sur les incidents de Nanterre [2 décembre 1970] (p. 6070).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 7 : *Réforme de la patente* [9 décembre 1970] (p. 6302) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (composition de la Commission des opérations de Bourse)* (p. 6363) ;

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs, Art. unique : *Ses observations sur les paroles de M. Gerbet* [10 décembre 1970](p. 6391) ; *consultation de certains organismes telle que la Chambre d'agriculture ou le Conseil municipal ; objet du projet de loi* (p. 6392) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une commission des opérations de Bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de Bourse, en qualité de *Rapporteur : Attributions de la commission des opérations de Bourse* [10 décembre 1970] (p. 6409) ; *disparition de l'énumération des personnes tenues de mettre leurs titres au nominatif ; suppression de l'obligation de déclaration des acquisitions et aliénations ; substitution à ce mécanisme d'un contrôle* a posteriori *; répression de l'usage déloyal d'informations* (p. 6410) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6411) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Stehlin ; modalités du dépôt des actions au porteur ; ses observations sur la mise au nominatif et sur le dépôt des actions de sociétés non cotées* (p. 6411) ; Art. 2 : *Secret professionnel ; rôle des agents de la commission des opérations de Bourse* (p. 6412) ; Art. 4 : *Application de la disposition qui concerne le recueillement d'informations privilégiées à l'occasion de l'exercice de certaines professions ou de certaines fonctions* (p. 6413) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Griotteray, tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises : *Ses observations sur la suite du débat* [10 décembre 1970] (p. 6422) ; Art. 208-6 de la loi du 24 juillet 1966 : *Renonciation au droit préférentiel de souscription des actionnaires aux augmentations de capital* (p. 6425, 6426) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Absence d'analogie entre les élections politiques et celles des administrateurs de sociétés* [10 décembre 1970] (p. 6430) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les sociétés à responsabilité limitée ; mise en harmonie de leur statut avec la loi du 24 juillet 1966* [19 décembre 1970] (p. 6720) ; *ses observations sur les paroles de M. Limouzy ;*

relations entre les deux assemblées ; son opposition aux amendements du Gouvernement (p. 6721) ; *ses observations sur le « pouvoir des clés » qu'exercent les délégués de groupe grâce à la machine électronique ; ses observations sur le texte du Gouvernement* (p. 6723) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement qui tend à supprimer l'article 9* (p. 6725) ; *modification de l'ordonnance de 1945 sur les sociétés d'investissements ; problème des opérations de fusion de ces formes de sociétés ; ses observations sur le fait que le texte du Gouvernement a pour objet de statuer sur une difficulté dont la Cour de cassation est saisie* (p. 6725) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur ce texte* (p. 6727) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6729) ; *suppression de l'extension de la limite d'âge aux gérants de société à responsabilité limitée* (p. 6729) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par un nouveau paragraphe (délai laissé aux sociétés à responsabilité limitée pour se transformer ou augmenter leur capital lorsque ces opérations sont rendues nécessaires par les articles 35 et 36 de la loi)* (p. 6729) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par un nouveau paragraphe : « Le dernier alinéa de l'article 35 (art. 26 A du projet) de la loi n° .... de finances rectificative pour 1970 du .... est abrogé »* (p. 6729) ; *ses observations sur les sociétés à responsabilité limitée* (p. 6729) ; *modification des règles de fusion des sociétés d'investissement* (p. 6730) ; Art. 8 *bis*, 8 *ter*, 8 *quater* et 8 *quinquies* : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 6730, 6731) ; en quatrième lecture : *Ses observations sur l'article 114, alinéa 3, du Règlement* (p. 6731) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues, relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Ses observations sur la suite de la discussion* [18 décembre 1970] (p. 6682 et 6684) ; Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à modifier ainsi le premier alinéa du texte de l'amendement de M. Delachenal : « Dans les sections de communes n'ayant qu'un conseiller à élire, le conseiller municipal sera assisté d'un conseil consultatif élu »* (p. 6688).

Sa protestation lors de l'aménagement de l'ordre du jour contre le fait que le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances a proposé une modification qu'il a fait insérer dans le projet de loi de finances rectificative pour 1970 et qui a été adoptée à la sauvette sur le rapport de la Commission mixte paritaire : *Compétence de la Commission des lois* [18 décembre 1970] (p. 6698).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux actes de disposition afférents à certains biens ayant appartenu à des contumax : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1970] (p. 6701) ;

— du projet de loi relatif au territoire des Terres australes et antarctiques françaises : *Ses observations sur le retrait de ce texte de l'ordre du jour* [14 avril 1971] (p. 1082) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants, en qualité de *Rapporteur : Problème du sort des libéralités entre vifs ; évolution du droit de l'héritier à l'égalité ou à la réserve ; loi du 7 février 1938 ; développement de l'attribution préférentielle ; principe de l'égalité et du droit à la réserve* [14 avril 1971] (p. 1083) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Il est ajouté, après l'article 833 du Code civil, un article 833-1 ainsi conçu »* (p. 1084) ; *révision des soultes* (p. 1084) ; *son amendement tendant : 1° à la fin de cet article, à supprimer les mots : « sauf convention contraire des parties » ; 2° à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les parties peuvent toutefois convenir que le montant de la soulte ne variera pas »* (p. 1084) ; Art. 4 : *Théorie, dite du rapport à fin de réduction* (p. 1085) ; Art. 5 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « doit rapporter le bien dans la proportion où l'indemnité allouée a servi » les mots : « doit le rapporter dans la proportion où l'indemnité a servi »* (p. 1085) ; *hypothèse du rap-*

port d'un bien qui a péri par cas fortuit (p. 1085) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 855 du Code civil, après les mots : « elle est » à insérer les mots : « elle-même »* (p. 1085) ; Art. 858 du Code civil : *Problème du rapport en nature* (p. 1085) ; Art. 859 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « lui appartient encore » à rédiger ainsi la fin de ce texte : « à condition que ce bien soit libre de toute charge ou occupation dont il n'aurait pas déjà été grevé à l'époque de la donation »* (p. 1085, 1086) ; *faculté de rapporter en nature un bien qu'il pourrait rapporter en valeur* (p. 1086) ; Art. 860 du Code civil : *Son amendement tendant : 1° à la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « même si le bien a été aliéné par le donataire » ; 2° à remplacer les deuxième et troisième phrases du premier alinéa du texte proposé par cet article par deux nouveaux alinéas (cas où le bien a été aliéné avant le partage)* (p. 1086) ; *rapport en moins prenant ; cas où il résulte une différence d'une stipulation modifiant la date d'évaluation* (p. 1086) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (cas où il résulte d'une stipulation que la valeur sujette à rapport est inférieure à la valeur du bien déterminé selon les règles d'évaluation prévues par l'article 922 ci-dessous)* (p. 1086) ; Art. 861 du Code civil : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « Dans tous les cas où » les mots : « lorsque le rapport se fait en nature et que »* (p. 1086) ; Art. 863 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots : « de son côté, doit » à insérer les mots : « en cas de rapport en nature »* (p. 1086) ; Art. 864 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « sur la quotité disponible » à substituer à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article les dispositions suivantes : « s'il n'en a pas été autrement convenu dans l'acte de donation »* (p. 1087) ; Art. 866 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour cet article (cas où les dons faits à un successible excèdent la portion disponible)* (p. 1087) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 1087) ; Art. 867 du Code civil : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « Sur un bien quelconque, ou sur plusieurs biens composant un ensemble dont » les mots : « Sur un bien ou sur plusieurs biens composant un ensemble, dont »* (p. 1087) ; *réduction des legs* (p. 1087) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du texte proposé pour cet article* (p. 1087) ; Art. 868 du Code civil : *Son amendement tendant, dans les deux phrases du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « soulte » le mot : « indemnité »* (p. 1088) ; *ses observations sur la somme que doit payer aux héritiers réservataires le successible gratifié qui a reçu une libéralité en valeur* (p. 1088) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « de la libéralité » les mots : « où la libéralité a pris effet »* (p. 1088) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer le mot « amiable »* (p. 1088) ; *paiement de la somme due par le successible gratifié lorsque la libéralité est réduite en valeur* (p. 1088) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « aux termes de l'article 832 »* (p. 1088) ; *son amendement tendant, dans la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « soulte » le mot : « indemnité »* (p. 1088) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au chiffre « 833 » le chiffre : « 833-1 »* (p. 1088) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième phrases du texte proposé pour cet article deux nouveaux alinéas (détermination de la façon de calculer la réserve et la quotité disponibles)* (p. 1088) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « la réduction en moins prenant à concurrence de ses droits dans la réserve » les mots : « la réduction en valeur, comme il est dit à l'article 866 ; à concurrence de ses droits dans la réserve, cette réduction se fera en moins prenant »* (p. 1088, 1089) ; *mode d'exercice de la réduction d'une libéralité consentie à un successible* (p. 1089) ; *son amendement tendant à une nouvelle ré-*

daction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 924 du Code civil : « Il peut réclamer la totalité des objets légués lorsque la portion réductible n'excède pas sa part de réserve » (p. 1089) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 924 du Code civil* (p. 1089) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à remplacer l'article 929 du Code civil par de nouvelles dispositions (effet de la réduction)* (p. 1089) ; *problème de la réduction en nature* (p. 1089) ; *prohibition des pactes sur successions futures* (p. 1089, 1090) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'intitulé du chapitre 7 : « Chapitre VII - Des partages faits par les ascendants »* (p. 1090) ; Art. 1075 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Il est soumis aux formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre vifs »* (p. 1090) ; *partages faits par les ascendants* (p. 1090) ; *son amendement tendant au début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « le partage d'ascendant » les dispositions suivantes : « le partage fait par un ascendant »* (p. 1090) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article (application des dispositions de l'article 833-1, premier alinéa, aux soultes mises à la charge des donataires)* (p. 1090) ; *son amendement tendant au début du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer les mots : « Article 1075-3 »* (p. 1090) ; Art. 1076 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « intervienne » à insérer le mot : « expressément »* (p. 1090) ; Art. 1077 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « enfants ou »* (p. 1091) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Article 1077-1 - Le descendant qui... »* (p. 1091) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa du texte proposé pour cet article : « Les donations-partages suivent les règles des donations entre vifs pour tout ce qui concerne l'imputation, le calcul de la réserve et la réduction »* (p. 1091) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « sa part héréditaire » les mots : « sa réserve et sa part dans la quotité disponible »* (p. 1091) ; *action en réduction ; cas où un enfant, un descendant a été omis dans la donation-partage* (p. 1091) ; Art. 1078 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour cet article (dates d'évaluation des biens compris dans la donation-partage)* (p. 1091) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 1092) ; Après l'Art. 1078 du Code civil : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (détermination du lot de certains enfants ; date d'évaluation applicable au partage anticipé)* (p. 1092) ; *son amendement tendant après le texte proposé pour l'article 1078 à insérer de nouvelles dispositions (possibilité d'incorporer au partage une donation préciputaire antérieure)* (p. 1092) ; *son amendement tendant, après le texte proposé pour l'article 1078 du Code civil à insérer de nouvelles dispositions (possibilité de prévoir les conventions indiquées aux deux articles précédents, même en l'absence de nouvelles donations de l'ascendant)* (p. 1092) ; Art. 1079 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « au testament pour accepter la succession » les mots : « à se prévaloir du testament pour réclamer un nouveau partage de la succession »* (p. 1092) ; *situation des bénéficiaires du testament-partage* (p. 1092) ; Art. 1080 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer au chiffre : « 1077 » le chiffre : « 1077-2 »* (p. 1092) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application des dispositions de la présente loi aux successions ouvertes postérieurement à son entrée en vigueur et aux successions non encore liquidées)* (p. 1093) ; *situation des cohéritiers non gratifiés* (p. 1093) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3300, 3301) ; Art. 6 : *Problème de l'indexation* (p. 3302) ; *ses observations sur ce texte* (p. 3303) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Baudouin tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce ; Art. 1er : *Applica-*

tion des procédures de règlement judiciaire et de liquidation des biens à des personnes morales non commerçantes [14 avril 1971] (p. 1098) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile : *Reconnaissance du droit de grève dans le préambule de la Constitution* [28 avril 1971] (p. 1511) ; Art. 3 : *Problème de la révocation* (p. 1517) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Opposition de la Commission des lois à la question préalable ; sa demande d'un scrutin public* [1er juin 1971] (p. 2243) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* (p. 2249) ; *irrecevabilité de certains amendements déposés par le groupe communiste* (p. 2250) ; Avant l'Art 1er : *Réserve de l'amendement de M. des Garets* [2 juin 1971] (p. 2282) ; Art. 1er : *Délai envisagé pour la concrétisation de la réforme* (p. 2283) ; Art. 2 : *Composition des commissions* (p. 2293) ; Après l'Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à remplacer dans l'amendement de M. Zimmermann les mots : « les conseils municipaux concernés » par les mots : « les conseils municipaux intéressés »* (p. 2300) ; Avant l'Art. 6 : *Question de régler les conditions de la fusion par un protocole d'accord* [3 juin 1971] (p. 2322) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (condition d'une fusion volontaire des communes)* (p. 2322, 2323) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2323) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement du Gouvernement, à remplacer les mots : « une convention » par les mots : « la ratification d'une convention »* (p. 2323) ; Art. 6 : *Nécessité d'éviter un blocage au profit d'une des communes intéressées* (p. 2324) ; *ses observations sur la demande d'un référendum faite par une commune* (p. 2324) ; *recours au suffrage universel à l'initiative du préfet* (p. 2324) ; *possibilité d'ajouter le conseil général au nombre des autorités habilitées à provoquer le référendum* (p. 2325) ; Après l'Art. 10 : *Système électoral sénatorial* (p. 2336, 2337) ; *irrecevabilité des amendements de Mme Chonavel et de M. Charles Bignon ; mise à jour du Code de l'administration communale* (p. 2337, 2338) ; *ses observations sur l'amendement de M. Pic* (p. 2341) ; en seconde délibération, Art. 3 : *Eventualité de l'obstruction d'un conseil général* (p. 2343) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement du Gouvernement, à substituer aux mots : « au moins un tiers » les mots : « au moins la moitié »* (p. 2343) ; en deuxième lecture, Art. 6 A : *Son amendement (détermination de deux types de fusion)* [23 juin 1971] (p. 3337) ; *ses observations sur son amendement ; rapprochement de l'administration et de l'administré* (p. 3337) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann par un nouvel alinéa (création d'une section du bureau d'aide sociale)* (p. 3338) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3338, 3339) ; *modification de son sous-amendement ; fonctionnement des sections* (p. 3339) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3576);

— du rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garanties en matière de marchés de travaux définis par l'article 1179-3° du Code civil, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Zimmermann* [11 juin 1971] (p. 2775) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 1er : *Rythme des délibérations de l'Assemblée Nationale* (p. 2776) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à modifier son amendement déposé avec M. Tisserand* (p. 2779) ; Art. 8 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Chalandon* [12 juin 1971] (p. 2804) ; Art. 9 : *Importance de la codification* (p. 2804) ; Art. 11 : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Tisserand* (p. 2805) ; Après l'Art. 14 : *Ses observations sur les sociétés régies par la loi de 1938* (p. 2811) ; *hypothèse dans laquelle la société ne s'adresse pas à un promoteur et fait accomplir l'opération par ses organes sociaux* (p. 2812) ; *sa critique de la généralisation d'un recours systématique à un tiers promoteur* (p. 2812) ; Art. 15 : *Suppression de cet article* (p. 2814) ; Avant l'Art. 16 et Art. 16 : *Ses observations sur ses amendements déposés avec M. Tisserand* (p. 2814) ; Art. 1799-1 du Code civil : *Situation juridique du promoteur ; nature du contrat de promotion immobilière* (p. 2815) ; Art. 1799-3 du Code civil : *Publication du contrat de promotion* (p. 2817) ; *publicité au fichier immobilier* (p. 2817) ; Art. 19 : *Indexation des obligations contractées* (p. 2820) ; *ses observations sur son amendement déposé avec M. Tisserand* (p. 2821) ; Après l'Art. 22 : *Définition donnée à l'article 1831-1 du Code civil* (p. 2823) ; Art. 23 : *Ses observations sur l'amendement de M. Denvers* (p. 2823) ;

Art. 30 : *Ses observations sur la « certification »* (p. 2826) ; Après l'Art. 30 : *Ses observations sur les privilèges et les hypothèques* (p. 2827) ; *règles relatives à la novation* (p. 2830, 2831) ; Après l'Art. 34 : *Codification des règles relatives au logement et à l'urbanisme* (p. 2833) ; *ses observations sur la seconde délibération* (p. 2836) ; en seconde délibération, Art. 19 : *Problème de la fixité du prix* (p. 2837, 2838) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 2839) ; conclusion du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à diverses opérations de construction : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* [28 juin 1971] (p. 3482) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3304) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Ses observations sur le déroulement du débat* [23 juin 1971] (p. 3341) ; *opposition de la Commission à la question préalable déposée par M. Mitterrand ; loi du 10 janvier 1936 ; maintien de l'ordre républicain* (p. 3346) ; Art. unique : *Son amendement (cas de déclaration faite par une association apparaissant fondée sur une cause ou en vue d'un objet visé à l'article 3 ou en cas de déclaration faite par une association paraissant reconstituer une association dont la nullité ou la dissolution a été régulièrement constatée ou prononcée ; rôle du juge des référés ; délivrance du récépissé)* (p. 3351) ; *intervention du juge des référés* (p. 3553) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Renvoi du projet de loi et de la proposition de M. Duval tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique* [24 juin 1971] (p. 3403, 3404) ;

— du projet de loi sur la filiation, en qualité de *Rapporteur : Rénovation du Code civil ; caractère du projet de loi ; égalité entre les enfants* [5 octobre 1971] (p. 4272) ; *rôle du mariage* (p. 4273) ; *problème du divorce ; cas de l'enfant adultérin* (p. 4274) ; *ses observations sur la loi allemande de 1969; action en recherche de la paternité naturelle* (p. 4275) ; *légitimation par autorité de justice* (p. 4277). Art. 1er : *Présomptions* [6 octobre 1971] (p. 4297) ; Art. 311 du Code civil : *Son amendement (recevabilité de la preuve contraire pour combattre les présomptions)* (p. 4298) ; *action en recherche de paternité naturelle* (p. 4298) ; Art. 311-5 du Code civil : *Son amendement* (p. 4299) ; *retrait de celui-ci* (p. 4299) ; Art. 311-6 du Code civil : *Actions relatives à la filiation* (p. 4299) ; Art. 311-7 du Code civil : *Problème du délai* (p. 4300) ; Art. 311-10 du Code civil : *Tierce opposition* (p. 4300) ; Art. 311-11 du Code civil : *Preuve de la filiation* (p. 4300, 4301) ; Art. 311-12 du Code civil (insertion d'une nouvelle section : Du conflit des lois relatives à l'établissement de la filiation) (p. 4301) : *Nationalité de la mère* (p. 4301, 4302) ; *critère de la résidence* (p. 4302) ; Chapitre II : *Présomption de paternité* (p. 4302, 4303) ; Art. 312 du Code civil : *Action en désaveu de paternité* (p. 4303) ; Art. 314 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « expressément ou tacitement »* (p. 4304) ; *son amendement (substitution aux mots : « six mois » des mots : « trois mois »)* (p. 4305) ; Art. 318 du Code civil : *Action donnée à la mère* (p. 4306) ; *ses excuses pour ses précédentes paroles* (p. 4307) ; *problème de la contestation par la mère de la paternité* (p. 4308) ; Art. 318-1 du Code civil : *Délai de l'action en contestation de légitimité* (p. 4308) ; Section II : *Preuves non contentieuses de la filiation légitime ; action dite « en réclamation d'état »* (p. 4309) ; Art. 324 du Code civil : *Son amendement (commencement de preuve par écrit)* (p. 4310) ; Art. 325 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4310) ; Art. 330 du Code civil : *Légitimation par autorité de justice* (p. 4311) ; Avant l'Art. 333 du Code civil : *Légitimation par autorité de justice ; formes d'adoption* (p. 4312, 4313) ; Art. 333-2 du Code civil : *Son amendement* (p. 4313) ; *ses observations sur celui-ci* (p. 4314) ; Art. 333-5 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4314) ; *légitimation par autorité de justice* (p. 4314-4315) ; Chapitre III : *Filiation naturelle ; situation de l'enfant né de relations adustérines* (p. 4315) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre de la section première « Des effets de la filiation naturelle et de ses modes d'établissement en général »* (p. 4315) ; Art. 334 du Code civil : *Rapports entre l'enfant naturel et ses grands-parents naturels* (p. 4316) ;

consentement des parents au mariage d'un enfant mineur (p. 4317) ; Art. 334-3 du Code civil : *Son amendement* (p. 4317) ; *retrait de celui-ci* (p. 4317) ; Art. 334-4 du Code civil : *Ses amendements* (p. 4318) ; *retrait de ces derniers* (p. 4318) ; Après l'Art. 334-5 du Code civil : *Son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer les mots « si la mère est mariée à un tiers, celui-ci peut » les mots « le mari de la mère peut »* (p. 4318) ; *son sous-amendement rédactionnel* (p. 4318) ; Après l'Art. 334-7 du Code civil : *Son amendement* (p. 4318) ; Art. 334-10 du Code civil : *Interprétation du mot « parenté »* (p. 4319) ; Section II : *Reconnaissance des enfants naturels* (p. 4319) ; Art. 336 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4319) ; Art. 337 du Code civil : *Son amendement* (p. 4320) ; *portée de l'acte de naissance* (p. 4320) ; Section III : *Règles des actions en recherche de paternité et de maternité naturelles* (p. 4321) ; Section IV : *Action à fins de subsides* (p. 4323) ; Art. 342 du Code civil : *Cas où la mère a eu des relations avec plusieurs personnes pendant la période légale de la conception* (p. 4323) ; *notion de filiation de fait* (p. 4323) ; *son amendement (délai de l'action alimentaire)* (p. 4324) ; *ses observations sur l'ordre du jour prioritaire* (p. 4324) ; Art. 342-3 du Code civil : *Faculté donnée aux juges de condamner plusieurs codébiteurs* (p. 4330) ; *défense de la famille cellule sociale de base* (p. 4333) ; Art. 342-5 du Code civil : *Durée de la dette alimentaire ; charges supportées par la succession* (p. 4334) ; Art. 342-6 du Code civil : *Son amendement de coordination* (p. 4334) ; Art. 342 du Code civil : *Son amendement (durée de l'action en réclamation de subsides)* (p. 4334) ; Art. 342-6 du Code civil : *Son amendement* (p. 4335) ; *Retrait de celui-ci* (p. 4335) ; Art. 197 du Code civil : *Possibilité d'autoriser la preuve du mariage par la possession d'état ; notion du mariage* (p. 4336) ; Art. 205 du Code civil : *Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots « légitimes ou naturels »* (p. 4337) ; *obligation alimentaire* (p. 4337) ; Art. 207 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (possibilité de décharger le débiteur de tout ou partie de son obligation si le créancier n'a pas lui-même satisfait aux obligations mises à sa charge par la loi)* (p. 4337) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4337) ; *retrait de son amendement* (p. 4338) ; Art. 207-1 du Code civil : *Son amendement* (p. 4338) ; Art. 334-7 du Code civil : *Obligation alimentaire entre parents et enfants naturels* (p. 4338) ; Art. 4 : *Représentation successorale* (p. 4338) ; Art. 5 : *Droits successoraux de la filiation naturelle* (p. 4339) ; Art. 759 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant : « cette disposition est réciproque »* (p. 4340) ; *problème des actions faites contre les libéralités faites par l'enfant* (p. 4340) ; Art. 760 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « le calcul étant fait ligne par ligne »* (p. 4340) ; *droits successoraux des enfants dont le père ou la mère était, au temps de leur conception, engagé dans les liens du mariage avec une autre personne* (p. 4340) ; *son amendement tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « en outre le conjoint aura l'usufruit de la totalité des biens de la succession »* (p. 4340) ; Avant l'Art. 762 du Code civil : *Droit d'attribution préférentielle au conjoint survivant de l'époux qui a eu un enfant naturel venant à la succession ou aux enfants légitimes nés du mariage de l'auteur de l'enfant naturel* (p. 4342) ; Art. 762 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 4342) ; Art. 763-2 du Code civil : *Ses amendements de pure forme* (p. 4343) ; Art. 915 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article (réserve des enfants adultérins)* (p. 4345) ; Art. 1094-3 du Code civil : *Son amendement (inventaire des meubles et état des immeubles)* (p. 4346) ; Art. 1097 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4347) ; Art. 13 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4347) ; Art. 14 : *Ses amendements* (p. 4347) ; *application de la nouvelle loi concernant les dispositions successorales* (p. 4348) ; *retrait de ses amendements* (p. 4348) ; *droits successoraux de l'enfant adultérin dans les successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi* (p. 4348) ; Art. 17 : *Son amendement* (p. 4348) ; *dispense de l'obligation alimentaire* (p. 4348) ; Art. 18 : *Son amendement* (p. 4348) ; *délai de l'action en contestation de légitimité* (p. 4348) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4349) ; *retrait de son amende-*

ment (p. 4349) ; **en deuxième lecture** : *Ses observations sur le rapport de M. le Sénateur Jozeau-Marigné ; droits successoraux de l'enfant adultérin quand celui-ci est en conflit avec le conjoint de son auteur ; pouvoir de condamner à des subsides plusieurs hommes ayant eu des rapports avec la mère de l'enfant durant la période légale de la conception ; portée de cette loi* [2 décembre 1971] (p. 6333) ; Art. 311-12 du Code civil : *Son amendement relatif à l'intérêt de l'enfant* (p. 6336) ; *problème du droit de visite* (p. 6336) ; Art. 311-14 du Code civil : *San amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour cet article* (p. 6336) ; *problème de la possession d'Etat* (p. 6336) ; *son amendement relatif aux conséquences qui découlent de la possession d'Etat selon la loi française* (p. 6336) ; Art. 318-1 du code civil : *Son amendement relatif au délai de l'action dirigée contre le mari* (p. 6337) ; *pouvoir du juge de dire quelle est la filiation réelle* (p. 6337) ; Art. 327 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « soit à titre préventif » à rédiger ainsi la fin de cet article : « si le mari était encore dans le délai utile pour le faire, soit en défense à une action en réclamation d'état »* (p. 6338) ; Art. 334 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « de son auteur » à supprimer la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6338) ; Art. 334-9 du Code civil ; *Son amendement (cas où l'enfant a une filiation légitime établie par la possession d'état)* (p. 6339) ; Art. 342 du code civil : *Rapport de la Cour de cassation* (p. 6339) ; Art. 342-3 du Code civil : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par l'amendement de M. Pleven, après les mots : « une œuvre » à insérer les mots : « l'aide sociale à l'enfance ou un mandataire de justice tenu au secret professionnel »* (p. 6341) ; Art. 3 : *Règlement des pensions alimentaires* (p. 6342) ; Art. 767 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « ou des enfants naturels conçus pendant le mariage »* (p. 6343) ; *droit de l'usufruit du conjoint survivant* (p. 6343, 6344) ; Art. 760 du Code civil : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa : « en outre le conjoint aura l'usufruit de la totalité des biens de la succession »* (p. 6345) ; Art. 761 *bis* du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6346) ; Art. 913-2 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 6346) ; Art. 334 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « de son auteur » à supprimer la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6346) ; Art. 914 du Code civil : *Son amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « un ou plusieurs ascendants » à supprimer le mot : « légitimes »* (p. 6347) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6347) ; Art. 18 : *Son amendement tendant après les mots : « entrée en vigueur de la présente loi » à rédiger ainsi la fin de cet article : « ... quand bien même il se serait écoulé plus de cinq années depuis la naissance de l'enfant »* (p. 6347) ; *âge de l'enfant au-delà duquel l'action en contestation de légitimité ne sera plus recevable* (p. 6347) ; seconde délibération : Art. 342-2 du Code civil : *Son sous-amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « une œuvre » à insérer les mots : « l'aide sociale à l'enfance ou un mandataire de justice tenu au secret professionnel »* (p. 6348) ; *son amendement tendant à modifier le premier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6345) ; **Commission mixte paritaire,** en qualité de *Rapporteur : Action en contestation de légitimité ; action à fin de subsides ; problème des dispositions successorales* [18 décembre 1971] (p. 6955) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 6956) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire ; Art. 7 : *Plafonds de l'aide judiciaire* [7 octobre 1971] (p. 4381) ; Après l'Art. 7 : *Retrait de son amendement déposé avec M. de Grailly* (p. 4383) ; *admission à l'aide judiciaire dans les recours formés devant la Cour de cassation* (p. 4384) ; Art. 10 : *Retrait de son amendement déposé avec M. de Grailly* (p. 4385) ; Art. 27 : *Condamnation aux dépens* (p. 400) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Ses observations sur les paroles de M. Habib-Deloncle et sur le fait que bon nombre d'amendements proviennent de l'extérieur de l'Assemblée* [13 octobre 1971] (p. 4489) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 4492) ; Art. 10 : *Problème posé par les*

tribunaux de Bobigny, Créteil et Nanterre ; principe de la territorialité (p. 4504) ; Art. 48 : *Compétence des conseils de l'ordre des nouveaux barreaux* [14 octobre 1971] (p. 4568) ; *prorogation des juridictions disciplinaires* (p. 4568) ; Art. 50 : *Ses observations sur le terme de « conseil juridique »* (p. 4569) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4576) ; Art. 54 : *Situation des conseils juridiques* (p. 4581, 4582) ; Avant l'Art. 72 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation des condamnés pour certains crimes et délits)* (p. 4586) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (incapacité touchant les personnes morales dont l'un des dirigeants a été frappé de certaines sanctions)* (p. 4586) ; *retrait de son amendement* (p. 4586) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (consultations juridiques ou rédaction des actes sous seing privé en matière d'état des personnes)* (p. 4586, 4587 et 4594) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation des personnes physiques ou morales de nationalité étrangère en matière de consultation juridique ou de rédaction pour autrui des actes sous seing privé)* (p. 4587, 4594) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (interdiction en raison d'agissements contraires à l'honneur, la probité et aux bonnes mœurs)* (p. 4588) ; Après l'Art. 72 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sera punie des peines prévues à l'article 72 toute personne qui aura contrevenu aux dispositions des articles 72 A à 72 E ci-dessus »* (p. 4588) ; Art. 76 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 4590) ; *problème des conseils juridiques* (p. 4591) ; Art. 77 : *Application de la réforme* (p. 4593) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Bustin* [8 décembre 1971] (p. 6523) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6525) ; Art. 13 : *Absence des droits acquis* (p. 6528, 6529) ; Art. 13 *bis* : *Fonctions d'arbitre rapporteur* (p. 6530) ; Art. 15 : *Son amendement relatif à la postulation d'une société civile professionnelle* (p. 6532, 6533) ; Art. 23 : *Problème de la participation des avocats stagiaires à l'élection du conseil de l'Ordre* (p. 6535) ; Art. 55 : *Réglementation de la profession de conseil juridique* [9 décembre 1971] (p. 6583) ; *ses observations sur les conseils juridiques* (p. 6585) ; Après l'Art. 55 : *Ses observations sur les contrats internationaux* (p. 6587) ; Art. 58 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6588) ; Art. 69 : *Situation des professionnels installés en France avant le 1er janvier 1972* (p. 6593, 6594) ; Art. 72 A : *Ses observations sur l'expression : « acte sous seing privé »* (p. 6596) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Nul ne peut, à titre professionnel, donner des consultations en matière juridique ou rédiger pour autrui des actes sous seing privé »* (p. 6597) ; Art. 72 B : *Rôle du procureur général* (p. 6597) ; Art. 72 C : *Fonction de conseil en brevet d'invention* (p. 6597, 6598) ; Art. 72 D : *Détermination des rémunérations* (p. 6599) ; *ses observations sur le pacte de quota litis* (p. 6600) ; Art. 76 : *Application de la présente loi* (p. 6603) ; Art. 77 *bis* : *Problème de la taxe parafiscale* (p. 6605) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur l'article 13 ; hommage rendu à M. Zimmermann ; attitude des intéressés lors de la discussion de ce texte* [20 décembre 1971] (p. 6993) ;

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Opposition de la Commission des lois à la formation de cette Commission spéciale* [10 novembre 1971] (p. 5639) ; *ses observations sur la présence des députés en commissions* (p. 5639) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Son opposition à la question préalable déposée par M. Rocard* [25 novembre 1971] (p. 6102) ; *ses observations sur le Soviet suprême* (p. 6103) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6112) ; Avant l'Art. 1er : *Problème de l'élection des ministres et des membres des cabinets ministériels* (p. 6113) ; Art. 1er : *Fonctions d'administrateur exercées lors de l'élection* (p. 6118, 6119) ; *situation d'une entreprise de travaux publics qui construirait exceptionnellement une ou plusieurs maisons pour éviter de licencier du personnel* (p. 6119) ; *participation d'une banque dans une société* (p. 6120) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud* (p. 6122) ; Art. 21 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 6123) ; *rôle des bureaux des assemblées parlementaires* (p. 6123) ; *rôle du*

Conseil constitutionnel (p. 6124) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à l'entrée en vigueur de la loi* (p. 6125) ; en deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa* (3°) *du texte proposé pour l'article 15 de l'ordonnance à supprimer les mots : « ou d'un Etat étranger »* [17 décembre 1971] (p. 6938) ; *ses observations sur les sociétés dont l'activité principale consiste dans l'exécution de travaux ou la prestation de fournitures ou de services pour le compte d'un Etat étranger* (p. 6938, 6939) ; Art. 4 : *Rôle du Conseil constitutionnel* (p. 6939, 6940) ; en troisième lecture : *Rôle du Conseil constitutionnel* [20 décembre 1971] (p. 7012) ; *notion de circonstances exceptionnelles* (p. 7012, 7013) ;

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant création et organisation des régions : *Son opposition à cette demande ; compétence de la Commission des lois ; désir exprimé par la Constitution d'éviter que les Commissions permanentes ne deviennent les porte-parole de groupes de pression* [1er décembre 1971] (p. 6274) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Ses observations sur la suite du débat* [8 décembre 1971] (p. 6503) ; Art. 17 : *Imputation des indemnités de déplacement des conseillers municipaux* (p. 6506) ; Art. 25 : *Détermination de la date d'élection du conseil municipal de la commune nouvellement créée* (p. 6507) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier, Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « cette commission est composée de 21 membres »* [10 décembre 1971] (p. 6644) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* [17 décembre 1971] (p. 6902) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6904) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à permettre aux communes d'instituer un service public des pompes funèbres* (p. 6905) ; *ses observations sur les amendements de M. Ducoloné et de M. Charles Bignon* (p. 6905) ; *notion de la concession de service public ; gestion de ce service public communal en régie* (p. 6906) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à permettre aux communes qui n'ont pas institué un service public de pompes funèbres d'établir une taxe sur les entreprises de pompes funèbres exerçant leur activité dans les limites communales* (p. 6908) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire les accords entre les entreprises* (p. 6908) ; *son amendement de coordination* (p. 6909) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux renouvellements anticipés de contrats intervenus depuis le 1er janvier 1970* (p. 6909) ; *durée des concessions* (p. 6909) ; *ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p. 6909, 6910) ; seconde délibération, Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à permettre aux communes qui n'ont pas institué un service public de pompes funèbres d'établir une taxe sur les entreprises exerçant leur activité dans les limites communales* (p. 6910, 6911);

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, en qualité de *Rapporteur suppléant : Application de l'article 40 de la Constitution ; dépôt d'une question préalable* [17 décembre 1971] (p. 6935) ; *ses observations sur l'exploit d'huissier* (p. 6936).

Ses observations sur la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [17 décembre 1971] (p. 6940, 6941).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, Art. 3 : *Procédure de réalisation du gage commercial ; nature du chèque ; procédure de la saisie-exécution* [18 décembre 1971] (p. 6962) ; *réalisation du gage commercial* (p. 6962) ; *problème des poursuites* (p. 6962) ; Art. 66 du décret du 30 octobre 1935 : *Conséquence de l'insuffisance de la provision* (p. 6964) ; Art. 75 du décret du 30 octobre 1935 : *Retrait de l'amendement de M. Bernard Marie* (p. 6966) ; Art. 11 :

Problème de la gratuité des chèques (p. 6968) ; *son amendement tendant au premier alinéa de la rédaction proposée pour l'article 1er de la loi du 1er février 1943 à supprimer les mots : « et par l'administration des postes et télécommunications »* (p. 6968) ; Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Impossibilité d'une saisie-exécution après le protêt ; gratuité de la remise des formules de chèques* [20 décembre 1971] (p. 6999) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [18 décembre 1971] (p. 6959).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Discussion des projets de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et relatifs à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques* [20 décembre 1971] (p. 6989).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 7001) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Son opposition à la question préalable ; nature juridique de la région ; rôle du conseil régional* [25 avril 1972] (p. 997, 998) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* [26 avril 1972] (p. 1052) ; *ses observations sur l'ordre du jour* (p. 1064) ; Art. 1er : *Type d'établissement public de la région* (p. 1072) ; Art. 4 : *Son opposition à ce que les suppléants des parlementaires siègent au conseil régional* [27 avril 1972] (p. 1107, 1108, 1109) ; Art. 6 : *Champ d'action du règlement* (p. 1118) ; Art. 7 : *Compétence de la région ; élaboration d'un programme pluriannuel des équipements* (p. 1119) ; Art. 9 : *Son opposition à la constitution, à l'échelon régional, d'un organisme comparable à la Commission départementale* (p. 1131) ; Art. 13 : *Problème du cumul des fonctions de préfet de région avec celles de préfet de département* (p. 1143) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Inadaptation du département en raison de la planification ; attributions du préfet de région ; problème de la répartition des crédits ; nature juridique de la région ; composition du conseil régional ; transfert d'attributions de l'Etat aux régions ; suppression, par le Sénat, des recettes fiscales ; problème de la péréquation entre les régions* [13 juin 1972] (p. 2416, 2417) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2418) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à créer dans chaque circonscription d'action régionale, qui prend le nom de région, un établissement public qui reçoit la même dénomination* (p. 2418) ; Après l'Art 1er : *Son amendement (limites territoriales)* (p. 2419) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'administration de la région* (p. 2420) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2420) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2420) ; *son amendement (réalisation d'équipements d'intérêt commun* (p. 2420) ; Art. 3 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2421) ; Art. 7 . *Son amendement concernant la procédure d'élaboration du Plan* (p. 2421) ; Art. 9 : *Pouvoir du conseil régional de donner son avis sur les conditions d'utilisation des crédits d'Etat destinés aux investissements d'intérêt régional ou départemental* (p. 2422) ; Art. 8 *bis* : *Son amendement* (p. 2422) ; *son amendement rédactionnel* (p. 2422) ; Art. 8 *ter* : *Son amendement (règlement intérieur du conseil régional)* (p. 2422) ; *sessions du conseil régional* (p. 2422, 2424) ; Art. 9 : *Possibilités de délégation pour le conseil régional* (p. 2424) ; Art. 13 : *Problème de l'incompatibilité de la fonction de préfet de région avec celle de préfet de département* (p. 2424) ; Art. 14 : *Son amendement relatif aux ressources de la région* (p. 2424); *retrait de son amendement* (p. 2425) ; Art. 15 : *Son amendement (taux de chacune des taxes)* (p. 2427) ; *conditions d'application de la loi* (p. 2427) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Interventions du conseil régional dans l'élaboration du Plan ; organisation intérieure du conseil régional* [29 juin 1972] (p. 3008) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Son opposition à la question préalable ; objet des mesures proposées par le Gouvernement* [16 mai 1972] (p. 1537) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Son opposition à la question préalable ; ses observations sur*

la circulaire conjointe signée par M. Mitterrand le 22 octobre 1954 [18 mai 1972] (p. 1670) ; *conditions de l'amnistie* (p. 1671) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier ; Art. 1er : *Amendement de M. Cazenave* (*consultation des chambres d'agriculture*) [25 mai 1972] (p. 1905) ; Art. 5 : *Amendement de M. Fontaine* (*radiation*) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Xavier Deniau portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, en qualité de *Rapporteur suppléant* [25 mai 1972] (p. 1908, 1909) ; Avant l'Art. unique : *Amendement du Gouvernement* (*acquisition de la nationalité française*) (p. 1909) ; Art. unique : *Amendement du Gouvernement* (*accès à la nationalité française*) (p. 1910, 1911) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 504-1 du Code de l'administration communale : *Réserve de la discussion de cet article* [31 mai 1972] (p. 2037) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1972] (p. 3085) ;

— du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, en qualité de *Rapporteur : Exécution forcée ; règles de la responsabilité* [23 juin 1972] (p. 2803) ; *problème de l'astreinte* (p. 2804) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2805) ; *rôle du tribunal de grande instance* (p. 2805, 2806) ; Art. 2 et 3 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 2806) ; Avant l'Art. 4 : *Son amendement* (p 2806) ; Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 2806), Art. 2092-1 du Code civil : *Son amendement relatif à l'appréhension des biens du débiteur* (p. 2807) ; *différence des procédures de saisie selon la nature des biens* (p. 2807) , Art. 2092-2 du Code civil : *Son amendement* (p. 2807) ; *détermination des biens insaisissables* (p. 2807) ; *son amendement concernant les biens mobiliers nécessaires à la vie et au travail du saisi et de sa famille* (p. 2807) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour cet article* (p. 2808) ; *indisponibilité des biens saisis ; ses observations sur les donations ou dons manuels* (p. 2808) ; Art. 6 : *Ses observations sur la clause de « voie parée » ; vente des biens des mineurs* (p. 2809, 2810) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 6* (p. 2810) ; *retrait de son amendement* (p. 2811) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement* (*taux de l'astreinte définitive*) (p. 2811) ; *son amendement* (*liquidation du montant de l'astreinte*) (p. 2812) ; *son amendement tendant à insérer les dispositions suivantes : « Titre III. - Dispositions relatives à la composition et au fonctionnement des cours et tribunaux »* (p. 2812) ; *son amendement concernant la compétence du tribunal de grande instance* (p. 2812) ; *ses observations sur l'ordonnance de décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire* (p. 2812) ; *détermination de la formation qui connaîtra des questions d'exécution* (p. 2813) ; *ses observations sur la récusation* (p. 2813) ; *son amendement* (*réparation du dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice*) (p. 2813) ; *garantie donnée par l'Etat en cas de faute personnelle des juges et magistrats* (p. 2813, 2814) ; *son amendement* (p. 2814) ; *son amendement concernant la recherche de la vérité* (p. 2814) ; *son amendement concernant le compromis* (p. 2815) ; *son amendement* (*taux de l'intérêt lorsque la condamnation est passée en force de chose jugée*) (p. 2815) ; *son amendement concernant la codification de l'organisation judiciaire* (p. 2815) ; Art. 8 : *Ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement* (p. 2815, 2816) ; Après l'Art. 8 : *Entrée en vigueur de la loi* (p. 2816) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [29 juin 1972] (p. 3011) ; Art. 7-2 : *Son amendement précisant que l'astreinte est indépendante des dommages-intérêts* (p. 3012) ; *caractère définitif ou provisoire de l'astreinte* (p. 3012) ; Art. 7-3 : *Ses observations* (p. 3012) ; Art. 7-4 : *Son amendement* (*cas d'inexécution de la décision judiciaire*) (p. 3012) ; Art. 7-5 : *Ses observations* (p. 3013) ; *versement au fonds national de solidarité* (p. 3013, 3014) ; Art. 7-11 : *Doublement du taux de l'intérêt légal lorsque la condamnation est passée en force de chose jugée* (p. 3014) ; *Ses observations sur les paroles de M. Spénale* (p. 3014) ; en troisième lecture, en qua-

lité de *Rapporteur : Ses observations sur les formes d'astreinte* [30 juin 1972] (p. 3095) ; Art. 7-4 : *Son amendement* (p. 3095) ; Art. 7-5 : *Répartition du montant de l'astreinte* (p. 3095) ; *versement au fonds national de solidarité* (p. 3096) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur cette loi* [23 juin 1972] (p. 2820) ; *crainte des médecins en ce qui concerne la répartition des bénéfices proportionnellement aux apports en capital ; ouverture de la faculté de fusion ou de scission aux sociétés civiles professionnelles ; application des dispositions de l'article 340 du Code de l'urbanisme ; imposition des plus-values de cession sur la clientèle ; ses observations sur la profession de notaire* (p. 2821) ; Avant l'Art. 1er : *Constitution de sociétés interprofessionnelles* (p. 2822, 2823) ; Art. 3 : *Son amendement permettant aux personnes physiques, titulaires d'un office public ou ministériel, de constituer des sociétés régies par la présente loi* (p. 2824) ; *constitution de sociétés civiles professionnelles entre officiers ministériels sans que les intéressés aient à apporter leurs offices à la société ; constitution de sociétés civiles interprofessionnelles entre des membres d'une profession libérale non officiers ministériels* (p 2824) ; Après l'Art. 10 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Guilbert* (p. 2825) ; *ses observations sur l'article 340 du Code de l'urbanisme ; problème de la transformation de locaux d'habitation en vue de leur affectation à un autre usage dans les communes où est applicable la loi de 1948 sur les loyers ; ses observations sur la loi du 31 décembre 1971* (p. 2825) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre de la proposition de loi* (p. 2826) ;

— du projet de loi insérant un article 418-1 dans le Code pénal : *Répression de la violation des secrets de la Défense nationale* [23 juin 1972] (p. 2828).

En qualité de Ministre de la Santé publique :

Répond à la question d'actualité de M. Mercier relative à la vente des armes à feu [13 octobre 1972] (p. 4155).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *budget social de la nation ; importance de l'effort accompli ; bilan de la législature et de la Ve République* [3 novembre 1972] (p. 4619) ; *médecine de soins ; équipement des secours d'urgence ; recherche (I.N.S.E.R.M) ; prévention ; médecine du travail ; protection maternelle et infantile ; périnatalité ; médecine scolaire ; sous-éducation sanitaire ; lutte contre la mortalité différentielle (inégalité entre les hommes dans les espérances de vie) ; prévention des toxicomanies* (p. 4620) ; *réadaptation des handicapés ; gériatrie ; ingénieur sanitaire ; comité interministériel pour l'ajustement des moyens administratifs aux fonctions et aux obligations du Ministère de la Santé publique ; personnels sanitaires et sociaux ; médecine libérale ; statut juridique et fiscal de la médecine de groupe ; enseignement post-universitaire ; chefs de clinique assistants ; réforme de l'internat ; implantation des officines de pharmacie ; inutilité de nationaliser l'industrie pharmaceutique* (p. 4621) ; *personnels paramédicaux et personnels sociaux ; décret concernant la loi hospitalière ; établissements destinés à accueillir les personnes âgées ; carte hospitalière ; création de lits ; annonce de la réforme de l'aide sociale* (p. 4622) ; *ses réponses aux orateurs sur la médecine libérale, l'ouverture des officines pharmaceutiques (querelle de La Pouëze), les étudiants en médecine, les hôpitaux de deuxième catégorie, les problèmes des chefs de clinique et assistants des universités et des hôpitaux, la médecine de groupe, les gardes et urgences, les dispensaires, les infirmières, le temps partiel dans les hôpitaux, le personnel de direction des établissements hospitaliers, les assistantes sociales, la création d'un fonds national de solidarité au profit des handicapés, l'obligation alimentaire, la réforme de l'aide sociale, le thermalisme, l'assistance publique de Paris, l'hôpital Lariboisière, le centre hospitalier universitaire de Besançon, la diététique, la myopathie* (p. 4652, 4653) ; *la contraception* (p. 4654) ; Etat C, titre III : *Son accord à la demande d'amendement tendant à augmenter la dotation du ministère relative au service de santé scolaire lors d'une seconde délibération* (p. 4654) ; Titre VI : *Ses observations sur la demande de crédits supplémentaires en faveur des établissements pour adultes handicapés ou inadaptés* (p. 4655).

Répond à la question d'actualité de M. Figeat relative aux internes en médecine [3 novembre 1972] (p. 4636).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative au conflit entre les médecins et les pouvoirs publics [3 novembre 1972] (p. 4639, 4640, 4641).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative aux spécialités pharmaceutiques [10 novembre 1972] (p. 5011).

Répond à la question d'actualité de M. Labbé relative aux services de garde des hôpitaux publics [24 novembre 1972] (p. 5651, 5652).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Bertrand Denis, Lebon, Granet, Jacques Barrot et Mme Vaillant-Couturier relatives à la santé publique : *Compétence du Ministère des Affaires sociales pour répondre à la question relative à la situation financière des établissements privés d'hospitalisation* [24 novembre 1972] (p. 5653) ; *politique gouvernementale dans le secteur de la médecine scolaire* (p. 5657) ; *définition des secteurs médico-scolaires (5.000 à 6.000 élèves, un médecin, deux assistantes sociales, deux infirmières et une secrétaire médico-sociale)* ; *amélioration de la situation matérielle des médecins et du personnel paramédical ; affaire du talc Morhange* (p. 5658) ; *l'instruction judiciaire en cours ; inscription de l'hexachlorophène au tableau C des substances vénéneuses ; l'étude d'un régime intermédiaire pour les produits d'hygiène et de beauté (autorisation de mise sur le marché et vente libre) ; nécessité de moderniser la législation relative aux substances vénéneuses ; parution des décrets d'application de la loi hospitalière du 31 décembre 1970 ; caractère novateur de cette loi* (p. 5659) ; *statut de l'administration générale de l'assistance publique à Paris ; statut de divers personnels ; créations d'emplois , prix de journée ; problèmes des chefs de clinique* (p. 5660) ; *politique de sélection des étudiants en médecine tendant à garantir la qualité de leur formation ; personnel infirmier ; gratuité des études dans les écoles d'infirmières ; formation des autres catégories de personnel paramédical ; mise en application de la réforme de carrière de la catégorie B* (p. 5661) ; *retrait du commerce de toutes les boîtes de talc Morhange* (p. 5662) ; *préparation de la législation relative aux produits d'hygiène ; statut du personnel hospitalier à temps partiel ; recherche scientifique ; ses convictions et son attitude devant les campagnes sur l'avortement.*

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Application de la loi du 28 décembre 1967 ; rôle de l'Etat* [7 décembre 1972] (p. 5990) ; *caractère de l'éducation, dite sexuelle ; institution d'un conseil chargé de suivre l'application des législations en matière d'orthogénie ; conditions d'agrément des centres de planification ou d'éducation familiale ; vocation du corps médical ; revision des programmes de formation des personnels de santé* (p. 5991) ; *ses objections ; création de l'Office proposé par la proposition de loi ; ses observations sur l'article 34 de la Constitution ; missions de l'Office ; insuffisance de la concertation entre le Parlement et le Gouvernement* (p. 5992) ; *ses observations sur le fait que certaines femmes ont la facilité d'aller se faire avorter en Angleterre* (p. 5995) ; *possibilité de constituer une association ; ses observations sur l'union nationale et les unions départementales des associations familiales* (p. 6002) ; *missions de l'organisme envisagé par la proposition de loi ; problème de son statut ; son financement* (p. 6003, 6004) ; *suite de la discussion de cette proposition* (p. 6004), Avant l'Art. 1er : *Son avis favorable à l'amendement de MM. Claudius-Petit et Neuwirth ; renonce à déposer ceux qu'il avait lui-même préparés ; respect de toutes les convictions* [14 décembre 1972] (p. 6192) ; Art. 1er : *Son sous-amendement ajoutant l'éducation familiale aux compétences du conseil supérieur de la formation sexuelle* (p. 6193) ; *ses observations aux amendements de M. Claudius-Petit : formule juridique de l'office ; organisme de représentation collective d'un ensemble de mouvements auprès des pouvoirs publics qui n'organisera pas de campagne publicitaire et se bornera à fournir des éléments d'information à des organismes ; déposera un amendement tendant à mettre les dépenses de fonctionnement de ce conseil à la charge du budget de l'Etat et non plus à la charge de la Sécurité sociale* (p. 6193, 6194) ; Art. 2 : *Son accord à l'amendement de M. Neuwirth définissant les missions du conseil supérieur*

(p. 6194) ; *demande le retrait des deux sous-amendements de M. Briane ; autorité parentale* (p. 6195) ; Art. 3 : *Son avis favorable à l'amendement de M. Claudius-Petit de suppression de cet article* (p. 6195) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à mettre à la charge du budget de l'Etat le fonctionnement du conseil supérieur* (p. 6195) ; Après l'Art. 4 : *Son avis favorable à l'amendement de MM. Claudius-Petit et Neuwirth concernant les conventions passées par l'Etat avec les associations et organismes ; son sous-amendement d'harmonisation* (p. 6195, 6196) ; Art. 5 : *Accepte l'amendement de M. Benoist car les décrets seront publiés avant six mois ; son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition : « Proposition de loi tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale »* (p. 6196) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Aymar tendant à compléter l'article 50 et à modifier les articles 51 et 56 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, Art. 2 : *Son amendement tendant à appliquer la loi hospitalière aux établissements dits sociaux jusqu'au 31 décembre 1973 ; loi sur les équipements sociaux* [14 décembre 1972] (p. 6186).

FRAUDEAU (Maurice)

Député de l'Essonne
(4e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 23 juillet 1969, de M. Hamon, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membres titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi

n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Durée des études ; nécessité de trouver un meilleur aménagement du temps des études afin de faire face à la masse des nouvelles connaissances ; nombre des bacheliers en mathématiques ; manque de techniciens ; coût moyen d'un étudiant ; nombre de nos étudiants ; enseignement supérieur technique* [13 novembre 1969] (p. 3643, 3644) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur le commissariat à l'énergie atomique ; obtention par le professeur Néel du prix Nobel de physique ; choix de la filière* [30 octobre 1970] (p. 4997) ; *cohérence entre la recherche et l'exploitation industrielle ; études sur les surgénérateurs ; rôle de la délégation générale à la recherche scientifique et technique* (p. 4998) ; EDUCATION NATIONALE : *Plan de construction d'établissements du second degré ; problème de l'Université ; sa finalité ; développement de l'enseignement technique ; situation à Nanterre ; enseignement technique supérieur* [14 novembre 1970] (p. 5565) ; *durée des études ; Office national d'information sur les enseignements et les professions* (p. 5566) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Gissinger, après les mots : « la souscription » à supprimer le mot : « immédiate »* [15 avril 1971] (p. 1135) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Gissinger* (p. 1135) ; *problème du démarchage* (p. 1135) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Problème de la construction ; qualité de l'enseignement ; régularisation de la situation des auxiliaires ; formation des maîtres* [10 novembre 1972] (p. 5018) ; *enseignement pré-élémentaire en secteur rural ; orientation vers les disciplines scientifiques ; préconise la création d'une grande fondation scientifique ; coordination entre l'Université et l'économie* (p. 5019).

FREY (Roger)

Député de Paris
(11e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE D'ETAT,
CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969
du 22 juin 1969 au 6 janvier 1971

MINISTRE D'ETAT
CHARGÉ DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Est nommé Ministre d'Etat, chargé des Réformes administratives (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier] (p. 292).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions

de Ministre d'Etat, chargé des Réformes administratives (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôt :

Son projet de loi portant création et organisation des régions, n° 2067 [23 novembre 1971].

Interventions :

En qualité de Ministre, chargé des Relations avec le Parlement :

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Chaban-Delmas à la mémoire de M. Jean Lolive [24 septembre 1968] (p. 2844).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg : *Déclaration du Gouvernement sur l'envahissement de la Tchécoslovaquie* [26 septembre 1968] (p. 2916).

Donne lecture à l'Assemblée Nationale du décret portant clôture de la session extraordinaire [1er octobre 1968] (p. 2951).

Prend part à la discussion relative à la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer, en vertu de l'article 139 du Règlement, une Commission de contrôle chargée d'examiner les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 : *Efforts accomplis par le Gouvernement en faveur des rapatriés ; rôle de l'agence de défense des biens* [17 octobre 1968] (p. 3357).

Ses observations sur la clôture de la session ordinaire : *Hommage rendu aux parlementaires, à la presse, aux fonctionnaires ; vœux du Gouvernement* [20 décembre 1968] (p. 5763, 5764).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Chaban-Delmas à la mémoire de M. Fernand Darchicourt [2 avril 1969] (p. 812).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Max Lejeune à propos de l'examen du projet de loi soumis à référendum le 27 avril 1969 [3 avril 1969] (p. 846).

Clôture de la session extraordinaire : *Donne lecture du décret portant clôture de cette session* [20 septembre 1969] (p. 2367).

Clôture de la session ordinaire : *Ses remerciements au personnel, à la presse et aux parlementaires ; ses vœux* [20 décembre 1969] (p. 5119).

Associe le Gouvernement à l'hommage prononcé par M. Achille Peretti à la mémoire de M. Liévin Danel [2 avril 1970] (p. 746).

Hommage rendu à la mémoire du colonel Pierre Bourgoin [12 mai 1970] (p. 1613, 1614).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Vendroux relative à la déclaration du 12 mai 1970 de M. le Ministre des Finances [22 mai 1970] (p. 1886, 1887).

Son allocution lors de la clôture de la session : *Bilan de la session parlementaire ; ses observations sur les questions écrites et les questions d'actualité ; problème des fins de sessions bousculées ; ses remerciements* [30 juin 1970] (p. 3342, 3343).

En qualité de Ministre chargé des Réformes administratives :

Prend part à la discussion du projet de loi portant création et organisation des régions : *Son opposition à la question préalable* [25 avril 1972] (p. 998) ; *ses observations sur les paroles de M. Fontaine concernant les départements d'outre-mer* (p. 1000) ; *fonctions de la région dans nos institutions ; nature juridique de la région ; découpage régional* [26 avril 1972] (p. 1054, 1055) ; *sa conviction que la participation aux délibérations des assemblées régionales est le prolongement normal de la fonction parlementaire ; place des maires des petites communes ; représentation des villes de plus de 30.000 habitants ; rôle du comité économique, social et culturel ; action des comités régionaux d'expansion* (p. 1056) ; *rôle du préfet de région ; cumul des fonctions de préfet de région et de préfet de département ; mobilité des fonctionnaires entre Paris et les régions ; responsabilité de la région dans certains secteurs ; conditions d'utilisation des crédits d'Etat* (p. 1057) ; *prélèvements fiscaux décidés par le conseil régional ; détermination de la subvention globale de l'Etat* (p. 1058) ; *problème des finances locales ; région pari-*

sienne ; particularité des départements d'outre-mer ; cas des départements de la Martinique et de la Réunion, d'une part, de la Guadeloupe et de la Guyane, d'autre part (p. 1059) ; *son opposition à la motion de renvoi* (p. 1069) ; Art. 1er : *Nature juridique de la région ; importance du département* (p. 1072) ; *son amendement (limites des circonscriptions d'action régionale)* [27 avril 1972] (p. 1100, 1101) ; Art. 2 : *Préfet de région* (p. 1102) ; Art. 3 : *Signification du mot « région »* (p. 1104) ; *modalités des transferts de compétence de l'Etat aux régions* (p. 1104) ; Après l'Art. 3 : *Collaboration des régions voisines* (p. 1105) ; Art. 4 : *Son opposition à l'étection au suffrage universel des membres du conseil régional* (p. 1106) ; *participation de droit des parlementaires au conseil régional* (p. 1107) ; *rôle des suppléants des parlementaires ; application de l'article 25 de la Constitution* (p. 1108) ; *représentation du monde rural* (p. 1112, 1113) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur le bureau du conseil régional* (p. 1115) ; *lieu des réunions du conseil régional* (p. 1116, 1117) ; Art. 5 : *Budget de la région* (p. 1117) ; Art. 6 : *Cas d'un arrêté préfectoral pris en application d'une loi* (p. 1118) ; Art. 7 : *Réalisation des équipements d'intérêt régional* (p. 1119) ; *son amendement (consultation du conseil régional sur les problèmes de développement et d'aménagement de la circonscription)* (p. 1120) ; Art. 8 : *Conditions d'utilisation des crédits de l'Etat* (p. 1127, 1128) ; *cas de litige entre l'administration et le conseil régional en ce qui concerne la répartition des crédits de développement* (p. 1128) ; Art. 9 : *Délégations faites par les conseils régionaux* (p. 1130) ; *son amendement* (p. 1131) ; Art. 10 : *Représentation au comité économique, social et culturel* (p. 1132) ; *composition de ce comité* (p. 1133) ; *consultation des représentants des assemblées permanentes des chambre d'agriculture, de commerce et d'industrie* (p. 1134) ; Art. 11 : *Consultation du comité économique et social* (p. 1134, 1135) ; *collaboration entre les deux assemblées* (p. 1136) ; Art. 12 : *Collaboration entre le comité et le conseil* (p. 1137) ; *réunions communes des deux assemblées* (p. 1138) ; *son amendement (intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour préciser les autres formes de collaboration entre les deux assemblées)* (p. 1138) ; Art. 13 : *Problème de l'exécutif régional* (p. 1140) ; *services de la région* (p. 1141) ; *problème du cumul des fonctions de préfet de région avec celles de préfet de département* (p. 1142) ; *application de l'article 41 de la Constitution* (p. 1143) ; Art. 17 : *Ses observations sur la Corse* (p. 1151) ; *éventualité de la création de deux départements en Corse ; développement de la Guadeloupe* (p. 1152) ; Art. 18 : *Région parisienne* (p. 1152, 1153) ; Après l'Art. 18 : *Commission nationale d'aménagement du territoire* (p. 1153, 1154) ; *rôle des régions en matière foncière* (p. 1154) ; Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. d'Ornano* (p. 1155) ; *ses remerciements à l'Assemblée Nationale avant le vote sur l'ensemble du texte* (p. 1158) ; en deuxième lecture : *Composition des bureaux et des commissions ; ressources de la région : problème de la péréquation des ressources entre les régions* [13 juin 1972] (p. 2417, 2418) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 2419) ; Après l'Art. 1er : *Modification des limites territoriales* (p. 2420) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 2422) ; Art. 8 *ter* : *Fonctionnement du conseil régional* (p. 2423) ; Art. 13 : *Problème de l'incompatibilité entre la fonction de préfet de région et celle de préfet de département* (p. 2424) ; Art. 14 : *Son sous-amendement de la commission concernant les ressources de la région* (p. 2425) ; *problème de la péréquation entre les régions ; rôle du budget de l'Etat* (p. 2426) ; *son amendement* (p. 2424) ; Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission concernant les ressources de la région* (p. 2425) ; *problème de la péréquation entre les régions ; rôle du budget de l'Etat* (p. 2426) ; *son amendement* (p. 2426) ; *ressources de la région en 1973* (p. 2427) ; Art. 16 : *Son amendement* (p. 2427) ; *conditions d'application de la loi* (p. 2427) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations* [29 juin 1972] (p. 3008, 3009).

FRYS (Joseph)

Député du Nord
(7e circonscription)
App. U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'être apparenté au groupe d'Union des démocrates pour la République [17 juin 1970] (p. 2794).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [17 juin 1970] (p. 2794).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 juin 1970] (p. 2830).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à renforcer la sécurité routière par modification de l'article L 1er du Code de la route, n° 641 [3 avril 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, en seconde délibération, Après l'Art. 29 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; France étant le pays malade du Marché commun* [19 novembre 1968] (p. 4736) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Dévaluation du franc ; ses observations sur le fait que nous sollicitons des prêts et des dollars de l'Amérique ; équilibre du budget ; Gouvernement tournant le dos à l'indépendance monétaire des gouvernements du général de Gaulle ; création de droits de tirages spéciaux ; amendement Souchal ; convertibilité de la monnaie en or ; conseéquence de la recherche de toute forme d'une monnaie internationale qui maintiendrait au dollar son rôle de monnaie de réserve sans la libre convertibilité en or* [28 octobre 1969] (p. 2987, 2988) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Risques du projet de liaison directe par voie navigable de la Méditerranée à l'Est par le Rhône, la Saône et le bassin du Rhin ; projet de tunnel sous la Manche ; nécessité que l'Atlantique soit relié au Rhin par l'aménagement de la Loire en voie navigable et d'un canal à grand gabarit jusqu'au Rhône et au Rhin* [7 novembre 1969] (p. 3538) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 1er du Code de la route* [21 avril 1970] (p. 1196) ; *ses observations sur le fait qu'il n'est pas nécessaire de faire un délit particulier de l'ivresse manifeste dès l'instant où est sanctionné l'état alcoolique* (p. 1196) ; *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 1er du Code de la route (peine prévue pour toute personne qui aura conduit un véhicule alors qu'elle se trouvait sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur, égal ou supérieur à 0,80 gramme pour 1.000)* (p. 1196) ; *institution d'un taux plancher pour la répression de l'alcoolisme au volant ; divergences entre le projet de loi, l'amendement de la Commission des lois et celui de la Commission des affaires culturelles ; distinction entre l'ivresse manifeste et l'état alcoolique caractérisé par la présence d'un taux de 0,80 gramme pour 1.000 ; sanction de la première infraction à la loi* (p. 1197) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 1er du Code de la route, à supprimer les mots : « en état d'ivresse ou »* [22 avril 1970] (p. 1216) ; *son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud, après les mots : « de certains axes routiers » à insérer les mots : « et en dehors de toutes agglomérations »* (p. 1219) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud par de nouvelles dispositions (cas du conducteur qui aura repris la conduite de son véhicule avant que le taux d'alcool dans le sang soit redevenu inférieur au taux fixé par la loi)* (p. 1219) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1219) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article L 1er du Code de la route après les mots : « l'alinéa premier ci-dessus » à insérer les mots : « et en cas de récidive d'infraction de celles prévues à l'alinéa deux ci-dessus »* (p. 1220) ; *retrait de son amendement* (p. 1220) ; *son amendement tendant dans le sixième alinéa du texte proposé pour*

cet article après les mots : « vérifications médicales » à insérer les mots « cliniques et biologiques » (p. 1220) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa du texte proposé par cet article à insérer trois alinéas nouveaux (conditions dans lesquelles il pourra être procédé à des mesures de dépistage sur tout ou partie de certains axes routiers et en dehors de toutes agglomérations même en l'absence de tout accident ou de toute infraction)* (p. 1220) ; *retrait de son amendement* (p. 1220) ; *son amendement tendant à supprimer le septième alinéa du texte proposé par cet article* (p. 1220) ; *retrait de son amendement* (p. 1220) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du huitième alinéa du texte proposé pour cet article : « un règlement d'administration déterminera les conditions dans lesquelles seront effectuées les opérations de dépistage et les vérifications médicales, cliniques et biologiques prévues au présent article »* (p. 1221) ; *ses observations sur les opérations de dépistage* (p. 1221) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (organisation d'une interrogation portant sur les dangers de la conduite d'un véhicule automobile avec plus de 0,80 gramme pour 1.000 d'alcool dans le sang lors des examens organisés en vue de l'obtention du permis de conduire)* (p. 1222).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale. Ses explications de vote : *Ses observations sur l'autorité du Président de la République ; problème de l'implantation d'industries étrangères en France ; intégration de l'Allemagne dans l'ensemble européen ; nécessité de s'attaquer aux privilèges et aux injustices sociales et fiscales* [15 octobre 1970] (p. 4344).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Conséquence de l'ouverture du gaullisme ; ses observations sur le fait que le Premier Ministre est devenu le premier préfet de France ; continuité du gaullisme* [21 avril 1971] (p. 1299) ; *ses observations sur le fait que le Chef d'Etat est la vivante antithèse du général de Gaulle* (p. 1300) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière. Son rappel au Règlement : *Conditions de travail imposées aux parlementaires ; application de l'article 62 du Règlement* [29 juin 1971] (p. 3513).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale. Ses explications de vote sur la motion de censure : *Explications de vote ; problèmes monétaires ; hausse du prix de l'or ; plan international de coopération* [5 octobre 1972] (p. 3942).

G

GABAS (François)

Député de la Haute-Garonne
(6e circonscription)
App. S.

En remplacement de M. Hippolyte Ducos, décédé le 14 novembre 1970.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 novembre 1970] (p. 5596).

S'apparente au groupe socialiste [1er décembre 1970] (p. 6061).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 décembre 1970] (p. 6140), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Intervention :

Prend part à la discussion, en troisième lecture, du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Vote des apparentés socialistes* [30 juin 1971] (p. 3581).

GABRIAC (Jean)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement de M. Louis-Alexis Delmas, décédé le 4 février 1973 [*J.O.* du 7 février 1973] (p. 1461).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 11 mars 1973] (p. 2705).

GAILLARD (Félix)

Député de la Charente
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis app. S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Nécessité de mettre fin à des actions blâmables et nuisibles à l'ordre public ainsi qu'à la décence publique ; répression des actions menées à force ouverte ; principe d'une responsabilité collective ; son vote sur le sous-amendement de M. Mitterrand* [29 avril 1970] (p. 1421).

Décédé le 9 juillet 1970 [*J.O.* du 16 juillet 1970] (p. 6639).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1970] (p. 4046).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube.
(2e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DÉLÉGUÉ
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DES QUESTIONS ATOMIQUES ET SPATIALES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

MINISTRE
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

MINISTRE DES TRANSPORTS
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre des Postes et Télécommunications (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre des Transports (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement à ses fonctions de Ministre des Transports (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures, n° **2628** [9 novembre 1972].

Son projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant Code du travail maritime, n° **2737** [7 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Problèmes généraux de la recherche ; création d'un intergroupe parlementaire pour la science et la technologie ; méthodes suivies pour définir la politique scientifique de la nation ; rôle de la délégation générale à la recherche scientifique et technique ; crédits de fonctionnement ; procédure de l'enveloppe-recherche ; développement des structures d'orientation et de coordination ; regroupement des actions concertées et des aides au développement ; accélération de l'enquête du crédit national lors de la préparation et de l'instruction des dossiers ; autorisations de programme ; recherche fondamentale ; dotation du C.N.E.-*

X.O. ; secteur de l'aide au développement industriel ; crédits de fonctionnement ; C.N.R.S. ; fonctionnement de l'I.R.I.A. ; problème des chercheurs ; nécessité d'inciter l'industrie privée à s'assurer le concours de chercheurs qui ont prouvé leurs qualités au service de l'Etat ; délégation générale à la recherche scientifique et technique ; ses observations sur le fait que le délégué général n'est pas un ordonnateur secondaire ; problème de l'A.N.V.A.R. ; ses observations sur l'espace ; engagements internationaux dans le cadre de l'Eldo ; réalisation de la fusée Europa II ; *satellite franco-allemand* Symphonie ; Blue Streak [18 novembre 1968] (p. 4665 à 4668) ; *problème des licences américaines ; ses observations sur les lanceurs ; question de la création d'une agence spatiale unique ; possibilité de créer un organisme de coordination composé de très hauts fonctionnaires européens ; ses observations sur l'hydrogène-oxygène ; rôle de la société d'étude et de propulsion par réaction ; idée d'une agence française de l'espace ; ses observations sur* Diamant B ; *problème de la prolifération des organismes ; plan-calcul ; programme de la gamme I ; ses observations sur* Iris 50 ; *ses observations sur le C.I.I. ; enseignement de l'informatique ; commissariat à l'énergie atomique ; politique générale du commissariat ; production d'électricité d'origine nucléaire ; utilisation du potentiel de recherche au profit de notre industrie ; domaine électro-nucléaire ; filière des surrégénérateurs* (p. 4668 à 4672) ; *valorisation des sommes dépensées en Europe pour les études de centrales électro-nucléaires ; filière graphite-gaz ; proposition de M. Maurice Schumann de mettre en commun les recherches sur les surrégénérateurs pour préparer avec l'industrie allemande une grande centrale de 1.000 mégawatts ; contacts avec l'industrie italienne ; proposition de centrale à eau lourde faite par Siemens au gouvernement roumain ; collaboration avec l'industrie allemande ; rôle de l'Euratom ; réacteur Orgel ; réacteurs surrégénérateurs ; usine de séparation des isotopes de l'uranium ; usine de séparation isotopique européenne ; ses observations sur le document qui est annexé au projet de loi de finances ; crédits de la recherche appliquée ; problème de l'emploi ; énergie nucléaire ; carrières des chercheurs; problème de la mobilité des chercheurs ; crédits affectés au C.N.R.S. ; enveloppe-recherche ; recherches poursuivies à des fins militaires ; recherche sur le cancer ; décentralisation de l'activité aéro-spatiale ; intelsat ; réseaux régionaux ; efforts déployés dans le domaine des sciences humaines ; institut de recherche d'urbanisme ; pollution de l'air* (p. 4688 à 4692) ; *situation de la société d'études pour la propulsion par réaction et celle de la société Air-Liquide ; fusée intercontinentale ; fusée* Blue-Streak ; *question de la multiplicité des organes publics ; coordination entre les organismes* (p. 4692 à 4694).

En qualité de Ministre des Postes et Télécommunications :

Répond aux questions orales avec débat de MM. Neuwirth, Poudevigne et Mme Prin relatives au financement et au développement des installations téléphoniques et du télex : *Exactitude des chiffres cités dans le débat ; accélération du rythme des investissements ; dévouement du personnel des télécommunications ; calcul des investissements nécessaires après enquête sur les possibilités de réalisation de l'industrie française ; financement des autorisations de programme nécessaires au cours des années 1970 à 1975 ; modernisation de l'équipement postal ; impossibilité d'augmenter les tarifs téléphoniques ; constitution d'une société de financement du téléphone ; caractère par actions de cette société de financement ; difficulté de placer des obligations sur le marché ; appel à des capitaux étrangers ; formule du leasing ; importance toujours plus grande des équipements collectifs et publics nécessaires aux sociétés industrielles modernes* [17 octobre 1969] (p. 2752 à 2754) ; *possibilité de fixer l'épargne française dans un cadre national par le moyen de la société de financement du téléphone ; nouvelles méthodes de gestion à l'intérieur du Ministère ; diminution des autorisations de programme destinées aux télécommunications de 1949 à 1959 ; respect de la notion de service public* (p. 2756, 2757).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Politique d'équipement du Ministère devant contribuer à l'effort national d'industrialisation ; politique tarifaire et commerciale ; problèmes financiers du budget des P.T.T. ; volume du trafic écoulé en 1968 ; pourcentage de croissance des investissements ; lancement d'une société de*

financement des télécommunications ; problème du financement par emploi des fonds des chèques postaux ; indexation d'une partie des loyers de l'administration à la société de financement sur des paramètres représentatifs du développement des télécommunications ; rôle de cette société ; modalités de rachat des matériels ; contrats de crédit-bail ; rôle des indexations ; valeur de rachat des installations ; date de la mise en service de la société de financement ; formule d'intéressement ; modernisation du service postal ; motorisation de la distribution postale ; définition de nouvelles structures pour la poste en zone rurale ; système des guichets annexes mobiles motorisés ; bureaux de poste auxiliaires ; rémunération des receveurs auxiliaires ; mécanisation des opérations de tri et de guichet ; ses observations sur le problème de la codification ; amélioration des moyens de transport à longue distance ; problème des chèques postaux ; source du déficit ; utilisation du petit chèque postal par les usagers ; effort de mécanisation des chèques postaux ; généralisation de l'utilisation des ordinateurs ; taxe de raccordement ; taxes téléphoniques ; procédure d'avance remboursable ; politique tarifaire ; réforme dite « du courrier à deux vitesses » ; augmentation du poids limite des paquets ; conséquence du fait qu'une grande société peut demander régulièrement de virer le montant de ses facturations à son compte chèque postal ; centre national d'études télécommunications ; augmentation des commandes passées aux sociétés françaises ; contrôle des prix ; politique relative au personnel ; reconversion des opératrices par suite de l'automatisation du secteur des télécommunications ; développement des cours de recyclage ; politique commerciale de contact avec les usagers du téléphone ; problèmes de la Bretagne ; nombre des accidents [3 novembre 1969] (p. 3233 à 3237) : *conséquences des perturbations récentes intervenues dans le courrier ; grèves des centres de tri de Paris XV et de Paris VIII ; trafic postal ; insertion des programmes de télécommunications dans le projet de constructions immobilières ; rôle de la société de financement des télécommunications ; choix des implantations ; revalorisation indiciaire des catégories C et D ; attitude du personnel des P.T.T. devant les progrès de l'automatisation et les réductions d'emploi qui en résultent ; effort de rénovation de l'enseignement ; services d'enseignement et de formation professionnelle ; problème de la normalisation ; standardisation des transmissions ; standardisation du matériel Crossbar pour la commutation ; ses observations sur le central Michelet ; mise en service à Perros-Guirec du commutateur électronique temporel ; élaboration des prototypes ; matériel postal des trieuses Saulnier-Duval ; ses observations sur l'intervention de Finextel ; financement des installations privées de télécommunications ; problème des tarifs ; taxe de raccordement ; absence de scandale des tarifs de télécommunications ; tarifs interurbains ; ressources pouvant être tirées des fonds des chèques postaux ; besoins du Trésor ; notion d'égalité des frais pour les usagers des chèques postaux ; politique commerciale des chèques postaux ; inquiétude du personnel ; ses observations sur le « livre blanc » du programme de financement et de réalisation des télécommunications en France ; reconversion des personnels ; amélioration des conditions de travail ; problème de l'ouverture des guichets quand les personnes sont libérées de leur travail ; question des avances remboursables* (p. 3244 à 3248) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (financement des équipements des télécommunications ; statut de ces sociétés)* [9 décembre 1969] (p. 4718, 4719) ; *cadre juridique et fiscal de l'intervention des sociétés de financement des équipements des télécommunications ; problème de l'autofinancement ; caractère de ces sociétés ; contrôle de leur activité ; taux d'intérêt actuariel des loyers payés par les P.T.T. ; rentabilité des équipements ; investissemens financés par ces sociétés* (p. 4719, 4720).

Répond à la question d'actualité de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative à la saturation du réseau téléphonique [26 juin 1970] (p. 3175, 3176).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les télécommunications ; situation du télex en France ; écoulement du trafic téléphonique ; automatisation du réseau téléphonique ; augmentation du nombre des abonnés raccordés ; Finextel* [29 octobre 1970] (p. 4894) ; *lancement d'un programme d'automatisation accéléré ; accueil réservé par le public aux*

sociétés de financement des télécommunications ; constitution de la société Codetel ; ses observations sur la poste ; hausse des tarifs en 1971 ; crédits pour les bâtiments ; effort en matière de motorisation de la distribution ; ses observations sur les services financiers ; problème des chèques postaux ; augmentation de la taxe moyenne des mandats de versement et des mandats-lettres ; réduction des coûts de gestion ; utilisation de l'informatique pour la tenue et la gestion des comptes (p. 4895) ; *problème de l'équilibre des chèques postaux ; relèvement du taux d'intérêt servi par le Trésor ; nécessité d'adopter des mesures de redressement afin de supprimer progressivement le déficit des chèques postaux ; question de la dotation de l'administration des P.T.T. de deux budgets annexes : l'un, des chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne, l'autre, des services de la poste et des télécommunications ; politique du personnel ; revalorisation de nombreuses indemnités ; structures de notre administration ; objectifs du Gouvernement* (p. 4896) ; *problème de l'aéropostale ; ses observations sur les DC 4 ; question du matériel ambulant ; conditions du travail féminin* (p. 4905) ; *conclusions des commissions Masselin et Lecarpentier ; réforme des catégories C et D ; organisation des acheminements* (p. 4906) ; *problème du reclassement des opératrices du téléphone ; problème des lignes rurales ; question des tarifs ; concurrence internationale pour les expéditions de gros usagers ; prime de résultat d'exploitation* (p. 4906) ; *ses observations sur le service Cidex ; situation de Finextel* (p. 4907) ; *cas des techniciens des télécommunications ; statut des techniciens d'exploitation et de fabrication d'armement ; ses observations sur les chèques postaux* (p. 4907) ; *automatisation des centres de chèques postaux ; baisses de prix des matériels téléphoniques ; problème des inspecteurs ; travaux de la commission Lecarpentier ; généralisation du « crossbar » pour l'équipement des centraux automatiques* (p. 4908) ; Art. 45 : *Aménagement du centre de Pleumeur-Bodou ; problème de l'équipement de la région parisienne en bureaux de postes ; raccordement au réseau téléphonique d'un habitant d'un grand ensemble ; obligation faite aux constructeurs de prévoir des gaines de passage ; demandes des avances remboursables aux promoteurs des ensembles résidentiels ; affectation des sommes réunies par les sociétés de financement du téléphone* (p. 4909) ; Art. additionnel : *Son engagement d'adopter des mesures de redressement telles que le déficit des chèques postaux soit supprimé le 1er janvier 1974* (p. 4910).

Répond à la question d'actualité de M. Ducray relative à la distribution de prospectus pornographiques [4 juin 1971] (p. 2387, 2388).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au travail du personnel des télécommunications [25 juin 1971] (p. 3447).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème des télécommunications ; taux d'autofinancement ; volume des investissements prévus pour 1972* [26 octobre 1971] (p. 4918) ; *réforme des structures des services extérieurs des télécommunications ; automatisation du tri ; programme d'équipement de la poste ; acquisition d'avions nouveaux ; transport et distribution de la presse ; problème des chèques postaux ; introduction d'une tarification des opérations de virement ; taxation des chèques et des virements multiples ; rémunération à un taux plus élevé par le Trésor de l'accroissement des fonds mis à sa disposition* (p. 4919) ; *augmentation des salaires ; crédits de fonctionnement ; prêts spéciaux consentis par la Caisse des dépôts et consignations et la Caisse nationale de Crédit agricole* (p. 4920) ; *bureaux de poste; télécommunications ; montant de la taxe de raccordement ; problème des coupures de câbles ; ses observations sur les câbles sous-marins avec les Etats-Unis* (p. 4925) ; *statut des techniciens ; situation des opératrices ; prime de reconversion ; avances remboursables ; problème des chèques postaux ; problème des délais de raccordement ; ses observations sur les sociétés de financement du téléphone ; investissements en télécommunications ; bénéfices des sociétés industrielles* (p. 4926) ; *reclassement des opératrices ; travail du samedi ; horaires de travail ; chute du nombre de mandats ; taxation des chèques de virement ; problème des emprunts* (p. 4927) ; ***prime de résultat d'exploitation ; indexation de la prime*** (p. 4927) ; *augmentation des effectifs de la poste* (p. 4928).

Répond à la question d'actualité de

M. Gaudin relative aux personnels des P.T.T. [21 juin 1972] (p. 2693, 2694).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au téléphone rural [30 juin 1972] (p. 3052, 3053).

En qualité de Ministre des Transports :

Répond à la question d'actualité de M. Gerbaud relative aux rapports franco-américains en aéronautique [6 octobre 1972] (p. 3973).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative aux revendications des cheminots [20 octobre 1972] (p. 4270).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Dépenses ordinaires ; dépenses en capital ; subvention d'équilibre à la S.N.C.F. ; normalisation des comptes ; compensation des obligations de service public ; déficit des lignes omnibus ; baisse du trafic marchandises ; politique commune européenne* [3 novembre 1972] (p. 4659, 4660) ; *allègement de la tutelle administrative sur la S.N.C.F. ; suppression du contingentement du transport routier en zone courte ; autorisation d'augmenter le poids total en charge autorisé ; pose de contrôlographe afin de contrôler la durée du travail, la conduite et la vitesse ; plan d'adaptation économique et social de la batellerie ; taxe à l'essieu ; tunnel sous la Manche ; transports urbains ; déficit de la R.A.T.P.* (p. 4661) ; *couloirs d'autobus ; annonce d'un projet de loi tendant à dégager au bénéfice des collectivités locales une ressource nouvelle provenant d'un versement de transport ; dépenses d'investissement de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. en région parisienne ; R.E.R. ; prolongation de lignes de de métro (transversale Nord-Sud) ; desserte des villes nouvelles de la région parisienne ; métros de Lyon, Marseille, Lille* (p. 4662) ; *bonifications de campagne aux agents de la S.N.C.F. ; anciens déportés politiques ; veuves d'agents de la S.N.C.F. morts pour la France ; aérotrain* (p. 4663) ; *ses réponses aux orateurs concernant les transports à Marseille et dans sa région ; liaison Marseille-Fos, le métro de Marseille, les transports en commun dans la région parisienne* (p. 4669) ; *le R.E.R. vers Marne-la-Vallée* (p. 4669, 4670) ; *la voie dite de « grande ceinture », la taxe de transport payée par les entreprises* (p. 4669) ; *le tronçon central du R.E.R. ; le programme d'investissement de la S.N.C.F. pour 1972-1973 ; le respect de la réglementation du travail par les routiers, le contrôle des véhicules routiers (contrôlographe), la charge par essieu des poids lourds, la taxe à l'essieu, la fermeture des lignes omnibus, la ligne Boulogne-Paris, l'indemnisation des victimes de Vierzy, la ligne de Hirson* (p. 4670, 4671) ; II. - TRANSPORTS TERRESTRES, Titre IV : *Affectation de l'excédent du versement des employeurs pour les transports dans la région parisienne aux budgets d'équipement des entreprises des transports en commun* (p. 4671, 4672) ; IV. - MARINE MARCHANDE : *Aide à la flotte de commerce ; rajeunissement de la flotte française ; emploi des gens de mer* (p. 4675); *Communauté économique européenne ; aide à la construction navale ; gros navires pétroliers ; concurrence japonaise ; concertation entre pays pour limiter les risques de surcapacité au niveau mondial ; situation des moyens et petits chantiers : pêche ; subvention pour la modernisation de la flotte de pêche* (p. 4676) ; *pêche artisanale ; intervention de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) ; participation aux discussions internationales sur la protection des fonds de pêche et sur les droits de la mer ; conférence du droit de la mer des Nations unies : conchyliculture, ostréiculture, ressources de la Société nationale de sauvetage en mer ; études en cours sur un droit de timbre sur les permis de conduire les navires à moteur ainsi que l'institution d'une assurance obligatoire destinée à couvrir le remboursement des frais de sauvetage ; politique sociale ; formation professionnelle ; retraites ; subvention à l'établissement national des invalides de la marine ; veuve du marin victime d'un accident professionnel* (p. 4677, 4678) ; *ses réponses à divers orateurs : liaison entre le continent et la Corse ; rapport Longeaux ; F.E.O.G.A. ; droit de la mer ; article 79 du Code du travail maritime* (p. 4684) ; *création d'un ministère de la mer ; école d'apprentissage maritime ; école du Trieux ; rattrapage des pensions ; aide à l'ostréiculture ; contrat pluriannuel pour la pêche* (p. 4685) ; *médecins des gens de mer ; mesures en faveur des pêcheurs de sardines ; pêche industrielle et artisanale ; école d'apprentissage de Guilvinec ; absence d'aide à la construction des navires de pêche en bois ; établis-*

sement national des invalides de la marine ; classement catégoriel des marins-pêcheurs (p. 4686) ; Titre VI : *Ses observations à l'amendement de réduction des crédits de ce titre de M. Miossec ; augmentation des crédits d'aide à la pêche et définition d'une règle du jeu* (p. 4687) ; TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE : *Aéroport de Paris ; amélioration des moyens des services (création d'emplois) et quasi-stabilité des autres crédits ; progression du transport aérien ; investissements dynamiques ; Roissy ; limitation des excès de capacité sur l'Atlantique-Nord* [8 novembre 1972] (p. 4879) ; *accord d'Ottawa ; trafic à bas prix sur l'Atlantique-Nord ; modification de la notion du charter ; construction aéronautique ; sa réponse à M. Labbé sur le succès commercial de* Concorde ; *coopération européenne et carrière commerciale d'*Airbus (p. 4880) ; Mercure ; *redevances de route ; renforcement de la participation locale au financement des infrastructures ; sa réponse à M. Baudis sur les redevances dues par l'aviation légère ; soutien à l'industrie aéronautique ; disparition des nuisances et du bruit* (p. 4881) ; *sa réponse à M. Baudis sur le problème de la desserte aérienne du territoire ; développement du réseau exploité par les transporteurs régionaux ; étude d'un plan indicatif de desserte du territoire ; liaisons entre la province et l'étranger ; ouverture de liaisons nouvelles utilisant des appareils du Centre d'exploitation postale* (p. 4882) ; *ses réponses à M. Dardé sur les agents contractuels de l'aviation civile (agents contractuels techniques des bases aériennes, agents de la météo), financement de* Concorde, Mercure, Airbus ; *moteur de dix tonnes ; propositions communautaires à propos de la construction aéronautique* (p. 4888) ; *sa réponse à M. Dardé et à M. Cermolacce sur le financement des investissements d'Air France ; situation d'Air Inter ; liaisons par fer d'Orly et de Roissy-en-France avec la capitale ; sa réponse à M. Gerbaud sur le rapprochement européen ; problème des droits de douane américains, à M. Cermolacce sur le problème du radar de Clermont-Ferrand et de la météorologie nationale, à M. Commenay sur la place de l'industrie américaine* (p. 4889) ; *piraterie aérienne ; aérodromes des Landes* (p. 4890), *à M. Wagner sur la modernisation de l'aérodrome de Toussus-le-Noble, à M. Bozzi sur la desserte aérienne de la Corse ; transports par charters entre le continent et la Corse ; annonce la publication du rapport de l'accident de la* Caravelle *Ajaccio-Nice, à Mme Troisier sur les nuisances que supporteront les riverains de l'aéroport de Roissy-en-France ; évolution des moteurs* (p. 4890, 4891); Etat B, Titre IV : *Ses observations à l'amendement de M. Servan-Schreiber transférant des crédits du* Concorde *sur l'*Airbus *et sur la nécessité de passer le plus vite possible à la réalisation du* Super-Concorde ; *retard de l'*Airbus ; *moteur de l'*Airbus (p. 4893) ; *inutilité de cet amendement ; politique française tendant à disposer de supersoniques long-courrier, moyen-courrier à grande capacité, appareil court-courrier économique* (p. 4894) ; *ses réponses aux questions de M. Servan-Schreiber ; absence de commande d'Airbus par la B.E.A.* (p. 4894).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la réglementation communautaire des véhicules utilitaires [17 novembre 1972] (p. 5378, 5379).

Répond à la question d'actualité de M. Raymond Barbet relative aux revendications des cheminots [24 novembre 1972] (p. 5650, 5651).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la police des aérodromes, modifiant et complétant le Code de l'aviation civile première partie, Art. 1er : *Son amendement rappelant les prérogatives du service des douanes dans les opérations de contrôle opérées sur les aérodromes internationaux* [29 novembre 1972] (p. 5739) ; Art. 2 : *Son amendement modifiant la rédaction de l'article L 282-8 précisant la manière de procéder, en accord avec la procédure pénale à toutes les visites nécessaires* (p. 5741) ; *son accord à l'amendement de pure forme de M. Magaud à l'article L 282-10 du Code* (p. 5741) ; Art. 4 : *Son amendement complétant le deuxième alinéa de cet article* (p. 5742) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1963 réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures : *Aggravation des sanctions aux délits de pollution par les hydrocarbures causés en mer ; sa réponse à M. Barel concernant les propositions de la France en matière de police internationale de la pollution par les hydrocarbures à l'Organisation maritime intergouvernementale de la navigation et l'exclusion des navires de la Marine nationale du champ d'application de cette loi ; sa réponse à M. Dumortier*

concernant les fleuves, les rivières et les estuaires [13 décembre 1972] (p. 6104, 6105);

— du projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant Code du travail maritime : *Disparition de la législation française de la discrimination de nationalité à l'égard des ressortissants des Etats membres de la C.E.E. pour l'embarquement à bord d'un navire français, sauf en ce qui concerne les emplois de capitaine de navire et de radio-électricien ; équivalence des brevets et des titres maritimes* [13 décembre 1972] (p. 6107) ; *s'emploiera à l'application des dispositions de l'article 117 du Traité de Rome relatif à l'harmonisation des charges sociales ; donne l'assurance qu'aucune modification n'interviendra tant pour les prestations sociales que pour le système des retraites des marins français ; sa réponse à M. Cermolacce concernant le problème posé par les Pakistanais et les Indiens vivant en Grande-Bretagne ; ses observations aux amendements de la Commission ; sa demande de retrait du second stipulant qu'en cas de pénurie constatée de personnel qualifié répondant aux conditions de nationalité définies à l'alinéa précédent, des dérogations temporaires individuelles pourront être accordées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat* (p. 6108, 6109).

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
(6e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à rétablir pour cinq années à compter du 1er décembre 1967 les dispositions des articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 16 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 321 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative aux conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ aux exploitants agricoles, propriétaires, fermiers ou métayers cessant leur activité, n° 448 [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à améliorer le régime d'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° 1572 [18 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'enfance inadaptée ; enseignement du premier degré ; ses observations sur les classes-ateliers ; objectifs du Ve Plan ; enseignement préscolaire et élémentaire ; nombre des cours préparatoires ; problème des locaux ; abrogation des zones de salaire ; écoles maternelles* [28 octobre 1968] (p. 3630, 3631) ; DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXE DES ESSENCES ET DES POUDRES, Art. 34 : *Situation des appelés ; problème de leur prêt ; ses observations sur les chars* AMX 30 ; *relèvement d'indice des sous-officiers de carrière ; problème de la gendarmerie* [30 octobre 1968] (p. 3759, 3760) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Cas des rapatriés d'Afrique du Nord ; possibilité d'accorder des facilités et des délais aux rapatriés gênés par les échéances de remboursement ; problème de l'indemnisation ; proposition de loi du groupe communiste* [14 novembre 1968] (p. 4399, 4400).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Organisation des régions ; organisation des études pour l'aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise ; cas du département des Bouches-du-Rhône ;*

implantation d'un complexe industrialo-portuaire dans le golfe de Fos avec la création d'une unité sidérurgique ; industrialisation de la région économique Provence-Côte d'Azur ; coût des équipements ; insuffisance des infrastructures routières et des télécommunications [11 décembre 1968] (p. 5366, 5367).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 56 : *Répartition de la taxe spéciale d'équipement de la région parisienne ; possibilité de permettre au conseil municipal de renoncer à percevoir cette taxe locale d'équipement quand il s'agit de constructions familiales à caractère principal* [30 octobre 1969] (p. 3096, 3097) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par la phrase suivante : « Toutefois pour les entreprises groupant plus de 20 ouvriers le montant de la patente sera calculé de manière à ce que leur quote-part soit égale à celle qu'elles auront versée en 1969 »* (p. 3097) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique ; capacité d'accueil des collèges d'enseignement technique ; ses observations sur les sections d'éducation professionnelle ; exploitation de la main-d'œuvre juvénile ; ses observations sur la quatrième pratique ; absence de création de postes de maître d'internat et de surveillant d'externat ; déficit de maîtres de l'enseignement technique pour les enseignemens spéciaux ; construction d'établissements du second degré et d'établissements scolaires spécialisés ; exemple de la construction d'un collège d'enseignement technique dans la commune administrée par l'orateur ; ses observations sur les collèges d'enseignement technique de jeunes filles ; multiplication des classes préparatoires et professionnelles ; conditions faites aux familles de travailleurs dont les enfants fréquentent les C.E.T. ; amélioration des aides sociales accordées aux familles ; augmentation des frais de pension et de demi-pension ; problème de la « rénovation pédagogique » ; nombre de postes de stagiaires ; formation professionnelle* [13 novembre 1969] (p. 3627, 3628) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Problème des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ; cas des enseignants ayant exercé en Tunisie ; problème des dérogations à l'obligation scolaire ; insuffisance des moyens scolaires mis à la disposition des jeunes jusqu'à l'âge de 16 ans ; exonération de la T.V.A. pour les travaux entrepris par les collectivités locales ; taxe locale d'équipement ; problème de la patente* [26 novembre 1969] (p. 4360, 4361) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour le conseil municipal de renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur la construction d'habitations familiales individuelles à caractère principal correspondant aux normes des logements aidés par l'Etat)* (p. 4366) ; *taux de la taxe spéciale d'équipement* (p. 4367, 4369) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les conseils municipaux pourront majorer, dans la limite de 20 %, le taux des patentes des assujettis dont la valeur locative est supérieure à 200.000 francs »* (p. 4371) ; *majoration du taux des patentes* (p. 4372) ; *valeur locative des locaux professionnels* (p. 4372).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Propérité des grandes affaires et leur développement ; disparition des petits commerçants et artisans ; augmentation du chiffre d'affaires d'Uniprix et de Félix Potin ; déductibilité de la T.V.A. frappant les investissements permettant aux grandes sociétés créant quatre « grandes surfaces » de vente d'en ouvrir gratuitement une cinquième* [10 avril 1970] (p. 969, 970) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Formation des maîtres ; rénovation pédagogique ; recrutement des élèves-maîtres dans les écoles normales ; statut des instituteurs remplaçants ; exemple du département des Bouches-du-Rhône ; nécessité de créer une vie éducative des adolescents dans les lycées et les collèges ; situation des instructeurs, corps de fonctionnaires créé pour mettre en œuvre le plan de scotarisation en Algérie en 1956 ; gratuité de l'enseignement jusqu'à l'âge de 16 ans* [15 avril 1970] (p. 1066).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (droit de vote pour les jeunes âgés de 18 ans ac-*

complis [9 juin 1970] (p. 2382) ; *ses observations sur la majorité électorale* (p. 2382) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas des jeunes gens qui poursuivent des études en vue de l'obtention du diplôme de docteur en médecine ou qui préparent un concours d'agrégation)* [10 juin 1970] (p. 2409) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2409) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2418) ; *imprécision du texte* (p. 2418) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa (2°) de cet article deux nouveaux alinéas (problème des dispenses ; rôle de la Commission départementale)* (p. 2426, 2427) ; *compétence de la Commission départementale* (p. 2427) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance du nombre de collèges d'enseignement technique ; formation pédagogique ; nécessité de créer de nouveaux C.E.T. en raison de l'implantation du complexe industriel de Fos ; ses observations sur l'association pour l'enseignement professionnel et la promotion sociale ; organisation des C.A.P. en trois ans ; multiplication des sections de première adaptation dans les lycées techniques ; réduction des effectifs dans les classes ; abaissement des maxima de service des professeurs non agrégés ; problème de l'auxiliariat ; nécessité de recruter des professeurs qualifiés titulaires et des surveillants ; disparition de la première année des I.P.E.S. ; orientation professionnelle ; ses observations sur les élèves des lycées et des collèges ; mesures sociales du Gouvernement ; enseignement privé ; rémunération des agents de l'Education nationale ; problème de la gratuité de l'enseignement ; augmentation de la part de bourses* [14 novembre 1970] (p. 5571) ; *problème des retards scolaires ; importance de l'éducation artistique et de l'éducation physique ; inexistence de la technologie* (p. 5572) ; Titre III : *Vote du groupe communiste* (p. 5586).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'emploi des travailleurs d'une entreprise marseillaise (Etablissements Coder) [20 novembre 1970] (p. 5845).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE : *Programme de gouvernement présenté par le parti communiste français ; nombre de collèges d'enseignement technique du département des Bouches-du-Rhône ; cas de la région lorraine ; taux d'encadrement dans le technique ; formation des maîtres ; situation dans les lycées* [9 novembre 1971] (p. 5570) ; *problème de la surveillance ; ses observations sur les I.P.E.S. ; problème de l'auxiliariat ; statut des personnels de l'orientation scolaire ; statut concernant les bibliothécaires documentalistes des établissements scolaires ; statut des chefs de travaux des lycées techniques* (p. 5571).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux incendies de forêt [10 décembre 1971] (p. 6670, 6671).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 6 : *Liberté d'expression* [3 mai 1972] (p. 1274) ; Art. 8 : *Adhésion à un parti politique* (p. 1278) ; Après l'Art. 9 : *Neutralité politique des militaires dans l'exercice de leurs fonctions* (p. 1285) ; Art. 13 : *Mariage des militaires* (p. 1287) ; Art. 24 : *Problème des notations* (p. 1291) ; *ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 1291, 1292) ; Art. 29 : *Droits de la défense* (p. 1295) ; Après l'Art. 35 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 1299) ; Art. 67 : *Avantages sociaux des retraités militaires* (p. 1312) ; Art. 81 : *Cas de l'officier de réserve admis à servir en situation d'activité* (p. 1314) ; Art. 98 : *Légion étrangère* (p. 1318) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ; Art. 5 : *Conditions des élections aux conseils d'administration de l'assurance vieillesse ; retrait de l'amendement de M. Andrieux* [17 mai 1972] (p. 1632).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux maîtres auxiliaires de l'enseignement [6 octobre 1972] (p. 3970, 3971).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Bilan négatif de l'action des gouvernements successifs ; implantation des grandes surfaces favorisée et élimination du commerce indépendant ; Fos-sur-Mer ; son attente d'un pro-*

jet de loi portant remplacement de la contribution des patentes ; nationalisation du secteur bancaire ; composition et pouvoir des commissions départementales d'urbanisme commercial ; T.V.A. ; double patente pour les succursalistes et les magasins à grande surface ; régime de prévoyance sociale égal pour tous ; régime d'assurance vieillesse [26 octobre 1972] (p. 4412, 4413, 4414) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation difficile des rapatriés, notamment des personnes âgées ; lenteur dans la liquidation des dossiers d'indemnisation* [7 novembre 1972] (p. 4799) ; *proposition de loi n° 192 du 19 juillet 1968 du groupe communiste ; solidarité nationale* (p. 4800) ; EDUCATION NATIONALE : *Octroi du statut de stagiaire aux remplaçants ; scandale de la généralisation du recrutement des suppléants ; mensualisation des traitements des remplaçants* [9 novembre 1972] (p. 4964) ; *conditions de travail des directeurs d'école ; reclassement indiciaire des P.E.G.C. (professeur d'enseignement général de collège) ; échelle indiciaire des professeurs certifiés ; statut des bibliothécaires et des documentalistes ; programme commun de la gauche : revalorisation de la fonction enseignante, titularisation des maîtres auxiliaires, amélioration des conditions de travail et d'enseignement, abaissement des effectifs d'élèves par classe, formation des maîtres ; promotion des maîtres de l'enseignement technique dans le programme commun de la gauche ; conseillers d'éducation ; chefs de travaux ; agents de service ; ouvriers professionnels et personnels de laboratoire ; nationalisation des établissements ; postes d'infirmière ; inspecteurs départementaux de l'Education nationale ; blocage dans l'enseignement* (p. 4965) ; *insuffisance d'encadrement ; statut des enseignants chercheurs et des assistants en sciences* (p. 4966).

GARDEIL (Robert)

Député des Bouches-du-Rhône
(5e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité consultatif des lignes de Corse [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité d'ordonner l'interruption des travaux)* [17 décembre 1968] (p. 5594) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Crédits bloqués au fonds d'action conjoncturelle ; problème du logement du personnel appelé à venir travailler à Fos* [5 novembre 1970] (p. 5149) ; *nécessité de préparer l'arrivée du personnel d'encadrement et de fonctionnement des usines ; difficultés qu'éprouvent les locataires des H.L.M. pour devenir propriétaires de leur logement* (p. 5150) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur les effectifs de la police ; contrôle des Nord-Africains et de certains étrangers en France ; situation dans la région marseillaise ; problème des incendies de forêts ; indemnisation des rapatriés ; étude des dossiers ; mise en place des commissions paritaires* [9 novembre 1970] (p. 5442, 5443) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Réforme de l'allocation de logement ; modalités de financement ; rôle de la cotisation de un pour cent ; extension de cette cotisation ; association des salariés à la gestion des organismes collecteurs ; prix du logement* [10 juin 1971] (p. 2681) ; Rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1179-3° du Code civil, Art. 1er : *Son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article, après le mot : « toutefois » à insérer les mots : « dans le cas où le marché le prévoit »* [11 juin 1971] (p. 2773) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (détermination de la juridiction compétente en cas de litige)* (p. 2776) ; Projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 33 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une nouvelle phrase (application des nouvelles dispositions aux sociétés existantes)* [12 juin 1971] (p. 2832) ; *retrait de son amendement* (p. 2833) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 83-2 du Code de l'urbanisme : *Son amendement tendant, après le 4e alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer un nouvel alinéa (mentions devant figurer dans le certificat d'urbanisme)* [12 juin 1971] (p. 2864) ; *son amendement tendant après le 5e alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa (obligations des maîtres d'ouvrage des équipements publics)* (p. 2864) ; *son amendement tendant après les mots : « visé à l'alinéa précédent » à une nouvelle rédaction de la fin de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « est porté à un an et peut être majoré par le certificat d'urbanisme »* (p. 2864) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe I de cet article* (p. 2880) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par un nouvel alinéa : « des contributions demandées par les services concédés pour la réalisation de leurs équipements »* (p. 2880) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Complexe Marseille-Fos ; réalisation des infrastructures routières, liées à l'aménagement de Fos ; liaison Rhône-Rhin ; liaison intra-européenne Mer du Nord - Mer Noire ; liaison fluviale Rhin-Maine-Danube* [16 juin 1971] (p. 3010, 3011) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Problèmes du logement et des équipements dans la zone de Fos ; situation des travailleurs de chantiers ; primes à la construction; problème de la région Provence-Côte d'Azur* [29 octobre 1971] (p. 5122) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Manque de personnel de la police marseillaise* [10 novembre 1971] (p. 5627) ; *service d'indemnisation des rapatriés ; nombre de dossiers de rapatriés dans le département des Bouches-du-Rhône ; incendies de forêt ; renforcement des équipes de sapeurs-forestiers ; flotte des Canadair* (p. 5628) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Avant l'Art. 1er : *Intégration dans le régime général* [17 mai 1972] (p. 1604) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Application du projet de loi ; forme de l'aide ; sa durée ; son financement* [18 mai 1972] (p. 1676, 1677) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Fos-sur-Mer ; aménagement de Marseille ; problème des transports marseillais ; métro ; liaison Marseille-Fos ; projet de liaison par aérotrain Marseille-Aix-Fos* [3 novembre 1972] (p. 4663, 4664) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Renforcement des moyens des services du travail et de la main-d'œuvre ; caractère prioritaire du développement de la politique de formation professionnelle ; région Provence-Côte d'Azur, Fos-sur-Mer ; difficultés de la caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône ; situation du marché du travail de la région Provence-Côte d'Azur ; centre pédagogique et technique dans la zone de Fos ; amélioration*

de l'accueil et du contrôle des travailleurs immigrés dans l'ensemble du Midi méditerranéen : logement, aide médicale [6 novembre 1972] (p. 4746-4747) ; EQUIPEMENT ET URBANISMEE : *Aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise ; problèmes de Fos ; concentration des activités du tertiaire supérieur duns Marseille ; problème de la rénovation urbaine ; espaces verts ; transports en commun et métro marseillais ; construction de la rocade n° 2 ; « parc-route » ; tunnel centre-ville ; réalisation de la super-rocade* [17 novembre 1972] (p. 5392) ; *liaisons Marseille-Fos* (p. 5393) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales : *Carte cantonale des Bouches-du-Rhône ; exemple du département du Var ; rattachement du canton des Saintes-Maries-de-la-Mer au canton d'Arles-Sud* [23 novembre 1972] (p. 5606) ; *élargissement de la compétence des conseils généraux par le décret du 13 janvier 1970 ; découpage cantonal pour Marseille* (p. 5607).

GARETS (Bertrand des)

Député de la Gironde
(9e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Robert Boulin, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), (24 septembre 1968) (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p.2848).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922).

Donne sa démission de membre de cette Commission [26 septembre 1968] (p. 2922).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [1er octobre 1968] (p. 2952), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1976] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à abaisser de 23 ans à 21 ans l'âge d'éligibilité des députés, des conseillers généraux et des conseillers municipaux, n° 1156 [27 mai 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les maisons individuelles ; nécessité pour le Ministère de l'Equipement d'être l'initiateur de nouvelles procédures d'invention et de développement ; centre scientifique et technique du bâtiment ; rôle du centre d'études du bâtiment et des travaux publics ; normes de construction des maisons individuelles ; cas de la région d'Aquitaine* [12 novembre 1968] (p. 4314, 4315) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 de cet article par le nouvel alinéa suivant : « toutefois, en ce qui concerne les vins d'appellation contrôlée et V.D.Q.S., le taux de T.V.A. restera inchangé »* [27 novembre 1968] (p. 4895).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi de finances pour 1969 dans le texte de la Commission mixte paritaire [12 décembre 1968] (p. 5380).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur le C.A.P. ; développement des classes de C.E.T. ; conséquence de la prolongation de la scolarité ; ses observations sur l'artisanat ; enseignement du latin et du grec* [13 novembre 1969] (p. 3636) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Promotion des maisons individuelles ; rôle du centre scientifique et technique du bâtiment ; importance de l'information ; coordination des divers corps d'Etat de la construction ; groupement de la profession du bâtiment ; procédure de l'agrément ; système du prêt unique ; refonte de la taxe locale d'équipement* [14 novembre 1969] (p. 3776) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Amertume du monde rural ; augmentation de la productivité ; problème*

foncier ; création souhaitable d'un institut de développement agricole ; expériences des sociétés foncières ; stabilisation des cours de la viande de porc ; prix du lait et de la viande bovine ; problème du vin ; taux de la T.V.A. : taux de prestation d'alcool vinique ; enseignement agricole [19 novembre 1969] (p. 3966) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Solidarité nationale ; lacunes du projet de loi ; établissement de la grille d'indemnisation ; création d'un fonds national d'indemnisation* [11 juin 1970] (p. 2511, 2512) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exemple du département des Landes* [7 novembre 1970] (p. 5342) ; *défense forestière contre les incendies ; problème de la prévention des incendies ; stockage du maïs ; problème de l'environnement ; question des excédents de certains produits ; problème de l'exportation ; nécessité pour le Ministre de s'adjoindre un deuxième secrétaire d'Etat ; création d'un Institut de développement agricole pour consolider le potentiel économique agricole et en promouvoir l'efficacité ; viticulture française ; ses observations sur les vins de qualité* (p. 5343) ; *réglementation européenne ; problème de la distillation ; prestations d'alcool vinique ; partage des responsabilités entre l'institut des vins de consommation courante et l'institut national des appellations d'origine contrôlée ; enseignement agricole ; attribution de la prime de recherche de professeurs des E.N.I.T.A, ; son vote* (p. 5344) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Importance de la réforme envisagée ; possibilité d'organiser au niveau des préfectures et des sous-préfectures des moyens modernes de gestion ; ses observations sur la proposition de loi tendant à faire élire le maire au suffrage universel ; amélioration des finances locales* [25 novembre 1970] (p. 5900, 5901) ; Avant l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (constitution d'un nouvel établissement public dénommé « Association » des communes rurales)* (p. 5920) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5920, 5921) ; Commission mixte paritaire : *Création de syndicats ; répartition des dépenses assumées par les collectivités en vue de la construction et du fonctionnement des collèges d'enseignement général et secondaire* [17 décembre 1970] (p. 6606) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 9 : *Cas des artisans de caractère fiscal ; problème de l'institution d'une patente sur les coopératives agricoles* [9 décembre 1970] (p. 6344) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux, Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer au début de l'article L 194 du Code électoral un premier alinéa : « Nul ne peut être élu conseiller général s'il n'est pas âgé de 21 ans révolus »* [17 décembre 1970] (p. 6614) ; *composition des conseils généraux* (p. 6614) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Son opposition à la question préalable ; problème de savoir si le Parlement a eu suffisamment de temps pour étudier le projet de loi ; objet de ce projet ; ses caractères* [1er juin 1971] (p. 2242) ; *indication des différentes réformes faites sous la Ve République ; son vote contre la question préalable* (p. 2243) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (application des textes qui régissent la constitution des communautés urbaines aux zones rurales ou urbano-rurales ; détermination du seuil à 25.000 habitants)* [2 juin 1971] (p. 2282) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer au mot : « limitrophes » le mot : « voisines »* (p. 2294) ; *nécessité de ne pas empêcher des communes voisines de fusionner* (p. 2294) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « regroupements de communes » à insérer les mots : « en communautés »* (p. 2294) ; *réserve de cet article* (p. 2294) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article : 1° après le mot « communautés » à supprimer le mot : « urbaines » ; 2° en conséquence, après les mots : « selon les règles prévues » à insérer les mots : « pour les communautés urbaines »* (p 2299) ; *réserve de son amendement* (p. 2299) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (application des textes qui régissent la constitution des communautés urbaines aux zones rurales ou urbano-rurales)*

[3 juin 1971] (p. 2339) ; *création de communautés rurales ; retrait de son amendement* (p. 2339) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur l'Aquitaine ; exode rural ; politique des zones industrielles ; constitution de réserves foncières à vocation d'implantation industrielle ; création de communautés rurales ; modification du système des primes* [17 juin 1971] (p. 3060) ; *tourisme ; problèmes agricoles ; relations entre l'Aquitaine et l'Espagne ; ses observations sur Bordeaux* (p. 3061) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation du monde rural ; « ruralisation » du Crédit agricole ; problème des équipements collectifs ; remembrement ; ses observations sur les régions viticoles ; enseignement privé ; viticulture ; aide à l'Institut national des appellations d'origine ; suppression du butoir de la T.V.A.* [16 novembre 1971] (p. 5759, 5760) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les champignonnières et la grande viticulture du Bordelais ; problème des stocks* [15 décembre 1971] (p. 6803) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, Art. 2 : *Fonctionnement des associations foncières* [18 novembre 1971] (p. 5948) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecat* [26 avril 1972] (p. 1073), [27 avril 1972] (p. 1099) ; *problème des découpages* (p. 1100) ; Art. 8 : *Compétences de la région ; déconcentration des crédits ; rôle du Conseil régional* (p. 1126, 1127) ; *son amendement* (p. 1127) ; *avis du Conseil régional* (p. 1127) ; Art. 13 : *Incompatibilité entre les fonctions de préfet de région et celles de préfet de département* (p. 1139) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa de cet article* (p. 1140) ; *ses observations sur les services régionaux* (p. 1141) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* [19 mai 1972] (p. 1744) ; *ses observations* (p. 1745) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, Art. 1er : *Ses observations sur le canton de Branne* [8 juin 1972] (p. 2344) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Etude de ce budget sous l'angle pratique de la surveillance, de la prévention, de la réparation et de l'éducation ; conférence de Stockholm ; possibilité d'intervention des maires ; parcs naturels et espaces verts ; problème de l'automobile, de la mer, enseignement de l'écologie ; demander le concours de la jeunesse* [27 octobre 1972] (p. 4497, 4498).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837, [4 avril 1972] (p. 789);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discusssion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant réforme du statut du fermage, n° 700 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à renforcer les dispositions prises par le Code rural contre les chiens errants, n° 1050 [9 avril 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Indemnité viagère de départ ; conditions nouvelles de son octroi ; zones de rénovation rurale* [10 décembre 1968] (p. 5276) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Situation des petites cités industrielles traditionnellement implantées en milieu rural ; ses observations sur le prolongement ouest du bassin ardoisier de l'Anjou ; problème de la décentralisation ; création d'une bourse de la décentralisation industrielle* [7 novembre 1969] (p. 3537, 3538) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant après les mots : « autres que l'amende », à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Bertrand Denis : « lorsque le contrôle de dépistage aura fait apparaitre un taux d'alcoolémie inférieur a 1,20 gramme et que l'auteur n'aura causé que des dommages matériels »* [22 avril 1970] (p. 1217) ; *gravité du retrait du permis de conduire* (p. 1217) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Ses observations sur l'indemnité viagère de départ ; insuffisances du statut du fermage et du métayage ; problème des productions animales ; réforme du statut du fermage ; ses observations sur sa proposition de loi* [26 juin 1970] (p. 3190) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, Art. 2 : *Nécessité pour les groupements fonciers agricoles de rester à caractère familial* (p. 3211) ; *retrait du sous-amendement déposé avec M. de Poulpiquet* (p. 3211) ; *retrait de l'amendement déposé avec lui* (p. 3212) ; Art. 3 : *Nécessité d'éviter que la constitution de groupements fonciers agricoles ne se fasse dans le seul but de faire bénéficier les intéressés d'avantages fiscaux ; établissement de certificats nominatifs ; retrait de son sous-amendement déposé avec M. de Poulpiquet* (p. 3212) ; en deuxième lecture : *Situation du gérant statutaire ; information du gérant ; problème consécutif à la dissolution du groupement foncier agricole* [11 décembre 1970] (p. 6515) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article : « Les statuts de ces décisions aux gérants statutaires, sauf que les décisions de dissolution ne pourront prendre effet qu'à l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la signification de ces décisions aux gérants, statutaires, sauf accord de ceux-ci »* (p. 6521) ; BAIL RURAL A LONG TERME, en deuxième lecture : *Discussion sur l'extension du champ d'application de l'indemnité viagère de départ ; institution d'un bail à long terme ; modernisation du statut du fermage* [11 décembre 1970] (p. 6474) ; Art. 870-25 du Code rural : *Durée du préavis* (p. 6478, 6479) ; *problème de la reprise triennale dans le bail de dix-huit ans* (p. 6479) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Statut du fermage ; mutations de l'agriculture ; augmentation*

des surfaces des exploitations ; ses observations sur la fin de l'ère d'auto-approvisionnement ; situation de l'exploitant fermier [7 novembre 1970] (p. 5344) ; *nécessité de donner au monde agricole une sécurité suffisante afin de pouvoir amortir raisonnablement les équipements en matériel ; possibilité de prévoir un bail d'une durée minimale de neuf ans assorti d'un préavis coustant de six ans ; spéculation foncière ; nécessité de déposer un projet de réforme du statut du fermage* (p. 5345) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Wagner, après les mots : « les sociétés coopératives » à substituer aux mots : « agricoles faisant acte de commerce pour leurs adhérents » les mots : « et les S.I.C.A. à l'exclusion de celles qui se livrent exclusivement à une activité de service »* [9 décembre 1970] (p. 6353) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Ses observations sur les secteurs non classés en zone de rénovation rurale mais qui en ont les caractéristiques ; crédits dégagés par la suppression de la taxe sur les carburants agricoles* [18 juin 1971] (p. 3110) ; *inscription de la route nationale n° 118 parmi les routes nationales de rase campagne* (p. 3115) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens d'Afrique du Nord ; octroi de la carte du combattant* [22 octobre 1971] (p. 4825, 4826) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.-S.A. : *Situation des élèves boursiers qui relèvent du Ministère de l'Agriculture ; projets de directives élaborés par la Commission de Bruxelles* [16 novembre 1971] (p. 5742) ; *exploitation familiale* (p. 5743) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Abaissement de l'âge de la retraite en faveur des travailleurs exerçant des métiers particulièrement pénibles ; son désir d'avoir des précisions sur la constitution des commissions qui auront à connaître des dossiers* [1er décembre 1971] (p. 6272) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux, Après l'Art. 4 : *Rôle des Commissions départementales des structures* [8 décembre 1971] (p. 6514) ; en deuxième lecture, Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 188-1 du Code rural* [20 décembre 1971] (p. 6991) ; *situation des petits exploitants dans l'Ouest ; cas des fils de bailleurs* (p. 6991) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Budget social ; bilan social de ces trois dernières années ; retraite des mères de famille ; injustice à l'égard des femmes d'agriculteurs qui ne bénéficient pas d'une bonification d'une annuité par enfant élevé à partir du deuxième* [24 octobre 1972] (p. 4324, 4325).

Mise au point au sujet de son vote à l'amendement de M. Villon, tendant à la suppression des crédits pour la force de frappe, par M. Gissinger [9 novembre 1972] (p. 4947).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Anciens combattants d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4576) ; LOGEMENT : *Evolution comparée du nombre de logements aidés sur le plan national dans la région parisienne et dans la région des Pays de Loire* [16 novembre 1972] (p. 5327) ; *son souhait de connaître les critères retenus pour les attributions de crédits au niveau des différentes régions ; urgence d'un effort particulier en matière de logements sociaux, d'H.L.M. locatives, de primes individuelles avec prêt du Crédit foncier* (p. 5328).

GAUDIN (Pierre)

Député du Var
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de la pro-

duction et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant du Conseil supérieur de l'hydraulique [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à considérer comme caduques, faute de ratification par le Parlement, les ordonnances n° 60-907 et n° 60-1256 prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, n° 1737 [19 mai 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur les paroles du Ministre ; politique des ports de plaisance ; aménagement du Bas-Rhône-Languedoc ; développement du nautisme ; situation des villages de la côte varoise* [31 octobre 1968] (p. 3807) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 3814) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Lutte contre les incendies de forêts ; rôle des* Catalina ; *achat de 10* Canadair [14 novembre 1968] (p. 4423) ; *surveillance aérienne ; coût de l'heure de vol des appareils ; sa question de savoir pourquoi l'armée n'intervient pas bénévolement pour des opérations d'intérêts général ; relation partisane du Ministre de l'Intérieur sur les événements de mai et de juin ; ses observations sur le fait que notre pays n'est plus en démocratie* (p. 4423, 4424) ; *défense de la forêt* (p. 4432) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, son rappel au Règlement : *Audition du Ministre de l'Equipement par la Commission des lois* [17 décembre 1968] (p. 5572) ; *ses observations sur la loi du 30 décembre 1967 ; problème des aménagements intérieurs des bâtiments existants ; contrôle* a posteriori *; paiement des primes ; cas des réalisations ne faisant pas appel à l'intervention d'un homme de l'art ; responsabilité civile de certaines personnes* (p. 5573) ; Art. 2 : *Responsabilité civile des architectes* (p. 5594) ; Art. 7 : *Permis de démolir* (p. 5595) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 1er septembre 1948 (droit au maintien dans les lieux)* (p. 5595) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5595) ; Ses explications de vote : *Recours au vote bloqué ; vote de la F.G.D.S.* (p. 5596).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la proposition de loi ayant pour objet de généraliser les quatre semaines de congés payés* [18 décembre 1968] (p. 5629).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine : *Ses observations sur l'ordre du jour* [19 décembre 1968] (p. 5680).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative au financement des autoroutes [3 octobre 1969] (p. 2491).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), signée à Paris le 1er juillet 1953, et au protocole financier annexé à cette convention : *Construction d'un accélérateur de 300 Gev ; intérêt de cette réalisation ; situation du département du Var ; position de la France à l'égard de la recherche scientifique fondamentale ; ses observations sur l'implantation du synchrotron sur notre territoire ; ses observations sur les paroles de M. de Lipkowski* [21 octobre 1969] (p. 2790, 2791) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Recherche scientifique ; objectifs du Ve Plan ; recherche nucléaire ; coopération internationale, notamment européenne ; construction de l'accélérateur européen ; ses observations sur le C.E.R.N. ; construction d'un accélérateur de 300 Gev ; ses observations sur la Grande-Bretagne* [6 novembre 1969] (p. 3463, 3464).

Son rappel au Règlement : *Possibilité de suspendre la séance à la suite des interventions du Gouvernement dans la discussion générale des projets de loi ; procédure des questions orales ; ses observations sur les questions de MM. Boulay et Darras sur la patente et les finances locales* [20 novembre 1969] (p. 4067, 4068).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ticket modérateur ; couverture du risque ; sa question de savoir ce qu'il est envisagé de faire pour ceux qui paient depuis le 1er mars des cotisations, aujourd'hui caduques ; problème des patentes* [2 décembre 1969] (p. 4493, 4494) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Frais d'intervention chirurgicale* [3 décembre 1969] (p. 4560) ; *son amendement tendant au début du paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « de base » le mot : « obligatoires »* (p. 4561) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4561) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article, après les mots : « d'orthopédie » à insérer les mots : « et de prothèse »* (p. 4562) ; *prolongation de la couverture jusqu'à 16 ans ; cas des enfants qui poursuivent leurs études jusqu'à 20 ans* (p. 4563) ; Art. 13 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer aux alinéas 2 à 6, inclus dans cet article, un nouvel alinéa (administration de la caisse)* (p. 4573) ; *situation des membres cotisant au régime élus par l'union nationale des associations familiales* (p. 4573) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Retrait de l'amendement déposé avec M. Benoist* (p. 4576) ; *retrait de son amendement* (p. 4579) ; *conseils d'administration des caisses mutuelles régionales* (p. 4580) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur cet article* (p. 4582) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « la contribution globale des assujettis ne pourra être supérieure à la somme des contributions de l'employeur et de l'employé dans le régime général de la Sécurité sociale en contrepartie de prestations équivalentes »* (p. 4585) ; Art. 19 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots : « de base »* (p. 4586) ; *retrait de son amendement* (p. 4586) ; Art. 22 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Toutes les ressources financières du régime y compris la fraction du produit de la cotisation... »* (p. 4588) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4588) ; Art. 24 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4589) ; *avenir de la caisse nationale* (p. 4589) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Marché du vin ; fixation des nouveaux prix d'orientation communautaires ; importations de vins d'Algérie ; ses observations sur les fruits et légumes ; question des accords entre la Communauté économique européenne et les pays tiers ou associés ; ses observations sur la forêt landaise et la forêt méditerranéenne ; incendies dans le département du Var* [7 novembre 1970] (p. 5356) ; *nécessité d'envisager des mesures de reconstitution en faveur des victimes de dégâts agricoles* (p. 5357) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Vote du groupe socialiste ; liberté des communes d'adhérer aux syndicats de gestion forestière ; importance des décrets prévus par le projet de loi ; question des études préalables pour la création de syndicats intercommunaux de gestion forestière* [26 novembre 1970] (p. 5690, 5691) ; Art. 3 : *Prise en charge par l'Etat des frais d'études* (p. 5964) ; Art. 4 : *Droit de chasse* (p. 5965) ; Après l'Art. 24 : *Dépôt d'un projet de loi favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier* (p. 5974).

Est entendu sur les questions orales avec débat relatives aux problèmes viticoles [16 avril 1971] (p. 1190).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin et Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray : *Ses observations sur les propositions de loi déposées par l'opposition* [28 avril 1971] (p. 1525) ;

— du projet de loi tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Choix du lieu d'implantation ; ses observations sur le site varois ; projet Adams* [26 mai 1971] (p. 2100).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au sport à l'école [5 novembre 1971] (p. 5387, 5388).

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet

de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, son rappel au Règlement : *Ses observations sur le manque d'assiduité des parlementaires en Commission* [10 novembre 1971] (p. 5639) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole: *Statut juridique de la coopération agricole ; principes fondamentaux de la coopération ; dérogation au principe de l'exclusivisme ; élargissement du sociétariat* [23 novembre 1971] (p. 6016) ; *participation des salariés à la gestion ; réévaluation du capital social ; création d'une réserve spéciale de réévaluation ; système d'administration par directoire et conseil de surveillance ; problème de la patente* (p. 6017) ; *application de la patente aux coopératives* (p. 6028) ; Art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 : *Ses observations sur le terme : « associés non coopérateurs »* (p. 6035) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* (2°) *de l'article 12 de cette ordonnance* (p. 6035) ; *situation des salariés de la coopérative* (p. 6035) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à abroger le second alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1967* (p. 6039) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Duval et plusieurs de ses collègues tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique : *Ses observations sur le retrait de cette proposition de loi et du projet de loi modifiant l'ordonnance relative à l'expropriation* [14 décembre 1971] (p. 6736) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Pondération des voix ; règle de l'exclusivisme ; prise de participation des coopératives dans les sociétés commerciales* [25 mai 1972] (p. 1913, 1914) ; *imposition des coopératives à la patente* (p. 1914) ; Art. 11 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (pondération des voix des associés)* (p. 1924) ; *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (pourcentage de 12 %) ; son retrait* (p. 1924) ; *son sous-amendement (activités des sociétés commerciales dans lesquelles les participations pourront être prises)* (p. 1924).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux personnels des P.T.T. [21 juin 1972] (p. 2693, 2694).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Dégradation de la situation de l'enseignement agricole ; carte scolaire ; attribution et répartition des crédits d'investissements ; crédits de fonctionnement ; collèges et lycées agricoles* [14 novembre 1972] (p. 5179) ; *nombre très faible d'enfants d'agriculteurs qui entrent dans les grandes écoles d'enseignement supérieur agricole ; bourses* (p. 5180) ; Etat B, Titre III : *Insuffisance des crédits consacrés à l'enseignement agricole* [15 novembre 1972] (p. 5237) ; *demande de scrutin public du groupe socialiste portant notamment sur les crédits de l'enseignement agricole* (p. 5238) ; TOURISME : *Son désir d'un grand ministère des loisirs et du tourisme ; nécessité de promouvoir un tourisme social car 54 % des Français ne sont pas partis en vacances en 1971 ; coût trop élevé des vacances ; comité de coordination pour simplifier et accélérer les circuits de financement ; villages de vacances ; tourisme rural* [17 novembre 1972] (p. 5364).

GENEVARD (Christian)

Député du Doubs
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [16 septembre 1969] (p. 2250, 2279).

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 8 août 1972] (p. 8571).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement.

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* 27 septembre 1972] (p. 10200).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* 29 septembre 1972] (p. 10303).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Malaise des personnels des deux Ministères sociaux ; problème de la fusion de leurs services extérieurs* [6 novembre 1972] (p. 4752, 4753) ; AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique de l'élevage ; revenu cadastral, patente imposée à l'ensemble des coopératives de production* [14 novembre 1972] (p. 5181).

GEORGES (Maurice)

Député de la Seine-Maritime
(6e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réunion des deux demi-régions normandes* [12 décembre 1968] (p. 5396) ; *création d'une véritable métropole régionale Rouen-Le Havre ; établissement d'une « communauté de villes », Rouen, Le Havre et Caen ; réunification de la Normandie* (p. 5396).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Avenir de la basse Seine ; liaison fluviale entre la Seine, la Moselle et le Rhin ; liaison par voie d'eau du Rhin et du Danube ; intérêt de ce projet pour le développement lorrain ; ses observations sur le trajet Frouard-Paris ; développement de l'industrialisation ; trafic du port fluvial de Paris* [7 novembre 1969] (p. 3521) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Arguments en faveur de la liaison fluviale Seine-Est ; mise au grand gabarit de la voie fluviale Le Havre-Paris ; rentabilité des travaux ; ses observations sur les deux axes fluviaux Nord-Sud et Seine-Est ; intérêt de ce projet* [14 novembre 1969] (p. 3720) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT) : *Problème de la ville du Havre ; ses observations sur la formule nouvelle d'habitat qui porte le nom du ministre ; rôle de l'Etat ; ses observations sur le paquebot « France » ; expansion du Havre ; augmentation du trafic par conteneurs ; ses observations sur la zone industrielle ; liaison fluviale Seine-Est* [4 novembre 1970] (p. 5101) ; TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les pensions des marins ; salaire forfaitaire d'un matelot ou d'un garçon de cinquième catégorie* [17 novembre 1970] (p. 5652) ; *relèvement du taux des pensions jusqu'à la huitième catégorie* (p. 5653) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Ses observations sur les paroles de M. Tisserand ; indication du chirurgien qui réalisa la première opération de la cataracte* [12 octobre 1971] (p. 4463) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 10 : *Contribution sociale de solidarité* [18 mai 1972] (p. 1647, 1648) ; *modulation de la contribution en fonction des marges bénéficiaires* (p. 1650) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EQUIPEMENT ET URBANISME : *Evolution du port du Havre* [17 novembre 1972] (p. 5390) ; *aménagement de la basse Seine, autoroute Paris-Normandie, pont de Tancarville ; pour l'avenir pont de l'estuaire en aval du pont de Tancarville ; tourisme et logement ; réunification normande ; besoins en logements en Seine-Maritime et au Havre* (p. 5391).

GERBAUD (François)

Député de l'Indre
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la délégation parlementaire consultative instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant statut de la radiodiffusion-télévision française [13 octobre 1972] (p. 4170).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 258) modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agence de presse, n° **347** [9 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XVI. - Office de radiodiffusion-télévision française, n° **364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XVI. - Office de radiodiffusion-télévision française, n° **836** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 999 tendant à l'organisation de concours de pronostics basés sur les résultats de certaines épreuves sportives, n° **1340** [29 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XVI. - Office de radiodiffusion-télévision française, n° **1396** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XVII. - Office de radiodiffusion-télévision française, n° **2011** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XVII. - Office de radiodiffusion-télévision française, n° **2586** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2268), tendant à la création d'une caisse d'aide à

l'équipement sportif, n° 2695 [29 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de réserver « l'appellation contrôlée » d' « agence de presse » aux organismes dont la mission est définie par l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; hommage rendu aux journalistes d'agences* [16 octobre 1968] (p. 3335, 3336) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Problème de l'emploi ; ses observations sur les trois âges : les jeunes, ceux de quarante à cinquante ans et les plus âgés ; centres de formation professionnelle des adultes ; agences de l'emploi ; possibilité d'aménager une collaboration plus étroite entre les industriels et les services qui ont pour mission de reclasser les travailleurs ; nécessité d'accorder le bénéfice de la préretraite à tous les travailleurs privés d'emploi* [6 novembre 1968] (p. 4016, 4017) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - INFORMATION ET O.R.T.F., en qualité de *Rapporteur pour avis : Perception de la taxe ; caractère du budget ; publicité de marques à la télévision ; exonération de la taxe pour les personnes âgées ; ses observations sur le fait que l'usager qui a indûment versé sa taxe n'a que quelques mois pour faire valoir ses droits, alors que l'O.R.T.F. conserve pendant trois années le droit de mettre la redevance en recouvrement ; promotions des stations régionales de radio et de télévision ; ses observations sur le nouveau service qui résultera de la fusion de l'actuelle direction des relations extérieures et de l'Ocora ; lourdeur administrative de l'Office ; sous-encadrement ; situation des journalistes ; ses observations sur les programmes* [19 novembre 1968] (p. 4702, 4703).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Promotion sociale des jeunes ; rôle des centres de sélection ; sa question de savoir si on peut les ouvrir à la sélection et à l'orientation professionnelle ; ses observations sur les centres de F.P.A.* [5 décembre 1968] (p. 5145, 5146).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur l'aérotrain ; aménagement du territoire impliquant de nouveaux équilibres ; essais de l'aérotrain à Orléans ; nécessité de mettre à l'étude les liaisons futures d'aérotrains ; coût au kilomètre de la voie ; prix de revient ; conception des transports modernes* [3 novembre 1969] (p. 3257, 3258) ; DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Caractère de notre défense nationale ; sa crédibilité à l'extérieur ; ses observations sur les « retombées » industrielles et technologiques ; situation de notre industrie aéronautique ;* Breguet 941 ; *évolution de la restructuration aéronautique ; rôle social de l'armée ; son rôle civique ; service militaire ; rôle des centres de sélection ; situation des militaires sous contrat ; possibilité de substitution de l'armée à certaines sections de formation professionnelle pour adultes* [17 novembre 1969] (p. 3852) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Vote de la redevance ; Office devant évoluer vers une gestion plus commerciale et plus industrielle ; progression de la publicité à la télévision ; concurrence entre les deux chaînes de télévision ; extension du réseau de la seconde chaîne ; politique des programmes ; émissions culturelles sur la première chaîne ; création de deux unités d'information ; sa question de savoir si la complémentarité n'aurait pas été meilleure que la concurrence entre les deux chaînes* [21 novembre 1969] (p. 4214, 4215) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 32 : *Réforme du régime de détaxation des carburants agricoles ; retards en matière d'adduction d'eau* [22 octobre 1970] (p. 4555) ; *critère retenu pour l'accession au bénéfice de la détaxation des carburants agricoles ; ses observations sur les zones de rénovation rurale* (p. 4556) ; de la deuxième partie, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème du monopole en matière de diffusion ; achèvement des travaux de la deuxième chaîne ; ses observations sur la troisième chaîne ; publicité de marque ; augmentation de la redevance ; caractère de cette redevance ; ges-*

tion de l'O.R.T.F. ; émulation entre les deux chaînes [16 novembre 1970] (p. 5598) ; *problème de la qualité ; puissance des moyens audio-visuels ; droit à l'information et à la culture* (p. 5599).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'étalement des vacances [25 juin 1971] (p. 3443, 3445).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif à la réforme des professions judiciaires [15 octobre 1971] (p. 4616).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Autonomie de l'O.R.T.F. ; contrat de programme avec l'O.R.T.F. ; problème de la redevance ; augmentation de la publicité ; nature de service public de l'O.R.T.F. ;* [8 novembre 1971] (p. 5496) ; *apparition des vidéo-cassettes* (p. 5497).

Mise au point au sujet du vote du général Billotte sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1972 [18 novembre 1971] (p. 5915, 5916).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut général des militaires, ses explications de vote : *Dialogue entre le Parlement et le Gouvernement ; vote du groupe U.D.R.* [3 mai 1972] (p. 1323, 1324) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : Evolution des techniques de la télé-distribution [16 juin 1972] (p. 2602, 2603) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre à l'Office de conclure des contrats pluriannuels* (p. 2607) ; *finalité de l'Office* (p. 2607) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe U.D.R. ; opportunité de la réforme* (p. 2626, 2627).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux rapports franco-américains en aéronautique [6 octobre 1972] (p. 3972, 3973).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE : *Soutien à l'industrie aéronautique* [8 novembre 1972] (p. 4883) ; *notre place sur le marché international ; hégémonie américaine sur le marché mondial de l'aéronautique ; nécessité d'une coopération internationale et européenne ; accords de 1947 avec les Etats-Unis nous fermant des marchés ; maintien d'un droit de douane par les Etats-Unis et condamnation des productions européennes* (p. 4884) ; Concorde, Airbus, Mercure (p. 4885) ; SERVICE DU PREMIER MINISTRE : Section I. - SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMATION : *Eparpillement de l'aide nuisant à la cohérence du soutien ; groupe de travail Serisé ; contrat de progrès de cinq ans entre la presse et l'Etat ; surveillance des concentrations ; formation des journalistes* [13 novembre 1972] (p. 5100) ; OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Troisième chaîne ; chaîne d'expression des régions ; complémentarité entre les chaînes ; application de la loi du 3 juillet 1972 ; programmes* (p. 5103) ; *moyens de production ; taux de la redevance ; suppression des zones d'ombre* (p. 5104) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 2 : *Son amendement (modalités de la participation du personnel au capital de ces sociétés)* [7 décembre 1972] (p. 5987) ; *notion de participation* (p. 5987) ; *retrait de son amendement* (p. 5987) ; Art. 4 : *Son amendement (négociabilité des actions distribuées)* (p. 5987) ; *ses observations* (p. 5987, 5988) ; *retrait d'une partie de son précédent amendement* (p. 5988).

GERBET (Claude)

Député de l'Eure-et-Loir (1re circonscription)
R. I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [4 novembre 1971] (p. 5339), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire et à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec

le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— président de cette Commission [6 décembre 1972] (p. 5961) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 39), adopté par le Sénat, relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, **n° 49** [18 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 39), relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, **n° 212** [24 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 244), modifié par le Sénat en troisième lecture, relatif aux forclusions encourues du fait des

événements de mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, n° 245 [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant, par modification à la loi relative aux sociétés civiles professionnelles, à autoriser les sociétés groupant exclusivement des avocats et avoués, à accomplir les actes de chaque profession par l'intermédiaire de chacun de leur membre, n° 379 [17 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — I. - Justice, n° 840 [17 octobre 1969].

Ses rapports sur des pétitions [2 décembre 1969] (p. 4509, 4510).

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1025) relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles, n° 1083 [17 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1243), modifié par le Sénat, relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres, n° 1249 [16 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1239), adopté par le Sénat, relative au statut des magistrats, n° 1255 [17 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats, n° 1328 [26 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — I. - Justice, n° 1399 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1437), adopté par le Sénat, tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs, n° 1489 [3 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1523), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres, n° 1527 [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 336 à 339 du Code pénal en vue d'établir l'égalité entre les époux et de préserver la dignité du foyer familial, n° 1577 [18 décembre 1970].

Son rapport, fait en application de l'article 148, alinéas 3 et 6 du Règlement, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la pétition n° 129 du 27 février 1970, n° 1608 [19 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 114) tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparaît lorsque l'enclave qui lui a donné naissance vient à cesser, n° 1709 [6 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1777) modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, n° 1791 [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1700) tendant à acélérer les travaux déclarés d'utilité publique, n° 1792 [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1834) tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, n° 1845 [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1868), adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 21 de la loi organique n° 70-642 du 17 juillet 1970 relative au statut des magistrats, n° **1938** [29 juin 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, n° **1948** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1934), rejeté par le Sénat, tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, n° **1968** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1966), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, n° **1969** [30 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — I. - Justice, n° **2014** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2160), tendant à la création d'une Commission d'enquête sur les procédés frauduleux auxquels recourent les sociétés pour échapper à l'imposition et sur la législation permettant l'évasion fiscale, n° **2308** [16 mai 1972].

Sa proposition de loi portant statut des populations tribales de Guyane française, n° **2320** [18 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2360), adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-557 du 12 juillet 1967, relative à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne et les articles 232, 260 et 262 du Code de procédure pénale, n° **2342** [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2553) modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas, et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire, n° **2580** [5 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — III. - Fonction publique, n° **2589** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2640), adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales, n° **2662** [21 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2629), rejeté par le Sénat, modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967, relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas, et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire, n° **2665** [21 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : 1° sur le projet de loi (n° 2746) instituant un médiateur ; 2° sur les propositions de loi : *a*) (n° 1472) tendant à la création d'un haut-commissariat à la défense des Droits de l'Homme ; *b*) (n° 2715) tendant à la création d'un délégué parlementaire à la liberté, n° **2761** [13 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (nos 2567, 2596), tendant à habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer les droits reconnus à la partie civile devant les juridictions répressives, n° 2766 [14 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2614), tendant à donner aux adjudicataires, dans les ventes aux enchères publiques mobilières, un délai pour l'exercice du recours en garantie vis-à-vis de l'officier vendeur, n° 2767 [14 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2706), rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice, n° 2769 [14 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire, n° 2805 [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, n° 2817 [20 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur, n° 2819 [20 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2809), modifié par le Sénat, instituant un médiateur, n° 2865 [20 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2868), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, instituant un médiateur, n° 2869 [20 décembre 1972].

Son rapport, fait nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution : 1° (nos 1980 - 2138), tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale ; 2° (n° 2102), tendant à modifier l'article 111 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 3° (n° 2558), tendant à modifier l'article 140 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 2870 [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Evaluation de l'indemnité d'éviction pour les locaux loués commercialement* [19 juillet 1968] (p. 2383) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, en qualité de *Rapporteur : Crise des mois de mai et juin 1968 ; délais de procédure ; problème des échéances ; cas des personnes qui devaient passer un concours ou un examen ; situation des sursitaires appelés sous les drapeaux ou susceptibles de l'être ; nécessité de prolonger leur sursis jusqu'à ce qu'ils puissent passer l'examen qui leur donnait droit au sursis ; situation des personnes dont le compte bancaire ou postal s'est trouvé à découvert pendant les événements ; dépôt de pièces complémentaires à un accord préalable au permis de construire ; prorogation des actes relevant de la matière pénale ; dates limites retenues pour la définition de la période troublée ; dispositions en matière de sécurité, de prévoyance et d'aide sociale ; problèmes fiscaux ; suspension du cours des astreintes ; ses observations sur les pénalités et majorations de retard applicables en matière sociale ; ses observations sur une nouvelle rédaction de l'article 499 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; problème des communautés urbaines ; report de l'entrée en vigueur de la loi portant réforme du droit des incapables majeurs ; marques de fabrique, de com-*

merce ou de service ; situations juridiques créées par suite de l'exécution d'une décision de justice ; problème relatif au divorce ; situation dans les départements et territoires d'outre-mer ; cas des territoires français des Afars et des Issas et des Comores [23 juillet 1968] (p. 2493, 2494) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Titre 1er : prorogation de délais »* (p. 2495) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 2495) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de l'article 1er à remplacer la date du 31 août 1968 par celle du 15 septembre 1968* (p. 2495) ; *ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 2496) ; Art. 2 : *Son amendement tendant au début de cet article à remplacer les mots : « et de prévoyance sociale ainsi que d'aide sociale » par les mots : « sociale, de prévoyance et d'aides sociales, ainsi qu'en matière fiscale »* (p. 2497) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2497) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à remplacer la date du 31 août 1968 par celle du 15 septembre 1968* (p. 2497) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à remplacer la date du 1er septembre 1968 par celle du 16 septembre 1968* (p. 2498) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le texte de cet article par les mots : « ainsi qu'en matière fiscale »* (p. 2498) ; Art. 5 *bis : Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à remplacer la date du 31 août 1968 par celle du 15 septembre 1968* (p. 2498) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, après les mots : « du Code de procédure pénale » à insérer les mots : « ainsi que les décisions rendues dans le cas de non-comparution prévu par l'article 494 du même Code »* (p. 2499) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à remplacer les mots : « pourront faire l'objet d'une opposition » par les mots : « sont réputées rendues par défaut »* (p. 2499) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2499) ; Art. 8 *bis : Son amendement tendant à remplacer le texte proposé pour les alinéas 2 et 5 de l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales par de nouvelles dispositions (modifications apportées aux statuts ; augmentation du capital des sociétés)* (p. 2499, 2500) ; *ses observations sur la manière dont pourront avoir lieu, dans les sociétés commerciales, les transformations, les augmentations de capital ou la mise en harmonie des statuts avec le nouveau droit* (p. 2500) ; Art. 8 *quater : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2500) ; Art. 8 *quinquies : Son amendement tendant à remplacer au début de cet article les mots : « l'article 35 » par les mots : « les articles 35 et 36 »* (p. 2500) ; *délai fixé pour le dépôt des marques de fabrique, de commerce ou de service* (p. 2500) ; Après l'Art. 8 *quinquies : Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions : « Titre II - Prorogation et report d'application des dispositions légales »* (p. 2500) ; *son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « dans les articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 66-473 du 5 juillet 1966 modifiant la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et prorogeant diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, la date du 1er juillet 1968 est remplacée par celle du 1er juillet 1970 »* (p. 2500, 2501) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (entrée en vigueur de la loi portant réforme du droit des incapables majeurs)* (p. 2501) ; Avant l'Art. 8 *sexies : Son amendement tendant à insérer les dispositions suivantes : « Titre III - Dispositions générales »* (p. 2501) ; Art. 8 *sexies : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (dispositions de la présente loi ne portant pas atteinte aux situations juridiques résultant de l'exécution d'une décision de justice ; cas du divorce)* (p. 2501) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2502) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application de la présente loi dans les départements d'outre-mer)* (p. 2502) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, en ce qui concerne les départements et les territoires d'outre-mer, dans les articles 1er, 2 et 5* bis, *la date du 15 septembre 1968 est remplacée par celle du 30 septembre 1968 et dans l'article 3, la date du 16 septembre 1968 est remplacée par celle du 1er octobre 1968 »* (p. 2502) ; *respect des compétences particulières des territoires français des Afars et Issas et des Comores* (p. 2502) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des événements de mai et juin 1968 portant prorogation de délais, report et prorogation d'application de dispositions légales »* (p. 2502) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; application de la taxe locale d'équipement* [24 juillet 1968] (p.

2548) ; Art. 8 *bis* : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 499 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (transformation de la société ou augmentation de son capital par un moyen autre que l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ne pouvant être réalisée que dans les conditions normalement requises pour la modification des statuts)* (p. 2548) ; en troisième lecture : *Ses observations sur les problèmes relatifs aux sociétés commerciales* [25 juillet 1968] (p. 2599, 2600) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les étudiants étrangers régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur ont le droit de vote. Ne sont éligibles que les étudiants étrangers provenant de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité »* [9 octobre 1968] (p. 3171) ; *ses observations sur son amendement et sur le vote obligatoire* (p. 3171) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Insuffisance du recrutement des magistrats ; nécessité de rehausser le prestige social et professionnel de ces derniers ; fonctionnarisation de certains greffes ; rôle du secrétaire-greffier en chef d'un tribunal de grande instance ; modernisation des bâtiments pénitentiaires ; construction de nouveaux établissements ; démolition de la prison du chef-lieu du département d'Eure-et-Loir ; réforme de la carte judiciaire ; statut des auxiliaires de justice ; unification des professions juridiques et judiciaires ; ses observations sur la situation de l'avoué ; rôle éventuel des sociétés interprofessionnelles ; abus du pouvoir réglementaire à l'égard du pouvoir législatif ; problème de l'indemnisation au cas où l'unification des professions d'avoué et d'avocat se réaliserait* [8 novembre 1968] (p. 4173 à 4175) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés et internés ; mise à parité des pensions de déportés politiques avec les pensions de déportés résistants ; reconnaissance aux anciens d'Afrique du Nord de la qualité de combattant* [8 novembre 1968] (p. 4206, 4207) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Construction de l'autoroute vers Chartres et Le Mans ; autoroute A 11 Ablis-Chartres ; ses observations sur la route nationale n° 10 ; transformation des routes à trois voies en routes rapides* [13 novembre 1968] (p. 4328, 4329) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Importance de l'effort consenti en faveur de l'agriculture ; indemnité viagère de départ ; législation sur les cumuls d'exploitations ; révision du plafond des fermages ; situation des producteurs de betteraves ; ses observations sur la taxe B.A.P.S.A.* [16 novembre 1968] (p. 4563) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux successions ouvertes et non encore liquidées à la date de son entrée en vigueur dès lors que n'est pas intervenue à cette date la licitation des biens »* [28 novembre 1968] (p. 4937) ; *ses observations sur le fait que cet article peut conduire à une inégalité entre les cohéritiers* (p. 4937) ; *ses observations sur les paroles de M. Capitant* (p. 4938) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de son amendement par les mots : « sous réserve des accords amiables déjà intervenus et des décisions judiciaires passées en force de chose jugée »* (p. 4938) ;

— du projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale, Après l'Art. 5 : *Obligations du maître de l'ouvrage, en matière de remembrement et de réinstallation des agriculteurs qui seront victimes d'expropriations, lors de la construction des voies express prévues par le projet de loi* [28 novembre 1968] (p. 4942) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à instituer une carte professionnelle d' « agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », Avant l'Art. 13 : *Statut de la copropriété* [18 décembre 1968] (p. 5645) ; *retrait de l'amendement de M. Foyer* (p. 5645) ; Art. 15 : *Transactions sur immeubles et fonds de commerce* (p. 5646) ;

— du projet de loi portant amnistie, Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sont amnistiés de plein droit, pour les infractions antérieures au 20 juin 1969, les conducteurs de véhicules à moteur qui, par décision judiciaire ou administrative, ont été ou seront*

l'objet d'une suspension de permis de conduire n'excédant pas trois mois ou d'une suspension avec sursis, quand cette mesure n'aura pas été provoquée par la conduite sous l'empire d'un état alcoolique » [26 juin 1969] (p. 1759) ; *cas des conducteurs qui ont été l'objet d'une suspension de permis de conduire n'excédant pas trois mois* (p. 1760) ; *rôle des commissions de retrait du permis de conduire ; caractère non contradictoire de l'instruction devant les commissions administratives* (p. 1761, 1762) ; *possibilité de rendre contradictoires les débats des commissions de retrait du permis de conduire ; retrait de son amendement* (p. 1762) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer, dans la première phrase de cet article, après les mots : « font obstacle à la poursuite » les mots : « de toute procédure et... »* [9 octobre 1969] (p. 2565) ; *ses observations sur les termes « procédure d'exécution » ; portée pratique du texte* (p. 2565) ; *cas d'une saisie-arrêt ; exemple de saisie d'un mobilier en vertu d'un jugement validant une saisie-conservatoire* (p. 2565, 2566) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Respect de l'esprit de la Constitution ; réunion des commissions ; publicité de leurs travaux ; limitation en séance publique du rôle des commissions saisies pour avis ; rôle des commissions spéciales ; recours à des procédures abrégées ; limitation de la durée de certains débats ; questions orales avec débat ; institution des questions d'actualité ; possibilité donnée au Président de la République de venir au Parlement ; amélioration matérielle des conditions de travail des parlementaires ; mise à la disposition de chaque parlementaire d'un secrétariat permanent et compétent* [22 octobre 1969] (p. 2833, 2834) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés et internés ; réunion d'une table ronde chargée de rechercher les modalités d'application de l'égalité des droits ; malaise ressenti par nos concitoyens qui ont combattu en Afrique du Nord ; titre de « reconnaissance de la Nation » décerné aux anciens militaires d'Afrique du Nord ; refus de la qualité d'ancien combattant aux anciens d'Algérie* [31 octobre 1969] (p. 3208) ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Priorité donnée aux dépenses de fonctionnement sur les dépenses d'équipement ; insuffisance des moyens financiers destinés au fonctionnement des services ; malaise du monde judiciaire ; crise de la magistrature ; résultats obtenus par le centre national d'études judiciaires ; problème de l'institution du juge unique en matière civile au premier degré ; question des tribunaux de commerce ; problème du personnel admnistratif ; nombre des heures de repos hebdomadaire des agents ; situation des greffes ; recrutement des auxiliaires et du petit personnel ; assouplissement des règles de la comptabilité publique ; existence d'un malaise dans les professions judiciaires ; question de l'unification des professions juridiques et judiciaires ; insuffisance des équipements ; nombre de prisons dépourvues d'un équipement sanitaire individuel convenable ; exemple de Fleury-Mérogis ; malaise dans l'opinion publique ; problème de la détention préventive ; détinquance juvénile ; problème de la drogue* [5 novembre 1969] (p. 3372 à 3374) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - INFORMATION : *Régime de l'aide à la presse ; effort consenti par l'Etat en faveur de la presse ; désignation d'une commission parlementaire à cet égard ; responsabilité de la presse ; problème de la création d'un conseil de la presse* [22 novembre 1969] (p. 4252, 4253) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Problème de la responsabilité de l'hôtelier pour la disparition d'objets laissés dans le garage* [17 décembre 1969] (p. 5024) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Intérêt de l'enfant ; évolution des mœurs ; libération de la femme ; problème de l'établissement d'un régime d'égalité permanent dans l'exercice du droit des parents ; caractères du texte ; intervention du juge en cas de désaccord persistant* [7 avril 1970] (p. 818, 819) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre IX du Livre 1er du Code civil : « De l'autorité des père et mère » et en conséquence à rédiger ainsi l'intitulé du chapitre 1er de ce titre : « De l'autorité des père et mère sur la personne de l'enfant »* [8 avril

1970] (p. 854) ; *ses observations sur l'expression « parentale »* (p. 854, 855) ; *retrait de son amendement* (p. 855) ; Art. 372 du Code civil : *Cas de désaccord entre le père et la mère ; choix du juge des tutelles* (p. 857, 858) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Thome-Patenôtre ; rôle du juge des tutelles* (p. 862) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de Mme Thome-Patenôtre, à remplacer les mots « juge des tutelles » par les mots « juge d'instance »* (p. 863) ; Art. 375 du Code civil : *Compétence du juge des enfants* [9 avril 1970] (p. 884) ; Art. 375-3 du Code civil : *Mesures d'assistance éducative ; placement de l'enfant ; compétence du juge des enfants ; nécessité d'éviter des conflits de compétence* (p. 885) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 888) ; *son amendement tendant à une nouvelle révision de l'alinéa 6 du texte proposé par cet article : « cas où un jugement de divorce a été rendu »* (p. 888) ; Art. 375-1 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « dans tous les cas, il doit s'efforcer de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée »* (p. 889) ; *ses observations sur son amedement* (p. 890) ; Art. 379 du Code civil : *Assistance réciproque des parents et des enfants* (p. 897) ; Après l'Art. 215 du Code civil : *Ses observations sur les préliminaires d'une procédure de divorce ou de séparation* (p. 902, 903) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Objet du texte ; conduite en état d'imprégnation alcoolique d'un véhicule n'étant pas la seule cause des accidents de la route ; nécessité de donner aux citoyens les garanties contre les abus possibles de l'administration ; possibilité de ne punir que de simples peines de police le conducteur dont le taux d'alcoolémie serait inférieur à 1,20 g ; délit de conduite en état d'ivresse manifeste* [16 avril 1970] (p. 1109) ; Art. 1er : *Cas des conducteurs qui ont moins d'un gramme d'alcool pur dans le sang ; différence entre ceux qui savent ou peuvent savoir qu'ils sont en infraction et ceux qui ne peuvent le savoir ; son vote sur le projet de loi* [21 avril 1970] (p. 1193) ; *mesures de sursis ; ses observations sur les peines de suspension ou de retrait du permis de conduire* [22 avril 1970] (p. 1217) ;

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière : *Objectif du projet de loi étant de diminuer le nombre et la gravité des accidents ; emploi de l'informatique ; modifications techniques d'application du texte ; problème de la combinaison des sanctions administratives et des sanctions judiciaires en matière de suspension ou de retrait de permis de conduire ; classement du conducteur ; ses observations sur le fait que le classement n'a d'autre utilité que de fournir des renseignements nécessaires aux compagnies d'assurances pour moduler les primes ; situation du titulaire du permis de conduire qui prend rarement le volant ; nécessité de renoncer au classement* [23 avril 1970] (p. 1246, 1247) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations sur le classement ; importance de l'étude d'un dossier ; ses observations sur le fait que le but recherché ne peut être que la constitution de dossiers de renseignements pour les compagnies d'assurances* (p. 1253) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Mazeaud (cas où le procureur de la République n'a pas cru devoir faire droit à une demande de rectification du classement)* (p. 1255) ; *ouverture d'un recours judiciaire après une procédure administrative de rectification* (p. 1255) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Sa question de savoir s'il existe ou non des formes nouvelles de délinquance pour la répression desquelles le Gouvernement ne dispose pas des textes nécessaires ; ses observations sur les actions à force ouverte ; création en France d'un climat d'insécurité ; Gouvernement ne désirant pas faire voter une loi de circonstance* [29 avril 1970] (p. 1405) ; *violation d'un bâtiment administratif affecté à un service public ; occupation d'un local en vue de perturber le fonctionnement d'un service public ; existence à l'heure actuelle de textes trop sévères et d'un maniement difficile ; ses observations sur l'article 313 du Code pénal ; notion de « forme nouvelle de délinquance » ; concertation entre le Gouvernement et la Commission des lois ; son souhait que seuls les violences et les dommages d'une certaine gravité puissent entraîner l'application de la nouvelle loi ; utilisation du texte avec modération et à bon escient* (p. 1406, 1407) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal par un nouvel alinéa (possibilité pour le juge, lorsque les délinquants sont étudiants et que les*

faits incriminés auront été commis à l'intérieur de locaux universitaires ou d'enseignement, de prononcer, à titre de peine accessoire, l'exclusion définitive ou temporaire de l'établissement d'enseignement) (p. 1426) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1426) ; *cas des étudiants casseurs* (p. 1426) ;

— en deuxième lecture, avec débat restreint, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure du divorce, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 234 du Code civil par un nouvel alinéa : « Le demandeur doit toutefois comparaître en personne lorsqu'il sollicite en sa requête des mesures provisoires ou conservatoires »* [5 mai 1970] (p. 1509) ; *son amendement tendant à compléter l'article premier par un paragraphe II : « Dans l'article 307 du Code civil, avant les mots : « les articles 236 à 244 » il est inséré les mots : « l'article 234 et »* (p. 1510); en troisième lecture : *Ses observations sur l'obligation faite à l'époux demandeur de se présenter en personne devant le président ou le juge délégué ; problème des mesures provisoires* [19 novembre 1970] (p. 5782) ; Art. 1er : *Nécessité de ne pas faciliter les divorces ou les séparations ; ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 5783).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Krieg, Chazelle, Commenay et Zimmermann relatives à la réforme judiciaire : *Nécessité de rapprocher la justice du justiciable ; unification des professions judiciaires et juridiques ; indemnisation de certains préjudices* [15 mai 1970] (p. 1763, 1764).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, en qualité de *Secrétaire de la Commission : Ses observations sur le déroulement du débat* [21 mai 1970] (p. 1836) ;

— du projet de loi relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles, en qualité de *Rapporteur : Réduction des difficultés de circulation dues pour une large part à l'indiscipline des conducteurs ; nombre croissant des accidents ; ses observations sur les dispositions en vigueur ; modification des dispositions de base qui permettent actuellement aux pouvoirs publics d'agir en ce domaine ; amélioration des dispositions relatives à la mise en fourrière ; nouvelles dispositions en vue de permettre la destruction des épaves; application des mesures aux véhicules, compromettant la tranquilité publique, l'hygiène publique et la circulation des transports en commun ; cas de stationnement irrégulier compromettant l'esthétique des sites et des paysages ; pouvoirs accrus donnés aux agents verbalisateurs ; possibilité pour les agents verbalisateurs d'ouvrir les portes des voitures ; garanties qui devront présider à l'éventuelle ouverture des portes et à la conduite en fourrière ; intervention de l'officier de police judiciaire ; durée de stationnement maximal pour la rase campagne et en agglomération ; sort des véhicules mis en fourrière ; question de l'aliénation des véhicules ; présomption légale d'abandon pour les véhicules non retirés de fourrière dans le délai de 45 jours ; problème de la possibilité de destruction ; nécessité d'éviter l'encombrement des fourrières ; problème de la responsabilité éventuelle des colectivités locales en cas de dommages ou de vols subis par des véhicules placés en fourrière* [21 mai 1970] (p. 1840 à 1842) ; *examen des amendements par la Commission* (p. 1843) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 25 du Code de la route, après les mots : « ou l'hygiène publique » à insérer les mots : « l'esthétique des sites et paysages »* (p. 1844) ; *son amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 25 du Code de la route à supprimer le mot : « saisis »* (p. 1845) ; *son amendement tendant après les mots : « une durée excédant » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 25 du Code de la route : « 15 jours consécutifs peuvent être mis en fourrière »* (p. 1845) ; *durée du stationnement ; possibilité de litige sur le point de savoir si tel véhicule est ou non stationné en agglomération* (p. 1845) ; Art. L 25-1 du Code de la route : *Ses observations sur le fait qu'un véhicule ne constitue pas un domicile* (p. 1845) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour cet article, après les mots : « pour l'application de l'article L 25 » à insérer les mots : « et sur prescription de l'officier de police judiciaire territorialement compétent »* (p. 1845) ; *garanties données lors de l'ouverture des portes d'un véhicule automobile* (p. 1845) ; *son amendement tendant à compléter ainsi le texte proposé pour cet article : « Dans ce cas, le véhicule continue d'être assuré dans les mêmes conditions que s'il*

était conduit par son propriétaire. Toute clause contraire d'un contrat d'assurance est réputée non écrite » (p. 1846) ; *cas où un accident surviendrait, imputable à un représentant de l'autorité publique qui conduirait la voiture après en avoir ouvert les portes* (p. 1846) ; *principes généraux de l'assurance* (p. 1846) ; Art. L 25-2 du Code de la route ; *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « En cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné par le propriétaire et, à défaut, par l'autorité administrative. Si l'expert constate que le véhicule n'est pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, il détermine les travaux à effectuer avant sa remise au propriétaire* » (p. 1846) ; *possibilité de désigner un expert* (p. 1846) ; Art. L 25-3 du Code de la route : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Dans le cas où le véhicule fait l'objet d'un gage régulièrement inscrit, cette notification est également faite au créancier gagiste* » (p. 1846) ; *problème de la vente d'un véhicule non retiré par le propriétaire après l'expiration des délais d'injonction* (p. 1847) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « Le délai prévu au premier alinéa est réduit à dix jours en ce qui concerne les véhicules qu'un expert désigné par l'administration aura estimés d'une valeur marchande inférieure à un montant fixé par arrêté interministériel et déclarés hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité* » (p. 1847) ; Art. L 25-5 du Code de la route : *Son amendement tendant : 1° à supprimer l'article L 25-5 du Code de la route ; 2° en conséquence, dans l'ensemble du texte du projet, à substituer aux numérotations L 25-6 et L 25-7 les numérotations L 25-5 et L 25-6* (p. 1847) ; Art. L 25-6 du Code de la route : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le propriétaire d'un véhicule mis en fourrière est considéré comme ayant conservé la garde de celui-ci* » (p. 1848) ; *responsabilité de l'autorité locale ; ses observations sur l'amendement de M. Sabatier tendant à dégager la responsabilité civile de l'autorité administrative ; garde d'un véhicule placé en fourrière* (p. 1848) ; *cas de la personne partie en voyage et qui a laissé son véhicule en stationnement plus longtemps qu'elle ne le pensait ; différence entre le véhicule qui est une épave, sans valeur marchande, et les autres véhicules* (p. 1849) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Sur plainte du maître des lieux, propriétaire, copropriétaire, syndic, gérant, concessionnaire ou locataire sera puni d'une amende de 400 à 1.000 F tout propriétaire ou utilisateur d'un véhicule laissé sans droit dans...* » (p. 1849) ; *cas d'un véhicule abandonné abusivement sur un terrain non soumis aux règles du Code de la route ou sur un terrain privé* (p. 1849) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « La mise en fourrière et éventuellement la destruction du véhicule pourront être ordonnées par le tribunal, sans préjudice du droit pour le maître des lieux, de requérir préalablement, à ses frais et sous sa responsabilité, la mise en fourrière par l'autorité administrative* » (p. 1849) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1849, 1850) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « mis en fourrière » à insérer le mot : « aliénés »* (p. 1850) ; Titre : *Son amendement tendant à modifier le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres* » (p. 1850) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de réduire les difficultés de circulation ; limitation, dans le temps, du stationnement du véhicule en agglomération ou hors agglomération ; possibilité d'autoriser les agents de la force publique en tenue à ouvrir les portes des véhicules en infraction ; possibilité de refuser la restitution d'un véhicule tant que les réparations indispensables en vue du respect des règles de sécurité ne sont pas effectuées ; délai pour la mise en vente des véhicules placés en fourrière et non réclamés par leurs propriétaires ; conduite en fourrière de véhicules laissés sans droit en stationnement dans les lieux privés ou publics où ne s'applique pas le Code de la route ; ses observations sur les effets de l'assurance ; question de la responsabilité éventuelle des collectivités ; problème de l'exonération de responsabilité de la collectivité qui aurait pris l'initiative de faire transporter une voiture, présumée à l'abandon ou gênant la circulation, en un lieu non clôturé et non gardé* [14 octobre 1970] (p. 4262, 4263) ; Art. L 25 du Code de la route : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (cas*

des véhicules réduits à l'état d'épave abandonnés sur la voie publique et ses dépendances) (p. 4263) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4263) ; *problème des épaves* (p. 4264) ; *rôle du Code de la route* (p. 4264) ; Art. L 25-1 du Code de la route : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (portée de l'assurance en ce qui concerne la réparation du dommage causé au tiers)* (p. 4264) ; *maintien des effets de l'assurance en cas d'accident lors de la conduite du véhicule en fourrière ; compétence des tribunaux judiciaires ; ses observations sur les suggestions faites par M. Bustin* (p. 4264) ; *détermination de la personne responsable ; situation des assurances* (p. 4265) ; Art. L 25-2 du Code la route : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « En cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné par l'autorité administrative et par le propriétaire ou, en cas de carence, ou de refus de ce dernier, par la seule autorité administrative »* (p. 4265) ; *cas où le véhicule ne serait pas en état de circuler ; désignation de l'expert* (p. 4265) ; Art. L 25-3 du Code de la route : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour cet article (réduction à dix jours du délai à l'expiration duquel un véhicule sera mis en vente, si un expert a estimé que ce dernier était d'une valeur marchande inférieure à un montant fixé par arrêté interministériel)* (p. 4266) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 25-3 du Code de la route par un nouvel alinéa : « Les véhicules visés à l'alinéa précédent sont, à l'expiration du délai de dix jours, livrés à la destruction »* (p. 4266) ; Art. L 25-6 du Code de la route : *Son amendement tendant dans le texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « à l'alinéa 2 de l'article L 25 et »* (p. 4266) ; *responsabilité des collectivités qui auraient fait conduire un véhicule en une fourrière non gardée ; cas d'un voyageur qui, après avoir laissé sa voiture dans un endroit où le stationnement est autorisé, prend un avion qui est dérouté ; cas d'un véhicule dont la valeur serait suffisante pour compenser les frais de fourrière* (p. 4266) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les modifications faites par le Sénat ; problème de l'expertise en cas de contestation entre l'administration et le propriétaire d'un véhicule mis en fourrière* [18 décembre 1970] (p. 6690) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Substitution d'une tutelle pénale à la relégation ; ses observations sur la détention préalable ; possibilité donnée au juge de substituer à la détention un contrôle judiciaire ; indemnisation pour une détention provisoire au terme d'une procédure pénale où la personne incarcérée a été reconnue innocente ; exécution des peines ; aménagement du sursis ; possibilité d'octroi du sursis partiel ou du sursis avec mise à l'épreuve ; institution moderne de la tutelle pénale ; protection de la vie privée* [27 mai 1970] (p. 1999, 2000) ; Son rappel au Règlement : *Application de l'article 91, alinéa 9 du Règlement ; conditions de travail imposées à la Commission des lois* (p. 2004) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Situation de la personne soumise au contrôle judiciaire ; retrait du passeport* (p. 2008) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « dans l'exercice » à supprimer les mots : « ou à l'occasion de l'exercice »* (p. 2010) ; *possibilité d'interdire à l'inculpé de se livrer à certaines activités professionnelles ; cas où le délit a été commis dans l'exercice d'une profession* (p. 2010) ; *son souhait que le juge d'instruction n'ait pas de pouvoir de sanction* (p. 2011) ; Art. 150 du Code de procédure pénale : *Possibilité donnée au juge durant l'instruction d'interdire à un individu l'exercice de sa profession en raison de délits qu'il a pu commettre dans l'exercice de cette activité* [28 mai 1970] (p. 2032) ; Art. 150-9 du Code de procédure pénale : *Droit à indemnisation de l'individu qui aura subi une détention injustifiée* (p. 2034, 2035) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « non motivée »* (p. 2036) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Seules les décisions de rejet sont obligatoirement motivées »* (p. 2036) ; *retrait de son premier amendement ; ses raisons sur le fait qu'il est intéressant de connaître les raisons pour lesquelles on a été débouté ; non-motivation des décisions favorables des bureaux d'assistance judiciaire* (p. 2036) ; *ses observations sur le fait que le rejet de la demande d'indemnité n'est pas fondé uniquement sur des motifs tirés de la décision elle-même*

(p. 2037) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. de Grailly par les mots : « lorsque les droits de la défense auront été compromis ou en cas d'inobservation des formalités prescrites par les alinéas 1, 2 et 4 de l'article 64 du Code pénal »* (p. 2054) ; *problème de l'inobservation des règles de l'article 64 du Code pénal ; limitation des cas de nullité pour inobservation des règles* (p. 2054, 2055) ; *conséquence du non-respect des règles essentielles* (p. 2064) ; Après l'Art. 11 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par M. de Grailly, pour l'article 78-1 à remplacer les mots : « prescrites aux articles 63, 64 et 77 sont prescrites à peine de nullité de la procédure » par les mots : « prévues aux articles 63 et 64 sont prescrites à peine de la nullité de la procédure lorsque les droits de la défense auront été compromis ou en cas d'inobservation des formalités prescrites par les alinéas 1, 2 et 4 de l'article 64 du Code pénal »* (p. 2066) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2067) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. de Grailly par les mots : « lorsque les droits de la défense auront été compromis ou en cas d'inobservation des formalités prescrites par les alinéas 1, 2 et 4 de l'article 64 du Code pénal »* (p. 2067) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2067) ; Art. 741 du Code de procédure pénale : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Bustin, à remplacer les mots : « d'un avocat » par les mots : « de son conseil »* (p. 2084) ; Art. 58-2 du Code pénal : *Ses observations sur les paroles de M. de Grailly ; problème de la limitation à 65 ans de l'exécution de la tutelle pénale* (p. 2091) ; Art. additionnels : *Dualité des pouvoirs administratif et judiciaire ; procédure utilisée devant les commissions préfectorales ; suspension du permis de conduire* (p. 2097) ; en deuxième lecture, Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Indemnisation accordée en raison du préjudice subi du fait de l'incarcération* [25 juin 1970] (p. 3085) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 3086) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 34 : *Cas de partage des voix au sein de la Commission paritaire* [12 juin 1970] (p. 2592) ; Art. 39 : *Cas des rapatriés qui ne seraient pas mariés sous le régime de la communauté ; principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales* (p. 2605, 2606) ; *question de l'exclusion des rapatriés mariés sous un régime autre que celui de la communauté* (p. 2606) ; en deuxième lecture, Art. 39 : *Calcul des indemnités versées aux rapatriés mariés ; nécessité de ne pas faire de différence entre les époux mariés sous un régime de communauté et les époux mariés sous le régime de la séparation de biens ; règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales* [29 juin 1970] (p. 3259, 3260) ; Art. 60 : *Ses observations sur les recours contre les décisions des commissions ad hoc* (p. 3269) ; ses explications de vote : *Vote du groupe des républicains indépendants* (p. 3273) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, Art. 5 : *Retour à la liberté* [24 juin 1970] (p. 3001) ; *son sous-amendement tendant à remplacer, dans l'amendement de M. Foyer, les mots « son occupation » par le mot « il »* (p. 3001) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire : *Possibilité d'envisager un système provisoire de recrutement contractuel et l'extension temporaire du recrutement latéral ; institution du juge unique ; principe de la collégialité en matière pénale* [25 juin 1970] (p. 3048) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3052) ; *séparation du tribunal d'instance ; institution d'un corps unique de magistrats ; ses observations sur le fait que trente-neuf départements n'ont plus qu'un seul tribunal de grande instance ; obligation de résidence des juges* (p. 3052, 3053) ; *retrait de son amendement* (p. 3053) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats, en qualité de *Rapporteur : Scolarité au Centre national d'études judiciaires ; crise des effectifs ; diversification du recrutement des juges ; ses observations sur les recrutements directs ; transformation du Centre national d'études judiciaires en Ecole nationale de la magistrature ; admission du diplôme des nouveaux instituts régionaux d'administration en équivalence de la licence en droit pour l'accès au concours d'entrée de l'école ; création d'un second concours d'accès réservé aux*

fonctionnaires ; élargissement de l'admission directe sur titres ; obligations des auditeurs pendant leur stage ; ses observations sur le recrutement latéral ; ses observations sur le décret du 27 mai 1969 qui avait autorisé le garde des sceaux à recruter des magistrats sans concours jusqu'au 31 décember 1972, situation des magistrats ayant atteint la limite d'âge ; conséquences de l'unification des professions judiciaires; garanties statutaires; règles relatives à l'avancement de la magistrature ; composition de la Commission d'avancement ; composition de la Commission de discipline ; communication du dossier dès la saisine du conseil de discipline ; compétence du Conseil d'Etat sur la légalité des sanctions disciplinaires prises à l'encontre d'un magistrat du parquet ; problème des crédits [25 juin 1970] (p. 3054 à 3056) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3059) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le conseil d'administration de cette école comporte une représentation des auditeurs de justice »* (p. 3060) ; *ses observations sur l'exemple de l'Ecole nationale d'administration ; retrait de son amendement* (p. 3061) ; Art. 17 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à supprimer dans le 2e alinéa (1°) du texte proposé pour cet article les mots : « ou du diplôme d'un institut régional d'administration »* (p. 3061) ; *principe selon lequel la base de la carrière judiciaire doit être la licence en droit* (p. 3062) ; Art. 19 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du 5e alinéa du texte proposé pour cet article : « siéger en surnombre et participer... »* (p. 3062) ; *participation des auditeurs de justice, en fin de stage, avec voix consultative aux délibérés des juridictions civiles et correctionnelles* (p. 3062, 3063) ; *son amendement tendant à supprimer le 6e alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 3063) : *possibilité à l'audience pour l'auditeur de justice de présenter oralement des conclusions en matière civile et des réquisitions en matière pénale ; possibilité pour un auditeur de compléter le tribunal* (p. 3063) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 3064) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3064) ; Art. 22 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Discrimination faite entre les auxiliaires de justice* (p. 3065) ; Art. 4 : *Son opposition à l'amendement de M. Ducoloné ; non-exclusion des officiers ou assimilés de l'armée active* (p. 3071) ; *son amendement tendant, dans le 2e alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 30, à substituer aux mots : « huit années de service » les mots « dix années de service »* (p. 3071) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 32 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (nomination des secrétaires-greffiers en chef aux fonctions du premier groupe du second grade de la hiérarchie judiciaire)* (p. 3071) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 3073) ; *problème de l'accès des juges du livre foncier à la magistrature* (p. 3073) ; Art. 6 : *Possibilité pour le garde des sceaux d'exercer un choix sur les listes qui lui sont présentées pour la Commission d'avancement* (p. 3074) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 35 de l'ordonnance de 1958 par le nouvel alinéa suivant : « Un représentant du garde des sceaux participe aux délibérations de la Commission d'avancement, il ne prend pas part au vote »* (p. 3074) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le 4e alinéa (3°) de cet article, à supprimer les mots : « s'ils sont licenciés en droit »* (p. 3077) ; *ses observations sur le recrutement à titre temporaire* (p. 3077) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « sans toutefois que le nombre de magistrats ainsi recrutés puisse excéder quatre-vingt-dix par an »* (p. 3078) ; *nombre des possibilités de recrutement latéral* (p. 3078) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (établissement par la Commission de classement d'une liste de candidatures déposées par des auxiliaires et anciens auxiliaires de justice)* (p. 3078) ; *ses observations sur le projet d'unification des professions judiciaires ; retrait de son amendement* (p. 3078) ; Art. 20 : *Son amendement tendant : 1°) au début du 1er alinéa de cet article à substituer aux mots « s'ils sont » les mots « si elles sont » ; 2°) en conséquence, dans le même alinéa à substituer au mot « licenciés » les mots « licenciées » et au mot « nommés » le mot « nommées »* (p. 3078) ; *son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa (2°) de cet article* (p. 3078) ; *retrait de son amendement* (p. 3079) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Problème de la participation sans droit de vote d'un représentant du garde des sceaux aux délibérations de la Commission d'avancement ; durée de l'exercice des professions ; problème des crédits ; exigence*

de la licence en droit ; conséquences de l'appel au recrutement latéral [29 juin 1970] (p. 3275) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre IV du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles ; BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-27 du Code rural : *Cas où le bailleur a réalisé certains aménagements ou certains équipements sans l'accord du preneur ou contre son gré* [26 juin 1970] (p. 3207, 3208) ; *montant de la réduction* (p. 3208) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement ; problème de la jeunesse délinquante et de la jeunesse inadaptée ; indigence des crédits affectés à l'éducation surveillée* [21 octobre 1970] (p. 4457) ; *conditions dans lesquelles les mineurs sont incarcérés à Fresnes ; problème de la réadaptation sociale* (p. 4458) ; de la deuxième partie, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Création d'emplois pour des services de la justice ; augmentation de l'effectif des secrétariats-greffes* [29 octobre 1970] (p. 4916) ; *problème de l'administration pénitentiaire ; tutelle du Ministère des Finances ; inoccupation de certains bâtiments de la prison de Fleury-Mérogis ; rôle des juges d'instruction en ce qui concerne les mineurs ; insuffisance de l'utilisation des locaux en service ; problème de l'éducation surveillée ; progression de la délinquance juvénile ; ses observations sur les nouveaux tribunaux de la périphérie parisienne ; unicité des professions judiciaires et juridiques ; nécessité de mettre fin à l'incertitude actuelle* (p. 4917); Après l'Art. 65 : *Lutte contre la fraude fiscale ; délai de prescription ; problème de la procédure ; durée de prescription pour les créances contre l'Etat* [17 novembre 1970] (p. 5682) ;

— du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, Art. 1er : *Problème de l'extension de ce texte au personnel de la caisse de sécurité sociale militaire ; situation des fonctionnaires des poudres* [18 novembre 1970] (p. 5768, 5769) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne : *Protection de l'épargne publique ; caractère juridique des sociétés civiles* [19 novembre 1970] (p. 5788) ; *problème de la transformation de ces sociétés en sociétés anonymes ; solution proposée par la Commission ; interdiction faite à ces sociétés d'augmenter leur capital* (p. 5789) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5792) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Pleven par les mots : « ni les sociétés civiles qui ne font pas publiquement appel à l'épargne »* (p. 5794) ; *champ d'application de la loi* (p. 5794) ; Après l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter la première phrase du texte proposé par l'amendement de M. Marie par de nouvelles dispositions : « A l'exception de l'augmentation réalisée par les apports des associés en place au jour de la décision ou de l'augmentation résultant d'une valorisation du patrimoine représenté par la création de parts nouvelles »* (p. 5795) ; en deuxième lecture, Art. 13 : *Application de la présente loi ; ses observations sur la commission des opérations de bourse* [16 décembre 1970] (p. 6566, 6567) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (fixation du prix de cession de l'eau potable)* [25 novembre 1970] (p. 5915) ; Après l'Art. 18 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans l'article L 252 du Code électoral les mots : « 75.000 habitants » sont substitués aux mots : « 30.000 habitants »»* (p. 5933) ; *retrait de son amendeemnt* (p. 5933) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 260 du Code électoral par l'alinéa suivant : « Les dispositions de l'article L 255-1 ne sont pas applicables lorsque la nouvelle commune a plus de 75.000 habitants »* (p. 5933) ; *retrait de son amendement* (p. 5933) ; Art. 19 : *Retrait de l'amendement de M. Arnould* (p. 5934) ;

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la procédure d'expropriation d'extrême urgence prévue par l'ordonnance d'octobre 1958 ; indication des différents précédents du projet de loi* [10 décembre 1970] (p. 6388) ; *nécessité de permettre à l'administration de passer outre aux difficultés rencontrées pour la prise de possession de certaines parcelles ; avis du Conseil d'Etat ; nécessité*

pour l'administration de tenter d'obtenir la prise de possession amiable des terrains avant d'engager la prise de possession autoritaire ; cas d'utilisation de la procédure prévue par le texte en discussion ; respect du principe traditionnel de l'indemnisation préalable (p. 6389) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6390) ; Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Lorsque l'exécution des travaux... »* (p. 6391) ; *caractère exceptionnel de la procédure de prise de possession autoritaire* (p. 6391) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « routes nationales » à insérer les mots : « ou de sections nouvelles de routes nationales »* (p. 6391) ; *construction de sections nouvelles de routes nationales* (p. 6391) ; *ses observations sur les paroles de M. Dumortier* (p. 6391) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ont été régulièrement déclarés d'utilité publique et si le déroulement normal de l'opération se heurte à des difficultés » les mots : « régulièrement déclarés d'utilité publique risque d'être retardée par des difficultés »* (p. 6391) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « possession de terrains » les mots : « possession d'un ou plusieurs terrains »* (p. 6391) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « un décret pris » à insérer les mots : « après consultation de la ou des chambres d'agriculture concernées lorsqu'il s'agit de terrains à usage agricole »* (p. 6391) ; *consultation des chambres d'agriculture ; exemple de la chambre d'agriculture d'Ile-de-France* (p. 6392) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par une nouvelle phrase (fixation, grâce au plan parcellaire, des terrains que l'administration se propose d'occuper)* (p. 6392) ; *ses observations sur le dossier soumis au Conseil d'Etat ; nécessité d'un plan parcellaire* (p. 6393) ; *ses observations sur la notion d'extrême urgence* (p. 6393) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (paiement provisionnel d'une somme égale à l'évaluation du service des domaines ou à l'offre expropriante si celle-ci est supérieure)* (p. 6394) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6394) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (rôle du juge si l'administration ne poursuit pas la procédure d'expropriation dans le mois qui suit la prise de possession ; fixation du prix du terrain)* (p. 6394) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6394) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses, Art. 627 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par les dispositions suivantes : « sous réserve, lorsqu'il s'agit d'une maison d'habitation ou d'un appartement, d'une autorisation écrite et préalable du procureur de la République »* [10 décembre 1970] (p. 6397) ; *dérogation au principe de l'article 59 du Code de procédure pénale ; efficacité de la lutte contre la toxicomanie ; contrôle du procureur de la République sur l'exécution des mesures envisagées* (p. 6398) ; *respect des libertés individuelles* (p. 6398) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « les perquisitions et saisies ne pourront se faire que pour la recherche et la constatation des délits prévus au présent article. Tout procès-verbal dressé pour un autre objet sera frappé de nullité »* (p. 6398) ; *nullité des perquisitions et saisies opérées pour un autre objet que le délit recherché* (p. 6398) ; en troisième lecture : *Pouvoir du procureur de la République de contrôler les visites, perquisitions ou enquêtes effectuées dans les domiciles privés ; position du syndicat de la magistrature* [18 décembre 1970] (p. 6703) ;

— du projet de loi portant modification de loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Son hostilité à la question préalable ; analogie entre les élections politiques et celles des administrateurs de sociétés* [10 décembre 1970] (p. 6430) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les travaux de la Commission mixte paritaire* [19 décembre 1970] (p. 6721, 6722) ; en troisième lecture, Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 6729) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Peyret, tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparaît lorsque l'enclave qui lui

a donné naissance vient à cesser, en qualité de *Rapporteur : Interprétation jurisprudentielle donnée par la Cour de cassation ; cas où l'enclave vient à cesser ; application du nouvel article 685-1 du Code civil* [18 mai 1971] (p. 1940) ;

— du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, Art. 99 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Cas de récidive* [18 mai 1971] (p. 1947) ; Art. 213 du Code de la famille et de l'aide sociale et Art. 1er : *Ses amendements tendant après la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour les articles 213 et 99 du Code de la famille et de l'aide sociale à insérer la phrase suivante : « En cas de récidive, le tribunal devra se prononcer expressément sur la sanction accessoire de l'interdiction »* (p. 1950, 1951) ; Art. 2 : *Risques constitués par les legs universels* (p. 1952) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, en qualité de *Rapporteur : Réglementation actuelle de ce problème* [23 juin 1971] (p. 3341) ; *cas d'une association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite ; rôle du tribunal ; importance de la remise du récépissé ; ses observations sur « l'Association des amis de la cause du peuple » ; procédure judiciaire* (p. 3342) ; Avant l'Art. unique : *Son amendement (déclaration préalable à la préfecture ou à la sous-préfecture)* (p. 3350) ; *délivrance du récépissé de la déclaration* (p. 3350) ; *retrait de son sous-amendement déposé avec M. Alain Terrenoire* (p. 3351) ; *son amendement (assignation à jour fixe)* (p. 3351) ; Art. unique : *Rôle du juge des référés* (p. 3351, 3352) ; *délivrance du récépissé* (p. 3353) ; Titre : *Son amendement : « Projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 retative au contrat d'association »* (p. 3353) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3566) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3582) ; en troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3583) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, en qualité de *Rapporteur : Résumé de la législation actuelle ; accord amiable ; critères d'évaluation des indemnités d'expropriation; indemnité de remploi; définition du terrain à bâtir ; fixation de l'indemnité d'expropriation* [24 juin 1971] (p. 3396) ; *règle dite « de la mutation récente » ; problème des mutations à titre gratuit ; terrains agricoles* (p. 3397, 3398) ; *indemnités de remploi* (p. 3402) ;

— de la proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi organique n° 70-642 du 17 juillet 1970, relative au statut des magistrats, en qualité de *Rapporteur : Possibilité donnée aux personnels contractuels des administrations centrales qui ne peuvent être intégrés dans la fonction publique de solliciter leur admission dans la magistrature ; insuffisance du recrutement exceptionnel prévu par la loi du 17 juillet 1970* [29 juin 1971] (p. 3522, 3523) ; Art. unique : *Son amendement (situation des personnes ayant exercé pendant huit ans au moins des fonctions juridiques auprès des administrations centrales et des services extérieurs de l'Etat)* (p. 3523) ;

— du projet de loi sur la filiation : *Effet de la filiation naturelle ; évolution de la notion de famille* [5 octobre 1971] (p. 4276) ; *ses observations sur le système suédois ; conséquences du texte en discussion* (p. 4277). Art. 318 du Code civil : *Action donnée à la mère* [6 octobre 1971] (p. 4306) ; *ses observations sur son vote sur un amendement présenté par M. Mazeaud à l'article 318 du Code civil ; ses observations sur le vote de M. Ducray* (p. 4329) ; en deuxième lecture, Art. 398-1 du Code civil : *Délai de l'action dirigée contre le mari* [2 décembre 1971] (p. 6337, 6338) ; Art. 342-3 du Code civil : *Problème de la pluripaternité ; possibilité de fraude* (p. 6340, 6341) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6341) ; ses explications de vote : *Ses observations sur le fait que le projet de loi risque d'encourager la filiation hors mariage et d'ébranler les fondements de la famille légitime* (p. 6348, 6349) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Condamnation du système actuel de l'assistance judiciaire ; composition des bureaux d'assistance judiciaire ; rôle de l'Etat ; fonds d'aide judiciaire* [7 octobre 1971] (p. 4362, 4363) ; Après l'Art. 7 : *Retrait de son amendement déposé avec M. de Grailly*

(p. 4383) ; *difficulté d'éviter un préjugement du bureau d'assistance judiciaire* (p. 4384) ; Après l'Art. 15 : *Ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement* (p. 4387) ; Art. 7 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4393) ; Avant l'Art. 25 : *Nombre des dossiers relevant de l'assistance judiciaire ; cas où l'aide judiciaire est accordée après que le dossier a été confié à l'avocat ; situation des plaideurs qui recourront à l'aide judiciaire* (p. 4399, 4400) ; Art. 32 : *Retrait de l'aide judiciaire* (p. 4401) ; Art. 32 : *Assistance judiciaire par fractions* (p. 4402) ; Art. 36 : *Possibilité d'accorder l'honorariat aux présidents des bureaux d'assistance judiciaire* (p. 4403) ; Ses explications de vote : *Caractère de la réforme ; vote du groupe des Républicains indépendants* (p. 4407) ; en deuxième lecture, Art. 7 *bis* : *Nécessité d'éviter la prolifération abusive de demandes d'aide judiciaire* [10 décembre 1971] (p. 6650) ; *retrait de l'amendement de M. Capelle et de celui de M. Delachenal* (p. 6650, 6651) ; Art. 21-7 : *Son amendement concernant l'indemnité forfaitaire due à l'avocat, à l'avoué et à l'huissier de justice* (p. 6691) ; *choix de l'avocat ; rôle du bâtonnier* (p. 6692) ; *retrait de son amendement* (p. 6692) ; *retrait de son amendement tendant à réduire ou à supprimer l'indemnité forfaitaire selon le montant des ressources du bénéficiaire en cas d'aide judiciaire partielle* (p. 6695) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6697) ; *retrait de son amendement* (p. 6697) ; Art. 21-8 : *Cas de l'avoué près la cour d'appel* (p. 6698) ; Art. 21-9 : *Son amendement relatif aux honoraires* (p. 6698) ; *retrait de cet amendement* (p. 6698) ; *cas du rétablissement d'une situation grâce à l'effet d'un jugement* (p. 6698) ; Art. 25-A : *Son amendement concernant le choix de l'avocat et des officiers ministériels* (p. 6700) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6700, 6701) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Aide judiciaire partielle ; coût des frais de greffier et des actes extrajudiciaires* [18 décembre 1971] (p. 6959) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Elaboration du projet de loi ; ses observations sur la situation actuelle* [13 octobre 1971] (p. 4480) ; *situation de l'avoué plaidant ; protection des usagers ; indemnisation des avoués ; application de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; création d'un fonds spécial* (p. 4481, 4482) ; *indemnisation des avoués* (p. 4487) ; Art. 10 : *Situation des clercs d'avoués ayant passé un examen professionnel* (p. 4497, 4498) ; *conditions d'accès à la nouvelle profession* (p. 4498) ; *indication sur le papier à lettre du titre universitaire ou du titre d'ancien bâtonnier ou d'avoué honoraire* (p. 4499) ; *possibilité pour les avoués, les avocats et les agréés de solliciter l'honorarait lors de la cessation de leurs fonctions* (p. 4499) ; *système de la postulation ; problème posé par les nouveaux tribunaux de la couronne parisienne ; possibilité de reconnaître la multi-postulation aux anciens auxiliaires de justice* (p. 4503) ; Art. 11 : *Principe du droit à indemnisation des avoués ; ses observations sur l'élément de patrimonialité que représentent les charges* (p. 4505, 4506) ; Art. 17 : *Tarification de la postulation et des actes de procédure* (p. 4510) ; Art. 24 : *Contrôle des décisions des nouveaux conseils de l'ordre* [14 octobre 1971] (p. 4338) ; Après l'Art. 33 : *Calcul de l'indemnité due aux titulaires d'office privés de leur charge ; problème de la déduction dans les déclarations fiscales, des honoraires de l'avoué plaidant pour déterminer le produit demi net ; coefficient retenu lors de la dernière cession* (p. 4542) ; *situation des avoués plaidants* (p. 4543) ; Art. 36 : *Modalités d'application de l'indemnisation ; notion de charge ou d'office* (p. 4545) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Zimmermann (cas des avoués n'acceptant pas d'entrer dans la nouvelle profession)* (p. 4546) ; *interdiction faite à l'avoué privé du droit de présentation de se rétablir dans son ancien ressort durant un certain délai* (p. 4547) ; Art. 37 : *Indemnisation des avoués ; modalités du règlement ; situation des avoués qui restent dans la nouvelle profession ; violation de la Constitution* (p. 4547, 4548) ; *son amendement (paiement des indemnités dues aux avoués qui deviendront membres de la profession d'avocat ; cas des avoués devenus avocats qui cesseront d'exercer cette profession dans le délai de cinq ans)* (p. 4548) ; *ses observations sur son amendement ; règlement en matière d'expropriation* (p. 4548) ; *retrait de son amendement* (p. 4549) ; Art. 38 : *Ses amendements* (p. 4551) ; *retrait de ceux-ci* (p. 4551) ; Après l'Art. 38 : *Son amendement (règlement des indemnités dues aux sociétés civiles professionnelles*

titulaires d'un office d'avoué) (p. 4551, 4552) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4552) ; Art. 40 : *Son amendement tendant après les mots : « prises en charge » à rédiger ainsi la première phrase du premier alinéa de cet article : « par le fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat »* (p. 4554) ; *règlement des indemnités de licenciement* (p. 4555) ; *rôle du fonds d'organisation de la nouvelle profession* (p. 4556) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4557) ; Art. 48 : *Problème des juridictions disciplinaires* (p. 4568) ; Art. 50 : *Son amendement* (*conditions d'accès à la nouvelle profession d'avocat*) (p. 4569) ; *son sous-amendement tendant à compléter ainsi le texte de l'amendement de M. Zimmermann : « ainsi qu'aux principaux et sous-principaux clercs d'avoués justifiant de dix ans d'exercice en cette qualification »* (p. 4569) ; *différence entre les clercs d'avoués et les clercs et secrétaires d'agréés ; ses observations sur les diplômes professionnels* (p. 4569) ; *conditions d'accès de plein droit* (p. 4570) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots : « cinq ans » les mots : « sept ans »* (p. 4576) ; Art. 50 : *Son amendement* (*cas des principaux et sous-principaux clercs d'avoués justifiant de dix ans d'exercice en cette qualification*) (p. 4579) ; Son rappel au Règlement : *Situation des avoués rapatriés* (p. 4579) ; Art. 77 : *Application de la réforme* (p. 4592) ; en deuxième lecture, Art. 10 : *Son amendement relatif à l'obtention de l'honorariat* [8 décembre 1971] (p. 6526) ; Art. 15 : *Problème du fonctionnement d'une société civile constituée entre avocats appartenant à des barreaux différents dans le ressort de la même cour d'appel* (p. 6532, 6533) ; Art. 18 : *Son amendement relatif à l'accès à la nouvelle profession* (p. 6533, 6534) ; Art. 23 : *Election du Conseil de l'Ordre* (p. 6535) ; Art. 33 : *Problème de l'indemnisation par annuités* [9 décembre 1971] (p. 6563) ; Art. 38 : *Indemnisation des avoués ; problème des délais de paiement* (p. 6565) ; Art. 37 : *Ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement* (p. 6566, 6567) ; *retrait de ceux-ci* (p. 6567) ; Art. 36 : *Interdiction faite aux avoués de se réinstaller* (p. 6568) ; Art. 40 : *Licenciement des clercs* (p. 6568) ; Art. 42 *bis* A : *Son amendement relatif aux locaux nécessaires à l'exercice de la nouvelle profession* (p. 6570) ; *retrait de son amendement* (p. 6570) ; Art. 50 : *Cas des officiers ministériels titulaires des mêmes titres que les clercs* (p. 6576) ; *situation de ceux qui ont obtenu la capacité en droit avant le 31 mars 1970 et qui justifient de cinq années de stage* (p. 6576) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 6577) ; *ses observations sur la C.R.E.P.A.* (p. 6577) ; *retrait de son amendement* (p. 6578) ; *rôle de la caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels* (p. 6578, 6579) ; Art. 72 D : *Ses observations sur le pacte de quota litis* (p. 6600) ; Art. 77 *bis* : *Cas des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 6605) ; Commission mixte paritaire : *Situation des agréés ; suppression, pour les agréés, de la possibilité de demeurer arbitres, rapporteurs, mandataires ou experts* [20 décembre 1971] (p. 6993) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Charge résultant de la création de trois nouveaux tribunaux dans la région parisienne ; normalisation du recrutement des magistrats ; augmentation des subventions aux collectivités locales pour l'équipement des bâtiments judiciaires ; maison d'arrêt de Fleury-Mérogis ; quartier des mineurs de Fresnes ; effort accompli en matière d'équipement ; construction de la nouvelle maison d'arrêt des Yvelines à Bois-d'Arcy* [5 novembre 1971] (p. 5361) ; *prison de femmes de Fleury-Mérogis ; démolition de la Petite-Roquette ; problème du fonctionnement des services ; recrutement des auxiliaires ; éducation surveillée ; greffes* (p. 5362) ;

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [2 décembre 1971] (p. 6317) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier : *Ses observations sur les paroles de M. Bernard Marie* [10 décembre 1971] (p. 6640) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux associations foncières

urbaines, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur les amendements déposés par le Gouvernement* [14 décembre 1971] (p. 6732) ; *évaluation des parcelles ; saisine de la juridiction d'expropriation* (p. 6733) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement (droit au relogement en ce qui concerne les locaux d'habitation ou professionnels)* (p. 6733) ; Après l'Art. 1er : *Publication des décrets d'application* (p. 6734) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Duval et plusieurs de ses collègues tendant à accélérer les travaux d'utilité publique, en qualité de *Rapporteur : Egalité entre les expropriés et ceux qui sont à la limite de la zone expropriée* [14 décembre 1971] (p. 6735, 6736) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, Art. 3 : *Droit du bénéficiaire d'un chèque ; règle du marc le franc* [18 décembre 1971] (p. 6961) ; *problème de la saisie-exécution* (p. 6962) ; *cas où plusieurs porteurs de chèques d'un même tireur sont impayés* (p. 6962) ; Art. 66 du décret du 30 octobre 1935 : *Conséquence du manque de provision ; compétence du tribunal correctionnel* (p. 6924) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de MM. Louis-Alexis Delmas, Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), Art. unique : *Ses observations sur la commission de contrôle créée par la loi du 27 juin 1964 ; son opposition à l'amendement de M. Peyrefitte* [20 décembre 1971] (p. 6987, 6988) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Son opposition à la motion de renvoi* [26 avril 1972] (p. 1069) ; *ses observations sur les paroles de M. Servan-Schreiber* (p. 1070) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 4 : *Son amendement (taxation des recettes tirées des spectacles donnés par les associations ; majoration des droits de consommation sur les alcools)* [4 mai 1972] (p. 1355) ; *retrait de son amendement* (p. 1357) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 1359); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « à l'exception des traitements et salaires, pensions et retraites qui continueront à être soumis au régime du droit commun »* (p. 1360) ; *recouvrement de certaines amendes et condamnations pécuniaires ; ses observations sur la partie insaisissable des traitements* (p. 1360, 1361) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase : « Cette opposition sera notifiée au redevable »* (p. 1361) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « En ce cas » les mots : « en cas d'opposition antérieure à la libération du tiers détenteur »* (p. 1361) ; *conséquence de l'opposition* (p. 1361, 1362) ; *retrait de son amendement* (p. 1362) ; Art. 17 : *Modification de la législation sur l'expropriation ; définition du terrain à bâtir* (p. 1365) ; *référence aux voies et réseaux divers* (p. 1366) ; *son amendement (estimation des terrains à bâtir)* (p. 1368) ; *notion d'occupation des sols* (p. 1370) ; *ses observations sur la partie insaisissable des traitements ;* en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis ;* Art. 4 : *Possibilité offerte aux agents de change de se grouper en sociétés anoynmes ; problème des sociétés financières d'innovation* [14 juin 1972] (p. 2470) ; *modification de la loi sur les sociétés civiles professionnelles* (p. 2472) ; Art. 7 : *Recouvrement des amendes par voie d'opposition administrative adressé par le comptable du Trésor* (p. 2476); *procédure de saisie-arrêt* (p. 2477) ; *son amendement tendant à compléter la première phrase du paragraphe premier de cet article par les mots : « à l'exception des employeurs pour les traitements et salaires et des débiteurs de pensions alimentaires »* (p. 2479) ; *possibilité d'excepter du prélèvement automatique les traitements et salaires, pensions et retraites* (p. 2479, 2480) ; *son amendement relatif à la notification de l'opposition* (p. 2480) ; *information du redevable* (p. 2480, 2481) ; *son amendement* (p. 2481) ; *retrait de celui-ci* (p. 2481).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative aux sociétés civiles de placement immobilier [24 mai 1972] (p. 1964) : *Injustice et inexactitude*

des critiques portées contre le travail de la Commission d'enquête ; double mission de de cette Commission (étude du fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier ; enquête sur les rapports entre les dirigeants de ces sociétés et le pouvoir politique) ; utilisation de la publicité ; article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 privant les Commissions d'enquête du droit de se saisir de faits soumis à une information judiciaire ; audition de MM. Ozanne, Roi, Rives-Henrÿs, Roulland et Hernu ; demande de M. Feix de procéder à l'audition de M. Nungesser et son retrait ; lettre de Feix ; indépendance de la Commission ; réponse à la lettre adressée à tous les signataires de la proposition de résolution (p. 1972 à 1975) ; *déposition de M. Roi ; lettre de M. Nungesser* (p. 1980, 1981).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, Art. 6 : *Réglementations des ventes forcées ; délimitation du domaine législatif et du domaine réglementaire ; problème des ventes des biens des mineurs ; garanties de la propriété privée* [23 juin 1972] (p. 2808, 2809, 2810) ; Art. 7 : *Cas de liquidation de l'astreinte* (p. 2812) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; cas d'injure proférée à l'encontre d'un officier ministériel* (p. 2816) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 67-557 du 12 juillet 1967 relative à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne et les articles 232, 260 et 262 du Code de procédure pénale, en qualité de *Rapporteur : Construction du palais de justice de Nanterre ; tribunal de Bobigny ; création de cours d'assises dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et l'Essonne* [23 juin 1972] (p. 2826) ; *nombre des jurés* (p. 2827) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2827) ;

— du projet de loi insérant un article 418-1 dans le Code pénal, Art. 1er : *Son amendement concernant les pénalités* [23 juin 1972] (p. 2829) ;

— de la proposition de loi tendant à compléter l'article 851 du Code rural relatif au versement de l'indemnité due au preneur sortant, Art. unique : *Compétence du président du tribunal paritaire pour fixer l'indemnité* [23 juin 1972] (p. 2836) ; *rôle de la juridiction paritaire* (p. 2836) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 3 : *Ses observations sur les organismes d'H.L.M. et les sociétés d'économie mixte* [27 juin 1972] (p. 2869) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire, en qualité de *Rapporteur : Organisation actuelle : loi du 30 juillet 1963, loi du 3 juillet 1967 ; projet qui modifie le nombre des sièges à la Chambre des députés et leur répartition entre les diverses circonscriptions administratives afin d'atténuer les disparités* [12 octobre 1972] (p. 4104) ; *modification du nombre maximum des ministres de l'effectif de la Commission permanente ; souci de meilleure répartition des diverses ethnies* (p. 4105) ; *ne pas retarder la réalisation de cette réforme* (p. 4106) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Augmentation du nombre des électeurs inscrits dans le territoire ; nécessité d'assurer une meilleure représentation ethnique* [23 novembre 1972] (p. 5617) ; *son opposition à la question préalable* (p. 5618) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations* [19 décembre 1972] (p. 6347) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Sa satisfaction face à l'accroissement des crédits bien que la justice demeure encore la parente pauvre ; problème des greffes, de la convocation des victimes et témoins ; écoles d'application pour la formation des secrétaires-greffiers ; éducation surveillée ; problème du statut des économes et du personnel administratif, de l'éducation surveillée ; effort fait dans le domaine pénitentiaire ; opposition de M. Destremau à l'implantation de la nouvelle maison d'arrêt à Bois-d'Arcy ; problèmes de la justice dans les départements et territoires d'outre-mer : régime de congé, tribunal administratif de Fort-de-France ; absence de tribunal administratif permanent à la Réunion ; insuffisance des équipements pénitentiaires de la Martinique et de la Guadeloupe* [28 octobre 1972] (p. 4518, 4519, 4520) ; *procédure applicable aux retraits et suspensions du permis de conduire ; sa proposition de loi à ce sujet* (p. 4520) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses remerciements pour*

les mesures nouvelles qui, cependant, ne suffisent pas ; rapport constant ; forclusions ; extension de la présomption d'origine à l'ensemble des déportés politiques et résistants ; retraite du combattant ; retraite à 60 ans pour les prisonniers de guerre ; situation des anciens d'Afrique du Nord ; association des parlementaires à la commission prévue ; refuserait de voter le budget si le taux de la retraite n'est pas fixé à 70 francs et si n'est pas voté le principe reconnaissant aux anciens d'Afrique du Nord la qualité d'ancien combattant [2 novembre 1972] (p. 4570, 4571) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer ; éloignement des objectifs du Plan ; freinage du développement des activités productrices ou créatrices d'emplois ; hausse des prix à la Réunion ; problème de l'emploi et surtout de l'emploi des jeunes* [13 novembre 1972] (p. 5067) ; *position de la Réunion au centre d'un noyau francophone austral ; moyens audiovisuels* (p. 5068) ; FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Formation professionnelle des fonctionnaires ; instituts régionaux d'administration ; formation permanente des cadres supérieurs de la fonction publique ; comité des hautes études administratives ; sa demande de mise sur pied d'un institut des hautes études administratives ; réforme administrative ; réforme des études à l'Ecole nationale d'administration ; détachement des membres des corps recrutés par l'E.N.A. dans un cabinet ministériel ; obligation de publier au* Journal officiel *les vacances d'emplois ; pension de réversion de la femme fonctionnaire ; mensualisation des pensions de retraite ; déconcentration et humanisation de l'administration ; Centre interministérel de renseignements administratifs* (p. 5083) ; *horaires d'ouverture des divers services de l'Etat ; répartition des fonctions entre l'administration et les cabinets ministériels ; « ombudsman » ; proposition de loi de M. Poniatowski tendant à la création d'un haut-commissariat à la défense des droits de l'homme ; son regret de création par voie réglementaire d'un médiateur* (p. 5084) ;

— du projet de loi modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil, Art. 1860 du Code civil : *Son amendement (cession des parts sociales)* [22 novembre 1972] (p. 5593) ; *situation juridique des associés* (p. 5594) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, en qualité de *Rapporteur : Prorogation du mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars prochain* [23 novembre 1972] (p. 5605) ; *conséquence de l'entrée en vigueur, le 1er octobre 1973, de la réforme régionale* (p. 5606) ; Avant l'art. unique : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de l'article L 192 du Code électoral par les dispositions suivantes : « les élections ont lieu entre le 15 septembre et le 15 octobre »* (p. 5608) ; Art. unique : *Son amendement* (p. 5609) ; Art. additionnels : *Son amendement retatif à la désignation des représentants des conseils généraux aux conseils régionaux* (p. 5609) ; *retrait de son amendement* (p. 5609) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles L 12 et L 13 du Code électoral en vue de faciliter l'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France, en qualité de *Rapporteur suppléant : Inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France* [23 novembre 1972] (p. 5610) ; *modifications faites par le Sénat* (p. 5610) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose, Après l'Art. unique : *Son amendement (délai pour intenter l'action rédhibitoire)* [30 novembre 1972] (p. 5764) ; *retrait de son amendement* (p. 5765) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire, Art. 2 : *Son amendement insérant les mots « et par préférence à tous autres créanciers si ce n'est d'aliments »* [5 décembre 1972] (p. 5856) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Art. 1er : *Son amendement ouvrant à la partie civile, au prévenu ou au Ministère public, le droit de demander au président du tribunal de grande instance que l'affaire soit jugée par le tribunal correctionnel statuant en formation collégiale ; son amendement devenu sans objet du fait de la non-adoption du précédent* [5 décembre 1972] (p. 5870) ; Art. 2 *bis : Son amendement de suppression du paragraphe III de cet article ; demande que l'on revienne, en matière de blessures par imprudence, au droit actuel* (p. 5872) ; *tribunal de police beaucoup plus rapide que le tribunal correctionnel ; adoption* (p. 5873) ; Art. 38 : *Son amendement étendant l'article 55-1 aux interdictions qui découlent d'une peine accessoire ou complémentaire* [6 décembre 1972] (p. 5918) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Nungesser tendant à

modifier le Code électoral en vue d'instituer une Commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants, Art. unique : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement ; préférence de la Commission des lois pour le chiffre de 20.000 habitants au lieu de 30.000 pour l'installation d'une Commission de contrôle* [12 décembre 1972] (p. 6070) ; Art. additionnels : *Remercie M. Marcellin de l'engagement selon lequel la loi relative aux fraudes électorales et aux délits d'affichage sera respectée et appliquée* (p. 6073) ; en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant : « le nom d'un ou plusieurs anciens associés peut être conservé dans la raison sociale à condition d'être précédé du mot « anciennement » ; toutefois cette faculté cesse lorsqu'il n'existe plus, au nombre des associés, une personne au moins qui ait collaboré, au sein de la société, avec l'ancien associé dont le nom serait maintenu »* [13 décembre 1972] (p. 6121) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Icart, complétant la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, tendant à réglementer les retenues de grantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779, 3°, du Code civil, en qualité de *Rapporteur suppléant : Application du régime de la retenue de garantie dans les relations entre entrepreneur et sous-traitant* [13 décembre 1972] (p. 6147) ;

— du projet de loi instituant un médiateur, en qualité de *Rapporteur : Proposition de loi de M. Poniatowski, tendant à la création d'un haut-commissariat à la défense des Droits de l'homme ; proposition de M. Chandernagor, tendant à la création d'un délégué parlementaire à la liberté ; défense des droits et des libertés de l'homme ; protection du citoyen contre l'administration ; compétences des juridictions administratives ; nécessité d'une protection extrajuridictionnelle ; désuétude du droit de pétition ; droit d'interpellation ; questions ; expériences étrangères ; « ombudsman » ses moyens* [14 décembre 1972] (p. 6203) ; *contrôle du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire ; pouvoirs d'enquête ; magistrature d'influence ; saisine du médiateur ; indépendance du médiateur ; pouvoir de recommandation ; rôle de dissuasion ; protection du médiateur à tous les étrangers qui résident sur notre territoire* (p. 6204) ; *rapport annuel ; saisine par l'intermédiaire des parlementaires et d'office ; nécessité de munir les parlementaires de moyens matériels et d'assistance technique pour faire face à cette nouvelle charge ; nomination du médiateur pour cinq ans non renouvelable ; incompatibilités ; inéligibilité ; immunité* (p. 6205) ; *« médiateur défenseur des droits et libertés »* (p. 6206) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à retenir le vocable médiateur défenseur des droits et libertés, retiré afin de ne pas empiéter sur le rôle des magistrats* (p. 6211) ; *son amendement complétant l'article premier : « le médiateur peut également se saisir d'office »* , *son sous-amendement complétant le texte de son amendement : « dans les limites fixées par les articles 7, 8, 9 et 11 de la présente loi »* (p. 6211) ; *rôle des parlementaires ; saisine d'office du médiateur dans certaines conditions ; demande de moyens matériels et d'assistance technique indispensables pour les parlementaires* (p. 6212) ; Art. 2 : *Son opposition à l'amendement de M. Chandernagor tendant à faire élire le médiateur pour trois ans par une Commission mixte paritaire formée par trente membres des deux Chambres, élus à la proportionnelle des groupes* (p. 6212) ; *son amendement tendant à faire choisir le médiateur sur une liste de trois noms établie par un collège de six membres composé des présidents des Assemblées parlementaires, du président du Conseil constitutionnel, du vice-président du Conseil d'Etat, du premier président de la Cour de cassation et du premier président de la Cour des comptes ; sa réponse à M. Pleven et à M. Flornoy ; ses observations au sous-amendement de M. Delachenal tendant à faire participer à la nomination du médiateur le président du Conseil économique et social au lieu du président du Conseil constitutionnel ; indépendance du médiateur* (p. 6213, 6214) ; *son amendement prévoyant que le mandat de médiateur est renouvelable une fois (retiré)* (p. 6214) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder au médiateur l'immunité pour les opinions qu'il émet ou pour les actes qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions ; respect du secret professionnel ; adoption* (p. 6214) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à instituer une incompatibilité totale avec toute fonc-*

tion élective quelle qu'elle soit ; adoption (p. 6214, 6215) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à ajouter dans le Code électoral un article L 206-1 : « Le mandat de conseiller général est incompatible avec l'exercice des fonctions de médiateur » ; adoption* (p. 6215) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « s'il n'exerçait le même mandat antérieurement à sa nomination » ; adoption* (p. 6215) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à ajouter dans le Code électoral un article L 237-1 : « Le mandat de conseiller municipal est incompatible avec l'exercice des fonctions de médiateur » ; adoption* (p. 6215) ; *son amendement insérant un nouvel article : « Les fonctions de membre d'un comité économique et social régional sont incompatibles avec l'exercice des fonctions de médiateur »* (p. 6215) ; *adoption* (p. 6216) ; *son amendement insérant un nouvel article : « Les fonctions de médiateur sont incompatibles avec toute activité professionnelle. Cette incompatibilité est prolongée d'une durée d'un an à compter de la date de cessation des fonctions » ; (n'est pas adopté)* (p. 6126) ; Art. 5 : *Son amendement étendant la protection du médiateur à toutes les personnes résidant sur le territoire national* (p. 6216) ; *tradition française d'accueil (n'est pas adopté)* (p. 6217) ; *ses observations contre l'amendement de M. Chandernagor complétant ainsi cet article : « si une personne est privée de liberté, elle peut adresser directement au médiateur des communications sous enveloppe scellée »* (p. 6217) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « La réclamation doit être accompagnée de la preuve que les démarches nécessaires ont été faites auprès des administrations ou organismes compétents »* (p. 6217) ; *(retiré)* (p. 6218) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le second alinéa de cet article : « Elle n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions compétentes » ; accepte la nouvelle rédaction du Gouvernement ; adoption* (p. 6218) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « à défaut de réponse satisfaisante » les mots : « dans le délai qu'il a fixé » ; adoption* (p. 6218) ; Art. 10 : *Ses observations contre l'amendement de M. Chandernagor tendant à donner au médiateur des pouvoirs d'investigation et la possibilité d'intenter une action devant les juridictions administratives ou judiciaires* (p. 6219) ; *son amendement précisant que « les agents placés sous l'autorité des Ministres et toutes autorités publiques doivent répondre aux questions et éventuellement aux convocations du médiateur » ; son amendement permettant au médiateur de charger les corps de contrôle d'accomplir, dans le cadre de leur compétence, toutes vérifications et enquêtes (retrait de ces deux amendements)* (p. 6219) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement autorisant le médiateur, à défaut de l'autorité compétente, à « engager contre les agents responsables une procédure disciplinaire ou, le cas échéant, une action devant la juridiction répressive » ; adoption* (p. 6220) ; Art. 12 : *Son amendement précisant que « le médiateur présente au Président de la République, puis dépose devant le Parlement, un rapport annuel dans lequel il établit le bilan de son activité » ; ses observations contre l'amendement de M. Chandernagor qui ajoutait que « le médiateur pouvait saisir ces mêmes autorités »* (p. 6220) ; *son amendement au titre, devenu sans objet* (p. 6221) ; en seconde délibération, Art. 1er : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement supprimant le dernier alinéa de cet article (le médiateur peut également se saisir d'office) ; maintien de sa position préalable* (p. 6221) ; *sa désillusion car, en seconde délibération et par des scrutins publics, il est demandé aux parlementaires de revenir sur les votes antérieurs* (p. 6222), Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Accord au sein de cette Commission ; choix du médiateur ; rôle des présidents des assemblées parlementaires, du président du Conseil constitutionnel, du vice-président du Conseil d'Etat et du premier président de la Cour de cassation et de la Cour des comptes ; possibilité pour tout administré, y compris un étranger résidant en France, de recourir au médiateur* [25 décembre 1972] (p. 6394) ; *nomination ; ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 6395, 6396) ; *son opposition à l'amendement du Gouvernement* (p. 6396) ; *incompatibilité des fonctions de médiateur avec un mandat électif* (p. 6397, 6398) ; *ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 6399) ; en deuxième lecture : *Ses regrets que le Gouvernement n'ait pas respecté la volonté du Parlement sur un texte de caractère institutionnel ; désignation du médiateur* [20 décembre 1972]

(p. 6405, 6406) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à supprimer le mot : « autre »* (p. 6406) ; Art. 2 : *Son amendement (choix du médiateur sur une liste de trois noms établie par un collège de six membres)* (p. 6406) ; *ses observations* (p. 6406) ; Art. 2 *bis : Indépendance du médiateur* (p. 6407) ; *son amendement (incompatibilité de ses fonctions avec l'exercice de tout mandat électif et de toute fonction publics ainsi qu'avec toute activité professionnelle)* (p. 6407) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement (possibilité pour le médiateur d'engager une procédure disciplinaire ou de saisir d'une plainte la juridiction répressive contre tout agent responsable)* (p. 6408) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à supprimer les mots : « au Conseil constitutionnel »* (p. 6408) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations* (p. 6411).

Sa mise au point au sujet des votes de MM. Charles Bignon et Mazeaud sur le projet de loi instituant un médiateur [15 décembre 1972] (p. 6258).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Nécessité d'une réforme de l'indemnité des élus locaux ; revalorisation de la situation des maires ; nécessité de majorer la retraite envisagée ; Républicains indépendants voteront ce projet qu'ils considèrent comme une première étape ; retraite pour les anciens maires et leurs adjoints âgés de plus de 65 ans ; amendement de M. Delachenal concernant l'affiliation obligatoire* [15 décembre 1972] (p. 6278) ; Art. 1er : *Sa défense de l'amendement de MM. Delachenal et Hunault tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article ; retraite complémentaire obligatoire car l'indemnité est une dépense obligatoire ; dignité des intéressés ; accessoire doit suivre le principal* (p. 6282, 6283) ; Art. 2 : *Demande si ces retraites seront considérées comme un revenu* (p. 6283) ; Après l'Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement concernant l'honorariat des maires et adjoints tendant à ajouter le mot : « anciens » avant les mots : « maires et adjoints »* (p. 6285) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Dispense faite aux maires et adjoints de solliciter un vote de leur conseil municipal pour prétendre à une retraite complémentaire ; âge à partir duquel cette retraite peut être versée* [20 décembre 1972] (p. 6392) ;

— du projet de loi rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « en vigueur à la date de promulgation de la présente loi »* [18 décembre 1972] (p. 6309) ;

— en troisième lecture, du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6390) ; Art. 15 et 21 : *Ses observations sur les amendements de M. Mazeaud* (p. 6391) ; Art. 27 *ter : Délai dans lequel la nationalité pourra être déclinée* (p. 6391) ; en quatrième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Sa demande de confirmer le texte voté par l'Assemblée Nationale* (p. 6409).

GERMAIN (Hubert)

Député de Paris
(14e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Comité des prix de revient des fabrications d'armement [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Est nommé Ministre des Postes et Télécommunications (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 août 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 40 : Ministère des Armées. — III. - Dépenses en capital, **n° 359** [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 43 : Défense nationale. — Dépenses en capital, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de programme (n° 1361 rectifié) relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, **n° 1373** [2 octobre 1970].

Sa proposition de loi concernant le statut des employés non salariés des succursales de distribution de produits pétroliers ou d'exploitation de stations-services, **n° 1573** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 44 : Défense nationale. — Dépenses en capital, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) : annexe n° 43 : Défense nationale. — Dépenses en capital, **n° 2010** [8 octobre 1971].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Problème de l'exécution de la seconde loi de programme ; ses observations sur la troisième loi de programme que le Gouvernement soumettra prochainement à l'Assemblée ; crédits affectés à la force nucléaire stratégique ; subventions versées par l'Etat à la S.N.C.F. ; caractéristique des matériels ; ses observations sur les accords de coopération internationale ; suppression de la duplication des moyens d'études, d'essais et de production ; réforme des structures des centres de fabrication d'armement ; problème des arsenaux ; exportation des matériels militaires* [30 octobre 1968] (p. 3734, 3735) ; Art. 35 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 3762) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Rôle du général de Gaulle dans la définition d'une doctrine militaire conforme au destin de la France ; dépôt de la troisième loi de programme ; évaluation des coûts de production ; exportations de matériel d'armement ; modification de nos relations avec les*

Etats du Moyen-Orient ; coopération internationale en matière d'armements ; caractère du budget ; ses observations sur les études et les réalisations de programmes stratégiques [17 novembre 1969] (p. 3831, 3832) ; *ses observations sur les paroles de M. Cazenave ; camp de Mourmelon* (p. 3856) ; Art. 38 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 3864, 3865) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Situation des personnels des manufactures nationales des Gobelins, des ateliers de Beauvais, de la Savonnerie et du Mobilier national ; intégration du personnel technique du Mobilier national dans l'échelle de type B; atelier de création de mobilier ; création de bourses de voyages en faveur de certains fonctionnaires du service de la création artistique* [20 novembre 1969] (p. 4070).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'installation du théâtre de Peter Brook au Mobilier national [6 mai 1970] (p. 1548, 1549).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 [5 juin 1970] (p. 2287).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles élémentaires [12 juin 1970] (p. 2571, 2572).

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, en qualité de *Rapporteur pour avis : Importance de la possession de l'arme atomique ; fixation du volume des autorisations de programme ; intérêt du tableau annuel d'autorisations de programme ; accroissement des dépenses en personnel ; diminution des effectifs ; problème de la suppression de certains états-majors ; renouvellement des périodes d'instruction ; indication sur la progression du budget des Armées d'une année sur l'autre ; effets économiques découlant des industries d'armement ; importance de ces industries pour le redressement de la balance des paiements ; rôle du comité des prix de revient des fabrications d'armement ; utilité des travaux de ce comité pour les parlementaires ; étude des prix de revient des matériels ; introduction de « l'atome tactique » dans nos conceptions militaires ; responsabilité du Président de la République dans l'emploi de la force nucléaire ; caractère global de la défense de la France ; ses observations sur l'O.T.A.N.* [6 octobre 1970] (p. 4113 à 4116) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « Les aménagements entre les opérations inscrites à la loi de programme qui s'avéreront nécessaires seront soumis à l'accord du Parlement à l'occasion de la discussion des lois de finances »* [6 octobre 1970] (p. 4199) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4199, 4200) ; *son amendement tendant à introduire un article additionnel (dépôt par le Gouvernement, en même temps que le projet de budget, d'un compte rendu de l'exécution de la loi de programme)* (p. 4200) ; *son amendement tendant à introduire un article additionnel (dépôt d'un rapport indiquant les conclusions auxquelles est arrivé le comité des prix de revient des matériels d'armement)* (p. 4201) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 4201).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux personnels de police [23 octobre 1970] (p. 4628).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la loi de programme ; distorsions entre les prévisions de cette loi et les inscriptions au budget ; autorisations de programme* [27 octobre 1970] (p. 4750) ; *problème de l'aéronautique ; ses observations sur l'*Airbus ; *succession trop rapide des chefs d'école à la tête de l'état-major de l'Air* (p. 4751).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la constitution de tribunaux populaires [11 juin 1971] (p. 2738, 2739).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif à l'assujettissement de certains employeurs de Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne [24 juin 1971] (p. 3395).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la troisième loi de programme mititaire ; crédits en autorisations de programme ; réduction de crédits ; constructions neuves de la flotte ; plan naval* [2 novembre 1971] (p. 5160) ; *problème des*

Jaguar ; *commande d'avions embarqués en version aéronavale* (p. 5161) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 1er : *Son amendement : « L'armée de la République est au service de la nation »* [2 mai 1972] (p. 1257).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Action des gaullistes ; ses observations sur l'opposition* [23 mai 1972] (p. 1835) ; *rigueur dans le choix des alliances ; problème de l'élargissement de la majorité ; autorité de l'Etat ; coopération entre les Ministres, l'administration et la majorité ; information radio-télévisée* (p. 1836, 1837).

En qualité de Ministre des Postes et Télécommunications :

Répond à la question orale sans débat de M. Poudevigne relative au réseau téléphonique [13 octobre 1972] (p. 4159, 4160).

Prend part à la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *P.T.T., premier investisseur de France ; volonté de modernisation ; plan de mécanisation du tri ; normalisation du courrier ; code postal ; modernisation des moyens de transport ferroviaires et routiers ; aéropostale ; construction de bureaux de poste* [7 novembre 1972] (p 4763) ; *automatisation des centres de chèques postaux ; contribution des sociétés de financement ; progression des dépenses de fonctionnement ; réformes de structure ; création d'un service de l'exploitation technique et du trafic ; réforme des services extérieurs des télécommunications ; retard du téléphone ; son choix de satisfaire en priorité la clientèle présente par une amélioration de la qualité du service ; amélioration des conditions d'écoulement du trafic ; passage en automatique des réseaux* (p. 4764) ; *remplacement des équipements anciens ; situation du réseau de télécommunications de Paris ; seconde priorité : élargissement de la clientèle ; 750.000 demandes en instance ; multiplication des guichets postaux ; assouplissement de la réglementation ; distribution postale ; desserte postale des zones rurales par la création de « centres de distribution motorisée » ; « titre universel de paiement » ; assouplissement dans les sanctions des découverts ; distributeurs automatiques de billets de banque ; politique de l'emploi du personnel ; création d'emplois nouveaux ; modifications d'emplois entraînées par l'automatisation ; limitations de changements de résidence ; reclassement des opératrices ; promotion féminine (ouverture des concours aux femmes) ; politique de la formation professionnelle ; politique des rémunérations ; mesures indemnitaires* (p. 4765) ; *conditions de travail ; résorption du déficit des chèques postaux ; majorations du tarif des taxes des opérations payantes ; taxation des virements ne peut être appliquée aux seuls chèques postaux ; révision des usages de l'ensemble du système bancaire préconisée par le VIe Plan ; augmentation du taux de rendement des fonds en dépôt mis à la disposition du Trésor ; ampleur du besoin de financement apparaissant au budget car budget d'investissement ; budget d'une entreprise et non d'une administration ; recours à l'emprunt ; taux d'autofinancement égal à 60 pour cent en 1973 ; déficit dû à l'acheminement et à la distribution de la presse* (p. 4766, 4767) ; *remplacement des DC 4* (p. 4770) ; *maîtrise des techniques des télécommunications ; accroissement de la demande* (p. 4773) ; *adaptation du personnel à des tâches nouvelles ;* ses réponses aux intervenants : *Charge de la dette des P.T.T. ; progression des recettes de fonctionnement ; rôle et importance des centres de transit dans le réseau des télécommunications ; concours financier du Crédit agricole pour la construction de lignes longues en milieu rural ; priorité de raccordement aux maires des communes rurales ; fluidité du trafic téléphonique ; nécessité de l'appui des autorités locales pour l'acquisition de terrain ; réseaux locaux exploités manuellement ; problème des chèques postaux ; investissements de la poste* (p. 4774) ; *intervention des sociétés de financement ; « privatisation » du téléphone ; situation du téléphone dans le Val-de-Marne ; bureaux de poste dans les quartiers neufs des villes et dans les campagnes ; mesures pour faire face à l'accroissement du trafic ; desserte postale des grands ensembles immobiliers ; politique de recherche et de développement des P.T.T. ; missions du centre national d'étude des télécommunications ; rôle du service central du contrôle des prix ; versement d'avances remboursables ; desserte téléphonique en zones rurales ; circonscriptions de taxe ; problème des mutations de personnel* (p. 4775) ; *reclassement des opératrices dans d'autres administrations ; taxe sur les virements ; aérospostale ; remplacement des DC 4* (p. 4776).

Répond à la question orale sans débat de M. de Montesquiou relative au réseau téléphonique français [8 décembre 1972] (p. 6044, 6045).

Répond, en remplacement de M. le Ministre des Finances et de l'Economie empêché, à la question orale sans débat de M. Bayou relative au prix du vin [8 décembre 1972] (p. 6045, 6046).

GERNEZ (Raymond)

Député du Nord
(16e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

GIACOMI (Pierre)

Député de la Corse
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre du comité consultatif des lignes de Corse [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les conditions d'exercice du vote par correspondance, n° 1228 [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951, dite « Loi Deixonne » relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux, et ayant pour but d'obtenir la reconnaissance du corse au même titre que les autres langues régionales, n° 2823 [20 décembre 1972].

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie, Art. 20 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer deux nouveaux alinéas (cas des fonctionnaires civils frappés d'une sanction disciplinaire à la suite de laquelle ils ont été évincés de leur fonction, pouvant obtenir, sur demande, le rétablissement de leur droit à pension sous certaines conditions, notamment qu'ils aient appartenu pendant quatre-vingt-dix jours minimum à la « résistance française »*) [26 juin 1969] (p. 1772, 1773).

GIRARD (Gaston)

Député du Loiret
(3e circonscription)
N.I.

En remplacement de M. Charié, décédé le 12 mars 1973 [*J.O.* du 15 mars 1973] (p. 2811).

GISCARD D'ESTAING (Olivier)

Député des Alpes-Maritimes
(5e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [9 décembre 1971] (p. 6609).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [9 décembre 1971] (p. 6609), [4 avril 1972] (p. 789).

A donné sa démission de cette Commission [*J.O.* du 15 septembre 1972] (p. 9871).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 septembre 1972] (p. 9871).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 1er octobre 1972] (p. 10391).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 1er octobre 1972] (p. 10391) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des Usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée oe proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— vice-président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3018) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— vice-président de cette Commission [13 décembre 1972] (p. 6151).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention, n° 1012 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à établir un statut professionnel des vendeurs et répara-

teurs d'appareils de radio-diffusion, de télévision, d'enregistrement ou de reproduction du son ainsi que de matériel électronique, n° 1070 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi concernant l'équipement et l'exploitation des plages, n° 1122 [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds d'indemnisation commerciale en faveur du petit commerce financé par les magasins à grande surface de vente, n° 1125 [6 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1606) modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, n° 1635 [6 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à réserver le domaine public maritime aux activités balnéaires et aux sports de plein air, n° 2078 [25 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale des calamités publiques, n° 2245 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 2 : *Nécessité d'accentuer l'ouverture de nos enseignements sur le monde extérieur ; possibilité de stimuter l'émulation des divers enseignements ; équivalences des diplômes ; nécessité d'encourager la mobilité internationale des enseignants et la coopération dans des programmes communs de recherche* [8 octobre 1968] (p. 3109, 3110) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (conventions permettant à d'autres établissements publics ou privés de coopérer avec un établissement à caractère scientifique et culturel)* (p. 3114) ; *cas des établissements privés associés par des conventions aux nouvelles structures de l'Université* (p. 3114) ; *retrait de son amendement* (p. 3114) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots : « indépendants de ces universités » à insérer les mots : « ou qui leur sont associés »* (p. 3118) ; *représentation au sein du conseil régional des établissements publics ou privés associés à une université ; retrait de son amendement* (p. 3118) ; Art. 6 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « indépendants de ces universités » à insérer les mots : « ou qui leur sont associés »* (p. 3121) ; *retrait de son amendement* (p. 3121) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « le nombre des membres des divers conseils prévus sera compris entre 20 et 100 »* [9 octobre 1968] (p. 3145) ; *limitation du nombre des participants* (p. 3145) ; *retrait de son amendement* (p. 3145) ; *participation au niveau de l'unité d'enseignement* (p. 3149) ; Art. 10 : *Possibilité pour le président d'être élu pour une période comprise entre deux et quatre ans et d'être réélu une fois* (p. 3175) ; Art. 15 : *Programme des études ; élaboration des programmes adaptés au monde moderne ; nécessité de maintenir aux grades, titres ou diplômes nationaux la garantie de qualité habituelle* [10 octobre 1968] (p. 3199) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (conditions d'obtention des grades, titres ou diplômes nationaux)* (p. 3200) ; *retrait de son amendement* (p. 3201) ; Art. 16 : *Stages d'orientation* (p. 3210) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les établissements publics à caractère scientifique et culturel ont la responsabilité du recrutement de leurs enseignants »* (p. 3212) ; *retrait de son amendement* (p. 3212) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problème des investissements ; question des bourses ; nécessité d'assurer une véritable régionalisation et une véritable démocratisation ; ses observations sur les universités régionales ; nécessité d'accorder les bourses sous la forme de véritables contrats d'études* [28 octobre 1968] (p. 3623, 3624).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à la situation de l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Politique de l'emploi dans l'artisanat ; création d'emplois due à l'artisanat, fixation du nombre maximal de compagnons ; institution d'une prime forfaitaire en faveur de la création d'emplois ; extensions aux chefs d'entreprise immatriculés au répertoire des métiers, des avantages accordés par le fonds national de l'emploi aux travailleurs salariés* (p. 4983, 4984).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la nouvelle phrase suivante : « A défaut d'accord ces modalités seront fixées par l'inspecteur du travail »* [4 décembre 1968] (p. 5083) ; *modalités d'affichage* (p. 5083) ; *retrait de son amendement* (p. 5083) ; Art. 5 : *Son amendement tendant au premier alinéa de cet article à substituer au nombre « 100 » le nombre « 150 »* (p. 5085) ; *situation des petites entreprises ; local affecté aux sections syndicales* (p. 5085) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Droit à l'indemnisation pour les rapatriés et les spoliés ; suspension des annuités de remboursement des prêts d'installation accordés par des organismes de crédit ayant passé des conventions avec l'Etat ; suppression des sûretés* [8 octobre 1969] (p. 2533).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Avance technologique française dans le domaine ferroviaire ; record français mondial de l'exactitude ; problème du déficit ; sa question de savoir comment pourrait intervenir l'intéressement du personnel aux résultats si l'on devait maintenir le principe de la gestion actuelle ; définition d'une gestion économique ; nécessité de mener une politique tarifaire raisonnable et d'envisager la suppression des activités et des lignes qui ne sont pas rentables ; retard des tarifs par rapport aux prix ; ses observations sur le fait que les deux tiers des pertes de la S.N.C.F. proviennent du fret ; principe de la tarification au kilomètre ; surcharge fiscale qui pèse sur la route ; problème des suppressions de lignes ; maintien de ligne à la condition qu'elle soit subventionnée en dehors de la S.N.C.F., soit par une garantie de trafic, soit par des subventions au titre de l'aménagement du territoire ; ligne Paris-Toulouse ; fortune domaniale de la S.N.C.F.; possibilité d'envisager de remettre à la disposition de l'économie nationale certains terrains appartenant à la S.N.C.F. ; responsabilités respectives de l'Etat et de la direction générale ; réforme devant être sociale ; âge de la retraite ; amélioration des conditions de travail ; vocation moderne du rail ; politique régionale ; vocation internationale de la S.N.C.F.* [15 octobre 1969] (p. 2674 à 2676).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Nécessité de créer un super-ministère du tourisme doté de secrétariats d'Etat ; politique du Gouvernement à moyen terme ; tourisme international ; tourisme national ; tourisme social et familial ; organisation des loisirs ; compétitivité française sur le plan international ; problème de l'essence ; poids de la T.V.A. sur l'hôtellerie française ; politique des transports ; possibilité pour la S.N.C.F. de prévoir des trains auto-couchettes reliant le Nord et la Côte-d'Azur ; achèvement de la liaison Paris-Nice par autoroute, notamment le tronçon Aix-Fréjus ; équipement des ports de plaisance ; étalement des vacances ; élaboration du VIe Plan ; formation professionnelle* [5 novembre 1969] (p. 3357) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Titre IV : *Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance sociale des non-salariés, allocataires du Fonds national de solidarité* [22 novembre 1969] (p. 4314) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Objectifs et moyens de la politique sociale ; caractère obligatoire de l'assurance et solidarité interprofessionnelle ; participation de l'Etat et équilibre du régime ; maintien des avantages acquis au titre des régimes obligatoires d'assurance maladie ; regroupement dans la gestion des caisses ; gestion des caisses mutuelles régionales* [2 décembre 1969] (p. 4477, 4478) ; Art. 2 : *Situation du conjoint d'un salarié* [3 décembre 1969] (p. 4543) ; *son amendement tendant à compléter l'article 2 de la loi du 12 juillet 1966 par un nouvel alinéa : « Lorsqu'une personne est assujettie par son conjoint à un régime obligatoire d'assurance maladie, sa cotisation prévue par la présente loi est reversée à la caisse couvrant son conjoint dont elle continue à percevoir les prestations »* (p. 4544) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les personnes dont le conjoint est assujetti à un régime obligatoire d'assurance maladie seront soumises aux obligations prévues par cette loi, mais percevront de la caisse de leur conjoint des prestations*

supplémentaires éventuelles leur maintenant le régime dont elles bénéficient » (p. 4544) ; *solidarité interprofessionnelle ; cas des conjoints qui disposent de ressources très faibles* (p. 4544) ; *exemple du mari employé de la S.N.C.F. et de sa femme commerçante* (p. 4545) ; *son amendement tendant à compléter l'article 2 de la loi du 12 juillet 1966 par un nouvel alinéa (cas des personnes bénéficiant des prestations du régime général)* (p. 4545) ; *retrait de son amendement* (p. 4546) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa : « La faculté est laissée aux personnes ayant déjà souscrit une assurance volontaire à un régime obligatoire d'assurance maladie de ne pas s'affilier au régime d'assurance maladie et maternité institué par la présente loi »* (p. 4548) ; *principe des droits acquis ; équilibre financier du nouveau régime* (p. 4548) ; *son sous-amendement tendant à modifier ainsi l'amendement de M. Hoguet : « Les personnes qui étaient affiliées à l'assurance volontaire à un régime obligatoire d'assurance maladie au 1er avril... »* (p. 4550) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Déséquilibre d'une caisse* (p. 4585) ; *ses observations sur ce texte* (p. 4586) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (contrôle pédagogique et administratif des organismes privés d'enseignement à distance)* [11 décembre 1969] (p. 4833) ; *composition de la Commission de contrôle* (p. 4833, 4834) ; *retrait de son amendement* (p. 4834) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4834) ; Art. 5 : *Ses observations sur les mots : « titres ou références »* (p. 4835) ; Art. 7 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « à tout moment » les mots : « à l'expiration du délai d'un an »* (p. 4835); *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Il pourra en outre être stipulé une indemnité de résiliation au profit de l'organisme privé d'enseignement à distance. Le montant maximum de cette indemnité est fixé à la valeur d'un trimestre d'enseignement »* (p. 4835) ; *possibilité donnée à un élève inscrit à un cours d'enseignement par correspondance d'interrompre ses cours* (p. 4835, 4836) ; *son amendement tendant dans le second alinéa de cet article à substituer au mot : « payé » le mot : « exigé »* (p. 4836) ; *conditions de paiement des cours par correspondance ;* Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (indications portées sur les brochures)* (p. 4836) ; *conditions de publicité ; retrait de son amendement* (p. 4836, 4837) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4837) ; *problème du démarchage* (p. 4837) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, Après l'Art. 6 . *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Gissinger par le mot : « éventuels »* [15 avril 1971] (p. 1133) ; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Gissinger après les mots : « de se rendre » à insérer les mots : « à l'improviste »* (p. 1135) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des Usines Renault, Art. 7 : *Etablissement d'un véritable marché ; fixation d'un taux minimum ; cours de l'action* [16 décembre 1969] (p. 4974).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps relatives au problème des commerçants et des artisans : *Fiscalité accrue sur des chiffres d'affaires en baisse ; augmentation des forfaits et charge incompréhensible de la patente ; caractère saisonnier du commerce de la Côte-d'Azur ; crainte justifiée de la concurrence des « grandes surfaces » ; contribution des « grandes surfaces » à l'évolution du commerce de détail, à l'aide nécessaire aux commerçants âgés et à la reconversion des plus jeunes* [10 avril 1970] (p. 966, 967).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1551) : *Création d'une délégation interministérielle coordonnant toutes les activités concernant les handicapés ; rapport Bloch-Lainé* (p. 1555, 1556).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Attitude des rapatriés ; insuffisance du projet de loi ; exclusion des héritiers collatéraux du droit à l'indemnisation ; déductions prévues à l'article 41 ; règlement du moratoire ; problème des retraites ; émission de bons permettant d'augmenter les taux de la grille prévue à l'article 40 du projet de loi* [11 juin 1970] (p. 2498, 2499) ; avant le titre premier : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (inventaire patrimonial des pertes subies outre-mer)* [12 juin 1970] (p. 2576) ; *sens du projet de loi ; négociations entre Gouvernement français et les Etats spoliateurs* (p. 2576) ; *nécessité d'éviter des tensions particulières avec les pays qui ont spolié des Français ; retrait de son amendement* (p. 2577) ; Art. 6 : *Conditions d'indemnisation des porteurs de parts de sociétés à responsabilité limitée, des actionnaires des sociétés anonymes et des commanditaires des sociétés en commandite* (p. 2580, 2581) ; Art. 12 : *Ses observations sur la discussion de cet article et sur celle de l'article 62* (p. 2584) ; Art. 25 : *Perte des meubles meublants ; son abstention lors du vote de cet article* (p. 2588) ; Art. 34 : *Ses observations sur la Commission paritaire* (p. 2593) ; Art. 62 : *Cumul de l'indemnisation de l'Etat français et de celle de l'Etat spoliateur* (p. 2611) ; titre : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Mario Benard à substituer aux mots : « la contribution » les mots : « une contribution »* (p. 2615) ; ses explications de vote : *Modifications réalisées par le Gouvernement sur certains points fondamentaux lors de la discussion du projet de loi ; refus de recours aux avances du Trésor et à l'émission de bons ; vote du groupe des Républicains indépendants* (p. 2616).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la destruction des bidonvilles : *Incendie du bidonville de Saint-Denis* [19 juin 1970] (p. 2877, 2879, 2880).

Prend part à la discussion :

— en quatrième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Corrèze ; impossibilité de considérer un hôtelier responsable des biens qui sont laissés dans une voiture par son propriétaire* [14 octobre 1970] (p. 4261) ; *discrimination entre les parkings des hôteliers et les parkings payants ; coût de l'assurance* (p. 4262) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Echec de la politique d'étalement des vacances ; ses observations sur les zones régionales distinctes ; aménagement de la T.V.A. ; règle du butoir ; ses observations sur la fiscalité qui frappe la location des résidences secondaires ; classement des hôtels ; tourisme de la Côte-d'Azur; lutte contre les incendies ; protection des sites ; sa demande d'inscrire à l'inventaire des sites protégés de la côte de Marseille à Menton sur une profondeur de 1.500 mètres* [27 octobre 1970] (p. 4796) ; *élaboration d'un schéma d'aménagement du littoral ; aménagement de nos plages ; ses observations sur le département des Alpes-Maritimes* (p. 4797) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Caractère libéral de la réforme ; problème des investissements ; coopération entre les établissements publics et les établissements privés ; mise en place de la carte sanitaire ; gestion des hôpitaux ; rôle et responsabilité des directeurs d'établissement ; possibilité de séparer dans les coûts d'hospitalisation les différents services rendus par les hôpitaux* [3 décembre 1970] (p. 6131, 6132) ; Art. 2 : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa (2°) de cet article à substituer aux mots : « établissements d'hospitalisation privés à but non lucratif » les mots : « établissements d'hospitalisation privés à vocation sociale »* [4 décembre 1970] (p. 6185) ; *retrait de son amendement* (p. 6185) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de cet article à substituer aux mots : « à but lucratif » le mot : « privés »* (p. 6185) ; *son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Toute personne a le libre choix de l'établissement hospitalier qui lui dispensera les soins »* (p. 6186) ; *retrait de son amendement* (p. 6186).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1418).

Prend part à la discussion sur le projet

de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, en qualité de *Rapporteur* : *Avis du Comité national de conciliation ; contenu de la loi Debré ; rapports entre l'Etat et les établissements privés des premier et deuxième degrés ; objections faites à la loi Debré ; liberté de l'enseignement ; coopération entre l'Etat et le domaine privé ; droit des familles ; nécessité de ne pas confondre la notion d'enseignement public et celle d'enseignement laïque ; adaptation permanente de notre éducation à des conditions modernes ; unité nationale dans la diversité des opinions et des tendances* [27 avril 1971] (p. 1448, 1449) ; *rôle de l'Etat ; principes de liberté, de coopération et d'équité ; personnel enseignant des établissements privés ; pérennisation du contrat simple* (p. 1450) ; *extension aux établissements privés des objectifs que l'orientation scolaire fixe aux établissements publics ; remplacement des comités départementaux de conciliation par des comités régionaux ; extension de la loi aux territoires d'outre-mer ; notion de « besoin scolaire reconnu » ; problème de la disparition du contrat simple pour les établissements du second degré ; orientation scolaire ; formation des maîtres* (p. 1451, 1452) ; *son opposition à la question préalable* (p. 1463) ; Avant l'Art. 1er : *Contrôle de l'exécution des contrats ; notion de caractère propre des établissements* (p. 1481, 1482) ; *son amendement tendant, avant l'article premier, à insérer un nouvel article et en conséquence à remplacer l'alinéa premier de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1959 par de nouvelles dispositions (notion de besoin scolaire reconnu)* (p. 1482) ; *responsabilité des familles* (p. 1482) ; *appréciation des besoins scolaires* (p. 1483) ; Art. 1er : *Pérennisation du contrat simple pour les établissements du premier degré* (p. 1484) ; *problème de la limitation de l'application du projet de loi jusqu'à la fin de l'année scolaire 1964-1975* (p. 1485) ; *son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa (possibilité d'accorder un contrat simple à un établissement privé du second degré qui se verrait refuser un contrat d'association)* (p. 1485) ; *contrat d'association* (p. 1486) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « dans les conditions fixées par décret » les mots : « selon des modalités administratives, pédagogiques et financières fixées par décret »* (p. 1487) ; *orientation scolaire ; retrait de son amendement* (p. 1487) ; *son opposition à l'amendement de M. Buron* (p. 1487) ; *problème de la concurrence entre l'enseignement public et l'enseignement privé ; carte scolaire* (p. 1488) ; Après l'Art. 2 : *Innovation et recherche pédagogiques* (p. 1488) ; Art. 3 : *comités de conciliation* (p. 1490) ; *son amendement tendant après le quatrième alinéa de l'article 3 à insérer un nouvel alinéa : « Le préfet de région peut transférer à un comité départemental les compétences du comité régional lorsque cela facilite leur mise en œuvre »* (p. 1490) ; *comités régionaux et comités départementaux* (p. 1490) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité, dans certains cas, de saisir le comité national)* (p. 1490, 1491) ; *modification de son amendement* (p. 1491) ; Après l'Art. 5 : *Aide de l'Etat à l'enseignement privé* (p. 1491) ; *formation des maîtres de l'enseignement privé* (p. 1493).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à l'abaissement de l'âge de la retraite [19 mai 1971] (p. 1980) : *Nécessité d'une élévation substantielle des retraites minimales ; réglementation du cumul et du travail noir ; augmentation de la durée maximale prise en compte pour le calcul de la retraite ; droit à la retraite anticipée au taux plein pour les chômeurs de plus de soixante ans ; situation des commerçants et artisans âgés ; sélectivité nécessaire en faveur des cas collectifs les plus évidents (femmes, anciens prisonniers de guerre) ; examen des cas individuels dans le cadre des travaux usants ; possibilité du choix individuel pour tous ; échelonnement dans le temps des mesures préconisées* (p. 1984, 1985).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'étalement des congés payés [28 mai 1971] (p. 2188, 2189).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Lien entre l'ouverture des promotions individuelles et l'accélération de notre industrialisation ; importance de la politique contractuelle ; application du projet*

de loi ; ses observations sur les dépenses nécessaires à la réalisation des programmes ; possibilité de programmes pluriannuels ; nécessité de prévoir une progressivité dans l'action [7 juin 1971] (p. 2439) ; *association des efforts publics et privés ; ouverture sur les grands problèmes généraux de notre époque* (p. 2440) ; du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « chèque d'enseignement » les mots : « crédit d'enseignement »* [8 juin 1971] (p. 2488) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2488) ; Art. 8 : *Son amendement tendant : 1° à compléter le second alinéa de cet article par les mots : « et les représentants de l'enseignement » ; 2° en conséquence, après le mot : « l'Etat » à supprimer, le mot : « et »* (p. 2491) ; *extension de la concertation aux représentants de l'enseignement* (p. 2491) ; Art. 11 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots : « les fonctionnaires des corps enseignants » les mots : « les membres du corps enseignant »* (p. 2494) ; *transformation de son amendement en sous-amendement à l'amendement de M. Capelle* (p. 2494) ; *formation des membres du corps enseignant ; nécessité d'éviter une discrimination entre les enseignants privés et publics* (p. 2495, 2496) ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « et des représentants des organismes publics et privés dispensant la formation permanente des adultes »* (p. 2542) ; *concertation entre les organismes représentatifs des employeurs et des travailleurs salariés* (p. 1542) ; Art. 3 : *Rôle des formateurs* (p. 2543) ; Art. 5 : *Indication des organismes qui peuvent intervenir dans les conventions* (p. 2544) ; Art. 6 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots : « d'enseignement » à supprimer le mot « publics »* (p. 2545) ; *contribution des établissements d'enseignement public au développement de la formation professionnelle ; retrait de son amendement* (p. 2545) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de l'emploi et de la population » à insérer les mots : « ou par l'un des ministères intéressés »* (p. 2545) ; *retrait de son amendement* (p. 2546) ; Art. 7 : *Nombre des cadres admis simultanément au congé-formation* (p. 2548) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « organisations professionnelles et syndicales, au sein des instances » les mots : « différents organismes faisant partie des instances »* (p. 2550) ; *consultations en vue de l'élaboration de la politique de financement* (p. 2550) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au pourcentage de « 1 % » le pourcentage « 0,80 % »* (p. 2555) ; *nécessité de ne pas pénaliser les entreprises de main-d'œuvre* (p. 2558) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « soit en application de conventions conclues » les mots : « soit par des organismes ayant conclu une convention »* (p. 2558) ; *souplesse du système des conventions ; condition d'obtention des déductions fiscales* (p. 2558) ; *retrait de son amendement* (p. 2559) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer au pourcentage « 10 % » le pourcentage « 30 % »* (p. 2561) ; *cas des organismes accrédités ; situation des entreprises qui peuvent supporter à 90 % les frais de formation directe de leurs cadres* (p. 2561) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « sont agréés de plein droit les organismes déjà collecteurs de la taxe d'apprentissage et qui en consacrent une part à des actions de formation complémentaire »* (p. 2562) ; *nécessité d'assurer une continuité aux organismes qui percevaient la taxe d'apprentissage ; retrait de son amendement* (p. 2563) ; Art. 48 : *Extension du champ d'application de l'amendement de M. Bégué ; retrait du sous-amendement de M. Ducray* (p. 2571) ; ses explications de vote : *vote du groupe des républicains indépendants* (p. 2574) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Rôle de l'Etat dans l'enseignement ; finalité des études ; création d'établissements publics originaux ; problème de la sélection* [21 juin 1971] (p. 3154) ; *contrôle continu des connaissances ; problèmes relatifs à l'enseignement supérieur privé* (p. 3155) ; Après l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Lecat par de nouvelles dispositions : « A défaut d'une telle convention, le Ministre de l'Education nationale désignera les jurys chargés d'examiner les étudiants des établissements d'enseignement supérieur privés candidats aux*

diplômes et grades universitaires nationaux » (p. 3175) ; *problème de l'enseignement supérieur privé ; cas d'absence de convention entre établissements d'enseignement supérieur privés et d'enseignement supérieur publics* (p. 3175) ; *composition du jury ; situation des professeurs qualifiés de l'enseignement supérieur privé* (p. 3175, 3176) ; *composition du jury ; cas d'absence de convention ; retrait de son sous-amendement* (p. 3177) ; Art. 5 : *Son amendement : « Ces règles communes doivent prévoir soit l'organisation, pour tous les étudianls ou pour certaines catégories d'entre eux, d'examens périodiques ou terminaux, soit l'institution d'un contrôle continu des aptitudes et des connaissances, dont sont le cas échéant précisées les modalités, complété par des examens terminaux »* (p. 3181, 3182) ; *son amendement (rôle des conseils des unités d'enseignement et de recherche et des établissements publics rattachés à une université)* (p. 3183) ; *retrait de son amendement* (p. 3183) ; Art. 7 : *Son amendement (réorientation des étudiants grâce à un système d'équivalences entre les unités d'enseignement)* (p. 3184) ; *situation des étudiants ayant accompli une ou deux années d'études ; « passerelles » entre les diverses branches d'enseignement* (p. 3184) ; *problème des équivalences* (p. 3184) ; Art. 10 : *Son amendement (fixation des procédés de contrôle et de vérification des connaissances)* (p. 3186) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3186, 3187) ; *son amendement (participation aux délibérations du jury)* (p. 3188) ; ses explications de vote : *Problème des examens terminaux* (p. 3193).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 juin 1971] (p. 3566).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux problèmes des rapatriés : *Effort législatif accompli ; nécessité d'établir un bilan des travaux des commissions départementales et régionales ; nombre de dossiers déposés et examinés ; action du Gouvernement auprès de l'Etat algérien ; décret du 5 août 1970* [8 octobre 1971] (p. 4442, 4443) ; *indemnisation des personnes âgées ; remboursement par les Etats spoliateurs ; observations concernant le décret du 5 août 1970 (immeubles, résidences secondaires, meubles meublants, valeur des terrains en zone urbaine, indemnisation des entreprises de transport)* (p. 4448).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la politique d'innovation industrielle [5 novembre 1971] (p. 5393, 5394).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à la situation des petits commerçants [19 novembre 1971] (p. 5986, 5987).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 50 : *Son amendement relatif aux greffiers titulaires de charges* [9 décembre 1971] (p. 6576) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Retard pris par le Gouvernement ; place du commerçant indépendant non salarié et de l'entreprise familiale dans notre société moderne ; son souhait d'une loi-cadre portant organisation du commerce indépendant ; situation des artisans ; distinction entre le problème des commerçants et celui des artisans* [16 mai 1972] (p. 1539) ; *alignement intégral sur les conditions du régime général ; maintien des droits acquis* (p. 1540) ; Art. L 663-7 du Code de la sécurité sociale : *Régime du conjoint ; retrait de l'amendement de M. Brocard* [17 mai 1972] (p. 1617) ; Art. L 663-10 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Berger (institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse)* (p. 1622) ; *problème des conjoints* (p. 1623, 1624, 1625) ; Art. 5 : *Retrait de son amendement* (p. 1632) ; *ses sous-amendements à l'amendement de M. Berger concernant les conditions d'élection et d'éligibilité* (p. 1632) ; *ses observations* (p. 1632) ; Art. 6 : *Son amendement* [18 mai 1972] (p. 1643) ; *création de caisses régionales ; retrait de son amendement* (p. 1643) ; *son amendement* (p. 1643) ; *nécessité de laisser aux caisses davantage de liberté dans la coopération* (p. 1643, 1644) ; *recouvrement des cotisations* (p. 1644) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 1647) ; *coopération entre les unions régionales d'assurance vieillesse et les caisses d'assurance maladie* (p. 1647) ; Art. 11 : Son amendement *relatif à la publication des décrets d'application* (p. 1653) ; *retrait de son amendement* (p. 1654) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 2 :

Sa défense d'une chaîne indépendante ; concurrence entre les chaînes [16 juin 1972] (p. 2579) ; *financement de cette chaîne indépendante* (p. 2580) ; *ses observations sur le programme de Télé-Monte-Carlo ; paiement de la redevance* (p. 2580) ; Art. 3 : *Son amendement (garanties d'objectivité d'une chaîne de radiodiffusion et d'une chaîne de télévision indépendantes)* (p. 2603) ; *dérogations au monopole ; création d'une chaîne indépendante* (p. 2603) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française et la République italienne concernant le tunnel routier de Fréjus et du protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris le 23 février 1972, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur ce texte* [22 juin 1972] (p. 2722, 2723) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *nécessité d'efforts supplémentaires car importance des problèmes de la jeunesse, du sport et des loisirs ; équipements ; Jeux olympiques ; effort d'encadrement et d'animation ; « massification » du sport ; luxe trop souvent réservé à des élites (voile, équitation, tennis, pilotage d'avions) ; encourager la compétition ; sa demande d'un nouveau plan pluriannuel ; sport pour adultes ; baseball, échecs* [27 octobre 1972] (p. 4456, 4457).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'accession à la propriété des locataires d'H.L.M. [15 décembre 1972] (p. 6260).

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
R.I.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission consultative du cinéma [13 décembre 1968] (p. 5492).

Est nommé Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 1 : Affaires culturelles, n° 359 [10 octobre 1968].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, n° 764 [16 septembre 1969].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 69-831 du 8 septembre 1969 relatif au recouvrement des montants compensatoires et à l'octroi des versements compensatoires établis conformément au règlement arrêté par le Conseil des communautés européennes le 11 août 1969 et aux textes pris pour son application, n° 765 [16 septembre 1969].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 803 [2 octobre 1969].

Son projet de loi de finances pour 1970 (rapport économique et financier), n° 822 [14 octobre 1969].

Son projet de loi portant diverses dispositions concernant la réassurance, n° 827 [14 octobre 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° 904 [21 novembre 1969].

Son projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international, n° 920 [2 décembre 1969].

Son projet de loi modifiant l'article 31 de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises, n° 949 [9 décembre 1969].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1968, n° 986 [18 décembre 1969].

Son projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, n° 1073 [14 avril 1970].

Son projet de loi portant simplifications fiscales, n° 1132 [13 mai 1970].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 1154 [26 mai 1970].

Son projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, n° 1188 [3 juin 1970].

Son projet de loi de finances pour 1971, n° 1376 [6 octobre 1970].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code des douanes n° 1431 [7 novembre 1970].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1970, n° 1448 [24 novembre 1970].

Son projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière, n° 1478 [27 novembre 1970].

Son projet de loi portant exonération des droits de mutation sur la succession du général de Gaulle, n° 1503 [9 décembre 1970].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1969, n° 1533 [11 décembre 1970].

Son projet de loi instituant une aide temporaire au profit de certains commerçants âgés, n° 1559 [17 décembre 1970].

Son projet de loi modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, et la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, n° 1619 [2 avril 1971].

Son projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, n° 1623 [2 avril 1971].

Son projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 1634 [6 avril 1971].

Son projet de loi portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales, n° 1680 [29 avril 1971].

Son projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction, n° 1717 [12 mai 1971].

Son projet de loi modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relatives aux entreprises de crédit différé, n° 1729 [14 mai 1971].

Son projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, n° 1731 [18 mai 1971].

Son projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, n° 1755 [25 mai 1971].

Son projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances, n° 1978 [2 octobre 1971].

Son projet de loi relatif au démarchange financier et à des opérations de placement et d'assurance, n° 1988 [2 octobre 1974].

Son projet de loi de finances pour 1972, n° 1993 [5 octobre 1971].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1971, n° 2065 [23 novembre 1971].

Son projet de loi portant règlement défi-

nitif du budget de 1970, n° 2109 [8 décembre 1971].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 72-231 du 27 mars 1972 relatif au régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, n° 2222 [4 avril 1972].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 2226 [4 avril 1972].

Son projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, n° 2229 [25 avril 1972].

Son projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers, n° 2468 [23 juin 1972].

Son projet de loi relatif aux remisiers et gérants de portefeuille, n° 2502 [30 juin 1972].

Son projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° 2552 [2 octobre 1972].

Son projet de loi de finances pour 1973, n° 2582 [6 octobre 1972].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1972, n° 2660 [21 novembre 1972].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971, n° 2775 [14 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Hommage rendu à M. Edgar Faure ; nécessité d'assurer la prochaine rentrée scolaire et universitaire ; construction de l'université nouvelle ; aménagement d'une articulation entre l'Education nationale et l'Emploi ; crise de la civilisation ; ses observations sur les effectifs, les locaux, les enseignants ; recrutement des maîtres assistants ; utilisation du monitorat ; attribution aux étudiants d'une rémunération ; délégation de responsabilités aux recteurs des différentes universités ; nécessité que les examens soient passés en automne ; réforme des programmes et des méthodes d'enseignement ; autonomie de gestion des universités ; rôle du conseil de l'université ; rapport entre les enseignants et les enseignés ; insuffisance de l'encadrement actuel dans le domaine universitaire* [24 juillet 1968] (p. 2532 à 2535) ; *diversité dans le choix des études ; distinction entre littéraires et scientifiques ; ses observations sur les examens ; recrutement des enseignants ; problème du recyclage ; possibilité de laisser aux universités régionales plus de choix dans la gestion ; problème de l'orientation ; articulation entre l'enseignement et l'emploi ; création d'un institut géré par l'Institut national de la statistique et des études économiques afin de procéder à des travaux systématiques sur la prévision de l'emploi pour les jeunes ; nécessité de rechercher une méthode de garantie du premier emploi ; création d'un « corps des auxiliaires du progrès » ; participation de la jeunesse française à la société actuelle ; âge moyen de la représentation nationale ; dépôt d'un projet de loi instituant un âge limite pour la candidature aux fonctions parlementaires ; attitude de la jeunesse française devant la crise actuelle ; possibilité d'ouvrir l'université française sur la réalité européenne* (p. 2535, 2536).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, ses explications de vote : *Approbation du projet de loi ; information politique dans l'université ; ouverture de l'université sur le monde extérieur ; ses observations sur la participation ; organisation des statuts des universités et des établissements d'enseignement ; organisation de l'exécutif universitaire ; contenu de l'enseignement, des programmes et des méthodes ; ses observations sur la sélection et l'orientation ; continuité entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ; organisation de cycles courts ; ses observations sur le système des bourses* [10 octobre 1968] (p. 3253, 3254) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Droits de succession ; principes de la politique fiscale en 1959 ; taux applicable aux successions entre frères et sœurs ; importance de la cellule familiale en France ; cas d'une exploitation familiale agricole rentable ; nécessité d'une assiette large et de taux modérés* [24 octobre 1968] (p. 3517 à 3520) ; Art. 32 : *Détaxation des billets d'entrée dans les salles de cinéma et de théâtre* (p. 3532) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité

de *Rapporteur spécial : Part du budget des Affaires culturelles dans le total des dépenses publiques ; crise de civilisation ; nécessité de proposer à la jeunesse une nouvelle culture ; ses observations sur les maisons de la culture ; sauvegarde et mise en valeur du passé ; conservation et entretien des monuments historiques en France ; réorganisation des fonctions de la Direction de l'architecture en ce qui concerne l'entretien des bâtiments civils ; problème des architectes et des distinctions existant dans leur hiérarchie ; ses observations sur la deuxième loi de programme ; définition des secteurs sauvegardés ; opérations de restauration ; question de l'archéologie ; crédits d'équipement consacrés aux fouilles, notamment à l'acquisition de réserves foncières destinées à protéger les sites archéologiques ; ses observations sur la formation artistique ; enseignement de l'architecture et des beaux-arts ; possibilité de passer des conventions entre les écoles nationales et l'université ; diffusion culturelle ; musées de province ; théâtres privés nationaux ; services rendus au théâtre par Jean-Louis Barrault ; théâtres lyriques ; réforme conçue par Jean Vilar ; crise des maisons de la culture ; mission des maisons de la culture ; principe d'une rotation obligatoire des animateurs* [13 novembre 1968] (p. 4347 à 4349) ; Après l'Art. 60 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; taxe additionnelle au prix des places* (p. 4373).

En qualité de Ministre de l'Economie et des Finances :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* [16 septembre 1969] (p. 2275).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Ajustement monétaire ; rétablissement de l'équilibre ; défense du franc ; développement économique ; progrès social ; situation monétaire et économique de la France au début d'août 1969 ; état où se trouvaient nos réserves ; refus d'une politique de déflation ; problème de la spéculation ; caractères du programme de redressement ; équilibre des finances publiques ; freinage de la demande publique ; découvert budgétaire de 1969 ; politique de crédit à la consommation ; taxes sur les profits des banques ; impôt sur le revenu ; maintien de la majoration de la vignette pour les véhicules à partir de 8 chevaux ; ses observations sur l'élévation du revenu déductible au titre de l'impôt sur le revenu lorsqu'il est constitué par l'intérêt des obligations non indexées émises sur le territoire national ; majoration de l'acompte de l'impôt sur les sociétés pour les échéances du 15 septembre et du 15 décembre ; modification des dates admises pour le bénéfice de la déduction fiscale pour investissement ; règles de l'amortissement ; impôt sur les profits exceptionnels des banques ; politique du crédit ; mesures de stabilisation de 1963 ; création d'un fonds d'action conjoncturelle ; utilisation de la dépenses publique ; allégement et simplification de la fiscalité ; encouragement à l'épargne ; établissement d'un statut de l'épargne ; évolution des prix ; politique des prix ; problème des exportations* [17 septembre 1969] (p. 2309 à 2313) ; Avant l'Art. 1er : *Spéculation contre la monnaie ; ses observations sur l'amendement de M. Ramette ; son sous-amendement tendant à remplacer les termes : « indûment transférés à l'étranger », par les termes : « transférés à l'étranger en infraction aux lois et règlements en vigueur »* (p. 2320) ; *cas des opérations effectuées en infraction aux lois et règlements* (p. 2320, 2321) ; Art. 3 : *Taux de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; vignette applicable aux voitures de 8 chevaux* (p. 2323, 2324) ; Art. 4 : *Caisses de crédit mutuel ; égalisation des conditions de collecte de l'épargne populaire ; abattement de 1.000 F sur le revenu des obligations* (p. 2326) ; Art. 5 : *Prélèvement sur les profits exceptionnels des banques* (p. 2328) ; Art. additionnels : *Problème de l'amnistie des infractions à la réglementation des changes dès lors que les capitaux seraient rapatriés avant le 31 décembre 1969* (p. 2330) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain et de M. Souchal* (p. 2332) ; *Gouvernement ayant la possibilité de sanctionner toutes les opérations de caractère délictueux* (p. 2332) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (prime temporaire d'épargne des caisses de crédit mutuel non agricole adhérentes à la Confédération nationale de crédit mutuel étant exonérée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques)* (p. 2333) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Boulloche* (p. 2333) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Problème de la spéculation ; application du contrôle des changes ; principe de la non-rétro-*

activité des lois ; possibilité de sanctionner des personnes bénéficiaires à des fins particulières de l'aide de l'Etat et qui ont commis l'action répréhensible d'utiliser ces ressources à des transferts de capitaux à l'extérieur [20 septembre 1969] (p. 2366) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Redressement économique et financier de la France ; ses observations sur le faux débat sur la confiance ; situation monétaire de la Grande-Bretagne ; problème monétaire ; attitude générale à l'égard des Ministres des Finances ; rétablissement de l'équilibre économique et financier de la France en 1970 ; les raisons pour lesquelles, deux mois après la dévaluation, la France continue à perdre des devises ; problème de l'investissement ; restriction du crédit ; déficit commercial ; nécessité du rétablissement de notre équilibre commercial ; ralentissement de la création monétaire ; mesures d'encadrement du crédit ; conditions de crédit à l'exportation ; moyens d'atteindre l'équilibre en 1970 ; compétitivité de nos prix ; taux de la dévaluation du franc ; poursuite d'une politique de modération de la hausse des prix ; comportement des producteurs et des commerçants ; politique contractuelle des prix ; diminution de la progression de notre consommation intérieure ; ses observations sur l'appareil de distribution ; l'exportation, la seule forme de spéculation légitime ; modération de la demande privée ; fiscalité directe ; mesures retenues à l'égard des revenus les plus faibles ; équilibre dans le monde du travail ; crédit agricole ; modération de la demande des entreprises ; équilibre budgétaire ; résorption du découvert ; ce budget est-il un budget de circonstance ; taxe sur la valeur ajoutée ; rôle de la fiscalité indirecte dans la détermination du niveau de vie ; problème de la déductibilité de la T.V.A. sur le fuel lourd ; fiscalité culturelle sur les livres et le cinéma ; ses observations sur le dividende fiscal ; cas de l'Allemagne fédérale ; progression des investissements et des dépenses de fonctionnement ; fonds d'action conjoncturel ; assainissement des entreprises nationales ; financement d'un institut de développement industriel ; prestations sociales ; prestations familiales ; situation des rapatriés ; ses observations sur le F.A.S.A.S.A. ; détermination des priorités ; importance de la discipline en France* [28 octobre 1969] (p. 2962 à 2968) ; *recrutement des contrôleurs des impôts* (p. 2976) ; *réévaluation du mark* (p. 2983) ; *question du déficit de la sécurité sociale pour 1971* (p. 2983) ; *faut-il introduire dans notre dispositif législatif ou constitutionnel le principe de la stabilité et de l'équilibre du budget de l'Etat ; ses observations sur la « loi fondamentale de stabilité » de l'Allemagne ; problème de l'encadrement du crédit ; exemple du crédit agricole ; ses observations sur la directive destinée au crédit agricole ; fixation du montant des concours mensuels que pouvait consentir l'organisation du crédit agricole ; secteur des travaux publics ; politique monétaire internationale ; fonctionnement du système monétaire international ; réévaluation du deutsche mark ; développement industriel de la France ; rôle du Parlement ; équipements publics ; niveau de vie ; répartition des allégements fiscaux ; conception du socialisme de M. Boulloche* [29 octobre 1969] (p. 3018, 3019) ; *orientation fiscale du budget ; crédits d'investissement ; crédits d'action conjoncturelle* (p. 3020) ; *rétablissement des équilibres ; politique du crédit ; ses observations sur la patente ; ressources des collectivités locales pour 1970 ; réunion de la commission permanente du tarif des patentes ; problèmes monétaires ; indépendance monétaire de la France ; possibilité de renoncer au recouvrement des impôts d'un montant très peu élevé ; non-recouvrement des cotes d'impôt inférieures à cinq francs tant pour l'Etat que pour les collectivités locales ; relèvement du taux d'escompte ; problème de la taxe sur la valeur ajoutée ; arrondissement des taux ; nombre des taux ; équilibre des finances locales ; problèmes hospitaliers ; développement des exportations françaises ; comparaison de l'économie française et de l'économie allemande ; impôt sur le revenu ; impôt sur le revenu des salariés ; desserrement du barème de l'impôt sur le revenu ; attitude de la situation fiscale des diverses catégories ; suppression de la première décimale des taux de la T.V.A. ; vulnérabilité de l'économie française à la surchauffe* (p. 3020, 3021) ; Art. 3 : *Son amendement tendant : 1°) à rédiger ainsi la première phrase du I de cet article : « Les limites respectives d'application de l'exonération et de la décote prévues à l'article 198* ter *du Code général des impôts sont fixées comme suit : — 230 francs et 690 francs pour les contribuables qui ont droit à une part, une part et demie ou deux parts pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physi-*

ques ; — 100 francs et 300 francs par part pour les autres contribuables » (p. 3029) ; *relèvement de la limite d'application de l'exonération et de la décote* (p. 3030) ; *ses observations sur la première tranche* (p. 3030) ; *majoration des droits sur les alcools* (p. 3030) ; *son sous-amendement tendant à modifier son amendement et à insérer à la fin de l'article 3 un nouveau paragraphe IV : « Le tarif de l'I.R.P.P. prévu à l'article 197-1 du Code général des impôts est fixé à un taux de 5 pour cent pour la fraction du revenu qui n'excède pas 5.400 francs et 15 pour cent pour la fraction du revenu compris entre 5.400 francs et 9.600 francs »* (p. 3031) ; Après l'Art. 6 : *Problème du crédit mutuel ; suppression du prélèvement de 25 pour cent sur la prime exceptionnelle de 1,5 pour cent que les caisses de crédit mutuel étaient autorisées à accorder à leurs déposants ; ses observations sur les caisses d'épargne, le crédit agricole mutuel, le crédit mutuel ; élaboration d'un statut de l'épargne liquide ; travaux du groupe de travail devant être connus avant la fin de l'année* [29 octobre 1969] (p. 3040) ; *possibilité de saisir l'Assemblée Nationale de propositions concrètes avant la fin de l'année sur le problème de l'épargne* (p. 3041) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (fixation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée ; base d'imposition de la taxe sur les activités financières ; taxe sur les produits forestiers ; taxe sur les tabacs)* (p. 3041) ; *arrondissement des taux de la T.V.A. dans le sens de la baisse ; nécessité de ne pas compliquer les opérations fiscales en cours ; taux de la fiscalité forestière ; régime de la fiscalité indirecte appliqué à la Corse* (p. 3042) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « 1°) Le chiffre limite de la franchise prévue au paragraphe I de l'article 282 du Code général des impôts est fixé à 1.200 francs ; 2°) La limite inférieure d'application des décotes prévues aux paragraphes 2 et 3 de cet article est fixée à 1.200 francs ; 3°) La limite supérieure de la décote prévue au paragraphe 2 du même article est portée à 4.800 francs »* (p. 3042) ; *ses observations sur la limite à partir de laquelle il y a recouvrement effectif de l'impôt* (p. 3042) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des entreprises placées sous le régime d'imposition forfaitaire, période pendant laquelle les entreprises ont la possibilité de dénoncer leurs forfaits de chiffre d'affaires ou de bénéfices ; montant mensuel de la T.V.A. en dessous duquel les redevables sont admis à déposer leurs déclarations par trimestre)* (p. 3042) ; *amélioration des délais de dépôt des déclarations et de réponse dont bénéficient les contribuables au titre de la T.V.A.* (p. 3043) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour le Gouvernement de prendre par décret des mesures en vue de définir un régime simplifié de liquidation et de recouvrement des taxes sur le chiffre d'affaires dues par les personnes qui ne sont pas placées sous le régime du forfait)* (p. 3043) ; *possibilité de prévoir une déclaration annuelle se substituant à la déclaration mensuelle ou trimestrielle pour les petits redevables* (p. 3043) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (taux sur les boissons ; tarif du droit de circulation sur les vins ou moûts entrant dans la composition des apéritifs à base de vin ; tarif du droit spécifique sur les bières et les boissons non alcoolisées)* (p. 3043) ; *son sous-amendement tendant : 1° à insérer après le II-2 du présent amendement la phrase suivante : « La surtaxe prévue à l'article 1615 du Code général des impôts s'applique aux boissons alcooliques provenant de la distillation des céréales et aux spiritueux vendus sous la même dénomination que ces boissons » ; 2° Dans le paragraphe II-3 à substituer au chiffre 22,50 francs, le chiffre : 11,25 francs* (p. 3044) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article : (rentes viagères)* (p. 3074) ; *ses observations sur les rentes viagères publiques et privées ; pourcentage de majoration proposé par le Gouvernement ; problème des rentes qui ont pris naissance avant 1914 ; situation des rentes nées entre 1914 et 1940 ; régime fiscal des rentes viagères ; relèvement du plafond jusqu'auquel les rentes viagères bénéficient du traitement fiscal des pensions* (p. 3074, 3075) ; *évolution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'égard des petites catégories* (p. 3075, 3076) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 3076) ; de la deuxième partie, MONNAIES ET MÉDAILLES : *Démonétisation des anciennes pièces de dix francs et de vingt francs ; fabrication des pièces de cinq francs et de dix francs ; ses observations sur l'usine de Pessac et l'atelier du Quai de Conti* [22 novembre 1969] (p. 4256) ; ECONOMIE ET FINAN-

CES. - SERVICES FINANCIERS : *Tâches de l'administration des douanes ; direction générale des prix ; recouvrement de l'impôt ; poursuite des réformes de structure des administrations financières dans le sens de la réorganisation et de la simplification des tâches ; information économique ; soutien de la concurrence ; politique des prix et du commerce ; évolution des prix français ; modernisation de la distribution ; fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises ; commerce extérieur* (p. 4.300, 4301) ; Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 1.941.713 francs* (p. 4302) ; *création d'un contrôle financier local ; ses observations sur les trésoriers-payeurs généraux ; effectifs de la direction générale des impôts* (p. 4303) ; *direction générale du commerce intérieur et des prix* (p. 4303) ; Titre IV : *Contribution de la France aux frais de fonctionnement de la conférence internationale des contrôles d'assurances des Etats africains et malgache* (p. 4304) ; Avant l'Art. 59 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (répression des infractions au contrôle des changes)* (p. 4304) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4305) ; *cas où l'on donne un caractère pénal aux amendes ; ses observations sur sa note adressée au directeur général des douanes et des droits indirects* (p. 4306, 4307) ; *principe de la non-rétroactivité des sanctions* (p. 4307, 4308) ; en seconde délibération, Art. 2 : *Son amendement tendant : 1° aux alinéas 3 et 4 du paragraphe I de cet article, à substituer au chiffre de « 5.800 », le chiffre « 5.400 » ; 2° à supprimer le paragraphe VI de cet article* (p. 4317) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe IV de cet article* (p. 4317) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (déduction du revenu net global soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques des primes afférentes à des contrats d'assurances en cas de décès lorsque ces contrats garantissent le versement d'un capital ou d'une rente viagère à un enfant de l'assuré atteint d'une infirmité qui l'empêche de se livrer à une activité normale)* (p. 4317) ; *ses observations sur la situation des parents d'enfants inadaptés* (p. 4317) ; Art. 6 *bis : Taux normal de la T.V.A. pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion* (p. 4318) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article (répartition du versement visé au II par le fonds d'action locale entre les communes proportionnellement au chiffre d'affaires des exploitations cinématographiques)* (p. 4319) ; *suppression de l'impôt sur les spectacles en ce qui concerne le cinéma* (p. 4319) ; Après l'Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement de M. Sabatier ; taxe spéciale sur les huiles végétales ; allégement des cotisations de certaines catégories d'agriculteurs* (p. 4319) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 4320) ; *majoration des taux des rentes viagères ; plafond dans la limite duquel les rentes viagères bénéficient d'un régime fiscal privilégié* (p. 4320) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 4322) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à majorer de 3.990.000 francs les crédits du titre III de l'état B concernant le Ministère de l'Agriculture* (p. 4322) ; *crédits relatifs à la création d'emplois dans des établissements d'enseignement agricole ; recrutement du personnel des lycées et collèges agricoles* (p. 4322) ; *son amendement tendant à majorer de 2.250.000 francs les crédits du titre III de l'état B concernant le Ministère de l'Education nationale* (p. 4322) ; *nationalisation de 50 établissements d'enseignement du type C.E.S. ; son amendement tendant à majorer de 2.218.440 francs les crédits du titre IV de l'état B concernant le Ministère de l'Agriculture* (p. 4323) ; *enseignement agricole privé* (p. 4323) ; *son amendement tendant à majorer de 1.400.000 francs les crédits du titre IV de l'Etat B concernant les charges communes* (p. 4323) ; *son amendement tendant à majorer de 2 millions de francs les crédits du titre IV concernant les charges communes ; programme de réorganisation et d'indemnisation de l'activité sucrière dans le département de la Guadeloupe* (p. 4323) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à diminuer les autorisations de programme du titre V concernant le Ministère de l'Agriculture de 10 millions de francs et les crédits de paiement de 3.990.000 francs* (p. 4323) ; *son amendement tendant à majorer les autorisations de programme du titre VI concernant le Ministère de l'Agriculture de 10 millions de francs et les crédits de paiement de 2.500.000 francs* (p. 4323) ; *aménagement foncier* (p. 4323) ; *ses remerciements au terme de la discussion budgétaire ; collaboration entre le Gouvernement, le Parlement et la Commission des finances ;*

ses observations sur le fait que le Gouvernement n'a recouru à aucun moyen de contrainte ; ses observations sur les explications de vote ; problème du transfert de certains secteurs à l'économie privée ; perspectives de chômage pour 1970 ; problème de la spéculation ; défense du franc (p. 4327, 4328) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Son amendement tendant à rétablir l'article 6* septies *dans la rédaction suivante : « La réfaction prévue à l'article 14 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 est fixée à 45 pour cent »* [12 décembre 1969] (p. 4926) ; *taux de réfaction pour les livres ; application de la taxe sur la valeur ajoutée aux négociants en bestiaux ; rapprochement de la situation des déportés politiques avec celle des déportés résistants* (p. 4926) ; *son amendement tendant à modifier le texte de l'article 23* (p. 4926) ; *incidences sur l'équilibre général de la loi de finances des modifications apportées par le texte de la Commission mixte paritaire* (p. 4926) ; *son amendement tendant à majorer les crédits du titre IV de l'Etat B concernant le ministère de la jeunesse et des Sports de 133.016.300 francs* (p. 4926) ; *crédits d'intervention du Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse ; son amendement tendant à majorer les crédits du titre IV de l'état B concernant le Ministère des Affaires étrangères (coopération) de 850.000 francs et en conséquence de majorer les crédits du titre IV de la même somme* (p. 4926) ; *son amendement tendant à diminuer les autorisations de programme du titre VI de l'état C concernant le ministère des Affaires étrangères (coopération) de 1.700.000 francs et les crédits de paiement de 850.000 francs ; en conséquence de diminuer les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre VI des mêmes sommes* (p. 4926) ; *crédits d'aide aux rapatriés* (p. 4927).

Répond à la question orale avec débat de M. Chazalon relative à l'unification monétaire européenne : *Existence d'une unité de compte européenne et attitude du Gouvernement français tendant à rendre officielle la pratique de cette monnaie de compte ; intérêt de cette unité de compte ; introduction éventuelle d'une monnaie européenne ; « mémorandum Barre » tendant à créer une première ligne d'assistance mutuelle entre les pays du Marché commun ; coordination progressive de nos politiques monétaires vis-à-vis de l'extérieur ; diminution de la fluctuation des changes entre nos monnaies ; importance attachée par le Gouvernement français au développement de la coopération monétaire entre les Six* [28 novembre 1969] (p. 4451, 4452).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Redressement économique et financier ; croissance de la production ; ses observations sur les secteurs des biens d'équipement ; indice de la production industrielle ; problème de l'investissement ; ses observations sur la demande étrangère ; problème de l'épargne ; demande intérieure ; taux de couverture des importations par les exportations ; réduction du découvert ; ses observations sur les dépenses additionnelles ; ajustements en raison du changement de la parité du franc* [9 décembre 1969] (p. 4713, 4714) ; *ses observations sur les paroles de M. Boscary-Monsservin* (p. 4715) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Est approuvée la convention ci-annexée passée le 4 décembre 1969 entre le Ministre de l'Economie et des Finances et le gouverneur de la Banque de France »* (p. 4720) ; *pertes pour le fonds de stabilisation des changes en raison de la dévaluation ; participation française à la B.I.R.D., à l'A.I.D. et à la banque européenne d'investissement* (p. 4720, 4721) ; Avant l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (au cas où l'accroissement du produit commercial brut, entre 1968 et 1969, est inférieur au montant du prélèvement exceptionnel de l'établissement assujetti, celui-ci bénéficiera d'un crédit d'impôt égal à la différence constatée)* (p. 4721) ; *prélèvement exceptionnel sur les profits bancaires* (p. 4721) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les dispositions de l'article 51 de la loi de finances du 23 décembre 1964 sont modifiées par la suppression des termes : « de formation technique ou professionnelle »* (p. 4722) ; *émission d'emprunts garantis en ce qui concerne des établissements scolaires autres que les établissements de formation technique ou professionnelle* (p. 4722) ; Art. 7 : *Système fiscal en matière de distribution d'électricité ; taxe pour les syndicats d'électrification* (p. 4723) ; *cas où une collectivité ne pourrait faire face à ses charges d'électrification* (p. 4723) ; Art. 9 : *Problème de la propriété forestière ; calcul du revenu cadastral des superficies plantées ; ses observations sur les peupleraies* (p. 4725, 4726) ;

— du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fond monétaire international : *Liquidités additionnelles ; rétablissement de l'équilibre des balances des paiements des pays à monnaie de réserve ; nécessité de coordonner notre position avec celle de nos partenaires ; souhait du Président de la République que les six Etats membres de la C.E.E. s'expriment au Fonds monétaire international par l'intermédiaire d'une représentation unique ; situation monétaire extérieure de la France* [12 décembre 1969] (p. 4932, 4933).

Répond à la question d'actualité de M. Pasqua relative à la dénonciation des forfaits fiscaux des commerçants [10 avril 1970] (p. 944, 945).

Répond à la question d'actualité de M. Robert Fabre relative aux restrictions de crédit [10 avril 1970] (p. 946, 947).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Redressement de la situation française ; situation monétaire externe ; création des conditions d'une croissance durable sans inflation ; composition de nos échanges ; gestion budgétaire ; problème des prix ; évolution des prix des produits manufacturés ; problème de l'activité de l'emploi ; production industrielle ; production intérieure brute ; dépenses d'investissement des entreprises ; ses observations sur le secteur du bâtiment ; accroissement du contingent des primes attribuées au titre du premier semestre ; compétitivité née de la dévaluation ; désinflation de la demande intérieure ; utilisation de la demande extérieure ; réduction de moitié du taux d'accroissement de la masse monétaire en 1969 par rapport à 1968 ; problèmes d'inadaptation sectoriels ; ses observations sur le VIe Plan ; problèmes permanents d'inadaptation dans l'équilibre de nos ressources et de nos emplois ; politique monétaire ; encadrement administratif du crédit ; nouvelles mesures envisagées à partir du 1er juillet prochain ; détermination de la sensibilité du système bancaire français aux variations des taux d'intérêt des concours reçus de la Banque de France ; taux du marché monétaire ; nécessité de proposer des taux rémunérateurs ; contrôle des changes ; libération des paiements courants ; facilités accordées aux entreprises industrielles ou commerciales pour s'implanter à l'étranger ; contrôle des changes sur les mouvements de capitaux ; insertion du marché financier français dans le dispositif international ; contrats de programme ; causes du malaise du commerce ; problème de la patente ; augmentation de la T.V.A. ; mise en recouvrement en 1969 des premières cotisations d'assurance maladie ; évolution de la structure de la consommation ; concurrence faite à certains secteurs du petit commerce ; suppression de la taxe complémentaire ; ralentissement des ventes ; évolution des données démographiques ou techniques de la distribution et de la concurrence des grandes surfaces ; les moyens de donner au petit commerce ses chances de survie ; chance du commerce indépendant dans le monde moderne ; mise à jour des conditions de concurrence ; réglementation des ventes avec primes ; égalité fiscale, situation des commerçants âgés ; rétablissement d'une ligne de prêts du F.D.E.S. en faveur de l'équipement commercial ; assistance technique au commerce ; équilibre budgétaire ; exemple américain ; règle de l'équilibre budgétaire ; limitation de la progression des dépenses publiques ; faible productivité moyenne des dépenses publiques ; modération fiscale pour 1971 ; structure des dépenses ; nécessité d'accroître l'efficacité des administrations et de la dépense administrative ; stabilisation du prélèvement fiscal ; simplification de l'impôt ; nécessité d'assurer en quatre ans l'élimination de la fraude ; problème de l'épargne ; taux d'épargne des ménages en 1969 ; possibilité pour les Français de redevenir les Japonais de l'Epargne ; nécessité d'accroître l'épargne ; sécurité de celle-ci ; marché financier français ; consolidation de l'épargne ; développement des contrats d'assurance-vie à capital variable ; suppression de la diversité des régimes fiscaux ; nécessité pour les réseaux de collecte de l'épargne de consacrer une partie de leurs dépôts à des financements d'équipements collectifs ; problème des exportations ; vulnérabilité de notre commerce extérieur ; structure de nos exportations en produits et en répartition géographique ; part des produits finis dans les exportations de la France ; attirance de l'économie française pour les marchés protégés ; acceptation des demandes de financement par transfert, à partir de la France, d'investissements commerciaux à l'étranger ; contraintes et chances du marché international ; problème de l'emploi ; partage entre revenu direct et revenu indirect ; limitation de la*

progression des transferts ; définition d'une politique de revalorisation relative des bas salaires et des salaires ouvriers ; mensualisation des salaires ; accentuation de l'effort en vue d'une meilleure information des travailleurs sur la vie et les problèmes de l'entreprise ; le redressement économique et financier de la France, première œuvre de la présidence de M. Pompidou et de l'action du gouvernement Chaban-Delmas ; nécessité d'une société humaniste ; ses observations sur la tâche de coopération de la France [12 mai 1970] (p. 1614 à 1621) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche* (p. 1628) *et sur celles de M. Roger* (p. 1631) ; *croissance des prix pour 1970* [13 mai 1970] (p. 1665) ; *taux de la T.V.A. appliqué à certains produits alimentaires* (p. 1681) ; *prix de l'essence* [14 mai 1970] (p. 1702) ; *classification des impôts sur les spectacles* (p. 1703) ; *problème de savoir s'il faut ou non admettre en déduction du revenu imposable le montant de l'impôt qui a été acquitté l'année précédente* (p. 1703) ; *ses observations sur les paroles de M. Fabre* (p. 1709, 1710, 1711) ; *caractère du débat ; problème des prix ; ses observations sur les anticipations de prix des producteurs ; travaux de l'Institut national des statistiques et des études économiques ; valorisation des prix des produits laitiers et de la viande ; marge entre l'inflation et la récession ; possibilités françaises d'exportation ; compétitivité de notre économie ; augmentation de notre potentiel de production ; problème du fonds d'action conjoncturelle ; augmentation de la production intérieure brute française ; problèmes sectoriels et régionaux ; industrie du bâtiment ; cas de la région de Marseille ; problème des régions charbonnières, de la région parisienne et des régions viticoles ; avenir des investissements collectifs ; ses observations sur le logement, le commerce, le crédit et la fiscalité ; ses observations sur le secteur des H.L.M. ; réforme du régime fiscal des profits tirés de la construction ; réforme du régime général du financement bancaire et du financement à long terme de la construction ; problème de l'épargne ; égalité d'imposition à identité de revenu ; utilisation des ressources dont on pourrait disposer à l'allégement des premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; taxe sur la valeur ajoutée ; élimination de la fraude ; question des forfaits ; réunion des directeurs des services fiscaux dans chaque département avec les organisations représentatives des commerçants et des artisans ; ses observations sur les demandes de remise gracieuse ; problème du commerce ; problèmes du crédit ; cas du crédit hypothécaire ; problèmes monétaires ; contrôle des changes ; mouvements de capitaux ; conjoncture mondiale* (p. 1713 à 1717).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur l'article 62 du projet de loi ; situation relative du patrimoine des rapatriés et de celui des Français métropolitains moyens ; durée d'application de la loi ; son opposition à la question préalable* [11 juin 1970] (p. 2491) ; *ses observations sur les paroles de M. Arthur Conte* (p. 2496) ; *nature du projet de loi ; portée de l'initiative gouvernementale ; solidarité entre les Français ; projet de loi ne tendant pas à éteindre les créances ou les droits des rapatriés vis-à-vis des collectivités spoliatrices ; caractère social de l'indemnisation ; barème dégressif de cette indemnisation ; récupération des indemnités ; situation financière de certains rapatriés ; plafonnement du montant des récupérations au titre des indemnités ; ses observations sur le moratoire ; possibilité de prendre par décret des dispositions visant à l'étalement ou à la réduction des charges de dettes de certains intéressés au titre des emprunts contractés en France ; suppression des intérêts sur les prêts pour la période s'étalant entre le vote de la loi et le moratoire* [12 juin 1970] (p. 2565 à 2567) ; Avant le titre 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (caractère de la contribution)* (p. 2576, 2577) ; *négociations entre le Gouvernement français et les Etats spoliateurs ; inventaire patrimonial des pertes subies* (p. 2577) ; *inopportunité de transformer des créances privées en une créance de l'Etat* (p. 2577) ; Art. 1er : *Définition de la dépossession* (p. 2578) ; *son amendement tendant, dans le 3e alinéa (2°) de cet article à substituer aux mots : « cinq années » les mots : « trois années »* (p. 2578) ; *durée de la résidence dans le territoire où a eu lieu la dépossession* (p. 2578) ; *son amendement tendant après le mot : « donation » à rédiger comme suit la fin du 4e alinéa de cet article : « d'un parent en ligne directe, d'un conjoint, d'un frère ou d'une sœur qui remplissaient eux-mêmes cette condition »* (p. 2578) ; *ex-*

tension des dispositions du texte aux frères et sœurs (p. 2578) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (cas des personnes qui bénéficient des prestations instituées par la loi du 26 décembre 1961 dans les conditions fixées par le décret du 4 septembre 1962)* (p. 2579) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début de son amendement : « devenir français au terme d'une procédure déjà engagée avant celte date ou, pour les personnes... »* (p. 2579) ; *cas des personnes réinstallées en France sans avoir la nationalité française mais ayant rendu des services exceptionnels* (p. 2579) ; Art. 2 : *Moment de l'appréciation de la situation de famille* (p. 2579) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « descendants et conjoints » les mots : « descendants, conjoints, frères et sœurs »* (p. 2580) ; Art. 6 : *Indemnisation des personnes physiques ; indemnisation des sociétés si 75 % au moins du capital étaient détenus par les membres d'une même famille* (p. 2581) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa (2°) de cet article : « Ils constituaient une société dont 75 % du capital était détenu par des parents ou alliés jusqu'au sixième degré »* (p. 2581) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (indemnisation des personnes mariées ; cas des personnes mariées sous le régime de communauté)* (p. 2605) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2605, 2606) ; Art. 46 : *Problème du moratoire* (p. 2607) ; *obligations des personnes physiques ou morales en raison des créances non récupérables* (p. 2607) ; Après l'Art. 48 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où le débiteur est une personne mariée sous un régime de communauté ; limite des droits des créanciers)* (p. 2608) ; *ses observations sur le principe selon lequel la femme n'est pas tenue des dettes communes sur ses biens propres* (p. 2608) ; Art. 49 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et la valeur globale d'indemnisation des biens de cet associé » les mots : « et la valeur globale d'indemnisation des bien retenus pour le calcul de l'indemnité revenant à cet associé »* (p. 2608) ; Art. 56 : *Ses observations sur les créances privées* (p. 2609) ; Art. 58 : *Compétence des commissions spéciales du contentieux* (p. 2610) ; Art. 62 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Mario Benard par les mots : « dans les conditions prévues à l'article 12 de la présente loi »* (p. 2611) *conditions de la restitution ; problème du cumul du recouvrement de la créance auprès de l'Etat spoliateur et de la contribution nationale d'indemnisation* (p. 2611, 2612) ; *son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa de cet article : « mais seulement dans la mesure où cette indemnité ajoutée à l'indemnisation accordée par l'Etat français dépasse la valeur indemnisable du bien et pour le montant de ce dépassement »* (p. 2612) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas où l'indemnisation obtenue est inférieure à celle à laquelle la personne dépossédée aurait droit en application de la présente loi)* (p. 2613) ; Art. 67 : *Maintien des droits et des créances des rapatriés sur les Etats spoliateurs* (p. 2614) ; *non-récupération des indemnités de subsistance ou d'assistance versées au moment du retour en métropole des rapatriés d'Algérie* (p. 2614) ; Titre : *Ses observations sur les amendements déposés* (p. 2615) ; *ses observations sur les explications de vote ; projet de loi n'éteignant aucun des droits existants des rapatriés* (p. 2617) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Evolution de notre économie ; place de la France dans le monde en regard de la croissance pour la période 1960-1969 ; taux de hausse annuelle des prix ; problème de l'équilibre de notre croissance ; objectifs du VIe Plan ; économie française produisant trop cher ; causes profondes de l'excès chronique de nos prix ; politique budgétaire ; investissement productif ; modernisation de notre fiscalité ; sélectivité de la politique budgétaire ; politique monétaire ; politique d'excédents de la balance des paiements courants ; niveau de nos réserves ; politique des prix et des revenus ; politique de l'épargne ; limite économique et humaine de la croissance ; problème de l'environnement, préparation du budget de 1971* [16 juin 1970] (p. 2707 à 2709) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur les grands traits de notre histoire financière* [20 octobre 1970] (p. 4413) ; *fin de la politique de redressement ; place économique de la France par rapport aux autres pays industrialisés ; comparaison entre les exportations françaises et les exportations japonaises ;*

production intérieure brute française ; comparaison entre le budget et la consommation des ménages (p. 4414) ; *nombre de journées de travail perdues en France au cours du premier semestre de 1970* (p. 4415) ; *épargne française ; équilibre des finances publiques et de notre commerce extérieur ; faiblesse de la croissance de l'économie française ; mouvement des prix ; problème de l'emploi ; objectifs du Gouvernement ; nécessité d'assurer un travail à tous les Français actifs, nécessité de prévoir une répartition meilleure et plus juste du surplus économique entre les Français ; contradiction entre les aspirations justifiées des Français et la capacité de notre économie à les satisfaire* (p. 4415) ; *taux de croissance choisi par le Gouvernement ; caractère de l'expansion de l'année 1970 ; originalité de la situation en 1971 ; importance en 1971 de l'expansion et de l'investissement ainsi que de la consommation des ménages pour assurer l'expansion ; problème du sous-emploi et du déséquilibre extérieur ; augmentation des exportations automobiles ; limites des exportations françaises ; garantie des investissements des entreprises françaises dans les Etats de la zone franc ; importance de l'investissement productif ; politique des travaux publics et du logement ; dimension régionale de ces problèmes ; implantation sidérurgique à Fos ; rythme des primes de développement industriel* (p. 4416) ; *problème de l'investissement polydimensionnel ; application des techniques de crédit-bail aux petites et moyennes entreprises ; indication sur les mises en chantier d'H.L.M. sur les emprunts bonifiés des caisses d'épargne : accélération des paiements des administrations des collectivités locales et de l'Etat ; ses observations sur le secteur du bâtiment et des travaux publics ; crédit pour le logement ; prêts du Crédit agricole et des caisses d'épargne pour le financement de logements; réduction de la retenue de garantie ; modification du régime des intérêts de retard ; opérations de réévaluation des travaux ; effort national d'épargne ; ses observations sur l'épargne logement contractuelle ; sécurité et rémunération de l'épargne* (p. 4417) ; *ses observations sur la bourse des valeurs ; situation des entreprises françaises installées dans de nombreux pays étrangers ; normalisation du crédit à la consommation ; nécessité d'éviter l'inflation ; politique du crédit ; réduction du taux de l'escompte ; assouplissement des restrictions quantitatives du crédit ; politique budgétaire* (p. 4418) ; *équilibre du budget ; le budget de 1971, un budget d'épargne et un budget d'accompagnement de la croissance au niveau du plein emploi ; prévisions du VIe Plan ; créations d'emploi prévues par le budget ; freinage des interventions publiques* (p. 4419) ; *répartition de la fiscalité ; application du rapport constant ; interventions sociales en faveur de l'agriculture ; formation professionnelle ; amorce d'une politique fiscale à moyen terme ; principe de l'égalité d'impôt à revenu égal connu ; allégement du poids de la fiscalité indirecte en France ; situation des catégories déshéritées ; étalement dans le temps des allégements promis par le Gouvernement en vue d'utiliser le produit qui en résulte pour modérer la charge fiscale pesant sur les deux premières tranches de revenus ; situation des cadres* (p. 4420) ; *création de la chambre des impôts chargée de constater annuellement la réalité de l'imposition des Français ; données démographiques de la France ; possibilité d'une politique bipartisane pour les problèmes de développement économique interne* (p. 4421) ; *intentions fiscales du Gouvernement ; son opposition à la question préalable déposée par le groupe communiste* (p. 4424) ; *ses observations sur le nombre des logements ayant bénéficié de prêts H.L.M. sur emprunts bonifiés ; prévisions pour 1971* (p. 4435), *ses observations sur les paroles de M. Poudevigne et le problème de la neutralité du budget* [21 octobre 1970] (p. 4474) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4484) ; *situation des entreprises nationales ; importance des subventions qu'elles reçoivent ; contrats passés avec ces entreprises ; structure du budget ; rationalisation des choix budgétaires ; revalorisation des rentes viagères dans le prochain budget ; contrôle des changes ; problème du logement ; comparaison des logements financés en 1970 et 1971 ; comparaison du fonds d'action conjoncturelle de 1970 et de 1971 ; inadaptation des prix plafonds des H.L.M. ; détermination des zones de prix ; distinction à l'intérieur des prix plafonds entre un prix « bâtiment » et un prix « charges foncières »* (p. 4487) ; *prêts du Crédit foncier ; problème de la stabilité des prix ; statut national de l'épargne ; rapports entre les grands réseaux collecteurs de l'épargne populaire ; situation des collectivités locales ; suppression de l'encadrement du crédit ; problème d'un minimum d'impôt sur les sociétés ; crédits relatifs aux équipements collectifs ; poids des interventions écono-*

miques ; problème de l'emploi ; programme de la zone à urbaniser par priorité de Quimper (p. 4488) ; *crédits inscrits au budget de la justice : mesures envisagées pour l'éducation surveillée ; situation agricole ; problème des produits laitiers ; question de la sous-évaluation des recettes fiscales ; principe de l'égalité fiscale à revenu égal connu, autonomie financière des communes* (p. 4489) ; *problème des libertés communales ; problème de l'environnement ; aide aux pays en voie de développement ; taux de la T.V.A. ; situation des entreprises petites et moyennes ; ses observations sur les sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie ; crédits affectés à l'aménagement des voies d'eau ; ses observations sur la condition féminine ; conditions d'attribution des aides aux hôtels ; statut de l'épargne ; progression de l'impôt sur le revenu entre les évaluations initiales de la loi de finances pour 1970 et les évaluations de la loi de finances pour 1971* (p. 4490) ; de la première partie, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe IV de l'amendement de M. Rivain : (application des dispositions de l'article 156-II, 1° bis du Code général des impôts)* [22 octobre 1970] (p. 4518, 4519) ; *problème des déductions au titre de l'impôt sur le revenu ; nécessité d'une certaine progressivité ; élargissement des déductions ; possibilité de déduire les intérêts des prêts relatifs à la construction lorsqu'il s'agit d'un bâtiment destiné à devenir une résidence principale dans un délai de trois ans* (p. 4519) ; *allégements décidés par le Gouvernement ; contribution des banques ; situation des cadres ; question de la majoration des prix du tabac* (p. 4520) ; Art. 7 : *Rapprochement des obligations administratives des professions libérales et de celles des professions commerciales* (p. 4522) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (obligation pour les contribuables placés sous le régime de l'évaluation administrative prévue aux articles 101 et 102 du Code général des impôts de présenter un document donnant le détail journalier de leurs recettes professionnelles)* (p. 4522) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4522, 4523) ; Art. 8 : *Fiscalité agricole ; ses observations sur le seuil de 500.000 francs* (p. 4524) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe II de cet article, à supprimer les mots : « et modalités »* (p. 4524) ; *comparaison entre l'imposition des entreprises industrielles et commerciales et celle des exploitations agricoles* (p. 4524) ; *irrégularité des revenus agricoles* (p. 4525) ; Art. 9 : *Cas des cultures spécialisées ; imposition sur le bénéfice réel ; conception du bénéfice forfaitaire* (p. 4525, 4526) ; Art. 16 : *ses observations sur les spectacles de variétés* (p. 4540) ; Art. 18 : *Situation des personnes âgées ; leurs conditions d'existence sur le plan du logement et de l'installation immobilière* (p. 4543) ; *lutte contre la fraude fiscale; inadaptation des moyens et des méthodes des services qui se consacrent à la lutte contre la fraude ; danger d'utiliser les mêmes méthodes de lutte contre la fraude, à la fois contre les gros fraudeurs et les très nombreux agents de la vie économique* (p. 4543) ; *cas des personnes qui connaissent, pendant une certaine période, une amélioration de leur train de vie parce qu'elles ont liquidé un élément de leur patrimoine ; conditions d'utilisation du barème des signes extérieurs de richesse ; ses observations sur les voies de recours* (p. 4544) ; Après l'Art. 18 : *Ses observations sur les amendements de MM. Lamps et Rieubon* (p. 4544, 4545) ; Art. 19 ; *Difficultés des services fiscaux d'établir le montant des ressources annuelles des contribuables ; cas de disproportion entre le revenu déclaré et les éléments qui traduisent le revenu réel de l'individu* (p. 4546); *absence de fiscalité sur les plus-values ; maintien de l'article 180 du Code général des impôts ; cas de défaut de déclaration de revenus ; cas où l'écart entre le revenu déclaré et le résultat du calcul qui pourrait être fait pour une année de constatation, serait au moins égal à 50.000 francs* (p. 4547) ; *demande de certaines justifications aux contribuables ; retrait des articles 20, 21 et 22 du projet de loi* (p. 4547) ; Art. 35 : *Son amendement tendant : 1° à l'état I, à diminuer les autorisations de programme (équipement et logement) de 253.400.000 francs ; 2° au paragraphe I de cet article à diminuer les autorisations de programme de 253.400.000 francs et les crédits de paiement de 38.500.000 francs* (p. 4567) ; *majoration du nombre de logements engagés dès le début de l'année 1971 ; dotation du fonds d'action conjoncturelle* (p. 4467, 4468) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à modifier le texte de cet article* (p. 4576, 4577) ; *taxe sur les corps gras* (p. 4578) ; *budget annexe des prestations sociales ; progression des cotisations ; ses observations sur l'assurance maladie des exploitants agricoles ; majoration de l'évaluation concernant les impositions addition-*

nelles à l'impôt foncier non bâti; produit des cotisations individuelles des exploitants agricoles ; subvention du budget général au B.A.P.S.A. (p. 4579) ; *ses observations sur les dispositions de caractère fiscal ; financement du régime social de l'agriculture ; lutte contre la fraude ; coopération entre le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée* (p. 4580) ; de la deuxième partie, ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Missions des services économiques et financiers; renforcement des effectifs ; accroissement de leur productivité ; transformation des structures administratives ; fusion des anciennes régies financières ; administration des douanes ; services extérieurs du Trésor ; équipement des services* [17 novembre 1970] (p. 5665) ; *ses observations sur le parc d'ordinateurs ; mécanisation du traitement de l'impôt ; comptabilité des services hospitaliers des collectivités locales ; allégement des tâches et simplification des procédures ; établissement pour les petites et moyennes entreprises d'un régime d'imposition simplifié en matière de taxe sur le chiffre d'affaires et de bénéfices industriels et commerciaux ; rapports entre les administrations et le public ; opération « portes ouvertes » dans l'ensemble des services ; mission d'information du ministère ; sa mission d'encouragement à l'exportation ; évolution du commerce extérieur ; réorganisation du financement de nos exportations de biens d'équipement ; problème de la concurrence* (p. 5666) ; *politique fiscale ; conception de l'impôt ; niveau de qualification des personnels* (p. 5667) ; Titre IV : *Budget de la conférence internationale des contrôles d'assurance des Etats africains et malgache* (p. 5669) ; *subvention aux organisations de consommateurs* (p. 5670) ; Après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (perception des droits assimilés aux droits d'octroi de mer sur les spiritueux fabriqués à la Réunion et livrés à la consommation en l'état ou après transformation)* (p. 5674) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « A l'article 180 du Code général des impôts, les mots « ostensibles et notoires » sont remplacés par les mots : « ostensibles ou notoires »* (p. 5675) ; *répression de la fraude fiscale : intentions du Gouvernement ; causes de cette fraude ; création d'un nouvel état d'esprit dans l'opinion publique ; ses observations sur les circuits organisés de ventes sans facture ; cas du contribuable disposant de ressources importantes et qui a organisé son train de vie à partir de la fraude fiscale* (p. 5675) ; *augmentation des crédits d'équipement immobilier ; ses observations sur l'article 180 du Code général des impôts* (p. 5676) ; *moyens de lutter contre la fraude* (p. 5678) ; *modalités des emprunts émis depuis 1960 ; information en ce qui concerne le dispositif de la répression de la fraude* (p. 5678) ; *ses observations sur l'amendement de M. Lamps* (p. 5679) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (conséquence de la découverte d'agissements frauduleux ; rôle du sursis des impôts en matière de contrôle ; possibilité de sursis jusqu'au recouvrement des impositions afférentes à la période excédant le délai ordinaire de prescription)* (p. 5680) ; *prolongation de deux ans du délai sur lequel porte le contrôle de l'administration des impôts lorsqu'il s'agit d'agissements frauduleux* (p. 5680) ; *intervention du magistrat instructeur ; conséquences pratiques de l'examen de la situation fiscale* (p. 5681) ; *problème de la constitution de sûretés* (p. 5681) ; *situation des contribuables qui ont organisé des circuits d'escroquerie fiscale ; rôle du directeur général des impôts ; problème du délai de quatre ans* (p. 5682, 5683) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par son amendement par l'alinéa suivant : « les dispositions du présent article ne permettent pas de remettre en cause des impositions établies au titre d'une année antérieure à 1966 »* (p. 5683) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (procédure de redressement simplifiée)* (p. 5683) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5683) ; *possibilité d'inciter certains contribuables à rectifier d'eux-mêmes les déclarations inexactes qu'ils ont pu souscrire* (p. 5683) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (régime simplifié d'imposition)* (p. 5683) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation fiscale des entreprises de presse)* (p. 5684) ; *problème des provisions constituées en application de l'article 39* bis *du Code général des impôts ; nature des emplois qui peuvent être faits de ces provosions* (p. 5684) ; *son amendemen tendant après l'article 65 à insérer un nouvel article: « Les libéralités consenties par des grands-parents aux enfants naturels reconnus de leurs propres enfants sont soumises au régime fiscal des transmissions en ligne directe »* (p. 5685); *situation des enfants naturels vis-à-vis de leurs grands-parents* (p. 5685) ; Après l'Art. 76 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (abrogation des articles 4 à 8 de*

l'ordonnance du 9 octobre 1945 ; statuts de la fondation nationale des sciences politiques) (p. 5685) ; *retrait de son amendement* (p. 5685) ; *ses observations sur l'explication de vote de M. Boulloche sur l'ensemble du projet de loi ; problème de la fraude fiscale* (p. 5725) ; *caractère de la discussion budgétaire ; portée de cette discussion ; modifications apportées par le Parlement au montant des mesures nouvelles ; budget social de l'agriculture ; fiscalité ; répartition de la charge fiscale directe ; imposition des établissements de crédit ; majoration de trente-cinq points des pensions des veuves de certains grands invalides ; fonds d'action conjoncturelle ; budget du ministère des affaires culturelles ; lutte contre la fraude ; budget de l'éducation nationale ; poids des dépenses publiques dans l'économie française ; économie financière ; équilibre du budget ; ses remerciements* (p. 5727 à 5729) ; Commission mixte paritaire : *Son amendement tendant à supprimer l'article* 32 bis [9 décembre 1970] (p. 6328) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 37 (prestations sociales agricoles ; taxe sur les corps gras alimentaires ; plafond des charges)* (p. 6328) ; *question de l'obligation pour le Gouvernement de produire en annexe au projet de loi de finances les comptes prévisionnels des régimes de protection sociale ; taxe sur les corps gras ; taux de cette taxe* (p. 6328, 6329) ; *taux de la taxe sur les corps gras ; rémunération des pays sous-développés pour leur production de corps gras d'origine végétale ; taxation sur les plus-values dégagées par la cession des droits sociaux* (p. 6330) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Situation de notre économie ; retour aux équilibres ; nécessité d'assurer un emploi à tous les Français actifs ; rôle de l'agence de l'emploi ; croissance moyenne de la consommation en France ; diminution de la part de consommation provenant de l'importation ; part des voitures de construction française dans les immatriculations de voitures automobiles en France ; ses observations sur le secteur électroménager ; problème de nos prix* [8 décembre 1970] (p. 6248, 6249) ; *situation du commerce extérieur ; commerce extérieur de l'industrie de la chaussure et de l'industrie de l'ameublement ; financement des exportations ; problème des exportations de biens d'équipement ; question du crédit ; ses observations sur le complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer et sur le plan-calcul ; aide à l'investissement ; taux de l'escompte ; taux des obligations cautionnées ; structure du collectif budgétaire* (p. 6250) ; *impôt sur le revenu ; garantie du pouvoir d'achat de la fonction publique ; dépenses militaires ; problème de la patente* (p. 6251) ; Après l'Art. 7 : *Réforme de la contribution des patentes ; situation des petits assujettis à la patente ; substitution d'une taxe professionnelle à la contribution des patentes ; revision du foncier non bâti ; ressources des petites collectivités locales ; instauration d'une taxe professionnelle à partir du 1er janvier 1974* [9 décembre 1970] (p. 6338, 6339) ; Art. 8 : *Problème de la péréquation de la patente sur le plan départemental ; régime d'imposition des magasins à grande surface* (p. 6340, 6341) ; *ses observations sur les allocations de patentes versées aux collectivités locales ; exemple de l'Aveyron* (p. 6341) ; *problème des transports maritimes* (p. 6342) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit le début du paragraphe II de cet article : « Les dispositions du I ci-dessus s'appliquent à concurrence... »* (p. 6343) ; *problème relatif aux industries soumises à la patente et situées sur le territoire de deux ou plusieurs communes* (p. 6343) ; Art. 9 : *Débat sur le problème des finances locales* (p. 6346) ; Art. 10 : *Exemple d'une coopérative dont les membres résident sur le territoire d'une collectivité locale ; répartition de la charge fiscale ; assujetissement des coopératives agricoles* (p. 6349) ; *ses observations sur les organismes de coopération et de mutualité ; exemple des caisses d'épargne ; possibilité donnée à celles-ci de consentir des prêts personnels aux particuliers, c'est-à-dire des prêts pour l'accession à la propriété et des prêts familiaux ; réforme du crédit agricole* (p. 6350) ; *situation des caisses d'épargne du crédit agricole mutuel et de la caisse nationale de crédit agricole* (p. 6351) ; *cas des sociétés de caution mutuelle* (p. 6352) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Toutefois, les conseils municipaux peuvent décider d'exonérer les caisses de crédit municipal, totalement ou partiellement, de la contribution des patentes »* (p. 6352) ; *problème du report de la date d'assujettissement à la patente* (p. 6353) ; *ses observations sur les coopératives agricoles* (p. 6355) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux

exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situées sur le territoire de l'autre, signé à Madrid le 7 février 1969 ; ses observations sur ce texte [9 décembre 1970] (p. 6337).

Répond à la question d'actualité de M. Boulloche relative à l'indice du coût de la vie [7 avril 1971] (p. 939).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative au taux de l'escompte [7 avril 1971] (p. 939, 940).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière : *Contrôle de l'exécution du budget ; activité de la Cour ; liaison entre la Cour et les instances hiérarchiques de l'administration ; saisine de cette Cour* [22 avril 1971] (p. 1322) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Sabatier, à substituer aux mots : « soumises à la compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière » les mots : « inscrites sur une liste établie »* (p. 1323) ; *cas des associations inscrites sur une liste établie par arrêté du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Economie et des Finances* (p. 1324) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe : « A la fin de l'article 5* bis *de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948, les mots : « qu'ils sont tenus » sont remplacés par les mots : « qu'elles sont tenues »* (p. 1324) ; Art. 11 : *Son amendement tendant : 1° après les mots : « audit alinéa » à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 8 de la loi du 25 septembre 1948 par la phrase suivante : « Si l'ordre émane du supérieur hiérarchique ou de la personne légalement habilitée à donner un tel ordre, la responsabilité de ces derniers se substituera à celle du subordonné » ; 2° en conséquence, à supprimer les mots : « le reste sans changement »* (p. 1324) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le 1er alinéa de cet article par les mots : « si les ministres n'ont pas émis un avis à l'expiration de ce délai, la procédure pourra néanmoins être poursuivie »* (p. 1325) ; Après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « A la fin de l'article 21 de la loi du 25 septembre 1948 après les mots : « au Ministre de l'Economie et des Finances » sont insérés les mots : « le cas échéant, au Ministre de tutelle »* (p. 1326) ; Art. 20 et 21 : *Ses amendements tendant à compléter ces articles (fin du 1er alinéa et fin de la première phrase du 3e alinéa de l'article 22 et première phrase du 5e alinéa de l'article 23 de la loi du 25 septembre 1948) après les mots : « soit par un mandataire » sont insérés les mots : « soit par un avocat ou un avoué »* (p. 1326) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « A la fin du 1er alinéa de l'article 24 de la loi du 25 septembre 1948, après les mots : « au Ministre de l'Economie et des Finances » sont insérés les mots : « ainsi que, le cas échéant, au Ministre de tutelle »* (p. 1326) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1969 : *Efforts accomplis pour l'établissement des comptes budgétaires ; situation budgétaire de 1969* [22 avril 1971] (p. 1328).

Répond aux questions d'actualité de M. Charles Bignon sur la réévaluation du prix de l'or et de M. Claude Roux sur la crise monétaire internationale [12 mai 1971] (p. 1817, 1818, 1819).

Annonce d'un débat de politique étrangère auquel seront jointes les questions monétaires [12 mai 1971] (p. 1820).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : *Modernisation du système fiscal français* [13 mai 1971] (p. 1854) ; *historique du paiement mensuel ; nécessité d'une réforme ; inconvénients du système actuel ; portée des sondages d'opinion ; structure sociale et fiscale de la France ; caractère facultatif du système envisagé* (p. 1855) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche ; cas où l'impôt est stable ; progression de l'impôt sur le revenu* (p. 1857) ; *ses arguments pour l'instauration du prélèvement sur des comptes ; problème de la retenue à la source ; problème de la synchronisation ; question du paiement mensuel des pensions* (p. 1858, 1859) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer au 1er alinéa de cet article de nouvelles dispositions (prélèvement du solde de l'impôt ; acquittement du solde au cas où l'impôt est mis en recouvrement après le 30 septembre)* (p. 1860) ; *fixation d'un délai limite pour le remboursement par l'Etat des trop-perçus* (p. 1860) ; *question de savoir s'il y a lieu de prévoir le calcul d'un inté-*

rêt de retard à la charge de l'administration dans l'hypothèse où les délais de remboursement prévus seraient dépassés (p. 1860) ; Art. 5 : *Remise des pénalités de recouvrement* (p. 1861) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas de défaillance du contribuable ; cas où celle-ci est due aux établissements payeurs)* (p. 1861) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1862) ;

— du projet de loi portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales : *Taxe sur les chiens ; distinction entre les chiens d'agrément et les chiens servant à la chasse, d'une part, et, d'autre part, les chiens servant à la garde* [13 mai 1971] (p. 1864).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Crise monétaire ; fonctionnement du système monétaire international ; principes de notre politique ; notre attachement au système des parités fixes ; politique de création mesurée de liquidités internationales ; marché de l'eurodollar ; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; aspect monétaire de cette adhésion* [9 juin 1971] (p. 2603) ; *incompatibilité entre le rôle de monnaie de réserve internationale que joue la livre sterling et les obligations consécutives à la construction de l'union économique et monétaire ; attitude du gouvernement britannique* (p. 2604).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Désir du Gouvernement de ne pas déposer, pendant dix-huit mois, de nouveaux projets modifiant la législation fiscale* [14 juin 1971] (p. 2888) ; *crédit différé ; régime fiscal des profits de construction ; investissement de l'épargne par le canal de sociétés de promotion à capitaux permanents ; imposition des profits de construction ; taux du prélèvement ; importance de la notion de placement ; problème de la réserve d'autofinancement* (p. 2889) ; *profits réalisés lors de la construction d'immeubles commerciaux ou industriels ; situation des immeubles construits depuis le 31 décembre 1945 ; finances des collectivités locales ; aide au logement* (p. 2890) ; *relèvement des bonifications d'intérêt versées par l'Etat ; crédit différé* (p. 2891) ; *son opposition à la question préalable déposée par le groupe communiste* (p. 2894) ; *ses observations sur la pause législative fiscale de dix-huit mois* (p. 2896) ; PROFITS DE CONSTRUCTION, Art. 2 : *Fixation d'un plafond pour les exonérations au titre du prélèvement libératoire* (p. 2899, 2900) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Changement de dimension grâce au Plan ; ses observations sur la jeunesse ; remise en cause de la société de construction ; objectif de l'expansion et de la solidarité ; taux d'expansion* [16 juin 1971] (p. 2979) ; *caractère du Plan ; épargne ; lien entre les investissements et l'épargne ; rôle de l'Etat ; équilibre des finances publiques ; exportation ; compétitivité des prix français* (p. 2980) ; *réforme du crédit à l'exportation ; stabilité des prix ; relations, d'une part, entre les prix et les rémunérations et, d'autre part, les prix et l'ensemble des coûts de production ; réexamen du VIe Plan à mi-parcours ; portée du VIe Plan* (p. 2981, 2982).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la réunion du Fonds monétaire international [15 octobre 1971] (p. 4618).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Nécessité de soutenir l'activité économique et de protéger l'emploi* [19 octobre 1971] (p. 4639) ; *politique économique américaine ; objectif de croissance retenu par le Gouvernement ; structure démographique française ; évolution de notre population active ; compétivité de nos prix à l'exportation ; ses observations sur nos exportations, les investissements, la consommation des ménages ; attachement français au régime des parités fixes de change ; maintien de la parité du franc à son niveau actuel* (p. 4640) ; *situation économique en 1971 ; conséquences qu'aurait pour l'économie française une réévaluation de quatre pour cent de notre monnaie ; mise en place d'un double marché des changes ; ses résultats ; marché du franc financier ; suppression du marché de la devise titre et son fusionnement avec le marché du franc financier ; importance de la population active travaillant pour l'exportation* (p. 4641) ;

système de financement des crédits à l'exportation ; système de garantie de change pour les contrats d'exportation à long terme ; rattrapage des prix des produits agricoles sur le plan communautaire ; son refus d'accepter le blocage des prix ; signature d'avenants aux contrats de programme (p. 4642) ; *problèmes de l'investissement, en particulier des investissements publics ; ses observations sur les réalisations faites à Fos; montant de l'épargne ; rapport de M. Baumgartner sur la réforme du marché financier* (p. 4643) ; *information des actionnaires ; politique du crédit ; croissance de la masse monétaire ; financements à long terme en France ; taux d'intérêt à long terme ; dette publique ; progression des dépenses de fonctionnement* (p. 4644) ; *interventions économiques et sociales ; politique fiscale ; problème de l'adaptation du barème de l'impôt sur le revenu chaque fois que l'indice des prix augmente de plus de cinq pour cent d'une année sur l'autre ; problème des majorations exceptionnelles décidées en 1968 ; crédit d'impôt pour les salariés ; problème des allègements fiscaux* (p. 4645) ; *traitements publics ; calcul de l'impôt sur la consommation payé par un vieillard qui dispose actuellement d'un minimum de ressources garanti annuellement ; lutte contre la fraude ; publication du rapport du Conseil national des impôts ; politique sociale du Gouvernement ; situation des personnes âgées, des commerçants, des artisans et des agriculteurs* (p. 4646, 4647) ; *emprunt Pinay ; ses observations sur les paroles de M. Boulloche* [20 octobre 1971] (p. 4669) ; *évolution des prix* (p. 4677) ; *progression de notre activité industrielle* (p. 4679) ; *dégrèvements de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 4682) ; *ses observations sur les paroles de M. Rocard* (p. 4691) ; *compétence du Conseil des impôts ; conséquence des nationalisations prononcées par le Gouvernement algérien* (p. 4692) ; *conditions d'information du Parlement et en particulier de la Commission des finances ; rôle du fonds d'action conjoncturelle ; exécution du budget de 1971 ; équilibre extérieur ; épargne ; revenus des valeurs mobilières ; impôt sur le revenu en ce qui concerne les emprunts d'Etat ; logements sociaux ; taxe sur la valeur ajoutée ; fiscalité frappant les médecins conventionnés et les agents généraux d'assurances* (p. 4696, 4697) ; *fixité des parités de change ; réforme du salaire unique ; modulation des bourses de l'Education nationale ; ses observations sur l'étude fiscale faite par M. Lamps ; rapports financiers de l'Etat et des collectivités locales ; problème de la fiscalité locale* (p. 4698) ; *équilibre budgétaire ; emprunt Pinay ; usage fait de l'emprunt Pinay à l'occasion de certaines successions ; report de l'application de la réduction de trois points de l'impôt sur le revenu pour les contribuables non salariés* (p. 4699) ; *taxe proportionnelle ; question de savoir si les équipements de 1972 seraient, en francs constants, inférieurs à ceux de 1968* (p. 4700) ; *dépenses budgétaires consacrées aux investissements ; situation des commerçants* (p. 4701) ; *potentiel industriel allemand ; poids industriel de l'Allemagne fédérale par rapport à celui de la France ; autoroute Paris-Strasbourg* (p. 4701) ; *équilibre du plein emploi ; objectifs du VIe Plan ; société Elf-Erap* (p. 4702) ; *problème du troisième âge* (p. 4703) ; de la première partie, avant l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gosnat* [21 octobre 1971] (p. 4713) ; Art. 2 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Edgar Faure* (p. 4720) ; *son sous-amendement tendant à la fin du paragraphe II-1° de l'amendement de M. Sabatier à substituer au chiffre : « 10.000 francs » le chiffre «15.000 francs »* (p. 4720) ; *relèvement du plafond pour l'application de la réduction de trois pour cent ; revalorisation des rentes viagères ; problème du forfait* (p. 4721) ; *situation fiscale des mères célibataires* (p. 4723) ; Après l'Art. 2 : *Situation fiscale de l'entreprise qui ne déclare pas de bénéfices pendant plusieurs années* (p. 4725) ; *publication des impôts correspondant au revenu de 1972* (p. 4726) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Sabatier, à substituer aux mots : « à l'impôt sur le revenu au titre de 1972 » les mots : « à l'impôt sur le revenu au titre des revenus de l'année 1972 »* (p. 4727) ; Après l'Art. 5 : *problèmes fiscaux relatifs à la rente 3,5 pour cent de 1952-1958 ; ses observations sur l'amendement de M. Marette ; « location » de l'emprunt Pinay* (p. 4729) ; *possibilité qu'entre la date du décès et celle du règlement fiscal de la succession les titres de rente 3,5 pour cent soient consignés sous dossier par le notaire ; problème de la conversion de l'emprunt* (p. 4730) ; de la deuxième partie, ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS : *Missions du Ministère de l'Economie et des Finances ;*

son rôle en ce qui concerne l'économie et l'équilibre financier ; direction générale des impôts ; révision des évaluations des propriétés bâties et non bâties ; direction générale des douanes ; conseil des impôts ; expérience de recouvrement mensuel de l'impôt sur le revenu ; opération de contrôle financier déconcentrée, confiée aux trésoriers-payeurs généraux ; services extérieurs du Trésor [17 novembre 1971] (p. 5862) ; *protection des épargnants ; défense des consommateurs ; modernisation de notre appareil commercial ; développement de l'assistance technique au commerce ; expériences de groupement de commerçants ; commerce extérieur ; organisation de nos services commerciaux à l'extérieur ; amélioration de l'information statistique ; politique immobilière du ministère ; gestion du personnel et des équipements ; rotation des agents* (p. 5863) ; *formation professionnelle ; problème de la simplification des procédures et de la mécanisation des tâches* (p. 5864) ; Titre III : *Extension en province du contrôle* a posteriori *des dépenses engagées* (p. 5870) ; *son amendement tendant à réduire les crédits de 264.670 F* (p. 5871) ; *Institut national de la consommation ; organisation des consommateurs* (p. 5871, 5872) ; *nécessité de la recherche fondamentale en matière de commerce* (p. 5872, 5873) ; *formation des assistants techniques du commerce* (p. 5873) ; CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 57 : *Son amendement* (*prise en charge par la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés des régimes spéciaux de sécurité sociale des gens de mer, des mineurs et des agents de la régie autonome des transports parisiens*) (p. 5873, 5874) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur les taxes instituées au profit de la caisse centrale de secours mutuel agricole ; équilibre financier du B.A.P.S.A.* (p. 5875) ; *unicité du prix des quintaux livrés* (p. 5875) ; *son amendement tendant à ajouter à la liste des chapitres pouvant donner lieu à reports de crédits de 1971 à 1972 après le chapitre 44-28 le chapitre 44-31 : « Aides spécifiques dans certaines zones de montagne »* (p. 5879) ; Art. 39 : *Régime fiscal de la recherche et des brevets* (p. 5880) ; Après l'Art. 39 : *Son amendement* (*exonération de l'impôt du timbre au profit des répertoires dont la tenue est prévue par l'article 826 du Code général des impôts*) (p. 5880) ; *allègement des obligations des officiers publics, en particulier des notaires* (p. 5880, 5881) ; *son amendement relatif au montant des titres-restaurant exonérés d'impôt sur le revenu et taxe sur les salaires* (p. 5881) ; Après l'Art. 40 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Charles Bignon* (p. 5882) ; *problème du classement en diverses catégories des exploitations de polyculture en fonction de leurs revenus cadastraux* (p. 5882, 5883) ; *régime fiscal des exploitations agricoles dont le montant annuel des ventes dépasse 500.000 F* (p. 5883) ; *problème de la dénonciation des forfaits* (p. 5484) ; *indication de l'institution d'une provision pour acquisition de terres en faveur des agriculteurs dont les ventes dépassent 500.000 F* (p. 5884) ; Avant l'Art. 50 : *Présentation du budget ; rationalisation des tâches* (p. 5886) ; Après l'Art. 54 : *Son amendement* (*indication que les créances non fiscales des collectivités locales et des établissements publics locaux ne sont pas soumises au recouvrement lorsqu'elles n'atteignent pas 5 F*) (p. 5886) ; *son amendement : (paiement par chèque ou par virement des traitements ou salaires au-dessus de 1.500 F*) (p. 5886) ; en seconde délibération, Art. 1er : *Son amendement* (*modification du premier alinéa de l'article 7 de la loi de finances pour 1968*) (p. 5889) ; *montant des provisions en franchise d'impôt que les entreprises de presse peuvent constituer pour financer leurs investissements* (p. 5889) ; *son amendement tendant à modifier le texte de l'article 13* (p. 5890) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à majorer le montant des mesures nouvelles du titre IV concernant le ministère de l'agriculture* (p. 5890) ; *son amendement tendant à majorer le titre IV de l'état B concernant le ministère de l'agriculture* (p. 5890) ; *son amendement tendant à majorer le montant du titre IV de l'état B concernant le ministère des Anciens combattants* (p. 5890) ; *son amendement tendant à majorer le montant des mesures nouvelles du titre III de l'état B concernant le ministère de l'intérieur* (p. 5890) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à majorer le titre VI de l'état C concernant le ministère de l'équipement et du logement* (p. 5891) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à majorer les crédits se rapportant au budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 5891) ; Art. 45 : *Son amendement relatif aux veuves non assurées sociales relevant du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre* (p. 5891) ; *ses observations après les explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1972 ; croissance écono-*

mique de la France ; problème de création d'emplois en Lorraine ; situation financière des collectivités locales (p. 5895) ; *problème de l'amélioration de la procédure des discussions budgétaires ; versement représentatif de la taxe sur les salaires ; cotisations attendues des agriculteurs au titre de leurs régimes sociaux ; problème des logements sociaux ; justice fiscale ; conditions d'imposition des professions dont les revenus sont déclarés par des tiers ; problème de la retraite mutualiste des anciens combattants d'Afrique du Nord* (p. 5895) ; *défense de l'emploi et maintien de l'activité économique* (p. 5896) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Progression des charges à caractère définitif ; réduction de la pression fiscale ; objectifs de la loi de finances initiale ; ses observations sur la S.N.C.F. et la R.A.T.P. ; extension du régime des sociétés mères et filiales ; création d'une provision pour reconstitution des gisements minéraux solides ; réouverture du délai d'adhésion à l'assurance volontaire de la Sécurité sociale ; prêts destinés à l'innovation ; garantie donnée par l'Etat français aux investissements à l'étranger* [7 décembre 1971] (p. 6436) ; *garantie accordée par les sociétés de développement régional ; évolution des reports ; dépenses de remboursement de T.V.A. aux exportateurs ; commerce extérieur français ; situation de notre économie* (p. 6437) ; Art. 7 : *Exonération des bénéfices industriels et commerciaux réinvestis dans les départements d'outre-mer ; problème de l'agrément fiscal* (p. 6453) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Causes des crises d'adaptation du commerce ; augmentation du nombre des consommateurs ; redistribution géographique de la clientèle ; chances du commerce indépendant* [18 mai 1972] (p. 1662) ; *montant des achats dans le commerce indépendant ; problème des obligations administratives ; loi d'orientation du commerce ; extension de la T.V.A. au commerce* (p. 1663) ; *pécule ; solidarité professionnelle ; taxe d'entraide ; taxe additionnelle sur les grandes surfaces ; plafonnement à six centimes par litre des rabais consentis sur les carburants ; marge de distribution sur les « boissons alcoolisées du cinquième groupe » ; répression de la publicité mensongère ; aménagement des heures d'ouverture des magasins de détail ; problèmes spécifiques des commerçants non sédentaires ; coopératives de commerçants ; réinstallation des commerçants touchés par les opérations de rénovation urbaine ; ses observations sur le réel simplifié ; régime du bénéfice réel ; création de centres comptables conventionnés ; réforme de la saisie et de la vente* (p. 1665) ; *extension de la réduction d'impôt de 5 pour cent aux revenus des travailleurs indépendants* (p. 1665) ; *ses observation sur les mouvements contestataires de commerçants ; invalidations faites en 1956 ; son opposition à la question préalable* (p. 1672) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Claude Martin* [19 mai 1972] (p. 1740) ; *dépôt d'une loi d'orientation sur le commerce* (p. 1741) ; *régime de taxation de l'ouverture des magasins à grande surface* (p. 1741) ; Art. 2 : *Assiette des taxes ; problème des taux* (p. 1746) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 1749) ; Art. 9 : *Son amendement (bénéficiaires du pécule de départ)* (p. 1750) ; Art. 14 : *Modalités de paiement de l'aide* (p. 1753) ; *son amendement* (p. 1754) ; *majoration du plafond* (p. 1754) ; Après l'Art. 14 : *Possibilité de s'inscrire à l'agence nationale pour l'emploi et de bénéficier des stages de formation professionnelle* (p. 1755, 1756) ; Art. 9 : *Son amendement (conditions pour bénéficier du pécule de départ)* (p. 1768) ; *situation du conjoint survivant des commerçants ou artisans en activité qui viendrait à décéder alors qu'il aurait eu droit à l'obtention du pécule* (p. 1769) ; *son sous-amendement* (p. 1769).

Prend part à la déclaration, sans débat, du Gouvernement sur les questions monétaires : *Ses observations sur l'accord de Washington et l'accord européen sur le rétrécissement des marges de fluctuation des changes ; accord de Bâle ; crise de la livre sterling ; mouvements spéculatifs ; attitude française* [28 juin 1972] (p. 2912) ; *problème de la lire ; protection de l'économie française ; maintien de la solidarité monétaire des membres actuels du Marché commun* (p. 2913) ; *problème hôtelier ; ses observations sur l'économie américaine ; conférence des Açores ; réforme du système monétaire international ; rapport Werner* (p. 2915).

Répond à la question d'actualité de M. Janot relative aux *crédits d'équipements collectifs* [13 octobre 1972] (p. 4150).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances

pour 1973 : *La trajectoire économique de la France en 1972 et en 1973* [24 octobre 1972] (p. 4295) ; *l'augmentation des exportations* (p. 4296, 4297) ; *l'exportation des biens d'équipement* (p. 4298) ; *l'investissement productif* (p. 4296) ; *l'emploi* (p. 4296, 4297) ; *l'agence nationale pour l'emploi* (p. 4298) ; *la hausse des prix* (p. 4297) ; *la transformation de l'économie française entre 1969 et 1973* (p. 4297) ; *l'augmentation de la population active* (p. 4297) ; *le niveau de vie des Français* (p. 4297) ; *les transformations des institutions financières ; la despécialisation du système bancaire, les placements des compagnies d'assurances, la S.I.C.A.V., la S.O.B.* (p. 4298) ; *l'augmentation du taux d'investissement* (p. 4299) ; *l'enseignement de M. Mendès France* (p. 4299) ; *l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts ; la hausse des prix alimentaires* (p. 4299) ; *la hausse des prix agricoles ; la dévaluation* (p. 4303) ; *l'encadrement du crédit ; la masse monétaire* (p. 4303) ; *la solution européenne* (p. 4303) ; *l'équilibre du budget* (p. 4301) ; *la disparition des collectifs budgétaires ; l'augmentation des dépenses de fonctionnement* (p. 4301) ; *les routes, autoroutes, les transports en commun, le logement* (p. 4302) ; *les mesures sociales ; l'élargissement du barème de l'impôt sur le revenu* (p. 4302) ; *la déduction en faveur des personnes âgées ; le barème unique de l'impôt sur le revenu pour toutes les catégories de contribuables* (p. 4303) ; *le rapport du conseil des impôts ; la hausse des prix des carburants ; l'augmentation de la cigarette* (p. 4303) ; *les frais des dirigeants de sociétés* (p. 4303) ; *la réforme de la patente en 1974 ; l'organisation pendant quatre ans d'une forte croissance économique à redistribution sociale; les deux priorités ; l'équilibre extérieur et le plein emploi* (p. 4303) ; première partie : *Ses réponses à M. Ansquer (situation monétaire internationale), Mme Chonavel (problème des prix et situation des catégories défavorisées), M. Cornette (conseils psychologiques en matière fiscale, humanisation des saisies conformément à une instruction du 28 septembre 1972), M. Rocard (arme contre l'inflation : budget ou politique monétaire), MM. Godon et Rolland (problèmes du troisième âge), M. Icart (retient sa suggestion de tranches plus réduites), M. Fortuit (portée de l'abattement de 500 F en faveur des personnes âgées), M. Daniel Benoist (taxe à la valeur ajoutée payée par les collectivités locales, attitude du Gouvernement conforme aux directives élaborées par la Communauté économique européenne), M. Cousté (rôle des consommateurs), M. Rabreau (retenue à la source, exemple de la République fédérale d'Allemagne)* [25 octobre 1972] (p. 4350) ; *M. Grussenmeyer (dépôts du crédit mutuel), M. Fontaine (formation professionnelle à la Réunion), MM. Cousté et Bisson (réforme de la patente), M. de Gastines (retraite des femmes d'exploitants agricoles), M. Carpentier, M. Poudevigne (bareme de l'impôt sur le revenu), M. Marette (ses réserves sur le diagnostic porté sur l'inflation par les coûts), M. Griotteray (politique monétaire internationale), M. Lamps (programmes d'équipement pour lesquels il a cité les crédits de paiement et non les chiffres des autorisations de programme)* (p. 4351), *M. Boulloche (qualité de la vie, comparaisons entre 1958 et aujourd'hui, action sur l'inflation par l'action sur la masse monétaire* (p. 4352) ; *harmonisation des politiques monétaires et économiques européennes, politique actuelle de modération monétaire, rapport entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte) ; son objectif : déplacer en trois ans la proportion entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte* (p. 4353) ; Art. 2 : *Son amendement élevant la limite supérieure de la quatrième tranche de 28.000 à 28.100 F* (p. 4362) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement insérant un nouvel article : abattement de 500 F pour les contribuables âgés de plus de 65 ans dont le revenu net global est inférieur à 12.000 F* (p. 4368) ; *son amendement ayant pour objet d'élever la limite d'exonération des salariés à 9.500 F* (p. 4369) ; *ses observations aux trois amendements de M. Colette : modification du régime d'imposition des agriculteurs dont le revenu annuel dépasse 500.000 F ; annonce la publication d'un décret ouvrant aux agriculteurs la possibilité d'inscrire ou de ne pas inscrire au bilan de leur exploitation le patrimoine foncier ; autorisation de déduire les intérêts par anticipation dans certaines conditions pour les agriculteurs qui acquièrent des terres pour accroître leur exploitation ; amendement concernant le délai d'option ; amendement concernant les dispositions pour les productions spéciales* (p. 4372) ; *son désir de ne pas défavoriser les « forfaitaires » ; son intention de ne pas diminuer le plafond de 500.000 F* (p. 4373) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations contre l'amendement de M. Sabatier tendant à porter à 60 % le montant de l'acompte provisionnel versé par les contribuables payant*

leurs impôts avec un an de retard (p. 4375) ; Art. 6 : *Son amendement étendant le nouveau taux de 15 % de la taxe sur les conventions d'assurance contre l'incendie aux bâtiments administratifs des collectivités locales* (p. 4378) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier tendant à harmoniser la pratique fiscale avec les dispositions du Code du travail sur la portion insaisissable ou incessible du salaire ; sa demande de suppression des mots : « opérés par les comptables publics » car ceux-ci ne sont pas les seuls créanciers* (p. 4379) ; Art. 10 : *Ses observations contre les amendements de MM. Ansquer et Beucler tendant à exonérer de la taxe sur les véhicules les véhicules servant aux voyageurs, représentants de commerce et placiers (V.R.P.)* (p. 4380) ; Art. 11 : *Ses observations contre l'amendement de suppression de M. Sabatier car il est utile de permettre aux actes de procédure pénale d'interrompre la prescription des délits fiscaux* (p. 4380, 4381) ; Art. 13 : *Sa rectification de l'amendement rédactionnel de M. Sabatier* (p. 4381) ; Art. 18 : *Son amendement : nouvelle rédaction de cet article relevant plus sensiblement les majorations des rentes viagères* (p. 4382, 4383) ; Art. 20, Titre III : *Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges ; son amendement d'équilibre : mise à jour des données de l'équilibre budgétaire, compte tenu des votes de l'Assemblée Nationale* (p. 4392, 4393) ; de la deuxième partie, ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Administration moderne et humaine ; adaptation de l'administration des finances aux nécessités modernes par la rationalisation des structures ; la déconcentration des décisions et la modernisation des moyens ; fusion sur le plan local des anciennes régies ; réorganisation des services d'assiette et de contrôle ; révision des évaluations des propriétés bâties et non bâties ; administration des douanes et des droits indirects ; lutte contre le trafic international des stupéfiants ; contrôle financier déconcentré ; recouvrement mensualisé de l'impôt sur le revenu ; réforme du réseau des postes comptables ; transformations dans les services de la direction générale du commerce intérieur et des prix ; Institut national de la Statistique et des Etudes économiques ; observatoires économiques régionaux ; déconcentration* [18 novembre 1972] (p. 5504) ; *renforcement des échelons de commandement locaux ; politique de mobilité au niveau du personnel d'encadrement et de contrôle ; nécessité de doter les services de moyens d'action modernes notamment par la mécanisation ; révision des statuts des différents corps afin d'y introduire des dispositions facilitant la promotion sociale et améliorant les conditions de la formation professionnelle ; nouvelle école de formation pour les agents des services extérieurs du Trésor ; féminisation des personnels ; prendra une décision qui ouvrira à la promotion intérieure, en faveur de certains fonctionnaires de la catégorie A, le corps de l'Inspection générale des Finances et permettra l'accès des femmes à ce corps ; amélioration des rapports de l'administration des Finances et des usagers ; simplification des procédures dans le domaine fiscal ; procédures de contraintes humaines ; application de la loi du 5 juillet 1972 qui a humanisé les conditions de la saisie ; traitement des interventions ; conditions de saisine de l'instance administrative; codification de la procédure du droit de pétition* (p. 5505) ; *ses précisions à M. Sabatier sur le contenu des lettres aux contribuables à la suite de l'intervention d'un parlementaire — lettres qui ne doivent pas laisser croire à l'intéressé que la qualité de l'intervenant ait pu peser sur une décision administrative ; ses observations à M. Claude Martin sur l'organisation dans notre société de la fonction de consommation et à M. Fouchier sur les échanges extérieurs ; renforcement de nos services à l'étranger en faisant appel à des agents contractuels ; modernisation, humanisation, simplification* (p. 5506) ; *ses observations à M. Voilquin sur les problèmes des personnels du ministère des finances et la question de l'exercice des droits syndicaux, à M. Lamps sur la révision des propriétés bâties ; annonce à M. Bas un amendement répondant à ses vœux ; sa réponse à M. Neuwirth sur la taxation des motocyclettes : même taux pour les ventes de motocyclettes d'occasion que pour les ventes d'automobiles d'occasion* [18 novembre 1972] (p. 5509) ; Articles non rattachés, Art. 47 : *Ses observations à l'amendement de suppression de cet article de la Commission ; texte qui ouvrirait une possibilité soit pour les professions, soit pour les organismes consulaires, de créer des centres de conseil pour les contribuables ; retire l'article 47 pour permettre un délai de réflexion supplémentaire ; cet article sera déposé dans le cadre du collectif budgétaire* [18 novembre 1972] (p. 5515) ; Après l'Art. 50 :

Ses observations à l'amendement de MM. Sabatier et Rabourdin, instituant une taxe additionnelle de 2 F à la taxe perçue au profit de l'aéroport de Paris sur le nouvel aéroport de Roissy-en-France, qui serait versée à un fonds intercommunal d'indemnisation pour les riverains ; problème du bruit que causent les avions à réaction aux riverains des aéroports ; s'engage à autoriser les divers aéroports où se poseraient de tels problèmes à percevoir une ressource supplémentaire sous forme d'une majoration des taxes d'aéroport ; demande le retrait de l'amendement [18 novembre 1972] (p. 5517) ; *ses observations contre l'amendement de M. Rieubon majorant la patente pour les patentables exploitant plus de cinq établissements de vente de marchandises et pour les magasins à grande surface de vente et la réduisant pour les commerçants de détail et les artisans n'employant pas plus de deux salariés* (p. 5517) ; *son avis défavorable à l'amendement de M. Boulloche abrogeant la taxe professionnelle des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole et la taxe spéciale perçue au profit des collectivités locales et instituant une taxe de récupération de plus-value d'urbanisation* (p. 5518) ; *son amendement insérant un nouvel article prorogeant le régime actuellement en vigueur du contingentement des rhums* (p. 5518) ; *son amendement insérant un nouvel article modifiant l'article 1603-II du Code général des impôts* (p. 5518) ; *son amendement insérant un nouvel article concernant la situation des sociétés immobilières sans but lucratif* (p. 5518) ; Après l'Art. 52 : *Ses observations à l'amendement de M. Duval affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières* [18 novembre 1972] (p. 5519) ; Articles de récapitulation : *Demande une seconde délibération pour les articles 20, 22, 23, 29 et 50 du projet ;* en seconde délibération, Art. 20 : *Son amendement d'équilibre* (p. 5523) ; *présente les amendements du Gouvernement : améliorant l'aide apportée par l'Etat aux collectivités locales (nationalisation de cent collèges d'enseignement secondaire en plus) ; majorant les subventions d'équipement accordées par le ministère de l'intérieur ; majorant la subvention aux équipements sportifs et éducatifs ; majorant la subvention à la constitution d'espaces verts* (p. 5523) ; *effort complémentaire en faveur de l'agriculture (investissements productifs agricoles et équipement de l'enseignement agricole ; budget annexe des prestations sociales agricoles ; fonctionnement de l'enseignement agricole) ; programme complémentaire d'équipements pour les handicapés physiques ; accroissement des moyens de la médecine scolaire ; mesures pour les Anciens combattants et Victimes de guerre, au bénéfice des veuves, de grands invalides, des orphelins infirmes incurables et des ascendants ; majoration des allocations servies par le fonds de chômage au titre du chômage partiel ; création de 3.000 primes accession supplémentaires pour le logement ; dotations supplémentaires au titre des H.L.M. ; effort fiscal consenti au bénéfice de la Fondation de France ; taux de 80 % fixé pour les quotidiens au titre de l'article 39* bis *à la presse départementale ; augmentation de la dotation relative aux indemnités de nuit de la police ; augmentation de l'effort en faveur des pêches maritimes* (p. 5524) ; Art. 22 : *Ses amendements de majoration des crédits : au titre III et au titre IV de l'état B concernant le Ministère des Affaires sociales ; au titre III de l'état B concernant le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural ; ses deux amendements au titre IV de l'état B concernant le même Ministère ; au titre IV de l'état B concernant le Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre* (p. 5525) ; *au titre III de l'état B concernant le Ministère de l'Education nationale ; au titre III de l'état B concernant le Ministère de l'Intérieur ; au titre IV de l'état B concernant le Ministère des Transports (II. - Transports terrestres) ; prélèvement sur la dotation affectée à l'exploitation réglementée des voies navigables pour majorer le montant des primes qui peuvent être attribuées dans le cadre de l'aide à la pêche maritime; ses amendements de majoration au titre IV de l'état B concernant le Ministère de l'Economie et des Finances (augmentation des rentes viagères) ; de majoration au titre IV de l'état B concernant le Ministère de l'Economie et des Finances (I. - Charges communes)* (p. 5526) ; Art. 23 : *Ses amendements de majoration des crédits au titre VI de l'état C concernant le Ministère des Affaires sociales et de la Santé publique ; au titre V et au titre VI de l'état C concernant le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural ; ses trois amendements de majoration au titre VI de l'état C concernant les Ministères de l'Aménagement du terri-*

toire, de l'Equipement, du Logement et du Tourisme ; crédits de paiement permettront de réaliser 90.000 prêts spéciaux immédiats (p. 5527) ; *son amendement de majoration pour le titre VI de l'état C concernant le Ministère de l'Intérieur ; ses observations à propos de la dotation pour les espaces verts; son amendement de majoration au titre VI de l'état C concernant les services du Premier Ministre (II. - Jeunesse, sports et loisirs)* ; *ses amendements de réduction pour le titre V de l'état C concernant le Ministère de l'Economie et des Finances (I. - Charges communes)* ; *au titre V de l'état C concernant le Ministère des transports (IV. - Marine marchande)* (p. 5528) ; *son amendement de majoration au titre VI de l'état C concernant le Ministère des Transports (IV. - Marine marchande)* (p. 5529) ; Art. 29 : *Son amendement de majoration des prestations sociales agricoles* (p. 5529) ; Art. 50 : *Son amendement complétant cet article : assimilation aux quotidiens pour l'application de l'article 39* bis *des périodiques de province ; extension de l'exonération de la T.V.A. dont bénéficient les fournitures faites aux entreprises de presse éditrices de journaux et de publications périodiques par les agences de presse agréées aux opérations de rétrocession par une entreprise de presse d'éléments d'information élaborés par ses soins à une autre entreprise de presse* (p. 5529) ; *son souhait que M. Richard retire son sous-amendement associant à ce texte le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des services de l'information, car les textes exclusivement fiscaux ne peuvent être présentés que par le Ministre de l'Economie et des Finances ; amélioration du régime de l'article 39* bis ; *son sous-amendement à son amendement ajoutant les mots « ou régionale » après les mots « Les publications à diffusion départementale »* (p. 5530) ; Après l'Art. 50 : *Son amendement de déduction des dons au profit de la Fondation de France* (p. 5530) ; Après l'Art. 51 : *Son amendement modifiant les articles 1106-1, 1106-2, 1121 et 1122 du Code rural* (p. 5530) ; Après l'Art. 53 : *Ses cinq amendements améliorant le budget des Anciens combattants par des mesures catégorielles* (p. 5530, 5531) ; *replace le vote du budget dans le cadre de la procédure parlementaire et celui de la politique économique ; importance du travail en commission et de l'information apportée au pays à l'occasion de la discussion budgétaire ; diminution de la part relative du travail qui doit être réalisé en commission et en séance publique ; détermination des parts respectives de la procédure orale et de la procédure écrite ; évocation en séance publique des fascicules budgétaires auxquels une instance compétente de l'Assemblée déciderait de réserver une priorité ; phases successives de notre politique économique au cours de cet automne : concertation européenne ; phase budgétaire ; modération de la croissance de la masse monétaire ; action concernant le ralentissement de la croissance des coûts et des rémunérations en maintenant les chances de l'expansion et de l'emploi* (p. 5535) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Sa réponse à M. Sabatier concernant le fonds de soutien aux hydrocarbures ; crédits du titre IV du budget des Anciens combattants ; statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; nationalisation de 75 C.E.S. supplémentaires ; majoration des crédits de paiement affectés aux dépenses d'équipement de l'enseignement agricole ; suppression d'une disposition restrictive concernant l'article 39* bis *lorsqu'il s'agit des quotidiens ou des journaux qui leur sont assimilés, c'est-à-dire les hebdomadaires départementaux d'information ; amendement du Gouvernement décrivant les moyens de la nouvelle dimension donnée à la lutte contre l'inflation ; réduction du taux de la T.V.A. ; mesures de crédit ; majoration de la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne et dans les organismes assimilés ; suspension temporaire à l'égard de la T.V.A. qui frappe la vente au détail de la viande de bœuf ; réduction de 17,6 % à 7 % de la taxe sur la pâtisserie fraîche ; ouverture d'un compte de trésorerie « compte d'allégement de la fiscalité indirecte »* [14 décembre 1972] (p. 6172) ; *campagne d'information ; accord avec la confédération nationale de la boucherie française* (p. 6173) ; *ses réponses à M. du Halgouet sur le remboursement forfaitaire de la T.V.A. à certaines catégories d'exploitants ; taxe professionnelle appliquée à certains organismes de mutualité agricole, à M. Lamps sur l'emprunt des P.T.T., la situation de l'emploi, à M. Boulloche sur l'équilibre budgétaire, la réduction des taux de la fiscalité indirecte ; rapprochement du taux intermédiaire et du taux normal pour aboutir à un taux unique ; effectifs de contrôle* (p. 6176) ; *sa préférence pour la voie contractuelle ; la remise des dettes des Etats africains fera l'objet d'un dispositif législatif sur lequel le Parlement se pronon-*

cera ; emprunt indexé sur l'or ; déblocage du fonds d'action conjoncturelle (p. 6177) ; *son amendement tendant à réduire l'incidence sur l'équilibre budgétaire de la majoration des crédits de paiement dégagée pour l'enseignement agricole, public et privé ; son amendement tendant à majorer les crédits de paiement relatifs à l'enseignement public agricole ; son amendement tendant à majorer les crédits de paiement relatifs à l'enseignement privé agricole ; son amendement tendant à compléter l'article 20 par un dispositif fiscal de lutte contre l'inflation ; accepte le sous-amendement de M. Sabatier demandant que les commissions des finances du Parlement soient informées des opérations retracées au compte d'allégement de la fiscalité indirecte* (p. 6183, 6184) ; *sa demande de scrutin public pour le vote définitif sur le budget de 1973* (p. 6185) ;

— du projet de la loi sur la Banque de France : *Historique des textes statutaires de la Banque de France ; nécessité d'une mise à jour des statuts ; mission et responsabilité de la Banque de France ; ses structures ; réaménagement de la composition du conseil général* [28 novembre 1972] (p. 5674) ; *modes d'intervention de la Banque de France ; adaptation des techniques d'intervention de l'institut d'émission aux nécessités du présent et de l'avenir* (p. 5675) ; *sa réponse à M. Michel Rocard sur la composition du conseil général de la Banque* (p. 5678) ; *consolidation de l'autonomie de la Banque de France ; précision par la loi de ses relations avec le Ministère des Finances ; transfert au conseil général d'attributions qui étaient jusqu'alors exercées par les services du Ministère des Finances ; problème de la fabrication des billets ; statut du personnel ; promotion interne des agents de la Banque ; missions et nature de l'institut d'émission ; surveillance du système bancaire ; obligation juridique des entreprises pour la collecte des informations ; mission extérieure de la Banque de France* (p. 5680, 5681, 5682) Art. premier : *Sa demande de retrait des amendements de MM. Capelle et Sabatier, concernant la définition de la nature et de la mission de la Banque de France* (p. 5682) ; *précise à M. Capelle que la définition du système bancaire couvre bien le crédit agricole et le crédit mutuel ; accepte l'amendement de M. Sabatier après proposition d'une rédaction de synthèse* (p. 5683) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cazenave* (p. 5684) ; Art. 2 : *Ses observations aux amendements de MM. Capelle et Planeix prévoyant un monopole de fabrication des billets ; son intention de maintenir la politique actuelle de fabrication des billets de la Banque de France* (p. 5689) ; Art. 3 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie substituant aux mots « Ministre de l'Economie et des Finances » le mot « Gouvernement » car la gestion de nos réserves de change dépend du Ministre de l'Economie et des Finances* (p. 5689) ; Art. 4 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie* (p. 5690) ; Art. 5 : *Accepte l'amendement de M. Capelle tendant à faciliter les moyens d'investigation de la Banque de France, en en modifiant sa rédaction* (p. 5691) ; *ses observations à l'amendement de M. Capelle stipulant que la Banque de France tient à la disposition des administrations, des assemblées régionales et consulaires, de l'Université et des organisations professionnelles tous travaux, statistiques et documentation qu'elle juge utile de leur communiquer ; donnera des directives dans ce sens à la Banque* (p. 5691) ; *ses observations à l'amendement de suppression de cet article de MM. Sabatier et Cazenave ; fonction de la Banque de France d'assumer au profit du Trésor public un certain nombre de charges* (p. 5692) ; Art. 10 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie prévoyant qu'un des sous-gouverneurs sera issu des cadres de la Banque et qu'aucun des gouverneurs et sous-gouverneurs ne devra avoir auparavant exercé des fonctions de direction dans une entreprise privée* (p. 5692, 5693) ; Art. 13 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie fixant à douze le nombre des conseillers ; ses observations en faveur de l'amendement de M. Regaudie stipulant qu'un censeur et son suppléant assistent aux séances du conseil général ;* Art. 14 : *Son amendement rétablissant la désignation par décret simple* (p. 5694, 5695) ; *ses observations contre les deux amendements de M. Capelle et celui de M. Offroy concernant la désignation des conseillers* (p. 5695) ; *accepte les deux amendements de M. Sabatier, le premier stipulant que le représentant du personnel ne pourra être choisi qu'au sein de celui-ci, le second qu'en cas d'interruption de mandat le successeur est nommé pour la durée du mandat restant à courir* (p. 5695) ; Art. 15 : *Accepte l'amendement de M. Sabatier stipulant que les statuts du personnel sont présentés par le gouverneur à l'agré-*

ment du Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5696) ; Art. 23 : *Son amendement remplaçant le mot « assure » par les mots « participe à » la surveillance des relations financières et notamment des opérations bancaires avec l'étranger* (p. 5696, 5697) ; Art. 28 : *Ses observations contre l'amendement de suppression de cet article de M. Sabatier car cet article fait apparaître le partage des compétences entre le gouverneur et le conseil général en ce qui concerne les opérations de la Banque sur le marché* (p. 5697, 5698) ; Art. 29 : *Ses observations contre l'amendement de suppression de cet article de MM. Sabatier et Marette car utilité de préciser que le droit commercial s'applique bien à la Banque de France, sauf lorsqu'il est bien clair qu'un texte particulier y déroge ; propose une nouvelle rédaction de l'article* (p. 5698) ; Art. 30 : *Ses observations contre l'amendement de suppression de cet article de MM. Sabatier et Marette, afin de soumettre le personnel de la Banque de France aux juridictions de droit commun car par tradition certains litiges sont portés devant les juridictions administratives* (p. 5699) ; Art. 31 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bernard Marie, de suppression de la deuxième phrase de cet article concernant la présentation des comptes de la Banque de France ;* Art. 35 : *Ses observations contre l'amendement de MM. Sabatier et Regaudie dont l'adoption aurait pour effet l'institutionnalisation d'activités courantes bancaires (tenue de comptes particuliers)* (p. 5700) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Ses observations contre la question préalable opposée par le groupe socialiste* [28 novembre 1972] (p. 5703) ; *étape de la politique de la participation des travailleurs à la vie de leurs entreprises ; projet novateur ; création d'un véritable marché des actions de ces sociétés ; projet préservant le caractère national des entreprises et les droits de l'Etat ; indisponibilité des titres pendant cinq ans en contrepartie de l'exonération de l'impôt sur le revenu ainsi que des cotisations de sécurité sociale ; possibilité de cessions d'actions à titre onéreux de ces titres qui pourront également être cédés à la Caisse des dépôts et consignations et à des organismes de retraite et de prévoyance agréée ; cotation sur le marché financier ; adaptation des structures des entreprises concernées ; réforme des organes exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale et du conseil d'administration* (p. 5706) ; *collège représentant les actionnaires ; problème du droit de ces actionnaires à l'information ; composition des conseils d'administration ; marché des titres* (p. 5707) ; Art. premier : *Accepte l'amendement de M. d'Ornano étendant le champ d'application de la loi aux agents généraux d'assurances après en avoir modifié la forme* (p. 5708) ; *ses observations à M. Bernard Marie sur le fait que la Banque de France ne peut pas à cet égard être traitée comme une entreprise* (p. 5708) ; Art. 2 : *Accepte l'amendement de M. Sabatier supprimant la référence à l'ancienneté et aux responsabilités des salariés dans le cas d'acquisition des actions à titre onéreux* (p. 5709) ; Art. 3 : *Accepte l'amendement de MM. Sabatier et Jacques Richard précisant que les actions sont négociables sur le marché financier* (p. 5709) ; *ses observations en faveur de l'amendement de M. Herman stipulant que pourront acquérir des titres les membres du personnel de nationalité étrangère* (p. 5709) ; *ses observations à l'amendement de MM. Sabatier et Griotteray tendant à appliquer le droit commun relatif aux assemblées générales des sociétés anonymes ; organisation des relations entre les actionnaires et leurs représentants* (p. 5710) ; *ses observations contre l'amendement de M. Herman tendant à augmenter la représentation du personnel afin de faciliter la représentation des différentes organisations syndicales* (p. 5710) ; Art. 6 : *Sa demande de retrait des deux amendements de M. Sabatier ; propose d'ajouter « l'un de ces administrateurs représente les personnes physiques détentrices d'actions »* (p. 5711) ; *sa demande de retrait de l'amendement de M. Capelle portant de trois à quatre le nombre des administrateurs désignés* (p. 5711) ; *son amendement insérant à l'alinéa e) la phrase suivante : « l'un au moins de ces administrateurs représente les personnes physiques détentrices d'actions »* (p. 5711) ; Art. 7 : *Etudiera les propositions de l'amendement de MM. Sabatier et Marette de suppression du dernier alinéa de l'article 7 afin que restent en vigueur les articles 101 et 103 de la loi de 1966 sur les sociétés* (p. 5712) ; Art. 9 : *Son amendement insérant la phrase suivante : « l'un au moins de ces administrateurs représente les personnes physiques détentrices d'actions »* (p. 5712) ; *demande à M. Capelle de retirer son amendement tendant à introduire dans les conseils d'ad-*

ministration des représentants du monde du travail (p. 5713) ; Art. 11 : *Ses observations à l'amendement de M. Sabatier rédigeant ainsi cet article : « le Gouvernement présentera un projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les sociétés du groupe Mutuelle générale française » ; n'estime pas opportun de transformer le caractère mutualiste de ces sociétés* (p. 5713) ; Art. 15 : *Ses observations à l'amendement de M. Sabatier rédigeant ainsi cet article : « les modalités d'application de la présente loi seront fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5714).

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre du conseil supérieur de la mutualité [8 mai 1969] (p. 1322) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 717) portant modification de diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole, n° **832** [16 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 585) relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile, n° **926** [2 décembre 1969].

Sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les Français des zones frontalières sont amenés à travailler à l'étranger et sur les conséquences économiques et sociales qui en découlent, n° **1019** [19 décembre 1969] ; retrait de cette proposition [2 octobre 1970] (p. 4049).

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 968), modifié par le Sénat, portant modification de diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole, n° **1037** [2 avril 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée en République fédérale d'Allemagne du 4 au 13 février 1970 par une délégation de la Commission chargée d'étudier l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'emploi, n° **1130** [12 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1359) étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° **1371** [2 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XII. - Services du Premier Ministre : I. - Services généraux : Formation professionnelle et promotion sociale, n° **1396** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1424), modifiée par le Sénat, relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, n° **1439** [19 novembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, n° **1881** [23 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1841), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, reative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, n° **1936** [29 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1769), tendant à compléter certaines dispositions du livre VII du Code rural, n° **1987** [2 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 511 du Code de la santé publique relatif à la définition de la qualité du médicament, n° **2007** [7 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et

sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XIII. - Services du Premier Ministre : I. - Services généraux : Formation professionnelle et promotion sociale, n° **2011** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1831), adopté par le Sénat, sur le travail temporaire, n° **2096** [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2032), adopté par le Sénat, relatif aux délégués à la sécurité des ouvriers des mines et carrières, n° **2097** [2 décembre 1971].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1831), adopté par le Sénat, sur le travail temporaire, n° **2112** [9 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2117), modifié par le Sénat, tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural relatives notamment aux travailleurs handicapés relevant du travail protégé, n° **2127** [15 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2225) relatif aux pénalités applicables au droit du travail, n° **2343** [23 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2282) relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, n° **2344** [23 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2057), rejeté par le Sénat, relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, n° **2456** [22 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2450), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux pénalités applicables en cas d'infraction au droit du travail, n° **2466** [22 juin 1972].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2057), rejeté par le Sénat, relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, n° **2474** [28 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2550), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, n° **2556** [3 octobre 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 28 du Règlement, et présenté à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'activité du Conseil supérieur de la mutualité, n° **2860** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 44* [22 juillet 1968] (p. 2439) ; *statut local de l'Alsace-Lorraine ; caisse régionale vieillesse de Strasbourg* (p. 2440) ; *retrait de son amendement* (p. 2440) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 45 à insérer l'alinéa suivant : « par dérogation aux dispositions du dernier alinéa de l'article 36 ci-dessus, elle assure le paiement des prestations des bénéficiaires ou de leurs ayants droit domiciliés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle »* (p. 2440) ; *retrait de son amendement* (p. 2440) ; *son amendement tendant à compléter l'article 46 par les dispositions suivantes : « lorsque le bénéficiaire (ou ses ayants droit) n'est pas domicilié dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle »* (p. 2440) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Après l'Art. 10 : *Retrait de l'amendement déposé par M. Rickert* [9 octobre 1968] (p. 3182) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Formation professionnelle du corps enseignant ; transformation des écoles normales ; problème des sections professionnelles, particulièrement dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; nombre des collèges d'enseignement technique ; prolongation de la scolarité ; situation des directeurs des C.E.T. ; leur rôle* [29 octobre 1968] (p. 3670) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Enseignement du sport dans les classes élémentaires ; nécessité de revoir l'enseignement du sport ; ses observations sur les frais de location des installations sportives ; subventions accordées aux sociétés sportives locales ; difficultés financières des sociétés sportives* [30 octobre 1968] (p. 3727, 3728).

Mise au point au sujet du vote de M. Hoffer sur l'amendement de la Commission des finances tendant à insérer un article additionnel au projet portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Recensement des transferts de capitaux effectués vers l'étranger entre le 1er juillet et le 23 novembre 1968* [19 septembre 1969] (p. 2352).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord franco-suisse concernant la station d'épuration des eaux usées des régions de Bâle et de Saint-Louis-Huningue : *Raisons de ce projet de loi ; avantages de projet d'installation en France de la station franco-suisse ; lutte contre la pollution des eaux douces du Rhin ; demande si l'on a entrepris les études nécessaires en vue d'éviter que cette installation ne soit une source de pollution de notre nappe phréatique ; inquiétude de la population frontalière devant l'emprise croissante manifestée sur notre territoire par les Suisses ; gestion de la station d'épuration ; problème du recul de la frontière française* [21 octobre 1969] (p. 2792, 2793) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalité des droits entre déportés résistants et déportés politiques ; problème des incorporés de force des trois départements de l'Est ; validation des services accomplis sous l'empire de la contrainte par les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans les unités paramilitaires* [31 octobre 1969] (p. 3207) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Danger pour les entreprises françaises d'être absorbées par des sociétés étrangères ; nécessité de réunir dans les meilleurs délais les conditions d'une nouvelle révolution industrielle, notamment dans les régions frontalières ; ses observations sur le Nord, la Lorraine, l'Alsace et la Savoie ; situation des salariés ; problème des industriels ; désir des petites et moyennes entreprises et des commerçants de voir harmoniser les taux de la taxe sur la T.V.A. et les charges sociales au sein du Marché commun; situation des artisans ; sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire pour étudier les problèmes évoqués par l'orateur* [7 novembre 1969] (p. 3531, 3532) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Ses observations sur les chômeurs ; déficit en France de personnel qualifié ; nombre des salariés frontaliers ; possibilité d'envisager la création éventuelle de nouvelles sections de F.P.A.* (p. 3562) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème de la surveillance ; bourses d'études ; problème des surveillants généraux ; crédits consacrés aux bibliothèques ; affectation du personnel ; enseignement technique ; nombre des postes vacants dans les C.E.T. ; constructions scolaires ; procédé de constructions métalliques ; critique de l'adjudication unique pratiquée pour la construction des classes mobiles ; adjudication par région ; cas du département du Haut-Rhin ; enfance inadaptée ; pourcentage des remplaçants dans le personnel des C.E.G.* [12 novembre 1969] (p. 3607, 3608) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Rôle de l'institut franco-allemand installé à Saint-Louis dans le Haut-Rhin ; ses observations sur la balistique et l'aérodynamique ; coordination de l'action des laboratoires existants* [17 novembre 1969] (p. 3857) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 8 : *Interprétation d'un membre de phrase de cet article* [26 novembre 1969] (p. 4375) ;

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de

protection sociale agricole, en qualité de *Rapporteur : Unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole lorsqu'il y a carence des débiteurs ; accélération de la procédure de contrainte* [27 novembre 1969] (p. 4412) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité donnée aux caisses de mutualité sociale agricole de prélever sur le montant des prestations dues à leurs adhérents les cotisations dont ils sont redevables)* (p. 4413) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots : « sont chargées » à insérer les mots : « pour leurs affiliés »* (p. 4413) ; *retrait de son amendement* (p. 4413) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « l'autorité administrative » à insérer les mots : « désignée par le Ministre de l'Agriculture »* (p. 4413) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Indexation sur le coût de la vie ; mode de calcul du salaire minimum ; ses observations sur le S.M.I.G. ; abattements de salaire ; estimation du nombre des salariés payés au S.M.I.G. ; éventail des salaires ; commission supérieure des conventions collectives* [10 décembre 1969] (p. 4777, 4778) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile, en qualité de *Rapporteur : Objet de cet enseignement ; ses caractères ; centre national de téléenseignement de Vanves ; prolifération des écoles privées* [11 décembre 1969] (p. 4832) ; Art. 3 : *Contrôle pédagogique et administratif* (p. 4834) ; Art. 4 : *Manière dont le conseil académique est composé lorsqu'il statue à l'égard d'un organisme d'enseignement à distance* (p. 4834) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 4835) ; Art. 7 : *Problème des paiements anticipés* (p. 4836) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « un trimestre d'enseignement » à supprimer la fin de l'alinéa* (p. 4836) ; *cas de résiliation du contrat d'enseignement* (p. 4836) ; Art. 8 : *Conditions de publicité* (p. 4837) ; Art. 9 : *Interdiction du démarchage* (p. 4837) ; Art. 13 : *Amende en cas d'infraction* (p. 4838) ; **en deuxième lecture**, sous le titre modifié de proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, en qualité de *Rapporteur : Prescription du démarchage à domicile* [15 avril 1971] (p. 1129, 1130) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 1131) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « est soumise à déclaration » à supprimer la fin de cet article* (p. 1131) ; *déclaration de la création des organismes privés d'enseignement* (p. 1131) ; Art. 3 : *Compétence du conseil académique ; dispositions concernant la procédure d'appel* (p. 1131, 1132) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « les corps d'inspection » les mots : « les membres des corps d'inspection »* (p. 1132) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « ils peuvent, en outre » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « les traduire, ainsi que leurs responsables et leurs personnels pris individuellement, devant le conseil académique »* (p. 1132) ; *ses amendements tendant à la suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas de cet article* (p. 1132) ; *conseil supérieur de l'éducation nationale* (p. 1132) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « lorsqu'il est appelé à statuer à l'égard d'un organisme privé d'enseignement à distance ou de l'un de ses membres, le conseil académique est complété par deux représentants de cette forme d'enseignement »* (p. 1132) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le nombre des représentants de l'enseignement privé au conseil supérieur de l'éducation nationale est porté à six »* (p. 1132) ; *composition du conseil supérieur de l'éducation nationale* (p. 1132) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « nationalité, ainsi que de »* (p. 1132) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article : « Les étrangers remplissant les conditions de capacité requises sont autorisés à diriger et à enseigner par décision du recteur d'académie »* (p. 1132) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (précisions dans le contrat des conditions dans lesquelles l'enseignement à distance est donné aux élèves)* (p. 1133) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet*

article (*conditions de rupture du contrat*) (p. 1133) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par cet article, à substituer aux mots : « la vente » les mots : « la fourniture »* (p. 1133) ; *résiliation du contrat* (p. 1134) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1134) ; *obligation de prendre assurance* (p. 1134) ; Art. 8 B : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du premier alinéa de cet article : « Les organismes privés d'enseignement doivent rappeler dans leur dénomination leur caractère privé »* (p. 1134) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 1134) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Les dénominations des organismes privés d'enseignement existants sont soumises à déclaration »* (p. 1134) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (*dépôt obligatoire et préalable de toute publicité auprès du Ministre de l'Education nationale*) (p. 1134) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (*interdiction des actes de démarchage*) (p. 1135) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « sous peine de se voir appliquer les sanctions prévues aux articles 12 et 13 »* (p. 1136) ; *problème des sanctions* (p. 1136) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1136) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1136) ; **en troisième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Interdiction du démarchage* [29 juin 1971] (p. 3505) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer les trois derniers alinéas de cet article* (p. 3505) ; *création d'un comité de surveillance de l'enseignement à distance* (p. 3505) ; Art. 4 : *son amendement* (*cas où le conseil académique est appelé à statuer à l'égard d'un organisme privé d'enseignement à distance ou de l'un de ses membres*) (p. 3505, 3506) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 3506) ; Art. 6 *bis* : *Son amendement* (*cas de nullité du contrat*) (p. 3506) ; Art. 7 : *Son amendement* (*établissement du contrat*) (p. 3506) ; *son amendement* (*indication des modalités de paiement*) (p. 3507) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 3507) ; *problème des sanctions* (p. 3507) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à l'improviste »* (p. 3507) ; *son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article* (p. 3507).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ducos et Capelle relatives à l'enseignement secondaire : *Mode de recrutement des personnels des collèges d'enseignement technique ; rôle des C.E.T. : personnel administratif des C.E.T. ; extension d'une école normale nationale d'apprentissage ; orientation des enfants* [12 décembre 1969] (p. 4909 et 4910).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale sans débat relative aux Français travaillant à l'étranger [5 juin 1970] (p. 2292, 2293, 2294).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 25 : *Situation des ciné-clubs* [24 juin 1970] (p. 3016) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - SERVICES ADMINISTRATIFS ET FORMATION PROFESSIONNELLE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Formation professionnelle ; ses observations sur la loi de décembre 1966 ; formation professionnelle en Allemagne ; rôle des comités régionaux* [23 octobre 1970] (p. 4614) ; *nécessité d'une politique régionale de formation ; financement de la formation ; inventaire des différents moyens ; ses observations sur la politique conventionnelle ; problème des handicapés ; bilan de la formation professionnelle ; nécessité de faire un effort en faveur des étudiants mal orientés, des femmes et des professions du tertiaire ; perspectives de la formation professionnelle ; ses observations sur l'accord interprofessionnel du 9 juillet 1970 ; distinction entre le travailleur qui fait l'objet d'un licenciement collectif et le travailleur salarié en activité* (p. 4615) ; *politique d'information ; mise en place de la délégation permanente sur le plan régional* (p. 4616) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Construction des nouveaux hôpitaux de Mulhouse* [28 octobre 1970] (p. 4857) ; *difficultés dans le recrutement de personnel soignant qualifié ;*

problème des cliniques privées ; crédits destinés aux handicapés ; construction des instituts médico-éducatifs et des centres d'aide par le travail ; couverture sociale des handicapés adultes (p. 4858) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la répartition de l'année scolaire en différentes périodes ; rôle de l'Université ; réformes dans l'enseignement technique ; situation des enseignants des classes de 6e et des C.E.T. ; problème de l'isolement des lycéens ; ses observations sur la rentrée anticipée du corps enseignant ; institution d'une journée « portes ouvertes » des C.E.T. et des C.E.S.* [14 novembre 1970] (p. 5567) ; *ses observations sur les examens médicaux scolaires ; utilisation des compétences des conseillers techniques ; programme actuel de construction des C.E.T. ; rôle de la période préscolaire dans le développement de l'enfant ; exemple de la région de l'Est, en particulier de l'Alsace ; situation du personnel des C.E.T. ; cas des professeurs techniques adjoints ; crédits destinés à la formation et au perfectionnement des enseignants* (p. 5568) ; Titre IV : *Déblocage des crédits affectés au fonds d'action conjoncturelle ; problème des classes mobiles* (p. 5586, 5587) ;

— du projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, en qualité de *Rapporteur : Objet de ces groupements* [18 novembre 1970] (p. 5748) ; *composition du conseil supérieur de la mutualité* (p. 5749) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5750) ; Art. unique : *Acceptation de l'amendement de M. Herman* (p. 5750) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 17 : *Répartition des dépenses assumées par les communes pour le fonctionnement des établissements publics d'enseignement entre les collectivités intéressées ; exemple du collège d'enseignement secondaire de Saint-Louis dans le Haut-Rhin* [25 novembre 1970] (p. 5926) ; Commission mixte paritaire : *Disparition des écoles primaires dans les petites communes* [17 décembre 1970] (p. 6608) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Ampleur des besoins des handicapés ; objet du projet de loi ; limite de l'enveloppe financière* [6 mai 1971] (p. 1710) ; *obligation de l'affiliation de tous les bénéficiaires de l'allocation aux handicapés adultes ; prise en charge des frais d'hospitalisation au-delà de trois ans ; classification des handicapés en plusieurs catégories ; projet d'institut médico-pédagogique et professionnel ; manque d'équipement* (p. 1711) ; Art. L 543-2 du Code de sécurité sociale : *Cas des enfants handicapés de 15 à 20 ans ; problème de leur formation ; retrait de son amendement déposé avec M. Delong* (p. 1719) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Conditions de révision des programmes de l'enseignemènt technique ; introduction de l'enseignement de la technologie dans toutes les classes des C.E.S. et des C.E.G. ; problème des 4e et 3e pratiques ; conditions de recrutement du personnel des C.E.T. ; politique de la formation permanente ; conservatoire national des arts et métiers ; régionalisation des crédits destinés aux stagiaires ; contrat d'apprentissage ; compétence de l'employeur pour former des apprentis ; contrôle de l'apprentissage ; situation du personnel affecté au C.F.A.* [7 juin 1971] (p. 2443, 2444) ; *lecture d'une partie du discours de M. Volumard : monopole de l'enseignement général ; conséquence du manque de cadres techniques et professionnels sur notre économie* (p. 2445) ; PROJET DE LOI D'ORIENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : Art. 1er : *Niveau des C.E.T. ; situation des élèves qui ont des difficultés d'adaptation à l'enseignement général ; placement des enfants dans les classes de formation* [8 juin 1971] (p. 2469) ; Art. 3 : *Importance de l'enseignement du dessin industriel dans l'enseignement technologique* (p. 2471) ; Art. 4 : *Principe des stages ; exemple du département du Haut-Rhin* (p. 2475, 2476) ; Art. 8 : *Ses observations sur le terme : « organisations professionnelles d'employeurs et de salariés »* (p. 2491) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Initiation à la technologie* [24 juin 1971] (p. 3381) ; en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'apprentissage, Art. 12 : *Age du début de l'apprentissage* [24 juin 1971] (p. 3391) ; Art. 19 : *Problème des heures supplémentaires* (p. 3392) ; Art. 37 : *Ses observations sur l'amendement de M. Chazalon* (p. 3394, 3395) ; commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses ob-*

servations sur ce texte [30 juin 1971] (p. 3544) ; PROJET DE LOI SUR L'APPRENTISSAGE, Art. 1er : *Absence de formation professionnelle sans formation générale* (p. 2501) ; Art. 4 : *Existence de sections à temps réduit dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 2504) ; Art. 12 : *Fin du premier cycle en troisième* (p. 2518) ; Art. 13 : *Qualification d'un maître-artisan titulaire du brevet de maîtrise* (p. 2520) ; Art. 15 : *Progression des tâches* (p. 2522) ; Art. 19 : *Problème des heures supplémentaires accomplies par les apprentis* (p. 2523) ; Art. 25 : *Période probatoire du contrat* (p. 2526) ; *résiliation du contrat* (p. 2526) ; Art. 34 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi que »* (p. 2531) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2531) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « des mesures spécifiques d'application seront prises par voie réglementaire pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle »* (p. 2535) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2535) ; PROJET DE LOI PORTANT ORGANISATION DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, en deuxième lecture, Art. 7 : *Dépôt d'un rapport gouvernemental au moment de la discussion du budget de la formation professionnelle* [23 juin 1971] (p. 3321) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Education nationale ; université de Montpellier* [16 juin 1971] (p. 3016) ; *création d'établissements polyvalents ; locaux d'enseignement primaire et secondaire ; accès à l'enseignement supérieur ; lutte contre les pollutions ; problème des régions frontalières* (p. 3017) ; Art. unique, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Objectifs sociaux du VIe Plan* [18 juin 1971] (p. 3102);

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, Art. 4 : *Taux de subvention* [22 juin 1971] (p. 3270) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants, Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delong* [23 juin 1971] (p. 3302) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE, JOURNAUX OFFICIELS, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, en qualité de *Rapporteur pour avis : Formation professionnelle; construction dans la région de Strasbourg d'un centre régional de qualification et de promotion des métiers d'Alsace ; projet de construction d'une maison de formation à Mulhouse; crédits d'équipement* [25 octobre 1971] (p. 4841) ; *convention d'éducation collective permanente dans le bassin potassique d'Alsace ; rôle de la déconcentration ; action en faveur des femmes désirant reprendre une activité professionnelle ; action en faveur des travailleurs migrants ; situation des travailleurs handicapés ; action en faveur des auditeurs du Centre national des arts et métiers ; contrôle des dépenses de formation* (p. 4842) ; PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Situation des départements qui sont en contact avec la Suisse* (p. 4884) ; Après l'Art. 57 : *Application du traité de Rome* (p. 4891) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Politique européenne de l'emploi ; problème des offres d'emplois faites par des annonceurs européens* [27 octobre 1971] (p. 4999) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Equipements de santé ; problème de la région de l'Est* [4 novembre 1971] (p. 5318) ; *handicapés ; distinction entre les centres d'aide par le travail et les ateliers protégés ; prise en charge par l'assurance volontaire des frais d'hospitalisation au-delà de trois ans ; insertion des handicapés dans la vie active ; création d'une carte nationale du handicapé ; possibilité d'une politique globale* (p. 5319) ; Titre VI : *Répartition des autorisations de programme affectées aux équipements destinés aux handicapés* (p. 5335) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Réalisation de la Ve République; insuffisance des créations de postes d'enseignant dans les C.E.S.* [6 novembre 1971] (p. 5485) ; *manque de subventions ; implications du sport ; création de clubs* (p. 5486) ; EDUCATION NATIONALE : *Contrôle des initiatives d'ordre financier des chefs d'établissement ; politique d'industrialisation* [9 novembre 1971] (p. 5564) ; *écoles maternelles ; exemple de la région de l'Est ; nombre d'enseignants remplaçants qui se trouvent dans les C.E.G. et les C.E.S. ; problème de la surveillance ;*

date de la rentrée universitaire ; portée de la participation ; maîtres de l'enseignement technique ; crédits de bourses pour les élèves de l'enseignement technique (p. 5565) ;

— du projet de loi tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural, en qualité de *Rapporteur* : *Protection sociale des salariés handicapés agricoles ; base des cotisations sociales ; classement de ces salariés ; problème des prestations sociales* [23 novembre 1971] (p. 6047) ; Art. 1er : *Assiette des cotisations de vieillesse* (p. 6048) ; *son amendement relatif au salaire du handicapé* (p. 6048) ; *cas où le salaire réel est plus élevé que le salaire forfaitaire* (p. 6049) ; en deuxième lecture, du projet de loi tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural relatives notamment aux travailleurs handicapés relevant du travail protégé, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur l'intitulé du projet de loi* [18 décembre 1971] (p. 6973) ;

— du projet de loi relatif aux délégués à la sécurité des ouvriers des mines et carrières, en qualité de *Rapporteur : Conditions de participation à l'élection des délégués ; droits de ces derniers en matière d'avantages sociaux et de sécurité sociale ; conditions d'éligibilité* [14 décembre 1971] (p. 6710) ; *date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions ; liaison entre les délégués et les services de sécurité de chaque exploitant* (p. 6711) ; Art. 1er A : *Son amendement de forme* (p. 6713); Art. 3 : *Son amendement relatif à la saisine de la commission médicale nationale* (p. 6714) ; *déclaration de démission d'un délégué mineur* (p. 6714) ; *son amendement de forme* (p. 6714) ; Art. 5 : *Son amendement concernant le problème des frais de déplacement* (p. 6715) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire, en qualité de *Rapporteur : Politique des salaires ; situation à l'entreprise Wendel* [14 décembre 1971] (p. 6715) ; *sous-traitance dans la sidérurgie ; problèmes économique, social et juridique posés par le travail temporaire ; désirs des salariés ; rôle du travail temporaire ; son coût ; particularité du statut juridique du travailleur temporaire ; durée du contrat ; nature de ce contrat* (p. 6716) ; *rédaction du contrat ; cas de défaillance ; ses observations sur le contrôle ou l'agrément* (p. 6717) ; *problème de la suppression des bureaux de placement ; son opposition à la question préalable* (p. 6718) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Rocard* [15 décembre 1971] (p. 6759) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à définir l'entrepreneur de travail temporaire* (p. 6759) ; *gestion des garanties sociales* (p. 6759) ; Art. 2 : *Ses observations sur la notion de « mission »* (p. 6760) ; *son amendement tendant à préciser le texte* (p. 6760) ; *son amendement* (p. 6760) ; *cas des employés saisonniers* (p. 6760) ; *suspension du contrat de travail* (p. 6760) ; *cas où l'on peut faire appel à des travailleurs temporaires* (p. 6761) ; *son amendement concernant les cas où se justifie l'appel aux travailleurs temporaires* (p. 6762) ; Art. 3 : *Son amendement concernant les cas où il s'agit de l'exercice d'une profession paramédicale réglementée* (p. 6762) ; *sécurité des malades* (p. 6762) ; *son amendement concernant la durée du contrat* (p. 6762) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6762) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Berthelot* (p. 6763) ; *son amendement concernant la durée du contrat* (p. 6764) ; *cas de rupture du contrat* (p. 6764) ; Art. 7 : *Problème de l'application de la convention collective à un travailleur temporaire* (p. 6764) ; Art. 8 : *Son amendement concernant les attestations des organismes de sécurité sociale* (p. 6766) ; *notion de mutualité ; détermination des responsabilités* (p. 6766) ; *son amendement* (p. 6766) ; *son amendement (cas de défaillance de l'entrepreneur de travail temporaire)* (p. 6766) ; Art. 10 : *Ses observations sur la notion de travailleurs « qui sont ou ont été liés » par contrat à une entreprise de travail temporaire* (p. 6767) ; *son amendement ayant trait aux sections syndicales* (p. 6768) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 6769) ; *notion d'effectifs relativement stables dans l'entreprise* (p. 6769) ; *son amendement d'harmonisation* (p. 6769) ; Art. 12 : *Son amendement relatif aux conditions d'éligibilité des travailleurs temporaires* (p. 6769) ; *ses observations sur les conditions d'électorat et d'éligibilité* (p. 6769, 6770) ; Art. 14 : *Son amendement concernant l'interruption du fait de l'entrepreneur de travail temporaire ou la notification qu'il a faite de non-renouvellement de la mission* (p. 6770) ; *son amendement portant référence à la loi du 27 décembre 1968* (p. 6770) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement concernant l'application de la loi du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue* (p. 6771) ; *ses amendements d'harmonisation* (p. 6771) ; Art. 28 : *Notion d'agré-*

ment (p. 6773) ; Art. 29 : *Problème des sanctions* (p. 6774) ; Art. 30 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 6775) ; Après l'Art. 30 : *Rôle de l'Agence nationale pour l'emploi* (p. 6775) ; Art. 32 : *Son amendement visant les entrepreneurs qui mettent provisoirement à la disposition d'un tiers un ou plusieurs salariés permanents* (p. 6775) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, en qualité de *Rapporteur : Taux d'accroissement de notre population ; contrôle de l'immigration* [1er juin 1972] (p. 2081) ; *exemple du département du Haut-Rhin ; méthodes de l'alphabétisation ; taux d'accidents ; catégories d'étrangers* (p. 2082) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 18 ans » les mots : « 16 ans »* (p. 2086) ; *âge électoral* (p. 2086) ; Art. 2 : *Ses amendements* (p. 2086) ; *connaissance du français ; fonctionnement du comité d'entreprise* (p. 2087) ; Art. 3 : *Ses amendements* (p. 2089) ; Après l'Art. 3 : *Fonctions de délégué syndical* (p. 2089) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail, en qualité de *Rapporteur : Respect du droit du travail ; cas de séquestration ; rôle des inspecteurs du travail ; caractère de l'amende* [1er juin 1972] (p. 2091) ; *analyse du texte ; contrôle de l'immigration ; problème de la mise en demeure* (p. 2092) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2099) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à modifier ainsi le début du premier alinéa de l'article 82 a du Livre 1er : « sous réserve des accords internationaux, les opérations de recrutement en France... »* (p. 2099) ; Art. 1er : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Tisserand* (p. 2100) ; *son amendement* (p. 2100) ; Art. 2 : *Son amendement (cas de récidive)* (p. 2101) ; Art. 3 : *Son amendement concernant le travail à domicile* (p. 2101) ; *son amendement concernant le taux de l'amende* (p. 2102) ; Après l'Art. 4 : *Compétence de l'inspection du travail* (p. 2102) ; Art. 7 : *Son amendement concernant l'échelonnement des peines* (p. 2103) ; Art. 8 : *Son amendement ayant pour objet de sanctionner les perceptions illégales d'amendes* (p. 2103) ; Avant l'Art. 9 : *Problème de la mise en demeure* (p. 2104) ; Art. 10 et 12 : *Ses amendements* (p. 2105) ; Avant l'Art. 14 : *Son amendement (cas de risques sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un travailleur)* (p. 2105) ; *rôle du juge des référés* (p. 2106) ; Art. 14 : *Son amendement concernant les sanctions aux dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité* (p. 2106) ; *son amendement (application de l'amende)* (p. 2106) ; Art. 16 : *Son amendement (cas de récidive)* (p. 2107) ; *son amendement tendant à abroger le cinquième alinéa de l'article 175 du Livre II du Code du travail* (p. 2107) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement (conséquences des décisions du juge des référés)* (p. 2107) ; Art. 17 : *Son amendement (protection des inspecteurs du travail)* (p. 2108) ; Art. 18 : *Son amendement* (p. 2108) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à renforcer la sanction applicable lors de la première infraction portant atteinte à la liberté syndicale* (p. 2108) ; *retrait de son amendement* (p. 2109) ; Art. 24 : *Son amendement* (p. 2109) ; Art. 27 : *Son amendement relatif aux infractions à la réglementation des services médicaux du travail* (p. 2110) ; Art. 32 et 33 : *Ses amendements rédactionnels* (p. 2111) ; Art. 35 : *Son amendement (publication du jugement)* (p. 2111) ; Art. 36 : *Ses observations* (p. 2112) ; Après l'Art. 38 : *Son amendement concernant la loi sur le travail temporaire* (p. 2112) ; *son amendement (compétences des inspecteurs du travail)* (p. 2112) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « ce décret sera soumis au Parlement pour ratification en même temps que le projet de loi sur le Code du travail »* (p. 2114) ; *ses observations* (p. 2114) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre : « projet de loi relatif aux pénalités applicables en cas d'infraction au droit du travail »* (p. 2114) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; cumul des peines* [28 juin 1972] (p. 2954, 2955) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 25 : *Ses observations sur les examens dans certaines écoles d'architecture* [14 juin 1972] (p. 2483) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la discussion de ce projet* [27 juin 1972] (p. 2878) ; *situation actuelle de la protection sociale des salariés agricoles ; principes du projet du Gouvernement ; gestion du risque ; principe de*

la mutualité sociale agricole ; principe de l'unicité ; procédure du contentieux ; indemnisation des organismes d'assurances et des « avant-loi » ; organisation de l'assurance obligatoire [28 juin 1972] (p. 2897, 2898) ; *assurance complémentaire des chefs d'entreprise et des membres de leurs familles ; mesures transitoires* (p. 2899) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2918) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (application de la présente loi jusqu'à l'institution d'un régime de base unique de protection sociale qui devra intervenir au plus tard le 1er octobre 1977)* (p. 2918) ; Art. 1er : *Son amendement rédactionnel* (p. 2920) ; Art. 1144 du Code rural : *Son amendement concernant les métayers* (p. 2921) ; *son amendement relatif aux apprentis* (p. 2921) ; *retrait de son amendement* (p. 2921) ; Art. 1148 du Code : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2922) ; Art. 1151 du Code : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de cet article (concours éventuel des correspondants locaux de la « Mutualité 1900 » et des agents généraux d'assurance)* (p. 2924) ; Art. 1152 du Code : *Son amendement (rôle des caisses départementales ou pluridépartementales de mutualité sociale agricole)* (p. 2924) ; Art. 1153 du Code : *Son amendement (rôle de la caisse centrale de secours mutuels agricoles)* (p. 2924) ; Après l'Art. 1153 du Code : *Son amendement relatif aux ressources du régime* (p. 2924, 2925) ; Art. 1155 du Code : *Son amendement relatif au taux des cotisations techniques* (p. 2929) ; Art. 1157 du Code : *Son amendement (fixation du taux des cotisations techniques forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs occasionnels)* (p. 2929) ; Art. 1159 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2929) ; Art. 1160 : *Son amendement (part des ressources affectées aux dépenses de prévention)* (p. 2929, 2930) ; Art. 1161 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 2930) ; Art. 1163 : *Son amendement relatif à la responsabilité de l'employeur* (p. 2930) ; *son amendement permettant à la victime ou à son ayant droit de déclarer l'accident ou la maladie professionnelle jusqu'à expiration de la deuxième année* (p. 2930) ; *problème de la forclusion* (p. 2930) ; Après l'Art. 1163 : *Son amendement précisant que l'employeur est tenu de délivrer à la victime une feuille d'accident* (p. 2931) ; Art. 1166 : *Son amendement relatif aux propositions établies par la Caisse de mutualité sociale agricole* (p. 2932) ; *conditions de fixation de la date de guérison et du taux d'incapacité permanente* (p. 2932) ; *retrait de son amendement* (p. 2932) ; Art. 1169 : *Son amendement (rôle de la Caisse centrale de secours mutuels agricoles et des Caisses de mutualité sociale agricole en matière de prévention)* (p. 2933, 2934, 2938) ; Art. 1178 : *Son amendement (fixation du remboursement)* (p. 2940) ; *montant du remboursement à la suite d'un accident mortel* (p. 2941) ; Art. 1234-21 : *Son amendement prévoyant que la rente accordée au titre de l'assurance complémentaire est cumulable avec la pension d'invalidité* (p. 2942) ; Avant l'Art. 1045 : *Retrait de son amendement* (p. 2943) ; *suppression de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole* (p. 2943) ; *son amendement (taux des cotisations forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs occasionnels)* (p. 2943) ; Art. 1246 du Code : *Ses amendements* (p. 2945, 2946) ; Art. 7 : *Date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi* (p. 2946) ; Art. 9 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2947) ; Art. 10 : *Son amendement (rôle de la Caisse centrale de secours mutuels agricoles)* (p. 2947) ; *substitution de la notion de versement à celle de remboursement* (p. 2947) ; Art. 13 : *Son amendement relatif à la date d'échéance des contrats d'assurance* (p. 2947); Art. 15 : *Ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement* (p. 2948) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « l'aide spéciale compensatrice du préjudice subi n'est pas imposable »* (p. 2949) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2950) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement concernant les litiges relatifs à l'état d'incapacité permanente de travail* (p. 2950) ; *son amendement précisant que les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux assurés des professions agricoles et forestières des départements d'outre-mer* (p. 2951) ; Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2951) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement (élaboration des décrets d'application)* (p. 2952) ; en deuxième lecture, en qualité de ***Rapporteur*** : *Examen des modifications apportées par le Sénat : pour éviter les abus, affiliation au régime agricole du personnel occupé habituellement sur les lieux de l'exploitation agricole (critère géographique)* [12 octobre 1972] (p. 4118) ; *problème de l'encaissement des cotisations ; sa demande d'adoption sans modification du texte du Sénat* (p. 4118).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, Art. 62 du Code : *Ses observations à propos de l'amendement de M. Mazeaud à larticle 62 du Code ; problème du rejet des demandes des étrangers résidant en France mariés à des Françaises ayant des enfants français mais travaillant à l'étranger* [10 octobre 1972] (p. 4034) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Son amendement complétant cet article : interdiction de proposer la vente, la location ou la location-vente de documents ou matériels tendant à répondre aux mêmes besoins que des prestations de services pour lesquelles le démarchage est prohibé en raison de son objet* [18 octobre 1972] (p. 4225) ; *son désir d'éviter les risques de fraude par les techniques audio-visuelles* (p. 4226) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Progrès mais insuffisance; utilisation des équipements existants; problème du sport à l'Université ; création de 200 « centres sportifs » ; déplore l'absence d'une politique d'aide aux associations sportives et culturelles privées ; son inquiétude quant au relard de l'exécution de la loi de programme du 13 juillet 1971 ; subventions accordées pour l'accès des handicapés physiques aux installations sportives et socio-éducatives ; sport utilitaire ; recrutement de conseillers techniques sportifs régionaux el départementaux* [27 octobre 1972] (p. 4475, 4476) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Pollution du Rhin et problème de la nappe phréatique en Alsace* (p. 4500, 4501) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Conflit des mines de potasse d'Alsace* [9 novembre 1972] (p. 4940) ; *discussions salariales avec la participation des organisations professionnelles responsables ; création d'une plate-forme chimique* (p. 4941) ; EDUCATION NATIONALE : *Effectifs des classes maternelles ; création de maternelles en zone rurale ; professeurs techniques adjoints de lycée ; chefs de travaux de lycée ; personnel des collèges d'enseignement technique ; doléances du corps enseignant des collèges d'enseignement secondaire et des collèges d'enseignement général* (p. 4963) ; *chefs d'établissement ; expérience des certificats d'aptitude professionnelle capitalisables ; enseignement hôtelier ; enseignement spécialisé ; enseignement technique ; expérience malheureuse des classes pratiques ; classes préprofessionnelles ; classes préparatoires à l'apprentissage ; surabondance des littéraires* (p. 4964) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, JOURNAUX OFFICIELS, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : *Formation permanente à l'Université ; agence nationale pour le développement de l'éducation permanente ; centres intégrés de formation ; formation des conducteurs routiers ; formation permanente dans le bassin potassique ; formation professionnelle des femmes ayant élevé leurs enfants et des jeunes filles ; maison de la formation à Mulhouse* [13 novembre 1972] (p. 5078).

Sa mise au point au sujet du vote de M. de Gastines sur l'amendement de M. Villon tendant à la suppression des crédits pour la force de frappe [9 novembre 1972] (p. 4947).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Sanctions en cas de non-paiement de la pension alimentaire ; aide sociale ; exemple de la Norvège et de la Suède ; votera ce texte ; caisse centrale ou fonds de gestion ; indexation de la pension ; problème de la retraite des mères abandonnées* [5 décembre 1972] (p. 5853) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *Ses observations à l'amendement de M. Duval tendant à aider les communes minières par un financement provenant du fonds d'action locale* [6 décembre 1972] (p. 5947).

GLON (André)

Député des Côtes-du-Nord
(3e circonscription)
App. U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de Mlle Marie-Madeleine Dienesch, nommée membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôt :

Sa proposition de loi instituant une allocation professionnelle de solidarité au bénéfice des commerçants et artisans, n° **2191** [20 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Orientation des productions ; cas de la région de Bretagne ; politique en matière d'industrie de transformation ; développement des industries du froid ; politique d'exportation ; développement de nos exportations de farine ; prix des transports ; situation des entreprises artisanales ; progrès dans le domaine de la coopération* [16 novembre 1968] (p. 4583, 4584).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'artisanat : *Situation précaire des artisans non reconvertibles ; octroi d'un crédit relativement bon marché et à long terme aux artisans jeunes et dynamiques* [29 novembre 1968] (p. 4991).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 et sur l'amendement de M. Poncelet à l'état A de l'article 23 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES (TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION) : *L'augmentation du niveau de vie est une condition de l'expansion ; problème d'orientation et de formation professionnelle ; nécessité de réennoblir le travail manuel ; nécessité, avant l'âge de seize ans, d'organiser dans les écoles des travaux pratiques ; création de centres de formation au métier de transporteur routier ; situation des mutilés du travail et des handicapés ; problème des ateliers protégés pour débiles légers ; abaissement facultatif de l'âge de la retraite pour les infirmes, les anciens prisonniers de guerre et les anciens déportés ; situation des jeunes veuves mères de famille ; ses observations sur le rôle de l'artisanat ; agences de l'emploi ; rôle de l'information* [7 novembre 1969] (p. 3559, 3560) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation créée aux étudiants des universités libres par l'annulation des équivalences de diplômes ; évolution de notre société ; enseignement supérieur ; aides spéciales pour quelques cas sociaux ; solution du financement des études par des prêts accordés aux étudiants âgés de plus de dix-huit ans* [13 novembre 1969] (p. 3624) ; TAXES PARAFISCALES : *Protection des producteurs avicoles ; taux de la taxe sur les œufs* [22 novembre 1969] (p. 4278, 4279).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Aide nécessaire aux commerçants trop âgés pour se reconvertir et se moderniser ; octroi d'aides, de crédits et d'aménagements fiscaux aux artisans ; réforme de la patente ; nécessité d'une loi sévère concernant les ventes à perte* [10 avril 1970] (p. 968).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Aménagement du territoire ; ses observations sur l'urbanisation ; protection de la nature* [17 juin 1970] (p. 2747, 2748).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Péronnet, Bertrand Denis et

de Montesquiou relatives à la protection de la nature : *Protection des sites ; cimetières d'automobiles* [16 octobre 1970] (p. 4384).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du crédit ; caractère des subventions ; nécessité que les prêts soient assortis d'une franchise ; problème des remboursements anticipés* [7 novembre 1970] (p. 5335, 5336).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de la Commission des finances tendant à supprimer la ligne 56 de l'état E annexé à l'article 54 du projet de loi de finances pour 1971 (taxe sur les œufs à couver et les volailles dites d'un jour) [19 novembre 1970] (p. 5780).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Possibilité d'étudier le remplacement des subventions par des prêts assortis d'une franchise d'amortissement ; problème de la fiscalité ; question de la patente ; taxe sur la valeur ajoutée ; application de la T.V.A. aux entreprises de travaux agricoles ; commercialisation de l'œuf ; poids écrasant de la T.V.A. sur les constructions d'écoles privées ; fraude fiscale ; problème de l'emploi* [8 décembre 1970] (p. 6262, 6263) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur l'article 2 ; risque de fixer l'âge limite à 70 ans* [10 décembre 1970] (p. 6431, 6432) ; Art. 1er : *Ses observations sur les sociétés à caractère familial* (p. 6433) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Diversification des enseignements ; citation de divers documents* [27 avril 1971] (p. 1480) ; *utilisation des équipements ; question de la garantie d'un emprunt pour un investissement nécessaire dans le cadre d'un établissement d'enseignement libre* (p. 1481) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Situation des commerçants et artisans* [21 octobre 1971] (p. 4715) ; *calcul de l'exonération fiscale ; situation des contribuables les plus âgés ; lutte contre la fraude fiscale* (p. 4716) ; Après l'Art. 2 : *Publicité des cotisations des contribuables* (p. 4726) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* [25 novembre 1971] (p. 6119) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Régimes autonomes d'assurance vieillesse ; différence entre la situation faite aux aides familiaux de l'artisanat et celle qui est faite aux aides familiaux de l'industrie et du commerce* [17 mai 1972] (p. 1610) ; Art. 10 : *Contribution sociale de solidarité* [18 mai 1972] (p. 1647) ; *son amendement concernant le taux de la contribution sociale de solidarité* (p. 1648) ; *retrait de son amendement* (p. 1649) ; *son amendement* (p. 1650) ; *taxation des denrées agricoles et alimentaires* (p. 1650, 1651) ; en deuxième lecture, Art. 10 : *Son amendement (réduction du taux de la contribution sociale de solidarité pour les catégories d'activité pour lesquelles celle-ci représenterait une charge anormale par rapport à leur rentabilité)* [22 juin 1972] (p. 2734) ; *retrait de son amendement* (p. 2734) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Situation des petits commerçants et artisans âgés de 55 ans ; dépôt de grandes lois d'orientation ; cas des regroupements possibles de commerçants indépendants* [19 mai 1972] (p. 1743) ; *son amendement (financement de l'aide)* (p. 1743, 1744) ; *retrait de son amendement* (p. 1745) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement permettant au Ministre des Finances de réduire le montant de la taxe d'entraide pour certaines catégories d'activités* [22 juin 1972] (p. 2739, 2740) ; *retrait de son amendement* (p. 2740) ; *son amendement relatif à la taxe additionnelle* (p. 2740) ; *regroupement des commerçants indépendants, notamment dans les milieux ruraux ; retrait de son amendement* (p. 2740) ; *son amendement permettant au Ministre des Finances de réduire la taxe d'entraide aux groupes professionnels ayant apporté la preuve d'action de restructuration ou de reconversion* (p. 2740) ; *son amendement relatif au même problème* (p. 2740) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 11 : *Octroi aux coopératives de la possibilité de prendre des participations dans le secteur privé* [25 mai 1972] (p. 1922).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 812 du Code rural relatif au statut du fermage, n° **326** [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 11 : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.) (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — I. - Charges communes), n° **359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, n° **453** [15 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 13 : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.), n° **835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 13 : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.), n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 11 : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.) (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — I. - Charges communes), n° **2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et

du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 7 : Agriculture et développement rural ; annexe n° 19 : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.), n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 18 : *Régime de franchise et de décote pour les exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée ; insuffisance du plafond de la décote* [24 octobre 1968] (p. 3552) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 3553) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : opérations du F.O.R.M.A ; coût du soutien des marchés ; revenus des agriculteurs ; question des fruits et légumes ; ses observations sur le bilan défavorable import-export pour les viandes ; progrès génétique ; marché laitier ; principe de l'ajustement entre la production et les débouchés ; nécessité d'une politique de la qualité* [15 novembre 1968] (p. 4463, 4464) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Situation de ceux qui assurent la distribution du gaz, du fuel agricole et du charbon et dont les entreprises font partie des établissements classés dangereux* [10 décembre 1968] (p. 5283) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi et de plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « normes définies par décrets » à insérer les mots : « pris après avis du comité national du lait et des produits laitiers »* [10 décembre 1968] (p. 5265) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5265) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du 2e alinéa de cet article : « les conditions dans lesquelles les préfets de régions devront rendre cette disposition obligatoire après consultation des organisations professionnelles laitières les plus représentatives dans les départements de leur région, sont fixées par un décret... »* (p. 5266).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la Normandie ; avenir de cette région* [13 décembre 1968] (p. 5470).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des anciens de Rava-Ruska ; nécessité d'accorder à ces hommes les mêmes avantages qu'à ceux qui ont appartenu à des camps homologués de la liste A-160* [31 octobre 1969] (p. 3210) ; AGRICULTURE, FO.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le F.O.R.M.A. ; principes de la politique agricole ; F.E.O.G.A. ; plan Mansholt ; distributions de poudre de lait ; coût de soutien du F.O.R.M.A. ; production laitière ; production de la viande ; distribution à caractère social de produits excédentaires ; exemple hollandais* [18 novembre 1969] (p. 3903, 3904).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Prix du lait ; contrats « huile de beurre » ; exportation des stocks de vieux beurre vers les pays tiers* [17 avril 1970] (p. 1168).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre Ier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; son rappel au Règlement : *Demande s'il est conforme au Règlement que le Rapporteur donne lecture à la tribune d'un rapport sur un texte qui a été repoussé par la Commission* [26 juin 1970] (p. 3165) ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le huitième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2 du Code rural, à substituer aux mots : « tribunal d'instance », les mots : « tribunal paritaire des baux ruraux »* (p. 3201) ; *composition du tribunal paritaire des baux ruraux* (p. 3201) ; BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-27 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article par la disposition suivante : « à l'exclusion des productions sans sol,*

sans pouvoir dépasser 20 % de cette production moyenne » (p. 3206) ; *nécessité de contenir les prix des fermages dans des limites modérées* (p. 3206) ; *modification de son amendement* (p. 3207) ; en deuxième lecture, Art. 870-25 du Code rural : *Son sous-amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Collette* [11 décembre 1970] (p. 6479) ; *ses observations sur les garanties prévues à l'article 831 du Code rural* (p. 6479) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Collette* (p. 6480) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6481) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, en deuxième lecture : *Ses observations sur la discussion de ce texte* [11 décembre 1970] (p. 6486) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 6518) ; *nécessité de ne pas favoriser les abus dans la reprise des terres aux fermiers ; distinction entre deux catégories d'exploitants ; statut du fermage* (p. 6520) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des anciens de Rava-Ruska ; améliorations apportées dans les droits à pension des victimes de guerre militaires et civiles ; ses observations sur la lettre du président de l'association « Ceux de Rava-Ruska » au Ministre des Anciens combattants* [26 octobre 1970] (p. 4697, 4698) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ : CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Problème des régions ; ses observations sur la façade maritime du Nord-Ouest de la France ; impossibilité de dire qu'il y a deux Normandie ; problème de la Corse* [3 novembre 1970] (p. 5046) ; *part des crédits réservés à la Corse ; équipement de ce département ; modernisation du réseau routier ; équipements hydrauliques ; rôle de la société pour la mise en valeur agricole de la Corse* (p. 5047) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *entrée de l'Angleterre dans le Marché commun ; division en deux blocs de notre continent ; rôle paneuropéen de la France ; préparation de la conférence paneuropéenne* [5 novembre 1970] (p. 5220) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le F.O.R.M.A.; application du nouveau règlement financier européen ; problème des produits laitiers ; diminution de la collecte de lait ; diminution des stocks de beurre et de poudre de lait ; ses observations sur la viande bovine* [6 novembre 1970] (p. 5265) ; *situation de la production de la viande, notamment de la viande porcine ; problème des légumes ; actions en faveur des groupements de producteurs* (p. 5266).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indemnisation des dommages provoqués par la « marée noire » [19 mai 1971] (p. 1974, 1975).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Accord Pompidou-Heath ; création d'un groupe d'amitié paneuropéen à l'Assemblée Nationale* [9 juin 1971] (p. 2618).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 9 : *Durée d'exercice du droit de préemption dans les Z.A.D. ; indemnité des fermiers* [12 juin 1971] (p. 2868) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Détaxation des carburants agricoles ; maintien de la détaxation pour les zones de montagne et les zones de rénovation rurale* [21 octobre 1971] (p. 4746) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial ; Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles ; marchés de la pomme de terre ; ses observations sur le marché des produits laitiers, celui de la viande bovine, celui de la viande de porc et celui des productions avicoles ; problème des fruits et légumes* [15 novembre 1971] (p. 5701) ; *interventions intéressant les marchés des céréales et du sucre* (p. 5702) ; *présentation des crédits destinés aux interventions sur les marchés agricoles* [16 novembre 1971] (p. 5800) ; *pouvoirs de contrôle du Parlement ; spécificité du F.O.R.M.A.* (p. 5801) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1er : *Découpage régional ; réunification de la Normandie* [26 avril 1972] (p. 1070).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Poudevigne, Roucaute, Brugnon, Ansquer et Boyer relatives aux problèmes agricoles : *Difficultés du marché du lait* [6 octobre 1972] (p. 3989) ; *défense de l'exploitation familiale* (p. 3989).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Croissance des crédits de fonctionnement et notamment du B.A.P.S.A. ; stagnation des autorisations de programme ; problème du coût du soutien des marchés et de l'efficacité de cette politique des prix ; nouvelles orientations de l'agriculture française ; fonds d'intervention de la viande ; lutte contre la brucellose ; les ovins ; revenus agricoles en 1971 ; actions éducatives et culturelles ; son regret du caractère limité de la majoration des crédits pour les établissements d'enseignement et des maisons familiales ; protection de la forêt méditerranéenne ; actions sociales ; fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles (F.A.S.A.S.A.) ; fonds d'action rurale ; activité du F.O.R.M.A.* [14 novembre 1972] (p. 5120) ; *marchés de la viande, des productions avicoles et des fruits et légumes, des produits laitiers, de la viticulture et de la pomme de terre ; intégration des agricultures européennes ; actions d'orientation des productions par le F.O.R.M.A. ; part de notre agriculture dans les importations des cinq partenaires du Marché commun ; transformations d'une agriculture qui sortait à peine de l'économie de subsistance* (p. 5121) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Conférence au sommet de Paris ; Conférence pour la coopération et la sécurité d'Helsinski ; réconciliation entre les nations libérales et les nations socialistes* [16 novembre 1972] (p. 5294).

GODON (Gérard)

Député des Yvelines
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie autonome des Usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Sa proposition de loi visant à la création d'un plan d'épargne de croissance « troisième âge », n° 1913 [24 juin 1971].

Sa proposition de loi organique visant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958, portant loi organique relative au Conseil économique et social, n° **2365** [30 mai 1972].

Sa proposition de loi d'orientation du troisième âge, n° **2377** [31 mai 1972].

Sa proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 relatives à la limite d'âge instituée pour les présidents de conseil d'administration, n° **2382** [31 mai 1972] ; ce document n'a pas été distribué.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (contrôle pédagogique et administratif des organismes privés d'enseignement à distance)* [11 décembre 1969] (p. 4834) ; *nécessité d'éviter que ce contrôle ne soit étendu à tous les organismes privés d'enseignement à distance* (p. 4834) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « ils peuvent » à substituer au mot : « également » les mots « en outre »* (p. 4834) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « lorsqu'il est appelé à statuer à l'égard d'un organisme d'enseignement à distance, le conseil académique est complété par trois représentants au moins de l'enseignement privé à distance, délégués à ce conseil par les organismes représentatifs de la profession »* (p. 4834) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4834) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer le mot : « d'administration »* (p. 4834) ; Art. 7 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « il pourra en outre être stipulé une indemnité de résiliation au profit de l'organisme privé d'enseignement à distance. Le montant maximum de cette indemnité est fixé à la valeur d'un trimestre d'enseignement »* (p. 4835) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase de cet article (indications portées sur la publicité)* (p. 4836) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 4837) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article un nouvel alinéa (amende en cas d'infraction)* (p. 4838) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4838).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux coopératives d'H.L.M. [29 mai 1970] (p. 2149).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Problème du troisième âge ; effort d'épargne du troisième âge* [20 octobre 1971] (p. 4695) ; *Solidarité entre le troisième âge et les jeunes ; possibilité d'un emprunt national indexé souscrit par les personnes de plus de 60 ans* (p. 4696) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des personnes âgées ; possibilité d'organiser un système de solidarité financière entre le troisième âge aisé et le troisième âge défavorisé ; création d'un plan d'épargne de croissance ouvert aux seules personnes âgées de plus de 50 ans* [4 novembre 1971] (p. 5322) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *« Monsieur Troisième Age » ; problème du troisième âge : problème économique, financier, social, psychologique ; place économique des personnes âgées ; part de l'épargne du troisième âge ; ministère du troisième âge et des loisirs* [24 octobre 1972] (p. 4315) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - Section commune. — II. - Affaires sociales : *Relèvement du plafond des cotisations de sécurité sociale ; diminution du nombre de points de retraite complémentaire acquis chaque année* [6 novembre 1972] (p. 4745) ; *demande de modification du décret de 1967 ; problème de l'organisation syndicale ; place des techniciens et techniciens supérieurs au sein des entreprises ; harmonisation de l'ordonnance du 22 février 1945 et de la loi du 16 avril 1946 avec l'esprit de la loi du 27 décembre 1968 (suppression des références aux organisations syndicales les plus représentatives)* (p. 4746).

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(10e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur le Moyen-Orient ; problème de l'Europe ; déséquilibres économiques au sein du Marché commun ; ses observations sur l'opinion française ; existence d'un esprit communautaire au sein du Marché commun ; apptication de la loi du 2 août 1957 ; publication d'un compte rendu de l'application du traité des communautés européennes ; avenir du Marché commun ; interdépendance des économies européennes ; crise monétaire ; politique agricole ; réunion européenne à La Haye ; politique agricole commune* [4 novembre 1969] (p. 3317 à 3319).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Relations franco-algériennes ; politique pétrolière* [9 juin 1971] (p. 2620) ; *politique méditerranéenne de la France ; transformation de l'idée d'Europe ; crise monétaire ; ses observations sur la Grande-Bretagne ; problème de l'eurodollar ; problème de Berlin ; conférence paneuropéenne de sécurité ; ses observations sur le Bengale* (p. 2621).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES : *Absence de programme concerté de la recherche archéologique ; sa proposition de la création d'un institut français d'archéologie ; éducation musicale dans les écoles primaires ; budget des théâtres lyriques nationaux : Opéra, Orchestre de Paris* [8 novembre 1972] (p. 4829) ; *centre national d'étude théorique et pratique du chant grégorien ; manifeste de Villeurbanne sur la « politisation du théâtre » ; conformisme de l'avant-garde théâtrale ; théâtre privé ; architecture théâtrale ; son souhait qu'aucune formule de théâtre ne reçoive de privilège* (p. 4830) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Dotations insuffisantes ; hommage à nos ambassadeurs et à M. Susini ; nécessité de donner à nos missions à l'étranger les moyens financiers et techniques de remplir toutes les tâches qu'on attend d'elles ; Vietnam, Israël* [16 novembre 1972] (p. 5283) ; *préparation de la conférence européenne sur la sécurité et la coopération ; négociations S.A.L.T. ; accords entre les deux Allemagne ; Europe communautaire ; négociations commerciales du Nixon round ; attitude de l'Europe face aux exigences commerciales des Etats-Unis et à la persistance d'une situation monétaire marquée du triple signe de la précarité, de l'instabilité et de l'inégalité ; politique pétrolière ; politique de coopération* (p. 5284).

GOSNAT (Georges)

Député du Val-de-Marne
(3e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 337), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi instituant un statut des immigrés, n° **325** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à déterminer le statut d'une société nationale de radiodiffusion et de télévision française, n° **1221** [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une retraite vieillesse au taux plein, n° **2271** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 19 : *Son amendement tendant à remplacer, dans le tableau du paragraphe 1 de cet article, les chiffres de 240 et 120, concernant les véhicules ayant une puissance fiscale de 8 à 11 CV, par la mention « inchangé »* [19 juillet 1968] (p. 2360, 2361) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Ses observations sur les événements de mai et de juin ; résultats obtenus par la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs ; répercussions financières découlant de l'application du protocole de Grenelle ; ses observations sur l'incidence sur les prix de revient de l'augmentation des salaires intervenue en juin ; Gouvernement accordant de nouvelles faveurs aux sociétés capitalistes ; fraude fiscale ; évasion des capitaux ; concentration et fusion des sociétés ; indication sur la façon dont se décompose la masse fiscale ; charge fiscale étant supportée par les travailleurs ; examen des impôts directs ; barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; rendement de la taxe sur la valeur ajoutée ; prix de l'essence ; impôt sur les bières et sur les boissons non alcoolisées ; Gouvernement étant l'organisateur principal de la hausse des prix ; prix de la construction ; affaire Fiat-Citroën ; revendication de l'échelle mobile des salaires ; rôle de l'entreprise publique ; réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; avancement de l'âge de la retraite ; interdiction des licenciements ; problèmes de l'agriculture ; aide aux exploitants défavorisés ; son vote contre le projet de loi* [22 octobre 1968] (p. 3446 à 3450).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Duhamel [22 novembre 1968] (p. 4818).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 55 : *Application de la taxe sur la valeur ajoutée ; redevance sur les appareils de radio et de télévision* [30 octobre 1969 (p. 3096) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Rôle de la radio et de la télévision ; objectivité de l'information ; création d'unités autonomes d'information ; droit à l'antenne pour les partis et les syndicats ; problèmes concernant le personnel de l'O.R.T.F. ; revision du statut ; réduction du temps de préparation et de réalisation des émissions ; ses observations sur la radio ; composition démocratique du conseil d'administration* [21 novembre 1969] (p. 4216, 4217).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au transfert de l'Institut géographique national [24 avril 1970] (p. 1291, 1292).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes fiscaux ; fiscalité étant devenue un des sujets de mécontentement des Français ; ses observations sur l'impôt sur le revenu ; fraude fiscale ; problème du petit commerce ; situation des collectivités locales ; ses observations sur la T.V.A.* [13 mai 1970] (p. 1681).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMATION, Après l'Art. 77 : *Activité de la S.N.E.P. ; inquiétude des travailleurs des entreprises actuellement contrôlées par la S.N.E.P.* [23 octobre 1970] (p. 4626) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Augmentation de la redevance* [16 novembre 1970] (p. 5601) ; *équilibre financier de l'O.R.T.F. ; application de la T.V.A. à la redevance ; problème des investissements ; réforme de la fiscalité et du budget de l'Etat ; problème de l'objectivité de l'information et de la qualité des productions ; orientation générale de l'O.R.T.F. ; libération de l'O.R.T.F. ; possibilité d'accorder un temps d'antenne régulier aux partis politiques et aux organisations syndicales ; censure pesant sur la radio et la télévision* (p. 5602) ; *ses observations sur la proposition déposée par le groupe communiste* (p. 5603) ; *ses observations sur les paroles de M. Limouzy* (p. 5610) ;

— des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Conséquence du projet de loi ; hausse des loyers ; modification des conseils d'administration des offices ; autorisation de vendre des logements ; création des offices publics d'aménagement et de construction* [29 juin 1971] (p. 3515) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Avant l'Art. 2 : *Son amendement (institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes des personnes physiques et les patrimoines des sociétés supérieurs à 800.000 francs ; indication de ce qui n'est pas admis en déduction du bénéfice imposable ; abrogation de l'avoir fiscal accordé aux actionnaires ; situation fiscale des présidents-directeurs et directeurs généraux ; exemption des droits de mutation à titre gratuit des titres représentatifs de l'emprunt Pinay ; dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi d'allégement de la fiscalité)* [21 octobre 1971] (p. 4712, 4713) ; *réforme de l'impôt sur le revenu ; accroissement du chômage* (p. 4713) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Modicité de la contribution financière de l'Etat à l'équilibre de ce budget* [8 novembre 1971 (p. 5500) ; *problème des dépenses d'équipement de l'O.R.T.F. ; montant de la T.V.A. ; publicité à la télévision ; ses observations sur la censure ; situation des « pigistes permanents »* (p. 5501) ; *critères de désignation des membres du conseil d'administration ; ses observations sur la proposition de loi du groupe communiste* (p. 5502) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Conséquences de la politique gouvernementale ; vote du groupe communiste ; hausse des prix ; chômage ; immixtion du capital étranger dans notre économie ; politique fiscale du Gouvernement ; maintien de la T.V.A. sur les collectivités locales ; âge de la retraite à 60 ans* [17 novembre 1971] (p. 5893, 5894) ;

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au transfert de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort [19 novembre 1971] (p. 5982, 5983).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Suppression de dizaines de milliers d'emplois industriels dans la région parisienne due à la politique de désindustrialisation de Paris et de sa proche banlieue ; domination de notre économie par les monopoles capitalistes ; opérations de concentration ; absorption des petites et moyennes entreprises* [3 décembre 1971] (p. 6412).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'Office de radiodiffusion-télévision française [10 mai 1972] (p. 1482) : *Monopolisation de ce service par le pouvoir et les partis de la majorité ; inefficacité des mesures prises par la direction générale de l'Office ; apparente autonomie de l'O.R.T.F. ; mesures envisagées par le Gouvernement pour que la clarté soit faite sur les scandales de l'O.R.T.F. ; malfaisance d'un système fondé sur le profit ; proposition de la Commission de contrôle concernant le démantèlement de l'Office ; création de la société mixte « O.R.T.F.-Hachette vidéogrammes de France »* (p. 1489) ; *répartition du temps d'antenne pendant la campagne du référendum et jusqu'aux prochaines élections ; lutte du parti communiste contre la censure et pour la démocratisation de l'O.R.T.F.* (p. 1483, 1484).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [16 juin 1972] (p. 2607) ; Art. 6 : *Son amendement (composition du conseil d'administration)* (p. 2608) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : Après l'Art. 1er : *Son amendement insérant un nouvel article visant à atténuer l'injustice fiscale dès maintenant : impôt sur les fortunes ; amortissements ; suppression des plus-values d'actif, de cession et de réévaluation et de l'avoir fiscal ; abrogation de l'exemption des droits de mutation des titres de l'emprunt Pinay ; dépôt par le Gouvernement, avant le 1er décembre, d'un amendement à la loi de finances donnant satisfaction aux revendications des travailleurs* [25 octobre 1972] (p. 4357, 4359) ; *pouvoir d'achat des travailleurs soumis à une pression fiscale intolérable ; programme commun de gouvernement de gauche ; suppression de certaines dépenses* (p. 4359) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : Section I. - Services généraux. - Information : *Crise de la presse ; son regret que l'Assemblée ne soit toujours pas saisie du rapport Serisé ; Article 39 bis du Code des impôts ; participation de la presse à la société « Vidéo-grammes de France » ; presse communiste et démocratique ; assiette actuelle de la taxe sur les salaires ; programme commun de gouvernement de la gauche* [13 novembre 1972] (p. 5099) ; OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Crise de l'O.R.T.F. non résolue par le nouveau gou-*

vernement ; aggravation de l'autoritarisme du pouvoir ; rôle insignifiant du conseil d'administration ; émission d'un quart d'heure tous les trois mois en faveur des partis politiques ; pression du pouvoir sur les journalistes ; émissions partisanes ; silence envers le programme commun de gouvernement de la gauche ; conflits des personnels (p. 5107) ; *abaissement de la qualité ; sa demande d'un plan pour la liberté d'expression durant la campagne électorale officielle à soumettre à l'Assemblée Nationale* (p. 5108) ; Ligne 101 de l'Etat E : *Vote du groupe communiste contre celle-ci* (p. 5112).

GRAILLY (Michel de)

Député de Paris
(15e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [16 octobre 1968], (p. 3338) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel, tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [19 décembre 1969] (p. 2355) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1970] (p. 3311).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 284) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, n° 356 [9 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 361) tendant à modifier la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du territoire français des Afars et des Issas, n° 367 [16 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — Tome V. - Services du Premier Ministre : Territoires d'outre-mer, n° 394 [23 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 430) modifiée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 54-781 du 2 août 1954, ainsi que diverses autres dispositions, en vue de faciliter le logement des personnes seules et des étudiants, n° 556 [18 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Code de procédure pénale et du Code pénal relatives à la détention préventive, n° 811 [3 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 974) tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens ; 2° sa proposition de loi (n° 811) tendant à modifier les dispositions du Code de procédure pénale et du Code pénal relatives à la détention préventive, n° 1147 [21 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1245), adopté par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 1277 [23 juin 1970].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1245), adopté par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 1311 [24 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1271), modifié par le Sénat, tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, n° 1314 [24 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 1325 [26 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1332), modifié par le Sénat en deuxième lecture, tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, n° 1338 [29 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1770) instituant l'aide judiciaire, n° 1991 [2 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2063), modifié par le Sénat, instituant l'aide judiciaire, n° 2101 [2 décembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire n° 2175 [18 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Code pénal relatives aux interdictions, déchéances et incapacités professionnelles, et à modifier les dispositions du Code de procédure pénale relatives au casier judiciaire, n° 2337 [18 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2337) tendant à compléter les dispositions du Code pénal relatives aux interdictions, déchéances et incapacités professionnelles et à modifier les dispositions du Code de procédure pénale relatives au casier judiciaire, n° 2637 [15 novembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code civil un article 301-1 prévoyant la répartition des pensions de réversion prévues par les différentes législations de sécurité sociale et le Code des pensions civiles et militaires de retraite, entre la veuve et la femme divorcée des assurés décédés, n° 2723 [6 décembre 1972] ; ce document n'a pas été distribué.

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à*

remplacer dans l'amendement de M. Limouzy le mot « chapitre » par le mot « titre » [23 juillet 1968] (p. 2491) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 1er : *Possibilité de substituer la date du 1er juillet 1968 à celle du 22 juin 1968* [23 juillet 1968] (p. 2495) ; Art. 3 : *Substitution de date* (p. 2498) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 2498) ; Art. 5, 6, 7 et 8 : *Ses observations sur les amendements de M. Fanton* (p. 2499) ; Après l'Art. 8 *quinquies : Crise du logement ; report de la date d'application de l'article 342-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation en matière de réquisition de logements ; question d'attribution d'office de logements* (p. 2501) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er, son rappel au Règlement : *Ses observations sur la distribution du rapport* [8 octobre 1968] (p. 3109); Art. 9 : *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* [9 octobre 1968] (p. 3155) ; *représentation des étudiants en fonction de leur participation* (p. 3157) ; Art. 28 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « les conditions » à ajouter les mots : « et la procédure »* [10 octobre 1968] (p. 3241) ; *retrait de son amendement* (p. 3241) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Abdoulkader Moussa Ali tendant à modifier la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du territoire français des Afars et des Issas, en qualité de *Rapporteur : Modification de la répartition par circonscription des sièges à la Chambre des députés du territoire ; pouvoirs de l'Assemblée ; nécessité d'assurer une représentation sur des bases équivalentes ; augmentation du nombre des électeurs inscrits ; augmentation d'une unité de la représentation de la section d'Ali Sabieh en la portant de deux à trois députés ; diminution d'un siège de la représentation de Djibouti* [17 octobre 1968] (p. 3358, 3359) ; *ses observations sur les paroles de M. Abdoulkader Moussa Ali* (p. 3360) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Contrôle de la politique administrative ; ses observations sur les crédits ; possibilité d'un document récapitulatif de l'ensemble des crédits affectés aux territoires d'outre-mer ; situation des personnels en fonction dans les territoires d'outre-mer ; insuffisance de la proportion des personnels autochtones participant aux emplois de la catégorie A ; réforme du régime des congés ; prise en charge par l'Etat des fonctionnaires polynésiens ; action entreprise par le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer ; ses osbervations sur le Territoire français des Afars et des Issas ; question de la Polynésie* [4 novembre 1968] (p. 3877, 3878) ; Après l'Art. 73 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Gouvernement présentera chaque année, à l'appui des projets de loi de finances, un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements et aux territoires d'outre-mer. Cet état fera l'objet de deux documents distincts respectivement annexés au fascicule des départements d'outre-mer et à celui des territoires d'outre-mer. »* (p. 3890) ; *possibilité de reprendre son amendement lors de la discussion du budget des D.O.M.* (p. 3890) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, Après l'Art. 73 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Gouvernement présentera chaque année, à l'appui des projets de loi de finances, un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements et aux territoires d'outre-mer. Cet état fera l'objet de deux documents distincts respectivement annexés au fascicule des départements d'outre-mer et à celui des territoires d'outre-mer. »* [9 novembre 1968] (p. 4273) ; *ses observations sur son amendement ; date de communication de l'état récapitulatif* (p. 4273, 4274) ;

— du projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, Art. 2 : *Ses observations sur l'ordre du jour ; orientation du projet de loi* [20 novembre 1968] (p. 4760) ; *son amendement tendant, dans les deux alinéas du paragraphe II du texte de l'article 441 proposé par cet article, après les mots : « être offert » à insérer les mots : « ou demandé »* (p. 4760) ; *mainlevée des marchandises litigieuses non prohibées* (p. 4760) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe III du texte de l'article 441*

proposé par l'article 2, après les mots : « l'offre » à insérer les mots : « ou la demande » (p. 4760) ; *ses observations sur les amendements de M. Bouchacourt ; garantie offerte à l'assujetti* (p. 4761) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le 3° du texte proposé pour l'article 35* bis *du Code des douanes après les mots : « entachée d'inexactitude » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « en ce qui concerne les points de fait, le déclarant et son commettant sont seulement tenus au paiement des droits et taxe compromis ou éludés ; en cas de non-paiement l'action de recouvrement est portée devant le tribunal d'instance compétent »* (p. 4762) ; *notions de faute ou de négligence ; retrait de son amendement* (p. 4762) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Existence d'une section syndicale* [4 décembre 1968] (p. 5080) ;

— du projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : Art. 15 : *Ses observations sur la discussion de cet article* [9 décembre 1968] (p. 5230).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Consultation entreprise par le Gouvernement ; réforme régionale, ne pas confondre centralisation et bureaucratie ; ne pas confondre décentralisation et déconcentration ; composition et compétences des conseils régionaux ; loi référendaire ; nécessité d'éviter la création d'un pouvoir politique au niveau de la région ; ressources de la région ; fusion de l'actuel Sénat et du Conseil économique et social ; ses observations sur l'article 20 de la Constitution de 1946* [12 décembre 1968] (p. 5387 à 5389); *avis préalable du Sénat ; mécanisme des Commissions mixtes paritaires* (p. 5389).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Comsion des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, Art. 2 : *Cas d'interdiction d'aliénation par appartements d'un immeuble ; hypothèse d'un immeuble qui n'est pas encore divisé par appartements lorsque l'opération de rénovation est lancée* [19 décembre 1968] (p. 5681) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 54-781 du 2 août 1954 ainsi que diverses autres dispositions en vue de faciliter le logement des personnes seules et des étudiants, en qualité de *Rapporteur : Application des dispositions de la législation de 1954 ; obligations du propriétaire ; modifications faites par le Sénat* [19 décembre 1968] (p. 5687) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 1er de la loi du 2 août 1954 : « Le locataire ou l'occupant d'un appartement dont l'occupation est régie par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, comprenant une ou plusieurs pièces isolées... »* (p. 5687) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5687) ; Art. 2 : *Son amendement tendant au début du texte proposé pour l'article 2 de la loi du 2 août 1954 à substituer au mot : « communes » le mot : « locaux »* (p. 5687) ; *son amendement tendant, dans la fin du premier alinéa* in fine *du texte proposé pour l'article 2 de la loi du 2 août 1954, après les mots : « avec demande d'avis de réception » à substituer aux mots : « l'avisant » le mot : « l'informant »* (p. 5687) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le texte de cet article par un nouveau paragraphe : « les dispositions du présent article sont applicables aux conventions en cours. En conséquence, à rédiger ainsi le début de l'article : « I - Les alinéas... »* (p. 5688) ; *ses observations sur les conventions de sous-location ; application de la loi* (p. 5688) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 54-781 du 2 août 1954, la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, ainsi que diverses autres dispositions en vue de faciliter le logement des personnes seules et des étudiants »* (p. 5688) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Son amendement tendant au début du paragraphe 3° de cet article, à supprimer les mots : « prévues par les articles 265 à 267 et 434 à 442 du Code pénal »* [26 juin 1969] (p. 1759) ; *retrait de son amendement* (p. 1759) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'énumération des cinq départements faite dans cet article* (p. 1763) ; Avant l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'amnistie acquise en application des articles 1er (2°), 2, 8 et 9, ne dispense pas du paiement de l'amende »* (p. 1771) ; *retrait de son amendement* (p. 1771) ; Art. 23: *Interdiction faite aux personnes ayant eu*

connaissance, dans leurs fonctions, de condamnations amnistiées, de les rappeler sous quelque forme que ce soit (p. 1774) ; *ses observations sur l'infraction visée au premier alinéa* (p. 1775) ; en seconde délibération, Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'amnistie acquise en application des articles 2, 8 et 9 ne dispense pas du paiement de l'amende »* (p. 1779) ; *ses observations sur la place de cet article* (p. 1779) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 137-1 du Règlement : *Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « les inscrit » les mots : « décide de leur inscription »* [23 octobre 1969] (p. 2880) ; *demande de seconde délibération* (p. 2884, 2885) ; en seconde délibération, Art. 100 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter les modifications proposées pour le 7e alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « dans le 7e alinéa de cet article, après les mots : « commission saisie au fond » à insérer les mots : « le président ou le rapporteur de la Commission saisie pour avis »* (p. 2885) ; *discussion du rapport pour avis ; dépôt des amendements après que la Commission, saisie pour avis, a formulé cet avis* (p. 2885) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, Titre IV : *Ses observations sur les paroles de M. Louis-Alexis Delmas* [3 novembre 1969] (p. 3265) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Lignes de force de notre politique ; entente et coopération entre les nations ; politique européenne ; poursuite de la construction d'une Europe indépendante ; conférence de La Haye ; élargissement de l'organisation du traité de Rome ; renforcement des structures politiques de la communauté ; institutionnalisation de certaines procédures de coordination de nos politiques ; conférence paneuropéenne sur la sécurité ; Mouvement pour l'indépendance de l'Europe ; création d'une « organisation des nations européennes » dotée d'un secrétariat permanent* [4 novembre 1969] (p. 3315, 3316) ; JUSTICE : *Crise de la justice dans l'Etat ; crise de la justice dans la nation ; dégradation des moyens de fonctionnement de la justice ; vieillissement des structures et des mécanismes judiciaires ; réformes dans le domaine de la procédure pénale ; réforme de la détention préventive ; nécessité de multiplier les cabinets de juges d'instruction ; renforcement du contrôle judiciaire de la garde à vue ; fonctionnement de la justice civile ; situation des magistrats ; problèmes relatifs à l'équipement et au personnel de l'administration pénitentiaire ; ses observations sur le « compte général de la justice » ; institution à la Chancellerie d'un véritable laboratoire de criminologie ; élaboration d'un plan quinquennal de réforme judiciaire* [5 novembre 1969] (p. 3376, 3377) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Hoguet et Bousquet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 3 : *Réserve de cet article ; relèvement de la forclusion des commerçants contre qui ont été rendues des décisions de justice fondées sur l'existence d'une prescription biennale* [17 décembre 1969] (p. 5019) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Pendant un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, les locataires occupant matériellement les lieux, qui ont encouru la forclusion prévue par l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, en sont relevés de plein droit »* (p. 5019) ; *situation des locataires actuellement menacés d'expulsion ou qui sont sous le coup d'une décision judiciaire prescrivant leur expulsion avec déchéance de leur droit à propriété commerciale* (p. 5019, 5020) ; *ses observations sur le système proposé par M. Bousquet* (p. 5020, 5021) ; *principe de la chose jugée* (p. 5021) ; Art. 3 : *Ses observations sur cet article* (p. 5021) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « deux ans » les mots : « cinq ans »* (p. 5022) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 213 du Code civil : *Droits et devoirs respectifs des époux* [8 avril 1970] (p. 852) ; Art. 371-3 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots : « la maison familiale », à insérer les*

mots : « Si ce n'est pour engagement volontaire aux conditions fixées par les lois sur le recrutement des armées » (p. 856) ; *ses observations sur le fait que l'enfant ne peut quitter la maison familiale sans permission des père et mère ; cas d'enrôlement volontaire ; révision de la loi du 31 juillet 1968* (p. 856) ; Art. 371-4 du Code civil : *Droits des grands-parents* (p. 857) ; Art. 372 du Code civil : *Devoirs et droits respectifs des époux ; relations entre les parents et les enfants ; ses observations sur la fonction de la loi ; interprétation de l'exercice en commun, par les père et mère, de l'autorité parentale ; inconvénients pratiques en cas de non-modification du 1er alinéa de cet article ; exemple d'un désaccord des parents au sujet d'un voyage ; exemple du problème du choix de l'établissement scolaire ; intervention du tribunat ; ses observations sur « le cas d'abus » ; exemples étrangers* (p. 858, 859) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « en cas de désaccord sur une décision nécessaire, le père prend celle qu'il estime conforme à l'intérêt de l'enfant. Un recours au tribunal est ouvert à la mère en cas d'abus »* (p. 860) ; *son amendement tendant à remplacer les dispositions proposées par celles figurant au 2e alinéa de l'art. 213 dans le texte du projet de loi* (p. 862) ; Art. 375-3 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer dans le 4e alinéa (paragraphe 3) de cet article, les mots « sanitaire ou d'enseignement »* [9 avril 1970] (p. 886) ; *ses observations sur son amendement* (p. 886) ; Art. 375-2 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le 2e alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sanitaire ou d'enseignement »* (p. 890) ; Art. 1384 du Code civil : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Ducoloné : « ils seront déchargés de cette responsabitité lorsqu'une décision relevant de l'autorité parentale aura été prise par le juge en application de l'article 372, quant aux conséquences de cette décision »* (p. 904) ; *ses observations sur le fait qu'en cas de dissentiment entre les parents, il n'est pas concevable que celui qui fût d'un avis contraire, soit responsable des actes commis par son enfant* (p. 904) ; en deuxième lecture, Art. 372 et 372 *bis* du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour le mari de prendre la décision qui lui paraît la plus conforme à l'intérêt du ménage en cas de désaccord persistant entre les parents)* [20 mai 1970] (p. 1805) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1806) ; *cas de dissentiment des parents ; possibilité pour la mère de saisir la juridiction compétente* (p. 1806, 1807) ; *transfert de son amendement à l'article 372 bis* (p. 1807) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Ses observations sur les paroles du président* [21 avril 1970] (p. 1192) ; Art. 1er : *Inspiration et objectif du texte ; fixation du taux légal d'alcoolémie ; distinction entre le cas où le conducteur n'est pas conscient de l'état dans lequel il se trouve et le cas où, conscient de celui-ci, il commet un délit ; impossibilité de fixer une règle déterminant que le taux légal d'alcoolémie est atteint après l'ingestion de telle quantité de vin ou d'alcool ; ses observations sur les contraventions* (p. 1195, 1196) ; *son sous-amendement, tendant, dans l'amendement de M. Mazeaud, après les mots : « 0,80 gramme pour 1.000 », à insérer les mots : « sans qu'il atteigne 1,20 pour 1.000 »* [22 avril 1970] (p. 1219) ; *accentuation de la répression* (p. 1219) ; Après l'Art. 3 : *problème de savoir s'il faut rendre obligatoire la possession d'un alcootest pour chaque automobiliste ; ses observations sur les conditions dans lesquelles le délit eest commis* (p. 1223).

Modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière* [22 avril 1970] (p. 1224).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas de cet article* [23 avril 1970] (p. 1252) ; Art. 5 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « ainsi que le classement du conducteur »* (p. 1255) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1255) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Problème de la discussion commune des amendements et des sous-amendements* [29 avril 1970] (p. 1421) ; *son sous-*

amendement tendant au 4e alinéa (2°) du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal après le mot : « sciemment » à ajouter les mots : « et activement » (p. 1423) ; *répression des actions de violence ; travail de la Commission des lois ; actions de violence commises à partir de rassemblements ; sa question de savoir à quoi correspond la participation continue et volontaire* (p. 1423) ; *son sous-amendement tendant à compléter la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit par les mots : « et dire n'y avoir lieu à application des dispositions de l'article 55 du Code pénal »* (p. 1425) ; *réparation civile à une partie seulement des dommages ; rôle du juge* (p. 1425, 1426);

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, en qualité de *Rapporteur : Ses remerciements au personnel de la Commission et de l'Assemblée Nationale ; portée du projet de loi ; conception de la détention préventive ; jurisprudence des juges d'instruction ; difficulté de définir le critère de la mesure exceptionnelle que constitue la détention préventive ; mesures du contrôle judiciaire permettant d'assurer le contrôle des allées et venues et des activités de l'inculpé ; définition des fonctions de la détention préventive ; nécessité parfois de préserver les preuves ; détention préventive pouvant constituer une mesure de sûreté en mettant fin à l'infraction ou en prévenant son renouvellement ; possibilité de prévoir pour l'instruction des affaires criminelles des règles différentes de celles instituées pour l'instruction des délits ; limitation de la détention à quatre mois en matière délictuelle ; restriction des effets de la détention à la durée de l'instruction ; notion d'indemnisation du préjudice subi du fait d'une incarcération se révélant injuste ; détermination de la juridiction compétente ; contrôle des conditions d'exercice de la garde à vue ; exécution des peines ; règles de la semi-liberté ; suppression de la relégation et son remplacement par la tutelle pénale ; protection de la vie privée ; nécessité de préciser les possibilités d'action judiciaire dans le domaine civil en matière de protection de la vie privée ; captation de l'image ou enregistrement des paroles dans un lieu privé sans l'autorisation de la personne ; utilisation abusive de ces paroles et images frauduleusement captées ou enregistrées ; montage d'images ou de paroles captées ou enregistrées d'une manière régulière mais dont il est fait un usage abusif ; importance politique du projet de loi ; nécessité de donner à la justice les moyens d'un exercice convenable de ses fonctions* [27 mai 1970] (p. 1982 à 1985) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck-L'Huillier ; contrôle judiciaire* (p. 1990, 1991) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2002) ; Art. 137 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour cet article : « Le contrôle judiciaire et la détention provisoire ne peuvent être ordonnés qu'à raison des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté et selon les règles et conditions énoncées ci-après »* (p. 2006) ; *contrôle judiciaire ; détention provisoire* (p. 2006) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour le 1er alinéa de cet article du Code de procédure pénale : « Le contrôle judiciaire peut être ordonné par le juge d'instruction si l'inculpé encourt une peine d'emprisonnement correctionnelle ou une peine plus grave. Ce contrôle astreint l'inculpé... »* (p. 2007) ; *champ d'application du contrôle judiciaire* (p. 2007); *ses observations sur les amendements de M. Chazelle* (p. 2007) ; *confiscation des documents pouvant permettre à un individu de franchir une frontière ; absence de raison de lier la confiscation du permis de conduire à une infraction routière* (p. 2008) ; *nécessité de ne pas restreindre les possibilités offertes au juge d'instruction dans le cadre du contrôle judiciaire* (p. 2009) ; *fonctions du juge d'instruction ; usage du cautionnement* (p. 2009) ; *fonctions de la détention préventive ; existence des charges devant être prise en considération pour le maintien de l'inculpation* (p. 2010) ; *cas où le délit a été commis dans l'exercice d'une profession ; cas où le délit est commis à l'occasion de l'exercice d'une profession en se servant d'une qualité professionnelle* (p. 2010) ; *ses observations sur les activités syndicales de l'inculpé* (p. 2011) ; Art. 139 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « à tout moment », les mots : « en tout état de l'instruction »* (p. 2011) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « Avis de toute ordonnance prévue au présent article est donné par le greffier*

au Procureur de la République le jour même où elle est rendue » (p. 2011) ; Art. 140 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (mainlevée du contrôle judiciaire)* (p. 2012) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2012) ; *droits de la défense ; rôle de la chambre d'accusation ; indépendance du juge d'instruction par rapport au Parquet* (p. 2012) ; Art. 141 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article : « Les ordonnances prévues aux articles 138, 139 et 140 sont notifiées verbalement par le juge d'instruction à l'inculpé avec mention de cette notification au procès-verbal* » (p. 2013) ; *formalités imposées au juge d'instruction pour la notification de sa décision* (p. 2013) ; *possibilité que le prévenu soit convoqué par lettre recommandée* (p. 2013, 2014) ; Art. 142 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (rôle de l'ordonnance de règlement)* (p. 2014) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; nécessité de prévoir une juridiction compétente entre le dessaisissement du juge d'instruction et la comparution du prévenu devant le tribunal* (p. 2014) ; Art. 143 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (situation de l'inculpé qui se soustrait volontairement aux obligations du contrôle judiciaire)* (p. 2014) ; *possibilité pour le juge d'instruction de prononcer une amende contre l'inculpé qui se soustrait aux obligations du contrôle* (p. 2015) ; Art. 145 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour cet article la disposition suivante : « L'article 145 du Code de procédure pénale est abrogé* » (p. 2015) ; *mise en liberté pouvant être assortie du contrôle judiciaire et subordonnée au versement d'un cautionnement* (p. 2015) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour cet article : « le juge d'instruction peut, à la demande de l'inculpé, ordonner que la partie du cautionnement affectée à la garantie des droits de la victime soit versée à celle-ci par provision* » (p. 2015) ; *inculpé pouvant préférer désintéresser partiellement la victime ; rôle du juge d'instruction* (p. 2015, 2016) ; *ses observations sur les paroles de M. Charles Bignon* (p. 2016) ; *nouvelle rédaction de son amendement* (p. 2016) ; Art. 147 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant après les mots : « a satisfait aux obligations » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « du contrôle judiciaire et à exécuter le jugement* » (p. 2016) ; *sort du cautionnement* (p. 2016) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Elle est acquise à l'Etat dans le cas contraire, sauf motif légitime d'excuse* » (p. 2017) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour cet article : « Elle est néanmoins toujours restituée en cas de non-lieu, d'absolution ou d'acquittement* » (p. 2017) ; Art. 149 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à substituer à la modification proposée pour cet article la disposition suivante : « L'article 149 du Code de procédure pénale est abrogé* » (p. 2017) ; *possibilité pour l'Assemblée Nationale, contrairement à ce que proposaient les amendements, de maintenir cet article du Code de procédure pénale* (p. 2017) ; Art. 150 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (cas où la détention provisoire peut être ordonnée et maintenue)* [28 mai 1970] (p. 2029) ; *ses observations sur la pratique de la détention préventive ; fonctions de cette détention ; obligation pour le juge de motiver ses décisions ; limites apportées aux effets des condamnations avant que celles-ci ne soient définitives* (p. 2029, 2030) ; *compétence et procédure pour statuer sur les mesures provisoires entre le dessaisissement du juge d'instruction et le jugement au fond de la juridiction répressive ; principe selon lequel le dessaisissement du juge d'instruction met fin à sa compétence en matière de détention provisoire* (p. 2031) ; *mesures de détention provisoire en matière d'abandon de famille ; ses observations sur les cas graves d'abus de confiance* (p. 2031, 2032) ; *cas de l'inculpé qui se soustrait aux mesures de contrôle judiciaire* (p. 2032) ; Art. 150-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (motivation de l'ordonnance du juge d'instruction prescrivant la détention provisoire ; délai de cette ordonnance)* (p. 2032) ; Art. 150-2 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2032) ; Art. 150-3 du

Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (possibilité en matière criminelle que la détention provisoire puisse être prescrite par ordonnance non motivée)* (p. 2032) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2032) ; Art. 150-4 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « lorsqu'elle n'est pas de droit »* (p. 2033) ; Art. 150-5 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du 1er alinéa du texte proposé pour cet article : « en toute matière, la mise en liberté peut être demandée... »* (p. 2033) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 150-5, après les mots : « par ordonnance spécialement motivée » à insérer les mots : « dans les conditions prévues à l'article 150-1 »* (p. 2033) ; *son amendement tendant après le 3e alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa : « La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie de mesures de contrôle judiciaire »* (p. 2033) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « dans les 15 jours de cette demande » les mots : « dans les 15 jours de sa saisine »* (p. 2033) ; *ses observations sur la mise en liberté* (p. 2033) ; Art. 150-6 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (possibilité pour le Procureur de la République de requérir la mise en liberté de l'inculpé pour des motifs tirés de l'intérêt public ou social)* (p. 2033) ; *retrait de son amendement* (p. 2033) ; Art. 150-7 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2034) ; *retrait de son amendement* (p. 2034) ; Art. 150-8 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article : nécessité pour l'inculpé, préalablement à la mise en liberté, d'élire domicile dans la ville où se poursuit l'information)* (p. 2034) ; *retrait de son amendement* (p. 2034) ; Art. 150-9 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « lorsque cette détention lui a causé un préjudice manifestement anormal et d'une particulière gravité »* (p. 2034) ; *droit à indemnisation de l'individu qui aura subi une détention injustifiée ; compétence d'une commission pour statuer sur les indemnisations ; sa composition* (p. 2034) ; *retrait de son amendement* (p. 2035) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2035) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant au début du 1er alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « la commission » à insérer les mots : « saisie par voie de requête dans le délai de six mois de la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement devenue définitive »* (p. 2036) ; *fixation de la décision de non-lieu, relaxe et acquittement* (p. 2036) ; *son amendement tendant à compléter le 2e alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Le débat est oral et le requérant peut être entendu personnellement sur sa demande »* (p. 2037) ; *renforcement des droits du demandeur en indemnisation devant la Commission* (p. 2037) ; Art. 150-12 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte déposé pour cet article, à supprimer les mots : « sauf le recours de celui-ci contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin dont la faute aurait provoqué la détention ou sa prolongation »* (p. 2037) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'intitulé de la sous-section 3 : « De l'indemnisation en raison d'une détention provisoire »* (p. 2038) ; *son amendement tendant à une modification de l'intitulé de la section 7 du chapitre 1er du titre III du Livre 1er du Code de procédure pénale : « Du contrôle judiciaire et de la détention provisoire »* (p. 2038) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 122 du Code de procédure pénale par la phrase suivante : « jusqu'à sa comparution devant le juge d'instruction dans les cinq jours de l'incarcération »* (p. 2039) ; *obligation faite au juge d'instruction de motiver l'incarcération de l'inculpé ; mandat d'arrêt ; limitation à un délai très bref de la première incarcération* (p. 2039) ; *son amendement tendant après l'article 1er à insérer un nouvel article : « en matière correctionnelle, les mandats de dépôt ne peuvent être décernés qu'en exécution d'une ordonnance spécialement motivée dans les conditions prescrites à l'article 150 »* (p. 2040) ; Art. 178 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots : « le tribunal de police » à supprimer la fin de cet article* (p. 2040) ; *ordonnance de règlement du juge d'ins-*

truction (p. 2040) ; Art. 179 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa du texte proposé pour cet article (situation du prévenu après l'ordonnance de règlement)* (p. 2040) ; *principe que l'ordonnance de règlement met fin à la détention provisoire* (p. 2040) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa du texte proposé pour cet article : « cette ordonnance cesse de produire effet à l'expiration d'un délai de quatre mois »* (p. 2040) ; *limitation dans le temps de la durée de la détention préventive* (p. 2040) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 186 du Code de procédure pénale, après les mots : « Articles 87... » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « 140, 142, 150-1, 150-5, 156 (alinéa 2), 159 (alinéa 2), 167 (alinéa 2) et 179 »* (p. 2041) ; *droit d'appel de l'inculpé contre les ordonnances du juge d'instruction* (p. 2041) ; *son amendement tendant, dans le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 186 du Code de procédure pénale à supprimer les mots : « ainsi que des ordonnances prévues aux articles 156 (alinéa 2), 159 (alinéa 2) et 167 (alinéa 2) »* (p. 2041) ; *son amendement tendant au début du sixième alinéa du texte proposé pour l'article 186 du Code de procédure pénale à substituer aux mots : « en cas d'appel du ministère public » les mots : « en cas d'appel par le ministère public d'une ordonnance de mise en liberté »* (p. 2042) ; *possibilité pour le Parquet de requérir la mise en détention au moment de la clôture de l'instruction* (p. 2042) ; *son amendement tendant au début du septième alinéa du texte proposé pour l'article 186 du Code de procédure pénale à substituer aux mots : « en cas d'appel du ministère public contre une ordonnance » les mots : « en cas d'appel par le ministère public d'une ordonnance »* (p. 2042) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 213 du Code de procédure pénale (remise en liberté du prévenu détenu ; pouvoirs de la Chambre d'accusation)* (p. 2042) ; *cas dans lequel la clôture de l'instruction est prononcée par la Chambre d'accusation* (p. 2042) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 213 du Code de procédure pénale* (p. 2042) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 215-1 du Code de procédure pénale à substituer aux mots : « se retrouve » les mots : « se trouve »* (p. 2042) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à modifier l'article 397 du Code de procédure pénale (cas où l'affaire n'est pas en état de recevoir jugement)* (p. 2042, 2043) ; *pouvoirs de la juridiction de jugement en matière de détention provisoire ; situation du prévenu en cas de flagrant délit lorsque le tribunal n'est pas en état de juger l'affaire en première audience* (p. 2043) ; *son amendement tendant à modifier le premier alinéa de l'article 465 du Code de procédure pénale (cas où le tribunal peut décerner mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu)* (p. 2043) ; *situation de l'inculpé coupable lorsque la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement* (p. 2043) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « l'article 471 du Code de procédure pénale est abrogé »* (p. 2043) ; *retrait de son amendement* (p. 2043) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « l'article 501 du Code de procédure pénale est abrogé »* (p. 2044) ; *retrait de son amendement* (p. 2044) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à modifier l'article 569 du Code de procédure pénale (pourvoi en cassation)* (p. 2044) ; Après l'Art. 9 : *Respect des droits de la défense* (p. 2044) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à modifier l'article 24 du Code pénal (déduction de la détention de la durée de la peine prononcée par le jugement ou l'arrêt de condamnation)* (p. 2044) ; *imputation de la durée de la détention préventive sur la durée de la peine* (p 2044) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 248 du Code pénal (amende infligée à l'inculpé qui se soustraira à l'une des obligations du contrôle judiciaire)* (p. 2045) ; *son amendement tendant à compléter l'article 575 du Code de procédure pénale par le nouvel alinéa suivant : « en matière d'atteintes aux droits individuels telles que définies aux articles 114 à 122 et 341 à 344 du Code pénal »* (p. 2045) ; *pourvoi de la partie civile devant la Cour de cassation ; cas où un citoyen s'est constitué partie civile contre un attentat à la liberté ; ses observations sur les dispositions d'un arrêt dame Ferrari rendu en 1959 par la Cour de cassation* (p. 2045) ; *exceptions prévues à l'article 575 du Code de procédure pénale* (p. 2045, 2046) ; *son amendement tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (impossibilité de*

prononcer une mesure de détention provisoire à l'encontre d'un mineur de seize ans) (p. 2046) ; *diminution des droits du juge des enfants* (p. 2046) ; Art. 11 : *La cour de sûreté de l'Etat est une garantie des droits individuels ; problème de la garde à vue ; ses observations sur les arrêts rendus par la Cour de sûreté* (p. 2049, 2050) ; Avant l'Art. 16 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à insérer avant le texte proposé pour cet article un nouvel alinéa (poursuite des crimes et délits déférés à la Cour de sûreté de l'Etat)* (p. 2050, 2051) ; *fixation des règles de procédure pénale devant cette Cour* (p. 2051) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Formalités en matière de garde à vue* (p. 2052) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2053) ; *nécessité de limiter à une prolongation de 48 heures la durée initiale* (p. 2053) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant : « les formalités prévues au présent article sont prescrites à peine de nullité de la procédure »* (p. 2054) ; *exécution de la garde à vue en matière de sûreté de l'Etat ; fonctions de la garde à vue ; ses observations sur la Convention européenne des droits de l'homme ; problème de sa ratification* (p. 2054) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 2055, 2056) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « pour l'exécution de la garde à vue prévue au présent article, les formalités énoncées aux articles 63, alinéas 2 et 3, 64, alinéas 1, 2, 4 et 5, 77, alinéas 1 et 2, 154, alinéa 1, sont prescrites à peine de nullité de la procédure »* (p. 2062) ; *obligation pour l'officier de police judiciaire de conduire la personne gardée à vue devant le Procureur de la République ; obligation de mentionner sur le procès-verbal d'audition de toute personne gardée à vue la durée des interrogatoires ; obligation de faire émarger cette mention par les personnes intéressées ; désignation d'un médecin pour l'examen de la personne gardée à vue* (p. 2063) ; *rôle du juge d'instruction* (p. 2064, 2065) ; Art. 29 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « ou prolongeant la détention provisoire »* (p. 2065) ; *suppression de l'obligation des ordonnances de prolongation* (p. 2065) ; Art. 39 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2066) ; *retrait de son amendement* (p. 2066) ; Art. 48 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Cas de l'état d'urgence* (p. 2066) ; *son amendement tendant au 1° du texte proposé pour l'alinéa 1 de cet article, à substituer au mot : « 15 » le mot : « 12 »* (p. 2066) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un article après l'article 78 du Code de procédure pénale : « Les formalités prescrites aux articles 63, 61 et 77 sont prescrites à peine de nullité de la procédure »* (p. 2066) ; *problème de la nullité de la procédure en matière de droit commun ; retrait de son amendement* (p. 2066, 2067) ; *son amendement tendant à compléter l'article 154 du Code de procédure pénale par un nouvel article : « Les formalités prévues au présent article sont prescrites à peine de nullité de la procédure »* (p. 2067) ; *retrait de son amendement* (p. 2067) ; Titre de la deuxième partie : *Son amendement tendant à rédiger ainsi ce titre : « De la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et de la garde à vue »* (p. 2067) ; *retrait de son amendement* (p. 2067) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article 9 du Code civil : « Toute atteinte illicite à la vie privée donne à celui qui l'a subie le droit de demander qu'il y soit mit fin, sans préjudice de la responsabilité qui peut en résulter pour son auteur »* (p. 2067) ; *protection de la vie privée* (p. 2067, 2068) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 9 du Code civil, à substituer aux mots : « telles que séquestre, saisie et astreintes, propres à empêcher une atteinte à l'intimité de la vie privée » les mots : « telles que séquestre et saisie, propres à empêcher ou faire cesser une telle atteinte »* (p. 2068) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 9 du Code civil à supprimer les mots : « en cas de particulière gravité »* (p. 2068) ; *mesures prises par le juge des référés en cas d'urgence* (p. 2068) ; *ses observations sur les suggestions du Garde des Sceaux* (p. 2069) ; *ses observations sur l'article 1382 du Code civil ; problème du référé* (p. 2069) ; Art. 368 du Code pénal : *Son amendement*

tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par cet article, à substituer aux mots : « quiconque aura en vue de porter une atteinte à l'intimité de la vie privée ou de tirer au profit d'une telle atteinte » les mots : « quiconque aura frauduleusement porté atteinte à la vie privée d'autrui » (p. 2072) ; *ses observations sur son amendement et les sous-amendements de M. Mazeaud* (p. 2072) ; *retrait de son amendement* (p. 2073) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article : « En enregistrant ou transmettant au moyen d'un appareil quelconque des paroles prononcées en privé par une personne, sans le consentement de celle-ci »* (p. 2073) ; *répression de l'enregistrement, qu'il s'agisse de l'image ou des paroles ; problème de la conservation des documents visuels ou sonores* (p. 2074) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « fixé ou transmis » les mots : « en fixant ou transmettant »* (p. 2075) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « lorsque les actes énoncés au présent article auront été accomplis au cours d'une réunion au vu et au su de ses participants, le consentement de ceux-ci sera présumé »* (p. 2075) ; *champ d'application de cet article* (p. 2075) ; Art. 369 du Code pénal : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « en vue de porter atteinte à l'intimité de la vie privée ou de tirer un profit d'une telle atteinte »* p. 2076) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « quel qu'en soit le contenu »* (p. 2076) ; *son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Sera puni des mêmes peines quiconque aura utilisé à des fins lucratives directes ou indirectes, l'image ou l'enregistrement des paroles d'une personne sans son consentement »* (p. 2076) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « au moyen de l'écrit, même introduit de l'étranger, de la parole ou de l'image, même si ces dernières ont été émises de l'étranger, pourvu qu'elles aient été perçues en France »* (p. 2076) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer le mot : « reconnues »* (p. 2076) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « l'infraction est constituée dès lors que la publication est faite, reçue ou perçue en France »* (p. 2076) ; *exemple de la princesse Soraya ; situation des personnes responsables des publications* (p. 2076) ; Art. 370 du Code pénal : *Ses observations sur les circonstances dans lesquelles le montage serait consécutif d'une infraction notamment en cas de manipulation malveillante* (p. 2077) ; Art. 371 du Code pénal : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « au même article » les mots : « audit article 368 »* (p. 2078) ; Art. 372 du Code pénal : *Tentative de délit* (p. 2078) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 721, à substituer aux mots : « de l'application des peines » les mots : « de l'exécution des peines » et en conséquence, dans les articles suivants du présent texte, à substituer aux mots : « juge de l'application des peines » les mots : « juge de l'exécution des peines »* (p. 2080) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « suivre un enseignement » à insérer les mots : « ou de recevoir une formation professionnelle »* (p. 2080) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 723 du Code de procédure pénale, à remplacer les mots : « est tenu de réintégrer » par les mots : « est astreint à rejoindre »* (p. 2080) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 723-1 du Code de procédure pénale, à substituer aux mots : « justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle ou de l'assiduité à un enseignement » les mots : « justifiant, soit de l'exercice d'une activité professionnelle, soit de l'assiduité à un enseignement, à un stage de formation professionnelle ou à un traitement médical en cours »* (p. 2080) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 723-2 du Code de procédure pénale, à substituer aux mots : « trois jours » les*

mots : « cinq jours » (p. 2080) ; Art. 734-1 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin* (p. 2081) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1 du Code de procédure pénale, à substituer aux mots : « soit une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à deux mois, soit à une peine criminelle » les mots : « soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à deux mois »* (p. 2081) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (application du sursis)* (p. 2082) ; Art. 735 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour cet article (cas où le condamné n'a encouru aucune poursuite pendant le délai de cinq ans à dater du jugement)* (p. 2082) ; *fonctions du sursis* (p. 2082) ; Art. 738 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « soit à deux peines d'emprisonnement non confondues, chacune d'une durée supérieure à deux mois, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à une année, soit à une peine criminelle » les mots : « soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à une année, soit à deux peines d'emprisonnement non confondues, chacune d'une durée supérieure à deux mois »* (p. 2083) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « peuvent seules être assorties du sursis avec mise à l'épreuve les condamnations » les mots : « le sursis est applicable aux condamnations »* (p. 2083) ; *retrait de son amendement* (p. 2083) ; Art. 739 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à remplacer les deuxième et troisième phrases du texte proposé pour le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Toutefois, elle peut être soumise par le condamné, dans le délai d'un mois à compter de la notification qui lui en est faite, à l'examen du tribunal correctionnel qui peut la valider, la rapporter ou la modifier »* (p. 2083) ; *son amendement tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « aménager » le mot : « alléger »* (p. 2083) ; *régime juridique de la probation* (p. 2083) ; Art. 741-2 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « que ce condamné sera conduit et retenu » les mots : « que le condamné sera provisoirement incarcéré »* (p. 2084) ; *son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer l'alinéa suivant : « Cette décision peut être prise sur délégation par le juge de l'exécution des peines dans le ressort duquel le condamné est trouvé »* (p. 2084) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2084) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2084) ; Art. 741-3 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à modifier le texte proposé pour cet article (saisine du tribunal correctionnel)* (p. 2084) ; Art. 742 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (compétence du tribunal correctionnel)* (p. 2085) ; Après l'Art. 742 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où le tribunal correctionnel prolonge le délai d'épreuve)* (p. 2085) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (exécution partielle de la peine)* (p. 2085) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où le tribunal correctionnel ordonne l'exécution de la totalité de la peine ; cas où le sursis avec mise à l'épreuve a été accordé après une première condamnation déjà prononcée sous le même bénéfice)* (p. 2085) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Lorsque le tribunal correctionnel ordonne l'exécution de la peine en totalité ou en partie, il peut, par décision spéciale et motivée, faire incarcérer le condamné »* (p. 2085) ; Art. 744 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au chiffre « 741-2 » le chiffre « 741-3 »* (p. 2086) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au chiffre : « 741-3 » le chiffre : « 741-2 »* (p. 2086) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier*

alinéa du texte proposé pour cet article : « Le tribunal statue en chambre du conseil sur rapport écrit du juge de l'exécution des peines » (p. 2086) ; *exclusion du juge de l'application des peines au délibéré du tribunal* (p. 2086) ; Art. 744-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à substituer aux trois alinéas du texte proposé pour cet article un nouvel alinéa (voies de recours)* (p. 2086) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par deux alinéas (effet des décisions prises par le tribunal en application de l'article 742-4)* (p. 2086) ; Art. 744-2 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2086) ; Art. 744-4 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant après les mots « d'une nouvelle condamnation » à rédiger comme suit la fin de cet article : « ... soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis, la peine assortie du sursis avec mise à l'épreuve est d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la dernière »* (p. 2087) ; *révocation du sursis avec mise à l'épreuve* (p. 2087) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par de nouvelles dispositions (problème des sursis successifs)* (p. 2087) ; Art. 745-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (effets du sursis avec mise à l'épreuve)* (p. 2087) ; Après l'Art. 22 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (réhabilitation)* (p. 2088) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans tous les textes où il est fait mention du juge de l'application des peines, cette mention sera remplacée par celle du juge de l'exécution des peines »* (p. 2089) ; Avant l'Art. 23 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (suppression de la peine de la relégation)* (p. 2089) ; *institution de la tutelle pénale* (p. 2089) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa* (p. 2089) ; Art. 58-1 du Code pénal : *Son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Elle ne peut l'être qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévu à l'article 81 du Code de procédure pénale »* (p. 2090) ; *conditions de l'application de la tutelle pénale* (p. 2090) ; Art. 58-2 du Code pénal : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2090) ; *durée de la tutelle pénale* (p. 2090) ; *ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p. 2090) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2091) ; *ses observations sur la durée de la tutelle pénale ; problème de la limitation à soixante-cinq ans de l'exécution de cette tutelle* (p. 2091) ; Art. 728-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer après les mots : « à cet effet » les mots : « à défaut »* (p. 2092) ; *exécution de la tutelle pénale dans un établissement aménagé à cet effet ; utilisation des quartiers spéciaux de maisons non spécialisées* (p. 2092, 2093) ; Art. 728-2 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant au début du dernier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « en cas de non-admission » les mots : « si le condamné n'a pas été admis »* (p. 2093) ; Art. 728-3 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2093) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2094) ; Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour compléter le premier alinéa de l'article 463 du Code de procédure pénale, à substituer aux mots : « peut procéder ou faire procéder » les mots : « procède ou fait procéder »* (p. 2094) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2094) ; Avant l'Art. 37 : *Son amendement tendant à insérer un titre ainsi rédigé : « Sixième partie. — Dispositions transitoires et diverses »* (p. 2094) ; Art. 37 : *Son amendement tendant après les mots : « exécuté cette peine » à rédiger comme suit la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article : « si la condamnation à cette peine a été prononcée hors des conditions prévues pour l'application de la tutelle pénale »* (p. 2095) ; Art. 42 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa (1°) de cet article à supprimer les mots : « âgés de plus de soixante-cinq ans ainsi que ceux »* (p. 2095) ; Art. 44 : *Son amendement tendant, dans cet article, à remplacer le mot : « promulgation » par le mot :*

« *publication* » (p. 2096) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « dans un délai de trois mois » les mots : « dans un délai de six mois »* (p. 2096) ; *problème de l'indemnisation ; retrait de son amendement* (p. 2096) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (compétences du préfet en matière de suspension du permis de conduire)* (p. 2096) ; *cas où le tribunal a prononcé un jugement de relaxe* (p. 2097) ; *suppression de la validité des clauses interdisant la présence d'animaux domestiques dans les locaux* (p. 2098) ; EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 142-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les pouvoirs conférés au juge d'instruction par les articles 139 et 140 appartiennent, en tout état de cause, à la juridiction compétente selon les distinctions de l'article 150-6 »* (p. 2099) ; Art. 143 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (sanctions de l'inexécution des obligations du contrôle judiciaire)* (p. 2099) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « le juge d'instruction peut, à la demande de l'inculpé, ordonner que la partie du cautionnement affectée à la garantie des droits de la victime soit versée à celle-ci par provision, avec son consentement »* (p. 2099) ; Art. 147 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « a exécuté le jugement » les mots : « s'est soumis à l'exécution du jugement »* (p. 2099) ; *remboursement du cautionnement* (p. 2100) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 213 du Code de procédure pénale à substituer aux mots : « 2e et 3e alinéas de l'article 179 » les mots : « 3e et 4e alinéas de l'article 179 »* (p. 2100) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Dans toutes dispositions législatives et notamment aux articles »* (p. 2100) ; Art. 10 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2100) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Réforme du régime légal de la détention préventive ; règles de procédure applicables devant la Cour de sûreté de l'Etat ; protection de la vie privée des citoyens ; modifications faites par le Sénat* [25 juin 1970] (p. 3079) ; Art. 137 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « le contrôle judiciaire et la détention provisoire ne peuvent être ordonnés qu'à raison des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté et selon les règles et conditions énoncées ci-après »* (p. 3080) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « selon sa personnalité, sa situation et la nature de l'infraction » les mots « selon la décision du juge d'instruction »* (p. 3080) ; *contrôle judiciaire : rôle du juge d'instruction pour appliquer les mesures du contrôle judiciaire* (p. 3080) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit le septième alinéa* (5°) *du texte proposé pour cet article : « se présenter périodiquement aux services ou autorités désignés par le juge d'instruction sous l'obligation d'observer la plus stricte discrétion sur les faits reprochés à l'inculpé »* (p. 3080) ; *champ d'application du texte ; énumération des obligations du contrôle judiciaire* (p. 3080) ; *modifications de son amendement* (p. 3081) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du neuvième alinéa* (7°) *du texte proposé pour cet article : « remettre soit au greffe, soit à un service de police ou à une brigade de gendarmerie tous documents justificatifs de l'identité et notamment le passeport en échange d'un récépissé valant justification de l'identité »* (p. 3081) ; *son amendement tendant, à la fin du treizième alinéa* (11°) *du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots « et de la gravité de l'inculpation »* (p. 3081) ; *problème du cautionnement* (p. 3081) ; Art. 139 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer le mot « motivée »* (p. 3081) ; *motivation de l'ordonnance de placement sous contrôle judiciaire* (p. 3081) ; *ses observations sur l'exécution provisoire* (p. 3082) ; Art. 140 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (mainlevée du contrôle judiciaire)* (p. 3083) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 3083) ; *son amendement tendant, à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet arti-*

cle, à supprimer les mots : « sauf si des vérifications concernant la demande de l'inculpé ont été ordonnées » (p. 3083) ; *ses observations sur le délai imparti au juge d'instruction pour statuer sur la demande de mainlevée ; retrait de son amendement* (p. 3083) ; Art. 143 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « quelle que soit » à insérer les mots « la durée de »* (p. 3083) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « avec le consentement de l'inculpé » les mots « à la demande de l'inculpé »* (p. 3083) ; *possibilité qu'une partie du cautionnement affectée à la garantie des droits de la victime soit versée par provision* (p. 3083, 3084) ; *son amendement tendant à substituer, à la fin du texte proposé pour cet article, aux mots « d'une dette alimentaire soit versée à ceux-ci par provision, sur leur demande » les mots : « de l'obligation alimentaire soit versée à celle-ci par provision »* (p. 3084) ; Art. 150-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot « motivée » à supprimer la virgule* (p. 3084) ; Art. 150-3 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « sans ordonnance préalable du juge d'instruction » les mots « par mandat du juge d'instruction, sans ordonnance préalable »* (p. 3084) ; *détention en matière criminelle* (p. 3084) ; Art. 150-8 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 3085) ; *mise en liberté décidée par la chambre d'accusation ; garantie de la motivation* (p. 3085) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « seules les décisions de rejet sont obligatoirement motivées »* (p. 3085) ; *indemnisation en raison du préjudice subi du fait de l'incarcération* (p. 3085) ; *son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture « les débats ont lieu et la décision est rendue en chambre du conseil. Le débat est oral et le requérant peut être entendu personnellement sur sa demande »* (p. 3086) ; *recours en indemnisation* (p. 3086) ; Art. 178 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer la fin du texte proposé pour cet article, à partie des mots : « le prévenu détenu »* (p. 3086) ; *cas où l'infraction est considérée comme une contravention* (p. 3086, 3087) ; *son amendement tendant à substituer, à la dernière phrase du texte proposé pour le deuxième alinéa de cet article, les mots « ou au contrôle judiciaire »* (p. 3087) ; *hypothèse du renvoi devant le tribunal correctionnel* (p. 3087) ; *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (possibilité de maintenir le prévenu en état de détention provisoire, sous contrôle judiciaire, jusqu'à sa comparution devant le tribunal par une ordonnance distincte spécialement motivée)* (p. 3087) ; *son sous-amendement tendant à compléter, dans son précédent amendement, les mots « article 150 » par les mots « paragraphe 2° »* (p. 3087) ; *fonctions de la détention préventive* (p. 3087) ; Art. 183 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « mentionnées » les mots « écrites avec émargement »* (p. 3088) ; *rapports entre le juge d'instruction et le conseil de l'inculpé* (p. 3088) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au chiffre « 141 » le chiffre « 140 »* (p. 3088) ; *énumération des ordonnances dont l'inculpé peut faire appel* (p. 3088) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre, pour le deuxième alinéa de cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale (fin du contrôle judiciaire)* (p. 3088) ; *cas de renvoi devant le tribunal correctionnel* (p. 3088) ; Art. 6 *bis* : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (cas où l'affaire n'est pas en état de recevoir jugement)* (p. 3089) ; *ses observations sur le flagrant délit* (p. 3089) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « le prévenu détenu condamné à une peine d'emprisonnement est remis en liberté aussitôt que la détention a atteint celle de la peine prononcée »* (p. 3089) ; *retrait de son amendement* (p. 3089) ; Art. 9 : *Son amendement*

tendant à une nouvelle rédaction de cet article (pourvoi en cassation) (p. 3090) ; *retrait de son amendement* (p. 3090) ; Art. 10 *quater* : *Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « il pourra décerner tous mandats utiles ou prescrire le contrôle judiciaire en se conformant aux règles du droit commun. Toutefois, en matière correctionnelle il ne pourra prononcer une mesure de détention provisoire à l'encontre d'un mineur de 16 ans »* (p. 3090) ; *son amendement tendant à reprendre pour le paragraphe 2 de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale : « dans l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante », les mots : « seize ans » sont substitués aux mots : « treize ans »* (p. 3090) ; *cas des enfants déliquants* (p. 3091) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (maintien de la Cour de sûreté de l'Etat)* (p. 3092, 3093) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée Nationale en première lecture : « L'article 22 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 est abrogé »* (p. 3093) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 3093) ; *protection de la vie privée* (p. 3093) ; Art. 735 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa du texte proposé pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (cas où le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt)* (p. 3094) ; *problème du sursis* (p. 3094) ; Art. 744-4 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa du texte proposé pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (cas où le condamné commet, au cours du délai d'épreuve, un crime ou un délit de droit commun suivi d'une nouvelle condamnation)* (p. 3094) ; *ses observations sur le sursis avec mise à l'épreuve* (p. 3094) ; Art. 22 *bis* : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « La réhabilitation efface la condamnation, nul ne peut en faire état, elle fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités »* (p. 3095) ; *son amendement tendant à compléter l'article* 22 bis *par un nouvel alinéa : « Dans ce cas, les bulletins 1, 2 et 3 du casier judiciaire ne doivent pas mentionner la condamnation »* (p. 3095) ; Art. 44 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 3097) ; *application du texte dans le temps ; ses observations sur le sort qui sera réservé aux demandes de mise en liberté provisoire* (p. 3097) ; *ses observations sur les actes de procédure légalement accomplis jusqu'au 31 décembre 1970* (p. 3097, 3098) ; EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 22 *bis* : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Dans ce cas, les bulletins n°s 2 et 3 du casier judiciaire et, à l'expiration des délais prévus au dernier alinéa de l'article 774, le bulletin n° 1 ne doivent pas mentionner la condamnation »* (p. 3098) ; **en troisième lecture**, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3297) ; Art. 150-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant après les mots : « à l'inculpé » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de cet article : « et copie intégrale lui en est remise contre émargement au dossier de la procédure »* (p. 3297) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « Les ordonnances visées au présent article sont rendues après avis du procureur de la République et observations de l'inculpé ou de son conseil »* (p. 3297) ; *motivation de l'ordonnance prescrivant la détention provisoire d'un inculpé en matière correctionnelle* (p. 3297, 3298) ; *notification de l'ordonnance prescrivant la détention* (p. 3298) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Seules les décisions de rejet sont obligatoirement motivées »* (p. 3298) ; *indemnisation à la suite de relaxe ou de non-lieu de l'inculpé ayant subi une détention provisoire* (p. 3298) ; *motivation de l'ordonnance* (p. 3299) ; Art. 1er *ter* : *Son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 135 du Code de procédure pénale à insérer un nouvel alinéa : « En matière correctionnelle, les mandats de dépôts ne peuvent être décernés qu'en exécution de l'ordonnance prévue à l'article 150-1 »* (p. 3299) ; *motivation des ordonnances de mise en état de détention provisoire* (p. 3299) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier*

alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 15 janvier 1963 : « Pour l'exécution de la garde à vue prévue au présent article, les formalités énoncées aux articles 63, alinéas 2 et 3, 64, alinéas 1, 2 et 5, 77, alinéas 1 et 2, 154, alinéa 1, sont prescrites à peine de nullité de la procédure » (p. 3300) ; *exécution des formalités de la garde à vue* (p. 3300) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 15 janvier 1963* (p. 3300) ; Art. 22 *bis* : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (cas où il n'existe pas de fiche au casier judiciaire ou que la fiche porte mention d'une condamnation réhabilitée judiciairement ou de plein droit)* (p. 3301) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer de nouvelles dispositions : « Art. 798 (deuxième alinéa) — Dans ce cas, les bulletins nos 2 et 3 du casier judiciaire et, à l'expiration des délais prévus au dernier alinéa 774, le bulletin n° 1 ne doivent pas mentionner la condamnation »* (p. 3301) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi l'article 799 du Code de procédure pénale : « La réhabilitation efface la condamnation, nul ne peut en faire état, elle fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités »* (p. 3301) ; Art. 39 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « alinéa 2 » les mots : « alinéa 1 »* (p. 3302) ; *cas des relégués* (p. 3302) ; Art. 42 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 37, alinéa 1 » les mots : « 37, alinéas 2, 3 et 4 »* (p. 3302) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 3 : *Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cazenave* [10 juin 1970] (p. 2459) ; Art. 24 : *Ses observations sur les locaux insalubres ; charges financières des opérations* (p. 2468) ; en seconde délibération, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 30 du Code de la santé publique, à substituer aux mots : « le tribunal ordonne », les mots : « le juge des référés qui autorise »* (p. 2472) ; *juridiction compétente pour l'exécution d'office des travaux* (p. 2472) ;

— du projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Banque asiatique de développement : *Prix politique de l'adhésion ; Banque asiatique : sa participation indirecte à l'entreprise de colonialisme économique ; politique économique de la Banque* [23 juin 1970] (p. 2942) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 1er septembre 1948 ; protection des occupants de locaux à usage d'habitation et professionnel ; remise en ordre du montant des loyers ; crise du logement dans les agglomérations urbaines ; champ d'application de la loi de 1948 ; situation de certaines catégories sociales défavorisées ; exclusion du maintien dans les lieux des descendants et des membres de la famille qui vivaient avec l'occupant lors de son décès ; ses observations sur le décret du 30 septembre 1964 ; cas d'un local devenu vacant ; ses observations sur les mesures destinées à moduler les majorations de loyer ; dépôt de la question préalable* [24 juin 1970] (p. 2984 à 2986) ; *ses observations sur la discussion de ce texte* (p. 2987) ; *conditions de passation des baux de six ans ; limitation de la transmission du droit au maintien dans les lieux aux membres de la famille lors du décès de l'occupant* (p. 2995, 2996) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2998) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 1er de cette loi : « dans les communes de 4.000 habitants au plus dont la population municipale totale s'est accrue de plus de cinq pour cent à chacun des recensements généraux de 1954, 1962 et 1968 par rapport au recensement précédent »* (p. 2998) ; *champ d'application géographique de la loi du 1er septembre 1948 ; références aux communes sinistrées* (p. 2998) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Raymond Barbet* (p. 2999) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 1er bis de la loi de 1948, à substituer aux mots « ou de leurs ressources » les mots « et de leurs ressources »* (p. 2999) ; *possibilité pour des personnes âgées d'avoir des ressources considérables* (p. 2999) ; *prise en considération des ressources* (p. 2999) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3000) ; *cas des locaux d'habitation à l'expiration des baux de six*

ans ; conditions fixées par le décret du 30 décembre 1964 (p. 3000) ; *ses observations sur l'amendement de M. Foyer ; application des dispositions de la loi de 1948 dans la mesure où interviendra un nouveau bail régi par les dispositions du décret de 1964* (p. 3000) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3002) ; *dévolution du droit au maintien dans les lieux en cas de décès de l'occupant ou d'abandon de domicile par l'occupant* (p. 3002) ; *droit au maintien dans les lieux aux membres de la famille, y compris le conjoint ; cas des enfants majeurs* (p. 3002) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le premier alinéa de cet article (bénéfice du maintien dans les lieux)* (p. 3003) ; *situation des descendants majeurs* (p. 3003, 3004) ; *modification de son amendement* (p. 3004) ; Art. 7 et 8 : *Ses amendements tendant, dans les textes proposés pour les articles 31 et 34 de la loi de 1948, à substituer aux mots « ou de l'âge » les mots « et de l'âge »* (p. 3005) ; *ses observations sur l'amendement de M. Fontaine ; politique législative des loyers dans les territoires d'outre-mer* (p. 3005) ; *pouvoirs de réquisition* (p. 3006) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Thome-Patenôtre ; nullité des clauses interdisant de posséder un animal domestique* (p. 3006) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3292) ; *transmissibilité du droit au maintien dans les lieux* (p. 3294) ; *situation des frères et sœurs par rapport à la transmission du droit au maintien dans les lieux* (p. 3294) ; *ses observations sur les ascendants et descendants et les personnes à charge* (p. 3294) ; *ses observations sur les paroles de M. Vivien* (p. 3296) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats, Art. 17 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur les concours ouverts pour le recrutement d'auditeurs de justice ; formation juridique des magistrats ; conditions d'entrée dans les instituts régionaux d'administration ; importance de la licence en droit* [25 juin 1970] (p. 3061, 3062) ; Art. 19 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur la faculté pour les auditeurs de compléter le tribunal et de participer avec voix consultative* (p. 3063) ; *interdiction qui leur serait faite de requérir à la place du Procureur* (p. 3064) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, JUSTICE : *Crise de la justice ; insuffisance du budget ; projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens* [29 octobre 1970] (p. 4929) ; *ses observations sur les problèmes d'effectifs ; problème de la tutelle pénale ; création d'emplois d'agent de probation et d'adjoint de probation ; question de savoir quel est le plan du ministre ; besoins de l'administration pénitentiaire ; nécessité d'une loi de programme* [29 octobre 1970] (p. 4930).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative aux handicapés physiques [20 novembre 1970] (p. 5849).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, Après l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement du Gouvernement, à substituer aux mots : « dans les quinze jours francs qui suivent... », les mots : « dans le mois franc qui suit »* [4 mai 1971] (p. 1625) ; *contrôle sanitaire ; délai de validité pour le certificat de garantie* (p. 1626) ; *ses observations sur les paroles de M. Dupont-Fauville ; nullité de la vente* (p. 1627) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins : *Nécessité d'une information ; démocratisation de la profession d'assistante sociale ; rôle des comités de vigilance pour l'enfance malheureuse* [7 mai 1971] (p. 1762) ; *secret professionnel du médecin ; champ d'application des deux propositions de loi ; problème des pénalités prévues à l'article 378 du Code pénal ; modification de l'article 62* (p. 1763) ; Art. 1er. *Réserve de la discussion de cet article*

(p. 1764) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 62 du Code pénal un nouvel alinéa (pénalités applicables à ceux qui ont connaissance de sévices ou de privations infligés à des mineurs de quinze ans)* (p. 1764) ; *obligation de dénonciation* (p. 1764) ; Art. 1er : *Question de savoir si le médecin sera tenu d'informer les autorités ou s'il en aura seulement la faculté* (p. 1766) ; *retrait du sous-amendement déposé avec Mme Thome-Patenôtre* (p. 1766) ;

— du projet de loi relatif au territoire des terres australes et antarctiques françaises, Art. 4 : *Exécution d'un mandat d'amener, opportunité, dans certaines circonstances, d'incarcérer l'auteur d'un crime ou d'un délit* [18 mai 1971] (p. 1937) ; en deuxième lecture, Art. 4 : *Effet des dispositions prises par le juge d'instruction* [28 juin 1971] (p. 3480).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Perspective de l'élargissement de la Communauté européenne* [9 juin 1971] (p. 2614) ; *objectifs de notre politique européenne ; indépendance de l'Europe occidentale à l'égard de l'hégémonie des Etats-Unis ; complémentarité entre notre politique tendant à renforcer le potentiel économique et l'équation politique de l'Europe de l'Ouest et la poursuite d'une coopération paneuropéenne ; conversations Heath-Pompidou ; création, au sein de la Communauté élargie, d'une commission de contrôle des activités non européennes ; préférence commerciale européenne ; conférence de Lisbonne ; problème de Berlin* (p. 2615) ; *sécurité européenne* (p. 2616).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, Art. unique : *Méthodes de travail de l'Assemblée ; son abstention* [23 juin 1971] (p. 3352) ; en troisième et dernière lecture, son rappel au Règlement : *Fin de la session parlementaire ; interprétation de la Constitution* [30 juin 1971] (p. 3582, 3583).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif au contrat d'association [30 juin 1971] (p. 3571).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile ; 2° sur la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile, Art. 8 : *Problème des véhicules d'occasion* [2 octobre 1971] (p. 4218) ;

— du projet de loi sur la filiation, Après l'Art. 311-12 du Code civil : *Sa question de savoir la portée des mots « commune ou séparée »* [6 octobre 1971] (p. 4302) ; Art. 314 du Code civil : *Ses observations sur l'adverbe « tacitement »* (p. 4304) ; Art. 316 du Code civil : *Délai de l'action en désaveu* (p. 4305) ; Art. 333-5 du Code civil : *Légitimation par autorité de justice* (p. 4314) ; *cas où les deux parents séparés veulent l'un et l'autre conférer la légitimation au même enfant* (p. 4314) ; Art. 342-5 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 4334) ; *obligation pour le conjoint survivant de supporter la charge des subsides* (p. 4334) ; Art. 342 du Code civil : *Sa question de savoir si l'on peut exercer directement l'action en réclamation de subsides* (p. 4335) ; Avant l'Art. 762 du Code civil : *Son amendement (attribution préférentielle)* (p. 4342) ; Art. 762 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4342) ; Art. 14 : *Son amendement (droits successoraux de l'enfant adultérin dans les successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 4348) ; en deuxième lecture, Art. 318-1 du Code civil : *Délai de l'action en désaveu* [2 décembre 1971] (p. 6337, 6338) ; Art. 342 du Code civil : *Son amendement (preuve des relations par témoins)* (p. 6339) ; *action à fins de subsides au profit de la mère et au nom de l'enfant* (p. 6339, 6340) ; Art. 767 du Code civil : *Ses observations sur la demande de réserve de l'article 760* (p. 6344) ; Art. 760 du Code civil : *Droits du conjoint survivant* (p. 6345) ; Art. 761 du Code civil : *Problème du partage en pleine propriété* (p. 6345) ; *modalités de l'attribution préférentielle* (p. 6346) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, en qualité de *Rapporteur : Application du principe de l'égalité devant la justice ; coût de la justice ; loi de 1851 ; rôle des bureaux d'assistance judiciaire* [7 octobre 1971] (p. 4360) ; *définition des conditions de l'aide judiciaire ; composition et fonctionnement des bureaux d'aide judiciaire ; réforme de la profession d'avocat ;*

distinction entre l'aide judiciaire totale et l'aide judiciaire partielle (p. 4361) ; *institution de commissions d'aide judiciaire ; contribution forfaitaire aux frais du procès ; fonds d'aide judiciaire ; perception d'un droit de plaidoirie spécial ; aide juridique* (p. 4362) ; *ses observations sur les paroles de M. Charles Bignon* (p. 4371) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4376) ; Art. 6 : *Son amendement tendant au début de cet article à insérer l'alinéa suivant : « les personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice bénéficient d'une aide judiciaire »* (p. 4380) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Pleven* (p. 4380) ; Art. 7 : *Son amendement (détermination du caractère insuffisant des ressources)* (p. 4380) ; *plafond de l'aide judiciaire* (p. 4381) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 4382) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg* (p. 4382) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'aide judiciaire est accordée, aussi bien au demandeur dont l'action n'est pas irrecevable ou manifestement dénuée de fondement qu'au défendeur »* (p. 4383) ; *pouvoir des commissions d'aide judiciaire* (p. 4383) ; Art. 8 et 9 : *Ses amendements de suppression* (p. 4384) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4384) ; *son amendement rédactionnel* (p. 4384) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « des juridictions pénales » les mots : « de la défense devant les juridictions répressives »* (p. 4384) ; *ses amendements rédactionnels* (p. 4385) ; Avant l'Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'intitulé suivant : « Chapitre IV. — De l'étendue de l'aide judiciaire »* (p. 4385) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer l'intitulé suivant : « Chapitre IV. — De l'étendue de l'aide judiciaire »* (p. 4386) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du nouvel article 15-1 (application de l'aide judiciaire aux procédures ou actes d'exécution des décisions de justice obtenues avec son bénéfice à moins que l'exécution ne soit suspendue plus d'une année)* (p. 4386) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4386) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement (conséquence de l'aide judiciaire)* (p. 4386) ; *honoraires des avocats* (p. 4387) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4387) ; Avant l'Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'intitulé : « Chapitre IV. — De l'étendue de l'aide judiciaire »* (p. 4387) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article « possibilité pour l'aide judiciaire d'être totale ou partielle »* (p. 4387) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4388) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où l'aide judiciaire totale est accordée)* (p. 4388) ; *son sous-amendement tendant dans l'amendement après le mot « inférieures » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour l'article 15-4 : « à un plafond fixé par décret dans la limite des deux tiers du plafond déterminé comme il est dit à l'article 7 »* (p. 4388) ; *rattachement du plafond de l'aide judiciaire au double du S.M.I.C. affecté d'un certain nombre de coefficients* (p. 4388) ; Avant l'Art. 16 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'intitulé du chapitre : « des commissions d'aide judiciaire »* (p. 4388) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'admission à l'aide judiciaire est prononcée par une commission d'aide judiciaire »* (p. 4389) ; Art. 16 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4389) ; Art. 17 et 21 : *Ses amendements* (p. 4389, 4390) ; *retrait de ceux-ci* (p. 4389, 4390) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement (composition du bureau d'aide judiciaire)* (p. 4390) ; *opportunité que des auxiliaires de justice autres que les avocats siègent aux bureaux d'aide judiciaire* (p. 4392) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4392) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (rôle des bureaux d'aide judiciaire)* (p. 4392) ; *son amendement (problème des causes qui entrent dans la compétence du tribunal de grande instance ; information du bureau)* (p. 4392) ; *son amendement (pouvoirs du bureau quant à l'appréciation des ressources)* (p. 4392) ; Art. 7 : *Ses amendements tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas de cet article* (p. 4393) ; *fixation d'un taux légal pour le plafond* (p. 4393) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4393) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement (compétence des bureaux pour accorder exceptionnellement l'aide judiciaire aux postulants qui dépassent le plafond des ressources)* (p. 4393) ; *son amendement (admission provisoire à l'aide judiciaire)* (p. 4393) ; *son amendement (recours contre les décisions des bureaux d'aide judiciaire)* (p. 4394) ; Art. 18 et 20 : *Ses amendements*

tendant à supprimer ces articles (p. 4394) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer l'intitulé suivant : « Chapitre V bis. — Des fonds d'aide judiciaire »* (p. 4394) ; *son amendement (création d'un fonds d'aide judiciaire dans le ressort de chaque cour d'appel et devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation)* (p. 4394) ; *son amendement (création d'un fonds d'aide judiciaire au siège de chaque barreau ainsi que devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation)* (p. 4394) ; *caractère libéral de l'exercice de la profession d'avocat* (p. 4394) ; *causes de la désaffection du public et des plaideurs pour l'assistance judiciaire ; charge de l'Etat ; pouvoir des bureaux d'aide judiciaire pour la fixation de la contribution du plaideur ; versement du montant de ces contributions* (p. 4395) ; *retrait de son amendement* (p. 4397) ; *son amendement (versement au fonds de la contribution forfaitaire)* (p. 4398) ; *situation du bénéficiaire de l'aide judiciaire partielle; retrait de son amendement* (p. 4398) ; *son amendement (ressources du fonds)* (p. 4398) ; *retrait de celui-ci* (p. 4398) ; *son amendement (gestion de chaque fonds d'aide judiciaire)* (p. 4398) ; *retrait de celui-ci* (p. 4398) ; *son amendement (rôle du fonds dans la rétribution de l'avocat qui a prêté son concours au bénéficiaire de l'aide judiciaire)* (p. 4398) ; *son amendement (cas où la condamnation en principal et intérêts prononcée au profit du bénéficiaire de l'aide judiciaire a procuré à celui-ci des ressources)* (p. 4398) ; *retrait de son amendement* (p. 4399) ; Art. 22, 23 et 24 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 4399) ; Avant l'Art. 25 : *Son amendement (droit du bénéficiaire de l'aide judiciaire* (p. 4399) ; *désignation de l'avocat par le bâtonnier* (p. 4399) ; *rôle du bureau d'aide judiciaire concernant l'obligation du concours de l'avocat* (p. 4400) ; Art. 27 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4400) ; Art. 28 : *Son amendement* (p. 4401) ; *retrait de celui-ci* (p. 4401) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4401) ; Art. 31 : *Son amendement* (p. 4401) ; Art. 32 : *Son amendement (retrait de l'aide judiciaire)* (p. 4401) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le montant du droit perçu par les services de consultations juridiques »* (p. 4402) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article « le montant du plafond de ressources et des majorations pour charges de famille prévu à l'article 7 »* (p. 4402) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du troisième alinéa de cet article « l'organisation et le fonctionnement des bureaux d'aide judiciaire, les conditions de leur saisine ainsi que... »* (p. 4402) ; *son amendement (règlement des conflits de compétence entre les bureaux d'aide judiciaire)* (p. 4402) ; *son amendement (montant de la contribution de l'Etat aux fonds d'aide judiciaire totale)* (p. 4402) ; *retrait de son amendement* (p. 4402) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « les limites minimale et maximale de la contribution à la charge du bénéficiaire de l'aide judiciaire partielle »* (p. 4402) ; *son amendement (fonctionnement et contrôle de la gestion des fonds d'aide judiciaire)* (p. 4402) ; *son amendement (modalités de rémunération des officiers publics et ministériels commis dans les conditions fixées à l'article 25)* (p. 4402) ; *son amendement tendant après le mot « avancés » à rédiger ainsi la fin du cinquième alinéa « recouvrés, ou distraits au profit des fonds d'aide judiciaire, par l'Etat »* (p. 4402) ; *retrait de son amendement* (p. 4402) ; Art. 36 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4403) ; *son amendement (possibilité d'accorder l'honorariat aux présidents des bureaux d'assistance judiciaire)* (p. 4403) ; Avant le chapitre premier : *Son amendement tendant à insérer l'intitulé suivant : « Titre premier. - De l'aide en matière juridique »* (p. 4403) ; *son amendement (institution au siège de chaque tribunal d'un service public de consultations juridiques)* (p. 4403) ; *son amendement (versement d'une somme forfaitaire pour chaque consultation)* (p. 4403) ; *problème de l'aide juridique* (p. 4403) ; *retrait de son amendement* (p. 4404) ; *son amendement* (p. 4404) ; *retrait de celui-ci* (p. 4404) ; Avant l'Art. premier : *Son amendement* (p. 4404) ; *retrait de celui-ci* (p. 4404) ; Art. premier : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4404) ; Art. 6 : *Son amendement : « les personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice bénéficient d'une aide judiciaire »* (p. 4404) ; *son amendement rédactionnel* (p. 4404) ; *application de la loi aux étrangers* (p. 4404) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4405) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement (cas où l'aide judiciaire totale est accordée)* (p. 4405) ; *retrait de son amendement* (p. 4405) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement (rôle du bureau d'aide judiciaire)* (p. 4405) , *retrait de son amendement* (p. 4405) ; *son amendement (problème des causes qui en-*

trent dans la compétence du tribunal de grande instance ; information du bureau) (p. 4405) ; *retrait de son amendement* (p. 4405) ; *son amendement* (*possibilité pour le bureau d'accorder l'aide judiciaire aux personnes ne remplissant pas les conditions fixées aux articles 7 et 7* bis) (p. 4405) ; *retrait de son amendement* (p. 4405) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4405) ; Art. 33 : *Son amendement : « le montant du droit perçu par les services de consultations juridiques »* (p. 4405) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « le montant du plafond de ressources et des majorations pour charges de famille prévu à l'article 7 »* (p. 4405) ; *retrait de son amendement* (p. 4405) ; *son amendement tendant après le quatrième alinéa à insérer un nouvel alinéa : « les limites minimale et maximale de la contribution à la charge du bénéficiaire de l'aide judiciaire partielle »* (p. 4405) ; *retrait de son amendement* (p. 4405) ; Titre. *Son amendement : « projet de loi instituant une aide en matière juridique et judiciaire »* (p. 4406) ; *retrait de son amendement* (p. 4406) ; Avant l'Art. premier : *Son amendement tendant à supprimer l'intitulé suivant : « Chapitre premier. - Dispositions générales »* (p. 4406) ; Art. 1er, 2, 3, 4 et 5 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 4406) ; en seconde délibération, Art. 21-2 : *Son amendement* (*rôle du bureau d'aide judiciaire ; cas d'aide partielle*) (p. 4406) ; *allégement de la charge de l'Etat* (p. 4406, 4407) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Modalités de fonctionnement de cette aide ; présidence des bureaux d'aide judiciaire ; critères de l'admission à l'aide judiciaire* [10 décembre 1971] (p. 6645, 6646) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* (p. 6646) ; Art. 6 : *Son amendement rédactionnel* (p. 6648) ; *son amendement tendant à la fin du 2e alinéa de cet article à substituer aux mots : « pour l'ensemble ou pour partie du procès » les mots : « en cours d'instance »* (p. 6648) ; *impossibilité de refuser le bénéfice de l'aide judiciaire sous prétexte qu'on ne l'aurait pas demandé à temps* (p. 6648) ; *son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article* (p. 6648) ; *son amendement tendant à préciser les conditions d'admission au bénéfice de l'aide judiciaire* (p. 6648) ; *cas des étrangers ayant leur résidence habituelle en France* (p. 6648) ; *son amendement relatif aux personnes morales à but non lucratif ayant leur siège en France* (p. 6649) ; Art. 6 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6649) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Pleven : « Ils pourront être revisés chaque année par une disposition de la loi de finances »* (p. 6649) ; *rôle des bureaux d'aide judiciaire* (p. 6650) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement* (*cas où l'action n'apparaît pas manifestement irrecevable ou dénuée de fondement*) (p. 6650) ; *son amendement de coordination* (p. 6650) ; *base légale de la demande* (p. 6651) ; *son amendement rédactionnel* (p. 6651) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « l'avis d'admission à l'aide judiciaire comportera le rappel des dispositions de l'article 130 du Code de procédure civile »* (p. 6651) ; *question des dépens* (p. 6652) ; Art. 15-3 : *Son amendement de coordination* (p. 6652) ; *son amendement : « les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'Etat »* (p. 6652) ; *son amendement rédactionnel* (p. 6652) ; Art. 21-1 : *Son amendement relatif à la présidence du bureau d'aide judiciaire* (p. 6653) ; Art. 21-3 : *Son amendement concernant l'appréciation des ressources* (p. 6653) ; *prise en considération de diverses ressources* (p. 6654) ; Art. 21-7 : *Problème de la rémunération des avocats* (p. 6690, 6691) ; *son amendement concernant l'indemnité de l'avocat chargé de prêter son concours et le versement de cette indemnité par l'Etat en cas d'aide judiciaire totale* (p. 6691) ; *rémunération des avocats et des officiers ministériels ; indemnité de l'avocat en cas d'aide partielle* (p. 6692) ; *fixation des honoraires par le bureau d'aide judiciaire* (p. 6694) ; *son amendement relatif à l'indemnité due à l'avocat en cas d'aide partielle* (p. 6694) ; *contribution du bénéficiaire de l'aide judiciaire* (p. 6695) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6697) ; Art. 21-8 : *Son amendement relatif à l'indemnité forfaitaire perçue par les officiers publics et ministériels* (p. 6697) ; *rapports entre le bénéficiaire de l'aide judiciaire et son avocat ou l'avoué près la cour d'appel* (p. 6697) ; *son sous-amendement tendant à modifier son amendement* (p. 6698) ; *son amendement* (p. 6698) ; *son amendement permettant au bénéficiaire, une fois le procès terminé, de verser spontanément un honoraire sous le contrôle du bâtonnier* (p. 6699) ; *son sous-amendement* (p. 6699) ; Art. 21-10 : *Son amendement concernant le problème de l'honoraire demandé au plaideur au cas où le procès aurait transformé sa si-*

tuation (p. 6699) ; Art. 21-9 : *Son amendement rédactionnel* (p. 6700) ; Art. 25-A : *Son amendement concernant la désignation de l'avocat* (p. 6700, 6701) ; *son amendement concernant la désignation des officiers publics et ministériels* (p. 6701) ; Art. 33 : *Son amendement concernant les correctifs pour charges de famille* (p. 6702) ; *son amendement (limites minimales et maximales de la contribution à la charge du bénéficiaire de l'aide judiciaire partielle)* (p. 6702) ; *son amendement concernant le montant et les modalités de paiement des indemnités forfaitaires* (p. 6702) ; Art. 33 *bis* : *Son amendement (bénéfice de plein droit de l'aide judiciaire totale)* (p. 6703) ; *procès devant les tribunaux des pensions* (p. 6703) ; Après l'Art. 34 : *Son amendement (condamnation à une amende au cas où la demande est jugée abusive)* (p. 6703) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6703, 6704) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement* (p. 6704) ; Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : indemnisation des différents officiers publics et ministériels* [18 décembre 1971] (p. 6956, 6957) ; *indemnisation des officiers publics et ministériels ; admission des étrangers à l'aide judiciaire* (p. 6959) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Situation des avoués rapatriés* [13 octobre 1971] (p. 4487) ; Art. 10 : *Caractère libéral de la future profession d'avocat* (p. 4500) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « Les avocats ayant leur résidence professionnelle à Paris ou dans l'un des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne pourront exercer... »* (p. 4501) ; *postulation devant les tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre ; principe de la territorialité de la postulation* (p. 4501, 4502) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 4503, 4504) ; *nécessité que les membres des barreaux de Bobigny, Créteil et Nanterre puissent postuler à Paris* (p. 4504) ; Art. 20 : *Cotisation des barreaux à la formation professionnelle des avocats* (p. 4511) ; Art. 21 : *Election des membres du conseil de l'ordre* (p. 4512) ; Art. 22 : *Possibilité pour le tribunal de grande instance d'exercer les fonctions du conseil de l'ordre* (p. 4513) ; Art. 36 : *Indemnisation des avoués rapatriés* [14 octobre 1971] (p. 4546) ; Art. 39 : *Situation des anciens avoués rapatriés d'outre-mer* (p. 4553) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « les avocats ayant leur résidence professionnelle à Paris ou dans l'un des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne, pourront exercer... »* (p. 4575) ; *importance du vote des absents* (p. 4575) ; *interdiction de la postulation aux avocats parisiens auprès des trois tribunaux de la couronne* (p. 4575, 4576) ; *problème de la procédure de référé* (p. 4577) ; Art. 54 : *Problème des conseils juridiques* (p. 4582) ; Art. 76 : *Suppression des dispositions relatives aux conseils juridiques* (p. 4590) ; en deuxième lecture, Art. 13 : *Constitution de sociétés civiles professionnelles* [8 décembre 1971] (p. 6528) ; *postulation devant le tribunal dans le ressort duquel les membres de ces sociétés auront établi leur résidence* (p. 6528) ; Art. 13 *bis* : *Ses observations sur les syndics et les administrateurs judiciaires ; leur rôle réciproque* (p. 6530) ; *cas des agréés ; désignation des syndics par les tribunaux de commerce* (p. 6530) ; Art. 15 : *Obligation faite aux sociétés civiles professionnelles que l'un de leurs membres soit inscrit au barreau constitué près d'un tribunal afin de postuler* (p. 6532) ; Art. 23 : *Notion d'avocat stagiaire* (p. 6535) ; Art. 34 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le 6e alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann* [9 décembre 1971] (p. 6562) ; Art. 36 : *Interdiction faite aux avoués de se réinstaller* (p. 6568) ; Art. 42 *bis* A : *Problème des locaux pour la nouvelle profession* (p. 6570) ; Art. 50 : *Situation des principaux clercs d'avoués* (p. 6577) ; Après l'Art. 55 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6586) ; *rédaction d'un contrat international; retrait de son sous-amendement* (p. 6586, 6587) ; Art. 69 : *Situation de certains professionnels étrangers installés en France* (p. 6593) ; *cas des ressortissants des Etats membres des communautés européennes ou des Etats qui accordent aux Français la faculté d'exercer leur activité professionnelle sans restriction* (p. 6595) ; Art. 72 D : *Interdiction du pacte de* quota litis (p. 6598, 6599) ; *son sous-amendement relatif à la rémunération des activités exercées par les conseils juridiques* (p. 6599) ; *rétribution des avocats et des conseils juridiques* (p. 6599, 6600, 6601) ; Art. 17 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6601) ; Art. 72 E : *Cas de délit d'abus de*

confiance (p. 6601) ; Art. 76 : *Date d'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 6603).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux livraisons d'armes au Pakistan [29 octobre 1971] (p. 5114, 5115).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, JUSTICE : *Conditions d'application de la loi du 17 juillet 1970* [5 novembre 1971] (p. 5373) ; *réforme de la détention provisoire ; institution du contrôle judiciaire ; rapport entre le contrôle judiciaire et la détention provisoire ; composition des chambres d'accusation des cours d'appel ; prisons de la Santé et de la Petite-Roquette* (p. 5374) ;

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, Art. 527 du Code de procédure pénale : *Limites des garanties offertes par les lettres recommandées ; spécialisation, dans la signification, de bon nombre d'études d'huissiers audienciers au tribunal de police de Paris* [2 décembre 1971] (p. 6328); en deuxième lecture : *Ses observations sur la question préalable ; application de l'article 40 ; système de l'ordonnance pénale ; signification de l'ordonnance pénale par ministère d'huissier* [17 décembre 1971] (p. 6936) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier le premier alinéa de cet article* [2 mai 1972] (p. 1255) ; Art. 3 : *Ses amendements tendant à supprimer les premier et 2e alinéas de cet article* (p. 1259) ; *statuts particuliers des militaires ; application de l'article 34 de la Constitution* (p. 1259) ; *nature juridique des garanties fondamentales ; règle concernant les conditions d'avancement, le recrutement et les limites d'âge* (p. 1261, 1262) ; *son amendement* (p. 1263) ; *son amendement tendant à supprimer le 4e alinéa de cet article* (p. 1263) ; Art. 87 : *Son amendement (cas du mineur non émancipé)* [3 mai 1972] (p. 1316) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Xavier Deniau portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, Art. unique : *Amendement du Gouvernement (accès à la nationalité française)* [25 mai 1972] (p. 1910, 1911) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste , 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Insuffisance de notre législation* [7 juin 1972] (p. 2288) ; *délits commis par voie de presse ; droit donné aux associations dont l'objet statutaire est la lutte contre le racisme d'engager des poursuites et de se constituer partie civile ; circonsance aggravante de récidive* (p. 2289) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'actuel article 63 de la loi de 1881* (p. 2295) ;

— en troisième lecture, du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile : *Ses observations* [30 juin 1972] (p. 3095) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Crise des institutions judiciaires : problème des moyens de la justice et de l'application des lois faute de moyens ; moyens donnés au juge d'instruction pour le contrôle judiciaire ; accroissement de la délinquance et de la criminalité ; détention provisoire ; problème de la condition du magistrat dans l'Etat ; rapport sur la réforme du droit pénal ; avenir de la justice* [28 octobre 1972] (p. 4520, 4521) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Continuation de la guerre au Vietnam ; exige une action de la France ; position prise par le chef de la France en 1966 (discours de Pnom Penh)* [16 novembre 1972] (p. 5293) ;

— du projet de loi relatif au paiement

direct de la pension alimentaire, Après l'Art. 10 : *Ses observations à l'amendement de M. Krieg stipulant qu'en matière de pension alimentaire les décisions de justice sont exécutoires par provision et que, par voie de conséquence, le pourvoi n'est pas suspensif* [5 décembre 1972] (p. 5859) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution : *Volonté du Gouvernement d'améliorer le fonctionnement de nos institutions judiciaires* [5 décembre 1972] (p. 5865) ; *exécution des peines ; extension de la compétence du juge de l'application des peines ; problème de ses nouveaux moyens ; casier judiciaire ; principe du bulletin n° 3 contestable car il interdit le reclassement du condamné ; restriction de la délivrance du bulletin n° 2 ; certificat de non-incapacité* (p. 5866) ; Art. 2 : *Son amendement proposant le renvoi devant une juridiction collégiale lorsque le prévenu est en état de détention provisoire lors de sa comparution à l'audience* (p. 5871) ; Art. 2 *bis* : *Ses observations aux amendements de MM. Bustin et Gerbet et aux trois amendements de M. Delachenal ; sa préférence pour la solution du Sénat en ce qui concerne la répression des coups et blessures volontaires et pour une correctionnalisation plus large en ce qui concerne les blessures involontaires en laissant subsister la durée de huit jours d'incapacité de travail* (p. 5873) ; Art. 4 : *Son amendement de suppression de cet article afin de revenir à la législation actuelle pour l'article 257 du Code ; retrait* (p. 5874) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à placer sur un pied d'égalité devant la cour d'assises la défense et la partie civile, d'une part, le ministère public, d'autre part pour poser leurs questions* (p. 5874, 5875) ; *son sous-amendement limitant le pouvoir d'intervention aux seuls avocats de la partie civile et de l'accusé* (p. 5874, 5875) ; Art. 20 : *Ses observations concernant l'amendement de M. Ducoloné de suppression de cet article relatif à la consignation des frais de procédure ; non-recevabilité de la plainte* (p. 5877) ; Art. 28 : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement ; son regret de la demande de scrutin public* (p. 5880) ; Après l'Art. 29 : *Son amendement : ménageant aux opposants à une condamnation pénale par défaut qui n'ont pas comparu à une nouvelle audience la possibilité d'être quand même entendus, en donnant au tribunal la faculté de décerner à leur encontre un mandat d'amener* (p. 5881) ; *ses deux amendements faisant obligation, lorsque la signification du jugement est faite, que la lettre recommandée mentionne la nature de l'acte signifié et les délais d'appel* (p. 5881, 5882) ; Art. 30 : *Son amendement substituant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article, au mot « empêché » les mots : « temporairement empêché d'exercer ses fonctions »* (p. 5882) ; Art. 35 : *Son amendement ; retrait* [6 décembre 1972] (p. 5914) ; Avant l'Art. 38 : *Son amendement insérant un nouvel article qui détermine et limite les conditions dans lesquelles l'interdiction d'une profession peut être prononcée ; sa demande de suppression du bulletin n° 3 du casier judiciaire et son remplacement par un certificat de non-incapacité, de non-interdiction d'exercer telle ou telle profession* (p. 5915, 5916) ; *sa proposition d'augmenter les pouvoirs, aussi bien des juridictions criminelles que des tribunaux correctionnels, en matière de prononcé d'interdictions et de déchéances ; réserve de cet amendement* (p. 5917) ; *n'est pas adopté* (p. 5918) ; *son amendement tendant à insérer dans l'article 28 du Code pénal un troisième alinéa permettant à toute condamnation prononcée en matière criminelle de comporter des interdictions de se livrer à certaines activités* (p. 5917) ; *son amendement tendant à insérer dans le Code pénal un article 43-1 permettant à toute condamnation prononcée en matière correctionnelle de comporter interdiction, pendant une durée qui ne pourra excéder dix ans, de certaines activités professionnelles* (p. 5918) ; Art. 39 : *Son amendement de suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa donnant au ministère public le pouvoir d'arrêter une demande de relèvement d'interdiction ou d'incapacité professionnelle* (p. 5918, 5919) ; Art. 41 : *Son amendement devenu sans objet ; retrait* (p. 5919) ; Après l'Art. 42 A : *Son amendement tendant à remplacer l'article 776 du Code de procédure pénale relatif à la délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire ; sa réserve* (p. 5919) ; *retrait* (p. 5923) ; *son amendement tendant à abroger les dispositions de l'article 777 du Code instituant le bulletin n° 3 du casier judiciaire et à le remplacer par un certificat de non-incapacité professionnelle ; inconvénients du bulletin n° 3 qui interdit la réinsertion sociale du condamné* (p. 5919, 5920) ; *son amendement tendant à limiter l'inscription sur le bulletin n° 3 aux condamnations des récidivistes* (p. 5919) ;

sa réserve (p. 5921) ; *devenu sans objet* (p. 5923) ; *son sous-amendement tendant à abroger l'article 777 du Code de procédure pénale donc le bulletin n° 3* (p. 5921) ; *retrait* (p. 5921) ; Art. 42 : *Son amendement de suppression de cet article qui insère un article 777-1 relatif à l'exclusion de la mention d'une condamnation au bulletin n° 3* (p. 5921) ; *ses observations à l'amendement de M. Ducoloné prévoyant l'inscription des condamnations de délinquants primaires lorsque le tribunal le décide expressément* (p. 5922) ; Après l'Art. 42 : *Son amendement abrogeant et remplaçant l'article 779* (p. 5923) ; *retrait* (p. 5924) ; *son amendement abrogeant et remplaçant l'article 781 ; retrait* (p. 5924) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à reculer la date d'application de la loi et à la fixer au 1er avril 1973 ; retrait* (p. 5926) ; en deuxième lecture, Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [19 décembre 1972] (p. 6360) ; *son amendement tendant à substituer aux quatre derniers alinéas du texte proposé pour l'article 186-1 du Code de procédure pénale le nouvel alinéa suivant : « Dans ce cas, l'appel est jugé par le Président de la Chambre d'accusation »* (p. 6360) ; Art. 29 *bis* : *Son amendement tendant à modifier le premier alinéa du texte proposé pour l'article 494 du Code de procédure pénale* (p. 6361) ; *son amendement tendant à modifier la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6361).

GRANDSART (Raymond)

Député de la Charente-Maritime
(5e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Jean de Lipkowski, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p 7918), [24 septembre 1968].

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [25 septembre 1968] (p. 2903).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à étendre aux conchyliculteurs accomplissant la durée légale du service, le bénéfice des dispositions de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 complétée par la loi n° 54-1299 du 29 décembre 1954 qui accorde des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, **n° 496** [4 décembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Caractère du projet de loi ; ses observations sur la proposition de loi de M. Bégué ; droit à indemnisation totale* [11 juin 1970])p. 2505) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 10 du Code de l'administration communale (conséquence du rattachement à une commune d'une portion de territoire d'une autre commune sur laquelle sont implantées une ou plusieurs agglomérations représentées par des conseillers municipaux)* [25 novembre 1970] (p. 5931) ; *répartition géographique des conseillers municipaux au sein des agglomérations de la commune* (p. 5931).

Décédé le 9 novembre 1971 [*J.O.* du 10 novembre 1971] (p. 11116).

Son éloge funèbre est prononcé le 16 novembre 1971 (p. 5753, 5754).

GRANET (Paul)

Député de l'Aube
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851),

[2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Situation de l'Université ; autonomie universitaire ; nécessité de mettre fin à toutes formes d'inamovibilité du corps professoral ; possibilité d'engager les enseignants selon des contrats explicites de durée illimitée ; séparation du titre et de la fonction ; problèmes des rapports entre l'Université et l'Etat ; autonomie financière ; nécessité d'un contrôle de l'Etat sur les fonds publics ; rôle des collectivités locales ; régionalisation ; composition des conseils d'université ; prédominance des structures concurrentielles ; valeur des diplômes ; précarité de la fonction publique ; réconciliation de la jeunesse française avec la société ; société de consommation* [25 juillet 1968] (p. 2570 à 2572).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Construction française ; nécessité de mettre sur le marché des logements moins chers ; plans d'urbanisme ; ne pas établir des plans à trop long terme ; schéma directeur de la région parisienne ; urbanisme commercial ; sa question de savoir quel est l'encours des sociétés d'économie mixte chargées de l'aménagement foncier des Z.U.P. ; sa question de savoir combien il y a dans les Z.U.P. de logements et de terrains qui ne trouvent pas preneurs ; goût des Français pour les maisons individuelles ; problème des terrains ; principe de l'impôt foncier ; financement de la construction ; investissement par les promoteurs ; crédit pour les acquéreurs ; accession à la propriété ; épargne-logement ; mécanismes de transformation des dépôts à vue en prêts à moyen ou à long terme ; marché hypothécaire ; abaissement des coûts de construction ; politique des modèles* [13 novembre 1968] (p. 4320 à 4322) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Importance du Ministère de l'Intérieur ; ses observations sur les préfets et les sous-préfets ; carrière préfectorale ; formule du congé spécial ; amélioration de la carrière des sous-préfets en faisant de l'accession à la hors classe le cas normal ; recrutement des sous-préfets ; revalorisation du corps des attachés de préfecture ; sa question de savoir pourquoi les agents des régies financières ne suivront pas les cours des instituts régionaux d'administration ; sa question de savoir où en est la réforme administrative qui devait se traduire par l'allégement des divisions des préfectures et la réaffirmation de l'autorité des préfets sur les directeurs des services extérieurs ; organisation territoriale du département ; cas du département du Pas-de-Calais ; échec des missions régionales ; situation des contractuels et des compagnies d'intervention ; recrutement des contractuels par les municipalités ; produit des amendes infligées par les contractuels devant être affecté à la rémunération de ces derniers ; affectation du surplus au profit des parcs de stationnement; cas des personnels communaux* [14 novembre 1968](p. 4417 à 4419).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Accélération du processus de bureaucratisation de la France ; ses observations sur les troubles de mai ; centralisation entraînant la fragilité de l'Etat ; insuffisance des réformes envisagées ; ses observations sur le Sénat ; élection des sénateurs ; nombre des futurs sénateurs ; rôle de cette deuxième assemblée ; ses observations sur le conseil régional ; présence des députés aux sénats régionaux ; possibilité de diviser le corps électoral en plusieurs catégories socio-professionnelles ; ses observations sur le département ; rapport entre le préfet et l'assemblée ; exécutif régional ; impératif de la réforme administrative ; problème du rattachement administratif et politique des préfets de région ; réforme communale* [12 décembre 1968] (p. 5417, 5418).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur la coopération ; difficultés financières actuelles ; destin de la France ; importance de la politique de coopération au sein de la politique étrangère ; situation des Etats indochinois ; application des accords de Genève ; ses observations sur le Laos et le Cambodge ; coopération avec le tiers monde ; balances financières de la France avec les Etats du tiers monde ; possibilité pour la France de prendre l'initiative d'un nouveau plan Marshall des grandes nations agricoles du monde au profit des pays en voie de développement ; crises de surproduction dans l'agriculture* [4 novembre 1969] (p. 3322, 3323) ; DÉVELOP-

PEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Industrie de la bonneterie ; politique des importations ; protection contre les importations abusives en provenance des pays extérieurs au Marché commun ; problème de la formation ; exigences d'une main-d'œuvre spécialisée ; ouverture d'instituts universitaires de technologie avec option textile ; problème financier ; possibilité donnée à l'industrie de bénéficier d'amortissements accélérés ; promotion des produits ; rôle du centre national du commerce extérieur ; aide au développement devant être conçue dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire ; aide du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire* [6 novembre 1969] (p. 3473, 3474) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Développement de la Seine amont ; son rôle pour le développement industriel et l'urbanisation ; mise en place d'une mission d'étude chargée de se pencher sur l'ensemble des problèmes de cette région ; problème de la ville nouvelle située entre Tigery-Lieusaint et Melun-Nord ; rôle de cette ville nouvelle dans l'ensemble du sud du bassin parisien ; canalisation de la Seine à la Moselle ; mise à grand gabarit de la Seine jusqu'à Marcilly-sur-Seine ; ses observations sur l'agglomération troyenne* [7 novembre 1969] (p. 3532, 3533) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Réforme des collectivités locales ; anarchie des investissements au niveau communal ; réforme de la structure départementale ; modifications de la loi électorale ; nécessité de repenser notre structure régionale ; préparation du VIe Plan ; réforme administrative* [20 novembre 1969] (p. 4109, 4110).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de la finalité de l'Université ; problème de la répartition des étudiants ; ses observations sur l'information, l'orientation et la modulation des flux ; caractère de notre société* [15 avril 1970] (p. 1073).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Beucler* [29 avril 1970] (p. 1420, 1421) ; *retrait du sous-amendement de M. Beucler* (p. 1421).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'importation de textiles de Macao [15 mai 1970] (p. 1748).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Relance de l'expansion ; problème du chômage ; procédure du vote du budget* [21 octobre 1970] (p. 4481) ; *manque de moyens matériels pour une étude sérieuse du budget ; avenir du parlementarisme ; création du fonds d'action conjoncturelle ; ses observations sur le fait qu'un collège d'enseignement technique de la circonscription de l'orateur était inscrit au F.A.C. de 1971 ; possibilité, pour le vote du budget, de s'inspirer de la procédure retenue pour le VIe Plan ; utilité d'un débat d'orientation ; nécessité d'imposer à l'administration de renoncer au F.A.C. ; insuffisance de la politique d'action sociale ; humanisation de la croissance* (p. 4482) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Revendications en matière d'âge de la retraite* [7 juin 1971] (p. 2440) ; *modification de notre système scolaire ; problème des équivalences ; institution du « chèque d'enseignement » ; mise en place d'une procédure nouvelle de promotion individuelle ; promotion collective ; conseil national de la formation professionnelle ; rôle des comités régionaux et départementaux ; mise en cause d'une université close* (p. 2441) ; *insuffisance de la régionalisation du projet de loi ; poursuite de la politique de participation* (p. 2442) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines; du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Ses observations sur les villes nouvelles ; maîtrise du problème foncier ; ses observations sur les Z.A.D. et les Z.U.P. ; problème des plus-values ; question d'un impôt foncier ; ses observations sur le premier concours pour le « recyclage » des terrains d'Evry-Petit-Bourg* [12 juin 1971] (p. 2845) ; *avantages de l'impôt foncier déclaratif ; uti-*

lité des schémas directeurs ; liens entre les objectifs actuels et le problème de maîtrise du sol (p. 2846) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *politique foncière ; réduction hebdomadaire de la durée du travail ; lien entre le taux de croissance et la réforme des circuits de financement ; réforme des circuits de financement et de distribution* [16 juin 1971] (p. 2995) ; *taux d'épargne ; équilibre de nos échanges extérieurs ; réforme des méthodes de gestion de l'administration ; échec de la politique de décon-centration* (p. 2996) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Réforme des départements ; création d'un bureau central d'information des conseils généraux ; personnel des sous-préfectures ; réforme administrative ; rôle du préfet ; police ; ses observations sur les syndicats de police* [10 novembre 1971] (p. 5615).

Pose à M. le Premier ministre une question d'actualité relative aux importations de textiles [26 novembre 1971] (p. 6156).

Pose à M. le Premier ministre une question d'actualité relative à la fabrication de tubes couleurs de télévision par le groupe Thomson [10 décembre 1971] (p. 6660).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Contestation du pouvoir ; problème des échelles de rémunération ; ses observations sur l'ordre public* [23 mai 1972] (p. 1829) ; *rapports entre le Gouvernement et le Parlement ; rôle des parlementaires : rapports avec l'administration ; principes d'une réforme de l'administration ; rapports avec le pouvoir économique ; politique fiscale* (p. 1830) ; *rapports avec l'opinion publique ; politique de la participation ; problème de la politique étrangère et de la coopération ; ses observations sur l'O.R.T.F.* (p. 1831).

Pose à M. le ministre de la Santé publique une question orale avec débat relative à la santé publique [24 novembre 1972] (p. 5652) ; *Affaires du talc Morhange ; inscription de l'hexachlorophène au tableau C ; mise au point d'une réglementation plus stricte de la vente et de la publicité en matière de produits d'hygiène et de beauté* (p. 5654).

GRIMAUD (Jean)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
R.I.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Raymond Marcellin, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées [3 octobre 1968] (p. 3045), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971[(p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

GRIOTTERAY (Alain)

Député du Val-de-Marne
(4e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des Finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre titulaire de la Commission mixte parilaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre titulaire de la Commission mixte parilaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre titulaire de la Commission mixte parilaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— président de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de la radiodiffusion-télévision française [4 avril 1972] (p. 791) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 4 : Santé publique et Population (Crédits du Ministère des Affaires sociales), n° 359 [1er octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 7 : Travail ; annexe n° 26 : Information, n° 835 [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, n° 1045 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises, n° 1211 [10 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 5 : Travail ; annexe n° 27 : Information (Crédits des Services du Premier Ministre. — I. - Services généraux), n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 28 : Information (Crédits des Services du Premier Ministre. — I. - Services généraux) ; annexe n° 34 : Travail (Crédits du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population. — III. - Travail, Emploi, Population), n° **2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à faciliter la naturalisation des résidents d'origine arménienne, n° **2333** [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes et à étendre la compétence de cette Cour, n° **2375** [31 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 6 : Travail, Emploi et Population ; annexe n° 29 : Information ; annexe n° 49 : Contrôle général des entreprises publiques, n° **2585** [12 octobre 1972].

Sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur la gestion des offices publics d'habitations à loyer modéré, n° **2606** [20 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Taux de croissance de l'économie ; importance des charges nouvelles supportées par les sociétés ; conditions de financement de l'investissement productif ; insuffisance du profit ; bonifications d'intérêt ; réévaluation des biens productifs inscrits dans les bilans ; nécessité de déterminer le prélèvement fiscal et social en tenant compte des exigences de la compétitivité ; amélioration des conditions d'accès aux financements extérieurs ; investissements de logement ; possibilité d'autoriser les acquéreurs de certains types de logement à déduire, de leur revenu imposable, les premières annuités de leur emprunt* [25 septembre 1968] (p. 2883 à 2885) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Bourses d'études pour les infirmières ; enfance inadaptée ; services extérieurs de l'action sanitaire et sociale ; service de santé scolaire ; aide à domicile pour les personnes âgées ; problèmes démographiques ; dépenses en capital ; ses observations sur les hôpitaux non centres hospitaliers universitaires ; équipement sanitaire et social ; carte hospitalière ; réforme des procédures administratives et financières ; prix de la journée* [5 novembre 1968] (p. 3943, 3944).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gaudin, Brugnon et Magaud relatives au financement privé des autoroutes : *Principe du péage ; concession des parcs de stationnement à des sociétés privées ; réduction du coût des investissements ; rôle de l'Etat* [3 octobre 1969] (p. 2489, 2490).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Affectation des crédits dont dispose l'Office national des anciens combattants* [31 octobre 1969] (p. 3186) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Secteur social échappant relativement aux impératifs du plan de redressement ; Agence nationale pour l'emploi ; son objectif ; rôle de l'informatique dans le domaine de l'emploi ; formation technique et économique ; réduction des crédits d'équipement ; résultats obtenus par la formation professionnelle des adultes ; suppression de 110 sections, dites inactives, et création de 60 sections nouvelles ; recherche sociale ; formation ouvrière ; actions du Fonds national du chômage, du Fonds national de l'emploi ; problème des handicapés ; mise en œuvre d'une politique de l'emploi ; insuffisance des moyens mis à la disposition du Ministère ; nombre réel de chômeurs ; inadaptation de la demande et de l'offre en matière d'emploi ; réduction des disparités de rémunération entre les métiers ; enseignement technique ; possibilité d'envisager des conventions de formation dans le cadre de la loi de décembre 1966 avec des chefs d'entreprise qui s'engageraient à former sur le lieu de production des jeunes et des adultes avec un contrat de travail à durée déterminée ; rémunération et charges sociales de ces personnels pouvant être à la*

charge de l'employeur, pour une partie, et pour une autre partie à la charge de l'Etat [7 novembre 1969] (p. 3544 à 3546) ; Titre IV : *Formation professionnelle des adultes ; problèmes des crédits destinés aux frais variables des sections* (p. 3565, 3566) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Participation de l'Etat aux constructions hospitalières ; augmentation du prix de journée de l'assistance publique* [21 novembre 1969] (p. 4178) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Gestion de l'O.R.T.F. ; distinction entre le téléspectateur et le citoyen ; rôle du Parlement ; problème de la redevance ; ses observations sur la publicité ; réforme des structures de l'Office ; désire savoir s'il est raisonnable d'envisager de recruter près de mille employés en 1970 ; rôle de la Direction générale des impôts* [21 novembre 1969] (p. 4216) ; Après l'Art. 64 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « I. — Le 3° de l'article premier de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 relative à la radiodiffusion-télévision française est abrogé. II. — Il est ajouté après l'alinéa premier de l'article premier de l'ordonnance susvisée l'alinéa suivant : « L'Office a également qualité pour percevoir les redevances et les contreparties financières de ses prestations »* (p. 4231) ; *perception de la redevance ; recherche de procédés moins onéreux* (p. 4231, 4232) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Disparition du Secrétariat d'Etat à l'Information ; participations de l'Etat dans certains organismes ou sociétés d'information ; maîtrise des moyens matériels ; objectivité de l'information ; droit pour le Gouvernement d'intervenir à tout moment ; évolutions techniques des prochaines années ; aide à la presse ; ses observations sur la radiodiffusion ; filiales de la S.O.F.I.R.A.D. ; abonnements des services publics de l'Agence France-Presse ; création d'une agence d'images mobiles destinées à la télévision et au cinéma* [22 novembre 1969] (p. 4248, 4249) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* [11 décembre 1969] (p. 4857) ; *problème des sanctions ; fiscalisation de la contribution* (p. 4857, 4858) ; *rôle de la Direction générale des impôts* (p. 4858) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, à la fin du 2° du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « à la qualité d'associé », les mots : « à la souscription de droits sociaux »* [24 juin 1970] (p. 3014) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur le plan de redressement ; rétablissement des équilibres avec le maintien de l'expansion ; assainissement des finances publiques ; progrès sociaux ; situation économique actuelle* [20 octobre 1970] (p. 4424) ; *ses observations sur l'expansion ; équilibre des prix retenu pour 1971 ; objectif du budget étant d'accompagner l'expansion de l'économie dans le respect des grands équilibres ; conditions de l'industrialisation ; dépenses d'équipement agricole ; concours financiers de l'Etat aux entreprises nationales ; nécessité d'accroître les dotations en capital au détriment des subventions de fonctionnement ; emprunt des entreprises ; politique de l'emploi et de la formation* (p. 4425) ; *rôle de l'agence nationale de l'emploi ; ses observations sur l'éducation nationale ; ses observations sur les administrations ; croissance excessive des dépenses de fonctionnement par rapport aux dépenses d'équipement ; rationalisation des choix budgétaires ; possibilité de proposer au Parlement, lors de l'élaboration du Plan, diverses variantes entre lesquelles il puisse réellement choisir ; exigence de nouvelles méthodes de gestion et de définition d'options claires ; rôle du Parlement* (p. 4426, 4427) ; de la deuxième partie, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Pluralité des sources d'information étant la condition de l'objectivité ; ses observations sur la société nationale d'entreprises de presse ; participations de la S.N.E.P.* [23 octobre 1970] (p. 4620) ; *ses observations sur la S.O.F.I.R.A.D. ; gestion directe de certaines filiales ; nécessité d'assurer la participation de la S.O.F.I.R.A.D. à tous les organes délibérants des sociétés dont elle est actionnaire ; comportement de l'Etat à l'égard de radio Monte-Carlo ; Agence française de presse ; projet d'agence d'images ; aide à la presse ; aide des P.T.T.*

responsabilité des journalistes ; ses observations sur le rapport Paye relatif à l'O.R.T.F. ; ses observations sur le rapport Lindon sur les sociétés de rédacteurs (p. 4621) ; *publications propres au comité interministériel ; son souhait que chaque Ministre fasse connaître la liste et le coût des publications particulières à son ministère* (p. 4624) ; Après l'Art. 77 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain et de M. Taittinger ; participations de la S.N.E.P. dans les imprimeries de labeur en France métropolitaine ; publication du bilan de la S.N.E.P.* (p. 4625) ; *limitation des possibilités de la S.N.E.P.* (p. 4626) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Après l'Art. 62 : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Rivain ; augmentation de la redevance ; problème des techniques de perception* [16 novembre 1970] (p. 5611, 5612) ; AFFAIRES SOCIALES - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Progrès sociaux de l'année en cours ; problème de la mensualisation ; politique contractuelle entre les organisations professionnelles de salariés et de dirigeants d'entreprise ; situation de l'emploi ; chômage des jeunes* (p. 5615) ; *situation des handicapés et des travailleurs âgés de plus de 50 ans ; Agence nationale pour l'emploi ; association pour la formation professionnelle des adultes ; incapacité de l'A.F.P.A. de prévoir les besoins à très court terme ; délai qui sépare l'autorisation de création et l'ouverture effective d'une section ; statut de l'A.F.P.A. ; bilan de son activité ; fonds national de l'emploi ; mise en préretraite du personnel licencié âgé de plus de 60 ans ; problème de l'immigration* (p. 5616) ; *conséquence du rattachement de la direction de la famille au ministère de la santé ; centre d'information sur les problèmes démographiques ; création d'un comité interministériel de la politique de l'emploi* (p. 5617) ; Après l'Art. 65 : *Problème de la presse ; question des aides des P.T.T. et de la S.N.C.F. aux sociétés de rédacteurs ; problème des provisions constituées par les entreprises de presse* [17 novembre 1970] (p. 5684) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises : *Collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; nature de la proposition de loi ; ses observations sur la fiscalité ; politique de diffusion du capital des entreprises ; démocratisation du capital* [10 décembre 1970] (p. 6419) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : *Protection des jeunes animaux ; défense de leurs acheteurs ; trafic à l'entrée des jeunes chiots en France ; abandon de certains animaux au moment des vacances ; objet de l'immatriculation* [4 mai 1971] (p. 1624, 1625) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Augmentation des crédits* [27 octobre 1971] (p. 4969) ; *politique contractuelle ; développement de la mensualisation ; formation professionnelle ; agence nationale pour l'emploi ; association pour la formation professionnelle des adultes ; établissement d'un fichier des cadres chômeurs inscrits ; information sur les problèmes démographiques* (p. 4970) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Difficultés économiques de la presse écrite ; prix des quotidiens* [9 novembre 1971] (p. 5533) ; *presse d'opinion ; aide de l'Etat ; possibilité de réunir une Commission de travail « administration-presse » qui proposerait des formules satisfaisantes pour aider la presse ; dispositions fiscales dont bénéficient les journalistes ; place de la presse française à l'étranger ; agence française d'images ; Société nationale des entreprises de presse ; Société financière de radiodiffusion française ; construction des émetteurs Radio Luxembourg ; création d'un organisme national de l'information ; mise en place de comités de réflexion* (p. 5534, 5535) ; *budget de l'A.F.P. ; révision de la Commission paritaire ; S.N.E.P.* (p. 5538).

Pose à M. le Premier ministre une question orale avec débat relative aux prix du secteur public [22 octobre 1971] (p. 4802) : *Rapport spécial de contrôle du fonctionnement des entreprises publiques ; tarifs des transports ; rôle des entreprises publiques sur le plan de l'emploi et sur le plan économique ; organisation d'un débat annuel sur la politique du secteur nationalisé ; contrôle du Parlement ; application du contrat de programme de l'E.D.F. ; circonstances*

historiques des nationalisations ; choix des dirigeants du secteur public (p. 4806, 4808).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'O.R.T.F. [10 mai 1972] (p. 1482) : *Autonomie de l'O.R.T.F. ; notion de service public et de responsabilité ; organisation par le Premier Ministre avant la fin de la session d'un débat sur l'avenir de l'audiovisuel en France* (p. 1489, 1490).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Mission culturelle de l'Office ; importance de la pluralité ; monopole de la télévision ; haut conseil de l'audiovisuel ; rapport de M. Joël Le Tac* [15 juin 1972] (p. 2519) ; *rapport de la Commission Paye ; autorité du président-directeur général ; indépendance de la radiodiffusion-télévision ; statut du personnel ; création d'un véritable esprit commercial ; problème de la redevance ; qualité des programmes* (p. 2521) ; Après l'Art. 14 : *Perception de la redevance* [16 juin 1972] (p. 2622) ; Ses explications de vote : *Problème du monopole* (p. 2627).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire une question orale sans débat relative à la gestion des H.L.M. [13 octobre 1972] (p. 4161, 4162, 4163, 4164).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : *Miracle français ; inflation ; budget neutre ; reconduction des services votés limitant la liberté de choix et d'arbitrage du Gouvernement et entraînant un accroissement plus rapide des dépenses de fonctionnement par rapport aux dépenses d'équipement ; rationalisation des choix budgétaires ; freinage des investissements publics ; croissance des dépenses au titre de l'agriculture mais insuffisance des crédits de modernisation de ce secteur ; budget de justice sociale : personnes âgées, retraités, principe « impôt égal à revenu égal » ; concilie le maintien de la croissance et la lutte contre la hausse des prix ; plan européen de lutte contre l'inflation ; bilan de quatre années de croissance ; popularité du Ministre de l'Economie et des Finances ; problème de l'utilisation des crédits et de l'efficacité de la gestion quotidienne* [25 octobre 1972] (p. 4347, 4348, 4349) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Progression des crédits mais gestion critiquable* [6 novembre 1972] (p. 4705) ; *réforme de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; manque d'efficacité de l'Agence nationale pour l'emploi ; mesures en faveur des salariés âgés privés d'emploi ; projet de loi instituant une prime de mobilité pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi ; mensualisation ; accords de participation ; actionnariat dans les banques et les compagnies d'assurances* (p. 4706) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - INFORMATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Aide à la presse écrite ; commission Serisé* [13 novembre 1972] (p. 5093) ; *propose la fixation à un taux de 80 % de la part des bénéfices déductibles pour l'ensemble des publications, applicable pour trois ans (Art. 39 bis du Code des impôts) ; commission Parlement-Presse ; aide aux publications les plus menacées ; réduction du prix du papier journal pour les quotidiens dont le tirage serait compris entre 10.000 et 15.000 exemplaires ; taxe sur les salaires calculée sur la base d'un plancher fictif de 70 % de recettes publicitaires ; plan de réorganisation d'ensemble de la profession ; problème de la Société nationale des entreprises de presse ; vente des imprimeries Henon et Molière ; agence France-Presse ; agence française d'images ; S.O.F.I.R.A.D. et ses filiales* (p. 5094) ; OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Monopole ; éclatement de l'Office en sociétés indépendantes ; effets des grèves ; son désir de connaître la politique en matière de télédistribution, les dérogations au monopole prévues dans le statut ; association de la presse écrite à cette nouvelle technique ; transformation sous la pression d'une concurrence extérieure ; exemple de la Grande-Bretagne* (p. 5106, 5107) ; en seconde délibération, son explication de vote : *Sa critique du déroulement des travaux parlementaires ; augmentation du rôle de l'administration ; ses suggestions ; donner aux rapporteurs des commissions une autorité, établissement d'un lien entre le rapporteur de chaque budget et les magistrats de la Cour des comptes chargés de contrôler le secteur correspondant ; examen de la loi de règlement afin de vérifier dans quelle mesure le budget a bien été exécuté tel qu'il a été voté ; délais inadmissibles avant que*

les textes d'application soient pris ; inflation ; croissance ; vote des Républicains indépendants pour ce budget [18 novembre 1972] (p. 5532, 5533) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Expérience de la Régie Renault ; philosophie de l'actionnariat « possession et participation » ; nécessité de diffuser le plus largement possible la propriété au-delà de la limite d'un quart* [28 novembre 1972] (p. 5703), *intention du Ministre des Affaires sociales de mettre au point un nouveau type de sociétés : « les sociétés participatives » ; collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires ; son amendement tendant, en ce qui concerne la composition du collège d'actionnaires, à appliquer les dispositions de la loi de 1966 qui confère un certain nombre de droits aux actionnaires des sociétés anonymes afin de ne pas barrer la route des assemblées générales au personnel ; sa proposition de loi tendant à permettre au personnel d'acquérir des actions des entreprises privées* (p. 5704); Art. 5 : *Son amendement tendant à appliquer le droit commun relatif aux assemblées générales des sociétés anonymes* (p. 5709) ; *retrait* (p. 5710) ; Art. 8 : *Son amendement ; retrait* (p. 5712) ;

Pose à M. le Premier ministre une question orale sans débat relative aux textes d'application des lois [8 décembre 1972] (p. 6033, 6034, 6035).

GRONDEAU (Jacques)

Député de la Gironde
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968 (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p 837) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif au prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre du Conseil supérieur du service social [17 octobre 1968] (p. 3387) ; [5 novembre 1971] (p. 5359) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre du Conseil supérieur des allocations familiales [8 mai 1969] (p. 1322) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423, de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 745) tendant au paiement mensuel des pensions **civiles et militaires** de retraite, **n° 1720 [13 mai 1971].**

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1299) relative à l'entrée en jouissance de la pension de retraite des non-salariés non agricoles, **n° 1721** [13 mai 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rapport constant ; mesure fiscale permettant à un plus grand nombre de veuves de bénéficier de pensions au taux spécial et à un plus grand nombre d'ascendants de percevoir des allocations ; organisation d'une table ronde pour les déportés politiques ; possibilité d'accorder à certains survivants de 1914-1918 qui servaient dans les unités considérées comme non combattantes le bénéfice de la carte de combattant ; possibilité de donner la retraite professionnelle anticipée au taux plein* [31 octobre 1969] (p. 3204, 3205) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur le fait que certains spectacles font l'apologie de la violence, de l'indécence et du vice* [20 novembre 1969] (p. 4071) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème de l'enfance inadaptée ; ses observations sur les centres d'aide par le travail ; rôle des équipes et associations de prévention ; recrudescence de la syphilis ; problème de l'hospitalisation* [21 novembre 1969] (p. 4201) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Taux légal d'alcoolémie ; situation des victimes piétons ou cyclistes ; ses observations sur les clauses de responsabilité pour les compagnies d'assurance ; information du public* [21 avril 1970] (p. 1194) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le « taux de grade » ; refus d'attribution de la carte de combattant à des anciens mobilisés de la guerre de 1914-1918* [26 octobre 1970] (p. 4700, 4701) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur la « médecine libérale » ; projet de convention nationale entre les organismes professionnels et la Sécurité sociale ; amélioration du régime conventionnel actuel ; ses observations sur l'interruption de la grossesse* [28 octobre 1970] (p. 4859, 4860) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Rôle des hôpitaux publics ; situation des cliniques privées ; carte géographique des besoins sanitaires ; incidence*

du traité de Rome sur l'hospitalisation ; nature juridique des hôpitaux [3 décembre 1970] (p. 6129) ; Art. 26 *ter : Son amendement tendant à substituer aux mots : « du personnel médical et non médical hospitalier et, dans les centres hospitaliers universitaires » les mots : « des médecins, des pharmaciens hospitaliers et du personnel titulaire n'appartenant pas au corps médical et, le cas échéant »* [4 décembre 1970] (p. 6201) ; *son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa (composition du conseil d'administration des établissements et groupes d'établissements d'hospitalisation)* (p. 6202) ; Art. 40 : *Composition du conseil national de santé ; ses observations sur la composition des commissions régionales et de la Commission nationale de l'équipement sanitaire* (p. 6225) ; Art. 42 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mirtin* (p. 6226) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Modalités de la consultation des sections professionnelles* [19 décembre 1970] (p. 6718) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Principes de l'exercice de la profession médicale ; portée du projet de loi* [27 mai 1971] (p. 2145) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Conséquences de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur* [21 juin 1971] (p. 3163) ; *ses observations sur les enseignements secondaire et primaire* (p. 3163) ; *nombre des étudiants admis dans chaque centre hospitalier universitaire* (p. 3164) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des survivants de 1914-1918 exclus de la carte de combattant ; question du « taux du grade »* [22 octobre 1971] (p. 4797) ; *plafond de la retraite* (p. 4798) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées ; possibilité de créer deux nouveaux corps de médecins, l'un appelé corps des médecins de la puissance publique, l'autre, corps latéral, gardant les médecins actuels et qui serait chargé de l'hygiène et de la prophylaxie ; accidents de la route* [4 novembre 1971] (p. 5326) ; *prix de journée des hôpitaux privés* (p. 5327) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Situation du travailleur indépendant ; institution d'un régime unique de protection sociale* [17 mai 1972] (p. 1600) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1151 du Code rural : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger* [28 juin 1972] (p. 2924) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Retraite du combattant ; retraite mutualiste ; situation des anciens combattants d'Afrique du Nord : « taux du grade » se rapportant aux pensions militaires d'invalidité* [2 novembre 1972] (p. 4562) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Conflit avec les médecins ; réforme hospitalière ; statut des attachés assistants des facultés de médecine ; médecins salariés du secteur public ; enfance inadaptée ; handicapés ; formation d'éducateurs spécialisés ; instituts médico-pédagogiques ; ateliers protégés ; union nationale pour l'insertion sociale des déficients auditifs* [3 novembre 1972] (p. 4644) ; DÉPENSES MILITAIRES, Art. 25 : *Statut des ingénieurs, cadres et techniciens sous contrat de la défense nationale* [8 novembre 1972] (p. 4872).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
(7e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968]

(p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité de contrôle du fonds forestier national [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est élu suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 7-IV de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, relatif au droit de préemption accordé aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), n° **96** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 106) tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, n° **350** [9 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer une pension de veuve, n° **929** [3 décembre 1969].

Son rapport, fait au mon de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 934), relative au statut des vins d'Alsace, n° **984** [17 décembre 1969].

Sa proposition de loi relative au statut des vins d'Alsace, n° **1476** [27 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur sa proposition de loi (n° 1476) relative au statut des vins d'Alsace, n° **1528** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, n° **1915** [24 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée « Vin d'Alsace » ou « Alsace », n° **2472** [27 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Ses observations sur le déficit de la sécurité sociale ; développement scientifique et technique de la médecine ; cas des départements du Rhin et de la Moselle ; leur régime local de sécurité sociale ; problème de la pension d'invalidité ; prorogation des dispositions régissant la loi locale ; cas des veuves et des orphelins* [22 juillet 1968] (p. 2420, 2421);

— générale de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Relance de l'économie ; recherche d'un équilibre entre l'épargne et les investissements ; libre circulation des capitaux ; mise en place du Marché commun ; marché monétaire ; marché des euro-devises ; marché financier ; suppression de la réglementation des taux d'intérêts créditeurs ; épargne à court terme étant influencée par les conditions pratiquées à l'étranger ; disparité en matière fiscale entre la France et les autres pays européens ; libéralisation des mouvements de capitaux ; prélèvement forfaitaire de 25 % pénalisant l'épargnant* [23 octobre 1968] (p. 3472, 3473) ; Art. 15 : *Ses observations sur la bière* [24 octobre 1968] (p. 3545) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Prorogation du régime local dans les départements du Rhin et de la Moselle ; construction d'un nouvel hôpital à Wissembourg ; insuffisances de notre système de protection sociale ; situation des veuves et des orphelins ; absence de pension pour les veuves ; possibilité d'accorder une fraction plus importante que la moitié de la pension du défunt* [6 novembre 1968] (p. 3983, 3984) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Contentieux Alsacien-lorrain ; possibilité de réunir les parlementaires des trois départements et les responsables des associations d'Anciens combattants et Victimes de guerre ; application des dispositions du décret du 23 avril 1965 permettant aux anciens déportés et internés, titulaires de la carte de déporté ou d'interné de la Résistance, de bénéficier à l'âge de 60 ans de la pension vieillesse au taux plein ; cas des déportés et internés assujettis au régime local d'Alsace-Lorraine ; injustice ré-*

sultant de l'article L. 209 du Code des pensions militaires qui écarte du bénéfice de la pension d'ascendant les parents qui ont perdu un ou plusieurs enfants âgés de moins de dix ans [8 novembre 1968] (p. 4212) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Importance de l'épargne ; ses observations sur l'article 4 ; problème de l'épargne populaire ; possibilité de réunir autour d'une « table ronde » tous les collecteurs d'épargne intéressés ; rétablissement de la concurrence intégrale entre tous les collecteurs de l'épargne ; suppression de la réglementation des taux d'intérêts créditeurs; reconsidération des modalités de financement des investissements publics ; cas des caisses de crédit mutuel ; situation des départements de l'Est et de l'Ouest* [17 septembre 1969] (p. 2316, 2317) ; Articles additionnels : *Réduction du prélèvement subis par les caisses de crédit mutuel non agricole* (p. 2333) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'épargne populaire dite « l'épargne des ménages » ; situation des caisses mutuelles ; réduction de 25 à 10 % du prélèvement forfaitaire qui frappe les livrets autres que ceux des caisses d'épargne* [29 octobre 1969] (p. 3040) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Orientations du VIe Plan dans la région d'Alsace ; insuffisance du rythme des créations d'emplois par les entreprises régionales ; charges sociales pesant sur les entreprises allemandes, étant inférieures à celles des entreprises françaises; rapport franc-deutschemark ; ses observations sur l'arrondissement de Wissembourg ; rôle de l'agglomération de Karlsruhe ; industrie du Palatinat et du pays de Bade ; ses observations sur le mouvement des frontaliers dans le Bas-Rhin ; développement des infrastructures dans le Nord de l'Alsace ; accroissement des moyens de formation ; renforcement des structures industrielles ; harmonisation des charges sociales et fiscales de part et d'autre de la frontière , nécessité de créer un comité interprofessionnel en vue de dégager une solution à ce problème* [6 novembre 1969] (p. 3462, 3463) ; EDUCATION NATIONALE : *Importance de la connaissance d'une langue vivante ; but de l'enseignement des langues ; éducation audiovocale ; initiation des petits élèves, dès l'âge pré-scolaire, à la pratique d'une langue étrangère ; jumelage des communes d'Europe* [12 novembre 1969] (p. 3597) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits d'équipement; caisses régionales de crédit agricole ; exemple de l'Alsace ; mise en œuvre d'opérations de prophylaxie collective de la brucellose ; différend qui oppose les vétérinaires à l'administration ; problème des producteurs de fruits ; écoulement des pommes, notamment des Golden ; distribution gratuite de pommes aux soldats et aux élèves ; assurances sociales agricoles ; restructuration des exploitations familiales* [18 novembre 1969] (p. 3926, 3927) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ratification des conventions de l'O.I.T. ; non-ratification par la France de la charte sociale européenne ; protection des orphelins et des veuves ; sa proposition de loi ; ses observations sur l'article L 351 du Code de la sécurité sociale ; problème des pensions des veuves* [21 novembre 1969] (p. 4183, 4184).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Borocco et plusieurs de ses collègues relative au statut des vins d'Alsace, en qualité de *Rapporteur : Indication des diverses étapes de la législation ; aire de production et conditions auxquelles doivent répondre les vins prétendant à l'appellation « vins d'Alsace » ; création de dix comités régionaux ; actualisation du statut de ces vins ; composition du comité régional d'experts des vins d'Alsace ; rôle de l'I.N.A.O.* [18 décembre 1969] (p. 5052, 5053) ; Art. unique et Art. additionnel : *Ses observations sur les paroles de M. Pons* (p. 5054, 5055) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Difficultés régionales ; ses observations sur l'Alsace ; liaison fluviale Rhin-Rhône ; création dans le Nord de la région de l'orateur d'un aéroport international ; développement des zones périphériques ; ses observations sur l'arrondissement de Wissembourg ; régime des aides ; rôle de la Société de développement régional* [15 juin 1970] (p. 2661 à 2663) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Aménagement régional* [21 oc-

tobre 1970] (p. 4483) ; *comparaison des aides à l'expansion industrielle dans les pays du Marché commun ; ponction faite par les industriels allemands sur la main-d'œuvre alsacienne ; problème de l'implantation d'une nouvelle usine Michelin en France ; nécessité d'éliminer la tracasserie administrative des bureaux appelés à statuer sur la déclaration préalable d'investissement direct en France ; ses remerciements au Ministre pour la solution des problèmes des caisses mutuelles ; problème de l'épargne* (p. 4484) ; de la deuxième partie, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des incorporés de force ; application des dispositions d'un décret de 1965 complétant l'article L 332 du Code du travail devant permettre aux anciens déportés et internés, titulaires de la carte, de bénéficier à l'âge de 60 ans de la pension vieillesse au taux plein ; validation des services accomplis par les Français sous la contrainte ; octroi aux anciens incorporés de force d'une indemnité qui devrait être versée par l'Allemagne ; injustice résultant de l'article L 209 du Code des pensions militaires d'invalidité qui écarte du bénéfice de la pension d'ascendant les parents qui ont perdu un ou plusieurs enfant âgés de moins de 10 ans* [26 octobre 1970] (p. 4701) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des femmes seules ; situation des veuves ; ses observations sur les veuves non invalides mères d'enfants mineurs ; institution d'une pension en faveur des veuves âgées de moins de 65 ans non atteintes d'incapacité de travail et dont le mari n'est pas mort à la suite de faits de guerre ou d'accident du travail ; détermination de l'activité principale lors de l'exercice simultané d'une activité agricole et d'une activité salariée ; assurance maladie des personnes non salariées non agricoles ; nécessité de simplifier les formalités ; harmonisation des charges sociales dans les pays européens* [28 octobre 1970] (p. 4834) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, Art. 25 : *Aide du Fonds forestier national aux propriétaires obligés de reboiser* [26 novembre 1970] (p. 5976) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les banques populaires, les caisses d'épargne et les caisses de crédit mutuel adhérentes à la confédération nationale du crédit mutuel, ne seront assujetties à la patente qu'à partir du 1er janvier 1972 »* [9 décembre 1970] (p. 6353) ; *report de la date d'application de la suppression de la patente* (p. 6353) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Situation de la région Alsace ; problème des infrastructures ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; régime des aides ; situation de l'extrême nord de l'Alsace* [16 juin 1971] (p. 2958, 2959) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Classement d'un certain nombre de cantons du nord de l'Alsace en zone II ; problèmes spécifiques aux zones frontalières ; caractère de notre politique d'aide* [25 octobre 1971] (p. 4882) ; *problème de l'arrondissement de Wissembourg ; nécessité de rapprocher notre système d'aide de celui qui existe dans les autres pays du Marché commun ; aides aux infrastructures et au logement* (p. 4883) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Objectifs du VIe Plan ; problème des maisons individuelles ; politique foncière ; choix entre le locatif et l'accession à la propriété* [29 octobre 1971] (p. 5096) ; *simplification des rouages administratifs ; problème des prix ; prêts du Crédit foncier de France ; retard en matière de primes* (p. 5097) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Détermination de l'activité principale lors de l'exercice simultané d'une activité agricole et d'une activité salariée ; réforme de l'assurance vieillesse ; ses observations sur la situation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [4 novembre 1971] (p. 5302) ; *rémunération des infirmières et des assistantes sociales ; problème des veuves ; institution d'une pension en faveur des veuves âgées de moins de 65 ans non atteintes d'incapacité de travail et dont le mari n'est pas mort à la suite de faits de guerre ou d'accident du travail* (p. 5303) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, en qualité de *Rapporteur* : *Mise en bouteilles obligatoire dans la région de production ; ses observations sur les pratiques allemandes* [29 juin 1972] (p. 2996) ; Art. 1er : *Son amendement (nature des bouteilles dans lesquelles le vin d'Alsace sera vendu)* (p. 2999) ; Art. 2 : *Son amendement*

tendant à supprimer cet article (p. 3002) ; *retrait de celui-ci* (p. 3002) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Régime des aides au développement régional ; problème des régions frontalières, nombreux frontaliers se rendant outre-Rhin ; aides accordées en Belgique et en Irlande ; nécessaire harmonisation des législations sociales et fiscales dans les pays de la Communauté ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; reconstruction des ponts détruits par fait de guerre ; épargne des ménages ; demande que l'obligation d'augmentation des réserves à déposer à la Banque de France ne soit pas appliquée aux organismes collecteurs de l'épargne familiale* [24 octobre 1972] (p. 4320) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Rappel de sa proposition de loi tendant à faire bénéficier toutes les veuves d'une pension ; problème du non-cumul d'un droit personnel et d'un droit dérivé ; pension de réversion portée à 75 pour cent ; application trop rigide de la loi du 12 juillet 1966 pour les ouvriers paysans ; adaptation du régime local en vigueur en Alsace et en Moselle à la réforme de l'inaptitude au travail et à l'abaissement de l'âge de la veuve pour l'obtention d'une pension de réversion* [6 novembre 1972] (p. 4729) ; *sa demande de mesures pour éviter la fermeture d'usines ; harmonisation des législations sociales des divers pays de la Communauté* (p. 4730) ; LOGEMENT : *Effort de la Ve République* [16 novembre 1972] (p. 5323) ; *demande une majoration des crédits pour les prêts et les primes ; primes sans prêt ; demande que les maires soient autorisés à instruire les dossiers de construction de maisons individuelles et à délivrer les permis dans le délai d'un mois ; accélération du délai d'instruction des dossiers relatifs au certificat d'urbanisme et au permis de construire ; application des dispositions de la loi du 16 juillet 1971 dans les zones protégées ; maisons individuelles* (p. 5324).

GUÉNA (Yves)

Député de la Dordogne
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre des Postes et Télécommunications (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Dépôt :

Son projet de loi relatif aux stations radioélectriques privées et aux appareils radioélectriques constituant ces stations, n° 616 [2 avril 1969].

Interventions :

En qualité de Ministre des Postes et Télécommunications :

Répond à la question orale sans débat de M. Ansquer relative à la situation des relations téléphoniques [19 juillet 1968] (p. 2336, 2337).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ventes par correspondance* [9 novembre 1968] (p. 4233) ; *budget d'équipement ; augmentations de traitements et d'indemnités ; aménagement des horaires de travail aux P.T.T. ; taux de la prime de résultat d'exploitation ; prime de rendement ; indemnité de risques ; indemnité horaire pour travail de nuit ; indemnité de technicité ; ses observations sur les télécommunications ; équipements téléphoniques ; indus-*

trie française des télécommunications : écoulement du trafic interurbain ; automatisation de notre réseau téléphonique ; rôle de l'emprunt ; taxe de raccordement ; taxe de base ; relèvement des tarifs postaux ; modification à la classification du courrier (p. 4234 à 4236) ; *ses observations sur le télex* (p. 4237) ; *emprunt à l'étranger* (p. 4242) ; *relation entre les désordres du mois de mai et les inévitables augmentations de tarifs ; ses observations sur le Ve Plan ; téléinformatique ; problème financier ; recours à l'emprunt ; investissements postaux ; crédits sociaux ; prime de résultat d'exploitation ; question du téléphone dans la région landaise ; télex dans la région de Bordeaux ; comptes de chèques postaux ; situation téléphonique en Basse-Normandie ; éventualité de la création d'une direction régionale en Basse-Normandie ; problème des comités techniques paritaires départementaux et régionaux ; tarifs préférentiels en faveur de la presse ; question du recours à l'entreprise privée ; ses observations sur le personnel de l'administration des Postes et Télécommunications ; automatisation ; cas du personnel auxiliaire ; question de la suppression de certains bureaux de poste ; automatisation du réseau téléphonique du Bas-Rhin* (p. 4243 à 4245).

Répond à la question orale sans débat de M. Duroméa relative au recrutement d'agents pour la pose de câbles téléphoniques [15 novembre 1968] (p. 4482, 4483).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Robert Fabre, Michel Durafour et Mme Prin relatives au développement du réseau de télécommunications [14 mai 1969] (p. 2399, 1400, 1402).

GUICHARD (Claude)

Député de la Dordogne
(12e circonscription)
R.I.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Yves Guéna, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 octobre 1968] (p. 3045), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre du Conseil d'administration du B.U.S. [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création, dans le cadre du fonds national de l'emploi, d'une caisse autonome de garantie des emprunts contractés, n° 447 [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi portant création d'une commission d'étude des problèmes de la médecine générale, n° 1584 [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à définir les conditions générales de l'exercice de la médecine, n° 1585 [18 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Caractères du projet de loi ; intentions du Gouvernement ; système d'orientation ; autonomie des universités ; universités concurrentielles ; ses observations sur le corps professoral ; problème financier ; ses observations sur le plan pédagogique ; cours magistral ; programme des études ; participation ; rôle des conseils élus* [4 octobre 1968] (p. 3079, 3080) ; *problème des libertés syndicales et politiques dans l'Université* (p. 3080) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter ainsi le troisième alinéa de cet article : « un collège des étudiants accomplissant leur première année d'études dans l'enseignement supérieur sera élu, mais ses délégués ne seront appelés à siéger dans les divers conseils qu'à titre consultatif et non délibératif »* [9 octobre 1968] (p. 3162) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3162, 3167) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Rénovation de l'enseignement secondaire ; crédits destinés à l'enseignement supérieur ; développement des instituts universitaires de technologie ; sous-développement des services administratifs extérieurs ; recherche scientifique ; problème de l'information et de l'orientation ; question des bibliothèques publiques et universitaires ; système d'attribution des bourses ; mesures prises en faveur des agriculteurs ; amélioration des transports scolaires ; œuvres sociales en faveur des étudiants ; question des restaurants universitaires* [28 octobre 1968] (p. 3635, 3636) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Crédits consacrés à l'accueil et à la réinstallation des rapatriés ; nécessité d'éviter les poursuites pour les dettes contractées en relation avec des biens spoliés ou perdus outre-mer ; suspension des obligations liées à des prêts de réinstallation en France ; levée des hypothèques prises par des organismes d'Etat sur les biens des rapatriés réinstallés en métropole pour garantir les prêts de réinstallation ; ses observations sur les prêts de réinstallation consentis par le Crédit maritime, le Comptoir des entrepreneurs, le Fonds national de l'habitat et la Caisse des dépôts et consignations* [7 octobre 1969] (p. 2502, 2503).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Déficit de la S.N.C.F. ; dévouement des cheminots ; caractère de la politique commerciale et administrative de la S.N.C.F. ; responsabilité de l'Etat envers la Société nationale ; tutelle de l'Etat ; infrastructure ferroviaire ; coordination entre le Ministère des Transports et le Ministère de l'Equipement ; réduction des activités de la S.N.C.F. ; problème de la ville de Périgueux* [15 octobre 1969] (p. 2683, 2684).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Crédits de l'enseignement supérieur ; faiblesse des moyens financiers ; régression du nombre d'emplois ; taux de réalisation des équipements prévus par le Ve Plan ; instituts universitaires de technologie ; recherche scientifique ; enseignement élémentaire et pré-scolaire ; enseignement du second degré ; crédits de fonctionnement ; problème de l'équipement ; nationalisation d'établissements du premier cycle de l'enseignement secondaire ; crédits pour les bibliothèques et la lecture publique ; fonctionnement des bibliothèques municipales et départementales ; insuffisance des équipements du Centre nationale des œuvres universitaires ; tiers temps pédagogique ; mise en place des universités autonomes et pluridisciplinaires ; mode de découpage des anciennes facultés* [13 novembre 1969] (p. 3636, 3637) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Importance des problèmes agricoles en France ; aspect humain du problème ; retraite agricole ; indemnité viagère de départ ; crédits destinés aux S.A.F.E.R. ; nécessité de relancer le système des investissements en agriculture ; importance des emprunts à taux réduit ; cas du département de la Dordogne ; prime d'abattage* [19 novembre 1969] (p. 3994, 3995) ; *problème du soutien des marchés ; inquiétudes des tabaculteurs français ; ses observations sur les plans Mansholt et Vedel* (p. 3995) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions

non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; principe des droits acquis dans un autre régime ; problème des cotisations ; situation des retraités aux revenus modestes ; conditions dans lesquelles les cotisations sont précomptées sur les arrérages des allocations et pensions ; notion du petit risque ; insuffisance de la définition de la longue maladie ; constitution, au sein de la caisse interprofessionnelle, de sections qui pourront instituer des régimes complémentaires* [2 décembre 1969] (p. 4498).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Ses observations sur la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; réforme universitaire ; problème de l'agitation ; enseignement technique ; nécessité de former une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée ; collèges d'enseignement technique ; enseignement du second degré ; enseignement supérieur ; notion d'autonomie des universités ; transformation du baccalauréat en un certificat d'études secondaires ; problème de la sélection ; nécessité de ne plus garder aux diplômes leur valeur nationale ; autonomie universitaire ; nécessité pour chaque université autonome de rechercher un financement complémentaire de celui de l'Etat* [14 avril 1970] (p. 1008, 1009).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Politique d'aménagement du territoire ; ses observations sur la façade atlantique du Sud-Ouest ; son désenclavement ; ses observations sur la mutation agricole* [17 juin 1970] (p. 2737, 2738).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'autonomie des universités : *Prolongation de la loi d'orientation sur les plans pédagogique, financier et administratif ; difficultés causées par l'interprétation de la loi d'orientation dans un cadre restrictif* [19 juin 1970] (p. 2891) ; *priorité à accorder à l'autonomie sur le plan pédagogique ; réflexions sur la pluridisciplinarité ; nécessité de mettre fin au principe de la territorialité des circonscriptions universitaires ; difficulté de concevoir l'autonomie avec le maintien exclusif des jurys d'Etat et des diplômes nationaux ; suppression du problème des établissements libres d'enseignement supérieur ; autonomie administrative* (p. 2893).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Définition d'une politique agricole précise et cohérente ; aide sociale ; problème de l'évolution des prix ; production laitière ; subventions au F.O.R.M.A. ; ses observations sur la décision de faire supporter par le F.O.R.M.A. une prime de deux centimes par kilogramme de lait ; problème de l'équipement des campagnes ; exemple du département de la Dordogne ; alimentation en eau potable ; électrification rurale ; voirie rurale* [7 novembre 1970] (p. 5330, 5331) ; EDUCATION NATIONALE : *Caractère du budget* [14 novembre 1970] (p. 5548) ; *crédits affectés à l'administration générale ; application de la loi d'orientation ; mise en place d'un corps de secrétaires généraux et d'un personnel administratif ; réforme des structures, de la pédagogie et de la formation des maîtres ; nationalisation des collèges d'enseignement secondaire ; recherche scientifique ; enseignement technique ; ses observations sur les I.U.T. ; causes de la désaffection de l'enseignement technique ; situation des maîtres auxiliaires de l'enseignement du second degré ; problème des équipements* (p. 5549) ; *taux d'exécution du Ve Plan pour le Centre national des œuvres universitaires* (p. 5550) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 2 : *Retrait de l'amendement de M. Olivier Giscard d'Estaing* [4 décembre 1970] (p. 6185) ; Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer les mots : « ou les universités qui agissent en leur nom »* [4 décembre 1970] (p. 6193) ; *ses observations sur les unités d'enseignement et de recherche* (p. 6193) ; *cas où un établissement assurant le service public hospitalier n'aurait pas demandé son admission à un syndicat interhospitalier* (p. 6194) ; *mission du service public hospitalier en vue de la formation et de la recherche médicale et pharmaceutique ; stages des étudiants en pharmacie poursuivant des études de biologie* (p. 6194) ; Art. 26 *ter* : *Retrait de l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 6203) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (1°) de cet article à supprimer les mots : « ou d'un laboratoire privé »* (p. 6203) ; *détermination des incompatibilités pour l'appartenance au conseil d'administration* (p. 6203) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (comptabilité des établis-*

sements d'hospitalisation privés) (p. 6220) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Ils conserveront cependant leur individualité et leur statut propre pour tout ce qui concerne leur gestion »* (p. 6222) ; *retrait de son amendement* (p. 6222) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ils peuvent également faire appel à des praticiens qui demeurent régis par les statuts du personnel médical des établissements d'hospitalisation publics »* (p. 6225) ; *retrait de son amendement* (p. 6225) ; ses explications de vote : *Son vote favorable sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6231) ; en deuxième lecture, Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant après les mots : « laboratoire privé » à compléter le cinquième alinéa de cet article par les mots : « ayant passé une convention de service avec l'hôpital »* [16 décembre 1970] (p. 6574) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6574) ; Art. 39 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « pour un ou plusieurs objectifs déterminés »* (p. 6582) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Augmentation des dépenses de santé ; médecine libérale ; indépendance professionnelle et morale des médecins ; critères de la représentativité d'une association ou d'un syndicat ; avis du conseil de l'ordre* [27 mai 1971] (p. 2144, 2145) ; Art. 2 : *Sa constatation que le conseil national de l'ordre des médecins ne devra pas bloquer le mécanisme de la convention* (p. 2152) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 13 : *Son amendement (nombre des étudiants admis à poursuivre des études pharmaceutiques au-delà de la première année)* [21 juin 1971] (p. 3191) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3191) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi et celle de M. Jacques Delong relative à l'enseignement de la biologie, Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots : « de médecine et de sciences pharmaceutiques » à supprimer la fin de l'alinéa* [21 juin 1971] (p. 3195) ; *participation des étudiants en pharmacie aux études de biologie dans le cadre des laboratoires de biologie intégrés dans les C.H.U.* (p. 3195, 3196) ; Art. 2 : *Son amendement (organisation de certains enseignements de biologie)* (p. 3196) ; *rôle du directeur de l'unité d'enseignement et de recherche de sciences pharmaceutiques* (p. 3196) ; Art. 3 : *Son amendement (absence d'accord entre la Commission et le directeur de l'unité d'enseignement et de recherche de sciences pharmaceutiques ou l'enseignant responsable de la section de pharmacie)* (p. 3196) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE : *Rentrée scolaire ; réalisation du Ve Plan ; formation des maîtres ; instituts de formation des professeurs de l'enseignement secondaire* [9 novembre 1971] (p. 5557) ; *situation des maîtres auxiliaires ; création d'un corps d'orienteurs qui assureraient la coordination du travail effectué par l'élève ; rôle du professeur principal ; nationalisation des C.E.S. ; rôle du livre ; recherche scientifique* (p. 5558) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Augmentation des dépenses sociales ; calamités agricoles ; prêts du Crédit agricole ; attribution d'un contingent d'essence détaxée ; écoulement des viandes bovines ; rôle de la S.I.B.E.V. ; retard d'équipement des campagnes* [16 novembre 1971] (p. 5745) ; *cas du département de la Dordogne ; desserte en eau potable ; habitat rural* (p. 5746) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Conséquence des mutations économiques ; alignement des retraites sur celles du régime général ; majoration des retraites ; droits acquis ; cas des retraites déjà liquidées* [17 mai 1972] (p. 1600) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exploitation familiale ; refonte de la législation sur l'indemnité viagère de départ ; prime d'installation aux jeunes agriculteurs dans certains départements ; production de viande bovine ; lutte contre la brucellose ; réorganisation de la chaîne de la production, de la transformation et du négoce ; organisme national interprofessionnel du bétail et des viandes ; prix du lait* [15 novembre 1972] (p. 5195) ; *office du lait et de la viande ; vin ; vins blancs ; abaissement des taxes*

fiscales et en particulier de la T.V.A. sur les vins ; carte des appellations contrôlées · équipement de l'espace rural en Dordogne (adduction d'eau, réseaux électriques, habitat rural) (p. 5196).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique (7e circonscription) U.D.R.

MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, CHARGÉ DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE du 12 juillet 1968 au 21 juin 1969

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre de l'Education nationale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Education nationale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, n° **1606** [19 décembre 1970].

Son projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, n° **1752** [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à l'apprentissage, n° **1753** [25 mai 1971].

Son projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, n° **1835** [11 juin 1971].

Son projet de loi relatif à la situation de différents personnels, relevant du Ministre de l'Education nationale, n° **2091** [1er décembre 1971].

Interventions :

En qualité de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire :

Répond à la question orale sans débat de M. Duhamel relative à la réforme régionale [11 octobre 1968] (p. 3277, 3278, 3280).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - SERVICES GÉNÉRAUX (CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGA-

TION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE) : *Adaptation du Ve Plan ; ses observations sur l'emploi ; validité des orientations générales du Ve Plan ; compétitivité des entreprises ; préparation du VIe Plan ; examen des problèmes de méthode ou d'information statistique et économique qui doivent servir de base aux décisions financières du VIe Plan ; programmes régionaux ; réforme régionale ; arrêt du déclin des régions de l'Ouest ; problème de la région parisienne ; ses observations sur les régions du Nord et de la Lorraine ; problème de la productivité ; Centre national pour l'accroissement de la productivité des entreprises ; information des organisations professionnelles ; rapports de l'administration avec les entreprises* [4 novembre 1968] (p. 3844 à 3846) ; *atterrissage des avions supersoniques à Roissy-en-France* (p. 3849) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche* (p. 3854) ; *problème du Plan ; Centre national d'information pour la productivité des entreprises ; politique industrielle du Gouvernement ; classement en zone de rénovation rurale du département du Puy-de-Dôme ; non-classement en zone I d'une partie de ce département ; ses observations sur les zones franches fiscales* (p. 3857) ; *investissements nouveaux réalisés par Dunlop ; importance de la participation des régions ; ses observations sur les lignes déficitaires de la S.N.C.F. ; desserte autoroutière de l'aéroport d'Orly ; problème de l'emploi ; politique de développement urbain ; département de l'Ardèche ; problème du bassin de l'Oise ; problèmes économiques du département des Ardennes ; tracé de la liaison Seine-Est ; traversée des Vosges ; tunnel de Sainte-Marie ; situation en Bretagne ; mission devant être envoyée à Lannion ; schéma général d'aménagement de la France ; utilisation du F.I.A.T. ; problème de la Basse-Normandie ; travaux de l'autoroute de Caen* (p. 3857 à 3859).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Développement équilibré de l'expansion ; conséquences de la participation ; ses observations sur les régions, origines des décisions actuelles ; formation d'un esprit régional ; ses observations sur le dossier envoyé par le Premier Ministre aux préfets de région ; organisation de la consultation ; dimensions des régions ; pouvoirs des régions ; ses moyens financiers ; organes représentatifs de la région ; administration de la région ; méthode employée pour le dépouillement des avis et leur synthèse ; rôle de la société d'économie et de mathématiques appliquées ; existence des 21 régions ; pouvoirs exercés par le département et la commune ; ses observations sur les équipements publics dans la région ; aménagement du territoire et planification : problème du maintien nécessaire de la cohérence de la politique nationale ; moyens financiers ; origine des ressources financières de la région ; ses observations sur l'impôt, l'emprunt régional, les ressources fournies par l'Etat, les subventions sectorielles, organes représentatifs ; composition du conseil régional ; ses observations sur les élus ; rôle des représentants des activités économiques ; avenir du département ; objections concernant les bienfaits de la centralisation; création des communautés urbaines ; développement des secteurs de coopération en milieu rural ; planification nationale* [11 décembre 1968] (p. 5329 à 5334) ; *pouvoir réglementaire ; ses observations sur les catégories d'équipements ; subventions par grands secteurs du Plan ; système des subventions sectorielles ; ses observations sur le Plan* [13 décembre 1968] (p. 5485, 5486).

En qualité de Ministre de l'Education Nationale :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Crise de l'Education nationale ; ses observations sur la masse de ce budget ; analyse de la structure du budget ; importance des dépenses de personnel ; augmentation des traitements ; croissance du nombre des emplois ; nombre des enseignés ; enseignement élémentaire ; enseignements supérieurs ; personnel administratif ; enfance inadaptée ; budget d'équipement ; ses observations sur la rentrée scolaire et universitaire ; choix des priorités ; nécessité d'assurer la reprise du programme d'opérations prévu pour 1969 ; accentuation de l'effort en faveur du second degré ; collèges d'enseignement technique ; dotation prévue pour l'enseignement du premier degré ; recherche scientifique ; exécution du Ve Plan ; participation des collectivités locales ; ses observations sur les classes de fin d'études ; préparation du C.A.P. ; développement des C.E.T. ; cas du restaurant universitaire ; transferts sociaux ; tarifs préférentiels sur les moyens de transports ; dégrèvements fiscaux auxquels donnent droit des enfants étudiants ; taux moyen des bourses ;*

problème de la démocratisation ; gratuité des dépenses scolaires dans le premier cycle ; ses observations sur la commission de l'étudiant présidée par M. le recteur Mallet ; causes de la crise ; évolution du syndicalisme universitaire ; école devant tenir les ambitions et les luttes partisanes hors de ses limites ; conséquences de l'irresponsabilité ; participation des utilisateurs à la marche de l'Education nationale ; nécessité de rendre confiance en l'Education nationale ; gestion du service public d'éducation ; nécessité que les mutations interviennent avant la rentrée ; développement de l'informatique ; déconcentration ; préparation administrative des dossiers de construction ; objectifs de l'Education nationale ; perspectives de développement de chacun des grands ordres d'enseignement ; importance du rôle de la maternelle dans la démocratisation ; problèmes posés par le milieu rural ; tiers temps ; perfectionnement des enseignants ; rénovation de l'enseignement élémentaire : celui des mathématiques et du français ; disparition des premiers cycles des lycées ; ses observations sur les C.E.S. ; limites de la notion de tronc commun ; report de l'étude du latin à la quatrième ; classes praliques ; articulation entre les enseignements généraux du premier cycle et les formations techniques ; question de savoir si les C.E.S. peuvent dispenser une formation pré-professionnelle ; ses observations sur le second cycle : collèges techniques, problème du B.E.P. ; possibilité faite aux meilleurs élèves des B.E.P. de rejoindre l'enseignement long ; second cycle long ; ses observations sur la division entre les deux cultures, la littéraire et la scientifique ; tronc commun des disciplines littéraires et scientifiques s'imposant en classe de seconde ; ses observations sur les enseignements supérieurs ; constitution des universités ; ses observations sur la participation, l'autonomie et la pluridisciplinarité ; adaptation des unités aux futures responsabilités sociales ; préparation du VIe Plan ; amélioration de la qualification des enseignants ; rénovation des écoles normales ; préparation professionnelle des agrégés ; amélioration de l'orientation ; création d'un office national d'information ; mise en ordre de la manière dont les élèves sont affectés dans les établissements [12 novembre 1969] (p. 3578 à 3583) ; *rapport de la commission Mallet ; problème de l'allocation d'études* (p. 3598) ; *recensement des déprédations causées aux établissements d'enseignement en raison des événements de mai 1968* [13 novembre 1969] (p. 3629) ; *part du produit brut affecté à l'éducation nationale ; référence à l'exemple américain ; participation des collectivités au financement de l'éducation ; emplois d'enseignants ; nombre des emplois qu'il faudrait créer au cours de l'exécution du VIe Plan ; amélioration du rendement administratif ; absence de fichier national d'étudiants ou d'élèves ; absence de fichier du personnel de l'enseignement supérieur ; nécessité de la prévision ; croissance des effectifs ; amélioration du taux d'encadrement ; nécessité de réformer ; situation des personnels administratifs et d'intendance des services extérieurs de l'éducation nationale ; cas des conseillers administratifs ; statut des surveillants généraux ; problème de la surveillance ; révision des barèmes de surveillance ; cas des directeurs d'études des centres de formation ; situation des directeurs de C.E.G. ; problème de la direction des services d'enseignement de la Guyane ; formation des professeurs ; nombre des postes d'« Ipésiens » ; carrière des assistants Office national d'information ; implantation des écoles maternelles en zones rurales ; cas des régions frontalières ; enseignement primaire ; situation des instituteurs ; éducation physique ; problème de l'épreuve anticipée de français au baccalauréat ; enseignement audiovisuel ; intégration de la télévision à l'école ; emploi direct de la télévision scolaire ; instruction civique ; nationalisations d'établissements du second degré ; ramassage scolaire ; application du décret du 31 décembre 1969 ; augmentation des tarifs de pension ; problème des bourses ; publicité du barème ; amélioration du service des bourses au profit des agriculteurs ; aide allouée aux élèves du premier cycle du second degré ; enseignement supérieur ; émulation entre les universités ; diplômes décernés par les universités ; école électronique ; école de chimie de l'université de Caen ; répartition des universités ; politique de logement en faveur des étudiants ; instituts universitaires de technologie ; problème de l'enseignement supérieur en Corse ; sport à l'université ; ses observations sur Vincennes ; maintien de l'ordre dans les facultés ; facultés de médecine ; ses observations sur l'arrêté du 26 septembre ; rôle du jury ; définition d'une politique générale des enseignements médicaux ; problème de l'orientation; formation médicale* (p. 3650 à 3656) ; **Titre** III : *Son amendement tendant à diminuer les crédits de 3 millions de francs et à les majorer de la même somme* (p. 3656) ; *trans-*

formation d'emplois d'assistants non agrégés de facultés de sciences en emplois de maîtres-assistants (p. 3656) ; Titre IV : *Ses observations sur les bourses ; gratuité dans le premier cycle ; possibilité de renforcer le caractère sélectif des aides dans le second cycle et dans le supérieur* (p. 3657).

Répond à la question orale avec débat de M. Boutard relative à l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et aux réformes dans les établissements du second degré : *Décret du 8 novembre 1968 introduisant la participation dans les lycées et collèges ; représentation distincte des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles ; possibilité pour le recteur de demander au conseil de discipline de procéder à un nouvel examen de tous les dossiers ; rôle des surveillants et surveillants généraux ; décrets constitutifs des universités parus depuis juin ; temps et crédits nécessaires à la mise en place définitive de toute réforme* [5 décembre 1969] (p. 4702, 4703) ; *regroupement, dans certaines académies, d'écoles en instituts polytechniques ; observations faites sur le fonctionnement des conseils de classe et des structures de l'enseignement du second degré ; grève ; textes concernant le baccalauréat ; détachements de professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur ; recherche d'une solution française à base d'orientation permanente ; recrutement des professeurs d'instituts universitaires de technologie ; manque de moyens des facultés de lettres* (p. 4707, 4708).

Répond à la question orale sans débat de M. Capelle relative à l'enseignement technique agricole [12 décembre 1969] (p. 4896).

Répond à la question orale sans débat de M. Poudevigne relative à la valorisation des diplômes de la promotion sociale [12 décembre 1969] (p. 4896).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative à l'attribution des bourses [12 décembre 1969] (p. 4897).

Répond à la question orale sans débat de M. Boulloche relative à la grève des étudiants en médecine [12 décembre 1969] (p. 4898).

Répond à la question orale sans débat de M. Ballanger relative à l'interdiction d'une émission à la radio-télévision scolaire [12 décembre 1969] (p. 4899, 4900).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Duclos et Capelle relatives à l'enseignement secondaire : *Etudes gréco-latines ; initiation au latin en classe de 5e ; enseignement du latin intégré à celui du français* [12 décembre 1969] (p. 4903) ; *collèges d'enseignement technique ; éventail des formations offertes par le C.E.T. ; nombre d'établissements à structure pédagogique des C.E.S. ; poursuite de l'unification des structures des établissements de premier cycle ; cas des classes de transition ; cas des classes pratiques ; amélioration de l'éducation permanente ; organisation des différentes activités socio-culturelles des C.E.S. ; autonomie des établissements ; enseignement du latin ; notion de volontariat ; problèmes de la technologie ; formation technologique des candidats au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire des sciences physiques* (p. 4906, 4907, 4908).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de l'ordre ; promotion collective et professionnelle de ceux qui reçoivent l'enseignement ; adaptation permanente des contenus de l'enseignement ; perfectionnement de l'action de ceux qui dispensent ou administrent l'enseignement ; création d'une école commune à tous les enfants jusqu'au terme de la scolarité obligatoire ; formation continue ; problème des langues ; ses observations sur le fait que tout enfant entrant en 4e sera appelé à commencer le latin ou une seconde langue vivante ; problème de l'arrêté sur les études médicales ; ses observations sur la grève correspondante du milieu étudiant ; réorganisation de l'administration centrale ; distinction entre les directeurs-délégués et les directeurs chargés de la mise en œuvre des divers moyens ; politique des bourses dans le second degré ; gratuité des livres et des fournitures scolaires ; transports scolaires ; frais de pension ; formation des maîtres ; ses observations sur les écoles normales et les E.N.N.A. ; professorat du second degré ; concours du C.A.P.E.S. et de l'agrégation ; sélection des futurs enseignants pouvant intervenir à l'issue du premier cycle universitaire après le D.U.E.L. ou le D.U.E.S. ; entrée des futurs enseignants sur concours dans des instituts spécialisés*

où ils resteraient trois ans et qui se substitueraient aux I.P.E.S. ; rôle des U.E.R. ; nécessité de conserver dans l'enseignement du second degré un cadre supérieur de professeurs : le cadre des agrégés ; ouverture en 1971 du premier concours de recrutement au niveau du D.U.E.L. et du D.U.E.S. ; ses observations sur les universités ; consultations effectuées par le recteur de Paris ; ses observations sur les treize universités de Paris ; pluridisciplinarité ; pouvoirs administratifs et financiers des actuels conseils de gestion ; conseils régionaux ; conseil national ; ses observations sur les diplômes : les diplômes nationaux professionnels, les diplômes d'université, les diplômes nationaux homologués ; ses observations sur la loi d'orientation ; conception que certains universitaires se font de leur propre responsabilité quant à l'ordre public ; ses observations sur la police universitaire ; importance de l'apprentissage de la démocratie élective [14 avril 1970] (p. 997 à 1002) ; *ses observations sur la possibilité de prévoir l'exclusion de tout étudiant qui, par son comportement, se serait mis en marge de la communauté universitaire* (p. 1008) ; *élection pour cinq ans des présidents des conseils d'université* [15 avril 1970] (p. 1057) ; *question des écoles maternelles ; problème des langues ; ses observations sur l'intervention de M. Leroy ; ses observations sur les gauchistes ; problème de l'ordre ; augmentation des droits de pension ; ses observations sur les bourses ; principe de la gratuité ; situation des chefs d'établissement ; rénovation pédagogique ; organisation de stages pour les candidats aux fonctions administratives de l'éducation nationale ; participation dans les conseils de classe ; problème de savoir si les représentants des parents et des élèves peuvent assister à l'examen des cas individuels ; nécessité de limiter aux seuls enseignants les participants aux délibérations qui prononcent l'admission des élèves à la classe supérieure ; décisions des conseils de discipline ; problème des fermetures de classes ; ses observations sur les écoles à classe unique ; problème des universités ; leur autonomie ; question de l'ordre et de la discipline ; ses observations sur le décret d'application de l'article 37 de la loi d'orientation ; problème de la participation ; condition de la participation étudiante ; ses observations sur l'orientation et la sélection ; avenir du baccalauréat ; enseignement du latin ; question des franchises universitaires* [15 avril 1970] (p. 1078 à 1080).

Répond à la question d'actualité de M. Jean-Claude Petit relative à la date des vacances scolaires [29 avril 1970] (p. 1376).

Répond à la question d'actualité de de M. Berthelot relative aux revendications des étudiants des instituts universitaires de technologie [29 avril 1970] (p. 1378).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative aux classes dites « pratiques » [26 juin 1970] (p. 3173).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative à la gratuité des études du premier cycle [9 octobre 1970] (p. 4231).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Application du tiers temps pédagogique ; stages d'éducation physique et sportive organisés pour les instituteurs ; nombre de C.E.S. construits dans le département de l'Essonne en 1970 ; problème du baccalauréat ; enseignement du latin ; problème des crédits budgétaires affectés aux bourses ; étude des cas sociaux ; implantation d'une université à Paris-ouest (zone de Rocquencourt) ; aide à l'enseignement privé ; problème des écoles maternelles ; développement des formations technique et professionnelle* [9 octobre 1970] (p. 4237 à 4240) ; *régression des classes de fin d'études ; création de nouvelles classes dans le technique ; critères d'attribution des bourses ; âge d'accueil des enfants à l'école maternelle ; suppression du G.O.D. de La Salvetat ; situation des enfants des îles ; problème du ramassage scolaire ; classes de transition* (p. 4244, 4245).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Accroissement du budget ; finalités de l'éducation ; caractéristiques essentielles du budget ; progression de la scolarisation ; adaptation de la carte scolaire à l'urbanisation ; réforme de l'enseignement secondaire ; enseignement supérieur ; croissance des effectifs des I.U.T. ; dépenses en personnel ; mesures en faveur du personnel ; statut des personnels d'orientation ; transformation du B.U.S. en O.N.I.S.E.P. (Office national d'information sur les enseignements et les professions)* [14 no-

vembre 1970] (p. 5545) ; *taux des bourses ; frais de pension ; difficultés d'organiser un circuit des livres d'occasion ; ses observations sur le fait que toutes les divisions d'une même classe devront utiliser les mêmes manuels pendant au moins une durée de cinq ans ; amélioration de l'organisation et du rendement du système éducatif ; recherche scientifique ; formation des maîtres ; transformation des écoles normales en véritables centres de formation professionnelle ; réforme de la formation des professeurs certifiés ; ses observations sur l'enseignement primaire* (p. 5546) ; *mission du cycle élémentaire ; horaires de la semaine scolaire ; allégement du programme de mathématiques; rôle de l'instituteur ; objet des C.E.S. ; renouvellement des programmes ; articulation des formations sur la réalité ; formation technique ; système des examens de l'enseignement technique ; aide sociale* (p. 5547) ; *application de la loi d'orientation ; conditions de succès de la politique gouvernementale* (p. 5548) ; *ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure* (p. 5558) ; *réalisations du Ve Plan ; mécontentement d'un certain nombre d'étudiants des I.U.T. ; leur admission en faculté ; problème des taux d'encadrement et des créations d'emplois ; écoles maternelles ; exemple du département des Alpes-Maritimes ; problème des maternelles rurales* (p. 5583) ; *difficultés du transport des enfants de deux ans ; expérience de « sections expérimentales » dans les C.E.T. ; adaptation de cet enseignement à l'économie locale ; taux d'encadrement dans l'enseignement supérieur ; problème de l'auxiliariat ; intégration des auxiliaires dans les cadres titulaires ; transports scolaires ; problème des nationalisations des C.E.S.* (p. 5584) ; *participation des communes à la couverture des frais des établissements ; attribution des bourses ; composition des commissions départementales et régionales des bourses nationales du second degré ; composition des commissions de la carte scolaire ; problème du système de prêt aux études pour l'enseignement supérieur ; situation des personnels d'intendance universitaire ; rôle des I.P.E.S. ; situation à Nanterre ; problème de l'ordre et de la discipline dans les enceintes universitaires* (p. 5585) ; *constitution d'un corps universitaire de maintien de l'ordre ; ses observations sur l'Europe éducative* (p. 5586) ; Après l'Art. 76 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (abrogation des articles 4 à 8 de l'ordonnance du 9 octobre 1945 ; statuts de la Fondation nationale des sciences politiques)* (p. 5587).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative aux bourses d'enseignement [7 avril 1971] (p. 936).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à l'Ecole normale supérieure [7 avril 1971] (p. 940).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Coexistence de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; place de ce dernier par rapport à l'enseignement public* [27 avril 1971] (p. 1452) ; *nombre des établissements qui n'ont passé aucun contrat avec l'Etat ; évolution selon les différents ordres d'enseignement ; contrat simple ; régime de l'association ; problème de l'orientation ; formation des maîtres ; aménagement des instances de conciliation ; extension aux territoires d'outre-mer du régime de la loi* (p. 1453, 1454) ; Avant l'Art. 1er : *Notion de caractère propre de l'établissement* (p. 1482) ; *nombre des contrats accordés ; fonctionnement des instances de conciliation* (p. 1482) ; *problème de l'application des règles générales et des programmes de l'enseignement public* (p. 1484) ; *action du Comité national de conciliation* (p. 1485, 1486) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Finalités de nos enseignements secondaires ; objet de l'enseignement ; caractère de notre culture générale ; information sur les professions* [7 juin 1971] (p. 2413) ; *moment où peut commencer une formation technologique ; caractéristiques du premier cycle ; préparation d'un C.A.P. à l'issue d'une cinquième ; problème de la prise en compte des qualifications vérifiées par les diplômes pour les classifications salariales ; formation continue ; « chèque d'enseignement » ; concertation permanente pour l'adaptation permanente ; problème de la promotion ; recrutement des enseignants ; problème du recy-*

clage (p. 2414) ; *crise de l'éducation reflétant une crise des valeurs ; ses observations sur la prédominance du facteur scientifique et technique et la complexité de l'organisation économique et sociale ; réforme de l'enseignement du français ; formation fondamentale commune ; détermination des options complémentaires* (p. 2415) ; *place de l'information culturelle variée et ouverte ; ses observations sur la nouvelle seconde* (p. 2416) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Principe de l'autonomie des établissements ; principe de la participation ; application de la loi d'orientation ; pluridisciplinarité ; indication des vrais problèmes de l'Université* [21 juin 1971] (p. 3152) ; *limitation du nombre des étudiants en médecine ; problème de la sélection ; aménagements en matière de diplômes : compétence des conseils dans la détermination des modalités de contrôle des connaissances ; évolution de la notion de grade ; sanction des études menées dans un établissement d'enseignement supérieur libre ; principe du monopole de la collation des grades par les établissements de l'Etat* (p. 3153) ; *création d'établissements nouveaux ; problème des établissements expérimentaux ; ses observations sur les I.U.T. ; création de conseils interrégionaux ; possibilité pour les universités de compléter leurs ressources en passant avec l'Etat des conventions ; rôle de coordination du recteur* (p. 3154) ; *monopole de la collation des grades universitaires par les établissements publics* (p. 3159) ; *valeur des diplômes* (p. 3167) ; *ses observations sur le comité de coordination ; adaptation de l'enseignement du second degré ; quorum des étudiants nécessaire pour obtenir une représentation complète dans les conseils d'unités d'enseignement et de recherche ; problème des conventions passées entre universités ; problème des examens et des diplômes ; choix entre l'examen terminal et le contrôle continu ; taux de succès aux examens ; problème de la dévalorisation des diplômes* (p. 3169) ; *orientation des étudiants et des études ; politisation de l'université* (p. 3170) ; Avant l'Art. 1er : *Statut des grandes écoles* (p. 3171) ; Art. 1er : *Universités expérimentales* (p. 3171) ; *statut des instituts universitaires de technologie* (p. 3172) ; Après l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Lecat (contrôle des connaissances et des aptitudes des étudiants des établissements d'enseignement supérieur privés qui poursuivent des études conduisant à des diplômes nationaux)* (p. 3175) ; *constitution du jury* (p. 3176) ; *rôle des professeurs associés et des professeurs contractuels des universités publiques aux différents jurys* (p. 3177) ; Après l'Art. 2 : *Composition du conseil régional* (p. 3178) ; Art. 3 : *Rôle du recteur d'académie* (p. 3178) ; Après l'Art. 4 : *Impossibilité que la règle du quorum instituée pour le conseil d'U.E.R. s'applique au conseil d'université ; problème de la participation des étudiants* (p. 3179) ; Après l'Art. 4 : *Qualités des maîtres assistants* (p. 3180) ; Art. 5 : *Problème du contrôle continu des connaissances et des examens terminaux* (p. 3182) ; Art. 6 : *Liste des diplômes nationaux ; autonomie universitaire* (p. 3183) ; Art. 7 : *Réorientation des étudiants ; système d'équivalences* (p. 3184) ; *son sous-amendement tendant à remplacer le mot : « équivalence » par le mot : « passerelle » dans l'amendement de M. Olivier Giscard d'Estaing* (p. 3185) ; Art. 8 : *Situation des personnes engagées dans une activité professionnelle* (p. 3185) ; Art. 9 : *Ressources des universités* (p. 3186) ; Art. 10 : *Compétence des enseignants en matière d'organisation du contrôle des connaissances ; rôle des conseils d'université* (p. 3187) ; Après l'Art. 10 : *Liberté d'information des étudiants* (p. 3189) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 44 de la loi de 1968, à substituer à la date du 31 juillet 1974 celle du 1er octobre 1973* (p. 3189) ; Art. 13 : *Conventions avec les cliniques privées ; nombre des étudiants en médecine* (p. 3190, 3191) ; *problème des études pharmaceutiques* (p. 3191) ; en seconde délibération, Art. 13 : *Son amendement (nombre des étudiants susceptibles d'être accueillis pour leur formation clinique et pratique dans les services hospitaliers)* (p. 3192) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Nombre des étudiants en médecine ; détermination du début des études médicales* [30 juin 1971] (p. 3542, 3543) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « le nombre des étudiants admis à entreprendre des études médicales proprement dites », les mots : « le nombre d'étudiants admis à poursuivre des études médicales ou dentaires au-delà de la première année »* (p. 3544) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de

MM. Jacques Delong et Claude Guichard relative à l'enseignement de la biologie : *Participation des éludiants el des enseignants en pharmacie à l'activité hospitalière* [21 juin 1971] (p. 3194) ; Art. 1er à 3 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 3195 à 3197).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative aux arrêts de travail dans l'enseignement [8 octobre 1971] (p. 4428).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE : *Taux de croissance des crédits de l'Education nationale ; problème de la connaissance des statistiques complètes pour la rentrée de 1971* [9 novembre 1971] (p. 5548) ; *relativité des pourcentages ; poids des dépenses de personnel ; taux d'encadrement ; formation initiale des maîtres ; adaptation du secondaire ; ses observations sur les C.E.S.* (p. 5549) ; *ses observations sur les propos de M. Mitterrand ; enseignement technologique et professionnel ; problème de l'aide sociale ; promotion des maîtres ; enfance handicapée ; responsabilité des universités* (p. 5550) ; *recherche scientifique ; ses observations sur les bibliothèques ; relèvement du taux moyen des bourses du second degré et de l'enseignement supérieur ; crédits en faveur des œuvres universitaires ; mesures de nationalisation ; malaise des enseignants dans le second degré ; formation des professeurs de l'enseignement secondaire* (p. 5551) ; *réforme du second cycle du second degré ; problème de la décentralisation* (p. 5552) ; *ses observations sur le fait que le budget de l'Education nationale représente le quart du budget civil de l'Etat* (p. 5557) ; *ses observations sur les paroles de M. Royer* (p. 5563) ; *statut du corps des conseillers d'orientation* (p. 5586) ; *enseignement précoce des langues vivantes dans les écoles maternelles ; problème des écoles maternelles en milieu rural ; baisse des effectifs du primaire ; ses observations sur le grec et le latin ; problème de la surveillance ; inspecteurs départementaux de l'Education nationale ; recyclage des instituteurs ; formation professionnelle initiale des jeunes filles* (p. 5587) ; *ses observations sur les I.P.E.S. ; crédits de l'enseignement supérieur ; entrée dans les études universitaires ; problème des universités du bassin parisien ; création d'une université expérimentale à Compiègne ; université de Metz ; problème de Florence ; transports scolaires ; bourses ; aide financière aux étudiants* (p. 5588, 5589) ; Titre III : *Ses observations sur l'amendement de M. Bonhomme* (p. 5589).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à la réunion des Ministres européens de l'Education nationale (création de l'Institut universitaire de Florence) [19 novembre 1971] (p. 5983).

Répond à la question d'actualité de M. Caldagués relative à l'usage de la drogue à l'Université [28 avril 1972] (p. 1199).

Répond à la question d'actualité de M. Tiberi relative au désordre du Centre Censier [28 avril 1972] (p. 1200).

Répond à la question d'actualité de M. Lebon relative aux frais d'internat [9 juin 1972] (p. 2382, 2383).

En qualité de Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire :

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à la circulation automobile urbaine [13 octobre 1972] (p. 4154).

Répond à la question d'actualité de Mme Troisier relative à l'interdiction de construire autour de Roissy-en-France et de M. Rabourdin concernant les nuisances de l'aéroport de Roissy-en-France [3 novembre 1972] (p. 4635, 4636).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TOURISME : *Budget du commissariat au tourisme ; son rôle d'impulsion et d'incitation ; création d'une nouvelle délégation régionale ; extension de nos représentations à l'étranger ; subventions aux équipements sociaux de tourisme ; aides aux villages de vacances ; camping ; crédits ouverts au F.D.E.S. ; équipements hôteliers ; politique de construction d'hôtels moins coûteux à Paris et en province ; aide à l'hôtellerie familiale et saisonnière* [17 novembre 1972] (p. 5360) ; *crédits d'études sur l'aménagement touristique de la montagne ; « planneige » ; priorité à l'effort touristique en espace rural ; tourisme fondé sur notre patrimoine culturel ; réunion du conseil supérieur du tourisme* (p. 5361) ; *ses réponses à M. Brocard sur le tourisme en zone rurale, Aquitaine, Pyrénées ; insuffisance d'animation dans le Sud-Ouest de la France ; mission Aquitaine* (p. 5366) ; *mission Langue-*

doc-Roussillon ; ses observations à MM. Barel, Gaudin, Aymar et Janot sur le tourisme social, les villages de vacances ; revision de la carte pour l'attribution des primes d'équipement hôtelier ; augmentation de la quotité des prêts du F.D.E.S. pour les zones de rénovation rurale de montagne ; ses observations à MM. Ansquer et Aymar sur l'hôtellerie de campagne et l'hôtellerie moyenne ; critères d'attribution de l'aide du fonds d'action locale ; sa réponse à M. Ansquer sur le camping, caravaning, les hôtels de préfecture, les ports de plaisance, à M. Alduy sur l'enseignement technique hôtelier, à M. Janot sur l'étalement des vacances, à M. Virgile Barel sur le projet de Villefranche, à M. Alduy sur la circulation dans les Pyrénées-Orientales (p. 5367) ; Etat C, Titre V : *Ses observations à l'amendement de M. Sallé de réduction des crédits de ce titre ; importance des études d'aménagements touristiques ; s'engage à prévoir dans le projet de budget pour 1974 une répartition des crédits se rapprochant davantage de l'orthodoxie* (p. 5368) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Budget qui est à 80 % un budget d'investissement ; budget créateur de biens collectifs traduisant une priorité au logement, à la route et à l'autoroute ; accélération du rythme de réalisation des routes et des autoroutes ; diversité du financement* (p. 5373) ; *accroissement des investissements décidés par les collectivités locales ; investissement de l'épargne privée dans l'effort public ; transfert des routes nationales secondaires au réseau départemental ; plus grande clarté apportée par le « budget de programmes » ; budget qui renforce les moyens d'étude et de recherche ; augmentation des crédits de formation professionnelle des personnels ; développement des moyens en informatique des possibilités d'enquêtes, d'études et de statistiques ; centres d'étude technique de l'équipement ; urbanisme ; sa réponse à M. Triboulet sur les crédits aux collectivités locales pour les secteurs sauvegardés ; schémas directeurs ; plans d'occupation des sols ; reconduction des crédits affectés à l'aménagement du tissu urbain ; léger relèvement des crédits pour réserves foncières* (p. 5374) ; *infrastructures portuaires et fluviales ; priorités : Dunkerque, Le Havre, Marseille et Fos ; aménagement de Rouen, Nantes, Saint-Nazaire et Bordeaux ; réseaux fluviaux de l'Est, Rhin et Moselle, de la desserte de Dunkerque, du Havre et de Marseille-Fos ; raccords Rhône au Rhin ; priorité à la politique routière et autoroutière ; autoroutes de liaison ; routes de rase campagne ; voirie urbaine ; « routes-parcs »* (Nice et Neuilly) ; *politique de renforcement coordonnée ; viabilité hivernale ; actions de sécurité routière* (p. 5375, 5376) ; *ses rectifications aux propos de M. Alduy ; absence d'aide aux villes nouvelles par la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; crédits de rénovation urbaine ne sont pas réservés aux villes de plus de 150.000 habitants et ceux pour les espaces verts aux villes de plus de 100.000 habitants ; ses observations à M. Barbet sur les crédits des autoroutes ; problème de la A 14 et de la A 86 ; sa réponse à M. Cornette sur les équipements portuaires de Dunkerque, la signalisation abusive sur le raccordement de Boulogne à l'autoroute (circulaire du 24 mai 1972 prévoyant la disparition des signalisations inutiles) ; sécurité routière ; sa réponse à M. Ruais sur le problème du débouché direct de l'autoroute Paris-Chartres ; problème de péage à partir de Sceaux, à M. Catalifaud sur le mauvais raccordement de Saint-Quentin à l'autoroute du Nord, l'entretien des routes et les renforcements coordonnés* (p. 5399) ; *autoroutes supplémentaires dont le tracé Paris-Bordeaux ; projet A.G.I.R. (aménagement des grands itinéraires routiers), transfert des routes nationales secondaires ; affectation de la subvention aux départements au remboursement des emprunts ; ses observations à M. Neuwirth sur les mesures pour faciliter la circulation des deux roues ; les pistes cyclables ; ses réponses à M. de Benouville sur le rééquilibrage à l'est de la région parisienne et l'opération Bercy, à MM. Caldagués, Barberot et Gardeil sur la politique des espaces verts ; rénovation urbaine ; résorption de l'habitat insalubre ; bidonvilles ; taxe d'urbanisation, expropriation* (p. 5400) ; *Z.A.D. ; réserves foncières ; réforme de l'expropriation ; ses observations à M. Triboulet sur le problème des plans d'occupation des sols* (p. 5401) ; Etat C, Titre V : *Sa demande de retrait de l'amendement de M. Duval concernant la liaison routière Ouest-Est, son intérêt pour cette liaison ; liaison fluviale Rhin-Rhône ; tronçon central ; projet de viaduc sur la Sioule* (p. 5402) ; *effort pour cette liaison et renforcements coordonnés de la nationale 142* (p. 5403) ; Etat C, Titre VI : *Ses observations à l'amendement de M. Caldagués*

concernant la subvention destinée aux espaces verts ; suggère que le district consacre une certaine part de la dotation qu'il reçoit du fonds d'aide à la décentralisation pour les espaces verts ; consacrera lui-même une partie de ce fonds à cette fin (p. 5403) ; Art. 52 : *Ses observations à M. Boyer concernant le transfert dans la voirie départementale des routes nationales secondaires ; possibilités d'emprunts des départements ; majoration de 3,33 %* (p. 5404) ; Art. 52 : *ne peut accepter l'amendement de M. Denvers complétant cet article ainsi : « l'Etat pourra conclure avec les collectivités locales des contrats de programmation et de financement pluriannuels car l'Etat ne peut s'engager financièrement que pour un an »* (p. 5404, 5405) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Croissance indéfinie de la masse parisienne alimentée par l'exode rural ; D.A.T.A.R. ; expansion de l'industrie hors de Paris ; huit métropoles ; société d'hommes* (p. 5409) ; *nécessité de transférer les responsabilités de l'Etat aux collectivités locales ; politique de participation ; urbanisme ; schéma d'aménagement du territoire ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; plans d'occupation des sols ; développement des moyens de la politique foncière ; zones d'aménagement différé ; réserves foncières ; système de concession d'usage des sols ; action sur Paris et sa région pour en modérer et en orienter la croissance à travers les villes nouvelles et les zones structurantes de l'Est ; politique des métropoles d'équilibre en province ; promotion des villes moyennes ; problème de l'implantation dans la ville du logement social* (p. 5410) ; *priorité aux villes nouvelles ; programme ponctuel ; liaisons routières ; infrastructures portuaires et fluviales ; Dunkerque, Le Havre, Marseille-Fos ; routes, autoroutes ; transferts vers les départements ; desserte aérienne du territoire ; aérotrain ; tourisme ; préservation des espaces de loisirs ; répartition dans l'espace des divers investissements ; régionalisation du budget ; moyens des missions touristiques ; primes de développement industriel ; F.I.A.T. ; fonds de rénovation rurale ; fonds d'aide à la décentralisation ; missions régionales ; mission méditerranéenne ; régime des aides à la décentralisation industrielle ; prime de développement régional ; plafond d'aide par emploi ; carte des aides ; régime de limitation en région parisienne ; redevance ; Ouest, Sud-Ouest, Nord, Lorraine, bassins miniers* (p. 5411) ; *décentralisation du tertiaire ; nécessité de décentraliser les bureaux par des freins, des incitations, des contrats de décentralisation ; prime à la localisation des activités tertiaires ; décentralisation de l'appareil financier tout en conservant à Paris son activité internationale ; aménagement du monde rural ; politique de la montagne ; actions décisives pour l'avenir du pays pour sa prospérité, pour son équilibre social (équipements collectifs), pour son équilibre national, pour son équilibre politique, pour son moral* (p. 5412, 5413) ; *problèmes industriels de l'Ouest ; Bretagne, pays de Loire, Poitou-Charentes ; indique à M. Ollivro que la rénovation rurale est loin d'être achevée ; Lorraine ; liaison autoroutière avec Paris ; diversification industrielle de la Lorraine ; sidérurgie lorraine ; Aquitaine ; partage l'avis de M. Royer sur la nécessité de protéger la vallée de la Loire contre les crues, la sauvegarde des sites (classement des îles), liaisons routières dans l'Ouest ; problème du retard de la délégation des fonds de rénovation rurale ; étude des moyens d'alléger et de simplifier cette procédure ; comparaison du régime d'aide au développement régional français par rapport à l'étranger* (p. 5427) ; *ne partage pas l'avis de M. Lehn sur la difficulté des investissements étrangers en France ; accord d'octobre 1971 pour ne plus accorder dans les zones centrales de la Communauté d'aides supérieures à 20 % des investissements ; politique de décentralisation dans le secteur tertiaire à Marseille et dans les autres métropoles d'équilibre ; classement de Marseille en zone d'aide pour le secteur tertiaire ; sa réponse à M. Bécam sur les taux de prime de décentralisation industrielle dont pourrait profiter Quimper ; système de primes dans les Pyrénées-Atlantiques ; action menée dans les villes moyennes pour y favoriser l'industrialisation ; rôle ; définition des villes moyennes ; deux règles : rupture totale avec le développement en tache d'huile autour des villes qui ont vocation à devenir moyennes et sauvegarde des centres ; s'engage à passer des contrats pour étudier avec les municipalités les perspectives qui leur apparaissent comme idéales pour le développement d'une ville moyenne* (p. 5428).

Répond à la question d'actualité de M. Michel Jacquet relative à la crise de l'emploi à Montbrison [17 novembre 1972] (p. 5379).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à l'utilisation des pneus cloutés [17 novembre 1972] (p. 5381).

Répond à la question d'actualité de M. Labbé relative aux emprises autoroutières [8 décembre 1972] (p. 6031).

Répond à la question d'actualité de M. Bécam relative au plan routier breton [8 décembre 1972] (p. 6031).

GUILBERT (Raymond)

Député de la Manche
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à accorder aux anciens prisonniers de guerre le bénéfice d'une réduction de temps en vue de l'octroi d'une retraite anticipée, assortie d'une pension au taux plein en fonction du temps passé en captivité, n° **2332** [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Responsabilités financières de la région ; dimensions de la région ; exemple de la région Ouest ; son souhait de voir réaliser la « Grande Normandie »* [13 décembre 1968] (p. 5480).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles. STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE : *Son abstention lors du vote sur l'ensemble du projet de loi* [26 juin 1970] (p. 3203) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Olivier Giscard d'Estaing, tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention, Art. unique : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Delachenal pour l'article 900-1 du Code civil par l'alinéa suivant (cas de donation à titre de partage anticipé ; possibilité pour les ascendants donateurs de stipuler une clause d'inaliénabilité dont l'effet devra cesser au plus tard lors du décès du survivant des donateurs)* [14 octobre 1970] (p. 4260) ; *cas de parents cultivateurs âgés de quarante-cinq ans qui envisagent d'abandonner leur ferme à leur fils* (p. 4260) ; *ses observations sur l'usufruit* (p. 4260) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu moyen dans la petite exploitation familiale ; problème des équipements collectifs ruraux ; adduction d'eau ; exemple du département de la Manche* [7 novembre 1970] (p. 5355) ; *situation des producteurs de pommes à cidre* (p. 5356) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 21-8 : *Son*

sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, à substituer aux mots : « dont l'intervention dans l'instance est requise », les mots : « dont l'intervention est requise dans l'instance ou pour l'exécution de celle-ci » [10 décembre 1971] (p. 6698) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Foyer tendant à modifier l'article 14 de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, Avant l'Art. 1er : *Son amendement (constitution de sociétés régies par la présente loi entre les officiers publics et ministériels)* [23 juin 1972] (p. 2822) ; Art. 3 : *Son amendement permettant à des personnes physiques titulaires d'un office public ou ministériel de constituer des sociétés régies par la présente loi* (p. 2824) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement précisant que jusqu'au 31 décembre 1977 les dispositions de l'article 340 du Code de l'urbanisme ne seront pas applicables aux personnes qui s'associeront ni aux sociétés qui ont été constituées ou seront constituées en application de la présente loi* (p. 2825) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Augmentation insuffisante du budget ; égalité des droits à la retraite pour les combattants de toutes les guerres, y compris celle d'Algérie ; sa proposition de loi tendant à accorder aux anciens prisonniers de guerre le bénéfice de la retraite professionnelle anticipée, assortie d'une pension au taux plein en fonction du temps passé en captivité* [2 novembre 1972] (p. 4569).

GUILLE (Georges)

Député de l'Aude
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [6 octobre 1970] (p. 4123).

S'inscrit au groupe socialiste [26 octobre 1970] (p. 4736).

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [2 octobre 1971] (p. 4222).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 octobre 1970] (p. 4160).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [3 décembre 1970] (p. 6140), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 octobre 1971] (p. 4222).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à assurer l'égalité des chances des candidats aux élections législatives et à réglementer la propagande électorale, n° **1663** [16 avril 1971].

Sa proposition de loi organique portant modification de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 relative au Conseil constitutionnel, n° **1664** [16 avril 1971].

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale. Explications de vote sur la motion de censure : *Rappel de sa proposition de loi ayant pour objet de limiter strictement et de contrôler rigoureusement les dépenses électorales* [5 octobre 1972] (p. 3941).

GUILLERMIN (Henri)

Député du Rhône
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (rôle des caisses mutuelles régionales)* [3 décembre 1969] (p. 4575) ; *problème des encaissements* (p. 4575) ; *son amendement tendant à supprimer dans le deuxième alinéa de cet article les mots : « l'encaissement des cotisations et... »* (p. 4576) ; *son amendement tendant après les mots : « Conseil d'Etat » à supprimer la fin du cinquième alinéa de cet article* (p. 4577) ; *retrait de son amendement* (p. 4577) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article* (p. 4578) ; *nombre des caisses mutuelles régionales* (p. 4578) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe I de cet article : « Elle doit être déterminée de telle sorte que le nombre d'assurés ne soit pas inférieur à 30.000 »* (p. 4579) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer aux deux premières phrases de cet article de nouvelles dispositions (fusion des caisses mutuelles régionales)* (p. 4596) ; *ses observations sur cet amendement* (p. 4597) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Définition du montant de l'effort financier ; échelle d'indemnisation ; problème de la répartition des sommes ; liste des priorités ; possibilité de prévoir des paiements échelonnés par l'émission de titres sur le marché financier* [11 juin 1970] (p. 2500, 2501) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à la fin de cet article avant le mot : « indemnité » à insérer le mot : « équitable »* [12 juin 1970] (p. 2582) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « si l'indemnisation n'a pas été équitable, la différence entre l'indemnité versée et la valeur réelle est retenue comme perte de biens »* (p. 2583) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (modification du nom de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés et de la délégation pour l'accueil et le reclassement des rapatriés ; création de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer)* (p. 2590) ; Art. 35 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots : « chaque année » les mots : « chaque trismestre »* (p. 2593) ; Art. 36 : *Son amendement tendant au début de cet article, après le mot : « as-*

sure » à insérer les mots : « dans un délai de trois ans » (p. 2594) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « si l'indemnisation n'a pas été équitable, la différence entre l'indemnité versée et la valeur réelle est retenue comme perte de biens »* (p. 2613) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Région Rhône-Alpes ; agglomération lyonnaise* [16 juin 1971] (p. 3006) ; *liaison mer du Nord - Méditerranée ; éducation des enfants ; enseignement du second degré dans le Rhône; formation professionnelle* (p. 3007);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Retraite professionnelle à taux plein à 60 ans ; régime des retraites ; égalité des droits à la retraite pour les combattants des deux guerres ; cas des anciens d'Afrique du Nord ; problème des forclusions* [22 octobre 1971] (p. 4820, 4821); EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Problème des résidences secondaires ; possibilité d'inciter les municipalités rurales à créer sur leurs terrains communaux des lotissements comportant un petit nombre de résidences secondaires ; couverture des frais de viabilité* [29 octobre 1971] (p. 5103) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Augmentation des charges fiscales et sociales ; application du principe : « à cotisations égales, prestations égales »* [17 mai 1972] (p. 1577) ; *rattrapage des pensions déjà liquidées ; son souhait d'une organisation unique* (p. 1578) ; Art. 1er : *Fusion des caisses artisanales et commerciales* (p. 1606) ; *ses observations sur l'amendement de M. Berger* (p. 1607) ; Art. L 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 1612) ; *retrait de son amendement* (p. 1613) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Berger* [18 mai 1972] (p. 1646) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 9 : *Ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement* [19 mai 1972] (p. 1768) ; *montant des ressources considéré pour l'adhérent d'une caisse ; retrait de son second sous-amendement* (p. 1769) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement concernant le financement de l'aide grâce à la taxe d'entraide et à la taxe additionnelle* [22 juin 1972] (p. 2737) ; *institution d'une taxe d'entraide sur tous les chiffres d'affaires de plus de 500.000 francs des établissements industriels ; problème des réductions* (p. 2737, 2738) ; *ses observations sur les grandes surfaces* (p. 2739) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale : *Caractère du projet de loi ; ses observations sur la nouvelle 12e circonscription* [8 juin 1972] (p. 2342) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Chauvet tendant à exclure des dispositions des articles 1 à 5 les négociants voyageurs* [18 octobre 1972] (p. 4222) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Dispositions d'ordre fiscal à inclure dans les lois d'orientation afin de réaliser l'égalité fiscale ; problème du maintien de l'abattement de 20 % appliqué aux revenus déclarés par des tiers ; réforme de la patente, de la T.V.A. et des droits d'enregistrement ; conditions de concurrence et d'implantation des grandes surfaces ; rôle irremplaçable du commerce familial, dit de « proximité » ; structures des commissions départementales d'urbanisme commercial à modifier ; sa demande d'une révision des règles d'attribution des permis de construire des grandes surfaces et l'interdiction de leur cession ; dispositions sociales insérées dans les propositions du groupe U.D.R. ; adoption d'un régime unique de protection sociale (proposition de loi n° 1215) ; proposition de M. Hoguet de la création d'un fonds d'adaptation et de modernisation ; formation professionnelle* [26 octobre 1972] (p. 4410, 4411).

H

HABIB-DELONCLE (Michel)

Député de Paris
(20e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Est élu président de cette Commission [14 octobre 1968] (p. 4435).

Est nommé :

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 277) autorisant la ratification de la convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964, **n° 455** [15 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1030) autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Arabe Unie, destiné à éviter la double imposition des revenus provenant de la navigation aérienne, signé au Caire le 5 septembre 1968, **n° 1088** [17 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à soumettre au taux majoré de la T.V.A. les publications et ouvrages dont la vente est interdite aux mineurs de 18 ans, **n° 1157** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi relative à l'application de la loi d'orientation universitaire du 12 novembre 1968 aux facultés privées, **n° 1227** [10 juin 1970].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Conséquences constitutionnelles de l'élection du Président de la République au*

suffrage universel ; caractères du ministère ; ses observations sur la participation ; problème de l'éducation nationale ; différenciation des enseignements sur le plan régional ; établissement de liaisons entre les bureaux d'études des entreprises et les laboratoires des facultés ; participation, au sein des entreprises ; participation dans le cadre des entreprises nationales ; problème de la participation aux résultats ; ses observations sur les collectivités locales ; projet de réforme communale ; création d'une assemblée régionale élue ; possibilité d'accroître le nombre des représentants élus dans les Coder et au sein du conseil d'administration du district de la région de Paris ; rajeunissement de la représentation des collectivités locales ; ses observations sur l'Europe ; crise de civilisation ; harmonisation des fiscalités européennes ; possibilité de faire de la participation une entreprise européenne [17 juillet 1968] (p. 2270 à 2272).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale: *Changement d'assiette des cotisations ; problème des industries de main-d'œuvre* [22 juillet 1968] (p. 2436, 2437) ; Ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967 relative aux prestations familiales : *Modulation de l'allocation de salaire unique en fonction des ressources du foyer ou des revenus du ménage* (p. 2449) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 4 : *Sa question de savoir si une famille parisienne qui n'a pas de résidence secondaire en province peut faire inscrire en province un étudiant résidant à Paris ; sa question de savoir si une famille parisienne a le choix, à l'intérieur de l'université de Paris, des facultés ou des établissements dans lesquels elle peut faire inscrire ses enfants* [8 octobre 1968] (p. 3116) ; Art. 5 : *Choix des personnalités extérieures* (p. 3120) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début de l'amendement de M. Rossi : « le conseil régional donne son avis sur le choix des catégories de personnalités extérieures »* (p. 3120) ; Art. 6 : *Ses observations sur le terme de « prospective » et celui de « prévision »* (p. 3122) ; Art. 9 : *Problème du vote obligatoire* [9 octobre 1968] (p. 3159, 3160) ; Après l'Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 3183) ; Art. 27 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* [10 octobre 1968] (p. 3239) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Droits de succession ; demande au Gouvernement de retirer cet article* [24 octobre 1968] (p. 3522, 3523) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire relative au projet de loi de finances pour 1969, ses explications de vote : *Ses observations sur l'article 7 ; réforme fiscale ; pression fiscale sur les petits revenus ; son vote* [10 décembre 1968] (p. 5292, 5293) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964, en qualité de *Rapporteur : Evolution des relations franco-iraniennes ; statut des ressortissants et sociétés de l'un des pays dans l'autre ; statut personnel* [21 novembre 1968] (p. 4772, 4773) ; *consultation des différents départements ministériels* (p. 4773) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Améliorations du fonctionnement de l'Assemblée Nationale ; application plus stricte de la Constitution ; immutabilité de l'esprit de la Ve République ; organisation des six commissions permanentes ; ses observations sur l'article 43 de la Constitution fixant à six le nombre des commissions permanentes ; ses observations sur l'article 18 de la Constitution ; interdiction faite au Chef de l'Etat de venir s'adresser au Parlement ; réception des chefs d'Etat étrangers ; ses observations sur les articles 23 à 25 de la Constitution, principe de l'incompatibilité entre les fonctions ministérielles et les fonctions parlementaires ; rôle des commissions spéciales ; procédure de désignation des commissions spéciales ; leur composition ; exemple de la troisième législature ; rôle des propositions de loi ; distinction entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire ; responsabilité des commissions ; rôle des rapporteurs ; responsabilité du bureau de la commission ; droit de questionner le Gouvernement ; possibilité d'une heure de questions selon le système anglais ; possibilité pour le Gouver-*

nement de refuser de répondre au nom de l'intérêt national ; ses observations sur l'absentéisme parlementaire ; Parlement français étant le seul où le vote personnel n'est pas rigoureusement pratiqué ; démagogie sur l'absence en séance ; ses observations sur les paroles de M. Peretti [22 octobre 1969] (p. 2825 à 2828) ; *ses observations sur les paroles de M. Jacques Barrot* (p. 2832) ; *vote dans les commissions permanentes* [23 octobre 1969] (p. 2863 ; Art. 41 du Règlement : *Possibilité, pendant la période budgétaire, que l'Assemblée siège en même temps que les commissions ; son souhait que la conférence des présidents demande au Gouvernement de ne pas prévoir de séance publique certaines semaines afin de permettre aux commissions de travailler efficacement* (p. 2870) ; *nécessité de disposer d'une matinée supplémentaire pour le travail législatif ; fixation de cette matinée pour toute la session par la conférence des présidents* (p. 2871) ; Art. 86 du Règlement : *initiative législative* (p. 2873) ; Art. 132 du Règlement : *Problème des déclarations non suivies de débat* (p. 2877) ; Art. 134 du Règlement : *Discussion des questions orales ; décision des questions du Conseil constitutionnel ; objet de l'amendement de M. de Broglie étant de répartir les questions orales sur deux séances ; procédure des « questions d'actualité » ; ordre du jour complémentaire* (p. 2879) ; Art. 159-1 du Règlement : *Venue de chefs d'Etat étrangers au Parlement ; précédent du Président Wilson en 1919* (p. 2883) ; ses explications de vote : *Caractère de la présente réforme ; fonctionnement des institutions parlementaires* (p. 2886) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 7 : *Utilisation des produits pétroliers dans le nettoyage et dans la teinturerie ; définition du terme « matières premières »* [29 octobre 1969] (p. 3047) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article (conséquence de la délivrance des licences)* [11 décembre 1969] (p. 4828) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « un décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots : « prévoyant la constitution d'une commission où siégeront des représentants du syndicat des agents autorisés »* (p. 4829).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Définition des orientations fondamentales de notre politique extérieure par le Général de Gaulle ; définition du gaullisme ; politique du Gouvernement actuel ; responsabilité du Président de la République ; rôle de la France ; ses observations sur le voyage de M. Pompidou aux Etats-Unis ; conception de l'indépendance nationale ; rétablissement de la paix au Proche-Orient ; raisons de la politique française ; voyage à Moscou de M. Pompidou ; lancement d'un satellite chinois ; drame tchécoslovaque ; situation en Extrême-Orient ; ses observations sur le Laos et le Cambodge ; conversations relatives à la limitation des armements stratégiques entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ; politique européenne de la France ; conflit sino-soviétique ; problème du retrait d'Europe des troupes américaines ; maintien de la France dans l'alliance atlantique ; coopération des Etats européens en matière de politique étrangère et de défense ; conférence de La Haye ; problème de l'union politique européenne ; ses observations sur la politique inaugurée par le chancelier Brandt ; ses observations sur la conception idéologique et doctrinaire d'une Europe fédérale ; problème de l'union monétaire ; contrôle de l'Assemblée parlementaire européenne sur le budget communautaire ; ses observations sur l'évolution institutionnelle future de l'Europe ; universalité de la vocation de l'Europe et de la France* [28 avril 1970] (p. 1332 à 1336).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Constitution d'une Europe économique ; rôle de la Commission européenne ; politique agricole commune ; ses observations sur le « dérapage » du 30 juin 1965 ; ouverture des négociations sur l'élargissement du Marché commun ; conséquence de la théorie dite du « juste retour » ; attitude de méfiance des parlemen-*

laires européens à l'égard du Conseil des ministres ; importance du Conseil des ministres ; distinction établie parmi les dépenses ; ses observations sur le fait que c'est à partir des gouvernements et des Etats que se fera la construction de l'Europe de demain [23 juin 1970] (p. 2935, 2936) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, son rappel au Règlement : *Ses observations sur le rapport de M. Hauret ; respect par les commissions des limites de leur compétence* [5 novembre 1970] (p. 5194) ; *contribution française aux organisations internationales ; nécessité que le Gouvernement veille à la bonne utilisation de ces fonds ; indépendance de la politique étrangère ; effacement de la division de l'Europe ; poursuite de la construction de l'Europe de l'Ouest* (p. 5200) ; *problème de l'union politique ; ses observations sur le rapport Davignon ; union économique et monétaire ; ses observations sur le rapport Werner* (p. 5201) ; Titre IV : *Ses observations sur la présence française en Afrique* (p. 5229) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Principes de la loi Debré ; ses observations sur la prétendue querelle de la laïcité ; application de la loi Debré* [27 avril 1971] (p. 1457) ; *problème de l'endoctrinement ; liberté d'enseignement* (p. 1458) ; *son refus de guerre scotaire ; priorité du droit de la famille sur l'enfant par rapport au droit de l'Etat* (p. 1459) ; *ses observations sur le manifeste P.S.U. des lycéens des Côtes-du-Nord* (p. 1478) ; Avant l'Art. 1er : *Contrat d'association ; contrat simple* (p. 1483) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Olivier Giscard d'Estaing, après les mots : « besoin scolaire reconnu » à rédiger ainsi la fin de cet amendement : « qui doit être apprécié en fonction des principes énoncés à l'article 1er de la présente loi »* (p. 1483) ; Art. 2 : *Extension de l'orientation à l'enseignement privé* (p. 1486) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « versement assis » à rédiger comme suit la fin du paragraphe I de cet article : « sur leur chiffre d'affaires »* [25 mai 1971] (p. 2049) ; *assiette de la taxe ; son souhait que le critère du nombre des salariés ne caractérise plus l'entreprise* (p. 2049) ; *conséquences de l'utilisation du salaire comme seul paramètre* (p. 2050) ; *ses observations sur l'amendement de M. Fortuit* (p. 2054) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe I de cet article* (p. 2055) ; *retrait de son amendement* (p. 2055) ; Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement des votes* (p. 2057) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Ses observations sur la loi relative à l'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles ; limitation de la croissance des dépenses de santé ; lien entre la médecine conventionnée et la rapidité des consultations ; ses observations sur le fait qu'un médecin de garde le dimanche peut être conventionné ou non ; discrimination entre les tarifs de remboursement ; situation du médecin par rapport à la politique de santé* [27 mai 1971] (p. 2147, 2148) ; en deuxième lecture, ses explications de vote : *Finalité du texte ; problème de la différence des tarifs de remboursement ; son abstention* [23 juin 1971] (p. 3293).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Politique de coopération fondée sur l'indépendance ; définition de l'indépendance ; conférence de Lisbonne ; problème de Berlin ; ses observations sur la coopération ; conflit israélo-arabe ; rapports franco-algériens ; politique française en Indochine* [9 juin 1971] (p. 2597, 2598) ; *convention de Yaoundé ; situation au Pakistan oriental ; construction de l'Europe européenne ; distinction entre supranationalité et communauté ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; crise monétaire internationale ; passage de la communauté à la confédération* (p. 2599) ; *création d'un groupe d'amitié paneuropéen à l'Assemblée Nationale* (p. 2618).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, Après l'Art. 1er : *Collation des grades* [21 juin 1971] (p. 3176) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Sa motion de renvoi en commission ; inquiétudes des professions intéressées ; problème des conseils juridiques ; coût de la*

réforme ; objet de la réforme ; ses inquiétudes quant au délai d'application [13 octobre 1971] (p. 4489) ; *situation des veuves d'avoué* (p. 4490) ; *ses observations sur les paroles de M. Zimmermann* (p. 4491) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 4507) ; Art. 22 : *Problème du regroupement des futurs barreaux ; possibilité pour le tribunal de grande instance de remplir les fonctions de conseil de l'ordre* (p. 4513) ; *constitution de barreaux départementaux* (p. 4513, 4514) ; Après l'Art. 52 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* [14 octobre 1971] (p 4572) ; Art. 53 : *Formation professionnelle* (p. 4574) ; Art. 10 : *Constitution des barreaux des tribunaux périphériques* (p. 4577); Art. 50: *Situation des clercs d'avoués, des clercs et secrétaires d'agréés justifiant de l'examen professionnel d'avoué ou d'agréé* (p. 4578) ; *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Zimmermann, à substituer aux mots : «trois années » les mots : « cinq années »* (p. 4578) ; Art. 54 : *Problème de l'institution d'un monopole ; organisation de la profession de conseil juridique* (p. 4582) ; *son rappel au règlement ; problème du report des amendements* (p. 4588) ; Art. 77 : *Application de la réforme* (p. 4593) ; en deuxième lecture, Art. 15 : *Ses observations sur le futur règlement établi par les conseils de l'ordre* [8 décembre 1971] (p. 6531) ; son rappel au règlement : *Ses observations sur la discussion des amendements et des sous-amendements* (p. 6532) ; Art. 18 : *Possibilité de réintégration de l'auteur de faits condamnables* (p. 6534) ; Art. 76 : *Application de la présente loi* [9 décembre 1971] (p. 6603, 6604) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur les paroles de M. Chandernagor* [3 novembre 1971] (p. 5235) ; *construction européenne ; adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique ; projet de confédération européenne* (p. 5240) ; *coopération entre la France et l'Union soviétique ; ses observations sur la République démocratique allemande* (p. 5241) ; EDUCATION NATIONALE : *Rôle de l'enseignement privé ; revalorisation du forfait scolaire ; charges sociales ; ouverture de sections d'enseignement technique et de classes sous contrat pour l'enfance inadaptée ; contrôle des connaissances des étudiants des établissements de l'enseignement supérieur libre ; formation des maîtres ; enseignement catholique* [9 novembre 1971] (p. 5579) ; *centres de formation pédagogique des maîtres du premier degré* (p. 5580).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au statut de Paris [3 décembre 1971] (p. 6393).

Prend part au débat sur les question orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation des cadres moyens et supérieurs ; imposition sur l'indemnité de licenciement* [3 décembre 1971] (p. 6409, 6410).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement tendant à instituer une taxe sur certaines coopératives agricoles [8 décembre 1971] (p. 6535).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au Parc des Princes [2 juin 1972] (p. 2149, 2150).

Prend part au débat sur la question orale de M. Cousté relative aux entretiens de Moscou, en qualité de *suppléant* [9 juin 1972] (p. 2393) : *Conclusions que le Gouvernement entend tirer de la Conférence de Moscou entre M. Nixon et M. Brejnev ; réminiscences de Yalta; politique française de détente, d'entente et de coopération ; risques d'un partage de blocs pour l'équilibre mondial et la paix* (p. 2394) ; *maintien d'une certaine complémentarité entre le rôle des Etats-Unis et celui de l'Europe occidentale ; questions pouvant être traitées dans le cadre des Nations unies* (p. 2395) ; *conférence pour la sécurité et la coopération en Europe* (p. 2395) ; *problème de la sécurité.*

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Problème de Paris : pollution de l'air, de l'eau, bruit, espaces verts ; compare la pollution aérienne à Londres et à Paris ; M. Silence ; rénovation des terrains de Citroën ; problème des dérogations ; nécessité de préserver le tissu urbain ancien et l'esthétique de notre patrimoine* [27 octobre 1972] (p. 4499, 4500) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Demande que les débats de politique étrangère soient harmonisés avec le calendrier des sessions du Parlement européen ; résultats positifs du sommet européen de Paris ; déclaration de*

Paris ; finalité humaine de la Communauté économique européenne ; volonté d'accroître l'effort d'aide et de coopération ; constitution avant la fin de la décennie d'une union européenne ; construction européenne, débouché naturel de la politique d'indépendance de la France ; nécessité de l'indépendance française comme modèle et comme exemple à l'indépendance européenne ; sa critique du programme commun de la gauche en matière de politique étrangère [16 novembre 1972] (p. 5298, 5299) ; *absence de position commune de la gauche lors du référendum sur l'Europe* (p. 5299, 5300).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale sans débat relative à la vente du lait [8 décembre 1972] (p. 6036, 6037).

HALBOUT (Émile)

Député de l'Orne
(3e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

A donné sa démission de membre de cette commission [25 juin 1969] (p. 1720).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [11 octobre 1972] (p. 4092) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 juin 1969] (p. 1780), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français aux travailleurs étrangers et aux travailleurs français nés hors de la métropole, **n° 290** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à la création d'unités d'intervention en cas de catastrophe naturelle hors du territoire national, **n° 1516** [10 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1516) tendant à la création d'unités d'intervention en cas de catastrophe naturelle, hors du territoire national, **n° 1840** [12 juin 1971]

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 188-1, 188-3, 188-7 et 188-8 du Code rural, relatifs aux cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, **n° 2420** [14 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « pour les communes de plus de 2.000 habitants »* [19 juillet 1968] (p. 2351) ; *ses observations sur les adductions d'eau ; taux de la redevance* (p. 2351) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Inefficacité de l'indemnité viagère de départ ; possibilité d'octroyer des facilités aux ouvriers agricoles désireux d'obtenir la retraite à 60 ans ; réglementation des cumuls* [16 novembre 1968] (p. 4551, 4552).

Sa demande pour que la Conférence des Présidents examine de quelle manière les rectifications de vote pourraient intervenir hors séance [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème des télécommunications ; question du télex ; réalisation du*

téléphone automatique à Flers-de l'Orne ; accélération de l'automatisation ; ses observations sur les mouvements de personnel vers l'Orne ; augmentation du nombre des auxiliaires ; effort réalisé pour la formation professionnelle ; situation des cadres C et D [3 novembre 1969] (p. 3240, 3241) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Constructions hospitalières ; exemple de la ville de Flers dans l'Orne : instituts médico-pédagogiques* [21 novembre 1969] (p. 4185, 4186) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour le conseil municipal de renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur les constructions présentant un caractère de service public)* [26 novembre 1969] (p. 4366) ; *champ d'application de la taxe locale d'équipement* (p. 4367) ; *construction des immeubles collectifs* (p. 4368, 4369) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 5 : *Cas des étudiants vétérinaires* [10 juin 1970] (p. 2410) ; Art. 11 : *Ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 2416) ; Art. 14 : *Introduction de militaires du contingent dans la gendarmerie ; logement des jeunes* (p. 2422) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements agricoles fonciers. STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Compétence du tribunal paritaire des baux ruraux* [26 juin 1970] (p. 3202) ; BAIL RURAL A LONG TERME, en deuxième lecture, Art. 870-25 du Code rural : *Ses observations sur les avantages accordés aux propriétaires ; statut familial agricole* [11 décembre 1970] (p. 6480) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Ses observations sur les première et deuxième lois de programme militaire ; possibilité de réserver au début de chaque année un pourcentage des autorisations de programme dans un fonds d'action conjoncturelle ; ses observations sur la dissuasion ; possibilité d'engager des actions psychologiques* [8 octobre 1970] (p. 4185, 4186) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres, Art. L 25 du Code de la route : *Ses observations sur la notion d'épave ; possibilité de renoncer à tout amendement pour accélérer l'adoption définitive du texte* [14 octobre 1970] (p. 4264) ; *ses observations sur le Code de la route* (p. 4264) ; Art. L 25-1 du Code de la route : *Détermination de la personne qui effectue l'enlèvement des voitures* (p. 4265) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur la conscription ; réduction du service militaire* [27 octobre 1970] (p. 4769) ; *incorporation des jeunes de 18 à 21 ans ; fin du régime des sursis ; proposition d'instituer un sursis-contrat ; situation des jeunes qui ont effectué le service national au titre de la coopération ; mise en place du conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 4770) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur la décision de reprendre le prélèvement de un pour cent sur le montant des salaires destiné aux cotisations d'allocations familiales pour l'affecter à la maladie et à la vieillesse ; aide aux enfants handicapés ; action en faveur de l'humanisation des hôpitaux ; suppression des salles communes* [28 octobre 1970] (p. 4846) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, remplaçant l'article 340 du Code d'administration communale relatif aux archives communales, Art. unique : *Problème posé par la fusion d'une commune de moins de 2.000 habitants avec une commune plus importante ; détermination, dans ce cas, de la collectivité propriétaire* [18 novembre 1970] (p. 5761) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 9 : *Ses observations sur les paroles de M. Bouchacourt* [4 décembre 1970] (p. 6210) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 36 : *Ses observations sur les offres de location d'un logement économique et familial dans les zones définies par arrêté du Ministre de la Construction ; retrait de l'amendement de M. Barberot* [9 décembre 1970] (p. 6318) ;

— du projet de loi portant Code du service national : *Sa proposition de loi tendant*

à la création d'unités d'intervention en cas de catastrophes naturelles survenant hors du territoire national ; possibilité de recruter des médecins scolaires parmi les jeunes médecins appelés à servir dans un service civil [6 avril 1971] (p. 911, 912) ; Art. 4 : *Sa demande de renvoi de cet article en commission* (p. 916) ; Art. 29 : *Situation des exemptés ; élargissement de la notion de service national à un service civil* [7 avril 1971] (p. 948).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'interdiction d'un livre dans les casernes : *La bombe ou la vie* [30 avril 1971] (p. 1590).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Art. 1er : *Possibilité d'une formation générale et d'une formation professionnelle pour chaque individu* [8 juin 1971] (p. 2468) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant au début de la première phrase de l'amendement de M. Capelle à remplacer les mots : « à partir du cycle moyen » par les mots : « à partir du premier cycle de l'enseignement secondaire »* (p. 2470) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Pour ce faire, cette formation professionnelle est associée à une formation générale »* (p. 2473) ; *retrait de son amendement* (p. 2473) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « ou supérieurs » à insérer les mots : « ou d'autres établissements spécifiques »* (p. 2475) ; *retrait de son amendement* (p. 2475) ; *conclusion des contrats entre le Ministère de l'Education nationale et les entreprises ; stages d'initiation ou d'application en milieu professionnel* (p. 2476, 2477) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (stage d'initiation ou d'application en milieu professionnel)* (p. 2483) ; *retrait de son amendement* (p. 2483) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article de nouvelles dispositions (spécialisation des membres du corps enseignant des établissements d'enseignement technologique et professionnel ; recrutement des fonctionnaires spécialisés)* (p. 2494) ; *lien entre la qualification technique et la formation générale* (p. 2494) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « la formation générale ainsi que l'enseignement théorique » les mots : « la formation générale associée à une formation professionnelle théorique »* (p. 2503) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2503) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « et notamment dans l'enseignement technologique et professionnel »* (p. 2519) ;

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation, pour l'organisme collecteur habilité, d'indiquer à chaque employeur l'établissement ou le centre ayant bénéficié de sa libéralité)* (p. 2536) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 7 : *Ses observations sur les programmes en cours de préparation par les sociétés coopératives* [11 juin 1971] (p. 2756) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, ses explications de vote : *Portée du projet de loi* [7 octobre 1971] (p. 4407, 4408) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Relations entre le tourisme et la culture* [29 octobre 1971] (p. 5134) ; *problème des loisirs en milieu rural ; assouplissement de la réglementation fiscale en ce qui concerne les gîtes ruraux ; généralisation du taux réduit de la T.V.A. à l'ensemble des hôtels ; moyens de la Caisse nationale des vacances* (p. 5135) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Ses observations sur l'eau ; variété de la taxe de l'agence de bassin ; nécessité de sauver les nappes phréatiques* [8 novembre 1971] (p. 5523) ; *nécessité de créer des étangs dans chaque bassin pour éviter les inondations ; rôle des services préfectoraux* (p. 5524) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des communes rurales ; possibilité de créer un fonds d'action conjoncturelle positif permettant d'engager par anticipation des travaux; poids des cotisations établies sur le revenu cadastral ; situation des régions productrices de Calvados de qualité* [16 novembre 1971] (p. 5768) ;

— du projet de loi portant réforme de

l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L. 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement concernant les coefficients de majoration des retraites* [17 mai 1972] (p. 1614) ; *situation des bénéficiaires des seules retraites d'ancien artisan ou commerçant qui ne touchent que 2.000 F par an ; retrait de son amendement* (p. 1614) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [27 juin 1972] (p. 2879) ; Avant l'Art. 1045 du Code rural : *Taux des cotisations* [28 juin 1972] (p. 2943) ; Art. 15 : *Problème de l'imposition des indemnités* (p. 2948) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DE POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Service autour des villes de province ; avance remboursable réclamée aux nouveaux abonnés ruraux ; automatisation* [7 novembre 1972] (p. 4773).

HALGOUET (Yves de POULPIQUET du)

Député du Morbihan
(4e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Caisse nationale de Crédit agricole [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues et cultures régionales, **n° 246** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder aux coopératives d'utilisation de matériel agricole la possibilité d'acquérir leur matériel à un taux réduit de T.V.A. et de bénéficier d'un taux réduit sur les emprunts contractés par elles à cet effet, **n° 1955** [30 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Eviter que le sacrifice fiscal n'accroisse le développement économique de nos concurrents directs ; nécessité de réserver la déduction fiscale à l'acquisition de biens d'équipement fabriqués en France ; problème de l'extension de la déduction fiscale à l'agriculture* [25 septembre 1968] (p. 2886, 2887) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 8 : *Tarif des droits sur les baux ruraux* [24 octobre 1968] (p. 3530) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Implantation des abattoirs en région rurale* [16 novembre 1968] (p 4555) ; *production animale ; élevage moderne tendant vers la spécialisation ; organisation des marchés ; échec social de la politique gouvernementale ; indemnité viagère de départ ; inégalité dans son attribution* (p. 4585) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Art. 2 : *Cas des exploitations d'une superficie inférieure à 18 hectares* [10 décembre 1968] (p. 5296) ; *octroi des prêts du Crédit agricole* (p. 5297) ; Après l'Art. 6 : *Régionalisation des productions agricoles* (p. 5304) ; Art. additionnels : *Ses observations sur les sociétés familiales* (p. 5309) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « qui suivent un stage de formation professionnelle », à insérer les mots : « ou sont liés par un contrat d'apprentissage »* [16 décembre 1968] (p. 5554) ; *cas des apprentis ; retrait de son amendement* (p. 5554).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des affaires sociales une question orale sans débat relative à la retraite des veuves salariées [20 décembre 1968] (p. 5747, 5748).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 61 : *Prorogation pour une durée illimitée du compte d'affectation spéciale du Fonds spécial d'électrification rurale ; situation des comptes concernant l'adduction d'eau et l'électrification rurale ; réforme des taxes et surtaxes relatives à l'électricité ; répartition de la part récupérable de la taxe sur la valeur ajoutée sur les travaux d'électrification rurale payée par les collectivités concédantes* [22 novembre 1969] (p. 4291) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 4292) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 7 : *Taxe communale et intercommunale ; taxe départementale sur l'énergie électrique ; attributions de crédits faites par le Ministère de l'Agriculture ; récupération de la taxe sur la T.V.A. sur les travaux d'électrification* [9 décembre 1969] (p. 4723) ; *uniformisation des taxes sur l'électricité* (p. 4723).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Cointat et Boscary-Monsservin relatives à la politique agricole commune : *Energie nécessaire au Gouvernement pour imposer ses vues à Bruxelles* [16 octobre 1970] (p. 4390, 4391) ;

— sur les questions orales de MM. Chambon, Villon et Ansquer relatives au revenu des producteurs de lait et de viande et aux revendications des petits et moyens agriculteurs : *Attitude des fonctionnaires de la Communauté européenne ; le B.A.P.S.A. et la taxe sur les huiles végétales* [16 octobre 1970] (p. 4396).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Retraite des salariés agricoles ; soutien des marchés ; problème de l'équipement ; question du remembrement ; prophylaxie de la brucellose ; coût des travaux dans les plaines ; ses observations sur les investissements privés ; situation des coopératives d'utilisation de matériel agricole ; application de la T.V.A. à ces coopératives* [7 novembre 1970] (p. 5358) ; *enseignement agricole* (p. 5359) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Titre VI : *Electrification rurale ; dotation budgétaire pour l'adduction d'eau et l'électrification* [9 décembre 1970] (p. 6314, 6315) ; Après l'Art. 10 : *Ses observations sur les plus-values apportées par la patente à certaines collectivités* (p. 6359) ;

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs, Art. unique : *Ses observations sur les services du Ministère ; enquête d'utilité publique* [10 décembre 1970] (p. 6393) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme, Art. 1er *bis* : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte de l'amendement du Gouvernement : « Toutefois, l'exonération s'appliquera seulement pour 50 pour cent des droits de mutation à titre gratuit dans la mesure où il y a identité... »* [11 décembre 1970] (p. 6484) ; *situation de l'héritier exploitant* (p. 6484).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Allégement des dépenses des collectivités locales par une nouvelle modulation de la T.V.A. ; gravité du problème des finances locales* [11 décembre 1970] (p. 6511, 6512).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription sur l'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés : *Ses observations sur l'interdiction faite aux sociétés d'intégrer, dans la détermination des résultats fiscaux, les charges et les moins-values provenant de la levée des options* [19 décembre 1970] (p. 6726) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problèmes agricoles ; aménagement de l'espace rural ; charges du secteur agricole* [17 juin 1971] (p. 3074) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant après le cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann à in-*

sérer un nouvel alinéa (représentation des syndicats à cadre départemental) [23 juin 1971] (p. 3332) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3333) ;

— du projet de loi sur la filiation, Art. 342-3 du Code civil : *Son souhait que la Sécurité sociale soit chargée de recevoir les subsides dus par les pères putatifs* [6 octobre 1971] (p. 4333) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Titre VI : *Son amendement tendant à réduire les autorisations de programme de 28 millions de francs et les crédits de paiement de 20 millions de francs* [16 novembre 1971] (p. 5795) ; *crédits pour l'électrification ; fonds d'amortissement des charges d'électrification ; possibilité de demander au Crédit agricole de participer au financement de l'électrification rurale* (p. 5796) ; *taux de la T.V.A. sur l'életricité à usage domestique* (p. 5797) ; *retrait de son amendement* (p. 5797) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 : *Conséquence de l'introduction du Crédit agricole ou des caisses mutuelles comme associé non coopérateur* [23 novembre 1971] (p. 6036) ; *vocation du Crédit agricole* (p. 6037) ; en deuxième lecture : *Rôle des C.U.M.A. (coopératives d'utilisation de matières agricoles)* [25 mai 1972] (p. 1918) ; Art. 11 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (définition des participations)* (p. 1925) ; *retrait de son amendement* (p. 1926) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 4 : *Problème de l'application de la T.V.A. aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* [7 décembre 1971] (p. 6448, 6449) ; Après l'Art. 10 : *Coopératives forestières* (p. 6466) ; Art. 25 : *Crédits en faveur de la gendarmerie* (p. 6485) ; Art. 27 : *Etablissement de lignes téléphoniques dans les fermes* (p. 6486) ; Commission mixte paritaire : *Statut des coopératives ; problème de l'application de la T.V.A. aux C.U.M.A.* [17 décembre 1971] (p. 6932) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1er : *Son amendement tendant à modifier les limites des circonscriptions d'action régionale* [26 avril 1972] (p. 1073) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 1074) ; Art. 4 : *Représentation des maires de petites et moyennes communes* [27 avril 1972] (p. 1111) ; *son amendement relatif à la représentation de l'espace rural* (p. 1112) ; *ses observations sur celui-ci* (p. 1112, 1113, 1114) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la réalisation des contrats d'assurances, Art. unique : *Situation d'un contractant qui veut résilier sa police du fait d'un manquement de la compagnie à ses engagements* [9 mai 1972] (p. 1446) ; Art. 3 : *Assurance contre la grêle* (p. 1449) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Après l'Art. 10 : *Nécessité d'aider les petits commerçants et artisans à obtenir des bourses d'études pour leurs enfants* [18 mai 1972] (p. 1651) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, Art. 1er : *Amendement de M. Cazenave (consultation des chambres d'agriculture)* [25 mai 1972] (p. 1905).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la crise du bois [16 juin 1972] (p. 2594, 2595).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux bourses d'enseignement [16 juin 1972] (p. 2595, 2596).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses félicitations au personnel ; problème des mutations ; desserte rurale des télécommunications* [7 novembre 1972] (p. 4769) ; *accord passé avec le Crédit agricole ; téléphone dans les campagnes ; formule des lignes groupées ; demande que l'on arrive à une seule zone de paiement dans chaque département ; vote des Républicains indépendants pour le budget* (p. 4770) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ensei-*

gnement agricole ; subventions à l'enseignement privé ; ramassage scolaire ; établissements de formation professionnelle agricole ; investissements fonciers relatifs aux structures et aux infrastructures agricoles ; remembrement ; électrification rurale [14 novembre 1972] (p. 5135) ; *Bretagne intérieure ; plans de modernisation de Bruxelles ; maïs, pomme de terre, office de la viande, dégagement du marché des produits laitiers ; suppression de la T.V.A. sur les produits alimentaires ; simplification de la procédure de l'indemnité viagère de départ* (p. 5136) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Résultats de la rénovation rurale en Bretagne dans les zones tests de la rénovation ; animation ; réalisations ; nécessité de réformer le circuit financier des subventions attribuées trop long et trop lent ; concertation pour la création d'emplois industriels ou tertiaires en espace rural ; difficultés dues à la politique propre aux services publics (S.N.C.F., E.D.F.) ; sous-administration* [17 novembre 1972] (p. 5421) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Problème posé par le remboursement forfaitaire de la T.V.A. appliqué à la production laitière ; augmentation des prix des produits d'alimentation du bétail ; récolte de maïs* [14 décembre 1972] (p. 6175) ; *fonds des calamités agricoles ; problème de la taxe professionnelle ; sa demande qu'en aucun cas cette taxe ne porte sur les opérations des caisses d'assurance mutuelle agricole ; sa satisfaction du programme de lutte contre l'inflation* (p. 6176).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'expédition des pommes de terre de semence [17 novembre 1972] (p. 5381).

HAMELIN (Jean)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Yvon Bourges, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) [16 avril 1971] (p. 1215).

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur le budget ; situation des écoles d'apprentissage maritime ; problème de la formation générale ; réglementation de la conduite des navires ; naufrage du Torrey-Canyon ; possibilité d'obliger les tankers de dégazer en un port donné ; cas du dragage des fonds marins* [30 octobre 1969] (p. 3141, 3142) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les prix ; problème des excédents de lait ; ses observations sur le porc ; problème du crédit ; zones de rénovation rurale ; question des structures ; habitat rural ; formation des hommes ; indemnité viagère de départ ; ses observations sur un syndicat d'assainissement de marais de l'arrondissement de l'orateur* [19 novembre 1969] (p. 4010, 4011) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Conversion de certaines entreprises ; régionalisation des salaires ; risque que la mise en application du projet de loi ne commence par accroître le chômage ; détermination annuelle du salaire de croissance ; calcul des diverses incidences sociales* [10 décembre 1969] (p. 4776, 4777) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Avenir de l'agriculture ; ses observations sur le Code rural ; attribution de l'I.V.D. ; situation dans les zones à dominante agricole ; exemple du département d'Ille-et-Vilaine ; cas des veuves dont le mari est décédé alors qu'il était déjà bénéficiaire de l'I.V.D. qui n'ont pas encore atteint soixante ou soixante-cinq ans* [26 juin 1970] (p. 3188, 3189) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Formation des hommes ; carte scolaire du monde rural ; amélioration des structures ; problème des adductions d'eau ; existence de deux agricultures ; rôle du Crédit agricole ; réglementation des marchés ; groupements de producteurs ; abattoirs ruraux ; établissement de la carte industrielle de l'agriculture* [7 novembre 1970] (p. 5351, 5352) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1er : *Son amendement (limites territoriales des circonscriptions d'action régionale)* [26 avril 1972] (p. 1073) ; *son amendement* [27 avril 1972] (p. 1099) ; *ses observations sur la Bretagne ; limites des régions* (p. 1099) ; *retrait de son amendement* (p. 1101) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 1157) ; *cas de litige entre l'administration et le conseil régional en ce qui concerne la répartition des crédits de développement* (p. 1128) ; *retrait de son amendement* (p. 1128) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE : *Sort des marins des catégories sociales défavorisées ; maintien de l'école d'apprentissage maritime de Saint-Malo* [3 novembre 1972] (p. 4683, 4684) : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Un seul budget pour trois agricultures : l'agriculture de compétition, l'agriculture d'accompagnement et l'agriculture de subsistance ; protection sociale du monde agricole ; remembrement ; prêts d'installation dans les zones de rénovation rurale ; tarifs préférentiels pour le transport de productions bretonnes ; veuves d'agriculteurs ; enseignement agricole ; indemnité viagère de départ ; téléphone ; syndicats pour l'extension du téléphone* [15 novembre 1972] (p. 5199).

HAMON (Léo)

Député de l'Essonne
(4e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
du 22 juin 1969 au 15 mai 1972

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA PARTICIPATION
ET DE L'INTÉRESSEMENT
du 15 mai au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette Commission [25 septembre 1968] (p. 2903).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Participation

et de l'Intéressement, décret du 15 mai 1972 [*J.O.* du 16 mai 1972] (p. 4955).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Participation et de l'Intéressement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Ses observations sur les colloques de Caen et d'Amiens ; problème de l'université ; école normale ; question de la sélection* [25 juillet 1968] (p. 2601, 2602) ; *importance de l'orientation ; enseignement technique ; dimension des établissements ; création de huit universités à Paris ; problème de l'animation culturelle ; attribution de bourses pour les étudiants parisiens qui accepteraient volontairement de se rendre dans les universités de province ; méthodes pédagogiques ; rôle des étudiants ; cogestion ; ses observations sur l'expression « assemblée paritaire » ; recherche scientifique ; mécanismes juridiques de la réforme ; statut des enseignements supérieurs ; limites de l'autonomie ; rôle de l'université ; ses observations sur le C.N.R.S.* (p. 2602 à 2604).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur la participation ; problème de l'autonomie ; problème de la création d'universités concurrentielles ; ses observations sur les mandarins ; université devant être ouverte au monde extérieur ; accès à l'université ; expériences pluridisciplinaires de stages ; contrôle des connaissances ; problème de l'examen continuel* [3 octobre 1968] (p. 3016 à 3018) ; *déficit de la main-d'œuvre qualifiée ; pourcentage de reçus à la fin de l'enseignement secondaire* (p. 3018) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure ; acceptation d'une université libérale ; respect de la loi ; sens des responsabilités devant être donné aux étudiants* (p. 3019, 3020) ; Art. 3 : *Critères selon lesquels l'on donnera la préférence à un établissement autre que l'université ou au contraire l'on s'en tiendra à une unité d'enseignement et de recherche* [8 octobre 1968] (p. 3111) ; Art. 9 : *Son souhait de voir chaque année d'étudiants représentée par des étudiants de la même année ; ses observations sur les élections par collèges distincts selon les années ou cycles d'études ; date des élections* [9 octobre 1968] (p. 3168) ; Art. 10 : *Nécessité de ne pas placer sur le même plan le professeur titulaire et le maître de conférences* (p. 3174) ; Art. 21 : *Possibilité de la journée et de l'année continue ; nécessité d'assurer aux enseignants la possibilité d'un travail créateur et d'une recherche efficace ; conditions de l'édition française et de la rémunération des publications ; possibilité de faire appel à des étudiants qualifiés en tant qu'auxiliaires de l'enseignement ; situation des moniteurs ; recrutement des enseignants en dehors même des personnels permanents* [10 octobre 1968] (p. 3222, 3223) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Négociations sur le Viêt-nam ; élection du Président des Etats-Unis ; entrée des troupes étrangères en Tchécoslovaquie ; politique de la France depuis 1947 ; ses observations sur une Europe supranationale, et sur l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ; nécessité de sauvegarder notre identité nationale et de hâter une coopération européenne* [7 novembre 1968] (p. 4096, 4097) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Techniques modernes devant permettre dans les musées la reproduction d'un plus grand nombre de tableaux ; utilisation des sommes que procure l'application des arrêtés de 1949 et de 1951 prévoyant l'affectation de 1 % du montant des travaux à la décoration ; question des « mobiles » ; ses observations sur la « tour de lumière cybernétique »* [13 novembre 1968] (p. 4363, 4364) ; *crise du cinéma ; déclin de la fréquentation des salles de cinéma ; extension de la T.V.A. au cinéma ; ses observations sur l'I.D.H.E.C. ; constitution d'une sorte de grand institut supérieur de l'enseignement audiovisuel ; création d'unités d'enseignement des arts ; coopération avec l'O.R.T.F. ; possibilité d'affecter une part des ressources de l'O.R.T.F. afin de lui donner plus de liberté dans sa coopération avec le cinéma ; ravalement des murs de Paris* (p. 4363, 4364) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 7 : *Mode d'information du Parlement ; ses observations sur cet article qui tend à soumettre à une redevance déterminée certains vins ; autorité de la chose jugée* [3 décembre 1968] (p. 5021, 5022) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Ses observations sur la circulaire du 25 août 1884 ; section syndicale ; son vote ; signification sociale du gaullisme ; ses observations sur la participation* [4 décembre 1968] (p. 5070, 5071) ; Art. 1er : *Ses observations sur la marine marchande et les entreprises de travaux publics* (p. 5080) ; Art. 11 : *Problème du licenciement* (p. 5096) ; *obligation de réintégration* (p. 5096) ; Art. 14 : *Ses observations sur les usages ; problème du dépassement du plancher* (p. 5103) ; en seconde délibération, Art. 7 : *Suppression du suppléant ; désignation du titulaire ; ses observations sur l'amendement de M. Bouchacourt* (p. 5104, 5105).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Hommage rendu au général Ailleret ; stratégie « tous azimuts » ; expérience politico-militaire des derniers dix-huit mois ; priorité donnée à la force nucléaire ; théorie dite de la riposte flexible ; rôle des armes classiques ; rappel de quelques événements récents de politique internationale ; évolution des forces armées soviétiques ; absence d'études scientifiques dans nos universités ; défense opérationnelle du territoire ; développement de la marine* [5 décembre 1968] (p. 5139 à 5141) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Caractère de notre Constitution ; ses observations sur les lois organiques ; adaptation de la fonction parlementaire à notre temps ; problème des régions ; cas de la région parisienne ; députés devant être membres de droit des assemblées régionales ; ses observations sur la seconde assemblée ; problème du Plan ; pouvoir législatif ; Conseil de la République dans la Constitution de 1946 ; seconde assemblée pouvant être, vis-à-vis de la première, soit un correctif social et politique, soit un correctif intellectuel ; ses observations sur la Chambre des Lords ; possibilité pour la seconde assemblée de se faire entendre par une délégation* [13 décembre 1968] (p. 5463 à 5465).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre :

Répond à la question d'actualité de M. Mitterrand relative aux opérations militaires au Tchad [16 octobre 1970] (p. 4372, 4373).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative à la situation au Cambodge [26 novembre 1971] (p. 6157, 6158).

Répond aux questions d'actualité de MM. Mitterrand, Odru, Arthur Conte, Bertrand Denis, Le Douarec relatives au conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6662, 6663, 6664).

HAURET (Robert)

Député du Maine-et-Loire
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, **n° 106** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — I. - Coopération, **n° 360** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, **n° 726** [24 juin 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — 1. - Coopération, **n° 837** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1034, portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation, n° 1100 [23 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1334, modifié par le Sénat, relatif à la pratique de la pêche à bord des navires ou embarcations de plaisance et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation et portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de cette pêche, n° 1343 [30 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — I. - Coopération, n° 1400 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — I. - Coopération, n° 2015 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — I. - Coopération, n° 2590 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — II. - COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa question de savoir où en est le développement économique des Etats africains et malgache ; sa question de savoir quelle est la situation des cours mondiaux des matières premières ; classification des Etats africains ; rôle de la délégation française à la conférence de New Delhi ; problème des matières premières destinées à l'industrie ; régularisation des prix des produits tropicaux ; nécessité de mieux faire connaître les réalisations du fonds d'aide et de coopération ; arrivée des hommes d'affaires japonais en Afrique ; leur politique commerciale ; fondation de l'enseignement supérieur entre les Etats d'Afrique centrale ; renouvellement de la convention de Yaoundé* [29 octobre 1968] (p. 3699, 3700) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi et de plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée : *Problème des nuisances ; pollution des eaux ; rôle de la vigne* [10 décembre 1968] (p. 5268, 5269) ; Art. unique : *Consultation de l'institut national des appellations d'origine* (p. 5270) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 6 de la loi du 19 décembre 1917 par un nouvel alinéa : « le ministre de l'agriculture dispose d'un délai de deux mois pour donner son avis. Ce délai court à partir de la date à laquelle il a été saisi par le préfet du dossier auquel est joint son avis. A l'expiration de ce délai l'accord du Ministre de l'Agriculture est réputé acquis »* (p. 5270) ; *son sous-amendement tendant à substituer dans son amendement aux mots : « un délai de deux mois » les mots : « un délai de trois mois »* (p. 5270) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget de la coopération ; nécessité de garder l'indépendance du département de la coopération ; nombre des coopérants sous contrat ; rôle des militaires du contingent ; conséquence de la réduction envisagée du service militaire ; ses observations sur les volontaires du progrès ; développement de l'influence française en Afrique ; nécessité de donner une formation spécialisée aux coopérants ; durée des stages ; nécessité de mieux sélectionner les agents appelés à servir outremer ; possibilité d'offrir aux agents contractuels, non fonctionnaires, des garanties de reclassement en métropole* [4 novembre 1969] (p. 3391, 3392) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Continuité de la politique pétrolière française ; diversification de nos sources d'approvisionnement ; politique d'association avec les pays producteurs ; équilibre de la balance commerciale ; accords conclus par l'E.R.A.P. et ses homologues irakiennes, libyennes et algériennes ; pétrole canadien ; pétrole de l'Alaska ; rôle de la S.P.A.F.E. au Gabon ; développement de la pétrochimie ; question de la société européenne ; mise en harmonie du contenu de certains textes et de certaines conventions* [6 novembre 1969] (p. 3475) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Con-*

séquences des manipulations monétaires ; organisation européenne du vin ; liberté de circulation ; inquiétude du monde rural ; problème de l'élevage ; ses observations sur le lait et le prix du beurre ; élevage porcin [19 novembre 1969] (p 3993) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de l'amendement du Gouvernement* [9 décembre 1969] (p. 4729) ; *problèmes de la chaptalisation et du déclassement ; situation de la Corse ; droits de circulation sur les vins* (p. 4730) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Problème de la chaptalisation du vin en Corse ; paiement des droits de circulation sur le sucre ; caractère du texte* [19 décembre 1969] (p. 5099) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre : *Ses observations sur ce texte ; originalité de la convention d'Arusha ; lutte contre le sous-développement ; création d'une zone de libre-échange entre le territoire douanier de la Communauté et les trois pays de l'Afrique orientale ; problème politique* [16 décembre 1969] (p. 4943, 4944) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Borocco et plusieurs de ses collègues relative au statut des vins d'Alsace : *Evolution de la législation viticole ; problème du statut ; ses observations sur le comité d'experts* [18 décembre 1969] (p. 5054) ;

— du projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation, en qualité de *Rapporteur*, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La pratique de la pêche par d'autres engins réglementaires est autorisée par arrêté du Ministre des Transports »* [19 mai 1970] (p. 1788) ; Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « et d'acheter » à insérer le mot : « sciemment »* (p. 1789) ; Titre : *Son amendement tendant à la rédaction d'un nouveau titre : « Projet de loi relatif à la pratique de la pêche à bord de navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation et portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de cette pêche »* (p. 1789) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat ; autorisation de la pêche au moyen de deux lignes ; ses observations sur le titre du projet de loi* [30 juin 1970] (p. 3336, 3337) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Aménagement du territoire ; développement industriel ; cas de la région des pays de Loire ; carte des zones de rénovation rurale ; ses observations sur l'axe Saint-Nazaire-Nantes ; prolongation de l'autoroute Saint-Nazaire-Nantes-Angers vers Tours ; cas des villes petites et moyennes situées en zone rurale ; ses observations sur l'arrondissement de Saumur ; liaison entre le futur aéroport de Roissy et Paris ; engorgement autour d'Orly ; importance des échanges extérieurs ; nécessité de constituer une réserve de devises ; évolution du prix du pétrole brut* [16 juin 1970] (p. 2687, 2688) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Politique pétrolière française ; sa place dans notre politique extérieure ; nos relations avec l'Algérie* [30 octobre 1970] (p. 5003) ; *place de notre politique pétrolière dans notre politique commerciale extérieure ; diversification des sources d'approvisionnement ; tendance à la hausse des tarifs pétroliers ; problème des nuisances ; pollution des mers par les hydrocarbures ; rôle de la mer* (p. 5004) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget de la Coopération ; modification de la présentation de ce budget* [5 novembre 1970] (p. 5192) ; *installation de trois nouvelles missions permanentes d'aide et de coopération au Burundi, au Ruanda et à l'île Maurice ; dotation des centres culturels ; ses observations sur la création d'emplois nouveaux à l'O.R.S.T.O.M. ; relèvement des classements indiciaires des agents contractuels en fonction à l'administration centrale et dans les missions ; majoration des concours financiers accordés aux Etats ; subventions accordées au Fonds d'aide et de coopération pour les dépenses d'équipement économique et social ; recrutement de militaires du contingent pour la coopération ; durée du service national ; ses observations sur les*

coopérants contractuels ; problème de l'attribution à ces personnes de l'allocation pour perte d'emploi ; situation des travailleurs africains en France ; ses observations sur le drame d'Aubervilliers ; régularisation des migrations (p. 5193) ; *crédits affectés à l'O.R.S.T.O.M.* (p. 5194) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Ses observations sur le fait que le chef-lieu de canton est obligé de supporter des frais considérables pour les établissements d'enseignement sans qu'une participation puisse être demandée aux communes* [17 décembre 1970] (p. 6608).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale sans débat relative aux travailleurs immigrés [25 juin 1971] (p. 3450, 3452).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Travaux relatifs au franchissement de la Loire près d'Angers et à Saumur ; liaison entre les aéroports d'Orly et de Roissy-en-France* (28 octobre 1971] (p. 5031) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de la coopération ; détérioration des termes de l'échange ; statut du personnel de la coopération ; ses observation sur l'O.R.S.T.O.M. ; transports aériens en Afrique ; démantèlement de la compagnie Air Afrique* [3 novembre 1971] (p. 5217, 5218) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers : *Instauration d'un système de garanties pour les investissements privés ; attitude du Gouvernement français lors de la troisième conférence des Nations unies pour le commerce et le développement* [7 juin 1972] (p. 2300) ; *cas de manquement des coopérants à leurs obligations ; situation des professeurs de l'enseignement supérieur ; différence entre les professeurs de l'enseignement supérieur et les autres fonctionnaires ; son souhait que les agents contractuels de coopération bénéficient de garanties de reclassement analogues à celles qui sont accordées aux agents publics non titulaires de l'Etat ; nécessité d'organiser des stages d'information ou de formation* (p. 2301, 2302) ; Art. 8 : *Son amendement* [8 juin 1972] (p. 2338) ; *garanties données aux coopérants contractuels* (p. 2338) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* pour la COOPÉRATION : *Evolution des échanges commerciaux des Etats africains et malgache* [15 novembre 1972] (p. 5252) ; *nécessité d'assurer la promotion commerciale des produits exportés par ces Etats ; évolution des cours des produits de base tropicaux ; détérioration des termes de l'échange ; son souhait d'encouragement d'une politique d'accords régionaux sur les prix des produits de base ; accroissement de l'endettement des pays africains ; troisième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement ; attachement à la forme bilatérale d'aide aux pays africains et malgache* (p. 5253) ; *place de la France en Afghanistan dans le domaine de l'enseignement, de l'archéologie ; coopération économique avec l'Afghanistan ; usine textile de Mazar-I-Charif* [16 novembre 1972] (p. 5287, 5288).

HAUTECLOCQUE (Mme Nicole de)

Député de Paris
(18e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 novembre 1969] (p. 3567).

Est nommée :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission de surveillance des publications destinées à l'enfance [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'exécution des condamnations pour abandon de famille, n° 117 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à majorer les rentes viagères privées, n° 316 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par un défaut de soins, n° 672 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le libellé du titre IX du Livre premier du Code civil ainsi que les articles 373, 374, 383, 384, 389, 389-5, 389-6, 389-7 et 391 du Code civil afin de substituer à la notion de puissance paternelle celle d'autorité parentale, n° 773 [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à faire prendre en compte, dans le calcul des années de service effectif accomplies dans les administrations et établissements publics de l'Etat et des collectivités locales, tout ou partie de la durée des services militaires ou de résistance accomplis par les fonctionnaires et agents, n° 1914 [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à réaliser l'égalité des salaires des travailleurs féminins et des travailleurs masculins, n° 2574 [4 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Manque d'effectifs de police ; ventilation des dépenses afin que les départements de la couronne en supportent la part qui leur revient ; situation des retraités de la police ; problème consécutif à l'attribution d'une annuité supplémentaire pour cinq années de service ; ses observations sur le fait qu'un certain nombre d'officiers de police adjoints contractuels ne peuvent faire l'objet d'une intégration comme fonctionnaires dans le corps des O.P.A. ; médaille d'honneur de la police ; taux de la masse d'habillement ; attribution des primes exceptionnelles* [14 novembre 1968] (p. 4401, 4402) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur les fonctionnaires de la police ; augmentation des effectifs ; aménagement de la carrière des commissaires de police ; disparité entre la situation des officiers de police adjoints et celle des officiers de paix ; principe d'une indemnité pour exercice de fonction dans une grande ville ; nombre des officiers de paix principaux ; ses observations sur les commandants et officiers et les brigadiers ; problème des retraités* [20 novembre 1969] (p. 4097, 4098).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de l'ordre dans certains lycées parisiens ; manifestations de violence dans les lycées Chaptal, Michelet et Buffon ; responsabilité de certains parents ; erreur d'avoir étendu la loi d'orientation universitaire à l'enseignement secondaire ; nécessité d'exclure des libertés accordées le droit d'introduire la politique dans les foyers socio-culturels ; renforcement de l'autorité des chefs d'établissement ; possibilité d'appliquer aux lycées la décision de faire payer, par les familles des coupables, les factures causées par les dégradations de matériel* [15 avril 1970] (p. 1058, 1059).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [4 juin 1970] (p. 2257).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des personnels de la police ; nécessité d'informer les Français de la multiplicité des tâches de la police ; progression de la criminalité* [9 novembre 1970] (p. 5432) ; *rareté des voitures équipées de radio ; disparité de carrière entre l'officier de police adjoint et l'officier de paix en uniforme ; nombre des gradés de police ; statut des auxiliaires féminines ; application de la loi du 28 septembre 1948* (p. 5433).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement après l'article 65 du projet de loi de finances pour 1971 (taxation d'office à l'impôt sur les revenus) [19 novembre 1970] (p. 5780).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Situation des familles mal logées aux revenus modestes ; problème des personnes seules, célibataires masculins ou féminins* [10 juin 1971] (p. 2679) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problème des handicapés ; institution de primes ou d'aides financières aux entreprises pour l'aménagement de postes de travail convenant aux handicapés* [27 octobre 1971] (p. 4985).

HÉBERT (Jacques)

Député de la Manche
(5e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [29 avril 1969] (p. 1135).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 avril 1969] (p. 1135).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 3), n° **40** [17 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 7) relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées, n° **42** [17 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 343 du Code de la sécurité sociale pour permettre le calcul de la pension sur les meilleures années de l'activité salariée, n° **146** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un régime unique de solidarité sociale nationale, n° **147** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — I. - Ministère des armées : Titre V, n° **395** [25 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 459), n° **487** [3 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 480) relatif au personnel enseignant de l'Ecole polytechnique, n° **534** [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2058) interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines, n° **2215** [4 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à accorder à la femme fonctionnaire, dont le mari, mili-

taire, fait l'objet d'une mutation, un droit de priorité en matière d'affectation lui permettant de recevoir un poste dans la ville où exerce son conjoint, n° 2236 [26 avril 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — V. - Marine, n° 2588 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits supplémentaires au titre du Ministère des Armées ; améliorations des rémunérations ; cas des personnels à statut ouvrier ; situation des techniciens d'études et de fabrications ; ses observations sur les officiers et les personnels de gendarmerie ; dépenses entraînées par les rappels de réservistes et les déplacements d'escadrons mobiles ; rapatriement de quatre escadrons mobiles des forces françaises en Allemagne ; création de six escadrons supplémentaires* [18 juillet 1968] (p. 2304) ; Art. 17 : *Taxe complémentaire* [19 juillet 1968] (p. 2358) ; *retrait des amendements de M. Bizet* (p. 2358) ; Art. 19 : *Ne pas modifier la taxe différentielle frappant les véhicules de 8 à 11 CV fiscaux* (p. 2362) ; Après l'Art. 19 : *Retrait de l'amendement de M. Bizet* (p. 2364) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Ne pas faire de la recherche vétérinaire une chasse gardée de l'Institut national agronomique ; laboratoire central de recherches vétérinaires* [19 juillet 1968] (p. 2374) ;

— du projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées, en qualité de *Rapporteur : Modalités de détermination des salaires des ouvriers des arsenaux ; interprétation du décret du 22 mai 1951 ; critiques d'ordre juridique adressées aux projets de loi antérieurs ; importance des avantages consentis aux ouvriers des armées ; ses observations sur le décret du 22 mai 1951* [19 juillet 1968] (p. 2383, 2384) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 72-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Causes de l'accroissement du budget social ; diminution de la mortalité ; extension progressive de la couverture sociale à de nouvelles catégories socio-économiques ; ne pas maintenir un parallélisme entre le budget social et le produit national brut ; prise en charge par l'Etat de certaines dépenses mises à tort à la charge du régime général de Sécurité sociale ; ses observations sur les articles 117 et 118 du Traité de Rome ; fonctionnement des caisses primaires ; création de trois caisses nationales ; couverture sociale de tous les risques ; possibilité de couvrir les risques sociaux proportionnellement aux capacités actuelles du pays et aux besoins des catégories sociales présentes ; création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; création d'une cotisation individuelle pour les personnes physiques non assujetties à cet impôt ; création d'une contribution des employeurs fixée selon une formule dont les paramètres seraient l'impôt sur les salaires, les bénéfices industriels et commerciaux et la taxe sur la valeur ajoutée* [22 juillet 1968] (p. 2418 à 2420).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Hantise des examens de passage ; éducation permanente des adultes ; faillite des méthodes traditionnelles de l'enseignement ; école maternelle ; école primaire ; développement physique des enfants ; mission de l'université ; formation des cadres supérieurs de la nation ; rôle du maître ; enseignement audio-visuel* [25 juillet 1968] (p. 2575, 2576).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, en qualité de *Rapporteur suppléant : Crise de recrutement traversée par les corps du service de santé ; création d'un corps d'officiers techniciens du service de santé ; situation matérielle des personnels* [25 juillet 1968] (p. 2598) ; Art. 28 : *Question de savoir si*

cet article limite le recrutement aux sous-officiers en activité de service (p. 2599) ; Art. 30 : *Possibilité donnée aux médecins et pharmaciens chimistes d'opter, soit pour le maintien dans leur corps actuel, soit pour le nouveau statut ; cas des médecins et pharmaciens chimistes du grade de colonel* (p. 2599) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Dépenses en capital ; écart entre le plan à long terme et les mesures budgétaires ; plan de charge des industries d'armement ; abandon du transport ravitailleur de munitions* Acheron ; *abandon du programme Mandragore ; mise sur cale de la seconde corvette type C 67 ; augmentation des prix des matériels militaires ; construction aéronautique ; commandes extérieures ; insuffisance de nos méthodes de financement en matière de vente d'armements ; ses observations sur les mesures d'embargo décidées à la suite du conflit au Moyen-Orient ; ses observations sur la coopération ; menaces d'emprise de l'industrie américaine sur l'économie des pays d'Europe occidentale ; crédits d'études ; avion à géométrie variable ; définition des matériels ; leur coût* [30 octobre 1968] (p. 3739 à 2741) ; *situation des officiers d'administration de la Direction militaire de l'armement ; situation des ingénieurs de direction de travaux ; cas des ex-immatriculés de la marine* (p. 3758) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Difficultés rencontrées par la Chambre de commerce de Cherbourg responsable de l'aérodrome de Maupertus* [6 novembre 1968] (p. 4049) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les ouvertures nettes de crédits militaires ; ses observations sur la section Air, la section Force terrestre, la section Marine* [3 décembre 1968] (p. 5015, 5016).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Importances des vicissitudes économiques du pays ; ses observations sur les régions de programme et les C.O.D.E.R. ; crise de mai ; ses observations sur les communes insuffisance de l'administration ; importance des délibérations des conseils municipaux et des conseils généraux ; élection de l'assemblée régionale au suffrage universel ; attributions des régions ; dimensions de celles-ci ; exemple de la Normandie ; problème de la déconcentration administrative* [12 décembre 1968] (p. 5415, 5416).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Croissance de la consommation énergétique de la France ; ses observations sur les énergies de liaison ; bilan énergétique de la France ; consommation de l'électricité de l'Europe ; ses observations sur l'Euratom ; séparation isotopique ; production d'eau lourde ; absence d'une véritable politique de l'énergie ; problème des applications militaires* [6 novembre 1969] (p. 3469) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Problème concernant les personnels des arsenaux ; cas des ex-immatriculés de la marine ; attribution de l'échelle 4 à ces personnels ; situation des chefs d'équipe des arsenaux de la marine ; institution d'un bordereau pour ces personnels ; cas des techniciens d'études et de fabrication de la Direction des constructions et armes navales ; situation des pyrotechniciens des forces armées ; potentiel de nos arsenaux ; création d'un secteur de fabrications industrielles civiles à l'intérieur de ces établissements ; embargo des armes à destination du Moyen-Orient* [17 novembre 1969] (p. 3860, 3861) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Hétérogénéité du système ; importance des dépenses sociales ; problème des cotisations ; notion de salaire indirect ; ses observations sur l'organisation, la gestion ; possibilité de couvrir les risques sociaux proportionnellement aux capacités actuelles du pays et aux besoins des catégories sociales actuelles ; prestations devant être servies aux intéressés en fonction des ressources des bénéficiaires ; gestion du régime unique de solidarité nationale* [2 décembre 1969] (p. 4500, 4501) ;

— du projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale : *Cas des officiers issus de l'Ecole navale, de l'Inscription maritime*

ou de la Marine marchande restant dans la gendarmerie maritime [4 décembre 1969] (p. 4636) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Ses observations sur le précédent de la S.N.E.C.M.A. ; « privatisation » du secteur qui, précédemment, était étatique ; projet de loi constituant une régression du point de vue national et du point de vue humanitaire ; sa question de savoir pourquoi on ne crée pas dans les établissements d'Etat un secteur complémentaire de biens d'équipement à usage civil ; sa question de savoir pourquoi on ne rétablit pas la notion et le goût des responsabilités à l'intérieur des directions locales et régionales ; rôle des monopoles* [26 mai 1970] (p. 1933, 1934) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, Art. unique : *Son amendement tendant au tableau annexé : « armement nucléaire tactique » à réduire de mille millions de francs (deux cents millions par année) le montant des autorisations de programme* [8 octobre 1970] (p. 4198) ; *conséquence de la mise à la disposition de l'armée de Terre du* Pluton (p. 4198, 4199) ; *retrait de son amendement* (p. 4199) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Ses observations sur les paroles de M. Sanford* [18 décembre 1970] (p. 6678) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Importance des mairies ; nécessité de réformer nos structures administratives de base ; distinction entre l'élément politique de conception et l'élément administratif d'exécution ; tutelle sur les petites communes ; maintien d'une mairie annexe ; constitution d'une commission consultative dans chaque commune annexe ; ses observations sur les mesures d'ordre financier* [1er juin 1971] (p. 2265, 2266) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Taux de mortalité chez les jeunes enfants ; possibilité donnée aux femmes enceintes de ne pas travailler à partir du 6e mois ; maladies cardio-vasculaires ; conséquence de la réduction de la durée hebdomadaire du travail* [16 juin 1971] (p. 3003) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : *Problème de l'arme bactériologique ; plan naval ; situation des personnels administratifs des services extérieurs du Ministère des Armées* [2 novembre 1971] (p. 5182) ; *prime de rendement ; situation des techniciens d'études et de fabrication de la Direction des constructions et armes navales ; problème des ex-assimilés ; ses observations sur les radio-dépanneurs* (p. 5183) ; Art. 17 : *Frais de déplacement des personnels civils et militaires de l'administration centrale* (p. 5187) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Albert Bignon* (p. 5188) ;

— du projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines, en qualité de *Rapporteur : Refus du Gouvernement français d'adhérer à la convention internationale ; problème des armes chimiques* [4 mai 1972] (p. 1350) ; Art. 1er : *Son amendement* (p. 1352) ; *problème des toxines* (p. 1352) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 1352) ; *contrôle des établissements* (p. 1352) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Passage de l'assurance à la solidarité sociale nationale, donc de la cotisation à la fiscalité ; charge pour les activités de main-d'œuvre ; disparition des régimes spéciaux par leur intégration dans un régime général unique ; gestion simple et économique ; sa proposition de loi n° 147 d'une réforme devant aboutir à la transformation de la sécurité sociale en solidarité sociale nationale (taxe additionnelle à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, contribution des employeurs, prestations servies en fonction des ressources)* [6 novembre 1972] (p. 4730, 4731) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Nécessité d'un effort accru pour les communautés urbaines ; son souhait que soit reconduite à un taux majoré l'attribution dite de capitation et que des prêts de longue durée à taux réduit leur soient accordés ; votera ce budget* [7 novembre 1972] (p. 4796, 4797) ; DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Gravité de la situation des effectifs de la marine* [8 novembre 1972] (p. 4845) ; *effort pour armer la force océanique stratégique ; insuffisance des crédits pour l'entretien courant des matériels de la flotte ; problème de la rentabilité des* Alizé, *des* Etendard *et des*

Crusader *embarqués à bord de nos porte-avions ; critères du choix de l'aéronef : adaptation de l'appareil aux porte-avions actuels, quatité de l'appareil, son coût, délais de livraison, coefficient de sécurité ; amendement, de la Commission, de suppression des crédits du Titre V (alignement des porte-avions) ; plan naval* (p. 4846).

HÉLÈNE (Léopold)

Député de la Guadeloupe
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969 (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [22 octobre 1968] (p. 3452) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à valider le décret n° 60-278 du 25 mars 1960 étendant à la Guadeloupe les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière, n° 1959 [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur sa proposition de loi (n° 1959) tendant à valider le décret n° 60-278 du 25 mars 1960 étendant à la Guadeloupe les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière, n° 2110 [8 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Action du Gouvernement de la Ve République ; ses observations sur la Guadeloupe ; problème de la banane ; ses observations sur les questions scolaires ; application des lois sociales ; réforme foncière ; équipement en matière de téléphone et de télévision ; problèmes de la canne à sucre ; création d'écoles maternelles ; politique du logement social ; politique d'adduction d'eau potable ; difficultés de la scolarisation ; sous-emploi ; migration : logement ; ses observations sur le planning familial ; création d'emplois ; capital touristique de la Guadeloupe ; attentat de Port-Louis* [9 novembre 1968] (p. 4267 à 4269).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la Guadeloupe ; problème de la régionalisation ; limites et contours de la région ; formule du département-région* [14 décembre 1968] (p. 5520, 5521).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie . *Evénements de mai 1967 en Guadeloupe ; volonté politique d'apaisement* [26 juin 1969] (p. 1756) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Avenir politique des D.O.M. ; ses observations sur la Guadeloupe ; niveau de vie dans les D.O.M. ; problème du*

sous-emploi ; augmentation des ressources du fonds national de solidarité ; politique du logement ; financement des constructions de type H.L.M. ; éducation nationale ; ses observations sur la banane et l'économie sucrière ; industrie touristique ; problème de la justice [15 novembre 1969] (p. 3821, 3822) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur la Guadeloupe ; problème démographique ; conséquences des transferts publics ; formation professionnelle ; politique de contrôle des naissances ; avenir des secteurs productifs résidant dans la compétitivité ; industrie sucrière et rhumière ; tourisme dans les Caraïbes ; problème de la migration ; tarification des voyages entre les Antilles et la métropole ; importance du problème du sous-emploi* [15 juin 1970] (p. 2667, 2668) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problème de l'emploi ; importance du chômage ; formation professionnelle ; ses observations sur les écoles de préformation professionnelle ; cas de l'école de formation préprofessionnelle de la commune de Gosier ; dynamisme démographique ; prix de la canne ; production bananière ; ses observations sur l'élevage et la pêche ; construction des hôtels ; ouverture du nouveau centre hospitalier de Pointe-à-Pitre* [26 octobre 1970] (p. 4729) ; *diffusion de notre culture par le développement des installations de l'O.R.T.F. en Guadeloupe ; ses observations sur la justice ; situation des victimes de l'attentat de Port-Louis* (p. 4730) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur les D.O.M. · problème du tourisme ; implantation de l'hôtellerie de moyen standing ; problème des transports ; liaisons aériennes directes avec le Canada ; nécessité de simplifier les procédures administratives* [16 juin 1971] (p. 3015) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Guadeloupe ; taux de croissance du produit intérieur ; problème du monde agricole : expérience de Marie-Galante ; ses observations sur le rhum ; défense des productions de base ; tourisme ; problème de l'emploi : émigration* [26 octobre 1971] (p. 4908, 4909) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi tendant à valider le décret du 25 mars 1965 étendant à la Guadeloupe les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière, en qualité de *Rapporteur : Problème juridique ; application de l'article 44 de la Constitution ; problème pratique* [16 décembre 1971] (p. 6868) ; *nécessité de l'intervention du législateur* (p. 6869, 6870) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Vœux de la Guadeloupe* [25 avril 1972] (p. 1005) ; *place des D.O.M. au sein de la France* (p. 1006) ; Art. 17 : *Ses observations sur les départements d'outre-mer et notamment sur la Guadeloupe* [27 avril 1972] (p. 1151) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Ses observations sur la Guadeloupe ; problèmes de l'emploi et de l'aide sociale* [31 mai 1972] (p. 2030) ; *problème des traitements ; cours et stages pratiques de perfectionnement* (p. 2031) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Situation des originaires des départements d'outre-mer ; migration métropolitaine* [7 juin 1972] (p. 2288) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Application identique d'un statut de la fonction publique dans les départements français* [10 octobre 1972] (p. 4000) ; *sa demande de réintégration dans leur pays de cinq Guadeloupéens* (p. 4000, 4001) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Sa critique du séparatisme* [13 novembre 1972] (p. 5061) ; *techniques archaïques d'une agriculture menacée par les intempéries ; intervention du Fonds social européen à la Guadeloupe dans le cadre du programme de promotion régionale ; problème de l'emploi ; abaissement des tarifs aériens ; centre universitaire des Antilles-Guyane ; mission de l'O.R.T.F. dans les Caraïbes* (p. 5062) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Agriculture tropicale des départements d'outre-mer ; mécanisation ; diversification des cultures ; élevage rationnel des bovins ; espère que ces départments vont pouvoir bénéficier du plan de relance de l'élevage et des mesures prises pour la métropole ; salarié exploitant agricole de la Guadeloupe ; attente d'une visite de travail du Ministre* [15 novembre 1972] (p. 5204, 5205);

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Problèmes démographiques dans les départements d'outre-mer ; rôle du bureau pour le développement des migrations dans les D.O.M.* [21 novembre 1972] (p. 5546) ; *conséquence de la création d'une antenne de l'Agence nationale pour l'emploi aux Antilles ; problème de la régulation des naissances dans ces départements* (p. 5547) ; *application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 5549).

HERMAN (Pierre)

Député du Nord
(8e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1971] (p. 837).

A donné sa démission de membre de cette Commission [7 avril 1971] (p. 982).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [7 avril 1971] (p. 982), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 48), modifiée par le Sénat, tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise, n° 630 [2 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 755) autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 105 concernant l'abolition du travail forcé, adoptée à Genève le 25 juin 1957, n° 812 [8 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — V. - Affaires sociales : Travail, n° 836 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 912) portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, n° 945 [5 décembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, n° 996 [19 décembre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Situation des employés de maison et des femmes de ménage · cas des employés de presbytère* [22 juillet 1968] (p. 2426) ; Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant à insérer après l'article 19 un nouvel article (constatation de l'inaptitude au travail)* (p. 2446) ; *établissement d'une liste des activités pénibles* (p. 2446) ; *retrait de son amendement* (p. 2447) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais . *Application de la loi du 18 juin 1966 concernant l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions ; conditions pour bénéficier des arrérages d'allocations* [23 juillet 1968] (p. 2494, 2495) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Gerbet, après les mots : « de prévoyance et d'aides sociales » à insérer les mots : « pour bénéficier des avantages prévus à titre transitoire en vertu de l'article 15 de la loi n° 66-419 du 18 juin 1966 »* (p. 2497) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2497) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Problème de la participation ; cours sociales ; application des textes régissant les comités d'entreprise et les délégués du personnel ; application de l'ordonnance du 17 août 1967 sur la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises* [4 décembre 1968] (p. 5070) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « pendant six mois au moins » les mots : « pendant un an au moins »* (p. 5097) ; *protection des représentants syndicaux au comité d'entreprise* (p. 5097) ; Art. 12 : *Retrait d'un amendement* (n° 5099) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; ne pas accroître les charges des entreprises ; conditions du travail des jeunes ; accords professionnels sur la quatrième semaine de congés payés ; rôle des conventions collectives ; problème de l'octroi de suppléments pour congés pris hors saison* [29 avril 1969] (p. 1115) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale, en première lecture (majoration de la durée du congé annuel en raison de l'âge ou de l'ancienneté)* (p. 1120) ; *ses observations sur son*

amendement (p. 1120) ; Art. 3 : *Problème des congés supplémentaires* (p. 1120) ; *son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « le quatrième alinéa de l'article 54 g du Livre II du Code du travail est supprimé »* (p. 1120) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour compléter l'article 54 i du Livre II du Code du travail à substituer aux mots : « et un seul lorsqu'il sera inférieur » les mots : « et un seul lorsqu'il sera compris entre trois et cinq jours »* (p. 1121) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rabourdin* (p. 1121) ; Art. 10 : *Son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots : « du 1er juin 1967 au 31 mai 1968 » les mots : « du 1er juin 1968 au 31 mai 1969 »* (p. 1121) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « Proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés payés annuels »* (p. 1121) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail n° 105 concernant l'abolition du travail forcé, adoptée à Genève le 21 juin 1957, en qualité de *Rapporteur : Attribution du prix Nobel de la Paix à l'O.I.T. ; rythme des ratifications par la France des conventions de l'O.I.T. ; ses observations sur les normes de droit social posées sur le plan international* [21 octobre 1969] (p. 2794) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Agence nationale pour l'emploi ; services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre ; services de l'inspection du travail ; paiement des indemnités des stagiaires de la formation professionnelle ; subventions d'investissement accordées par l'Etat ; formation professionnelle des adultes ; son souhait de voir les femmes âgées de plus de trente-cinq ans bénéficier des sections du secteur tertiaire ; Fonds national de l'emploi ; aide aux travailleurs privés d'emploi ; rôle de l'Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens ; formation professionnelle des travailleurs handicapés ; formation économique et sociale des travailleurs ; adaptation du salaire minimum interprofessionnel garanti ; mensualisation des salaires ; intéressement des travailleurs aux résultats de l'entreprise ; ses observations sur la forme d'intéressement, dite « l'actionnariat »* [7 novembre 1969] (p. 3546, 3547) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Ces caisses confient le soin du service des prestations prévues par la présente loi »* [3 décembre 1969] (p. 4576) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, après les mots : « décret en Conseil d'Etat » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « pour effectuer le service des prestations aux assurés actifs et retraités »* (p. 4577) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, en qualité de *Rapporteur : Ecart entre le S.M.I.G. et la moyenne des salaires ; rôte du S.M.I.G. ; son évolution ; pouvoir d'achat des travailleurs ; nécessité de procéder à des confrontations périodiques au sein de la Commission supérieure de conventions collectives ; relèvements annuels du S.M.I.G. ; problème des indemnités ; ses observations sur l'agriculture ; problème des départements d'outre-mer* [10 décembre 1969] (p. 4768, 4769) ; Art. 31 *x c* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (élaboration d'un indice national des prix à la consommation)* (p. 4783) ; *garantie du pouvoir d'achat* (p. 4783) ; *son amendement tendant, dans te deuxième atinéa de cet article, à substituer aux mots : « retenu pour l'établissement » les mots : « constaté lors de l'établissement »* (p. 4785) ; *relèvement du salaire minimum de croissance lorsque l'indice des prix enregistre une hausse d'au moins 2 %* (p. 4785) ; Art. 31 *x d* du Code du travail : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 4785) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (fixation du salaire minimum de croissance)* (p. 4786) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « est opérée » le mot : « intervient »* (p. 4786) ; *son amendement tendant, après les mots : « la moitié de », à une nouvelle rédaction de la fin du troisième alinéa de cet article (indice de référence)* (p. 4787) ; Art. 31 *x e* du Code du travail : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « sous réserve des dispositions prévues aux articles 3 bis et*

3 ter de la loi » (p. 4788) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « et après avis d'une Commission départementale dont la composition et le fonctionnement seront précisés par décret »* (p. 4791) ; *Après* l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les références au S.M.I.G. contenues dans des dispositions législatives ou réglementaires seront examinées et éventuellement remplacées par d'autres références »* (p. 4791) ; *rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle des adultes* (p. 4791) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Eléments à fournir à la Commission supérieure des conventions collectives pour son examen annuel ; fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance dans les D.O.M.* [19 décembre 1969] (p. 5095) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5097) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 16 : *Ses observations sur la prise de possession du terrain* [10 juin 1970] (p. 2465) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les conditions dans lesquelles sont hébergés des travailleurs portugais à Saint-Denis ; décrets d'application de la loi ; situation des habitants des des courées et des bidonvilles* [24 juin 1970] (p. 2982) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Situation des personnes âgées ; problème de leur logement* [21 octobre 1970] (p. 4461) ; de la deuxième partie, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées ; ses observations sur les maisons de retraite et les hospices ; ses observations sur les équipements actuels ; besoins des personnes âgées ; réforme de l'inaptitude au travail ; situation des personnes bénéficiant à 60 ans d'une retraite au taux de 40 % ; modification de certains articles du Code de la sécurité sociale afin de permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles, de prendre leur retraite avant 60 ans ; création au sein de chaque caisse d'assurance vieillesse d'un comité ayant compétence pour apprécier l'inaptitude au travail ; possibilité de prendre en considération, dans le calcul de la pension, les annuités de cotisations perçues au-delà de la trentième année* [28 octobre 1970] (p. 4842, 4843) ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Permission donnée aux locataires d'habitation à loyer modéré d'accéder à la propriété de leur logement sous certaines conditions ; application de la loi de juillet 1965 ; ses observations sur les mal logés des « courées » du Nord* [5 novembre 1970] (p. 5152) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Réduction de la durée hebdomadaire maximale du travail ; prévention des accidents du travail ; conseils de prud'hommes ; création de chambres sociales ; création d'un conseil de prud'hommes par arrondissement* [16 novembre 1970] (p. 5630).

Mise au point au sujet des votes de MM. Cerneau et Rocard sur l'amendement du Gouvernement après l'article 65 du projet de loi de finances pour 1971 (taxation d'office à l'impôt sur le revenu) [17 novembre 1970] (p. 5708).

Prend part à la discussion du projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, Art. unique : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour la troisième phrase du premier alinéa de l'article 15 du Code de la mutualité, après les mots : « qu'aux fins », à insérer les mots : « d'acquérir les terrains nécessaires aux constructions »* [18 novembre 1970] (p. 5750) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5750).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à des incidents dans certaines caisses d'assurance vieillesse (régime d'assurance vieillesse des commerçants et industriels) [2 décembre 1970] (p. 6074, 6075).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* [8 décembre 1970] (p. 6273).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation de Roubaix-Tourcoing [11 juin 1971] (p. 2744, 2745).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de

la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Exemple de la région Lille-Roubaix-Tourcoing ; rôle moteur du versement patronal de un pour cent sur les salaires ; ses observations sur le rapport Consigny ; ses observations sur les C.I.L. du Nord ; réforme de l'allocation de logement* [10 juin 1971] (p. 2672) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'ALLOCATION DE LOGEMENT, Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2694) ; *ses observations sur l'amputation du un pour cent* (p. 2694) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Représentation des unions départementales d'associations familiales* [29 juin 1971] (p. 3515) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Réforme de l'inaptitude du travail : service du contrôle médical de certaines caisses régionales vieillesse de Sécurité sociale ; situation de certains anciens combattants et anciens prisonniers de guerre ; attribution d'une pension vieillesse dans le cadre de l'inaptitude* [4 novembre 1971] (p. 5304) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, Art. 9, 10 et 11 : *Ses amendements* [30 novembre 1971] (p. 6207, 6208) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 2 : *Désir de toutes les organisations syndicales que la hiérarchisation de la distribution gratuite soit limitée et resserrée de 1 à 6* [28 novembre 1972] (p. 5708) ; Art. 3 : *Son amendement stipulant que pourront acquérir des titres les membres du personnel de nationalité étrangère* (p. 5709) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à augmenter la représentation du personnel afin de faciliter la représentation des différentes organisations syndicales* (p. 5709, 5710) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à faire désigner les trois administrateurs prévus au paragraphe* c) *par le Ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 5713) ; *adoption* (p. 5713).

HERSANT (Robert)

Député de l'Oise
(3e circonscription)
Apparenté P.D.M., puis P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [28 juin 1972] (p. 2980).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

HERZOG (Maurice)

Député de la Haute-Savoie
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 avril 1969] (p. 1119).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969

(n° 341). — XIV. - Recherche atomique, scientifique et spatiale, n° 360 [10 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — IV. - Développement scientifique, n° 837 [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — V. - Développement scientifique, n° 1400 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1728) tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), n° 1764 [26 mai 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — V. - Développement scientifique, n° 2015 [8 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Lutte contre le sous-emploi ; liste des matériels d'équipement ; recherche scientifique ; date d'application du texte ; rôle de certains organismes de crédit ; possibilité d'envisager l'élaboration d'un « plan machine-outil »* [25 septembre 1968] (p. 2888, 2889) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des entreprises productrices de biens d'équipement)* (p. 2902) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 de cet article par l'alinéa 3 suivant : « dans la limite de 500 francs par personne, les produits des sommes attribuées aux salariés, au titre de la participation aux fruits de l'expansion des entreprises, sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques »* [23 octobre 1968] (p. 3498) ; *participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises ; simplification de la gestion de l'impôt et des obligations des redevables* (p. 3498) ; *retrait de son amendement* (p. 3499) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES, Art. 58 : *Son amendement tendant après le paragraphe III à ajouter un nouveau paragraphe : « les revenus provenant des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu s'ils reçoivent la même affectation que ces sommes. Ils se trouvent alors frappés de la même indisponibilité que ces dernières et ne sont définitivement exonérés qu'à l'expiration de la période d'indisponibilité correspondante »* [18 novembre 1968] (p. 4653) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4653) ; Après l'Art. 65 : *Déficiences du système français des statistiques ; ses observations sur l'I.N.S.E.E.* (p. 4657, 4658) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX - RECHERCHE SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Structure du ministère ; création d'un intergroupe parlementaire pour la science et la technologie ; ses observations sur le C.N.R.S. ; budget de la délégation générale à la recherche scientifique et technique ; aide au développement ; délais d'instruction des dossiers ; création d'un corps des contrôleurs ; rôle des inspecteurs du crédit national ; rapports établis par les ingénieurs-conseils des banques nationalisées ; ses observations sur le fait que le délégué général à la recherche scientifique et technique n'est pas un ordonnateur secondaire ; informatique ; plan-calcul ; secteur spatial ; politique de lanceurs ; ses observations sur l'Intelsat ; ses observations sur Blue Streak ; sa question de savoir pourquoi on ne créerait pas une agence française de l'espace* [19 novembre 1968] (p. 4661 à 4664) ; *ses observations sur les paroles de M. Galley* (p. 4668) ; *son amendement tendant au titre VI de l'Etat C à réduire les autorisations de programme de 398 millions de francs et les crédits de paiement de 240 millions de francs* (p. 4692) ; *abattements sur les crédits affectés à la politique spatiale ; incohérence de la politique ; ses observations sur l'étage Blue Streak ; multiplicité des services publics ; ses observations sur le centre national d'exploitation des océans* (p. 4692) ; *retrait de son amendement* (p. 4694).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Rivain relatif à la suppression de l'Art. 6 de la première partie

du projet de loi de finances pour 1969 [24 octobre 1968] (p. 3536).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 85-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par les dispositions suivantes : « dans les stations classées de sports d'hiver et d'alpinisme en application de l'article 157 du Code de l'administration communale »* [17 décembre 1968] (p. 5592) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5592, 5593);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Fusion des Ministères de l'Industrie et de la Recherche scientifique ; conception française de la recherche ; amendement de la Commission de la production tendant à réduire de moitié l'augmentation de la subvention de fonctionnement de l'institut de recherche en informatique et automatique ; Centre européen de recherches nucléaires ; construction d'une machine dotée d'une puissance de 300 GeV ; ses observations sur les affaires atomiques ; Commissariat à l'énergie atomique ; choix de filières à uranium enrichi ; rapprochement sur le plan industriel avec l'Allemagne fédérale dans le domaine nucléaire ; ses observations sur l'espace ; malaise actuel au C.N.E.S. ; ses observations sur Intelsat ; plan-calcul* [6 novembre 1969] (p. 3428 à 3430) ; Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 1.250.000 francs les crédits de ce titre* (p. 3480) ; *organismes nationaux dépendant du Ministère ne devant pas se substituer à l'industrie privée dans les efforts de développement industriel* (p. 3480) ; *ses observations sur les paroles de M. Ortoli* (p. 3481) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Problèmes d'équipement ; ses observations sur les lois de programme ; résultats de la politique du Gouvernement* [23 octobre 1970] (p. 4648) ; *problème des concours de pronostics ; rôle du sport ; élaboration de la loi de programme ; utilisation des équipements* (p. 4649) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réorganisation du Ministère* [30 octobre 1970] (p. 4961) ; *augmentation des crédits ; présentation du budget ; crédit du Centre national d'études des télécommunications ; problème de la liaison entre le Ministère et le Parlement ; possibilité pour le Ministre de convoquer les Rapporteurs du budget ; problème du contrôle de ce budget ; Commissariat à l'énergie atomique ; sécurité de l'emploi pour les chercheurs ; activité minière du Commissariat à l'énergie atomique ; élaboration d'une véritable politique spatiale* (p. 4962) ; *ses observations sur les négociations sur Intelsat ; plan-calcul ; substitution de Honeywell à General Electric dans la société Bull ; problèmes pour le software de l'entretien et de la commercialisation* (p. 4963) ;

— du projet de loi tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, en qualité de *Rapporteur : Rôle du C.E.R.N. ; projet du physicien anglais Adams ; détermination géographique du futur accélérateur ; langue de travail dans le cadre de l'organisation ; montant des investissements* [26 mai 1971] (p. 2099, 2100) ; Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : 1° après les mots : « Pour cause d'utilité publique » à insérer les mots : « modifiée par la loi n° 62-898 du 4 août 1962 » ; 2° en conséquence, à la première ligne de cet article, après les mots : « article 58 » à supprimer le mot : « modifié »* (p. 2101) ; *son amendement tendant, dans l'article unique, à substituer aux mots : « des terrains non bâtis » les mots : « des immeubles non bâtis »* (p. 2101) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (plan parcellaire ; paiement provisionnel ; transfert de propriété)* (p. 2101) ; *principe de l'indemnité préalable* (p. 2101, 2102) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Importance de l'équipement* [22 juin 1971] (p. 3238) ; *concours de pronostics ; son regret du rattachement du secrétariat d'Etat aux services du Premier ministre ; politique de la jeunesse ; caractère de nos structures familiales et d'éducation ; établissement de liens contractuels avec les organisations de jeunesse* [22 juin 1971] (p. 3239); *organisations de cogestion ; maisons de la culture ; rapports entre les maisons de jeunes et les municipalités ; incompatibilité*

pour les fonctionnaires d'exercer des responsabilités dans les organisations placées sous la tutelle du Ministère ; tiers temps pédagogique ; crédits affectés aux associations (p. 3240) ; *analyse de la loi de programme ; calcul de l'échéancier proposé pour la troisième loi de programme ; évolution des procédures administratives et financières ; transport des élèves et des sportifs ; problème de l'animation ; formation des animateurs ; définition des centres sportifs ; réservations foncières* (p. 3241) ; *aide aux associations* (p. 3242) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Information de la commission ; problème de la pollution des centrales nucléaires* [5 novembre 1971] (p. 5400) ; *développement des techniques de l'ultracentrifugation ; diffusion gazeuse ; adjudication de la centrale nucléaire de Bugey et de Fessenheim* (p. 5401) ; *Institut de développement industriel ; politique spatiale ; échec du tir de la fusée « Europa II » ; problème de l'informatique* (p. 5427, 5428) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa de cet article à supprimer les mots : « dans des enceintes privées »* [16 juin 1972] (p. 2602).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale avec débat relative à la recherche scientifique [21 juin 1972] (p. 2699).

HINSBERGER (Étienne)

Député de la Moselle
(7e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer le contrôle des véhicules accidentés, **n° 64** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer le contrôle obligatoire périodique des véhicules, **n° 65** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à l'enseignement d'une deuxième langue vivante à l'école maternelle et dans l'enseignement élémentaire, **n° 2528** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 6 : *Cas des frontaliers des départements du Rhin et de la Moselle qui travaillent en Allemagne ; problème de la possibilité pour ces ouvriers de bénéficier de la réduction d'impôt de cinq pour cent* [27 novembre 1968] (p. 4903) ; *ses explications de vote : cas des régions frontières ; contrôle des changes ; vote bloqué* (p. 4906, 4907).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux inondations dans l'Est de la France [29 mai 1970] (p. 2148).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problème des régions frontières ; ses observations sur la situation en Moselle-Est ; problème de l'industrie locale ; ses observations sur les infrastructures de transport ; adaptation de notre réseau routier à celui de nos voisins ; développement de la politique de formation professionnelle ; rôle de la Com-*

mission mixte franco-allemande en vue du développement harmonieux des équipements frontaliers ; amélioration de l'environnement et du cadre de vie ; problème du tourisme : développement des équipements hospitaliers et sanitaires ; situation des personnes âgées ; politique familiale ; maintien en activité des puits de charbon à coke [17 juin 1970] (p. 2786, 2787) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE) : *Options du VIe Plan ; ses observations sur l'Est de la France ; problème des régions frontalières ; rôle de la Commission mixte franco-allemande ; problème de la consultation et de l'association des parlementaires à cette Commission ; état de certaines routes nationales ; problème de l'existence de ponts provisoires ; coopération avec les Allemands pour le développement de la région frontalière de l'est de la Lorraine ; création d'une voie rapide au départ de Sarrebrück vers Strasbourg ; réalisation du centre économique franco-allemand ; réalisation de l'aérodrome de Grostenquin ; problème des voies navigables, ses observations sur le canal des houillères ; attribution de la prime d'adaptation industrielle ; importance du massif des Vosges du Nord pour le développement du tourisme* [3 novembre 1970] (p. 5043, 5044) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problème des départements de l'Est ; exemple des régions frontalières ; adaptation d'un régime particulier des aides à ces régions ; création d'un centre économique franco-allemand ; création d'une voie rapide de Sarrebrück vers Strasbourg ; création d'un aérodrome régional en utilisant la base de Grostenquin* [15 juin 1971] (p. 2944) ; *suppression de lignes voyageurs omnibus de la S.N.C.F. ; problème de l'environnement ; formation professionnelle et technique* (p. 2945) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Situation des régions frontalières de Moselle ; nombre des frontaliers français ; implantation d'usines importantes françaises en Sarre ; système des aides* [25 octobre 1971] (p. 4877) ; *autoroute Metz-Sarrebrück, Strasbourg-Paris ; canalisation de la Sarre entre Sarreguemines et la frontière sarroise ; création d'un aérodrome régional à Grostenquin ; ses observations sur le projet Cecofa* (p. 4878) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 2 : *Difficulté pour les téléspectateurs de certaines régions de recevoir correctement les émissions des chaînes nationales ; objet du service public national* [16 juin 1972] (p. 2583) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problème de la Lorraine ; urgence de la création de liaisons routières le long de la frontière ; programme autoroutier Paris, Metz et Strasbourg* [17 novembre 1972] (p. 5422) ; *création d'un centre économique industriel et commercial à cheval sur la frontière ; liaison Hambourg-Marseille ; nécessité, sur notre territoire, d'une liaison nord-sud vers l'Italie et l'Espagne ; voies fluviales ; parcs nationaux ; problème frontalier de l'est de la Moselle* (p. 5423).

HOFFER (Marcel)

Député des Vosges
(1re circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre du comité de contrôle du Fonds forestier national [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 de telle sorte que le droit au maintien dans les lieux soit accordé aux occupants de locaux d'habitation fournis par des entreprises industrielles au titre d'accessoire du contrat de travail lorsque ces entreprises cessent leur activité, n° 292 [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2029) portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, n°2081 [26 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2122), modifié par le Sénat, portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, n° 2126 [15 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, n° 2171 [18 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2169), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, n° 2177 [18 décembre 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la date du 22 mars 1968 ; conditions d'une véritable décentralisation ; nécessité pour les fonctionnaires de l'administration centrale de passer par le stade de l'administration régionale ; situation des fonctionnaires départementaux ; méthodes de l'administration; simplification des procédures administratives ; limites des régions ; cas du département des Vosges ; possibilité de rattacher les Vosges à l'Alsace ; ses observations sur l'assemblée régionale ; participation des unions familiales représentées par les conférences régionales ; participation des députés à l'assemblée régionale ; problème du vote des décisions ; possibilité de fixer un pourcentage obligatoire de membres jeunes ; son souhait de voir dépolitiser au maximum les campagnes pour l'élection des membres des assemblées régionales ; ses observations sur l'exécutif ; ressources de la région ; plan régional d'équipement ; possibilité de fournir des crédits d'équipements publics adaptés aux besoins de la région et d'obtenir l'aide des organismes parapublics et privés ; épargne régionale ; participation des citoyens* [12 décembre 1968] (p. 5414, 5415).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rôle du Ministère des Anciens combattants ; problème des déportés politiques ; ses observations sur le Stalag 325 ou « camp de la goutte d'eau » ; ses observations sur ceux de Grodentz et de Rava-Ruska ; dossier sur la pathologie des camps* [31 octobre 1969] (p. 3201, 3202) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des profes-

sions non agricoles : *Modifications des structures économiques et sociales ; problème de la patente ; assurance maladie instituée par la loi de 1966 ; organisation des élections ; cas des retraités ; conséquence de la création des grandes surfaces ; possibilité de prévoir des prêts spécifiques pour les commerçants qui se rassemblent au sein d'un groupement d'intérêt économique* [2 décembre 1969] (p. 4498 à 4500) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur : Liberté de choix du travailleur ; montant des pensions de retraite ; conséquences financières du texte ; problème des activités professionnelles qui se caractérisent par une usure prématurée de l'organisme ; proportionnalité entre la durée d'assurance et le montant de la prestation vieillesse* [1er décembre 1971] (p. 6237, 6238) ; *revalorisation des pensions liquidées sur la base de 30 annuités avant le 1er janvier 1972 ; définition de l'inaptitude ; situation des travailleurs assurés sociaux victimes de la dernière guerre ; problème des anciens combattants de la guerre 1939-1945 ; ses observations sur les conclusions de la Commission de la pathologie de la captivité ; coût de la réforme ; rôle des accords conclus entre partenaires sociaux* (p. 6239, 6240) ; Art. 1er : *Son amendement (modulation de la prise en compte pour la liquidation de la pension)* [2 décembre 1971] (p. 6301) ; *ses observations sur l'échéancier de la réforme* (p. 6301) ; Art. 2 : *Son amendement rédactionnel* (p. 6303) ; *retrait de celui-ci* (p. 6303) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour l'article L 333 du Code de la sécurité sociale à supprimer les mots : « et de sa formation professionnelle »* (p. 6306) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 333 du Code de la sécurité sociale : « et pour les anciens combattants, les victimes de guerre et les prisonniers de guerre, le cas échéant des séquelles consécutives à la guerre ou à la captivité »* (p. 6306) ; *son amendement (reconnaissance de l'inaptitude après avis d'un médecin du travail et d'un représentant de l'agence de l'emploi)* (p. 6307) ; *retrait de son amendement* (p. 6307) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 334 du Code de la sécurité sociale, après le mot « activité » à insérer le mot « professionnelle »* (p. 6308) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant dans l'article L 351 du Code de la sécurité sociale à substituer aux mots : « en cas d'inaptitude au travail » les mots : « en cas d'incapacité de travail de 50 % »* (p. 6310) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Son amendement relatif à l'inaptitude au travail* [16 décembre 1971] (p. 6841) ; en troisième lecture, Art. 3 : *Son amendement concernant la reconnaissance à l'inaptitude au travail* [18 décembre 1971] (p. 6951) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Conclusions de la Commission de la pathologie de la captivité ; mise à la retraite anticipée* [2 novembre 1972] (p. 4555, 4556).

HOGUET (Michel)

Député d'Eure-et-Loir
(3e circonscription)
Apparenté U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission de surveillance des publications destinées à l'enfance [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des tra-

vailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [26 juin 1970] (p. 3155) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n° 66 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, n° 67 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer une carte professionnelle d'« Agent immobilier » et de « Mandataire en vente de fonds de commerce », n° 68 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 790 du Code rural relatif au droit de préemption, n° 69 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la légis-

lation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n° 66) tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n° 470 [21 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n° 67) tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, n° 471 [21 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 58 du Code des débits de boissons relatif à l'emploi des femmes de moins de 21 ans, n° 658 [3 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 572), modifiée par le Sénat, tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n° 715 [13 mai 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 573), modifiée par le Sénat, tendant à compléter les articles 832, 832-1 et 832-2 du Code civil, n° 716 [13 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier ou compléter les articles 23 et 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal et à créer un nouveau article 23-1, n° 748 [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 797 [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 860) modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n° 905 [21 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 797) tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 954 [10 décembre 1969].

Sa proposition de loi relative aux déclarations conjointes prévues aux articles 11, alinéa 2, 16 et 20 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, n° 1015 [19 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1016), modifiée par le Sénat, relative à la prescription des actions prévues par le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1017 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la vente à domicile, n° 1699 [5 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : 1° (n° 1166) tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial ; 2° (n° 1508) tendant à faciliter la reconversion des commerçants et artisans ; 3° (n° 1570) tendant à banaliser les baux commerciaux, n° 1702 [6 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1460) tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, afin d'as-

surer une meilleure protection des salariés, n° 1756 [25 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1759) relatif à la publicité de certaines limitations administratives au droit de propriété, n° 1782 [2 juin 1971].

Sa proposition de loi instituant un fonds pour l'adaptation du commerce indépendant, n° 1906 [24 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1950), modifiée par le Sénat, tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1954 [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1964), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1967 [30 juin 1971].

Sa proposition de loi d'orientation du commerce, n° 2419 [14 juin 1972].

Sa proposition de loi d'orientation pour le secteur des métiers, n° 2423 [14 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Institution, sur le capital des sociétés par actions, d'une taxe inversement proportionnelle à l'importance de leur capital ; ses observations sur les fraudes ; modification de l'échelonnement prévu ; détermination du capital à partir duquel la taxe est imposable aux sociétés ; crédit pour les petites et moyennes entreprises* [18 juillet 1968] (p. 2327, 2328) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 11 : *Plus-values réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation* [19 juillet 1968] (p. 2375) ; *retrait de l'amendement de M. Cousté* (p 2375) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 2 : *Possibilité d'accorder la déduction prévue dès lors que les matériels visés auraient été livrés à partir du mois de mai dernier* [25 septembre 1968] (p. 2894, 2895) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « la déduction prévue à l'article premier est accordée aux entreprises à raison des matériels ayant fait l'objet d'une livraison entre le 1er mai 1968 et le 30 novembre 1969 »* (p. 2895) ; *date de la commande ; problème des commandes passées postérieurement au 30 avril et livrées après le 1er juillet* (p. 2896, 2897) ; *date des commandes* (p. 2896, 2897) ; Art. 3 : *Problème des véhicules utilitaires d'une tonne et demie ; durée de l'amortissement* (p. 2898) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Augmentation de l'impôt sur les successions ; ses conséquences économiques ; nécessité d'empêcher des démembrements ou des endettements pour les exploitants agricoles ; situation des exploitations commerciales, industrielles ou artisanales de dimension moyenne et de caractère familial ; inopportunité du texte ; réajustement des rentes viagères* [24 octobre 1968] (p. 3521, 3522) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rapport constant ; extension de la retraite indexée à tous les anciens combattants ; attribution de la carte et de la qualité d'ancien combattant aux anciens d'Algérie ; abaissement, pour les anciens combattants, prisonniers de guerre, de l'âge de la retraite ; situation des anciens combattants d'Algérie* [8 novembre 1968] (p. 4208) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Revalorisation des rentes viagères ; nécessité de tenir compte de la date de la constitution de la rente ; relèvement des taux des rentes constituées entre particuliers ; ses observations sur les rentes indexées sur le S.M.I.G. et le S.M.A.G. ; nécessité de relever le plafond de 10.000 francs au-delà duquel le rentier viager est imposé sur*

80 pour cent du montant brut de la rente ; refonte de la législation sur les rentes viagères [18 novembre 1968] (p. 4635, 4636) ; Après l'Art. 65 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement concernant les rentes viagères* (p. 4645) ; *ses observations sur les rentes du secteur privé* (p. 4645, 4646) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 4647) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement (calcul des arrérages des rentes indexées sur le S.M.I.G. et le S.M.A.G.)* (p. 4647) ; *distinction entre les rentes indexées sur le S.M.I.G. et celles indexées sur le S.M.A.G.* (p. 4647) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer à la date du « 1er décembre 1968 » celle du « 1er janvier 1969 »* [27 novembre 1968] (p. 4894) ; *inquiétude des commerçants ; possibilité de reporter l'application de la majoration de la T.V.A. ; majoration de la taxe n'étant pas applicable aux livraisons qui seront effectuées après le 1er décembre 1968 et avant le 15 janvier 1969 lorsque le contrat aura été conclu avant le 1er décembre 1968 ; problème des stocks* (p. 4894) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (dispositions transitoires en ce qui concerne les ventes conclues à prix ferme au cours de la période précédant le 1er décembre 1968 et qui feront l'objet d'une livraison après cette date et avant le 15 janvier 1969)* (p. 4898) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, en qualité de *Rapporteur : Délai de conclusion du nantissement ; point de départ du délai d'inscription ; sanction du retard apporté à la conclusion du contrat* [28 novembre 1968] (p. 4934) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Delai de conclusion du nantissement ; sanction du retard apporté à la conclusion du contrat* [13 mai 1969] (p. 1356) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le dernier alinéa de l'article 2 de la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951, relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement modifié par l'article 29 de l'ordonnance n° 58-896 du 23 septembre 1958, est abrogé »* (p. 1357) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer les deux dernières phrases du texte modificatif proposé pour le 2e alinéa de l'article 3 de la loi du 18 janvier 1951 par une nouvelle phrase (cas où la livraison du matériel intervient après l'acte constitutif du nantissement ; cas où elle n'est pas effectuée au lieu primitivement fixé)* (p. 1357) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Délai de conclusion du contrat de nantissement ; date de la livraison du matériel* [11 décembre 1969] (p. 4839, 4840) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, en qualité de *Rapporteur : Définition du copropriétaire ; refus de la Cour de cassation de considérer que le nu-propriétaire est copropriétaire* [28 novembre 1968] (p. 4935, 4936) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 4936) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 4938) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Extension du bénéfice de l'attribution préférentielle ; ses observations sur la réforme d'ensemble des successions* [13 mai 1969] (p. 1357) : Art. 1er, 1er *bis* et 2 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 1358) ; Avant l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 832-2 du Code civil : « Les dispositions des articles 832, 832-1 et 832-2 profitent au conjoint survivant ou à tout héritier qu'il soit copropriétaire en pleine ou en nue-propriété. Les dispositions des articles 832 et 832-2 profitent aussi au gratifié ayant vocation universelle ou à titre universel à la succession en vertu d'un testament ou d'une institution contractuelle »* (p. 1358) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 12 : *Son sous-amendement tendant dans l'amendement de M. de Préaumont après les mots : « ne peut excéder » à substituer au nombre « 10 » le nombre « 5 »* [4 décembre 1968] (p. 5098) ; *charge des crédits d'heures pour les petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales* (p. 5098) ; *ses observations sur la discussion des amendements* (p. 5099) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Avant l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « au 2e alinéa de l'article 811 du Code rural, les mots : « reprendre le bien loué à l'expiration de chaque période triennale pour y installer un descendant, majeur ou mineur émancipé » sont remplacés par les mots : « reprendre le bien loué à l'expiration de chaque période triennale pour un descendant majeur ou mineur émancipé »* [10 décembre 1968] (p. 5299) ; *ses observations sur son amendement ; problème de la reprise* (p. 5299) ; *son amendement tendant avant l'article 5 à insérer le nouvel article suivant : « au premier alinéa de l'article 845 du Code rural » les mots : « ou pour y installer un descendant majeur ou mineur émancipé » sont remplacés par les mots : « ou pour un descendant majeur ou mineur émancipé »* (p. 5299) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce » : *Opérations de gestion immobilière et de location-gérance de fonds de commerce ; obligation d'adhérer à une caisse de caution mutuelle et d'être assuré pour la responsabilité civile et professionnelle* [18 décembre 1968] (p. 5638, 5639) ; Art. 2 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Massot* (p. 5641) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, en qualité de *Rapporteur pour avis : Conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; ses observations sur la loi de juin 1960 ; insuffisance de la réglementation ; obligation future pour les intermédiaires* [11 décembre 1969] (p. 4840, 4841) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application de la présente loi aux personnes qui se livrent à certaines opérations)* (p. 4842) ; *gestion immobilière* (p. 4842) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (application des dispositions de la présente loi)* (p. 4842) ; *ses observations sur la liste des personnes exclues du champ d'application de la proposition de loi* (p. 4842) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (obtention de la carte professionnelle)* (p. 4843) ; *ses observations sur l'expression : « organisme de garantie collective »* (p. 4843) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4845) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rôle de toute personne habilitée par un titulaire de la carte professionnelle à négocier ou à s'engager pour le compte de ce dernier)* (p. 4845) ; Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas où les personnes reçoivent ou détiennent des sommes d'argent, des effets ou des valeurs à quelque titre que ce soit)* (p. 4845) ; Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conditions auxquelles sont soumises les conventions passées par les agents immobiliers)* (p. 4845) ; Art. 4 *quinquies* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conséquence de l'obtention ou du renouvellement de la carte professionnelle)* (p. 4846) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4846) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (conditions pour pouvoir se livrer à des opérations portant sur les biens d'autrui visées à l'article 1er)* (p. 4847) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 11° de cet article (application de l'article 4 de la loi du 21 juin 1960* (p. 4847) ; *énumération des infractions* (p. 4847) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (sanctions en cas de non-observation des obligations)* (p. 4847) ; Art. 14 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 4848) ; *fermeture d'un établissement* (p. 4848) ; Art. 15 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4848) ; Avant l'Art. 16 : *Son amendement tendant, avant cet article, à rédiger ainsi le libellé du titre III : « Dispositions diverses »* 4849) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les conditions d'application de la présente loi seront fixées par un décret en Conseil d'Etat »* (p. 4849) ;

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter le chapitre premier de la loi du 28 juin 1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements, en qualité

de *Rapporteur suppléant : Cas des sociétés ayant pour objet la construction ou l'acquisition d'immeubles ; répartition des parts ou actions ; établissement de l'échelle de valeurs des lots ; principe de la proportionnalité* [13 mai 1969] (p. 1358, 1359) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Question de l'apaisement fiscal ; dépôt, par M. Alain Terrenoire et M. Tisserand, d'un amendement qui exprimait le vœu qu'aucune poursuite en correctionnelle ne soit exercée et qu'aucune amende ou intérêt de retard ne soient perçus à l'encontre des contribuables qui, ayant omis de produire certaines déclarations d'impôt ou ayant souscrit des déclarations insuffisantes, répareraient leur erreur ou leur omission avant le 31 décembre 1969 ; irrecevabilité de cet amendement en application de l'article 40 de la Constitution ; ses observations sur la loi du 24 mai 1951* [26 juin 1969 (p. 1756, 1757) ; Art. 23 : *Cas des auxiliaires de la justice* (p. 1775) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 20 : *Rentes viagères ; taux de relèvement des majorations actuelles ; nécessité d'abandonner le système de majoration linéaire des relèvements précédents ; relèvement du plafond de 10.000 francs ; relèvement du plafond devant suivre les majorations des rentes ; problème des rentes viagères constituées avant 1914* [30 octobre 1969] (p. 3072, 3073) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement du Gouvernement (situation des tiers)* (p. 3074) ; *ses observations sur les rentes antérieures à 1914 ; relèvement du plafond ; retrait de son sous-amendement* (p. 3075) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa du paragraphe III de cet article à substituer à la date du « 1er janvier 1964 » la date du « 1er janvier 1966 »* (p. 3075) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3075) ; *de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970,* ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens d'Afrique du Nord ; institution d'un diplôme de « reconnaissance de la nation » ; possibilité qu'ils soient des ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ; sa question de savoir si les intéressés bénéficieront des secours, des prêts sociaux et de l'aide au logement que l'office est habilité à apporter ; problème de la retraite mutualiste ; possibilité que les anciens combattants et prisonniers de guerre soient admis à faire valoir leurs droits à la retraite à partir de 60 ans* [31 octobre 1969] (p. 3210) ; JUSTICE : *Projets de réforme des professions judiciaires ; simplification de la procédure ; poursuite de la revalorisation de la carrière des magistrats ; conséquence de la réforme des greffes ; recrutement du personnel nécessaire pour compenser le départ des titulaires en charge ; ses observations sur les grilles de traitement ; simplification du tarif des actes de greffe grâce à l'établissement d'un tarif forfaitaire ; allégement des formalités comptables imposées aux secrétaires-greffiers ; possibilité de permettre aux greffiers titulaires de poursuivre au-delà de la limite d'âge l'exercice de leur fonction* [5 novembre 1969] (p. 3389); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole ; enseignement agricole privé ; nombre des élèves de l'enseignement supérieur ; bourses ; cas des régions d'élevage ; taux de scolarité dans le second cycle et dans l'enseignement technique ; amélioration des structures ; blocage des crédits pour l'élevage ; problème du remembrement* [19 novembre 1969] (p. 3961, 3962) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Conditions dans lesquelles a été votée la loi de juillet 1966 ; rappel des événements ; problème du montant des cotisations ; extension, jusqu'à l'âge de 16 ans, des avantages accordés actuellement jusqu'à 14 ans ; possibilité de faire prendre en charge par le budget de l'Etat la cotisation moyenne de base des retraités du fonds national de solidarité* [2 décembre 1969] (p. 4507, 4508) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa (cas des personnes qui étaient affiliées à l'assurance volontaire du régime général pour le risque maladie au 1er avril 1969)* [3 décembre 1969] (p. 4548) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4549) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Possibilité de porter de 14 à 16 ans l'âge des enfants pouvant bénéficier des avantages prévus à cet article* (p. 4560) ; *possibilité de permettre aux représentants régulièrement élus de décider des prestations à servir dans chaque groupe professionnel* (p. 4561) ; *retrait de l'amendement de M. Peyret* (p. 4561) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « En cas de défaillance de ces*

organismes et après accord de la caisse nationale, les caisses mutuelles régionales pourront assurer temporairement l'encaissement des cotisations et le service des prestations » (p. 4577) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4577) ; *retrait de son amendement* (p. 4578) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début du sixième alinéa du paragraphe III de cet article à substituer au mot « d'administrateur » les mots : « de président, de trésorier »* (p. 4580) ; *incompatibilité à l'égard des membres des conseils d'administration des organismes conventionnés qui exercent une fonction de responsabilité* (p. 4580) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Problème de la prise en charge par le budget de l'Etat des cotisations des retraités allocataires du Fonds national de solidarité* (p. 4581, 4582) ; Art. 20 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer après le premier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « Quelle que soit la périodicité d'appel des cotisations, le paiement de celles-ci est effectué par fractions trimestrielles »* (p. 4587) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 4587) ; Art. 38 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans cet article, après le chiffre « 8 » à insérer le chiffre « 15 »* (p. 4593) ; *fixation des circonscriptions et des règles de fonctionnement des caisses mutuelles régionales* (p. 4593) ; Art. 40 de la loi du 12 juillet 1966 : *Conditions dans lesquelles les cotisations sociales pourront être déduites du revenu des assurés pour la détermination de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 4593, 4594) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin de la première phrase de cet article, après les mots : « cotisations arriérées », à insérer les mots : « correspondant au moins à un trimestre »* (p. 4596) ; *problème de l'amnistie* (p. 4596);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Harmonisation des structures commerciales de la France ; contrôle des installations nouvelles de surfaces commerciales d'une certaine importance ; système de crédit et de financement ; groupement des commerçants ; réforme de la patente* [17 décembre 1969] (p. 5015) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et celle de M. Bousquet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, en qualité de *Rapporteur : Prescription des actions exercées en vertu de l'article 33 du décret du 30 septembre 1953 ; problème de la prescription biennale ; paiement de l'indemnité d'éviction* [17 décembre 1969] (p. 5017) ; *Ses observations sur l'article 7 du décret du 3 janvier 1966 ; cas des locataires qui sont encore dans les lieux et qui désirent se faire relever de la forclusion encourue* (p. 5018) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 5018) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 5020).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Difficultés soulevées par la mise en application de l'assurance maladie ; simplification de la T.V.A. ; institution de commissions consultatives départementales chargées de donner leur avis sur les installations des « grandes surfaces » ; indemnité viagère de départ ; réforme de la patente ; salaire fiscal* [10 avril 1970] (p. 966).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, avec débat restreint, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relative à la procédure du divorce, Art. 1er : *Réduction des frais ; cas où le demandeur en divorce sollicite des mesures provisoires ou conservatoires* [5 mai 1970] (p. 1509).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique

économique et financière : *Problème du commerce et de l'artisanat ; l'application du régime d'assurance-maladie ; ses observations sur le plan gouvernemental ; desserrement du crédit ; institution des Commissions consultatives départementales d'équipement ; réexamen des régimes de protection sociale ; installation des grandes surfaces ; instauration d'un système d'indemnité complémentaire de retraite au profit des petits commerçants et artisans âgés, dans le cadre de la solidarité professionnelle ; impôt général sur le revenu ; suppression de la taxe complémentaire ; fiscalité indirecte ; patente ; simplification de la T.V.A. ; contrôle des prix* [13 mai 1970] (p. 1666 à 1668).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire, Art. 4 : *Maintien des tribunaux d'instance ; situation des juges d'instance* [25 juin 1970] (p. 3052) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats, Art. 4 : *Ses observations sur cet article* [25 juin 1970] (p. 3071); Après l'Art. 4 : *Ouverture de l'accès aux fonctions des premier et second grades de la hiérarchie judiciaire aux fonctionnaires civils ou militaires et aux membres des professions judiciaires s'ils sont licenciés en droit ; situation des secrétaires-greffiers en chef en Alsace-Lorraine* (p. 3071, 3072) ; *cas de l'âge limite des secrétaires-greffiers* (p. 3072) ; *modification de son amendement déposé par M. Gerbet* (p. 3073) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif aux groupements fonciers agricoles. STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Ses observations sur cet article* [26 juin 1970] (p. 3199) ; BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-27 du Code rural : *Problème de la révision* (p. 3207) :

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur la distribution* [20 octobre 1970] (p. 4442) ; *écart entre les charges sociales et fiscales des travailleurs indépendants et des autres catégories sociales ; disparition de la taxe complémentaire ; fraude fiscale ; délai de prescription opposable au contrôle fiscal ; taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à l'hôtellerie ; conséquence de la distinction entre les hôtels homologués de tourisme et les hôtels non homologués ; détaxation des carburants agricoles au profit des seuls exploitants situés dans les zones de rénovation rurale* (p. 4443) ; de la deuxième partie, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole ; amélioration des structures et des programmes de cet enseignement ; carte scolaire ; crédits de fonctionnement des établissements existants ; parité des bourses de l'enseignement agricole public et de l'enseignement agricole privé ; problème du remembrement* [7 novembre 1970] (p. 5339, 5340) ; Après l'Art. 65 : *Allongement du délai de prescription en matière fiscale ; problème relatif à la fraude fiscale* [17 novembre 1970] (p. 5681, 5682) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 9 : *Exonération de la contribution des patentes pour les artisans qui emploient un compagnon à temps partiel* [9 décembre 1970] (p. 6344) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le 4e alinéa de cet article, à supprimer les mots : « des sociétés de caution mutuelle »* (p. 6351) ; *nature des opérations des sociétés de caution mutuelle ; ses observations sur la caution de l'O.N.I.C. ; ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 6352) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme, Art. 870-27 du Code rural : *Modalités de fixation du prix du fermage pour les baux à long terme* [11 décembre 1970] (p. 6481) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament, Art. 1er : *Clauses d'inaliénabilité perpétuelles ; problème des charges devenues inapplicables* [14 avril 1971] (p. 1096) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi : 1° de M. Edouard Charret et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial ; 2° de sa proposition de loi déposée avec M. Ruais tendant à faciliter la reconversion des com-

merçants et artisans : 3° de celle de M. Modiano tendant à banaliser les baux commerciaux, en qualité de *Rapporteur : Difficultés rencontrées par bon nombre de commerçants et artisans pour trouver un successeur dans leur commerce ; problème de l'institution de mesures sociales en faveur des commerçants âgés ; loi du 12 mai 1965 ; analyse des diverses propositions de loi ; cas de déspécialisation plénière ; suspension d'effet des clauses résolutoires* [26 mai 1971] (p. 2103) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2105) ; Art. 34-2 du décret du 30 septembre 1953 : *Droit des créanciers inscrits sur le fonds* (p. 2105, 2106) ; Art. 34-3 du décret du 30 septembre 1953 : *Conséquence du changement d'activité d'un locataire* (p. 2106) ; Art. 35-1 du décret du 30 septembre 1953 : *Problème de la résiliation automatique* (p. 2107) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2108) ; en deuxième lecture, sous le nouveau titre de proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, en qualité de *Rapporteur : Déspécialisation des baux commerciaux ; possibilité donnée aux commerçants de renoncer à la transformation du fonds ; conditions du droit au renouvellement du bail ; conditions d'exercice du droit de repentir du propriétaire* [30 juin 1971] (p. 3568, 3569) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 34-1 du décret du 30 septembre 1953 : « Lorsque ces activités, eu égard à la conjoncture économique et aux nécessités de l'organisation rationnelle de la distribution sont compatibles avec la destination, les caractères et la situation de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier »* (p. 3569) ; *son amendement tendant, dans le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 34-2 du décret du 30 septembre 1953 à substituer aux mots : « deux mois » les mots :* (p. 3569) ; *son amendement tendant, dans le 2e alinéa du texte proposé pour l'article 34-3 du décret du 30 septembre 1953 à substituer aux mots : « en compensation du service rendu » les mots : « en contrepartie de l'avantage procuré »* (p. 3569) ; *son amendement (rôle du tribunal de grande instance)* (p. 3570) ; Art. 1er : *Son amendement (indication de la personne qui peut invoquer le droit au renouvellement au bail)* (p. 3570) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modification faite par le Sénat* [30 juin 1971] (p. 3581) ;

— du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 1er : *Situation des entreprises de petite et de moyenne dimension ; raison de la pénalisation de ces entreprises* [8 juin 1971] (p. 2540, 2541) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots suivants : « sous réserve, pour les petites et moyennes entreprises, d'adaptations éventuelles nécessitées par les problèmes spécifiques qu'elles posent »* (p. 2541) ; *situation des salariés des entreprises, petites et moyennes, par rapport aux grandes entreprises* (p. 2541) ; *retrait de son amendement* (p. 2542) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 7 de cet article par un nouvel alinéa : « les conditions liées à la possession par les travailleurs de diplômes professionnels ou de diplômes de l'enseignement supérieur »* (p. 2547) ; *retrait de son amendement* (p. 2548) ; Art. 16 . *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au pourcentage « un pour cent » le pourcentage « 0,50 pour cent ».* (p. 2555) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2555) ; *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer au pourcentage « deux pour cent » le pourcentage « un pour cent »* (p. 2555) ; *retrait de son amendement* (p. 2556) ; *charges des entreprises de moyenne dimension ; détermination du taux* (p. 2557) ; *retrait de son amendement* (p. 2558) ; *son amendement tendant, dans le 4e alinéa de cet article, à substituer aux mots : « soit en application de conventions conclues » les mots : « soit par des organismes ayant conclu des conventions »* (p. 2558) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa (3°) de cet article, à substituer aux mots : « dans la limite de dix pour cent du montant de la participation à laquelle ils sont tenus au titre de l'année en cours » les mots : « dans la limite de cinquante pour cent du montant de la participation calculée en application du premier alinéa du présent article* (p. 2560, 2561) ; *aide aux organismes agréés* (p. 2561) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « sont agréés de plein droit les organismes déjà collecteurs de la taxe d'apprentissage et qui en consacrent une part à des actions de formation complémentaire »*

(p. 2562) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas des entreprises où la masse des salaires distribués est trop modeste pour pouvoir financer chaque année des stages de formation professionnelle)* (p. 2563) ; *retrait de son amendement* (p. 2563) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 18 : *Ses observations sur la loi de 1938* [12 juin 1971] (p. 2819) ; Après l'Art. 30 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (garantie des responsabilités)* (p. 2831) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par de nouvelles dispositions* (p. 2836) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants, Art. 6 : *Son amendement (donation en numéraire)* [23 juin 1971] (p. 3301) ; *évaluation du rapport des dons en nature ; égalité entre les héritiers* (p. 3301, 3302) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile et sur sa proposition de loi tendant à réglementer la vente à domicile, Art. 3 : *Son amendement (substitution des mots « quatre jours » aux mots « sept jours »)* [2 octobre 1971] (p. 4215) ; *délai de réflexion* (p. 4215-4216) ; *son amendement (indication que les jours fériés ne sont pas compris dans le délai)* (p. 4216) ; *son amendement (cas où des marchandises ou objets quelconques sont laissés par un démarcheur à la disposition d'une personne sans que celle-ci ait souscrit l'un des contrats mentionnés à l'article premier)* (p. 4216-4217) ; *problème des cautions de garantie* (p. 4217) ; Art. 8 : *Son amendement (démarchage pour la vente de véhicules automobiles neufs y compris les véhicules utilitaires)* (p. 4218) ; *son amendement (service après-vente)* (p. 4218) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Après l'Art. 15 : *Ses observations sur les mots : « dépositaires publics »* [7 octobre 1971] (p. 4386) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Situation des professionnels non salariés de la distribution et des entreprises de petite et moyenne dimension ; réduction de trois points promise aux contribuables non salariés ; problème de la retraite* [20 octobre 1971] (p. 4690) ; *aide aux commerçants âgés ; problème de la concurrence déloyale* (p. 4691) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi et celle de M. Albert Bignon tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile : *Protection du titre d'expert en automobile* [15 décembre 1971] (p. 6805) ; *activités de la profession d'expert* (p. 6806) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6807) ; *réglementation et organisation de la profession* (p. 6807) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les deux premiers alinéas de cet article* [16 décembre 1971] (p. 6836) ; Art. 3 et 4 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 6837) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à l'usage illégal du titre d'expert en automobile* (p. 6838) ; *son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article* (p. 6838) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement concernant les pouvoirs du tribunal* (p. 6838) ; Art. 7, 8 et 9 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 6839, 6840) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase de cet article* (p. 6840) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Procédure retenue par le Gouvernement pour la discussion en séance publique ; dégradation de la situation sociale ; problème de conversion et de reconversion pour ceux qui n'ont pas atteint l'âge de soixante ans ; création d'un fonds d'adaptation du commerce indépendant ; égalité des conditions de concurrence entre « grandes surfaces » et « indépendants » ; conséquence de la vente à perte* [17 mai 1972] (p. 1569, 1570) ; *vote d'une véritable loi anti-trust ; contrôles effectués dans les grandes unités ; institution d'une taxe sur les produits financiers de fonds de roulement ; problème des implantations commerciales ; réforme de la patente ; taux de la T.V.A. ; déduction de 20 pour cent sur la totalité du plafond de la sécurité sociale ; intégration du petit commerce dans les chambres de commerce ; institution d'une société unipersonnelle* (p. 1571) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Problème du financement ; principe d'une taxe sur le chiffre d'affaires* [19 mai 1972] (p. 1741) ; *cas des entreprises de vente par correspondance* (p. 1742).

HOUËL (Marcel)

Député du Rhône
(6e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer des « communautés d'agglomération » dans les agglomérations multicommunales, **n° 314** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer le développement du commerce indépendant et de l'artisanat et la réglementation des magasins à grande surface de vente, **n° 1295** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à définir un statut des travailleurs frontaliers, **n° 1686** [5 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds d'aide aux commerçants âgés qui sont dans l'impossibilité de céder leur fonds de commerce, **n° 2257** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi d'orientation pour le commerce et l'artisanat, **n° 2849** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication de ce qui n'est pas admis en déduction du bénéfice imposable pour le calcul de l'impôt sur les sociétés ; suppression des régimes d'exception et exonérations concernant les plus-values d'actif ; suppression de l'avoir fiscal)* [19 juillet 1968] (p. 2339) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur la fermeture éventuelle de certaines lignes ferroviaires ; libéralisme en matière de transports ; déficit de la S.N.C.F. ; tarifs du trafic marchandises ; ses observations sur les lignes du service omnibus voyageurs* [7 novembre 1968] (p. 4116, 4117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Nombre des travailleurs concernés par la formation et la promotion ; crédits pour le Fonds de formation professionnelle et de promotion sociale ; rôle des organisations professionnelles et syndicales ; contrôle du fonds de la formation professionnelle ; proposition du groupe communiste sur la formation professionnelle et le perfectionnement continu des travailleurs ; alphabétisation des travailleurs étrangers ; qualité de l'enseignement; problème des débouchés* [20 novembre 1969] (p. 4080, 4081).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit de la société Berliet [17 avril 1970] (p. 1146).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des

impôts directs en 1970 : *Ses observations sur le projet de loi instituant les communautés urbaines ; opposition des communes de Saint-Eusèbe et de Pouilloux à la création de la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines ; problèmes de l'avance de fonds par l'Etat ; intérêts de Michelin et de Poclain ; réforme démocratique des finances locales* [3 juin 1970] (p. 2191).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272, 5276).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Situation des petits commerçants âgés* [18 mai 1972] (p. 1672) ; *prolifération des magasins à grande surface ; proposition de loi du groupe communiste ; attribution aux commerçants âgés, qui ne peuvent céder leur fonds de commerce, d'une allocation annuelle égale à six pour cent de la valeur vénale de leur fonds ; procédure d'ouverture de droits ; cas des commerçants non sédentaires* (p. 1673) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Son désir que les crédits inscrits au budget des charges communes au titre des mesures générales intéressant la fonction publique aient un caractère indicatif et ne soient pas considérés comme une masse salariale fixée de façon intangible* [18 novembre 1972] (p. 5489) ; *demande si la discussion avec les organisations syndicales portera sur les problèmes à résoudre sans qu'un préatable budgétaire rigide soit imposé à cette discussion ; crédit destiné à améliorer l'action de l'administration dans le domaine des œuvres sociales ; revendications des fonctionnaires retraités ; demande pourquoi le projet de budget des charges communes pour 1973 ne contient pas de mesures nouvelles aux chapitres des pensions civiles et militaires ; revendications des retraités débattues au cours d'une conférence particulière ; revendications exposées par les fonctionnaires C.G.T. et C.F.D.T. et remises le 12 octobre aux présidents des groupes de l'Assemblée ; augmentation des traitements, pensions et retraites en rapport avec la hausse du coût de la vie ; 800 francs par mois de minimum garanti des pensions ; incorporation de l'indemnité de résidence ; relèvement du taux de la pension de réversion ; application des propositions de la commission Jouvin (réversion de la pension de la femme fonctionnaire, paiement mensuel, assouplissement) ; dispositions de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964 ; programme commun de la gauche* (p. 5490) ; Articles non rattachés, Après l'Art. 50 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Rieubon majorant la patente pour les patentables exploitant plus de cinq établissements de vente de marchandises et pour les magasins à grande surface de vente et la réduisant pour les commerçants de détail et les artisans n'employant pas plus de deux salariés* [18 novembre 1972] (p. 5517).

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
(5e circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orien-

tation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'nivestissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [11 juin 1970] (p. 2515) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980), [30 juin 1972] (p. 3102) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945) ;

— membre de la commission spéciale chargée d'cxaminer le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [13 décembre 1972] (p. 6151) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa premier) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa premier) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2710) portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, n° 2770 [14 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, Titre IV : *Non-opposition de la province à Paris ; réforme de la S.N.C.F. ; suppression de lignes secondaires ; ses observations sur la ligne Châteaubriant - Segré - Château-Gontier - Sablé ; problème de la R.A.T.P.* [3 novembre 1969] (p. 3268) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Responsabilité des pouvoirs publics dans l'industrialisation ; insuffisances en matière de sécurité ; responsabilités respectives de l'Etat et des collectivités locales ; inapplication de certaines lois* [16 juin 1970] (p. 2721, 2722) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Compétence du tribunal paritaire des baux ruraux* [26 juin 1970] (p. 3202).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au machinisme agricole [30 octobre 1970] (p. 4972, 4973).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu agricole ; production bovine ; équipement agricole ; enseignement agricole ; ses observations*

sur l'école nationale des ingénieurs et techniciens des industries alimentaires ; problème des abattoirs ; exemple de La Villette [7 novembre 1970] (p. 5370) ; *problème de l'abattoir de Châteaubriant* (p. 5371) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Après l'Art. 6 : *Rôle des huissiers de justice* [11 juin 1971] (p. 2753) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Simplification de la vie administrative ; répartition des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales ; taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; étatisation des polices municipales des villes de plus de 10.000 habitants ; statut du personnel communal* [10 novembre 1971] (p. 5631, 5632) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Méthodes de travail parlementaires ; son souhait que les débats budgétaires fassent référence à l'exécution du Plan ; ses observations à M. Ramette à propos de la Communauté économique européenne ; directive européenne relative à la modernisation des exploitations agricoles* [14 novembre 1972] (p. 5168) ; *enseignement agricole dans la Loire-Atlantique ; création d'une école vétérinaire à Nantes ; aide à l'enseignement privé ; équipement ; problème de l'eau ; commissariat à l'eau ; sa demande d'un débat sur l'application de la loi du 9 juillet 1965 relative à l'organisation du marché de la viande ; redevance d'abattage* (p. 5169) ;

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, en qualité de *Rapporteur : Trois systèmes envisageables : Soit un régime de retraite autonome, soit un régime de caractère indemnitaire, soit l'affiliation à un régime de retraite existant ; problème des modalités de financement d'une caisse nationale de retraite des maires et des élus locaux* [15 décembre 1972] (p. 6276) ; *avantages d'un régime de caractère indemnitaire ; affiliation à un régime de retraite existant, solution retenue par le Gouvernement ; affiliation à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, l'I.R.C.A.N.T.E.C. ; régime de répartition dont le rendement est très satisfaisant ; liberté d'affiliation ; cotisations ; majoration des indemnités actuellement versées aux maires et aux adjoints ; possibilités de cotiser au-delà de 65 ans ; avantages pour les ayants droit ; demande au Gouvernement de bien vouloir étudier la possibilité d'étendre l'application du projet aux anciens maires et aux anciens adjoints ayant accompli une certaine durée de mandat ; propose l'affiliation obligatoire (amendement de M. Delachenal) ; déplore le trop faible montant des allocations qui seront versées* (p. 6277) ; Art. 1er : *Ses deux amendements rédactionnels ; son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 1er dont les dispositions seront reprises dans un article 1er bis* (p. 6282) ; *sa réserve ; n'a plus d'objet* (p. 6283) ; *son amendement supprimant les deux derniers alinéas de l'article 1er* (p. 6282, 6283) ; *son amendement rendant obligatoire ce régime de retraite* (p. 6282) ; *retrait* (p. 6283) ; Art. 3 : *Ses deux amendements devenus sans objet ; retrait* (p. 6284) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations à l'amendement de M. Lagorce et à celui du Gouvernement dont la rédaction est meilleure concernant l'honorariat des maires et adjoints* (p. 6285).